



LIV

F

12



HISTOIRE D'ANGLETERRE,

PAR MONSIEUR
DE RAPIN THOYRAS.

TOME SIXIÈME,

CONTENANT

LES REGNES D'EDOUARD VI, DE
MARIE, ET D'ELIZABETH.

SECONDE ÉDITION.



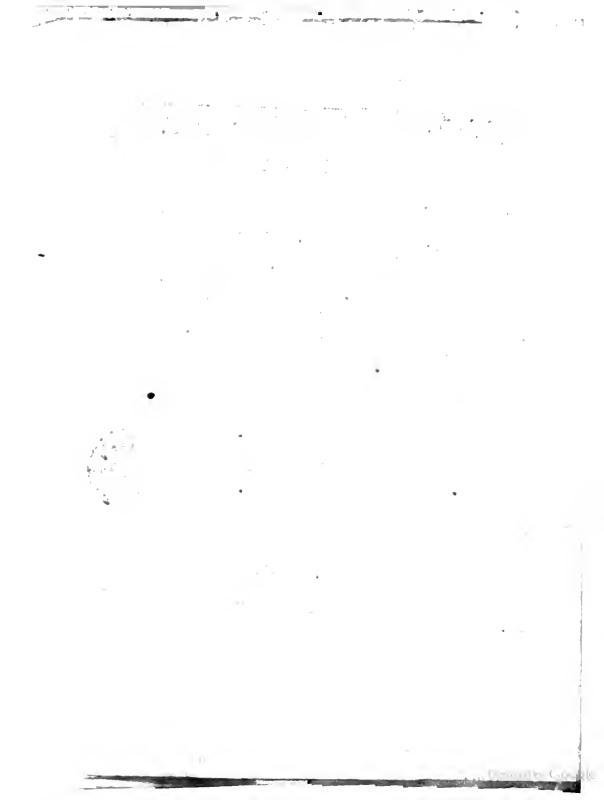
A LA HAYE,

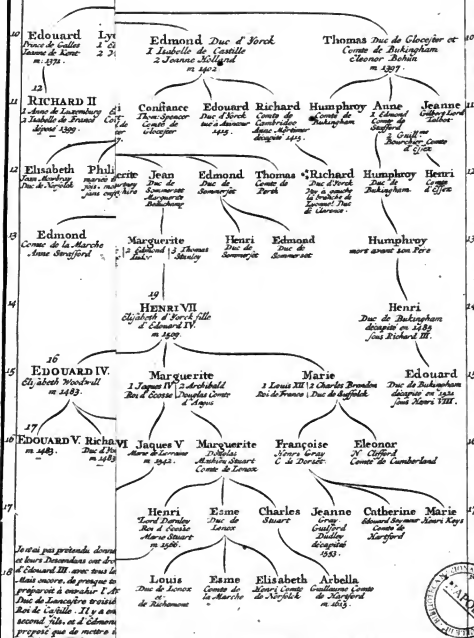
Chez { CHRÉTIEN VAN LOM,
JEAN VAN DUREN, } Libraires,
PIERRE DE HONDT,

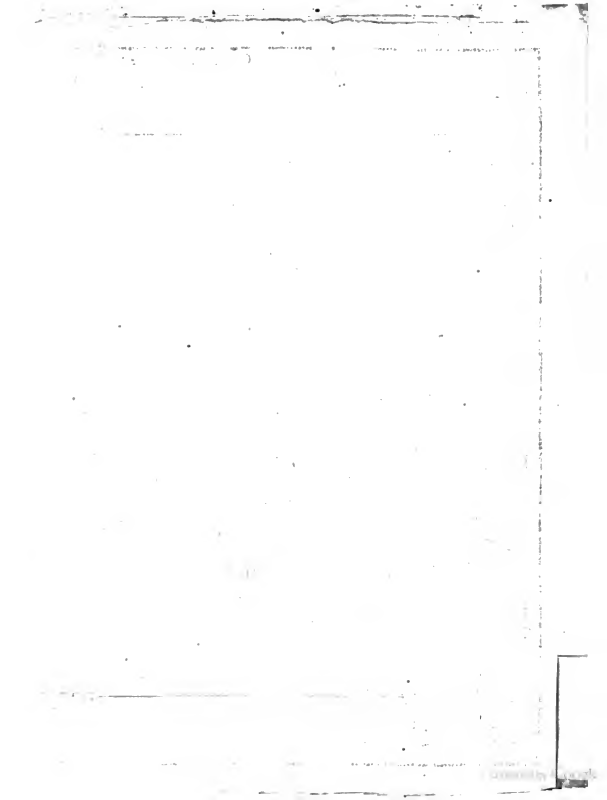
M D C C X X X I I I.

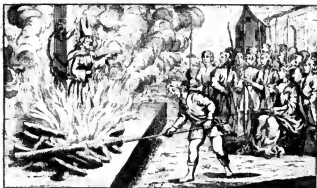
Avec Privilege de Nos Seigneurs les Etats de Hollande & de West-frise.











HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE SEIZIEME,

Contenant les Regnes d'EDOUARD VI.
& de MARIE.



EDOUARD VI.

Vingt & unieme Roi d'Angleterre, depuis la Conquête.



EDOUARD VI., Fils unique & Successeur de Henri VIII., étoit dans sa dixieme année, depuis le mois d'Octobre, lorsque la mort du Roi son Pere le fit monter sur le Trône. Sa Majorité étoit fixée à l'âge de dix-huit ans, par le Testament du feu Roi, mais il mourut avant que de l'avoir atteinte, après un court Regne de six ans & quelques mois. Ainsi, on peut aisément juger, que l'Histoire de ces six années est moins celle du Roi même, que celle de ses Gouverneurs & de ses Ministres. Il y avoit lieu d'espérer beau-
Tom. VI. A coup

EDOUARD
VI.
1547.

EDOUARD coup de ce jeune Prince, s'il eût plu à Dieu de lui donner une plus-longue vie. Il avoit une mémoire excellente, un esprit d'une merveilleuse solidité; & avec cela, il étoit laborieux, & n'épargnoit ni peines ni soins pour se rendre capable de bien gouverner son Royaume. A l'âge de huit ans, il écrivoit déjà des Lettres en Latin, au Roi son Pere. Le François lui étoit aussi familier que l'Anglois. Il apprit aussi le Grec, l'Espagnol, & l'Italien. Ensuite, il s'attacha aux Sciences, & y fit des progrès qui tenoient du prodige. *Cardan*, qui le vit à l'âge de quatorze ans, en parloit comme d'une merveille de son Siècle. Le témoignage de ce Philosophe étoit d'autant moins suspect, que c'étoit après la mort du jeune Prince qu'il publioit ses louanges en Italie même, où sa mémoire étoit odieuse.

On lui annonce la mort du Roi son Pere, & on le mène à la Tour de Londres.

Dès que Henri VIII. eut rendu le dernier soupir, le Conseil députa le Comte de Hartford & le Chevalier Thomas Brawn, pour aller notifier sa mort au jeune Edouard, & pour le mener à Londres. Il étoit alors avec la Princesse Elisabeth sa Sœur, à *Hartford*, d'où les Députés le conduisirent à *Endfeld*. Ce fut là qu'ils l'informerent de la mort du Roi, & qu'ils lui rendirent leurs respects comme à leur Souverain. Ensuite, ils l'accompagnèrent jusqu'à la Tour de Londres, où il fut reçu par le Conseil en Corps, qui le fit proclamer le même jour, 31. de janvier 1547.

Le Testament de Henri VIII. est ouvert.

Dès le lendemain, le Conseil s'assembla, pour régler la forme du Gouvernement pendant la Minorité du Roi. Il n'y avoit pas beaucoup à délibérer sur ce sujet. Le Parlement avoit donné au feu Roi le pouvoir, non seulement de régler la Succession par son Testament, mais encore de marquer la forme du Gouvernement qu'il jugeroit la plus convenable, jusqu'à ce que son Successeur fût en état de gouverner par lui-même. Il n'y avoit donc qu'à ouvrir son Testament, pour voir ce qu'il avoit ordonné, & à s'y conformer. On y trouva, que Henri avoit fait choix de seize personnes, pour être Exécuteurs de son Testament, Régens du Royaume, & Tuteurs du jeune Roi. Ces seize Régens étoient:

Régens nommez par Henri.

Hist. de la Reform.

Art. Publ. Tome XV. pag. 110.

Thomas Cranmer, Archevêque de Cantorberi.

Le Lord Wriothesley, Grand Chancelier.

Le Lord St. Jean, Grand Maître de la Maison du Roi.

Le Lord Russel, Garde du Sceau Privé.

Le Comte de Hartford, Grand Chambellan.

Le Vicomte de Lisle.

Cuthbert Tonstal, Evêque de Durham.

Le Chevalier Antoine Brawn, Grand Ecuyer.

Le Chevalier Guillaume Pager, Secrétaire d'Etat.

Le Chevalier Edouard North, Chancelier de la Cour des Augmentations.

Le Chevalier Edouard Montaigu, Premier Juge des Plaids communs.

Mr. Bromley, l'un des douze Juges du Royaume.

Le

Le Chevalier Antoine Deny. } Premiers Gentilshommes de la CHAMBRE.
 Le Chevalier Guillaume Herbert. }
 Le Chevalier Edouard Wotton, Trésorier de Calais. VI.
 Le Docteur Wotton, Doyen de Cantorberi & d'York. 1547.

Quant à Etienne Gardiner Evêque de Winchester, j'ai dit dans le Règne précédent, qu'encore qu'il eût été d'abord du nombre des Régens, il en avoit été rayé.

Le Roi donnoit à ces seize, ou à la plus grande partie d'entre eux, le pouvoir de régler & d'administrer les affaires du Royaume, ainsi qu'ils le jugeroient à propos. Ce fut sur cette clause générale, qui donnoit aux Régens un pouvoir sans bornes, qu'on appuya dans la suite plusieurs changemens qui paroissent oppozer à ce que Henri avoit ordonné. Au reste, non seulement il ne leur donnoit pas le pouvoir de remplir les Places qui deviendroient vacantes par la mort de quelques-uns d'entre eux, mais il paroissoit, au contraire, que son intention étoit qu'elles ne fussent jamais remplies. Cette conséquence se tiroit naturellement, de ce qu'il défendoit aux Princesses ses Filles, de se marier sans le consentement par écrit de ceux des Exécuteurs qui seroient alors en vie. On pouvoit aussi conclure de là, qu'il ne prétendoit pas qu'aucun des Régens pût être privé de sa Dignité.

Outre ces seize, qui devoient exercer l'Autorité Souveraine pendant la Minorité du Roi, Henri avoit fait choix de douze autres, pour former leur Conseil, savoir :

Le Comte d'Arundel.

Le Comte d'Essex.

Guillaume Petre, Secrétaire d'Etat.

Richard Riche.

Jean Baker.

Raphaël Sadler.

Thomas Seymour.

Richard Southwel.

Edmond Peckham.

Thomas Chcyne.

Jean Gage.

Antoine Wilsfield.

La volonté du feu Roi étant ainsi connue, le Conseil résolut des'y conformer, & dès ce même jour, les Régens, aussi bien que les Conseillers, prirent possession de leurs Charges. J'ai déjà dit, que c'est ici moins l'Histoire d'Edouard VI. que celle de ses Gouverneurs : c'est pourquoi, il est nécessaire de faire connoître un peu plus particulièrement ceux d'entre les Régens & les Conseillers qui ont eu le plus de part aux affaires de ce Règne.

Le caractère de *Cranmer* Archevêque de Cantorberi est assez connu, par ce qui en a été dit dans le Règne précédent. Il faut seulement ajouter deux choses. La première, qu'il n'aimoit pas beaucoup

Pouvoir des Régens, par le Testament.

Conseil de la Régence nommé par Henri.

Caractères de quelques-uns des Régens & des Conseillers.

De Cranmer.

EDOUARD
VI.
1547.

à se mêler des affaires politiques, auxquelles même il étoit peu propre, à cause de certaines maximes de droiture qu'il suivoit, & qui le trouvoient trop opposées à celles qui s'observent, la plupart du tems, dans le Gouvernement des Etats. La seconde chose que j'ai à dire au sujet de Cranmer, c'est qu'il avoit un zèle extrême pour l'avancement de la Reformation. Depuis qu'il ne fut plus gêné par un Maître tel que Henri VIII., non seulement il ne se donna plus la peine de cacher ses sentimens sur la Religion, mais même, il travailla de tout son pouvoir à les faire établir par autorité publique. Il étoit comme le premier mobile de tout ce qui se faisoit par rapport à la Reformation. Mais son zèle étoit temperé par une maxime qu'il croyoit absolument nécessaire. C'est qu'il falloit aller pied-à-pied, & retrancher premièrement les abus grossiers, afin d'accoutumer peu-à-peu le Peuple à ces changemens, avant que de toucher aux Dogmes d'une plus grande conséquence. Outre que cet ordre lui sembloit le plus naturel, il se fondeoit sur une autre raison qui n'étoit pas moins importante, & qu'il est bon d'expliquer en deux mots.

On a vu dans le Regne précédent, que Henri VIII. n'avoit pas laissé à ses Sujets, la liberté d'accepter ou de rejeter les changemens qu'il avoit jugé à propos de faire dans la Religion. Il falloit absolument s'y conformer, ou se résoudre à perdre les biens, la liberté, & la vie même. Par là, l'Eglise d'Angleterre se trouvoit remplie d'une infinité de gens, qui ayant reçu extérieurement ce qui avoit été établi par l'autorité publique, n'en étoient pourtant pas persuadés dans le cœur. Il y avoit plusieurs Evêques de ce caractère, & beaucoup des principaux Membres du Clergé. Mais c'étoit principalement le bas Clergé, qui se trouvoit infecté de cette Hypocrisie. La plupart des Ecclesiastiques du dernier rang n'étoient autres que des Moines, auxquels la Cour des Augmentations, & les possesseurs des Terres des Monastères avoient fait donner des Bénéfices, pour se décharger de la subsistance qui leur avoit été adjugée, lorsqu'ils avoient été supprimez. Ces gens-là étoient encore attachez aux erreurs qu'on avoit dessein de reformer. Cranmer croyoit donc qu'il falloit gagner un peu de tems, afin de pouvoir changer le Clergé, en remplissant les places vacantes de gens affectionnez à la Reformation. En cela, il trouvoit de grandes oppositions de la part des zèlez, qui souhaitoient que la Reformation se fit tout d'un coup, sans s'arrêter à cette prudence mondaine, qu'ils croyoient peu conforme à l'esprit de la vraie Religion.

De Wrio-
thesley
Chancelier.
Maynard.

Le Lord *Wriothesley*, Grand Chancelier, étoit d'un caractère directement opposé à celui de Cranmer, & de plus, ses sentimens sur la Religion étoient entièrement contraires à la Reformation. C'étoit un homme plein d'ambition, fort prévenu de son propre mérite, hautain, impérieux, & trouvant fort mauvais qu'on ne fût pas toujours de son avis. Par là, il se rendoit très incommode dans le Con-

cil

seil, où personne ne pouvoit choquer ses sentimens sans l'exposer à entendre de lui des paroles aigres & offensantes. Mais c'étoit principalement au sujet de la Religion, qu'il faisoit paroître son emportement. Quoiqu'il se fût conformé extérieurement aux changemens que le feu Roi avoit faits, il ne laissoit pas d'être fortement attaché à la Religion Romaine. Il en avoit donné des marques sensibles dans l'affaire d'*Anne Askew*, dans le projet qu'il avoit fait pour ruiner la Reine, & en plusieurs autres rencontres. Ainsi, ceux d'entre les Régens qui souhaïtoient d'avancer l'ouvrage de la Reformation, pouvoient s'attendre à trouver en lui un opposant perpétuel. Depuis que le Duc de Norfolk étoit en prison, le Chancelier étoit regardé comme le Chef des partisans de l'Eglise Romaine. Aussi regardoit-il les Reformateurs, & Crammer en particulier, comme ses ennemis; ainsi que de leur côté, ils ne pouvoient sans un chagrin extrême le voir dans un poste qui le mettoit en état de contrebalancer leurs dessein. Par bonheur pour eux, leur Parti étoit le plus fort parmi les Régens, & dans le Conseil.

Edouard Seymour, Comte de Hartford, étoit d'une noble & ancienne famille, venue de Normandie avec Guillaume le Conquerant. Henri VIII. ayant épousé Jeanne Seymour après la mort tragique d'Anne de Bollen, le Chevalier Edouard Seymour, Frere de la nouvelle Reine, fut bien-tôt après créé Baron Seymour, & Vicomte de Beauchamp, & ensuite Comte de Hartford. Depuis ce tems-là, il occupa toujours un poste honorable à la Cour, tant pendant la vie de la Reine sa Sœur, qu'après sa mort. Henri VIII. témoigna toujours beaucoup d'estime pour lui, & l'employa diverses fois à des Expéditions militaires, dont il s'acquitta d'une manière qui lui attira de plus en plus l'estime & l'affection de son Maître. Il étoit doux, affable, civil, honnête envers tout le monde, & suivant, dans la conduite de sa vie, des principes d'honneur, de vertu, de Religion, qui se trouvent rarement dans les gens du monde. En un mot, il avoit beaucoup de belles qualitez, & peu de défauts. Entre ceux-ci, quelques-uns lui ont reproché une ambition immodérée. Mais il y a beaucoup d'apparence, que cette ambition étoit plutôt un effet de son zèle pour la Religion, qu'un défaut qui lui fût naturel, ainsi qu'on le verra dans la suite. On a dit aussi, que son esprit n'avoit pas beaucoup d'étendue, & que c'étoit ce qui le faisoit regarder comme un homme plus propre pour l'exécution que pour le Conseil. Pendant le dernier Regne, il s'étoit accommodé à la Religion de Henri VIII., parce qu'il étoit trop dangereux de s'y opposer. Il n'étoit pas le seul qui eût pris ce parti-là. C'est un reproche qu'on peut faire à tous les Anglois qui ont vécu sous ce Regne, si l'on en excepte quelques-uns des deux Partis, qui souffrirent la mort pour avoir voulu résister à la volonté de cet impérieux Monarque. Quoi qu'il en soit, le Comte de Hartford étoit dans son ame un parfait Reformé, & par conséquent,

EDOUARD
VI.
1547.

Du Comte
de Hartford.
*Hist. de la
Reformat.*

EDOUARD VI. 1547. quent, un grand ami de Cranmer. C'étoit ce qui lui attiroit la haine de tout le Parti contraire, & particulièrement du Chancelier, qui avoit déjà fait quelque tentative pour le perdre. Il témoigna toujours un très grand zèle pour la Reformation; & c'est proprement à lui & à Cranmer, qu'est due la gloire de tout ce qui s'est fait d'avantageux à la Religion sous le Regne d'Edouard VI. A la mort de Henri VIII., il se trouvoit revêtu de la Charge de Grand Chambellan. Il fut un des Régens nommez dans le Testament de ce Prince; & ce qui augmentoit encore plus son crédit, il étoit Oncle du nouveau Roi.

De Dudley
Viconte de
Lisle.
Hayward.

Jean Dudley, Viconte de Lisle, étoit Fils d'Edmond Dudley, que Henri VIII. avoit fait exécuter au commencement de son Regne, pour avoir servi d'instrument aux vexations dont Henri VII. avoit assligé son Peuple. Henri VIII. sentant dans son ame quelques scrupules sur la mort de Dudley, se fit un plaisir, & peut-être un devoir, d'en faire une espece de réparation à son Fils, avant même que d'en avoir reçu aucun service, en le créant Baron Dudley, & ensuite Viconte de Lisle. Ainsi la disgrâce du Pere fut la cause de la fortune du Fils. Depuis que Henri VIII. eut fait paroître de la bonne volonté pour lui, il fit à la Cour une figure considerable. Il fut honoré de divers Emplois, dont il s'acquitta toujours à la satisfaction du Roi. Principalement, il se distingua dans les armes, par sa valeur & par sa conduite. Il servit deux fois comme Lieutenant Général, sous le Comte de Hartford, en Ecosse & en Picardie; & il eut la gloire, qu'on lui attribua une bonne partie des heureux succès, quoiqu'il ne commandât pas en Chef. Ensuite, étant Gouverneur de Boulogne, il repoussa, par une vigoureuse sortie qu'il fit de la Ville haute, les François qui s'étoient déjà rendu maitres de la Ville basse. L'année suivante, il commanda, en qualité d'Amiral, la Flotte destinée contre la France; & après que les François eurent refusé le combat qu'il leur présenta, il fit une descente sur les côtes de France, & en emporta un grand butin. En un mot, il étoit regardé comme un des meilleurs Généraux qu'il y eût alors en Angleterre. Selon les apparences, si Henri VIII. eût vécu plus longtems, il auroit poussé encore plus loin sa fortune, puisqu'avec les qualitez d'un homme de Guerre, il avoit encore celles d'un bon Courtisan. Mais d'un autre côté, pour ce qui regarde ses mœurs, il n'avoit rien qui méritât des louanges. Il aimoit les plaisirs avec excès, & se plongeoit même quelquefois dans une sordide débauche. Quant au reste, il étoit peu scrupuleux par rapport à l'honneur & à la vertu. Comme il avoit une ambition démesurée, il ne faisoit aucune difficulté de se servir de toutes sortes de moyens, pourvu qu'ils fussent propres à le faire parvenir à son but. On peut bien juger qu'un homme de ce caractère, n'avoit pas les intérêts de la Religion fort à cœur. Pendant la vie de Henri VIII., il se tint exactement dans les bornes que ce Prince avoit mar-

marquées. Ensuite, sous le Règne d'Edouard VI., il se déclara ouvertement pour la Réformation, parce que c'étoit alors l'unique moyen de plaire au Roi, & d'avancer sa fortune. Néanmoins, il falloit bien que quand il étoit parmi les partisans de l'Eglise Romaine, il ne témoignât pas qu'il étoit leur ennemi, puisque la Cour de France fut persuadée qu'il n'étoit rien moins que Reformé. C'est du moins ce que Mr. de Thou assure dans son Histoire. Cela donne lieu de juger, qu'il ne regardoit la Religion que comme un moyen de s'avancer, & qu'il s'étoit fait un plan de suivre celle qui étoit le plus à la mode. Aussi, quelque zèle qu'il parût pour la Réformation, il ne fut jamais regardé sur le pied d'un de ses Protecteurs, parce qu'on étoit persuadé qu'il n'agissoit que par politique. La figure que ce Seigneur a faite pendant le Règne d'Edouard VI. m'a engagé à faire connoître particulièrement son caractère.

EDOUARD
VI.
1547.

Cuthbert Tonsal, Evêque de Durham, passoit pour un habile homme. Il avoit été employé par Henri VIII. en diverses Ambassades, Commissions, & Négociations, & enfin, récompensé de l'Evêché de Londres, & ensuite de celui de Durham, le plus riche & le plus considérable du Royaume, à cause de la Dignité de Palatin qui y étoit attachée. Pendant la vie de Henri VIII., Tonsal se conforma, comme les autres, à la Religion du Prince : mais on s'apercevoit que ce n'étoit qu'à regret qu'il voyoit peu à peu changer celle qu'il avoit professée depuis la jeunesse. Il auroit volontiers consenti qu'on eût reformé quelques abus des plus grossiers, mais il croyoit que le Roi alloit trop loin. Cependant, de peur de s'exposer à la colère de ce Prince, il se soumettoit à ce qui étoit ordonné. Il étoit pourtant regardé comme un des principaux fauteurs de la vieille Religion, & d'autant plus redoutable aux Reformateurs, qu'il étoit habile & savant. Cela n'empêchoit pas que Cranmer n'eût de l'amitié pour lui, à cause de son humeur douce & paisible, qui faisoit espérer qu'il pourroit être ramené.

De Tonsal.

Le Chevalier *Guillaume Paget*, Secrétaire d'Etat, étoit très entendu dans les affaires politiques, & par rapport à la Religion, il étoit dans les principes des Reformateurs. C'étoit par là qu'il avoit lié une étroite amitié avec Cranmer, & avec le Comte de Hartford.

De Paget.

Il n'est pas fort nécessaire de parler du Lord *St. Jean*, du Lord *Russel*, ni des autres Régens du nombre des seize, parce qu'ils ne firent que suivre les directions d'autrui. Mais il y en a quelques-uns de ceux qui composoient le Conseil de la Régence, dont il est nécessaire de dire un mot.

Le Comte d'*Arundel*, Seigneur d'une ancienne Maison, n'étoit pas trop content de n'être que du nombre des Conseillers, pendant qu'il voyoit tant de gens qui lui étoient inférieurs, revêtus de la Dignité de Régens. D'un autre côté, il n'étoit pas porté pour la Réformation. Ces deux raisons furent cause qu'il se mêla volontiers dans toutes les intrigues qui tendoient à produire quelque changement, ou dans

Du Comte
d'Arundel.

la

EDOUARD VI. la Religion, ou dans le Gouvernement de l'Etat. Mais il eut le malheur de ne travailler jamais que pour autrui.

1547. *Guillaume Parr*, Comte d'Essex, Frere de la Reine Douairiere, n'avoit qu'un mérite médiocre. Il ne laissa pourtant pas de faire une assez grande figure sous ce Regne, & d'être souvent employé, parce qu'il avoit l'adresse de se tenir attaché au Parti qui dominoit.

De Petre. *Guillaume Petre*, Secrétaire d'Etat, étoit habile dans les fonctions de sa Charge. On ne pouvoit presque se passer de lui ; & par cette raison, il avoit beaucoup de part aux résolutions les plus secretes qui se prenoient à la Cour.

De Riche. *Richard Riche*, homme de Robe, étoit un bon Courtisan, qui, par la souplesse de son esprit, trouva le moyen de devenir Grand Chancelier.

De Thomas Seymour. *Thomas Seymour*, Oncle maternel du Roi, & Frere cadet du Comte de Hartford, se trouvoit malheureux, à cause de la distinction que le feu Roi avoit faite entre lui & son Frere, qui étoit du nombre des Régens, pendant qu'il n'étoit lui-même que simple Conseiller. Il croyoit, que sa qualité d'Oncle du Roi auroit dû lui procurer plus d'honneur. Il avoit une ambition démesurée, jointe à une haute opinion de son propre mérite. Aussi le rang que le feu Roi lui donnoit par son Testament, n'étant pas capable de le satisfaire, il voulut monter plus haut ; & ce fut ce qui causa sa ruine, ainsi qu'on le verra dans la suite.

On propose d'élire un Protecteur. La forme du Gouvernement ne fut pas plutôt réglée conformément à la dernière volonté de Henri, qu'on proposa d'y faire un changement. Quelques-uns des Régens firent remarquer, qu'il ne pouvoit qu'être embarrassant pour le Peuple, & particulièrement pour les Ministres étrangers, d'avoir à s'adresser à seize personnes d'une égale autorité ; & proposèrent d'élire quelqu'un d'entre eux pour Chef & pour Président, sous le titre de *Protecteur*. Ils ajouterent, que par ce moyen, les affaires en seroient plutôt expédiées ; & que néanmoins, il n'y auroit rien de changé dans la forme de Gouvernement qu'on avoit établie, parce qu'on n'éliroit un Protecteur, que sous la condition expresse qu'il ne pourroit rien faire sans le consentement des autres Régens.

Le Chancelier s'y oppose en vain. *Le Chancelier Wriotbesley* comprit aisément, que cette proposition étoit faite à son préjudice. Comme par sa Charge, il se trouvoit le premier après l'Archevêque de Cantorberi, qui ne se mêloit gueres des affaires politiques, il avoit espéré de devenir le Chef de la Régence. Mais il voyoit bien que si on éliroit un Protecteur, le choix ne tomberoit pas sur lui ; & qu'au contraire, cette Dignité seroit conférée au Comte de Hartford Oncle du Roi, qui n'étoit pas de ses amis. Par cette raison, il s'y opposa de tout son pouvoir, en faisant valoir le Testament du feu Roi, autorisé par un Acte de Parlement, dont il soutenoit que les Régens n'avoient pas le pouvoir de s'écarter. Mais

la

la partie étoit si bien lié par avance, que, malgré ses oppositions, il fut résolu sur le champ qu'on élirait un Procureur du Royaume, qui seroit en même tems Gouverneur de la personne du Roi. Ce fut pourtant sous la condition expresse, qu'il ne pourroit rien faire sans le consentement des autres Régens. Ensuite, le choix tomba, comme il avoit été facile de le prévoir, sur le Comte de Hartford, qui vraisemblablement avoit fait faire cette proposition par ses amis.

Véritablement, il étoit assez naturel de choisir pour Protecteur un Oncle maternel du Roi, & l'homme de tout le Royaume le plus intéressé à sa conservation. Mais cela n'empêcha pas que plusieurs ne jugeassent que les Régens avoient fait un faux pas, dès le commencement de leur Administration, par la raison que le Chancelier avoit allégué. On pouvoit pourtant les excuser par deux considérations. La première, qu'ils n'avoient donné aucune autorité particulière au Protecteur, & que par conséquent, la forme du Gouvernement établie par le feu Roi n'étoit point changée. La seconde, que le Testament donnant pouvoir aux Régens, ou à la plus grande partie d'entre eux, d'administrer les affaires du jeune Roi comme ils le jugeroient à propos, tout ce qu'ils résolvoient à la pluralité des voix, étoit censé conforme à la volonté du feu Roi.

Pendant qu'on préparoit tout ce qui étoit nécessaire pour les funérailles de Henri VIII. & pour le Couronnement du nouveau Roi, les Régens travaillèrent à une affaire qui les regardoit en particulier, ou du moins les principaux d'entre eux. Henri avoit résolu, avant sa mort, de conférer de nouvelles Dignitez à plusieurs personnes qui étoient du nombre des Régens ou des Conseillers. Il avoit même réglé les revenus ou les pensions qu'il vouloit donner à ces nouveaux Seigneurs, afin qu'ils pussent soutenir leurs Dignitez. Mais comme quelques-uns les avoient refusées, parce que ces pensions leur paroissent trop petites, cette affaire avoit été suspendue, tant à cause de cette difficulté, que par la maladie, & ensuite, par la mort du Roi. Cependant, il avoit ordonné par son Testament, qu'on exécutât tout ce à quoi il s'étoit engagé. C'en fut assez pour faire juger aux Régens, qu'ils devoient accomplir l'engagement dont je viens de parler, d'autant plus qu'ils y avoient eux-mêmes le principal intérêt. Mais comme la volonté du feu Roi ne paroissoit pas par écrit, il fallut avoir recours au témoignage de quelques-uns d'entre eux, auxquels il s'étoit ouvert sur cette matière, qui déposèrent ce qu'ils avoient appris de sa bouche. Ce fut donc sur leur témoignage, que le Comte de Hartford fut fait *Duc de Somerset*, le Comte d'Essex, *Marquis de Northampton*, le Vicomte de Lisle, *Comte de Warwick*, le Chancelier *Wriothesley*, *Comte de Southampton*, le Chevalier Thomas Seymour, *Baron de Sudley* : *Riché*, *Willoughby*, & *Sheffield*, eurent le titre de Barons, en conservant leurs noms de famille.

Comme Henri VIII. n'avoit pas laissé ses coffres remplis, il fallut

EDOUARD VI.

VI.

1547.

Le Comte

de Hartford

est élu.

Raisons

pour & contre

l'élection

d'un Pro-

tecteur.

Nouvelles

Dignitez

conferées.

EDOUARD VI. avoir recours à des expédiens, pour trouver les revenus & les pensions assignées aux nouveaux Seigneurs. On n'en trouva point de meilleur, que d'aliéner pour cinq ou six-mille livres sterling de revenu des Terres destinées à l'entretien des Chantres. Ces promotions, avec les pensions qui y étoient attachées, ne furent pas approuvées de tout le monde, parce qu'elles étoient toutes en faveur des Régens mêmes, ou des Conseillers. Plusieurs croyoient, que ces Seigneurs marquoient trop d'avidité au commencement de leur Régence, & qu'ils auroient dû attendre la Majorité du Roi. Sur-tout, le Protecteur s'ex-

1147.
Aliénation
des biens
d'Eglise.

Le Protec-
teur est fait
Grand Tré-
sorier, &c.
Grand Ma-
rêchal.

Act. Publ. T.
XV. pag. 124.
Pag. 130.

Thomas
Seymour est
fait Grand
Amiral.
Ibid. pag. 127.

Funeraillles
de Henri
VIII.

posâ beaucoup à l'envie, en se faisant donner, dans le même tems, les deux Charges de Grand Trésorier & de Grand Maréchal, vacantes par la condamnation du Duc de Norfolk. La première lui fut conférée le 10 de Fevrier, & l'autre le 17. du même mois.

Le même jour que sa dernière Patente fut expédiée, Thomas Seymour son Frere, qui venoit d'être créé Baron de Sudley, fut fait Grand Amiral d'Angleterre. Ainsi, environ quinze jours après la mort de Henri, on vit la Famille de Seymour monter à une si haute fortune, qu'il ne paroïssoit presque pas possible d'y rien ajouter. Heureuse, si elle eût pu s'en contenter ! Mais on verra dans la suite, que pour vouloir s'élever encore plus haut, les deux Freres tomberent successivement dans des gouffres qu'un peu plus de moderation auroit pu leur faire éviter.

Les funeraillles de Henri VIII. se firent avec beaucoup de magnificence, à Windfor. C'étoit là qu'il avoit lui-même choisi sa sepulture. Le jour auparavant, on porta son Corps à Richemont; & comme le mouvement du chariot fit couler quelque eau à travers le cercueil, quelques-uns firent courir le bruit que c'étoit du sang, & qu'un chien l'avoit léché. C'étoit en vue de faire valoir la prédiction du Cordelier, qui avoit dit à Henri dans un Sermon, que les chiens lécheroient son sang, comme ils avoient autrefois léché celui d'Achab. Mais outre que plusieurs assuroient que ce qui avoit coulé du cercueil n'étoit pas du sang, le bruit qu'on répandoit qu'un chien l'avoit léché, n'avoit aucun fondement.

Après qu'on se fut acquitté de ce devoir, il fallut proceder au Couronnement d'Edouard, qui se fit le 20. de Fevrier avec les formalitez ordinaires. Mylord Russel y fit la Charge de Grand Sénéchal, en vertu d'une Patente qui ne l'autorisoit à l'exercer que pour ce jour-là seulement. Henri Gray, Comte de Dorset, avoit fait le jour auparavant celle de Grand Connétable, en vertu d'une semblable Patente qui en bernoit les fonctions au 19. de Fevrier, jour qui précéda celui du Couronnement, depuis le Soleil levant jusqu'au Soleil couchant. Apparemment, la Charge de Grand Connétable n'étoit nécessaire que pour certains préparatifs, puisqu'elle devoit finir avant la cérémonie du Couronnement.

Amnistie. Le même jour que le Roi fut couronné, on publia une Amnistie dont

Edouard
VI. est
couronné.
Act. Publ. T.
XV. pag. 129.
Ibid.

dont le Duc de Norfolk, le Cardinal Polus, Edouard Courtney, **EDOUARD VI.** Fils aîné du Marquis d'Exceter, & trois autres furent exclus.

J'ai déjà dit, que le Chancelier Wriothesley, nouveau Comte de Southampton, étoit un homme ambitieux, fier & hautain, très incommode dans le Conseil, & de plus, grand ennemi de la Reformation & des Reformez. Toutes ces raisons faisoient souhaiter au Protecteur, & à la plupart des autres Régens, de se délivrer de lui. Ils furent assez heureux, pour qu'il en fournit lui-même un prétexte plausible. Dans le dessein où il étoit de s'appliquer principalement aux affaires du Gouvernement, il avoit scellé le 18. de Février, une Patente par laquelle il se faisoit nommer des Substituts, pour se décharger sur eux de ce qu'il y avoit de plus pénible dans la Charge de Chancelier, c'est à dire du Jugement des Causes dépendantes de la Chancellerie. Il avoit fait cette démarche de sa simple autorité, sans avoir demandé le consentement du Roi, ni des autres Régens. Sur cela, ses ennemis ne laisserent pas échapper cette occasion de le ruiner. La plainte de ce qu'il avoit fait ayant été portée au Conseil, il fut ordonné que les Juges du Royaume donneroient leurs avis par écrit sur cette matière. Leur réponse fut, que le Chancelier n'étant que le dépositaire de sa Charge, n'avoit pas pu en commettre l'exercice à d'autres, sans le consentement du Roi ou de la Régence. Que, selon les Loix, il pouvoit en être dépouillé, mis en prison, & condamné à l'amende. Cet avis lui ayant été communiqué en plein Conseil, il s'emporta beaucoup contre les Juges, & parla même aux Régens, au Conseil, au Protecteur, avec beaucoup de fierté. Il dit en particulier à celui-ci, qu'il possédoit sa Charge de Chancelier avec un droit incontestable, puisqu'il la tenoit du Roi même ; au-lieu qu'il y avoit beaucoup à douter s'il possédoit lui-même légitimement celle de Protecteur. Mais cette hauteur, bien loin d'accommoder son affaire, ne fit que la rendre plus mauvaise. Sa soumission auroit pu faire modérer sa peine ; mais par son emportement, il donnoit lieu au Conseil de le traiter à toute rigueur. D'abord, il fut confiné dans sa maison, avec défense d'en sortir jusqu'à nouvel ordre. Ensuite, on délibéra sur la punition qu'il méritoit. On ne fit nul doute qu'il ne pût être dépouillé de sa Charge de Chancelier. Mais à l'égard de la Régence, on y trouva plus de difficulté, parce qu'il étoit incertain si le feu Roi l'avoit mis au nombre des Régens en qualité de Chancelier, ou comme Particulier, ainsi que quelques autres qui ne possédoient aucune Charge de la Couronne. Par cette raison, on ne jugea pas à propos de le dépouiller de sa qualité de Régent ; mais pour la lui rendre inutile, on le laissa aux arrêts, & on lui ôta le Grand Sceau, dont on donna la garde au Lord *St. Jean*, en attendant qu'on eût fait un autre Chancelier. Ainsi le Comte de Southampton demeura confiné dans sa maison jusqu'au 19. de Juillet suivant, qu'il obtint la permission d'en sortir, en don-

1547.
Dignité de
Chancelier.
Heyward.
Hist. de la
Reformation.

Il est privé
de sa Charge
& relegué
dans sa mai-
son.

EDOUARD nant caution pour l'amende à laquelle il seroit condamné.

VI.
1547.
Ambition
du Protec-
teur.

Le Roi le
nomme Pro-
tecteur par
Patente.
Act. Publ.
Tom. XV. pag.
174.
Remarques
sur cette Pa-
tente.

Les autres
Régens de-
viennent de
simples Con-
seillers du
Protecteur.

Remarque
sur la deman-
che du Pro-
tecteur.

Depuis que le Protecteur se fut délivré de cet ennemi qui l'incommodoit beaucoup, il ne pensa plus qu'à se rendre seul maître du Gouvernement, & à se faire Protecteur en effet, au-lieu que jusqu'alors ce n'étoit qu'un vain titre qui ne lui donnoit aucune autorité particulière. Pour parvenir à son but, il représenta aux Régens & au Conseil, que plusieurs personnes doutoient s'ils avoient pu, de leur simple autorité, nommer un Protecteur : que même l'Ambassadeur de France lui avoit insinué qu'il ne croyoit pas pouvoir traiter sûrement avec lui, sans savoir premièrement s'il étoit ducement autorisé, puisque le titre qu'il portoit pouvoit être contesté, par le défaut d'autorité de ceux qui le lui avoient conféré. Sur ce fondement, il demanda qu'il lui fût permis de se faire expédier des Lettres Patentes du Roi sous le Grand Sceau, par lesquelles il fût établi Protecteur du Royaume, & Gouverneur du Roi. Sa demande ayant été trouvée raisonnable, on lui accorda ce qu'il souhaitoit, & vrai-semblablement, on lui laissa le soin de faire dresser sa Patente, dans laquelle il est très apparent qu'il usa de quelque supercherie. Ce qui donne lieu à ce soupçon, c'est que la Patente qu'il se fit expédier, lui attribuoit des droits auxquels les Régens n'avoient jamais pensé, quand ils l'avoient nommé pour Protecteur. Il n'y étoit fait aucune mention de la condition sous laquelle il avoit été élu. Au contraire, le Roi lui donnoit une pleine autorité d'agir selon ses lumières, pour le bien & pour l'avantage de sa personne & de son Royaume. De plus, il lui nommoit un Conseil, & lui accordoit le pouvoir de casser & d'annuler tout ce qu'il jugeroit avoir été mal fait, en s'associant ceux des Conseillers qu'il trouveroit à propos, limitant leurs droits à n'agir que par les ordres du Protecteur. Il est vrai que ce Conseil étoit composé des mêmes personnes qui composoient auparavant la Régence & le Conseil, à l'exception du Comte de Southampton. Mais, au-lieu qu'auparavant quinze d'entre eux étoient Régens du Royaume, Exécuteurs du Testament de Henri & Tuteurs du jeune Roi, ils n'étoient plus par cette Patente que simples Conseillers du Protecteur, chacun selon le rang que sa Charge ou sa naissance lui donnoient, sans que le Protecteur fût obligé de se conformer à leurs avis.

J'ai dit, qu'il y a beaucoup d'apparence que le Protecteur usa de quelque supercherie, en cette occasion. En effet, il n'est nullement vrai-semblable, que tous les autres Régens eussent voulu consentir si légèrement à être dépouillez de toute leur autorité. On verra même dans la suite une preuve manifeste, qui fera voir que ce n'avoit pas été leur intention. Ceux d'entre les Historiens qui ont pris à tâche d'excuser toutes les actions du Duc de Somerset, afin de lui conserver le caractère qui convient à un véritable Reformateur, ont passé fort légèrement sur cet article ; & au contraire, ses ennemis y ont fort insisté, afin de faire comprendre qu'il étoit possédé par l'ambition.

tion. Quoi qu'il en soit, comme le fait est certain, les conjectures ne peuvent rouler que sur le motif qui le fit agir ; les uns n'en voulant point reconnoître d'autre que son ambition immodérée, les autres se persuadant, qu'il n'aspiroit à se rendre maître du Gouvernement, que pour se mettre mieux en état d'avancer la Réformation. Il y a du moins beaucoup d'apparence que Cranmer, & ceux d'entre les Régens qui favorisoient la Réformation, étoient convaincus que l'élevation du Duc seroit fort avantageuse à la Religion.

Depuis que cette Patente fut expédiée & scellée, le Protecteur devint tout-puissant. Il gouvernoit avec une autorité absolue, sans être gêné par les avis du Conseil, puisqu'il n'étoit obligé de consulter que ceux d'entre les Conseillers qui lui étoient dévoués. Mais, d'un autre côté, cette démarche, & quelques autres à peu près semblables qu'il fit ensuite, lui attirèrent l'envie & la haine de beaucoup de gens, & particulièrement de la Noblesse, qui lui en fit enfin sentir les effets. Il est certain, qu'il y avoit beaucoup à dire contre cette Patente, qui détruisoit la forme du Gouvernement que Henri VIII. avoit établie, en vertu d'un Acte de Parlement que le Roi lui-même n'avoit pas le droit d'annuler.

Le jour précédent, on avoit conclu deux nouveaux Traitez avec la France. Le premier étoit un renouvellement d'Alliance entre François I. & Edouard VI., sans préjudice de l'ancienne Alliance entre la France & l'Ecosse, & des Traitez entre l'Empereur & l'Angleterre. Le second regardoit les Articles qui n'avoient pas été expliqués dans le dernier Traité de Paix, savoir, les limites du Territoire de Boulogne, & les fortifications que les deux Rois faisoient faire aux environs de la Place. A l'égard des limites, on n'eut pas beaucoup de peine à en convenir, parce que comme l'Angleterre ne devoit garder Boulogne que huit ans, il étoit peu important que son Territoire fût un peu plus, ou un peu moins étendu. Quant aux fortifications, il y eut plus de difficulté. Dans le tems que la dernière Paix se négocioit, Henri VIII. comprenant qu'il seroit à peu près le maître des conditions, avoit donné ordre au Gouverneur de Boulogne de faire commencer à fortifier *Rouleberg, Blackness, & Ambletouse*. En même tems, il donna pour instruction à ses Plénipotentiaires, de faire insérer dans le Traité, qu'il ne seroit permis à aucun des deux Rois de faire de nouvelles fortifications à Boulogne ou aux environs, mais seulement de faire continuer celles qui se trouveroient commencées. Cela fut fait comme il l'avoit souhaité. Cependant, depuis le Traité, les François avoient entrepris de fortifier *St. Etienne, Porter, & la Peinier*. Sur cela, il y eut quelques disputes entre les Ambassadeurs commis pour régler les limites de Boulogne. Mais comme les deux Cours souhaitoient également d'éviter tout sujet de rupture, il fut enfin convenu, que les Anglois pourroient continuer les ouvrages commencés. Que les François auroient la même liberté à l'égard de ceux de *St.*

EDOUARD
VI.
1547.

Il se rend
maître abso-
lu du Gouver-
nement.

Traité avec la France.

AB. Publ.
Tom. XV. p. 28.
235. 236

EDOUARD VI. *Etienne* ; mais qu'ils discontinueroient ceux qu'ils faisoient à *Portet* & à *la Pointe*. Ce Traité, & celui qui renouvelloit l'Alliance entre les deux Couronnes, furent signez à Londres le 11. de Mars. Mais François I. mourut le 31. du même mois, avant que de les avoir ratifiez, laissant Henri II. pour son Successeur.

Dès que la mort de François I. fut sue à Londres, on dépêcha un Exprès à *Nicolas Wotton* Ambassadeur en France, avec une Commission pour recevoir les ratifications du nouveau Roi, & pour lui voir jurer les Traitez. Mais la Cour de France se trouvoit entièrement

changée, par l'avenement de Henri II. à la Couronne. Le Cardinal de Lorraine & le Duc de Guise son Frere y étoient tout-puissans, & leur intérêt ne demandoit pas que leur Maître s'entretint en bonne intelligence avec l'Angleterre. Outre qu'ils étoient fort attachez à la Religion Romaine & au Pape, ils cherchoient les moyens d'empêcher que l'Angleterre n'employât ses armes à faire exécuter le Mariage entre Edouard & la jeune Reine d'Ecosse leur Niece. Ils persuaderent donc à Henri II., qu'il avoit principalement intérêt de recouvrer Boulogne à quelque prix que ce fût, de peur que les Anglois ne se servissent de cette Place, pour déconcerter les projets qu'il pourroit faire dans la suite. Henri approuvant leur Politique, refusa de ratifier les derniers Traitez, & désavoua l'Ambassadeur que le Roi son Pere avoit envoyé à Londres pour les conclure. Ainsi, non seulement, il restoit un sujet de différend entre les deux Couronnes, par rapport aux limites du Territoire de Boulogne, & aux nouvelles fortifications qui se faisoient aux environs, mais même, en refusant de confirmer l'Alliance, Henri témoigna qu'il avoit intention de rompre la Paix.

Ce fut là le premier mauvais effet que produisirent la mort de François I. & celle de Henri VIII. Mais ce ne fut pas le seul. L'Allemagne, aussi bien que l'Angleterre, souffrit de la perte de ces deux Rois. Les Protestans, qui avoient été mal-menez par l'Empereur dans la dernière Campagne, se virent absolument privez du secours qu'ils attendoient de la France & de l'Angleterre. Les Ministres de Henri II. ne trouvoient pas à propos qu'il s'engageât dans une Guerre contre l'Empereur, pour soutenir la Religion Protestante. Mais comme la Politique sembloit demander qu'il s'opposât aux progrès de l'Empereur, ils lui firent entendre qu'il falloit premierement recouvrer Boulogne, après quoi il seroit toujours à tems de protéger l'Allemagne, si l'Empereur y devenoit trop puissant. Quant à la Cour d'Angleterre, il n'y avoit pas d'apparence que, pendant une Minorité, elle s'engageât à soutenir les Protestans, sur-tout la France refusant de se mettre de la partie. Cependant, les Princes de la Ligue ayant fait demander du secours à Edouard, on leur fit compter secrettement cinquante-mille écus, avec de grandes précautions, de peur d'offenser l'Empereur. Il est bien vrai, que le Protecteur étoit assez porté à

les

Affaires
d'Allemagne.

Henri II.
refuse de ratifier les
Traitez.

Ass. publ.
Tom. XV. pag.
149.

les protéger; mais il n'étoit pas encore tems de le faire ouvertement. **EDOUARD VI.** Il falloit avoir mis la Reformation sur un bon pied en Angleterre, avant que de penser à la soutenir dans les Pais étrangers.

La mort de Henri VIII. fut une espece de crise pour l'Angleterre, par rapport à la Religion. On a vu dans l'Histoire de son Regne, qu'il avoit tenu une espece de milieu à cet égard. Il avoit reformé certaines choses, & en avoit laissé d'autres sans y toucher. En général, on peut dire que la Reformation qu'il avoit commencée, ne regardoit que les articles qui se trouvoient directement ou indirectement oppolez à sa Souveraineté temporelle, ou à sa Supremacie Ecclesiastique. Il avoit été si rigoureux sur ce sujet, qu'il n'avoit jamais voulu permettre que ses Sujets eussent d'autres sentimens que les siens, ou du moins, qu'ils le témoignassent publiquement. Ainsi tout le monde étoit dans la gêne, n'y ayant presque personne qui ne crût plus ou moins que lui. Dès qu'il fut mort, chacun se donna la liberté de dire ce qu'il pensoit sur la Religion, quoique les Loix faites sous son Regne subsistassent toujours. Mais on s'attendoit à quelque changement sur ce sujet. Si d'un côté, les Reformez appuyoient leurs esperances sur le crédit de Cranmer & du Comte de Hartford; le Parti contraire se promettoit bien que le Chancelier Wriothelley, Tonstal, & quelques autres, feroient tous leurs efforts pour remettre la Religion sur l'ancien pied, ou que du moins, ils empêcheroient que la Reformation ne fît de plus grands progrès. L'élevation du Comte de Hartford à la Dignité de Protecteur, & la disgrâce du Chancelier donnerent tout l'avantage aux Reformez, qui, se trouvant appuyez du Protecteur & de l'Archevêque de Cantorberi, concurrent de grandes esperances que l'ouvrage de la Reformation s'avanceroit à vue d'œil. C'est ce qui leur donnoit la hardiesse de faire paroître ouvertement leurs sentimens, & de les prêcher même publiquement. D'un autre côté, le Parti contraire voyant que le tems ne lui étoit pas favorable, s'efforçoit de persuader qu'il falloit laisser la Religion en l'état où elle se trouvoit, jusqu'à la Majorité du Roi. Ils disoient, que puisqu'on ne pouvoit faire des changemens qu'au nom du Roi, comme suprême Chef de l'Eglise Anglicane, il falloit du moins attendre qu'il fût en âge d'en pouvoir juger lui-même. Mais les Reformateurs ne demeuroient pas d'accord de ce principe. Ils soutenoient au contraire, que l'Autorité Royale étoit la même, soit que le Roi fût mineur ou qu'il fût majeur. C'étoit avec d'autant plus d'ardeur qu'ils combattoient la maxime de leurs adversaires, qu'elle influoit non seulement sur les affaires de la Religion, mais sur le Gouvernement même.

Le Parti des Reformateurs étoit si puissant, qu'il étoit bien difficile à ses ennemis de lui résister. Le Roi lui-même étoit à la tête. Quoiqu'il fût encore dans un âge où les hommes commencent à peine à faire usage de leur Raïson, il avoit fait des progrès très considérables

1547.
Affaires qui
regardent la
Reformation
en Anglete-
re.

EDOUARD VI. 1547. dérables dans l'étude de la Religion, par les soins du Docteur *Cove* son Précepteur, qui étoit dans les sentimens des Reformateurs. Le Duc de *Somerset*, *Crammer* Archevêque de Cantorberi, *Holgate* Archevêque d'Yorck, *Holbeck* Evêque de Lincoln, *Goodrick* Evêque d'Ely, le Docteur *Ridley*, *Latimer* qui étoit sorti de prison, étoient les principaux Archoutans de ce Parti. Ce sont ceux-là proprement, que le Docteur Burnet appelle dans son Histoire, les *Reformateurs*. Dans l'autre Parti étoient la Princesse *Marie*, *Wriothesley* Comte de Southampton, *Toussai* Evêque de Durham, *Bonner* de Londres, *Gardiner* de Winchester, beaucoup d'autres Evêques, & la plus grande partie du bas Clergé, qui, comme je l'ai déjà dit, étoit composé de Moines supprimés auxquels on avoit procuré des Bénéfices. Mais il est certain, qu'encore que ce dernier Parti ne fût pas moins nombreux que l'autre, il n'en approchoit pas par rapport à la Science & à la capacité. Outre cela, le Gouvernement étoit entre les mains de ses adversaires. Il y avoit encore une chose qui diminueoit beaucoup la force de ce Parti. C'est que la plupart de ceux qui le composoient avoient pour maxime, de s'opposer, autant qu'il étoit possible, aux changemens qu'on vouloit faire, & de s'y soumettre ensuite extérieurement quand ils étoient faits. Cette conduite, quoique salutaire aux Particuliers, étoit pourtant préjudiciable à tout leur Parti, en ce qu'ils faisoient comprendre, qu'ils n'aimoient leur Religion que quand elle étoit accompagnée de biens temporels. Les Evêques & les autres Ecclesiastiques étoient proprement ceux qui avoient établi cette maxime, par la peur qu'ils avoient de perdre leurs Bénéfices.

Résolution prise de pousser la Reformation.
Hist. de la Reformation.

Les conjonctures se trouvant si favorables pour la Reformation, le Protecteur, & ceux du Conseil qui étoient dans les mêmes sentimens que lui, résolurent d'en profiter. Pour cet effet, ils ordonnèrent une Visite générale de toutes les Eglises, & nommerent des Visiteurs, auxquels ils donnerent pouvoir d'abolir certains abus grossiers qui s'étoient introduits dans le Culte Divin, & particulièrement par rapport aux Images. Ce fut par cette Visite, qu'on commença l'exécution du dessein qu'on avoit déjà formé d'achever la Reformation, qui n'avoit été proprement qu'ébauchée sous le dernier Regne. Comme le Docteur Burnet, qui a été depuis Evêque de Salisbury, a donné sur cette matière tous les éclaircissemens qu'on peut souhaiter, dans son excellente Histoire de la Reformation d'Angleterre, il seroit superflu d'entrer ici dans un détail, qu'on pourra voir avec bien plus de satisfaction dans l'Ouvrage de cet illustre Auteur. Ainsi, sans parler désormais de la Religion, qu'autant qu'il sera nécessaire pour l'intelligence de l'Histoire, je m'attacherai principalement aux affaires politiques de ce Regne. La première qui s'offre dans l'année 1547., est la Guerre d'Ecosse.

Henri

Henri VIII. avoit laissé ses affaires avec l'Ecosse dans une telle situation, qu'il falloit se désister du Mariage accordé entre Edouard & la jeune Reine d'Ecosse, ou faire exécuter le Traité par la voye des armes. Le parti de ceux qui rejetoient le Mariage en Ecosse étoit si puissant, que les autres n'osoient presque faire connoître qu'ils fussent d'un autre sentiment. Si l'affaire avoit dû être vidée entre les deux Royaumes, selon les apparences, l'Ecosse auroit été obligée de plier. Mais le Roi de France n'avoit garde d'abandonner les Ecossois. Il avoit trop d'intérêt d'empêcher que le Roi d'Angleterre ne devint maître de l'Ecosse. En cela ses sentimens se trouvoient conformes à ceux des deux Princes Lorrains, Freres de la Reine Douairiere d'Ecosse. C'étoit là ce qui faisoit le plus de peine au Protecteur, d'autant plus que Henri II. avoit déjà déclaré, qu'il assisteroit les Ecossois de tout son pouvoir. Cependant, le Mariage projeté étoit si avantageux à l'Angleterre, qu'il valoit bien la peine qu'on fit quelques efforts pour l'accomplir. D'ailleurs, Henri VIII. avoit si expressément ordonné, avant que de mourir, qu'on fit tout ce qui seroit possible pour le faire réussir, que le Protecteur ne crut pas pouvoir se dispenser de faire quelque démarche, pour témoigner qu'il vouloit exécuter ses ordres. Il résolut donc de porter la Guerre en Ecosse. Véritablement, c'étoit une maniere bien extraordinaire de rechercher la jeune Reine pour Edouard. Mais en cela le Protecteur & le Conseil suivoient le principe de Henri VIII., qui s'étoit toujours flatté que les incommoditez & les dangers de la Guerre obligeroient enfin les Ecossois à exécuter le Traité. Ce fut donc dans cette vue qu'ils résolurent de faire la Guerre à l'Ecosse, & non pas pour conquérir ce Royaume.

Tous les préparatifs étant faits, & le Protecteur étant prêt à partir pour aller commander l'Armée, l'Ambassadeur de France le pria de consentir à une négociation pour tâcher de faire la Paix, avant qu'on recommençât les hostilités. Le Protecteur, qui vouloit ménager la France, lui accorda sa demande, & les Conférences commencerent le 4. d'Août. *Tousal*, qui étoit le premier des Plénipotentiaires d'Angleterre, avoit ordre de oeder tout, pourvu que ceux d'Ecosse eussent pouvoir de consentir au Mariage, sans quoi, il devoit rompre la Conférence. Cette condition rendit la négociation inutile, parce que les Instructions des Ecossois ne portoient rien d'approchant. Ainsi, le Protecteur étant parti au mois d'Août, entra dans les Terres d'Ecosse le 3. de Septembre, avec une Armée de quinze-mille hommes de pied, & de trois-mille Chevaux, ayant le Comte de Warwick pour Lieutenant Général. Il s'empara dans sa marche de quelques Châteaux, & particulièrement de celui de *Broughri* situé à l'embouchure du *Tay*, où il laissa une Garnison de deux-cens hommes. Peu de jours après, il se trouva en présence de l'Armée d'Ecosse forte de trente-mille hommes, & ayant trente piéces de Canon, qui l'attendoit

Tom. VI.

C

dans

EDOUARD
VI.

1547.
Suite des
affaires de
l'Angleterre
avec l'Ecosse.

Hayward.

Résolution
de porter la
Guerre en
Ecosse.

Conférence
pour la Paix
fort inutile.

Le Protec-
teur entre en
Ecosse.

EDOUARD dans la plaine de *Pinkry* tout proche de *Musfeiburg*.

VI. Le Duc de Sommerlet, ainsi que je l'ai déjà dit, n'avoit entrepris cette Guerre qu'à contre-cœur, & uniquement pour éviter le blâme de n'avoir pas fait quelques efforts pour procurer à son jeune Maître un Mariage avantageux. La vue d'une Armée ennemie fort supérieure à celle qu'il commandoit, n'augmenta pas en lui l'envie de terminer cette affaire par la voye des armes. Ainsi, pour tâcher d'éviter une décision si dangereuse, il écrivit au Comte d'Aran Régent d'Ecosse, pour le prier de faire attention à la quantité de sang innocent qui s'alloit répandre. Mais pour lui faire voir, qu'il étoit prêt lui-même à entrer dans des voyes d'accommodement, il lui fit cette proposition: Qu'il se retireroit en Angleterre avec son Armée, si les Ecossois vou-

1547.
Il propose
la Paix au
Régent d'E-
cosse.

Hayward.

Ses offres
sont rejet-
tées.

Disposition
des deux ar-
mées.

Marche du
Protecteur.

loient consentir que la jeune Reine fût élevée en Ecosse jusqu'à sa Majorité, & que jusqu'à ce tems-là, ils donneroient des assurances qu'elle ne seroit promise en Mariage à aucun Etranger. Cette offre pouvoit bien être acceptée sans aucun préjudice, ni de la Reine ni du Royaume d'Ecosse. Premièrement, cette condition n'empêchoit pas la Reine de prendre un Seigneur Ecossois pour Epoux. En second lieu, le pis qui pouvoit arriver aux Ecossois, étoit de se trouver, lorsque la Reine seroit Majeure, dans la même situation où ils se trouvoient alors. Enfin, le Roi d'Angleterre, ou la Reine, pouvoient mourir dans cet intervalle, & la mort de l'un ou de l'autre terminoit naturellement cette querelle. Mais la Faction de France dominoit tellement dans le Conseil d'Ecosse, que cette offre, toute avantageuse qu'elle étoit, fut rejetée avec hauteur. On fit même courir le bruit parmi les Troupes Ecossoises, que le Protecteur d'Angleterre ne vouloit point entendre parler de Paix, à moins qu'on ne lui mit la Reine entre les mains.

Les deux Armées étoient séparées par la Riviere d'*Est*. L'Angloise étoit campée à environ deux milles en-deça du côté du Midi, & l'Ecossoise sur le bord de la Riviere, de l'autre côté. Ainsi, si les Ecossois eussent voulu éviter la Bataille, vrai-semblablement les Anglois n'auroient jamais entrepris de passer cette Riviere à leur vue. Cependant, le Protecteur ayant formé le dessein de s'approcher des Ecossois, & de gagner une hauteur sur sa gauche, qui commandoit leur Camp, se mit en marche avec toute l'Armée. Mais les Ecossois, qui en étoient avertis, passèrent incontinent la Riviere & s'emparèrent de ce poste. Le Protecteur ayant manqué son coup, marcha vers la droite, du côté de la Mer, pour camper sur une Colline qui n'étoit pas éloignée de la Riviere. Cette marche fit croire aux Ecossois, qu'il ne s'approchoit de la Mer que pour charger son canon & son bagage sur la Flotte Angloise qui étoit entrée dans le *Firth*, afin de pouvoir se retirer plus aisément. Toute l'Armée d'Ecosse se trouva tellement prévenue de cette pensée, qu'elle regardoit l'Armée Angloise comme déjà vaincue par la peur. Cependant, le Protecteur s'étoit posté sur la Colline, & avoit fait faire quelques re-

tran-

tranchemens devant son Camp. Cela confirma les Ecoffois dans leur opinion, que ce n'étoit qu'une feinte pour pouvoir se retirer pendant la nuit. Ainsi, voulant empêcher les Anglois d'exécuter ce prétendu dessein, ils s'avancèrent en bon ordre, afin d'engager le combat. Dès que le Protecteur eut reçu l'avis de leur marche, il rangea son Armée en Bataille, partie sur la Colline, & partie dans la plaine, & les attendit de pied-firme. Il avoit placé son Artillerie dans un endroit avantageux qui commandoit toute la plaine, & d'un autre côté, la Flotte se trouvoit assez près, pour pouvoir tirer en flanc sur les ennemis. Il y avoit même une Galiole qui étoit plus legere que les autres Vaisseaux, s'avança fort proche de la terre, & incommoda beaucoup l'Armée Ecoffoise.

EDOUARD
VI.
1547.

Ce fut le 10. de Septembre, que les deux Armées en vinrent aux mains. Je ne m'engagerai point à faire le détail de cette Bataille. Outre que les Historiens ne conviennent pas des principales circonstances, il n'y a que peu de gens qui soient en état de raconter comme il faut ce qui se passe dans ces occasions, & de faire remarquer les principales causes du gain ou de la perte d'une Bataille. Il n'appartient qu'aux Généraux mêmes, d'être de bons Historiens sur de pareils sujets. Je me contenterai donc de rapporter le succès de celle-ci. Après un combat fort opiniâtre, les Ecoffois furent mis en fuite, laissant quatorze-mille morts sur le champ de Bataille, & quinze-cens prisonniers, dont huit-cens étoient Gentilshommes, entre les mains des Anglois.

Bataille de
Pichey ou de
Musselburgh
gagnée par
les Anglois.

Perte des
Ecoffois.

Cette grande perte jeta toute l'Ecosse dans la dernière consternation. Le Régent & la Reine se retirèrent à Sterling, avec le débris de leur Armée, après avoir mis Garnison dans le Château d'Edimbourg, abandonnant ainsi les frontieres aux ravages des Anglois. Peu de jours après, le Protecteur s'empara de *Leith*, & la Flotte Angloise commandée par Mylord *Glinton*, brûla plusieurs Villes maritimes de la Province de *Fyffe*, avec tous les Vaisseaux qui se trouverent dans leurs Ports. Ensuite, l'Armée Angloise marcha vers Edimbourg, y entra sans trouver aucune résistance, & pilla la Ville. La terreur étoit si grande dans toute l'Ecosse, que si le Protecteur eût poussé sa pointe, en assiegeant le Château d'Edimbourg, il n'y a presque point de doute qu'il n'eût obligé le Régent d'Ecosse à lui livrer la jeune Reine, ou qu'il n'eût conquis le Royaume. Mais des affaires qui le regardoient en particulier, lui firent abandonner son entreprise, dans le tems qu'il étoit sur le point de recueillir le fruit de sa victoire. Pendant qu'il étoit occupé en Ecosse, l'Amiral son Frere cabaloit contre lui en Angleterre, & avoit déjà fait de si grands progrès, que le Protecteur se trouvoit sur le point d'être ruiné, dans le tems même qu'il faisoit triompher les armes du Roi. L'avis qu'il en reçut, lui fit juger qu'il ne pouvoit trop tôt s'en retourner à la Cour, pour rompre les mesures de son Frere. Ce fut là le véritable motif

Grande
consternation en Ecosse.

Le Protec-
teur ne profite pas de sa victoire.

EDOUARD
VI.

1547.
Il s'en re-
tourne en
Angleterre.

Le Peuple
le loue, &
les Grands
lui portent
envie.

de son retour précipité, qui fut pourtant caché sous d'autres prétextes.

Le 18. de Septembre, il reprit la route d'Angleterre, n'ayant employé à son expédition que seize jours, depuis son entrée en Ecosse; & si l'on en croit les Relations Angloises, n'ayant perdu en tout que soixante & deux hommes. En s'en retournant, il prit la route par les Provinces de la Marche & de *Trivisdale*, & après avoir laissé Garnison dans le Château de *Hum*, il fit commencer à reparer *Roxburgh*, où il laissa *Palmer* pour Gouverneur.

La glorieuse Campagne que le Protecteur venoit de faire en Ecosse, rappella dans le souvenir du Public, plusieurs belles actions qu'il avoit faites sous le dernier Regne. Tout cela lui attira de grandes louanges de la part du Peuple, & en même tems l'envie des Grands, qui, si l'on en croit le Chevalier *Hayward*, n'avoient pas beaucoup d'estime pour lui. Ce contraste entre les Grands & le Peuple lui fut très préjudiciable. Par là il se laissa engager à s'appuyer trop sur la faveur du Peuple, & à s'élever au-dessus du reste de la Noblesse, tant par un faste extérieur, qu'en se chargeant seul du Gouvernement du Royaume. Comme par la Patente qu'il avoit reçue du Roi, il n'étoit pas restreint à suivre les avis du Conseil, il ne consultoit ordinairement que ceux qui lui étoient dévoués, & laissoit les autres Conseillers comme dans l'oubli. Cette conduite paroît d'abord un peu étrange dans un homme tel que lui, qui, bien loin d'être naturellement fier & hautain, étoit au contraire, humble, modeste, & civil. On n'en peut point trouver d'autre raison, que l'extrême désir qu'il avoit d'avancer la Reformation. C'étoit, sans doute, ce qui lui faisoit juger, qu'il étoit nécessaire d'éloigner de l'administration des affaires; ceux qui n'étoient pas portés du même zèle que lui, afin de diminuer les oppositions, autant qu'il étoit possible. D'ailleurs, il avoit passé la meilleure partie de sa vie à la Cour de Henri VIII., où il avoit vu l'Autorité Royale portée au plus haut degré, & comme Henri avoit réussi par la voye de la rigueur, il jugeoit qu'il devoit suivre à peu près les mêmes maximes. Il est certain que la Reformation étoit le seul objet que le Protecteur avoit en vue, & que toutes ses démarches, dans les affaires tant étrangères que domestiques, ne tendoient proprement qu'à ce but.

Bonner &
Gardiner
sont mis en
prison.

Hist. de la
Reformation.

Les Commissaires qui avoient été chargés de visiter les Eglises, ayant fait leur rapport, il se trouva que tous les Evêques s'étoient conformés aux ordres du Conseil, excepté *Bonner* de Londres, & *Gardiner* de Winchester. Ceux-ci avoient donné quelque prise sur eux, non par des oppositions directes, mais par des chicanes qui faisoient assez comprendre, combien toute sorte de Reformation leur étoit désagréable. Ils insistoient principalement sur la maxime dont j'ai déjà parlé, qu'il n'étoit pas permis de faire aucun changement dans la Religion, pendant la Minorité du Roi. Comme ce principe pou-

pouvoit avoir de fâcheuses conséquences par rapport au Gouvernement, on prit prétexte là-dessus, pour les envoyer en prison, malgré leur soumission apparente, mais pleine d'équivoques. La vérité est, que comme on avoit dessein de faire passer divers Actes favorables à la Reformation, dans le prochain Parlement qui étoit convoqué pour le 4. de Novembre, on étoit bien aise de se délivrer des oppositions importunes de ces deux Prélats. La Princesse Marie se trouva aussi choquée des Instructions qu'on avoit données aux Visiteurs, & du dessein qu'on avoit de pousser plus loin la Reformation. Elle écrivit sur ce sujet au Protecteur une Lettre, dans laquelle elle témoignoit son chagrin contre tous les changemens qu'on faisoit, & contre ceux qu'on se propoisoit de faire pendant la Minorité du Roi. Le Protecteur lui fit une réponse assez vigoureuse, & ne se crut pas obligé de se conformer à ses sentimens.

Quelques jours avant que le Parlement s'assemblât, le Lord Riche fut revêtu de la Charge de Grand Chancelier. Le 3. de Novembre, jour qui précéda celui de l'ouverture du Parlement, le Roi signa une Patente par laquelle il accordoit au Protecteur son Oncle, la prérogative de s'asseoir seul dans le Parlement, sur le milieu du banc qui est à la droite du Trône, soit en présence du Roi, soit en son absence. De plus, il ordonnoit que le Protecteur jouiroit à l'avenir, de toutes sortes de privilèges, & prééminences, dont avoient joui avant lui les Oncles des Rois, tant paternels que maternels, & tous ceux qui avoient jusqu'alors possédé la Dignité de Protecteur. Cette démarche fit aisément connoître, que l'intention du Due de Sommerfet étoit, non-seulement de se mettre hors du pair, mais même de faire perdre peu à peu la mémoire de la forme de Gouvernement établie par Henri VIII. Quoiqu'il n'eût pas négligé de faire approuver cette Patente par le Conseil, avant que de la faire expédier, cela ne suffisoit pas pour le justifier entièrement. On savoit bien que le Roi ne faisoit rien que par sa direction: qu'il étoit le maître du Conseil, & qu'il auroit été trop dangereux pour les Conseillers, de s'opposer directement à cette Patente qui le regardoit en particulier.

Le Parlement s'étant assemblé le 4. de Novembre, fit divers Actes importants, dont quelques-uns regardoient l'Etat & les autres la Religion. Il est bien certain que le nombre des gens qui souhaïtoient la Reformation, étoit fort grand dans le Royaume. Cependant, il ne faut pas s'imaginer qu'alors, non plus qu'aujourd'hui, tout ce que le Parlement faisoit fût conforme au sentiment universel de la Nation. Les Députés des Communes étoient élus, ainsi qu'ils le sont à présent, sans qu'on leur donnât aucune instruction sur les matières qui devoient être traitées dans le Parlement, & même, sans que le Peuple en fût informé. Ainsi, les Membres des Communes avoient, pour ainsi dire, un pouvoir illimité, de décider à la pluralité des voix,

EDOUARD
VI.
1547.

La Princesse Marie se plaignoit des démarches qu'on faisoit pour la Reformation.

Riche est fait Chancelier.
Prérogative accordée par le Roi au Protecteur.
Aff. Publ. Tome XV, pag. 164.
3. Novembre.

Observation sur ce sujet.

Parlement.

Remarque sur ce Parlement.

EDOUARD avec la concurrence de la Chambre Haute, & l'approbation du Roi; VI. ce qu'ils jugeoient convenable au bien du Royaume. Il n'étoit donc 1547. pas nécessaire, pour obtenir ce que la Cour souhaitoit, d'avoir le consentement universel du Peuple, mais seulement, la pluralité des voix dans les deux Chambres. Par là, il est aisé de comprendre, que la Cour ne négligeoit pas d'employer tous les moyens imaginables pour faire élire des Députés qui eussent des sentimens conformes aux siens. C'est ce qui se pratique encore aujourd'hui, & qui se pratiquera toujours ^{du} même, jusqu'à ce qu'on ait trouvé quelque remède à cet inconvénient. Je l'appelle inconvénient, parce qu'il arrive quelquefois, que le Parlement fait des Actes contraires à l'opinion universelle du Peuple. On peut aisément s'en convaincre, par ce qui se passa dans les Parlemens tenus sous Edouard VI. & sous la Reine Marie sa Sœur. Sous le Regne d'Edouard, on détruisit le Papisme de fond en comble, & sous celui de Marie, on le rétablit en son entier. Il faut donc que sous l'un ou l'autre de ces deux Regnes, le Parlement ait agi contre les sentimens de la Nation, puisqu'il n'est pas possible de se persuader que tout un Peuple ait ainsi changé, comme dans un instant, du blanc au noir. Au reste, je ne prétens pas, par cette réflexion, infirmer ce que le Parlement d'Edouard VI. a fait en faveur de la Reformation: ce que j'avance, porte autant sur celui de Marie, que sur celui-ci. Mon dessein est seulement de faire observer, que la décision d'un Parlement n'est pas toujours une preuve assez forte de l'approbation de toute la Nation Angloise. Ainsi, les raisons qu'on peut tirer de ce prétendu consentement de la Nation, représentée par le Parlement, ou pour ou contre la Reformation, me paroissent d'une très-petite importance. Chacun des deux Partis dira toujours, & peut-être avec assez de fondement, que le Parlement qui lui a été contraire, a été un Parlement dévoué au Roi & aux Ministres.

Celui dont je viens de parler, étoit dirigé, selon toutes les apparences, par le Duc de Sommerfet, puisqu'il entra si bien dans toutes ses vues. Je me contenterai de rapporter la substance des Actes importants qui furent faits pendant cette Séance, sans m'y arrêter beaucoup, parce que le Docteur Burnet en a parlé d'une manière si précise, & les a si bien expliqués dans son Histoire de la Reformation, qu'il seroit superflu de répéter ici ce qu'il a dit.

Le premier Statut qui fut fait, en revoquoit plusieurs autres passés sous Henri VIII. & sous quelques-uns des Rois précédens, & premièrement :

Tous les Actes qui déclaroient crimes de Haute Trahison ceux qui n'étoient pas contenus dans l'Acte passé la quinzième année d'Edouard III. Cet Acte d'Edouard avoit longtems servi de règle sur ce sujet, jusqu'à ce que durant les Guerres Civiles entre les Maisons de Lancastre & d'York, & particulièrement sous Henri VIII., la Liste des crimes de Trahison s'étoit extraordinairement accrue. Ainsi, ce fut

avec

Statut pour
en revoquer
plusieurs au-
tres.

avec beaucoup de raison que le Parlement réduisit ces sortes de crimes à la même règle, pour ne pas laisser les Sujets exposés à tant de rigueurs. EDOUARD VI. 2547.

En second lieu, ce Statut revoquoit tous les Actes qui qualifioient crimes de Felonie, ceux qui ne l'étoient pas avant la rupture avec le Pape.

En troisieme lieu, l'Acte qui donnoit aux Proclamations du Roi la même force qu'aux Actes du Parlement. Si ce Statut eût subsisté, les Parlemens seroient devenus inutiles.

Quatriemement, deux Actes passez contre les Lollards.

Enfin, par le même Acte, la Loi des six Articles fut aussi revoquée. La Loi des six Articles est revoquée.

Par un autre, la Primauté Ecclésiastique du Roi fut confirmée de nouveau, avec de grandes peines contre ceux qui la mettroient en question.

Il déclara aussi coupables de Haute Trahison, ceux des Héritiers de la Couronne nommez dans le Testament de Henri VIII., qui s'efforceroient de troubler l'ordre de la Succession marqué par ce Prince, & leurs adhérens furent compris dans la même peine. Statuts par rapport au Gouvernemen-
ment.

Le Bénéfice du Clergé, (1) & les Privileges des Azyles furent aussi rétablis: mais on en exclut les Assassins, les Empoisonneurs, & quatre sortes de Voleurs.

On expliqua aussi un Acte passé sous Henri VIII., qui donnoit pouvoir à son Successeur d'annuler les Loix faites durant sa Minorité, jusqu'à l'âge de vingt & quatre ans, & on déclara que cet Acte n'auroit lieu que pour l'avenir, & non pas pour ce qui avoit été déjà fait.

A l'égard de la Religion, on fit aussi divers Actes qui produisirent des changemens considerables. Premièrement, on abolit les Messes privées, & on rendit la Coupe au Peuple dans la Communion. Statuts par rapport à la Religion.

Un autre Acte revêtit le Roi du pouvoir de nommer aux Evêchez vacans, & on abolit ainsi les prétendues élections, qui depuis longtemps n'étoient que de pures mommeries, puisqu'il ne s'en faisoit aucune que par la direction de la Cour. La Coupe est rendue au Peuple.
Pouvoir donné au Roi de nommer aux Evêchez.

On resserra aussi beaucoup la juridiction des Cours Ecclésiastiques, en leur ôtant la connoissance des Causes Matrimoniales & Testamentaires, qui furent renvoyées aux Cours Royales.

Ensuite, le Parlement fit un Acte fort singulier contre les Vagabonds. Il étoit ordonné par ce Statut, que si un homme du commun demouroit trois jours sans travailler, ou sans s'offrir à travailler, il seroit marqué au visage avec un fer chaud de la lettre V., & qu'il seroit esclave de celui qui le meneroit devant un Juge de Paix. Cette Loi fut trouvée très rigoureuse dans un Pais comme l'Angleterre, où l'esclavage paroît incompatible avec les privileges des Sujets. Statut contre les vagabonds.

(1) C'est-à-dire l'exemption de certaines peines pour ceux qui savaient lire.

EDOUARD en cela, la Cour, qui dirigeoit le Parlement, n'avoit en vue que les

VI. Moines qui étant sortis de leurs Monastères, peu accoutumés au travail, ne pouvoient se résoudre à gagner leur vie en travaillant. Ces gens-là employoient tout leur tems à s'en aller de maison en maison, cabaler contre le Gouvernement, & inspirer au Peuple un esprit de rébellion. Ainsi la Cour jugeant que c'étoit un effet de leur oisiveté, & que s'ils se rangeoient dans quelque profession, ils pourroient enfin perdre cette habitude, voulut les faire travailler malgré qu'ils en eussent. Cependant, comme la Loi étoit générale, elle causa beaucoup de murmures parmi le Peuple. Aussi ne fut-elle jamais exécutée à la rigueur, & même, un autre Parlement la revoqua.

Plusieurs
fonds d'Eglise
se donnent au
Roi.

Enfin, ce Parlement donna au Roi tous les fonds affectés à l'entretien des Chantres, toutes les fondations faites pour les Chapelles & pour les Collèges dont Henri VIII. n'avoit pas encore pris possession, tous les Legs faits pour les *Obits*, pour les *Anniversaires*, pour l'entretien des Lampes dans les Eglises, & tous les fonds des Confrairies destinés au même usage. Ce dernier Acte ne passa pas sans de grandes difficultés. Crammer même s'y opposa de tout son pouvoir, non par l'envie de conserver ces fonds pour les usages auxquels les Donateurs les avoient destinés, mais parce qu'il espéroit de trouver quelque occasion favorable pour les faire convertir à d'autres usages avantageux à la Religion; au-lieu qu'étant entre les mains du Roi, l'Eglise en étoit privée pour jamais. Mais toutes les oppositions furent inutiles. La Noblesse abboyait, pour ainsi dire, après les biens d'Eglise, qu'elle obtenoit assez aisément de la Cour. D'ailleurs, les Exécuteurs du Testament du feu Roi, avoient besoin de ces fonds pour payer ses dettes, & les Legs qu'il avoit faits. Il est vrai qu'on mit dans l'Acte une clause, qui portoit que ces fonds seroient employés à entretenir des Ecoles & des Prédicateurs: mais elle ne fut jamais exécutée.

Amnistie
dont Gardiner
profite.

Le Parlement finit par une Amnistie, dont les prisonniers de la Tour & ceux qui s'étoient absentés du Royaume furent exceptés. Comme Gardiner n'étoit pas en prison à la Tour, il jouit du bénéfice de l'Amnistie.

J'ai déjà dit un mot de la cause qui obligea le Protecteur à quitter l'Ecosse, pour retourner à la Cour avec une précipitation qui fit du tort aux affaires du Roi. Mais il est nécessaire présentement d'en parler un peu plus au long, avant que de finir l'année 1547, parce que ce fut pendant la Séance du Parlement que cette affaire éclata.

Cabales de
l'Amiral contre
le Protecteur
son Frere.

Hist. de la
Reformation.
Hayward.

Entre tous les envieux du Protecteur, il n'y en avoit point de plus passionné contre lui, que l'Amiral *Thomas Seymour* son Frere. C'étoit un homme fier, orgueilleux & emporté. Il est vrai, qu'on croyoit qu'il avoit plus d'esprit que son Frere, & qu'il étoit plus capable de manier les grandes affaires. Mais cette opinion pouvoit bien être un effet du parti qu'il s'étoit fait parmi la Noblesse, qui n'aimoit pas le Protecteur. Quoi qu'il en soit, l'Amiral ne pouvoit endurer la distinction

EDOUARD
VI.
1547.

inction que le Roi avoit mise entre lui & le Duc de Sommerfet, quoiqu'ils fussent tous deux Oncles du jeune Roi. Il se croyoit, & par sa naissance & par ses qualitez naturelles, aussi digne que son Frere, d'avoir part à l'administration du Gouvernement. Immédiatement après la mort de Henri, il donna des marques de son ambition, en adressant ses vœux à la Princesse Elisabeth. Mais s'étant aperçu qu'il ne réussiroit pas dans son projet, il se tourna du côté de *Catherine Parr* Reine Douairiere, & fut si bien gagner son cœur, qu'il l'épousa secretement, sans en rien communiquer au Duc son Frere, qui étoit déjà revêtu de la Dignité de Protecteur. Ce Mariage se fit si-tôt après la mort de Henri, que si la Reine étoit devenue enceinte aussi-tôt qu'elle auroit pu l'être, il y auroit eu lieu de mettre en question, si l'Enfant étoit du Roi ou de l'Amiral. Après avoir tenu quelque tems son Mariage secret, il trouva le moyen d'obtenir, à l'insu du Protecteur, une Lettre du Roi, par laquelle ce jeune Prince témoignoit qu'il seroit bien aise que l'Amiral épousât la Reine. Dès qu'il eut cette Lettre, il rendit son Mariage public, sans se mettre en peine de garder aucun ménagement avec son Frere. Ce fut par là qu'ils commencèrent à se brouiller. Mais le Protecteur, qui étoit extrêmement modéré, empêcha que leur brouillerie n'éclatât, quoiqu'il demeurât toujours très mécontent de son Frere. La jalousie de l'Amiral s'accrut considérablement par l'élevation du Duc son Frere, qui de Protecteur de nom, devint Protecteur en effet. Cette passion, jointe à la disposition naturelle de son esprit, le porta enfin à former le projet de le supplanter, en s'insinuant dans les bonnes grâces du Roi, & en formant un Parti parmi la Noblesse. Il n'y a point de doute, que les ennemis secrets du Protecteur ne fomentassent l'ambition de l'Amiral par les louanges qu'ils lui donnoient, en le confirmant dans la mauvaise opinion qu'il avoit du Duc son Frere. Il commença ses cabales environ les fêtes de Pâques, en mettant les Domestiques du Roi dans ses intérêts, afin qu'ils entretinssent ce jeune Prince dans une bonne opinion de lui. Par le moyen de ceux qu'il avoit gagnés, il faisoit en sorte que le Roi venoit souvent chez lui, rendre visite à sa Belle-Mere. C'étoit là qu'il faisoit sa Cour avec soin, & qu'il lui fournissoit même de l'argent pour ses menus plaisirs, & pour faire de petits présens à ses Domestiques. Cela plaisoit beaucoup au jeune Roi, qui se voyoit par là déchargé de la peine de demander de l'argent à son Gouverneur, & de lui rendre compte de ce qu'il en faisoit. Tout cela ne pouvoit se faire si secretement, que le Protecteur n'en eût connoissance. Il en fit des reproches à son Frere, qui nia tout; mais ce fut avec tant de hauteur, qu'il étoit facile au Protecteur de comprendre, qu'il ne se soucioit pas beaucoup de le ménager. Il ne voulut pourtant pas faire d'éclat, esperant qu'avec le tems il pourroit le ramener.

Le Protecteur ne fut pas plutôt parti pour l'Ecosse, que l'Amiral recommença ses cabales, avec moins de retenue qu'auparavant. Il

Tom. VI.

D

distri-

EDOUARD VI. distribua de l'argent à diverses personnes, & continua sans relâche à faire sa Cour au Roi. Il obtint même, à l'insu de son Frere, une seconde Patente pour la Charge d'Amiral, plus ample que la précédente, avec une augmentation de deux-cens mares d'appointemens. Le Chevalier Paget, qui étoit dévoué au Protecteur, & qui peut-être avoit ordre d'épier l'Amiral, voyant les progrès qu'il faisoit dans l'esprit du Roi, se crut obligé de lui parler sur ce sujet. Mais la réponse de l'Amiral ne l'ayant pas satisfait, il en donna promptement avis au Protecteur, & ce fut sur cet avis que celui-ci finit si promptement sa Campagne en Ecosse, afin de se rendre à la Cour, pour y rompre les mesures de son Frere.

L'Amiral tâche de supplanter son Frere, & met le Roi dans ses intérêts.

L'arrivée du Protecteur ne fut pas capable d'interrompre les dessein de l'Amiral. Au contraire, il en hâta d'autant plus l'exécution, pour ne pas donner à son Frere le tems de le traverser. Il avoit déjà mis dans son parti quelques-uns des Conseillers Privez, plusieurs Seigneurs de distinction, & beaucoup de Membres de la Chambre des Communes. Enfin, il persuada au Roi, que les deux Charges de Protecteur & de Gouverneur de sa personne donnoient trop d'autorité au Due de Sommerfet, & qu'il étoit à propos de les séparer, en lui donnant à lui-même la seconde, afin de balancer le pouvoir du Protecteur. Le jeune Roi trouvoit bien mieux son compte à avoir pour Gouverneur, un Oncle qui avoit pour lui toute la complaisance possible, qu'un autre qui étoit un peu plus difficile, & qui le tenoit plus de court. Ainsi, son âge ne lui permettant pas de faire d'autres réflexions sur ce sujet, il écrivit au Parlement une Lettre de sa propre main, par laquelle il le prioit de nommer l'Amiral pour son Gouverneur. L'Amiral devoit porter lui-même cette Lettre à la Cham-

Son dessein est découvert.

bre Basse: mais son intrigue fut découverte, avant qu'il pût exécuter son dessein. Le Conseil en ayant été informé, lui députa certains Seigneurs, pour lui faire des remontrances, & pour le porter à se déister de son projet. Mais les Députés n'en rapportèrent pas la satisfaction qu'on en avoit attendue. Au contraire, bien loin d'avoir égard à leurs remontrances, il n'y répondit que par des menaces. Cela fut cause qu'on lui fit dire de se rendre le lendemain au Conseil:

Le Conseil le menace.

mais il refusa d'obéir. Enfin, on le fit menacer de le dépouiller de ses Charges, de l'envoyer à la Tour, & de le poursuivre en vertu de l'Acte de Parlement, qui condamnoit à une peine capitale, ceux qui entreprendroient de troubler l'ordre du Gouvernement. Cette menace l'effraya. Il comprit bien, qu'encore qu'il eût le Roi pour lui, ce jeune Prince, qui ne venoit que d'entrer dans sa onzième année, n'auroit pas assez de fermeté pour le soutenir, contre les avis du Protecteur & du Conseil. On lui fit même entendre, qu'il n'y avoit pas d'apparence que le Parlement fit attention à une Lettre d'un Roi Mineur, & qu'on supposeroit sans doute, qu'il avoit été surpris. Il prit donc le parti de s'humilier devant le Protecteur son Frere & devant le Conseil, & de se reconcilier avec le premier, qui ne demandoit autre chose

Il se reconcilie extérieurement avec son Frere.

que

que de pouvoir le ramener par la douceur. Ce ne fut pourtant qu'extérieurement. Bien-tôt après, il fit connoître qu'il n'avoit pas abandonné son dessein, mais seulement, qu'il en avoit remis l'exécution à un tems plus convenable. En effet, il ne cessa jamais de faire ses efforts, tant par lui-même que par ceux qu'il avoit gagnez, pour dégouter le Roi du Protecteur & de ses autres Ministres. Cela fut cause que le Protecteur mit des espions auprès de lui, afin d'être informé des démarches, le regardant comme un ennemi très dangereux.

Dans cette même année, les affaires d'Allemagne changèrent entièrement de situation. L'Empereur battit & fit prisonnier Jean Frédéric Electeur de Saxe, & déclara Electeur Maurice son Cousin, qui en même tems s'empara des Terres de l'Electorat. Après ce désastre, le Landgrave de Hesse se voyant hors d'état de soutenir la Guerre, fit ses conditions avec l'Empereur, & l'alla trouver sur la foi d'un Saufconduit, qui portoit expressément, qu'il ne seroit sujet à aucune prison. Mais par une supercherie grossière, au-lieu du mot Allemand *einige* qui veut dire *aucune*, on mit celui d'*ewige* qui veut dire *perpétuelle*. Sur ce mauvais prétexte, il fut arrêté prisonnier, l'Empereur se réservant de le relâcher quand il le jugeroit à propos.

La prison des deux Chefs rendit le Parti des Protestans fort foible, & celui de l'Empereur triomphant. L'Archevêque de Cologne, qui avoit embrassé la Religion Protestante, se vit obligé de renoncer à ses deux Dignitez d'Archevêque & d'Electeur de l'Empire. Depuis ce tems-là, l'Empereur fit divers changemens tendans à détruire la Reformation, ou plutôt à se rendre absolu en Allemagne, sous ce prétexte. Cela fut cause, que le Pape même devint jaloux de lui. Comme depuis sa victoire, ses Ambassadeurs vouloient trop faire les maîtres à Trente, le Pontife fit transférer le Concile à Bologne, sous le faux prétexte que la Peste étoit à Trente.

Jusqu'alors, l'Allemagne avoit servi d'azyle à beaucoup de Protestans persécutés dans d'autres Pais. Mais depuis la victoire de l'Empereur, il n'étoit plus possible pour eux d'y trouver de sûreté. Cela fut cause que plusieurs d'entre eux se transporterent en Angleterre, où ils voyoient que la Reformation prenoit un bon train. De ce nombre furent Pierre Martyr, Bucer, Ochsin, Fagius, auxquels Edouard donna des pensions & des Bénéfices, ainsi qu'on le peut voir dans le Recueil des Actes Publics.

Quoique Henri II. eût refusé de ratifier les deux Traitez conclus à Londres au mois de Mars, les Anglois ne laissoient pas de continuer les fortifications de *Bullenberg*, fondez sur un Article du Traité de Paix, ainsi qu'il a été dit. Mais après plusieurs plaintes de la part de la France sur ce sujet, Henri en fit parler si fortement par son Ambassadeur, que le Protecteur, plutôt que de risquer une rupture avec la France, fit discontinuer l'ouvrage, avant que le Fort eût été mis dans sa perfection.

EDOUARD VI.
1547.

Affaires d'Allemagne;

Plusieurs Savans d'entre les Protestans d'Allemagne se réfugièrent en Angleterre.

Act. Publ.
Tom. XV. pag.
170. 192. 193.

Affaires avec la France.

EDOUARD

VI.

1548.

Progrès de
la Reforma-
tion.*Hist. de la
Reform.*Gardiner est
mis à la
Tour.

Au commencement de l'année 1548., le Conseil fit divers changemens par rapport à la Religion. Il défendit certaines Cérémonies qui se pratiquoient le jour de la Chandeleur, le premier jour du Carême, le Dimanche des Rameaux, le Vendredi Saint, & le jour de Pâque. De plus, il laissa au Peuple la liberté ou de se confesser, ou de négliger cette pratique, qui avoit passé jusqu'alors pour un devoir indispensable. Quelques jours après, il ordonna que toutes les Images, généralement, fussent ôtées des Eglises. Comme l'Angleterre étoit alors divisée en deux Partis, les uns approuvoient les changemens, & les autres les blâmoient. Mais le Conseil ne laissa pas, malgré les oppositions, de faire confirmer ses Ordonnances par une Proclamation du Roi, en vertu de sa Supremacie. Gardiner, Evêque de Winchester, fut le seul qui s'opposa ouvertement à ces changemens, fondé sur la maxime, qu'on ne pouvoit faire légitimement aucun changement dans la Religion, jusqu'à la Majorité du Roi. Il n'étoit pas le seul qui tâchoit d'inspirer cette opinion au Peuple : tous ceux de son parti y travailloient comme lui, mais ils n'étoient pas assez hardis pour le faire publiquement. Sur cela, ce Prélat fut mandé pour comparoître devant le Conseil ; & comme il offrit de se soumettre à tout ce qui lui seroit prescrit, on lui ordonna de prêcher à St. Paul sur certains articles, dont un des principaux étoit, que l'autorité du Roi étoit la même pendant sa Minorité, que pendant sa Majorité. Il prêcha, mais avec si peu de satisfaction pour le Conseil, qu'il fut jugé à propos de l'envoyer à la Tour. Cette sévérité produisit un grand effet, en ce que tous les Partisans de l'Eglise Romaine résolurent de se conformer, du moins extérieurement, à ce qui seroit ordonné par autorité publique, quand ils virent qu'un de leurs Chefs principaux n'avoit pas été épargné.

Le Protec-
teur lâche en
vain de faire
une Treve
avec l'Ecos-
se.Il se résout
à continuer
la Guerre.

Cependant, la Guerre d'Ecosse causoit beaucoup d'inquietude au Protecteur. Il sentoit bien qu'il y avoit du ridicule, à vouloir faire accomplir le Mariage du Roi avec la Reine d'Ecosse par la voye des armes, malgré la Reine Douairière, le Régent & le Conseil. D'ailleurs, il savoit que la France se préparoit à les secourir puissamment. Par cette raison, il voyoit bien qu'il y auroit trop de difficulté à réussir dans cette entreprise, outre qu'il y avoit beaucoup d'apparence que cette Guerre produiroit une rupture avec la France. Enfin, rien n'étoit plus contraire que la Guerre, au dessein qu'il avoit formé d'achever l'ouvrage de la Reformation. Il auroit bien souhaité que le Régent d'Ecosse eût accepté une Treve de dix ans, qu'il lui fit offrir. Mais les Ecossois n'en vouloient point entendre parler, parce que la France leur avoit promis un puissant secours. Il fallut donc que le Protecteur se résolût, comme malgré lui, à continuer cette Guerre. Mais comme il ne vouloit pas aller lui-même commander l'Armée, il en donna la conduite au Comte de Shrewsbury, qu'il nomma pour son Lieutenant.

En

En cette occasion, il donna une marque sensible qu'il prétendoit porter les prérogatives du Protectorat aussi loin qu'elles pouvoient aller, puisqu'il voulut que ce Comte prit sa Commission de lui. Cependant, comme la Patente qu'il avoit obtenue le 12. de Mars de l'année précédente, ne lui accordoit pas d'une manière assez claire le pouvoir de nommer des Lieutenans, il s'en fit expédier une seconde, où ses prérogatives étoient mieux expliquées & plus étendues. Dans celle-ci, le Roi disoit, qu'ayant par les Lettres Patentes du 12. de Mars, nommé le Duc de Sommerfet son Oncle, Protecteur du Royaume, & Gouverneur de sa personne, son intention étoit que les clauses qui y étoient contenues fussent entendues dans le sens le plus ample & le plus favorable au Duc; qu'il étoit possible: Que néanmoins, comme la généralité des termes pourroit faire naître quelques doutes, il déclaroit qu'il le faisoit son Lieutenant Général, & Capitaine Général dans tous les lieux de sa domination, avec pouvoir de faire prendre les armes à ses Sujets, toutes les fois qu'il le jugeroit à propos, & de nommer des Lieutenans pour commander en sa place, tant par Mer que par Terre. On ne peut disconvenir que tout cela ne fût très opposé à l'établissement du feu Roi, & par conséquent, à l'Acte du Parlement qui l'avoit autorisé par avance. Toutes les grâces que le Roi accordoit à d'autres qu'au Protecteur, pouvoient être justifiées par les avis du Protecteur & du Conseil. Mais celles qu'il faisoit au Protecteur même, ne pouvoient être attribuées qu'aux avis & aux persuasions de celui qui les recevoit. Dans les grâces même un peu extraordinaires, cela répandoit un certain ridicule sur les Patentes du Roi, à qui on faisoit dire qu'il les accordoit au Protecteur, par l'avis du Protecteur même.

Cependant, dès le commencement du Printems, pendant que la Cour d'Angleterre déliberoit si elle continueroit la Guerre d'Ecosse, le Régent de ce Royaume avoit ouvert la Campagne par le Siege du Château de *Browghy*, qui l'occupa trois mois inutilement, quoique ce ne fût qu'une bicoque. D'un autre côté, pendant qu'il employoit toutes ses forces à ce Siege, les Anglois s'emparèrent du Château d'*Hadington*, & le firent fortifier en diligence. Par le moyen de cette Place, située dans une des plus fertiles Provinces d'Ecosse, ils faisoient des courses jusqu'aux portes d'*Edimbourg*, qui n'en étoit qu'à douze milles. Ils se saisirent aussi de *Lauder*, & y firent quelques ouvrages.

Vers la fin du mois de Mai, les Ecoffois reçurent un secours de France, consistant en six-mille hommes François ou Allemands, & commandé par *Dessé d'Eparvilliers*. Après que ces nouvelles Troupes se furent un peu reposées, le Régent y joignit huit-mille Ecoffois, & avec ces forces, les deux Généraux allèrent assiéger *Hadington*. Ce fut pendant ce Siege, qu'après diverses Conférences entre les François & les Ecoffois, la résolution fut prise d'envoyer la jeune Reine d'E-

EDOUARD
VI.
1548.

Patente qui
étend les Pré-
rogatives du
Protecteur.

Le Régent
d'Ecosse as-
siégea, ou g-
ra.
Buchanan.
Hist. de la
Reformation.
Les Anglois
s'emparant
d'*Hadington*.

Les Ecoffois
reçoivent du
secours de
France.
Ils assiègent
Hadington.
Ils prennent
la résolution
d'envoyer la
Reine en
France.

EDOUARD

VI.

1548.

Buchanan.

coffe en France. Plusieurs Ecoffois trouvoient pourtant fort mauvais qu'on prit ce parti-là. Ils disoient que, quand la Reine seroit en France, il n'y auroit plus aucun moyen de faire la Paix avec les Anglois; au-lieu que, sans aucun préjudice ni de la Reine ni du Royaume, on pouvoit accepter la Treve de dix ans que l'Angleterre offroit. Cette raison étoit combattue par d'autres, qui soutenoient, que les Anglois ayant pour but dans cette Guerre, de marier la Reine avec Edouard, ils n'auroient plus aucune raison de la continuer, dès que cette espérance leur seroit ôtée. Cependant, il étoit aisé de juger qu'en livrant la Reine au Roi de France, on alloit se faire un Maître de cet Allié. Mais, outre que les François faisoient sentir que ce n'étoit qu'à ce prix que la France vouloit s'engager à secourir l'Ecosse, la Reine Mere souhaitoit passionnément que la Reine sa Fille fût à la Cour de France, où les Princes de Lorraine ses Freres étoient tout-puissans. D'ailleurs, tous les Ecclésiastiques pressioient de tout leur pouvoir l'envoi de la Reine en France, par la peur qu'ils avoient qu'on ne fût enfin obligé de la livrer aux Anglois, & que leur Religion ne fût ruinée par son Mariage avec Edouard. Enfin, pour se rendre le Régent favorable, le Roi de France s'étoit engagé à lui donner le Titre de Duc de Châtelaup, avec un revenu de douze-mille livres en Terres. Tout cela fut cause que la résolution fut prise d'envoyer la Reine en France, sur les mêmes Vaisseaux qui avoient amené ses Troupes du secours. Mais afin d'éviter la rencontre de la Flotte Angloise, ces Vaisseaux allèrent faire le tour de l'Ecosse, du côté du Nord, & conduisirent la Reine dans la Province de Bretagne. Pendant ce tems-là, l'Amiral Seymour, qui commandoit lui-même l'Armée Navale, fit diverses descentes en Ecosse, d'où il fut toujours repoussé avec perte; & enfin, il retourna en Angleterre sans avoir beaucoup endommagé les Ecoffois.

Le Comte de Shrewsbury fait lever le Siege d'Hadington,

& se retire en Angleterre.

Dessé Général François entre en Angleterre.

Enfin, l'Armée Angloise, forte de dix-sept-mille hommes, entra en Ecosse, sous la conduite du Comte de Shrewsbury. A son approche, les François & les Ecoffois leverent le Siege d'Hadington & se retirèrent. Ainsi, le Général n'eut aucune peine à ravitailler la Place. Cela fait, il marcha aux ennemis qui s'étoient retranchés dans un poste avantageux, & leur présenta la Bataille. Mais après s'être tenu environ une heure en leur présence, voyant qu'ils ne vouloient point sortir de leurs retranchemens, il ramena ses Troupes en Angleterre. Il est difficile de comprendre quel pouvoit être le motif de cette retraite précipitée, qui donna aux Ecoffois la facilité de faire de grands progrès pendant tout le reste de la Campagne. L'Armée Angloise ne fut pas plutôt retirée, que *Dessé* tenta de surprendre Hadington. Il étoit déjà aux portes & sur le point d'entrer dans la Place, lorsqu'un Déserteur François qui s'y étoit retiré, mit le feu à une piece de canon, qui donnait dans le plus épais des Troupes Françoises, leur fit perdre courage, desorte qu'elles se retirèrent avec précipita-

cupitation. Ensuite, Dessé alla fortifier le village de *Leish*, qui est devenu depuis une Ville très considérable. Son dessein étoit de reprendre le Château de *Broughby*: mais ayant reçu des ordres exprès de faire une irruption en Angleterre, il poussa jusqu'à Newcastle, sans rencontrer aucune opposition, & emporta un grand butin de ce pais-là. On ne fait point ce qu'étoit devenue l'Armée Angloise que le Comte de Shrewsbury avoit menée en Ecosse, & qui étoit composée partie d'Anglois, & partie de Landsquenets. Ceux-ci étoient des Troupes Allemandes qui avoient servi l'Électeur de Saxe & le Landgrave de Hesse, & qui n'ayant plus de Chef dans l'Empire, avoient offert leurs services au Protecteur, qui les avoit acceptez. Par là il avoit excité beaucoup de murmures contre lui, les Anglois ne voyant pas volontiers dans le Royaume, des Troupes étrangères, qui pour l'ordinaire sont trop dévouées au Roi. Il étoit aisé de comprendre, que le but du Protecteur étoit de se fortifier personnellement du secours de ces Etrangers.

EDOUARD
VI.
1548.

Landsquenets au service de l'Angleterre.

Avant la fin de l'année, la Reine Douairière d'Ecosse s'étant plainte à la Cour de France, de la conduite de Dessé, qui agissoit avec trop de hauteur & qui maltraitoit les Ecossois, le fit rappeler, & de *Thermes* fut envoyé en sa place. Ce nouveau Général fut accompagné de *Montluc* Evêque de Valence, qui étant de retour de son Ambassade de Constantinople, étoit envoyé en Ecosse pour y exercer la charge de Chancelier. Mais les Ecossois furent si mécontents de voir cette Dignité entre les mains d'un Etranger, que le Roi de France le rappella. Ils commençoient à se repentir d'avoir envoyé leur Reine en France, depuis qu'ils voyoient que les François commençoient à les moins ménager.

Suite des
affaires d'Ecosse.

Pendant cette année 1548., le Pape & l'Empereur eurent ensemble de grands démêlez touchant la translation du Concile. L'Empereur, ainsi qu'il a été déjà remarqué, se servoit du prétexte de la Religion pour se rendre absolu dans l'Empire. Le Concile assemblé à Trente Ville d'Allemagne, comme les Protestans l'avoient demandé, lui fournissoit un prétexte de les contraindre de se soumettre à ses décisions. Il n'étoit pas fâché qu'ils refusassent de s'y conformer: mais il souhaitoit qu'ils n'en eussent pas d'autres raisons que celles qu'ils auroient du fond même de la Religion, parce qu'alors le prétexte de la contrainte subsistoit en son entier. Mais par la translation du Concile à Bologne Ville d'Italie, & où le Pape étoit maître, ce même prétexte lui étoit ôté, parce que les Protestans avoient lieu de se plaindre que les Décrets des Dietes n'étoient pas exécutés. D'un autre côté, le Pape voyant que, par le succès d'une seule Campagne, l'Empereur s'étoit rendu comme absolu dans l'Empire, étoit devenu jaloux de sa puissance, dans la crainte où il étoit qu'elle ne s'étendît aussi sur toute l'Italie, & que le Siege Pontifical n'en reçût beaucoup de dommage. Par cette raison, il étoit bien aisé qu'il demeurât tou-

Démêlez
entre l'Empereur & le
Pape.

jours

EDOUARD VI. 1548. Jours brouillé avec les Protestans d'Allemagne, afin que les affaires de ce pais-là l'empêchassent de former de nouveaux projets. Ces divers interêts furent cause que l'Empereur & le Pape ne purent s'accorder. Le premier protesta contre la translation du Concile à Bologne, & le Pape rejeta sa Protestation.

Interim accordé aux Protestans.

Quelque tems après, l'Empereur voulant faire voir au Pape qu'il pouvoit se passer de lui, fit dresser des Articles d'accordement, qui furent nommez l'*Interim*, parce que cette espèce de Règlement qu'ils contenoient, ne devoit durer que jusqu'à ce qu'il y eût un Concile assemblé dans quelque Ville d'Allemagne. Ceux qui dressèrent ces Articles, par ordre de l'Empereur, prirent soin d'en adoucir les expressions autant qu'il fut possible. Mais au fond, ils contenoient les Dogmes de l'Eglise Romaine, quoiqu'un peu déguisez. Les seuls adoucissimens considerables qui s'y trouvoient, étoient, que le Mariage ne seroit pas un obstacle pour ceux qui voudroient recevoir l'Ordre de Prêtrise, & qu'on ne refuseroit pas la Communion sous les deux Especes à ceux qui la demanderoient. Cet Ouvrage étant achevé, l'Empereur fit assembler à Augsbourg une Diete, où l'*Interim* fut présenté. L'Electeur de Mayence en remercia l'Empereur au nom de la Diete, quoiqu'il n'en eût pas reçu la Commission; & l'Empereur prenant ce remerciement comme s'il venoit de la Diete en Corps, ne voulut pas même recevoir les Protestations de plusieurs Villes de l'Empire contre l'*Interim*. La Cour de Rome même en étoit très mécontente, parce que, sans la consulter, l'Empereur avoit entrepris d'accorder le Mariage aux Prêtres, & la Coupe au Peuple. Cela causa beaucoup de troubles en Allemagne, & obligea plusieurs Théologiens & autres, qui n'approuvoient pas l'*Interim*, à se cacher, ou à se retirer ailleurs, pour ne pas s'exposer à la colere de l'Empereur victorieux, qui vouloit, à quelque prix que ce fût, que son *Interim* fût généralement reçu. Dans cette même Diete, Maurice de Saxe fut solennellement revêtu de l'Electorat dont Jean Frideric avoit été dépouillé.

Parlement qui avance la Reformation. *Hist. de la Reformation.*

1549.

Le Protecteur & Cransmer sont blâmez par les zélés de leur parti.

Pendant que l'Empereur s'efforçoit de détruire la Reformation en Allemagne, elle faisoit tous les jours de nouveaux progrès en Angleterre. Le Parlement qui s'assembla le 24. de Novembre, ne fut presque occupé qu'à cela. Par un Statut qui fut fait pendant cette Séance, on permit le Mariage aux Prêtres. Un autre confirma la nouvelle Liturgie, à laquelle des Commissaires nommez pour corriger les divers Offices avoient été occupez pendant tout l'Été. Cette nouvelle Liturgie retranchoit divers abus, tant dans l'Office de la Communion, que dans tous les autres, & tournoit tout du côté de la Reformation. C'est la même dont l'Eglise Anglicane se sert encore aujourd'hui, à quelques changemens près.

C'étoient le Protecteur & l'Archevêque de Cantorberi, qui servoient de principaux appuis à la Reformation, & qui la pouissoient

tou-

toujours avec ardeur, quoiqu'en suivant toujours la maxime qu'ils EDOUARD VI.
 avoient établie, de n'avancer que par degrez. Quelques raisons qu'ils 1549.
 eussent d'agir de cette maniere, les zélés d'entre les Reformez n'en
 étoient pas contens, parce qu'ils craignoient que, par quelque revolution
 subite & non attendue, l'ouvrage ne demeurât imparfait. Ils
 savoient que le Protecteur s'étoit fait beaucoup d'ennemis & d'en-
 vieux parmi la Noblesse, & que tous les partisans de l'Eglise Romaine
 le haïssoient mortellement. C'en étoit assez pour leur faire crain-
 dre qu'il ne succombât enfin sous les efforts de ses ennemis, l'adminis-
 tration dont il étoit chargé étant d'une telle nature, qu'il étoit pres-
 que impossible qu'il ne donnât quelque prise sur lui. Ils eurent d'au-
 tant plus de sujet de s'alarmer, quand ils le virent obligé de faire ar-
 rêter son propre Frere, qui avoit déjà formé un Parti pour le sup-
 planter.

Quoique l'Amiral eût déjà souffert une assez grande mortification, Projets de
l'Amiral
contre le
Protecteur.
Hist. de la
Reformat.
Hayward.
L'Esquisse de
Hertford.
 il ne discontinuoit point ses pratiques contre le Protecteur, malgré les
 avertissemens qu'on lui donnoit de tems en tems, qu'elles cause-
 roient enfin sa ruine. La Reine son Epouse étant morte au mois de
 Septembre de l'année précédente 1548., il voulut reprendre son pre-
 mier dessein d'épouser la Princesse Elisabeth. Mais il ne trouva pas
 dans cette Princesse, la correspondance dont il s'étoit flatté. Au
 fond, quand même il auroit pu obtenir son consentement, cela n'au-
 roit pas suffi, s'il n'eût eu aussi celui du Protecteur & du Conseil. Le
 Testament du feu Roi l'excluoit expressément de la Succession, si
 elle se marioit sans l'approbation des Exécuteurs. Ainsi, l'Amiral
 n'ayant pas beaucoup d'esperance de réussir dans ce projet, tourna
 ses pensées d'un autre côté, pour tâcher de contenter son ambition.
 On prétend, qu'il forma le dessein d'enlever le Roi, de chasser le Pro-
 tecteur, de s'emparer lui-même du Gouvernement; & que dans ce
 dessein, il avoit déjà enrôlé deux-mille hommes, en divers endroits.
 Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il parloit hautement contre le
 Protecteur, l'accusant qu'il réduisoit le Royaume en servitude, par le
 moyen des Troupes étrangères qu'il entretenoit. On prétend encore,
 que le Protecteur étant informé de toutes ses démarches, usa d'une
 extrême patience envers lui, & qu'il ne se résolut à le pousser à bout,
 que quand il connut clairement, qu'il falloit nécessairement que
 l'un ou l'autre pérît. Mais pour dire la vérité, on ne peut nullement
 compter sur ce que les Historiens disent des desseins particuliers de
 l'Amiral, ou de la patience du Protecteur. La raison en est, que com-
 me quelques-uns se sont efforcez de noircir la reputation de celui-ci,
 autant qu'il leur a été possible, d'autres aussi ont pris à tâche d'excuser
 toutes ses actions. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Amiral n'étoit pas
 content de sa condition, & qu'il cherchoit à supplanter son Frere &
 à se mettre en sa place. Mais on ne peut pas s'assurer aussi positive-

EDOUARD ment des moyens qu'il prétendoit employer pour exécuter son dessein.

VI.

1549.
Il est mis
à la Tour.
Informa-
tions contre
lui.

Enfin, le Conseil ayant été informé qu'il tramait quelque chose contre le Gouvernement, signa un Ordre pour le faire mettre à la Tour. Ensuite, il nomma des Commissaires pour recevoir les dépositions de ceux qui voudroient témoigner contre lui. Ces Commissaires rapportèrent au Conseil, que l'Amiral étoit chargé d'avoir formé, avec plusieurs autres, une Conspiration contre le Gouvernement, & d'avoir commis beaucoup de malversations dans l'exercice de la Charge d'Amiral : Qu'il étoit accusé d'avoir protégé des Pirates, & de n'avoir rendu aucune justice soit aux Particuliers, soit aux Princes mêmes qui s'étoient plaints à lui de ces violences, par où il avoit engagé le Roi dans le risque d'une Guerre. On dit qu'avant que de le faire juger, le Protecteur fit divers efforts pour le porter à se défaire volontairement de sa Charge, & à s'éloigner de la Cour, mais qu'ils furent tous inutiles. Ainsi, son accusation fut rédigée en trente-trois Chêcis, sur lesquels certains Membres du Conseil furent chargés de

Il refuse de
répondre.

l'aller interroger. Mais il refusa de répondre, demandant à être jugé selon les Loix, & qu'on lui produisît les accusateurs. Le lendemain, le Conseil se rendit en Corps à la Tour pour l'examiner. Mais il refusa encore de répondre, insistant toujours sur la première demande, qu'on ne jugea pas à propos de lui accorder. C'est une chose assez étrange, que ses crimes étant clairement prouvez, si l'on en croit les Registres du Conseil, tant par ses propres Lettres que par les dépositions des témoins, on lui ait pourtant refusé de le juger selon les Loix du Royaume, & de lui confronter ceux qui déposent contre lui. C'étoit pourtant un Pair du Royaume, revêtu d'une des principales Charges de l'Etat, & qui de plus étoit Oncle du Roi. Enfin, voyant qu'il ne pouvoit point obtenir cette faveur ou cette justice, il demanda qu'on lui laissât les articles de son accusation, & dit qu'il y répondroit après les avoir examinés. Mais cela même lui fut refusé. J'ignore si les Loix permettoient alors de laisser à un accusé les articles dont il étoit chargé, & de lui donner le tems de les examiner. Mais pour ce qui regarde la confrontation des témoins, il est manifeste qu'on ne pouvoit la refuser sans injustice, quoique cette pernicieuse coutume se fût introduite sous le dernier Règne. Il semble même qu'elle auroit dû être abolie pendant une Minorité, ou être moins pratiquée contre un Oncle du Roi, que contre tout autre.

Son accusation est portée au Parlement.

Quoi qu'il en soit, le Conseil ayant fait son rapport au Roi, il fut délibéré, si l'affaire de l'Amiral seroit portée au Parlement, afin qu'il fût jugé par un Acte d'*Attainder* (1) ; & tous les Membres furent de cet avis, sans en excepter le Protecteur. En cela, on avoit sans doute pour but de ménager la réputation du Roi, & de rejeter sur le

Par-

(1) Par lequel quelqu'un est atteint & convaincu du crime dont il s'agit.

Parlement ce qu'il y avoit d'odieux dans cette poursuite. Le Roi, qui croyoit son Oncle coupable, consentit aussi qu'il fût livré à la justice du Parlement. Avant que les deux Chambres procédassent contre lui, elles nommerent des Commissaires pour aller recevoir ses défenses. Il répondit sur les trois premiers Articles, après quoi il s'arrêta tout court, sans vouloir passer plus avant. Les Commissaires ayant fait leur rapport, l'Acte de conviction passa fort facilement dans la Chambre Haute. Mais les Communes firent beaucoup plus de difficulté. Elles ne pouvoient s'empêcher de se recrier contre cette maniere irrégulière de juger les accusés, sans leur confronter les témoins & sans les ouïr dans leurs défenses. Peut-être même auroient-elles rejeté l'Acte par cette seule considération, si le Roi ne leur eût fait dire qu'il ne croyoit pas la présence de l'Amiral nécessaire, & qu'il suffisoit qu'elles examinassent les dépositions qui avoient été produites dans la Chambre Haute. Après que le Roi eut ainsi fait connoître sa volonté, la Chambre Basse, composée de quatre-cens Députés, passa l'Acte sans d'autre opposition, que seulement de dix ou douze de ses Membres. Il y a beaucoup d'apparence qu'elle étoit convaincue de la vérité des Dépositions, & que ne s'agissant que d'une irrégularité qui étoit même tournée en coutume, elle ne crut pas que ce fût un tems propre pour en arrêter le cours. Quoi qu'il en soit, le Roi ayant donné son consentement à l'Acte, l'Amiral eut la tête tranchée le 10. de Mars.

Cette Tragédie ne se passa pas, sans donner lieu à de sévères réflexions sur la conduite du Protecteur. On disoit, que si l'Amiral étoit coupable, ce n'étoit que contre son Frere qu'il vouloit supplanter, & selon les apparences, c'étoit ce même Frere qui avoit été la partie, & qui lui avoit fait porter sa tête sur l'échafaut. On ajoutoit, que jamais le Conseil n'auroit procédé si rigoureusement contre l'Amiral, s'il n'eût pas cru faire plaisir au Duc son Frere, ou s'il n'eût pas craint de l'offenser en le refusant. Le jeune Roi lui-même, qui n'étoit alors âgé que de douze ans, ne se seroit jamais porté à contraindre, pour ainsi dire, la Chambre Basse, de passer par-dessus l'irrégularité de la procédure, s'il n'eût pas été sollicité par le Protecteur à faire cette démarche, qui d'ailleurs étoit assez extraordinaire. Il est donc assez difficile d'excuser le Duc de Sommerfet, de ce qu'il poursuivit son propre Frere jusqu'à la mort, pour des crimes commis contre sa seule personne. En effet, il ne fut jamais bien prouvé qu'il eût formé aucun mauvais dessein, ni contre le Roi, ni contre l'Etat, ainsi qu'il le protesta jusqu'à son dernier moment. Mais ce n'est pas la seule fois que des complots faits uniquement contre les Ministres, ont passé pour crime de Leze-Majesté. Pour moi, je ne puis m'empêcher de soupçonner, que ceux qui pensoient alors à ruiner le Protecteur, feignant d'être de ses amis, le poussèrent de tout leur pouvoir à se venger de son Frere, & qu'ils voulurent bien servir d'instrumens à sa vengeance,

EDOUARD VI.
1549.
Il refuse encore de répondre.
Il est condamné,

La conduite du Protecteur est fort censurée.

EDOUARD afin de le rendre odieux. Quelques-uns ont dit, que la première cause de la querelle entre les deux Freres, venoit de la jalousie que la Duchesse de Sommerfet avoit conçue contre la Reine Douairiere Femme de l'Amiral, qu'elle prétendoit précéder en qualité de femme du Protecteur. Mais il n'y a aucune apparence, qu'elle fût assez dépourvue de jugement, ou assez ignorante des coutumes d'Angleterre, pour vouloir disputer le rang à la Reine Douairiere.

Argent accordé au Roi. Avant que le Parlement se séparât, il accorda un Subside au Roi pour lui aider à conquérir l'Ecosse, qu'il appelloit dans l'Acte une partie de ses Etats. Ensuite, il le remercia de la tranquillité dont il jouissoit sous son Regne, & de ce qu'il donnoit tous ses soins à l'avancement de la vraie Religion. Le Clergé lui accorda aussi un Subside, après quoi le Parlement fut prorogé le 14. de Mars, jusqu'au 4. de Novembre.

La nouvelle Liturgie est établie partout. Immédiatement après, le Conseil nomma des Commissaires, pour aller établir dans toutes les Eglises la nouvelle Liturgie. Elle fut reçue par-tout sans opposition, excepté chez la Princesse Marie, qui ne voulut jamais se soumettre à ce changement. Le Roi & le Conseil paroisoient résolus de l'y contraindre. Mais l'Empereur ayant intercedé pour elle, on se vit obligé par des raisons de Politique, de lui promettre qu'on la laisseroit en repos pendant quelque tems. Il prétendit depuis, qu'on lui avoit fait cette promesse sans restriction.

Une femme Anabaptiste est condamnée au feu. En ce tems-là, le Conseil ayant eu avis que divers Anabaptistes d'Allemagne s'étoient retirés en Angleterre, & craignant qu'ils n'y répandissent leurs Erreurs, fit expédier une Commission à Cranmer & à plusieurs autres, pour faire des informations touchant ces gens-là, & pour les juger. Une malheureuse Angloise, nommée *Jeanne Boucher*, autrement *Jeanne de Kent*, qui s'étoit laissée séduire, ayant témoigné une opiniâtreté invincible, fut déclarée Hérétique, & comme telle, livrée au bras séculier, qui la condamna au feu. Mais quand on présenta au Roi l'ordre pour la faire exécuter, il refusa de le signer. Il étoit persuadé, qu'il y avoit trop d'injustice & trop de barbarie dans cette Sentence. Il fallut pour le persuader, employer l'Archevêque Cranmer, qui avoit beaucoup de pouvoir sur lui. Enfin, le jeune Roi, embarrassé plutôt que convaincu par les raisons du Prélat, signa l'ordre en pleurant, & lui dit qu'il se laissoit conduire par lui, mais que s'il faisoit mal, c'étoit à lui à en répondre devant Dieu. Quelles que fussent les raisons de l'Archevêque, on peut assurer que ce n'est pas là un des beaux endroits de sa vie. Il auroit mieux fait sans doute de ne pas s'employer à une telle chose, qui convenoit si peu à un Evêque Reformé. Aussi cette démarche lui a-t-elle été souvent reprochée, & a même servi de fondement aux jugemens desavantageux qu'on a portés sur ce sujet contre la Reformation, & contre les Reformez. Deux ans après, il y eut encore un Allemand brûlé pour la même cause.

Le Roi signe en pleurant l'ordre pour l'exécution, & en charge la conscience de Cranmer.

Pendant que toute l'Angleterre paroissoit recevoir avec soumission, tout ce qui venoit de la Cour, il se formoit dans le Royaume un levain de mécontentement, qui fut sur le point de produire de grands changemens. Le principal sujet venoit de ce que le Peuple ne trouvoit plus à gagner sa vie avec la même facilité qu'auparavant. Cela regardoit tout le Peuple en général, tant de l'une que de l'autre Religion. Mais les Prêtres, les Moines supprimez, & ceux qui étoient encore attachez à la Religion Romaine, en prirent occasion de fomenter le mécontentement qui étoit universellement répandu parmi le petit Peuple, afin de le porter à la revolte. D'ailleurs, les ennemis du Duc de Sommerfet n'étoient pas fâchez qu'il parût que le Peuple étoit mal satisfait du Gouvernement. Mais avant que de parler des Soulevemens qu'il y eut en divers endroits du Royaume pendant le cours de cette année, il est nécessaire d'en faire connoître les causes.

Depuis que les Monasteres avoient été supprimez, il y avoit une prodigieuse quantité de Moines répandus dans le Royaume, qui étoient obligez de gagner leur vie par leur travail, les pensions qu'on leur avoit assignées étant mal payées, ou ne suffisant pas pour leur subsistance. Ainsi, le travail étant partagé entre plus de personnes, le profit se trouvoit moindre qu'auparavant. De plus, pendant que les Monasteres subsistoient, leurs Terres étoient données à ferme à un prix modique, à des Fermiers qui, pour les faire valoir, étoient obligez d'employer beaucoup de monde. Mais depuis que ces Terres furent tombées entre les mains de la Noblesse, le prix des fermes étoit beaucoup augmenté, d'où il étoit arrivé que les Fermiers, pour y trouver mieux leur compte, avoient été obligez d'employer moins d'ouvriers, & de diminuer le salaire. D'un autre côté, les possesseurs de ces Terres voyant que, depuis la dernière Paix avec la France, le commerce des Laines étoit devenu florissant, s'aviserent de nourrir beaucoup de bétail, parce que les laines rapportoient plus que les grains. Pour cet effet, ils firent enfermer leurs Terres avec des palissades. De là étoient nez divers inconvéniens. Premièrement, le prix du grain étoit augmenté, au grand préjudice du menu Peuple. En second lieu, les Seigneurs ou leurs Fermiers n'avoient plus besoin que d'un petit nombre de gens pour prendre soin de leurs Troupeaux dans ces Clos. Par conséquent, il y avoit beaucoup de personnes auxquelles on ôtoit par là les moyens de gagner leurs vies par leur travail. Ainsi le profit des Terres, qui se répandoit auparavant sur beaucoup de gens, venoit presque tout entier entre les mains de la Noblesse. Cela causa beaucoup de plaintes & de murmures parmi le petit Peuple, qui se voyoit menacé de tomber dans une extrême pauvreté. On publia même sur ce sujet divers Ecrits, qui en faisoient voir les inconvéniens. Mais la Noblesse ne laissa pas d'aller toujours son même train, sans se mettre en peine de ce qui en arriveroit. Le Protêtèur prit ouvertement le

EDOUARD VI.

1549-
Plaines du
Peuple contre la Noblesse.

Hayward,
L'Evêque de
Hereford,
Hist. de la
Reformation.

Sujet de ces
plaintes.

EDOUARD parti du Peuple, soit pour mortifier la Noblesse dont il n'étoit pas aimé, soit qu'il prévint les inconvéniens qui pouvoient naître du mécontentement des petits. En 1548., les habitans des environs de Hamptoncourt ayant porté leurs plaintes au Conseil, touchant un Parc que Henri VIII. avoit fait fermer, le Protecteur leur fit donner satisfaction, & le Parc fut entièrement ouvert. Dès l'année précédente, il avoit fait nommer des Commissaires pour examiner si les possesseurs des Terres d'Eglise exerçoient l'hospitalité, & s'ils exécutoient toutes les conditions sous lesquelles ces Terres leur avoient été vendues. Mais il se rencontra tant d'obstacles dans l'exécution de cet ordre, qu'il n'eut aucune suite. Cependant, le Protecteur s'attiroit par là de plus en plus la haine de la Noblesse, qui se trouvoit intéressée à maintenir ces abus. Il arriva même dans la dernière Séance du Parlement, que les Seigneurs firent un projet d'Acte, pour donner à chacun la liberté de faire fermer ses Terres, s'il le trouvoit à propos. Mais la Chambre Basse rejetta ce Bil; & néanmoins, les Seigneurs ne laissèrent pas de faire fermer leurs Terres. Cela fit naître un mécontentement général parmi le Peuple, qui s'imagina qu'il y avoit un complot formé pour le ruiner, & pour le réduire en servitude. Sur cela, les Paisans de la Province de Wilt se soulevèrent. Mais le Chevalier *Herbert* les dispersa, & en fit pendre quelques-uns. Dans le même tems, il y eut de semblables soulevemens dans les Provinces de *Suffex*, de *Hamp*, de *Kent*, de *Glocester*, de *Suffolk*, de *Warwick*, d'*Essex*, de *Hartford*, de *Leicester*, de *Rutland*, & de *Worcester*.

Soulevemens en diverses Provinces.

Le Protecteur tâche en vain de remédier aux griefs du Peuple.

Le Protecteur voyant que ce feu alloit gagner tout le Royaume, envoya des gens aux soulevés, pour leur faire entendre, qu'il étoit disposé à remédier à leurs griefs; & dans cette attente, ils moderèrent leur fureur. Pour dégager sa parole, il porta cette affaire au Conseil, esperant qu'on trouveroit quelque expédient pour donner satisfaction aux Mécontents. Mais il y trouva tant d'opposition, qu'il se crut obligé d'y pourvoir de sa seule autorité. Ainsi, contre l'avis des Conseillers, il publia une Proclamation qui défendoit d'enfermer les Terres, & accordoit une Amnistie au Peuple pour tout ce qui s'étoit passé. Il fit plus: contre l'avis du Conseil, il nomma des Commissaires auxquels il donna un pouvoir fort étendu, pour rendre justice au Peuple touchant les Clos de la Noblesse. Cette Commission fit beaucoup murmurer les Seigneurs & les Gentilshommes, qui se plaignirent hautement, que le Protecteur empiétoit sur leurs privilèges, en les soumettant à un pouvoir arbitraire. Ils s'opposèrent même directement aux Commissaires, lorsqu'ils voulurent exécuter leur Commission. Cela fut cause que le Protecteur, qui trouvoit par-tout de l'opposition, ne put pas rendre justice au Peuple dans toute l'étendue qu'il l'auroit souhaité. Ainsi, le Peuple voyant que la Cour n'exécutoit pas ce qu'elle avoit promis, prit les armes en beaucoup d'endroits,

droits, & particulièrement dans les Provinces d'*Oxford*, de *Devon*, *EDOUARD* de *Norfolk*, & d'*York*. Mais les soulèvez d'*Oxford* furent d'abord *VI.* dussiez par le Lord *Gray*.

Le soulèvement de la Province de *Devon* fut plus considérable, & plus dangereux. Cette Province étant pleine de gens qui n'avoient reçu qu'extérieurement les changemens faits dans la Religion, les Prêtres & les Moines se mêlerent parmi les Revoltez, & fomentèrent la Rebellion de tout leur pouvoir. Les soulèvez s'assemblerent la première fois le 10. de Juin, & en peu de jours, ils se trouverent au nombre de dix-mille hommes. Le Protecteur néglexa d'abord cette affaire, dans l'esperance que les soulèvez se dissiperoient comme dans les autres Provinces. Enfin, voyant qu'ils s'obstinoient dans leur Rebellion, il envoya contre eux le Lord *Ruffel*, avec peu de Troupes. Ce Seigneur, qui se sentoit trop foible pour les attaquer, se tint à quelque distance, & leur fit offrir, que s'ils vouloient l'informer de leurs griefs, il les enverroit à la Cour. Mais cette démarche, qui marquoit assez ouvertement qu'on les craignoit, ne fit que les animer davantage. Dans le même tems, ils mirent à leur tête un Gentilhomme de Cornouaille nommé *Arundel*, qui étoit allé les joindre. Cependant, afin de faire voir qu'ils ne s'étoient pas soulèvez par un pur caprice, ils envoyèrent au Commandant des Troupes du Roi, leurs demandes, qui faisoient bien voir que la Religion étoit le principal motif de leur revolte. Elles étoient comprises dans ces quinze Articles.

1549.
Le Peuple se soulève en divers endroits.
Soulèvement dans la Province de Devon.

Demandes des Revoltez

I. Que les Conciles Généraux, & les anciens Canons de l'Eglise fussent observez.

II. Que la Loi des six Articles fût renouvelée.

III. Que la Messe fût célébrée en Latin, & que le Prêtre célébrant communiquât seul.

IV. Que l'Exposition & l'Adoration du Sacrement fussent rétablies, & que ceux qui refuseroient de se conformer à cette pratique, fussent punis comme Hérétiques.

V. Que l'Eucharistie ne fût administrée au Peuple que le jour de Pâque, & sous une seule Espece.

VI. Que le Baptême pût être administré à toute heure & en tout tems.

VII. Que l'usage du Pain bénit, de l'Eau bénite, des Rameaux, des Images, & en général tous les usages anciens fussent rétablis.

VIII. Que la nouvelle Liturgie fût abolie, & que les anciens Offices, aussi bien que les Processions, fussent rétablis.

IX. Que les Prédicateurs avant le Sermon, & les Prêtres en célébrant la Messe, fussent obligez de prier Dieu pour les trépassés.

X. Que la lecture de la Bible fût interdite au Peuple.

XI. Que le Docteur *Moreman*, & Mr. *Crispin* fussent rétablis dans leurs Bénéfices.

XII. Que

EDOUARD .XII. Que le Cardinal *Polus* fût remis en poffeffion de fes biens, & qu'il fût fait Confeiller du Confeil Privé.

VI.

1149.

.XIII. Que les Gentilshommes ne puffent avoir qu'un Domestique, pour chaque centaine de marcs de leur revenu.

.XIV. Que la moitié des Terres des Monastres fuffent retirées d'entre les mains de ceux qui les poffédoient, & adjudgées à deux des principales Abbayes de chaque Province; & que ce qui se retireroit des trones des Eglises fervit à entretenir pendant fept ans, dans ces Maisons Religieuses, des perfonnes dévotes qui priaflent Dieu pour le Roi & pour le Royaume.

.XV. Qu'on rendit justice aux Particuliers d'entre eux fur leurs griefs, dont *Humphrey Arundel*, & le Maire de Boodmyn informeroient le Roi & le Confeil.

Elles font
rejetées.

Ces demandes extravagantes furent rejetées avec indignation. Cependant, afin d'en faire voir l'injustice, l'Archevêque de Cantorberi eut ordre d'y répondre en détail. Il le fit avec beaucoup de folidité, non fans reprocher à ces gens-là, qu'ils se laiffoient conduire par des ignorans. Alors les Revoltez, voyant que la Cour ne leur accordoit pas une feule de leurs demandes, les réduifirent à huit, qui n'étoient pas plus convenables que les premières. Néanmoins, pour convaincre le Peuple de la justice de ce refus, le Confeil jugea qu'il étoit à propos de répondre à ces demandes au nom du Roi-même. Mais cela ne fut pas capable de ramener les Revoltez, dont l'opiniâtreté devenoit d'autant plus dangereufe, que dans le même tems, il y avoit de pareils foulevemens dans les Provinces de Norfolk & d'Yorck, & que le Roi de France entroit avec une Armée dans le Boulonnois. Je parlerai des Revoltes des autres Provinces, après avoir achevé ce qui regarde celle de Devon.

Ils affiegent
Exeter.
Mayward.

La négociation s'étant rompue au mois de Juillet, les Rebelles affiegerent Exeter, où ils trouverent plus de réfistance qu'ils n'avoient attendu d'une Ville gardée par les feuls Bourgeois. Comme ils n'avoient point d'Artillerie, ils s'aviferent de mettre le feu à une des portes, à deffein de l'attaquer dès que la violence du feu feroit paffée. Mais les habitans, au-lieu de l'éteindre, y jetterent beaucoup de matieres combustibles pour l'entretenir, jusqu'à ce qu'ils euffent fait un bon retranchement derriere la porte. Ce coup ayant manqué aux affiegeans, ils se réduifirent à faire des mines: mais les affiegez trouverent le moyen de les éventer. Enfin, voyant que tous leurs efforts étoient inutiles, ils changerent le Siege en blocus, dans l'efperance que la faim obligeroit les affiegez à le rendre. Mais ceux-ci souffrirent pendant douze jours, avec une confiance invincible, toutes les incommoditez d'une terrible Famine.

Le Lord
Ruffel bat les
Revoltez &
délivre Exce-
ter.

Pendant ce tems-là, le Lord Ruffel, qui n'avoit que peu de Troupes, se trouvant trop proche des Revoltez, voulut se retirer plus loin,

de

de peur d'être envelopé. Mais il trouva qu'ils s'étoient déjà saisis d'un pont qui étoit derrière lui, & sur lequel il devoit nécessairement passer pour pouvoir se mettre hors de danger. Comme il n'y avoit point d'autre chemin, il attaqua brusquement ce pont gardé par deux-mille des ennemis, & après un assez léger combat, il le rendit maître du passage. Cette épreuve lui ayant fait connoître qu'ils n'étoient pas aussi redoutables qu'il se l'étoit imaginé, il résolut de les attaquer aussi-tôt qu'il auroit reçu un renfort, qu'il attendoit de Bristol. Peu de tems après, le Lord Gray l'ayant joint avec quelques Troupes, & *Spinola* avec un Corps de Landsquenets, il marcha droit aux Rebelles. Il en trouva un Corps posté sur le bord d'une Rivière dont ils vouloient lui disputer le passage, & les ayant attaqués sans balancer, il en tua plus de mille, après quoi il continua sa route vers Excester. A son approche, les Rebelles leverent le blocus, & se partagerent en divers petits Corps, qui furent aisément dissipés les uns après les autres. Arundel leur Chef, le Maire de Boodmyn, & quelques autres, furent pendus quelque tems après. C'est ainsi que finit la Révolte de la Province de Dévon.

EDOUARD
VI.
1549.

Celle de Norfolk ne fut pas moins dangereuse. Un Tanneur, nommé *Ket*, se mit à la tête des Révoltez, qui se trouverent bien-tôt au nombre de vingt-mille. Le Marquis de Northampton fut envoyé contre eux avec onze-cens hommes seulement, Troupe trop petite pour leur inspirer de la terreur. Aussi lui avoit-on donné ordre de se tenir à quelque distance d'eux, & de tâcher seulement de leur couper les vivres. *Ket* ayant marché du côté de Norwich, s'étoit avancé jusqu'à une montagne, tout proche de cette Ville, où il avoit érigé une espece de Tribunal pour y rendre la Justice comme Souverain, sous un Chêne, qui à cause de cela fut appelé *Le Chêne de la Reformation*. C'étoit parce que ceux-ci ne parloient que de reformer l'Etat, la Religion n'étant ni la cause ni le prétexte de leur Révolte. Leur dessein étoit d'exterminer la Noblesse, & de mettre quelques-uns d'entre eux auprès du Roi pour le gouverner.

Revolte en
Norfolk
sous *Ket*.

Le Marquis de Northampton, négligeant d'observer ses ordres, marcha droit à Norwich, & entra même dans la Ville. Mais comme les Rebelles y avoient des intelligences, il y fut attaqué dès le lendemain, & enfin, il se trouva trop heureux d'en pouvoir sortir, après y avoir laissé cent de ses gens morts, & une trentaine de prisonniers. Cet échec obligea la Cour à faire marcher de ce côté-là, l'Armée destinée contre l'Ecosse, sous le commandement du Comte de Warwick. Elle étoit composée de six-mille hommes de pied, & de quinze-cens chevaux. Avec ce Corps considérable, le Comte de Warwick entra dans Norwich, où il attendit une occasion favorable pour attaquer les Révoltez. Enfin, comme ils avoient eux-mêmes ruiné le pais des environs, & que le Comte leur coupoit incessamment leurs Convois, ils se virent obligés de décamper. Ce fut

Le Marquis
de Northampton ne
réussit pas
contre eux.

Le Comte
de Warwick
bat & dissipe
les Rebelles.

Tom. VI.

F

alors

EDOUARD alors que le Comte de Warwick les suivit en queue, & sans leur donner le tems de se reconnoître, il les attaqua, leur tua deux-mille hommes, & fit beaucoup de prisonniers, parmi lesquels se trouva Ket leur Général, qui expia son crime à Norwich, à un gibet.

Dans le tems que les Mécontents de Norfolk commençoient à s'assembler, ceux d'York prirent aussi les armes ; mais leur nombre ne fut jamais au-delà de trois-mille. Ils commirent d'abord quelques violences. Mais enfin, ils acceptèrent une Amnistie qui leur fut offerte. Quelques-uns des plus mutins ayant voulu, dans la suite, renouer la sédition, furent saisis & pendus à York.

Conduite du Protecteur pendant ces troubles. Durant tous ces troubles, le Protecteur fit voir par toutes ses démarches, qu'il souhaitoit qu'on n'en vint point aux extremitez avec les Rebelles, soit qu'il fût persuadé que le Peuple avoit raison de se plaindre, ou qu'il voulût acquiescer à sa faveur, à cause qu'il se voyoit haï de la Noblesse. Après même que tous les troubles furent finis, il proposa dans le Conseil, de donner une abolition générale de tout ce qui s'étoit passé, afin de rétablir la tranquillité dans le Royaume. Mais il y trouva de fortes oppositions. Plusieurs des Seigneurs du Conseil vouloient qu'on se servît de cette occasion pour reprimer l'insolence du Peuple. Mais le Protecteur n'étant pas de cet avis, fit, de sa seule autorité, publier une Amnistie pour tout ce qui s'étoit passé jusqu'au 21. d'Août, & n'en excepta qu'un petit nombre des Rebelles prisonniers. Il pouvoit agir de cette manière, en vertu de sa Patente. Mais cela lui attira de plus en plus, la haine de la Noblesse, aussi bien que d'une bonne partie des Conseillers Privez, qui voyoient avec chagrin, qu'ils n'étoient consultez que pour la forme, & que leurs avis n'étoient d'aucun poids.

Le Roi de France entre dans le Boulonois.

Dans le tems que la Cour étoit occupée à reprimer les revoltes dont je viens de parler, il lui survenoit d'autres affaires ailleurs. Henri II. voyant que cette conjoncture lui étoit favorable, entra dans le Boulonois à la tête d'une Armée, quoiqu'il n'y eût aucune déclaration de Guerre entre les deux Couronnes, depuis le dernier Traité de Paix. Rien n'étoit plus exprès que ce Traité, dans lequel François I. & Henri VIII. étoient convenus que Boulogne seroit rendue à la France dans huit ans, moyennant deux millions d'écus d'or qui devoient être payez au Roi d'Angleterre. Mais Henri II. ne fut pas plutôt sur le Trône de France, qu'il forma le dessein de recouvrer Boulogne avant le tems marqué, & sans payer la somme qui avoit été stipulée. Il se fonda sur ce que Henri VIII. avoit fait la Guerre à François I. sans aucune cause légitime, dans le tems que François étoit occupé contre l'Empereur. Il inferoit de là, qu'il pouvoit lui-même se servir d'une occasion favorable, pour reparer le dommage que le Roi son Pere avoit souffert. Il n'est pas nécessaire d'examiner ici le fondement sur lequel Henri s'appuyoit, je veux dire la prétendue injustice faite à son Prédécesseur. Il suffit de remarquer que, selon

lon cette maxime, les Traitez les plus solennels ne doivent être comptez pour rien. Cependant, elle n'est que trop suivie; & comme si elle étoit d'une vérité incontestable, elle est une source inépuisable de Guerres entre les Souverains.

Quoi qu'il en soit, Henri voyant que les troubles d'Angleterre lui offroient une bonne occasion pour exécuter ses dessein sur Boulogne, s'empara de divers Châteaux du Boulonois. Ensuite, il fit attaquer le Fort de *Bullenberg*, où ses Troupes furent vigoureusement repoussées. Dans le même tems, il se donna tout proche de l'Isle de Jersey, un Combat naval entre les Flottes François & Angloise, dont chaeune s'attribua l'avantage, comme il arrive assez souvent aux Combats sur Mer. Enfin, Henri assiegea Boulogne au mois de Septembre, & les Anglois ne croyant pas pouvoir garder *Bullenberg*, en retirèrent l'Artillerie, & en firent sauter les Fortifications. La Peste qui se mit dans l'Armée de France ayant obligé Henri à la quitter, il laissa la conduite du Siege à Gaspar de Coligny Seigneur de Châillon, qui, après quelques efforts inutiles, se vit enfin contraint de le changer en blocus.

La Guerre d'Ecosse ne fut pas favorable aux Anglois, pendant cette Campagne. *De Thermes*, qui avoit succédé à *Dessé*, s'empara du Château de *Browgthi*. D'un autre côté, le Protecteur se voyant obligé d'employer contre les Rebelles de Nortolck, l'Armée destinée pour l'Ecosse, & n'osant pas même éloigner cette Armée du centre du Royaume, se détermina enfin à faire raser *Hadington*. Cette résolution fut exécutée le 15. de Septembre.

Cependant, la Guerre que le Roi de France avoit commencée, causoit beaucoup d'inquietude au Protecteur. Il avoit des avis certains que Henri II. étoit entré en Traité avec les Protestans d'Allemagne, & qu'il s'étoit engagé à leur donner un puissant secours, dès qu'il auroit recouvré Boulogne. Par là, il étoit aisé de comprendre que ce Monarque feroit un puissant effort dans la prochaine Campagne, & que pour lui résister, l'Angleterre seroit obligée de faire un armement considerable. Mais les coffres du Roi étoient vuides, & il étoit dangereux d'émouvoir encore le Peuple, en demandant de nouveaux Subsidés au Parlement. D'un autre côté, comme le Protecteur étoit extrêmement zélé pour la Reformation, il voyoit bien que rien ne pouvoit lui être plus avantageux, que l'union de la France avec les Protestans d'Allemagne. Mais il étoit facheux qu'il en dût coûter Boulogne aux Anglois. Le Protecteur consideroit encore, que si la Guerre avec la France duroit quelque tems, il y avoit quelque chose à craindre du côté des partisans de l'Eglise Romaine, qui pourroient, pendant ce tems-là, exciter des troubles dans le Royaume. En ce cas-là, il prévoyoit combien difficilement il pourroit soutenir trois Guerres à la fois. Enfin, il y avoit encore une raison qui le regardoit en particulier, & qui lui faisoit souhaiter de faire la Paix avec la France.

EDOUARD
VI.
1549.

Ses Troupes
sont repous-
sées au Fort
de Bullen-
berg.
Com. aina-
val.

Siege de
Boulogne.

Changé en
blocus.

Guerre d'E-
cosse.

Hadington
est rasé.

Le Protec-
teur pense à
rendre Bou-
logne.

Ses raisons

EDOUARD cc. C'étoit, que la Guerre pourroit donner trop d'avantage à ses ennemis, à cause des fâcheux accidens qu'elle pouvoit produire, au-lieu que la Paix le mettoit en état de parer leurs coups. Il n'ignoroit pas qu'il y avoit une puissante Faction déjà formée contre lui, tant à cause de l'envie qu'on portoit à son élévation, & de ce qu'il avoit mécontenté la Noblesse dans l'affaire des Clos, qu'à cause du tort qu'il avoit fait à beaucoup de Membres du Conseil, en les privant de la Dignité de Régens, & en les réduisant à la simple qualité de Conseillers Privéz. Entre ceux-ci, les principaux étoient, le Comte de Southampton, qui avoit repris sa place dans le Conseil, & le Comte de Warwick. Celui-ci étoit extrêmement ambitieux : il portoit envie au Protecteur, & avoit peu d'estime pour lui. Comme entre tous les Seigneurs qui avoient le plus d'accès à la Cour, il se croyoit le seul propre à lui succéder dans l'administration du Gouvernement, il comptoit que s'il pouvoit le ruiner, il profiteroit infailliblement de sa disgrâce. C'étoit dans cette vue qu'il avoit formé dans le Conseil même un puissant Parti, dont le Protecteur avoit bien quelque connoissance, mais qu'il ne se sentoit pas en état de pouvoir ruiner tout d'un coup.

Il le proposa au Conseil. Toutes ces considérations firent prendre au Protecteur la résolution de proposer au Conseil la restitution de Boulogne à la France. Il appuya sa proposition de toutes les raisons qu'il crut les plus plausibles, & ajouta, qu'en faisant la Paix avec la France, on se délivroit en même tems de la Guerre onéreuse qu'on faisoit inutilement à l'Ecossé, puisqu'il n'étoit pas possible d'obtenir le but qu'on s'étoit proposé en la commençant. Cette proposition fut reçue par le Conseil avec des marques d'indignation, & regardée comme une véritable lâcheté. C'étoit une affaire trop délicate, pour que le Protecteur voulût la conclure de sa simple autorité. Ainsi, quoiqu'il s'appercût bien que la Faction contre lui l'emporteroit, il voulut qu'on délibérât dans les formes sur sa proposition. Le résultat de cette délibération fut, qu'on ne rendroit point Boulogne, & qu'on tenteroit de faire une Alliance avec l'Empereur pour la sûreté de cette Place. **Paget** fut nommé pour cette Ambassade, parce qu'étant dévoué au Protecteur, on avoit dessein de rejeter sur lui le peu de succès qu'on attendoit de cette négociation, afin de noircir le Protecteur même.

On répand divers bruits contre le Protecteur. Les ennemis du Duc de Sommerfet ayant résolu d'exécuter le complot qu'ils avoient fait contre lui, commencerent par des accusations qu'ils firent semer dans le Public, pour ruiner sa réputation. On disoit qu'il n'y avoit point de bête féroce qui fût plus cruelle que lui, puisqu'il n'avoit pas craint de sacrifier son propre Frere à son ambition démesurée : Qu'il avoit été la cause des soulèvemens qu'il y avoit eu cette année, en prenant le parti du Peuple, & en lui faisant entendre qu'il le croyoit justement opprimé : Qu'ensuite, il avoit favorisé les mécontents de tout son pouvoir, pendant leur rébellion actuelle, &c.

qui en parloit indigne.

Paget est envoyé à l'Empereur.

On répand divers bruits contre le Protecteur.
Hayward.

& que quand leur fureur avoit été reprimée, il leur avoit accordé une Amnistie, contre l'avis du Conseil : Que pour se maintenir dans le poste qu'il occupoit injustement, il entretenoit un Corps de Troupes étrangères, ayant extorqué pour cela, le consentement du Conseil : Qu'il faisoit bâtir un Palais bien plus grand & plus superbe que celui du Roi, & qu'il avoit ruiné plusieurs Eglises pour en tirer des matériaux, & aliéné des biens Ecclésiastiques pour fournir à cette dépense : Qu'il avoit la témérité de se qualifier *Duc de Sommerfet par la grâce de Dieu*, comme s'il étoit Souverain : Qu'il avoit seul profité de la vente des fonds destinez à l'entretien des Chantres : Qu'il avoit violé l'établissement fait par le feu Roi, en s'emparant seul de la Régence, à l'exclusion des autres Exécuteurs qui n'avoient pas moins de droit que lui : Qu'il avoit mal pourvu les Forts du Boulonnois, afin que leur perte rendit la Paix avec la France absolument nécessaire : Qu'il avoit fait raser Hadington en Ecosse, pour une raison semblable : Que par une insigne présomption, il s'étoit emparé du Gouvernement du Royaume, & avoit exigé du Roi des Lettres Patentes pour favoriser son ambition : Que d'ailleurs, il usoit tyranniquement de son autorité, en rejetant les avis du Conseil, & en faisant tout à sa tête. Enfin, Paget, étant de retour de son Ambassade, sans avoir réussi dans sa négociation, on fit courir le bruit qu'il avoit ordre du Protecteur, de représenter l'impossibilité qu'il y avoit d'engager l'Empereur à la défense de Boulogne, afin de se servir de ce prétexte pour rendre honteusement cette Place.

Comme il étoit impossible que tous ces bruits se répandissent dans le Public sans que le Duc en fût informé, & qu'il en connoissoit assez les Auteurs, tout le mois de Septembre se passa en disputes & en aigreurs, ses ennemis ne cherchant qu'une occasion de querelle pour exécuter ce qu'ils avoient résolu. Cependant, le Protecteur voyant que ses ennemis agissoient presque ouvertement, craignit qu'ils n'eussent formé le dessein d'enlever le Roi, & que pour cet effet, ils n'eussent gagné ceux qui le servoient. Cela fut causé que pour s'assurer contre ce complot, il mit plusieurs de ses propres Domestiques auprès du Roi, avec ordre d'observer exactement ce qui se passoit. Cette démarche fournit à ses ennemis le prétexte qu'ils cherchoient.

Le 6. d'Octobre, le Lord *St. Jean* Président du Conseil, les Comtes de *Southampton*, de *Warwick*, & d'*Arundel*, *North*, *Southwell*, *Peckam*, & les deux *Wottons*, se retirèrent dans la maison de l'Evêque d'Ely située au quartier d'Holborne, & y tinrent le Conseil comme s'ils en eussent été les seuls Membres. Le Roi leur ayant envoyé le Secrétaire *Petre*, pour en savoir la raison, ils le forcèrent de demeurer avec eux. Dans ce Conseil, ils examinèrent l'état du Royaume, & rejetterent sur le Protecteur, tout le prétendu désordre qui s'y trouvoit, & les pertes qui s'étoient faites en France, supposant que cela n'étoit arrivé, que parce qu'il n'avoit pas voulu suivre les

EDOUARD

VI.

1549.

Il prend des précautions qui servent de prétexte à ses ennemis.

Le Président du Conseil & divers des Conseillers se retirent dans la Cité de Londres.

Ils prennent des résolutions contre le Protecteur.

avis

EDOUARD VI. 1549. avis du Conseil. Ensuite, ils déclarèrent que ce jour-là-même, ils avoient eu dessein de conférer avec lui sur ce sujet, mais qu'ayant appris qu'il avoit fait armer ses domestiques, & beaucoup d'autres gens qu'il avoit placez auprès du Roi, ils n'avoient pas cru devoir s'exposer à ses violences. Cela fait, ils envoyèrent chercher le Maire, les Aldermans, & le Commun Conseil de Londres, avec le Lieutenant de la Tour, & leur défendirent expressément de reconnoître le Duc de Sommerfet pour Protecteur. Le Lieutenant de la Tour promit de leur obéir. Le Maire & les Aldermans gardèrent quelques ménagemens dans leur réponse. Mais, selon les apparences, la plupart d'entre eux étoient déjà gagnés, comme il parut bien deux jours après.

Le Protecteur mene le Roi à Windsor. Les Conseillers de Londres s'en plaignent. Sept autres Conseillers se joignent à eux. Ils écrivent au Roi.

A la premiere nouvelle que le Protecteur eut de l'entreprise des Conseillers, il fit partir le Roi pour Windsor, & donna des armes à tout ce qu'il put assembler de gens à Windsor ou à Hamptoncourt. Par là, il fournit à ses ennemis un nouveau sujet de se plaindre, qu'il avoit mené le Roi dans un lieu où il n'y avoit point de provisions, & ils prirent soin d'y en envoyer. Ce même jour, qui étoit le lendemain de leur retraite, sept autres Conseillers, savoir, le *Chancelier Riche*, le *Marquis de Northampton*, le *Comte de Shrewsbury*, *Cheyney*, *Gage*, *Sadler*, & *Montaigne*, allerent le joindre. Quand ils se virent ainsi renforcez, ils écrivirent au Roi, pour lui donner des assurances de leur fidélité, & pour se plaindre de ce que le Duc de Sommerfet refusoit de suivre leurs avis: Qu'en mettant des gens armez auprès de sa personne, son but étoit de lui faire accroire qu'ils avoient de mauvais desseins contre lui, quoiqu'ils ne pensassent qu'à son bien & à sa conservation. En même tems, ils écrivirent à l'Archevêque de Cantorberi & à Paget, pour leur ordonner de faire enforte que le Roi fût servi par ses propres domestiques, & non pas par ceux du Duc de Sommerfet.

Ils mettent les Magistrats de Londres dans leur parti.

Le 8. d'Octobre, ils se rendirent en Corps à l'Hôtel de Ville, où la Bourgeoisie étoit assemblée. Ils y déclarèrent, que, bien loin d'avoir aucune mauvaise intention contre le Roi, leur unique but étoit de le tirer d'entre les mains du Duc de Sommerfet, qui ne pensoit qu'à ses intérêts particuliers. Sur cela, les Bourgeois de Londres dirent hautement, qu'ils étoient prêts à les soutenir de tout leur pouvoir.

Le Protecteur perd courage.

Cinq autres Conseillers l'abandonnent.

Le Duc n'eut pas plutôt appris que la Ville de Londres & le Lieutenant de la Tour l'avoient abandonné, qu'il perdit entièrement courage. Il assembla les Membres du Conseil qui étoient encore auprès du Roi, & après leur avoir protesté qu'il n'avoit jamais eu aucune mauvaise intention contre aucun des Membres du Conseil, il offrit de subir le Jugement de deux d'entre eux, & de deux de ceux qui étoient à Londres. Cette démarche lui fit perdre encore cinq des Conseillers, qui le voyant ainsi mollir, ne crurent pas devoir s'exposer pour

pour un homme qu'ils croyoient déjà perdu. Ainsi, quoiqu'ils n'approuvassent pas la conduite de ceux de Londres, ils ne laisserent pas de s'aller joindre à eux le lendemain, qui étoit le p. d'Octobre. Ces cinq Conseillers étoient le *Lord Russell, Brown, Wingfield, Wentworth, & Baker*, Orateur de la Chambre des Communes.

Depuis ce jour-là, les affaires du Duc de Sommerfet allèrent tous jours de mal en pis, chacun lui tournant le dos, quand on vit qu'il désespéroit lui-même de pouvoir se soutenir. Il arriva même que sur un rapport qui fut fait aux Conseillers Privez ses ennemis, qu'il avoit dit que si on prétendoit le faire mourir, le Roi mourroit avant lui, & qu'il s'étoit vanté qu'il étoit en son pouvoir de transporter le Roi hors du Royaume, ils le déclarerent indigne de la Charge de Protecteur, quoiqu'ils n'eussent aucune preuve de la vérité de ce fait. Après cela, ils publièrent un Manifeste, pour informer le Public des raisons de leur conduite. Cela fait, ils écrivirent au Roi, que le feu Roi son Pere les ayant nommez Exécuteurs de son Testament, & Régens du Royaume, ils avoient élu le Duc de Sommerfet pour exercer la Charge de Protecteur, sous la condition expresse, qu'il ne seroit rien sans leur approbation. Mais qu'il avoit violé cette condition, & qu'il s'étoit rendu maître absolu du Gouvernement. Qu'à cause de cela, ils le croyoient indigne de cet honneur. Qu'ils prioient Sa Majesté de leur permettre de s'acquitter de la Charge que le feu Roi leur avoit confiée, & de congédier les Troupes que le Duc de Sommerfet avoit assemblées auprès de sa personne.

De tous les Conseillers Privez, il n'étoit demeuré auprès du Roi que l'Archevêque de Cantorberi & Paget, qui voyant l'impossibilité de résister au Parti contraire, conseillerent au Roi & au Duc de donner au Conseil la satisfaction qu'il demandoit. Le Roi y ayant consenti, on en informa les Conseillers de Londres par un Exprez. Comme ils avoient bien prévu que le Duc seroit obligé d'en passer par là, ils avoient déjà fait partir des Députés pour Windfor, avec ordre de prendre garde que le Duc de Sommerfet ne s'évadât, & pour mettre aux arrêts quelques-uns de ses confidens. Le 12. les Conseillers Privez ennemis du Duc se rendirent en Corps auprès du Roi, qui les reçut favorablement, & leur témoigna qu'il prenoit en bonne part ce qu'ils avoient fait. Le lendemain, ils procederent à l'interrogatoire des amis du Duc, qui au sortir du Conseil furent envoyez à la Tour, excepté Cecil à qui on donna la liberté. Le 14. le Conseil se fit amener le Duc de Sommerfet, & fit lire devant lui son accusation comprise en plusieurs articles, dont voici les principaux.

I. Qu'il avoit violé la condition sous laquelle il avoit été élu Protecteur.

II. Qu'il avoit traité avec des Ambassadeurs, sans en avoir donné avis au Conseil, & de sa seule autorité avoit disposé des Gouvernemens & des Evêchez.

III. Qu'il

EDOUARD
VI.
1549.

Le Conseil
le déclare in-
digne d'être
Protecteur.

Ils publient
un Manifeste
& écrivent
au Roi pour
justifier leur
conduite.

Le Roi ap-
prouve la
conduite du
Conseil,

qui se rend
à Windfor.

Le Duc de
Sommerfet
est accusé,

EDOUARD III. Qu'il avoit tenu la Cour des Requêtes dans sa propre maison.

VI. IV. Qu'il avoit falsifié la Monnoye.

1549.

V. Qu'il avoit publié des Proclamations contraires aux délibérations du Concil, touchant la clôture des Terres.

VI. Qu'il avoit négligé d'étouffer les soulèvemens de plusieurs Provinces, & qu'il les avoit même appuyez & favorisez.

VII. Qu'il avoit été cause de la perte des Forts du Boulonnois, en négligeant de les pourvoir de vivres & de munitions.

VIII. Qu'il avoit tâché de donner au Roi de sinistres impressions contre les Membres du Conseil, en lui faisant entendre qu'ils avoient dessein de lui ôter la vie: Qu'il avoit même ordonné à certaines gens, d'en faire continuellement souvenir le Roi, de peur qu'il ne l'oubliât.

IX. Qu'il avoit fait proclamer Traîtres les Seigneurs du Conseil.

X. Qu'il avoit malicieusement allarmé le Roi, en le faisant partir subitement pour Windsor, & que par là, il l'avoit mis en risque de tomber dans quelque grande maladie.

XI. Qu'il avoit fait prendre les armes à ses Amis & à ses Domestiques, dans le tems qu'il laissoit les Domestiques du Roi déarmer; & qu'il avoit résolu de s'enfuir à *Jersey*, ou à *Guernesey*.

Il est envoyé
à la Tour.

Sur ces accusations, dont il n'étoit pas alors tems de se défendre, il fut envoyé à la Tour, ceux qu'il avoit pris tant de soin d'abaissier étant devenus ses propres Juges. Il est bien vrai, qu'il ne pouvoit pas disconvenir que la plupart des faits contenus dans cette accusation ne fussent vrais. La question étoit si c'étoient des crimes; car on ne l'accusoit ni de fraude, ni de rapine, ni de concussion. Mais cela ne devoit être décidé que par les Pairs du Royaume, ou par le

Le Conseil
nomme six
Gouverneurs
au Roi.

Le Comte
de Warwick
s'empare de
toute l'auto-
rité.

Parlement. Dès que le Duc fut à la Tour, le Conseil nomma six Seigneurs pour être Gouverneurs du Roi, dont deux devoient être continuellement auprès de sa personne. Ce fut alors qu'on s'aperçut aisément, que le Comte de Warwick avoit été le principal promoteur de la ruine du Protecteur, puisque tous les autres Membres du Conseil permirent sans opposition, qu'il se chargeât de la principale administration du Gouvernement, quoique sans aucun Titre qui lui donnât une autorité particulière.

Les parti-
sans de l'E-
glise Romaine
ne profitent pas de
cette révolution.

Les ennemis de la Reformation triomphèrent de la ruine du Protecteur. Ils étoient persuadés que le Comte de Warwick étoit dans son cœur plus Catholique que Reformé, & son étroite union avec le Comte de Southampton les confirmoit dans cette pensée. Aussi, Bonner & Gardiner qui étoient alors à la Tour, lui écrivirent incontinent pour le féliciter de ce qu'il avoit délivré le Royaume du Tiran. On crut même pendant quelque tems, qu'on alloit tirer le Duc de Norfolk de la Tour. Mais on ne connoissoit pas encore bien le Comte de Warwick. Ce Seigneur, qui n'avoit que l'ambition en tête, n'étoit proprement, ni de l'une ni de l'autre Religion.

Il n'avoit donc garde d'entreprendre de détruire la Reformation, qui **EDOUARD VI.** avoit trop de partisans dans le Royaume. Au contraire, sachant combien le jeune Roi fouhaitoit de l'établir de plus en plus, il se déclara hautement en sa faveur. Ainsi, les Partisans du Pape & de l'ancienne Religion, n'eurent pas longtems sujet de se réjouir de la révolution qui venoit d'arriver à la Cour. 1549.

Bonner, Evêque de Londres, avoit été déposé & mis en prison, quelque tems avant ce changement. On savoit que dans son ame, Bonner est déposé, il étoit fortement attaché à la Religion Romaine, & que ce n'étoit qu'extérieurement qu'il se conformoit à ce qui étoit établi par autorité publique, dans le tems même que, par une conduite équivoque, il faisoit assez connoître qu'il désapprouvoit ces changemens. Ceux qui gouvernoient alors, résolurent donc de le mettre à une épreuve qui ne pouvoit manquer, ou de donner prise sur lui, ou de lui faire perdre l'estime & la confiance de son Parti. Il fut cité devant le Conseil, & après qu'on lui eut exposé les sujets de plainte qu'on avoit contre lui, on lui ordonna de prêcher un Dimanche dans l'Eglise de St. Paul, & d'établir dans son Sermon certains principes, dont celui-ci étoit un des principaux : *Que l'autorité d'un Roi Mineur n'est pas moindre que celle d'un Roi Majeur.* Il prêcha le 1. de Septembre en présence d'un nombreux Auditoire, & parla de tous les articles qui lui avoient été ordonnez, hormis du dernier. D'ailleurs, il mêla dans son Sermon certaines choses qui offensèrent la Cour. Sur cela, le Roi nomma des Juges pour lui faire son procès. Le Docteur Burnet assure, qu'il se défendit d'une manière qui tenoit de l'extravagance. Quoi qu'il en soit, il fut déposé, & envoyé à la Tour. On fut sans doute bien aise de trouver un prétexte pour se défaire d'un tel Evêque, qui embarrassoit les Reformateurs.

*Art. Publ.
Tome XV. pag.
191.
8. Septembre,*

Le Comte de Southampton ne fut pas moins trompé dans ses espérances, que le reste de son Parti. Il s'étoit imaginé qu'ayant été un des principaux instrumens de la ruine du Duc de Sommerfet, il seroit recompensé de ce service par la Charge de Grand Trésorier, ou du moins, qu'on lui rendroit celle de Grand Chancelier. Mais il trouva qu'il s'étoit beaucoup abusé. *Riche* garda toujours le Grand Sceau, & la Charge de Trésorier fut donnée au Lord St. Jean, qui, quelque tems après, fut aussi créé Comte de *Wiltshire.* Ce n'étoit pas l'intérêt du Comte de Warwick, d'avancer dans les grands Emplois un homme aussi intrigant que le Comte de Southampton, qui d'ailleurs étoit regardé comme le Chef du Parti contraire à la Reformation. Il se seroit par là perdu dans l'esprit du Roi, à qui il étoit important de persuader que la Religion n'avoit aucune part à ce qui s'étoit passé à l'égard du Duc son Oncle. Ainsi, sans balancer un moment, il tourna le dos, non seulement au Comte de Southampton, mais encore à tous les partisans de l'Eglise Romaine, qui s'étoient flattés de voir arriver quelque grand changement par rapport

Tom. VI.

G

à

EDOUARD VI. à la Religion. Southampton eut tant de dépit de se voir ainsi négligé, qu'il ne put s'empêcher de cabaler contre le Comte de Warwick. Mais ayant su que ce Seigneur étoit informé de ses démarches, & n'ignorant pas combien il étoit vindicatif, il abandonna les projets. Peu de tems après, il se retira de la Cour sans prendre congé, pour aller demeurer dans une de ses Terres, où il mourut de chagrin & de désespoir. Quelques-uns même ont avancé, qu'il s'empoisonna lui-même.

La Guerre de France embarrasse les nouveaux Ministres. Cependant, la Guerre de France causoit beaucoup d'inquiétude au Conseil. On voyoit Henri II. dans la résolution d'assiéger Boulogne, & l'on craignoit avec raison de n'être pas en état de sauver cette Place. Pendant que le Duc de Sommerfet étoit seul chargé de cet embarras, ses ennemis trouvoient qu'il y avoit de la lâcheté à la céder volontairement, pour éviter une Guerre dans laquelle ils espéroient de trouver une occasion de le perdre. Mais dès qu'ils eurent le Gouvernement entre les mains, ils trouverent dans cette affaire des difficultés, qu'ils n'avoient pas voulu reconnoître lorsqu'ils croyoient qu'il seroit chargé du succès. Ils résolurent donc d'envoyer une seconde Ambassade à l'Empereur, pour l'engager à prendre Boulogne en sa protection, s'imaginant que Paget leur avoit fait les difficultés plus grandes qu'elles n'étoient. Mais les Ambassadeurs trouverent l'Empereur extrêmement froid, & se retranchant toujours sur ce qu'il étoit en Paix avec la France. Il leur fit même entendre, que pendant que la Religion resteroit en Angleterre sur le pied qu'elle étoit, les Anglois ne pouvoient attendre de lui que des secours fort médiocres. Cette réponse détermina le Conseil à faire la Paix avec la France. Nous verrons bien-tôt les effets de cette résolution.

L'Empereur refuse d'assister l'Angleterre.
Le Conseil se détermine à la Paix.
Parlement.

Le Parlement se rassembla le 4. de Novembre, sans que la disgrâce du Duc de Sommerfet causât aucun changement dans les affaires de Religion. C'étoit toujours le même Parlement que le Duc de Sommerfet avoit assemblé, & le Conseil avoit toujours les mêmes maximes par rapport à la Réformation, la Politique du Comte de Warwick ne lui permettant pas de rien changer sur ce sujet. D'abord, le Parlement fit un Acte fort sévère pour défendre toutes sortes d'Assemblées illicites, afin de prévenir par là des soulèvements semblables à ceux qu'on avoit vus depuis peu. Mais par un autre Acte, il revoca celui qui avoit été fait contre les Vagabonds, comme trop rigoureux, & contraire à la liberté de la Nation. Il se contenta d'en renouveler un qui avoit été fait sous le dernier Règne, sur le même sujet.

Statuts contre les Assemblées.

Autre qui revoke le Statut contre les Vagabonds.

1550. Acte d'Assaieler contre le Duc de Sommerfet.

Le 2. de Janvier de l'année 1550. on lut dans la Chambre Haute, un projet d'Acte de conviction contre le Duc de Sommerfet, fondé sur sa Confession signée de sa propre main. Mais comme quelques-uns des Seigneurs soupçonnerent qu'on lui avoit extorqué cette Confession, on lui députa des Membres de la Chambre pour en savoir la vérité.

vérité de sa bouche. Les Députés rapportèrent, que le Duc remercioit la Chambre de sa bonté, & qu'il avoit cet Ecrit comme l'ayant signé volontairement, après avoir confessé ce qu'il contenoit en présence du Roi & du Conseil. Il protestoit néanmoins, qu'il n'avoit jamais eu aucune mauvaise intention, ni contre le Roi ni contre l'Etat. Sur cela, il fut condamné à une amende de deux-mille livres sterling de revenu en fonds de Terre, outre tous ses biens mobiliers qui furent confisqués au profit du Roi, & à être dépourvu de toutes les Charges. Plusieurs trouverent l'aveu qu'il avoit fait, fort étrange, & firent sonner bien haut la bassesse d'un tel procédé. Mais c'étoit sans doute parce qu'ils auroient souhaité qu'il eût pris une autre route, qui n'auroit pas manqué de lui être funeste. Il est certain que parmi les Articles de son accusation, il y en avoit plusieurs qui ne pouvoient être excusés que par l'intention, ce qui ne lui auroit gueres servi dans la Cour des Pairs, dont la plupart n'étoient pas portés à le favoriser. Par exemple, pour nous borner au principal, pouvoit-il nier, que contre la condition sous laquelle il avoit été élu Protecteur, il n'eût comme dégradé les autres Régens, & ne les eût réduits à être simplement ses Conseillers? Il est vrai, qu'il auroit pu alléguer la Patente du Roi. Mais c'étoit une Patente d'un Roi Mineur, âgé seulement de dix à onze ans, qui le regardant comme son Gouverneur, ne faisoit rien que par son avis, ainsi qu'il étoit dit dans la Patente même qui lui conféroit son autorité. Ainsi, le Duc n'auroit jamais pu se justifier sur cet article, non plus que sur plusieurs autres. Par conséquent, la seule ressource qui lui restoit, étoit de se déclarer coupable sur tous, & d'avoir recours à la clémence du Roi. D'ailleurs, son grand intérêt étoit de se tirer de prison, s'il étoit possible, à quelque prix que ce fût, puisqu'il étoit trop dangereux pour lui, de demeurer plus longtemps au pouvoir de ses ennemis. Cela lui réussit parfaitement. Ceux qui souhaitoient sa perte, voyant que le Roi avoit eu de la peine à consentir qu'il fût jugé, ne crurent pas qu'il fût encore tems de pousser leur haine plus loin, jusqu'à ce qu'ils l'eussent ruiné dans l'esprit du Roi. Il sortit donc de la Tour le 6. de Février, après avoir donné caution pour sa conduite à venir, & dix jours après, le Roi lui donna des Lettres d'abolition. Ainsi, sa chute ne fut pas si terrible que ses ennemis l'avoient espéré. Il ne laissa pourtant pas de perdre beaucoup de l'estime qu'il avoit acquise parmi le Peuple, qui, ne pénétrant pas les raisons de sa conduite, ne pouvoit s'empêcher de le croire coupable, puisqu'il avoit tout avoué. Mais le Roi n'en fit pas le même jugement, puisque le 6. d'Avril suivant, il lui redonna une place dans son Conseil.

Cependant, le Parlement sachant que les partisans de l'Eglise Romaine tiroient de la chute du Duc de Somerset des conséquences qui pourroient produire de mauvais effets, jugea qu'il étoit à propos de confondre leurs espérances. Pour cet effet, il fit un Acte qui

EDOUARD VI.

1550.
Le Duc se remet à la clémence du Roi.
Il est condamné à diverses peines.

Raisons pour justifier la conduite en cette occasion.

Il sort de la Tour.

Le Roi lui accorde un pardon.
Act. Publ.
Tom. XV pag. 207.

16. Février.
Le Parlement confirme la nouvelle Liturgie.

EDOUARD VI. 1550. &c. fait brûler les images.

confirmoit la nouvelle Liturgie, & ordonnoit de mettre entre les mains de certains Commissaires, tous les anciens Offices, Missels, Bréviaires &c., & de rayer dans tous les Livres imprimez sous Henri VIII. toutes les Prières qui étoient adressées aux Saints. De plus, que ceux qui avoient en leur possession des Images tirées des Eglises, les brûlassent, ou en fissent leur déclaration dans un certain tems. Ensuite, il fut prorogé le 2. de Février, après avoir accordé au Roi un Subside, qui fut suivi d'une Amnistie, dont les prisonniers de la Tour furent exceptez. Ce fut pendant cette Séance qu'on permit pour la première fois, aux Fils aînez des Seigneurs, d'avoir place comme Députés, dans la Chambre Basse.

Le Comte de Warwick est fait Grand Amiral, &c. Grand Maître.

Art. Publ. Tom. XV. pag. 194. 208.

Il dirige toutes les affaires.

Il prend la résolution de rendre Boulogne.

Guidotti est employé à cette Négociation.

Hayward. Art. Publ. Tom. XV. pag. 185.

Après la revolution qui venoit d'arriver à la Cour par la disgrâce du Duc de Sommerfet, le Comte de Warwick ne s'étoit pas oublié. Dès le 28. d'Octobre précédent, il avoit été fait Grand Amiral, & le 20. de Février, il fut revêtu de la Charge de Grand Maître d'Hôtel de la Maison du Roi, Titre nouveau que Henri VIII. avoit substitué à la place de celui de Grand Sénéchal de sa Maison, en donnant cette Charge au Duc de Suffolk. Mais ce n'étoit pas tant par ses Charges, que le Comte de Warwick étoit puissant & considérable, que parce qu'il avoit trouvé le moyen de se rendre le Directeur du Conseil, qui ne faisoit rien que par son avis. Quelques-uns des Conseillers le regardoient comme leur ami, d'autres comme le Chef de leur Parti, & d'autres enfin craignoient de l'offenser. Ce qu'il venoit de faire à l'égard du Duc de Sommerfet, leur faisoit assez comprendre, combien il étoit dangereux de l'avoir pour ennemi.

Malgré toute sa fortune, ce Seigneur ne se trouvoit pas peu embarrassé de l'affaire de Boulogne. C'étoit lui qui avoit le plus crié contre le Duc de Sommerfet, parce qu'il avoit proposé de rendre cette Place, & qui avoit traité ses raisons de ridicules. Cependant, ce fut par ces mêmes raisons qu'il se détermina enfin à faire ce qu'il avoit tant blâmé dans autrui. Mais afin de ne pas paroître directement contraire à soi-même, il prit le parti de faire agir le Conseil, d'y faire résoudre la restitution de Boulogne, & de ne paroître lui-même y avoir d'autre part, que celle de se conformer au sentiment du plus grand nombre. Il n'est pas bien difficile à un homme qui dirige une Assemblée, d'y faire prendre les résolutions qu'il trouve à propos, sans agir ouvertement. Mais la difficulté consistoit, en ce qu'il étoit dishonorable de faire la première démarche, & dangereux de témoigner l'envie qu'on avoit de faire la Paix avec la France. Le Comte de Warwick trouva bien-tôt un moyen pour éviter cet inconvénient; Ce fut de faire agir un Marchand Italien nommé *Guidotti*, qui demeurait à Southampton. Cet homme s'étant rendu à Paris sous quelque prétexte, s'intinua dans la maison du Connétable, qui étoit le principal Favori du Roi. Dans les conversations qu'il eut avec quelques-uns des Officiers de ce Ministre, il dit qu'il étoit persuadé que la

la Cour d'Angleterre n'auroit pas beaucoup de peine à rendre Boulogne, pourvu qu'on donnât au Roi une récompense en argent. Le Connétable, à qui on en fit le rapport, comprit à demi mot ce qu'on vouloit lui faire entendre. Il parla lui-même à *Guidotti*, & le chargea d'insinuer à quelqu'un du Conseil d'Angleterre, que le Roi de France aimeroit mieux terminer l'affaire de Boulogne par un accommodement, que par la voye des armes. Sur cela, *Guidotti* fit divers voyages à Londres & à Paris. Enfin, il mit l'affaire dans un tel train, que les deux Cours, qui fouhaitoient également d'en voir la fin, convinrent d'envoyer des Plénipotentiaires en quelque endroit de Picardie, pour traiter de la Paix & de la restitution de Boulogne.

Monsieur de la Rochepot de la Maison de Montmorenci, *Gaspar de Coligny* qui fut ensuite Amiral, & deux autres, furent nommez de la part de la France; & la Cour d'Angleterre fit choix de Mylord *Ruffel*, de Mylord *Pages* qui venoit d'être fait Baron, du Secrétaire *Peire*, & de Mr. *Maffon*. Les Instructions de ces derniers faisoient voir manifestement, que le Conseil vouloit la Paix à quelque prix que ce fût. Elles portoient :

I. Qu'à l'égard du lieu de la Conference, ils ne devoient pas paroître trop difficiles. Mais que, s'il étoit possible, ils devoient faire entendre que ce fût à Calais ou à Boulogne.

II. Qu'ils pouvoient offrir la restitution de cette dernière Ville.

III. Qu'ils demandoient que la jeune Reine d'Ecosse fût renvoyée en Ecosse, pour y accomplir son Mariage avec le Roi d'Angleterre.

IV. Que les fortifications de Blacknefs & de Newhaven fussent démolies.

V. Que la pension que François I. s'étoit engagé à payer à Henri VIII. fût continuée, & qu'on en payât les arrerages. Mais que, s'ils ne pouvoient obtenir la continuation de la pension, ils se contentassent des arrerages.

VI. Qu'à l'égard de l'Ecosse, ils assurassent que l'Angleterre ne pouvoit traiter qu'avec la concurrence de l'Empereur. Mais, que si l'Empereur y consentoit, le Roi d'Angleterre rendroit les Places qu'il tenoit en Ecosse, à l'exception d'*Aymouth* & de *Roxborough*.

VII. Que si on leur propoisoit le Mariage du Roi avec une Fille de Henri II., ils répondissent, qu'ils n'avoient aucune instruction là-dessus, & qu'ils se retranchassent sur le bas âge du Roi.

Les Plénipotentiaires s'étant assemblez proche de Boulogne, ceux de France dirent nettement, qu'on ne devoit point s'attendre que le Roi leur Maître renvoyât la Reine Marie en Ecosse, puisqu'il la destinoit au Dauphin son Fils. Que pour ce qui regardoit la pension, François I. s'y étoit engagé dans un tems où ses affaires le demandoient ainsi; mais que le Roi son Fils ne prétendoit pas être tributaire du Roi d'Angleterre. Que néanmoins, si on vouloit convenir de

EDOUARD

VI.

1550

Plénipotentiaires des deux Cours.

Instructions données aux Ambassadeurs d'Angleterre. Hist. de la Reformation.

Conference pour la Paix.

EDOUARD VI. la restitution de Boulogne, pour une somme payée une fois, ils étoient prêts à traiter sur ce sujet. Que de plus, le Roi leur Maître ne prétendoit pas que les Anglois gardassent une seule Place en Ecosse. C'étoit parler d'un ton de Maître. Mais Henri II. avoit assez bien pénétré les intentions du Conseil d'Angleterre, & il vouloit profiter de l'occasion, pour faire évanouir, s'il étoit possible, ce droit importun que les Rois d'Angleterre prétendoient avoir sur la Couronne, ou du moins, sur la pension perpétuelle que François I. s'étoit engagé à leur payer à la place de ce droit. Quelque tems après, les Ambassadeurs d'Angleterre reçurent de nouvelles Instructions, qui leur donnerent pouvoir de conclure la Paix sous des conditions moins difficiles à obtenir que celles qu'ils avoient d'abord demandées. Cependant, comme la Cour d'Angleterre ne vouloit pas absolument se desister de la pension, on trouva un expédient dont elle se contenta. Ce fut que les deux Rois se reservassent réciproquement toutes leurs prétentions, excepté seulement celles qui seroient réglées par ce Traité, qui fut enfin signé le 24. de Mars, & qui portoit en substance:

Traité entre les deux Couronnes.
Art. Publ. Tom. XV. pag. 212.

I. Que la Ville de Boulogne seroit rendue à la France, avec toute l'Artillerie & toutes les munitions qui s'y étoient trouvées lorsque Henri VIII. s'en étoit mis en possession.

II. Qu'en considération des améliorations que Henri y avoit faites, & des dépenses à quoi il avoit été engagé pour y faire transporter des vivres & des munitions, le Roi de France payeroit au Roi d'Angleterre la somme de quatre-cens-mille écus d'or, savoir deux-cens-mille le jour de la restitution, & l'autre moitié avant le 15. d'Août.

Il est à remarquer sur cet article, que le Roi de France évitoit avec grand soin de faire aucune mention ni de la pension stipulée dans le dernier Traité de Paix, ni même de ce qui étoit dû à la Couronne d'Angleterre depuis le tems de Charles VIII., qui s'étoit toujours augmenté depuis par divers Traitez.

III. Que pour la sûreté du payement des deux-cens-mille écus payables au mois d'Août, la France donneroit six otages, & que l'Angleterre en donneroit six de son côté pour la sûreté de la restitution de Boulogne.

IV. Par rapport à l'Ecosse, il fut convenu, que le Roi d'Angleterre rendroit à la Reine d'Ecosse les deux Forts de Lauder & de Douglas, avec toute l'Artillerie, excepté celle qui y avoit été transportée d'Hadington.

V. Que si ces deux Forts n'étoient pas en la puissance du Roi d'Angleterre, il seroit obligé de faire raser les fortifications d'Aymouth & de Roxborowgh, qui ne pourroient plus être rétablies, ni par l'Angleterre ni par l'Ecosse. Mais que s'il rendoit Lauder & Douglas, il seroit pourtant obligé de raser Aymouth & Roxborowgh, pourvu que la Reine d'Ecosse fit aussi démolir Lauder & Douglas, & qu'au-

qu'aucune de ces quatre Places ne pourroit plus être rétablie.

VI. Que le Roi d'Angleterre ne pourroit plus faire la Guerre à l'Ecosse, à moins qu'il n'en eût quelque nouveau sujet. [C'est-à-dire, qu'Edouard se désistoit de son Mariage.]

EDOUARD
VI.
1550.

VII. Que le Roi d'Angleterre reservoit toutes ses actions, demandes & prétentions, tant contre la France que contre l'Ecosse; & que le Roi de France & la Reine d'Ecosse le reservoient toutes celles qu'ils pouvoient avoir contre l'Angleterre.

Ainsi toutes les peines que Henri VIII. avoit prises pour s'assurer une pension, ou plutôt un tribut annuel, à la place des droits qu'il prétendoit avoir sur la Couronne de France, furent rendues inutiles par ce Traité, qui ne contenoit en faveur de l'Angleterre qu'une simple réserve vague de ses droits, qui avoient fait répandre tant de sang, depuis le Regne d'Edouard III. Il n'en est demeuré aux Rois d'Angleterre que le simple Titre de *Roi de France*, aucun des Successeurs d'Edouard VI. n'ayant jamais pensé sérieusement à faire valoir ses droits prétendus.

Ce Traité ayant été porté à Londres pour y être ratifié, le Comte de Warwick supposa une maladie, pour n'être pas obligé de signer une Paix contre laquelle il avoit fait tant de bruit. Mais ce n'étoit que pour en imposer au Public, puisqu'il avoit signé tous les Ordres & toutes les Instructions, en vertu desquelles les Ambassadeurs l'avoient conclue.

Le Comte
de Warwick
se dispense
de signer la
Ratification
du Traité.
Hayward.

La reddition de Boulogne fit un peu ouvrir les yeux au Peuple, par rapport à la conduite de ceux qui gouvernoient l'Etat. Ceux qui venoient de rendre la Place pour quatre-cens-mille écus, au lieu de deux-millions que François I. s'étoit engagé à payer, étoient les mêmes qui, quelques mois auparavant, avoient déchiré la réputation du Protecteur, pour avoir eu la simple pensée de la rendre. Le Comte de Warwick, qui avoit la principale direction des affaires, & qui avoit intérêt de ménager l'affection du Peuple, le voyant un peu ému, jugea qu'il étoit à propos de faire une diversion, en lui donnant quelque satisfaction d'ailleurs. Pour cet effet, il fit rechercher ceux qui avoient manié les deniers du Roi, ou qui avoient commis des malversations dans l'exercice de leurs Charges. Il avoit encore en cela un autre motif. C'étoit de payer les dettes du Roi, qui étoient considérables. Dans cette recherche, ses principaux amis, qui lui avoient servi d'instrumens pour ruiner le Duc de Sommerfet, furent les moins épargnez. Il fit condamner le Comte d'Arundel à une grosse amende; *Southwell* fut mis en prison; & les autres se racheterent le mieux qu'ils purent, en composant avec la Cour. Comme il y avoit peu de gens qui ne fussent coupables de quelque malversation, cette recherche affermit le Comte de Warwick, chacun craignant qu'il ne trouvât trop de moyens pour se venger de ceux qui ne témoigneroient pas assez de soumission.

La conduite du
Comte est
censurée.

Recherche
des malver-
sations.

Dans

EDOUARD VI. Dans le cours de cette année, il y eut quelques changemens par rapport aux Evêchez. Celui de *Weilminster*, vacant par la resignation de *Thirleby*, fut réuni à celui de Londres, qui fut donné à *Ridley*, Evêque de Rochester. *Thirleby* eut celui de *Norwich*, *Poynet* celui de Rochester, & le 3. de Juillet, *Jean Hooper* fut fait Evêque de Gloucester.

Cette même année, *Polydore Vergile*, Italien, qui avoit séjourné quarante ans en Angleterre, eut la permission d'aller passer le reste de ses jours dans son Pais. Le Roi lui conserva ses Bénéfices, en considération de ce qu'il avoit employé la meilleure partie de sa vie à écrire l'Histoire d'Angleterre.

Avant que de passer à une autre année, il ne sera pas hors de propos de dire un mot de ce qui s'étoit passé pendant celle-ci dans les Pais étrangers.

Paul III. étant mort le 10. de Novembre 1549., les Cardinaux qui étoient entrez dans le Conclave le 29. du même mois, convinrent peu de jours après, d'élever le Cardinal Polus sur le Trône Pontifical, & se rendirent même pendant la nuit dans sa Chambre, pour l'adorer selon la coutume. Mais il les pria de remettre cette cérémonie au lendemain, en leur disant que ce ne devoit pas être une œuvre de ténèbres. Ce scrupule, inouï jusqu'alors, leur parut si extraordinaire, que quelques-uns d'entre eux le regardèrent comme une stupidité. D'autres craignirent que si Polus étoit Pape, il ne lui prit envie de reformer la Cour de Rome, & le College des Cardinaux en particulier. Quoi qu'il en soit, depuis ce moment, ils pensèrent à élire quelque autre Pontife. Ensuite, s'étant divisés en trois Factions, ils ne purent convenir d'un sujet pour le faire Pape, qu'au mois de Février suivant, qu'ils élurent le Cardinal de *Monte*, qui prit le nom de *Jules III.*

En Allemagne, l'Empereur ayant ouvert la Diète de l'Empire à la fin du mois de Juillet, voulut obliger tous les Protestans à se soumettre aux décisions du Concile qui avoit été renvoyé à Trente. Maurice Electeur de Saxe s'y opposa fortement, mais avec tant de circonspection & de ménagement pour l'Empereur, qu'il n'en perdit pas ses bonnes grâces. Au contraire, l'Empereur consentit que la Diète lui conférât le Généralat de l'Armée de l'Empire, pour finir la Guerre par le Siege de Magdebourg, la seule Ville Protestante qui tenoit encore bon. Maurice avoit de grands desseins, que l'Empereur ne connut que quand il ne fut plus tems d'en arrêter l'exécution.

L'Ecosse étoit dans une grande tranquillité, depuis la conclusion de la Paix. Jaques Hamilton, Comte d'Aran en Ecosse, & Duc de Châtelaunt en France, gouvernoit toujours le Royaume en qualité de Régent. Mais il se laissoit gouverner lui-même par l'Archevêque de S. André son Frere bâtarde, homme plongé dans les plus

Mort de Paul III.
Spande.
Polus perd le Pontificat par sa délicatesse.

Jule III.
est élu Pape.

Affaires d'Allemagne.

Affaires d'Ecosse.

plus infâmes débauches. Retournons présentement en Angleterre, & EDOUARD voyons ce qui s'y passa pendant l'année 1551.

Depuis qu'on avoit conclu la Paix avec la France & avec l'Ecosse, la principale affaire qu'il y eût dans le Royaume, étoit celle de la Reformation, que le jeune Roi souhaitoit de porter au plus haut degré de perfection qu'il seroit possible. Il étoit entretenu dans cette disposition par Cranmer, & par les autres Reformateurs. Le Comte de Warwick paroissoit aussi plein d'ardeur pour finir enfin cet ouvrage, parce que par là, il s'insinuoit de plus en plus dans l'esprit de son jeune Maître. La maxime constante des partisans de l'Eglise Romaine, étoit de s'opposer, autant qu'il leur étoit possible, aux changemens qu'on vouloit faire, avant qu'ils eussent passé en Loi. Mais ils s'y conformoient, du moins extérieurement, dès qu'il n'y avoit plus de remède, en attendant que le tems leur fournit quelque occasion de se déclarer ouvertement. Il n'étoit pas possible de se défaire tout à la fois de ces Hypocrites, parce que leur conduite extérieure ne donnoit aucune prise sur eux. Mais on les faisoit soigneusement épier, afin de profiter des fausses démarches qu'ils pourroient faire. C'étoit par ce moyen qu'on s'étoit délivré de Bonner l'année précédente, & ce fut par la même voye que le 18. d'Avril de celle-ci, on fit déposer Gardiner.

VI.
1551.
Affaires de
Religion.
*Hist. de la
Reformation.*

Gardiner
est déposé.

Pendant tout le reste de cette année, des Commissaires choisis travaillèrent à une Confession de Foi, qui étoit comme le dernier coup mortel qui devoit être porté à la vieille Religion. On corrigea aussi quelques endroits de la nouvelle Liturgie. Mais la Princesse Marie ne voulut jamais se soumettre aux changemens qui s'étoient faits, ou qui se faisoient encore. Elle continuoit toujours à faire dire la Messe dans sa maison. Par là, elle s'attira de grandes mortifications de la part du Conseil, & du Roi même, qui sembloient avoir pris la résolution de la forcer à l'obéissance. Elle en fut si alarmée, qu'elle forma le projet de se retirer hors du Royaume, par le moyen de certains Vaisseaux que la Gouvernante des Pais-Bas devoit envoyer sur les côtes d'Angleterre. Mais ce dessein ayant été découvert, on en empêcha l'exécution, quoiqu'il semblât que cette Princesse auroit causé moins de peine & d'embarras si elle eût été hors du Royaume. Apparemment le projet de l'exclure de la Succession n'étoit pas encore formé, & l'on ne croyoit pas que la mort du Roi fût aussi prochaine qu'elle l'étoit.

On travail-
le à dresser
une Confes-
sion de Foi.
Marie la
rejette, &
reçoit quel-
ques mortifi-
cations.

Elle veut
sortir du
Royaume &
en est empê-
chée.
Hayward.

L'obstination de cette Princesse lui attira la colere du Roi son Frere, qui, depuis ce tems-là, perdit beaucoup de l'estime & de l'affection qu'il avoit pour elle. Vrai-semblablement, ce fut ce qui fit naître au Comte de Warwick, la pensée de la faire exclure de la Succession, & de former pour sa propre Famille le projet dont il sera parlé dans la suite. Il est pourtant nécessaire de dire ici en deux mots, que ce projet étoit de faire en sorte que la Princesse Elisabeth

Projet am-
bitieux du
Comte de
Warwick.

TOM. VI.

H

tût

EDOUARD VI. fût mariée dans un Pais étranger, de faire exclure Marie de la Succession, & de marier un de ses Fils avec *Jeanne Gray*, Fille ainée du Comte de Dorset & de François Brandon, qui se trouvoit la plus prochaine dans le rang de la Succession, après les deux Filles de Henri VIII.

Maladie de la Sœur.

Dans ce même tems, la maladie de la Sœur faisoit des ravages extraordinaires en Angleterre, emportant en vingt & quatre heures ceux qui en étoient atteints, sans qu'on pût y trouver de remède (1). S'il en faut croire les Historiens, cette maladie étoit particuliere à la Nation Angloise. Elle ne s'attachoit point aux Etrangers qui étoient en Angleterre, & dans les autres Pais, les seuls Anglois en étoient atteints. C'est ce qui lui a fait donner le nom de *la Sœur Angloise*. On peut observer à peu près la même chose à l'égard des Polonois, qui

Deux Ducs de Suffolck en meurent.

sont seuls sujets à une maladie qu'on nomme *la Plique*, inconnue, comme on l'assure, en tout autre Pais. Le Duc de Suffolck, Fils de Charles Brandon & de sa seconde Femme, fut emporté par la maladie de la Sœur, & deux jours après, son Frere qui lui avoit succédé, mourut aussi du même mal. Ainsi, le Titre de Duc de Suffolck étant vacant, le Comte de Warwick résolut de le faire donner au Comte de Dorset, Pere de Jeanne Gray, laquelle il destinoit à un de ses Fils. Il avoit besoin de la concurrence de ce Seigneur, pour faire tomber la Couronne sur la tête de sa Fille, à laquelle il falloit d'ailleurs que la Mere cedât ses droits. Il est pourtant bien difficile de comprendre que dès ce tems-là, le Comte de Warwick ait formé ce projet, puisqu'Edouard étoit plein de vie, qu'il n'étoit que dans sa quinzième année, & qu'il n'étoit nullement hors d'apparence qu'il dût avoir une nombreuse posterité. Il auroit fallu pour cela, que le Comte de Warwick eût su que le Roi devoit mourir bien-tôt. C'est aussi ce que veulent insinuer ceux qui lui font former ce projet dès le tems dont je parle présentement, & avant que le Roi fût attaqué de sa dernière maladie, afin de le faire regarder comme l'Auteur de sa mort. Quoi qu'il en soit, on prétend, que toutes les démarches de ce Seigneur, depuis la mort des deux Freres de Jeanne Gray jusqu'à la fin de ce Regne, étoient relatives à ce projet, comme par exemple, le Mariage de la Prince Elisabeth avec le Fils ainé du Roi de Danemarck, qu'il fit négocier seeretement, mais qui n'eut aucune suite.

Dessein de marier la Princeesse Elisabeth en Danemarck. Négociation pour le Mariage du Roi avec une Fille de Henri II. Roi de France.

Le Mariage du Roi même avec une Fille de Henri II. Roi de France, qui fut négocié & conclu cette même année, paroît directement contraire aux desseins du Comte de Warwick, supposé qu'il les eût déjà formez. Aussi, le Docteur Burnet dit-il en passant, que ce Mariage n'étoit que pour amuser le jeune Roi. *Hayward*, qui a écrit l'Histoire d'Edouard VI., dit aussi, qu'après que ce Mariage fut conclu, Edouard se croyoit dans une parfaite sûreté, quoiqu'en effet

il

(1) Cette maladie commença cette année à Shrewsbury, au mois d'Avril, & se répandit dans le Nord, où elle finit au mois d'Octobre.

il fût dans un extrême danger. Quoi qu'il en soit, & quel que pût être le motif du Comte de Warwick, il fit envoyer en France le Marquis de Northampton, l'Evêque d'Ely, & quelques autres Ambassadeurs, avec un superbe train, pour porter l'Ordre de la Jarretière à Henri II., & pour négocier le Mariage de la Princesse Elisabeth sa Fille avec Edouard. Henri étant alors à Châteaubriant, les Ambassadeurs Anglois se rendirent à Nantes, d'où ils furent conduits à la Cour. Le Marquis de Northampton, comme Chef de l'Ambassade, présenta au Roi le Colier de l'Ordre. Ensuite, l'Evêque d'Ely le pria de leur donner des Commissaires pour traiter avec eux sur une affaire qui tenoit au bien commun des deux Royaumes. Les Commissaires ayant été nommez, les Ambassadeurs proposèrent le Mariage d'Edouard avec la Princesse Elisabeth, & le Traité en fut signé à Angers le 19. de Juillet. La Dot de la Princesse devoit être de deux-cens-mille écus, & son Douaire aussi grand qu'aucune Reine d'Angleterre l'eût jamais eu. Mais le Mariage ne devoit être contracté par paroles de présent, qu'un mois après que la Princesse seroit parvenue à sa douzième année. Ce fut ce qui en empêcha l'accomplissement, parce qu'Edouard mourut avant ce tems-là. Quelque tems après, Henri II. envoya au jeune Roi une magnifique Ambassade, dont le Maréchal de Montmorenci étoit le Chef, pour lui porter l'Ordre de St. Michel.

Les affaires étrangères étant finies, le Comte de Warwick s'attacha aux domestiques, ou plutôt, aux siennes propres. Il fit donner le Titre de Duc de Suffolck au Lord Gray Marquis de Dorset, & à lui-même celui de Duc de Northumberland. Guillaume Pawlet, Comte de Wiltshire, & Grand Trésorier, fut fait Marquis de Wiltshire, & le Chevalier Guillaume Herbert, Comte de Pembroke. Ceux qui en cette occasion furent honorez de nouvelles Dignitez, étoient des amis intimes du Comte de Warwick, nouveau Duc de Northumberland, qui cherchoit de s'affermir de plus en plus dans le poste qu'il occupoit de principal Directeur des affaires publiques, quoique sans aucune Patente qui lui attribuât cette autorité.

Ce Seigneur ne pouvoit pourtant jouir d'un repos parfait, pendant qu'il voyoit encore un Rival tel que le Duc de Sommerfet, qui pouvoit un jour regagner la faveur du Roi, & qui effectivement travailloit à se rétablir dans le poste qu'il avoit autrefois occupé. Edouard approchoit du terme de sa Majorité, & se fortifioit tous les jours dans la connoissance des affaires. Il étoit donc à craindre pour le Duc de Northumberland, que quand le Roi compareroit son administration à celle du Duc de Sommerfet, il ne s'aperçût que c'étoit à tort que celui-ci avoit été privé de sa Dignité. D'ailleurs, Edouard témoignoit toujours avoir beaucoup d'estime pour son Oncle, & lui en donnoit souvent des marques publiques. Tout cela caufoit de l'inquietude au Duc de Northumberland, qui comprenoit bien qu'il lui

EDOUARD⁸
VI.
1551.
Edouard en-
voye une
Ambassade
en France
sous prétexte
de porter la
Jarretière au
Roi.

Traité sur
le Mariage
du Roi.
Aff. Publ.
Tom. XV. pag.
273.

Le Comte
de Warwick
est fait Duc
de Northum-
berland.
Autres Créa-
tions.
Octobre.

La ruïne
du Duc de
Sommerfet
est résolue.

EDOUARD VI. seroit comme impossible d'exécuter ses projets, pendant qu'il auroit un surveillant tel que le Duc de Sommerfet. Il résolut donc de se défaire à quelque prix que ce fût de ce Rival incommode, & pour cet effet, il se servit de deux voyes. La première fut de le détruire dans l'esprit du Roi, par le moyen de certains Emissaires qui l'obsédoient continuellement. La seconde fut, de causer à son ennemi des mortifications capables de le porter à faire de fausses démarches, qui donnaient prise sur lui. Ces deux moyens lui réussirent parfaitement. Le Roi se dégouta peu à peu de son Oncle, & par là, son esprit se trouva plus disposé à recevoir les mauvaises impressions qu'on voulut lui donner sur son sujet. D'un autre côté, le Duc de Sommerfet ne pouvoit, sans une extrême impatience, se voir tous les jours exposé à des affronts d'autant plus piquans, qu'on les lui faisoit expres pour l'irriter. Il y a peu de gens assez sages ou assez modérez, pour se garder de semblables pieges. On prétend que ce Seigneur se voyant ainsi poussé à bout, prit la résolution de tuer le Duc de Northumberland, dans une visite qu'il devoit lui faire. D'autres disent, qu'il devoit le faire inviter à un festin par Mylord Paget, & que là, il devoit ou l'assassiner, ou l'empoisonner. Du moins, c'est ainsi que les Historiens en parlent, parce que ce bruit fut semé dans le public, avant & après sa disgrâce, & que le Roi même en fut imbu. Cependant, son accusation ne porta rien de tel, mais seulement, qu'il avoit voulu s'assurer de la personne du Duc de Northumberland. Quoi qu'il en soit, on ne peut disconvenir qu'il n'eût tramé quelque complot pour racher de le rétablir dans son poste, & qu'il n'eût imaginé, & peut-être communiqué à ses Confidens, divers moyens dont on lui fit ensuite autant de crimes, quoiqu'il n'en eût exécuté aucun. Un de ces Confidens fut celui qui le ruina, étant, selon les apparences, gagné par son ennemi. Cet homme, nommé *Palmer*, ayant été secrètement introduit auprès du Roi, lui déclara tout ce qu'il savoit, & apparemment tourna ses discours d'une manière à faire croire au Roi, que de simples projets ou de simples pensées étoient des desseins fixes & déterminez. Quoi qu'il en soit, le Roi étant persuadé que le Duc son Oncle avoit voulu assassiner le Duc de Northumberland, le Marquis de Northampton, & le Comte de Pembrock, consentirent qu'il fût livré à la Justice. Ainsi, le 17. d'Octobre, le Duc fut arrêté, & conduit à la Tour, avec beaucoup d'autres gens accusés d'être ses complices. Le lendemain, la Duchesse de Sommerfet, avec deux de ses femmes, furent aussi arrêtées, & dans la suite, le Comte d'Arundel & le Lord Paget subirent aussi le même sort.

Dès que le Duc de Sommerfet fut en prison, le bruit de ses crimes prétendus se répandit par-tout, avec des circonstances capables d'en imposer au Public. C'est proprement sur ces accusations en l'air, que les Historiens, excepté le Docteur Burnet, ont appuyé les récits qu'ils ont fait de cet événement. Ce qu'il y a de plus apparent, c'est que

VI.
1551.
Moyens
employez
pour y par-
venir.

Le Duc de
Sommerfet
donne prise
sur lui.

Bruits ré-
pandus con-
tre ce Sei-
gneur.

On prévient
le Roi contre
son Oncle.

Le Duc est
mis à la
Tour.

Remarque
sur les accu-
sations por-
tées contre
lui.

le

le Duc prisonnier avoit projeté de se faire déclarer Protecteur au Parlement, puisque Mylord Rutland le déclara sous serment. Quant aux moyens dont il prétendoit se servir pour parvenir à ce but, il y a beaucoup d'apparence qu'il en avoit imaginé plusieurs, mais qu'il n'en avoit encore déterminé aucun, excepté, peut-être, celui de s'assurer de la personne du Duc de Northumberland. Comme depuis quelque tems on avoit perdu la coutume de confronter les témoins aux accusés, il faut se contenter de savoir ce que les témoins déposent contre lui, sans que pourtant on puisse tirer de là une preuve indubitable de la vérité des faits. Personne n'ignore combien la confrontation est capable de produire de grands changemens, dans les dépositions qui paroissent les plus positives.

EDOUARD
VI.
1551.

Les témoins
ne lui font
pas confron-
ter.

Palmer déposa, que le Chevalier *Vane* devoit se mettre à la tête de deux-mille hommes, pour soutenir les desseins du Duc de Sommerfet, qui, avec cent Cavaliers, devoit se jeter sur la Garde du Roi. Qu'ensuite, le Duc avoit dessein de traverser la Ville de Londres en criant, *Liberté*, & que s'il n'avoit pas réussi à émouvoir le Peuple, il se seroit retiré dans l'Île de Wight. Un nommé *Crane* déposa la même chose, & ajouta, que le Comte d'Arundel & le Lord Paget étoient du complot.

Dépositions
des témoins.

Sur ces dépositions, le Duc comparut en Jugement devant les Pairs, le premier jour de Décembre, les chefs de son accusation ayant été réduits à trois, savoir:

Chefs d'ac-
cusa-tion.

1. Qu'il avoit voulu se rendre maître de la personne du Roi, & de l'administration des affaires du Royaume.

Hist. de la
Réformation.

2. Qu'il avoit formé le dessein d'arrêter & de mettre en prison le Duc de Northumberland, avec le secours de gens armés.

3. Qu'il avoit projeté d'exciter un soulèvement dans Londres.

Ces trois articles, à quoi se réduisit l'accusation du Duc de Sommerfet, font voir manifestement qu'on n'avoit aucune preuve qu'il eût voulu tuer ou empoisonner les trois Seigneurs dont il a été parlé, quoiqu'on l'eût fait accroire au Roi, & qu'on en eût imbu le Public. De ces trois articles que contenoit son accusation, le premier & le troisième étoient des crimes de Trahison, & le deuxième, qui regardoit le Duc de Northumberland, étoit de simple Felonie. Il nia positivement ceux de Trahison; & quant au troisième, qui étoit le second en ordre dans l'accusation, il avoua, qu'il avoit dit certaines choses qui pouvoient faire juger qu'il avoit de mauvais desseins contre le Duc de Northumberland, le Marquis de Northampton, & le Comte de Pembroke, mais qu'il n'en avoit jamais eu la pensée, & moins encore de les exécuter, quand même il les auroit formés.

Il faut avouer, qu'il y a ici une difficulté qui n'est pas facile à résoudre. Le Duc de Sommerfet n'est pas accusé d'avoir voulu tuer ces Seigneurs; & néanmoins, il se justifie sur cet article. Cela semble

H. 3.

infir-

EDOUARD VI. 1551. insinuer qu'il y avoit quelque article dans l'accusation, qui y avoit du rapport. Cependant, le Docteur Burnet, Historien exact s'il en fut jamais, & qui assure qu'il a tiré cette accusation des Registres du Conseil, ne met que trois articles, parmi lesquels il n'y en a aucun où il soit fait mention de ces trois Seigneurs, qui même étoient du nombre des Juges. D'un autre côté, on va voir que le Duc fut condamné pour crime de Felonie, ce qui étoit étendre la rigueur de la Loi aussi loin qu'elle pouvoit aller, s'il n'étoit coupable que d'avoir formé le dessein d'arrêter le Duc de Northumberland; au-lieu que s'il avoit véritablement voulu tuer ces trois Seigneurs, il n'y avoit rien dans sa condamnation, qui ne fût conforme à un Acte de Parlement. Il faut donc dire, ou que le célèbre Historien dont je viens de parler, n'a pas exactement rapporté les articles d'accusation, ou que les Pairs condamnerent ce malheureux Duc sur un crime dont il n'étoit pas juridiquement chargé. La vertu & l'exaetitude dont le Docteur Burnet a fait profession, ne permet pas qu'on l'accuse de cette supercherie. Mais le caractère du Duc de Northumberland, & de la plupart des Pairs qui jugerent le Duc de Somerset, & qui pour la plupart étoient ses ennemis déclarés, ne donnent que trop de lieu de soupçonner que la crainte d'offenser le Duc de Northumberland, ou d'autres motifs, prévalurent sur la justice.

Il est absous
du crime de
Haute Trahi-
son, &c. con-
damné à
mort pour
Felonie.

Après que les Pairs eurent entendu les preuves & les témoignages qu'on produisit contre le Duc, & ses réponses, ils déclarerent unanimement qu'il n'étoit pas coupable de Haute Trahison. Mais ils le condamnerent à mort pour crime de Felonie. Ils se fonderent apparemment sur un Statut fait du tems de Henri VII., qui déclaroit Felonie la simple pensée de vouloir ôter la vie à un Membre du Conseil Privé. C'étoit étendre bien loin cette rigoureuse Loi, qui peut-être n'avoit jamais été exécutée auparavant, sur-tout, contre un Duc, Pair du Royaume & Oncle du Roi. D'ailleurs, son accusation ne portoit pas qu'il eût eu la pensée de tuer ces trois Conseillers, mais seulement d'avoir voulu s'assurer de la personne du Duc de Northumberland. Mais ce qu'il y a de plus étrange dans ce Jugement, c'est que ces trois Seigneurs y assisterent comme Juges. Sa Sentence lui ayant été prononcée, il demanda pardon au Duc de Northumberland, au Marquis de Northampton, & au Comte de Pembroock, des mauvaises intentions qu'il avoit eues contre eux. C'est sur cela que plusieurs se sont fondez, pour le croire coupable. Mais c'est une question, de savoir, si par ces mauvaises intentions on doit nécessairement entendre qu'il avoit eu dessein de les assassiner. Quand le Peuple qui assistoit au Jugement, vit qu'il avoit été absous du crime de Haute Trahison, il fit un cri de joye, qui passant des uns aux autres, se répandit bien-tôt dans toute la Ville. Mais cette joye fut changée en tristesse, quand on fut qu'il avoit été condamné comme coupable de Felonie.

Tout

Tout le monde croyoit que le Duc obtiendrait son pardon, parce que son exécution fut différée près de deux mois. Mais on avoit pris tant de soin de prévenir le Roi contre lui, que ce jeune Prince, qui avoit en horreur les crimes de la nature de ceux dont il le croyoit coupable, ne pensoit à rien moins qu'à lui accorder sa grace. On voit dans son Journal, qu'un certain *Bartuile* avoit affirmé sous serment, que le Duc de Somerset l'avoit gagné pour assassiner le Duc de Northumberland. Que le Duc lui-même l'avoit avoué en entrant dans la Tour, quoiqu'il l'eût d'abord nié. Mais il est bien étrange, qu'on n'ait pas produit ce témoignage dans le Jugement. Rien n'infirme mieux son innocence à cet égard, que l'accusation même, qui portoit, non pas qu'il eût eu dessein d'assassiner le Duc de Northumberland, mais seulement qu'il avoit eu la pensée de l'arrêter & de le mettre en prison. Cependant, on ne peut disconvenir que le Roi ne le crût coupable du premier de ces crimes, puisqu'on voit dans une de ses Lettres écrite à *Fitz-Patrick* son Favori, qui étoit alors en France, que le Duc l'avoit avoué depuis sa condamnation, quoiqu'il l'eût d'abord nié avec serment. Mais la persuasion du Roi ne prouve nullement le fait. Elle prouve tout aussi bien qu'on avoit surpris ce jeune Prince, qui même dans la fuite, témoigna un extrême repentir d'avoir consenti à la mort de son Oncle. Le Duc de Somerset espéroit pourtant de désabuser le Roi. Il avoit déjà mis dans ses intérêts le Lord Riche Grand Chancelier, qui, par une méprise dans la suscription d'un billet qu'il écrivoit au Duc, éventa le dessein qu'il avoit de travailler pour lui. Cela fut cause qu'on lui ôta le Grand Sceau, qui fut commis à la Garde de l'Évêque d'Ely.

Dès que le Duc eut reçu sa Sentence, on prit un soin extrême de procurer au Roi beaucoup de divertissemens, afin d'éloigner de son esprit les réflexions qu'il pourroit faire sur cette étrange condamnation. En même tems, on prenoit un grand soin d'empêcher qu'aucun ami du Duc son Oncle ne pût l'approcher. Enfin, le 22. de Janvier 1552. il signa un Ordre pour le faire exécuter. Le Duc parut sur l'échafaut, sans trouble & sans émotion, & y fit un discours au Peuple. Il assura, qu'il n'avoit jamais offensé le Roi, ni par ses paroles ni par ses actions. Il rendit grâces à Dieu de ce qu'il l'avoit fait servir d'instrument pour avancer la Reformation, & exhorta le Peuple à y persister. En cet endroit, il fut obligé de s'arrêter, à cause d'un grand bruit qui se fit parmi le Peuple, & qui dura même assez longtems. Un homme arrivant à cheval d'un côté, & criant qu'on lui fit place, donna lieu de croire à plusieurs qu'on portoit la grace au Duc. D'un autre côté, une troupe de gens armés qui avoient été mandez pour se trouver à l'exécution, & qui venoient trop tard, fit croire à d'autres qu'on venoit les massacrer. Cela causa un désordre terrible, & funeste à quelques-uns des assistans, qui en furent étouffez. Quand le bruit eut cessé, le Duc continua tranquillement.

VI.
1552.
On persuada au Roi que le Duc est coupable.

Le Chancelier entre dans les intérêts du Duc de Somerset & est privé de sa charge.

Hayward, 21. Decembre.

Le Roi signe l'Ordre pour l'exécution du Duc. *Hist. Publ. T. XV. pag. 294.* Discours du Duc sur l'échafaut.

Accident arrivé pendant son Discours.

EDOUARD
VI.
1551.

ment son discours, & dit qu'il avoit eu beaucoup de zèle pour le service du Roi, & qu'il n'en avoit pas eu moins pour le Public. En cet endroit, il fut encore interrompu par le Peuple, qui s'écria que ce qu'il disoit étoit vrai. Ensuite, il pria Dieu pour le Roi: il demanda pardon à tous ceux qu'il avoit offensés: il pardonna sans exception à tous ses ennemis, & prit le Peuple à témoin qu'il mouroit dans la foi de Jésus-Christ. Quand il eut achevé de parler au Peuple, il fit sa prière en particulier, après quoi il mit sa tête sur le billot pour recevoir le coup mortel.

Caractère
du Duc de
Sommerfet.

C'est ainsi que mourut le Duc de Sommerfet, au sujet de qui les sentimens ont été fort partagez. Les uns ont voulu le faire regarder comme un très méchant homme, capable de commettre les plus grands crimes, & les autres, comme un très bon Chretien. Il est aisé de comprendre, que la Religion a été l'unique cause de cette diversité. Sans les préjugés qu'elle donne à la plupart des hommes, on n'auroit pas tant exagéré ses défauts, qui, dans le fond, étoient des moindres qui se trouvent dans les hommes. D'un autre côté, sans ces mêmes préjugés, on n'auroit pas pris tant de soin de pallier son ambition, qui sans doute alloit un peu dans l'excès. Ceux qui ont pris à tâche de justifier toutes ses actions, ont aussi passé fort légèrement sur les vices & les richesses qu'il avoit acquises pendant son Administration. Le Palais de Sommerfet, qui subsiste encore à Londres, en est une preuve authentique. Mais aussi, ses ennemis ont fait passer de simples accusations, adroitement répandues dans le Public & dans les oreilles du Roi, pour des crimes avérés, quoiqu'il paroisse manifestement, par les Articles mêmes de son accusation, qu'il ne fut condamné que pour la seule pensée de commettre un crime, non pas à l'égard du Roi & de l'Etat, mais de quelques Particuliers. On peut donc assurer, que les fautes dont il obtint le pardon après sa première condamnation, étoient beaucoup plus considérables que celle qui lui fit perdre la vie. Le Peuple, qui ne se trompe gueres dans le Jugement qu'il porte des Grands, étoit si généralement persuadé de son innocence, que plusieurs personnes allèrent tremper leurs mouchoirs dans son sang, le regardant comme une espèce de Martyr. Il arriva même au commencement du Règne de Marie, qu'une femme voyant mener le Duc de Northumberland à la Tour, alla lui présenter un de ces mouchoirs, en lui disant, que ce sang qu'il avoit injustement fait répandre, commençoit à être vengé sur lui.

Exécution
de ses pré-
tendus com-
plices.

Hist. Publ. T.
XV. pag. 206.
Hayward.

Environ un mois après cette exécution, le Chevalier *Vane*, *Patridge*, *Stanhop*, & un nommé *Arundel*, qu'on prétendoit être les principaux complices du Duc de Sommerfet, furent aussi exécutés. Mais ils protestèrent tous, qu'ils n'avoient jamais eu la pensée de former aucun complot, ni contre le Roi, ni contre aucun Membre du Conseil. Le Chevalier *Vane* ajouta, qu'il ne doutoit point que sa mort n'empêchât le Duc de Northumberland de reposer sur son che-

vet.

vet. Pour Palmer, Crane, & Bartuile, qui'avoient servi de témoins **EDOUARD** contre le Duc de Sommerfet, ils se tirent aisément d'affaire. On VI. remarqua même qu'il y eut depuis une étroite liaison entre Palmer & le Duc de Northumberland, ce qui donna lieu de juger que Palmer s'étoit laissé corrompre pour trahir le Duc de Sommerfet, qui l'honoroit de son amitié. 1551.

Pendant l'année 1551. les affaires de l'Empereur changeoient de face, en Allemagne, dans le tems qu'il s'en doutoit le moins. Maurice Electeur de Saxe ayant formé le dessein de rendre la liberté à sa Patrie, avoit déjà négocié secrettement une Ligue avec la France, & avec les Princes Protestans d'Allemagne. Mais avant que de se déclarer ouvertement, il voulut savoir ce qu'il pourroit attendre de l'Angleterre. Dans cette vue, il envoya des Ambassadeurs à Edouard, pour tâcher de le mettre dans ses intérêts, & d'en tirer une somme de quatre-cens-mille écus, en lui faisant entendre que c'étoit pour l'intérêt de la Reformation. On répondit aux Ambassadeurs, que le Roi entreroit volontiers dans une Ligue de Religion: mais qu'il ne prétendoit point se laisser engager sous ce prétexte, dans une Guerre pour des intérêts politiques. Que si l'Electeur de Saxe vouloit conférer plus particulièrement avec les Princes Protestans, & ensuite envoyer au Roi des Ambassadeurs bien instruits & suffisamment autorisés, on lui rendroit une réponse plus positive. Jusqu'alors, Maurice avoit pressé fort mollement le Siege de Magdebourg. Mais quand ses affaires secrètes furent réglées, il fit en sorte, par le moyen des Confidens qu'il avoit dans la Ville, que les habitans se rendirent par Capitulation. Ensuite il congédia son Armée, qui s'étant séparée en divers Corps, alla brouter les Etats de plusieurs Princes Catholiques, & en tira de grosses Contributions. Les Catholiques se plaignirent beaucoup de ce qu'ils étoient exposés à ces violences. L'Empereur seul demeura dans une entière sécurité, sans avoir le moindre soupçon contre l'Electeur.

Le Concile ayant été rétabli à Trente, rouvrit ses Séances au mois de Mai 1551. Mais une rupture entre la France & le Pape les ayant interrompues, elles recommencerent au mois de Septembre. Quoique Henri II. eût protesté contre le Concile, les Légats ne laisserent pas de le continuer, & d'y faire décider diverses Questions qui ne sont point de mon sujet.

Le Parlement se rassembla le 23. de Janvier de l'année 1552. La Chambre des Communes voyant combien, depuis quelque tems, on abusoit de la pernicieuse coutume de faire juger les gens sans leur confronter les témoins, voulut en arrêter le cours. Pour cet effet, elle prépara un Bill qui condamnoit à diverses peines, ceux qui écrieroient, ou parleroient contre le Roi; mais elle y inféra cette Clause, qu'à l'avenir, aucun accusé ne pourroit être condamné que sur la déposition de deux témoins qui lui seroient confrontez, à moins qu'il n'avouât lui-même son crime. La Chambre Haute eut bien de la

Tom. VI.

I

peine

Affaires
d'Allema-
gne,

& du Con-
cile de Tre-
te.

1551.
Parlement.
Statut qui
ordonne la
confronta-
tion des té-
moins aux
accusés.
Hist. de la
Reformation.

EDOUARD VI. peine à consentir à cette Clause, comme si elle avoit eu moins d'intérêt que les Communes à se délivrer de l'oppression. Mais enfin l'Acte passa, tel qu'il avoit été dressé par les Communes.

Le Mariage des Prêtres est déclaré légitime. On fit encore dans cette Séance, quelques progrès dans la Réformation. Entre autres choses, on déclara bons & légitimes les Mariages des Ecclésiastiques, qui depuis quelque tems n'étoient regardés par le Peuple que comme simplement tolerez.

Tentative pour noircir la mémoire du Duc de Somerset. La Séance du Parlement étant prête à finir, & les Députés des Communes n'étant plus qu'au nombre de cent-trente-sept, on présenta un Bill, dans la Chambre des Seigneurs, pour casser la substitution que le Duc de Somerset avoit faite de ses biens à ses enfans du second Lit. On avoit inséré dans ce Bill, une Clause qui en étoit comme le fondement, que le Duc de Somerset & ses complices avoient été justement condamnez. Mais la Chambre Basse, en consentant au reste du Bill, en rejetta cette Clause. Cela fait voir l'opinion qu'elle avoit de l'innocence du Duc.

Autre inutile pour faire condamner l'Evêque de Durham. Dans cette même Séance, le Duc de Northumberland fit une tentative pour faire condamner *Tonstal*, Evêque de Durham, accusé de n'avoir pas découvert certains complots contre le Gouvernement. Les Seigneurs consentirent sans peine à l'Acte d'*Attainder* qui leur étoit proposé. Mais les Communes n'en voulurent point entendre parler, parce qu'on prétendoit condamner ce Prélat sans lui confronter les témoins. Le but du Duc de Northumberland étoit de se faire revêtir de la Dignité de Palatin de Durham, qui étoit annexée à l'Evêché. On verra dans la suite, que son projet lui réussit mieux une autre fois. Cependant, voyant que les Communes n'avoient pas beaucoup de complaisance pour lui, parce que ce Parlement avoit été convoqué pendant l'administration du Duc de Somerset, il résolut d'en avoir un autre qui fût plus à sa disposition. Ainsi celui-ci, qui avoit duré cinq ans, fut dissous à la fin de la Séance. Ensuite, le Conseil prit la résolution d'en convoquer un autre, pour l'année suivante seulement, afin d'avoir le tems de prendre les mesures nécessaires, pour faire élire des Députés plus favorables à la Cour.

Le Parlement est dissout. On vit pendant cette année, deux changemens considérables, par rapport aux Evêques. Premièrement, *Heath & Day*, Evêques de Worcester & de Chester, furent déposés, parce qu'ils s'opposoient trop ouvertement à la Réformation. Le second changement fut plus considérable. Depuis que le Parlement avoit accordé au Roi le pouvoir de nommer aux Evêchez vacans, ses Patentes portoient, qu'il nommoit un tel pour être Evêque d'un tel lieu, pendant sa vie naturelle. Mais dans le tems dont je parle, il fut jugé à propos de changer cette Clause en celle-ci, pendant qu'il se conduira bien dans l'administration de cet Evêché (1). Ainsi, les Evêques faits par ces Patentes, pouvoient être

(1) La première Commission qui se trouve avec cette clause dans les Actes Publics, est celle de *Jeau Hooper*, *durante vitâ naturali*, si tamén se bene gesserit in talibus. Act. Publ. Tom. XVI. Pag. 298. 20. Mai.

être dépouillez de leurs Evêchez, par un simple acte de la volonté du Roi, sans qu'on fût obligé d'observer les formalitez ordinaires dans les dépositions.

Le Duc de Northumberland dirigeoit toujours les affaires du Gouvernement, quoiqu'il n'eût point de Commission qui le distinguât des autres Conseillers Privez. La maniere dont il avoit traité le Duc de Somerset, faisant craindre à chacun de se voir exposé à sa vengeance, personne n'osoit lui résister ouvertement. On a vu que, dans le dernier Parlement, il avoit tenté de rendre la mémoire du Duc de Somerset odieuse, en faisant approuver la Sentence par les deux Chambres. Ce projet ne lui ayant pas réussi, il s'y prit d'une autre maniere. Il fit faire une recherche rigoureuse de ceux qui s'étoient enrichis des biens destinez à l'entretien des Chœurs, & qui avoient été donnez au Roi pendant l'administration du Duc de Somerset. Il s'en trouva un assez grand nombre, dont les uns furent condamnez à de grosses amendes, les autres trouverent des moyens pour se rendre le Duc de Northumberland favorable. Mais il ne fut pas possible au Lord Paget de conjurer l'orage qui fondit sur lui, le Duc de Northumberland ayant conçu une haine mortelle contre lui, parce qu'il avoit été dévoué au Duc de Somerset. Non seulement, il fut condamné à une amende très considerable, mais encore, sous prétexte qu'il n'étoit pas Gentilhomme, on le degrada de l'Ordre de la Jarretiere, qu'il avoit reçu de Henri VIII., comme si ce Prince, en le lui donnant, avoit ignoré ce qu'il étoit. Outre le motif de haine & de vengeance qui faisoit agir le Duc de Northumberland, il en avoit encore un autre: c'étoit de procurer à Mylord Warwick son Fils aîné, la Jarretiere vacante; à quoi il réussit aisément.

Environ le même tems, la Compagnie des Marchands Allemands, qu'on nommoit du *Still-Yard*, fut supprimée, parce qu'elle étoit devenue à charge à l'Angleterre, en s'emparant de tout le Commerce des Draps. Il fut vérifié, que dans l'année 1551. elle avoit fait transporter quarante-quatre-mille pieces de Drap hors du Royaume, & que tous les Marchands Anglois ensemble n'en avoient débité hors du pays que onze-cens pieces. La Gouvernante des Pais-Bas, & la Ville de Hambourg, se donnerent de grands mouvemens pour faire rétablir cette Compagnie; mais ce fut inutilement. La Cour fit encore un projet pour l'avantage du Commerce d'Angleterre, de faire deux Ports libres de *Hull* & de *Southampton*. Mais on n'eut pas le tems de l'exécuter.

Cardan, fameux Philosophe Italien, passa cette année par l'Angleterre, en s'en retournant d'Ecosse, où il étoit allé travailler à la guérison de l'Archevêque de St. André, qui étant malade l'avoit fait appeler. Il avoit réussi dans cette cure: mais il avoit prédit à l'Archevêque, qu'il seroit pendu. En passant par l'Angleterre, il eut l'honneur de saluer le jeune E. Jouard, & en demeura si charmé, qu'il en parloit

EDOUARD VI.

1552.
Le Duc de Northumberland est tout-puissant.

Recherche de ceux qui ont profité des biens d'Eglise.

Le Lord Paget est dégradé.

La Société des Marchands Allemands est supprimée.
Hist. de la Réformation.

Projet de faire deux Ports libres en Angleterre.

Cardan en Angleterre.

EDOUARD VI. par-tout comme d'un prodige. On prétend qu'il tira son Horoscope, & qu'il lui prédit une longue vie avec de grandes prosperitez. Mais pour cette fois, les règles de son Art ne se trouverent pas justes.

1551.
Affaires
d'Ecosse.
Buchanan.

Les affaires d'Ecosse souffrirent cette année quelque changement. La Reine Douairiere étoit allée en France, sous prétexte d'y voir la Reine sa Fille, & en avoit obtenu de la Cour, la Régence d'Ecosse, à la place du Comte d'Aran. Au mois de Novembre 1551. elle étoit retournée en Ecosse par l'Angleterre, où elle avoit été magnifiquement reçue & défrayée jusqu'à la frontière des deux Royaumes. Dès qu'elle fut arrivée en Ecosse, elle disposa doucement le Comte d'Aran à lui ceder la Régence, selon le desir de Henri II. & de ses Ministres, le Comte voyant bien qu'il ne pouvoit pas la garder contre leur volonté. L'Archevêque de St. André n'approuvoit pas que son Frere se fût démis de sa Dignité. Il cabala contre la Régente, qui eut l'adresse de s'appuyer du secours des Reformez, en leur promettant la liberté de prier Dieu à leur maniere dans leurs maisons. Par ce moyen, elle s'affermir dans le Gouvernement, malgré les efforts de l'Archevêque.

Revolution
en Allema-
gne.

La Revolution qui arriva, cette même année, dans les affaires d'Allemagne, fut bien plus considérable. L'Electeur de Saxe fit enfin écloire le projet qu'il avoit formé : mais ce ne fut qu'après que le Roi de France eut déclaré la Guerre à l'Empereur, & que le Connétable de Montmorenci se fut emparé de Mets par surprise. Alors Maurice ayant assemblé ses Troupes, marcha droit à Inspruck où Charles-Quint se trouvoit, & fut sur le point de le faire prisonnier. La déclaration de Maurice obligea enfin l'Empereur à donner quelque satisfaction aux Protestans, en leur accordant le célèbre *Edit de Passau*. Ce Monarque eut bien-tôt un autre grand sujet de mortification. Il voulut assiéger Metz, mais par la brave résistance du Duc de Guise qui défendoit la Place, il se vit obligé de lever le Siege. Retournons

1553.
Parlement
favorable au
Duc de North-
umberland.
La mémoire
du Duc de
Somerset
est flétrie.

Tonstal est
déposé.

L'Evêché
de Durham
supprimé.

Le Duc de
Northum-
berland est
fait Palatin
de Durham.

Le nouveau Parlement s'étant assemblé le 1. de Mars l'année 1553, la Chambre des Communes se trouva composée de Députés dont la plupart étoient disposés à faire ce que la Cour trouveroit à propos. Elle accorda au Roi un secours d'argent très considérable, fondé sur la grande dissipation des Finances qui s'étoit faite pendant l'administration du Duc de Somerset. Cela marquoit assez combien le Duc de Northumberland avoit de pouvoir dans la Chambre. Ce Seigneur obtint aussi la suppression de l'Evêché de Durham, après avoir fait déposer *Tonstal*. Cet Evêché étant supprimé, le Roi en fonda deux autres, l'un à Durham même, & l'autre à Newcastle. Mais la Dignité de Palatin qui avoit été annexée au premier Evêché de Durham, fut conférée au Duc de Northumberland. Selon les apparences, la déposition de *Tonstal*, & la suppression de son Evêché, n'avoient point d'autre motif.

Le

Le Parlement ne dura qu'un mois. Il fut cassé le 31. de Mars, après que le Duc de Northumberland en eut tiré un Subside pour le Roi, & une stérilisation pour la mémoire du feu Duc de Sommerfet. La Cour n'avoit plus besoin de Parlement, & les intérêts du Duc de Northumberland ne demandoient pas qu'il y eût un Parlement, dans le tems qu'il se préparoit à exécuter ses desseins.

Le jeune Roi étoit attaqué, depuis le mois de Janvier, d'une maladie qui le conduisit enfin au tombeau. Cela n'empêcha pas qu'on ne lui fit signer un ordre pour faire la visite des Eglises, & pour en tirer toute l'argenterie & tous les ornemens qui n'y étoient pas nécessaires. On fit aussi des enquêtes fort rigoureuses, des malversations qui s'étoient commises sur ce sujet. Tout cela se fit sous prétexte d'en gratifier les Pauvres, qui en eurent pourtant la moindre portion.

Les progrès que la France faisoit en Allemagne, commençant à causer quelque inquiétude en Angleterre, le Conseil voulut prendre quelques mesures pour les arrêter. Il sembla même d'abord, qu'il avoit dessein de faire une Ligue avec l'Empereur contre la France. Mais tout cela se réduisit enfin à une Médiation, qui ne produisit aucun fruit.

Cependant, Edouard étoit toujours malade d'une fluxion sur la poitrine, qui le minoit peu à peu, & qui devenoit de jour en jour plus dangereuse. Quelques-uns ont dit sans détour, qu'on lui avoit donné un poison lent, & en ont jetté le soupçon sur le Duc de Northumberland. D'autres se sont contentés de l'insinuer, sans le dire positivement. Mais au fond, les uns & les autres n'en ont parlé que par conjecture, sans en donner aucune preuve. Le jeune Roi voyoit approcher la mort sans crainte, par rapport à soi-même. Mais il ne pouvoit penser, sans une extrême inquiétude, à l'état où la Religion se trouveroit sous le Regne de Marié sa Sœur, qui devoit lui succéder. Il est très apparent, que le Duc de Northumberland, qui, depuis sa maladie, ne le quittoit presque point, prenoit soin de fortifier sa crainte sur ce sujet, afin de le faire venir plus aisément au point où il le souhaitoit. On n'avoit pourtant pas perdu toute esperance que le Roi revint de sa maladie, jusques vers le milieu du mois de Mai, que, selon les apparences, les Medecins avertirent le Duc de Northumberland, qu'il n'y avoit plus rien à attendre. Ce fut alors qu'il fit le Mariage du Lord Guilford Dudley son quatrième Fils, le seul qui ne fût pas marié, avec Jeanne Gray, Fille aînée du nouveau Duc de Suffolck, & de Françoise Brandon appelée par le Testament de Henri VIII. à la Succession de la Couronne, après la Princesse Elisabeth. En même tems, les deux Sœurs de Jeanne furent aussi mariées. Catherine, qui étoit la seconde, épousa le Lord Herbert Fils aîné du Comte de Pembroke, & Marie fut donnée à un Gentilhomme nommé Keyt. Ces Mariages se firent vers la fin du mois de Mai, dans le tems qu'on ne pouvoit plus esperer la guérison du Roi. Enfin, un

EDOUARD VI.

1553.

Le Parlement est cassé.

Maladie du Roi.

Hist. de la Réform.

On tire l'argenterie des Eglises.

Le Conseil est jaloux des progrès de la France.

La maladie du Roi devient très dangereuse.

Il craint pour la Religion après sa mort.

On désespere de sa guérison.

Mariage d'un Fils du Duc de Northumberland avec Jeanne Gray.

EDOUARD VI. jour que ce jeune Prince témoignoit l'excessive douleur qu'il ressentait en pensant que la Princesse Marie sa Sœur feroit tous les efforts possibles pour ruiner la Reformation, le Duc de Northumberland rompit la glace. Il représenta au Roi, qu'il n'y avoit qu'un seul moyen pour prévenir les malheurs dont l'Angleterre étoit menacée, si la Princesse Marie montoit sur le Trône après lui. C'étoit, de transporter la Couronne à Jeanne Gray, sa Belle-Fille. Véritablement, il étoit naturel, en excluant Marie, de faire tomber la Couronne sur la tête d'Elisabeth sa Sœur, que le Roi aimoit tendrement, & qui étoit très attachée à la Reformation. Mais, selon les apparences, le Duc représenta au Roi, que ne pouvant exclure Marie, que sur le prétexte spécieux qu'elle n'étoit pas légitime, la même raison subsistoit à l'égard d'Elisabeth, puisque les Mariages de leurs Meres avoient été également cassez. Que par cette raison, il falloit ou laisser la Succession en l'état que le feu Roi l'avoit ordonnée, ou exclure les deux Princeses à la fois. Vrai-semblablement, le jeune Roi, qui se sentoit mourir, & qui ne pensoit qu'à sauver la Reformation du naufrage dont elle étoit menacée, se laissa porter par cette raison, à sacrifier Elisabeth. D'ailleurs, il avoit beaucoup d'estime & d'affection pour Jeanne Gray, qui étoit une personne accomplie de corps & d'esprit.

Les Juges
refusent d'en
dresser l'Ac-
te.

*Hist. de la
Reformation.*

Quoi qu'il en soit, le Roi ayant pris la résolution que le Duc de Northumberland lui avoit inspirée, trois des Juges du Royaume furent mandez pour dresser l'Acte du transport de la Couronne à Jeanne Gray. Ces Juges demanderent un peu de tems pour y penser. Enfin, ils répondirent qu'ils ne pouvoient se charger de dresser cet Acte, sans se rendre coupables de Haute Trahison. Ils ajouterent, que tous les Conseillers Privez qui consentiroient à ce transport, ne pourroient éviter de tomber dans les peines portées par l'Acte de Parlement fait sur ce sujet. Cette réponse mit le Duc de Northumberland dans une telle fureur, qu'il fut sur le point de les battre; & néanmoins, ils tinrent bon. Le 15. de Juin, ils furent encore mandez; & enfin, à force de menaces, & en leur fournissant l'expédient de leur faire expédier des Lettres de pardon, ils se laisserent porter à dresser l'Acte de transport, qui fut signé de tous les autres Juges, à la réserve de *Halles* qu'on ne put jamais gagner. Tous les Membres du Conseil le signerent aussi, le 21. du même mois. Crammer s'étoit absenté expressément ce jour-là, pour s'en dispenser: mais le Roi le pressa tant, qu'il signa enfin, en qualité de témoin, comme on le prétend, & non pas comme Conseiller Privé.

Ils y sont
comme tor-
cez.

L'Acte est
signé de tout
le Conseil.

Une femme
promet de
guérir le Roi,
& ne peut
réussir.

Soupons
contre le
Duc de Nor-
thumberland.

Cependant, la maladie du Roi allant toujours en empirant, sans qu'on y pût trouver aucun remède, le Conseil trouva bon de congédier les Medecins, & de le mettre entre les mains d'une certaine Femme qui promit de le guérir. Quelques-uns ont prétendu, que cela se fit par l'avis du Duc de Northumberland, & que cette Femme avança les jours du Roi. Mais il étoit déjà si mal, qu'il n'étoit nullement néces-

nécessaire d'user de ce moyen pour le faire mourir. Il est vrai que, bien loin de le guérir, cette Femme ne fit que le travailler inutilement par les remèdes qu'elle lui donna; & cela fut suffisant pour jeter dans l'esprit du Peuple, de violens soupçons contre le Duc de Northumberland, qui n'étoit pas aimé, & qu'on croyoit capable de tout. Enfin, on remit le Roi entre les mains des Medecins. Mais il ne leur fut pas possible d'arrêter la force du mal, qui l'emporta le 6. de Juillet, après avoir donné des marques sensibles d'une véritable piété. Quelques jours avant sa mort, le Duc de Northumberland avoit envoyé aux Princesses Marie & Elisabeth, un ordre du Conseil, pour se rendre auprès du Roi, afin de l'assister dans sa maladie. Son but étoit de les avoir en sa puissance, afin qu'elles ne missent point d'obstacles à l'élevation de Jeanne Gray sa Belle-Fille. Ces deux Princesses ne croyant pas que le Roi fût si proche de la mort, s'étoient déjà mises en chemin. Mais ayant appris qu'il étoit à l'agonie, elles s'en retournèrent, & le Duc demeura frustré de son attente.

EDOUARD VI.
1553.

Mort du Roi.

Le Duc tâche de se saisir de Marie & d'Elisabeth.

Elles évitent le piège.

M A R I E,

Reine d'Angleterre,

Vingt & deuxieme depuis la Conquête.



LES Divorces de Henri VIII. avec Catherine d'Arragon & Anne de Bollen; les Actes du Parlement qui les avoient confirmés; d'autres Actes subséquens, qui sembloient revoquer ce que les premiers avoient statué; le pouvoir donné au Roi de nommer lui-même ses Successeurs, & de les mettre dans le rang qu'il trouveroit à propos; enfin, le Testament même de ce Prince, avoient tellement embrouillé l'affaire de la Succession, qu'on n'y voyoit que contradictions & obscuritez. Il n'auroit pas été possible de décider par les anciennes Loix, & par les Coutumes du Royaume, les questions qui pouvoient naître de tant d'Actes contraires les uns aux autres, parce que ceux qui avoient fait ces nouvelles Loix, n'avoient pas eu en vue la justice & l'équité, mais uniquement, de plaire à un Prince, à qui il étoit dangereux de rien refuser. Henri VIII. avoit prévu les difficultez & les embarras que ses deux Divorces pouvoient produire un jour, & il sembla même avoir envie de les prévenir. Mais il ne fit que les augmenter par les nouveaux Statuts qu'il obtint du Parlement, dans lesquels il avoit eu moins pour but de procurer le bien du Royaume, que de suivre son capri-

M A R I E.

capri-

MARIE. caprice, & de faire passer sa volonté en Loi. Pour mettre cette matière dans tout son jour, il ne fera pas inutile de faire ici une courte recapitulation des démarches que ce Monarque fit, par rapport à sa Succession.

On a vu dans l'Histoire de son Regne, qu'après avoir vécu dix-huit ans avec Catherine d'Aragon sa première Femme, & en avoir eu plusieurs Enfants dont il restoit une Princesse en vie, il voulut s'en séparer. Il prétendit que ce Mariage étoit nul, & parce que la Cour de Rome, par des raisons de politique, ne voulut pas avoir la complaisance de le casser, il fit prononcer une Sentence de Divorce par l'Archevêque de Cantorberi, avant que d'avoir aboli l'autorité du Pape dans son Royaume. Par là, il donna un prétexte assez plausible de contester l'autorité du Prélat qui avoit donné la Sentence. Il fit plus, il prit une seconde Femme, avant que d'avoir été juridiquement séparé de la première, & par cette précipitation, il fournit un nouveau sujet de lui disputer la validité de son second Mariage. Voilà déjà deux contradictions, dans ces deux premières démarches. Il s'adresse au Pape comme à son Juge, & avant que d'avoir solennellement renoncé à son autorité, il la foule aux pieds; & malgré le Pape, dont l'autorité étoit encore reconnue en Angleterre, il se fait séparer de Catherine. D'un autre côté, il reconnoît qu'il a besoin d'une Sentence juridique pour autoriser son Divorce; & néanmoins, il prévient cette Sentence, en passant à un second Mariage, avant qu'elle soit prononcée.

En second lieu, il fit couper la tête à sa seconde Femme pour cause d'Adultere; & néanmoins, avant l'exécution, il prétendit qu'elle n'avoit pas pu être sa Femme, & se fit séparer d'avec elle sur un prétexte frivole. Ces deux Divorces furent confirmés par un Acte de Parlement, passé en 1536, dans lequel il y avoit encore une contradiction manifeste. L'Acte déclaroit Marie & Elisabeth, nées des deux premiers Mariages, Bâtardes & incapables de succéder à la Couronne; & néanmoins, il accordoit au Roi le pouvoir de les faire monter sur le Trône, puisque, sans aucune limitation, il le revêtoit de toute l'autorité nécessaire pour régler la Succession comme il le trouveroit à propos.

On voyoit encore une autre contradiction dans un Statut de l'année 1540., où il étoit déclaré, qu'un Mariage consommé ne pouvoit être dissous pour raison d'un engagement antécédent. Cependant, le Divorce de Henri avec Anne de Bollen n'avoit point eu d'autre motif. Par là, le Roi & le Parlement reconnoissoient qu'ils avoient fait tort à Elisabeth, en la déclarant Bâtarde. On dira peut-être, que cet Acte ne devoit pas avoir un effet rétroactif. Mais il est certain, qu'il ne fut fait qu'en vue de favoriser Elisabeth. Malgré tout cela, cette Princesse n'étoit pas réhabilitée par cet Acte, & il dépendoit toujours du Roi de la mettre dans le rang de la Succession, ou de l'en exclure.

Dans

Dans un autre Acte fait en 1544., la contradiction n'étoit pas moins manifeste. Par cet Acte, le Parlement même plaçoit dans la Ligne de la Succession, Marie & Elisabeth, après Edouard leur Frere. Ne sembloit-il pas que par là, il leur faisoit une réparation authentique, & qu'il les reconnoissoit pour légitimes ? En effet, on n'avoit jamais vu jusqu'alors, des Bâtards sur le Trône d'Angleterre. On pouvoit même douter, s'il étoit au pouvoir du Parlement de les y placer. Du moins, il auroit fallu pour cela, faire une Loi bien expresse & bien authentique. Cependant, par une Clause particulière de ce même Acte, on laissoit au Roi la liberté d'imposer à ces deux Princesses, des conditions sans lesquelles elles n'auroient aucun droit de succéder ; ce que le Parlement n'auroit pas fait, & n'auroit pas même pu faire, s'il les eût reconnues pour légitimes. Ce n'étoit donc pas en vertu du Droit naturel, mais par pure grace, qu'on les mettoit en état de succéder à la Couronne.

Henri suivit le même plan, dans son Testament. Il rangea Marie & Elisabeth dans la Ligne de la Succession après Edouard leur Frere, de telle manière pourtant, qu'il leur faisoit sentir que ce n'étoit que par grace, puisqu'il les astreignoit à certaines conditions, sans quoi elles devoient perdre leur droit. Cette différence qu'il mettoit entre elles & Edouard, faisoit voir qu'il ne les reconnoissoit pas pour légitimes ; & par là, il fournissoit un prétexte de leur contester le droit qu'il leur accordoit. Mais ce qui aida encore plus à brouiller l'affaire de la Succession, ce fut que ce même Testament, passant sous silence la postérité de Marguerite Reine d'Ecosse, qui étoit la Sœur aînée de Henri, plaçoit après Elisabeth la postérité de Marie, Reine Douairière de France & Duchesse de Suffolk, qui étoit la cadette. C'étoit abuser manifestement du pouvoir que le Parlement lui avoit accordé, & par conséquent, fournir à la Reine d'Ecosse, un prétexte très plausible de demander la cassation de ce Testament, qui renversoit les Loix les plus constantes du Royaume.

Edouard VI. acheva de mettre l'affaire de la Succession dans un extrême désordre, en transportant la Couronne à *Jeanne Gray*, au préjudice de Marie & d'Elisabeth. C'étoit un Acte de Souveraineté absolue, qui convenoit peu à un Roi d'Angleterre, & qui mourait en âge de minorité. Mais de plus, il y avoit dans cet Acte de transport, des contradictions qui n'étoient pas moins palpables que celles où Henri VIII. étoit tombé. Edouard reconnoissoit pour bon & valide, l'Acte qui avoit déclaré Marie & Elisabeth illégitimes. Mais dans le même tems, il annulloit de sa seule autorité, celui qui avoit accordé au Roi son Perc le pouvoir de régler sa Succession. D'un autre côté, il suivoit le Testament du Roi son Pere, en donnant la préférence aux Enfants de la Sœur cadette, mais en même tems, il annulloit ce Testament, en excluant Marie & Elisabeth.

Tom. VI.

K

Cette

MARIE. Cette courte déduction peut faire aisément comprendre, quelles sources de divisions & de Guerres intestines, Henri VIII. & son Successeur avoient ouvertes. Par tous les Actes dont je viens de parler, quatre Princesses, savoir Marie, Elisabeth, la Reine d'Ecosse, & Jeanne Gray, pouvoient prétendre à la Couronne après la mort d'Edouard; & chacune pouvoit trouver dans ces Actes mêmes, des raisons pour combattre les droits de ses adversaires.

Examen des droits de Marie;

Maria se fondeoit sur le Testament du Roi son Pere. Mais elle tiroit une raison qu'elle croyoit bien plus forte, quoiqu'elle n'osât pas bien la faire valoir ouvertement, du Droit naturel, & du défaut d'autorité de ceux qui avoient cassé le Mariage de sa Mere. D'un autre côté, on pouvoit lui opposer, qu'ayant été déclarée Bâtarde par un Acte de Parlement, cet Acte n'avoit jamais été révoqué, & qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi de mettre des Bâtards sur le Trône, à l'exclusion des Enfants légitimes: Que d'ailleurs, il étoit connu de tout le Royaume, que le Parlement n'étoit rien moins que libre, lorsqu'il l'avoit mise dans le rang de la Succession après Edouard; & qu'en tout cas, cet Acte auroit dû être précédé d'une revocation expresse de celui qui l'avoit déclarée incapable de succéder.

d'Elisabeth;

On pouvoit alleguer la même chose contre Elisabeth. Mais elle pouvoit répondre, que le Divorce de sa Mere n'avoit été fondé que sur une Clause qui avoit été ensuite déclarée insuffisante, & que par l'Acte de l'année 1540., elle étoit rétablie dans ses droits. Que par conséquent, c'étoit à elle que la Couronne étoit dévolue, si Marie sa Sœur étoit incapable de succéder.

de Marie Reine d'Ecosse;

La Reine d'Ecosse pouvoit faire valoir l'illégitimation de Marie & d'Elisabeth, & soutenir que c'étoit à elle à monter sur le Trône d'Angleterre, comme petite-Fille de la Sœur aînée de Henri VIII. Quant à ce que quelques-uns lui objectoient, qu'elle étoit née hors du pays, c'étoit une chicane mal fondée, puisque les Princes du Sang d'Angleterre ne sont jamais censés étrangers, quoique nez hors du Royaume.

de Jeanne Gray.

Jeanne Gray avoit pour elle l'Acte de transport qu'Edouard avoit fait en sa faveur, approuvé de tous les Membres du Conseil, & des Juges du Royaume. Mais il faut avouer, que c'étoit un droit bien mal fondé. Il est certain qu'en cela, le Roi, le Conseil, & les Juges, avoient entrepris une chose qui excédoit les bornes de leur pouvoir. D'ailleurs, tout le monde savoit que le Duc de Northumberland tenoit le Conseil dans la servitude, & il auroit été facile de prouver que les Juges avoient été forcés à dresser & à signer l'Acte.

Maria & Jeanne de meurent seules en concurrence.

Si cette affaire avoit dû être décidée par les Loix, & par des Juges impartiaux, on y auroit sans doute trouvé beaucoup de difficulté. D'un autre côté, si chacune des quatre Princesses qui pouvoient prétendre à la Couronne, avoit voulu soutenir son droit, & que chaque

ne

ne eût eu des forces suffisantes pour appuyer ses prétentions, à quelles calamitez le Royaume n'auroit-il pas été expoé ? Mais l'affaire prit un autre tour, parce qu'Elisabeth & la Reine d'Ecosse ne firent aucune démarche pour tâcher d'occuper le Trône. Ainsi, Marie & Jeanne demeurèrent les deux seules Concurrentes. C'est ce qui fut très avantageux à Marie, parce que par là, son droit ne fut plus mis en balance qu'avec celui de Jeanne, qui étoit le plus foible de tous. Il est indubitable, que c'est ce qui a porté tous les Historiens à se déclarer pour le droit de Marie, parce qu'ils ne l'ont comparé qu'à celui de la Concurrente. Mais si Elisabeth & la Reine d'Ecosse avoient eu chacune une bonne Armée pour soutenir leurs droits, peut-être auroit-on fait plus de difficulté de donner tout l'avantage à Marie. Après avoir vu les fondemens de cette querelle, il faut voir présentement quelle en fut la déçision.

Le Duc de Northumberland prit un soin extrême de cacher la mort d'Edouard, parce qu'il attendoit que Marie vint se jeter entre ses mains. Il faut avouer que ce Ministre, tout habile qu'il étoit, fit une faute bien grossiere, en négligeant de s'assurer de Marie & d'Elisabeth, immédiatement apres qu'Edouard eut signé l'Acte de transport en faveur de Jeanne Gray. Il l'auroit pu aisément, pendant la vie du Roi. Mais, au-lieu de prendre promptement une précaution si nécessaire, il attendit qu'elles vinssent d'elles-mêmes se jeter dans le piège qu'il leur avoit rendu, en leur faisant ordonner de venir assister le Roi leur Frere dans sa maladie. Marie avoit pourtant donné dans ce piège. Elle n'étoit plus qu'à une demie journée de Londres, lorsqu'elle fut avertie, de la part du Comte d'Arundel, de la mort du Roi, de l'Acte de transport, & du dessein qu'on avoit sur sa personne. Cette nouvelle l'ayant obligée à prendre d'autres mesures, elle rebroussa chemin sur le champ, & se rendit au Château de *Keningshall*, dans la Province de Norfolk. Ce fut de là qu'elle écrivit au Conseil (1) une Lettre, qui marquoit assez qu'elle étoit instruite de ce qu'on avoit voulu lui cacher. Elle disoit aux Conseillers, qu'elle étoit dans la dernière surprise de n'avoir pas été informée de la mort du Roi son Frere, arrivée depuis trois jours, puisqu'ils ne pouvoient pas ignorer le droit légitime qu'elle avoit à la Couronne. Que leur négligence à cet égard, lui faisoit comprendre qu'ils avoient formé quelque mauvais dessein contre elle : mais qu'elle étoit disposée à prendre tout en bonne part, & à pardonner à ceux qui auroient recours à sa bonté. Que cependant, elle leur ordonnoit de la faire proclamer Reine. Apres avoir écrit cette Lettre, elle partit de *Keningshall*, pour se rendre au Château de *Flamlingham* dans la Province de Suffolk. Deux raisons l'obligerent à choisir cette retraite. La première, que le Duc de Northumberland étoit extrêmement haï dans

MARIE.
1553.

Faute du
Duc de Northumberland.

Marie se retire dans la Province de Norfolk.
Elle écrit au Conseil.

Elle va dans la Province de Suffolk.

(1) Le 9. de Juillet.

MARIE. dans ces quartiers-là, depuis les exécutions qu'il y avoit fait faire, après avoir dissipé les Rebelles qui s'étoient mis sous la conduite de *Ket*. La seconde, que le Château de Flamingham étant proche de la Mer, elle pourroit se sauver en Flandre avec plus de facilité, si le mauvais succès de ses affaires l'y obligeoit. Dès qu'elle fut arrivée en ce lieu, elle y prit le Titre de Reine, & après s'être fait proclamer à Norwich, elle écrivit une Lettre circulaire à toute la Noblesse du Royaume, pour la requérir de venir lui aider à soutenir ses droits. Voyons présentement ce qui se passoit à Londres.

Elle prend
le titre de
Reine, &
appelle la
Noblesse à
son secours.

Le Duc de
Northumber-
land est
maître du
Conseil.

Il a été déjà remarqué dans le Regne précédent, que le Duc de Northumberland s'étoit rendu maître du Conseil, de telle manière qu'il n'y avoit pas un des Membres qui osât s'opposer à sa volonté. Il sembloit que la mort d'Edouard auroit dû les délivrer de la servitude. Mais comme, vraisemblablement, le Duc devoit avoir plus d'autorité sous le Regne de Jeanne sa Belle-Fille, que sous celui d'Edouard, chacun craignoit de s'en faire un ennemi. C'est donc moins au Conseil qu'il faut attribuer tout ce qui se fit en faveur de Jeanne, depuis la mort d'Edouard, qu'au Duc de Northumberland qui en dirigeoit les résolutions. Ce Ministre s'aperçut bien-tôt qu'il n'étoit pas possible de cacher longtems la mort du Roi. Deux jours après, la nouvelle en étoit déjà publique dans Londres. D'ailleurs, la retraite de Marie faisoit assez voir l'inutilité des soins qu'on s'étoit donnez à cet égard.

Il annonce
à Jeanne
qu'elle est
Reine.
Eloge de
Jeanne.

Ainsi le Duc, jugeant qu'il n'étoit plus tems de tenir ses desseins secrets, se fit député avec le Duc de Suffolk, pour aller annoncer à Jeanne, qu'elle devoit monter sur le Trône, en vertu de l'Acte d'Edouard qui lui transportoit la Couronne. Jeanne n'étoit alors que dans sa seizième année. Mais dans cet âge, où le jugement commence à peine à se former, le sien avoit acquis un degré de perfection, qui ne se trouve que bien rarement dans une si grande jeunesse. Tous les Historiens conviennent que la solidité de son esprit, à quoi elle joignoit une étude continuelle, la rendoit une des merveilles de son siècle. Elle entendoit parfaitement le François, le Latin, & le Grec, & se servoit de ces Langues pour s'instruire de ce qu'il y avoit de plus relevé dans les Sciences. En cela, elle ressembloit beaucoup au Roi Edouard son Cousin, qui avoit une tendre amitié pour elle, comme de son côté, elle avoit beaucoup d'estime pour lui. Elle parut fort touchée de sa mort, à laquelle pourtant elle devoit s'être attendue, puisque déjà depuis quelque tems on avoit désespéré de sa guérison. Mais comme elle ne savoit pas que cette mort dût lui procurer la Couronne, elle fut très surprise de la nouvelle que le Duc son Père & le Duc de Northumberland lui annonçoient. Bien loin de la recevoir avec avidité, comme ils l'avoient sans doute espéré, elle leur répondit, qu'elle ne prétendoit pas s'élever aux dépens d'autrui. Que la Couronne appartenoit à la Princesse Marie, & après elle, à la Princesse Elisabeth, & qu'étant instruite comme elle l'étoit du Testament du

Elle n'ac-
cepte la Cou-
ronne qu'a-
vec peine.

du Roi Henri, elle n'avoit garde d'aspirer au Trône avant son rang. Ces raisons furent combattues par l'autorité du Roi Edouard, par celle du Conseil, & par l'approbation des Juges; & on s'efforça de lui faire comprendre, que cette unanimité prouvoit manifestement, qu'en cela, il n'y avoit rien de contraire aux Loix du Royaume. Elle se sentit ébranlée par ces raisons, & les importunités de Guilford Dudley son Epoux, acheverent de la déterminer à recevoir la Couronne qu'on lui offroit. Ce fut pourtant d'une manière qui fit juger aux deux Députés du Conseil, que c'étoit moins par la persuasion de la justice de son droit, que par complaisance, & pour n'avoir pas assez de fermeté. Aussi, le Duc de Northumberland déclara en faisant son rapport au Conseil, que bien loin que Jeanne eût aspiré à la Couronne, il avoit fallu lui faire une espèce de violence pour lui persuader de l'accepter.

Dès que le Duc de Northumberland eut obtenu le consentement de Jeanne, il fit résoudre que le Conseil se retireroit à la Tour avec elle, & qu'on la feroit proclamer. Cette résolution étant prise, on envoya chercher le Maire de Londres, & après l'avoir informé de la mort du Roi, & du transport en faveur de la Reine Jeanne, on fixa pour la cérémonie de la Proclamation, le lendemain qui étoit le 10. de Juillet, & le cinquième après la mort d'Edouard. Cependant, le Conseil fit réponse à la Lettre qu'il avoit reçue de Marie. Cette réponse, qui fut signée de 24. Conseillers, portoit en substance, que Marie ne pouvoit prétendre à la Couronne, puisqu'elle étoit née d'un Mariage illégitime, cassé par une Sentence juridique, confirmée plus d'une fois par le Parlement. Qu'elle devoit donc se désister de ses prétentions, & reconnoître pour sa Souveraine, la Reine Jeanne, qui étoit sur le Trône en vertu des Lettres Patentes du feu Roi. Qu'en se tenant dans le devoir d'une Sujette, elle trouveroit les Conseillers disposés à lui rendre service, autant que leur attachement à la Reine Jeanne le pourroit permettre.

La Proclamation de Jeanne se fit dans Londres avec les formalitez ordinaires. Mais on n'y entendit point les cris de joye qu'on a coutume de faire en ces occasions, tant le Peuple étoit étourdi de voir proclamer une Reine à laquelle il n'avoit point pensé. D'ailleurs, comme le Duc de Northumberland étoit fort haï, & que Jeanne étoit sa Belle-Fille, en entendant proclamer celle-ci Reine, on s'imaginait entendre proclamer le Duc pour principal Gouverneur, ce qui ne plaïsoit nullement au Peuple. Il arriva même, en cette occasion, un accident qui fut de mauvais augure, & qui confirma le Peuple de Londres dans la prévention où il étoit contre le Duc de Northumberland. Un Garçon de cabaret ayant fait quelques railleries sur cette Proclamation, fut arrêté sur le champ, condamné à être mis au Pilori, & à y avoir les oreilles coupées; & la Sentence fut exécutée sans remission. Cette exécution, dont on rejetta la haine sur le Duc, fit ju-

MARIE.
1553.

Elle se retire
à la Tour,
avec le Con-
seil.
Elle est pro-
clamée à
Londres.

Réponse du
Conseil à
Marie.

Le Peuple
ne témoigne
aucune joye
de la Procla-
mation de
Jeanne.

Un homme
est puni pour
s'en être mo-
qué.

MARIE. ger ce qu'on devoit attendre de son Gouvernement, puisque ce nouveau Regne commençoit par un Acte de sévérité.

1553.
Raisons du
Duc de
Northum-
berland pour
tenir le Con-
seil enfermé
dans la Tour.

Disposition
des divers
Membres de
l'Etat.

Du Conseil.

Le Duc de Northumberland n'avoit eu garde de négliger la coutume introduite depuis longtems, que les nouveaux Souverains se retiroient à la Tour avec le Conseil, au commencement de leur Regne. Il ne pouvoit pas douter que Marie ne prétendit à la Couronne, & qu'elle ne fit tous les efforts possibles pour s'en mettre en possession, & il n'ignoroit pas quelle étoit la disposition des Grands & du Peuple, par rapport à la situation où l'Etat se trouvoit alors. C'étoit par cette raison, qu'il étoit bien aise d'avoir les Conseillers dans la Tour, afin d'en être le maître, & de leur faire prendre des résolutions conformes à ses intérêts. Comme c'est de la disposition des divers Membres de l'Etat que dépendoit le changement qui arriva peu de tems après, il est absolument nécessaire d'en avoir une idée distincte, afin de pouvoir bien comprendre les causes de cette Revolution.

Le Conseil étoit composé de vingt & un Conseillers, parmi lesquels, il y en avoit peu qui fussent véritablement amis du Duc de Northumberland : mais il n'y en avoit pas un qui ne le craignît. Quelques-uns, comme le Comte d'Arundel, étoient toujours attachés à la Religion Romaine, quoiqu'extérieurement ils se fussent conformez aux nouvelles Loix. D'autres, comme l'Archevêque de Cantorberi, étoient véritablement Reformez. Mais le plus grand nombre étoit de ceux qui, sans avoir aucun attachement réel pour la Religion, suivoient aveuglément celle qui se trouvoit dominante. Comme ils avoient sans peine embrassé celle de Henri VIII, ils avoient avec la même facilité suivi celle qu'Edouard avoit établie, étant prêts à reprendre la Religion Romaine si elle s'accommodoit mieux avec leurs intérêts temporels. C'étoit en particulier le caractère du Duc de Northumberland. Ainsi, quoiqu'il fit profession de la Religion Reformée, les Protestans même en avoient très mauvaise opinion. Ils étoient persuadés, que son zèle prétendu pour l'avancement de la Religion n'étoit que pure grimace, & que la Politique en étoit le seul fondement. Cette disposition de ceux qui composoient le Conseil, fait voir manifestement que le seul zèle de Religion n'étoit pas capable de les maintenir dans les intérêts de Jeanne. Il auroit fallu qu'une raison plus puissante les eût arrêtez dans son parti. Mais au-lieu de cela, il y en avoit une qui les en détachoit entièrement. C'étoit la servitude où le Duc de Northumberland les tenoit. Ce Seigneur, qui étoit d'un orgueil insupportable, ne pouvoit souffrir la contradiction. Il sembloit que le Conseil n'eût autre chose à faire, qu'à suivre ses directions sans examen. Au reste, c'étoit un de ces esprits difficiles, avec qui on perd tout le fruit des services passés, quand on vient à manquer en une seule occasion. Le Comte d'Arundel, en particulier, en avoit fait une fâcheuse expérience. Quoique le Duc se fût utilement servi de lui pour ruiner le Duc de Som-

merfet, parce que dans la fuite, il ne le trouva pas assez souple à ses volontez, il trouva le moyen de l'en punir, en le faisant condamner à une grosse amende, sous prétexte qu'il avoit dissipé les deniers du Roi. Cet outrage demouroit enore imprimé dans le cœur du Comte, qui ne cherchoit que l'occasion de s'en venger. Les autres Conseillers ne souhairoient pas avec moins d'ardeur, de se délivrer du joug que le Due leur avoit imposé. Mais ils étoient comme prisonniers à la Tour, où ils craignoient que la moindre fausse démarche ne leur coûtât la vie, avant que la querelle entre Jeanne & Marie fût décidée. C'étoit pour cela qu'ils approuvoient tout ce qu'il plaïtoit au Due d'ordonner, & que les résolutions qui tendoient à l'affermissement de Jeanne sur le Trône, étoient prises au nom du Conseil, quoique le Due seul en fût l'auteur.

Les autres Grands qui n'avoient point de part au Gouvernement, étoient à peu près dans les mêmes sentimens que les Conseillers. Pendant que le Due de Sommerfet étoit Protecteur, il étoit haï de la Noblesse, ainsi qu'on l'a vu dans le Regne précédent. Ce fut pour cela qu'elle aida de tout son pouvoir au Comte de Warwick à le ruiner. Mais quand cela fut fait, elle s'aperçut bien-tôt que ce changement ne lui étoit pas avantageux, & qu'elle s'étoit donné un maître bien plus orgueilleux & plus redoutable, que celui dont elle s'étoit délivrée. Ce nouveau Ministre la traita dans la suite avec tant de hauteur, qu'elle eut sujet de regretter le Due de Sommerfet. Par conséquent, elle desiroit avec ardeur de le voir ruiné, ce qu'elle ne pouvoit attendre pendant que sa Belle-Fille seroit sur le Trône. C'est ce qui la faisoit pancher du côté de Marie, quoiqu'au fond cette Princesse fût peu aimée dans le Royaume.

Le Duc de Northumberland avoit été le principal auteur de la ruïne du Due de Sommerfet, qui étoit l'idole du Peuple. C'en étoit assez pour le rendre odieux. D'ailleurs, on le regardoit comme un homme dur & cruel, dont les conseils alloient toujours à la rigueur. Après qu'il eut dissipé les Rebells de Norfolk sous le dernier Regne, il fit faire des exécutions qui lui attirèrent la haine de cette Province & de celle de Suffolk. Cette haine s'étoit ensuite répandue dans tout le reste du Royaume, depuis que ce Seigneur s'étoit mis à la tête des affaires. Ainsi, tout le Peuple en général souhairoit de se voir délivré de ce Ministre odieux, & cela ne pouvoit arriver que par la ruïne du parti de Jeanne. Les habitans de Londres en particulier, le haïssoient mortellement, parce qu'ils le croyoient coupable de la mort d'Edouard.

Considérons présentement le Peuple Anglois par rapport aux deux Religions. Jeanne faisoit profession ouverte de la Religion Protestante, & témoignoit être entièrement convaincue de la vérité de ses Dogmes. Marie au contraire, étoit extrêmement attachée à l'Eglise Romaine, & quoique, pendant le Regne d'Edouard, elle eût tous

MARIE.
1553.

De la Noblesse.

Du Peuple.

Des Catholiques Romains.

MARIE. 1553. jours prétendu s'en tenir à la Religion établie sous Henri VIII., on n'avoit bien, que ce n'étoit qu'en vue de fermer la bouche à ceux qui gouvernoient pendant la Minorité du Roi son Frere. Non seulement, on la croyoit dévouée au Pape, mais on étoit encore persuadé qu'elle donnoit dans les excès les plus outrés de la Religion Romaine. On peut aisément comprendre, que tous ceux qui retenoient encore cette Religion dans le cœur, souhaitoient passionnément que cette Princesse montât sur le Trône. Ce n'étoit que par cet endroit qu'ils pouvoient espérer de voir rétablir leur Religion; au-lieu que si Jeanne regnoit, ils ne pouvoient attendre que la continuation des mesures qu'on avoit prises pour l'abolir. Le Duc de Northumberland, qui vrai-semblablement devoit être le Premier Ministre de Jeanne, avoit même paru zélé pour la Reformation. Ainsi, à en juger par sa conduite passée, les partisans de la vieille Religion ne pouvoient rien attendre de bon de sa part. Quelques-uns d'entre eux, qui le connoissoient mieux que les autres, n'avoient pourtant bien, qu'il n'étoit rien moins que bon Reformé. Mais ils avoient aussi, que quand même il auroit eu de bons sentimens pour leur Religion, ils ne pouvoient rien espérer de lui que ce qui seroit convenable à ses intérêts temporels, & que ces intérêts devoient naturellement le tenir attaché au parti des Protestans. Ainsi, sans aucune exception, les Catholiques Romains étoient du parti de Marie, & se trouvoient disposés à lui prêter leur secours pour la faire monter sur le Trône.

Des Reformez.

Pour bien comprendre la disposition où les Reformez se trouvoient dans ce même tems, il faut considérer, qu'à regarder l'Angleterre en général, on peut dire qu'elle étoit toute Protestante. A peine se trouvoit-il quelqu'un qui ne se fût soumis, du moins extérieurement, aux Loix qui avoient été faites sur ce sujet sous le Règne d'Edouard. Mais parmi ce grand nombre de gens qu'on regardoit comme Protestans, il y en avoit beaucoup qui ne l'étoient que de nom. Quelques-uns flottoient encore entre les deux Religions; d'autres étoient Papistes dans l'ame; & il y en avoit un grand nombre qui ne regardant qu'à des avantages temporels, n'avoient embrassé la Reformation que pour avancer leur fortune. Le plus petit nombre étoit de ceux qui, sincèrement convaincus des Dogmes de la nouvelle Religion, étoient disposés à lui sacrifier toutes choses. Il n'y avoit donc que ceux-ci qui fussent véritablement du parti de Jeanne. Quant aux autres, il y en avoit plusieurs qui souhaitoient à la vérité que la Reformation prévalût, & qui regardoient comme un malheur que Marie montât sur le Trône, mais qui n'étoient pas d'humeur à risquer leurs biens & leurs vies pour l'en empêcher. Mais il y avoit une chose dans laquelle tous les Reformez, tant les zélés, que les tièdes & les timides, se réunissoient. C'étoit la haine qu'ils avoient pour le Duc de Northumberland, & la crainte où ils étoient de retomber sous son Gouvernement tyrannique. Ces deux passions leur faisoient regarder le

le

le Regne de Jeanne, comme un malheur pour eux & pour le Royaume. Ils s'affermissoient d'autant plus dans ce sentiment, que, ne prévoyant pas ce qui devoit arriver sous le Regne de Marie, ils se flatoient que cette Princesse, contente d'exercer sa Religion, laisseroit la Protestante sur le pied où elle se trouvoit, ou que tout au plus elle se contenteroit d'accorder à ceux de son Parti la liberté de conscience. C'étoit aussi ce que ses partisans prenoient grand soin d'insinuer en tous lieux, & en toutes occasions. Ainsi, la Cause de Jeanne devoit naturellement être mal soutenue, d'autant plus que comme Marie n'avoit pas d'autre concurrente, les Anglois ne croyoient pas que, par un principe de Religion, ils dussent s'éloigner des maximes de la Justice & de l'Équité, en privant de la Couronne, celle qui y avoit le plus de droit. Si leurs descendans n'ont pas persisté dans la même opinion, on ne doit l'attribuer qu'aux violences qui s'exercent contre les Protestans, dans les lieux où la Religion Romaine domine.

Il est certain, qu'encore que Marie eût pour elle tous ceux qui avoient de bons sentimens pour la vieille Religion, ce Parti-là n'auroit pas été capable de la placer sur le Trône, si la haine du Peuple pour le Duc de Northumberland n'eût pas déterminé les Protestans mêmes à se déclarer pour elle. La plupart des Historiens Anglois se donnent beaucoup de peine pour prouver la justice du droit de Marie, afin d'inferer de là, que les Protestans préférèrent la justice à leurs propres intérêts. Je ne veux pas nier que plusieurs n'agissent par ce principe. Mais il est très vrai-semblable que la crainte qu'on eut de retomber sous la domination du Duc de Northumberland, donna plus de partisans à Marie, que la justice de son droit; d'autant plus que ce droit même n'étoit pas si clair, qu'il ne fût sujet à beaucoup de difficultés. Quoi qu'il en soit, Marie ayant été proclamée Reine à Norwich, les Provinces de Norfolk & de Suffolck se déclarèrent pour elle, & lui fournirent des Troupes. Celle de Suffolck se distinguait particulièrement en cette occasion, quoique les habitans fussent attachés fortement à la Religion Protestante. Il est vrai, qu'ils lui demandèrent si elle vouloit bien leur promettre de laisser la Religion dans l'état où elle se trouvoit; à quoi elle s'engagea positivement, se réservant pourtant la liberté pour sa propre personne, de professer sa Religion. Ce fut sur cette promesse, qu'ils résolurent de hazarder leurs biens & leurs vies pour soutenir sa querelle. D'un autre côté, beaucoup de Seigneurs & de Gentilshommes accoururent à Flamingham pour lui offrir leurs services, & les Comtes de Bath & de Suffex, le Lord Mordant, le Fils du Comte de Warton, & quelques autres, leverent des Troupes pour elle.

Pendant ce tems-là, le Conseil étoit occupé à dresser des Instructions pour *Shelley*, qui devoit aller informer l'Empereur de ce qui se passoit en Angleterre. C'étoit de ce côté-là qu'on croyoit qu'il y avoit le plus à craindre. *Shelley* partit effectivement; mais l'Empereur

MARIE.

1553.

La haine publique contre le Duc de Northumberland est favorable à Marie.

Les Provinces de Norfolk & de Suffolck se déclarèrent pour elle.

Elle s'engage à laisser la Religion sur le pied où elle se trouve.

Jeanne envoie à l'Empereur un Ambassadeur;

refusa

Tom. VI.

L

MARIE. refusa de lui donner audience, & de recevoir la Lettre que Jeanne lui écrivoit pour lui notifier son avenement à la Couronne, & pour lui demander son amitié.

1553.
qui ne peut
obtenir au-
dience.

Le Conseil
leve une Ar-
mée dont le
commande-
ment est des-
tiné au Duc
de Suffolck.

Cependant, le Conseil recevoit des avis de tous côtez, que le Parti de Marie se fortifioit, qu'elle avoit été proclamée en divers lieux, & qu'elle avoit déjà une Armée qui se renfermoit tous les jours. Ces mauvaises nouvelles, qui arrivoient coup sur coup, obligèrent les Ministres à lever des Troupes, pour les opposer à celles que Marie préparoit. Incontinent, ils donnerent ordre à celles qui étoient déjà sur pied, de s'assembler à Newmarket, & ils y joignirent quelques Régimens levez à la hâte dans Londres. En même tems, ils envoyèrent le Chevalier Hastings Frere du Comte de Huntington, dans la Province de Buckingham, pour y faire des levées; & le Comte de Northampton se chargea aussi d'en faire dans la Province de Hereford. Le Duc de Suffolck fut nommé pour aller commander l'Armée, parce que le Duc de Northumberland ne vouloit pas s'éloigner, de peur que son absence ne produisit de mauvais effets. Mais le Comte d'Arundel, qui souhaitoit de trouver l'occasion d'agir pour Marie, voyant que la présence du Duc de Northumberland étoit un obstacle invincible à l'exécution de ses desseins, trouva le moyen de rompre ses mesures. Il fit entendre à Jeanne, que le Duc son Pere seroit beaucoup exposé; qu'il étoit plus à propos que le Duc de Northumberland allât se mettre à la tête de l'Armée, & que le Duc de Suffolck demeurât auprès d'elle. D'un autre côté, il insinuoit, ou faisoit insinuer au Duc de Northumberland, que c'étoit beaucoup hazarder que de mettre l'Armée sous la conduite du Duc de Suffolck, qui n'avoit jamais été fort heureux dans ses Expéditions: Qu'en une occasion si importante, il ne devoit pas balancer à s'aller mettre lui-même à la tête des Troupes; & que sa seule reputation étoit capable d'inspirer de la terreur, à celles que Marie avoit assemblées dans une Province où il avoit déjà donné des preuves singulieres de sa conduite & de sa valeur. La tendresse que Jeanne avoit pour le Duc son Pere, lui fit embrasser avec tant d'ardeur le conseil qu'on lui donnoit, que tous les efforts du Duc de Northumberland furent inutiles pour lui faire changer de résolution.

Il fait en
forte que le
Duc de North-
umberland
va se mettre
à la tête de
l'Armée.

Dans une occasion si délicate, le Duc de Northumberland ne se trouva pas peu embarrassé. Véritablement, il se sentoient bien plus propre que le Duc de Suffolck à commander l'Armée qui devoit marcher contre Marie, & il savoit bien que tout dépendoit de là. Mais d'un autre côté, il craignoit de laisser la jeune Reine entre les mains du Conseil, auquel il ne se fioit pas beaucoup, & que la seule crainte tenoit attaché à ses intérêts: d'autant plus que le Duc de Suffolck, Pere de la Reine, ne passoit pas pour un grand génie. Cependant, comme il n'avoit pas tout-à-fait le choix d'accepter ou de refuser, & que d'ailleurs, tout dépendoit du succès qu'on auroit contre l'Armée de Marie

Marie

Marie, il se résolut à marcher. Ce fut le 14. de Juillet qu'il partit de Londres, sans que le Peuple, qui s'y étoit assemblé pour le voir passer, fit des vœux en sa faveur, comme c'est la coutume en semblables occasions; & il alla se mettre à la tête de six-mille hommes qui s'étoient assemblez à Newmarket.

MARIE.
1553.
Le Duc part de Londres.

Quoique la plupart des Membres du Conseil n'eussent pas beaucoup de panchant à favoriser les desseins du Duc de Northumberland, ils avoient pourtant beaucoup de ménagemens à garder. Ils se trouvoient comme prisonniers à la Tour, sous la direction du Duc de Suffolck, intéressé à prévenir toutes les démarches qui pourroient se faire contre sa Fille. Il falloit donc qu'ils feignissent d'être zélés pour les intérêts de Jeanne, jusqu'à ce qu'une occasion favorable se présentât de se déclarer pour Marie. Pour cet effet, ils ordonnèrent à Ridley Evêque de Londres, de prêcher à St. Paul, & d'instruire le Peuple des droits de Jeanne, & des dangers où il seroit exposé si Marie montoit sur le Trône. Ridley s'acquitta de sa Commission en homme qui étoit persuadé, que la Reformation souffriroit beaucoup sous le Gouvernement de Marie. Par cette raison, il insista beaucoup sur l'attachement que Marie avoit pour la Religion Romaine, & informa ses Auditeurs de certaines choses qui s'étoient passées entre elle & lui, & qui marquoient manifestement la haine qu'elle avoit conçue contre la Reformation & contre les Reformez. Marie ne lui pardonna pas ce Sermon, qui dans cette conjoncture étoit capable de lui faire beaucoup de tort. En effet, c'étoit dans un tems où ses partisans faisoient tous leurs efforts pour persuader au Peuple, qu'elle n'étoit pas si zélée pour la Religion Romaine qu'on la représentait, & qu'elle ne changeroit rien dans celle qui étoit établie par les Loix. Sands, Sous-Chancelier de Cambridge, & qui fut ensuite Archevêque de Cantorberi sous le Règne d'Elisabeth, ayant reçu le même ordre du Duc de Northumberland, l'exécuta plus adroitement. Il choisit si bien ses termes & ses expressions, qu'aucun des deux Partis n'en fut mécontent.

Disposition des Membres du Conseil.

Sermon de Ridley à Londres, en faveur de Jeanne.

Autre de Sands à Cambridge.

Pendant ce tems-là, le Duc de Northumberland se trouvoit dans un terrible embarras. Il avoit marché à Cambridge avec six-mille hommes, & de là, il s'étoit avancé vers St. Edmond-buri. Mais, au lieu de voir renforcer son Armée sur sa route, comme il l'avoit espéré, il la voyoit diminuer tous les jours par des désertions. D'un autre côté, il apprenoit les progrès que Marie faisoit dans les deux Provinces de Suffolck & de Norfolk. Pour comble de malheur, on lui porta la nouvelle que le Chevalier Hastings, qui devoit le venir joindre avec quatre-mille hommes qu'il avoit assemblez, s'étoit déclaré pour Marie, & l'avoit fait proclamer à Buckingham. Enfin, il apprit encore, que six Vaisseaux de Guerre qu'il avoit envoyez croiser sur les côtes de Suffolck, pour empêcher l'évasion de Marie, avoient

Désertion dans l'Armée du Duc de Northumberland.

Hastings se déclare pour Marie avec 4000. hommes.

Six Vaisseaux de Guerre prennent aussi son parti.

MARIE.

1553.
Le Duc de-
mande du se-
cour.

Quelques-
uns des Con-
seillers se dé-
terminent à
agir pour
Marie.

Ils trouvent
le moyen de
sortir de la
Tour.

Ils se décla-
rent pour
Marie.

suivi l'exemple de Hastings. Tout cela lui fit prendre la résolution de retourner à Cambridge, d'où il écrivit au Conseil pour lui demander un prompt renfort. Mais les Conseillers étoient alors occupés à tout autre chose.

Les nouvelles qui leur venoient de tous côtés du bon état où les affaires de Marie se trouvoient, avoient déjà déterminé quelques-uns d'entre eux à pourvoir à leur sûreté, en changeant de Parti, pendant qu'ils pouvoient encore se faire un mérite de leur changement. Selon les apparences, le Comte d'Arundel avoit déjà travaillé à détacher quelques-uns de ses Collègues, du Parti de Jeanne. Le Marquis de Winchester, à qui le changement n'avoit jamais beaucoup coûté, se laissa aisément persuader. Le Comte de Pembroke avoit été un des plus ardens pour Jeanne, parce que son Fils avoit épousé la Sœur cadette de cette nouvelle Reine. Mais voyant que ses affaires prenoient un mauvais train, il résolut, ou de lui-même, ou par les sollicitations du Comte d'Arundel, de se mettre à couvert de l'orage qui le menaçoit, en rendant à Marie quelque service signalé. Ces trois Seigneurs mirent encore quelques autres Conseillers dans leur parti; & ils résolurent tous ensemble de se déclarer pour Marie, aussi-tôt qu'il leur seroit possible. Toute la difficulté consistoit à sortir de la Tour, sans causer aucun soupçon au Duc de Suffolck. Si le Duc de Northumberland eût été présent, ils auroient eu de la peine à y réussir: mais il s'en falloit bien que le Duc de Suffolck eût autant de pénétration que lui. La Lettre qu'ils venoient de recevoir du Duc de Northumberland, leur fournit le prétexte qu'ils cherchoient. Ils représentèrent au Duc de Suffolck, que le plus court moyen pour trouver le renfort qu'on leur demandoit, étoit de s'adresser au Maire de Londres; & que, pour cet effet, il étoit à propos que le Conseil s'assemblât quelque part dans la Ville, afin de conférer plus aisément avec le Maire sur les moyens d'assembler promptement un Corps de Troupes: Que la Maison du Comte de Pembroke étoit propre pour ce dessein, & que là, on avanceroit plus l'affaire en deux heures, qu'on ne seroit en deux jours à la Tour. Mais comme on pouvoit leur opposer, qu'il n'étoit pas difficile de faire venir le Maire & les Aldermans à la Tour, ils ajoutèrent, qu'on pourroit en même tems donner audience aux Ambassadeurs de l'Empereur & du Roi de France, qui faisoient difficulté de la recevoir dans la Tour. Soit que le Duc de Suffolck ne les soupçonnât d'aucun mauvais dessein, ou qu'en une semblable conjoncture, il n'osât leur faire connoître ses soupçons, il permit que le Conseil s'assemblât chez le Comte de Pembroke qui ne lui étoit pas suspect (1).

Dès qu'ils furent assembles, le Comte d'Arundel leur fit un discours où il leur représenta, qu'il étoit tems, ou jamais, de se délivrer de la tyrannie

(1) Le 19. de Juillet.

tyrannie du Duc de Northumberland : Qu'ils avoient assez éprouvé combien il étoit arrogant, injuste, cruel, infidèle à ses amis, & que s'ils étoient assez imprudens pour maintenir Jeanne sur le Trône, ils ne seroient pas là, qu'appesantir le joug que ce Duc avoit déjà mis sur leurs têtes : Qu'il n'y avoit point d'autre moyen que de se déclarer pour Marie, & que quand le Peuple verroit le Conseil prendre ce parti, il ne se trouveroit plus personne qui voulût suivre la fortune du Duc de Northumberland. La prompte résolution qui fut prise dans le Conseil, de suivre les avis du Comte qui venoit de parler, fait voir que cette affaire avoit été déjà résolue entre les principaux Membres. Après une courte délibération, ils envoyèrent querir le Maire & les Aldermans de Londres, & leur ayant communiqué la résolution qu'ils venoient de prendre, ils partirent ensemble pour aller proclamer Marie dans les principaux endroits de la Ville. Ensuite, ils se rendirent à l'Eglise de St. Paul, où ils firent chanter le *Te-Deum*. On ne peut attribuer la prompte obéissance des Magistrats de Londres, qu'à leur haine contre le Duc de Northumberland. Qu'on dise tant qu'on voudra, que ces Magistrats soupiroient après le rétablissement de l'ancienne Religion, & que cela fut cause qu'ils embrassèrent avec joie l'occasion qui se présenta de mettre Marie sur le Trône, il n'y a aucune apparence que des gens placez dans leurs postes sous le Règne d'Édouard, eussent assez de panchant pour la vieille Religion, pour leur faire prendre une résolution si subite dans cette vue, s'ils n'en avoient pas eu quelque autre sujet. Quoi qu'il en soit, dès qu'on fut sorti de l'Eglise, le Conseil fit sommer le Duc de Suffolck de lui remettre la Tour, & fit dire à Jeanne qu'elle eût à quitter le Titre de Reine, & à se défaire de ses prétentions. Le Duc obéit sur le champ, ne voyant aucune apparence de pouvoir garder la Tour dans cette triste conjoncture. Quant à Jeanne, elle se vit dépouillée de sa Dignité, qu'elle n'avoit gardée que neuf jours, avec plus de joie qu'elle ne s'en étoit vu revêtir. Cela fait, le Conseil envoya ordre au Duc de Northumberland de licencier son Armée, & de se conduire en Sujet fidele de la Reine Marie. En même tems, le Comte d'Arundel & le Lord Paget partirent, pour aller informer Marie de ce qui venoit de se passer.

MARIE.
 1553.

Ils la font
 proclamer à
 Londres.

Le Duc de
 Suffolck leur
 remet la
 Tour.

Jeanne se
 démet de sa
 Dignité.

Le Conseil
 ordonne au
 Duc de Northumberland
 de licencier
 son Armée.
 Il cherche à
 se sauver.

Ces fâcheuses nouvelles arrivèrent au Duc de Northumberland, avant qu'il eut reçu l'ordre du Conseil de licencier ses Troupes, & comme il jugea bien qu'il ne lui seroit pas possible de les retenir sous son commandement, il prévint l'ordre, & obéit par avance. Sa première pensée fut de se sauver hors du Royaume. Mais on prétend qu'il en fut empêché par la Garde des Gentilshommes Pensionnaires, qui lui dirent nettement qu'ils avoient besoin de son témoignage pour justifier leur conduite. Depuis ce tems-là, il ne pensa plus qu'à gagner la faveur de Marie, en témoignant du zèle pour son service, comme s'il eût été possible de la tromper par quelques actes ex-

MARIE. rieurs. Pour cet effet, il se rendit dans la grande Place de Cambridge, où il la fit proclamer, jettant lui-même son bonnet en l'air, en signe de joye. Mais tout cela ne lui servit de rien. Dès le lendemain, le Comte d'Arundel l'arrêta par ordre de la Reine. On vit alors cet esprit superbe & hautain, s'abaisser autant qu'il s'étoit élevé pendant sa fortune. Il se jeta aux genoux du Comte d'Arundel, pour le prier de lui être favorable, & donna beaucoup d'autres marques de crainte, de bassesse, & de pusillanimité. C'est le caractère ordinaire des gens que la Fortune élève au-dessus de leur naissance & de leur mérite. Trois de ses Fils, savoir le Comte de Warwick qui étoit l'ainé, *Ambroise*, & *Henri*, le Chevalier *André Dudley* son Frere, *Jean* & *Henri Gats*, *Thomas Palmer* & le Docteur *Sands*, furent arrêtés avec lui, & conduits à la Tour de Londres (1). Ce fut en cette occasion, qu'une femme voyant passer le Duc de Northumberland qu'on menoit en prison, lui alla présenter un mouchoir teint du sang du Duc de Somerset, en lui reprochant que c'étoit lui qui l'avoit injustement fait répandre.

Tout le
Royaume se
déclare pour
Marie.

Dès que le Duc de Northumberland fut en prison, Marie ne trouva plus de résistance. Chacun de ceux qui avoient suivi le parti de Jeanne, tâcha d'expier sa faute par une prompte soumission, & en implorant la clémence de la nouvelle Reine. Elle reçut assez favorablement ceux qui allèrent lui rendre leurs devoirs, quoiqu'elle eût résolu de sacrifier à sa sûreté ou à sa vengeance, quelques-uns de ceux qu'elle regardoit comme ses principaux ennemis. De ce nombre étoient *Jeanne Gray*, le Duc de *Suffolk*, le Marquis de *Northampton*, *Ridley* Evêque de Londres, *Cbeck* qui avoit été Précepteur d'Édouard, *Robert Dudley* Fils du Duc de Northumberland, *Guilford Dudley* Mari de Jeanne, *Chomley*, & *Montaigne*, Juges. Tous ceux-ci furent envoyez ou retenus à la Tour, par un ordre exprès de la Reine. Muis trois jours après, elle fit mettre en liberté le Duc de *Suffolk*, l'ayant choisi pour donner une marque de sa clémence, parce qu'elle ne le crut pas capable de lui causer aucun embarras.

Elle fait grâ-
ce au Duc de
Suffolk.

Elle fait son
entrée à
Londres,
& met en li-
berté les pri-
sonniers de la
Tour.

Le 3. d'Avril, elle se rendit à Londres, étant accompagnée d'Elizabeth sa Sœur qui l'avoit jointe sur sa route avec un Corps de mille Chevaux, qu'elle avoit assemblez pour son service. En entrant dans la Tour, elle accorda la liberté au Duc de *Norfolk*, à *Gardiner*, à *Bonner*, à la Duchesse de *Somerset*, au Lord *Courtney* Fils aîné du Marquis d'Exceter, & peu de tems après, elle créa celui-ci Comte de *Devonshire*. C'est ainsi que, sans être obligée de faire tirer l'épée pour sa querelle, elle se vit dans une possession paisible de la Couronne, malgré les efforts qu'on avoit faits pour l'en priver. Elle fut redevable de cet heureux succès, à la haine que tout le monde avoit pour le Duc de Northumberland. On peut dire avec vérité, que comme sans ce

Sci-

(1) Le 15. de Juillet.

Seigneur, Jeanne Gray n'auroit jamais porté le Titre de Reine, elle l'auroit sans doute conservé sans lui. Au reste, il y a beaucoup d'apparence, que la principale chose que Marie se proposa en montant sur le Trône, fut de rétablir la Religion sur le même pied qu'elle étoit avant les changemens que les deux derniers Rois avoient fait, & peut-être, de se venger de ses ennemis. Du moins, on ne verra aucun autre projet dans le cours de son Règne.

Comme la nouvelle Reine n'avoit autre chose en tête que le rétablissement de sa Religion, un de ses premiers soins fut de consulter quelques-uns de ses Confidens sur la manière dont il falloit travailler à ce changement. Son penchant la portoit à ne garder point de mesures, & à faire promptement rentrer le Royaume dans l'unité de l'Eglise; c'est ainsi qu'elle s'exprimoit. Pour cet effet, elle avoit déjà résolu de faire venir le Cardinal Polus en qualité de Légat, afin de reconcilier l'Angleterre avec le Pape. Mais Gardiner, qui étoit regardé comme un homme d'une grande expérience, fut d'un autre avis.

Il savoit qu'il falloit détruire la Reformation de la même manière qu'elle s'étoit établie, c'est-à-dire par degrez, & que, pour cet effet, il suffisoit de remettre d'abord la Religion sur le pied qu'elle étoit à la mort de Henri VIII. Ce conseil étoit plus prudent, & en même tems plus convenable aux intérêts de celui qui le donnoit. Il savoit que la Reine avoit beaucoup d'estime & d'affection pour Polus, & il craignoit que ce Cardinal étant en Angleterre, ne lui enlevât la première place dans la faveur de la Reine, ou même qu'il ne le ruinât auprès d'elle, parce qu'il n'étoit pas de ses amis. Cependant, comme cet avis n'étoit pas trop du goût de la Reine, il couroit risque d'être rejeté, si Gardiner n'eût employé d'autres moyens pour parvenir à son but. Ce fut d'envoyer un Exprès à l'Empereur pour lui représenter, que ce que la Reine proposoit étoit trop dangereux, & que si Polus arrivoit si tôt en Angleterre, son zèle pour le Siège Romain étoit capable de tout gêner, parce que les Anglois n'étoient pas encore disposés à se remettre sous le joug du Pape. Qu'au contraire, par la voye qu'il proposoit lui-même, tout réussiroit à la satisfaction de la Reine, & à l'avantage de la Religion, pourvu que la Reine le voulût faire Chancelier, afin de lui donner l'autorité nécessaire pour conduire cette affaire délicate. Vrai-semblablement, ce fut en ce tems-là que l'Empereur forma le projet du Mariage de Philippe son Fils avec Marie, soit que ce fût de lui-même, ou que Gardiner lui en eût fait naître la pensée. Quoi qu'il en soit, ce Monarque entrant dans les vues de Gardiner, écrivit diverses Lettres à Marie pour l'exhorter à modérer son zèle, de peur qu'une trop grande précipitation ne nuisît à ses desseins. Comme elle avoit beaucoup de défiance pour ses conseils, elle s'engagea peu-à-peu à se conformer aux projets de l'Evêque, à qui enfin elle donna le Grand Sceau.

MARIE.
1553.

Conseilloit
chânt la Re-
ligion.

Avis de
Gardiner.

Ses intrigues
avec l'Em-
pereur.

Les

MARTE. Les funeraillcs d'Edouard se firent à Westminster le 12. d'Août. Les nouveaux Ministres vouloient qu'on se servit pour cela du vieux Office qui avoit été aboli: mais Cranmer s'y opposa fortement, étant appuyé sur les Actes de Parlement qui étoient encore en vigueur. Il célébra lui-même le Service selon la nouvelle Liturgie, & donna la Communion à ceux qui voulurent la recevoir. Mais la Reine fit dans sa Chapelle, un Service solennel sur le même sujet, avec toutes les cérémonies de l'Eglise Romaine.

La Reine
déclare qu'elle ne veut point forcer les consciences.

Ce même jour, la Reine étant au Conseil, y déclara qu'elle ne vouloit point forcer les consciences, par rapport à la Religion. On prit d'abord un grand soin de répandre cette déclaration dans le Public, & de la faire valoir comme une grande marque de la générosité de la Reine. Mais les Protestans s'apperçurent sans peine de la différence qu'il y avoit, entre ce qu'elle avoit dit au Conseil, & ce qu'elle avoit promis aux habitans de Suffolck. Elle s'étoit engagée envers ceux-ci, à laisser la Religion au même état où elle se trouvoit à la mort d'Edouard; & par cette dernière Déclaration, elle se contentoit d'assurer qu'elle ne forceroit point les Protestans à suivre la Religion Romaine: car c'étoit là le sens le plus naturel de ses expressions. Cette restriction à sa première promesse, ne pouvoit que les allarmer beaucoup.

Les Catholiques se prévalent de la faveur de la Reine.

Le Chapelain de Bonner prêche à St. Paul.

Il se trouve dans un grand danger dont il est délivré par deux Ministres.

Proclamation qui découvre les dessein de la Reine.

Les partisans de l'Eglise Romaine étoient si persuadés que la Reine alloit rétablir leur Religion, qu'ils ne faisoient aucune difficulté de le dire publiquement, & d'invectiver même contre la Religion Protestante, quoique les Loix qui l'avoient établie fussent encore dans toute leur force. Le jour d'après que la Reine eut fait cette déclaration (1) dans son Conseil, Bonner se rendit à l'Eglise de St. Paul, pour y entendre le Sermon de Bourn son Chapelain. Ce Prédicateur parla de Bonner avec de si grands éloges, qu'il excita l'indignation de son Auditoire. Ensuite, exagérant les prétendues persécutions que ce Prélat avoit souffertes sous le dernier Règne, il parla du Roi Edouard en termes si offensans, que les Auditeurs perdirent patience. Quelques-uns lui dirent des injures, d'autres lui jetterent des pierres. Il se trouva même un homme qui lui lança un couteau pointu, qu'il eut le bonheur d'éviter, & qui s'attacha fortement au bois de la chaire. Enfin, le Peuple étoit dans une telle fureur, que vraisemblablement le Prédicateur auroit été mis en pièces, si Bradford & Rogers, deux Ministres Protestans fort estimés, ne se fussent exposés eux-mêmes pour le tirer de ce danger, en le conduisant dans une maison voisine. On verra dans la suite, comment ce service fut récompensé.

Les Protestans se flatoient encore, que la Reine tiendrait sa parole, & quoiqu'elle y eût depuis apporté quelque restriction par la déclaration qu'elle avoit faite au Conseil, ils tâchoient encore d'y donner

un

(1) Le 13. d'Août.

un sens favorable. Mais on ne les laissa pas longtems dans cette espérance. Peu de tems apres, (1) la Reine publia une Proclamation, qui ne fut que trop capable de les désabuser de leur erreur. Les termes en étoient si bien ménagés, qu'ils faisoient entendre beaucoup plus que ce qu'ils sembloient exprimer. La Reine y disoit d'abord, qu'elle avoit la même créance dans laquelle elle avoit été élevée dès le berceau, & que son intention étoit d'y persister tout le reste de sa vie: Qu'elle fouhaitoit passionnément que tous ses Sujets suivissent son exemple: mais qu'elle ne contraindrait personne, *jusqu'à ce que tout fût réglé par l'autorité du Parlement.* Cela faisoit assez comprendre, qu'elle avoit dessein de faire changer la Religion par le Parlement, & qu'alors, elle ne se croiroit plus engagée à la promesse qu'elle faisoit de ne pas forcer les consciences. Ensuite, elle défendoit à ses Sujets de se donner réciproquement les noms odieux de *Papistes* & d'*Hérétiques*. Les Protestans regarderent cette défense, comme faite uniquement contre eux, parce qu'ils comprirent bien qu'ils seroient punis s'ils y contrevenoient, & que leurs adversaires ne le seroient pas. Après cela, toutes sortes d'Assemblées illicites étoient défendues, & cet article fut regardé sur le même pied que le précédent. Par un autre article de la Proclamation, il étoit défendu de prêcher sans une permission expresse. Il auroit fallu s'aveugler volontairement, pour ne pas voir que cette défense n'avoit pour but que d'exclure les Protestans de toutes les Chaires. Enfin, la Reine disoit qu'elle n'entendoit point qu'on punit personne pour la dernière Rébellion, *sans son ordre.* Par là, elle laissoit tout le monde dans la crainte. La Proclamation finissoit par ce trait, que la Reine étoit résolue de punir sévèrement tous ceux qui fomenteroient des desseins pernicieux, & qu'elle espéroit qu'on ne lui donneroit pas d'occasion de faire valoir la rigueur des Loix. Cet article devoit naturellement inspirer la terreur dans les ames des Protestans. Il leur étoit aisé de prévoir, que les Loix sur la Religion alloient être changées, & que ceux qui ne se soumettroient pas aveuglément aux nouveaux Statuts, seroient regardez comme des Rebelles.

Le même jour que cette Proclamation fut publiée (2), on procéda au jugement du Duc de *Northumberland*, du Marquis de *Northampton*, du Comte de *Warwick*, des Chevaliers *André Dudley*, *Jean & Henri Gate*, & *Thomas Palmer*. C'étoit sur le témoignage de ce dernier, & d'un des deux *Gates*, qu'Edouard s'étoit porté à consentir à l'exécution du Duc de *Sommerfet* son Oncle, & ces deux hommes étoient devenus les principaux confidens du Duc de *Northumberland*. La Reine avoit nommé le Duc de *Norfolk* pour présider au jugement de ces trois Seigneurs, sous le titre de Grand Sénéchal.

Le Duc de Northumberland est condamné à mort.

II

(1) Le 18. d'Août.

(2) Le 18. d'Août.

Tom. VI.

MARIE. Il étoit encore sous condamnation, puisque l'Acte d'*Attainder* (1) passe contre lui n'avoit pas été révoqué : mais la Reine lui avoit accordé un pardon, qui, véritablement, ne fut expédié que onze jours après. On jugea sans doute, que la parole de la Reine étoit suffisante. Sans cela, il seroit difficile de comprendre, par quelle sorte de droit un homme condamné à mort pouvoit présider à un Jugement criminel, ou même y donner sa voix.

Le Duc de Northumberland ayant été conduit devant les Pairs, demanda d'abord d'être éclairci sur deux questions, avant que de répondre aux accusations intentées contre lui. La première des questions étoit, si un homme qui avoit agi par le commandement du Conseil, & sous l'autorité du Grand Sceau, pouvoit être poursuivi pour ce qu'il avoit fait en conséquence. La seconde, si des gens qui avoient agi avec lui dans la même affaire, & qui avoient eu part à la direction, pouvoient être ses Juges. Celle-ci se rapportoit sans doute au Comte d'Arundel, au Marquis de Winchester, & au Comte de Pembroke, qui étoient actuellement Membres du Conseil lorsque Jeanne fut proclamée, & qui avoient donné l'ordre pour la faire proclamer. Après une courte consultation, on lui répondit, que le Grand Sceau d'un Usurpateur n'avoit aucune vertu, & ne pouvoit pas empêcher que ceux qui s'y appuyoient ne fussent sujets aux poursuites de la Justice. Quant à la seconde question, on lui dit, qu'aucun des Pairs qui assistoient au Jugement n'ayant été ni condamné, ni même accusé du même crime, un simple bruit public ne pouvoit pas les empêcher d'être Juges. C'est aux Jurisconsultes à voir, si ces deux Réponses sont bien solides. Il semble quant à la première, que si cette maxime avoit lieu dans toute son étendue, elle tireroit après soi de très dangereuses conséquences. Supposons, par exemple, un Usurpateur sur le Trône d'Angleterre : il est certain que ceux qui seront fideles au Roi légitime, ne pourront éviter un grand danger, de quelcôté qu'ils se tournent. S'ils obeissent à l'Usurpateur, ils seront coupables de Trahison lorsque le véritable Roi sera sur le Trône; & s'ils refusent d'obeir à l'Usurpateur, ils seront punis pour leur désobeissance. Il semble que la maxime, qui établit que tout Sujet doit être fidele à celui qui est actuellement sur le Trône, & qui exerce la Souveraineté, soit sujette à moins d'inconvéniens. Quant à la seconde, on avoit beau s'appuyer sur les privileges des Pairs, il est contre le bon-sens & l'équité, que des complices d'un crime soient Juges de celui qui l'a commis avec eux, quand il est de notoriété publique qu'ils y ont eu part aussi bien que lui. Du moins, il y a peu d'apparence que les Juges du Royaume approuvassent cette maxime, s'il y avoit la moindre occasion de croire que les complices donnaissent leur voix en fa-

veur

(1) C'est un Acte de Parlement, par lequel quelqu'un est déclaré atteint & convaincu de certain crime.

veur de l'Accusé, comme il pourroit très aisément arriver.

Le Duc voyant que ces deux questions avoient été décidées contre lui, se désista de ses défenses, s'avoua coupable, & se remit à la clémence de la Reine. Les deux autres Seigneurs suivirent son exemple, & ils furent tous trois condamnés comme coupables de Haute Trahison. De ces sept condamnés, la Cour résolut d'en faire exécuter trois, savoir le Duc de Northumberland, *Jean Gate, & Thomas Palmer*. L'Evêque de Worcester ayant été envoyé au Duc pour lui annoncer qu'il falloit mourir, il se confessa au même Evêque, & avoua qu'il avoit toujours conservé la créance de l'Eglise Romaine dans le fond du cœur. Il fit la même confession étant sur l'échafaut : mais cela n'empêcha pas qu'on ne doutât encore si c'étoit dans l'espérance du pardon, ou s'il avoit dissimulé pendant toute sa vie. On prétend que, pour l'engager à faire publiquement cet aveu, on lui avoit fait espérer sa grâce, quand même il auroit la tête sur le billot. Il mourut sans être regretté de personne, sa conduite passée n'ayant donné lieu à qui que ce fût de l'aimer. Ses deux compagnons furent exécutés le même jour, qui fut le 22. d'Août.

La Proclamation que la Reine venoit de publier au sujet de la Religion, faisoit assez comprendre dans quel esprit elle prétendoit agir. Mais bien-tôt après, on en eut des preuves plus convaincantes. Les habitans de la Province de Suffolk s'assurant sur la promesse de la Reine, & n'ayant pas observé fort exactement les défenses contenues dans la Proclamation, la Cour envoya ordre aux Magistrats de cette Province de tenir la main à l'exécution, & de punir rigoureusement les contrevenans. Sur cela, les habitans ne pouvant se persuader que la Reine voulût leur manquer de parole, après le grand service qu'ils lui avoient rendu, lui envoyèrent des Députés pour la prier de se souvenir de ce qu'elle leur avoit promis de sa propre bouche. Cette Requête fut rejetée avec beaucoup de hauteur, & trouvée d'autant plus choquante, qu'elle reprochoit justement à la Reine son manquement de parole. On leur répondit, que ce n'étoit pas à des Sujets à contrôler les actions de leur Souveraine, & sur ce que *Dolbe* l'un d'entre eux repliqua un peu trop hardiment, on le fit mettre au Pilon.

Peu de jours après, *Bradford*, l'un des deux Ministres qui avoient sauvé *Bourn*, fut mis en prison, & *Rogers* son compagnon eut ordre de demeurer dans sa maison sans en sortir. Ensuite, il fut aussi reserré dans une prison publique. Les grands changemens à quoi la Cour avoit résolu de travailler, lui faisoient craindre de trouver des obstacles de la part de ceux qui avoient du crédit parmi le Peuple, & c'étoit pour cela qu'elle étoit bien aise de s'assurer d'eux, sous divers prétextes. Toutes ces démarches firent juger aux Protestans, qu'ils alloient essuyer une rude tempête.

MARIE.
1553.

Condamnation des Comtes de Northampton & de Warwick.

Le Duc de Northumberland est exécuté. Il se déclare Catholique.

Les Députés de Suffolk sont maltraités à la Cour.

Les deux Ministres qui avoient sauvé *Bourn* sont mis en prison.

MARIE. Dans le même tems, tous les Evêques qui avoient été déposés sous le Regne d'Edouard, furent rétablis par des Commissaires que la Reine avoit nommez pour examiner les causes de leur déposition. Par là, cinq Evêques Catholiques Romains, savoir, *Bonner, Gardiner, Tonsil, Hoath, & Day*, furent substitués à la place de cinq Reformez. Gardiner fut fait Chancelier dans ce même tems; & peu de jours après, la Reine lui fit expédier un ordre qui l'autorisait à donner seul des licences pour prêcher, en conséquence de ce qu'elle avoit ordonné par sa Proclamation. Quelques Ecclesiastiques Protestans n'ayant pas jugé à propos de se soumettre à cet ordre, furent envoyés en prison. *Hooper* Evêque de Gloucester, & *Coverdale* d'Exeter, furent de ce nombre. Le premier fut emprisonné; l'autre eut ordre de ne pas sortir de chez lui sans permission.

Autres Evêques emprisonnez.

Le service de l'Eglise Romaine est rétabli.

Dès que les Catholiques Romains eurent vu manifestement où alloient les desseins de la Reine, ils n'eurent pas la patience d'attendre que leur Religion fût rétablie par autorité publique. Ils se hâtèrent de faire célébrer le Service Divin en divers lieux, sur le pied qu'il avoit été avant la Reformation; & quoiqu'en cela, ils agissent contre les Loix, la Cour fermoit les yeux à leurs attentats, & les approuvoit par son silence.

Injustices faites aux Protestans.

On vit encore en ce même tems un effet de la partialité de la Reine & de ses Ministres, contre les Protestans, & en faveur de ceux qui adheroient à l'Eglise Romaine. Le Juge *Halles*, qui étoit le seul qui avoit refusé de signer l'Acte de transport de la Couronne à Jeanne Gray, fut condamné à mille livres sterling d'amende, pour avoir ordonné aux Juges de Kent, de se conformer aux Loix d'Edouard qui n'avoient pas été revoquées, ou plutôt, parce qu'il étoit Protestant. Par la même raison, *Montaigne*, qui avoit été forcé à dresser l'Acte de transport, fut démis de sa Charge, pour mettre en sa place *Bromley*, qui l'avoit dressé & signé sans aucun scrupule.

Pierre Martyr quitte Oxford.

Enfin, depuis le peu de tems que la Reine étoit sur le Trône, on voyoit par-tout les Protestans opprimer & injurier, sans que les Magistrats osassent ou voulussent les protéger. *Pierre Martyr*, qui étoit Professeur en Théologie à Oxford, se trouvant exposé aux insultes des ennemis de sa Religion, fut enfin obligé de quitter cette Ville pour aller se réfugier dans le Palais de l'Archevêque de Cantorberi.

On attaque Cranmer.

Mais Cranmer n'étoit gueres en état de le protéger, puisque la Cour avoit déjà résolu sa ruine. En attendant que cette résolution s'exécût, Bonner se répandoit en outrages & en railleries contre *Monseigneur de Cantorberi*, c'est ainsi qu'il nommoit Cranmer, & publioit par-tout, que ce Prélat étoit si soumis à la Reine, qu'il lui avoit promis d'abjurer solennellement ses Erreurs. Cranmer en ayant été informé, fit un Ecrit pour refuter cette calomnie. Il prenoit la Reine même à témoin, qu'il n'avoit jamais rien promis, & offroit de soutenir.

tenir publiquement la vérité dont il faisoit profession, si la Reine le lui permettoit. Cet Ecrit ayant été rendu public, Cranmer fut cité à la Chambre Etoilee. Il avoua qu'il en étoit l'Auteur, quoiqu'il eût été publié sans son aveu, & contre l'attente de tout le monde, il fut renvoyé sans aucune peine. Mais la Reine n'en fut pas contente, quoique quelques-uns lui conseillaient de traiter Cranmer avec modération, en considération de celle dont il avoit usé lui-même pendant qu'il avoit été en crédit. La Reine même lui avoit obligation de la vie, puisque ce n'avoit été qu'à sa sollicitation, que Henri VIII. son Pere s'étoit démis du dessein qu'il avoit formé de la faire mourir. A cela d'autres opposoient, que si on traitoit doucement le Chef des Hérétiques, c'étoit le moyen de les rendre tous opiniâtres & insolens, & qu'il falloit, au contraire, faire de Cranmer un exemple qui fût capable d'intimider ceux qui oseroient détendre publiquement l'Hérésie. Ce dernier avis flatoit beaucoup plus la passion de la Reine, qui avoit conçu une haine mortelle contre l'Archevêque, à cause de la Sentence de Divorce qu'il avoit prononcée contre la Reine sa Mere, cette injure faisant plus d'impression sur elle, que le service qu'elle en avoit reçu dans la suite. Ainsi, trois jours après, Cranmer ayant été cité devant le Conseil, fut envoyé à la Tour, étant accusé de Trahison, & d'avoir publié des Libelles séditieux. Le vieux *Latimer*, qui avoit été Evêque de Worcester sous le Regne de Henri VIII., y avoit été déjà envoyé dès le jour précédent.

MARIE.
1553.
Il est absous:

Il est envoyé
à la Tour avec
Latimer.

Peu de tems après, la Cour prit la résolution de laisser sortir du Royaume tous les Etrangers qui y étoient venus sur la foi publique. *Pierre Martyr*, & un Professeur Polonois nommé *Jean à Lasco*, (1) furent de ce nombre. Ce fut là le seul acte de douceur & d'équité qui fut fait sous ce Regne, par rapport à la Religion. Mais cela même marquoit assez les desseins qu'on avoit formez contre les Protestans Anglois. Les démarches que la Cour faisoit tous les jours, avant même qu'il y eût aucune Loi de revokee, intimiderent tellement ceux qui avoient la Religion à cœur, qu'il y en eut un grand nombre qui quitterent l'Angleterre, en passant pour François, pour se retirer dans les Pais étrangers. Ceux qui se hâterent de se mettre à couvert de l'orage qui les menaçoit, furent les plus sages & les plus heureux. Bien-tôt après, on arrêta ceux qui pouvoient avoir pris la même résolution, en envoyant des ordres dans tous les Ports, de ne laisser sortir personne sous le nom de François, sans un Passeport de l'Ambassadeur de France.

On permet
aux Reformes
étrangers de sortir
du Royaume.

Mais on le
défend aux
Anglois.

Il étoit tems que la Reine recompensât ceux qui lui avoient rendu service. Elle fit le Comte d'Arundel Grand Maître de sa Maison, le Chevalier Hastings fut fait Pair du Royaume, & quelques autres de ceux qui s'étoient d'abord déclarés pour la Reine, furent aussi recom-

Créations
de divers
Pairs.

(1) on A Laski.

MARIE. compensez de Charges & de Dignitez. Mais le Comte de *Suffex*, qui avoit commandé son Armée, obtint un honneur inusité en Angleterre. C'est qu'il obtint la permission de se couvrir en présence de la Reine, de la même manière qu'on le pratique en Espagne. Les Lettres du Grand Sceau lui en furent expédiées le 2. d'Octobre.

La Reine Comme le Parlement avoit été convoqué pour le 10. d'Octobre, il étoit nécessaire que la Reine fût auparavant couronnée. La cérémonie du Couronnement se fit le 1. du même mois avec la pompe ordinaire, par l'Evêque de Winchester, qui n'oublia pas une des formalitez qui avoient été en usage avant la Reformation. Ce même jour, on publia une Amnistie, mais avec tant d'exceptions, qu'elle ne pouvoit être utile qu'à peu de personnes. Tous ceux qui avoient été arrêtés avant le mois de Septembre, en furent nommément exclus.

Elle quitte les Sujets du Subside du à Edouard. *Act. Publ. Tom. XV. pag. 335.* Ensuite (1) parut une Proclamation, par laquelle la Reine quitoit ses Sujets, des Subsidies que le dernier Parlement avoit accordé au Roi son Frere pour payer ses dettes. C'étoit par là qu'elle se préparoit à gagner la bienveillance du prochain Parlement, qu'elle vouloit faire servir à ses desseins par rapport à la Religion. Avant que le Parlement s'assemblât, l'Archevêque d'York fut envoyé à la Tour, sur une accusation générale de s'être rendu coupable de divers crimes capitaux. Six jours auparavant, *Jean Wesley*, autrefois Evêque d'Exeter, qui s'étoit démis de son Evêché sous le dernier Regne, y avoit été rétabli par un ordre de la Reine. C'étoit en vue de fortifier le Parti Catholique dans la Chambre Haute.

ibid. pag. 340. La Cour avoit résolu d'annuler toutes les Loix qui avoient été faites en faveur de la Reformation, & de rétablir la Religion sur l'ancien pied. Cela ne pouvoit se faire sans la concurrence du Parlement. Mais si on avoit laissé faire les élections des Députés des Communes en toute liberté, il auroit été trop difficile, pour ne pas dire impossible, à la Reine de parvenir à son but. Le nombre des Reformez étoit incomparablement plus grand que celui des Catholiques Romains, & par conséquent, il n'y avoit aucune apparence que les élections lui fussent être favorables. Mais, outre les voyes ordinaires dont les Rois se servent pour avoir un Parlement à leur dévotion, on mit en pratique dans celui-ci, toutes sortes de ruses, de supercheries, & même de violences. Comme déjà par avance on avoit pris soin de changer les Magistrats dans les Villes & dans les Provinces, & qu'il n'y en avoit presque point qui ne fût Catholique Romain, ou qui n'eût promis de le devenir, tout ce qui tendoit à faire élire des Députés de cette Religion, étoit appuyé. Au contraire, ceux qu'on soupçonnoit de pancher pour des Députés Protestans, étoient découragés par des menaces, par des procès, par des emprisonnemens, sur des prétextes frivoles. On alla même si loin en divers lieux, qu'on empêcha les

Pro-

(1) Le 4. d'Octobre.

ibid.
pag. 340.
Moyens pour avoir un Parlement à la dévotion de la Cour.

Protestans d'assister aux Assemblées où les élections se devoient faire. MARIE.
 Enfin, dans les lieux où il n'étoit pas possible de se servir de ces
 1553. moyens directs, à cause de la supériorité du nombre des Reformez,
 les Sherifs étant dévouez à la Cour, faisoient ce qu'on appelle de
faux Retours. C'est-à-dire qu'ils envoyoiént à la Cour les noms de
 certains gens, comme s'ils eussent été légitimement élus, quoiqu'ils
 n'eussent eu qu'un petit nombre de voix, ou même point du tout.
 Comme les disputes qui naissent de ces sortes d'élections ne peuvent
 être décidées que par la Chambre des Communes, on peut aisément ju-
 ger, qu'une Chambre composée de pareils Députés, ne manqua pas
 d'approuver toutes les élections qui étoient favorables à la Cour, & de
 rejeter toutes les autres, pour peu qu'elles fussent contestées. C'est
 là un des plus grands abus qu'il y ait dans les Parlemens, & qui n'est
 que trop fréquent, toutes les fois qu'il y a deux Partis ou Factions dans
 le Royaume. Par ces moyens, la Cour s'assura d'une Chambre des
 Communes toute disposée à faire tout ce qu'on voudroit lui suggerer,
 & dont les Députés avoient intérêt de changer la Religion, ou tenoient
 toutes les Religions pour indifférentes.

Pour ce qui regarde la Chambre Haute, qui ne peut être ainsi chan-
 gée au gré de la Cour, selon toutes les apparences, la Reine travailla
 si bien à la mettre dans son parti, qu'elle n'y trouva aucune opposi-
 tion. C'est une chose étonnante, que les Seigneurs qui, peu de mois
 auparavant, étoient tous Protestans, & parmi lesquels il ne s'étoit trou-
 vé pour l'ordinaire que sept ou huit opposans aux Loix qui s'étoient
 faites sous le Regne d'Edouard pour établir la Reformation, devin-
 rent presque tous Catholiques zélés sous le Regne de Marie. Je ne
 décide point auquel de ces deux tems, ils ont dissimulé leurs senti-
 mens; mais on ne peut s'empêcher de voir, qu'en l'un ou en l'autre,
 ils se sont rendus coupables d'une lâche & honteuse prévarication. Ce-
 pendant, afin de trouver moins d'opposition dans cette Chambre, la
 Cour prit soin par avance de faire dans le Corps des Evêques, des chan-
 gemens qui favorisoient ses desseins. Outre les deux Archevêques &
 deux Evêques qui étoient actuellement en prison, on en avoit changé
 six autres, comme il a été déjà dit. Vrai-semblablement, tous les autres,
 excepté deux, étoient des gens d'un caractère à préférer leurs Bénéfi-
 ces à leur Religion. Les deux que j'excepte étoient, *Taylor* de Lin-
 coln, & *Harley* de Hertford, qui même furent chassés de la Cham-
 bre dès le premier jour, pour n'avoir pas voulu se mettre à genoux
 pendant qu'on disoit la Messe. Telle étoit la disposition du premier
 Parlement qui se tint sous le Regne de Marie. Il étoit composé d'une
 Chambre Basse où l'on ne voyoit que des Députés choisis par la
 Cour, & d'une Chambre de Seigneurs, à qui la crainte, l'avarice, ou
 l'ambition, faisoient dissimuler leurs sentimens, ou à qui, si on en ex-
 cepte un petit nombre, toute Religion étoit à peu près indifférente.

Disposition
de la Cham-
bre Haute.

Deux Evê-
que chassés
de la Cham-
bre.

MARIE. Il est aisé de juger par avance, de ce qu'on doit attendre d'un tel Parlement.

1553.
Acte sur les
Crimes d'E-
tat.

Dans la premiere Séance (1), qui ne dura que huit jours, on évita de rien faire qui regardât la Religion. Le seul Acte public qui s'y fit, fut de fixer les crimes d'Etat, qu'on réduisit à ceux qui étoient contenus dans l'Acte de la vingt & cinquieme année du Regne d'Edouard III. Cet Acte paroïssoit assez inutile, puisqu'on en avoit fait un semblable depuis la mort de Henri VIII. Mais comme on avoit depuis déclaré crime de Felonie, certains crimes qui n'étoient pas contenus dans l'Acte d'Edouard III., le but de celui-ci étoit d'abolir ces dernières Loix. Il est vrai qu'on seroit tombé par là dans un autre inconvénient; c'étoit que, par cette revocation, plusieurs personnes qui étoient en prison, auroient dû être élargies. Mais l'Acte exceptoit expressement tous ceux qui avoient été arrêtés avant le mois de Septembre, comme la Reine les avoit exceptés dans son Amnistie.

Autre pour
revoquer la
condamna-
tion de la
Marquise
d'Excester.

Par un Acte particulier, l'Acte d'*Attainder* contre la Marquise d'Excester, exécutée sous le Regne de Henri VIII., fut révoqué; & le Comte de Devonshire, son Fils, fut rétabli dans tous ses honneurs. Après cela, le Parlement fut prorogé depuis le 21. d'Octobre, jusqu'au 24.

Le Parle-
ment est pro-
rogé.

Le Divorce
de Henri
VIII. avec
Catherine est
cassé.

Dans la seconde Séance, les desseins de la Cour parurent plus manifestement. D'abord, le Parlement cassa la Sentence de Divorce entre Henri VIII. & Catherine d'Arragon. Cet Acte passa en moins de jours, que Henri VIII. n'avoit employé d'années à poursuivre son Divorce. Le fondement sur lequel le Parlement s'appuyoit, étoit, que le Mariage de Henri VIII. avec la Reine Catherine n'étoit pas contre la Loi de Dieu, & qu'il n'est pas permis de séparer ce que Dieu a conjoint. Que les scrupules du Roi Henri lui avoient été suggérés par des personnes mal-intentionnées, & qu'ils avoient été fortifiés par des décisions de quelques Universitez qu'on avoit corrompues par avance. Que Cranmer, Archevêque de Cantorberi, avoit témérairement entrepris de casser ce Mariage, se fondant sur les décisions de ces Universitez, & sur de fausses conjectures; & que par une présomption très-condamnables, il s'étoit cru plus habile que tout le reste des Docteurs. Sur ces fondemens, le Parlement cassa la Sentence de Divorce, & revoquoit tous les Actes qui l'avoient confirmée. Il falloit que Gardiner, principal promoteur de cet Acte, fût doué d'un grand fonds d'impudence, pour faire parler ainsi le Parlement contre le Divorce de Henri VIII. auquel il avoit eu la premiere part, avant même que Cranmer fût connu à la Cour, qu'il avoit lui-même approuvé & conseillé, & auquel il avoit assisté comme Juge. Mais c'étoit là le caractère de ce personnage.

La

(1) Le 10. d'Octobre.

La Princeſſe Elifabeth étant ainſi de nouveau déclarée illégitime, par cet Acte qui réhabilitoit Marie, trouva un grand changement dans les manieres de la Reine, qui ne lui témoigna plus aucune affection. On prétend même, qu'une autre cauſe ſecrete empêchoit Marie d'avoir des égards pour elle. C'eſt qu'elle ſentoit quelque tendreſſe pour le Comte de Devonſhire, qu'elle avoit même quelque penſée de l'épouſer: mais que ce Seigneur s'attachoit peut-être avec trop peu de ménagement, à rendre ſes reſpects à Elifabeth.

Le 31. d'Octobre, la Chambre Haute préſenta aux Communes un projet d'Acte pour caſſer les Loix d'Edouard ſur la Relig'ion, & au bout de ſix jours, les Communes le renvoyèrent avec leur approbation. Par cet Acte, il étoit ordonné qu'après le 20. de Décembre, toute forme de Service public ceſſeroit, excepté celui qui avoit été en uſage à la fin du Regne de Henri VIII. Cela fait voir combien l'eſprit de Gardiner agiſſoit dans le Parlement, puſque cet Acte ſuivoit précéſſément le plan qu'il avoit propoſé.

On fit enſuite un autre Acte, qui décernoit des peines très rigoureuſes contre ceux qui maltraiteroient les Eccléſiaſtiques, ſoit à l'occaſion de leurs Sermons, ou à cauſe du nouveau Service qui venoit d'être ordonné. Les mêmes peines étoient ordonnées contre ceux qui profaneroient le Sacrement de l'Euchariftie, ou qui abattoient les Croix, les Crucifix, ou les Images.

La Chambre des Communes vouloit en même tems faire un Acte contre ceux qui refuſeroient de communier, ou d'aſſiſter régulièrement au Service divin. Mais la Chambre Haute ne jugea pas à propos d'aller ſi loin tout d'un coup.

Peu de tems après, le Parlement renouvella un Acte du dernier Regne, qui défendoit de ſ'aſſembler au nombre de douze ou au deſſus, à deſſein de changer la Religion établie par autorité publique, & déclaroit les contrevenans coupables de Felonie, c'eſt-à-dire, dignes de mort. Cet Acte étoit directement contraire à celui que ce même Parlement avoit fait pour fixer les crimes d'Etat, par l'Acte d'Edouard III. Mais le prétexte de la Religion couvroit tout.

Dans cette même Séance, on revoqua l'Acte d'Attainder paſſé contre le Duc de Norfolk ſous Henri VIII., ſous prétexte qu'on n'y avoit pas obſervé toutes les formalitez néceſſaires.

C'eſt là ce qui ſe fit de plus remarquable dans ce premier Parlement, qui, en peu de jours, renverſa tout ce qui avoit été fait ſous le Regne d'Edouard VI. par rapport à la Religion. On n'oſa pas encore toucher aux Loix de Henri VIII., parce qu'il ſ'y trouvoit des difficultez, dont il falloit premièrement convenir avec le Pape.

Le 3. de Novembre, le Parlement étant encore aſſemblé, Jeanne Gray, Guilford Dudley ſon Epoux, deux autres Fils du Duc de Northumberland, & Cranmer Archevêque de Cantorberi, furent amenez devant

MARIE.
1553.
Jalouſſie de
la Reine contre
Elifabeth.

Le Service
de l'Egliſe
Romaine eſt
rétabli.

Acte en faveur
des Eccléſiaſtiques.

Bill des
Communes
rejeté.

Acte contre
les Aſſembles.

Autre pour
le Duc de
Norfolk.

Condamnation de Jeanne
Gray, &c
de Cranmer.

MARIE. devant leurs Juges. Ils se déclarèrent coupables, & reçurent Sentence de condamnation en qualité de Traîtres.

1553.

La Sentence donnée contre Cranmer le rendoit incapable de posséder aucun Bénéfice, & par conséquent, l'Archevêché de Cantorberi étoit vacant. Mais deux raisons obligèrent la Reine à passer par-dessus les règles ordinaires, & à laisser Cranmer, tout condamné qu'il étoit, en possession de sa Dignité. La première étoit, qu'ayant dessein de rétablir le Clergé dans tous ses Privilèges, elle vouloit que le Prélat fût dépouillé de son Caractère d'une manière canonique; ce qui ne pouvoit se faire jusqu'à ce que les Loix de Henri VIII. fussent abolies. La seconde, que par un raffinement d'amour propre, elle voulut faire grace à Cranmer du crime de Lèze-Majesté, afin de faire croire qu'elle ne prétendoit pas venger ses propres injures. Mais en même tems, elle le destinoit à la mort comme Hérétique, aussi-tôt qu'il y auroit des Loix faites sur ce sujet, comme si elle n'agissoit que par un pur zèle de Religion. On se contenta donc de mettre les revenus de l'Archevêque en sequestre, & de tenir Cranmer en prison, en attendant le tems propre pour le faire exécuter.

Négocia-
tion de Com-
mençon en
Angleterre.

Depuis que Marie étoit sur le Trône, elle ne paroissoit occupée que des affaires dont je viens de parler, & dont le Public étoit à peu près informé. Mais dans le même tems, elle formoit des projets secrets, qu'on ne vit éclore que quand ils furent sur le point de l'exécution. La nouvelle de la mort du Roi Edouard ne fut pas plutôt répandue dans le monde, que la Cour de Rome conçut l'esperance de réunir l'Angleterre à son Siege, & qu'elle commença même à y travailler. Le Cardinal *Bandini*, Légat auprès de l'Empereur à Bruxelles, envoya comme de son chef en Angleterre, *Commendon*, qui fut ensuite Cardinal, pour sonder les dispositions de Marie. *Commendon* n'étant point connu en Angleterre, se cacha aisément sous un autre nom, & s'étant rendu à Londres, il trouva le moyen d'avoir une Audience secrète de la Reine. C'étoit dans le tems qu'elle étoit nouvellement arrivée dans cette Capitale, puisque cet Envoyé y vit l'exécution du Duc de Northumberland qui se fit le 22. d'Août. Dans cette Audience, la Reine dit à *Commendon*, que son dessein étoit de rétablir l'autorité du Pape en Angleterre. Elle le pria même de demander de sa part au Pape, qu'il lui plût d'y envoyer le Cardinal *Polus* en qualité de Légat. Mais elle lui fit entendre, que si ce secret étoit divulgué, il étoit dangereux que le dessein n'avortât. Le Pape ayant communiqué au Consistoire l'intention où il étoit d'envoyer le Cardinal *Polus* en Angleterre, trouva d'abord de grandes oppositions. Les Cardinaux craignoient de commettre l'honneur du St. Siege, en envoyant un Légat sans qu'il fût solennellement demandé. Mais le Pape leur ayant fait entendre, qu'il en savoit plus sur cette affaire qu'il n'avoit dessein de leur en communiquer, ils consentirent à ce qu'il proposoit.

La Reine
demande Po-
lus pour Lé-
gat.

Dans

Dans le même tems, l'Empereur pensoit au Mariage de Philippe son fils avec Marie. Gardiner étoit du secret, soit qu'il en eût formé lui-même le premier projet, ou que l'Empereur le lui eût simplement communiqué. Quoi qu'il en soit, ce Prélat ne négligeoit rien de ce qui pouvoit contribuer à le faire réussir. La nouvelle de la nomination de Polus pour Légat à Latere en Angleterre, fut également fâcheuse à l'Empereur & à Gardiner. Commendon avoit sans doute divulgué à Rome, que la Reine s'étoit informée de lui, si ce Cardinal ne pourroit point se marier. Cela donna lieu de croire qu'elle avoit dessein de l'épouser. L'Empereur en ayant été informé, & comprenant que la présence de Polus pourroit porter obstacle au dessein qu'il méditoit, résolut de faire les efforts pour empêcher cette Légation, ou du moins, d'y apporter autant de retardement qu'il seroit possible. D'un autre côté, Gardiner ne pouvoit penser qu'avec un extrême chagrin, que Polus viendrait lui enlever l'Archevêché de Cantorberi, auquel il aspirait lui-même, & peut-être la faveur de la Reine. En effet, il étoit dangereux pour lui, que si ce Cardinal, qui ne l'aimoit ni ne l'estimoit, venoit à s'insinuer dans les bonnes grâces de la Reine, comme il y avoit assez d'apparence, il ne se servit de son crédit pour le ruiner. Il falloit donc trouver quelque expédient pour le tenir éloigné, & il n'y en avoit point de plus naturel, que de faire entendre à la Reine, que le zèle de ce Cardinal pour le St. Siege, gêneroit les affaires de la Religion en Angleterre. Qu'il falloit auparavant ménager le Peuple, pour le porter à reconnoître l'autorité du Pape, contre lequel il étoit extraordinairement prévenu. Que d'ailleurs, Polus n'étoit pas assez ennemi des Protestans; & que l'état de la Religion en Angleterre ne demandoit pas qu'on se conduisît par les maximes de ce Cardinal, qui ne convenoient nullement aux conjonctures où l'on se trouvoit. D'un autre côté, l'Empereur, qui croyoit avoir intérêt de tenir Polus éloigné, écrivoit les mêmes choses à la Reine, & lui représentoit, que ce Cardinal ruineroit ses affaires, quelques bonnes intentions qu'il eût d'ailleurs. Enfin, il lui fit proposer son Mariage avec Philippe, & fit appuyer sa proposition de toutes les raisons les plus propres à la persuader. Sur toutes choses, il lui fit représenter, que s'agissant de rétablir la Religion en Angleterre, elle ne pouvoit se passer d'un secours étranger, ou du moins d'une Alliance qui inspirât de la crainte à ceux qui voudroient s'opposer à ses desseins. Que celle de l'Empereur & de l'Espagne, lui étoit sans doute la plus avantageuse, d'autant plus que la France pouvoit former des projets en faveur de la jeune Reine d'Ecosse qui devoit épouser le Dauphin, étoit intéressée à faire naître des occasions de troubles en Angleterre, & à les fomenter. Marie gouta beaucoup cette proposition, qui lui fut faite, selon les apparences, vers le commencement du mois de Novembre. Outre le zèle de Religion qui pouvoit obliger Gardiner à seconder les desseins de l'Empereur, il y voyoit pour lui

MARIE.
1553.

Projet du
Mariage de
Philippe
Prince d'Es-
pagne avec
Marie.
Cause du
retardement
de Polus.

L'Empe-
reur fait pro-
poser à la
Reine, le Ma-
riage de Phi-
lippe.

Elle l'ap-
prouve.

MARIE. un avantage confiderable. C'est que par là, il s'affuroit la poffeffion de son crédit, puis-que Philippe lui seroit redevable de son Mariage. Cependant, il falloit continuer à tenir Polus éloigné, jusqu'après la conclusion du Mariage de la Reine; & c'est ce que l'Empereur fit, premierement par autorité, en le retenant dans ses États contre sa volonté; ensuite, il fit ensorte que la Reine lui envoya un Exprès pour lui faire entendre, que l'interêt de la Religion demandoit qu'il ne vint pas si-tôt en Angleterre, où l'on n'étoit pas encore disposé à reconnoître l'autorité du Pape.

Conseils opposés
donnez
à la Reine
par Polus &
par Gardiner.

Pendant que le Légat fut ainsi retenu en Allemagne ou dans les Pays-Bas, il fit divers efforts pour obtenir la liberté de continuer son voyage: mais ce fut toujours inutilement. Il ne savoit à quoi attribuer la rigueur dont on usoit envers lui, & peut-être n'en fut-il jamais bien éclairci. Cependant, il avoit un grand commerce de Lettres avec la Reine, au sujet de la Religion; mais les conseils qu'il lui donnoit, étoient combattus en secret par l'Empereur & par Gardiner. Il étoit d'avis que, sans garder tant de ménagemens, il falloit tout d'un coup reconcilier le Royaume au St. Siege. Gardiner croyoit au contraire, qu'il falloit faire le Mariage avant que de parler de la réunion, afin que la considération d'une si grande Alliance arrêât ceux qui auroient envie de remuer. Au reste, il regardoit, & vouloit faire regarder le Cardinal, comme un homme simple, qui n'ayant que des vues fort courtes sur la Politique, étoit d'un fort petit usage pour les Conseils du Cabinet. Polus regardoit de son côté, Gardiner comme un homme mal propre à diriger les affaires de Religion, parce qu'à son gré, il se reposoit trop sur ses intrigues & sur le bras de la Chair. Le peu d'estime qu'ils avoient l'un pour l'autre, se tourna enfin en une inimitié ouverte.

Les Communes
présentent à la
Reine une
Adresse contre
son Mariage.

La Reine
casse le
Parlement.

L'Empereur
accorde tout
ce qu'on lui
demande par
rapport au
Mariage.

Quelque secret qu'on eût cru tenir le projet du Mariage de la Reine, la Chambre des Communes en reçut quelques avis. Elle en fut si alarmée, qu'elle députa son Orateur avec vingt de ses Membres, pour aller prier la Reine de n'épouser point un Prince étranger. Cette Députation fit comprendre à la Reine, qu'elle ne tireroit plus rien de la Chambre Basse, si elle ne lui donnoit pas satisfaction sur sa demande. Mais, comme elle n'avoit pas ce dessein, elle prit le parti de casser le Parlement le 6. de Décembre. Gardiner se servit avantageusement de cette conjoncture, pour tirer de l'Empereur des conditions qu'il n'en auroit pu attendre sans cela. Il lui représenta, que ce Mariage étoit tellement contraire à l'inclination des Anglois, qu'il y avoit tout à craindre s'il ne se resolvoit à deux choses absolument nécessaires. La première étoit, qu'il consentit que le Traité de Mariage entre la Reine & Philippe contiât des conditions si avantageuses à l'Angleterre, qu'elles fussent capables de fermer la bouche à ceux qui auroient envie de s'y opposer. La seconde, d'employer une grosse somme d'argent à gagner les gens dont on auroit besoin pour contenir

nir le Peuple, & ceux qui pouvoient le plus aisément le porter à la **MARIE**.
 revolte. L'Empereur ne doutant point que Gardiner ne fût entiere-
 ment dans ses intérêts, approuva son avis, & lui laissa, pour ainsi dire,
 la carte blanche, par rapport aux conditions du Mariage. De plus, il
 le laissa maître de disposer de douze-cens-mille écus qu'il promit d'en-
 voyer en Angleterre. Ces particularitez furent rendues publiques dans
 un petit Livre en forme de Requête, à la Reine, sous le nom des
 Anglois fugitifs réfugiés à Strasbourg. L'Auteur du Livre ajoutoit
 encore, que Gardiner refusoit toute justice dans la Cour de la Chan-
 celerie, à ceux qui ne vouloient pas s'engager à seconder les desseins
 de la Reine.

Pendant que le Parlement étoit assemblé, la Convocation tenoit
 ses Séances, selon la coutume. On ne fait point, si quelques Evê-
 ques sacrez du tems d'Edouard, se trouverent dans la Chambre Haute
 du Clergé. S'il y en avoit, ce ne pouvoit être qu'un petit nom-
 bre, & même de ceux que les Seigneurs avoient bien voulu admettre
 dans leur Chambre, c'est-à-dire, des gens de la complaisance de qui
 on croyoit pouvoir tout attendre. Pour ce qui regarde la Chambre
 Basse, on avoit pris soin de n'y députer que des gens dévoués au
 parti de la Cour, de sorte qu'il ne s'y trouva que six Députés, qui
 voulsent ou qui osassent s'opposer à la décision qui s'y fit en faveur
 de la Transubstantiation (1). Ces six Députés demanderent une dis-
 pute réglée sur ce sujet, & on la leur accorda. Mais trois d'entre
 eux se désistèrent, prévoyant bien ce qui en devoit arriver. Les trois
 autres se tinrent fermes, & la dispute se fit. Mais, au-lieu de raisons de
 la part des Catholiques Romains, ce ne furent que huées, injures,
 menaces, & des interruptions continuelles quand leurs adversaires vou-
 loient proposer leurs argumens; après quoi, on publia qu'ils avoient
 été vaincus. C'est du moins de cette manière que les Protestans en
 parlent.

Dès le commencement de l'année 1554. on vit arriver à Londres,
 de la part de l'Empereur, une magnifique Ambassade dont le Comte
 d'Egmont étoit le Chef, pour régler les conditions du Mariage. La
 Reine chargea Gardiner de cette négociation, ou plutôt, du soin de
 faire dresser le Traité, puisque, selon les apparences, on étoit déjà
 convenu de tout avant que les Ambassadeurs arrivassent. Cet habile
 Politique s'étoit proposé deux fins principales. La première, de faire
 inferer dans le Traité, des conditions telles que le Parlement pût les
 approuver. La seconde, de faire en sorte qu'en aucun cas, l'Angle-
 terre ne tombât point sous le Gouvernement des Espagnols. L'Em-
 pereur lui passa tout ce qu'il voulut, dans la pensée, sans doute, que
 le

1553.

Disposition
de la Convo-
cation du
Clergé.Le Dogme
de la Trans-
substantiation
est établi.Dispute sur
les matieres
de Religion.
Les Reformez
sont maltraités.1554.
Ambassade
de l'Empe-
reur pour le
Mariage.

(1) On trouve dans le Recueil des Actes Publics, environ 160. Présentations à des Bénéfices, un peu avant le tems de la tenue du Parlement. Cela marque les changemens qui se faisoient parmi le Clergé inférieur.

MARIE. le Prince son Fils sauroit bien dans la suite trouver les moyens d'élu-
 1554- der l'observation des articles dont il le sentiroit trop gêné. Pour se
 convaincre que ce Monarque étoit dans cette pensée, il n'y a qu'à
 considérer, qu'un Prince aussi habile que lui, n'auroit pas dépensé dou-
 ze-cens-mille écus pour procurer à son Fils le simple Titre de Roi
 d'Angleterre. En effet, on verra que par le Traité, Philippe ne
 pouvoit absolument prétendre que cela seul. Selon les apparences,
 Gardiner n'en pensoit pas moins. Mais il s'agissoit d'éblouir le Parle-
 ment par des conditions avantageuses à l'Angleterre, & quoiqu'il
 affectât un grand zèle pour les intérêts de la Nation, il est assez vrai-
 semblable qu'il se mettoit peu en peine de ce qui arriveroit a-
 près sa mort. Cependant, il s'acquitt par là une haute réputation, le
 Public attribuant à sa prudence & à sa capacité, les conditions de ce
 Mariage, qui sembloient mettre l'Angleterre à couvert des entrepri-
 ses de Philippe. Voici les principaux articles de ce Traité, qui fut
 signé le 12. de Janvier 1554., peu de jours après l'arrivée des Ambas-
 sadeurs.

Traité sur
 le Mariage.
Art. Publ.
Tom. XV. pag.
398.

Qu'en vertu de ce Mariage, Philippe jouiroit du Titre de Roi
 d'Angleterre, conjointement avec Marie, tant que le Mariage sub-
 sisteroit; sauf toutefois, les Droits, les Coutumes, les Privilèges du
 Royaume d'Angleterre. Il étoit aussi convenu, que la Reine seule
 auroit la disposition des revenus d'Angleterre, & la nomination de
 tous les Emplois, Offices, & Bénéfices, lesquels seroient confrez à
 des Sujets naturels de Sa Majesté, & non à d'autres.

Que la Reine porteroit aussi les Titres appartenans au Roi son E-
 poux.

Que son Douaire seroit de soixante-mille livres monnoye de Flan-
 dre, de quarante gros chacune, dont 40000. lui seroient assignées sur
 l'Espagne, & 20000. sur le Brabant, la Flandre, le Haynaut, & la
 Hollande. Que le cas du Douaire arrivant, elle en jouiroit de
 la même manière qu'en avoit joui Marguerite d'Yorck, Sœur d'E-
 douard IV. & Femme de Charles Duc de Bourgogne.

Que les Enfants qui naîtroient de ce Mariage, succederoient aux
 biens maternels, selon les coutumes des Pais.

Par rapport aux biens paternels, il étoit convenu, que l'Archiduc
 Charles, Fils de Philippe, succederoit aux Royaumes d'Espagne, de
 Naples & de Sicile, au Duché de Milan, & à tous les autres biens
 ou domaines situez en Lombardie, ou en Italie; mais qu'au défaut du
 Prince Charles & de sa posterité, le Premier-né de Philippe & de Ma-
 rie succederoit aux mêmes Souverainetés.

Que le Premier-né de Philippe & de Marie auroit la Bourgogne
 & les Pais-Bas, dont l'Archiduc Charles seroit exclus; comme les
 Enfants de Philippe & de Marie étoient exclus de l'Espagne & de
 l'Italie.

Que les Cadets, & les Filles de Marie & de Philippe, auroient leurs

Ap-

Appanages & portions en Angleterre, sans préjudice pourtant de ce MARIE.
que Philippe leur Pere, ou l'Empereur leur Ayeul, voudroient leur 1554.
donner dans les Pais-Bas, ou en Bourgogne.

Qu'en cas qu'il ne vint que des Filles de ce Mariage, l'aînée succéderoit dans la Bourgogne & dans les Pais-Bas, pourvu que, du consentement de l'Infant Charles son Frere, elle prit un Epoux originaire des fudits Pais, ou des Etats de la Reine sa Mere. Que si elle refusoit ou négligeoit d'exécuter cette condition, le Prince Charles conserveroit les droits sur lesdits Pais, avec l'obligation pourtant, d'assigner une Dot à sa Sœur, tant sur l'Espagne que sur les Pais-Bas.

Que si le Prince Charles mourroit sans postérité, le Fils aîné de Philippe & de Marie, ou la Fille aînée, s'il n'y avoit point d'Enfans mâles, succéderoient, tant en Espagne & en Italie, qu'ailleurs.

Enfin, il étoit expressément convenu, que dans tous les cas spécifiés ci-dessus, ceux des Enfans qui succéderoient tant aux biens paternels que maternels, laisseroient en leur entier, les Loix, Droits, Coutumes, & Privilèges, des Pais qui leur écheroient en partage, & qu'ils feroient administrer le Gouvernement par des gens originaires desdits Pais.

Claufe annexée au Traité.

Par cette Clause, il étoit expressément convenu, qu'avant la consommation du Mariage, Philippe jurerait solennellement l'observation des Articles suivans:

Qu'il n'auroit aucun Domestique, qui ne fût Anglois ou Sujet de la Reine; & qu'il n'ameneroit en Angleterre aucun Etranger, qui pût causer du chagrin aux Anglois. Que si quelqu'un de la Suite commettrait quelque offense de cette nature, il seroit puni d'une maniere convenable.

Qu'il ne feroit aucun changement dans les Loix, Droits, Statuts, & Coutumes d'Angleterre.

Qu'il ne tireroit point la Reine de ses propres Etats, à moins qu'elle ne le demandât expressément; & qu'il n'emmeneroit hors d'Angleterre aucun des Enfans qui naîtroient de ce Mariage, sans le consentement de la Noblesse.

Que si la Reine mourroit la premiere, sans laisser d'Enfans, il ne s'attribueroit aucun droit sur l'Angleterre, ou sur ses dépendances; mais qu'il laisseroit la Succession de la Reine son Epouse, à ceux à qui elle appartiendroit.

Qu'il n'emporteroit hors du Royaume, aucuns Joyaux, ni autres choses de grand prix: qu'il n'alieneroit rien de ce qui appartenoit à la Couronne, & ne souffriroit point que personne en usurpât quoi que ce fût.

Qu'à l'occasion de ce Mariage, l'Angleterre ne pourroit être mêlée:

MARIE. lée dans la Guerre entre la France & l'Espagne, mais que l'Alliance entre la France & l'Angleterre demeureroit ferme.

1554.

Qu'il ne feroit naître aucune cause de rupture entre l'Angleterre & la France.

Remarque
sur ce Traité.

Il seroit assez difficile de comprendre en quoi consistoient les avantages que l'Angleterre pouvoit tirer de ce Mariage, si, pour l'ordinaire, on ne confondoit les intérêts du Souverain & de ses Ministres, avec ceux du Royaume, quoique souvent très opposés. La Cour avoit en vue de rétablir la Religion Romaine en Angleterre, & pour cela, elle croyoit avoir besoin de l'assistance de l'Espagne. D'un autre côté, ce Mariage étoit avantageux au Chancelier, qui assuroit son crédit par la protection de Philippe. Mais en même tems, l'Angleterre couroit un extrême risque de tomber sous la domination de Philippe, qui vrai-semblablement ne prétendoit pas se laisser lier par des chaînes de parchemin.

Le Marquis
de North-
hampton ob-
tient son par-
don.

Le jour d'après que le Traité de Mariage fut signé, la Reine accorda des Lettres d'abolition au Marquis de Northampton (1) qui avoit été condamné avec le Duc de Northumberland.

La Reine
suspend
l'Acte contre
les Mar-
chands Alle-
mans.

On a vu ci-devant, que sur la fin du Regne d'Edouard VI., la Cour avoit pris des mesures pour empêcher que la Compagnie des Marchands Allemands, nommée du *Still-Yard*, n'enlevât tout le Commerce des Draps aux Anglois, comme elle avoit fait jusqu'alors. Pour cet effet, le Parlement avoit fait un Acte par lequel il chargeoit d'une grosse imposition les marchandises que cette Compagnie recevoit, ou qu'elle envoyoit hors du Royaume; & cet Acte avoit été renouvelé dans le premier Parlement de Marie. Mais, au commencement de cette année, la Reine, pour gratifier les Villes Hanseatiques, suspendit l'effet de ces Actes pour trois ans, & déchargea la Compagnie Allemande du paiement des Taxes extraordinaires qui lui avoient été imposées, *Nonobstant tous Actes de Parlement contraires*. Ce fut là le premier effet de la liaison de la Reine avec l'Empereur.

Murmures
contre le Ma-
riage de la
Reine.

Dès que le Traité de Mariage de la Reine avec Philippe fut devenu public, on n'entendit par-tout que des plaintes & des murmures. Les Protestans en particulier se crurent perdus, parce qu'ils craignoient de se voir soumis à l'Inquisition Espagnole. Mais ils n'étoient pas les seuls qui murmuroient. Indépendamment de la Religion, la plupart des gens ne pouvoient s'empêcher de craindre, que Philippe ne trouvât le moyen d'introduire en Angleterre le Gouvernement Espagnol, de la tyrannie duquel on avoit des exemples tout récents, dans les Indes, dans les Pays-Bas, dans les Royaumes de Naples & de Sicile, & dans le Duché de Milan. En un mot, peu de gens pouvoient se persuader que ce fût de bonne-foi, que l'Empereur & Philippe eussent consenti aux conditions stipulées dans le Traité. Enfin,

ces

(1) Le 13. Janvier,

ces murmures dégénérèrent en une Conjuración contre la Reine, dont son Mariage fut la cause, ou le prétexte. Ce furent le Duc de Suffolck, un Gentilhomme nommé *Thomas Wyat*, & *Pierre Carew*, qui formerent ensemble le dessein de faire soulever le Royaume. Carew devoit agir en Cornouaille, Wyat dans la Province de Kent, & le Duc de Suffolck dans celle de Warwick, qui est au centre du Royaume.

MARIE.
1554.
Conjuración
de Wyat.

Carew se conduisit si mal, que son Complot fut découvert, & un de ses complices arrêté, avant qu'il eût bien concerté ses affaires. Cela lui fit prendre la résolution de se sauver en France, & sa fuite porta Wyat à se hâter de commencer l'entreprise, quoique le dessein des Conjurez fût d'attendre l'arrivée de Philippe, afin de couvrir leur soulèvement d'un prétexte plus plausible. Wyat ayant donc résolu de pousser sa pointe, quoiqu'il ne fût pas encore bien prêt, se rendit à *Maidston* avec peu de monde, & publia qu'il prenoit les armes pour empêcher que l'Angleterre ne fût envahie. Ensuite, il marcha jusqu'à *Rocheſter*, d'où il écrivit au Sherif de la Province pour lui demander son assistance. Mais, bien loin de se ranger dans son parti, le Sherif lui fit commander de quitter les armes, & assembla du monde pour s'opposer à ses entreprises.

Cette Révolte inquiétoit la Cour, qui n'avoit rien de prêt pour la dissiper, la Reine ayant congédié son Armée dès qu'elle n'avoit plus eu rien à craindre. Cela fut cause qu'elle prit le parti d'envoyer à Wyat, un Héraut avec des Lettres d'abolition toutes scellées, pourvu qu'il posât les armes dans vingt & quatre heures. Mais il refusa de les recevoir. Cependant, la Cour étoit si mal préparée, qu'elle se vit obligée de faire marcher le Duc de Norfolk (1) avec six-cens hommes seulement des milices de Londres, commandez par un Officier nommé *Bret*. Dans ces entrefaites, le Sherif de Kent, qui alloit joindre le Duc de Norfolk, ayant rencontré *Knevet* qui alloit trouver Wyat avec quelques Troupes, le mit en déroute, & lui tua soixante hommes. Ce mauvais succès alarma tellement le Chef des Rebelles, qu'il avoit déjà pris la résolution de se sauver, lorsqu'un accident inespéré lui fit reprendre courage. Le Chevalier *Harper*, l'un des partisans de Wyat, ayant feint de le quitter, alla trouver le Duc de Norfolk, & fut agir si adroitement avec les Milices de Londres, qu'il leur fit prendre le parti des Rebelles, en sorte que quittant le Duc, elles alloient se joindre à Wyat.

Avec ce renfort & les autres Troupes que Wyat avoit assemblées, & qui faisoient ensemble un Corps de quatre-mille hommes, il se mit en marche vers Londres. Il rencontra tout proche de *Deptford*, deux Envoyez de la Reine, qui lui demanderent de sa part ce qu'il souhaitoit. Il demanda le Gouvernement de la Tour, la Garde de la personne de la Reine, & que le Conseil fût chan-

(1) Le 25. de Janvier.
Tom. VI.

MARIE. 1554. changé selon qu'il le trouveroit à propos. Ces demandes ayant été rejetées, la Reine se rendit à l'Hôtel de Ville de Londres, & communiqua aux Magistrats la réponse de Wyat. Ensuite, elle leur parla de son Mariage, & leur dit qu'en cela, elle n'avoit rien fait que par l'avis de son Conseil. Enfin, pour leur donner une preuve de la confiance qu'elle avoit en eux, elle voulut demeurer dans la Ville, quoique plusieurs lui conseillaient de se retirer dans la Tour.

Cependant, Wyat ayant continué sa marche, arriva le 3. de Février au Fauxbourg de Southwark, dans l'esperance d'entrer dans la Ville sans aucune difficulté. Mais ayant trouvé le Pont bien barricadé & bien gardé, il se vit obligé de remonter le long de la Tamise jusqu'à *Kingston*, qui est à dix milles de Londres, où il trouva le Pont rompu. Il employa quelques heures à le faire raccommoder, après quoi il passa de l'autre côté avec son Armée, qui étoit alors de près de six-mille hommes. Ensuite, il continua sa marche vers Londres, & après avoir inutilement perdu du tems à faire raccommoder un affût de Canon qui s'étoit rompu, il arriva le 5. de Février à neuf heures du matin à *Hide-parck*. Le tems qu'il employa mal à propos en chemin à l'occasion de l'affût rompu, fit échouer son entreprise. Pendant ce tems-là, le même Harper, qui lui avoit rendu un si grand service en faisant revolter les Milices de Londres, s'étant dérobé de lui, s'en alla en diligence avertir la Cour, que son dessein étoit de traverser la Ville de Westminster, d'aller tout droit à la porte de *Ludgate*, & d'entrer par là dans la Cité. Cet avis vint tout à propos au Comte de Pembroke & au Lord Clinton, qui ayant assemblé quelques Troupes, avoient résolu de le combattre à l'entrée de la Ville. Mais, voyant qu'il alloit s'engager dans les rues où il ne lui seroit pas possible d'étendre ses Troupes, ils jugerent qu'il valoit mieux le laisser passer, après avoir donné ordre qu'on fermât la porte par où il avoit dessein d'entrer.

Wyat est
pris & mis
en prison.

Wyat, toujours ençêté que les Bourgeois de Londres favoriseroient son entreprise, laissa son Canon à *Hideparck* avec une Garde, & entrant dans la Ville, il prit à droite du côté de *Whitehall*, & suivit la grande rue appelée le *Strand*, pour se rendre à la porte de *Ludgate*. A mesure qu'il s'avançoit, on prenoit soin de lui couper le chemin de la retraite, par des barricades, & en plaçant du monde aux avenues. Il se croyoit déjà au comble de ses souhaits, lorsqu'en arrivant à la porte de la Ville, il la trouva fermée. Ce fut alors qu'il commença seulement à se défilier les yeux, & à perdre courage, comprenant bien qu'il lui seroit impossible de se retirer. Comme il revenoit sur ses pas, un Héraut d'armes s'étant présenté à lui, & l'ayant exhorté à ne pas sacrifier inutilement tant de gens qu'il menoit avec lui, il se rendit sans résistance, & fut mené en prison. Ce malheureux, qui avoit sans doute fort peu de cervelle, s'étoit imaginé follement, sans en avoir de bonnes assurances, que la Ville de Londres se déclareroit en

sa

à faveur, & ce fut ce qui causa la perte. S'il avoit mieux pris ses mesures, il auroit beaucoup embarrassé la Reine & ses Ministres, dans un tems où le Gouvernement, tout foible qu'il étoit, avoit déjà fait bien des mécontens. Mais le mauvais succès de cette entreprise affermit tellement l'autorité de la Reine, que depuis ce tems-là, elle ne trouva plus de résistance. Après la prise de Wyatt, les gens s'étant dispersés, on en prit autant qu'on voulut, & on en remplit les prisons.

Pendant que Wyatt agissoit en Kent & à Londres, le Duc de Suffolck n'avoit fait que peu de progrès dans la Province de Warwick. On ne l'auroit pas même soupçonné, si on n'avoit pas surpris un Exprès que Wyatt lui envoyoit, pour l'informer des raisons qui l'avoient obligé à précipiter l'entreprise, & pour le prier de se hâter autant qu'il seroit possible. Sur cet avis, le Comte de Huntington ordonna de l'arrêter. Le Duc en ayant été informé, & n'ayant encore pu s'assurer que de cinquante Cavaliers, prit le parti d'aller se cacher chez un de ses Domestiques. Mais il en fut lâchement trahi, & livré au Comte de Huntington, qui le conduisit à la Tour le 11. de Février. Tel fut le succès de cette Conspiration. Si elle avoit été conduite par de meilleures têtes, elle auroit pu avoir de grandes suites. Mais il ne se trouva que peu de gens un peu distinguez, qui voulassent se mettre sous la conduite de tels Chefs. Si elle n'avoit causé que la mort des principaux coupables, on pourroit dire, qu'il étoit juste qu'ils portassent la peine de leur folie. Mais elle produisit deux autres effets très considérables, dont l'un fut fatal à une illustre personne qui en étoit innocente, & l'autre à tous les Protestans. Ce n'est pas que la Religion eût aucune part à cette Conjuración. Wyatt lui-même étoit Catholique Romain, & la Reine, dans la Proclamation qu'elle publia sur ce sujet, n'en accusa point les Protestans, quoique depuis ce tems-là, il se soit trouvé des Historiens qui ont voulu les en charger. Mais, comme l'autorité de la Reine s'affermir par le mauvais succès de cette entreprise, elle l'employa toute entière à ruiner la Reformation & les Reformez. Le Duc de Suffolck s'étant trouvé engagé dans cette Conspiration, la Cour n'avoit pas de peine à comprendre que son but avoit été de remettre Jeanne Gray sa Fille sur le Trône, & c'est ce qui fit prendre à la Reine la résolution de la sacrifier à sa fureur.

Deux jours après la prise de Wyatt, on fit dire à Jeanne Gray & à son Epoux, qu'ils devoient se préparer à la mort. Mais Jeanne étoit déjà toute préparée; c'est pourquoi elle reçut cette nouvelle avec beaucoup de fermeté. Cependant, le Docteur *Feknam* qui la lui porta, & qui avoit ordre de l'exhorter à changer de Religion, s'étant imaginé mal à propos qu'elle souhaitoit d'avoir un peu de tems pour se déterminer, obtint que son exécution fût différée de trois jours. Mais elle lui témoigna qu'en cela, il ne lui avoit pas fait plaisir. Elle avoit bien

MARIE.
1554.

Le Duc de
Suffolck est
arrêté.

La Religion
n'avoit aucu-
ne part à la
Conjuración
de Wyatt.

Exécution
de Jeanne
Gray, de son
Mari, & de
son Pere.

MARIE. bien compris que la jalousie du Gouvernement ne permettoit pas qu'on la laissât vivre ; & dans cette pensée, elle avoit employé tout son tems, depuis qu'elle étoit en prison, à se préparer à la mort. Quelques-uns ont cru que, sans ce dernier attentat du Comte de Suffolk, la Reine auroit épargné sa Fille. Mais comme dans la suite, elle fit mourir beaucoup de gens pour cause de Religion, il n'y a pas d'apparence que Jeanne, qui étoit fort attachée à la Religion Protestante, eût été plus épargnée que les autres, quand même la Reine auroit pu se résoudre à lui pardonner le crime de Leze-Majesté. Quoi qu'il en soit, elle fut exécutée le 12. de Fevrier, après avoir vu passer le Corps de son Epoux, à qui on venoit de couper la tête, & qu'on alloit enterrer dans la Chapelle de la Tour. Elle témoigna jusqu'à son dernier moment, beaucoup de constance & de piété, & un grand attachement pour la Reformation, avouant pourtant qu'elle avoit commis une grande faute, en acceptant une Couronne qui ne lui appartenoit pas. Le Duc de Suffolk son Pere fut jugé le 17. du même mois, & exécuté le 21., avec le regret d'avoir causé la mort de sa Fille.

Wyat accusé Elisabeth & le Comte de Devonshire. Ensuite vint le tour de Wyatt. Lorsqu'il fut amené devant ses Juges, il offrit de faire de grandes découvertes, si on vouloit lui sauver la vie. Il accusa même la Princesse Elisabeth & le Comte de Devonshire, d'avoir eu part à la Conjuración : mais cela n'empêcha pas qu'il ne fût condamné à mort, quoique son exécution fût différée près de deux mois, à cause de l'esperance qu'on avoit de tirer de lui de grands éclaircissements. Cependant, le Comte de Devonshire fut mis à la Tour, & la Princesse Elisabeth, quoiqu'indisposée, fut amenée à Londres, & confinée à Whitehall dans une Chambre, où elle n'eut la liberté de parler à personne. Ensuite, le 11. de Mars elle fut menée à la Tour.

Plusieurs Rel. elles exécutées. Pardon accordé à fix-cens. Le 14. & le 15. de Fevrier, *Bret*, qui avoit commandé les Milices de Wyatt, fut pendu avec 58. autres. Quelques-jours après (1), six-cens des prisonniers furent présentés la corde au cou à la Reine, qui leur pardonna. Mais cela ne fut pas capable d'effacer l'impression qu'avoient faite dans les esprits, tant de supplices pour une Conjuración où il n'y avoit point eu de sang répandu. On en rejetta la faute sur Gardiner, qu'on accusa de porter la Reine à un excès de jalousie pour son autorité, & à une rigueur outrée. Un cas qui arriva dans ce même tems, alarma aussi beaucoup le Peuple, en lui faisant comprendre que la Reine prétendoit gouverner avec un pouvoir trop étendu. Le Chevalier *Nicolas Troghmorton*, étant accusé d'avoir eu part à la Conspiration, & en ayant été assez fortes pour le condamner, furent eux-mêmes condamnés à de grosses

Nicolas Troghmorton est absous par les Jurez, ces Juges, qui n'avoient pas trouvé les preuves mêmes condamnées à l'amende.

(1) Le 20. de Fevrier.

grosses amendes. Ainsi la liberté étoit ôtée aux Jurez de juger selon leurs consciences, & au-lieu d'examiner les preuves, ils n'avoient qu'à examiner quelle étoit la disposition de la Cour à l'égard des accusés, pour les condamner ou pour les absoudre. La rigueur qui fut exercée envers ces Jurez, fut fatale au Chevalier *Jean Trogmorton*, qui fut condamné sur les mêmes preuves sur lesquelles son Frere avoit été absous.

MARIE.
1554

Son Frere
est condam-
né.

Le délai qu'on avoit accordé à Wyat, fit un effet tout contraire à celui que la Cour en avoit attendu. Ce malheureux, qui n'avoit accusé Elisabeth & le Comte de Devonshire que dans l'esperance de sauver sa vie, voyant qu'il ne pouvoit éviter la mort, les déchargea pleinement dans un second Interrogatoire. De peur même qu'on ne supprimât sa dernière déclaration, il la renouvela en présence de tous ceux qui assistoient à sa mort. Comme il n'y avoit aucune autre preuve contre eux, & que celui-là même qui les avoit d'abord accusés, les avoit justifiés étant sur le point de mourir, il ne fut pas possible de leur faire leur procès, quoique Gardiner souhaitât passionnément la mort d'Elisabeth. Il y a même beaucoup d'apparence que la Reine y auroit volontiers consenti, si elle eût pu appuyer sa rigueur sur quelque apparence de Justice.

Wyat des-
charge Eliza-
beth.

Gardiner
veut faire
mourir Eliza-
beth.

Après qu'Elisabeth eut souffert une longue & rude prison, dans la Tour, on l'en tira pour la conduire à Woodstock. Ce n'étoit pas pour lui faire plaisir, mais pour l'ôter au Lord *Cbandois* Lieutenant de la Tour, qui la traitoit avec trop de distinction & d'humanité. On la mit donc à Woodstock (1) sous la garde du Chevalier *Bennefield*, qui n'ayant pas pour elle les mêmes égards, lui donna lieu de croire qu'on avoit dessein de se débarrasser d'elle. On prétend même que certaines gens se chargerent officieusement de la faire mourir, dans la pensée de faire plaisir à la Reine & aux Ministres; mais que l'exactitude avec laquelle on la gardoit, les empêchoit d'avoir accès auprès d'elle.

Rigueurs
exercées
contre Eliza-
beth.

Les troubles que la Conjuración de Wyat avoit causés étant entièrement apaisés, la Reine reprit son premier projet par rapport à la Reformation, dont la ruine étoit résolue. Quoique cela se dût faire par l'autorité du Parlement, elle ne laissa pas d'y travailler par avance, de sa propre autorité, en vertu de son droit de Supremacie, qu'elle avoit pourtant en horreur, mais dont elle ne faisoit pas scrupule de se servir contre les Protestans. Pour cet effet, elle donna des Instructions aux Evêques, pour faire la visite de leurs Diocèses. Ces Instructions, qui étoient du stile de Gardiner, contenoient un narré piquant de tous les prétendus désordres qui avoient été introduits dans l'Eglise sous le Regne d'Edouard. Ensuite, elle donna au Chancelier un ordre positif de purger l'Eglise, des Ecclésiastiques mariez.

Ordres de
la Reine con-
tre les Evê-
ques mariez.
Act. Publ.
Tom. XV. pag.
376.
29. Mars.

Quel-

(1) Le 16. de Mai.

MARIE.

1554.

Quatre Evêques
desquels étoient
*ibid.*Pag. 370.
& trois autres
sous
d'autres pré-
textes.
*ibid.*La Messe est
rétablie en
tous lieux.Dispositions
des Membres
des Commu-
nes.

Quelques jours après (1) la Reine nomma des Commissaires, à la tête desquels étoit Gardiner, pour déposer quatre Evêques qui avoient des Femmes, savoir, l'Archevêque d'Yorck, & les Evêques de St. David, de Chester, & de Bristol, qui étoient tous quatre en prison. Deux jours après, les mêmes Commissaires eurent ordre de déposer aussi les Evêques de Lincoln, de Gloucester, & de Hereford, pour ne s'être pas bien comportez, & pour avoir prêché des Doctrines erronnées. Le prétexte de déposer ces Evêques par un simple ordre de la Reine, étoit pris de ce que, par les Lettres Patentes du Roi Edouard qui les avoit établis Evêques, ils ne devoient jouir de leurs Evêchez qu'autant de tems qu'ils se comporteroient bien, & qu'ainsi on ne leur faisoit point d'injustice en les déposant, puisqu'on n'étoit pas content de leur conduite. Mais la véritable raison étoit, que le Parlement devant s'assembler bien-tôt, la Cour vouloit remplir ces places par des gens qui lui fussent dévouez. Quant aux autres Ecclesiastiques d'un rang inférieur, le Docteur Burnet prétend que, de seize-mille qu'il y en avoit en Angleterre, plus des trois quarts furent déposés pour s'être mariez. Effectivement, on voit dans le Recueil des Actes Publics un nombre infini de Présentations à des Bénéfices, qui marquent assez les changemens qui se faisoient dans l'Eglise. Cependant, en conséquence de l'Acte du Parlement, la Messe avoit été rétablie en tous lieux, avec la Liturgie dont on se servoit à la fin du Règne de Henri VIII. Telle étoit la constitution de l'Etat & de l'Eglise, lorsque le nouveau Parlement s'assembla le 2. d'Avril 1554.

Les soins que la Cour s'étoit donnez pour avoir un Parlement à sa dévotion, n'avoient pas été moindres que l'année précédente. Ils avoient même été suivis d'un succès d'autant plus grand, que Gardiner avoit en main de quoi gagner les gens qui devoient faire les élections, & les Députez qui devoient composer la Chambre des Communes. La Cour avoit deux choses en vue, la première, de faire approuver le Mariage de la Reine, la seconde, de rétablir l'autorité du Pape. Pour la première, il ne suffisoit pas d'avoir des Députés bien disposés par rapport aux changemens qu'on vouloit faire dans la Religion, il falloit encore qu'ils fussent peu attachez au bien de leur Patrie, puisque le Mariage de la Reine mettoit évidemment l'Angleterre en danger de devenir un jour un Royaume dépendant de l'Espagne. Pour la seconde, il étoit nécessaire non seulement que la plupart des Membres des Communes fussent convaincus des Dogmes de la Religion Romaine, mais même, qu'ils fussent véritablement Papistes, c'est-à-dire, qu'ils fussent persuadés que la Religion ne pouvoit pas subsister sans Pape. Or ceux qui étoient dans ce sentiment, ne faisoient pas le plus grand nombre parmi les Catholiques Romains. Il y en avoit beaucoup plus qui, croyant la Transsubstantiation, l'Invocation

(1) Le 13. de Mars.

cation des Saints, l'Adoration des Images &c. étoient pourtant persuadés que le Gouvernement d'un Pape n'étoit pas nécessaire à l'Eglise, & qui s'accordoient fort bien de l'abolition de cette autorité. Ce fut à faire élire des gens propres à exécuter les desseins de la Cour, ou à gagner ceux d'entre eux qui n'étoient pas assez portés à se laisser conduire, que Gardiner employa le pouvoir qu'il avoit de l'Empereur & de la Reine, de promettre des pensions. Cela se fit même avec si peu de ménagement & de secret, qu'on favoit à l'égard d'un grand nombre de Députés, les pensions qui leur étoient assignées. Ce Parlement s'étant assemblé, bien loin que la Reine y trouvât de l'opposition à ses volontés, elle fut quelquefois obligée d'arrêter la Chambre des Communes, qui vouloit trop lui témoigner son zèle.

MARIE.
1554.

Parlement
régné.

Le premier Acte qui se fit dans cette Séance, donna lieu à bien des réflexions: mais le but n'en fut connu que longtems après, sous le Règne d'Elisabeth, qu'un certain homme qui en étoit instruit le revela au Comte de Leicester. Le premier projet en fut présenté à la Chambre des Communes par l'Orateur. Il portoit que, comme les Loix qui déclaroient quelles étoient les Prérogatives Royales, avoient été faites en faveur des Rois, on pourroit en prendre prétexte pour en disputer la jouissance à la Reine, parce qu'elle étoit Femme. Par cette raison, le Parlement déclaroit que la Prérogative Royale étoit attachée à la personne qui portoit la Couronne, soit qu'elle fût Homme ou Femme, & que par conséquent, la Reine n'avoit pas moins de droit qu'aucun de ses Prédécesseurs. Ce projet d'Acte excita quelques débats dans la Chambre Basse. Quelques-uns craignoient que, sous prétexte d'assurer les justes droits de la Reine, on ne voulût lui en attribuer plus qu'elle n'en devoit avoir, & que cette dernière Clause, *qu'elle n'avoit pas moins de droit qu'aucun de ses Prédécesseurs*, ne lui donnât lieu de remonter jusqu'à celui de Guillaume le Conquerant, qui avoit dépouillé les Anglois naturels de leurs biens, pour les donner à des Etrangers. Le Mariage de la Reine avec le Prince d'Espagne augmentoit encore ce soupçon, par la crainte où l'on étoit que les Espagnols n'eussent en pensée d'établir en Angleterre un Gouvernement despotique. Il fut donc jugé à propos de changer les termes de l'Acte d'une telle manière, qu'il donnât à la Reine autant de droits que les Loix lui en attribuoient, sans lui donner occasion d'usurper ceux qui ne lui convenoient pas. La Cour se s'opposa point à cette explication. Le but de Gardiner, qui étoit l'Auteur de ce Bill, n'étoit pas de rendre la Reine absolue, mais d'empêcher que, sous prétexte du Sexe, Philippe ne s'emparât du Gouvernement. L'exemple de Henri VII. fournissoit un juste sujet de craindre. Ce Prince n'eut d'abord aucune prétention à la Couronne, qu'en vertu du Mariage qu'il promit de contracter avec Elisabeth Fille d'Edouard IV. Mais dans la suite, quand il se crut assez fort, il ne voulut plus regner que de son chef, comme Héritier de la Maison de Lancastre. Philippe

Acte pour
confirmer les
Prérogatives
de la Reine.

Motif for-
ceté de cet
Acte.

auroit

MARIE. auroit pu faire la même chose, comme descendant de la même Maison. En cela, Gardiner avoit en vue l'intérêt de la Nation, & le sien propre. Celui de la Nation étoit, que Philippe n'eût aucune occasion de s'emparer du Gouvernement. Celui de Gardiner consistoit en ce que, si Philippe trouvoit le moyen de se rendre maître en Angleterre, vraisemblablement il mettroit l'administration du Gouvernement entre les mains des Espagnols, & que par conséquent, Gardiner n'y auroit que fort peu de part. Voici ce qui fit naître à Gardiner cette pensée. Un certain homme avoit fait un projet qui contenoit un modèle de Gouvernement, selon lequel il vouloit que la Reine prétendit être Reine par Droit de conquête, ou qu'elle soutint qu'étant parvenue à la Couronne par le Droit Coutumier, elle n'étoit point assujettie aux Loix qui bornoient la Puissance Royale, parce que les Loix positives n'avoient été faites que pour les Rois & non pas pour les Reines. Ce projet ayant été communiqué à l'Ambassadeur de l'Empereur, il le mit entre les mains de la Reine, la priant de le lire avec attention. La Reine le lut sans doute, après quoi, elle le donna au Chancelier pour l'examiner, & pour lui en dire son sentiment. Celui-ci connu par là quel étoit le but des Espagnols, & en fit voir à la Reine les conséquences, & le péril à quoi elle s'exposeroit si elle suivoit, ou si elle souffroit même, qu'on lui donnât de semblables conseils. Enfin, il fut si bien tourner son esprit, qu'elle jeta le projet au feu. Ce n'étoit pas sans raison, que Gardiner commençoit à s'alarmer par rapport aux Espagnols. Outre que des projets tels que celui qu'on vient de voir, lui donnoient un juste sujet de les soupçonner de quelque dessein pernicieux à l'Angleterre, il voyoit encore une autre chose qui confirmoit ses soupçons. C'est que les Espagnols publioient avec beaucoup d'affectation la Généalogie de Philippe, par laquelle il paroissoit manifestement qu'il étoit issu d'une Fille de Jean de Gand Duc de Lancastre, Fils d'Edouard III. Il crut donc qu'il falloit de bonne heure rompre leurs mesures; & c'est ce qu'il entreprit de faire, par l'Acte dont je viens de parler. Mais il se garda bien de faire connoître qu'il en fût l'Auteur, de peur de perdre les bonnes grâces de Philippe.

Dans cette Séance, on rétablit l'Evêché de Durham qui avoit été supprimé sur la fin du dernier Règne. L'Acte de suppression fut révoqué, & cet Evêché remis en son premier état.

L'Evêché de Durham est rétabli.
La Sentence contre le Duc de Suffolk est confirmée, & le Traité de Mariage.

La Sentence contre le Duc de Suffolk, & les cinquante-huit hommes exécutés pour la dernière Rébellion, fut aussi confirmée.

Enfin, le Parlement approuva le Traité de Mariage entre la Reine & Philippe. Mais comme Gardiner commençoit à craindre les Espagnols, il fit en sorte que le Parlement, en approuvant le Traité, expliqua plus nettement, & amplifia les Articles par lesquels la Reine seule devoit avoir le Gouvernement du Royaume.

Le Parlement est prorogé.

On n'en demanda pas davantage au Parlement pour cette Séance.

Si

Si l'on avoit voulu suivre la passion de la Chambre Basse, elle auroit fait plusieurs Actes rigoureux contre la Reformation & contre les Reformez. Mais les Seigneurs, par les directions de la Cour, laisserent tomber les Bills qui leur avoient été envoyez par les Communes sur cette matiere. Sans doute, les Ministres ne jugerent pas qu'il fût à propos de commencer la Persecution avant que le Mariage de la Reine fût consommé, de peur que quelque accident imprévu ne retardât l'arrivée du Prince d'Espagne. Par cette raison, le Parlement fut prorogé le 25. de Mai, jusqu'au 11. de Novembre, après que la Reine eut obtenu ce qu'elle souhaitoit principalement, savoir l'approbation de son Mariage.

Sur la fin de la Seance du Parlement, la Cour jugea qu'il étoit à propos d'interrompre la Convocation, pour faire tenir une nouvelle Conférence à Oxford, sur les matieres de l'Eucharistie. Les Protestans se plaignoient publiquement de la conduite qu'on avoit tenue à leur égard, dans la dispute publique qui s'étoit faite à Londres. Ce fut de là qu'on prit occasion de leur tendre un nouveau piège, en ordonnant une nouvelle dispute à Oxford, en présence de l'Université, comme si on avoit résolu de leur rendre plus de justice. Mais c'étoit en effet, pour leur faire souffrir une nouvelle mortification. Si la Cour avoit eu dessein d'agir de bonne-foi, elle n'auroit jamais d'elle-même choisi, comme elle fit, pour Tenans de cette dispute, de la part des Protestans, *Cranmer, Ridley & Latimer*, tous trois prisonniers à la Tour, & dont les deux premiers étoient sans difficulté les plus favans & les plus habiles de leur Parti. Mais comme on avoit résolu de les confondre par tout autre chose que par des raisons & par des argumens, on fut bien aise d'exposer ces trois graves Prélats aux insultes de leurs ennemis. On les fit donc conduire à Oxford pour y disputer contre quelques-uns du Clergé Romain, à la tête desquels étoit *Wesson* Président de la Chambre Basse de la Convocation. Cette Dispute ou Conférence se passa de la même maniere que celle de Londres (1). Enfin, les trois Evêques Protestans furent contraints de se taire, à cause qu'ils étoient continuellement interrompus & qu'il ne leur étoit pas possible de se faire entendre, d'où on inféra qu'ils avoient été convaincus. Ceux qui seront curieux de voir le détail de cette dispute, le trouveront dans l'Histoire de la Reformation d'Angleterre. Mais on ne se contenta pas de causer quelque mortification à ces trois Evêques. La dispute, qui avoit duré trois jours, étant finie, on les somma de faire abjuration de leurs prétendues Erreurs, & sur leur refus, ils furent excommuniés (2).

Le Prince Philippe ayant été informé qu'il n'y avoit plus rien qui dût retarder la consommation de son Mariage, partit de la Corogne le 16. de Juillet, & arriva le 20. à Southampton. En mettant pied

Dispute sur
la Religion à
Oxford.

Cranmer;
Ridley &
Latimer sont
excommuniés.

Arrivée de
Philippe.

(1) Le 15, 16, 17, d'Avril.
Tom. VI.

(2) Le 20. d'Avril.
P

MARIE. à terre, il tira son épée hors du fourreau, & la porta nue pendant quelque tems. Cette action misterieuse fut diversement expliquée. Quelques-uns disoient, qu'il avoit voulu témoigner par là qu'il destinoit son épée à la défense de l'Angleterre. D'autres croyoient qu'il avoit voulu faire entendre aux Anglois, qu'il prétendoit les gouverner par l'épée. Les Magistrats de Southampton lui ayant présenté les Clefs de la Ville, il les reçut & les leur rendit, sans dire un seul mot. Cette gravité déplut aux Anglois, qui ont accoutumé de voir leurs Souverains agir avec des manieres plus affables. La Reine alla au-devant de lui jusqu'à Winchester, où Gardiner bénit leur Mariage le 27. de Juillet. Ce même jour, ils furent proclamés Roi & Reine d'Angleterre, de France, de Naples, de Jerusalem, avec l'addition de beaucoup d'autres Titres. L'Empereur venoit de faire présent à son Fils du Royaume de Naples, & du Royaume de Jerusalem. Philippe n'avoit que vingt & sept ans, & Marie étoit âgée de trente-huit. Cependant, on fit débarquer beaucoup de caisses d'argent en barre, que Philippe avoit apportées avec lui, & qui faisoient sans doute la plus grande partie des douze-cens-mille écus que l'Empereur s'étoit engagé d'envoyer en Angleterre, & dont il n'avoit pas voulu se dessaisir avant que le Mariage fût consommé. Cela ne servit pas peu à donner du zèle pour les intérêts de la Reine, à ceux que Gardiner avoit déjà gagnés par avance.

Il apporte
beaucoup
d'argent.

Il obtient
la grace de la
Princesse Eli-
sabeth & de
quelques au-
tres.

Philippe voulant se concilier l'affection des Anglois, exerça d'abord quelques Actes de clémence qui auroient produit cet effet, si tout le reste de sa conduite y eût été conforme. Quoi qu'il en soit, il y eut quelques personnes distinguées qui profitèrent de sa générosité. La Princesse Elisabeth en fut la principale. Gardiner vouloit, à quelque prix que ce fût, se défaire d'elle. Il comprenoit que si elle succédoit à Marie, son propre intérêt la porteroit à renverser tout ce qui se feroit fait sous ce Regne, par rapport à la Religion. On savoit d'ailleurs, que quelques ménagemens qu'elle gardât, elle étoit Reformée dans le cœur. Or, comme le dessein étoit formé de persécuter les Protestans, il y avoit quelque lieu de craindre qu'ils ne se soulevassent, en prenant le prétexte de faire valoir ses droits. La Reine elle-même n'étoit pas éloignée des sentimens de Gardiner; mais Philippe interceda pour Elisabeth, & la tira de ce danger. Ce fut d'abord, sans doute, par un motif de générosité. On a prétendu, que dans la suite, la Politique entra aussi dans les soins qu'il prit de conserver la vie à cette Princesse, & on en a donné deux raisons différentes. On a dit premierement, que quand il n'eut plus d'esperance d'avoir des Enfans de Marie, il considéra que si Elisabeth n'étoit plus au monde lorsque la Reine mourroit, la Couronne d'Angleterre seroit dévolue à la Reine d'Ecosse, qui apporteroit ce riche héritage au Dauphin. Il est bien vrai, que par le Testament de Henri VIII. la Reine d'Ecosse ne pouvoit prétendre à la Couronne d'Angleterre, qu'après la postérité de

Raisonné
Philippe
pour la de-
mander.

de la Duchesse de Suffolck. Mais il n'y avoit aucune apparence que le Dauphin s'en tint à ce Testament, & il pouvoit arriver qu'il joindroit la possession de l'Angleterre & de l'Irlande à celle de la France & de l'Ecosse, ce qui ne pouvoit qu'être préjudiciable à la Maison d'Autriche. La seconde raison qui porta Philippe à prendre soin de la vie d'Elisabeth, fut, comme on le prétend, qu'il eseroit de l'épouser, si Marie mouroit avant lui. Outre la Princesse Elisabeth, il y eut quelques autres personnes qui obtinrent leur grace par l'intercession de Philippe, savoir, dix Chevaliers & l'Achevêque d'Yorck. On présume que celui-ci ne demeura pas ferme dans sa Religion, parce que les autres qui furent mis en liberté étoient des gens dont la Religion s'accoutumoit au tems. Vrai-semblablement, ils avoient été engagés dans le parti de Wyatt, ou de Jeanne Gray. D'ailleurs, l'Achevêque d'Yorck fut laissé en repos pendant tout le reste de ce Regne.

MARIE.
1554.

Les manieres graves de Philippe, & son air réservé, déplaissent beaucoup aux Anglois. Personne ne pouvoit approcher de lui ou de la Reine, qu'après avoir fait demander Audience comme faisoient les Ambassadeurs. Cela rendit la Cour entierement déserte, la Noblesse Angloise ne pouvant s'accoutumer à des manieres si opposées à ce qui se pratiquoit auparavant.

Ce Prince
déplait aux
Anglois.

Le vieux Duc de Norfolk mourut au mois de Septembre, environ un an après avoir obtenu sa liberté.

Mort du
Duc de Nor-
folk.
Parlement:

Le Parlement se rassembla le 1. de Novembre, dans des dispositions telles que la Cour pouvoit les souhaiter. L'argent venu d'Espagne avoit produit de si grands effets, que la plupart des Députés des Communes ne demandoient que les occasions de donner à la Reine des preuves de leur zèle. La Cour en étoit si persuadée, que, quoi-qu'il n'y eût encore aucune Loi pour rétablir le pouvoir du Pape, on ne laissa pas d'envoyer deux Seigneurs au-delà de la Mer, pour y recevoir le Cardinal Polus en qualité de Légat, & pour l'amener en Angleterre. Un de ces Seigneurs étoit le Lord Paget, qui ayant été un des principaux amis & confidens du Duc de Sommerfet, & un des instrumens dont ce Protecteur se servoit pour rétablir la Reformation sous le Regne d'Edouard, fut choisi sous celui de Marie, pour aller au-devant du Légat du Pape. Tant le changement de Regne avoit produit de changement parmi les Seigneurs. Pendant que le Légat, qui étoit en Flandre, se mettoit en chemin, on passoit dans le Parlement un Acte pour révoquer celui qui l'avoit condamné sous le Regne de Henri VIII. Cela fut fait dans trois jours, parce qu'on vouloit éviter l'inconvénient de voir arriver dans le Royaume, un Légat encore sujet à une Sentence de mort.

La Cour
envoie au
devant du
Légat.

Acte pour
révoquer la
condamna-
tion de Po-
lus.

Polus arriva le 24. de Novembre, & après avoir communiqué ses Pouvoirs au Roi & à la Reine, il exposa devant eux & devant les deux Chambres de Parlement, qui avoient été mandées exprès, le

Arrivée du
Légat.

MARIE.

1554.
Son discours
au Parle-
ment.

La Reine se
croit encein-
te.

sujet de sa Légation. Il dit que c'étoit afin de ramener dans la Bergerie de Jésus-Christ, tant de Brebis qui s'en étoient égarées. Que le Pape, qui tenoit en Terre la place du Souverain Pasteur, étoit prêt à les recevoir, & qu'il exhortoit les Anglois à profiter d'un tems si heureux & si favorable. La Reine, qui avoit souhaité passionnément de voir l'autorité du Pape rétablie en Angleterre, fut tellement émue en cette occasion, qu'elle crut avoir senti un Enfant se remuer dans son ventre. Cette nouvelle fut d'abord publiée en tous lieux, & par ordre même du Conseil, le *Te-Deum* en fut chanté dans l'Eglise de St. Paul. Quelques flatteurs s'aviserent de dire, que comme Jean Baptiste avoit treffailé de joye dans les entrailles de sa Mere à l'approche de Jésus-Christ, ainsi l'Enfant dont la Reine étoit enceinte treffailoit à l'approche du Vicaire de Jésus-Christ, qui parloit par la bouche de son Légat. Les Femmes de la Reine, qui la virent entêtée de sa prétendue grossesse, l'entretenrent dans cette pensée jusques vers le milieu de l'année suivante, qu'à sa grande mortification, elle connut qu'elle s'étoit trompée.

Requête.
des deux
Chambres,
pour la re-
conciliation
avec le Pape.

Le 29. de Novembre, les deux Chambres présentèrent au Roi & à la Reine une Requête, par laquelle elles les supplioient d'interceder envers le Légat afin que le Royaume fût reconcilié à l'Eglise, dont un horrible Schisme l'avoit longtems tenu séparé. Elles promettoient dans la même Requête, de révoquer tous les Actes qui avoient été faits contre le Pape. Sur cela, le Légat se rendit au Parlement & y fit un long Discours, où il étala la tendre affection que le Pape avoit pour l'Angleterre, & les graces extraordinaires que les Anglois avoient reçues de tout tems du St. Siege. Ensuite, il donna pour pénitence, la revocation de toutes les Loix qui avoient été faites contre l'autorité du Pape; & ayant donné aux deux Chambres l'absolution, qu'elles requèrent à genoux, il leva toutes les Censures.

Le Légat
leur donne
l'absolution.

Acte qui
rétablit l'au-
torité du Pa-
pe.

L'Acte de Revocation, à quoi les deux Chambres s'étoient engagées, ne put être prêt qu'au commencement de Janvier. Par cet Acte, l'autorité du Pape étoit rétablie sur le même pied qu'elle étoit avant la vingtième année du Regne de Henri VIII.; mais on y inséra les cinq articles suivans, qui étoient autant de restrictions au Pouvoir Papal.

Conditions.

1. Que les Evêchez, les Eglises Cathédrales, & les Colleges, demeureroient sur le même pied qu'ils se trouvoient alors.
2. Que les Mariages contractez dans les degrez défendus seulement par les Canons, & non pas par la Loi de Dieu, seroient reputés bons & valides.
3. Que les Collations des Bénéfices faites pendant le Schisme, seroient confirmées.
4. Que les procédures des Cours de Justice auroient une entière force.
5. Que les alienations des biens d'Eglise seroient autorisées, & que les

les Possesseurs ne pourroient être soumis à aucune censure, ni être **MARIE.**
poursuivis pour ce sujet.

Le Légat ratifia tous ces Articles, mais en dénonçant pourtant les Jugemens de Dieu contre ceux qui possédoient les biens de l'Eglise. Comme cet article étoit le plus important & celui qui auroit pu apporter le plus d'obstacle à la réunion, la Cour de Rome n'avoit pas été peu embarrassée à le régler. Il s'agissoit de ne pas allарmer la Noblesse, qui s'étoit enrichie des biens d'Eglise sous les deux derniers Regnes. D'un autre côté, les biens d'Eglise sont si sacrés, selon les Canons, que le Pape même ne peut pas les aliéner, quelque étendu que soit son pouvoir en toute autre chose. Par conséquent, Jules III. ne pouvoit consentir à l'alienation faite en Angleterre, sans violer les Canons. Son consentement auroit même été inutile, puisqu'il auroit excédé les bornes de son pouvoir. Cependant, s'il eût voulu se tenir ferme sur la nécessité de la restitution, & faire sentir aux Anglois l'impossibilité où il se trouvoit de les en dispenser, il auroit couru risque de voir échouer l'affaire de la réunion de l'Angleterre, qu'il desiroit passionnément de terminer. C'étoit là une de ces affaires délicates, sur laquelle il falloit mettre en usage quelqu'un de ces expédiens dont la Cour de Rome manque rarement. Celui qu'elle trouva en cette occasion, fut de tromper les Anglois. D'abord, le Pape donna au Cardinal Polus un Pouvoir général, mais qui ne fut pas jugé suffisant pour calmer les inquietudes des intéressés. Ensuite, il lui en envoya un autre qui l'autorisoit, à transiger avec les possesseurs des biens d'Eglise, pour les rentes qu'ils avoient illégitimement reçues, & pour les meubles qu'ils avoient consumés, en restituant premierement, si le Légat le trouvoit à propos, les Terres qu'ils possédoient injustement. Cette clause, en restituant premierement, si le Légat le trouvoit à propos, faisoit un sens très équivoque. Elle pouvoit signifier que le Légat avoit la liberté d'obliger les possesseurs à restituer, ou de les en dispenser, ou bien, qu'il avoit le pouvoir de transiger avec eux pour les rentes reçues, avant ou après la restitution des Terres. Selon les apparences, le Pape l'entendoit dans ce dernier sens, & vouloit pourtant donner lieu de croire qu'il l'entendoit dans l'autre.

Ce Pouvoir ayant paru insuffisant à l'Empereur & à la Cour d'Angleterre, le Pape en donna un troisième, qui n'étoit pas moins équivoque, & qui, sous un amas de termes généraux, contenoit certaines restrictions, qui lui laissoient la liberté de faire dans la suite ce qu'il jugeroit à propos: car il ne s'agissoit en cette occasion, que de jeter de la poudre aux yeux des possesseurs de ces biens, & au Parlement, en leur donnant une satisfaction apparente. Voici les termes de ce dernier Pouvoir. „ Qu'au-lieu qu'auparavant, il avoit donné pouvoir au „ Légat de transiger avec les possesseurs des biens de l'Eglise, & de „ les décharger des rentes qu'ils avoient injustement reçues, ou des „ biens meubles qu'ils avoient consumés; néanmoins, afin que

1554.
Ratifiées par
le Légat.

Artifices de
la Cour de
Rome rou-
chant les
biens d'Egli-
se alienés.

MARIE.

1554.

» l'entiere réduction de l'Angleterre devint d'autant plus aisée, que
 » le Pape donneroit de plus grandes *esperances* de condescendance &
 » d'accommodement en cette occasion, ne voulant point qu'un aussi
 » grand ouvrage qu'étoit le salut d'un si grand nombre d'ames, fût
 » empêché par aucun respect humain, & voulant imiter le bon Pere
 » qui alla au-devant de l'Enfant prodigue; il donnoit pouvoir au Lé-
 » gat, suivant la confiance qu'il avoit en lui, de transiger, & d'ac-
 » corder en l'autorité du St. Siege, avec ceux d'entre les possesseurs
 » des biens d'Eglise pour qui la Reine intercederoit, & de leur don-
 » ner une Dispense pour en jouir à l'avenir. Sauf, toutefois, le
 » bon plaisir & la confirmation du St. Siege, dans les choses sur les-
 » quelles le Légat jugeroit qu'il faudroit le consulter, à cause de leur
 » importance.

Ce dernier Pouvoir, bien loin de corriger ce qu'il y avoit de défec-
 tueux dans le précédent, étoit encore plus équivoque & plus inutile.
 Premièrement, par rapport au terme de *transiger* qui étoit dans le pre-
 mier, & qui se trouvoit aussi dans celui-ci, il est manifeste que le
 Pape n'entendoit pas par là un simple acquiescement du Légat à une
 possession réputée injuste, & qu'en cette occasion, une Transaction
 marquoit du moins quelque dédommagement préalable pour l'Eglise.
 Mais, de peur que le terme de transiger ne fût pas assez significatif, le
 Pape ajoutoit dans ce dernier Pouvoir celui d'*accorder*, qui montrait
 évidemment en quel sens il entendoit que se fit cette Transaction. Ainsi
 le simple acquiescement du Légat étoit inutile, puisque par là, il ex-
 cedoit son Pouvoir, qui étoit de *transiger* & d'*accorder*. En second
 lieu, sous ces termes, *pour en jouir à l'avenir*, il y avoit une équivo-
 que, puisque à l'*avenir* pouvoit marquer une jouissance perpétuelle,
 ou une jouissance de quelques années. Troisièmement, le Légat ne
 pouvoit accorder la Dispense de jouir de ces biens, qu'à ceux pour qui
 la Reine intercederoit; de sorte qu'il dépendoit de la Reine de n'in-
 terceder pour personne. Il est même très vrai-semblable qu'elle s'en
 seroit fait un scrupule, puisque, comme on le verra dans la suite, elle
 restitua elle-même, les biens de cette nature qui étoient en sa posses-
 sion. En quatrième lieu, tout ce que le Légat pouvoit faire en cette
 occasion, ne seroit de rien sans la confirmation du Pape, qui pouvoit
 le désavouer; de sorte que ce Pouvoir n'étoit que provisionnel. Enfin, la
 condition de consulter le St. Siege dans les choses importantes, étoit en-
 core une expression vague, qui pouvoit donner lieu à bien des chicanes.

Jules III. mourut avant que d'avoir été informé du succès de
 cette affaire. Mais si l'on en juge par les termes du Pouvoir qu'il
 avoit donné à son Légat, il n'agissoit pas de bonne-foi, & son Suc-
 cesseur refusa hautement de confirmer l'acquiescement. Ce n'étoit
 donc qu'une illusion manifeste qu'on faisoit aux possesseurs des biens
 d'Eglise, puisque, selon le Droit Canon, ils n'acqueroient par là aucun
 juste titre. D'un autre côté, ils ne pouvoient pas les posséder en su-
 reté

reté de conscience, puisque dans le tems même que le Légat consentoit qu'ils jouissent de ces biens, il leur dénonçoit les Jugemens de Dieu prêts à fondre sur leurs têtes. On demandera peut-être, comment les Anglois pouvoient se laisser abuser par une illusion si grossière ? A cela on peut répondre premièrement, que le Roi & la Reine étant dans les sentimens de la Cour de Rome, aidoient à la fraude autant qu'il leur étoit possible ; & que le Parlement, gagné par l'or d'Espagne, faisoit semblant de ne pas voir ce qu'il voyoit. En second lieu, que vrai-semblablement, les Pouvoirs du Légat ne furent communiqués qu'au Roi & à la Reine, qui en parurent contens ; & que le Parlement, sans examiner ces Pouvoirs, supposa que le Légat étoit suffisamment autorisé. Je me suis un peu étendu sur cette matière, parce qu'elle est d'une très grande importance dans le tems présent, & qu'il n'est pas impossible qu'elle ne le devienne encore plus dans la suite. Les Anglois pourroient voir par là, non seulement, qu'il n'est pas possible que la Cour de Rome agisse de bonne-foi sur cet article, mais que, quand même un Pape auroit la meilleure intention du monde pour les possesseurs des biens d'Eglise, son consentement seroit inutile. Ses Successeurs pourroient toujours dire avec quelque fondement, qu'il auroit excédé son pouvoir. Quoi qu'il en soit, on fut content, ou on feignit de l'être, d'autant plus que le Parlement fit une Loi, qui calma en quelque sorte les craintes des intéressés. Cette Loi portoit, que quiconque attaqueroit quelqu'un au sujet de la possession des biens d'Eglise, sous prétexte du Droit Ecclésiastique, seroit sujet à la peine de la Loi *Præmunire*.

L'Affaire de la réunion étant terminée, & le Gouvernement étant redevenu entièrement Papiste, le Parlement fit un Acte pour renouveler ceux qui avoient été faits sous Richard II., Henri IV. & Henri V., contre les Hérétiques. La Chambre Basse alloit si vite, que si on eût suivi sa passion, elle auroit fait tout à la fois, ce que la Cour ne vouloit faire que peu à peu. On fit dans cette Chambre divers projets d'Actes, que les Seigneurs rejetterent, de peur d'effaroucher trop les Protestans & de les porter au désespoir. Mais il importoit peu aux Communes que leurs Bills fussent acceptés ou rejetés, parce que, quoi qu'il arrivât, elles donnoient toujours à la Reine des témoignages de leur zèle. C'étoit là le véritable but qu'elles se proposoient.

On fit ensuite un Acte, pour ajouter quelque chose à celui qui avoit été déjà fait touchant les crimes de Leze-Majesté & de Felonie. C'étoit en faveur de Philippe qu'on renouvelloit ce Statut, qui portoit, Que si quelqu'un soutenoit que Philippe n'avoit pas le Droit de prendre le Titre de Roi d'Angleterre pendant que son Mariage avec la Reine subsisteroit, il seroit condamné à une prison perpétuelle, & que ses biens seroient confisqués. De plus, ce Prince ayant consenti de prendre la Tutelle des Enfans qu'il pourroit avoir de la Reine, & d'administrer le Royaume pour l'Héritier ou l'Héritière, jusqu'à

MARIE.
1554.

Acte qui re-
nouvelle les
anciens Sta-
tuts contre
les Héréti-
ques.

Acte en fa-
veur de Phi-
lippe.

MARIE. un certain âge, il étoit ordonné, que quiconque attenteroit à sa vie pendant ce tems-là, seroit coupable de Haute Trahison. La peine de mort fut aussi ordonnée contre ceux qu'on supposoit user de cette priere : *Qu'il plût à Dieu de toucher le cœur de la Reine, pour lui faire abandonner l'Idolatrie, ou d'abréger ses jours.*

Consulta-
tion sur la
manière d'a-
gir contre les
Reformez.

Considé-
ration sur l'état
des Refor-
mez.

Les Statuts contre les Hérétiques ne furent pas plutôt renouvellez, que la Cour mit en délibération de quelle manière il falloit s'y prendre pour les réduire. Le nombre en étoit grand, & sans doute, beaucoup plus grand que celui de leurs adversaires. Mais ceux-ci avoient le Gouvernement pour eux. Dans ce même Parti se trouvoient ceux à qui toutes Religions étoient indifférentes, & ceux-ci paroissent les plus zélés, parce que c'étoit le véritable moyen de se rendre agréables à la Cour. D'un autre côté, les Protestans ne pouvoient pas se prévaloir de leur nombre, parce qu'ils se trouvoient sans appui. D'ailleurs, il y en avoit beaucoup parmi eux qui n'osoient paroître ce qu'ils étoient, de peur de s'exposer à perdre leurs biens & leurs vies. D'autres, par un principe de conscience, aimoient mieux tout souffrir que de résister. Ainsi, ceux qui auroient voulu employer la force pour résister aux attaques de leurs ennemis, auroient été selon les apparences très mal soutenus, d'autant plus que l'Empereur n'auroit pas manqué de donner du secours à la Reine, s'il eût été nécessaire. Les Protestans voyoient donc avec une grande consternation, l'orage prêt à fondre sur eux, sans avoir aucun moyen pour l'éviter.

Polus est
pour la dou-
ceur.

Gardiner est
pour la ri-
gueur, &
l'emporte.

Dans le Conseil qui fut tenu à la Cour sur ce sujet, Polus étoit d'avis qu'on employât les voyes de la douceur plutôt que celles de la force, dans la pensée que celles-ci ne feroient qu'aigrir le mal au lieu de le guérir, & que tout au plus, on ne feroit qu'augmenter le nombre des hypocrites. Il ajoutoit, que le meilleur moyen pour convertir les Protestans, étoit de reformer le Clergé, dont les mœurs déréglées avoient donné lieu à la naissance de l'Hérésie. Gardiner au contraire soutenoit, qu'il n'y avoit que la rigueur qui fût capable de faire un bon effet sur les Protestans. Qu'on avoit vu sous le Règne de Henri VIII., tout le monde généralement se soumettre à la Loi des dix Articles, par la crainte de la punition. Comme Gardiner avoit cédé lui-même en plusieurs choses contre sa conscience, il ne pouvoit se persuader que d'autres eussent plus de fermeté que lui. Par cette raison, il croyoit que le supplice de quelques-uns des plus obstinez produiroit un tel effet, que tous les autres Protestans se soumettroient aveuglément à tout ce qu'on demandoit d'eux. Il paroît par là qu'il se mettoit peu en peine de gagner les cœurs, pourvu que la Religion dominante ne trouvât plus d'opposition. La Reine, qui étoit une bigotte outrée, se rangea dans ce sentiment. Mais, pour faire voir à Polus qu'elle ne négligeoit pas ses conseils, elle le chargea du soin de reformer le Clergé, & commit à Gardiner, celui d'extirper l'Hérésie.

Vers

Vers la fin de l'année, la Reine fit partir le Vicomte de Montagu, l'Evêque d'Ely, & le Chevalier Edmond Karne, pour aller à Rome rendre l'obédience au Pape, de la part du Roi, de la Reine, & des trois Etats du Royaume.

MARIE.

1554.

Ambassade d'obédience à Rome.

1555.

Gardiner est chargé de faire les propositions Héretiques.

La résolution étant prise de faire exécuter à toute rigueur les Loix qui venoient d'être faites contre les Protestans, Gardiner, premier Auteur de ce Conseil, se chargea très volontiers de l'exécution. C'étoit lui qui, malgré toutes les difficultez que le Mariage de la Reine devoit naturellement rencontrer, l'avoit enfin fait réduire. C'étoit lui encore qui, par ses intrigues, avoit trouvé le moyen d'avoir des Parlemens disposez à favoriser les intentions de la Reine, par rapport à la Religion, & qui avoit conduit à sa fin l'ouvrage du rétablissement de la Religion Romaine & du Pape. Il croyoit donc qu'il ne manquoit plus rien à sa gloire, que de forcer les Protestans à rentrer dans le giron de l'Eglise, ou du moins à se soumettre extérieurement aux Loix nouvellement faites sur la Religion; car c'est à cela, tout au plus, que se borne le pouvoir des hommes. Pour cet effet, il résolut de commencer par *Hooper & Rogers*. Le premier avoit été Evêque de Gloucester. L'autre étoit un Ecclésiastique des plus estimez qu'il y eût alors parmi les Protestans. C'étoit lui qui, avec Bradford, avoit tiré Bourn, Chapelain de Bonner, du danger où il s'étoit trouvé, lorsqu'il prêchoit à St. Paul. Cette action, toute charitable qu'elle étoit, avoit été si mal interprétée, que la Cour en avoit pris occasion de faire arrêter *Rogers*, dans la vue de se défaire d'un homme qu'on regardoit comme un des principaux du Parti Protestant, puisqu'il avoit tant de crédit parmi le Peuple. Ce fut un artifice dont la Cour se servit souvent au commencement de ce Regne, que de faire mettre en prison, sur des prétextes frivoles, ceux qu'elle avoit dessein de sacrifier, dans le dessein de les y tenir jusqu'à ce qu'on eût fait des Loix qui les rendissent coupables. *Hooper & Rogers* furent de ce nombre, & les premiers qui souffrirent le Martyre sous ce Regne. Ils furent condamnés par les Commissaires que la Reine avoit nommez, à la tête desquels étoit le Chancelier, & livrez au bras séculier, qui les fit brûler, *Hooper* à Gloucester (1), & *Rogers* à Londres (2). *Hooper* souffrit pendant trois quarts d'heure, le feu, qui n'étoit pas bien allumé, lui ayant brûlé les jambes & les cuisses, & fait tomber une main, avant qu'il expirât. Ces deux exécutions furent suivies de celles de *Sanders* & de *Taylor*, deux autres Ecclésiastiques des plus attachez à leur Religion. Le supplice de *Taylor* eut ceci de remarquable, qu'on le mit dans un tonneau enduit de poix, & qu'avant qu'on allumât le feu, quelqu'un lui jeta à la tête une piece de bois qui le mit tout en sang. Ensuite, comme il récitait le Pseaume 51. en Anglois, un des assistans lui donna un soufflet, en lui commandant de prier Dieu en Latin.

Martyre de Hooper & de Rogers.

De Sanders & de Taylor.

(1) Le 9. de Fevrier.
Tom. VI.

(2) Le 4. de Fevrier.
Q

MARIE. tin. Il se vit donc obligé de se taire, & de continuer ses dévotions en lui-même, en attendant le moment qui devoit mettre fin à ses maux. Mais pendant qu'on allumoit le feu, un des Gardes, soit par impatience, soit par charité, lui perça la tête d'une halebarde, & lui épargna par là de plus grands tourmens.

Gardiner se
déchargea de
sa Commis-
sion sur Bon-
ner.

Gardiner, voyant qu'il s'étoit trompé dans ses conjectures, & que le supplice de ces quatre Ecclésiastiques n'avoit pas produit l'effet qu'il s'en étoit promis, se déchargea sur Bonner d'une Commission qui ne pouvoit que lui attirer la haine du Public. En cela il ne rendit pas un grand service aux Protestans, puisque, s'il avoit un zèle cruel, Bonner en avoit un furieux.

Étonnement
universel
dans le
Royaume.

Cependant, ces exécutions, quoiqu'en petit nombre, ne laissèrent pas de causer un étonnement universel. Il n'y avoit que les plus bigots qui en triomphoient. Tous ceux qui avoient quelque sentiment d'humanité, ne pouvoient voir qu'avec une peine extrême, qu'on fit souffrir des supplices si cruels à des gens qui n'étoient acculez d'aucun crime, & uniquement pour leurs sentimens sur la Religion. On ne pouvoit s'empêcher de considérer la différence qu'il y avoit entre la conduite des Protestans & des Catholiques Romains. Sous le Règne d'Edouard, il n'y avoit eu qu'un petit nombre de gens emprisonnez pour cause de Religion, & sous le Règne de Marie, on ne trouvoit point de supplice trop cruel pour les Protestans qui osoient persister dans leurs opinions. Les Evêques mêmes semblerent en avoir honte, puisque, dans une Assemblée solennelle, ils déclarèrent qu'ils n'avoient aucune part à ces barbaries. Ainsi, toute la haine en retomboit sur le Roi & sur la Reine, & particulièrement sur le Roi, parce qu'il avoit été élevé dans un Pais d'Inquisition. Philippe en ayant été informé, comprit qu'il perdrait entièrement l'affection des Anglois, s'il les laissoit dans cette pensée. D'ailleurs, il ne vouloit point être la dupe des Evêques, qui vouloient se justifier à son préjudice. Il fit donc prêcher devant lui son Confesseur nommé *Alphonse*, qui, en présence de toute la Cour, chargea hautement les Evêques des cruautés dont tout le Royaume se plaignoit. Il les défia même de faire voir dans toute l'Ecriture Sainte, un seul passage qui autorisât les Chrétiens à faire brûler les gens pour des matieres purement de conscience. Ce ne fut pas sans un grand étonnement, qu'on entendit un Espagnol crier contre les feux où l'on brûloit les Hérétiques, & blâmer des cruautés qui étoient si communes en Espagne. Les Evêques en furent si étourdis, que les feux demeurèrent éteints pendant quelques semaines. Mais enfin, vers le milieu du mois de Mars, on les alluma de nouveau, les Evêques aimant mieux se charger de la haine publique, que de laisser les Protestans en repos. La vérité est, que la Cour n'avoit pas moins de panchant à la cruauté, que les Evêques. Mais elle vouloit les charger entièrement de la haine de la Persécution, comme, de leur côté, ils auroient souhaité qu'on eût tout attribué.

Les Evê-
ques rejec-
tent la persé-
cution sur la
Cour.

Le Con-
fesseur Espa-
gnol de Phi-
lippe prêche
contre la per-
sécution.

bué.

bué à la Cour. Bonner, Evêque de Londres, se distingua toujours par une fureur indigne, non pas d'un Ecclesiastique ou d'un Chretien, mais d'un *Cannibale*. Depuis ce tems-la, on continua les exécutions des Protestans avec une barbarie, qui faisoit bien voir que ceux qui les ordonnoient n'étoient nullement forcez. Les Evêques condamnoient sans remission ceux qui leur étoient déferrez, & les Magistrats faisoient exécuter les sentences, en aggravant même les peines ordonnées par les Loix.

MARIE.
1555.
Futur de
Bonner.
La persécution se
renouvelle.

Sur la fin du mois d'Avril, la Princesse Elisabeth fut conduite de Woodstock à Hamptoncourt, où Gardiner, accompagné de plusieurs Membres du Conseil Privé, alla l'exhorter fort sérieusement à mériter le pardon de la Reine par une confession ingénue de ses fautes. Mais elle nia positivement d'avoir jamais rien fait qui pût justement offenser la Reine. Enfin, Philippe lui obtint un peu plus de liberté, dans une Maison de campagne où on lui permit de se retirer. Comme elle savoit bien qu'on l'épioit très soigneusement, elle évita toujours de se mêler d'aucune affaire qui pût donner quelque soupçon contre elle. Pendant tout le reste de ce Regne, elle fit son unique occupation de l'Etude, où elle fit de fort grands progrès. Mais ce fut pour elle une vie pleine d'amertume, puisque, pour éviter les dangers à quoi elle étoit continuellement exposée, elle étoit contrainte de dissimuler ses sentimens par rapport à la Religion, d'entendre la Messe, & de se confesser souvent, sans quoi elle n'auroit pas été épargnée. En cela elle parut un peu moins scrupuleuse que ne l'avoit été Marie, sous le Regne d'Edouard. Mais on peut bien dire aussi, qu'il y avoit bien de la difference entre le Caractère d'Edouard & celui de Marie. La crainte de la mort ne pouvoit pas obliger Marie à dissimuler sa Religion, puisqu'elle n'en fut jamais menacée, au-lieu qu'Elisabeth voyoit continuellement la mort devant ses yeux, pour peu qu'elle donnât prise sur elle.

Elisabeth est
tirée de prison.

Elle est
contrainte de
dissimuler.

Dans le tems que la Reine témoignoit ainsi son zèle pour la Religion Romaine, elle sentoit sa conscience chargée d'un fardeau qu'elle ne pouvoit plus porter. C'étoit la possession des biens des Monasteres qui avoit été adjugée à Henri VIII. Le Pape Jule III. avoit feint de consentir que les possesseurs des biens d'Eglise en conservassent la jouissance. Mais il fit bien voir que rien n'étoit plus éloigné de sa pensée, puisqu'avant même que l'affaire d'Angleterre fût finie, il publia une Bulle par laquelle il excommunioit tous ceux qui s'étoient mis en possession des biens de l'Eglise, ou des Communautéz Religieuses, aussi bien que les Princes qui leur prêtoient aide ou faveur. Véritablement, Gardiner avoit tâché de calmer les inquietudes de la Reine, en lui disant que cette Bulle ne regardoit que l'Allemagne, & qu'elle n'avoit aucune force en Angleterre, jusqu'à ce qu'elle y fût autorisée. Mais il étoit facile de comprendre, qu'un simple défaut de formalité ne pouvoit pas empêcher que ce que le Pape

La Reine
restitue les
biens d'Eglise.

MARIE. 1555. condamnoit comme un grand crime en Allemagne, ne le fût aussi en Angleterre. Quoi qu'il en soit, la Reine, qui se croyoit proche de son terme pour accoucher, ne voulut pas s'exposer au risque de mourir excommuniée. Elle envoya querir ses Ministres (1), & leur dit qu'elle étoit entièrement résolue à se défaire de tous les biens d'Eglise qui étoient en sa possession, afin qu'ils fussent employez comme le Pape le jugeroit à propos. En même tems, elle leur ordonna de porter cette nouvelle au Légat, & de lui mettre en main une Liste des biens de cette nature que la Couronne possédoit encore.

Mort du Pape Jule III.
Marcel II. est élu.
Le Pape Jule III. n'étoit plus au monde lorsque la Reine fit cette restitution. Il étoit mort quelques jours auparavant, savoir le 23. de Mars. Le Cardinal *Marcel Cervein* lui succéda le 9. d'Avril, sous le nom de Marcel II. Ce nouveau Pape se préparoit à faire une grande reformation dans l'Eglise: mais la mort le surprit pendant qu'il méditoit ce projet, 22. jours après son exaltation.

Paul IV. lui succéda.
La nouvelle de la mort de Marcel II. étant arrivée en Angleterre, la Reine forma le projet d'élever Polus au Pontificat. Elle prit même quelques mesures pour y réussir: mais le 23. de Mai, les Cardinaux assemblés en Conclave, élurent le Cardinal *Caraffa*, qui prit le nom de Paul IV. On n'avoit pas vu depuis longtems un Pape plus altier, ni plus entêté de son pouvoir que celui-ci. Dès qu'il se vit élevé à la Dignité Pontificale, il résolut de porter son autorité aussi haut, ou plus haut, qu'aucun de ses Prédécesseurs. Les Ambassadeurs d'Angleterre arriverent à Rome le propre jour de son élection; mais ils n'eurent Audience qu'un mois après. La raison de ce délai fut, que la Reine prenant le Titre de Reine d'Irlande, le Pape ne vouloit pas le souffrir, prétendant qu'il n'y avoit que le Pontife Romain qui fût en droit d'ériger de nouveaux Royaumes. Comme les Ambassadeurs n'avoient pas le pouvoir de se relâcher sur cet article, leur Audience auroit été longtems différée, si le Pape ne se fût pas avisé d'un expédient.

L'Audience des Ambassadeurs d'Angleterre est différée.
Ce fut d'ériger secrètement l'Irlande en Royaume. En même tems, il fit dire aux Ambassadeurs, que sans cela il ne leur permettroit pas de donner à leur Reine cette qualité dans une Audience publique. Cette difficulté étant levée, ils furent admis à l'Audience du Pape, qui affecta de leur dire, que, pour donner au Roi & à la Reine d'Angleterre des marques de son affection, il avoit érigé l'Irlande en Royaume, en vertu du pouvoir qu'il avoit de créer de nouveaux Royaumes & de supprimer les anciens. Ensuite, dans les Audiences particulières qu'il leur donna, il les pressa beaucoup sur la restitution des biens d'Eglise, & leur fit entendre qu'il prétendoit qu'on rendît tout sans rien excepter. Il leur dit aussi, qu'il entendoit qu'on continuât à payer le Denier de St. Pierre, qu'il envoyeroit bien-tôt un Collecteur en Angleterre pour le recueillir, & que les Anglois ne devoient

(1) Le 18. de Mars.

voient point s'attendre que St. Pierre leur ouvrît la porte du Ciel, s'ils lui retenoient son Patrimoine sur la Terre. Les Ambassadeurs se contentèrent de ne rien répondre, pour ne pas aigrir ce fier Pontife: mais ils n'en firent ni plus ni moins, comme en effet, ils n'avoient aucun pouvoir de rien régler sur ces articles.

Pendant que cela se passoit à Rome, le Conseil ayant été informé que les Juges de Paix, & particulièrement ceux de la Province de Norfolk, uisoient d'indulgence envers les Protestans, leur envoya des Instructions pour se conduire plus conformément aux intentions de la Cour. Cela fait voir que les Evêques seuls n'étoient pas coupables des rigueurs qu'on exerçoit contre les Protestans, & que la Cour n'étoit pas moins entêtée de ce zèle furieux. Dans ces Instructions on voyoit un article, par lequel on chargeoit les Juges de Paix d'entretenir des Espions dans chaque Paroisse, afin d'être instruits de ceux qui ne s'acquitteroient pas de leur devoir par rapport à la Religion. Cela ressembloit si fort à l'Inquisition, qu'on ne douta presque point qu'il n'eût été inspiré par les Espagnols, contre lesquels on conçut une forte haine, parce qu'il n'y a rien de plus contraire à l'humeur des Anglois, & au Gouvernement d'Angleterre. Malgré ces Instructions, & les ordres sévères de la Cour, les violences qu'on avoit exercées jusqu'alors causoient de si grands murmures, que Bonner lui-même, soit par crainte, ou par quelque autre raison, modéra un peu sa fureur, jusques-là qu'il renvoya, sans les juger, des gens qui lui avoient été déferés comme Hérétiques. Cette conduite lui attira une Lettre sévère du Roi & de la Reine, dans laquelle, en lui témoignant leur surprise, ils l'exhortoient à ne se point relâcher. C'en fut assez pour renouveler la Persecution avec plus de violence qu'auparavant. *Bradfort*, qui avoit été condamné depuis quelque tems, mais dont le supplice avoit été différé, fut brûlé dans le mois de Juillet. *Ridley*, Evêque de Londres, & *Latimer*, Vieillard vénérable qui avoit été Evêque de Worcester sous le Regne de Henri VIII., souffrirent le martyre au mois de Novembre. Je ne parle pas de beaucoup d'autres Martyrs qui souffrirent en divers lieux du Royaume, parce que mon dessein n'est pas de faire ici l'Histoire de l'Eglise. Il suffira de dire en un mot, que, pendant le cours de cette année, on fit périr par le feu soixante-sept personnes, entre lesquelles se trouverent quatre Evêques & treize autres Ecclesiastiques.

Dans le tems même que le Roi & la Reine écrivirent à Bonner pour l'exhorter à rallumer son zèle, la Reine se croyoit sur le point d'accoucher. Le 29. de Mai, les Couriers étoient tout prêts pour aller porter en divers lieux la nouvelle de sa délivrance. Au commencement de Juin, le bruit se répandit en divers endroits du Royaume, qu'elle avoit accouché d'un Prince. L'Evêque de Norwich en fit chanter le *Te-Deum* dans sa Cathédrale. Il se trouva même un Prêtre assez hardi pour décrire dans son Sermon, les traits du Prince nou-

MARIE.
1555.

Ordre aux
Juges de Paix
contre les
Reformez,
attribué aux
Espagnols.

Bonner se
relâche dans
la persécution.

Il reçoit du
Roi & de la
Reine une
Lettre de re-
proche.

La persécution se rallu-
me.

Martyre de
Bradfort, de
Ridley, & de
Latimer.

La Reine
accouche de
plusieurs
moles.

MARIE. vellement né. Mais cette prétendue grossiſſe n'aboutit à rien, qu'à une ou pluſieurs moles dont la Reine ſe délivra. Ce fut un grand chagrin pour elle, & pour toute la Cour. Le Roi Philippe n'en fut pas moins conſterné. Il ne s'étoit marié que dans l'eſperance d'avoir des Enſans de la Reine, & d'unir par là l'Angleterre à la Monarchie d'Eſpagne. L'accident qui venoit d'arriver ne lui permettant pas de ſe flatter plus longtems de cette penſée, peut-être à cauſe que les Medecins lui firent entendre qu'il n'y avoit plus d'apparence que la Reine eût des Enſans, il ſe dégouta d'une Femme qui n'étoit ni jeune ni belle, & réſolut de donner plus de ſoin à ſes autres affaires. D'ailleurs, l'Empereur ſon Pere lui avoit ſans doute communiqué le deſſein qu'il avoit de lui ceder ſes Etats. Il partit donc le 4. de Septembre pour aller en Flandre, laiſſant la Reine ſon Epouſe très mortifiée du dégout qu'il avoit pris pour elle, & dont elle ne s'appercevoit que trop.

Il quitte
l'Angleterre.

Fauſſe Con-
ſpiration.

Recherche
de ceux qui
avoient pillé
les Monaſte-
res.

Parlement.
Acte qui ap-
prouve la
reſtitution
des Annates.
Bill des Sei-
gneurs rejetté
par les
Communes.
Les Com-
munes com-
mencent à
s'oppoſer à
la Cour.

Avant le départ de Philippe, on prétendit avoir découvert une Conſpiration contre la Reine. Pluſieurs perſonnes furent arrêtées, & quelques-unes même miſes à la Queſtion: mais comme elles ne confeſſerent rien, il y a beaucoup d'apparence que ce n'étoit qu'une calomnie inventée pour animer la Reine contre ceux qu'on accuſoit.

Dans le cours de cette année, on fit une rigoureuse recherche de ceux qui avoient pillé les Eglifes & les Monaſteres, & particulièrement de ceux qui avoient été employez à en faire la viſite, ſous le Regne de Henri VIII. Ce fut un bon moyen pour tirer de groſſes ſommes de ces gens-là, qui ſe virent obligez d'ouvrir leurs bourſes pour éviter une plus grande punition.

Le Parlement ſe ſeſſa le 21. d'Octobre, ſans rien faire de conſiderable, qu'un Acte qui approuvoit & confirmoit le déſiſtement de la Reine par rapport aux premiers fruits, & aux Décimes. Les Seigneurs voulurent faire une Loi pour conſiſquer les biens de ceux que la crainte de la Perſécution avoit portez à quitter le Royaume; mais les Communes en rejetterent le Bill. La plupart des Membres commençoient à n'avoir plus pour la Cour la même complaiſance qu'ils avoient eue auparavant, ſoit que leurs penſions ne fuſſent plus continuées depuis qu'on avoit tiré d'eux à peu près ce qu'on avoit ſouhaité, ou qu'ils ne vouluſſent pas ſervir d'inſtrumens pour redonner au Clergé ſa premiere autorité, qui étoit odieuſe au Peuple. D'ailleurs, la plupart des gens commençoient à ſe laiſſer des cruautés qu'on voyoit exercer contre des innocens. Quoi qu'il en ſoit, la Reine ſouffrit quelques mortifications dans certe Séance. Lorsqu'elle voulut demander un ſecours d'argent, on dit hautement dans la Chambre Baſſe, qu'il n'étoit paſjuſte que le Peuple fût chargé de dépenses auxquelles elle auroit pu aſſément fournir, ſi elle eût gardé les biens d'Egliſe. Ainſi, ce ne fut qu'avec bien de la peine qu'elle obtint un Subſide médiocre. Ce

Par-

Parlement, qui sembloit ne vouloir plus se laisser dinger par la Cour, fut cassé le 9. de Décembre.

Il n'est pas surprenant que la bonne intelligence entre la Reine & le Parlement fût un peu diminuée, puisque le Ministre qui avoit été jusqu'alors chargé du soin de ménager la Chambre des Communes, n'étoit plus au monde. Je veux parler de Gardiner, qui mourut au commencement de cette Séance (1), à laquelle il n'assista que deux fois. Il fut attaqué de sa dernière maladie, le même jour qu'il avoit reçu la nouvelle de la mort de Ridley & de Latimer, laquelle il attendoit avec impatience. Il n'avoit pas voulu se mettre à table pour dîner, avant que de l'avoir reçue, & il n'eut cette satisfaction qu'à quatre heures après midi. Ensuite, il dina de bon appétit, & après le dîner, il fut attaqué d'une retention d'urine, qui en peu de jours le coucha dans le tombeau. On dit que pendant sa maladie, il sentit quelques remords de sa conduite passée, & qu'il disoit quelquefois qu'il avoit péché comme St. Pierre, mais qu'il n'avoit pas pleuré comme lui. C'étoit un homme entièrement attaché au monde, qui avoit beaucoup d'esprit, mais qui étoit fourbe & dissimulé. Il n'employoit ses talens, qu'à chercher les moyens de soutenir ou d'augmenter son crédit. Le Pape Paul IV. lui avoit promis un Chapeau de Cardinal. On prétend encore que, pour avoir l'Archevêché de Cantorberi qui avoit été promis à Polus, il avoit tellement calomnié ce Cardinal à la Cour de Rome, que le Pape avoit résolu de le rappeler, & de le punir même, comme fauteur de l'Hérésie, parce qu'il n'approuvoit pas les moyens violens dont on se servoit pour convertir les Protestans. L'espérance que Gardiner avoit toujours eue de réussir dans ses desseins par rapport à l'Archevêché de Cantorberi, avoit été cause qu'on avoit laissé Cranmer en vie, parce que Gardiner vouloit attendre que Polus fût hors d'Angleterre. Quant à la Religion, quoique, selon les apparences, Gardiner fût dans les sentimens de l'Eglise Romaine, il n'avoit pas laissé de se conformer aux changemens que Henri VIII. avoit faits. Mais l'espérance qu'il conçut mal à propos que ce Monarque reviendrait enfin à ses premiers sentimens sur la Religion, lui fit faire certaines démarches qui le rendirent suspect, & lui firent perdre le fruit de sa dissimulation. Pendant le Regne d'Edouard, il ne dissimula qu'à demi; c'est-à-dire, qu'il se contenta de se soumettre extérieurement aux Loix qui se faisoient sur la Religion. Mais en même tems, il faisoit assez connoître que ce n'étoit qu'à regret. C'est ce qui fut cause de sa déposition, ceux qui dirigeoient alors les affaires de Religion, étant persuadés que la dissimulation fait plus de mal que de bien. Sous le Regne de Marie, il n'eut plus besoin de cacher ses sentimens. Peut-être même affeeta-t-il d'avoir plus de zèle qu'il n'en avoit naturellement pour la Religion Romaine, afin de se conformer à la bigoterie de.

MARIE.
1555.
Le Parle-
ment est cas-
sé.
Mort de
Gardiner.

(1) Le 12. de Novembre.

MARIE.
1555.

de la Reine. Ce fut par là qu'il acquit ses bonnes grâces, & qu'il devint son principal Ministre, après avoir eu l'adresse de mettre l'Empereur dans ses intérêts. Quand il vit son crédit bien établi, il se vengea de ses ennemis d'une manière barbare. Au-lieu qu'ils s'étoient contentez de le tenir en prison, il ne put être satisfait qu'en les faisant brûler vifs. Ridley & Latimer, entre autres, éprouverent les effets de sa vengeance. Il n'auroit pas différé si longtems à se procurer la satisfaction de faire périr Cranmer dans les flammes, si son propre intérêt ne l'eût engagé à lui conserver quelque tems la vie. On prétend qu'il étoit Fils de *Richard Woodville*, Frere de la Reine Elisabeth Femme d'Edouard IV., & que ce fut par cette raison que Henri VIII. l'éleva si promptement à l'Evêché de Winchester. Au reste, le Docteur Burnet a fait voir clairement dans l'Histoire de la Reformation, que Gardiner avoit été un des principaux Auteurs du Divorce de Henri VIII. avec Catherine. Il semble que par là, il auroit dû, aussi bien que Cranmer, se rendre odieux à Marie: mais son zèle pour la Religion Romaine effaça tout. Après sa mort, la Charge de Chancelier fut exercée par Commission, jusqu'au 1. de Janvier suivant, que *Heath* Archevêque d'York en fut pourvu.

A. D. Paul.
Tom. XV. pag.
416.
13. Novem-
bre.

Le Pape
envoyé à la
Reine la Bul-
le d'érection
de l'Irlande
en Royau-
me.

La persécu-
tion se rallu-
me.

Le jour d'après que le Parlement fut cassé, la Reine reçut la Bulle de Paul IV. qui érigeoit l'Irlande en Royaume, ce Pontife présupposant que l'érection faite du tems de Henri VIII. étoit nulle & invalide. Apparemment, la Reine, qui étoit pleine de scrupules, ne fut pas fâchée que le Pape lui envoyât cette Bulle sans qu'elle la demandât.

L'absence du Roi & la mort de Gardiner n'empêcherent pas que sur la fin de l'année, on ne rallumât les feux pour brûler les Protestans. Cela fait voir que Philippe & Gardiner n'étoient pas les seuls auteurs de ces violences, & que la source en étoit dans la Reine même, qui étoit d'une bigotterie outrée.

Charles
Quint resig-
ne ses Etats
à Philippe,
& l'Empire
à Ferdinand.

Ce fut aussi sur la fin de cette même année, que Charles Quint resigna tous ses Etats à Philippe son Fils, à deux différentes reprises. L'année suivante, il quitta aussi la Dignité Imperiale, qui fut conférée à Ferdinand son Frere. Paul IV. refusa longtems de reconnoître le nouvel Empereur, parce qu'il prétendoit que la resignation de l'Empire ne devoit se faire qu'entre ses mains.

1556.
Cranmer est
dégradé.

Le 21. de Mars, l'Archevêque Cranmer souffrit le Martyre, auquel il étoit depuis longtems destiné. Il avoit été déclaré Hérétique dès le mois d'Avril 1554. Mais cette déclaration n'avoit produit qu'une simple Excommunication, les Juges qui l'avoient condamné n'ayant pas le pouvoir d'aller plus avant. Enfin, au mois de Septembre 1555. il fut jugé à Oxford par deux Commissaires, dont l'un étoit délégué du Pape, & l'autre de la Reine. Son accusation portoit, qu'il avoit été marié deux fois, qu'il avoit entretenu secrètement une Femme sous le Regne de Henri VIII., & ouvertement sous celui d'E-

d'Edouard VI: qu'il avoit publié divers Livres infectez d'Hérésie: qu'il avoit abandonné la Communion de l'Eglise Romaine, & combattu la Préience réelle du Corps de Jésus-Christ dans le Sacrement. Il ne des-avoua aucun de ces faits, & sur sa confession, on le cita à comparoître devant le Pape dans quatre-vingts jours, Citation bien inutile, puisqu'on le retenoit en prison. Le 14. de Février, Bonner & Thirleby furent envoyez à Oxford pour le dégrader. Bonner s'acquitta de la Commission avec son insolence accoutumée, faisant à Cranmer des railleries piquantes, pendant la cérémonie. Mais Thirleby fondoit en larmes. On revêtit Cranmer d'Habits Pontificaux faits d'une grosse toile, pour le rendre ridicule, & on lui en ôta toutes les pieces une à une. Mais ce qu'il y avoit de ridicule, c'est qu'on le condamnoit pour n'avoir pas comparu à Rome, quoiqu'on l'eût toujours tenu enfermé.

La mort devoit naturellement suivre immédiatement la Sentence des Commissaires, & la dégradation. Mais on tendit tant de pieges à la confiance de ce Prélat, que, par fragilité, dans l'esperance de sauver sa vie, il se laissa porter à signer une Abjuration. Il semble que ses ennemis auroient dû être contens de l'avoir engagé dans cette foiblesse, mais ils vouloient sa mort: sans cela rien n'étoit capable de les satisfaire. La Reine, qui avoit prétendu se faire un mérite de lui pardonner ses offenses particulieres, & de n'être mue que d'un zèle de Religion, voyant que son Abjuration rompoit ses mesures, leva le masque, & signa un ordre pour le faire brûler (1), nonobstant son Abjuration. Ce fut alors que Cranmer revint à lui-même, & que plein de honte & de confusion, il se retraça sur le bucher, & voulut que la main qui avoit signé cette fatale Abjuration, fût la première punie. Il la tint étendue dans le feu jusqu'à ce qu'elle tomba, après quoi on le vit encore se frapper la poitrine avec l'autre. C'est ainsi qu'il expira, en témoignant son repentir de la faute qu'il avoit faite. Son cœur fut trouvé tout entier dans les cendres, après que tout le reste de son corps eut été consumé, sur quoi on fit diverses réflexions, auxquelles je ne m'arrêterai pas. Les ennemis de la Reformation triomphèrent de la chute de ce Prélat, & les Protestans tâchèrent de l'excuser le mieux qu'ils purent. Le jour même de la mort de Cranmer, Polus fut fait Archevêque de Cantorberi, c'est-à-dire, que la Reine lui mit en main les revenus de l'Archevêché, car il falloit nécessairement qu'avant cela, il fût canoniquement élu, & approuvé par le Pape, puisque l'ordre pour la restitution des revenus est daté du 21. de Mars, jour de la mort de Cranmer. C'est donc sans fondement qu'on a accusé Polus d'avoir hâté la mort de ce Prélat pour se mettre en possession de l'Archevêché, puisqu'il se passa près d'un mois entre l'ordre de la Reine pour faire brûler Cranmer, & l'exécution. Polus n'avoit au-

MARIE.
1556.

Il signe une
abjuration.

La Reine ne
laisse pas de
le faire brû-
ler.

Aff. Publ.
Tom. XV, pag.
431.

Il se repent
& souffre la
mort avec
confiance.

Polus est fait
Archevêque
de Cantor-
beri.

Justification
de ce Cardi-
nal sur la
mort de
Cranmer.

Aff. Publ.
Tom. XV, pag.
432.

(1) Le 24. de Février, .
Tom. VI.

MARIE. 1556. cun besoin de la mort de Cranmer pour se mettre en possession de l'Archevêché, qui étoit vacant depuis la condamnation de son Prédécesseur. En effet, il étoit déjà véritablement Archevêque de Cantorberi avant que Cranmer mourût, puisqu'il avoit été élu en Angleterre & approuvé par le Pape, comme le porte expressément l'ordre pour lui restituer les revenus, qui est du 21. de Mars.

La persécution continue, Tout le reste de cette année, on continua la Persécution contre les Protestans avec beaucoup de violence. Le furieux Bonner, qui étoit chargé du soin de punir les Hérétiques, ne se contentant pas de les faire brûler un à un, les envoyoit au feu par troupes, tellement que dans le cours de l'année 1556. il y en eut 85. qui moururent dans les flammes. Les femmes mêmes n'étoient pas épargnées, & la fureur des persécuteurs se répandoit sur les enfans innocens. Dans l'Isle de Guernesey, une femme enceinte ayant été condamnée à être brûlée, & la violence du feu ayant fait sortir l'enfant qui étoit dans son ventre, quelqu'un, par un sentiment d'humanité, le tira du feu pour le sauver; mais, après une légère consultation, le Magistrat qui assistoit à l'exécution, le fit rejeter dans les flammes.

Horrible barbarie,

La Reine rétablit quelques Monastères, & en fonde de nouveaux.

Elle fait ôter diverses Pièces des Registres Publics,

Affaires entre la France & l'Espagne.

Pendant qu'on tâchoit par ces moyens violens de détruire entièrement la Religion Protestante, la Reine faisoit ses efforts d'un autre côté, pour appuyer la Religion Romaine, en relevant quelques anciens Monastères, ou par de nouvelles fondations. Peut-être auroit-elle plus avancé l'exécution du dessein qu'elle avoit formé de rétablir les Maisons Religieuses qui avoient été supprimées, si la grande & la petite Noblesse n'en eussent pris l'alarme. Il arriva même pendant la dernière Séance du Parlement, que plusieurs Membres de la Chambre Basse, entendant faire quelque proposition sur ce sujet, portèrent la main à leurs épées, en disant hautement qu'ils sauroient bien défendre leurs biens. La Reine voyant tant d'obstacles, & ne trouvant pas à propos de pousser alors cette affaire, résolut de choisir un tems plus convenable, & de n'aller que pied à pied. Cependant, elle donna la Commission à Bonner & à quelques autres, d'ôter des Registres Publics tout ce qui s'étoit fait sous le Regne de Henri VIII. contre les Moines & contre le Pape, & particulièrement les relations des visites des Monastères, & les renonciations des Moines à l'autorité du Pontife Romain. C'est ce qui a rendu l'Histoire Ecclésiastique de ce tems-là fort défectueuse; & néanmoins, malgré les soins des Commissaires, on n'a pas laissé de conserver un bon nombre de ces fortes de Pièces.

La Guerre se continuoît toujours entre la France & l'Espagne, sans que les Anglois y prissent aucune part. Philippe ne cherchoit qu'à faire sur la Paix, ou du moins une Treve qui lui donnât le loisir de s'affermir sur le Trône que l'Empereur son Pere venoit de lui abandonner. La Reine son Epouse s'étoit entremise pour procurer cette Paix ou cette Treve, & avoit obtenu que les deux Rois envoyeroient leurs Ambassadeurs entre Calais & Ardes, où ils s'étoient effectivement assemblés

le

le 21. de Mai de l'année précédente, mais ils s'étoient séparés sans rien conclure. L'élévation de Paul IV. sur le Trône Pontifical rendit la Paix encore plus difficile: c'étoit un Pape d'une fierté outrée, & qui formoit de vastes projets, quoiqu'âgé de quatre-vingts ans. On ne sauroit mieux le comparer qu'à Jule II. Il avoit deux Neveux, l'un Cardinal, & l'autre Gouverneur de l'Etat Ecclésiastique, & tous deux grands ennemis de la Famille des *Colones* qu'ils avoient résolu de ruiner, & par conséquent, du Roi d'Espagne qui la soutenoit. Pour venir à bout de leur dessein, ils persuadèrent au Pape leur Oncle, qu'ils avoient découvert une Conspiration contre sa personne, tramée par des Espagnols. En conséquence de cette découverte prétendue, ils ouvrirent les paquets du Duc d'Albe Gouverneur de Naples, dans lesquels ils prétendirent en avoir trouvé des preuves incontestables. Ils firent mettre le Cardinal *Colonne* en prison, & arrêter les Envoyez de Philippe & de la Reine d'Angleterre. Ensuite, ils s'emparèrent de *Palliano* & de *Nettuno*, deux Villes appartenant aux *Colones*.

MARIE.
1556.

Paul IV.
grand enne-
mi des Es-
pagnols.

Mais leur passion ne se borna pas à si peu de chose. Peu de tems après, ils engagèrent le Pontife à déclarer la Guerre au Roi d'Espagne, sans avoir ni Troupes ni argent pour la soutenir. Il fut donc obligé d'avoir recours au Roi de France, qui étoit actuellement en Guerre avec Philippe. Pour cet effet, il lui proposa la conquête du Royaume de Naples, & lui offrit toutes ses forces pour exécuter ce dessein, pourvu qu'il voulût l'assister dans la Guerre qu'il avoit entreprise. Cette proposition étant mise en délibération dans le Conseil de France, le Cardinal de Lorraine l'appuya de tout son pouvoir. Ce Cardinal avoit alors un tel crédit à la Cour, qu'on n'osa presque le contredire, quoiqu'il fût aisé de comprendre, qu'une Ligue avec le Pape ne pouvoit apporter aucun avantage au Roi. Son but étoit de procurer au Duc de Guise son Frere, le commandement de l'Armée qui seroit envoyée en Italie.

Il s'engagea
avec la France
contre l'Es-
pagne.

Cette Ligue offensive & défensive fut donc ébauchée à Paris, & signée à Rome, où les Cardinaux de Lorraine & de Tournon s'étoient rendus pour cet effet, au commencement d'Octobre 1555. Le Pape promit de donner l'Investiture de Naples à un Fils de France, & le Roi s'engagea de son côté, à envoyer en ce Pais-là une Armée de 12000. hommes de pied, de 500. Hommes d'armes, & d'autant de Chevaux-legers. Mais, peu de tems après, par l'entremise de Marie, Henri II. & Philippe conclurent une Trêve de cinq ans, qui fut signée le 5. de Février 1556. Le Pape se plaignit beaucoup, que le Roi de France l'avoit abandonné à la vengeance des Espagnols. En effet, le Duc d'Albe s'étoit déjà approché de Rome, & avoit pris quelques Places, & entre autres *Ostie*, que les Neveux du Pape avoient négligé de munir. Dans cette extrémité, le Pape & ses Neveux ne trouverent point d'autre ressource, que de tâcher de porter le Roi de France à rompre la Trêve avec l'Espagne. Ce fut dans cette vue

Trêve de
cinq ans en-
tre la France
& l'Espagne.

MARIE. 1556. que le Cardinal *Caraffa* se rendit à Paris en qualité de Légat à *Latere*, publiant que c'étoit pour travailler à la Paix entre les deux Couronnes. Dans ce même tems, le Pape combloit la Reine d'Angleterre de louanges pour avoir moyenné la Treve, l'exhortant à ne laisser pas son ouvrage imparfait, & à faire ses efforts pour changer cette Treve en une Paix ferme & durable. Cependant, le Légat fit si bien par ses intrigues, & par les promesses magnifiques qu'il fit au Roi, qu'il l'obligea enfin à rompre la Treve, sans pouvoir alléguer d'autre raison de cette rupture, sinon que le Pape étoit opprimé par les Espagnols, quoique le Pontife eût le premier déclaré la Guerre à l'Espagne.

Le Pape portela France à rompre la Treve.

1557.
Les os de Bucer & de Fagius sont brûlez à Cambridge.

La femme de Pierre Martyr est déterrée.

Au mois de Janvier de l'année 1557. le Cardinal Polus fit faire la Visite des deux Universitez. Ce fut pendant celle qui se fit à Cambridge, qu'on cita ridiculement *Bucer* & *Fagius*, deux Théologiens Allemands morts plusieurs années auparavant, à comparoître devant les Commissaires pour rendre raison de leur Foi, & que, sur leur refus, on les condamna tous deux à être brûlez. Après cette Sentence, il vint un ordre de la Cour pour l'exécuteur, & les deux Corps étant dans leurs cercueils, furent pendus à des poteaux & réduits en cendres. A Oxford, la Femme de Pierre Martyr fut déterrée par les ordres du Légat, & enterrée de nouveau dans un fumier, parce qu'ayant été Religieuse, elle avoit rompu son vœu. Au commencement, on avoit entrepris de lui faire son procès comme à une Hérétique. Mais, comme elle n'avoit jamais su parler Anglois, il ne se trouva personne qui fût en état de témoigner qu'elle avoit proféré quelque Hérésie. Si on avoit ainsi déterré tous ceux qu'on pouvoit supposer être morts Hérétiques depuis la Reformation, on auroit eu beaucoup d'affaires. Selon les apparences, on se repentoit bien d'avoir permis à Pierre Martyr de sortir du Royaume. Puisqu'on traitoit ainsi le Corps de sa Femme, que ne lui auroit-on pas fait à lui-même, s'il eût été encore entre les mains des Persécuteurs?

Les Magistrats se relâchent dans la persécution.

Le Conseil les exhorte à redoubler leur zèle.

Commission de la Reine tendant à établir l'Inquisition en Angleterre.

Les violences qu'on avoit exercées jusqu'alors, tant sur les morts que sur les vivans, faisoient un effet tout contraire à celui que la Reine en avoit espéré. Il n'y avoit que les Ecclesiastiques qui persistassent dans leur fureur: mais les Magistrats commençoient à se relâcher, se faisant un scrupule de servir d'instrumens à ces barbaries. Le Conseil en ayant été informé, fit écrire des Lettres circulaires à toutes les Villes, pour les exhorter à redoubler leur zèle dans la poursuite des Hérétiques. Mais ces Lettres ne produisirent pas de grands effets.

La Reine & les Ministres, au désespoir de ce qu'ils apprennoient de tous côtez que le nombre des Protestans augmentoit au lieu de diminuer, résolurent, selon que quelques-uns l'ont assuré, d'établir l'Inquisition en Angleterre, sur le modele de celle d'Espagne. Dans cette vue, la Reine renouvela une Commission qui avoit été expédiée
dés

dès l'année précédente, par laquelle on donnoit pouvoir à 21. Commissaires de juger des crimes d'Hérésie, leur donnant sur ce sujet un pouvoir illimité, & ne leur prescrivant point d'autres règles que leur prudence, sans que personne fût excepté de leur juridiction. Cela fut suivi d'une Persecution, dans laquelle 79. Protestans perdirent la vie.

Pendant que ces choses se passaient en Angleterre, le Duc de Guise se rendit en Italie avec l'Armée destinée à la conquête de Naples. Il demeura quelques tems à Rome, où il ne trouva rien de prêt de ce que le Pape avoit promis; & néanmoins, il entra dès le mois d'Avril dans le Royaume de Naples, où il ne fit pas de grands exploits. Peu de tems après, il en fut rappelé par le Pape, pour aller au secours de Rome que le Duc d'Albe seroit de près.

D'un autre côté, Philippe, voyant que la France avoit rompu la Treve, résolut de faire tous les efforts possibles pour établir sa réputation, au commencement de son Règne. Il leva pour cet effet une Armée de cinquante-mille hommes qui devoit agir dans la Picardie, & afin de se rendre plus formidable, il mit tout en usage pour mettre la Reine son Epouse dans ses intérêts, malgré ce qui avoit été stipulé dans leur Traité de Mariage, & le serment qu'il avoit fait de ne faire naître aucun sujet de rupture entre la France & l'Angleterre. Les créatures qu'il avoit auprès de Marie lui insinuoient sans cesse, que le Roi de France n'en usoit pas bien avec elle, puisque ne se contentant pas de recevoir les Anglois fugitifs qui se retiroient en France, il donnoit même des pensions à plusieurs d'entre eux. Ces insinuations commencèrent à produire quelque effet sur la Reine. Mais, pour achever de la mettre de mauvaise humeur contre Henri, on se servit d'un artifice qui réussit selon les souhaits de ceux qui l'avoient inventé, apparemment pour rendre service à Philippe. Le Docteur *Hotton*, Ambassadeur d'Angleterre en France, fit venir à Paris un de ses Neveux, & lui donna les instructions nécessaires pour faire réussir le projet. Ce jeune homme s'étant adressé à un Gentilhomme du Roi, le pria de lui obtenir une Audience secrète, disant qu'il avoit une affaire très importante à communiquer à S.M. Le Roi ne voulant point lui parler, lui fit dire qu'il pouvoit s'adresser au Connétable de Montmorenci. Dans la Conférence que Wotton eut avec le Connétable, il lui fit entendre qu'il étoit envoyé de la part des habitans de Calais, qui étoient presque tous Protestans, & qui souhaitoient de se donner à la France, pourvu que le Roi voulût leur promettre de leur laisser la liberté d'exercer leur Religion. Le Connétable ouvrit les yeux à cette proposition; il se fit expliquer les moyens dont on prétendoit se servir pour conduire cette entreprise, & les ayant trouvez bien imaginez, il dit à Wotton de revenir une autre fois pour lui parler de cette affaire. Mais, au-lieu de retourner chez le Connétable, Wotton passa la Mer, & fit son rapport à la Reine & aux Ministres de ce qui

MARIE.
1557.

Le Duc de
Guise mar-
che en Italie,

Philippe tâ-
che de por-
ter Marie à
rompre avec
la France.

Artifice pour
achever de
la détermi-
ner.

MARIE. s'étoit passé à Paris. Cela fit juger à la Reine qu'elle n'avoit plus rien à ménager avec le Roi de France, puisqu'en pleine Paix, il formoit des projets pour lui enlever Calais par surprise. Il paroît que dès le mois de Février, elle avoit déjà résolu de rompre avec la France, puisque par un ordre du 9. du même mois, elle fit expédier des Commissions aux Sherifs & aux Juges de Paix de toutes les Provinces, pour lever des Troupes, & pour les tenir prêtes à marcher au premier commandement. Peu de tems après, il arriva une autre chose, qui lui fournit le prétexte qu'elle cherchoit de déclarer la Guerre à la France.

Revolte de
Stafford punie.

Un nommé *Stafford*, ayant reçu secrètement du secours de la Cour de France, assembla quelques Anglois fugitifs, & les ayant embarquez sur un Vaisseau, il alla vers la fin du mois d'Avril descendre en Ecosse (1), d'où il marcha droit à Scarborough, & s'empara de ce Château. Ensuite, il publia un Manifeste contre la Reine, prétendant qu'elle étoit déchuë de tout le droit qu'elle pouvoit avoir sur la Couronne, pour avoir introduit les Espagnols dans le Royaume. Il eut même la hardiesse de s'attribuer le Titre de Protecteur d'Angleterre. Mais le Comte de Westmorland, ayant assemblé quelques Troupes dans le Nord, reprit Scarborough, & y fit Stafford prisonnier avec trois de ses complices (2).

Philippe arrive en Angleterre.

La Reine déclare la Guerre à la France.

Le Roi Philippe arriva le 20. de Mai en Angleterre, où il y avoit déjà huit-mille hommes prêts à passer dans les Pays-Bas. Peu de tems après son arrivée, la Reine envoya déclarer la Guerre au Roi de France par un Héraut (3). Le 17. de Juin, les huit-mille Anglois partirent sous la conduite du Comte de Pembroke, & allèrent joindre l'Armée Espagnole commandée par le Duc de Savoye; après quoi, Philippe partit lui-même au mois de Juillet, pour retourner à Bruxelles.

Siege de St. Quentin & Bataille de St. Laurent.

Le Duc de Savoye, ayant feint, pendant un mois, de vouloir attaquer diverses Places de Picardie, tomba tout à coup sur St. Quentin, qui étoit une assez mauvaise Place, & n'ayant qu'une Garnison de trois-cens hommes. Tout ce que le Connétable, qui commandoit l'Armée de France, put faire, fut de détacher l'Amiral de Châtillon son Neveu avec trois-mille hommes, pour tâcher de se jeter dans la Place. L'Amiral réussit en partie, s'étant coulé pendant la nuit, à travers les Quartiers des assiegeans. Mais, au-lieu de 3000., il ne s'en trouva que sept-cens qui l'eussent suivi, le reste s'étant égaré. Avec ce renfort, il défendit la Place vigoureusement, dans l'esperance que le Connétable, quoique beaucoup plus foible que l'ennemi, feroit tous les efforts possibles pour lui envoyer du secours. Effectivement, le Connétable ne négligeoit rien pour en venir à bout. Il fut même assez heureux pour faire entrer d'*Andelet*, Frere de l'Amiral, dans la Place, avec cinq-cens hommes. Mais comme il s'en retournoit après

avoir

- (1) Le 17. d'Avril. (2) Le 28. de Mai. (3) Le 7. de Juin.

avoir si bien réussi, il fut attaqué par le Duc de Savoye qui le mit en déroute, lui tua 2500. hommes & le fit lui-même prisonnier. Dans cette Bataille, qui fut nommée de St. Laurent parce qu'elle se donna le 10. d'Août, jour de la fête de ce Saint, la France perdit un grand nombre de Princes & de Seigneurs, qui furent tuez ou faits prisonniers. Cette perte causa en France une telle consternation, que si le Duc de Savoye eût marché droit à Paris, on ne croyoit pas que rien eût pu l'empêcher d'y entrer. Mais, au-lieu de cela, il retourna dans ses Lignes, & huit jours après, la Place fut emportée d'assaut, & l'Amiral fait prisonnier sur la breche. Toute la France crioit contre le Pape, qui avoit causé la rupture de la Treve. Mais le mal étoit fait. Toute la ressource qui resta au Roi de France, fut de rappeler le Duc de Guise avec l'Armée qu'il commandoit en Italie, où il ne faisoit pas de grands progrès.

Dès que le Pape avoit appris que la Reine d'Angleterre avoit déclaré la Guerre à la France, il s'étoit mis dans une terrible colere contre le Cardinal Polus, comme s'il eût dépendu de lui de l'empêcher. Dans la fureur où il étoit, il rappella tous ses Légats, afin d'avoir occasion de comprendre Polus dans ce rappel général. Mais *Carne*, Ambassadeur d'Angleterre, lui fit remontrer par quelques Cardinaux, le tort que cela feroit à la Religion. Enfin, à force de sollicitations & de remontrances, le Pape, sans révoquer son Décret, promit seulement qu'il ne le feroit point signifier à Polus, & fit entendre à l'Ambassadeur, qu'il avoit assez de panchant à laisser le Cardinal dans sa Légation, si la Reine l'en sollicitoit. Ceci se passoit avant la Bataille de St. Laurent. Mais dès qu'il fut informé de la perte de cette Bataille, & du rappel du Duc de Guise, il entra dans une nouvelle fureur contre Polus, & résolut de le sacrifier à sa vengeance. Pour cet effet, il fit venir à Rome le Cordelier *Payton* Confesseur de la Reine, & l'ayant créé Cardinal, il lui mit en main un Décret par lequel il revoquoit Polus, & le nommoit lui-même pour Légat en Angleterre. Mais la Reine en ayant été informée, fit écrire à Payton, qui s'étoit déjà mis en chemin, que s'il entreprenoit de mettre le pied en Angleterre, elle le feroit punir selon toute la rigueur du *Premunire*. Cette Lettre l'empêcha de continuer son voyage. Cependant, quoique le Décret du Pape n'eût pas été signifié au Cardinal Polus, il s'abstint de faire les fonctions de Légat, ne voulant point donner un prétexte plausible de se plaindre, au fier Pontife qui le haïssoit de longue main.

Dès que le Duc de Guise eut quitté l'Italie, le Pape ne pouvant plus se défendre contre le Duc d'Albe qui le seroit de près, fit la Paix avec l'Espagne, & laissa la France dans l'embaras. Ce fut alors que, par un Article secret du Traité de Paix, Polus fut rétabli dans sa Légation.

MARIE.
1557.

Le Pape
veut rappeller
Polus.

Il est ap-
paixé.

Il le rap-
pelle &
nomme Pay-
ton en sa
place.

La Reine
défend à
Payton l'en-
trée du
Royaume.

Le Pape
fait la Paix
avec l'Espa-
gne.
Polus est
rétabli.

Ce-

MARIE.

1557.
Le Duc de
Guise retour-
ne en Fran-
ce.

Henri II.
excite la
Reine d'E-
cosse à rom-
pre la Paix
avec l'An-
gleterre.

Négocia-
tion pour le
Mariage du
Dauphin.
Embaras
de la Reine.

Philippe
l'avertit de
prendre gar-
de à Calais.
Cet avis
est négligé.

Cependant, Henri étant revenu de sa consternation, parce que Philippe ne sut pas profiter de ses avantages, le Duc de Guise eut le tems d'arriver à son secours, & d'abord, il fut fait Lieutenant Général du Roi dans tout le Royaume. D'un autre côté, Henri sollicita la Reine Régente d'Ecosse à rompre la Paix avec l'Angleterre.

Cette Princesse ne demandoit pas mieux que de lui rendre ce service. Mais elle avoit contre elle un puissant Parti, qui vouloit observer la Paix. Ainsi, n'ayant pu faire prendre aux Etats la résolution qu'elle souhaitoit, elle employa un autre moyen pour réussir dans son dessein. Elle fit fortifier *Aymouth*, contre un Article exprès du dernier Traité fait avec l'Angleterre, & par là elle engagea les Anglois à s'y opposer par la force. Cela produisit effectivement une rupture entre les deux Nations, & même l'Armée d'Ecosse, sous la conduite de *d'Oysel*, entra dans les frontières d'Angleterre. Mais les Etats ayant encore quelque esperance de reparer la breche qu'on venoit de faire à la Paix sans leur consentement, envoyèrent un ordre exprès à *d'Oysel* de retourner sur ses pas, à quoi il fut contraint d'obéir. La Régente, voyant qu'elle avoit trop peu de crédit, sollicita la Cour de France de hâter le Mariage de la Reine sa Fille avec le Dauphin, afin que ce Prince étant en possession de l'Ecosse, fût plus maître d'y faire ce qu'il voudroit. Henri, profitant de cet avis, envoya d'abord des Ambassadeurs en Ecosse, pour y régler avec les Etats les conditions du Mariage.

La Guerre qui se préparoit du côté d'Ecosse, & celle qui étoit déjà commencée avec la France, embarrassoient beaucoup la Reine, parce qu'elle manquoit d'argent. Elle voulut se servir, pour en recouvrer, de la voye des emprunts: mais cela ne produisit aucun effet. Elle se vit donc obligée de convoquer un Parlement pour le 20. de Janvier, quoiqu'à regret, parce qu'elle craignoit que, pour obtenir de l'argent, elle ne fût contrainte d'accorder quelque relâche aux Protestans.

Sur la fin de l'année, Philippe avertit la Reine son Epouse, que la Cour de France formoit quelque projet contre Calais, & lui offrit de ses Troupes pour les y mettre en Garnison, sachant que la Place étoit mal pourvue de monde. Cet avis ayant été communiqué au Conseil, on s'imagina que c'étoit une ruse de Philippe, pour se mettre en possession de Calais, sous prétexte d'en renforcer la Garnison. Cela n'étoit pas entièrement contre la vrai-semblance: mais ce n'étoit pourtant qu'un simple soupçon. Cependant, comme si c'eût été une vérité avérée, les Conseillers ne purent se persuader que la France eût dessein d'assiéger cette Place, quoiqu'il n'y eût pas le quart des Troupes & des munitions nécessaires. Il sembloit que sa seule réputation dût la garder. Ainsi on laissa tomber cet avis, sans faire la moindre démarche pour y envoyer du secours, quoique le Lord *Wentworth*, qui en étoit Gouverneur, le sollicitât fortement.

*On

On ne devoit pas moins attendre d'un Conseil composé, pour la plus grande partie, d'Ecclésiastiques, & qui n'étoit attaché qu'à la ruine des Protestans. Après avoir ainsi négligé d'envoyer un renfort à Calais, la Reine & ses Ministres tombèrent dans une consternation extrême, par la nouvelle qui leur vint que cette Place étoit perdue. Le Duc de Guise l'avoit assiégée le 1. de Janvier, & après avoir d'abord emporté le Fort nommé *Newnambridge*, qui en défendoit les avenues du côté de la terre, & ensuite le *Rusban*, qui pouvoit favoriser le secours par mer, il avoit obligé le Gouverneur à capituler le septieme jour du Siege. Dès qu'il fut maître de la Place, il en fit sortir tous les Anglois, comme Edouard III. en avoit chassé les François 210. ans auparavant. Ensuite, il se rendit devant Guisnes, où commandoit le Lord Gray avec une Garnison de onze cens hommes: Mais cette Garnison se trouva tellement découragée par la perte de Calais, qu'à la premiere attaque, elle abandonna la Ville pour se retirer dans la Citadelle. Cependant, le Gouverneur s'apprecevant que les François étoient occupés au pillage, fit une sortie, & les chassa de la Ville, mais désespérant de la pouvoir garder, il y mit le feu & se retira. Peu de tems après, les François s'entrèrent de fort près la Citadelle, & y donnerent un assaut où la Garnison perdit trois-cens hommes. Après cela, le Gouverneur ne voyant aucun moyen de résister plus longtems, se rendit prisonnier de Guerre avec toute sa Garnison. Le Château de *Hames*, situé dans un marais presque inaccessible, auroit pu faire quelque résistance: mais la Garnison prit la fuite & l'abandonna aux François. C'est ainsi qu'au milieu de l'Hiver, & en moins de quinze jours, les Anglois perdirent tout ce qu'ils avoient conservé en France de leurs anciennes Conquêtes, par l'incapacité d'une Reine, qui n'avoit en tête qu'une seule affaire, comme si la destruction des Protestans eût seule mérité son application, & par la négligence de son Conseil: si toutefois on doit se borner à l'accuser de négligence. Ce fut là le fruit de l'Alliance entre l'Angleterre & l'Espagne, malgré le soin que Gardiner avoit pris de prévenir le mélange des intérêts des deux Couronnes. L'inexécution de cet Article du Traité de Mariage, fait voir comment les autres auroient été observés, si Philippe eût eu des Enfans de la Reine, & qu'en qualité de Tuteur, il eût pu s'introduire dans le Gouvernement du Royaume.

La perte de Calais fit grand bruit en Angleterre. Les Protestans en prirent occasion de décrier le Gouvernement, & les gens dévoués à la Cour en étoient si confus, qu'ils n'osoient ouvrir la bouche pour justifier les Ministres. Il y avoit des gens qui les accusoient de trahison, d'autres, d'incapacité, & leurs plus grands partisans ne pouvoient s'empêcher de reconnoître leur négligence. Les deux Gouverneurs, de Calais & de Guisnes, furent les plus malheureux. Outre qu'ils perdi-

MARIE.
1558.
Siege &
prise de Ca-
lais.

Ensuite de
Guisnes &
de Hames.

Chagrin de
la Reine, &
murmures
du Peuple.

Tom. VI.

S

rent

MARIE. rent leur reputation, les Ministres, pour insinuer au Peuple que ces Places s'étoient perdues par leur faute, les laissèrent en prison, sans faire la moindre démarche pour les racheter. Mais il n'y eut personne qui ressentit plus vivement cette perte, que la Reine. Après avoir perdu Calais, elle connut parfaitement l'importance de cette Place, qui rendoit l'Angleterre toujours redoutable à la France, parce qu'en vingt & quatre heures, les Anglois pouvoient introduire de grandes Armées dans ce Royaume. La grandeur de cette perte a été encore mieux connue dans la suite. Depuis ce tems-là, si on excepte les intervalles où la France a été agitée de Guerres Civiles, cette Couronne n'a plus eu pour l'Angleterre les ménagemens qu'elle étoit obligée de garder auparavant.

Philippe
prie en
vain la Reine
de faire un
effort pour
reprendre
Calais.

Immédiatement après la prise de Calais, Philippe pressa vivement la Reine son Epouse de faire un puissant effort pour reprendre cette Place, avant que la France eût le tems de la reparer & de la mieux fortifier. Mais il ne fut pas possible aux Ministres, de trouver des moyens pour exécuter une pareille entreprise. Ils calculerent la dépense qu'il faudroit faire tant pour la Flotte que pour les Troupes, & ils jugerent que, vu le mécontentement universel qui étoit répandu dans le Royaume, il étoit trop dangereux de charger le Peuple d'une si grande imposition, quand même on seroit assuré de l'obtenir du Parlement. C'est ce qu'ils firent voir à Philippe, en le remerciant de son avis & de ses offres. Mais outre cette raison, il y en avoit une autre d'un grand poids. C'est que les Ministres, le Conseil & la Reine même, craignoient que le Siege de Calais ne les obligât à se relâcher de la Persécution. Ainsi, dans la pensée où ils étoient qu'une année tout au plus suffiroit pour détruire la Reformation & les Reformez, ils jugerent à propos de remettre le Siege de Calais à un tems plus convenable.

Parlement.
Subside ac-
cordé avec
peine.

Le Parlement, qui s'assembla le 20. de Janvier, ne fit rien de considérable que d'accorder un Subside à la Reine, après que le Clergé lui en eut montré l'exemple. On se plaignoit toujours dans la Chambre des Communes, que, par les pernicioeux conseils des Ministres, la Reine s'étoit épuisée, en rendant les biens d'Eglise, & par de nouvelles fondations de Monastères.

Proposition
dans la
Chambre
Basse qui
causa de
grands soup-
çons.

Cette affaire étant finie, les partisans de la Cour proposèrent de faire un Acte pour confirmer toutes les Proclamations de la Reine, sans s'expliquer davantage. Un des Membres s'y opposa fortement, disant, qu'un pouvoir si illimité mettroit le Royaume en danger, & qu'à ce prix-là, il ne tiendrait qu'à la Reine de changer l'ordre de la Succession par une simple Proclamation. Les Communes furent offensées du soupçon que ce Député avoit fait paroître contre la Reine, & le firent mettre en prison. Mais, quoique la Reine parût très satisfaite de la vigueur avec laquelle les Communes avoient pris à cœur

les

ses intérêts, elle comprit par là combien elles étoient éloignées de la **MARIE.**
pensée que la Princesse Elisabeth pût être privée de la Couronne. On **1558.**
ne fait point à quoi tendoit une proposition si générale: mais il y a
quelque apparence, que les Auteurs avoient quelque vue desavantageu-
se à Elisabeth.

Dans cette Siance, *Ambroise & Robert Dudley*, Fils du feu Duc de Northumberland, furent rétablis dans leurs honneurs. Henri leur Frere avoit été tué au Siege de St. Quentin. Après cela, le Parlement fut prorogé depuis le 7. de Mars, jusqu'au 7. de Novembre.

Au mois d'Avril de cette année, le Dauphin épousa enfin Marie Reine d'Ecosse. Après beaucoup de difficultez, les Etats d'Ecosse accordèrent au Dauphin le Titre de Roi d'Ecosse, sur la promesse solennelle que le Roi son Pere leur fit, qu'il se borneroit au simple Titre, sans le mêler du Gouvernement du Royaume.

Jamaïs la Princesse Elisabeth ne s'étoit trouvée dans un plus grand danger, que celui où elle se trouvoit alors. La santé de la Reine diminuoit à vue d'œil. Elle n'avoit pas été bien ménagée pendant sa prénouée grossesse, parce que s'étant confiée à des femmes qui ne cherchoient qu'à la flater, elle avoit négligé de consulter les Medecins, qui auroient pu prévenir les suites de cet accident. Depuis ce tems-là, elle n'eut jamais une santé ferme. Elle étoit naturellement mélancolique, & ce temperament s'étoit fortifié par les mortifications à quoi elle avoit été exposée sous les deux Regnes précédens. Dans la suite, le dégoût que le Roi son Epoux conçut pour elle, & dont elle ne pouvoit que s'apercevoir, augmenta encore son chagrin. Enfin, la perte de Calais acheva de la mettre en un tel état, qu'elle ne pouvoit plus souffrir la vue que d'un petit nombre de personnes. Son corps se ressentant de la disposition de son esprit, elle se sentoit affoiblir tous les jours. Dans cet état, elle commençoit à faire, à l'égard d'Elisabeth, les mêmes réflexions qu'Edouard avoit faites sur son sujet, c'est-à-dire, qu'après sa mort, ce qu'elle avoit établi avec tant de soin seroit infailliblement renversé. Les Evêques en étoient fortement persuadés. Quoiqu'Elisabeth se ménagât autant qu'il étoit possible, au sujet de la Religion, ils n'ignoroient pas qu'elle étoit Protestante dans l'ame, & qu'elle avoit même intérêt de l'être par rapport à son avantage temporel. C'étoit pour cela que quelques-uns d'entre eux insinuoient sans cesse à la Reine, qu'il falloit le désaire d'elle. Gardiner avoit été du même avis. Il diroit souvent, que c'étoit en vain qu'on coupoit les branches, pendant qu'on laissoit subsister le tronc. Il est étonnant que cet avis n'eût pas été déjà suivi. La Reine étoit extrêmement bigotte. Elle faisoit couler le sang humain sans aucun scrupule, quand il s'agissoit de la Religion. Ainsi, selon les apparences, elle n'auroit pas épargné sa Sœur, qu'elle ne regardoit que sur le pied de Barabde, si Dieu n'eût permis que la Politique de Philippe prévalût sur le zèle de la Reine son Epouse.

Deux Fils du Duc de Northumberland sont rétablis.

Mariage du Dauphin avec la Reine d'Ecosse.

Elisabeth se trouve dans un grand danger.

MARIE. Dans le tems même dont je parle, où l'esprit de Persecution empêchoit qu'on n'écoutât ni la raison, ni la justice, ni l'humanité, à quoi peut-on attribuer la conservation d'Elisabeth que tant de raisons devoient faire sacrifier à la sûreté de la Religion Romaine, qu'à une protection particulière du Ciel? Dieu, qui marque à la mer ses bornes, arrête aussi, quand il veut, la fureur des Persecuteurs, & les empêche de porter leurs mains sanguinaires sur les personnes dont il a résolu de se servir pour procurer du repos à son Eglise. Quoi qu'il en soit, contre toute apparence, Elisabeth fut conservée pendant tout le Regne de Marie, & particulièrement dans ce dernier tems, où elle paroissoit être le plus en danger.

Le Roi de
Suede de-
mande El-
isabeth en Ma-
riage.

Elle l'excu-
se.

Quelque tems après que le Parlement eut été prorogé, le Roi de Suede envoya un Gentilhomme à Elisabeth, pour l'informer du dessein qu'il avoit de la demander en Mariage, & pour la prier d'y vouloir donner son consentement. Cet Envoyé lui ayant fait demander une Audience particulière, elle ne voulut point l'accorder, sans avoir premierement ce qu'il avoit à lui dire. Quand elle en fut instruite, elle lui fit dire, qu'absolument elle ne vouloit recevoir aucune semblable proposition, que par le canal de la Reine. L'Envoyé lui fit répondre, que le Roi son Maître agissoit en Cavalier, qui ne vouloit point épouser une Princesse sans être assuré de son consentement, & qu'en cela il témoignoît l'estime qu'il avoit pour elle; mais que quand elle auroit agréé sa recherche, il agiroit en Roi, en la faisant demander par ses Ambassadeurs. Mais cela ne fut pas capable de lui faire changer sa résolution. Au contraire, elle lui fit entendre, que le Roi de Suede lui feroit beaucoup de plaisir de ne penser point à elle. Il semble qu'après cette réponse, les Ambassadeurs de Suede, qui étoient arrivez à Londres, en devoient demeurer là, puisque le Roi leur Maître ne vouloit point épouser Elisabeth sans son consentement; & néanmoins, ils ne laisserent pas de proposer le Mariage à la Reine. Cela donne lieu de soupçonner, que le Gentilhomme Suedois qui vouloit parler à Elisabeth, n'avoit pas reçu cette Commission immédiatement du Roi son Maître, mais des Ambassadeurs, & que les Ministres mêmes de Marie les avoient induits à faire sonder Elisabeth, afin de l'engager dans quelque fausse démarche. Quoi qu'il en soit, peu de tems après, la Reine lui fit dire, qu'elle étoit contente de la réponse qu'elle avoit faite au Gentilhomme Suedois: Que le Roi de Suede la faisoit demander en Mariage par ses Ambassadeurs; mais qu'avant que de lui rendre réponse, elle souhaitoit d'être instruite de sa volonté. Elisabeth répondit, qu'elle étoit contente de sa condition, & que si la Reine vouloit bien lui laisser la disposition d'elle-même, elle protestoît qu'elle préféreroit l'état de Fille au Mariage, quand ce seroit avec le plus grand Prince du monde. Ainsi cette affaire ne fut pas poussée plus avant.

La

La perte de Calais, & la tenue du Parlement, avoient donné quelque relâche aux Protestans. Mais sur la fin du mois de Mars, on renouvela la Persécution avec plus de fureur qu'auparavant. La Reine même, excédant les bornes de son pouvoir, ordonna par une Proclamation, que ceux qui recevroient des Livres hérétiques, & qui ne les livreroient pas aux Magistrats sans les avoir lus, & sans les avoir montrés à perlonne, fussent exécutés sur le champ, selon la Loi qu'on appelle en Angleterre *Martiale*, de la même manière qu'on avoit accoutumé d'agir en tems de Guerre contre les Rebelles. D'un autre côté, elle défendit expressément de prier Dieu pour ceux qui étoient suppliciez, & de leur dire même *Dieu vous benisse*. C'est ce qui fait dire très-judicieusement à l'Auteur de l'Histoire de la Reformation, que ce n'étoit pas la conversion des Protestans qu'on demandoit, mais leur destruction. On en vit une preuve sensible, peu de tems après. Un nommé *Bambridge*, condamné au feu, étant sur le bucher, & ne pouvant résister à la violence des flammes, s'écria qu'il vouloit faire Abjuration. Le Sheriff, qui faisoit faire l'exécution, fit d'abord éteindre le feu, & en ayant tiré le patient, lui fit signer une Abjuration telle qu'on voulut la lui dicter. Mais bien-tôt après, il reçut un ordre de la Cour pour faire brûler le condamné, & pour se rendre lui-même à Londres, où il fut mis en prison. La fureur des Persécuteurs étoit si extrême, qu'ils ne discontinuèrent pas leurs violences dans le tems même qu'ils alloient perdre leur Reine. Environ une semaine avant sa mort, on fit brûler cinq personnes à Cantorberi. Dans cette dernière année de la Reine, trente-neuf Protestans souffrirent le Martyre en divers lieux. Les Auteurs ne s'accordent pas, touchant le nombre de ceux qui furent livrés aux flammes pendant le Regne de Marie. Ceux qui en disent le moins, en comptent 284. Mais d'autres assurent que dans les deux premières années de la Persécution, qui commença en 1555, on en fit mourir jusqu'à 800.

Pendant que ces fureurs s'exerçoient en divers lieux du Royaume, la Reine, qui avoit sur le cœur la perte de Calais, voulut faire un effort pour la reparer. Philippe lui avoit mis dans l'esprit, qu'elle pourroit s'emparer de Brest. Pour cet effet, elle mit en Mer une Flotte de cent-vingt Vaisseaux, commandée par le Lord Clinton, qui alla faire descente au *Conquest* (1) & brûla cette petite Ville. Mais l'Arrièr-Ban étant survenu, contraignit les Anglois de se rembarquer après avoir perdu six-cens hommes. Tout le País étant en armes pour s'opposer à une nouvelle descente, & des Troupes fraîches arrivant sans cesse dans ces quartiers-là, l'Amiral Anglois, qui n'avoit que sept-mille hommes, ne jugea pas à propos de rien entreprendre, & se retira. Ce fut là le peu de fruit que la Reine tira de cet armement, qui lui avoit beaucoup coûté. Cela lui fit comprendre, que la continuation de

MARIE.

1558.

Le feu de la persécution se ralluma.

Rigueur outrée de la Reine.

Féroacité des persécuteurs.

Nombre des Reformez brûlez sous le Regne de Marie.

La Reine met une Flotte en Mer sans succès.

A. H. Publ. Tom. XV. pag. 484.

(1) Juin.

MARIE. la Guerre ne lui procureroit aucun avantage, & lui fit donner les mains à une négociation qui se propoſa dans le même tems, pour faire la Paix entre la France, l'Angleterre, & l'Eſpagne. Cambrai fut le lieu choiſi pour la Conférence, qui commença au mois d'Octobre.

1558.
La Paix ſe négocie à Cambrai.
Parlement. La Reine demanda de l'argent.
Le Parlement diſſere.
Le Parlement s'étant aſſemblé le 5. de Novembre, la Reine demanda ſon aſſiſtance pour ſoutenir la Guerre, en cas que la Paix ne ſe conclût pas. La Chambre des Communes étoit ſi peu portée à l'accorder, que la Reine ſe vit obligée de lui envoyer le Chancelier avec dix autres Seigneurs, pour lui repréſenter le mauvais état de ſes affaires, & pour la prier de ſe hâter. Cette ſollicitation ayant produit quelque eſſet, les Communes travaillèrent deux jours de ſuite à l'affaire du Subſide. Mais la mort de la Reine les tira de cet embarras.

Mort de la Reine,
Il y avoit déjà quelque tems, qu'elle étoit attaquée d'une Hydropiſie, qui, s'étant beaucoup augmentée au commencement de Novembre, l'emporta enſin le 17. du même mois, à l'âge de 43. ans, après avoir régné cinq ans, quatre mois & onze jours.

de de Cardinal Polus.
Caractere de ce Cardinal.
Le Cardinal Polus la ſuivit, ſeize heures après. C'étoit un Prélat d'une humeur douce & modérée, qui auroit ſouhaité qu'on eût ſuivi des voyes honnêtes & légitimes, pour ramener les Anglois à leur ancienne Croyance, & qui n'approuvoit pas qu'on employât pour cela le fer & le feu. Cela donnoit lieu à ſes ennemis de le faire regarder comme ayant du panchant pour la Religion Proteſtante, ou du moins, comme un homme d'un temperament trop mou, pour le tems d'alors. Ni la Reine, ni Philippe, ni le Pape, ni Gardiner, ni les Evêques qu'on avoit ſubſtituez à la place des Evêques Proteſtans, n'étoient pas gens à ſe conduire par de pareilles maximes. Auſſi Polus n'étoit-il jamais conſulté ſur ce ſujet, quoiqu'en toute autre choſe, la Reine eût beaucoup de confiance en lui. Le Pape Paul IV. étoit ſon ennemi juré. C'étoit lui qui l'avoit empêché, par ſes calomnies, de monter ſur le Trône Pontifical, après la mort de Paul III., quoiqu'il eût été élu par le Conclave. Depuis ce tems-là, ne croyant pas que Polus fût capable de lui pardonner une ſemblable injure, il ne ceſſa jamais de lui rendre de mauvais offices. Enſin, quand il fut lui-même Pape, il lui donna ſouvent des marques de ſon inimitié. On prétend même que quand il le rappella de ſa Légation pour mettre Payton en ſa place, il avoit deſſein de le punir rigoureuſement pour avoir été trop modéré envers les Proteſtans. Mais Philippe & Marie prirent ſoin de le protéger.

Caractere de Marie.
Quant à la Reine Marie, on a vu par l'Histoire de ſon Regne, qu'elle étoit d'une bigotterie exceſſive. A cela ſe joignoit un naturel dur & vindicatif, qu'elle râchoit de confondre avec le zèle pour ſa Religion. Mais quand il n'étoit pas poſſible de les unir, elle faiſoit bien voir

voir qu'elle se portoit à la cruauté, autant par naturel que par zèle. MARIE. 1558.
 Elle eut le malheur d'être entretenue dans cette disposition, par tous ceux qui l'approchoient. Le Roi Philippe son Epoux étoit naturellement sévère. Gardiner étoit l'homme du monde le plus vindicatif. Bonner étoit un furieux; & tous les autres Evêques étoient des gens choisis parmi les Ecclésiastiques les plus cruels & les plus barbares. Ce n'étoit que par cette qualité qu'on étoit estimé digne de l'Episcopat. Ainsi, la Persécution que les Protestans souffrirent sous ce Règne, n'a rien qui doive sembler étrange. Le Docteur Burnet dit, que Marie avoit l'ame grande & noble. Il seroit à souhaiter qu'il eût rapporté quelque circonstance de sa vie, où cette noblesse & cette grandeur d'ame eussent particulièrement paru. Pour moi, je ne trouve dans sa conduite qu'une seule bonne action. C'est qu'elle rejetta le projet que l'Ambassadeur d'Espagne lui avoit présenté pour se rendre absolue, en foulant aux pieds les Loix du Pais & les Privileges du Peuple. Du reste, elle ne marqua pas beaucoup de capacité dans le Gouvernement de ses Etats. La perte de Calais seroit une tache perpétuelle à son Règne, quand même on n'y trouveroit rien de plus odieux.



HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE DIX-SEPTIEME,

Contenant le Regne d'ELISABETH.



ELISABETH,

Reine d'Angleterre,

Vingt & troisieme depuis la Conquête.



A mort de Marie, quoique prévue depuis quelque tems, ne laissa pas d'étonner les Conseillers & les Ministres. Ils étoient tous de la Religion dominante: c'étoient eux qui avoient conseillé, ou du moins, approuvé la Persécution que les Protestans venoient d'essuyer, & vrai-semblablement, les Protestans alloient dominer à leur tour. Cela fut causé qu'ils cachèrent la mort de la Reine pendant quelques heures, pour se donner le tems de délibérer sur ce qu'ils avoient à faire. Mais, comme le Parlement étoit actuellement
Tom. VI.

ELISA-
BETH.
1558. On cache
quelque
tems la
mort de Ma-
rie.
*Camden
Annales du
Regne d'Elis-
abeth.*

ELISABETH. 1558.
La Chambre Haute en est informée.
Elle délibère sur la Succession.

ment assemblé, il n'étoit pas en leur pouvoir de rien décider par rapport à la Succession, d'autant plus qu'elle se trouvoit clairement établie dans le Testament de Henri VIII. autorisé par un Acte de Parlement, qui n'avoit jamais été révoqué. Leur délibération n'aboutit donc qu'à informer le Parlement de la mort de la Reine. C'étoit tout ce qu'ils pouvoient faire en cette occasion. Ils en firent donner la première nouvelle à la Chambre des Seigneurs, qui délibéra sur le champ, touchant le droit des personnes qui pouvoient prétendre à la Couronne. Si cette affaire avoit dû être décidée par le Droit Civil, ou par la Coutume, il n'y auroit pas eu peu de difficulté, tant Henri VIII. l'avoit embrouillée par ses Divorces, & par les Actes de Parlement qu'il avoit obtenus, dans lesquels les contradictions étoient manifestes. Mais en Angleterre, le Parlement, qui comprend le Roi & les deux Chambres des Seigneurs & des Communes, est le Souverain Législateur, & quand la force ne s'en mêle pas, personne n'a le droit de mettre en question la validité de ses Loix. Henri VIII. avoit obtenu un Acte, qui lui donnoit pouvoir de régler le rang de ses Successeurs comme il le jugeroit à propos. Il avoit placé Elisabeth après Marie sa Sœur, quoique toutes deux eussent été déclarées bâtarde. Cela suffisoit pour donner à Elisabeth un droit que le Parlement ne pouvoit lui contester, puisque c'étoit dans le Parlement que se trouvoit la source de ce même droit, c'est-à-dire dans l'Acte qui avoit donné à Henri le pouvoir de régler sa Succession. Outre cela, personne n'ignoroit que la dissolution du Mariage de ce Prince avec Anne de Bollen, & l'Acte qui, en conséquence de ce Divorce, avoit déclaré Elisabeth illégitime, n'avoient été qu'un pur effet du caprice de ce même Roi, & de la complaisance, plutôt que de la justice du Parlement. Mais, quand même les Seigneurs auroient pensé à exclure Elisabeth de la Succession, à quelle autre personne auroient-ils pu se fixer, sans exposer le Royaume à de grands dangers? C'est ce qu'il est bon d'expliquer en peu de mots, comme une chose très importante pour la suite de ce Regne.

Après la mort de Marie, il y avoit trois Princesses qui pouvoient prétendre à la Couronne, savoir, *Elisabeth* Sœur de la défunte Reine, *Marie* Reine d'Ecosse, Petite-Fille de Marguerite Sœur aînée de Henri VIII., & *Françoise* Duchesse de Suffolk, Fille de Marie Sœur cadette du même Roi. Elisabeth appuyoit son droit sur le Testament du Roi son Père, autorisé par un Acte de Parlement. Marie pouvoit dire, qu'Elisabeth avoit été déclarée bâtarde par un Acte qui n'avoit jamais été révoqué: que jamais aucun Bâtard n'étoit monté sur le Trône d'Angleterre: que les Loix du País ne donnoient aux Bâtards aucune part dans la Succession de leurs Pères; que par conséquent, la Succession étoit dévolue à la Postérité de Marguerite Fille aînée de Henri VIII. On pouvoit alléguer pour la Duchesse de Suffolk, qu'Elisabeth étant bâtarde, & la Reine d'Ecosse étrangère,

&c

Deux concurrentes d'Elisabeth.

Droit d'Elisabeth.
Raisons pour la Reine d'Ecosse.

Pour la Duchesse de Suffolk.

& n'ayant pas même été mise dans le rang de la Succession par le Testament de Henri VIII., la Couronne devoit revenir à la Postérité de Marie seconde Fille de Henri VII. Il n'eût pas nécessaire d'examiner ici ces diverses prétentions, puisque, selon les apparences, le Parlement qui en décida, se regla moins sur les Loix, que sur la Politique & sur les intérêts du Royaume. La Reine d'Ecosse avoit épousé le Dauphin, Héritier présomptif de la Couronne de France. En adjudant la Couronne à cette Reine, on auroit couru risque de rendre l'Angleterre sujette ou dépendante de la France. Cela seul suffisoit pour lui faire donner l'exclusion. On ne pouvoit mettre la Duchesse de Suffolck sur le Trône avec aucune sorte de couleur, puisqu'elle ne tiroit son droit que du Testament de Henri VIII., & que ce Testament n'étoit pas moins favorable à Elisabeth. D'ailleurs, en faisant un tel choix, on auroit infailliblement engagé le Royaume dans une Guerre Civile. Ce fut vraisemblablement par ces raisons, que la Chambre Haute se déclara pour Elisabeth. Il semble pourtant, qu'il devoit s'y présenter une grande difficulté. C'est que toute l'Angleterre, & en particulier les Seigneurs de la Chambre Haute, faisoient profession de la Religion Romaine, & qu'on ne pouvoit presque pas douter, qu'Elisabeth ne fût Protestante dans le cœur. Mais deux choses, sans doute, contribuèrent à lever cet obstacle. La première, que les Evêques & les Seigneurs Catholiques se persuadèrent, que, quand même Elisabeth auroit envie de changer la Religion, il ne lui seroit pas facile d'en venir à bout. Ils la crurent même d'un esprit assez souple, pour se conformer aux Rites de la Religion Romaine, comme elle l'avoit fait depuis quelques années, plutôt que de se mettre en risque de causer des troubles qui pourroient lui devenir funestes. S'il faut ajouter une entière foi au témoignage de *Cambden*, Elisabeth n'avoit pas fait difficulté de se déclarer Catholique pendant le Règne de sa Sœur. Si elle néanmoins, dit cet Historien, qu'imitant les Mariniers battus de la tempête, elle se ménageoit tellement, qu'elle assistoit au Service divin selon la règle de l'Eglise Romaine, & qu'elle se confessoit souvent. Il arriva même, qu'étant éprement interpellée par le Cardinal Polus, elle déclara, par crainte de la mort, qu'elle étoit Catholique Romaine.

La seconde raison, qui vraisemblablement empêcha les Seigneurs d'insister sur cet article, fut, qu'encore qu'ils fissent tous profession de la Religion Catholique, ils n'étoient pourtant pas tous Catholiques. Plusieurs d'entre eux, & peut-être le plus grand nombre, n'avoient fait que dissimuler leurs sentimens pendant le Règne de Marie. Mais après la mort de cette Reine, n'y ayant plus rien à craindre, ils pouvoient parler hardiment, & s'opposer à ceux qui prétendoient exclure Elisabeth à cause de sa Religion, cette raison n'étant pas plus forte contre elle, qu'elle ne l'avoit été contre Marie après la mort d'Edouard.

ELISABETH.
1558.

Raisons
contre la
Reine d'Ecosse,

& contre la
Duchesse de
Suffolck.

La Cham-
bre Haute se
declare pour
Elisa eth.
*Annales de
Cambden,*

*Cambden
Vies des
Annales.*

ELISABETH.
1558.
Les Communes concourent avec les Seigneurs. Elisabeth est proclamée.

Quoi qu'il en soit, la Chambre Haute s'étant déclarée pour Elisabeth, députa l'Archevêque d'York aux Communes, pour leur faire part de sa résolution, à laquelle elles se conformèrent avec beaucoup de promptitude & d'unanimité. Le même jour, Elisabeth fut proclamée Reine dans les lieux accoutumés, parmi les acclamations du Peuple. Les Protestans bénissoient Dieu de ce qu'il les avoit enfin délivrés de la Persecution, en faisant monter sur le Trône une Princesse qui, vraisemblablement, devoit leur être favorable. Il est vrai que parmi les Catholiques, il y en avoit qui regardoient la mort de Marie, & l'élevation d'Elisabeth sur le Trône, comme un coup mortel pour leur Religion: mais d'autres n'étoient pas fâchés de voir cesser ces supplices barbares qui la deshonoroiént. Pour ceux qui ne faisoient pas de la Religion le principal objet de leurs pensées, ils se consoloient aisément de la perte d'une Reine sous le Règne de laquelle l'Angleterre n'avoit pas beaucoup fleuri, & qui avoit laissé perdre la seule Place qui lui attiroit la considération de la France. Ils croyoient avoir lieu d'attendre de meilleures choses sous ce nouveau Règne.

Elle se rend
à Londres.

Elisabeth ayant été informée de la résolution que le Parlement venoit de prendre en sa faveur, partit de *Hartfield* le 19. de Novembre, & se rendit à Londres, avec une nombreuse suite de Seigneurs & de Dames, & une foule innombrable de Peuple qui témoignoient sa joie par ses acclamations. Elle étoit alors âgée de vingt & cinq ans, passablement belle, & ayant l'air grand, noble & majestueux. Mais ce qui la rendoit encore plus agréable au Peuple, c'étoit une certaine affabilité qui lui étoit naturelle, & qui gagnoit l'estime & l'affection de ceux à qui elle parloit. Comme elle avoit beaucoup d'esprit & de jugement, elle connoissoit parfaitement combien l'affection de son Peuple lui étoit nécessaire, puisqu'elle devoit faire le plus ferme appui de son Trône, ainsi qu'on le verra dans la suite. C'est pourquoi, bien loin de perdre cette affabilité en montant du degré de Sujette à celui de Reine, elle s'étudia au contraire à l'augmenter jusqu'à un tel point, qu'elle donna lieu à quelques-uns de l'accuser d'être un peu trop Comédienne sur cet article.

Elle envoie
des Ambassadeurs
dans divers
ses Cours.
Cambray,
Annales.

Son premier soin, après avoir reçu les compliments sur son avènement à la Couronne, fut d'envoyer des Ambassadeurs aux principaux Souverains de l'Europe, pour leur donner avis du changement qui venoit d'arriver en Angleterre. Elle choisit le Lord *Cobham* pour l'envoyer à Philippe II., qu'elle regardoit comme son ami, & qui, de plus, étoit son Allié dans la Guerre contre la France, la Paix qui se négocioit à *Cambray* n'étant pas encore conclue. *Chalmer* eut ordre d'aller à la Cour Impériale. Elle joignit le Baron de *Howard d'Effingham* à *Thirleby* Evêque d'Ely, & au Docteur *Wotton*, qui étoient Plénipotentiaires pour la négociation de la Paix. *Killigrew* fut envoyé en Allemagne, pour assurer les Princes Protestans de l'affection de la Reine. *Corme*, qui étoit toujours à Rome où il faisoit les affaires d'An-

gle.

leterre depuis la mort d'Edouard VI., eut ordre de notifier au Pape la mort de Marie, & l'avènement d'Elisabeth à la Couronne. Les Rois de Suède & de Danemarck reçurent aussi de semblables notifications.

ELISABETH.
1558.

Ces Envoyez étant expédiés, la Reine forma un Conseil où elle laissa treize des Conseillers de Marie, tous attachés à la Religion Romaine, auxquels elle en joignit huit nouveaux qui n'étoient pas moins affectionnés à la Religion Protestante. Ce fut avec quelques-uns de ceux-ci, qu'elle consulta secrètement sur les moyens de rétablir la Reformation en Angleterre. Mais, avant que de parler du résultat de ces délibérations, il faut dire un mot du nouveau projet du Roi d'Espagne.

Divers Protestans mis dans le Conseil.

Consultation pour rétablir la Reformation.

Dès que ce Prince eut reçu la nouvelle de la mort de la Reine son Epouse, il ne douta presque point que l'Angleterre ne fût perdue pour lui, soit à cause du penchant d'Elisabeth pour la Religion Protestante, soit par le Mariage de cette nouvelle Reine avec quelque Prince de cette même Religion, contre laquelle il s'étoit lui-même hautement déclaré. Il n'étoit pas même sans crainte que le Roi de France, faisant valoir les droits que la Reine d'Ecosse avoit sur l'Angleterre, ne s'emparât de ce Royaume, & ne l'unit, aussi bien que l'Ecosse & l'Irlande, à la Monarchie Francoise. Ainsi, pour se délivrer de cette inquiétude, & pour se conserver les avantages que son Alliance avec l'Angleterre lui procuroit, il donna ordre au Comte de Feria, qui étoit arrivé depuis peu à Londres pour y visiter de sa part la défunte Reine, de faire à Elisabeth les complimens accoutumés, & de lui proposer le dessein qu'il avoit de s'unir avec elle par le Mariage. Elisabeth reçut cette proposition en témoignant une estime toute particulière pour le Roi d'Espagne, & néanmoins, en objectant l'affinité qui étoit entre eux, comme une cause suffisante pour empêcher ce Mariage. Mais l'Ambassadeur, qui avoit prévu l'objection, lui répondit sur le champ, que son Maître se chargeroit d'obtenir une Dispense du Pape. La Reine ne jugeant pas à propos de s'expliquer sur le peu de cas qu'elle faisoit de cette Dispense, congédia civilement l'Ambassadeur, pour se donner le tems de réfléchir sérieusement sur la proposition. Trois raisons principales l'empêchoient d'accepter l'offre de Philippe. Premièrement, elle étoit persuadée que de tels Mariages étoient contraires à la Loi de Dieu; & ce qui étoit arrivé au Roi son Pere dans un cas pareil, l'avertissoit assez de ce qu'elle avoit à faire. Secondement, rien n'étoit plus contraire au dessein qu'elle avoit de faire profession ouverte de la Religion Protestante, & de rétablir cette Religion en Angleterre sur le même pied qu'elle avoit été sous le Regne d'Edouard VI. Enfin, en se servant de cette Dispense pour se marier avec un Prince son Beau-Frere, elle auroit reconnu l'invalidité du Divorce du Roi son Pere avec Catherine d'Arragon, & par conséquent, elle auroit avoué qu'elle étoit née d'un adultère. Si Paul IV. pouvoit accorder une telle Dispense, Jules II. avoit pu l'accorder à Henri VIII.

Philippe II. veut épouser Elisabeth, qui s'en défend.

Raisons de la Reine pour rejeter ce Mariage.

ELISABETH. 1558. Raisons de la Reine pour ménager Philippe. pour épouser Catherine d'Arragon; d'où il suivoit nécessairement, que le second Mariage de ce Prince avec Anne de Bullen étoit nul. Mais d'un autre côté, Elisabeth avoit des raisons très fortes pour se conserver l'amitié du Roi d'Espagne. C'étoit à lui qu'elle étoit redevable de sa vie, ou du moins, de ce que la Reine sa Sœur n'avoit pas pris des mesures pour l'exclure de sa Succession. Marie n'auroit jamais pu se résoudre à laisser Elisabeth en état de pouvoir un jour monter sur le Trône, si les intérêts & les sollicitations du Roi son Epoux n'eussent fortement combattu le zèle qu'elle avoit pour sa Religion. En second lieu, Elisabeth étoit informée que le Roi de France employoit tout son crédit à Rome pour la faire déclarer bâtarde, en vue de faire tomber la Couronne d'Angleterre sur la tête de la Reine d'Ecosse sa Belle-Fille. Enfin, l'Angleterre se trouvoit dans un très fâcheux état. La perte de *Calais*, de *Guisnes*, de *Hammes*, les dettes dont la Couronne étoit chargée depuis le Règne de Henri VIII., auxquelles les Gouverneurs d'Edouard VI en avoient encore ajouté de nouvelles, & l'épuisement des Finances, donnoient à Elisabeth un juste sujet de craindre qu'elle auroit trop de peine à résister, si elle étoit vigoureusement attaquée. Ajoutons encore, qu'elle avoit la Guerre contre la France & contre l'Ecosse, sans avoir d'autre Allié que Philippe, tant Marie avoit négligé tout ce qui n'avoit pas de rapport à la Religion. Il s'agissoit donc de finir ces deux Guerres avec honneur, ce qu'on ne pouvoit se faire sans l'assistance de Philippe, à qui par conséquent il n'étoit pas à propos de donner aucun sujet de plainte, de peur qu'il n'abandonnât l'Angleterre dans la négociation de la Paix. Ces considérations mettoient la Reine dans un très grand embarras. Elle étoit bien résolue de n'accepter pas la proposition du Roi d'Espagne: mais la manière de refuser étoit ce qui l'inquiétoit. Quoiqu'elle alléguât des scrupules de conscience, elle avoit bien de la peine à se délivrer des importunités du Comte de Feria, qui soutenoit toujours qu'une Dispense du Pape étoit plus que suffisante pour faire cesser ces scrupules. Il faisoit aussi entendre, que le Roi son Maître ayant fait cette démarche de son propre mouvement, par l'estime extraordinaire qu'il avoit pour la Reine, en seroit d'autant plus choqué si sa demande étoit rejetée. Enfin, la Reine se trouvant ainsi pressée, ne trouva pas de plus sûr ni de plus prompt moyen pour se tirer de cet embarras, que de hâter l'exécution du projet qu'elle avoit formé de changer la Religion en Angleterre, comprenant bien que cela fait, le Roi d'Espagne cesseroit de l'importuner.

Elisabeth se détermine à rétablir la Réformation.

Consultation touchant le rétablissement de la Réformation. Camden.

Cette résolution étant prise, elle fit examiner dans un Conseil secret, la manière dont il falloit l'exécuter, les inconvénients qui en pourroient naître, & les moyens de les prévenir. Les plus grandes difficultés qu'on prévoyoit dans cette affaire, devoient venir ou du dedans, ou du dehors. Du dedans, par le grand nombre de Catholiques qu'il y avoit dans le Royaume, & par les oppositions des Evêques

ques

ques & du reste du Clergé. Du dehors, par le Pape, qui, selon les apparences, ne manqueroit pas de lancer ses foudres contre la Reine, & d'exposer le Royaume en proie au premier occupant. Cela pouvoit donner lieu de craindre, que les Rois de France & d'Espagne ne se servissent de ce prétexte pour faire la Guerre aux Anglois, comme à des Hérétiques excommuniés, & pour faire agir l'écosse dont le Roi de France dispoisoit absolument. Sur ces inconvéniens, on considéra, par rapport au dedans du Royaume, qu'encore qu'il parût tout Catholique, il n'étoit rien moins en effet. Que la crainte des supplices ayant cessé, on voyoit manifestement, que le plus grand nombre des Sujets étoient portés à reprendre la Religion qu'on les avoit contraints de quitter sous le dernier Regne; mais qu'en tout cas, il ne seroit pas trop difficile d'avoir un Parlement favorable aux intentions de la Reine, en employant pour cela des moyens qui manquent rarement à réussir quand on sait s'en servir à propos. Que pour cet effet, il falloit changer les Magistrats des Villes & des Provinces, & mettre en leur place des Protellans, qui employeroient leur crédit & leur autorité pour faire élire des Deputés propres à faire réussir le dessein qu'on se proposoit. Enfin, qu'il étoit absolument nécessaire de ne laisser aucun Catholique zélé dans le Conseil, ni dans aucune Charge qui pût lui donner de l'autorité sur le Peuple. Que quand la Reformation seroit une fois établie par Autorité publique, il seroit facile de dompter le Clergé, en dégradant les Evêques, & les autres Ecclesiastiques les plus obéissans, & en changeant dans les Universités, les Maîtres & les Professeurs qui seroient trop contraires au nouvel établissement.

Par rapport au dehors, on considéra, que le Pape n'étoit nullement à craindre par lui-même, & que ses foudres ne frappoient que ceux qui vouloient bien s'y soumettre: qu'il seroit facile de le vaincre en le méprisant, pourvu qu'on prît soin de mettre le Royaume en bon état de défense. Que véritablement, il y avoit lieu de craindre que le Roi de France ne voulût faire valoir les droits de la Reine d'Ecosse: mais que le Roi d'Espagne étoit trop prudent, pour souffrir que le Roi de France aggrandît sa Monarchie par la conquête de l'Angleterre & de l'Irlande. Que de quelque côté que le mal vint, soit de France, soit d'Espagne, Henri & Philippe seroient toujours jaloux l'un de l'autre, & qu'on pouvoit sûrement compter sur le secours de l'un d'eux. Que si le Roi de France vouloit la Paix, il falloit la faire à quelque prix que ce fût, parce qu'on la seroit aussi en même tems avec l'Ecosse. Que s'il vouloit continuer la Guerre, tout ce qu'on avoit à craindre de sa part, c'étoit qu'il ne donnât de puissans secours aux Ecossois pour attaquer l'Angleterre. Qu'il falloit donc, pour prévenir ce danger, bien fortifier les frontieres du Nord; après quoi, une bonne Armée navale seroit courir tant de risque aux secours que la Cour de France voudroit envoyer en Ecosse, qu'il

ELISA-
BETH.
1558.

ELISABETH. 1558. qu'il n'y avoit pas à douter qu'elle ne se lassât bien-tôt d'une Guerre si onéreuse. Que d'ailleurs, il n'y avoit point d'apparence que dans la négociation de la Paix, Philippe voulût abandonner l'Angleterre à l'ambition du Roi de France. Qu'ainsi, la Paix se faisant avec la France & avec l'Ecosse, on auroit du moins quelque tems pour se précautionner contre leurs attaques.

La Reine convoque un Parlement. Ce fut là le résultat de ce Conseil, après quoi, la Reine convoqua un Parlement pour le 25. de Janvier, selon la résolution qui en avoit été prise. En même tems, le Docteur *Parker* fut chargé de travailler à la correction de la Liturgie d'Edouard VI., & de ne communiquer son travail qu'à certaines personnes choisies. Cependant, les

Proclamation sur la Religion. Protestans commençant à s'impacienter, & à prêcher publiquement en divers lieux, la Reine en prit occasion de publier une Proclamation qui faisoit assez connoître son dessein. Elle y permettoit de faire le Service divin en langue vulgaire, & de lire l'Ecriture Sainte. Mais elle y défendoit de traiter en chaire aucun article de Controverse, & de rien changer dans les Rites, jusqu'à ce que le Parlement eût ordonné ce qui seroit jugé convenable. En cela, elle suivoit une route que la défunte Reine lui avoit montrée.

Funérailles de Marie. Les funérailles de la Reine Marie, qui se célébrèrent avec beaucoup de pompe, firent la clôture de l'année 1558. Mais, avant que de passer aux événemens de la suivante, il est nécessaire, pour les faire bien entendre, de dire quelque chose des affaires des Etats voisins.

Affaires de France & d'Espagne. Mémoires. La Guerre entre la France & l'Espagne tendoit manifestement à sa fin. Les deux Rois, également las de la Guerre, qui ne leur faisoit pas espérer de grands avantages, s'étoient tenus pendant toute la Campagne, dans une espèce d'inaction, de peur de rendre la Paix trop difficile. Enfin, le Connétable de Montmorency, qui étoit prisonnier dans les Pais-Bas depuis la Bataille de St. Quentin, ayant fait à Philippe quelques ouvertures pour parvenir à la Paix, ils convinrent ensemble des principaux Articles, après quoi les deux Rois envoyèrent leurs Plénipotentiaires à *Cercamp*, & puis à Cambrai. Le principal obstacle à la Paix venoit de ce que le Roi de France vouloit garder Calais, & que Philippe & Marie vouloient absolument que cette Place leur fût rendue. Marie étant morte dans ces entrefaites, Philippe ne soutint plus les intérêts de l'Angleterre avec la même ardeur qu'il avoit fait auparavant, du moins dès qu'il eut perdu l'espérance d'épouser Elisabeth. Ce fut cette espérance qui le fit encore roidir quelque tems, & qui fit différer la conclusion de la Paix jusqu'à l'année suivante.

Mort de Charles Quint. Le 14. de Mars de cette année, Ferdinand I. avoit été déclaré Empereur, par la démission volontaire de Charles Quint son Frere, qui ne jouit que six mois du repos qu'il avoit voulu se procurer, en achevant de se décharger du soin de toutes les affaires temporelles. Il mourut le 17. de Septembre.

Com-

Comme l'Ecosse doit fournir une abondante matiere à l'Histoire d'Elisabeth, je ne puis me dispenser d'entrer dans un détail un peu circonstancié des affaires de ce Royaume. Sans une exacte connoissance de ce qui se passoit en Ecosse, on ne pourroit rien comprendre à la Politique & à la conduite d'Elisabeth.

ELISABETH.
1558.

La Reine Douairiere d'Ecosse, Mere de la Reine Dauphine, avoit obtenu la Régence de ce Royaume, par le crédit du Duc de Guise & du Cardinal de Lorraine ses Freres: mais elle ne l'avoit conservée que par l'appui des Protestans. Le Comte d'Aran, Chef de la Maison d'*Hamilton*, ne s'étoit démis de la Régence qu'avec peine, quoique cette démission lui eût procuré en France le Duché de Châteaufort, & douze mille livres de rente en fonds de terre. L'Archevêque de St. André, son Frere Bâtard, ne se laissoit point de blâmer son imprudence, & de cabaler parmi le Clergé pour fusciter des affaires à la Régente. Cela fut causé que, pour rompre les mesures de ce Prêlat, elle s'appuya du Parti Protestant, qui commençoit à devenir considerable. Ce moyen lui réussit: mais en même tems, elle se vit obligée de fermer les yeux aux Assemblées des Protestans, & cette condescendance augmenta considerablement leur nombre & leurs forces.

Affaires
d'Ecosse.

Buchanan.

Mémoires
de Melvil.

LES choses demeurerent en cet état, jusqu'au tems de la rupture entre la France & l'Espagne. Comme l'Angleterre prit le parti de Philippe II., & qu'il ne fut pas possible à la Régente d'Ecosse de porter les Ecossois à déclarer la Guerre à Marie, elle conseilla au Roi de France de hâter le Mariage de la jeune Reine avec le Dauphin, & selon ce conseil, ce Mariage fut accompli au mois d'Avril de l'année 1558. Par là, la situation des affaires d'Ecosse se trouva beaucoup changée. Le Clergé, sachant quelle étoit la disposition de la Cour de France à l'égard de ceux qui suivoient la nouvelle Religion, ne douta point qu'il n'en fût appuyé, s'il entreprenoit de faire rentrer les Protestans Ecossois dans le giron de l'Eglise Romaine. D'un autre côté, la Régente n'ayant plus besoin des Protestans, commençoit à leur être moins favorable. Pour commencer cet ouvrage, l'Archevêque de St. André, ayant fait citer un vieux Prêtre qui avoit discontinué de dire la Messe, le fit brûler vif dans sa Ville Archiepiscopale, au grand regret des habitans qui en témoignèrent un extrême mécontentement. Cet essai étant fait, les Evêques firent citer un Ministre nommé *Paul Messan*, à dessein de lui faire souffrir le même supplice: mais comme ils virent que le Peuple commençoit à s'émouvoir, ils renvoyerent le Jugement à une autre fois. Quelque tems après, il y eut à Edimbourg, au sujet d'une Procession qui s'y faisoit tous les ans, une espece d'émeute qui fit connoître que les Protestans ne craignoient plus tant de lever la tête. La Régente eut encore occasion de s'en convaincre, quand elle apprit que *Messan*, qui, n'ayant point comparu au tems qu'on lui avoit marqué, avoit été

Buchanan.

Tom. VI.

V

con

ELISABETH. 1558. condamné par défaut, trouvoit une protection ouverte & publique dans la Province de *Fyffe*. C'étoient là comme des commencemens de ce qui devoit arriver dans la suite. Enfin, quelques Gentilshommes de *Fyffe* & d'*Angus*, s'étant dispersés dans toutes les Provinces du Royaume, exhorterent les Protestans à défendre leurs vies, qu'on vouloit leur ravir sous prétexte de Religion, & leur firent voir que leur nombre étoit plus grand en Ecosse, que celui des Catholiques. Cela donna lieu à une Confédération pour laquelle ces mêmes Gentilshommes prirent de tous côtes des signatures, & qui fut la première qui se forma en Ecosse, pour la défense de la nouvelle Religion.

Les Protestans, se sentant plus forts depuis cette Association à laquelle on donna le nom de *Congrégation*, députerent à la Régente, pour demander qu'on fit certains changemens dans le Service divin; à quoi les Evêques s'opposèrent fortement. Mais les Députés ayant fait connoître à la Reine, qu'un refus absolu étoit capable de mettre le feu dans toute l'Ecosse, elle tâcha d'adoucir les Evêques, en leur promettant la protection dans un tems plus convenable. Cependant, elle permit aux Protestans de célébrer le Service divin à leur manière, pourvu que cela se fît sans tumulte, & qu'ils s'abstinissent de prêcher dans les bonnes Villes du Royaume (1). Mais le Clergé, n'approuvant pas la circonspection politique de la Régente, s'assembla pour délibérer sur ce sujet, & résolut de poursuivre les Hérétiques à toute rigueur. Pendant que les Evêques étoient assembles, les Protestans leur députerent *Jean Areskin*, qui fut ensuite Comte de *Marr*, pour leur demander que le Service divin se fît en Langue vulgaire: mais cette demande fut rejetée d'une commune voix. Telle étoit la situation des affaires d'Ecosse lorsqu'Elisabeth monta sur le Trône d'Angleterre, & jusqu'à la fin de l'année 1558.

• 1559.
• Créations
de Pairs.
Cambriden.
Au commencement de la suivante, Elisabeth conféra des Dignitez à quelques personnes qu'elle étoit bien aise de favoriser, soit à cause de leur mérite, ou parce qu'elle en attendoit des services importants. Le Comte de Northampton, qui avoit été condamné à mort sous le Règne de Marie, & qui avoit ensuite obtenu son pardon, fut rétabli dans sa Dignité. *Edouard Seymour*, Fils aîné du feu Duc de Somerset, fut créé Comte de *Hartford*, malgré toutes les précautions que le Duc son Pere avoit prises pour faire passer ses Titres à ses Enfants du second lit. *Thomas Howard*, second Fils du Duc de Norfolk, reçut le Titre de Vicomte de *Bindon*. *Henri Carew*, Cousin de la Reine, & *Olivier St. Jean*, furent faits Barons. Tous ces nouveaux Pairs étoient Protestans, & par conséquent propres à servir aux desseins de la Reine dans la Chambre Haute.

Ces promotions étant faites, la Reine fut couronnée dans l'Eglise de

(1) Il y a quelque différence entre Buchanan & Melvil, par rapport au tems que cette permission fut accordée aux Reformez.

de Westminster, avec les cérémonies ordinaires. Le Siege de Cantorberi étant vacant, c'étoit à l'Archevêque d'Yorck à faire la cérémonie du Couronnement : mais ce Prélat & tous les autres Evêques avoient résolu d'un commun accord, de refuser leur ministère pour cette fonction, parce qu'Elisabeth s'étoit déjà trop déclarée contre l'Eglise Romaine, tant par sa Proclamation, qu'en admettant dans son Conseil des gens qui ne passoient pas pour bons Catholiques. Il n'y eut qu'*Oglethorp* Evêque de Carlisle, qui se laissa enfin persuader de faire cette fonction, malgré les murmures de ses Confreres. Il semble que les Evêques prétendoient, que le Couronnement par le ministère d'un Evêque étoit une condition absolument nécessaire, & qu'en refusant d'en faire la cérémonie, ils pouvoient priver la Reine de sa Dignité.

ELISA-
BETH.
1559.

Le Parlement s'étant assemblé le 25. de Janvier, *Nicolas Bacon*, Garde du Grand Sceau, en fit l'ouverture par un Discours où il étala tout ce qui se pouvoit dire à la louange de la nouvelle Reine, & blâma hautement le dernier Ministere, par rapport à la perte de Calais. Ensuite, il fit connoître que la Reine souhaitoit qu'on travaillât sans retardement aux affaires qui regardoient la Religion, disant que la desunion sur cette matiere étoit un des maux auxquels il falloit le plus promptement remedier. Il exhorta le Parlement à prendre un milieu qui fût également éloigné des deux extrêmes, savoir la Superstition & l'Irreligion, & qui fût capable de réunir les partisans de l'une & de l'autre Religion, dans un même Culte.

Le Parlement s'assemble
Discours de
Bacon.

Le Docteur Burnet a si bien détaillé dans son Histoire, les divers degrez par lesquels le Parlement rétablit la Reformation en Angleterre, que je crois pouvoir me dispenser d'entrer dans ce même détail, d'autant plus que cette matiere regarde principalement l'Histoire de l'Eglise. Je me contenterai donc d'indiquer ici en abrégé les Actes qui furent faits dans cette Séance du Parlement, pour épargner aux Lecteurs la peine de feuilleter cette Histoire. Je remarquerai pourtant, qu'il semble que cet illustre Auteur se soit abusé, en plaçant les Actes, dont la plupart furent faits dans les mois de Février & de Mars, après la Paix, qui ne fut conclue qu'au mois d'Avril. Mais cela n'est pas d'une grande importance.

D'abord, afin de pressentir les dispositions du Parlement, il fut proposé dans la Chambre Basse, de rendre à la Couronne les *Décimes*, les *Annates*, & les *Dixmes inféodées*. Cette proposition y fut approuvée, & les Seigneurs y donnerent leur consentement, malgré les oppositions des Evêques.

Les Décimes, les Annates, & les Dixmes inféodées sont accordées à la Reine.

Le 4. de Février, la Chambre des Communes fit présenter à la Reine une Adresse par laquelle elle lui représentoit, en termes fort soumis, combien il seroit nécessaire pour le bien du Royaume qu'elle pensât à se marier. Elisabeth répondit à cette Adresse d'une manière obligeante, en remerciant les Communes, & en leur disant, qu'elle

Les Communes prient la Reine de se marier. Sa réponse.

ELISABETH. 1559. leur savoit bon gré de ce qu'elles n'avoient pas entrepris de lui fixer le tems ni la personne. Elle ajouta, que par la cérémonie de son Sacre, elle s'étoit mariée à son Peuple, & qu'elle regardoit ses Sujets comme ses Enfans: qu'au reste, elle n'avoit aucune inclination pour le Mariage, & qu'elle seroit très contente, qu'après sa mort, on mît cette Epitaphe sur son tombeau: *Ici repose une Reine qui a régné tant d'années, & qui a vécu & est morte Vierge.*

' Acte pour établir le droit de la Reine à la Couronne.
Histoire de la Réformation.

Quelques jours après, les Seigneurs donnerent leur consentement à un Acte par lequel Elisabeth étoit reconnue pour Reine légitime, en vertu de l'Acte passé dans la 35. année du Regne de Henri VIII. Quelques-uns trouverent étrange qu'on ne cassât point la Sentence de Divorce entre Henri & Anne de Bollen, & l'Acte passé en conséquence par lequel Elisabeth avoit été déclarée Bâtarde. Cambden suit entendre que ce fut un oubli affecté, & le Docteur Burnet rapporte les raisons qui déterminèrent la Chambre Haute à garder le silence sur cette matière. Premièrement, que l'avènement à la Couronne purge toute sorte de crime & de vice, selon la maxime reçue lorsque Henri VII. monta sur le Trône. Mais cette raison n'avoit pas paru suffisante à Marie, qui s'étoit trouvée dans le même cas qu'Elisabeth, & qui n'avoit pas laissé de faire révoquer l'Acte qui l'avoit déclarée illégitime. La seconde raison fut, qu'on ne pouvoit révoquer cet Acte sans porter quelque atteinte à la réputation de Henri VIII., & que la Reine avoit intérêt de cacher les faiblesses de son Pere, bien loin de les exposer en public. J'avoue que cette raison me paroît peu convainquante: car pourquoi épargner la réputation de Henri, si cela ne se pouvoit faire sans risquer la sûreté de la Reine régnante? D'ailleurs, il ne s'agissoit pas d'exposer aux yeux du Public des fautes qui eussent été cachées jusqu'alors, mais des fautes connues de toute la Terre: La troisième raison étoit, qu'il pouvoit arriver qu'une recherche trop scrupuleuse sur cette matière, rendroit le droit de la Reine plus incertain, au lieu de le rendre moins disputable. Ce fut apparemment la raison qui prévalut, quoiqu'il semble qu'il n'y eût pas moins de danger à laisser subsister la Sentence, & l'Acte dont il s'agissoit. C'étoit établir en faveur des Bâtards, un préjugé qui pouvoit avoir de fâcheuses suites. Que fait-on même, s'il n'en aura pas encore quelque jour? D'ailleurs, pour épargner l'honneur de Henri VIII., on laissoit une tache éternelle sur la mémoire d'Elisabeth. Du moins, on fournissoit à ses ennemis, & particulièrement à la Reine d'Ecosse, un prétexte plausible de lui arracher la Couronne, si elle en trouvoit l'occasion. Le Docteur Burnet trouve la conduite du Parlement également Chrétienne & judicieuse. Je souscris volontiers à la première de ces qualités: mais les efforts continuels qu'on fit dans la suite pour détrôner Elisabeth, & qui n'avoient pour fondement que la Sentence de Divorce & l'Acte fait en conséquence, ne me permettent pas de croire qu'il y eût de la prudence à les laisser subsister.

l'Acte

L'Acte pour maintenir les droits de la Reine étant passé, le Parlement s'appliqua aux affaires qui regardoient la Religion, & fit divers Statuts que je ne ferai qu'indiquer.

Le premier ordonnoit que le Service Divin se fit en Langue vulgaire.

Le second étoit pour rendre à la Reine le droit de Supremacie dans l'Eglise d'Angleterre.

Le troisieme renouvelloit & confirmoit tous les Actes faits sous le Regne d'Edouard VI., qui avoient du rapport à la Religion. Celui-ci seul en contenoit un grand nombre d'autres.

Le quatrieme rendoit à la Reine la nomination aux Evêchez. Par ce même Statut, on en confirmoit plusieurs autres qui avoient été faits sous Henri VIII. contre le Pape. On permettoit à la Reine de faire exercer sa Supremacie par quiconque elle jugeroit à propos. De plus, on obligeoit tous ceux qui possédoient des Charges publiques, à prêter serment qu'ils reconnoissoient Elisabeth pour légitime Reine d'Angleterre & pour Gouvernante Suprême, tant dans les choses ecclésiastiques que dans les temporelles; & si quelquel'un refusoit de prêter ce serment, il étoit déclaré incapable d'exercer aucun Emploi public. Enfin, il y avoit diverses peines ordonnées contre ceux qui, par paroles ou par écrit, tendroient à favoriser quelque autorité étrangère dans le Royaume.

Un cinquieme Acte établissoit l'uniformité dans le Service Divin.

Par un sixieme, le Parlement permit à la Reine de s'approprier les Terres des Evêchez vacans, pourvu qu'elle en rendit la valeur en Dixmes inféodées.

Par un septieme, il adjugeoit à la Reine toutes les Maisons Religieuses.

Par un huitieme, il étoit déclaré, que la condamnation des Evêques Romains, faite sous le Regne d'Edouard VI., étoit juste & légitime.

En un mot, dans cette même Séance, le Parlement rétablit la Religion sur le même pied qu'elle avoit été sous Edouard; & après avoir accordé un Subside à la Reine, il fut dissous le 10. du mois de Mai.

Parmi les Evêques qui se trouvoient alors en Angleterre, il y en avoit quelques-uns qui s'étoient accommodés à tous les changemens qui s'étoient faits dans la Religion depuis la rupture de Henri VIII. avec le Pape. De ce nombre étoient *Heath* Archevêque d'York, *Tonstal* Evêque de Durham, & *Thyrlby* Evêque d'Ely, outre quelques autres. Ceux-ci prirent le parti de s'absenter du Parlement, parce que comprenant bien quel étoit le dessein de la Reine, ils n'osoient ni s'y opposer ouvertement, ni aider à rétablir la Reformation, après l'avoir si ouvertement abandonnée sous le dernier Regne. L'un & l'autre leur paroissoit également fâcheux. D'autres s'opposèrent fortement aux Actes qui étoient proposés, mais leurs efforts furent

ELISABETH.
1559.
Divers Statuts sur la Religion.

Camden.

Quelques
oppositions.
*Histoire de la
Reformation.*

ELISA- inutiles. Il y eut aussi quelques-uns des Seigneurs Laïques qui tâchè-
BETH. rent de s'opposer au torrent, & qui firent même enregistrer leurs Pro-
 1559. tections; mais leur nombre n'étoit pas considérable. Enfin, pour dire tout en un mot, la même chose arriva dans ce Parlement, qui étoit arrivée dans ceux qui s'étoient tenus sous Henri VIII., sous Edouard, & sous Marie: c'est-à-dire, que la Cour fit ordonner à peu près ce qu'elle voulut. Cela n'est pas fort étrange par rapport à la Chambre des Communes, dont les Membres peuvent être changés à chaque nouveau Parlement. Mais il y a plus de sujet d'admirer la facilité & la promptitude avec laquelle la Chambre Haute donnoit son consentement, tantôt aux Actes qui favorisoient la Réformation, tantôt à ceux qui rétabliroient la Religion Romaine.

Création de
la Haute
Commission.
*Histoire de la
Réformation.*

La Supremacie dont la Reine venoit d'être revêtue, avec la faculté de la faire exercer par autrui, donna la naissance à une nouvelle Cour, qui fut appelée *La Cour de la Grande Commission*. Elle étoit composée d'un certain nombre de Commissaires, qui avoient ensemble le même pouvoir qui avoit été autrefois attribué au *Vicégérent*, sous le Règne de Henri VIII.

Défense de
prêcher sans
permission.

Pendant que le Parlement avoit été occupé aux affaires de Religion, quelques Ecclésiastiques ayant prononcé en divers lieux des Sermons qui tendoient à renverser les mesures qu'on prenoit pour rétablir la Réformation, la Reine, suivant la méthode d'Edouard & de Marie, défendit de prêcher sans une permission spéciale sous le Grand Sceau. Cette défense émut la Chambre Basse de la Convocation, qui sur cela fit présenter à la Reine une Requête, dans laquelle elle soutenoit hautement les Dogmes de l'Eglise Romaine. Cela donna lieu à une proposition qui se fit, de tenir une Conférence entre neuf Docteurs de chaque Parti, pour examiner les raisons de l'un & de l'autre. Cette Conférence se tint effectivement, au commencement du mois d'Avril. Mais les Catholiques Romains ayant fait réflexion qu'ils entreprennent une chose au-dessus de leur pouvoir, en mettant en compromis les Dogmes de la Religion, sans y être autorisés par le Pape, refusèrent de donner leurs raisons par écrit, quoi qu'on en fût convenu. Enfin, ils dirent nettement, qu'il n'étoit pas en leur pouvoir de mettre en dispute des points déjà décidés. Ils n'avoient pas été si scrupuleux sous le Règne de Marie, parce qu'alors, ils faisoient par avance le succès que la Conférence devoit avoir. Par là, ils fournirent aux Protestans un sujet de triompher, & de prétendre que leurs adversaires n'avoient pas osé entrer en lice.

Conférence
instructive
sur la Reli-
gion.

Nombre
des Ecclé-
siastiques qui
refusent de
recevoir la
Réforma-
tion.

Pour ne pas revenir si-tôt à l'article de la Religion, j'ajouterai ici en deux mots, que la Réformation ayant été rétablie par autorité publique, de neuf-mille-quatre-cens Bénéficiaires qu'il y avoit dans le Royaume, il se trouva 14. Evêques, 12. Archidiacres, 15. Principaux de Collège, 50. Chanoines, & environ 80. Curez, qui aimeroient mieux renoncer à leurs Bénéfices, qu'à leur Religion. Leurs places

places ayant été remplies par des Protestans, l'Angleterre se trouva toute Reformée, fort peu de tems après avoir vu brûler les Reformez. Il est tems présentement de passer aux affaires politiques.

Pendant que Philippe II. eut quelque esperance d'épouser Elisabeth, ses Plénipotentiaires, assembles avec ceux de France & d'Angleterre, à Câteau dans le Cambresis, insisterent sur la restitution de Calais à la Couronne d'Angleterre. Mais, dès qu'il fut déchu de son esperance, par le changement qui se faisoit en Angleterre dans la Religion, il abandonna la defense d'Elisabeth, & fit la Paix particuliere, ou du moins, il convint avec la France, des principaux Articles de la Paix. On prétend que dans ce Traité, par lequel la France rendoit à l'Espagne ou à ses Alliez, 198. Places en échange de trois seulement, il y avoit un Article secret, par lequel les deux Rois s'engageoient réciproquement à exterminer les Hérétiques. Cela fait, les Espagnols, de Parties qu'ils étoient auparavant, devinrent Médiateurs entre la France & l'Angleterre. Mais ils agissoient si mollement, qu'il étoit facile de s'appercevoir, qu'ils ne s'interessent pas beaucoup aux affaires d'Elisabeth. La défection de Philippe obligea donc la Reine à conclure la Paix à quelque prix que ce fût, la continuation de la Guerre ne convenant nullement à la situation de ses affaires, ni aux mesures qu'elle prenoit actuellement pour changer la Religion dans son Royaume. Par le Traité, qui fut signé le 2. d'Avril, il fut convenu :

Que le Roi de France garderoit Calais & les autres Places de Picardie, conquises sur les Anglois, pendant huit ans, après quoi, il seroit tenu de les rendre à la Reine d'Angleterre.

Que dans le terme de six mois, il donneroit sept Marchands étrangers qui ne seroient point sous la domination, pour cautions, qu'en cas que lui ou ses Successeurs refusassent de rendre ces Places au tems préfix, ils payeroient à la Reine Elisabeth la somme de cinq-cens-mille écus d'or, comme une peine, en cas que la restitution des Places fût refusée ou différée; & que néanmoins, soit que ladite somme fût payée, ou qu'elle ne le fût pas, le Roi de France & ses Successeurs demeureroient obligés à la restitution de Calais & des autres Places, comme ils s'y engageoient par ce Traité. De plus, que le Roi de France donneroit pour Otages à la Reine d'Angleterre, Ferry de Foix Comte de Candale & Captal de Buch, Louis de Ste. Maure Marquis de Nesle & Comte de Laval, Gaston de Foix Marquis de Trans, Antoine du Prat Président au Parlement de Paris, & le Seigneur de Nantouillet, jusqu'à ce qu'il eût donné les Cautions promises.

Ce sont là les propres termes du Traité, dont les Historiens de France se sont contentés de rapporter le sens prétendu, en le tournant à leur maniere. Mezerai dit, qu'il fut arrêté, que Henri II. rendrait Calais & le Pais reconquis, ou, s'il l'aimeoit mieux, la somme de cinq-cens-mille écus; ce qui étant réservé à son option, il n'y avoit point de doute qu'il garderoit cette Place qui étoit la clef de son Royaume.

ELISABETH.
1559.
Raisons pour faire la Paix avec la France.

Mezerai.

Traité de Câteau.
Hist. l'uth.
Tom. XV pag. 505.

Remarque sur cet Art. 2.
cic.

Lc

ELISA-
BETH.
1559.

Le Pere Daniel n'a pas mon plus jugé à propos de rapporter les propres termes du Traité, lequel il n'avait peut-être pas vu. Il s'est contenté d'en rapporter le sens, en y ajoutant une explication qui en change entièrement la nature. *Elisabeth*, dit cet Historien, *n'auroit pu, sans offenser les Anglois, faire une cession absolue de Calais à la France. D'ailleurs, elle voyoit le Roi déterminé à ne vouloir point rendre cette Place. On prit un milieu, qui étoit de laisser ce Prince en possession de Calais pour huit ans, au bout desquels il s'obligeoit de le rendre, sous peine de payer cinq-cens-mille écus à l'Angleterre. Que nonobstant ce paiement qui se feroit pour le refus ou délai de la restitution, les Anglois auroient droit d'employer les armes pour reprendre Calais. C'est par ces dernières paroles qu'il explique le sens de celles-ci contenues dans le Traité: Que soit que cette somme fût payée, ou qu'elle ne le fût pas, le Roi de France & ses Successeurs seroient obligés à la restitution de Calais, ainsi qu'ils s'y engageoient par ce Traité.* Cela fait voir combien il faut être sur ses gardes contre la partialité nationale des Historiens. J'ajouterai ici sur ce même article, que Calais ne fut point rendu, que les cinq-cens-mille écus ne furent jamais payés, & que quand Elisabeth demanda Calais après le terme expiré, la Cour de France fonda son refus sur des généralitez, & non pas sur le Traité même, comme elle auroit pu le faire en supplant ce que les deux Historiens François en ont rapporté.

Suite du
Traité de
Cateau.

Un autre Article du Traité portoit, qu'il ne seroit permis ni au Roi de France, ni au Roi & à la Reine d'Ecosse, ni à la Reine d'Angleterre, de rien attenter l'un contre l'autre, ni directement ni indirectement, au préjudice de ce Traité. Que si la Reine d'Angleterre violoit cet Article, le Roi de France & le Roi & la Reine d'Ecosse seroient quittes de leurs engagements, aussi bien que les Otages & les Cautions. Semblablement, que si la violation venoit de la part du Roi de France, il seroit tenu de rendre Calais & les autres Places, de la même manière que si les huit années étoient expirées; & que s'il refusoit de faire cette restitution, les Cautions & les Otages demeureroient toujours obligés.

Que les fortifications d'*Aymouth*, & toutes les autres faites en Ecosse depuis le Traité de Boulogne, seroient démolies.

Que toutes les autres prétentions du Roi de France, du Roi & de la Reine d'Ecosse, & de la Reine d'Angleterre, aussi bien que toutes leurs exceptions, demeureroient en leur entier, dans l'espérance que Dieu seroit naitre quelque bonne occasion de les terminer par une Paix.

Qu'il ne seroit permis à aucun des Princes ou Princesses nommez ci-dessus, de donner retraite ou azyle aux Rebelles des uns ou des autres, mais qu'ils se les livreroient réciproquement.

Traité avec
l'Ecosse.

Le même jour, on signa un Traité entre la Reine d'Angleterre, & le Roi & la Reine d'Ecosse, dont voici les principaux Articles:

Qu'au-

Qu'aucune des Parties n'attaqueroit les Etats dont l'autre seroit actuellement en possession, ni par soi-même ni par autrui.

Qu'elles ne donneroient aucun secours pour attaquer les Etats de l'une ou de l'autre, à quelque personne que ce pût être, & en quel que degré de consanguinité ou d'affinité qu'elle leur appartint, ou de quelque qualité qu'elle fût.

Qu'elles ne recevroient point les Rebelles, les Fugitifs, les Malfaiteurs &c.

Que dans trois mois, les fortifications d'*Aymouth* & toutes les autres faites en Ecosse, depuis le Traité de l'an 1549, seroient ratées.

Que les autres droits & prétentions réciproques demeureroient en leur entier.

Que dans deux mois, on nommeroit, de part & d'autre, des Commissaires pour régler certains articles sur lesquels les Ambassadeurs de France n'étoient pas assez bien instruits.

François & Marie ratifierent ce Traité le 18. d'Avril, & le 31. de Mai, les Commissaires des deux Royaumes s'étant assembles à *Upplington*, y signerent un second Traité sur les articles qui avoient été laissez indécis dans le précédent.

Elisabeth ayant conclu la Paix avec la France & avec l'Ecosse, avec plus de facilité & d'honneur qu'elle n'avoit osé l'espérer, se persuada qu'elle alloit jouir d'une grande tranquillité. Mais elle ne tarda pas longtems à s'apercevoir qu'elle n'avoit pas eu beaucoup de sujet de se féliciter. Henri II. n'avoit fait la Paix avec elle, que parce que Philippe II. qui avoit engagé la Reine Marie son Epouse dans cette Guerre, s'étoit obstiné à ne vouloir point signer la Paix avant qu'Elisabeth eût conclu la sienne. Il importoit peu à Philippe, qu'elle trouvât de grands avantages dans la Paix, ou que le Roi de France n'observât pas le Traité qu'il seroit avec elle, pourvu qu'il parût aux yeux du Public que l'Espagne n'avoit pas abandonné l'Angleterre. C'étoit là tout ce qu'il souhaitoit, & ce fut vrai-semblablement ce qui facilita la Paix. Henri II. accorda plus sans doute qu'il n'avoit dessein de tenir, tant pour donner cette satisfaction au Roi d'Espagne, que pour achever de rompre les liens qui l'attachoient encore à l'Angleterre. Il ne tarda gueres à faire connoître qu'il n'avoit point eu d'autre but.

Des Ambassadeurs de France s'étant rendus à Bruxelles pour y voir jurer la Paix, le Secrétaire d'*Arday* qui s'y trouva aussi de la part du Roi-Dauphin & de la Reine-Dauphine, leur donna les Titres de *Roi & Reine d'Ecosse, d'Angleterre & d'Irlande*. Peu de tems après, Elisabeth apprit que le Roi de France avoit fait prendre les mêmes Titres à François & à Marie, & qu'ils avoient fait mettre les Armes d'Angleterre dans leur Secau, sur leur Vaiselle & sur leurs Meubles, afin que personne ne pût ignorer leurs prétentions. *Trochmorton*, Ambassadeur d'Angleterre en France, se plaignit hautement de cet atten-

ELISA-
BETH.
1559.

Henri II.
fait prendre
au Dauphin
& à son E-
pouse les ar-
mes d'Anglè-
terre.
*Mémoires de
Meluit.*
L'Ambassa-
deur d'An-
gleterre s'en
tât:

Tem. VI.

X

ELISABETH. 1559. *plaint inutilement.*
Cambden.
Mezerai.
Melvil.
Cambden.
Annales.

tat : mais il eut bien lieu de connoître par la réponse frivole qu'il reçut sur ce sujet, le peu de considération que la France avoit pour la Reine sa Maîtresse. Mezerai dit qu'on lui répondit, que c'étoit pour suivre la coutume d'Allemagne, où les Cadets prennent le Titre & les Armes du Chef de leur Maison. Cambden ajoute, que la Cour de France prétendit, que tous les Princes & Princesses avoient droit de porter les Armes de leur Maison avec la barre. Mais, outre que François & Marie les portoient en plein, ils prenoient encore le Titre de Roi & Reine d'Angleterre. Enfin, la Cour de France, pressée sur ce sujet, répondit encore à l'Ambassadeur, que le Roi & la Reine d'Ecosse n'avoient pris les Armes d'Angleterre, que pour obliger Elisabeth à quitter celles de France. Trochmorton repliqua, que douze Rois d'Angleterre avoient porté le Titre de Rois de France, sans qu'il y eût eu aucun Traité qui les obligeât à le quitter. Mais ses raisons ne furent pas écoutées, & malgré toutes ses plaintes, François & Marie gardèrent le Titre qu'ils avoient pris. Cambden assure, que le Connétable de Montmorency les porta par de bonnes raisons à le quitter, mais certainement il s'est trompé. Ainti, quoique la Cour de France ne voulût pas dire ouvertement ce qu'elle pensoit d'Elisabeth, il étoit manifeste qu'elle la regardoit comme une Bâtarde, & qu'elle prétendoit que la Couronne d'Angleterre étoit dévolue à Marie. Aussi Elisabeth ne s'y laissa point tromper. Depuis ce tems-là, elle ne regarda plus Marie que comme une dangereuse Rivale, & les Princes de Lorraine ses Oncles, Auteurs de cet attentat, que comme ses plus mortels ennemis. La mort de Henri II. qui arriva peu de tems après, bien loin de faire évanouir le dessein de placer Marie sur le Trône d'Angleterre, ne fit que lui donner une nouvelle vigueur. Le Duc de Guise & le Cardinal de Lorraine étant devenus tout-puissans, sous le Regne de François II. Successeur de Henri, ne cessèrent point d'inciter le jeune Roi à envoyer des Troupes en Ecosse pour se rendre maître absolu de ce Royaume, & pour attaquer ensuite Elisabeth de ce côté-là. Mais, parce que ce projet étoit fondé sur la situation où se trouvoient alors les affaires d'Ecosse, il faut nécessairement en reprendre le récit à l'endroit où je l'ai laissé dans l'année précédente.

Suite des
 affaires d'E-
 cosse
Buchanan.

Peu de tems après le Mariage de la jeune Reine avec le Dauphin, les affaires d'Ecosse commencèrent à se brouiller d'une terrible manière. Les Princes Lorrains ayant formé le projet d'attaquer l'Angleterre par l'Ecosse, jugerent qu'ils ne pourroient jamais l'exécuter, qu'après avoir rendu le Roi & la Reine absolus dans leur Royaume. Ils comprenoient bien qu'il ne seroit pas facile de persuader aux Etats d'Ecosse, de se rendre Ministres de leur ambition en faisant la Guerre à Elisabeth, pour mettre la Couronne d'Angleterre sur la tête de leur Reine. Le nombre des Protestans étoit déjà si grand en Ecosse, qu'ils étoient à peu près maîtres dans l'Assemblée des Etats. Par conséquent, il ne paroissoit pas possible, de les faire entrer dans le projet de.

de détrôner une Reine Protestante qui rétabliſſoit leur Religion en Angleterre, pour mettre ſur ce même Trône une Reine Catholique, qui par là ſe verroit en état de détruire la Reformation dans l'un & dans l'autre Royaume. Il étoit donc néceſſaire de trouver un prétexte pour envoyer une Armée en Ecoſſe, afin d'y fortifier le Parti Catholique, qui, vraisemblablement, devoit être plus prompt & plus ardent à favoriſer l'entreprise. Ce fut dans cette vue qu'ils obtinrent de Henri II. un ordre à la Reine Régente, & à d'Oyſel qui commandoit les Troupes Françoises & les Ecoſſoïſes entretenues par la France, de ne ſouffrir point en Ecoſſe d'autre Religion que la Catholique Romaine. Ils jugerent aisément, que cet ordre produiroit en Ecoſſe, des Troubles qui leur fourniroient un prétexte d'y envoyer une Armée.

ELISA-
BETH.
1559.

Mémoires de
Mévil.

La Régente ayant reçu cet ordre, ſe mit en devoir de l'exécuter, en publiant un Édit conforme à la volonté du Roi, ou plutôt des deux Princes ſes Freres, qui, comme on le verra dans la ſuite, n'avoient pas inſtruit le Roi de tout le détail de leur projet. Les Proteſtans firent diverſes Députations à la Régente, pour lui repréſenter que la rigueur n'étoit plus de ſaiſon, vu leur grand nombre: mais elle ne voulut rien écouter. Dans ce même tems, la Ville de *Perth*, nommée autrement *Johnſtown*, ayant embrasſé publiquement la Reformation, la Régente convoqua les Etats à *Sterlyn*, & y fit citer tous les Miniſtres Reformez, à deſſein de les faire bannir du Royaume, par un Décret ſolemnel. Les Miniſtres ſe rendirent à *Sterlyn* pour y défendre leur Cauſe, étant accompagnés d'une foule innombrable de Peuple ſans armes, qui venoit les aſſiſter dans leur déſenſe, ſelon la coutume d'Ecoſſe (1). La Régente, étonnée de voir une ſi grande multitude, pria *Jean Areskin* de faire enſorte qu'elle ſe retirât, & lui donna ſa parole, qu'il ne ſeroit rien décrété dans les Etats, contre les Miniſtres. Areskin réuſſit, & les Miniſtres, avec tous ceux qui les avoient accompagnés, ſe retirèrent: mais ils ne furent pas plutôt partis, qu'ils furent condamnés par défaut, pour n'avoir pas comparu ſelon la ſommation. Areskin fut ſi outré de ce que la Régente s'étoit ſervie de lui pour tromper les Proteſtans, du nombre deſquels il étoit lui-même, qu'il réſolut de ſ'en venger. Pour cet effer, il alla trouver la Nobleſſe de *Jerne*, d'*Augus*, & de *Marne*, qui s'étoit aſſemblée ſur le bruit de ce qui ſe paſſoit à *Sterlyn*, & lui perſuada de prendre les armes.

Euchanan.

Cette nouvelle ayant été portée à *Perth*, le Miniſtre *Knox*, fameux Prédicateur, y anima le Peuple par un Sermon; après quoi, pendant que les principaux de la Ville étoient à dîner, la Canaille ſe jetta dans les Eglises, en brifa les Images, & détruiliſt entièrement le Monaftere des Chartreux. Les habitans de *Cupre* ſuivirent bien-tôt après l'exemple

(1) Dans les Jugemens criminels, il étoit permis aux accuſés de ſe faire accompagner de leurs parens & de leurs amis.

ELISA-
BETH.
1559.

ple de Perth. La Régente voyant avec beaucoup de chagrin que son Edit étoit si mal observé, & voulant prévenir les suites qui pouvoient naître de cette desobéissance, résolut de châtier les habitans de Perth. Dans cette vue, elle assembla quelques Troupes, & se faisant accompagner des Comtes d'Argyle & d'Arthol, elle marcha droit à Perth. Mais en approchant de cette Ville, elle apprit que le Comte de *Glencarn* étoit campé tout proche, avec sept-mille hommes. Cette nouvelle lui fit prendre le parti d'offrir au Comte de Glencarn & à ses Conféderez, certaines conditions, qui furent acceptées. On convint entre autres articles, que les Troupes Ecoissoises des deux côtez seroient congédiées (1) & que les François s'éloigneroient de Perth à une certaine distance (2). Que la Reine seroit reçue avec honneur & respect dans la Ville, & qu'elle y pourroit demeurer quelques jours, à condition qu'elle n'y seroit aucun changement. Enfin, que les différens touchant la Religion seroient remis à la décision des Etats. Les Conféderez ayant licencié leurs Troupes, la Régente se rendit à Perth, & y fit entrer avec elle les Troupes Ecoissoises entretenues par la France, ce que les Conféderez regarderent comme une violation du Traité (3). Mais ce ne fut pas là tout ce qui leur donna lieu de se plaindre. La Régente rétablit la Messe dans Perth, & ayant résolu de faire de cette Ville une Place d'armes, elle y laissa Garnison.

Ce fut de là que le Comte d'Argyle & *Jaques Stuart*, Prieur de St. André, fils naturel de Jacques V., prirent occasion de se déclarer contre la Régente, & d'assembler des Troupes pour soutenir le Parti Protestant. Ils avoient depuis quelque tems embrassé la Reformation, quoique jusqu'alors ils se fussent tenus attachés à la Régente. Peu de tems après, les habitans de *St. André* & de quelques autres Villes, s'étant hautement déclarés Protestans, commirent divers excès dans les Eglises Catholiques. Cela fut cause que la Régente assembla une Armée composée de deux-mille François & de mille Ecoissois, dont elle donna le commandement au Duc de Châteleraud, avec ordre d'aller châtier les habitans de Cupre qui s'étoient déclarés des premiers, après ceux de Perth. Mais le Duc ayant appris que les Conféderez marchoient à lui pour le combattre, avec une Armée fort supérieure, en informa la Régente qui étoit demeurée à *Falkland*. Elle tâcha d'abord de les amuser par de nouvelles propositions, en attendant qu'elle eût renforcé son Armée. Mais les Conféderez s'étant enfin aperçus de son artifice, marcherent droit à Perth, & s'en rendirent maîtres en peu de jours. Ensuite, ils s'assurèrent aussi de *Scane*, de *Sterlyn*, de *Linnuch* ou *Litbquo*, & comme leur Armée croissoit in-

(1) On entendoit communément par les Troupes Ecoissoises, celles qui étoient entretenues par le Royaume ;

(2) & par les François, non seulement celles qui étoient venues de France, mais aussi le Corps Ecoisson que la France entretenoit.

(3) A cause de l'équivoque du terme de *Troupes Ecoissoises*.

incessamment, la Régente & d'Oysel se virent dans la nécessité de se retirer à Dumbar.

Cependant, la Régente avoit écrit à la Cour de France, que *Jacques Stuart*, Prieur de St. André, étoit le principal Auteur des Troubles d'Ecosse, & qu'étant Bâtard du feu Roi, il avoit dessein de s'emparer de la Couronne. Les Princes Lorrains, Freres de la Régente, avoient saisi cette occasion pour faire entendre à Henri II., que dans les Troubles d'Ecosse, il ne s'agissoit de rien moins que de la Religion, & que ce n'étoit qu'un pur prétexte dont on se servoit pour enlever la Couronne au Dauphin & à la Reine son Epouse. Par là, ils l'avoient engagé à prendre la résolution d'envoyer une bonne Armée en Ecosse, & déjà il avoit ordonné de faire des levées en Allemagne. Mais le Connétable de Montmorency ayant pénétré le dessein que ces Princes avoient d'engager le Roi dans des projets dont l'exécution paroissoit trop difficile, obtint de lui qu'il ne passeroit pas plus avant, sans être plus particulièrement informé de la cause des Troubles d'Ecosse. Il ne s'agissoit que de trouver quelqu'un à qui le Roi pût se confier. Le Connétable offrit pour cela *Jacques Melvil* Gentilhomme Ecossois, son domestique, & lui donna ses Instructions, en présence du Roi même. Ces Instructions portoient, ainsi qu'il le dit lui-même dans ses Mémoires, "que le Roi avoit été informé par le Cardinal de Lorraine, que *Jacques Stuart*, Prieur de St. André, aspirait à la Couronne d'Ecosse, & que le Roi souhaitoit de savoir précisément si c'étoit là la véritable cause des Troubles de ce Royaume, ou si Stuart n'avoit point d'autre but que de maintenir la liberté de l'Ecosse. Qu'au premier cas, le Roi étoit résolu de soutenir de toutes ses forces, les intérêts de la Reine sa Belle-Fille; mais qu'au second cas, il ne vouloit point se mêler des affaires de ce Royaume, d'autant plus que la Religion y étoit mêlée, & qu'il se trouvoit lui-même assez empêché à régler des affaires de même nature, dans son propre Royaume. Qu'au reste, il ne pouvoit se persuader que les Ecossois se fussent soulevés contre la Régente, sans en avoir aucune raison; & qu'à cause de cela, il desiroit de savoir s'il étoit vrai que la Reine Régente leur eût manqué de parole, en quoi, & comment. Enfin, que si d'Oysel ne leur étoit pas agreable, il enverroient un autre Commandant en sa place". Cela fait voir que le Roi avoit été mal informé par le Cardinal de Lorraine, pour l'engager à envoyer une Armée en Ecosse; & c'étoit apparemment ce que le Connétable vouloit lui faire toucher au doigt, par le rapport que Melvil devoit lui faire. En effet, Melvil s'étant abouché avec la Reine Régente qui étoit alors à *Falkland*, & ensuite avec le Prieur de St. André, rapportoit au Roi, de la part de celui-ci, qu'il étoit si éloigné de la pensée d'aspirer au Trône, qu'il étoit prêt à quitter l'Ecosse au premier ordre de Sa Majesté (1).

Henri

(1) Ceci est appuyé sur le témoignage de Melvil, & détruit ce que Camden a avancé touchant *Jacques Stuart*, qui fut ensuite Comte de Murray.

ELISA-
BETH.

1559.
Mémoires de
Melvil.

ELISA- Henri II. étant mort (1) avant que Melvil fût de retour à Paris, les Conféderez d'Ecosse s'imaginèrent mal à propos, qu'ils n'avoient plus rien à eraindre, & la plupart d'entre eux se retirèrent dans leurs maisons. **BETH.** La Régente & d'Oysel en ayant été informez, résolurent de profiter de cette négligence, & marcherent avec quelques Troupes vers Edimbourg, dans l'esperance d'y surprendre ceux qui y étoient demeurz. Mais le Duc de Châtelaud & le Comte de Morton ayant su que les Conféderez se rassembloient avec toute la diligence possible, allerent au-devant de la Régente, & lui persuaderent de consentir à une Treve, depuis le 24. de Juillet jusqu'au 1. de Janvier. Cette Treve étoit également nécessaire aux deux Partis. Les Conféderez avoient besoin de quelque tems pour se remettre en état de défense, & la Régente eseroit que dans cet intervalle, le nouveau Roi de France son Gendre lui enverroient de puissans secours. C'est ce qu'il fit aussi, à la sollicitation des Princes Lorrains, en faisant partir incontinent, un Corps de mille hommes d'Infanterie, & en même tems, il lui donna des assurances qu'il ne tarderoit pas à lui envoyer de plus grands secours.

Buchanan. Dans ces entrefaites, le Comte d'Aran, Fils du Duc de Châtelaud, se trouvant à la Cour de France, & ayant eu des avis qu'on vouloit le faire arrêter sous quelque prétexte, s'évada, & se rendit en Ecosse. Comme il étoit, après le Duc son Pere, le plus prochain Héritier de la jeune Reine, il crut, sur quelques avis bien ou mal fondez, que le Duc de Guise & le Cardinal de Lorraine vouloient s'assurer de lui, & peut-être lui ôter la vie, de peur que, si la Reine venoit à manquer, il ne montât sur le Trône, car il s'étoit déclaré Protestant. Il ne fut pas plutôt arrivé dans son País, qu'il attira le Duc son Pere dans le Parti des Conféderez, qui le mirent à leur tête.

Cependant, la Régente & d'Oysel s'occupoient à fortifier la Ville de *Leith*, & à la munir de toutes sortes de provisions, ayant dessein d'en faire leur Place d'armes, & d'y attendre le renfort qui devoit leur venir de France. Mais les Conféderez prétendirent que c'étoit violer la Treve, soit qu'ils se sondassent sur une maxime générale, ou sur quelque article particulier du dernier Traité. Quoi qu'il en soit, après s'en être plaints inutilement à la Régente, ils assemblerent leurs Troupes, & allerent faire le siege de *Leith*. Mais, comme ils s'étoient laissés amuser pendant quelque tems, ils arriverent trop tard, & la Place étant déjà en état de défense, ils se virent contraints de lever le siege. Peu de tems après, la Régente ayant reçu de France un nouveau secours de deux-mille hommes commandez par *La Brosse*, continua les fortifications de *Leith*, avec encore plus d'ardeur qu'auparavant. Les Conféderez la firent encore sommer de faire cesser l'ouvrage: mais ce fut inutilement. Comme elle se sentoit assez forte elle

(1) Le 10. de Juillet.

elle ne leur répondit qu'en leur envoyant un Héraut pour leur ordonner de quitter les armes. Le dépit qu'ils eurent d'avoir été ainsi abusés par la Régente, les porta enfin à faire publier, qu'ils traiteroient en ennemis ceux qui obéiroient à ses ordres. Mais ils étoient peu en état de soutenir cette bravade. La Régente, sachant qu'ils étoient à Edimbourg en petit nombre, partit avec toutes les Troupes, au commencement de Novembre, pour les aller attaquer, & les surprit tellement par cette marche imprévue, qu'ils abandonnerent Edimbourg pour se retirer à Sterlyn. Dès qu'ils furent arrivés dans cette Ville, ils envoyèrent le Comte de Maitland à Elisabeth, pour lui demander du secours, voyant bien que sans cela ils seroient infailliblement opprimés. En effet, les Troupes Françoises continuant toujours à les poursuivre, les obligèrent encore à quitter Sterlyn, & à se retirer dans les montagnés, où ils se séparèrent en deux Corps, pour embarrasser leurs ennemis qui ne leur donnoient point de relâche. Quelque tems après, ils reçurent des Lettres du Comte de Maitland, qui leur faisoit espérer une bonne issue de sa négociation. C'est là l'origine des Troubles d'Ecosse, dont il a fallu parler un peu en détail, pour faire mieux comprendre l'intérêt que la Reine Elisabeth y devoit prendre, puisqu'ils n'avoient qu'elle pour objet. Comme c'est ici un point capital dans l'Histoire de cette Reine, & que ce fut sur la connoissance des desseins qu'on formoit contre son repos, qu'elle régla sa conduite, je ne dois pas négliger d'appuyer cette vérité par le témoignage d'un Historien François, qui ne peut être regardé comme suspect sur cette matière. Voici ce que dit le Pere Daniel, dans le Règne de François II.

J'ai dit qu'avant que la Conjuration d'Amboise éclatât, la Renaudie avoit été envoyé en Angleterre par l'Amiral, pour engager Elisabeth à faire diversion en Ecosse, tandis que le Parti Calviniste se revoltait en France; & elle connoissoit trop bien ses véritables intérêts, pour négliger une si favorable occasion d'allumer, ou de fomenter la Guerre Civile dans ces deux Royaumes. Quelques bonnes mesures qu'elle eût prises pour contenir les Catholiques dans ses Etats, elle appréhendoit toujours qu'ils ne formassent un Parti contre elle, en faveur de la Reine de France qui se portoit pour Héritière de la Couronne d'Angleterre, & qui en avoit pris les Armes avec celles d'Ecosse, lorsqu'elle n'étoit encore que Reine Dauphine: & si la France & l'Ecosse fussent demeurées tranquilles, l'Angleterre étoit en danger d'être attaquée de ces deux côtés en même tems, & troublée au dedans, par le grand nombre de ceux qui suivoient encore l'ancienne Religion.

On peut voir par là, quel étoit le but des Princes Lorrains en envoyant une Armée Françoisé en Ecosse. C'étoit de rendre ce Royaume tranquille, c'est-à-dire, de le rendre parfaitement soumis à la France, afin de pouvoir attaquer l'Angleterre de ce côté-là. C'est ce qu'il ne faut jamais perdre de vue, si l'on veut bien comprendre

l'His-

ELISA-
BETH.
1559.
Buckanan.

Le P. Daniel,
Histoire de
France.

ELISABETH. L'Histoire d'Elisabeth. Disons présentement un mot des affaires de France.

1559.
Affaires de
France.
Alexand.

Depuis que Henri II. eut conclu la Paix avec l'Espagne, il résolut d'abandonner entièrement les affaires d'Italie, & de ne s'occuper qu'à l'exécution du dessein qu'il avoit conçu, d'unir l'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande, à la Monarchie Française. La promptitude avec laquelle il fit prendre le Titre de Roi & Reine d'Angleterre au Dauphin son Fils & à la Reine d'Ecosse sa Belle-Fille, immédiatement après la conclusion de la Paix, fait voir assez clairement qu'il avoit ce projet en tête, quoiqu'il ne fût peut-être pas encore résolu sur la manière de l'exécuter. Elisabeth, qui occupoit le Trône d'Angleterre, n'étoit qu'une Femme: elle pouvoit être regardée comme une Bâtarde: elle n'avoit aucun Allié: elle venoit de se faire des ennemis d'un grand nombre de ses Sujets, par les changemens qu'elle avoit faits dans la Religion: le Roi d'Espagne ne prenoit plus aucun intérêt à ses affaires; & le Pape ne souhaitoit rien avec tant de passion, que de la voir détrôner, & de voir remplir sa place par une Princesse Catholique. Toutes ces circonstances faisoient sans doute concevoir à Henri, l'espérance de réussir dans ses desseins. Pour mieux parvenir à son but, il falloit témoigner un grand zèle pour la Religion Catholique, afin de mettre dans ses intérêts les Peuples & les Puissances qui suivoient cette même Religion. Ce ne fut pas peut-être un des moindres motifs qui portèrent ce Prince à renouveler la Persécution en France, immédiatement après la Paix de Cateau, quoique sa propre inclination, les sollicitations du Pape, les suggestions du Duc de Guise & du Cardinal de Lorraine, & le Traité secret qu'il avoit fait avec l'Espagne, n'y contribuassent que trop.

Mort de
Henri II.
François II.
lui succède.
Les Guises
gouvernent.
Alexand.

Ce Prince mourut le 10. de Juillet, au milieu de ses vastes projets, d'une mort imprévue & tragique, laissant, pour lui succéder, un jeune Prince incapable de gouverner par soi-même. Sous ce nouveau Règne, les deux Princes Lorrains, Oncles de la jeune Reine, furent d'abord chargés de l'administration du Gouvernement. Ils éloignèrent d'abord de la Cour, le Connétable de Montmorency, & y rappellèrent le Cardinal de Tournon, ennemi juré de la Religion Protestante. Dès que les affaires de la Cour furent réglées, le premier soin des Ministres fut de faire ériger des Chambres de Justice, qu'on appelloit *Ardentes*, pour y faire condamner les Protestans au feu. Par là, ils mirent ceux qui avoient embrassé la Réformation, dans une nécessité inévitable, ou de se voir brûler les uns après les autres, ou de prendre les armes pour se défendre, & de donner ainsi à leurs ennemis le prétexte qu'ils cherchoient de les exterminer tous à la fois. D'un autre côté, ils envoyèrent en Ecosse trois-mille hommes sous le commandement de *La Brosse*, qui avoit ordre de se joindre aux Catholiques d'Angleterre pour tâcher de détrôner Elisabeth. Ainsi, par

Ils continuent le dessein d'attaquer Elisabeth par l'Ecosse.

leur ambition démesurée, ils engageoient un jeune Roi qui n'avoit pas encore dix-sept ans, à mettre le feu dans son propre Royaume, & à entreprendre en même tems la conquête de l'Angleterre, qui est de tous les Pais du monde, le plus difficile à conquérir. ELISABETH. 1559.

Dans le même tems, on vit naître dans les Pais-Bas, des semences de Troubles, qui ne tarderent pas longtems à produire leurs fruits, & dont il ne sera pas inutile de dire un mot, pour en faire connoître l'origine.

Charles Quint avoit toujours eu beaucoup d'affection pour les Provinces des Pais-Bas, où il étoit né, & il les avoit toujours gouvernées avec beaucoup de douceur. Véritablement, après la victoire de Pavie, il avoit formé le projet d'en changer le Gouvernement, & de ne faire des dix-sept Provinces, qu'un seul Etat dépendant de la Couronne d'Espagne. Il étoit incité à cela par les Espagnols, qui auroient trouvé leur avantage à le voir maître absolu des Provinces des Pais-Bas, dont les Privilèges donnoient des bornes trop étroites à l'autorité du Souverain. Mais, après y avoir plus mûrement pensé, il abandonna ce projet, soit pour éviter les violences qu'il auroit fallu exercer pour l'exécuter, soit qu'il le crût impraticable à cause de la diversité des Loix & des Coutumes de ces Provinces, dont chacune avoit fait pendant longtems un Etat à part. Affaires des Pais-Bas. Grocius, Annales des Pais-Bas.

Philippe II. son Fils, qui lui succéda, reprit à peu près le même dessein, & résolut de se rendre indépendant des Loix & des Privilèges que ces Peuples alleguoient incessamment. Il joignit à ce projet celui d'exterminer les Protestans, qui étoient déjà en fort grand nombre dans ces Provinces. Pour cet effet, il obtint de la Cour de Rome l'érection de divers Archevêchez & Evêchez, au grand préjudice des Abbez, dont il falloit retrancher une partie des revenus pour les donner aux nouveaux Evêques. Mais, outre l'interêt des Protestans & des Abbez, il y avoit encore une chose à laquelle tout le monde se trouvoit intéressé. C'est que Philippe avoit mis des Garnisons Espagnoles dans les principales Villes, contre les Privilèges du Pais; & par là, il avoit assez ouvertement fait connoître, que son dessein étoit de le réduire à la servitude. Enfin, en partant pour l'Espagne, au mois de Septembre 1559., il laissa le Gouvernement des Pais-Bas à Marguerite Duchesse de Parme, sa Tante, au grand mécontentement de Guillaume de Nassau Prince d'Orange, & du Comte d'Egmont, qui avoient aspiré à cette Dignité. Mais, ce qui acheva de les irriter, ce fut qu'il laissa auprès de la Gouvernante, le Cardinal de Granvelle leur ennemi, & que tout le monde regardoit comme l'Auteur des conseils pernicieux qui tendoient à priver le Pais de sa liberté. Philippe ne fut pas plutôt arrivé en Espagne, qu'il y fit brûler un grand nombre de Protestans, donnant à connoître par ces cruelles exécutions, à quoi les Peuples des Pais-Bas devoient s'attendre dans la suite.

ELISABETH. Le Pape Paul IV. étant mort dans le cours de cette année, le Cardinal *Age de Médicis*, Milanois, lui succéda sous le nom de Pie IV.

1559. Pour bien entendre la suite de ce Règne, il est absolument nécessaire d'avoir une idée bien distincte de la situation où se trouvoient les affaires d'Angleterre, tant par rapport à la personne de la Reine, qu'à l'égard du Peuple Anglois, & des Etrangers. La merveille du Règne d'Elisabeth ne consiste pas dans de grands événemens arrivés en Angleterre pendant qu'elle a été sur le Trône, mais dans la tranquillité dont elle fut faire jouir ses Sujets, au milieu des attaques ouvertes & secrètes de leurs ennemis & des siens, tant étrangers que domestiques. Il faut donc connoître ces mêmes ennemis, leurs caractères, leurs vues, leurs forces, leurs intérêts, pour pouvoir bien entrer dans les motifs de la conduite d'Elisabeth, & pour bien comprendre les maximes sur lesquelles elle établit son Gouvernement. C'est par là aussi qu'on pourra voir & admirer, avec quelle adresse elle fut se débarrasser des fréquens embarras qu'on lui suscita, & se délivrer des pièges auxquels elle fut continuellement exposée. Il faut, pour cet effet, remarquer d'abord, que son droit à la Couronne qu'elle portoit, lui fut toujours disputé, soit ouvertement, soit tacitement, que les Catholiques en général, ne la regardèrent jamais que comme une Reine de fait, & qu'ils crurent pouvoir en conscience contribuer à la renverser de dessus son Trône, si l'occasion s'en présentoit. Comme l'incertitude de son droit étoit le fondement sur lequel ses ennemis bâtissoient, je ne puis m'empêcher d'ajouter encore un mot à ce que j'ai dit plus haut sur cette même matière.

Le Parlement d'Angleterre étant composé du Roi & des deux Chambres qui représentent toute la Nation, il n'y a point d'Anglois qui ne soit obligé de se soumettre à ses Statuts, quand ce ne seroit que par cette seule raison, que chaque Sujet est censé y avoir donné son consentement, ou par soi-même, ou par ceux qui le représentent. Ce fut sur ce fondement que Marie & Elisabeth monterent sur le Trône, je veux dire, en vertu d'un Acte de Parlement, qui donnoit au Roi leur Pere le pouvoir de régler la Succession. Mais on peut douter si des Princes étrangers, intéressés dans des Actes de Parlement, sont obligés à la même soumission, lorsqu'ils croient voir dans ces Actes une injustice manifeste à leur égard. Je n'entreprendrai point de décider cette question, qui se décide plus ordinairement par les armes que par les Loix. Je me contenterai de remarquer, qu'autrefois Edouard III. ne se crut pas obligé de s'en tenir à la décision de la Nation Française, qui avoit placé Philippe de Valois sur le Trône. Quoi qu'il en soit, Marie Reine de France & d'Ecosse se croyoit lézée, tant par le Statut qui avoit donné au Roi le pouvoir de troubler l'ordre de la Succession selon son caprice, que par le Testament du même Roi. Elle prétendoit, que le Roi ni le Parlement n'avoient pu être au droit de placer sur le Trône deux Filles déclarées Bâtardes par des Actes.

Actes solennels; moins encore, de passer par-dessus la Postérité de la Fille aînée de Henri VII., sans en alléguer même aucune cause, pour mettre dans la ligne de la Succession, des Bâtards, & les Enfants de la Cadette. On répondoit à ces deux Griefs, que les Anglois, en reconnoissant successivement Marie & Elisabeth pour Reines d'Angleterre, n'avoient pas suivi le caprice de Henri VIII., mais l'ordre de la Nature, & la Loi de la Succession: Que le caprice de ce Prince ne consistoit pas en ce qu'il avoit placé ses deux Filles immédiatement après Edouard son Fils, mais en ce qu'il avoit voulu exclure ces deux Princesses nées sous la bonne-foi du Mariage, mais que les ayant remises dans le rang qui leur étoit dû, il étoit rentré dans le bon chemin, & qu'il n'y avoit rien à changer à cet égard: Qu'au reste, si on n'avoit pas révoqué la Sentence de Divorce d'Anne de Bollen, & l'Acte passé en conséquence contre Elisabeth, on en avoit eu de bonnes raisons; & que, tout au plus, ce n'étoit qu'un défaut de formalité, qui ne changeoit rien à la chose même. Pour ce qui regarde le second Grief de Marie, qui consistoit en ce que Henri VIII. n'avoit fait aucune mention de la Postérité de sa Sœur aînée, il faut avouer qu'il y avoit peu d'Anglois qui ne fussent convaincus de l'injustice de ce procédé. Mais, comme le cas qui pouvoit faire naître un différend sur ce sujet, ne se présentoit pas encore, on laissoit cette question indécidée, dans l'espérance que la Reine se marieroit, & qu'elle auroit des Enfants pour lui succéder.

Passons présentement à une autre considération, par rapport aux Puissances étrangères. Marie, Fille aînée de Henri VIII., monta sur le Trône sans qu'aucun Prince étranger s'avisât de lui disputer son droit; au-lieu qu'après sa mort, les principaux Souverains de l'Europe firent des efforts pour arracher la Couronne à Elisabeth. Il n'est pas bien difficile de marquer plusieurs causes naturelles de la diverse conduite des Souverains, à l'égard de ces deux Reines. La première est, que quand Marie monta sur le Trône, il n'y avoit aucun Prince en Europe qui pût alléguer le moindre prétexte pour lui disputer la Couronne. Il est vrai que la jeune Reine d'Ecosse étoit en France, & qu'elle étoit destinée au Dauphin: mais elle n'étoit pas encore mariée. Ce Mariage n'étoit qu'un simple projet, qui ne pouvoit même s'exécuter que dans quelques années, à cause de la jeunesse des deux Parties. Mais quand même Henri II. auroit voulu alors faire valoir les droits de cette Reine, il n'auroit pu le faire sans s'attirer sur les bras, toutes les forces de l'Empereur & de l'Angleterre. La seconde cause n'est pas moins naturelle. C'est que par les principes des Catholiques Romains, ils ne pouvoient contester les droits de Marie sans renoncer à l'autorité du Pape, puisque c'étoit un Pape qui avoit accordé la Dispense pour le Mariage de Henri VIII. avec Catherine d'Arragon. Mais Henri II. étoit entièrement éloigné de cette pensée; & quant à l'Empereur Charles Quint, il avoit un intérêt tout

ELISA-
BETH.
156a

ELISA-
BETH.
1562.

particulier à soutenir Marie, qui étoit sa Cousine Germaine. Pour le Pape, en soutenant les droits de Marie, il soutenoit les siens propres. Enfin, comme Marie étoit très attachée à sa Religion, le Pape, l'Empereur, le Roi de France, trouvoient un grand avantage dans la disposition où elle étoit à cet égard. Le Pape eseroit de voir la Religion Catholique se rétablir en Angleterre par son moyen. L'Empereur formoit déjà le projet du Mariage de Philippe son Fils, avec elle. D'ailleurs, une Reine Catholique en Angleterre, le mettoit à couvert de la crainte des secours que les Protestans d'Allemagne pouvoient recevoir des Anglois. Enfin, le zèle qu'il avoit pour sa Religion, lui faisoit voir avec plaisir, que l'Angleterre alloit rentrer dans le giron de l'Eglise Romaine. Par la même raison, Henri II. qui faisoit brûler les Protestans en France, ne pouvoit qu'être content de les voir priver de la protection qu'ils auroient pu attendre de l'Angleterre, si ce Royaume étoit demeuré Protestant. Ainsi, tout concouroit à rendre le Regne de Marie paisible & tranquille. Ce fut aussi sans doute, ce qui engagea cette Reine à pousser la Persecution contre les Protestans, aussi loin qu'elle pouvoit aller, sachant bien qu'ils ne pouvoient espérer de secours d'aucun endroit.

Mais quand, après la mort de Marie, Elisabeth se fut assise sur ce même Trône, les intérêts des Princes avoient déjà changé, ou changèrent par cet événement. Ce n'est pas la seule fois que la mort d'un Souverain a produit de semblables alterations dans la Politique. L'Empire & l'Espagne n'étoient plus ensemble sous la domination d'un même Prince. Le Dauphin avoit épousé la Reine d'Ecosse, & par ce Mariage, il avoit acquis sur l'Angleterre, un droit qu'il n'avoit pas auparavant. D'ailleurs, le Duc de Guise & le Cardinal de Lorraine étoient devenus plus puissans à la Cour de France, par l'absence du Connétable de Montmorency qui étoit prisonnier dans les Pais-Bas. Après la mort de Henri II. ils le devinrent encore plus, & ils témoignèrent par leur conduite, qu'ils n'avoient rien tant à cœur, que de mettre la Reine leur Niece sur le Trône d'Angleterre. Elisabeth n'en pouvoit pas douter, puisqu'elle voyoit François II. & Marie continuer à porter les Armes d'Angleterre, qu'ils sembloient n'avoir prises au commencement, que par obéissance aux ordres de Henri II. D'un autre côté, Philippe II. qui ne voyoit plus aucune espérance de réussir dans le dessein qu'il avoit conçu d'épouser Elisabeth, avoit entièrement abandonné les intérêts de l'Angleterre, & ne paroissoit nullement disposé à soutenir ce Royaume, depuis qu'il étoit devenu Protestant. Enfin, le Pape voyoit son autorité perdue en Angleterre, sans aucune espérance de pouvoir gagner Elisabeth, qui avoit un intérêt tout manifeste à maintenir ce qu'elle avoit fait. Ainsi, la France, l'Espagne, la Cour de Rome, non seulement n'avoient aucune raison qui pût les porter à soutenir Elisabeth: mais elles avoient même un intérêt tout opposé. Il est bien vrai que Philippe II. n'auroit

pas vu volontiers l'Angleterre & l'Irlande entre les mains du Roi de France: mais il n'auroit pas été fâché que la France se fût engagée à conquérir l'Angleterre, parce que cette conquête lui paroissant très difficile, il auroit eu le plaisir de voir affoiblir les deux Puissances qui pouvoient lui causer le plus d'embaras. D'ailleurs, son zèle pour la Religion Catholique, & les projets qu'il avoit formez par rapport aux Pais-Bas, lui auroient fait voir avec beaucoup de joye, ces deux Royaumes se mettre hors d'état de secourir ces Provinces, qui ne porteroient son joug qu'avec beaucoup d'impatience. Pour le nouvel Empereur, si Elisabeth n'avoit pas beaucoup à craindre de sa part, elle n'en pouvoit aussi attendre aucune assistance. Quant aux Protestans d'Allemagne, ils vivoient alors dans une tranquillité qu'ils n'auroient pas volontiers troublée pour secourir l'Angleterre. Ils avoient éprouvé pendant le Regne de Henri VIII, que, sous prétexte de maintenir leur Religion, on avoit voulu les engager dans une Guerre qui ne convenoit nullement à leurs intérêts. Ainsi, contents de l'état où ils se trouvoient, ils n'étoient pas d'humeur de s'exposer à se voir eux-mêmes opprimés pour vouloir maintenir les droits d'Elisabeth, quoique d'ailleurs, ils vissent avec plaisir une Reine Protestante sur le Trône d'Angleterre.

ELISA-
BETH.
1560.

J'ai déjà fait voir en quelle situation se trouvoient les affaires d'Ecosse. Bien loin qu'Elisabeth pût esperer quelque secours de ce Royaume, elle se voyoit dans une nécessité indispensable d'y soutenir le Parti Protestant, sachant bien que l'intention de la Cour de France étoit de l'attaquer de ce côté-là. Outre les trois-mille hommes qui avoient été déjà envoyez à la Régente, on préparoit en France un renfort plus considérable, que le Marquis d'Elbeuf devoit conduire en Ecosse. Cela faisoit assez connoître, que la Cour de France trouvant qu'il étoit trop difficile d'attaquer l'Angleterre par Mer, avoit pris la résolution de faire ses plus grands efforts vers les frontieres du Nord, en joignant ses Troupes à celles des Ecossois. Ainsi le dessein qu'avoit cette Cour de dompter les Rebelles d'Ecosse, n'étoit que le premier degré par où elle eseroit de parvenir à la conquête de l'Angleterre.

D'un autre côté, l'Irlande ne causoit pas moins d'inquietude à Elisabeth. Cette Isle étoit habitée par des Irlandois naturels, & par des familles Angloises qui s'y étoient établies depuis que Henri II. en avoit fait la conquête. C'étoit un Viceroi, ou *Lord Lieutenant*, qui y commandoit au nom de la Reine; mais il s'en falloit bien que son autorité n'y fût autant respectée qu'il auroit été nécessaire pour tenir les Irlandois dans la soumission. Il y avoit parmi eux plusieurs Grands, qui véritablement reconnoissoient de bouche la Souveraineté de la Reine, mais qui se croyoient en droit de se faire eux-mêmes justice des torts dont ils prétendoient avoir raison de se plaindre. Ils se faisoient la Guerre les uns aux autres, sans se mettre beaucoup en peine

ELISABETH. 1560. des ordres du Viceroy, qui, n'ayant qu'un petit nombre de Troupes Angloises, n'étoit pas en état de se faire craindre. Toutes les fois qu'il y avoit un besoin pressant de châtier quelque revolte, ou d'empêcher que les plus puissans n'oppriment les plus foibles, il falloit y envoyer de nouvelles Troupes d'Angleterre. Mais, comme cela ne se pouvoit faire sans quelque dépense, il arrivoit souvent qu'on ne s'y déterminoit qu'à l'extrémité. Ainsi, la plupart des Viceroys qu'on envoyoit en ce pais-là, se trouvant dénués des moyens de se faire obéir, fermoient volontairement les yeux aux excès & aux violences des Grands, de peur de commettre mal à propos l'Autorité Royale. Ils se contentoient de remplir leurs bourses pendant que leurs Emplois dureroient, & laissoient à leurs Successeurs le soin de réprimer l'insolence des Irlandois. Cette conduite avoit rendu les Seigneurs du Pais si fiers & si arrogans, qu'ils ne reconnoissoient proprement l'Autorité Royale, que quand elle leur étoit nécessaire pour les protéger contre leurs ennemis. Outre l'aversion naturelle que les Irlandois avoient pour les Anglois, qui n'aideroient pas par leur conduite à se concilier leur affection, il y avoit, au tems dont je parle, une autre raison qui contribuoit à augmenter cette haine. C'étoit le changement que la Reine venoit de faire dans la Religion. Les Irlandois avoient pour le Pape un attachement proportionné à leur ignorance, qui étoit extrême. Par là, ils se trouvoient disposés à prêter l'oreille aux sollicitations des Agens de la Cour de Rome, qui ne cessent point de leur inspirer un esprit de revolte contre le Gouvernement. Elisabeth se trouvoit donc obligée d'avoir continuellement l'œil sur ce qui se passoit dans cette Isle, sachant combien le Pape son ennemi y avoit de crédit.

Il reste présentement à parler de la disposition des Anglois par rapport à Elisabeth. Lorsque la Reine voulut rétablir la Reformation, son premier soin fut de changer les Magistrats des Villes & des Provinces, & de mettre des Protestans en leurs places. Ensuite, elle convoqua un nouveau Parlement, dont les Députés furent choisis à peu près selon ses desirs. Ce Parlement renouvella les Loix qui s'étoient faites sous Edouard VI. par rapport à la Religion. Ces Loix étant établies, les nouveaux Magistrats prirent soin de les faire observer ponctuellement. Ainsi, peu de mois après la mort de Marie, on ne fut pas moins coupable en exerçant publiquement la Religion Catholique Romaine, qu'on l'avoit été sous le dernier Regne, en exerçant la Religion Protestante. Les Ecclesiastiques, qui refusèrent de le soumettre aux nouvelles Loix, furent privés de leurs Bénéfices, & on remplit leurs places par de zélés Protestans. Pour le dire en un mot, la Reformation se rétablit sous le Regne d'Elisabeth, de la même manière que la Religion Romaine s'étoit rétablie sous le Regne de Marie, avec cette différence, que sous Elisabeth on ne fit mourir personne pour cause de Religion. Il ne faut pourtant pas s'imaginer que ce changement extérieur produisit un changement réel dans les coeurs,

ecours. Il y a bien peu de gens qui, en matière de Religion, aient une condescendance aveugle pour leurs Souverains. Ceux qui étoient bons Catholiques sous le Regne de Marie, demeurèrent tels sous Elisabeth, comme ceux qui avoient véritablement embrassé la Réformation sous Edouard VI., étoient demeurez Reformez dans le cœur pendant le Regne de Marie: il n'y eut que l'extérieur de changé. Si donc on considère, que tous les changemens qui s'étoient faits dans la Religion, sous les Regnes précédens & sous celui-ci, s'étoient faits de la même manière, on n'aura pas beaucoup de peine à comprendre, qu'il y avoit encore un grand nombre de Catholiques dans le Royaume. Il n'y avoit qu'environ vingt ans, que la Réformation avoit commencé à s'établir en Angleterre, & dans cet intervalle, le Culte public avoit été changé quatre fois. Or il n'est pas vraisemblable, que tout un Peuple change si fréquemment d'opinion selon le caprice de ceux qui le gouvernent, quoiqu'extérieurement, il se soumette à l'autorité publique. C'est une chose certaine, qu'après même qu'Elisabeth eut rétabli la Réformation, il y avoit encore beaucoup de Catholiques dans le Royaume, quoique, selon les apparences, le nombre des Reformez fût beaucoup plus grand. Il est donc très naturel de penser, que ceux qui persisteroient dans leurs anciennes opinions, étoient des ennemis secrets de la Reine, qu'ils souhaitoient que l'ancienne Religion fût rétablie, & qu'ils étoient disposés à embrasser toutes les occasions qui se pourroient présenter pour mettre une Reine Catholique sur le Trône. Ce n'étoit pas un des moindres soins d'Elisabeth, que d'avoir l'œil sur ses propres Sujets.

ELISABETH.
1560.

Recapitulons en deux mots ce que nous venons de dire. Elisabeth avoit pour ennemis, la France, la Reine d'Ecosse, le Pape, & toutes les Puissances Catholiques: car, quoique Philippe II. ne se fût pas encore déclaré, elle comprenoit assez qu'il n'étoit pas de ses amis, & la suite ne la confirma que trop dans cette pensée. D'un autre côté, elle avoit à se précautionner contre les Irlandois, & contre une grande partie de ses Sujets Anglois, sans qu'elle pût compter sur les secours d'aucun Allié. Il ne lui restoit donc qu'à chercher en elle-même, dans sa prudence, dans sa bonne conduite, & dans ses propres Sujets, les secours qu'elle auroit inutilement cherché ailleurs. Pour obtenir promptement & volontairement l'assistance dont elle prévoyoit qu'elle auroit souvent besoin, elle n'avoit qu'une seule voye: c'étoit de se faire aimer de son Peuple. Aussi fut-ce la principale maxime qui servit de règle à sa conduite. Heureusement pour elle, les qualitez de son cœur & de son esprit se trouverent tellement disposées pour cela, qu'elle ne s'écarta jamais d'un principe si nécessaire. Aussi peut-on assurer, que jamais Roi d'Angleterre n'a été plus sincèrement cheri de son Peuple, que le fut Elisabeth. Mais, pour faire voir que ce n'est pas un éloge sans fondement, il est nécessaire d'entrer dans un petit détail sur ce sujet. Il est certain que ceux de ses

Maximes
d'Elisabeth.

Sujets-

ELISA- Sujets qui étoient véritablement Protestans, surpassoient de beaucoup
 en nombre les Catholiques. Que pouvoit-elle donc faire de mieux,
 METH. que de favoriser la Religion Protestante? d'autant plus qu'étant elle-
 1560. même de cette Religion, elle n'avoit besoin de faire aucun effort pour
 agir conformément à ses intérêts. Une autre chose qui contribue
 beaucoup à concilier à un Souverain l'amour de son Peuple, c'est
 de ménager si bien ses Finances, qu'il ne soit pas obligé de le charger
 sans nécessité. Jamais Prince n'a eu cette qualité dans un plus haut
 degré, qu'Elisabeth. Elle porta même l'économie si loin, qu'elle
 donna quelquefois occasion à ses propres Ministres de la taxer d'ava-
 rice. Mais, quoi qu'il en soit, elle mettoit un si bon ordre à sa dé-
 pense, qu'on ne la voyoit ni prodiguer ses trésors à ses Favoris, ni les
 employer à des choses inutiles. Cependant, ce penchant qu'elle avoit
 à l'épargne, soit qu'il vint de la nature, ou que ce fût un effet de sa
 politique, ne l'empêcha pas de répandre son argent avec profusion,
 lorsqu'elle le crut nécessaire. L'Espagne, la France, l'Ecosse, éprou-
 verent en divers tems, combien elle savoit être prodigue de ses tré-
 sors. Son Peuple étoit si bien convaincu de sa bonne économie, qu'il
 n'arriva jamais, pendant tout le cours de son Regne, que le Parlement
 lui refusât les secours dont ils se trouvoient chargés. Elle avoit
 encore une autre qualité, qui lui attira beaucoup l'estime des Anglois.
 C'étoit de ne se laisser pas prévenir par ses Courtisans, pour distribuer
 les Charges & les Honneurs à des gens qui ne les méritoient pas. Elle
 ne craignoit rien tant, que d'avilir les Dignitez destinées à la recom-
 pense du mérite & de la vertu. Par cette sage conduite, elle évitoit
 de rendre mécontents des gens qui auroient pu aspirer aux Honneurs,
 s'ils eussent vu qu'on les prodiguoit à ceux qui ne les méritoient pas
 mieux qu'eux. C'étoit une maxime dont elle ne s'écarta que rare-
 ment, pendant tout le cours de son Regne. Enfin, elle se fit toujours
 un devoir de faire rendre la Justice avec impartialité. Ses plus grands
 Favoris éprouverent sa sévérité, lorsqu'ils voulurent abuser de sa bien-
 veillance, & s'écarter de leur devoir. Il n'y a point de doute, que le
 grand intérêt qu'elle avoit de se faire aimer de son Peuple, ne contri-
 buât à lui faire employer tous les moyens qui pouvoient la faire par-
 venir à ce but. Mais on ne peut pas inferer de là, comme quelques-
 uns l'ont fait, que toute sa conduite n'étoit que pure dissimulation,
 puisqu'il n'est nullement impossible que les inclinations des hommes
 s'accordent avec leurs intérêts. Elisabeth estimoit véritablement la
 Religion Reformée, & son intérêt demandoit qu'elle la soutint de
 tout son pouvoir. Elle étoit naturellement économe, & jamais
 Prince n'a eu plus qu'elle raison de l'être, dans les conjonctures où
 elle se trouvoit. Comme elle avoit un vrai mérite, elle l'estimoit en
 autrui, & par cette raison, elle ne pouvoit se résoudre à conférer les
 Dignitez à ceux qui ne les avoient pas méritées. Enfin, si elle se
 fût

fût tant soit peu relâchée par rapport à la Justice, il auroit été à craindre pour elle qu'on n'eût méprisé son sexe, & que peu à peu les Grands ne se fussent émancipés.

ELISA-
BETH.
1560.

Ce sont là les principaux moyens qu'Elisabeth employa pour s'attirer l'affection de ses Sujets. Elle lui étoit si nécessaire, qu'elle n'avoit point d'autre ressource. Sans cela, vrai-semblablement, son Regne auroit été très malheureux, vu le nombre & la qualité de ses ennemis. On doit donc, en lisant son Histoire, regarder la plupart de ses actions comme des suites & des dépendances de la maxime qu'elle s'étoit prescrite, de ne rien négliger pour se concilier l'amour de son Peuple.

Voici encore une autre maxime qui n'eut pas moins d'influence sur sa conduite, que celle dont je viens de parler. Elle se voyoit menacée de tous côtes. Le Pape, la France, & ensuite l'Espagne, ne cessèrent jamais de l'attaquer, tantôt ouvertement, tantôt par des intrigues secrètes. Ce n'étoit pas sans raison, qu'elle craignoit que toutes ces Puissances ne s'unissent ensemble pour la ruiner. Dans cette pensée, elle travailla de tout son pouvoir à fomenter les Troubles qui s'élevèrent chez ses voisins, & particulièrement en France, en Ecosse, dans les Pais-Bas, afin que ses ennemis étant occupés chez eux, se trouvassent moins en état de l'attaquer. Je n'entreprendrai point de décider si cette maniere de se défendre contre des ennemis si puissans & si dangereux, étoit conforme aux règles de la Justice. Mais on ne peut disconvenir, que ce ne fût un excellent moyen par rapport à la Politique, & que sa propre défense ne l'autorisât à s'en servir, d'autant plus qu'elle n'en avoit pas même d'autre pour parer leurs coups. Aussi fit-elle un fréquent usage de cette maxime, ainsi qu'on le verra dans la suite.

J'ai cru devoir préparer le Lecteur à la suite de ce Regne par ces Réflexions, dont l'unique but est de suspendre dans son esprit les préjugés que les Historiens, de toutes Nations & de toutes Religions, ont voulu donner pour ou contre cette fameuse Reine. Ce n'est pas une petite difficulté que de fixer son jugement à cet égard, parmi toutes les contrariétés qu'on trouve dans les Historiens qui ont parlé d'elle. Les uns l'ont regardée comme la Reine la plus accomplie qu'il y ait jamais eu dans le monde. Ils ne lui ont trouvé aucun défaut. Toutes ses actions ont été fondées sur la prudence, sur la justice, & sur l'équité, & n'ont eu pour motif que la gloire de Dieu & le bien de ses Sujets. Ils ont prétendu, qu'elle avoit un amour si ardent pour son Peuple, qu'elle oubloit ses propres intérêts, pour ne penser qu'à ce qui pouvoit le rendre heureux. Ils ne se sont pas contentés d'excuser quelques-unes de ses actions qui sont dignes de reprehension, mais ils les ont même, en quelque maniere, sanctifiées, en insinuant qu'elles étoient un effet de son zèle pour la gloire de Dieu & pour la Religion Protestante. D'autres l'ont noircie de toutes les

Diversité de
sentimens
touchant E-
lisabeth.

ELISABETH. calomnies qu'il est possible d'inventer. Selon ceux-ci, elle a surpassé les plus fameux Tyrans, en cruauté & en barbarie. Elle a été fourbe au suprême degré, & toute sa conduite n'a été qu'une dissimulation continuée depuis le commencement de son Règne jusqu'à la fin, quoiqu'elle affectât de se parer des dehors de la Religion & de la Vertu. A ces accusations qui regardent l'administration des affaires publiques, ils ont ajouté des médiances atroces sur sa vie particulière. Ils ont voulu la faire passer pour une femme débordée, qui ne voulut jamais se marier pour pouvoir plus librement continuer ses débauches. C'est pour tâcher d'effacer l'une & l'autre de ces impressions, & pour porter le Lecteur à suspendre son Jugement, si les préjugés de la Religion le peuvent permettre, que j'ai voulu, par avance, faire connoître les motifs de la conduite d'Elisabeth, & les maximes par lesquelles elle s'est gouvernée & a dû se gouverner, à ne considérer que la Politique. Son but principal étoit d'affermir sur sa tête, une Couronne qui fut toujours chancelante. Pour y réussir, elle se prescrivit les maximes dont je viens de parler. Doit-on trouver étrange qu'en certaines occasions, elle ait un peu exagéré la tendresse qu'elle avoit pour son Peuple, qui faisoit son unique appui ? Mais on auroit sans doute lieu de s'étonner, que, par une vie débordée, & par les autres excès dont on l'accuse, elle eût fait précisément le contraire de ce qui pouvoit lui acquérir l'amour & l'estime de ses Sujets, dont elle avoit un si grand besoin. Cela suffit, comme je me le persuade, pour dissiper une partie des nuages dont on a obscurci sa réputation. D'un autre côté, comme elle se voyoit attaquée de toutes parts par de puissans ennemis, qui tâchoient sans cesse d'inspirer un esprit de révolte à ses Sujets, quand on la verra fomenter les Troubles d'Ecosse, & donner du secours aux Huguenots de France & aux Mécontents des Pais-Bas, on ne sera point en peine de savoir à quoi attribuer cette conduite, nonobstant les flateries de quelques-uns de ses admirateurs. Qu'on applique seulement à ses actions, les deux maximes dont j'ai parlé : qu'on se souviennne de la nécessité où elle se trouvoit de ne les perdre jamais de vue, & l'on ne trouvera presque rien dans sa conduite, dont on ne puisse à peu près pénétrer le véritable motif. Après cette longue digression, que j'ai jugée absolument nécessaire, il est tems de passer aux événemens de l'année 1560.

Traité entre
Elisabeth &
les Mécon-
tens d'Ecos-
se.

Le Comte de Maitland, qui étoit allé en Angleterre de la part des Conféderez d'Ecosse, y conclut enfin un Traité qui fut signé à Barwick le 27. de Février 1560. Elisabeth voyant les grands préparatifs qui se faisoient en France, & ne pouvant pas douter qu'ils ne fussent destinés contre l'Ecosse, crut qu'elle devoit, sur toutes choses, pourvoir à la sûreté de ce Royaume, de peur que les François ne s'y rendissent trop puissans. Elle avoit lieu de craindre, que si la Reine Marie avoit des Enfans du Roi son Epoux, la France & l'Ecosse ne vinsent à ne faire qu'un même Etat, ce qu'elle avoit grand intérêt d'em-

d'empêcher. Elle conclut donc, avec le Comte de Maitland, un Traité qui faisoit bien connoître ce qu'elle craignoit, par rapport à l'Ecosse. Ce Traité portoit :

Qu'elle prenoit sous sa protection le Duc de Châteleraud Chef des Mécontents, & tout son Parti, pour maintenir le Royaume d'Ecosse dans ses Libertez & Privileges, pendant que le Mariage de la Reine d'Ecosse avec le Roi de France subsisteroit, & un an après.

Qu'elle s'engageoit à leur envoyer du secours & à le leur continuer, jusqu'à ce que les François fussent entièrement chassés d'Ecosse.

Qu'elle ne feroit aucun accord avec la France, que sous la condition que le Royaume d'Ecosse seroit laissé dans sa liberté.

Qu'elle n'abandonneroit point les Conféderez, pendant qu'ils reconnoitroient la Reine Marie pour leur Reine, & qu'ils s'efforceroient de maintenir les justes droits de la Couronne.

Que si les Anglois prenoient quelques Places en Ecosse, elles seroient, ou rasées, ou mises entre les mains du Duc de Châteleraud, à son choix, & qu'ils ne pourroient faire aucune fortification dans le Royaume.

Que le Duc & tout son Parti se joindroient aux Troupes Angloises. Qu'ils se déclareroient ennemis de ceux de leurs Compatriotes qui feroient la France contre l'Angleterre.

Que si l'Angleterre étoit attaquée du côté du Midi, les Conféderez donneroient à la Reine un secours de deux-mille hommes de pied, & de deux-cens Chevaux, & que si c'étoit du côté du Nord, ils se joindroient, avec toutes leurs forces, à l'Armée Angloise.

Que si le Comte d'Argyle, Grand Justicier d'Ecosse, se joignoit au Parti des Conféderez, il feroit ses efforts pour réduire le Nord de l'Irlande sous la domination de la Reine d'Angleterre, selon le Traité qui seroit fait sur ce sujet, entre lui & le Viceroi d'Irlande.

Que le Duc de Châteleraud & son Parti donneroient à la Reine d'Angleterre des Otages, qui seroient gardez en Angleterre pendant tout le tems que le Mariage de la Reine d'Ecosse avec le Roi de France subsisteroit.

Enfin, le Duc & son Parti protestoient, que leur intention étoit d'être fideles à leur Reine, dans tout ce qui ne seroit pas contraire aux Loix & aux Libertez du Royaume d'Ecosse, & qui ne tendroit pas à leur subversion.

Ce Traité fait voir, que l'unique but d'Elisabeth étoit d'empêcher que le Roi de France ne se rendit maître de l'Ecosse, sachant bien que c'étoit de ce côté-là qu'on avoit dessein de l'attaquer.

Pendant que ce Traité se négocioit, les Troupes Françaises qui étoient en Ecosse continuoient à poursuivre les Ecossois Conféderez dans les montagnes, contre le sentiment de Martigues, de la Maison de Luxembourg. Ce Seigneur, qui avoit mené le dernier Secours venu

ELISA-
BETH.
1560.
All. Publ.
Tom. XV. pag.
569.

Suite des
affaires d'E-
cosse.
Camden.

ELISABETH. de France, avoit voulu d'abord entrer en Angleterre, se persuadant qu'à son approche tous les Catholiques se souleveroient, & le viendroient joindre. Mais la Régente, mieux instruite que lui de l'état de l'Angleterre, n'avoit pas jugé à propos de commencer l'exécution de ce dessein avec une si petite Armée. Quelque tems après, pendant que les François triomphoient de voir l'ennemi fuir devant eux, ils apperçurent du haut d'une montagne, une Flotte en Mer, qu'ils prirent d'abord pour celle du Marquis d'Elbeuf. Mais ayant ensuite reconnu que c'étoit une Flotte Angloise, ils jugerent que le secours qui venoit aux Conféderez par terre, ne devoit pas être éloigné. Cela fut cause qu'ils prirent le parti de se retirer à Leith, à dessein d'y assembler toutes leurs forces, & d'y attendre le Marquis d'Elbeuf. Ce fut pourtant en vain qu'ils attendirent ce Prince. Une violente tempête qui le surprit, dissipa sa Flotte, & le contraignit de retourner en France pour y faire radoubier ses Vaisseaux. Ensuite, les Troubles qu'il y eut en France, ayant rendu nécessaires au Roi les Troupes qui alloient en Ecosse, aussi bien que celles qui y étoient déjà, cette Expédition fut rompue.

Les Troupes Françaises s'étant retirées à Leith, les Conféderez se rassemblèrent de tous les endroits où ils s'étoient dispersez, à dessein d'aller joindre une Armée Angloise qui marchoit à leur secours, sous le commandement du Lord Gray. Enfin, ils se rendirent à *Madon* le 1. d'Avril, étant forts de six-mille hommes de pied & de deux-mille Chevaux, pour y attendre ce secours tant souhaité, qui s'avançoit avec toute la diligence possible. La Reine Régente, craignant d'être enfermée dans Leith, prit le parti de se retirer dans le Château d'Edimbourg, dont les Etats avoient donné le Gouvernement à *Jean Arskine*, sous la condition expresse, qu'il ne s'en déferoit que par leur ordre. Arskine y reçut la Régente avec honneur, mais en se conservant pourtant le commandement de la Place.

Peu de tems après, le Lord Gray étant entré en Ecosse avec une Armée de six ou sept-mille hommes d'Infanterie, & de douze-cens de Cavalerie, les Conféderez allèrent le joindre, après quoi, ils marcherent ensemble à Leith, où l'Armée ennemie s'étoit retirée. Ce n'étoit pas un petit ouvrage, que de faire le Siege d'une Place qui avoit une Armée dans ses murailles, & néanmoins, ils ne laisserent pas de l'entreprendre, parce qu'il n'y avoit point d'autre moyen de chasser les François d'Ecosse.

Pendant qu'ils furent occupez à ce Siege, le Roi de France fit tous les efforts possibles pour obtenir d'Elisabeth qu'elle retirât ses Troupes d'Ecosse. Mais elle connoissoit trop bien ses intérêts, pour se laisser surprendre sur ce sujet. Lorsque *De Selve*, Ambassadeur de France, lui en parla la première fois, elle répondit, qu'elle vouloit bien rappeler ses Troupes, pourvu que la France rappellât aussi les siennes, puisqu'elle n'avoit pas plus de droit que l'Angle-

gle.

gleterre, d'envoyer des Troupes en Ecosse. Enfin, l'Ambassadeur voyant, après beaucoup de tentatives, qu'il ne pouvoit rien obtenir, protesta, en présence de l'Ambassadeur d'Espagne, qu'en envoyant des Troupes en Ecosse, elle avoit rompu la Paix de Cateau; à quoi elle répondit sans s'émouvoir, que le Roi de France, en voulant se rendre maître de l'Ecosse, avoit le premier violé la Paix. Peu de tems auparavant, elle avoit publié un Manifeste où elle expliquoit clairement les raisons qu'elle avoit de s'intéresser aux affaires d'Ecosse: Elle y accusoit hautement le Duc de Guise & le Cardinal de Lorraine, d'être les Auteurs des Troubles de ce Royaume, afin de pouvoir plus aisément exécuter les desseins qu'ils avoient formez contre l'Angleterre. C'étoit aussi à eux seuls qu'elle attribuoit l'injure que le Roi & la Reine de France lui avoient faite, en usurpant son Titre & les Armes.

Avant que de Sevre eût fait sa protestation, Monluc, Evêque de Valence, étoit arrivé en Angleterre pour presser la Reine de retirer ses Troupes d'Ecosse; & il voulut même lui persuader, que François II. & Marie n'avoient pris son Titre & ses Armes que pour lui faire honneur. Une semblable raison étoit plus offensante que l'injure même. Enfin, Monluc, voyant qu'il ne pouvoit la détourner de la résolution qu'elle avoit prise de soutenir les Ecossois, lui dit, que le Roi de France lui rendroit Calais, si elle vouloit rappeler ses Troupes d'Ecosse. Mais elle lui répondit, qu'elle n'estimoit pas assez cette bicoque, pour l'acheter à ce prix. Cependant, elle envoya *Montaigu* à Philippe II. pour l'informer des raisons qu'elle avoit de soutenir l'Ecosse. Cet Ambassadeur avoit ordre de lui représenter, que les Guises avoient projeté d'unir l'Ecosse à la Monarchie de France, & que, pour ne pas manquer leur coup, ils avoient voulu se défaire du Comte d'Arán, qui s'étoit heureusement tiré d'entre leurs mains (1); qu'elle le prioit donc de considérer si cette union seroit avantageuse à l'Espagne.

Pendant ces négociations, le Siege de Leirh se continuoît toujours, mais sans s'avancer beaucoup, à cause de la nombreuse Garnison qui étoit dans la Place. Le 15. d'Avril, les François firent une sortie, & enclouèrent quelques canons. Le 30. les Anglois furent rudement repoussés à un assaut. Le 7. de Mai, ils en donnerent encore un, où ils n'eurent pas un meilleur succès. Déjà, la longueur & les difficultés de ce Siege commencent à les rebuter, lorsque le Duc de Norfolk, Gouverneur des Marches du Nord d'Angleterre, leur envoya un puissant renfort, & se rendit lui-même au Camp, pour les encourager à continuer le Siege. Ils auroient pourtant eu bien de la peine à se rendre maîtres de la Place, si la Conspiration d'Amboise, qui se décou-

ELISA-
BETH.
1560.
Protestation
de l'Ambas-
sadeur de
France.
Manifeste
de la Reine.

La France
offre de ren-
dre Calais.

Ambassade
à Philippe II.
Comélin.

Continua-
tion du sie-
ge de Leirh.

(1) Ceci justifie ce que Buchanan a rapporté, qu'on vouloit arrêter en France le Comte d'Arán.

ELISABETH. vrit en France dans le même tems, n'eût fait comprendre aux Princes Lorrains, que la saison n'étoit pas propre pour exécuter les desseins qu'ils avoient formez contre l'Angleterre. Ainsi, bien loin d'envoyer de nouvelles Troupes en Ecosse, ils pensèrent à rappeler celles qui y étoient déjà, jugeant qu'ils pourroient en avoir besoin en France. Ce fut dans cette vue, que *Monius* Evêque de Valence, & le Comte de *Randaui*, furent envoyez en Ecosse avec un Plein-pouvoir du Roi pour faire la Paix. Elisabeth, en ayant été informée, y envoya aussi de sa part, le Secrétaire *Cecil* & le Docteur *Wotton*, avec un semblable Pouvoir. Les Plénipotentiaires convinrent d'abord qu'ils s'assembleroient à Edimbourg, au mois de Juillet; & en attendant, ils conclurent une Treve qui devoit durer jusqu'à la fin de leurs Conférences. Pendant cette Treve, la Reine Régente d'Ecosse mourut au Château d'Edimbourg, le 10. de Juin.

Négociation de la Paix.

Lorsqu'il fut question de traiter de la Paix, les Plénipotentiaires de France ne voulurent point absolument traiter avec les Ecossois Conféderez, disant que ce seroit faire tort à l'Autorité Royale, parce que c'étoient des Rebelles. Ce refus auroit été capable de faire rompre la Conférence: mais, comme des deux côtés on souhaitoit de finir la Guerre, on trouva enfin un expédient. Ce fut que François & Marie accorderoient certaines choses aux Conféderez, non par voye de Traité, mais comme de pures grâces; & que néanmoins, ils s'engageroient à les observer, dans le Traité qu'ils feroient avec la Reine d'Angleterre. Cela revenoit à peu près à la même chose: mais les Ambassadeurs de France préférèrent cet expédient, apparemment dans la vue d'en tirer quelque avantage. La plupart des Historiens confondent, dans le Traité qui fut conclu peu de tems après à Edimbourg, deux choses qui doivent pourtant être distinguées, savoir, les Concessions de François & Marie à leurs Sujets Ecossois, & le Traité fait entre la France & l'Angleterre. Comme de ces deux choses, l'une fut observée, & l'autre demeura sans exécution, il est nécessaire d'en avoir une idée bien distincte. Voici ce qui fut promis aux Ecossois.

Traité d'Edimbourg.
Buchanan.

Que les Troupes Françaises sortiroient d'Ecosse dans vingt jours, & se retireroient en France, sur des Vaisseaux que la Reine d'Angleterre leur prêteroient.

Que la Ville de Leith seroit rendue à l'Ecosse, & que les fortifications, en seroient rasées.

Que les Ouvrages faits par les François à Dumber, seroient démolis.

Que le Roi & la Reine de France & d'Ecosse accorderoient une Amnistie aux Conféderez, pour tout ce qui s'étoit fait depuis le 10. de Mars 1559. jusqu'au 1. d'Août 1560., & que cette Amnistie seroit approuvée & confirmée par les Etats d'Ecosse, qui s'assembleroient au mois d'Août, avec le consentement du Roi & de la Reine.

Que

Que les François pourroient laisser soixante hommes dans l'Isle de **ELISA-**
Keith. **BETH.**

Mais par rapport aux intérêts d'Elisabeth, il fut fait un véritable **1560.**
Traité, duquel il sera souvent parlé dans la suite, sous le nom de *Traité*
d'Edimbourg, qui portoit :

Qu'à l'avenir, le Roi & la Reine de France & d'Ecosse s'abstiendroient de prendre le Titre & la Qualité de Roi & Reine d'Angleterre & d'Irlande, & de porter les Armes de ces deux Royaumes. **'All. Publ. Tom. XV. pag. 593.**

Que les Patentes & autres Actes qu'ils avoient fait expédier sous ce Titre, seroient reformez, ou demeureroient de nulle valeur.

Que la satisfaction ultérieure que la Reine d'Angleterre demandoit pour l'injure qui lui avoit été faite, seroit renvoyée à une Conférence qui se tiendrait à Londres, entre des Commissaires des deux Couronnes.

Que si les Commissaires ne pouvoient pas en convenir, la décision en seroit remise au Roi d'Espagne.

Que le Roi & la Reine de France & d'Ecosse tiendroient aux Ecossois ce qui leur avoit été promis à Edimbourg, par les Plénipotentiaires de France.

Il faut remarquer, que *Buchanan* n'a rapporté, dans son Histoire, que les Articles accordez aux Conféderez Ecossois, & que *Cambden*, dans ses Annales d'Elisabeth, n'a fait mention que du Traité d'entre les Couronnes. Cela cause quelque obscurité dans les récits qu'ils font l'un & l'autre des événemens suivans.

Après la conclusion du Traité, les François & les Anglois quitterent l'Ecosse, les Ouvrages de Leith & de Dumbar furent démolis, & l'Amnistie fut envoyée en Ecosse, & confirmée par les Etats. Ces mêmes Etats, qui s'assemblerent au mois d'Août, firent des Loix favorables à la Reformation, & les envoyèrent au Roi & à la Reine, pour en avoir l'approbation, plutôt à dessein de découvrir leurs sentimens sur ce sujet, que dans l'esperance d'obtenir ce qu'ils demandoient, & néanmoins, ils firent ponctuellement observer ces nouvelles Loix. **Le Traité par rapport à l'Ecosse est exécuté. Buchanan.**

Mais, quant au Traité conclu entre les Couronnes, François & Marie refuserent de le ratifier, par une raison dont il est mal-aisé de comprendre la force. C'étoit, disoient-ils, parce que les Ecossois prenant à fausses enseignes, la qualité de fideles Sujets, avoient fait un Traité avec Elisabeth, en leur propre & privé nom, sans être appuyez de l'Autorité Royale. Si ce refus n'avoit regardé que les Articles accordez aux Ecossois, Elisabeth auroit pu croire que la Cour de France se repentoit de leur avoir tant accordé, & alors la raison alléguée auroit pu avoir quelque couleur. Mais tout ce qui regardoit les Ecossois ayant été déjà exécuté, comment le prétendu attentat des Ecossois pouvoit-il rendre invalide le Traité fait sur le différend entre Elisabeth & Marie, qui n'avoit aucune relation à la **con-**
François II. refuse de ratifier le Traité fait avec Elisabeth.

ELISABETH. conduite des Ecoſſois? Il étoit donc facile d'inferer, que cette mau-
 vaſe raiſon n'étoit qu'un prétexte dont François & Marie ſe ſervoient
 pour éluder ce qu'ils avoient promis dans le Traité par rapport à Eli-
 ſabeth. Auſſi Eliſabeth fut-elle bien convaincue par là, que les
 Princes Lorrains perſiſtoient toujours dans le deſſein de lui arracher
 la Couronne, & cette penſée ne s'eſſaïa jamais de ſon eſprit. Les
 Oncles de Marie ne prévoyoient pas alors, combien cette démarche
 couteroit cher un jour à la Reine leur Niece, pour la grandeur de la-
 quelle ils témoignoient tant de paſſion.

Divers pré-
 tendans au
 Mariage d'E-
 liſabeth.

Cambden.

Pendant qu'Eliſabeth étoit occupée aux affaires dont je viens de
 parler, la Cour étoit attentive à épier ſes démarches, ſa conduite, ſes
 inclinations, par rapport au Mariage. Quoiqu'elle eût déclaré au
 Parlement qu'elle vouloit vivre dans le Célibat, on n'ignoroit pas que
 ces ſortes de réſolutions ſont ſujettes au changement, d'autant plus
 qu'il y avoit pluſieurs Princes, & quelques Seigneurs, qui ne déſeſpe-
 roient pas de pouvoir la porter à changer de penſée. Charles Archi-
 duc d'Autriche, ſecond Fil de l'Empereur Ferdinand, le Roi de
 Suede, le Duc de Holſtein, s'étoient déjà mis ſur les rangs. Le
 Comte d'Aran, Fils du Duc de Châtelaud, comptant que la Reine
 Marie n'auroit point d'Enſans, & qu'il hériteroit de la Couronne d'E-
 coſſe, ſe flattoit qu'Eliſabeth le préféreroit à tout autre, en vue d'unir
 enſemble les deux Royaumes. A ceux-là ſ'en joignoient encore d'au-
 tres, qui étant Sujets de la Reine, & n'oſant le déclarer ſi ouverte-
 ment, ſe contentoient de lui laiſſer deviner leurs penſées, ou de les
 lui faire connoître par le moyen de quelqu'une de ſes Dames. L'un
 ſe fendoit ſur ſa naiſſance, l'autre ſur ſon mérite, un autre ſur ſa bon-
 ne mine, & ſur des qualitez exterieures capables d'inspirer de tendres
 ſentimens au beau ſexe. Enfin, on l'attaquoit indirectement de tous
 les côtés par où on croit communément que les Femmes ſe peuvent
 laiſſer prendre. Le Comte d'*Arundel*, d'une noble & ancienne race,
 quoiqu'un peu avancé en âge, s'étoit mis dans l'eſprit que la Reine
 épouſeroit plutôt un de ſes Sujets qu'un Prince Souverain, & qu'en
 ce cas, perſonne ne méritoit mieux cet honneur que lui. Le Che-
 valier *George Pickering*, ayant reçu quelque marque particulière de
 l'eſtime de la Reine, ne déſespéroit pas que ces premières faveurs ne
 s'étendiſſent beaucoup plus loin. Mais, de tous ceux qui croyoient
 avoir lieu de ſe flater de cette eſperance, il n'y en avoit aucun qui
 crût l'avoir à plus juſte titre, que *Robert Dudley*, Fils du dernier Duc
 de Northumberland. La Reine le préféroit viſiblement à tous ceux
 qui avoient l'honneur de l'approcher, & lui donnoit tant de témoi-
 gnages de l'inclination qu'elle avoit pour lui, qu'on crut pendant
 quelque tems, qu'elle avoit deſſein de l'épouſer. Dès qu'elle fut
 parvenue à la Couronne, elle lui donna la Charge de Grand Ecuyer,
 & l'Ordre de la Jarretiere. Depuis ce tems là, elle ſe faiſoit un
 plaifir de diſtribuer ſes grâces par ſon canal, en forte que par la faveur
 dont

*Robert
 Dudley* en
 grand crédit.

dont elle l'honoroit, elle faisoit assez comprendre, qu'elle sentoît pour lui quelque chose de plus qu'une simple estime. On ne l'appelloit à la Cour que *Mylord*, sans y ajouter aucun autre titre, ce qui marquoit bien la préférence qu'elle lui donnoit sur tous les autres Seigneurs. Cependant, quand on cherchoit dans celui-ci, le fondement de cette faveur extraordinaire, on ne lui trouvoit point de qualitez capables de faire impression sur une Reine si éclairée. Ses vices surpassant de beaucoup ses vertus, on étoit contraint de recourir à la force des Astres, & à une certaine sympathie qui ne se peut expliquer. Quoi qu'il en soit, il étoit à la Cour sur le pied de Favori. Il étoit instruit de toutes les affaires: les Ambassadeurs lui rendoient compte de leurs négociations: chacun s'adressoit à lui pour toutes les affaires qu'on avoit à la Cour; & malheur à ceux qui vouloient les faire passer par un autre canal. C'étoit une faute qu'il ne pardonnoit pas aisément.

ELISABETH.
1560.

La Reine avoit encore deux autres Favoris, mais d'une autre espèce que Dudley, puisque ce n'étoit que pour les affaires du Gouvernement. C'étoient *Nicolas Bacon*, qu'elle avoit fait Garde du Grand Sceau, avec toutes les prérogatives de Grand Chancelier; & *Guillaume Cecil*. Celui-ci avoit été Secrétaire d'Etat sous Edouard VI., & s'étoit si bien acquitté de son Emploi, qu'il l'auroit conservé sous Marie, si sa Religion n'y avoit pas mis des obstacles. Il ne fut pourtant pas exposé aux rigueurs de la Persecution, soit qu'il fût se ménager d'une telle manière qu'il ne donnât point de prise sur lui, ou que son mérite particulier le fit distinguer de tous les autres Protestans. C'étoit un homme d'un rare génie, d'un jugement droit, capable des grandes affaires, infatigable au travail, & d'un secret impénétrable, tendant toujours au bien & à l'avantage de la Reine, & n'ayant que ce seul objet devant les yeux. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner s'il conserva la faveur pendant toute sa vie, sous une Reine qui connoissoit parfaitement ses intérêts. Quand des Princes habiles trouvent de pareils Ministres, ils ne s'en défient pas aisément.

Bacon & Cecil principaux Ministres.

Dans les conjonctures où Elisabeth se trouvoit, elle avoit grand besoin d'avoir auprès d'elle des gens desintéressés, & capables de la conduire. De quelque côté qu'elle tournât les yeux hors de son Royaume, elle n'y voyoit aucun ami qui s'intéressât véritablement à sa sûreté. Elle avoit d'abord compté sur le Roi d'Espagne: mais le rapport que Montaignu lui fit de son Ambassade, lui fit comprendre qu'elle n'avoit rien à espérer de ce côté là. Lorsque cet Ambassadeur, après avoir parlé à Philippe II. des affaires d'Ecosse, voulut lui demander, selon ses instructions, que l'ancienne Alliance entre l'Angleterre & la Maison de Bourgogne fût renouvelée, il le trouva extrêmement froid. Philippe, en lui répondant, déplora les changemens qui s'étoient faits en Angleterre par rapport à la Religion, & témoigna qu'il y prenoit beaucoup de part. Il se plaignit qu'il avoit été

Philippe II. reçoit froidement l'envoyé de la Reine.

Tom. VI.

Aa

in-

ELISABETH. informé trop tard de l'envoi de l'Armée Angloise en Ecosse, & néanmoins, il donna pour conseil à la Reine, de ne manquer pas à faire intercéder dans le Traité qu'elle feroit avec Marie, que si la France envoyoit des Troupes en Ecosse, elle auroit aussi la même liberté, & de stipuler positivement la restitution de Calais. Il ajouta, qu'il avoit jusqu'alors empêché à Rome qu'Elisabeth ne fût excommuniée, & que le Pape lui avoit promis qu'il ne feroit rien sur cette matiere, avant que de l'en avoir informé. Quant au renouvellement de l'Al-

liance, il répondit sèchement, que cela n'étoit pas nécessaire. En-

suite, il remit le Colier de l'Ordre de la Jarretiere, entre les mains de l'Ambassadeur. Cela fit assez comprendre à Elisabeth, que Philippe ne vouloit plus être de ses amis, & que les Conscils qu'il lui donnoit, & qui arriverent trop tard, étoient moins un effet de son affection pour elle, que de la crainte que la France ne se rendit trop

puissante. Elle lui re-

susale une gra-
ce, Quelques tems après, elle lui donna une petite mortification, en lui refusant, pour certains Anglois Catholiques, la permission de demeurer dans les Pais-Bas, & de conserver leurs biens en Angleterre. De ce nombre étoit l'Ayeule de la Femme du Comte de *Feria*, qui s'étoit marié en Angleterre, pendant qu'il y étoit Ambassadeur. Cela fut cause que ce Seigneur Espagnol fit tout ce qui fut en son pouvoir, pour aigrir Philippe contre elle. Il trouva même l'occasion de faire mettre dans les prisons de l'Inquisition, un Domestique de *Chamberlain* Ambassadeur ordinaire d'Angleterre. Il sollicita aussi beaucoup le Pape à excommunier Elisabeth: mais il ne put l'obtenir. Pie IV. vouloit plutôt tenter d'autres moyens qui lui paroissoient plus propres pour gagner la Reine, & qui ne préjudicioient en rien à l'Excommunication, qu'il étoit maitre de publier quand il le jugeroit à propos.

Le Pape Ce fut dans cette vue qu'il envoya en Angleterre *Vincent Parpaglia*, Abbé de St. Sauveur, avec certaines Instructions, & un Bref pour tenter de ga-
gner Eliza-
beth, dans lequel il l'exhortoit à rentrer dans le giron de l'Eglise, & lui promettoit qu'il feroit au plutôt continuer le Concile Général. On prétend que ce Nonce avoit aussi pouvoir d'offrir à la Reine, que le Pape casseroit la Sentence de Divorce de Henri VIII. avec Anne de Bollen, & l'Acte de Parlement qui avoit été fait en conséquence: qu'il confirmeroit la Liturgie Angloise, & qu'il permettroit au

Mais sans succès. Peuple d'Angleterre de communier sous les deux especes. Mais ces offres ne furent pas capables d'ébranler Elisabeth: d'autant plus que, selon les apparences, elles n'étoient pas sinceres, du moins en ce qui regardoit la Religion. On peut remarquer par là, quelle étoit l'opinion de la Cour de Rome & de tous les Catholiques touchant la naissance d'Elisabeth, puisqu'on lui offroit comme une grande faveur, de la reconnoître pour Fille légitime de Henri VIII.

Divers Ré- Cependant, Elisabeth s'appliquoit avec beaucoup d'attention aux
glemens. affaires du Gouvernement, pour rendre ses Sujets heureux autant qu'il lui

lui étoit possible, sachant bien que c'étoit d'eux qu'elle devoit tirer son plus grand secours, quand elle seroit attaquée, à quoi elle avoit bien sujet de s'attendre. Dans cette année, elle se vit obligée de faire changer toute la Monnoye, qui avoit été extrêmement altérée sous le Règne de Henri VIII., quoique jamais aucun Roi n'eût tiré tant d'argent de son Peuple. S'il faut ajouter foi à ce que disoit le Cardinal Polus, ce Prince en avoit plus tiré lui seul, que tous les Rois d'Angleterre ensemble, depuis la Conquête. Le Monastere de Westminster fut changé cette même année en Eglise Collégiale. C'est là ce qui se passa de plus considerable en Angleterre pendant l'année 1560. Mais avant que de passer à la suivante, il est nécessaire de dire un mot des affaires des Pais voisins.

Celles de France avoient commencé à se brouiller, dès le commencement de l'année. Les Protestans, se voyant persécutés & condamnez au feu sans miséricorde, jugerent enfin qu'il étoit tems de pourvoir à leur commune défense. Dans cette vue, quelques-uns d'entre eux, après avoir conféré ensemble, formèrent une Conspiration contre le Due de Guise & le Cardinal de Lorraine, Ministres du Roi, & leurs ennemis déclarez. Ils n'avoient point de Chef qui parût; mais il y a beaucoup d'apparence que le Prince de Condé, jaloux de ces deux Princes étrangers, avoit, parmi les Reformez, des émissaires qui leur faisoient entendre, qu'ils seroient appuyez quand il en seroit tems. Quoi qu'il en soit, un Gentilhomme, nommé *La Renaudie*, forma le dessein d'enlever les deux Princes Lorrains d'auprès du Roi, qui étoit alors à Amboise. Cette entreprise n'ayant pas réussi, on la fit passer pour une Conspiration contre le Roi même, & on fit mourir plus de douze-cens personnes, ou coupables, ou seulement soupçonnées d'avoir eu part au complot. Les deux Princes Lorrains auroient bien souhaité de pouvoir, sous ce prétexte, se défaire du Prince de Condé; mais leurs mesures n'étant pas encore assez bien prises, ils attendirent une occasion plus favorable. Quelque tems après, les Etats Généraux ayant été convoquez à Orléans, le Roi de Navarre & le Prince de Condé furent assez imprudens pour s'y rendre, quoiqu'on les eût avertis que la Cour avoit de mauvais desseins contre eux. Véritablement, le premier ne fut pas arrêté; mais on l'observa si soigneusement, qu'il lui étoit impossible de s'évader. Pour le Prince de Condé, il fut mis en prison, & peu de tems après, condamné à perdre la vie par la main du Bourreau. Mais la mort de François II. qui arriva dans ce même tems (1), empêcha que l'Arrêt ne fût exécuté, & le Prince fut relâché.

Dans cette même année, Philippe II. ayant fait porter la Guerre en Afrique, contre le Corsaire *Dragut* qui s'étoit fait Roi de Tripoli, les armes y eurent un si mauvais succès, qu'il se vit obligé de rap-

ELISA-
BETH.
1560.

Affaires de
France.
Meurais,

Mort de
François II.

Affaires des
Pais bas.
*Grotius An-
nales*,

pellier

(1) Le 5. de Décembre.

ELISA- peller les Troupes Espagnoles qu'il avoit laissées dans les Pais-Bas. Ce
BETH. fut avec beaucoup de satisfaction, que les habitans de ces Provinces vi-
 1560: rent fortir les Espagnols de leur Pais. Ils en auroient eu beaucoup
 plus, si le Roi avoit aussi appelé le Cardinal de Granvelle, pour lequel
 ils avoient conçu une haine très violente, qui étoit toujours fomentée
 par le Prince d'Orange, & les Comtes d'Elmont & de Horn, enne-
 mis jurez de ce Ministre.

Suite des
 affaires de
 France.
 Charles IX.
 Roi de Fran-
 ce.

La mort de François II. apporta beaucoup de changement à la
 Cour de France. Charles IX. son Frere, qui lui succéda, étant encore
 mineur, Catherine de Medieis sa Mere eut assez d'adresse & de crédit
 pour se faire céder la Régence par le Roi de Navarre, premier Prince
 du Sang, qui se contenta du titre de Lieutenant Général. Cepen-
 dant, comme elle n'étoit pas entièrement hors d'inquiétude, & qu'elle
 craignoit qu'il ne prit envie à ce Prince de reprendre le rang que
 sa naissance lui donnoit, elle s'appliqua, autant qu'il lui fut possible, à
 fomentier les divisions qui avoient déjà commencé à éclater tous le
 dernier Regne. Par ce moyen, elle vint enfin à bout de former à
 la Cour & dans le Royaume, deux Partis, au milieu desquels elle se
 trouvoit en assurance, parce qu'ils avoient tous deux besoin d'elle.
 Le premier avoit pour Chefs le Duc de Guise, le Comte de
 Montmorency, & le Maréchal de St. André. On appelloit ces trois
 Seigneurs, *les Triumvirs*. Ils avoient pour eux tous les Catholiques du
 Royaume, auxquels on avoit trouvé le moyen de persuader, que ces
 Chefs n'avoient pour but que le maintien de la Religion Catholique.
 A la tête de l'autre Parti, qui n'étoit composé que de *Huguenots*, c'est
 ainsi qu'on nommoit les Reformez ou Protestans de France, étoient
 le Prince de Conde, l'Amiral de Coligny ou de *Châtillon*, & d'*Ande-
 lot* son Frere. Le Roi de Navarre flotoit entre les deux Partis, sans
 pouvoir bien se déterminer, & la Reine Régente tiroit de grands
 avantages de la division qu'il y avoit entre les Grands.

Les affaires de France se trouvant dans cette situation, il sembloit
 qu'Elisabeth n'avoit plus rien à craindre de ce côté-là. Le Succes-
 seur de François II. n'avoit plus aucun droit de se mêler des affaires
 d'Ecosse, qu'en qualité de simple Allié, & il ne pouvoit avoir aucune
 sorte de prétention sur l'Angleterre. D'un autre côté, la Reine Ré-
 gente, qui n'aimoit pas beaucoup sa Belle-Fille, n'avoit garde de s'en-
 gager dans une Guerre, pour l'amour d'elle. Quand même elle au-
 roit pu espérer de la mettre sur le Trône d'Angleterre, il n'étoit nul-
 lement de son intérêt de rendre la Maison de Guise plus puissante
 qu'elle ne l'étoit. Enfin, les Princes Lorrains, occupés à lutter à la
 Cour contre leurs ennemis, n'étoient pas en état de faire valoir les
 droits de la Reine leur Nicce. Aussi, immédiatement après la mort
 de François II., Marie, par le conseil de ses Oncles, quitta le Titre de
 Reine d'Angleterre, qu'elle avoit toujours porté depuis le Traité de
Câteau. Mais cela n'étoit pas capable de satisfaire Elisabeth. Marie
 étant

La Reine
 Marie quitte
 le titre de
 Reine d'An-
 gleterre.

étant encore fort jeune, pouvoit se marier à quelque puissant Prince, & lui transporter ses droits. Il falloit donc, pour mettre l'esprit d'Elizabeth en repos, que cette jeune Reine déclarât solennellement, qu'elle n'avoit pas eu droit de prendre ce Titre, sans quoi elle auroit pu le reprendre quand elle auroit voulu, une simple interruption n'étant pas capable de lui faire perdre son droit prétendu. Pour le dire en passant, Elizabeth, semblable à Henri VII. son Ayeul, fut pendant toute sa vie si jalouse de la Couronne qu'elle portoit, qu'elle ne cessa jamais d'être en inquiétude sur ce sujet. Dès qu'elle eut appris la mort de François II., elle envoya le Comte de Bedford en France, pour y faire des complimens de condoléance & de félicitation au nouveau Roi, & le chargea de demander à Marie, qu'elle ratifiât le Traité d'Edimbourg. L'Ambassadeur s'étant acquitté de sa commission, Marie répondit, que se trouvant seule & sans Conseil, & cette affaire ne la regardant point comme Reine de France, mais comme Reine d'Ecosse, elle vouloit attendre que quelques-uns des Grands de son Royaume se fussent rendus auprès d'elle; après quoi, elle donneroit à la Reine d'Angleterre une satisfaction convenable. Cependant, comme elle savoit bien que la Reine Catherine sa Belle-Mère ne l'aimoit pas, elle quitta la Cour de France, & alla passer une partie de l'Hiver à Rheims, dont le Cardinal de Lotharinge son Oncle étoit Archevêque; & ensuite, elle alla demeurer à Nancy. Pendant le séjour qu'elle fit à Rheims, elle y reçut la visite de Martigues, de La Brosse, de d'Oysel, & de l'Evêque d'Amiens, qui, connoissant bien les affaires d'Ecosse, & sachant qu'elle avoit dessein de retourner en ce Pais-là, crurent devoir lui donner quelques instructions. Elle en étoit sortie si jeune, qu'elle ne connoissoit point le Royaume qu'elle alloit gouverner. Melvill assure, qu'ils lui conseillèrent de s'attacher par les bienfaits, Jacques Stuart Prieur de St. André, son Frere bâtard, le Comte d'Argyle, le Comte de Liddington, le Lord Grangy, & de s'appuyer sur les Protestans plutôt que sur les Catholiques, parce que les premiers étoient supérieurs en toutes manières. Quelque temps après, étant en chemin pour se rendre à Nancy, elle donna audience à Jean Lesley, qui lui étoit envoyé par quelques-uns de ses Sujets Catholiques. Lesley dit lui-même dans son Histoire d'Ecosse, qu'il lui conseilla, selon ses Instructions, de ne se confier point au Prieur de St. André, & de se rendre à Aberdeen, où elle pourroit se mettre à la tête d'un Corps de Troupes Catholiques, pour rétablir la Religion sur le même pied où elle étoit avant les changemens qui s'y étoient faits. Mais elle fut assez sage, pour ne pas suivre un conseil si dangereux. Le lendemain, le Prieur de St. André, qui s'étoit aussi rendu en France pour lui rendre ses respects, la joignit à Joinville, & lui donna des conseils plus convenables à la situation de ses affaires. Il la confirma dans la résolution qu'elle avoit déjà prise de retourner en Ecosse, & lui conseilla de regner à la manière de ses Prédécesseurs,

ELIZABETH.
1560.

Elizabeth
la fait presser
de ratifier le
Traité d'Edimbourg.
Marie élu-
de la dentan-
de.
Négociations
de Walsingh.
pag. 12.

Affaires de
Marie.

Mémoires
de Melvill.

Bookman's
Lesley.

Burton.

ELISABETH II.
1560.

Les Etats
d'Ecosse éta-
blissent la Re-
formation.
Juillet.
Buchanan.
Elisabeth
refuse un
faufconduit
à Marie.
Camden.

Marie en est
fort offensée.

avec l'assistance des Etats, en lui assurant, que c'étoit l'unique moyen de vivre heureuse & tranquille (1). La Reine, suivant les avis, le chargea de retourner en Ecosse, & d'y préparer toutes choses pour sa réception. De plus, elle lui mit en main une Patente, par laquelle elle donnoit pouvoir aux Etats de s'assembler, & d'ordonner ce qu'ils jugeroient convenable au bien du Royaume. Ainsi, les soins que Lesley avoit pris pour la prévenir contre Stuart, furent pour cette fois inutiles. Ce même Lesley, qui fut ensuite Evêque de Ross, ne contribua pas peu par ses conseils violens, & par ses intrigues, aux disgrâces qui fondirent enfin sur la tête de la Reine sa Maîtresse. Stuart étant arrivé en Ecosse, malgré les efforts que Lesley avoit faits pour le faire arrêter prisonnier en France, délivra aux Etats la Patente dont la Reine l'avoit chargé. Comme dans ce tems-là, pres- que toute l'Ecosse étoit Protestante, les Etats firent usage du pouvoir général qui leur étoit attribué, pour établir la Reformation dans le Royaume, par autorité publique. Ensuite, ils ordonnèrent que tous les Monastères seroient démolis; & cet ordre fut d'abord exécuté.

Pendant ce tems-là, Marie, se préparant pour son voyage d'Ecosse, envoya d'Oysel à Elisabeth, pour lui demander un faufconduit. Elisabeth répondit, qu'elle espiroit que la Reine d'Ecosse ratifieroit le Traité d'Edimbourg; après quoi non seulement elle obtiendrait le faufconduit qu'elle demandoit, mais que même, sans s'exposer aux dangers & aux fatigues de la Mer, elle pourroit passer par l'Angleterre, où elle seroit reçue avec toutes les marques d'affection qu'elle pouvoit attendre d'une bonne Sœur (2). Marie, ayant reçu cette réponse, s'en plaignit à Trochmorton Ambassadeur d'Angleterre, d'une manière à lui faire comprendre qu'elle étoit fort choquée de ce procédé. Elle lui dit, qu'elle étoit venue en France, malgré Edouard, & qu'elle sauroit bien retourner en Ecosse, malgré tous les efforts d'Elisabeth: Qu'elle avoit un extrême chagrin d'avoir demandé une chose dont elle pouvoit bien se passer: Que ce refus, & les secours qu'Elisabeth avoit donnez aux Rebelles d'Ecosse, lui faisoient assez comprendre combien elle avoit à craindre d'entretenir une bonne intelligence entre les deux Royaumes: Qu'elle ne pouvoit assez s'étonner, que la Reine d'Angleterre voulût empêcher sa proche Parente, & très certainement son Héritière présomptive, de retourner dans ses Etats: Qu'elle ne pouvoit avoir pour cela aucune sorte de prétexte, puisqu'elle ne pouvoit pas l'accuser de se mêler des affaires d'Angleterre, quoique le mécontentement des Anglois lui en pût fournir l'occasion. Enfin, elle ajouta, qu'elle étoit Reine aussi bien qu'Elisabeth, & qu'elle avoit des amis qui ne l'abandonneroient pas au be-
soin.

(1) Camden parle tout autrement de Jacques Stuart.

(2) Buchanan a eu tort de passer sous silence les conditions sous lesquelles Elisabeth vouloit bien accorder le faufconduit.

soin. Que pour ce qui regardoit le Traité d'Edimbourg, il avoit été fait du vivant du Roi son Epoux, & que s'il n'avoit pas voulu le ratifier, la faute en devoit être imputée à lui seul: Que, depuis qu'elle étoit Veuve, le Conseil de France, ni les Oncles, n'avoient pas voulu se mêler des affaires d'Ecosse: Que les Ecossois qu'elle avoit auprès d'elle, n'étoient que des personnes privées, qu'elle ne pouvoit ni ne vouloit consulter dans une affaire si importante; mais qu'après avoir consulté les Etats d'Ecosse, elle rendroit une réponse convenable: Que pour cet effet, elle se hâtoit de retourner dans son Royaume, mais qu'Elisabeth vouloit lui en fermer le chemin; & qu'ainsi, elle étoit elle-même la cause du délai dont elle se plaignoit. Enfin, elle dit, qu'elle n'avoit jamais offensé Elisabeth; & pria l'Ambassadeur de lui apprendre quelle pouvoit être la cause de son chagrin.

Trochmorton lui répondit, qu'il n'avoit ordre que d'entendre de sa bouche ce qu'elle avoit à répondre touchant le Traité d'Edimbourg: mais que, puisqu'elle le souhaitoit, il quitteroit pour un moment son Caractère d'Ambassadeur, pour lui dire son sentiment en qualité de Particulier. Ensuite, il lui fit entendre, que la Reine sa Maîtresse se tenoit fort offensée, de ce qu'elle avoit pris le Titre de Reine d'Angleterre, & porté les Armes de ce Royaume, quoiqu'elle n'eût pas fait la même chose pendant le Règne de Marie; & qu'il laissoit à sa prudence à juger, s'il étoit possible de faire un plus grand outrage à une Tête couronnée. Marie répondit, qu'elle l'avoit fait par l'express commandement de Henri II. son Beau-Pere, & de François son Epoux, auxquels elle étoit tenue d'obéir; mais qu'immédiatement après la mort de son Epoux, se trouvant maîtresse d'elle-même, elle avoit quitté ce Titre & ces Armes: Que néanmoins, étant Reine, & descendue de Henri VII., elle ne croyoit pas avoir donné lieu à personne de s'offenser de ce qu'elle avoit porté les Armes d'Angleterre, puisque d'autres moindres qu'elle les avoient bien portées, sans qu'on en eût fait tant de bruit. *Cambden*, de ce qui ce récit est tiré, ne dit pas ce que Trochmorton repliqua. Il seroit pourtant étrange qu'il se fût rendu à des raisons si peu solides. Elisabeth ne demandoit pas seulement que Marie quittât ce Titre & ces Armes, mais encore, qu'elle déclarât, d'une manière authentique, qu'elle n'avoit pas eu droit de les prendre. Elle prétendoit même une réparation solennelle de cet attentat, comme il paroît par le Traité d'Edimbourg. Or Marie s'étant contentée de quitter ce Titre & ces Armes, & refusant de déclarer qu'elle n'avoit pas eu droit de les prendre, ce n'étoit rien moins que satisfaire Elisabeth, qui ne prétendoit pas qu'aucune autre personne qu'elle, eût droit de se qualifier Reine d'Angleterre. Quant à ce que Marie alleguoit, que d'autres avoient pris les mêmes Armes sans qu'on s'en fût offensé, elle entendoit par là, le Marquis d'Exeter & la Duchesse de Suffolck: mais il y avoit entre eux & Marie trois différences notables. La première, que ceux-là les avoient pris

ELISA-
BETH.
1560.

Trochmor-
ton presse
Marie sur le
Traité d'E-
dimbourg.

ELISABETH. Les par la permission expresse du Roi. La seconde, qu'ils ne les portoient pas en plein, mais avec une marque de distinction. La troisieme, qu'ils ne prenoient pas le Titre de Roi ou de Reine d'Angleterre.

Soupons
d'Elisabeth.

Tout cela faisoit juger à Elisabeth, que la Reine d'Ecosse couvoit quelque dangeux dessein, & qu'en quittant le Titre & les Armes d'Angleterre, elle n'avoit eu dessein que de l'endormir, puisquelle refusoit d'avouer qu'elle eût eu tort de les prendre. Enfin, Marie s'étant déterminée à s'en aller en Ecosse sans fausconduit d'Elisabeth, fit prier Trochmorton de la venir trouver à Abbeville, & lui demanda ce qu'elle devoit faire pour contenter Elisabeth. Trochmorton lui répondit, qu'elle n'avoit qu'à ratifier le Traité d'Edimbourg, comme il le lui avoit déjà dit plusieurs fois. Elle repliqua, qu'elle ne comprenoit pas pourquoi on la pressoit tant de ratifier un Traité qui étoit déjà exécuté. Que ce qui avoit été promis aux Ecossois avoit été observé de bonne-foi. Que, par rapport au Titre & aux Armes, comme elle avoit cessé de les porter, on ne pouvoit pas l'accuser de chercher des défaites pour s'empêcher de ratifier le Traité, puisqu'un Traité exécuté n'a pas besoin de ratification. Que les Ecossois ne pouvoient pas se plaindre qu'on les eût traités avec trop de rigueur: mais qu'elle voyoit bien que celle qui vouloit l'empêcher de retourner en Ecosse, les empêcheroit de jouir des effets de sa clémence. Elle ajouta, qu'elle écrirait à la Reine d'Angleterre, de sa propre main, & pria l'Ambassadeur d'adoucir les choses, au-lieu de les aigrir. Mais la Lettre qu'elle écrivit sur ce sujet, ne donna pas à Elisabeth la satisfaction qu'elle croyoit avoir lieu d'attendre. Comme l'usurpation du Titre & des Armes d'Elisabeth, & le refus de ratifier le Traité d'Edimbourg, ont été la baze & le fondement des différens entre ces deux Reines, & que cette affaire a une influence perpétuelle sur le Regne d'Elisabeth, il ne sera pas inutile d'ajouter quelques observations à ce qui en a été déjà dit, afin de faire bien connoître les raisons & les intérêts de l'une & de l'autre.

Intérêts &
politique des
deux Reines
par rapport
au Traité
d'Edim-
bourg.

Elisabeth passoit pour Bâtarde, en France & dans tous les Pais Catholiques. C'étoit sur ce fondement que Henri II. avoit fait prendre au Dauphin son Fils, & à la Reine son Epouse, le Titre de Roi & Reine d'Angleterre, & qu'après sa mort, ils avoient continué à le porter. Elisabeth n'étoit pas si peu éclairée, qu'elle ne comprît bien que ce prétexte seroit plus que suffisant pour la dépouiller de sa Dignité, s'il arrivoit qu'il fût appuyé de la force. D'un autre côté, elle ne pouvoit pas douter que Marie & ses amis n'eussent formé ce projet. Le Titre de Reine d'Angleterre qu'elle avoit pris, le faisoit connoître assez clairement. Il étoit donc nécessaire qu'elle travaillât à sa sûreté. La Guerre Civile d'Ecosse s'étant naturellement présentée, elle avoit assisté les Mécontents; & au-lieu que la France avoit résolu de l'attaquer de ce côté-là, elle avoit donné lieu à François &

à Marie de craindre qu'elle ne leur fit perdre l'Ecosse. C'est ce qui produisit le Traité d'Edimbourg. Ce Traité ne fut point ratifié pendant la vie de François II., & après la mort de ce Roi, Marie persista dans ce refus, se contentant de quitter simplement le Titre de Reine d'Angleterre. Mais ce n'étoit pas une sûreté suffisante pour Elisabeth. Comme Marie avoit quitté ce Titre, sans en donner aucune raison, elle pouvoit le reprendre à la première occasion qui s'offrirait, & c'étoit ce qu'Elisabeth vouloit prévenir, d'autant plus que le refus obstiné de Marie donnoit lieu de croire qu'elle avoit effectivement ce dessein.

ELISA-
BETH.
1561.

Marie avoit de son côté, de fortes raisons pour éluder cette ratification qu'on lui demandoit. Elle étoit persuadée qu'Elisabeth n'étoit pas Fille légitime de Henri VIII., & que ni l'Acte de Parlement, ni le Testament du Roi son Pere, n'avoient pu lui donner un droit que la Nature lui étoit. Cela supposé, Marie croyoit que la Couronne d'Angleterre lui étoit dévolue, comme à la plus prochaine Héritière de la défunte Reine, & quoiqu'Elisabeth s'en fût emparée, elle ne desespéroit pas de pouvoir la lui arracher, avec le secours de la France, de l'Espagne, du Pape, & des Catholiques d'Angleterre. Mais si en ratifiant le Traité d'Edimbourg, elle reconnoissoit qu'elle avoit eu tort de prendre le Titre de Reine d'Angleterre, & s'engageoit par serment à ne le plus porter, elle avoit lieu de craindre que ses amis n'en fussent extrêmement refroidis. A quoi bon donc François II. ordonna-t-il à ses Plénipotentiaires de signer le Traité d'Edimbourg, puisqu'il n'avoit pas dessein de le ratifier? Il est facile de répondre à cette question. C'est qu'il ne pouvoit qu'à ce prix retirer ses Troupes d'Ecosse, où elles étoient assésées, ni obliger Elisabeth à rappeler ses siennes. Quant à la breche qu'il faisoit à la bonne-foi, c'est de quoi la Cour de France se mettoit alors fort peu en peine. Or comme Marie se trouvoit alors sous la puissance d'un Mari, elle rejettoit sur lui tout ce qu'il y avoit d'irrégulier dans cette conduite.

La seconde raison que cette Reine avoit de refuser la ratification qu'on lui demandoit, étoit encore plus forte. Les Plénipotentiaires de France, qui avoient signé le Traité d'Edimbourg, avoient fait un faux pas, pour n'avoir pas été bien instruits des affaires d'Angleterre. Ils avoient souffert qu'on insérât dans le Traité cette clause générale, sans aucune modification, *Qu'à l'avenir, François & Marie s'abstiendroient de prendre le Titre de Roi & Reine d'Angleterre.* Or Marie avoit lieu de craindre, que ces mots, *à l'avenir*, ne fussent un piège pour la faire renoncer pour toujours à la Couronne d'Angleterre, à cause de sa Religion. Cette crainte lui paroissoit d'autant mieux fondée, que les Anglois avoient assez fait connoître, que pour ce qui regardoit la Succession à la Couronne, ils prétendoient s'en tenir au Testament de Henri VIII., qui ne donnoit aucun rang à la Postérité de Marguerite Reine d'Ecosse, & qui plaçoit la Duchesse de Suf-

ELISABETH. Il lui sembloit donc, qu'en ratifiant le Traité d'Edimbourg de la maniere qu'il étoit conçu, elle donneroit lieu de dire qu'elle le conformoit au Testament de Henri VIII., ce qui ne pouvoit que lui porter un extrême préjudice. Au reste, il n'y a presque point à douter qu'Elisabeth ne fût dans cette pensée, puisque dans la suite, quand Marie, pressée par la nécessité de ses affaires, offrit de ratifier le Traité d'Edimbourg, en changeant la clause dont il s'agissoit, de cette maniere, *que pendant la vie d'Elisabeth, elle ne prendroit point le Titre de Reine d'Angleterre*, Elisabeth n'en fut pas contente. C'est une marque bien évidente que son intention étoit de se servir de la ratification pure & simple, pour priver Marie du droit que sa naissance lui donnoit, ou du moins, pour la tenir sous le joug, l'entretenant dans une continuelle inquiétude au sujet de sa Succession. Il y avoit donc de la mauvaise-foi dans le procédé de l'une & de l'autre de ces deux Reines. Marie, en éludant la ratification du Traité sous prétexte de se mettre à couvert du dommage qui lui en pouvoit arriver, refusoit effectivement de reconnoître qu'elle eût eu tort de prendre le Titre de Reine d'Angleterre pendant la vie d'Elisabeth, & par là, elle se conservoit tout son droit, pour s'en servir si l'occasion s'en présentoit : car ce ne fut que plusieurs années après, qu'elle offrit la modification dont j'ai parlé ci-dessus. D'un autre côté, Elisabeth, en feignant de demander seulement, que Marie renoncât au droit qu'elle s'étoit attribué à son préjudice, vouloit pourtant l'engager à ratifier une clause équivoque, qui auroit pu donner lieu de la priver de tous ses droits. On pourroit s'appercevoir dans la suite, que ces remarques ne sont pas entièrement inutiles.

Marie arriva en Ecosse. 21. Août. Quoique Marie n'eût aucune sûreté de la part d'Elisabeth, elle ne laissa pas de se mettre en Mer, & d'arriver heureusement en Ecosse. Quelques-uns ont dit, qu'un brouillard la déroba aux Vaisseaux Anglois qui l'attendoient sur son passage : mais ce n'est qu'une simple conjecture, dont il n'y a aucune preuve (1). Il est pourtant très vraisemblable, que vu la situation des affaires entre elle & Elisabeth, si elle avoit été prise, elle auroit été retenue en Angleterre, du moins jusqu'à ce qu'elle eût ratifié le Traité d'Edimbourg. Elle fut reçue dans son Royaume, avec beaucoup de démonstrations de joye, de la part des Grands & du Peuple. Mais elle eut la mortification d'y voir la Reformation établie par des Loix si sévères, qu'il n'y avoit qu'elle seule qui eût la liberté de faire dire la Messe dans sa Chapelle, sans aucune pompe ni éclat. Il y avoit pourtant encore quelques Seigneurs qui perséveroient dans la Religion Romaine, & qui esperant de la rétablir par le moyen de la Reine, se rendirent fort assidus auprès d'elle.

(1) Il est bien vrai qu'il se leva un grand brouillard pendant son passage. Voyez *Branzems, Dames illustres*. P. III. pag. 130. Mais cela ne prouve pas qu'elle fût poursuivie par des Vaisseaux Anglois.

d'elle. De ce nombre étoient *George Gordon* Comte de *Huntley*, les Comtes d'*Atbol*, de *Crawford*, de *Sutherland*, & quelques Evêques. Quant au Duc de *Châteleaud*, on ne pouvoit gueres dire ce qu'il étoit, tant la conduite avoit été jusqu'alors équivoque. Ces Seigneurs que je viens de nommer étoient très considérables par leur naissance, par leurs richesses, & par le nombre de leurs Vassaux. Cependant, ils n'auroient peut-être pas pensé à rétablir l'ancienne Religion en Ecosse, s'ils n'eussent pas compté sur la faveur de la Reine, qui pouvoit seule contre-balancer la puissance des Protestans. Leur premier projet fut, de tâcher de détruire dans son esprit, ceux d'entre les Reformez qui avoient le plus de crédit auprès d'elle, & dans le Royaume. *Jaques Stuart*, son Frere naturel, étoit le principal objet de leur haine, à cause de son attachement à la Religion Protestante. D'ailleurs, la Reine en arrivant en Ecosse, l'ayant chargé de l'administration des affaires publiques, il leur auroit été trop difficile de rien entreprendre sans le trouver dans leur chemin, pendant qu'il étoit dans ce poste. Cela fut cause qu'ils n'oublièrent rien de ce qui pouvoit contribuer à lui faire perdre la confiance de la Reine. Mais il n'eût pas nécessaire d'entrer plus avant dans le détail de ces intrigues : il suffit d'avoir fait connoître la situation où la Cour d'Ecosse se trouvoit alors, parce que cette connoissance est absolument nécessaire pour la suite.

La fierté avec laquelle *Marie* avoit parlé à l'Ambassadeur d'Angleterre, avant son départ de France, non seulement ne convenoit point à la situation de ses affaires, mais elle étoit même contraire aux mesures qu'elle avoit prises, & aux projets qu'elle avoit formez avec ses Oncles. Pendant que *François II.* fut en vie, ces Princes avoient cru que les forces de la France seroient suffisantes pour subjuguier l'Ecosse, sous prétexte d'y extirper l'Hérésie, & qu'ensuite, en joignant ces mêmes forces à celles des Ecossois, il seroit facile d'entrer en Angleterre, & de détrôner *Elisabeth*, avec les secours des Catholiques Anglois. Mais la Guerre qu'ils avoient excitée en Ecosse s'étant tournée d'une tout autre maniere qu'ils ne l'avoient espéré, & la mort de *François II.* étant survenue là-dessus, ils comprirent qu'il falloit prendre d'autres mesures, & différer pour quelque tems l'exécution du projet qu'ils avoient formé. Ils conseillèrent donc à la Reine leur Niece, de quitter d'elle-même le Titre de Reine d'Angleterre, de retourner en Ecosse, de nouer, s'il étoit possible, une étroite amitié avec *Elisabeth*, de faire ses efforts pour se faire déclarer son Héritière présumptive, & sous la couverture de cette correspondance, de tâcher de se faire un puissant Parti en Angleterre, où il n'y avoit pas faute de mécontents, pour s'en servir quand l'occasion s'en présenteroit. Toute la suite de l'Histoire fait voir que c'étoit là le plan que *Marie* avoit formé, & j'en donnerai ci-après, des preuves convaincantes. Rien donc ne convenoit moins avec ces mesures, que de se

ELISA-
BETH.
1561.

Les Catho-
liques font
des projets
pour rétablir
leur Religion
en Ecosse.

Ils tâchent
de détruire
Jaques
Stuart.

Faute de
Marie en se
brouillant a-
vec *Elisabeth*.

ELISABETH. brouiller avec Elisabeth, dont elle devoit au contraire se concilier la bienveillance afin d'en obtenir la déclaration qu'elle souhaitoit, par le moyen de laquelle elle devoit fortifier son Parti en Angleterre. Dès qu'elle fut arrivée en Ecosse, elle tâcha de reparer cette faute, en envoyant le Comte de Maitland à Elisabeth, pour l'informer de son heureuse arrivée à Edimbourg, & pour lui demander son amitié. L'Ambassadeur étoit aussi chargé d'une Lettre des principaux Seigneurs d'Ecosse pour la Reine, dans laquelle, après beaucoup de complimens, ils lui faisoient entendre, que le meilleur moyen pour entretenir une parfaite intelligence entre les deux Royaumes, étoit qu'elle déclarât leur Reine son Héritière présumptive. Elisabeth étoit tellement sur ses gardes par rapport à tout ce qui venoit de la part de Marie, qu'il n'étoit pas facile de la surprendre. Elle répondit à l'Ambassadeur, que la Reine d'Ecosse étant encore en France, lui avoit promis de lui donner satisfaction touchant le Traité d'Edimbourg, dès qu'elle seroit arrivée dans son Royaume, & qu'ainsi, elle ne pouvoit qu'être surprise de voir qu'il ne faisoit aucune mention de cet article. L'Ambassadeur excusa la Reine sa Maîtresse sur le peu de tems qui s'étoit écoulé depuis son arrivée, & sur ce qu'elle n'avoit pas eu encore le loisir de penser à aucune affaire importante. Elisabeth reçut assez bien cette excuse: mais pour ce qui regardoit la Lettre des Seigneurs d'Ecosse, elle répondit nettement, qu'elle ne vouloit pas s'exposer au risque de voir ses Sujets adorer le Soleil levant. Elle ajouta d'un ton plus haut, qu'elle ne souffrirait point que la Reine d'Ecosse lui enlevât sa Couronne pendant sa vie: qu'elle n'avoit pourtant pas intention de faire aucune démarche qui pût, après sa mort, porter aucun préjudice à la Reine d'Ecosse: mais qu'il étoit juste, que de son côté Marie lui donnât une satisfaction authentique, pour avoir usurpé son Titre & ses Armes. C'est là tout ce qui se passa par rapport à cette Ambassade, de laquelle Marie tira le fruit qu'elle en avoit espéré, en ce que par là, elle eut occasion de renouer quelque commerce avec Elisabeth. Je suis persuadé que Melvil s'est trompé, quand il a dit dans ses Mémoires, que depuis le retour de Marie en Ecosse, il se forma une si étroite amitié entre les deux Reines, qu'elles s'écrivoient une fois la semaine, & qu'elles témoignaient une extrême envie de se dire de bouche, ce qu'elles se disoient par écrit. Jusqu'alors, il ne s'étoit rien passé entre elles qui pût servir à former ou à cimenter cette prétendue amitié réciproque. Au contraire, plusieurs choses contribuoient à éloigner leurs cœurs l'un de l'autre. Mais si Melvil, qui étoit alors en Allemagne, a été bien informé, on ne peut s'empêcher de penser, qu'elles étoient toutes deux très dissimulées. Sur la fin de l'année, Marie donna au Prieur de St. André le titre de Comte de Murray, & à Jean Areskin, celui de Comte de Marr.

Quoique la réponse qu'Elisabeth avoit faite l'année précédente à l'Ab-

Elisabeth
demande
qu'elle ratifie
le Traité
d'Edim-
bourg.

Négociation
de Walsingh.

Instructions
à Norris,

pag. 12.

Elle refuse
ce que Marie
lui demande.

Buchanan.

Sharr est
fait Comte
de Murray.
Buchanan.

Le Pape
veut envoyer

L'Abbé *Parglia*, ne fût gueres propre à faire concevoir au Pape de grandes esperances du rétablissement de l'ancienne Religion en Angleterre, il ne laissa pas, dans cette année, de nommer un Nonce pour aller notifier à Elisabeth, que le Concile de Trente qui avoit été interrompu, devoit se continuer au même lieu, & pour la prier d'y envoyer des Evêques Anglois. L'Abbé *Martinengo*, qui étoit chargé de cette commission, s'étant rendu en Flandre, & ayant fait demander à la Reine la permission de se rendre auprès d'elle, ne put jamais l'obtenir. A son défaut, le Nonce qui résidoit à Paris pria Trochmor-ton d'en écrire à la Reine, qui répondit sechement, qu'elle n'avoit aucune affaire avec le Pape: qu'elle souhaitoit de tout son cœur de voir assembler un Concile véritablement œcuménique; mais qu'elle ne reconnoissoit point un Concile convoqué par l'Evêque de Rome, qui n'avoit pas plus de pouvoir que les autres Evêques.

Après une telle réponse, Elisabeth pouvoit compter que désormais, la Cour de Rome ne la laisseroit pas en repos, d'autant plus que, depuis la mort de François II., le Roi d'Espagne s'étoit entièrement éloigné d'elle, parce qu'il ne craignoit plus l'union de la Grande Bretagne à la Monarchie de France. Cette crainte étoit l'unique lien qui l'avoit tenu jusqu'alors attaché à l'Angleterre.

Cependant, Elisabeth se voyant sans aucun Allié, & en danger d'être attaquée de plusieurs côtes, pensa de bonne heure aux moyens de se défendre. Elle employa toute cette année à faire des préparatifs, qui firent comprendre à ses ennemis qu'on ne la surprendroit pas aisément. Son plus grand soin fut de tenir toujours une bonne Flotte en état, sachant bien que c'étoit le meilleur boulevard de l'Angleterre. En même tems, elle fit bien munir & fortifier les Places frontieres du Nord, & particulièrement *Berwick*, comme l'endroit par où elle pouvoit être attaquée avec le plus de facilité. Comme jusqu'alors, les Anglois avoient été obligés de faire venir de dehors la poudre à canon, elle craignit d'en manquer, & pour prévenir cet inconvénient, elle en fit faire dans son propre Royaume. De plus, elle augmenta la paye des Soldats, afin de les encourager à bien servir, & de se procurer la facilité d'en avoir dans le besoin, autant qu'il seroit nécessaire. Dans cette même année, elle eut le bonheur de trouver dans la Province de Cumberland, une mine de Cuivre très fin, qui avoit été abandonnée durant plusieurs siècles; & en même tems, on trouva aussi une grande quantité de *Calamine*, dont on se sert pour travailler le Cuivre.

Parmi les soins qui regardoient la Guerre, Elisabeth n'oublioit pas les affaires de la Justice & de la Police. Elle avoit l'œil sur tout ce qui se passoit, & travailloit efficacement à reformer les Abus, & à mettre toutes choses dans un bon ordre. Quelqu'un l'ayant informée que les Receveurs du Domaine, & les Propriétaires des biens d'Eglise vendus ou donnés par Henri VIII., ne payoient pas aux Moines les pensions qui leur avoient été assignées sur ces biens lorsque les Mo-

ELISA-
BETH.
1561.
un Nonce à
Elisabeth,
Camden.
qui le refusa.

Philippe II.
s'éloigna de
plus en plus
d'Elisabeth.

La Reine
fait divers
préparatifs
pour se dé-
fendre.

Elle fait
payer aux
Moines leurs
pensions.
Camden.

ELISABETH. 1561. nasteres avoient été supprimez; elle ordonna que tous les Moines qui étoient encore en vie, & qui n'avoient pas été pourvus de Bénéfices, seroient exactement payez à l'avenir, & qu'on les satisferoit pour tous les arrerages qui leur étoient dûs.

Grande économie d'Elisabeth. Ainsi, chacun pouvant compter sur la justice & sur l'équité de la Reine, on vit renaître en Angleterre une félicité dont on avoit été longtems privé. Le Peuple avoit d'autant plus de sujet de se louer du Gouvernement, que la Reine, sans demander de Subsidés, faisoit toutes les dépenses extraordinaires des revenus de son Domaine, parce qu'elle ne prodiguoit pas son argent aux sanguiers de la Cour, comme avoient fait ses Prédécesseurs. Elle avoit pour maxime, de ne faire tort à personne, mais d'être extrêmement ménagère de ses faveurs & de ses trésors, se souvenant toujours, que par des excès de prodigalité, plusieurs des Rois précédens, avec de très grands revenus, avoient toujours vécu dans la disette. C'étoit ce qui les mettoit dans la nécessité d'avoir souvent recours à leurs Parliemens, non pour les besoins de l'Etat, mais pour subvenir à leurs dépenses extravagantes.

1562. Elisabeth soupçonna la Comtesse de Lenox & la fit mettre en prison. Cambien. Ce n'étoit pas sans raison qu'Elisabeth travailloit avec soin à s'acquiescir l'affection de ses Sujets, par le bon ordre qu'elle faisoit observer dans le Royaume, puisque dans ce même tems, on tâchoit de les débâucher & de les porter à la revolte. Les Catholiques commençoient à s'assembler, & à former des complots pour rétablir leur Religion par les armes. Elisabeth ayant eu quelques avis de ces mouvemens, voulut en connoître l'origine; & enfin, elle trouva que c'étoit la Reine d'Ecosse qui devoit servir de prétexte à la revolte, à cause des droits qu'elle prétendoit avoir sur la Couronne d'Angleterre. La Comtesse de Lenox, née du second Mariage de Marguerite Reine d'Ecosse avec le Comte d'Angus, entretenoit un commerce secret de Lettres avec Marie. Ce fut là la première découverte que fit Elisabeth. Comme cette Comtesse avoit le même intérêt que Marie, puisqu'elles descendoient toutes deux de la Fille aimée de Henri VII., la Reine se persuada que ce commerce secret n'étoit pas sans mystère, & cela fut cause qu'elle fit mettre le Comte & la Comtesse de Lenox à la Tour.

Découverte d'un complot contre la Reine. Bien-tôt après, elle découvrit, qu'Arthur de la Pole & son Frere, descendus d'une Princesse de la Maison d'Yorck, & le Chevalier Forestus qui avoit épousé leur Sœur, commençoient à former un Parti dans le Royaume. Sur cet avis, ils furent mis en prison, & ensuite jugés. Ils avouerent, que leur dessein étoit de se retirer en France auprès du Duc de Guise, de retourner ensuite dans le Pais de Galles avec une Armée Française, d'y proclamer la Reine d'Ecosse Reine d'Angleterre, & Arthur de la Pole Duc de Clarence. Ils protestèrent néanmoins, que leur intention n'étoit pas de rien entreprendre pendant la vie de la Reine, & que leur projet n'étoit fondé que sur ce que certaines gens qui se méloient de prédire l'avenir, leur avoient assuré

assuré qu'elle mourroit avant la fin de l'année. Leur propre confession les fit condamner à mort : mais la Reine leur fit grace, en faveur du sang illustre dont ils tiroient leur origine.

Catherine Gray, Fille du Duc & de la Duchesse de Suffolck, & Sœur de *Jeune Gray* décapitée sous le Regne de Marie, ne fut pas traitée avec tant de douceur que ceux dont je viens de parler, quoiqu'elle fût moins coupable, & proche parente de la Reine. Elle fut recherchée pour un crime dans la punition duquel Elisabeth fit moins paroître son zèle pour la justice, que sa jalousie, & le desir qu'elle avoit de trouver un prétexte pour s'assurer de cette espece de Rivale qui lui causoit quelque inquietude. Catherine avoit été mariée au Comte de Pembroke, qui, n'ayant pu vivre avec elle, s'en étoit fait séparer par une Sentence de divorce. Ensuite, le Comte de Hartford l'épousa secrètement, après quoi, il alla faire un voyage en France. Pendant qu'il étoit absent, la Reine ayant été informée de ce Mariage clandestin, envoya Catherine à la Tour, quoiqu'elle fût sur le point d'accoucher. Le Comte étant de retour, & ayant avoué qu'il étoit marié avec elle, fut aussi mis en prison dans le même lieu. Après cela, l'Archevêque de Cantorbéry donna une Sentence qui déclaroit leur prétendu Mariage nul, parce qu'ils ne purent pas bien prouver qu'ils fussent véritablement mariez, & ils demeurèrent tous deux prisonniers dans la Tour. Pendant qu'ils étoient en prison, le Comte trouva le moyen de visiter Catherine, qui devint enceinte. Sur cela, il fut accusé de trois crimes capitaux, savoir, d'avoir rompu sa prison, d'avoir corrompu une Princesse du Sang Royal, & enfin, d'avoir eu la compagnie d'une Femme de laquelle il avoit été séparé juridiquement ; & pour chacun de ces crimes, il fut condamné à une amende de cinq-mille livres sterling. Enfin, après une longue prison, & après avoir fait divers efforts inutiles pour faire revoquer cet Arrêt, il se vit contraint d'abandonner Catherine par un Acte authentique. Mais la Reine ne put être apaisée envers cette Dame, qui mourut enfin en prison. Avant que d'expirer, elle pria le Lieutenant de la Tour de dire à la Reine, qu'elle lui demandoit pardon de ce qu'elle s'étoit mariée sans sa permission, faisant connoître par là, qu'elle avoit toujours regardé le Comte de Hartford comme son véritable Mari. Cette rigueur excessive ne fait pas honneur à Elisabeth, puisqu'on y voit assez clairement, que le droit bien ou mal fondé que Catherine Gray pouvoit avoir à la Couronne, faisoit la plus grande partie de sa faute.

Mais ce n'étoit pas de la Maison de Suffolck qu'Elisabeth avoit le plus à craindre. La Reine d'Ecosse étoit une concurrente bien plus dangereuse, par les puissans appuis qu'elle avoit. Ses amis pensoient toujours à la mettre sur le Trône d'Angleterre, & n'attendoient qu'une occasion favorable pour exécuter leur dessein. Elisabeth eut occasion de s'en convaincre par l'avis qu'on lui donna, que le Duc de Guise &

ELI-
ABETH.

1561.
Sévérité de
la Reine con-
tre Catherine
Gray.
Camden.

La Reine
se défie des
Cours de
France &
d'Espagne.
Camden.

le

ELISABETH. 1561. le Cardinal de Lorraine, pour mettre le Roi de Navarre dans leur parti, lui propoisoient le Mariage de la Reine leur Niece, & lui promettoient de le mettre en possession du Trône d'Angleterre, par les secours du Pape & du Roi d'Espagne. Quoique ce Prince fût marié, ils ne comptoient pour rien la difficulté de faire casser son Mariage, parce que la Reine *Jeanne* sa Femme étoit Hérétique. Cela fit comprendre à Elisabeth, que les Princes Lorrains n'avoient pas perdu de vue leur premier projet, & que Philippe II. entroit dans le même complot. Sur cet avis, elle envoya *Sidney* en France, sous quelque prétexte, pour s'informer exactement des affaires de ce Royaume, & de ce qu'on y tramait contre elle, afin de pouvoir prendre de justes mesures.

Affaires de France. *Métair.* Catherine de Medicis continuoit toujours à fomenter la division entre les deux Partis, & paroissoit pancher du côté des Huguenots, qui le trouvoient les plus foibles. Comme les Guises avoient eu l'adresse de persuader aux Catholiques, que leurs différens avec le Prince de Condé ne regardoient que la Religion, elle craignoit de se voir encore une fois à leur discretion, comme elle y avoit été sous le Regne précédent, si le Parti Huguenot étoit opprimé. Par cette raison, elle encourageoit les Huguenots, & leur avoit fait accorder un Edit très favorable, qu'on appelloit l'*Edit de Janvier*. Le Duc de Guise, ayant pénétré son dessein, crut qu'il étoit tems de rompre ses mesures, en engageant tout d'un coup les deux Partis à la Guerre. Il réussit dans son dessein, par le moyen du *Massacre de Vassy*, qu'il fit faire sous ses yeux, sur un prétexte très léger. Alors les Huguenots, ne pouvant plus se contenir, commencèrent la Guerre par la surprise d'Orléans, avec d'autant plus de fondement; que la Reine Régente avoit demandé l'assistance du Prince de Condé, pour tirer le Roi & elle de la captivité où les Guises les tenoient.

Les Huguenots demandent du secours à Elisabeth. Elle fait un Traité avec eux. *Cambles.* Je n'entrerais point ici dans le détail de cette Guerre, dont on peut voir les particularitez dans toutes les Histoires de France. Je dirai seulement, que les Huguenots étant malmenés dans la première Campagne, envoyèrent le Vidame de Chartres à Elisabeth, pour lui demander du secours. Peu de jours après son arrivée à Londres, ce Seigneur conclut avec la Reine un Traité, par lequel elle s'engageoit à fournir aux Chefs des Huguenots une somme de cent-mille écus, & un secours de six-mille hommes de pied, dont trois-mille devoient être employez à la défense de Dieppe & de Rouen, & trois-mille devoient être mis en Garnison au Havre de Grace. Les Huguenots s'engageoient de leur côté, à mettre la Reine en possession de cette dernière Place, pour la garder jusqu'à ce qu'on lui eût rendu Calais.

Elle publie un Manifeste sur ce sujet. *Métair.* Le même jour que ce Traité fut signé, Elisabeth publia un Manifeste contenant les raisons qui l'obligeoient à secourir les Huguenots. Elle disoit, qu'en envoyant ses Troupes en Normandie, son intention n'étoit pas de recouvrer cette Province, quoiqu'elle fût l'ancien Patrimoine

moine de ses Ancêtres, & qu'elle leur eût été enlevée injustement; mais pour la conserver au Roi de France pendant sa Minorité, contre l'ambition & les attentats des Princes Lorrains. Qu'elle se trouvoit d'autant plus obligée à faire ses efforts pour empêcher que cette Province ne tombât entre leurs mains, qu'il étoit manifeste, que leur dessein étoit de se saisir des Ports de ces quartiers-là, pour porter la Guerre dans ses Etats, après qu'ils auroient exterminé en France les gens de la Religion Reformée. Que par ces raisons, elle se croyoit obligée d'assister le jeune Roi, d'empêcher que ses Sujets ne fussent opprimés par la tyrannie des Guises, de protéger ceux qui faisoient profession de la vraie Religion Chrétienne, & de pourvoir à sa propre sûreté. Ce dernier article, qui regardoit sa sûreté, étoit le principal, ou plutôt le seul qui l'autorisoit à donner du secours aux Huguenots. Selon les apparences, elle n'auroit pas approuvé qu'un Prince étranger se fût servi des autres prétextes qu'elle alleguoit dans son Manifeste, pour fournir des Troupes aux Catholiques d'Angleterre, s'ils avoient pris les armes contre elle. Mais elle regardoit le Duc de Guise comme son plus mortel ennemi, & comme le principal protecteur de la Reine d'Ecosse, à laquelle il paroissoit manifestement qu'il vouloit procurer la Couronne d'Angleterre. Ce Duc se trouvoit à la tête du Parti Catholique, qui étoit infiniment plus puissant que celui des Huguenots. Il pouvoit donc très aisément arriver, que ceux-ci seroient exterminés, ou du moins, réduits à n'oser plus lever la tête; que le Duc de Guise se rendroit maître absolu de la Cour & du Royaume, & qu'il employeroit toutes les forces de la France à exécuter le projet qu'il avoit formé en faveur de la Reine d'Ecosse sa Niece. Il est donc aisé de comprendre qu'il étoit nécessaire pour Elisabeth, qu'elle s'opposât à l'élevation d'un ennemi si redoutable, ce qu'elle ne pouvoit mieux faire qu'en donnant du secours aux Huguenots. En entretenant la Guerre en France, elle tenoit le Duc de Guise occupé, & le mettoit hors d'état de rien entreprendre contre l'Angleterre. Paul de Foix, Ambassadeur de France, ayant eu avis de ce Traité, la requit, en vertu du Traité de Câteau, de lui livrer le Vidame & ceux qui l'avoient accompagné: mais elle s'en excusa, lui dit qu'elle écrirait au Roi de France sur ce sujet. Elle le fit effectivement: mais n'ayant pu rien obtenir pour ce Seigneur, elle ne le crut pas obligée de le livrer au Roi.

ELISABETH.
1562.

Véritable motif de la Reine.

L'Ambassadeur de France se plaint, & ne reçoit point de satisfaction.

Les six-mille Anglois n'étant partis qu'au mois de Septembre, trouvèrent en arrivant que le Roi de Navarre assiégeoit Rouen. Cela fut cause qu'ils se partagerent en deux Corps seulement, dont l'un entra dans Dieppe, & l'autre fut mis en possession du Havre de Grace, selon le Traité de Londres. Le Comte de Warwick, Général de ces Troupes, avoit été fait par la Reine, Gouverneur de cette dernière Place. Cependant, la Ville de Rouen fut prise d'assaut, & le Roi de Navarre, qui avoit été blessé à ce Siège, mourut en s'en retournant.

Les Anglois se mettent en possession du Havre de Grace.
Cavaliers.
Rouen.
Mort du Roi de Navarre.

Tom. VI.

Cc

retour-
varre.

ELISA- retournant à Paris. Dans les derniers jours de l'année, se donna la Bataille de Dreux entre les Catholiques & les Huguenots, avec une perte à peu près égale des deux côtés. Le Prince de Condé & le Comte de Montmorency, qui commandoient les deux Armées, y furent tous deux faits prisonniers: mais le champ de bataille demeura aux Troupes du Roi. Le Prince de Condé ne pouvant plus se mettre à la tête de son Parti, l'Amiral de Châtillon se chargea du commandement de l'Armée. Il faut présentement parler de ce qui s'étoit passé en Ecosse, pendant cette année.

Affaires
d'Ecosse.

Buchanan.

Complot
contre le
Comte de
Murray.

Marie veut
se défaire de
lui.

Jaques Stuart, qui avoit été fait Comte de Murray, tenoit toujours le premier rang dans la direction des affaires, moins par l'affection que la Reine avoit pour lui, qu'à cause du conseil qu'on lui avoit donné de le tenir toujours attaché à ses intérêts. Il étoit en effet comme impossible que Marie, qui avoit été élevée dans une Cour très contraire à la Reformation, pût avoir beaucoup d'amitié pour le Comte son Frere, qui étoit regardé comme le Chef des Reformez. D'ailleurs, son humeur sévère ne s'accommodoit pas trop du luxe que la jeune Reine commençoit à introduire dans sa Cour. Les Prédicateurs crioient en chaire contre cette mondanité, comme très opposée à la véritable Religion. D'un autre côté, le Comte de Murray, tant pour se maintenir en crédit parmi les Reformez, que pour suivre son propre penchant, témoignoit souvent à la Reine, que cette maniere de vivre lui feroit enfin perdre l'estime & l'affection de ses Sujets. Par là, il fournissoit à ses ennemis un prétexte d'influer à la Reine, que Murray vouloit la tenir dans la servitude, & qu'il ne seroit pas possible de travailler efficacement au rétablissement de l'ancienne Religion, pendant qu'il auroit la direction des affaires du Gouvernement. Mais, s'il en faut croire Buchanan, ils ne se contenterent pas d'employer des artifices secrets pour le ruiner dans l'esprit de la Reine. Cet Historien prétend, que le Duc de Châteleraud, & les Comtes de Huntley & de Bothuel, avoient comploté de le faire assassiner, & que ce complot fut découvert par le Comte d'Aran. Il ajoute, que le Duc en fut châtié par la perte de son Gouvernement de Dumbarton, & que Bothuel fut mis en prison dans le Château d'Edimbourg, d'où il trouva le moyen de se sauver.

Mais ce n'étoient pas là les plus dangereux ennemis du Comte de Murray. Buchanan prétend, que le Cardinal de Lorraine écrivit à la Reine sa Niece, qu'elle devoit se défaire de ce Comte, & de quelques autres Protestans zélés; moyennant quoi, elle pouvoit compter sur un puissant secours de la part du Pape, pour rétablir la Religion Catholique en Ecosse. Selon le même Historien, la Reine se résolut à faire ce que le Pape & le Cardinal souhaitoient, & en fit confidence au Comte de Huntley, qui l'approuva, & promit de lui aider à l'exécuter. Ce fut dans ce dessein que la Reine fit un voyage dans les Provinces du Nord, où le Comte de Huntley avoit ses Terres,

&c.

& où il y avoit encore beaucoup de Catholiques. Mais dans ce même tems, Huntley voyant que, pour exécuter ce projet, la Reine alloit s'engager dans un Pais qui dépendoit à peu près de lui, forma lui-même le dessein de l'enlever, & de lui faire épouser George Gordon son Fils aîné. Murray ayant accompagné la Reine dans ce voyage, il se rencontra divers obstacles qui firent différer de jour en jour l'exécution du complot formé contre lui. Cependant, le Comte de Huntley & son Fils pensoient à profiter de l'occasion, pour faire ce qu'ils avoient projeté. Un jour que la Cour se trouvoit dans une petite Ville mal fermée, George Gordon parut tout proche de là avec quelques Troupes, à dessein d'enlever la Reine. Mais le Comte de Murray, par un bonheur inespéré, trouva le moyen de la mettre en sûreté. Par ce service important, il effaça, pour quelque tems, de son esprit les sinistres impressions qu'elle avoit prises contre lui.

La découverte de ce complot ne fut pas capable de faire désister le Comte de Huntley de son entreprise. Il se tenoit toujours armé, dans le dessein d'aller surprendre la Cour, où le Comte de Sutherland lui servoit d'Espion, & lui faisoit savoir ce qui s'y passoit. Mais une Lettre interceptée ayant tout découvert, Sutherland se sauva en Flandre, & le Comte de Murray ayant assemblé quelques Troupes, marcha contre Huntley, qui l'attendit de pied ferme. Dans le combat qui se donna en cette occasion, Huntley fut battu & fait prisonnier : mais il mourut peu de jours après. George son Fils s'étant sauvé, le Duc de Châteleraud son Beau-Pere demanda sa grace avec beaucoup d'instance, &, sur quelque esperance que la Reine lui donna, il le remit entre ses mains. Cela n'empêcha pas qu'il ne fût conduit à Dumbar, où il fut jugé & condamné à mort : mais la Sentence ne fut pas exécutée (1).

Pendant que ces choses se passaient en Ecosse, Jaques Melvil, Auteur des Mémoires que nous avons sous son nom, étoit employé à Inspruck pour pressentir la disposition de la Cour Impériale, touchant le Mariage de la Reine Marie avec l'Archiduc Charles, second Fils de l'Empereur Ferdinand. C'étoit le Cardinal de Lorraine qui, en passant par Inspruck pour aller au Concile de Trente, avoit fait la première ouverture de ce projet, & avoit offert pour Dot, les Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande. Cela fut causé que Maximilien, Frère aîné de Charles, en parlant à Melvil de ce Mariage, lui demanda si les Ecossois seroient disposés à servir leur Reine, pour la mettre sur le Trône d'Angleterre. On voit par là, que les Guîles ne perdoient point ce projet de vue, & qu'ils étoient sans cesse occupés à

ELISA-

BETH.

162.

Le Comte de Huntley forme le projet d'enlever la Reine.

Murray la sauve.

Huntley persiste dans son dessein.

Il est battu & fait prisonnier. Il meurt.

George Gordon son Fils est condamné à mort.

Projet du Mariage de Marie avec l'Archiduc. Melvil.

Archiduc de Melvil.

(1) Melvil, qui étoit alors en Allemagne, ne dit rien de la conspiration du Comte de Huntley. Cambden, qui n'a eu en vue que de noircir la réputation du Comte de Murray, se contente de dire dans l'année 1566, que Murray avoit ruiné l'illustre Maison des Gordons, sans dire un seul mot de cette conspiration.

ELISABETH. à chercher les moyens de l'exécuter. Il ne faut donc pas s'étonner qu'Elisabeth eût toujours l'œil sur la Reine d'Ecosse, comme sur une très dangereuse Rivale.

1563. Au commencement de l'année 1563, le Duc de Guise mit le Siege devant Orleans qui étoit la Place d'armes des Huguenois, & où *D'Andelot*, Frere de l'Amiral, s'étoit renfermé avec une bonne Garnison. La Place étoit déjà aux abois, lorsque le Duc de Guise fut tué d'un coup de pistolet, par un Gentilhomme nommé *Polrot*. Ce Duc se sentant proche de la mort, témoigna un extrême repentir d'avoir excité la Guerre, & conseilla très serieusement à la Reine Régente de faire la Paix à quelque prix que ce fût. L'Amiral étant accusé de ce meurtre, voulut s'en justifier, mais les Parens du mort s'obstinèrent toujours à l'en croire coupable. Cependant, la Paix entre le Roi & les

Les Huguenots font la Paix sans y comprendre Elisabeth.

Siege du Havre où les Huguenots firent contre l'Angleterre.

Huguenots suivit de près la mort du Duc de Guise, sans que le Prince de Condé pensât à y faire entrer la Reine d'Angleterre qui l'avoit si généreusement assisté. Mais ce ne fut pas encore tout. Charles IX. ayant fait assieger le Havre de Grace, après avoir déclaré la Guerre à Elisabeth, les Huguenots se distinguèrent dans ce Siege, pour chasser les Anglois de cette Place qu'ils leur avoient eux-mêmes livrée. Mais si par cette conduite, ils témoignèrent qu'ils étoient bons François, ils marquerent aussi qu'ils étoient de très mauvais politiques. En effet, ils ne pouvoient rien faire de plus préjudiciable à leurs intérêts, ni rien qui pût être plus agreable à leurs ennemis, que de se brouiller avec l'Angleterre. Le Comte de Warwick défendit la Place pendant quelque tems, avec beaucoup de bravoure & d'intrépidité; mais la Peste qui se mit dans la Ville, & qui lui emporta cinquante hommes par jour de sa Garnison, le mit enfin dans la nécessité de capituler, & la Place fut rendue au Roi de France. Après la prise du Havre, il se fit une Treve entre les Couronnes. Les Troupes Angloises qui avoient servi en France, étant retournées en Angleterre, y porterent la Peste, qui y fit de grands ravages. Elle emporta plus de vingt & deux-mille personnes dans la seule Ville de Londres.

La Ville se rend.

Treuve entre la France & l'Angleterre.

Cambrés.

Paix à Londres.

La Cour de France ne prend plus à cœur les intérêts de Marie.

Cambrés.

Le Cardinal de Lorraine lui propose le Mariage avec l'Archiduc Charles.

La mort du Duc de Guise apporta quelque changement dans les affaires de la Reine d'Ecosse. Charles IX. s'étant fait déclarer Majeur, se gouverna par les conseils de la Reine sa Mere, qui n'aimant pas sa Belle-Fille, lui fit essuyer quelques mortifications. On discontinua le payement de son Douaire; la Garde Ecossoise fut cassée, & le Duc de Châtelaud privé de ses revenus. Le Duc de Guise avoit laissé un Fils qui étoit trop jeune pour avoir part aux affaires, & le Cardinal de Lorraine n'avoit plus le même crédit qu'il avoit eu pendant la vie du Duc son Frere. Marie s'étant plainte du traitement qu'elle recevoit de la Cour de France, le Cardinal son Oncle craignit que son mécontentement ne l'obligeât à se tourner du côté d'Elisabeth. Cela fut cause qu'il lui fit proposer avec beaucoup plus d'ardeur qu'il n'avoit fait auparavant, le Mariage de l'Archiduc, se faisant fort de le faire.

faire réussir. Melvil dit pourtant dans ses Mémoires, qu'il s'étoit aperçu à la Cour Impériale, que Maximilien, Fils aîné de l'Empereur, ne l'approuvoit pas. Quoi qu'il en soit, Marie en reçut volontiers la proposition. Mais comme la mort du Duc de Guise avoit fait reculé l'exécution du projet qui s'étoit fait pour la mettre sur le Trône d'Angleterre, elle crut qu'il étoit nécessaire de ménager Elisabeth, en lui demandant son conseil sur le Mariage qu'on lui proposoit. Elisabeth fut alarmée du dessein d'allier la Reine d'Ecosse avec la Maison d'Autriche, ne pouvant pas ignorer, dans quelle vue le Cardinal de Lorraine proposoit un tel Mariage à sa Niece. Elle fit donc dire à Marie, par *Randolph* son Ambassadeur, qu'ayant pour elle une tendresse de Sœur, & regardant ses intérêts comme les siens propres, elle l'exhortoit à considérer, qu'une telle Alliance seroit capable de l'éloigner pour jamais du Trône d'Angleterre, puisque les Anglois ne voudroient jamais s'exposer à tomber sous la domination de la Maison d'Autriche: qu'il y avoit dans le Royaume des gens qui avoient aussi bien qu'elle des prétentions sur la Couronne, & qui pourroient lui causer de grands embarras: qu'il étoit donc de son intérêt de se concilier l'affection des Anglois, par un Mariage qui ne leur causât point d'inquiétude: que s'il se trouvoit parmi eux quelque Seigneur qui fût assez heureux pour lui plaire, un tel Mariage applaniroit sans doute, les difficultés qui se rencontroient dans la demande qu'elle faisoit d'être déclarée son Héritière présumptive. C'étoit là la substance de ce que *Randolph* eut ordre de représenter à la Reine d'Ecosse, sans nommer pourtant le Seigneur qu'Elisabeth souhaitoit de lui donner pour Epoux. Mais il avoit une commission secrète d'insinuer au Comte de Murray & au Secrétaire *Lidington*, qu'il croyoit qu'elle avoit jeté les yeux sur *Mylord Dudley*.

La réponse d'Elisabeth jetta Marie dans un très grand embarras. Elle se croyoit bien pour le moins Héritière légitime d'Elisabeth, par le droit de sa naissance: mais *Henri VIII.* ne l'ayant pas mise dans la ligne de la Succession, il étoit nécessaire qu'un Acte de Parlement la rétablît dans son droit. Sans cela, il étoit à craindre pour elle, que si Elisabeth mouroit sans enfans, le Testament de *Henri* ne fût suivi ponctuellement. D'un autre côté, l'incertitude où elle étoit si Elisabeth voudroit faire passer cet Acte en sa faveur, & la déclarer son Héritière, faisoit qu'elle ne pouvoit abandonner l'espérance que le Cardinal son Oncle lui donnoit, de la mettre sur le Trône d'Angleterre, par les secours du Pape, de la France, de l'Espagne, & des Catholiques Anglois. Dans cet embarras, elle prit le parti d'informer le Cardinal de ce qu'Elisabeth lui avoit fait représenter, & de la vue que cette Reine avoit de lui donner *Dudley* pour Epoux. Le Cardinal lui répondit, que *Dudley* étoit un Parti indigne d'elle, & qu'Elisabeth ne cherchoit qu'à l'amuser, en feignant de vouloir lui donner un homme qu'elle avoit dessein d'épouser elle-même. Que

ELI-
BETH.

Elle deman-
de conseil à
Elisabeth;

qui tâché
de l'en de-
tourner, &
de lui persua-
der de se ma-
rier avec un
Anglois.

Embarras
de Marie.

ELISABETH. quant à l'esperance qu'elle lui faisoit concevoir de la faire déclarer son Héritière présumptive, il n'y avoit pas beaucoup à compter là-dessus, puisque, quand même elle tiendrait sa parole, elle pourroit avoir des Enfans, ce qui rendroit l'Acte inutile; ou que même elle pourroit le faire révoquer sur le moindre prétexte, & en faire passer un contraire. Qu'il étoit donc plus convenable à ses intérêts, de s'assurer sur les secours de ses véritables amis, que sur une esperance incertaine.

Elle se désiste du Mariage avec l'Archiduc. Ce conseil n'empêcha pourtant pas que Marie, après avoir mûrement examiné ce qui lui étoit proposé des deux côtés, ne se déterminât à se défaire du dessein d'épouser l'Archiduc, de peur de se porter trop de préjudice en Angleterre. Mais en même tems, elle résolut d'éluder la proposition qu'Elisabeth avoit dessein de lui faire touchant Dudley, sans rompre pourtant avec elle. Il lui étoit absolument nécessaire de ménager Elisabeth, afin de pouvoir plus facilement continuer ses intrigues en Angleterre, & d'y augmenter le nombre de ses amis, qui étoit déjà fort grand. Outre que tous les Catholiques étoient pour elle, il y avoit beaucoup de Protestans qui étoient persuadés qu'on ne pouvoit sans injustice lui refuser la Couronne, si la Reine mourait sans Enfans; & le moindre mécontentement étoit capable de faire croire à plusieurs, que Marie avoit plus de droit à la Couronne qu'Elisabeth même. Tout cela causoit beaucoup d'inquiétude à Elisabeth, qui craignoit que Marie n'épousât quelque Prince Catholique qui pût la mettre en état de faire valoir ses prétentions. Aussi faisoit-elle tout ce qui étoit en son pouvoir, pour la détourner d'un pareil dessein. Ce fut dans cette vue, qu'elle fit

Mémoires de Melvil.

connoître à Melvil, qui passoit par l'Angleterre en s'en retournant en Ecosse, qu'elle se sentiroit très offensée, si la Reine d'Ecosse se marioit sans prendre son avis. Elle ajouta, que leur intérêt commun étant de vivre en bonne intelligence, elle avoit dessein de lui proposer deux Partis, afin qu'en se déterminant pour l'un ou pour l'autre, elle évitât la jalousie qu'un Prince étranger pourroit causer aux Anglois. Pendant tout ce tems-là, il ne fut fait aucune mention du Traité d'Edimbourg: la conjoncture n'étoit pas propre à presser cette affaire.

Mort de la Duchesse de Suffolck, comtesse.

Françoise Brandon, Duchesse de Suffolck, de laquelle j'ai souvent parlé, mourut dans cette année. Elle s'étoit remariée à un simple Gentilhomme, nommé *Adrien Stoks*, duquel elle n'avoit point eu d'Enfans. De trois Filles qu'elle avoit eues de son premier Mariage avec *Henri Gray* Marquis de Dorset, & ensuite Duc de Suffolck, *Jeanne* qui étoit l'aînée, avoit été proclamée Reine après la mort d'Edouard VI., & avoit perdu la vie sur un échafaut. *Catherine* étoit à la Tour, ou peut-être étoit-elle déjà morte. *Marie*, qui étoit la troisième, avoit été donnée en Mariage à un homme si peu distingué, qu'il n'y avoit aucune apparence qu'on pût jetter les yeux sur elle pour la mettre

mettre en concurrence avec la Reine d'Ecosse. Ainsi, par la mort ELISABETH de la Duchesse de Suffolk, Marie se vit délivrée d'une Rivale qui NETH. étoit Petite-Fille de Henri VII.

La Treve entre la France & l'Angleterre fut enfin convertie en une Paix, qui fut signée à Troye en Champagne, le 9. d'Avril 1564. Par ce Traité, le Roi de France & la Reine d'Angleterre consentirent en leur entier toutes leurs prétentions, sans qu'on y fit mention d'aucune en particulier, non pas même de la restitution de Calais. Il y eut seulement quelques Articles séparés qui ne furent signés que le jour suivant, touchant les Otages que la France avoit livrés à Elisabeth après le Traité de Câteau, & qu'elle voulut bien rendre pour une somme très modique. Trochmorton, qui avoit été arrêté en France, sous quelque prétexte, fut mis en liberté. Après cela, Elisabeth envoya au Roi Charles l'Ordre de la Jarretière, par le Baron de Hunsdon, qui alloit en France pour y voir jurer la Paix.

En ce tems-là, le Commerce entre l'Angleterre & les Pais-Bas étoit entièrement rompu, par les artifices du Cardinal Granvelle. Comme il prévoyoit que la Guerre alloit s'allumer dans les Pais-Bas, il vouloit en éloigner les Anglois, & pour cet effet, il avoit porté la Gouvernante à défendre l'entrée des Draps d'Angleterre. Cette défense fut causée que les Anglois établirent une Etape de Draps à Embden, Ville de la Frise Orientale. Mais un nouvel Ambassadeur que Philippe II. envoya en Angleterre, à la place d'Aquila qui y étoit mort, considérant que les Sujets du Roi son Maître ne recevoient pas moins de préjudice de l'interruption du Commerce, que les Anglois, fit en sorte que cette affaire fut mise en négociation. Comme il s'y rencontra de grandes difficultés, on convint de part & d'autre, que le Traité de Commerce, appelé *Le grand Entrecours*, fait du tems de Maximilien, subsisteroit jusqu'à ce que l'une des Parties avertit l'autre qu'elle ne vouloit plus le continuer, en donnant quarante jours aux Marchands pour retirer leurs Effets. Cette affaire étoit très importante pour les deux Nations. Cambden dit, que de son tems, le Commerce entre l'Angleterre & les Pais-Bas alloit à plus de douze millions d'or, & que la seule traite des Draps montoit à plus de cinq millions.

Cette affaire étant terminée, Elisabeth alla visiter l'Université de Cambridge, où elle fut reçue avec beaucoup de pompe & de magnificence. Elle en témoigna sa satisfaction par un beau Discours en Latin, dans lequel elle assura l'Université de sa protection, & de l'intention qu'elle avoit d'encourager les Etudes autant qu'il lui seroit possible.

La tranquillité dont la Reine jouissoit alors auroit été parfaite, si les soupçons qu'elle avoit conçus contre la Reine d'Ecosse ne l'eussent pas toujours tenue dans l'inquietude. C'étoit de ce côté-là qu'elle portoit toujours sa vue, comme vers l'endroit le plus dangereux.

1564.
Traité de
Paix entre
la France &
l'Angleterre.
Cambden.

Brouillerie
entre l'An-
gleterre &
les Pais-Bas.

La Reine
visite l'Uni-
versité de
Cambridge.

Brouillerie
entre les
deux Reines.
Hout.

ELISABETH. Elle confideroit, que le Mariage de cette Reine pouvoit devenir pour elle une source de soins, de chagrins, & lui attirer même de plus grands maux. Ainsi, toute sa Politique tendoit, ou à mettre des obstacles à tous les Mariages qui pourroient se présenter pour Marie, ou du moins, à faire en sorte qu'elle épousât quelqu'un dont l'Angleterre n'eût rien à craindre. Ce fut dans cette vue qu'elle lui écrivit une Lettre, où, parmi beaucoup de témoignages d'amitié, elle lui donnoit des conseils au sujet de son Mariage, & lui faisoit entendre qu'elle ruineroit ses affaires, si elle se marioit sans son consentement. Quelque résolution que Marie eût prise de vivre en bonne intelligence avec Elisabeth, elle se sentit choquée de ce qu'elle s'ingéroit de lui donner des conseils, & même avec un air de supériorité qui se faisoit trop sentir. Cela fut cause qu'oubliant sa résolution, & ne pensant qu'à se satisfaire, elle répondit à cette Lettre d'une manière dont Elisabeth se trouva très offensée. Mais, quelque temps après, ayant fait réflexion qu'elle rompoit elle-même les propres mesures en se brouillant avec Elisabeth, elle lui envoya *Jacques Melvil* pour lui faire des complimens, & pour tâcher de raccommode ce que son impatience avoit gâté. Elisabeth reçut ses complimens avec une pareille dissimulation. Après avoir témoigné à Melvil, combien

Elle se raccommode. elle avoit l'eu d'être choquée de la Lettre qu'elle avoit reçue, elle la déchira en sa présence, témoignant qu'elle étoit bien aise de se raccommode avec elle, & marquant pour cette bonne Sœur, une affection qu'elle n'avoit pas assurément. Son intérêt ne demandoit pas qu'elle demeurât brouillée avec elle, de peur de l'engager à épouser quelque Prince qui n'eût pas assez de patience pour attendre tranquillement le tems de jouir de la Succession. Elle se servit donc de cette occasion pour renouveler ses instances, afin que Marie fit choix d'un Epoux qui fût propre à entretenir leur amitié, & une bonne intelligence entre les deux Royaumes. Tout cela n'aboutit qu'à étaler diverses raisons pour persuader à Marie d'accepter Mylord Dudley, quoiqu'elle ne le nommât pas. Il est pourtant très incertain, si elle avoit véritablement intention que ce Mariage se fit, ou si elle ne vouloit qu'amuser Marie, pour l'empêcher de penser à d'autres Partis. Il y a même beaucoup d'apparence, qu'elle ne proposoit Dudley qui dépendoit d'elle, qu'en vue de tirer l'affaire en longueur. Cela semble se confirmer par la permission qu'elle voulut bien accorder dans la suite au Lord *Darby*, Fils de la Comtesse de Lenox, d'aller en Ecosse, quoiqu'elle n'ignorât pas que Marie avoit jetté les yeux sur ce Seigneur pour l'épouser, ainsi qu'elle le fit entendre à Melvil. En effet, Marie avoit déjà pris cette résolution, non pas pour se conformer aux conseils d'Elisabeth, en épousant un Seigneur peu capable de lui causer de l'inquiétude, mais parce qu'elle eseroit de tirer un avantage considérable de ce Mariage. On lui avoit souvent fait entendre, qu'il y avoit lieu de douter si elle avoit autant de droit à la

Cou-

*Mémoires
de Melvil.*

Politique
d'Elisabeth à
l'égard de
Marie.

Marie prend
la résolution
d'épouser le
Lord Darby.

Couronne Angleterre, que la Duchesse de Suffolck, qui avoit pour elle le Testament de Henri VIII., & que c'étoit une question qui devoit être décidée par des Jurisconsultes Anglois. C'étoit pour la tenir dans la soumission, & pour l'empêcher de faire aucune démarche qui pût déplaire à Elisabeth. Depuis que la mort de la Duchesse de Suffolck, & de Catherine sa Fille, lui eut ôtée cette inquietude, on commençoit à parler foudrement des droits de la Comtesse de Lenox, Fille de Marguerite Reine d'Ecosse, & d'Archibald Douglas Comte d'Angus son second Mari. Henri VIII. son Oncle l'avoit donnée en Mariage à Matthieu Stuart Comte de Lenox, qui s'étoit retiré en Angleterre, ainsi qu'il a été dit dans le Regne de ce Prince. Véritablement, il sembloit que la Comtesse de Lenox ne pouvoit pas avec justice, entrer en concurrence avec Marie, puisqu'elle ne venoit que du second Mariage de Marguerite, au-lieu que Marie venoit du premier. Mais on pouvoit alleguer en sa faveur, qu'elle étoit plus proche d'un degré, & il étoit à craindre pour Marie, que cette raison ne prévâlût, si elle étoit appuyée par la Reine. Ainsi, pour éviter cette concurrence, elle avoit résolu d'unir les droits des deux Familles par son Mariage avec le Lord Darley Fils de la Comtesse de Lenox, & de mettre par là Elisabeth dans l'impuissance de la traverser. Par la même raison, Elisabeth avoit pris la résolution de mettre des obstacles à ce Mariage, non que le Lord Darley lui causât aucune inquietude, mais en vue de tenir toujours Marie dans la crainte & dans la soumission.

L'accommodement entre les deux Reines s'étant fait, comme je l'ai dit ci-dessus, Marie pensa sérieusement à exécuter son projet. Mais, comme elle étoit prévenue de la pensée qu'Elisabeth ne cherchoit qu'à l'amuser pour l'empêcher de se marier, elle crut qu'il falloit user d'adresse pour attirer le Comte de Lenox & son Fils en Ecosse. Elle commença donc par rappeler le Pere en Ecosse, sous prétexte de le rétablir dans la jouissance de ses biens, qui avoient été confisquez pendant la Régence du Duc de Châtelaud. Elisabeth ne crut pas devoir s'opposer au retour du Comte de Lenox dans sa Patrie, puisqu'il étoit fondé sur une cause si raisonnable. Dans toute cette affaire, les deux Reines agissoient avec une égale dissimulation. Dans le tems même que Marie prenoit des mesures pour épouser le Lord Darley à l'insu d'Elisabeth, elle feignoit de vouloir se laisser diriger par ses conseils. Elle consentit même, que des Commissaires des deux Royaumes conférassent ensemble au sujet de son Mariage, quoiqu'elle n'ignorât pas que le dessein d'Elisabeth étoit de lui faire proposer Dudley, qu'elle venoit de faire Comte de Leicester. D'un autre côté, Elisabeth, n'ignorant pas que Marie avoit dessein d'épouser le Fils du Comte de Lenox, feignoit de ne pas s'en appercevoir, étant bien aise de lui voir fixer ses pensées sur un sujet dont elle croyoit pouvoir disposer, parce que le Comte son Pere avoit de grands

Tom. VI.

D d

biens

ELISA-
BETH.
1564.

Elle attire
le Comte de
Lenox en
Ecosse.

Dissimula-
tion des deux
Reines.

Dudley est
fait Comte
de Leicester.

ELISABETH. 1564. biens en Angleterre. Par cette raison, elle eseroit qu'il seroit toujours en son pouvoir de rompre ou de différer ce Mariage, selon qu'elle le jugeroit à propos, son unique but étant de gagner du tems, & d'amuser la Reine d'Ecosse.

Conference à Barwick au sujet du Mariage de Marie. Quelque tems après, le Comte de Bertford, de la part de l'Angleterre, & les Comtes de Murray & de Lidington pour l'Ecosse, s'étant assembles à Warwick, le Comte de Bertford, selon ses instructions, proposa le Mariage de la Reine d'Ecosse avec le Comte de Leicester. Mais les deux Comtes Ecossois, qui avoient aussi leurs ordres sur ce sujet, reçurent cette proposition avec tant de froideur, que le Comte de Bertford ne jugea pas à propos d'insister beaucoup là-dessus. On prétend même que le Comte de Leicester, qui avoit quelque espérance d'épouser Elisabeth, l'avoit prié de ne pas presser cette affaire.

Marie se défie d'Elisabeth. *Mémoires de Melvil.* Cependant, Melvil étant retourné auprès de Marie, lui dit franchement, en lui rendant compte de la négociation, que l'amitié de la Reine d'Angleterre pour elle, n'étoit rien moins que sincere. Cela lui causa que Marie, qui n'avoit pas déjà trop bonne opinion d'Elisabeth, ne la regarda plus que comme une ennemie couverte, que ne cherchoit rien moins que son bien, quoiqu'elle la traitât toujours de sa chere Sœur. Tantôt elle croyoit qu'Elisabeth ne lui proposoit le Comte de Leicester, que pour pouvoir l'épouser elle-même avec moins de honte, quand il auroit été accepté par une Reine; & tantôt, que cette proposition n'étoit qu'un piège pour faire couler du tems inutilement.

Maximilien II. Empereur. C'est ainsi que se passa l'année 1564. pendant laquelle l'Empereur Ferdinand I. finit ses jours, laissant Maximilien son Fils pour son Successeur, tant dans la Dignité Imperiale, que dans ses Etats héréditaires.

1565. Il y avoit déjà quelque tems que la Reine d'Ecosse avoit auprès d'elle un Italien nommé *David Rizzo*, qui la gouvernoit absolument. Comme cette Reine changea entierement de conduite & de caractère, depuis qu'elle eut mis cet Etranger dans sa confidence, & que cet homme a été la premiere cause des Troubles d'Ecosse & des disgraces de sa Maitresse, il est nécessaire de le faire un peu connoître.

David Rizzo, Fils d'un Musicien de Turin, s'étant trouvé au service du Comte de Moretto nommé à l'Ambassade d'Ecosse, accompagna son Maître en ce País-là. Comme il entendoit bien la Musique, & qu'il avoit une belle voix de Basse, il s'insinua parmi les Musiciens de la Cour, & fut présenté à la Reine, qui manquant alors d'une Basse dans sa Musique, pria l'Ambassadeur de le lui laisser. Sa belle voix lui ayant souvent procuré l'honneur de voir la Reine & de lui parler, il fut si bien s'insinuer dans ses bonnes grâces, qu'on voyoit de jour en jour augmenter sa faveur & son crédit. Enfin, le Secrétaire des Dépêches Françoises étant allé faire un voyage en France, Rizzo fut choisi

Il devint Faveur de la Reine.

choisi pour faire ses fonctions pendant son absence. Depuis ce tems-là, il poussa sa fortune si loin, qu'il devint comme Premier Ministre, rien ne se faisant à la Cour, que par son canal. Buchanan, grand ennemi de la Reine Marie, insinue assez souvent, que le crédit de Rizzo auprès d'elle, n'étoit pas borné aux affaires publiques. Il dit, qu'elle le faisoit manger à sa table, qu'elle alloit souvent manger chez lui, & que les familiaritez inusitées qu'elle avoit avec ce Favori, donnoient lieu à des soupçons. En un mot, il en dit assez pour faire juger à ceux qui ajoutent une entière foi à son récit, que la conduite de la Reine par rapport à Rizzo, n'étoit pas exempte de crime. Mais comme Buchanan peut être justement soupçonné d'avoir exagéré à cet égard, il vaut mieux s'en tenir & se borner à ce que Melvil dit sur ce sujet. On ne peut pas accuser celui-ci d'avoir voulu noircir la réputation de la Reine, puisqu'au contraire, en toutes occasions, il témoigne un grand attachement pour elle, sans dissimuler néanmoins ses fautes & ses défauts. Dans le tems que Rizzo étoit le plus en faveur, la Reine avoit une parfaite confiance en Melvil, jusqu'à lui permettre, ou plutôt, à lui ordonner, de l'avertir des fautes où elle pourroit tomber. Voici ce que cet Auteur dit dans ses Mémoires, en parlant de Rizzo. *Son orgueil & son insolence le rendoient odieux à toute la Noblesse. Quand les Grands alloient conférer avec la Reine sur les affaires du Gouvernement, ils trouvoient toujours Rizzo dans sa Chambre. Il affectoit d'aller souvent lui parler à l'oreille quand elle étoit en conférence avec eux, ou même en pleine Assemblée des Etats. D'ailleurs, il étoit extrêmement avide & intéressé, & comme il étoit Pensionnaire connu du Pape, on avoit lieu de craindre qu'il ne tramât quelque chose pour rétablir la Religion Catholique en Ecosse. Le même Auteur ajoute, qu'ayant lui-même représenté à la Reine, le tort que lui faisoient, & que lui pourroient faire à l'avenir, les faveurs dont elle combloit cet Etranger, sa remontrance fut fort mal reçue, la Reine lui ayant répondu, qu'elle ne prétendoit pas régler ses faveurs sur le caprice de ses Sujets. Il dit encore, qu'ayant remontré à Rizzo même, combien il offensoit la Noblesse par son affectation à faire connoître le crédit qu'il avoit auprès de la Reine, il parut faire quelque attention à cet avis: mais que peu de jours après, il lui dit, que la Reine lui avoit ordonné d'agir avec elle comme il avoit accoutumé, sans se mettre en peine de rien. Ce témoignage joint au silence de Cambden, qui ayant entrepris, dans ses Annales du Règne d'Elisabeth, de justifier la Reine d'Ecosse, ne dit rien de Rizzo, fait voir que ce Ministre ou Favori gouvernoit absolument la Reine. Ainsi, le Lord Darley étant Catholique, & Rizzo Pensionnaire du Pape, comme Melvil l'affure, il n'y a point à douter que ce ne fût par le conseil de ce Favori, que la Reine se résolut à ce Mariage. Ce fut donc pour avoir occasion d'attirer ce jeune Seigneur en Ecosse, qu'elle rétablit le Comte son Pere dans la*

ELISA-
BETH.
1565.

Orgueil ex-
trême du Fa-
vori.

La Reine
le soutient
contre tous.

ELISA- jouissance de ses biens. Comme cela se devoit faire dans l'Assemblée
METH. des États qui étoient convoquez pour le mois de Janvier, Darley de-
 1565. manda un congé de trois mois pour y être préteur, & il l'obtint par
 Le Lord l'intercession de *Cecil*, qui ne croyoit pas qu'il osât épouser Marie sans
 Darley ob- la permission de la Reine. Selon les apparences, on ne lui permit
 tint la per- d'aller en Ecosse, qu'en vue de tenir la Reine occupée, & peut-être
 mission d'al- pour lui donner occasion de concevoir pour ce jeune Seigneur, qui
 ler en Ecosse. étoit fort bien fait, une passion qui l'empêchât de porter ses pensées
 ailleurs. Quoi qu'il en soit, il fut fort bien reçu de la Reine, qui lui
 donna d'abord de grandes marques de son estime, & peu de tems
 après, tout le monde s'aperçut qu'elle avoit dessein de l'épouser. Rizzo
 lia d'abord avec lui une amitié très étroite, jusques-là qu'ils cou-
 choient ensemble dans un même lit.

Fevrier.
 Il s'unit é-
 troitement
 avec Rizzo.

Le crédit
 du Comte de
 Murray avoit
 choit. Ses en-
 nemis font
 rappeller à la
 Cour.
Buchanan.

Depuis que Rizzo s'étoit emparé de l'esprit de la Reine, le Comte
 de Murray avoit vu de plus en plus diminuer son crédit. Cela, joint
 au Mariage qui alloit se faire, & à la grande union qu'il voyoit entre
 Darley & Rizzo, lui fit comprendre qu'il étoit tems pour lui de se
 retirer. Pour l'y engager d'autant plutôt, la Reine rappella tous ses
 ennemis à la Cour. Le Comte de Bothwel y revint de France, où il
 s'étoit sauvé, le Comte de Sutherland, de Flandre, & George Gordon
 qui étoit prisonnier à Dumbur, & condamné à mort, fut mis en
 liberté & prit le titre de Comte de *Huntley*, après avoir obtenu son
 pardon. Murray ne put voir Bothwel qui avoit voulu l'assassiner, sans
 sentir réveiller son ressentiment. Il l'accusa dans toutes les formes, &
 fit marquer un jour pour son Jugement. La Reine, selon Buchanan,
 fit tous les efforts possibles pour obliger le Comte de Murray à se dé-
 sifter de son accusation, & n'ayant pu y réussir, elle tenta de cor-
 rompre les Juges. Malgré cette puissante protection, Bothwel ne
 jugea pas à propos de comparoitre en Jugement, & se retira. Mais
 dans la suite, la Reine obtint du Comte de Murray une espede de re-
 conciliation entre lui & Bothwel. Le même Buchanan prétend, que
 la Reine avoit conçu une haine si violente contre le Comte de Mur-
 ray, que, conjointement avec Darley & Rizzo, elle forma le dessein
 de se défaire de lui, dans un voyage qu'elle fit exprès à Perth : mais
 que Murray en ayant eu quelque avis, alla se réfugier à *Lockleven* au-
 près de sa Mere. Il ajoute encore, que la Reine étant à Perth, on
 fit courir le bruit que le Comte de Murray avoit dessein de l'enlever
 aussi bien que le Lord Darley, quand elle s'en retourneroit à Edim-
 bourg. Pour rendre ce bruit plus croyable, on fit battre l'estrade sur
 tout le chemin, & la Reine se rendit à Edimbourg avec une précipi-
 tation capable de faire croire qu'elle se trouvoit dans un grand dan-
 ger. Il faut pourtant reconnoître ici, que Melvil parle d'un complot
 pour enlever le Lord Darley, comme d'une chose très réelle, quoi-
 que Buchanan la veuille faire regarder comme une pure invention :

On fait cou-
 rir le bruit
 que Murray
 a dessein
 d'enlever la
 Reine.

mais

mais il ne l'attribue pas au seul Comte de Murray, puisque le Duc de *Châteleraud*, les Comtes de *Glencarn*, d'*Argyle*, de *Rothes*, étoient aussi de la partie.

Le Comte de Murray avoit un double intérêt à mettre des obstacles au Mariage qui se propoisoit, l'un particulier, & l'autre public. J'ai déjà parlé du premier, qui l'engageoit à faire changer l'état de la Cour, où il ne pouvoit plus se soutenir. Le public consistoit premièrement, dans le danger auquel le Mariage de la Reine avec un Seigneur Catholique, pouvoit jeter la Religion Reformée. En second lieu, il étoit à craindre, que ce Mariage se faisant sans la participation de la Reine d'Angleterre, & sans prendre aucune précaution pour la conservation & le maintien de la Religion Reformée, ce ne fût une occasion de Troubles, auxquels il étoit comme impossible que la France & l'Angleterre ne prissent part, au grand préjudice du Royaume. Le Comte de Murray n'étoit pas le seul qui désapprouvât ce Mariage. Le Duc de *Châteleraud*, ennemi juré de la Maison de Lenox, les Comtes d'*Argyle*, de *Rothes*, de *Marr*, de *Glencarn*, & plusieurs autres, les uns par des intérêts particuliers, les autres, par des motifs plus honnêtes, crurent qu'il étoit tems d'apporter des remèdes efficaces aux maux qu'ils craignoient, en faisant une Confédération pour s'opposer aux dessein de la Cour. Il n'est pas facile de savoir si ces Seigneurs prirent les armes avant ou après le Mariage de la Reine. Buchanan fait entendre, que ce ne fut qu'après, sur ce que la Cour avoit dessein de les opprimer. Melvil parle d'un soulèvement des Seigneurs, après qu'ils eurent manqué d'enlever le Lord Darley, & ensuite il vient au récit du Mariage de la Reine. Cambden assure positivement, que, pour pouvoir célébrer le Mariage avec plus de tranquillité, la Reine se vit obligée de marcher avec des Troupes contre les Seigneurs Conféderez, & qu'elle les contraignit de se réfugier en Angleterre. Si cela est, elle les surprit sans doute, avant qu'ils eussent bien pris leurs mesures. Ce n'est pas la seule opposition qui se trouve entre Cambden & Buchanan.

Quoi qu'il en soit, Marie ayant résolu son Mariage, avoit déjà demandé une Dispense au Pape. Quand elle fut que la Dispense étoit accordée, elle assembla les Grands de sa Cour, parmi lesquels il n'y avoit que des gens qui lui étoient dévouez, & leur demanda conseil sur son Mariage, qui fut unanimement approuvé. On ajouta seulement, pour ne pas effaroucher le Peuple, qu'il falloit prendre des précautions pour assurer la Religion Protestante. La première partie de cette approbation fut acceptée avec joye; mais quant à la restriction qu'on y avoit ajoutée, il n'en fut plus parlé. Buchanan dit, que le Comte de Murray se faisoit fort d'obtenir le consentement d'Elisabeth, pourvu qu'on voulût prendre des précautions en faveur de la Religion. Mais ce n'étoit pas là l'intention de la Cour, qui comprenoit bien que ces précautions ne seroient autre chose que la garantie

ELISABETH.

1565.

Murray est contraire au Mariage de la Reine avec Darley.

Il se ligue avec quelques autres pour l'empêcher.

Ils ne peuvent réussir.

Marie fait approuver son Mariage par une Assemblée de Grands.

ELISABETH. d'Elisabeth, ce qui ne s'accordoit ni avec les intérêts de la Reine, ni avec ceux de Rizzo & des Seigneurs qui étoient nouvellement en faveur.

Le Peuple en murmure.

Cependant, le Peuple commençoit à s'émouvoir, par les secrètes investigations des Seigneurs Conféderez. On agitoit dans les conversations, la question, Si la Reine pouvoit se marier sans le consentement des Etats. Les uns disoient qu'on ne pouvoit pas la priver d'un droit naturel, dont les Sujets mêmes jouissoient. D'autres soutenoient, que la condition de la Reine & des Sujets n'étoit pas égale, parce que la Reine, en se mariant, donnoit un Souverain à ses Sujets, ce qu'elle ne pouvoit faire sans leur approbation. Ces mouvemens firent comprendre à la Reine qu'elle devoit hâter son Mariage, pour ne pas demeurer plus longtems exposée aux embarras qu'on pourroit lui causer pendant qu'on espereroit d'y pouvoir mettre des obstacles. Elle crut pourtant, qu'elle ne pouvoit se dispenser de demander, non pas le conseil, mais l'approbation d'Elisabeth, parce qu'elle avoit intérêt de la ménager, ainsi que je l'ai déjà dit. Elle lui écrivit donc pour lui communiquer son dessein, comme une chose déjà résolue. Elisabeth n'eut pas plutôt reçu cette Lettre, qu'elle assembla son Conseil, qui examina cette affaire avec beaucoup d'attention. Le résultat de sa délibération fut, que le Mariage de la Reine d'Ecosse avec le Lord Darley, étoit dangereux pour la Religion & pour le Royaume. Pour la Religion, parce que cette Reine choisissant pour son Epoux un Seigneur Catholique, il étoit à craindre que ce ne fût en vue de rétablir sa Religion en Ecosse, en quoi la Religion Protestante recevroit un grand préjudice. Par rapport à l'Etat, que Marie, unissant, par ce Mariage, les intérêts des deux Maisons qui pouvoient prétendre à la Couronne d'Angleterre, paroïssoit avoir dessein de se faire, un puissant Parti dans le Royaume, & d'empêcher qu'on ne pût arrêter ses cabales en lui opposant la Maison de Lenox. Par ces raisons, quelques-uns des Conseillers étoient d'avis d'envoyer promptement une Armée en Ecosse, pour y appuyer les Mécontents. Mais Elisabeth ne jugea pas à propos d'aller si vite, d'autant plus que c'étoit un faible prétexte pour faire la Guerre à la Reine d'Ecosse, que d'alléguer que son Mariage pouvoit être dangereux pour l'Angleterre. Elle se contenta donc de faire partir en diligence Nicolas Trochmorton, pour aller faire des remontrances à Marie, & pour lui faire comprendre combien elle mettoit en risque l'esperance qu'elle avoit de monter un jour sur le Trône d'Angleterre, par ce Mariage, qui déplaisoit aux Anglois. Marie répondit, que l'affaire étoit déjà trop avancée, pour qu'elle pût s'en désister. Qu'Elisabeth avoit d'autant moins de raison de desapprouver son Mariage, qu'elle n'avoit fait que suivre son conseil, en choisissant pour Epoux un Seigneur Anglois, du sang des Rois des deux Royaumes, & qui, pour la naissance, ne voyoit personne au-dessus de lui dans toute la Grande Bretagne. Troch-

Marie demande l'approbation d'Elisabeth. Cambriden.

Avis du Conseil d'Angleterre.

Elisabeth tâche de détourner Marie de ce Mariage; mais en vain.

morton n'ayant pu rien obtenir de la Reine, dénonça au Comte de Lenox & au Lord Darley, que leur congé étant expiré, ils eussent à retourner en Angleterre, ou que leurs biens seroient confisquez. Cette menace ne fut pas capable de les porter à obéir dans une telle conjoncture: mais ils écrivirent tous deux à la Reine, d'une manière fort foudroyée. Darley en particulier, lui protesta, qu'il n'acceptoit l'honneur que la Reine d'Ecosse lui faisoit, qu'en vue d'entretenir une parfaite intelligence entre les deux Royaumes.

Mais ce n'étoit pas là la seule Commission de l'Ambassadeur d'Angleterre. Il avoit aussi ordre d'encourager les Seigneurs mécontents, & de leur faire espérer la protection de la Reine. Ce fut vraisemblablement en cette occasion, qu'ils prirent les armes pour tâcher de mettre des obstacles au Mariage. Mais la Reine les prévint, en le faisant solemniser le 29. de Juillet, dans sa propre Chapelle, à la manière de l'Eglise Romaine. Buchanan dit, qu'elle avoit encore deux autres raisons pour hâter la célébration du Mariage. La première, qu'elle craignoit les oppositions du Cardinal de Lorraine son Oncle, qui souhaitoit qu'elle fit une Alliance plus considérable. L'autre raison étoit, que Rizzo vouloit se faire honneur auprès du Pape, d'avoir donné à la Reine un Mari Catholique, sans qu'on eût pris aucune sûreté pour la Religion Protestante.

Cependant, les Seigneurs Conféderez ayant été citez en Jugement & n'ayant pas comparu, la Reine, soit que ce fût avant ou après son Mariage, se mit à la tête de quatre mille hommes, & en les poursuivant de lieu en lieu, elle les contraignit enfin de se retirer en Angleterre. Ils y trouverent une sûre retraite, malgré le Traité de l'année 1560. par lequel les deux Reines s'étoient engagées à se livrer réciproquement les Rebelles. Mais ces sortes d'Articles sont pour l'ordinaire fort mal observés. Melvil rapporte sur ce sujet, une particularité qui mérite d'être remarquée. Les Seigneurs Ecossois fugitifs, ayant député le Comte de Murray à Elisabeth pour lui demander sa protection, elle fut l'engager à reconnoître devant les Ambassadeurs de France & d'Espagne, qu'elle n'avoit aucune part à leur revolte. Mais Murray n'eut pas plutôt lâché cette parole, qu'elle les traita de Rebelles & de Traîtres, & leur défendit de se présenter jamais devant elle. C'étoit pour se disculper envers les Ambassadeurs qui étoient présents: mais ce n'étoit qu'un jeu, puisque les fugitifs furent toujours en sûreté dans son Royaume, & que même elle leur fit fournir de l'argent par le Comte de Bedford.

Le Mariage de Marie avec un Catholique, le grand crédit de Rizzo, & l'intérêt que beaucoup de gens prenoient au sort des Seigneurs fugitifs, produisoient parmi les Ecossois un mécontentement qui augmentoit de jour en jour, par les intrigues secrètes des parens & des amis des fugitifs. Les Prédicateurs l'augmentoient encore considérablement, en faisant entendre au Peuple, que la Religion étoit exposée à un grand

ELISA-
BETH.

1565.
Elisabeth
fait rappeler
le C. de Le-
nox & son
Fils, qui s'ex-
tulent.

Buchanan.
Trochmor-
ton encourage
le C. de Le-
contens d'E-
cosse.

Cambien.
Mariage de
Marie.
Buchanan.

Quelques
Seigneurs
prennent les
armes, &
sont con-
traints de
s'enfuir en
Angleterre.

Le Peuple
d'Ecosse est
fort mécon-
tent.

ELISABETH. grand danger. Malgré tout cela, la Cour, qui avoit alors le vent en poupe, prit la résolution, contre toutes les règles de la Politique, & dans un tems où tout le Royaume étoit mécontent, de pousser à bout les Seigneurs fugitifs. Le plan qu'elle avoit formé étoit, de les faire dégrader, & bannir du Royaume, par un Décret des Etats. Ce fut dans cette vue, que les Etats furent convoquez pour le mois de Février de l'année suivante. Melvil dit, dans ses Mémoires, qu'ayant représenté à la Reine les suites fâcheuses que cette rigueur pourroit avoir, elle parut d'abord y faire quelque attention; mais qu'elle se

Mémoires de Melvil.

Motifs de cette résolution.

Négociations de Walsing. Instrumens à Norris, pag. 12.

confirma dans sa résolution par deux raisons. La première fut l'avidité de Rizzo, qui vouloit profiter de la confiscation des biens des Bannis. La seconde, que le Cardinal de Lorraine sollicita fortement contre eux. Il avoit toujours en tête le dessein de mettre la Reine sa Niece sur le Trône d'Angleterre. Dans cette vue, il jugeoit, que comme les fugitifs d'Ecosse étoient les Chefs des Protestans, s'ils étoient une fois ruinés, il seroit facile de rétablir la Religion Romaine en Ecosse, & ensuite, d'attaquer Elisabeth de ce côté-là. Rizzo, créature du Pape, agissoit sans doute par le même motif, & selon les apparences, le nouveau Roi n'étoit pas contraire à ce dessein. S'il en faut croire Elisabeth, dans ce qu'elle écrivoit à son Ambassadeur en France quelques années après, depuis que Marie eut épousé Darley, ils ne cessèrent point l'un & l'autre de cabaler contre l'Angleterre. Cela supposé, il n'y a pas lieu de s'étonner qu'Elisabeth fomentât les Troubles d'Ecosse, afin de mettre ses ennemis hors d'état de l'attaquer.

Marie reçoit mal un Envoyé d'Elisabeth. Camden.

Buchanan.

Lettre de Marie à Elisabeth.

La Reine Marie prend une grande aversion pour le Roi.

Dans cet intervalle, Elisabeth envoya en Ecosse un Gentilhomme nommé *Tamworth*, avec une Lettre écrite de sa propre main, par laquelle elle demandoit à Marie, que le Lord Darley, à qui elle ne daignoit pas donner le Titre de Roi, lui fût livré selon leurs Traitez. Marie refusa de donner audience à cet Envoyé: mais elle voulut bien recevoir la Lettre. Pendant qu'elle la lisoit en présence de quelques Seigneurs, Rizzo survint, qui la lui arracha des mains, & l'empêcha d'en continuer la lecture. Il jugeoit qu'Elisabeth ne demandoit le Roi, que pour obliger la Reine à faire grace aux Bannis, à quoi il ne pouvoit consentir, étant résolu de les ruiner, quoique le Comte de Murray lui eût écrit une Lettre fort soumise, dans laquelle il avoit enfermé un beau Diamant. Marie répondit à Elisabeth, qu'elle n'attenteroit rien pendant sa vie contre l'Angleterre, à condition qu'elle seroit déclarée son Héritière présomptive, par Acte de Parlement. Quant aux Seigneurs fugitifs, elle la prioit de la laisser en liberté de faire à leur égard ce qu'elle jugeroit à propos, puisqu'elle ne se mêloit point de ce qui se passoit en Angleterre.

Pendant que Rizzo s'occupoit à prendre des mesures pour exécuter ses projets, la Reine prenoit pour son nouvel Epoux, un dégoût extrême, qui devint bien-tôt public, parce qu'elle ne se donna pas la peine

peine de la cacher. Elle ne se contentoit pas de lui causer en particulier des mortifications sensibles, elle voulut même que tout le monde fût informé du peu de cas qu'elle faisoit de lui. Au commencement de leur Mariage, elle avoit fait mettre dans les Actes publics, & sur la Monnoye, le nom du Roi avant le sien : mais bien-tôt après, elle voulut que le sien précédât celui du Roi, & fit même ôter celui-ci de la Monnoye. Cependant, elle continuoit avec Rizzo ses familiaritez scandaleuses, sans aucun ménagement, s'il en faut croire Buchanan. Melvil n'en dit pas tant sur cette matiere ; mais, outre qu'il en fait assez entendre, il le suppose manifestement, sans quoi il n'y auroit aucune liaison dans ce qu'il rapporte. Quant à Cambden, qui a pris à tâche de justifier en toutes occasions la Reine Marie, il ne parle presque point de Rizzo ; & pour ce qui regarde l'aversion de la Reine pour le Roi son Epoux, il accuse le Comte de Murray, qui étoit alors fugitif en Angleterre, de l'avoir excitée par ses Lettres & par ses amis. Il prétend que Murray prit occasion du changement ordonné par la Reine par rapport aux Actes & à la Monnoye, pour semer la dissension entre eux, marquant ainsi pour cause du dégoût de la Reine, ce qui en étoit l'effet.

Il faudroit copier Buchanan, pour bien représenter toutes les mortifications que la Reine faisoit essuyer au Roi, les affronts qu'elle lui faisoit, & le peu de ménagement qu'elle gardoit dans ses familiaritez avec Rizzo. Peut-être ces Historiens exagere-t-il beaucoup. Mais quoi qu'il en soit, on ne peut disconvenir que le Roi ne fût jaloux. La question est de savoir si la Reine donnoit lieu à cette jalousie, ainsi que Buchanan le prétend ; ou si, comme Cambden l'assure, le Comte de Murray, quoiqu'absent, l'inspiroit au Roi sans aucun fondement, par ses Lettres & par ses amis. Melvil, qui peut être regardé comme un témoin non suspect, suppose manifestement la jalousie du Roi, sans dire un seul mot de la cause, & l'on peut comme assurer, que s'il eût cru la Reine entièrement innocente, il n'auroit pas manqué à la disculper. Il ajoute, que les amis des Seigneurs fugitifs profitant de la dissension qu'ils voyoient entre le Roi & la Reine, & de la disposition où le Roi se trouvoit à l'égard de Rizzo, le portèrent à prendre la résolution de se défaire de ce Favori, afin de faire cesser par sa mort, la poursuite des Fugitifs, qui n'avoient proprement que lui pour Partie. Cela semble appuyer ce que dit Buchanan, puisque Melvil suppose la jalousie du Roi, & que les amis des Fugitifs ne firent que se servir de la disposition où ce Prince se trouvoit. D'un autre côté, il semble que Cambden a eu raison de dire, que les amis du Comte de Murray inspirèrent au Roi le dessein de se défaire de Rizzo. Mais on verra tout à l'heure, que, par les amis des Seigneurs fugitifs, Melvil n'a pas entendu les amis particuliers du Comte de Murray, mais plutôt ceux des autres Seigneurs réfugiés comme lui en Angleterre.

Tom. VI.

Ee

Le

ELISA-
BETH.
1565.Sa conduite
avec Rizzo
est scandaleu-
se.
Buchanan.Le Roi re-
çoit beau-
coup de mor-
tifications.Mémoires de
Melvil.

ELISABETH.

1566.
Le Roi rap-
pelle secrete-
ment les
Fugitifs.
Buchanan.

Le Roi ayant pris sa résolution, & ayant consulté quelques-uns de ses Domestiques sur les moyens de l'exécuter, la Reine, qui en fut informée, s'emporta contre lui d'une manière qui lui fit encore mieux comprendre combien elle s'interessoit pour cet indigne Favori. Comme le dessein étoit découvert, le Roi craignit pour sa propre vie, & ne sachant quel parti prendre, il demanda conseil au Comte de Lennox son Pere, qui fut d'avis de rappeler secretement les Seigneurs fugitifs, afin de s'appuyer de leur secours contre les entreprises de Rizzo. Ce fut alors vrai-semblablement, que le Roi fit savoir à ces Seigneurs, qu'ils pouvoient retourner en Ecosse, soit qu'il ne leur donnât que des esperances générales de quelque revolution qui leur seroit avantageuse, ou qu'il les instruisit de ses desseins les plus secrets.

Entrevue
des deux
Cours de
France &
d'Espagne à
Bayonne.

Pie V. Pape.

Dans le mois de Juillet de cette même année, se fit la fameuse Entrevue de Bayonne, dans laquelle les deux Cours de France & d'Espagne résolurent ensemble de faire tous leurs efforts pour exterminer les Hérétiques, ainsi qu'il parut dans la suite. Il y a beaucoup d'apparence que la Reine Elisabeth ne fut pas oubliée en cette occasion.

Le Pape Pie IV. étant mort au mois de Décembre, celui qui lui succéda prit le nom de Pie V. Je reviens aux affaires d'Ecosse, qui sont très importantes pour éclaircir l'Histoire d'Elisabeth.

1566.
Les Etats
d'Ecosse s'as-
semblent.

Buchanan.
Atelvil.
Rizzo solli-
cite contre
les Fugitifs.

Les Membres des Etats d'Ecosse se rendoient de jour en jour à Edimbourg, au commencement de l'année 1566. A mesure qu'ils arrivoient, Rizzo les sollicitoit ouvertement, pour obtenir la condamnation des Seigneurs fugitifs, malgré les fortes instances de l'Ambassadeur d'Angleterre, qui conjuroit la Reine de leur faire grace, ou du moins, de différer leur Jugement. Bien loin que ces instances fissent aucun effet sur son esprit, elles contribuoient au contraire à la confirmer dans sa résolution, parce qu'elle regardoit Elisabeth comme une ennemie contre laquelle elle devoit se précautionner. Ces Seigneurs étant les Chefs des Protestans, il y avoit apparence que la Reine d'Angleterre ne demandoit leur grace, que pour s'en faire de puis sans amis quand ils seroient de retour dans leur Patrie. Mais c'étoit là précisément ce que la Reine & Rizzo vouloient empêcher à quel- que prix que ce fût, sachant bien que leurs projets seroient trop difficiles à exécuter, quand ces Seigneurs seroient en Ecosse. C'étoit pour cela qu'il falloit leur ôter toute esperance de retour.

Le Roi fait
assassiner
Rizzo dans la
Chambre de
la Reine.
Buchanan.

Cependant, le Roi consultoit avec le Comte de *Morton* & avec quelques autres amis, sur les moyens de se défaire de Rizzo. Enfin, sa mort fut résolue, après que le Roi eut signé un Ecrit par lequel il s'en déclaroit l'Auteur. Ce furent le Lord *Rutbarn* & le Bâtard de *Douglas*, qu'il employa pour faire le coup, Morton s'étant contenté de le conseiller, sans vouloir y prêter sa main; & on l'exécuta de cette manière. La Reine étant à table, & Rizzo dans sa Chambre, le Roi y monta par un degré dérobé, & se tint quelque tems ap-
puyé

puyé sur son fauteuil. Peu de tems après, le Lord Ruthwen & le Bâtard de Douglas y entrent tout armés, & accompagnés de quelques-uns de leurs complices, les autres ayant été postés en divers endroits du Palais, pour empêcher le secours. Tous ces gens-là entrent d'une manière si brusque, que la table en fut renversée. La Reine ayant demandé à Ruthwen quel étoit son dessein, il ne daigna pas lui répondre : mais s'adressant à Rizzo, il lui commanda d'un ton absolu, de sortir de la Chambre, disant que la place qu'il occupoit ne lui convenoit pas. Il semble par là, que Rizzo étoit assis à table avec la Reine. Quoi qu'il en soit, Rizzo voyant que c'étoit à lui qu'on en vouloit, faisoit tout tremblant la robe de la Reine, comme pour se mettre sous sa protection, & la Reine faisoit de son côté tous les efforts possibles pour se mettre entre lui & les Conjurez. Mais le Roi l'ayant embrassée par le milieu du corps, en lui disant qu'elle n'avoit rien à craindre, l'empêcha de s'exposer au danger, & en même tems de couvrir Rizzo. Pendant ce tems-là, le Bâtard de Douglas ayant pris l'épée qui étoit au côté du Roi, la tira du fourreau, & l'enfonça dans le corps de Rizzo, qui fut d'abord traîné dans une autre Chambre où on acheva de lui ôter la vie. La Reine étoit alors enceinte d'environ cinq mois, & l'on peut bien juger que ce ne fut pas sans faire courir beaucoup de risque au fruit qu'elle portoit, qu'on commit cette action en sa présence.

Rizzo étant mort, on donna des Gardes à la Reine, qui trouva pourtant le moyen de dire à Melvil, d'aller promptement chez le Prévôt d'Edimbourg, lui dire qu'il assemblât le Peuple pour venir la dégager. Melvil s'étant acquitté de sa commission, le Prévôt répondit, qu'il feroit ses efforts pour servir la Reine : mais qu'il ne falloit pas beaucoup attendre du Peuple, qui étoit trop mécontent du Gouvernement. Quelques-uns pourtant ayant paru en armes devant le Palais, le Roi se mit à la fenêtre, & leur ayant dit que c'étoit lui qui avoit fait tuer Rizzo, il leur ordonna de se retirer, à quoi ils obéirent sur le champ (1).

Cependant, la Reine ne doutant point que le meurtre de Rizzo n'eût été commis en faveur des Seigneurs fugitifs, & qu'ils n'arrivassent bien-tôt en Ecosse, fit dire à Melvil par une de ses Dames, qu'il tâchât de prévenir le Comte de Murray, & qu'il le priât de sa part de ne se joindre pas à ses ennemis, moyennant quoi, il pouvoit s'assurer de sa parfaite reconnaissance. Murray & les autres Seigneurs fugitifs arrivèrent effectivement deux jours après la mort de Rizzo, ayant été avertis par avance du changement qui devoit arriver à la Cour. Cambden tire cette conjecture de la prompte arrivée des Fugitifs, qu'il falloit bien que le meurtre de Rizzo se fût fait en faveur

ELISA-
BETH.
1566.
Melvil.

La Reine
est mise en
arrêt.

Buchanan.

Justification
du Comte de
Murray contre
les accusations de
Cambden.
Mémoires de
Melvil.

(1) Buchanan dit, qu'il y eut un grand tumulte dans la Ville, & que les Bourgeois prirent les armes : mais selon Melvil, ce tumulte ne fut pas considérable.

ELISA- du Comte de Murray, qui devoit être condamné deux jours après
BETH. par les Etats. Mais il paroît au contraire, par les Mémoires de Mel-
 1566. vil, que les amis particuliers du Comte de Murray n'eurent aucune
 part à cette action, puisqu'il ne se crut pas obligé à aucune recon-
 noissance envers ceux qui l'avoient commise. Voici ce que cet Au-
 teur dit sur ce sujet, & qui fait voir, que la conséquence que Cam-
 den tire contre le Comte de Murray, de la prompte arrivée des Fu-
 gitifs, n'est pas julle. *A l'arrivée du Comte de Murray, qui ne tarda
 que jusqu'au Lundi suivant, je m'acquittai de la commission que la Reine
 m'avoit donnée pour lui, avec tout le soin possible. Mais l'entrevue qu'il
 eut lui-même avec la Reine fit plus d'effet sur son esprit, que toute autre
 chose n'auroit pu faire. Elle lui dit en l'embrassant & en le baisant: Ah!
 mon Frere, si vous aviez été ici, vous n'auriez pas souffert qu'on m'eût
 traitée avec tant de barbarie. Cela le toucha si fort, qu'il ne put re-
 tenir ses larmes. Il savoit bien que ceux qui avoient trempé dans le meur-
 tre de Rizzo, n'avoient eu pour but ni son rétablissement, ni le bien de leur
 Patrie, mais leurs propres intérêts, & par cette raison, il se crut moins
 obligé de prendre leur parti. Y a-t-il rien de plus opposé à la conséquen-
 ce de Camden? Cet Historien veut que Rizzo ait été tué pour faire
 plaisir au Comte de Murray, & pour prévenir la condamnation dont
 il étoit menacé, sans faire aucune mention des autres Seigneurs fu-
 gitifs, comme si leurs amis n'eussent eu aucune part à cette action. Ce-
 pendant, Melvil, qui étoit alors présent à la Cour, & qui a écrit long-
 tems avant lui, dit positivement que les amis des autres Seigneurs fu-
 gitifs furent les seuls Auteurs du meurtre, & que ceux du Comte de
 Murray n'y eurent aucune part. C'est par de semblables traits, &
 par un déchainement perpétuel contre Murray, que Camden a dé-
 figuré l'Histoire d'Ecosse de ce tems-là, & en même tems,
 celle d'Angleterre, dans ce qu'elle a de commun avec ce Royaume
 voisin.*

Le Roi a-
bandonne les
meurtriers,
Melvil.

qui se voyent
obligés de
traiter avec
la Reine.

La Reine
les trompe,
& se fauve
à Dumbair.

Pendant qu'on gardoit la Reine en prison, l'Ecosse se trouvoit dans
 une véritable Anarchie: mais cela ne dura pas. Le Roi commença
 bien-tôt à se repentir de s'être livré à des conseils si violents, & la
 Reine qui s'en aperçut, fut si bien le cajoler, qu'elle lui persuada d'a-
 bandonner les meurtriers de Rizzo (1). Ce coup imprévu les étonna,
 d'autant plus qu'ils voyoient, contre leur attente, que le Comte de
 Murray ne vouloit pas se joindre à eux. La Reine saisissant une oc-
 casion si favorable, leur fit proposer un accommodement, à quoi ils
 consentirent volontiers, dans l'impuissance où ils se voyoient de se
 soutenir. Mais elle eut l'adresse de faire dresser un projet d'accom-
 modement conçu d'une telle manière, qu'il fallut souvent y faire des
 changemens, avant qu'on en pût convenir. Cela se faisoit en vue de
 gagner

(1) Buchanan n'explique pas bien ceci, & par là, il laisse une grande obscurité dans
 son récit.

gagner du tems, & pour donner à la Reine le loisir de prendre les mesures nécessaires pour se tirer de captivité. Quand le projet fut fait à la satisfaction des Parties, elle représenta au Roi, que si elle le signoit étant prisonnière, il ne seroit d'aucune force, & par ce moyen, elle se fit ôter la Garde. Mais, au-lieu de signer l'Ecrit, elle trouva le moyen de s'évader, & de se retirer à Dumbard, où elle emmena aussi le Roi (1). En se retirant, elle fit ordonner de sa part à Melvil, de faire tous ses efforts pour entretenir le Comte de Murray dans ses bonnes dispositions; & Melvil dit, que Murray & ses amis lui-donnerent des assurances de leur constante fidélité pour la Reine.

ELISA-
BETH.
1506.

Marie étant arrivée à Dumbard, & ayant repris son autorité, accorda des Lettres de Pardon au Comte de Murray; & ensuite, les Comtes d'Argyle, de Rothes, & de Glencarn obtinrent la même faveur. Pour le Duc de Châtelaud, il s'étoit retiré d'avec eux, avant qu'ils fussent contraints de s'enfuir en Angleterre. Toute la colère de la Reine s'étoit tournée contre les meurtriers de Rizzo: mais

Elle reprend
son autorité
& pardonne
aux Fugitifs.

Morton, Ruthven, & Douglas, s'étant sauvés en Angleterre, elle ne put punir que quelques-uns de leurs complices, qui furent exécutés. Buchanan assure, qu'elle fit ôter le corps de Rizzo du lieu obscur où il avoit été enterré, & qu'elle le fit mettre dans le Tombeau des Rois, à côté de Magdelaine de France, Fille de François I. Il est facile

Les meur-
triers de Rizzo
se sauvent
en Angleter-
re.

de juger que l'action violente que le Roi venoit de commettre, accrût beaucoup la haine que la Reine avoit déjà conçue contre lui. Elle se contraignit pendant qu'elle fut prisonnière: mais dès qu'elle se revint en liberté, elle lui causa des mortifications capables de lui faire perdre patience. Buchanan entre sur ce sujet dans un grand détail, & ce qu'il rapporte se trouve, à peu près, confirmé par Melvil. Celui-ci

La Reine
fait paroître
sa haine pour
le Roi.

dit, que la Reine ne pouvoit plus souffrir la vue du Roi; qu'elle le fuyoit par-tout; & que ce Prince, se trouvant abandonné de ses Parents & de ses amis qu'il avoit lui-même abandonnés, & n'ayant presque plus d'accès auprès de la Reine, étoit toujours seul, & dans un état digne de pitié. Enfin, la Reine, qui avoit résolu de faire ses couches à Sterlyn, y voyant arriver le Roi, se retira sans lui dans le Château d'Edimbourg, pour y attendre son terme.

Mémoires
de Melvil.

Dès ce tems-là, le Comte de Bothwel commençoit à tenir dans le cœur de la Reine, la place que Rizzo y avoit occupée. Comme ce nouveau Favori s'apercevoit que la Reine avoit beaucoup d'égards pour le Comte de Murray, qui lui avoit donné depuis peu des preuves convaincantes de sa fidélité, il s'unit avec le Comte de Huntley, & avec Jean Lesley Evêque de Ross, pour le perdre. Dans ce dessein, ils firent entendre à la Reine, qu'il avoit dessein de faire revenir le Comte

Le Comte
de Bothwel
est en grand
crédit.

Idem.

(1) Buchanan dit, qu'elle le contraignit d'aller avec elle: mais dans l'état où elle se trouvoit, il ne lui étoit gueres possible d'user de force, & par conséquent, il est beaucoup plus vrai-semblable qu'il la suivit volontairement.

ELISABETH. de Morton & les autres meurtriers de Rizzo, pour former un Parti contre elle, pendant qu'elle seroit en couche: mais elle ne voulut pas le croire, & Melvil acheva de la détromper. Ainsi Murray étoit toujours en butte à ses ennemis, auxquels la Reine, pour son propre malheur, ne donnoit que trop d'accès auprès d'elle.

Elisabeth découvre les desseins de Marie par le moyen d'un Espion.

Elisabeth étant parfaitement instruite de ce qui se passoit à la Cour d'Ecosse, n'étoit pas fâchée de voir sa bonne Sœur, c'est ainsi qu'elle l'appelloit Marie, prendre une route si contraire à ses véritables intérêts, en se confiant à des gens qui ne pouvoient que la ruiner. Elle savoit que Marie ne pouvoit abandonner le projet qu'elle avoit formé de la chasser du Trône, & que le Pape, le Cardinal de Lorraine, & les Cours de France & d'Espagne, prenoient grand soin de l'entretenir dans cette disposition. Ainsi, afin de mieux pénétrer ses secrets, elle avoit envoyé en Ecosse un nommé *Ruxby*, qui, feignant d'être fugitif d'Angleterre, & de haïr mortellement Elisabeth, s'étoit insinué dans les bonnes grâces de Marie, & lui avoit peu à peu arraché des secrets importants, dont il avoit donné avis à *Cecil* Secrétaire d'Etat. Ces découvertes ayant confirmé Elisabeth dans ses soupçons, furent cause qu'encore qu'elle eût publié une Proclamation pour ordonner aux Seigneurs d'Ecosse fugitifs de sortir de ses Etats, elle les fit assurer en secret de sa protection, ayant dessein de se servir d'eux quand l'occasion s'en présenteroit, pour causer à Marie des embarras qui l'empêchassent de penser à l'Angleterre.

Elle fit assurer les Ecossois fugitifs de sa protection.

L'Espion est découvert.

Cependant, Robert Melvil, Ambassadeur d'Ecosse en Angleterre, ayant découvert que *Ruxby* étoit un Espion de Cecil, en donna avis à la Cour d'Ecosse, qui le fit arrêter avec tous ses Papiers, parmi lesquels on trouva des Lettres de Cecil en chiffre. Il fut gardé avec tant de soin, que personne ne put savoir pourquoi il étoit en prison. Peu de tems après, Elisabeth envoyant *Kiligrew* en Ecosse pour quelques affaires, lui ordonna de demander qu'on lui livrât *Ruxby*, comme un Rebelle fugitif. Marie, feignant d'ignorer ce que *Ruxby* étoit venu faire en Ecosse, répondit, qu'elle étoit prête à le livrer à celui que la Reine sa Sœur voudroit charger de le recevoir. Mais Elisabeth ayant su qu'il avoit été arrêté, & en soupçonnant bien la raison, ne parla plus de cette affaire. Ainsi, ces deux Reines, parmi les démonstrations d'amitié qu'elles se donnoient mutuellement, se regardoient pourtant l'une l'autre comme de véritables ennemies, & ce n'étoit pas sans fondement. Marie travailloit en secret, par ses Emissaires, à débaucher les Sujets d'Elisabeth, & à leur inspirer un esprit de revolte. Elisabeth favorisoit, de son côté, les Mécontents d'Ecosse, & leur faisoit entendre, qu'ils trouveroient toujours en elle une puissante protection.

Les deux Reines se regardent comme ennemies.

Naissance de Jaquet Fils de Marie. *Buchanan.* *Melvil.*

Dans ces entrefaites, la Reine d'Ecosse accoucha d'un Prince, le 19. de Juin, & d'abord elle envoya Jaques Melvil à Elisabeth, pour lui en porter la nouvelle, & pour la prier de vouloir être la Marraine de

de l'Enfant qui venoit de naître. Melvil dit dans ses Mémoires, que le Secrétaire Cecil ayant porté cette nouvelle à la Reine qui étoit alors au Bal, les danses finirent incontinent, & la Reine demeura sur sa chaise, la tête panchée, sans dire mot: qu'une de ses Dames lui ayant demandé le sujet de cette tristesse soudaine, elle lui répondit, que la Reine d'Ecosse étoit Mere d'un Fils, mais que pour elle, on ne pouvoit la regarder que comme un tronc inutile. Cela n'empêcha pas, que le lendemain, quand elle donna audience à l'Envoyé, elle ne parût plus ajustée & plus gaye qu'à l'ordinaire, témoignant une extrême joye de ce que la Reine sa bonne Sœur étoit heureusement délivrée. Dans cette audience, Melvil voulut lui insinuer, qu'en cette conjoncture, elle ne pouvoit mieux témoigner l'intérêt qu'elle prenoit à ce qui regardoit la Reine d'Ecosse, qu'en la déclarant son Héritière présomptive. Elle lui répondit froidement, que cette affaire étoit entre les mains des Jurisconsultes, & qu'elle souhaitoit que son droit se trouvât bien fondé.

ELISABETH.
1566.

Elisabeth en
du chagrin.

Pendant que Melvil fut à Londres, les principaux partisans de Marie jugerent qu'il étoit absolument nécessaire de dissiper les soupçons que les avis de Ruxby avoient pu donner à la Cour d'Angleterre: Que pour cet effet, il seroit bon que cette Reine écrivit deux Lettres, l'une à son Ambassadeur ordinaire, pour être montrée à Elisabeth, l'autre au Secrétaire Cecil; & on lui en envoya les modèles. Ces Lettres furent effectivement écrites. Dans celle que Marie écrivoit à son Ambassadeur, elle protestoit, qu'elle n'attendoit rien que de l'amitié de sa chère Sœur. Elle ordonnoit à l'Ambassadeur, de n'écouter aucune proposition des Mécontents, & de les menacer de les découvrir s'ils faisoient aucun complot qui vint à sa connoissance. L'autre Lettre, adressée au Secrétaire d'Etat, contenoit à peu près les mêmes protestations. Ces Lettres, ajoute Melvil, dissipèrent tellement les soupçons de la Cour d'Angleterre, que mon Frere y fut souffert comme auparavant. Par là, le nombre des partisans de la Reine d'Ecosse fut tellement augmenté, que déjà plusieurs Provinces étoient prêtes à se revolter, les Officiers ayant été déjà nommez par les Nobles.

Les amis de
Marie tâ-
chent de dis-
siper les
soupçons
d'Elisabeth.

Desseins
de Marie.

Cet aveu d'un homme, qui, selon les apparences, étoit bien informé, puisqu'il étoit Frere de l'Ambassadeur ordinaire, fait voir quels étoient les desseins de Marie. Croira-t-on que l'Ambassadeur entreprit de faire revolter la Noblesse & les Provinces d'Angleterre, contre le gré de la Reine sa Maîtresse, ou à son insu? Il y a dans les Mémoires de Melvil divers passages semblables, qui font connoître que Marie & ses amis étoient dans de continuel mouvemens pour lui faire des partisans en Angleterre, & pour les tenir disposés à prendre les armes contre Elisabeth, quand on le jugeroit à propos. Il ne faut donc point s'étonner, si Marie refusoit de ratifier le Traité d'Edimbourg. Cette ratification auroit découragé ses partisans en Angleterre, & dans les autres Pays. Elisabeth n'ignoroit pas à quoi Marie tendoit. C'étoit en

Let deux
Reines se
tendent mu-
tuellement
des pieges.

ELISA- un mot, à la renverser de dessus son Trône, si elle en pouvoit trouver les moyens. C'étoit par cette raison, qu'elle la pressoit avec tant d'instance pour la porter à faire la fausse démarche de ratifier le Traité, afin de rompre ses mesures. D'un autre côté, dans le tems même que Marie faisoit à sa bonne Sœur des protestations d'amitié, & qu'elle la prioit d'être Marraine de son Fils, elle tâchoit de la faire tomber dans un piège, en voulant lui persuader de la faire déclarer son Héritière. Elle savoit bien que si elle pouvoit obtenir cet avantage, son Parti, qui étoit déjà fort grand en Angleterre, en deviendrait plus nombreux & plus puissant. Mais elles connoissoient assez bien l'une & l'autre leurs intérêts, pour ne pas donner dans les pièges qu'elles se tendoient réciproquement. Ainsi, Marie ne ratifia jamais le Traité d'Edimbourg, & Elisabeth ne la déclara jamais son Héritière. On peut pourtant présumer avec assez de fondement, que si Marie ne se fût pas perdue par un autre endroit, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, elle auroit causé à Elisabeth des embarras dont, tout habile qu'elle étoit, elle auroit eu de la peine à se tirer.

Marie mal-
traite beau-
coup le Roi
son Epoux.
Buchanan.
Elle vit d'une
manière
scandaleuse
avec Both-
wel.

Dans l'intervalle entre les Couches de Marie & le Baptême du Prince, on vit cette Reine traiter le Roi son Epoux avec un si grand mépris, & lui faire des affronts si sanglans, qu'on ne parloit d'autre chose dans toute l'Ecosse. Buchanan ne se contente pas de s'étendre beaucoup sur cette matière: mais il parle encore des amours de la Reine avec Bothwel, d'une manière à faire comprendre qu'elle avoit perdu toute honte, & qu'elle ne se soucioit plus de ménager le Public. On pourroit croire que Buchanan, ennemi de cette Reine, a beaucoup exagéré, si ce qui arriva dans la suite ne confirmoit trop manifestement ce qu'il a rapporté sur ce sujet. Cambden n'a rien dit des amours de la Reine avec Bothwel, & n'a parlé que légèrement de sa haine pour le Roi, sous le nom d'une simple dissension entre eux, parce que c'étoient des choses directement contraires au but qu'il s'étoit proposé, de la justifier en tout. Melvil se trouve embarrassé sur cette matière. Il n'a pas osé tout dire: mais la suite & la liaison de ses Mémoires demandant nécessairement qu'il dit quelque chose des amours de la Reine, il se contente de faire entendre en divers endroits, qu'en ce tems-là Bothwel étoit tout-puissant à la Cour, & qu'il gouvernoit absolument l'esprit de la Reine. Il n'a pas été si retenu par rapport à l'averfion que la Reine avoit conçue pour le Roi, puisqu'il ne seint point de faire connoître qu'elle étoit extrême.

Baptême du
Prince.

Le Baptême du Prince devant se célébrer à Sterlyn, les Ambassadeurs de France, d'Angleterre, & de Savoye, qui devoient tenir l'Enfant sur les fonts, s'y rendirent, & la Cour y fut fort grosse. C'étoit le Comte de Bethford, qu'Elisabeth y envoya pour tenir sa place. Le Prince fut nommé *Jacques*, & la Reine obtint, quoiqu'avec beaucoup de difficulté, qu'on le baptisât à la manière de l'Eglise Romaine, ayant dessein de l'élever dans la Religion Catholique. Pendant que

que la Cour fut à Sterlyn, le Roi fut exposé à des indignitez inouïes, n'ayant pas osé s'y montrer à cause de la disette extrême où il se trouvoit réduit, pendant que Bothwel y paroissoit avec une magnificence Royale, au grand scandale de tout le monde. Mais, sans m'arrêter à ce qu'en a dit Buchanan, puisqu'on a voulu le rendre suspect, je me contenterai du témoignage de Melvil. *La Reine*, dit cet Auteur, *étant à Sterlyn, me parut fort triste, & se plaignit à moi du meurtre de Rizzo, comme d'un outrage qui ne pouvoit s'effacer de son esprit. Je tâchai de la consoler, & de lui persuader de rappeler les Bannis, afin de se procurer un gouvernement paisible. J'avois déjà gagné quelque chose sur elle, & Bothwel s'en étant aperçu, se hâta de faire revenir le Comte de Morton pour s'appuyer de son secours, ayant déjà résolu de tuer le Roi, pour pouvoir épouser la Reine.* Il ajoute encore, que le Comte de Bethford, étant sur le point de s'en retourner en Angleterre, le pria de dire de sa part à la Reine, que pour sa propre gloire, elle devoit vivre d'une autre manière avec le Roi son Époux. Melvil s'acquitta de sa commission, mais sans aucun succès. Ces témoignages confirment bien mieux ce que Buchanan rapporte, que le silence de Cambden ne le peut combattre.

Après la cérémonie du Baptême, le Comte de Bethford, suivant les ordres qu'il avoit reçus d'Elisabeth, pressa la Reine d'Ecosse de ratifier le Traité d'Edimbourg. Jusqu'alors, elle n'avoit employé que des prétextes & des défaites pour éluder cette demande: mais en cette occasion, elle parla plus franchement. Elle répondit, qu'il y avoit dans ce Traité, un Article conçu en termes ambigus, lequel elle ne pouvoit ratifier sans se porter trop de préjudice. Que néanmoins, elle offroit d'envoyer des Commissaires sur les frontières, pour convenir avec ceux de la Reine d'Angleterre, d'un nouveau Traité par lequel elle s'engageroit à ne prendre ni le Titre de Reine d'Angleterre, ni les Armes de ce Royaume, pendant la vie d'Elisabeth & de sa Postérité. Ainsi la difficulté fut enfin dénouée, & véritablement, Elisabeth ne pouvoit pas, avec justice, lui demander davantage. Cependant, elle prit cette réponse pour un refus. Cela prouve assez clairement, comme il me le semble, ce que j'ai dit ailleurs, qu'Elisabeth avoit dessein de se servir de cette ratification pure & simple, si Marie avoit été assez imprudente pour la donner, contre Marie elle-même, & de faire voir par là, qu'elle n'avoit aucune prétention sur la Couronne d'Angleterre. Il est très apparent, que la plupart des Anglois Protestans, après avoir été si cruellement persécutés sous le Règne précédent, ne demandoient qu'un prétexte pour exclure une Princesse Catholique de la Succession à la Couronne.

La Cour d'Ecosse étant retournée à Edimbourg après le Baptême du Prince, le Roi y fut traité d'une manière si outrageante, qu'il résolut enfin de se retirer à Glasgow auprès du Comte son Père, qui avoit quitté la Cour pour n'être pas témoin des indignes traitemens

Tom. VI.

Ff

qu'on

E. L. 13 A-
B. E. T. 1.
1566.
Le Roi
souffre beau-
coup d'en or-
tifications.

Marie refu-
se de ratifier
le Traité d'Edimbourg,
Cambden,
Attemours de
Walsingham.
Instructions
à No. ris,
& offre d'en
faire un au-
tre moins
ambigu.

Dessein d'Elisabeth.

Marie traite le Roi indigne-ment.
Il se résout à se retirer.

ELISABETH.

1566.
Il quitte Edimbourg & tant se gâta par empoisonné.
Buchanan.
Mérid.
Il résulta au poison.

qu'on faisoit au Roi son Fils. Lorsqu'il fut sur le point de partir, des Officiers de la Reine vinrent lui enlever toute sa Vaisselle d'argent, & lui en donnerent d'autre qui n'étoit que d'étain. Il étoit à peine à un mille d'Edimbourg, qu'il se sentit attaqué d'un mal très violent, qui étoit un effet du poison qu'on lui avoit fait prendre avant son départ (1). Il acheva pourtant d'aller jusqu'à Glasgow, où les remèdes & la force de son tempérament lui firent surmonter la violence du mal, quoiqu'avec beaucoup de difficulté. Pour ne pas interrompre le fil des affaires d'Ecosse, j'ai parcouru tout de suite ce qui se passa de plus important dans ce Royaume pendant l'année 1566. Il faut présentement passer à d'autres matières.

Charles IX.
donne à Elisabeth des
marques de son estime.
Cambden.
Annales

Au commencement de cette même année, Charles IX. avoit envoyé Mr. de Rambouillet en Angleterre avec deux Coliers de l'Ordre de St. Michel, dont il prioit Elisabeth d'honorer deux Seigneurs de la Cour, à son choix. Elle choisit le Duc de Norfolk & le Comte de Leicester, & honora le porteur de l'Ordre de la Jarretière. Mais il ne faut pas se laisser tromper par ces marques extérieures d'estime & d'amitié réciproque, entre les deux Cours. Tout cela n'étoit rien moins que sincère. Elisabeth avoit rompu les mesures de la Cour de France, en chassant les François d'Ecosse. De plus, elle étoit regardée comme le Chef & la Protectrice des Protestans, dont la perte avoit été résolue dans la Conférence de Bayonne. Ainsi, selon les apparences, ce n'étoit que pour l'endormir, que la Cour de France lui donnoit cette marque équivoque de son estime. Elisabeth n'ignoroit pas que cette Cour, qui étoit très bigotte, & où la Reine d'Ecosse avoit de si puissans amis, n'avoit aucune affection pour elle. Supposé même qu'elle n'eût reçu aucun avis de la résolution prise à Bayonne, qui étoit pourtant lue ou devinée par les Huguenots de France, elle ne pouvoit jamais se fier à cette Cour.

Le Comte d'Arundel quitte l'Angleterre.

Dans cette année, le Comte d'Arundel se retira du Royaume, avec la permission de la Reine, sous prétexte d'aller changer d'air pour recouvrer sa santé. On crut que le véritable motif de sa retraite étoit, le chagrin de ne voir plus aucune apparence à son Mariage avec la Reine, dont il s'étoit vainement flaté.

La Reine va visiter l'Université d'Oxford.

Peu de tems après qu'Elisabeth eut reçu la nouvelle de la délivrance de la Reine d'Ecosse, elle alla visiter l'Université d'Oxford, où elle fut reçue de la même manière qu'elle l'avoit été à Cambridge. Elle y témoigna aussi par ses discours & par ses manières affables, une estime extraordinaire pour cette Université. Jamais Prince n'avoit eu plus qu'elle, l'art de se concilier l'amour de ses Sujets par des expressions tendres & affectionnées, qui paroissoient partir du fond de son cœur.

Complot pour faire assassiner la

Malgré tout cela, il se préparoit un terrible orage contre elle. La Reine

(1) Cambden ne dit pas un mot de cet empoisonnement.

Reine d'Ecosse ayant accouché d'un Prince, ses partisans commencerent à se reveiller, & ne craignirent point d'agir tout ouvertement, pour la faire déclarer Héritiere présumptive de la Reine. Le Parlement s'assembla au mois de Novembre, dans cet esprit. Ceux qui dirigeoient cette affaire étoient les principaux amis de la Reine d'Ecosse, & n'avoient qu'elle seule en vue: mais tout le monde se couvroit du prétexte du bien public. Entre les Seigneurs, il y en avoit qui, voyant Elisabeth sans Mari, & la Reine d'Ecosse portée à faire divorce avec le sien, se flatoient de pouvoir épouser l'une ou l'autre. Dans cette vue, ils se tenoient derrière le rideau, & faisoient agir leurs amis, afin de frapper leur coup plus à propos. Enfin, la partie étant faite, il fut proposé dans la Chambre Haute, de présenter une Adresse à la Reine, pour la prier de se marier, ou de nommer la personne qui devoit lui succéder. Parmi les raisons qu'on alleguoit pour appuyer cette proposition, il y en avoit de contradictoires: mais tout étoit bon pour ceux qui avoient formé le projet, pourvu qu'ils pussent engager le plus grand nombre à faire cette démarche. Pour gagner ceux qui n'avoient que le bien public en vue, on leur disoit, que si la Reine mouroit sans Enfants, le Royaume seroit exposé à de grands Troubles, parce qu'il n'y avoit encore rien de réglé touchant la Succession à la Couronne. On faisoit craindre aux Proteftans zéléz, que la Reine d'Ecosse ayant des prétentions à la Couronne, on courroit risque de voir revenir le tems du dernier Regne, si la Reine ne prenoit pas un Epoux pour se donner un Successeur avec la bénédiction de Dieu. Plusieurs donnoient dans ce panneau, se persuadant que la Reine, qui avoit tant d'affection pour ses Sujets, se rendroit à leurs desirs, & se résoudroit enfin à se marier, & ils esperoient par là de voir le Royaume dans une parfaite tranquillité. Personne ne parloit pour la Reine d'Ecosse; & c'étoit pourtant elle seule que les Chefs du complot avoient en vue. Ils faisoient bien, que la Reine avoit pris la résolution de ne pas s'engager dans le Mariage. On croyoit même qu'elle ne pouvoit le faire sans courir risque de la vie, & que ses Medecins le lui avoient déclaré. Mais, seignant d'ignorer cela, ils vouloient qu'on la pressât de se marier, afin de tirer de son refus un prétexte de l'obliger à nommer la personne qui devoit lui succéder. Ce ne pouvoit être que la Reine d'Ecosse, n'y ayant plus personne qui pût lui disputer son droit. La Duchesse de Suffolck & ses deux Filles ainées, n'étoient plus au monde. La troisieme étoit toute contretaite, & avoit pour Mari un homme d'une condition fort médiocre. Je ne sai même si elle étoit encore en vie. Quant aux Enfants que Catherine Gray, la seconde de ces trois Sœurs, avoit lûissés du Comte de Hartford, Elisabeth les avoit fait déclarer Bâards par une Sentence juridique. Par conséquent, ils ne pouvoient pas prétendre au Trône. Pour les droits de la Comtesse de Lenox, Marie avoit pris soin de les unir aux siens propres, par son

ELISA-
BETH.
1566.
Reine d'E-
cosse Héri-
tiere d'Elis-
beth.
*Annales de
Cambden.*

ELISA- Mariage avec le Lord Darley. Il falloit donc, ou appeller à la Suc-
METH. cession, quelqu'un descendu par Femmes de la Maison d'Yorck, à
 1566. quoi la Reine ni le Parlement n'auroient pas volontiers consenti; ou
 nommer *Marie Stuart* pour remplir le Trône après la Reine. La ca-
 bre Haute bale fut si forte dans la Chambre Haute, que quelques-uns des Sei-
 gneurs furent d'avis, qu'il ne fustoit pas de prier la Reine, mais qu'il
 falloit lui imposer la nécessité de se marier; & qu'en cas de refus, le
 Parlement devoit, malgré qu'elle en eût, pourvoir à la Succession.
 Enfin, il fut résolu de lui envoyer *Bacon* Garde du Grand Sceau, pour
 la prier, au nom de la Chambre, de prendre un Epoux, & pour lui
 en représenter les raisons.

Les Com-
 munes sont
 encore plus
 éclaircées.

Les esprits étoient encore plus agitez dans la Chambre Basse. On
 y soutenoit ouvertement, que, puisque la Reine ne vouloit pas se ma-
 rier, il falloit la contraindre de nommer la personne qui devoit lui
 succéder: qu'en négligeant une précaution si nécessaire, elle faisoit
 voir que sa prétendue affection pour son Peuple n'étoit qu'une pure
 dissimulation, puisqu'elle préféreroit son propre intérêt à celui de tout
 le Royaume. Qu'elle ne pouvoit refuser ce qu'on lui demandoit, que
 par la crainte qu'elle concevoit par avance de la personne qui seroit
 nommée, & que cette crainte ne convenoit qu'à des femmelettes qui
 se remplissent l'esprit de vaines frayeurs.

Einbaras de
 la Reine.

La Reine prit du tems pour répondre aux Seigneurs, & affecta
 d'ignorer ou de faire peu d'attention à ce qui se passoit dans la Cham-
 bre des Communes. Elle étoit pourtant très mortifiée de ce que ses
 ennemis avoient eu assez de crédit pour tourner contre elle les deux
 Chambres du Parlement, & de voir que ceux qu'elle avoit le plus fa-
 vorisez, s'étoient laissés gagner pour agir si directement contre ses inté-
 rêts. Comme elle n'ignoroit pas qu'un très grand nombre de ses Su-
 jets n'étoient pas trop bien convaincus de la justice de son droit par
 rapport à la Couronne, elle comprenoit bien que nommer la Reine
 d'Ecosse pour son Héritière présomptive, c'étoit véritablement aug-
 menter & fortifier les droits de cette dangereuse Rivale. Elle n'avoit
 parmi les Princes Souverains, ni aucun Allié, ni aucun véritable ami.
 Au contraire, elle ne pouvoit pas douter, que le Pape, la France,
 & l'Espagne, ne prêtassent volontiers leur secours pour lui arracher sa
 Couronne. Toute sa ressource ne consistoit que dans l'affection de son
 Peuple, dont elle voyoit les Représentans liguez, s'il faut ainsi dire,
 contre elle, pour la forcer à faire une démarche contraire à ses vé-
 ritables intérêts. Il n'est pas aisé de deviner à quoi elle se seroit dé-
 terminée, si les Seigneurs se fussent obstinez à vouloir obtenir ce qu'ils
 avoient demandé, & s'ils eussent eu la concurrence des Communes.
 En attendant qu'elle pût mieux pénétrer dans les intrigues qui fai-
 soient agir le Parlement, elle se servit d'un expédient qui lui réussit, re-
 mettant à prendre d'autres mesures selon celles que ses ennemis pour-
 roient

roient prendre. Cet expédient fut, qu'elle fit dire aux deux Chambres, de lui envoyer chacune trente Députés pour recevoir sa réponse. Voici le Discours qu'elle fit à ces Députés pour leur faire connoître sa pensée, ou plutôt pour la déguiser, & pour ne rien répondre à leur demande.

Puisque souvent les paroles des Princes pénètrent bien avant dans les cœurs, comme dans les oreilles des hommes, soyez attentifs à ce que je vais vous dire. Comme j'ai toujours aimé la vérité toute nue & toute simple, j'ai aussi estimé que vous la chérissiez de tout votre cœur: mais je me suis trompée. J'ai reconnu que la dissimulation s'est fourrée parmi vous, sous le masque du zèle pour le bien public, & sous le prétexte spécieux de pourvoir à ma Succession. Quelques-uns d'entre vous ont été d'avis de m'obliger à répondre positivement, si je voulois accorder ou refuser au Parlement la liberté de délibérer sur la nécessité de nommer un Successeur, & de pourvoir par ce moyen à la tranquillité publique. Si je l'eusse accordée, ils étoient au comble de leurs souhaits, & ils auroient triomphé de moi. Si je l'eusse refusée, ils auroient excité contre moi la haine de mes Sujets, ce que, jusqu'à présent, mes plus grands ennemis n'ont pu faire. Mais leur prudence les a trompés: ils n'ont pas bien pris leur tems. Ils ont trop avancé leurs desseins, sans penser à l'événement. Par cette manière d'agir, j'ai aisément découvert qui sont ceux qui ont été équitables envers moi, & ceux qui ne l'ont pas été, & j'ai reconnu que votre Assemblée est composée de quatre sortes de gens. Les uns sont les auteurs de la trame. D'autres ont servi d'ailleurs pour persuader leur compagnons par de douces paroles, & par des raisons apparentes. Quelques-uns se sont laissés conduire, & ont donné leur approbation à ce qu'on leur a fait regarder comme juste. D'autres enfin, étonnés d'une si grande audace, sont demeurés dans le silence, & ce sont les plus excusables. Estimez-vous que je néglige votre sûreté, laquelle vous fondez sur un Successeur, ou que je veuille envahir votre liberté? Certes je n'y ai jamais pensé. Mais j'ai cru qu'il falloit vous empêcher de tomber dans la fosse où vous alliez vous précipiter. Chaque chose a sa saison: vous aurez peut-être après moi, un Souverain plus prudent; mais vous n'en aurez point qui vous aime plus que moi. Je ne sais si je verrai encore une fois de telles Assemblées: mais prenez garde de ne pas abuser de la patience de votre Reine. Tenez néanmoins pour certain, que j'ai bonne opinion de la plupart de vous, & que je vous aime de tout mon cœur comme auparavant.

Il n'est pas facile de comprendre ce que la Reine vouloit faire entendre au Parlement, en disant qu'elle ne savoit si elle verroit à l'avenir de telles Assemblées. Ce sont des termes ambigus, qui peuvent avoir divers sens. D'ailleurs, ils sont enchaînés dans un endroit où ils n'ont pas beaucoup de liaison avec ce qui précède, ou avec ce qui suit. Quoi qu'il en soit, avec cette espèce de galimatias, elle renvoyait les Députés des deux Chambres, & le Parlement fut incontinent prorogé, de peur de lui donner lieu d'examiner cette réponse,

ELISA-
BETH.

1666.

Elle se fait
envoyer des
Députés des
deux Cham-
bres.

Discours de
la Reine aux
Députés.

ELISA- dont, selon les apparences, il n'auroit pas été fort content. Mais au
BETH. fond, ce n'étoit qu'un remède palliatif, qui n'étoit pas capable d'ap-
 1566. paîser la fermentation déjà excitée parmi le Peuple. S'il donnoit à
 la Reine le tems de prendre d'autres mesures, il en donnoit aussi à
 ses ennemis pour mieux dresser leurs batteries. Vrai-semblablement,
 cette affaire auroit été remise sur le tapis au prochain Parlement, si,
 dans cet intervalle, la Reine d'Ecosse ne se fût pas perdue elle-même
 par sa mauvaise conduite, & n'eût pas diminué sensiblement son Parti
 en Angletterre. C'est ce que je ferai voir tout à l'heure, après avoir
 dit un mot, pour finir l'année 1566, de ce qui se passoit dans les
 Pais-Bas.

Affaires des
 Pais-Bas
 Grains, An-
 nales des Pais-
 Bas.

Depuis que Philippe II. avoit quitté ces Provinces, en 1559, pour
 aller résider en Espagne, le mécontentement des Grands & du Peuple
 s'étoit tellement accru, qu'il n'étoit pas possible que les affaires de
 ce Pais-là demeuraissent plus longtems dans la situation où elles é-
 toient. Ce mécontentement général avoit plusieurs causes, savoir,
 I. la persuation où le Peuple se trouvoit, que le Roi avoit formé le des-
 sein d'abolir les Libertez & les Privileges du Pais, pour y établir une
 Domination despotique. II. L'érection des Evêchez, qui diminueoit
 beaucoup le pouvoir & les revenus des Abbez, à quoi un grand nom-
 bre de familles se trouvoient intéressés. III. L'Inquisition qu'on
 avoit dessein d'établir dans ces Provinces, & qui n'étoit gueres moins
 détestée par les Catholiques, que par les Protestans mêmes. IV. La
 défense d'assembler les Etats. V. Le projet que le Roi avoit fait d'ex-
 terminer les Protestans, qui se trouvoient déjà en fort grand nombre
 dans le Pais. VI. Enfin, les intérêts des Grands, qui comprenoient as-
 sez combien l'exécution des desseins du Roi leur devoit être funeste.
 Ce fut en vain que, durant plusieurs années, ils demanderent à la Gou-
 vernante, qu'elle assemblât les Etats, pour prévenir les maux dont
 ils prévoyent que leur Pais alloit être bien-tôt affligé: cette deman-
 de fut constamment rejetée. Cette rigueur avoit enfin obligé le
 Prince d'Orange, le Comte d'Egmont, le Comte de Horn, & divers
 autres Seigneurs, à se retirer du *Conseil d'Etat*, & à écrire au Roi,
 que le Cardinal de Granvelle s'étoit rendu si odieux, qu'il y avoit tout
 à craindre, s'il demeurait plus longtems dans les Pais-Bas. Phi-
 lippe, ne jugeant pas à propos de leur accorder directement le rap-
 pel du Cardinal, lui conseilla pourtant de se retirer. Dès que Gran-
 velle se fut éloigné, les Grands allerent reprendre leurs places dans le
 Conseil.

Cependant, l'Inquisition étant généralement abhorrée, les Peuples
 commencerent à s'émouvoir, & à témoigner qu'ils vouloient se déli-
 vrer de ce joug. Les Grands appuyerent cette résolution par deux
 motifs. Premièrement, parce qu'ils comprenoient que l'Inquisition
 ne pouvoit qu'être funeste à la Liberté. En second lieu, parce qu'ils
 étoient informez, que le Roi avoit pris de terribles résolutions contre
 eux,

eux, à cause de ce qui s'étoit passé au sujet du Cardinal de Granvelle. Sur cela ils formèrent une Confédération contre l'établissement de l'Inquisition, & Louis, Comte de Nassau, Frere du Prince d'Orange, alla présenter une Requête à la Gouvernante sur ce sujet, étant accompagné de quatre-cens hommes. Ce fut à cette occasion que les Protestans reçurent le nom de *Gueux*. La Gouvernante n'ayant pas le pouvoir d'accorder ce qu'on lui demandoit, les Protestans prirent d'eux-mêmes la liberté de prêcher publiquement, & la Gouvernante se vit contrainte de le souffrir, & enfin, de le permettre expressément. Depuis ce tems-là, Philippe ne regarda plus les Peuples des Pais-Bas, que comme des Sujets rebelles; & la plupart de ceux-ci ne le considererent plus que comme un Souverain injuste & cruel, qui aspirait à se rendre maitre de leurs biens, de leurs corps, & de leurs ames. Je ne m'engagerai point plus avant dans le détail de ces affaires. Il suffit d'avoir marqué, en peu de mots, l'origine des Troubles des Pais-Bas, dont j'aurai à parler quelquefois dans la suite. Je retourne aux affaires d'Ecosse, qui touchoient l'Angleterre de plus près.

Je vais présentement entrer dans le récit d'un événement qui a été rendu obscur, tant par les préjugés de la Religion, que par les intérêts du Prince d'Ecosse dont j'ai rapporté depuis peu la naissance. Ce Prince étant parvenu à la Couronne d'Angleterre, après la mort de la Reine Elisabeth, crut qu'il étoit de son devoir de faire quelques efforts pour justifier la Reine sa Mere d'un crime horrible dont elle fut accusée pendant sa vie, je veux dire, d'avoir fait mourir le Roi son Epoux. Vrai-semblablement, il employa la plume de *Cambden*, pour parvenir à son but.

Tout le monde convient que Henri Stuart Roi d'Ecosse, Epoux de la Reine Marie, fut assassiné au commencement de l'année 1567. On ne peut pas nier que ce meurtre n'ait été commis par le Comte de Bothwel, ou par ses ordres, que ce Comte ne fût alors en grand crédit auprès de la Reine, & qu'elle ne l'ait épousé peu de mois après la mort tragique du Roi son Epoux. Cela, joint à la haine qu'elle avoit conçue contre le Roi, forme un fâcheux préjugé contre elle. D'un autre côté, presque tous les Auteurs Catholiques Romains qui ont parlé de ce meurtre, ont tâché d'en justifier la Reine, & de le rejeter sur le Comte de Murray. Il semble qu'ils ont pris ce parti avec d'autant plus de fondement, que *Cambden*, Auteur Protestant, dans ses Annales du Regne d'Elisabeth, a entrepris ouvertement la défense de Marie, & a fait regarder le Comte de Murray comme l'Auteur non seulement de ce crime, mais même de tous les Troubles arrivés en Ecosse, depuis le Mariage de cette Reine avec François II.

Quelqu'un demandera peut-être, où est la nécessité d'éclaircir ce fait dans une Histoire d'Angleterre? Je réponds, qu'elle est absolue, parce que sans cela on ne pourra rien comprendre à la conduite d'Elisabeth,

ELISABETH.
1566.

1567.
Observation
sur la mort
tragique du
Roi d'Ecosse.

La Reine
en est accusée
par quelques-uns,
& disculpée par
d'autres.

Nécessité
d'éclaircir ce
fait.

ELISABETH. Elisabeth, on l'on s'en fera une fausse idée. Il est donc de l'intérêt de l'Histoire, & de la vérité, de faire connoître distinctement le fondement de la Politique d'Elisabeth, & la véritable cause des événemens qui seront racontés dans la suite. Ce fait est comme le pivot sur lequel tournent toutes les affaires d'Angleterre & d'Ecosse, pendant plusieurs années. Ceux qui, sous prétexte de l'éclaircir, ont travaillé à l'obscurcir autant qu'ils ont pu, ont bien senti combien la vérité étoit contraire à l'idée qu'il ont voulu donner des affaires de ce Règne. Ainsi, pour en donner une véritable connoissance, il est absolument nécessaire de suivre une route tout opposée.

Cambden. Pour réussir dans ce que je me propose, je ne pourrai me dispenser d'entrer dans un assez grand détail des affaires d'Ecosse. Des Auteurs graves, & d'une réputation déjà établie, ont pris à tâche de déguiser les faits qu'ils ont rapportés, en les tronquant, en les altérant, en supprimant des vérités essentielles, en supposant des choses qui n'ont pas même la moindre vrai-semblance. Leur opposer un simple récit qui ne contient que la vérité toute nue, ce ne seroit pas le moyen de satisfaire le Lecteur, qui se trouveroit toujours dans l'embarras de savoir à qui il doit ajouter le plus de foi. Il est donc nécessaire de donner des preuves de ce que je vais dire; & en matière de faits, il n'y en a point de meilleures, que les liaisons que ces mêmes faits ont les uns avec les autres, & les témoignages de gens non suspects. Mais il est comme impossible de faire remarquer en quoi la vérité a été altérée, à moins que de s'engager dans quelques raisonnemens, qui véritablement ne conviennent pas toujours à l'Histoire, mais qui, en cette occasion, me paroissent indispensables.

Témoignages de trois Historiens.

Trois Historiens, qu'on peut regarder comme originaux, ont rapporté ce qui s'est passé en Ecosse pendant le Règne d'Elisabeth, savoir, *George Buchanan*, *Guillaume Cambden*, & *Jacques Melvil*. Quelques remarques sur ces trois Auteurs, aideront à mettre le Lecteur au fait.

Buchanan.

Buchanan, Ecossois & Protestant, étoit un homme d'un grand savoir, & fort estimé par tous les Savans de l'Europe. S'il n'avoit pas écrit l'Histoire d'Ecosse, il n'auroit eu, peut-être, ni ennemis ni envieux. Mais comme, dans le récit de diverses affaires qu'il y a eu fort fréquemment entre l'Angleterre & l'Ecosse, il n'a pas été toujours d'accord avec les Historiens Anglois, il s'est formé en Angleterre un préjugé contre lui, comme s'il avoit pris à tâche de falsifier tout ce qui pouvoit être à l'avantage des Anglois. Les autres Nations auroient pris peu de part à ce différend, si ce que Buchanan a dit contre la Reine Marie Stuart, dans la partie de son Histoire qui la regarde, n'avoit soulevé contre lui tous les Catholiques, de quelque Nation qu'ils soient. Il a eu pour but de faire voir que cette Reine a été l'unique cause des Troubles d'Ecosse, & en particulier, qu'elle a fait ôter la vie au Roi son Epoux, & son Histoire est remplie de di-

vers

vers faits circonstanciés qui ont une liaison manifeste entre eux, & qui tendent tous au but qu'il s'est proposé. Il ne cite point de témoignages pour confirmer ce qu'il dit, parce qu'il écrivoit dans le tems même que les choses qu'il racontoit se passoient, ou peu après. D'un autre côté, il étoit créature du Comte de Murray, & passoit pour un homme vindicatif. C'est principalement sur ces préjugés qu'on a voulu décrier son Histoire, sans pourtant que personne ait entrepris expressément de le relever sur aucune des particularités essentielles qu'il a rapportées.

ELISABETH.
1597.

Cambden, Auteur Anglois & Protestant, a écrit les Annales du Règne d'Elisabeth, sous le Règne de Jacques I., Fils de la Reine Marie. C'étoit un homme savant dans les Antiquitez d'Angleterre, & si je ne me trompe, il étoit Roi d'Armes. L'Histoire d'Angleterre lui est redevable de plusieurs bons Ouvrages, qui ont beaucoup contribué à l'éclaircir. Mais il paroît clairement, qu'en écrivant les Annales d'Elisabeth, il a eu pour unique but de faire l'Apologie de la Reine d'Ecosse, sous prétexte qu'on ne peut écrire l'Histoire d'Elisabeth, sans entrer dans un détail circonstancié des affaires d'Ecosse. Il dit beaucoup de bien d'Elisabeth, lorsque Marie n'y est pas intéressée. Mais dans les endroits où il faut nécessairement mettre ces deux Reines en opposition, il le fait si adroitement, qu'il donne à connoître qu'Elisabeth étoit dans le tort. Il n'en est pas de même dans les endroits où il peut louer ou excuser Marie, sans blesser Elisabeth; car alors, il ne fait pas difficulté de faire passer la première pour un modèle de vertu. Il passe absolument sous silence tout ce qui peut faire du tort à sa réputation, ou se contenter de réfuter tout ce dont elle a été accusée, par un simple récit directement opposé, sans en donner aucune preuve. Ainsi, en lisant les Histoires de Cambden & de Buchanan, on diroit que ces deux Historiens parlent de deux différentes Reines, qui ont régné dans un même tems en Ecosse. Le but de Buchanan a été de noircir la réputation de Marie, & celui de Cambden, de faire par-tout son Apologie ou son Eloge. Aussi, Cambden, qui a écrit le dernier, a-t-il pris soin d'avertir ses Lecteurs, qu'on ne doit ajouter aucune foi à Buchanan, parce qu'il étoit créature du Comte de Murray, que sa plume étoit vénale, & que ses Ecrits ont été censurés par les Etats d'Ecosse. Il prétend même, qu'avant sa mort, il se repentit de sa malignité: mais à son ordinaire, il n'appuie d'aucune preuve ce qu'il avance, & ne relève Buchanan sur aucune circonstance remarquable, sinon, comme je l'ai déjà dit, en faisant un récit contraire. Après avoir ainsi écarté le témoignage de cet Historien Ecossois, il ajoute, *que pour lui, il se propose, afin que les deux Parties soient ouïes, de rapporter l'affaire, (la mort du Roi) sans aucun mélange d'amour ni de haine, autant qu'il peut l'avoir appris par des Ecrits qui furent, au même tems, mis en lumière, mais aussi-tôt supprimés en faveur du Comte de Murray, & en haine de la Reine, ou*

Cambden.

Tom. VI.

Gg

cur

ELISA- par des Lettres d'Ambassadeurs, ou d'autres personnes dignes de foi. Il faut remarquer qu'il ne rapporte dans ses Annales, aucun passage de ces Livres supprimez, qu'il n'en fait connoître ni les Titres ni les Auteurs, & qu'il ne nomme point les Ambassadeurs ni les personnes dignes de foi, sur le témoignage desquels il appuie son récit. Il ne rapporte qu'une seule Piece dont je parlerai en son lieu, qui porte toutes les marques possibles de fausseté. Ainsi, après avoir averti qu'on ne doit point croire Buchanan qui a écrit ce qui s'est passé de son tems, & sous ses yeux; il veut qu'on le croie, lui qui n'a écrit que plus de quarante ans après l'événement, sur la simple parole, & sur les témoignages de gens & de Livres que personne ne connoît (1).

Récit de
Cambden
touchant la
mort du Roi.

Après ce préambule, il entre en matière, & pour raconter la mort du Roi, il commence par donner le caractère du Comte de Murray, & le représente comme un homme possédé d'une ambition démesurée, & aspirant à la Couronne. On a déjà vu que c'étoit là l'accusation intentée contre lui auprès de Henri VI., par la Reine Douairière, & par le Cardinal de Lorraine, & dont *Melvil* l'a pleinement justifié. Cambden ajoute, que, dans cette vue, Murray fit tous les efforts possibles pour empêcher la Reine de se marier, & que n'ayant pu réussir, il prit les armes contre elle, & fut enfin contraint de se retirer en Angleterre. Que pendant son absence, par ses Lettres & par ses amis, il fît la division entre le Roi & la Reine, & que, pour empêcher la condamnation qu'on alloit prononcer contre lui, le Comte de Morton, son ami, persuada au Roi de faire assassiner Rizzo Secrétaire des Dépêches Françaises. Que le Roi reconnoissant la grandeur de sa faute, conçut une telle haine contre Murray, qu'il voulut le faire tuer: mais que celui-ci en étant averti, se reconcilia d'abord avec Bothwel, & résolut avec lui de tuer le Roi, dans la vue d'en rejeter le crime sur la Reine, de lui faire perdre l'affection de ses Sujets, & de ruiner, en même tems, le Comte de Bothwel, afin de se saisir du Gouvernement.

Remarques
sur ce récit.

C'est là la substance du Roman que Cambden a forgé pour disculper la Reine, & pour rejeter le meurtre du Roi sur le Comte de Murray. J'appelle ce récit un Roman, parce qu'effectivement il est impossible de le lier avec les événemens de l'Histoire d'Ecosse, dont il a plu à cet Auteur d'omettre les principales circonstances. Par exemple, il ne dit rien de la faveur où Rizzo étoit auprès de la Reine, ni du grand crédit que cet homme avoit à la Cour, non plus que des amours de la même Princesse avec Bothwel: & néanmoins, dans son récit même, il faut nécessairement supposer ces deux faits. Sans

(1) Plusieurs croient que Cambden n'a rien écrit dans ses Annales, touchant les affaires d'Ecosse, que ce qui lui a été dicté ou ordonné par Jacques I. Il faut donc entendre ici par Cambden, le véritable Auteur des Annales, quel qu'il soit.

Sans cela, comment peut-on comprendre, que, pour sauver l'honneur & les biens du Comte de Murray, il fût nécessaire d'ôter la vie à un Secrétaire des Dépêches Françaises, si ce Secrétaire n'avoit pas été en grand crédit auprès de la Reine? Tout de même, pourquoi falloit-il que Murray ruinât Bothwel, pour usurper le Gouvernement, si celui-ci ne l'eût pas eu déjà entre les mains? On voit bien que, sans cela, le récit de Cambden n'a ni liaison ni fondement. Enfin, cet Auteur n'ignoroit pas que la Reine d'Ecosse avoit été publiquement accusée de la mort du Roi son Epoux; que toute l'Ecosse & toute l'Angleterre en étoient remplies, & que cela passoit pour un fait constant dans les deux Royaumes. Est ce donc par un simple récit opposé, que, quarante ans après, on peut renverser des faits d'une notoriété publique, s'il faut ainsi dire, sans donner la moindre preuve de ce qu'on avance? Mais, pour confirmer ce que je viens de dire à l'égard de Cambden, je n'ai qu'à faire remarquer, que les Mémoires de Melvil, écrits avant les Annales de Cambden, mais qui n'ont paru que longtems après, sont entièrement opposés à ce que cet Auteur a écrit sur ce sujet, & s'accordent parfaitement avec l'Histoire de Buchanan, à quelques circonstances près.

ELIZABETH.
1567.

Melvil est le troisième Auteur dont j'ai à parler. C'étoit un homme d'une Qualité distinguée, qui fut employé en diverses Ambassades, & qui eut part à ce qui se passoit à la Cour d'Ecosse. Il paroît même par les Mémoires, qu'il étoit bien avant dans la faveur de la Reine, puisqu'elle l'avoit choisi pour lui donner des avis sur sa conduite, & pour l'avertir de ses défauts. Un Souverain ne peut gueres donner de plus grandes marques d'estime à un Sujet. Si Buchanan n'a pas parlé de lui dans son Histoire, c'est qu'apparemment, il ne l'aimoit pas. Melvil, de son côté, a donné, dans ses Mémoires, un portrait de Buchanan, qui, en rendant justice à son esprit & à ses vastes connoissances, ne donne pas une trop grande idée des qualités de son cœur. Cela suffit pour faire comprendre qu'il n'a pas copié cet Historien, & qu'il n'y a eu aucune intelligence entre eux. Il a écrit ce qui s'étoit passé sous ses yeux, depuis l'année 1563. qu'il retourna dans sa Patrie, jusques bien avant dans le Règne du Roi Jacques. Par conséquent, on ne peut pas dire qu'il ait été mal informé. Il put encore moins être suspect aux partisans de la Reine, puisqu'on voit dans ses Mémoires, qu'il fut toujours attaché aux intérêts de cette Princesse. Aussi parle-t-il toujours d'elle avec beaucoup de circonspection, se contentant de faire entendre en deux mots, certaines choses que Buchanan a développées sans scrupule. Il n'a pourtant pas jugé à propos de dissimuler les faits principaux, parce que ces mêmes faits servent de fondement à ses Mémoires, qui sans cela n'auroient aucune liaison. Il n'a pas écrit pour disculper la Reine, ni pour l'accuser, mais uniquement pour instruire son Fils de ce qui s'étoit passé de son tems. Si l'on compare ses Mémoires avec l'Histoire de Buchanan & avec

Remarque
sur les Mé-
moires de
Melvil.

ELISA. les Annales de Cambden, on sera aisément convaincu, qu'il est impossible de les accorder avec ce que Cambden a écrit, & qu'au contraire, ils sont conformes dans les faits principaux que Buchanan a rapportez. Toute la différence qui s'y trouve, c'est que Melvil a éclairci beaucoup de choses que Buchanan n'a pas bien sues, & que, d'un autre côté, celui-ci s'étend beaucoup plus sur tout ce qui peut porter coup contre la Reine, au-lieu que Melvil passe sur ces endroits fort légèrement. Il fait connoître par là qu'il n'en parle qu'à regret, & seulement autant que la liaison de ses Mémoires le demande.

Après ces observations sur trois Historiens, dont deux ont été contemporains, ont vu passer sous leurs yeux ce qu'ils racontent, & s'accordent ensemble dans tous les faits principaux & essentiels, sans avoir écrit de concert, & sans que l'un d'eux au moins, puisse être soupçonné d'avoir voulu déguiser la vérité; & dont le troisième a écrit quarante ans après, & le trouve directement contraire aux deux premiers, sans appuyer son récit d'aucun témoignage, ni d'aucun Auteur connu, il me semble qu'on ne peut pas me blâmer, si je prens les deux premiers pour Guides, préféablement au dernier.

La Reine fait porter le Prince au Château d'Edimbourg.
Buchanan. Le Roi veut se retirer en Espagne.
La Reine le caresse, & lui persuade de retourner à Edimbourg.

Pendant que le Roi prenoit des remèdes pour lui aider à résister au poison, la Reine tira le jeune Prince son Fils de Stirling, & le fit porter à Edimbourg, quoique ce fût au milieu de l'Hiver (1). Peu de tems après, elle apprit que le Roi avoit pris la résolution de se retirer en Espagne, & qu'il y avoit même déjà un Vaisseau Anglois tout prêt pour le recevoir dès qu'il seroit en état de supporter la fatigue du voyage. Cette précaution lui faisant craindre qu'il n'échappât, & que par sa retraite, il ne rompit toutes les mesures qu'elle avoit prises avec Bothwel, elle témoigna qu'elle avoit dessein de se reconcilier avec lui. Dans cette vue, elle lui écrivit quelques Lettres tendres & affectionnées, pour le convaincre de sa bonne-foi. Enfin, elle alla le voir à Glasgow, & fut si bien le cajoler, qu'elle lui persuada de retourner à Edimbourg, en litier. Melvil ne parle point du voyage de la Reine à Glasgow : mais il suppose nécessairement une reconciliation, puisqu'il parle du retour volontaire du Roi à Edimbourg. Dès qu'il y fut arrivé, on le logea dans une maison écartée, tout proche des murailles de la Ville, sous prétexte qu'il seroit trop incommodé du bruit qui se faisoit dans le Palais. Pendant quelques jours, la Reine lui rendit des visites fort fréquentes, & fit même porter son lit dans une Chambre au-dessous de celle du Roi. Enfin, elle n'oublia rien pour lui persuader qu'il ne lui restoit plus rien sur le cœur contre lui. Dans ce tems-là, le Comte de Murray ayant reçu la nouvelle que sa Femme étoit à l'extrémité, d'une

La Reine le caresse, & lui persuade de retourner à Edimbourg.

Buchanan.
Melvil.

Le Comte de Murray quitte la Cour.

(1) Melvil ne parle pas de ce voyage: mais il le suppose dans la suite, quand il dit que la Reine lava le Prince au Comte de Marr, pour pouvoir retenir le Château d'Edimbourg d'entre ses mains.

fausse couche, demanda la permission de l'aller voir, & partit effectivement, malgré les instances que la Reine fit pour l'arrêter. Cette circonstance sert également à Buchanan & à Cambden. Le premier en infère, que le Comte de Murray n'avoit aucune part au meurtre du Roi qui fut tué la nuit suivante, puisqu'il s'absenta le jour avant l'exécution. Cambden en tire une conséquence tout opposée, en disant, que le motif de son départ étoit d'empêcher qu'on n'eût du soupçon contre lui. Buchanan & Melvil assurent, que beaucoup de gens l'avoient qu'on avoit dessein de tuer le Roi: mais que personne n'osoit l'en avertir, parce qu'il redisoit tout à la Reine, ou à quelques-uns de ses Domestiques qui le trahissoient. Cela n'empêcha pourtant pas qu'enfin, le Comte d'Orkney, Frère utérin du Comte de Murray, n'en avertit ce Prince, qui l'ayant redit à la Reine, elle fit appeler le Comte d'Orkney pour l'examiner, mais il nia tout en sa présence.

Enfin, le tems pris pour l'exécution étant arrivé, la Reine quitta le Roi pour aller mettre au lit une de ses Domestiques qui s'étoit mariée ce jour-là. J'omets une infinité de circonstances, par lesquelles Buchanan insinue que la Reine étoit du complot. En effet, ces circonstances seroient autant de preuves, si elles étoient confirmées par quelque Auteur non suspect. Mais comme Melvil n'en parle point, j'aime mieux les passer sous silence. Quoi qu'il en soit, le Roi fut étouffé cette même nuit, avec un de ses Domestiques qui couchoit dans sa Chambre. Dès qu'il fut mort, on porta son corps dans un jardin d'une maison voisine, où on porta aussi ses deux pantoufles. Ensuite on mit le feu à quelques barrils de poudre qu'on avoit mis dans la Chambre où la Reine avoit fait porter son lit, & la maison fut renversée. On voulut d'abord persuader au Peuple qui accouroit au bruit, que la violence de la poudre avoit porté le Roi dans le jardin. Mais comme on voyoit ses deux pantoufles auprès de lui, que sa chemise n'étoit pas endommagée par le feu, & qu'on voyoit quelques marques livides autour de son cou, les gens ne furent pas si crédules. Dès la même nuit, le bruit se répandit dans la Ville, que les Comtes de Morton & de Murray avoient fait assassiner le Roi, & ce bruit se répandit incontinent jusqu'aux frontières d'Angleterre. Cambden infère de là, qu'il falloit bien que le Comte de Murray eût part à ce meurtre, puisqu'il en fut d'abord accusé par la voix publique. Mais cette voix publique consistoit sans doute en quelques gens qu'on avoit apostez pour faire répandre ce bruit. Melvil assure au contraire, que les gens de la Cour se disoient à l'oreille, que c'étoit Bothwel qui avoit fait tuer le Roi, & qu'on l'avoit étouffé ou étranglé avec une serviette. Il ajoute, que dès le lendemain, Bothwell l'ayant rencontré, lui dit que la foudre étoit tombée sur la maison où le Roi logeoit, & l'avoit emporté dans un jardin, où il le pria de l'aller voir. Melvil y alla, & trouva qu'on l'avoit déjà porté

ELISA-
BETH.
1567.

Mort tragique du Roi.
Buchanan.

On fait courir le bruit que le Comte de Murray a tué le Roi.
Cambden.

Bothwel en est accusé.
Melvil.

ELISA- dans une Chambre, où l'on fit beaucoup de difficulté de le laisser entrer. **Buchanan** ajoute, que la Reine se fit apporter le corps sur un banc renversé, & qu'après l'avoir quelque tems considéré sans aucune démonstration de joye ni de tristesse, elle le fit enterrer auprès de Rizzo, dans le tombeau de la Maison Royale. Il est étonnant, que **Cambden**, qui a entrepris d'ôter toute créance à **Buchanan**, n'ait pas entrepris en même tems, de le réiever sur aucune des circonstances que cet Historien rapporte, quoiqu'elles soient en fort grand nombre, & très flétrissantes pour la Reine.

Murray retourne à la Cour. Le Comte de Murray, quoique malade, & malgré le bruit qui s'étoit répandu sur son sujet, se rendit à la Cour, deux jours après, & y parut la tête levée. Cela fait voir qu'il ne craignoit pas les accusations de ses ennemis, & en effet, il ne lui jamais recherché pour ce crime. La Reine n'ayant gardé la Chambre que quelques jours, reprit sa manière de vivre ordinaire, ayant toujours le Comte de Bothwell avec elle.

Conduite scandaleuse de la Reine.

Bothwell tâche en vain de se justifier.

Buchanan.

Cependant, le Peuple murmuroit extraordinairement de ce qu'on ne faisoit aucune perquisition touchant la mort du Roi, dont il accusoit hautement le Comte de Bothwell. Ces murmurs étoient si publics, que **Bothwell** ne put se dispenser de faire quelque démarche, pour faire voir qu'il vouloit se justifier. Il alla donc, accompagné de quelques amis, trouver le Duc d'Argyle Grand Justicier du Royaume, & le requit de faire des informations touchant le meurtre du Roi. Sur la requête, on commença une procédure, & à prendre les dépositions de quelques personnes: mais cela cessa tout d'un coup. La Cour se contenta de faire publier, qu'on donneroit une certaine récompense à quiconque découvrirait les Auteurs de la mort du Roi. Mais comme tout le monde étoit persuadé que la Reine & **Bothwell** en étoient coupables, personne ne fut assez hardi pour les accuser. Il auroit été trop dangereux de faire une pareille démarche. On ne laissoit pourtant pas de publier des Libelles & des Chançons, où **Bothwell** étoit toujours accusé. Cela fut cause qu'il fit afficher en divers endroits, qu'il offroit de se battre contre quiconque oseroit soutenir cette accusation. On lui répondit par une autre Affiche sans signature, qu'on acceptoit le défi, pourvu qu'il marquât un lieu neutre pour le combat: mais cela n'eut aucune suite.

La Reine se fait livrer le Château d'Edimbourg & livre le Prince au Comte de Marr.

La Reine, comprenant enfin que les plaintes & les murmures du Peuple pourroient avoir de fâcheuses suites, souhaita d'avoir entre ses mains le Château d'Edimbourg, dont la garde avoit été confiée au Comte de Marr par les États. Ce Seigneur se fit beaucoup sollicitier pour faire ce que la Reine souhaitoit. Mais enfin, jugeant qu'on n'étoit pas éloigné d'une Guerre Civile, il voulut bien livrer cette Forteresse, pourvu qu'on lui permit de mener le jeune Prince à **Sterlyn**, dont il étoit aussi Gouverneur. Il crut qu'il lui seroit plus avantageux

goux

geux d'être maître de la personne du Prince, que du Château d'Edimbourg, & la Reine consentit à cet échange.

Jusqu'alors, on s'étoit contenté de publier, sans beaucoup de ménagement, les soupçons qu'on avoit conçus contre Bothwel, mais qu'il parût aucune Partie contre lui. Mais enfin, le Comte de Lenox, voyant que la Reine ne faisoit aucune diligence pour faire punir le crime qui venoit de se commettre, lui écrivit pour lui demander justice contre Bothwel, l'accusant d'avoir fait assassiner le Roi son Fils. Cette Lettre mit la Reine dans un extrême embarras. Elle ne pouvoit refuser à un Pere la satisfaction qu'il demandoit, particulièrement dans un cas où il s'agissoit de la mort d'un Roi qui avoit été son Epoux. Je ne rapporterai point ici tous les artifices dont elle se servit pour éluder cette poursuite, & pour faire aboudre Bothwel, parce que Buchanan, qui en a donné le détail, peut être suspect. Je me contenterai de transcrire ce que Melvil dit sur ce sujet.

Chacun en accusoit le Comte de Bothwel, & ceux qui osoient en parler plus librement, disoient pour assuré que c'étoit lui. Cela l'obligea enfin à faire assembler un nombre de Commissaires pour l'examiner. Mais comme il eut assez de crédit pour n'y faire entrer que des gens qui dépendoient de lui, l'affaire fut décidée à son avantage. Il disposoit de la destinée de chacun, & distribuoit la bonne & la mauvaise fortune comme il le trouvoit à propos: de sorte que personne n'osa opiner que selon son bon-plaisir. Ce pas étant fait, il demeura toujours le plus grand Favori à la Cour.

C'est là un fâcheux témoignage contre la Reine, d'un homme qu'on ne peut pas soupçonner d'avoir voulu la calomnier. Non seulement elle ne pouvoit se défaire d'un homme accusé publiquement d'être le meurtrier du Roi son Epoux, mais encore, elle en faisoit son Ministre & son Favori. Quand même elle l'auroit cru innocent, c'étoit renoncer à toutes les Loix de la bienfaisance, à quoi une femme ne se porte gueres, à moins qu'elle n'y soit contrainte par une violente passion. Mais c'est peu de chose, par rapport à ce qu'elle fit encore dans la suite.

Le bruit, que la Reine avoit dessein d'épouser le Comte de Bothwel, s'étant répandu de la Cour dans tout le Royaume, le Lord Hennis se rendit à Edimbourg. Il prit si bien son tems, qu'il aborda la Reine en l'absence de Bothwel, & s'étant jetté à ses pieds, il lui remontra franchement, qu'elle se couvroit d'une honte éternelle, si elle épousoit le meurtrier de son Mari. La Reine feignant d'être surprise, lui répondit, qu'elle ne savoit d'où il avoit puë cette nouvelle; & ajouta d'un air fort froid, que jusqu'alors, son cœur ne lui avoit rien dit en faveur de Bothwel. Peu de jours après, Melvil reçut une Lettre d'Angleterre, sur le même sujet, mais conçue en termes beaucoup plus forts que la remontrance du Lord Hennis, & il la fit voir à la Reine, qui l'accusa de l'avoir lui-même forgée. Melvil lui répondit, que la Lettre étoit véritablement de celui dont le nom étoit au bas, & qu'elle

ELISABETH.

1567.
Le Comte de Lenox
c'est-à-dire
justice de la
mort du Roi.

Bothwel est
déchargé.
Mémoires
de Melvil.

Représentations inutiles
faites à la
Reine, sur ce
qu'elle veut
épouser
Bothwel.

ELISA- qu'elle ne contenoit rien que ce qu'il avoit eu lui-même dessein de
BETH. lui représenter, selon son devoir. Ainsi la Reine, en prenant la résolu-
 1567. tion d'épouser Bothwel, ne péchoit pas par ignorance, puisqu'elle étoit parfaitement instruite de l'opinion du Peuple par rapport à l'auteur de la mort du Roi.

La Reine se Peu de jours après, elle fit un voyage à Sicrlyn pour y voir le Prin-
 fait enlever ce son Fils. Si l'on en croit Buchanan, c'étoit pour tâcher, sous quel-
 par Bothwel que prétexte, de le tirer d'entre les mains du Comte de Marr, qui re-
 qui la mène fusâ nettement de le lui livrer. En s'en retournant à Edimbourg, elle
 à Dumbar. rencontra le Comte de Bothwel accompagné d'une suite de gens ar-
 Melvil. mez, qui l'enleva, & la conduisit à Dumbar. Melvil, qui étoit pré-
 Buchanan. sent à cette action & qui fut lui-même arrêté, dit que Bothwel prit
 seulement le cheval de la Reine par la bride, & n'ajoute pas un mot
 qui puisse faire juger que la Reine parût surprise de cette violence, ni
 qu'elle fit le moindre semblant de résister. Il dit au contraire, que
 le Capitaine *Blackwater*, qui se saisit de lui, lui assura que tout se
 faisoit du consentement de la Reine.

Bothwel se Dès que Bothwel fut arrivé à Dumbar, il se fit séparer de sa Fem-
 fait séparer me, Fille du Comte de Huntley, laquelle il n'avoit épousée que de-
 de sa Fem- puis six mois. Ce Divorce fut ordonné par deux Sentences, l'une
 me. donnée par la Cour Ecclésiastique, & l'autre par la Cour Laïque, &
 Buchanan. toutes deux, à la requisiion de la Comtesse de Bothwel. Dans la
 première Procédure, qui fut faite à ce sujet devant l'Archevêque de
 St. André, Bothwel fut accusé d'avoir eu un commerce criminel
 avec une Parente de sa Femme; & sur son aveu, l'Archevêque pro-
 nonça la Sentence de Divorce (1). Dans la seconde, la Femme l'ac-
 cusa d'adultère, & comme il ne le nia pas, le Mariage fut cassé. Il
 fallut se servir de ces deux moyens, à cause des maximes différentes
 que les deux Cours suivoient par rapport aux Causes qui pouvoient
 faire casser un Mariage. Ce procès fut commencé & fini dans moins
 de dix jours. Selon les apparences, le Comte de Huntley, grand ami
 de Bothwel, engagea lui-même sa Fille à demander le Divorce. C'est
 Buchanan qui rapporte ce que je viens de dire; & Melvil assure qu'il
 ne fait pas comment ce Divorce fut ordonné, parce qu'ayant été re-
 lâché, il avoit quitté Dumbar. Cela fait voir du moins, qu'il n'a-
 voit pas lu l'Histoire de Buchanan, quand il écrivoit ses Mémoires,
 & qu'il ne copioit pas cet Historien, quoiqu'ils se trouvent confor-
 mes dans les principaux faits.

Mariage de Bothwel s'étant ainsi séparé de sa Femme, mena la Reine à Edim-
 la Reine a- bourg, & dès le jour suivant, elle se rendit en personne au Tribunal
 vec Bothwel. de la Justice, où elle déclara qu'elle étoit dans une liberté entière.
 Buchanan. C'étoit pour prévenir l'objection qu'on auroit pu tirer de sa captivité,
 pour

(1) Quelques-uns ont dit qu'il avoit une Bulle qui l'absolvait de cet inceste. Si cela est, il ne valoit pas la faire valoir, afin de donner lieu à la cassation du Mariage.

pour faire casser le Mariage qu'elle avoit dessein de contracter avec Bothwel. Ce Mariage étoit si odieux dans toutes ses circonstances, qu'il étoit bien difficile de trouver quelque prétexte pour en diminuer l'horreur. Le seul moyen que la Reine & Bothwel purent trouver, ce fut de rendre les Seigneurs de la Cour complices du même crime. Pour cet effet, Bothwel les ayant invitez à dîner, leur présenta & leur fit signer un Ecrit qui portoit : *Qu'il étoit de l'intérêt de la Reine d'épouser le Comte de Bothwel, parce qu'il avoit beaucoup d'amis dans la Province de Lothian & sur les frontières, & que par conséquent, personne n'étoit plus capable que lui d'y faire observer un bon ordre. Qu'après tout, la Reine ne pouvoit pas faire autrement, puisque le Comte l'avoit déjà enlevée, & avoit couché avec elle contre sa volonté. Un des artifices de Cambden, entre plusieurs autres, est de parler de cet Ecrit ou approbation des Grands, d'une manière fort vague, & de l'altérer entièrement, sous prétexte d'en rapporter la substance. De plus, il en parle avant que d'avoir rapporté l'enlèvement de la Reine, afin de faire regarder cet enlèvement comme une suite & une dépendance de l'approbation des Grands; au-lieu que c'est tout le contraire, comme on le voit par l'Ecrit même rapporté par Melvil. Quoi qu'il en soit, le Mariage fut célébré à la manière des Protestans, par l'Evêque d'Orkney, qui voulut bien prêter son ministère pour une action si odieuse.*

ELISA-
BETH.
1567.

Mémoires de
Melvil.

Quelque soupçon que la Reine eût donné contre elle par sa négligence à punir les auteurs de la mort du Roi, il y avoit eu pourtant jusqu'alors des gens qui doutoient qu'elle en fût coupable. Mais quand on la vit épouser publiquement le Comte de Bothwel, il ne se trouva presque plus personne qui osât entreprendre sa défense. Il ne lui fut pas difficile de s'apercevoir du changement qui s'étoit fait dans les cœurs de ses Sujets, tant leur mécontentement étoit public. Cela fut cause qu'elle résolut de se fortifier du secours des Grands, en formant avec eux une Ligue pour sa propre défense, & pour celle de son nouvel Epoux. Tous ceux qui dépendoient de Bothwel, signèrent volontiers cette Ligue: mais ce n'étoit pas en cela que consistoit la difficulté. Il y avoit un autre Parti très considérable qu'il falloit gagner, sans quoi la Ligue de la Cour auroit été peu puissante. Pour cet effet, la Reine & Bothwel crurent qu'il falloit commencer par le Comte de Murray, afin qu'il donnât le branle à tout le reste. On lui présenta donc la Confédération à signer. Mais il répondit, que pour l'obliger à servir la Reine, il n'étoit nullement nécessaire de lui faire signer cet Ecrit; & que pour ce qui regardoit le Comte de Bothwel, puisque la Reine avoit souhaité qu'il se reconciliât avec lui, il tiendrait exactement tout ce qu'il avoit promis. Cependant, craignant, après ce refus, d'être exposé au ressentiment de la Cour, il demanda la permission de se retirer à St. André: mais voyant que la Reine en faisoit quelque difficulté, il la pria de lui permettre d'aller passer

La Reine
& Bothwel
font signer
une Ligue à
quelques Sei-
gneurs.

Le Comte
de Murray
refuse de la
signer.
Buchanan.

Tom. VI.

Hh

quel-

ELISA-
BETH.
1567.
Il se retire
en France.

Confédéra-
tion pour fai-
re punir les
meurtriers
du Roi, &
pour faire
dissoudre le
Mariage de
la Reine.

La Reine &
Bothwel se
retirent à
Dumbar.

Edimbourg
se déclare
pour les Con-
féderez.
Buchanan.

La Reine
& Bothwel
marchent
vers Edim-
bourg.
Buchanan,
Melvil.

quelque tems en France, à quoi elle voulut bien consentir, & il parut peu de jours après (1). Cambden n'a eu garde de parler de la cause qui obligea Murray à se retirer en France: cela s'accorde trop mal avec son système. En effet, si ce Seigneur s'étoit associé avec Bothwel pour faire tuer le Roi, comment auroit-il quitté la Cour dans un tems où, bien loin d'y avoir rien à craindre, il auroit pu tout espérer du grand crédit de son prétendu ami?

Cependant, toute l'Ecosse se plaignoit hautement de ce qu'on ne tiroit aucune vengeance de la mort du Roi, & de voir la Reine mariée avec celui que tout le monde regardoit comme le meurtrier. Le Roi de France même écrivit à *Du Crocq* son Ambassadeur, pour lui en témoigner son étonnement, & la Lettre fut montrée à divers Seigneurs. Enfin, les Comtes d'*Argyle*, de *Morton*, de *Merr*, d'*Arboly*, de *Glencarn*, & le Baron de *Boyd*, s'étant assemblés à *Sterlyn*, y figurerent une Confédération, dont le but étoit de faire punir les meurtriers du Roi, & de faire dissoudre le dernier Mariage de la Reine. Ils espéroient de le pouvoir faire d'autant plus aisément, qu'ils avoient lieu de croire que la Reine même ne seroit pas tâchée d'être contrainte, vu les indignes traitemens qu'elle recevoit déjà de son nouvel Epoux. Melvil assure, qu'on la vit un jour demander un couteau pour se le plonger dans le sein, ne pouvant plus endurer ses brutalitez.

Comme les Conféderez ne doutoient point que les habitans d'*Edimbourg* ne favorisassent leur entreprise, ils avoient projeté d'investir cette Ville, afin que la Reine & Bothwel, qui s'y trouvoient sans Troupes, ne pussent point s'évader. Mais Bothwel, ayant été averti de leur dessein, sortit de la Ville, & se rendit à *Botbwick*, emmenant la Reine avec lui. Ils furent poursuivis par les Conféderez: mais ce fut inutilement, la Reine & Bothwel s'étant déjà retirés à *Dumbar*. Ce coup étant manqué, les Conféderez marcherent à *Edimbourg* qui leur ouvrit ses portes, malgré les efforts du Comte de *Huntley*, de l'Archevêque de *St. André*, & de l'Evêque de *Ross*, qui se virent même obligés de se retirer dans le Château, d'où *Balfour*, que la Reine en avoit fait Gouverneur, leur donna le moyen de se sauver ailleurs. Il fit aussi entendre aux Conféderez, qu'il ne vouloit point se dessaisir du Château, & que son intention étoit de demeurer neutre.

Pendant ce tems-là, la Reine & Bothwel assembloient des Troupes à *Dumbar*, avec toute la diligence possible. Mais les Conféderez se trouvoient dans un extrême embarras. Ils n'avoient point d'argent; *Balfour* refusoit de leur donner de l'artillerie & des munitions; & à cause du mauvais succès de l'entreprise de *Bochwick*, une partie de

(1) Melvil ne parle pas de cette Ligue. Il dit seulement que le Comte de Murray se retira en France, sans en expliquer le sujet.

de leurs Troupes les avoit quittez. Ainsi, après plusieurs consultations, ils avoient comme résolu d'abandonner leurs projets, & de se retirer chacun chez soi. La Reine & Bothwel, ayant été informez de leur état, se mirent incontinent en marche vers Edimbourg, dans l'esperance de les surprendre, avant qu'ils eussent pris aucune résolution. Cette nouvelle ayant été portée aux Conféderez pendant la nuit, au lieu de prendre le parti de se sauver, ils résolurent d'aller à la rencontre de la Reine, & de décider l'affaire par un combat. Cette résolution arrêta tout court leurs ennemis, qui, voyant les affaires tourner tout autrement qu'ils ne l'avoient esperé, leur laisserent passer l'*Esca* sans opposition, après quoi les deux Armées se trouveront fort proche l'une de l'autre. Ce fut alors que la Reine s'aperçut que ses Troupes ne la servoient pas de bon cœur, & qu'il n'y avoit dans son Armée que peu d'Officiers & de Soldats qui voulussent combattre pour sa querelle. Cette connoissance lui inspirant beaucoup de crainte, elle souhaita de parler au Baron de Grangy, l'un des Chefs des Conféderez, qui commandoit un petit Corps plus avancé que le reste de l'Armée. Grangy étant allé la trouver, lui dit franchement, qu'il n'y avoit aucune esperance d'accommodement, à moins qu'elle ne se séparât de Bothwel, qui passoit pour le meurtrier du feu Roi, & qui, de plus, étoit marié à une autre Femme : mais qu'à cette condition, les Conféderez lui rendroient le respect & l'obéissance qu'ils lui devoient. La Reine lui ayant demandé si elle pouvoit se fier à sa parole ; il retourna au Camp des Conféderez, & en apporta un plein-pouvoir pour traiter avec la Reine sous cette même condition. Alors Bothwel, se voyant sans ressource, prit le parti de se retirer à Dumbart, & la Reine se mit entre les mains du Lord Grangy, qui la conduisit à l'Armée Confédérée. Les Chefs la reçurent avec plus de respect qu'elle n'en avoit attendu : mais ils eurent beaucoup de peine à retenir leurs Soldats, qui lui cauferent de grandes mortifications. Enfin, on la conduisit à Edimbourg, & on la logea dans la maison du Prévôt, où on mit une Garde, en sorte qu'elle y étoit véritablement prisonnière. Apparemment, les Chefs n'étoient pas encore bien résolus sur ce qu'ils devoient faire à son égard : mais elle leur fournit elle-même l'occasion de se déterminer. La même nuit qu'elle fut arrivée à Edimbourg, elle corrompit un Soldat de sa Garde, & lui donna une Lettre pour Bothwel, pleine d'expressions tendres & affectionnées, où elle l'appelloit *son cher Cœur*, & lui promettoit de ne l'abandonner jamais. Cette Lettre étant tombée entre les mains des Seigneurs Conféderez, leur fit prendre la résolution de se précautionner mieux contre elle, & leur fournit un prétexte de la renfermer dans le Château de *Lochleven*, sous la garde de la Mere du Comte de Munay.

La Reine se plaignit beaucoup de ce traitement, & écrivit à Grangy, pour lui reprocher qu'on ne lui tenoit pas ce qui lui avoit été promis. Grangy lui répondit, qu'il n'avoit pas attendu ce reproche

ELISSA-
BETH.
1567.

Les Conféderez vont à la rencontre.

Bushman,

Elle craint d'être abandonnée de ses Troupes. *Mémoires de Melvil.*

Elle capitule avec les Conféderez, & se met entre leurs mains.

Elle est menée à Edimbourg & mise en arrêt,

& ensuite en prison à Lochleven.

ELISA- pour se plaindre lui-même; mais qu'on lui avoit fait voir une Lettre
BETH. écrite de sa propre main, qui lui avoit fermé la bouche. Il finissoit
1567. sa Lettre en lui disant, qu'il ne pouvoit rien faire pour elle, que lui
 consailler de ne penser plus à un homme qui étoit marié à une autre
 Femme, & qui étoit accusé d'avoir fait tuer son Mari. La Reine, en
 lisant cette Lettre, répandit un torrent de larmes.

On inter-
 cepte une
 Cassette de
 Bothwel a-
 vec divers
 papiers.

Mais, une chose qui arriva peu de jours après, lui fut encore plus
 préjudiciable. Bothwel étant arrivé à Dumbard, envoya un homme
 à Balfour Gouverneur du Château d'Edimbourg, pour recevoir de
 lui une Cassette qu'il lui avoit donnée en dépôt. C'étoit une Cassette
 d'argent que François II. avoit donnée à la Reine, & dont elle avoit
 fait présent à Bothwel. Balfour la livra au Messager: mais, s'il en faut
 croire Buchanan, il en fit donner avis aux Seigneurs Conféderez, qui
 l'enleverent à celui qui la portoit. Quoi qu'il en soit, elle tomba en-
 tre leurs mains. Ils l'ouvrirent, & y trouverent quantité de Vers &
 de Lettres d'amour, & parmi ces Lettres, quelques-unes qui conte-
 noient tout l'ordre de la Conspiration contre le feu Roi, & la manie-
 re dont elle devoit s'exécuter. Mais ce ne fut pas tout; Buchanan
 dit, qu'on y trouva encore trois Contrats de Mariage de la Reine
 avec Bothwel, dont l'un étoit écrit de la propre main de la Reine,
 avant la mort du Roi, un autre étoit écrit de la main du Comte de
 Huntley, dans l'intervalle entre la mort du Roi & le troisieme Ma-
 riage de la Reine; & le troisieme étoit un Contrat dans les formes,
 fait au tems des nœcs. Apparemment, les deux premiers n'étoient
 que des modeles, supposé que Buchanan dise la vérité: car Melvil ne
 parle ni de la Cassette, ni des Contrats. Cambden dit pourtant en une
 autre occasion, qu'on produisit contre la Reine, certains Vers, &
 certaines Lettres d'amour: mais il ne dit rien de la Cassette dont parle
 Buchanan.

Bothwel se
 retire aux
 Orcades.

La captivité de la Reine, & l'enlèvement de ses papiers, ayant fait
 connoître à Bothwel, qu'il ne faisoit pas bon pour lui en Ecosse, il
 se retira dans les Isles Orcades, où il fit quelque tems le métier de Pi-
 rate, soit pour subsister, soit pour se venger des Ecossois.

On oblige
 la Reine à
 céder la Cou-
 ronne au
 Princee.

Buchanan.
 Melvil.
 Cambden.

Cependant, les Chefs des Conféderez, ayant conféré ensemble sur
 leurs affaires, avoient considéré, que s'ils remettoient la Reine en pos-
 session du Gouvernement, ils ne pourroient plus prendre confiance
 en ses promesses, ni aucune bonne fureté contre elle. Ils conclu-
 rent de là, qu'il falloit absolument lui ôter l'administration; & pour
 cet effet, ils lui envoyèrent le Comte de *Lindsey*, pour la porter à
 resigner la Couronne au Prince son Fils. Cambden dit, que pour
 l'obliger à faire cette démarche, on la menaça de la mettre en Justice
 pour le meurtre du Roi son Epoux, pour son incontinence, & pour
 avoir violé sa parole au sujet de la Religion; & Melvil assure, que le
 Comte de *Lindsey* avoit ordre de la menacer, s'il le jugeoit nécessaire.
 La Reine fut fort surprise de cette proposition: mais jugeant bien
 qu'il

qu'il ne lui étoit pas libre de refuser ce qu'on lui demandoit, & qu'un refus obstiné pourroit lui attirer de plus grandes disgrâces, elle y donna son consentement. Ce fut même avec d'autant moins de difficulté, que quelques-uns des Conféderez, & Trochmorton, Ambassadeur d'Angleterre, lui firent dire en secret, que tout ce qu'elle signeroit étant en prison, ne seroit d'aucune valeur, & quelle pourroit le ravoir quand elle seroit en liberté. Les Seigneurs Conféderez voulurent bien consentir qu'elle nommât elle-même un ou plusieurs Régens pour gouverner le Royaume, pendant la Minorité du Prince. Elle nomma le Comte de Murray, soit de son propre choix, soit qu'on lui eût insinué que c'étoit celui qu'on souhaitoit d'avoir pour Régent; & en cas qu'il refusât la Régence, elle lui substitua le Duc de Châteleraud, le Comte d'Argyle, & quelques autres Seigneurs. Ensuite, on lui fit signer tous les Actes nécessaires pour la résignation de la Couronne, & après en avoir donné avis au Comte de Murray qui étoit en France, on fit les préparatifs pour l'Inauguration du nouveau Roi, qui n'étoit âgé que d'un an. La résignation de la Reine fut signée le 24. de Juin, & le jeune Roi fut inauguré le 29. du même mois, par l'Évêque d'Orkney.

Peu de tems après, certains Seigneurs, qui n'étoient pas du nombre des Conféderez, s'assemblerent au Château d'Hamilton, pour délibérer sur ce qu'ils avoient à faire dans cette conjoncture. Les Conféderez en ayant eu avis, leur envoyèrent Jaques Melvil, Auteur des Mémoires dont j'ai déjà parlé, pour leur demander dans quelle intention ils s'étoient assemblés. Ils répondirent, qu'ils ne pouvoient que trouver étrange, qu'on eût procédé au Sacre du Roi sans les y appeler, puisqu'ils n'avoient pas moins de zèle que tous les autres Seigneurs, pour le bien de la Patrie; & qu'ils croyoient avoir lieu de craindre qu'on n'eût de mauvais desseins contre eux, puisqu'on avoit pris des résolutions si importantes sans les consulter: qu'à cause de cela, ils s'étoient assemblés, non dans l'intention d'offenser personne, mais uniquement, à dessein de pourvoir à leur propre sûreté. Melvil dit, que les plus sages des Conféderez furent d'avis d'admettre ces Seigneurs dans leurs délibérations, mais que les autres conclurent à les en éloigner, & que cet avis prévalut, au grand préjudice du Royaume. En effet, ce fut de ce petit nombre de Seigneurs assemblés à Hamilton, que prit son origine un Parti qui se déclara enfin pour la Reine, & qui servit à entretenir longtems les Troubles dans le Royaume.

Les Chefs des Conféderez n'avoient pas tous les mêmes vues. Il y en avoit parmi eux, qui n'agissoient que pour leurs intérêts particuliers, & qui vouloient se servir de la conjoncture où ils se trouvoient, pour ruiner leurs ennemis. D'autres, en signant la Confédération, n'avoient eu pour but que d'ôter le scandale que le Mariage de la Reine causoit, de se défaire de Bothwell, de remettre ensuite la

ELISA-
BETH.

1567.
Melvil,
Cambden.

On lui permit de nommer un Régent. Elle nomme le Comte de Murray.

Il se forme un Parti pour la Reine.
Buchanan,
Melvil.

Divers motifs des Conféderez.

ELISA- Reine en possession du Gouvernement, & peut-être, de resserrer son autorité par le moyen des Etats. Ceux-ci, sachant que le Comte de Murray étoit en chemin pour retourner en Ecosse, lui envoyèrent Jacques Melvil pour l'instruire de l'état des affaires, & pour l'exhorter à se comporter avec beaucoup de modération, & sur toutes choses, à éviter une entière rupture avec la Reine. Ils lui firent représenter, que son propre intérêt le demandoit ainsi, parce qu'il seroit bien plus maître de son propre Parti pendant qu'il laisseroit quelque espérance à la Reine, que s'il mettoit les affaires de cette Princesse dans un tel état, que ses ennemis n'eussent plus rien à craindre de sa part. Murray comprit qu'effectivement, cette conduite lui seroit avantageuse, & promit de suivre leur conseil. Mais il ne fut pas plutôt arrivé, qu'il se laissa gagner par les violens du Parti, qui l'engagerent à mettre les affaires hors d'état d'être jamais rétablies. C'est là l'idée que donne Melvil de la conduite du Comte de Murray. Peu de jours après son arrivée, il alla voir la Reine, & au-lieu de la consoler, comme il l'avoit fait l'autre fois lorsqu'elle étoit en arrêt à Edimbourg, il l'accabla d'injures & de reproches. Cela lui causa la plus sensible douleur qu'elle eût jamais ressentie: car jusqu'alors, elle avoit espéré que le Comte de Murray travaillerait à la rétablir.

Le Comte de Murray arrive, & maltraite la Reine.

Il est reconnu pour Régent.

Il invite les Hamiltoniens à se rendre aux Etats.

Ils refusent.

Il est reconnu pour Régent.

Il donne le Gouvernement du Château d'Edimbourg à Grangy.

Cependant, les Conféderez ayant prié ce Seigneur d'accepter la Régence, il feignit d'avoir du panchant à la refuser, & demanda quelques jours pour se déterminer: mais ce n'étoit qu'une pure grimace; & enfin, il l'accepta. Avant que les Etats, qui avoient été convoquez en son absence, s'assemblassent, il écrivit aux *Hamiltoniens*, c'est ainsi qu'on nommoit les Seigneurs assemblez au Château d'Hamilton, pour les prier de se rendre aux Etats, afin de concourir avec les autres, à ce qui seroit jugé nécessaire pour le bien du Royaume: mais ils refusèrent de s'y trouver. On parla pendant quelque tems, d'un accommodement: mais il s'y rencontra des difficultez insurmontables. Buchanan en rejette toute la faute sur les *Hamiltoniens*, & Melvil, au contraire, sur le Parti violent des Conféderez, auquel le Régent s'étoit joint. Tout ce qu'on peut conjecturer sur ce sujet, c'est que ceux qui avoient procuré l'Assemblée du Château d'Hamilton, avoient en vue de servir la Reine, & ne cherchoient pour le déclarer, qu'un prétexte, que le Comte de Murray leur fournit, peut-être trop imprudemment. Quoi qu'il en soit, ce Seigneur n'ayant pas jugé à propos de différer la tenue des Etats, pour attendre un accommodement avec les *Hamiltoniens*, qui lui paroissoit encore trop éloigné, la Régence lui fut confirmée par un Décret qui fut signé de plus de deux-cens Seigneurs ou Gentilshommes des plus qualifiez,

tant Catholiques que Protestans. Le premier soin du nouveau Régent fut, d'ôter le Gouvernement du Château d'Edimbourg à *Balfour* qui s'étoit rendu suspect, & de le donner au Lord Grangy. Cependant, les *Hamiltoniens*, à la tête des-



desquels le Comte d'Argyle s'étoit allé mettre, se plaignoient hautement de ce qu'on les avoit négligés, & refusoient de reconnoître le Comte de Murray pour Régent. Il n'étoit pas difficile de comprendre que, sous ce prétexte, leur but étoit de former un Parti pour la Reine. En effet, quelque tems après, ils s'assemblerent à Dumbarton, & y signerent une Ligue dont le but étoit de remettre la Reine en liberté, & en possession du Trône. Douze Seigneurs, dont le Comte d'Argyle & l'Archevêque de Saint André étoient les premiers, signerent cette Ligue. Mais le Comte d'Argyle se détacha bientôt après de ce Parti, & se rendit aux États. Ce Seigneur, qui changeoit souvent de Parti, ne demeura pas longtems dans celui qu'il venoit d'embrasser. Pour ce qui regarde le Duc de Châteleraud, il étoit alors en France, occupé à ses affaires particulières. Cette Ligue ne fut pas d'abord fort redoutable au Régent : mais elle le devint dans la suite, parce que tous les mécontents du Parti du Roi s'y joignoient l'un après l'autre, n'étant pas facile au Régent de contenter tout le monde.

ELISABETH.
1567.

Ligue en
faveur de la
Reine.

Pendant le reste de l'année, le Régent se fit remettre entre les mains toutes les Places du Royaume, & distribua les Charges & les Gouvernemens selon qu'il le jugea nécessaire pour maintenir la tranquillité publique. Il prit soin sur toutes choses, de faire rendre la Justice avec exactitude & sans partialité. Melvil ne le blâme que d'une chose : c'est de n'avoir pas assez ménagé les Hamiltoniens. Mais il faut considérer, qu'il panchoit lui-même manifestement vers ce Parti. La Reine le confideroit & l'aimoit, & par conséquent, il étoit naturel qu'il souhaitât son rétablissement. Il fait assez comprendre dans ses Mémoires, qu'il desiroit de tout son cœur qu'elle fût remise en possession du Trône, & c'est ce qui l'a obligé à blâmer ceux qui s'y opposoient.

Le Régent
se met en
possession de
toutes les
Places;

La connoissance des affaires d'Ecosse est si absolument nécessaire pour bien entendre les motifs de la conduite & de la politique d'Elisabeth, qu'on ne doit point trouver étrange que je sois entré dans un si grand détail de ce qui s'est passé dans ce Royaume. La suite justifiera, comme je l'espère, cette longue digression. Je reviens présentement aux affaires d'Angleterre.

Le terme pour la restitution de Calais étant expiré, Elisabeth envoya en France *Smith* Secrétaire d'Etat, & *Winter* Grand Maître de l'Artillerie navale, pour demander cette Place au Roi, selon le Traité de Câteau. Mais rien n'étoit plus éloigné de la pensée du Roi de France. Il nomma des Commissaires pour traiter avec les Ambassadeurs d'Angleterre, comme s'il se fût agi d'examiner de nouveau à qui cette Place devoit appartenir, & que le Traité de Câteau ne dût être compté pour rien. Le Chancelier de l'Hôpital, qui étoit à la tête de ces Commissaires, fit sur ce sujet un long Discours, dont il suffit de rapporter la substance, pour faire connoître combien les raisons

Elisabeth
demande la
restitution de
Calais.
*Annales de
Combes.*
La France
la refuse.

sur

ELISA- sur lesquelles il appuyoit le refus de rendre Calais, étoient mal fondées. Il dit :

BETH.
1567.
Raisons alléguées par le Chancelier de France.

Que si les Anglois avoient droit de demander Calais, ils n'en avoient pas moins de demander Paris, puisqu'ils avoient acquis & perdu l'une & l'autre de ces deux Villes par la Guerre (1).

Que le droit qu'ils prétendoient sur Calais étoit nouveau : mais que celui du Roi de France sur cette même Ville, avoit commencé avec la Monarchie.

Qu'encore que les Anglois l'eussent possédée pendant plus de deux-cens ans, la propriété en étoit pourtant demeurée au Roi de France, aussi bien que celle des Duchez de Guienne & de Normandie, qu'ils avoient longtems détenus par la force des armes. Que par cette raison, on ne pouvoit pas dire que la France eût conquis Calais & ces deux Duchez, mais seulement, qu'elle avoit recouvré ce qui lui appartenoit.

Que la Prescription n'avoit pas lieu entre les Souverains, mais que leur droit demouroit toujours dans sa force, selon la Loi des douze Tables, qui portoit, qu'on pouvoit éternellement reprendre son bien d'entre les mains de son ennemi.

Qu'encore que les Anglois eussent entrepris la dernière Guerre pour recouvrer Calais, ils ne s'étoient pas souvenus de cette Place dans le Traité de Troye, & que par là ils avoient reconnu qu'ils n'y avoient plus aucune prétention.

Que la clause insérée dans le Traité de Troye, par laquelle chacune des deux Couronnes se reservoit ses droits & ses exceptions, ne regardoit que de menus droits, & non pas la restitution de Calais, qui étoit un des articles les plus importants.

Que les prétendus attentats commis en Ecosse par le feu Roi François II., ne pouvoient pas porter de préjudice aux droits de Charles IX. son Successeur. Que véritablement, cela pouvoit avoir lieu entre des Particuliers, mais qu'il en étoit tout autrement à l'égard des Rois.

Que le feu Roi, en donnant du secours à la Reine d'Ecosse sa Femme, n'avoit fait que ce que les Anglois avoient eux-mêmes fait en se saisissant du Havre de Grace, sous prétexte de conserver cette Place au Roi. Que de plus, ils avoient prêté de l'argent au Prince de Condé, & que par ces deux attentats, ils avoient perdu les droits qu'ils prétendoient avoir sur Calais.

Que quand Dieu avoit permis que les François recouvraient Calais, il avoit rétabli les bornes naturelles entre les Royaumes de France & d'Angleterre, selon l'expression du Poëte Latin,

Et penitus toto divisos orbe Britannos.

En-

(1) Il y avoit un Traité exprès pour Calais, & il n'y en avoit point pour Paris.

Enfin, que s'il se trouvoit quelqu'un qui fût assez hardi pour oser proposer au Roi la restitution de Calais, il méritoit non seulement la mort, mais des peines plus grandes que celles des Enfers.

Smith répondit, qu'il ne daignoit pas s'arrêter à faire voir la foiblesse des raisons que le Chancelier venoit d'alléguer, parce qu'il ne pouvoit se persuader que ce fût sérieusement qu'on voulût fonder le refus de rendre Calais sur des raisons si peu plausibles. Qu'il y avoit un Traité exprès fait sur ce sujet, duquel le Chancelier n'avoit fait aucune mention, comme s'il avoit oublié que c'étoit sur ce Traité, signé, ratifié, & juré par le Roi de France, que la demande de la Reine d'Angleterre étoit fondée. Qu'il ne prétendoit pas non plus s'amuser à combattre des maximes qui, si elles étoient admises, rendroient tous les Traitez entre les Souverains absolument inutiles : mais qu'il se contenteroit de répondre à deux objections qui étoient les plus spécieuses. Par rapport au Traité de Troye, il somma quelques-uns des Commissaires qui avoient assisté à la conclusion de ce Traité, de dire s'il n'étoit pas vrai, qu'on étoit convenu, que la restitution de Calais étoit comprise dans la reservation générale, & que la raison qu'ils allégueroient pour empêcher que la Ville de Calais ne fût pas nommément réservée, fut, que les huit années n'étoient pas encore expirées. Quant au Havre de Grace, il dit, que les Anglois n'y étoient pas entrez par force, mais qu'ils y avoient été appeliez par les habitans, & par le Peuple de Normandie. Enfin, que pour ce qui regardoit l'argent prêté au Prince de Condé, le Roi de France lui-même avoit reconnu que c'étoit pour son service, puisque c'étoit pour payer les Landsquenets qui menaçoient de piller le Royaume. Mais toutes ces raisons furent fort inutiles, puisque la France avoit résolu de ne pas rendre Calais. J'observerai ici en passant, que le Chancelier de France n'employa pas, pour éluder la restitution de Calais, les raisons prises du Traité même de Câteau, comme il auroit pu le faire avec fondement, si ce Traité avoit été conçu dans les termes ou de la maniere dont les Historiens de France l'ont rapporté.

Ce ne furent pas les raisons du Chancelier qui empêcherent Elisabeth de faire valoir ses droits sur Calais, mais la situation de ses affaires, qui ne lui permettoit pas d'entreprendre une Guerre contre la France. Son intention n'étoit pas d'attaquer, mais de se défendre, & de le maintenir sur le Trône malgré les efforts de ses ennemis. Ce fut là son unique soin, pendant tout le cours de son Regne. C'étoit par cette raison qu'elle feignoit quelquefois de vouloir se marier, quoique, selon les apparences, elle n'en eût aucune envie. Le premier qu'elle leurra de cette esperance, ce fut l'Archiduc Charles d'Autriche, le même qui avoit été proposé à la Reine d'Ecosse par le Cardinal de Lorraine. Cette feinte alla si loin, qu'elle envoya le Comte de Suffex en Ambassade à l'Empereur Maximilien, pour régler les conditions du Mariage, l'Empereur lui ayant envoyé de son côté, le

ELISABETH.
1567.

Réponse de
l'Ambassadeur d'Angleterre.

Raisons
d'Elisabeth
pour différer.

Négociation
de son Mariage avec
l'Archiduc.

- ELISA-** Comte de *Stolberg*, pour l'entretenir dans ces bonnes dispositions. Le
BETH. Comte de *Suffex* demeura cinq mois à Vienne pour cette négocia-
 1567. tion, y étant allé sous prétexte de porter à l'Empereur l'Ordre de la
Jarretiere. Mais il étoit accompagné du Baron de *North*, créature
 du Comte de *Leicester*, qui avoit ordre de son Patron, de traverser
 la négociation autant qu'il lui seroit possible, en faisant entendre indi-
 rectement à la Cour Imperiale, que la Reine n'avoit pas dessein de
 conclure, quelque mine qu'elle en fit. L'Empereur trouva dans la
 suite, que celui-ci étoit mieux informé que l'Ambassadeur, qui, crai-
 gnant que la Reine n'épousât le Comte de *Leicester*, faisoit tous ses
 efforts pour ajuster tous les differens, & pour lever les difficultez. La
 principale consistoit dans l'article de la Religion, touchant lequel il
 s'agissoit de chercher des expédiens qui satisfissent les deux Cours.
 L'Empereur se relâchoit autant qu'il étoit possible, & le Comte de
 son côté faisoit tout ce qui dépendoit de lui pour lever cet obstacle.
 Ils étoient déjà convenus, que l'Archiduc auroit le Titre de Roi d'An-
 gleterre, & la Tutelle des Enfans, si la Reine mouroit la premiere.
 Quant à la Religion, après que l'Empereur eut souvent & inutile-
 ment demandé une Eglise publique pour l'Archiduc, il s'étoit relâché
 jusqu'à consentir qu'il se contenteroit d'avoir une petite Chapelle
 dans l'enceinte du Palais Royal, où aucun Anglois ne seroit reçu; &
 que s'il survenoit quelque trouble à cette occasion, il interromproit,
 pendant quelque tems, l'exercice de sa Religion, & assisteroit avec
 la Reine, au service de l'Eglise Anglicane. Mais cette affaire ayant
 été débattue au Conseil d'Angleterre, la Reine fit savoir au Comte de
 Suffex, qu'elle ne pouvoit pas même accorder cela. Ainsi, la négo-
 ciation fut rompue, quoique sans éclat, avec des marques d'estime &
 d'amitié que l'Empereur & la Reine se donnerent mutuellement.
- La négocia-
tion se
rompt.**
- Remarque
sur ce sujet.**
- Pour le dire en passant, cette difficulté sur la Religion étoit un moyen
 que la Reine employa toujours pour rompre toutes les négociations
 qui se firent au sujet de son Mariage. Aussi n'entra-t-elle jamais en
 traité sur cette matiere, qu'avec des Princes Catholiques, parce qu'elle
 étoit assurée de rompre la négociation quand elle le jugeroit à propos.
 Quant aux Princes Protestans qui se présentèrent pendant qu'elle fut
 en âge d'être mariée, elle prit soin de leur faire entendre d'abord,
 qu'ils n'avoient rien à espérer. Cette conduite confirme le soupçon
 qu'on a toujours eu, qu'elle avoit pris une résolution fixe de ne se
 soumettre jamais au joug du Mariage, quoique ses affaires l'obli-
 geassent quelquefois à feindre des sentimens opposés.
- Politique
d'Elisabeth.**
- Dans cette année, on vit arriver à Londres des Ambassadeurs de
 Jean Basflowits, Grand Duc de Moscovie. Leur Commission publi-
 que étoit, de confirmer & renouveler les faveurs que le Czar leur
 Maître avoit accordées aux Marchands Anglois, affociez sous le nom
 de *Société de Moscovie*. Mais les Ambassadeurs étoient accompagnés
 d'un Anglois nommé *Jenkinson*, qui avoit fait un long séjour en ce
 Pais.
- Ambassade
de Mosco-
vie.
Caméden.**

Pais-là, & qui étoit chargé de quelques ordres secrets. Le dessein du Czar étoit de faire avec Elisabeth, une Ligue offensive & défensive, avec obligation réciproque de se donner mutuellement un azyle, en cas que l'un ou l'autre fût chassé de ses Etats. Ce Prince, qui étoit un grand Tiran, vouloit pourvoir de loin à sa sûreté, dans la crainte où il étoit que ses Sujets ne fussent pas toujours d'humeur de souffrir sa tyrannie. La Reine lui fit une réponse ambiguë, dont il n'eut pas lieu d'être satisfait; & néanmoins, il ne laissa pas, deux ans après, d'accorder aux Marchands Anglois des privilèges qui ont beaucoup contribué à faire fleurir le Commerce qu'ils font en Moscovie.

ELISABETH.
1567.

Dans ce même tems, ou à peu près, il y eut en Irlande quelques Troubles en Irlande, Troubles dans le Nord, mais qui finirent par la mort du Rebelle qui fut tué par ses propres gens.

Le Duc de Norfolk, qui étoit un de ceux qui étoient le plus avant dans la faveur de la Reine, perdit dans cette même année la Duchesse sa Femme, & par cette perte, il se vit malheureusement en état de former des projets qui causerent enfin sa ruine.

Troubles en Irlande,

Mort de la Duchesse de Norfolk.

Les affaires des Pais-Bas avoient beaucoup changé de face pendant cette année. Les Grands s'étoient divisez, & plusieurs avoient trahi la Cause commune. Le Prince d'Orange s'étoit retiré dans ses Gouvernemens, le Comte de Horn dans sa maison, & le Comte d'Egmont étoit demeuré auprès de la Gouvernante, qui, profitant de cette division, avoit révoqué tout ce qu'elle avoit été contrainte d'accorder aux Reformez. Ensuite elle avoit fait venir quelques Troupes d'Allemagne, & levé quelques Régimens Wallons. Peu de tems après, Philippe II. résolut d'envoyer le Duc d'Albe dans les Pais-Bas avec une Armée d'Espagnols naturels, pour y châtier les Grands & le Peuple. A cette nouvelle, le Prince d'Orange s'étant retiré en Allemagne, le Duc d'Albe entra dans le Pais à la tête de son Armée, sans rencontrer aucune opposition. Dès qu'il fut arrivé à Bruxelles, la Duchesse de Parme lui remit le Gouvernement, & alors ce Duc exerça des cruautés dont il n'est pas nécessaire de faire le détail, parce qu'elles sont connues de tout le monde. Les Comtes d'Egmont & de Horn perdirent la vie par la main du Bourreau, pendant que Montigny souffroit le même supplice en Espagne, & tous les biens du Prince d'Orange furent confisquez.

Affaires des Pais-Bas.
Annales de Gretius.

D'un autre côté, la Cour de France, sous prétexte de craindre le Duc d'Albe qui devoit côtoyer les frontieres, avoit fait une levée de six-mille Suisses, à dessein d'exterminer les Huguenots, pendant que le Duc d'Albe en feroit autant dans les Pais-Bas, selon ce qui avoit été concerté à Bayonne. Il est aisé de voir, que, dans une telle conjoncture, Elisabeth ne pouvoit pas tenter de se faire rendre Calais. C'étoit beaucoup pour elle, si elle pouvoit éloigner les flammes qui menaçoient l'Angleterre. Cependant, le Prince

Affaires de France.

ELISA- de Condé, après avoir à peine échappé aux embuches de la Cour, BETH. rassembla les Huguenots, avec le secours de l'Amiral, & il s'en fit 1567. lut peu qu'il ne réussit dans le dessein qu'il avoit formé d'enlever le Roi à Meaux. Ce coup étant manqué, il alla bloquer Paris. Enfin, le 10. de Novembre, il se donna, aux portes de Paris, un combat où le Connétable de Montmorency fut tué. Cette action n'ayant rien décidé, le Prince marcha au devant de Cazimir Comte Palatin, qui lui amenoit un secours de trois-mille hommes de pied, & de six-mille-cinq-cens Chevaux. Dès le mois de Septembre, *La Noue*, l'un des Chefs des Huguenots, s'étoit emparé d'Orléans. Ainsi, tous les Pais voisins de l'Angleterre, l'Ecosse, la France, & les Pais-Bas, étoient en trouble & en confusion, pendant que les Anglois, par la sage conduite de leur Reine, jouissoient d'une profonde tranquillité.

1568.
Elisabeth
s'intéresse
pour les Hu-
guenots de
France.

Ce n'étoit pourtant qu'aux dépens de son propre repos, qu'Elisabeth assuroit celui de son Peuple. Elle avoit à craindre, & du dedans & du dehors, & par conséquent, elle étoit obligée de faire une attention continuelle tant aux affaires étrangères qu'aux domestiques, afin de prévenir les desseins de ses ennemis. L'état où les Huguenots se trouvoient en France, lui causoit de l'inquiétude. Leurs ennemis étoient aussi les siens; & comme il y avoit peu d'apparence qu'ils pussent résister aux Catholiques qui étoient cent contre un, & appuyez de l'Autorité Royale, elle craignoit qu'après qu'ils seroient exterminés, l'orage vint fondre sur l'Angleterre. Il n'y avoit presque pas à douter, que la Guerre qu'on faisoit à la fois aux Protestans de France & des Pais-Bas, ne fût le fruit des Conseils mutuels des Cours de France & d'Espagne, & que la ruine de la Religion Protestante ne fût le principal objet que ces deux Cours avoient en vue. Elisabeth crut donc qu'il étoit absolument nécessaire de faire connoître au Roi de France, qu'elle s'intéressoit à la conservation des Huguenots, quelque raison qu'elle eût de se plaindre de leur conduite à son égard. Dans cette vue, elle donna ordre à Norris son Ambassadeur auprès de Charles IX. d'interceder fortement en leur faveur, & de faire entendre, qu'elle connoissoit assez bien ses intérêts, pour ne pas souffrir qu'on les ruinât entièrement. Ces menaces, de la part de l'Angleterre, la fermeté des Huguenots, & les secours qu'ils trouvoient en Allemagne, produisirent un bon effet, & leur procurèrent la Paix. Mais ce n'étoit qu'une fausse Paix, dans laquelle la Cour n'avoit pour but que de les tromper, & qui, à cause de cela, fut nommée dans la suite, *La Paix boiteuse*, ou *mal-assise*. Catherine de Medicis sachant bien qu'on ne tarderoit pas longtems à reprendre les armes, voulut prendre les devans, pour empêcher Elisabeth d'assister les Huguenots. Ce fut dans cette vue, qu'elle commença dès-lors à proposer, en termes couverts, à l'Ambassadeur d'Angleterre, le Mariage d'Elisabeth avec le Duc d'Anjou, qui n'étoit âgé que de dix-sept ans. Je parlerai ailleurs des suites de ce projet.

Dans

Dans ce même tems, Philippe II. donnoit à Elisabeth des marques du chagrin qu'il avoit conçu contre elle, en releguant son Ambassadeur dans un Village. D'un autre côté, un Marchand Anglois nommé *Hawkins*, qui étoit allé trafiquer dans le Golfe de Mexique, avec cinq Navires, en vertu du Traité fait entre Charles Quint & Henri VIII., fut insulté & pillé par une Flotte Espagnole qui lui enleva ses marchandises, avec trois de ses Vaisseaux. Elisabeth fut extrêmement sensible à ces outrages, d'autant plus que les Marchands murmuroient hautement, & demandoient qu'on déclarât la Guerre à l'Espagne. Mais elle ne jugea pas à propos de faire alors aucune démarche pour témoigner son ressentiment, de peur de s'engager plus avant que la situation de ses affaires ne le permettoit. Elle avoit d'autant plus de sujet de ne pas s'engager dans une Guerre de cette nature, qu'en ce même tems, les affaires d'Ecosse, qui la touchoient de plus près, prenoient une nouvelle face, & pouvoient avoir, à son égard, des suites très importantes.

La Reine Marie étoit prisonnière à *Lochleven*: mais cela n'empêchoit pas qu'elle n'eût encore un assez grand Parti, composé de tous les Catholiques & des ennemis & envieux du Comte de Murray, ou de ceux qui étoient en crédit auprès de lui. Véritablement, la plupart de ces gens-là se soucioient peu de la Reine; mais ils croyoient qu'elle pouvoit leur fournir un prétexte plausible d'agir contre le Régent, & c'étoit ce qui les faisoit déclarer pour elle. D'un autre côté, il se trouvoit, dans le Parti même du Régent, qu'on appelloit le Parti du Roi, des gens qui ne s'y étoient engagés qu'en vue de ruiner Bothwel, qu'ils haïssoient & qu'ils craignoient. Ceux-ci se persuadoient, que s'ils pouvoient se défaire de lui, les choses reviendroient dans leur état naturel, & que la Reine pourroit épouser quelque Prince qui seroit resteur l'Ecosse. Grangy, qui étoit de ce nombre, ayant été informé que Bothwel piratoit aux environs de l'Isle de *Scheland*, arma quelques Vaisseaux, & résolut de l'aller poursuivre, dans la pensée que sa mort suffiroit pour faire cesser tous les troubles. Il fut assez heureux pour le rencontrer. Il lui donna la chasse, & l'obligea enfin à se faire échouer sur la côte, & à se sauver à terre, dans une Chaloupe. Mais son Vaisseau fut pris avec ses Domestiques, de qui on prétendit avoir appris beaucoup de choses, par rapport au meurtre du feu Roi, qui ne faisoient pas honneur à la Reine. Mais on ne peut gueres compter sur ces sortes de bruits publics. Bothwel ayant eu le bonheur d'échapper, mais ne sachant plus de quel côté se tourner, prit enfin le parti de se retirer en Danemarck, où il fut arrêté, & mis en prison. Il y vécut encore dix ans, dans une misère extrême, qui lui fit perdre l'esprit. Camden assure, qu'avant sa mort, il protesta religieusement, que la Reine n'avoit eu aucune part au meurtre du Roi son Epoux. Mais à son ordinaire, cet Auteur ne dit point d'où il a tiré cette particularité.

ELISABETH.

1568.
Brouillerie entre Philipe II & Elisabeth.
Camden.

Affaires d'Ecosse.

Grangy pourfuit Bothwel, qui se sauve en Danemarck, où il est mis en prison.
Buchanan Melvil.

ELIZABETH. Bothwel n'étant plus à craindre, tous ceux qui ne s'étoient déclarés contre la Reine, qu'à cause de la haine qu'ils avoient pour lui, abandonnerent le Parti du Roi; les uns en secret, les autres ouvertement. Le Comte de Lidington & le Baron de Boyd furent du nombre de ceux qui feignirent de demeurer attachez au Régent, pour avoir plus d'occasion de rendre service à la Reine. Le Comte d'Argyle balança quelque tems, & enfin, il quitta le Comte de Murray pour se joindre à l'autre Parti.

La Reine se sauve de sa prison. Cependant, le Régent étant allé à Glasgow, y apprit peu de jours après, que la Reine s'étoit sauvée de *Lachlewen*, & qu'elle étoit au Château d'Hamilton, distant de douze milles seulement de Glasgow. Cette nouvelle s'étant bien-tôt répandue en tous lieux, le Baron de Boyd, qui étoit du Conseil du Régent, le quitta sur le champ pour aller trouver la Reine.

Elle marche contre le Régent. Le Régent se trouva d'abord dans un fort grand embarras, d'autant plus qu'il apprit en même tems, que les partisans de la Reine assembloient du monde de tous côtez, & se rendoient en grosses troupes auprès d'elle. Cela lui fit comprendre, qu'il falloit ou quitter la partie, ou tenter la fortune d'un combat. Il prit ce dernier parti, & ayant assemblé des Troupes, quoiqu'en nombre fort inférieur à celles

Mémoires de Melvil. que la Reine avoit déjà, il sortit de Glasgow, dans le tems que la Reine marchoit à lui pour le combattre. Melvil assure, que le dessein de la Reine n'avoit pas été d'abord de donner Bataille, n'étant sortie du Château d'Hamilton, que pour se retirer à Dumbarton; mais que l'Archevêque de St. André, & les autres Chefs de son Parti furent d'avis de combattre, parce qu'ils se confioient sur la supériorité de leur nombre, & qu'ils esportoient de gouverner au nom de la

Bataille où la Reine est vaincue. Reine, après avoir vaincu le Régent. Quoi qu'il en soit, cette Armée, forte de six-mille hommes, s'étant avancée vers Glasgow, rencontra le Régent qui n'avoit que quatre-mille hommes, & la Bataille se donna. Il n'est pas nécessaire d'en faire ici la description. Il suffit de dire en deux mots, que la Reine la perdit, & que, de peur de tomber

Elles s'enfuit vers les frontières. entre les mains de ses ennemis, elle s'enfuit vers les frontières d'Angleterre. Elle choisit d'abord pour lieu de retraite le Château de *Harris*, appartenant au Lord *Maxwell*, mais peu de jours après, ne se croyant pas en sûreté dans cet asyle, ni dans aucun autre endroit du Royaume, elle prit la résolution de se retirer en Angleterre. Pour

Camden. peu qu'on fasse attention à ce qui s'étoit passé jusqu'alors entre Elisabeth & Marie, & aux justes raisons qu'elles avoient de se défier l'une de l'autre, & de se regarder mutuellement comme de véritables ennemies, malgré les témoignages extérieurs qu'elles se donnoient d'une amitié réciproque qui n'étoit que pure dissimulation, on ne se persuadera jamais que Marie eût cherché volontairement un asyle en Angleterre, s'il avoit été à son choix de se retirer ailleurs. Mais il n'y avoit point de milieu. Il falloit nécessairement, ou qu'elle fût quitte de

tom-

tomber encore une fois entre les mains des Ecoſſois ſes ennemis, ou E^{LI}SA-
 qu'elle ſe livrât à Eliſabeth. De ces deux dangers, l'un étoit pro- BETH.
 chain & certain, l'autre étoit encore éloigné, & n'étoit pas d'une 1568.
 certitude aſſez grande, pour lui ôter toute eſperance de trouver quel-
 que ſecours dans la généroſité de cette Reine. Quoi qu'il en ſoit, ſa Elle paſſe en
 réſolution étant priſe, elle envoya un de ſes Domeltiques nommé Be- Angleterre.
 ſon à Eliſabeth, pour lui demander ſa protection, & la permiſſion de Elle envoya
 ſe retirer en Angleterre. Cambden dit, qu'elle lui envoya par ce même un homme à
 même homme, un diamant qu'elle en avoit reçu pour gage de ſon Eliſabeth.
 amitié, & de la promeſſe qu'elle lui avoit faite de l'aſſiſter de tout ſon
 pouvoir, lorsqu'elle auroit beſoin de ſon ſecours. Cependant, ce même
 Auteur a inferé dans l'année 1582. de ſes Annales, une Lettre de
 Marie à Eliſabeth, par laquelle il paroît que ce diamant avoit été en-
 voyé avant la Bataille de Glasgow. D'ailleurs, quoiqu'il ſoit poſſi-
 ble qu'Eliſabeth ait ajouté au préſent de ce diamant, quelques expreſ-
 ſion tendres & affectionnées & quelques promeſſes générales, il n'y
 a aucune apparence qu'elle ait voulu s'engager par là auſſi loin que
 Cambden veut le faire entendre. C'eſt ce que pluſieurs raiſons me
 perſuadent. Premièrement, il eſt certain qu'Eliſabeth ne s'étoit ja-
 mais trouvée dans des diſpoſitions ſi favorables à l'égard de Marie.
 Secondement, un pareil engagement étoit directement contraire à
 ſon intérêt, qui ne demandoit pas qu'elle prit un ſi grand ſoin de la
 proſperité de ſa Rivale. Enfin, on ne ſauroit marquer un^{tem}s où
 Eliſabeth ſe ſoit trouvée dans une eſpece de néceſſité de pouſſer la diſ-
 ſimulation juſqu'à ce point. Cambden ajoute, qu'Eliſabeth répondit
 à Marie par le même Beſon, qu'elle lui donneroit toutes les preuves
 d'amitié qui peuvent ſ'attendre d'une Sœur. Mais, comme je l'ai dé-
 ja pluſieurs fois inſinué, il n'eſt pas toujours ſûr de ſ'en rapporter au
 ſeul témoignage de cet Auteur. Quoi qu'il en ſoit, avant que cette
 réponſe arrivât, Marie, craignant d'être découverte dans ſa retraite,
 ſ'embarqua ſur un petit Vaſſeau, & ſe rendit à W^{ri}kington dans le
 Cumberland, n'étant accompagnée que des Lords H^{erri}s & F^{leming}, Marie arrive
 & de quelques Domeltiques. Le même jour, elle écrivit à Eliſabeth, en Angleter-
 re. Elle écrit à
 pour lui donner avis de ſon arrivée en Angleterre. Elle lui diſoit dans Eliſabeth.
 ſa Lettre, que s'étant ſauvée de ſa priſon, & ayant deſſein de ſe reti-
 rer à Dumbarton, ſes ennemis étoient venus à ſa rencontre, pour lui
 diſputer le paſſage (1), & avoient battu ſon Armée: que ce malheur
 l'avoit obligée à quitter ſon Royaume où elle ne pouvoit être en
 ſûreté, pour venir implorer ſa protection, & qu'elle la prioit de la
 faire conduire en ſa préſence. Elle diſoit auſſi, dans cette même Let-
 tre, que ſes ennemis, après avoir fait tuer à ſes yeux ſon Domeltique,
 avoient commis un nouveau crime dont ils prétendoient la charger, quoi-
 qu'ils ſ'y fuſſent eux-mêmes engagés par un Ecrit ſigné de leurs propres
 mains,

(1) Le contraire paroît par le témoignage de Melvil, rapporté ci-deſſus.

ELISABETH. *1568.* *Et scellé de leurs ca-bats.* C'est sans doute ce qui a donné lieu à Cambden de dire sur l'année 1567, que les Comtes de Murray & de Morton s'engagerent par écrit à soutenir Bothwel, quand il auroit tué le Roi. Si cet Écrit, qui n'a jamais paru, étoit réellement vrai, il s'enfuivroit clairement que Marie n'ignoroit pas que Bothwel avoit fait tuer le Roi son Epoux, puisqu'elle savoit que Murray & Morton s'étoient engagés à le garantir. Mais il n'y a aucune apparence, qu'elle eût voulu faire un pareil aveu à Elisabeth. D'ailleurs, en supposant que la Lettre de Marie étoit telle que Cambden l'a rapportée, elle n'y nomme pas le Comte de Murray. Elle impute seulement à ses ennemis, le crime dont elle est elle-même accusée. Nous verrons dans la suite, comment elle soutint ce qu'elle avoit avancé, & de quelle manière elle se défendit elle-même.

Elisabeth refuse de voir Marie, jusqu'à ce qu'elle se soit justifiée.

Cambden. Negotiations de Walsingham. Instructions à Norris.

Cambden. Negotiations de Walsingham.

Divers sentimens dans le Conseil touchant Marie.

Annales de Cambden.

Elisabeth ayant été informée que la Reine d'Ecosse étoit en Angleterre, après avoir perdu une Bataille, lui envoya *Knolles* pour la consoler, & la fit loger dans la maison d'un Gentilhomme, où elle fut traitée en Reine. Ensuite, elle la fit conduire à Carlisle. Ce fut de là que Marie lui écrivit pour la seconde fois, selon Cambden, pour la prier de lui permettre, ou de l'aller trouver, ou de se retirer ailleurs. Cambden dit ici, qu'*Elisabeth fut émue de pitié en voyant que la Reine d'Ecosse offroit de débattre sa Cause devant elle, outre qu'elle se chargeoit de convaincre ses ennemis du crime dont on l'accusoit quoiqu'innocente.* Mais cet Historien étend un peu trop ce que Marie disoit dans sa Lettre, puisqu'elle n'offroit point de convaincre ses ennemis, comme en effet elle ne l'entreprit jamais. Il n'y a pas un seul mot dans les Annales de Cambden, pour ce qui regarde la Reine d'Ecosse, sur lequel il ne faille être sur ses gardes. On va voir la pitié qu'*Elisabeth* eut de cette Reine. Elle lui fit dire, que, comme elle étoit chargée par la voix publique, d'avoir fait mourir le Roi son Epoux, ou du moins, de n'avoir fait aucune recherche de ce meurtre, & de garder encore à son service, & dans sa Maison même, des gens accusés d'en être complices, elle ne pouvoit la voir, avant qu'elle se fût purgée d'une accusation si grave; & la pria de lui faire savoir de quelle manière elle prétendoit s'en justifier. Sur cela, il fut convenu qu'*Elisabeth* écouterait sa défense, & qu'elle la protégeroit si elle la trouvoit innocente. Il est très apparent, ou plutôt certain, qu'en cela Elisabeth n'avoit pour but que de gagner du tems, afin d'avoir un prétexte de la retenir jusqu'à ce qu'elle se fût déterminée sur ce qu'elle avoit à faire, en quoi son Conseil ne fut pas peu embarrassé.

Il y avoit sur ce sujet divers partis à prendre, & chacun avoit ses difficultés. Mais, comme il est assez ordinaire dans les Conseils des Princes, l'étoile par laquelle les Ministres & les Conseillers se conduisoient, n'étoit pas la Justice ou l'Équité, mais la sûreté de la Reine. Dans un cas à peu près semblable, Henri IV. avoit arrêté le Fils aîné du Roi d'Ecosse, qui fut ensuite Roi lui-même, sous pré-

texte qu'il étoit entré dans les Etats sans en avoir demandé la permission, & ce Prince y avoit été retenu jusqu'au Regne de Henri VI. On ne peut disconvenir, qu'un Souverain n'ait le droit d'arrêter un Prince étranger qui entre dans ses Etats sans un Saufconduit. Mais il y a des cas où un droit étendu à la rigueur, devient une extrême injustice. Tel étoit celui de Henri IV. par rapport au Prince d'Ecosse. Mais dans celui de Marie, les circonstances paroissent encore plus favorables. C'étoit une femme, une femme vaincue par ses propres Sujets, dont elle craignoit la violence, & qui, bien loin de pouvoir être soupçonnée d'avoir quelque mauvais dessein contre l'Angleterre, n'y étoit venue que pour y chercher un asyle, & pour implorer la protection d'une Reine sa proche parente, qui avoit toujours affecté de lui donner des marques de son amitié. Ainsi, à ne regarder la faute de Marie que comme une espece de violation du Droit Public, elle ne méritoit pas qu'on la retint en prison. Mais, comme je l'ai dit ci-dessus, ce n'est pas toujours par ces maximes que les Souverains se gouvernent. Il ne s'agissoit pas dans les délibérations du Conseil d'Angleterre, de chercher ce qui étoit le plus conforme à la justice ou à la générosité, mais ce qui pouvoit être le plus salutaire. On examina donc les divers partis qu'il y avoit à prendre à l'égard de la Reine d'Ecosse, afin de choisir celui qui seroit le plus avantageux à Elisabeth. Le premier étoit, de l'assister pour la rétablir sur le Trône, afin de faire voir par cet exemple, que des Sujets ne chassent pas leur Souverain impunément. Mais, quoiqu'Elisabeth eût intérêt à cela en qualité de Souveraine, d'autres intérêts plus particuliers l'empêchoient de travailler à rétablir & à rendre plus puissante, une Reine qu'elle regardoit avec raison comme une dangereuse Rivale. Par la même raison, il étoit à craindre, si elle la renvoyoit en Ecosse; quoique sans secours, que sa Faction ne se relevât, & que le gain d'une Bataille, qui n'étoit pas impossible, ne la rendit absolue. En ce cas-là, elle auroit pu rappeler les François en Ecosse, & poursuivre l'exécution des projets qui avoient été formez en France, du tems de François II. son premier Epoux. D'un autre côté, si on la renvoyoit en France, on ne pouvoit pas s'assurer qu'elle ne retourneroit point en Ecosse. D'ailleurs, si le Roi de France & les Princes Lorrains étoient maîtres de sa personne, il étoit très apparent qu'ils se serviroient de son nom pour attaquer l'Angleterre, & que le Pape & le Roi d'Espagne se joindroient à eux. Il ne restoit donc qu'à la garder en Angleterre, ou libre, ou en prison. Mais c'étoit s'exposer à un danger évident, que de lui laisser sa liberté. Les droits qu'elle avoit sur la Couronne d'Angleterre, ne pouvoient manquer d'attirer à sa Cour tous les Catholiques, & tous les mécontents du Royaume, aussi bien que les Ambassadeurs de France & d'Espagne, pour l'assister de leurs conseils. Que si, étant absente, elle avoit bien pu former un puissant Parti en Angleterre, combien plus

ELISA-
BETH.
1568.

ELISA- sa présence pourroit-elle rendre ce Parti plus nombreux & plus puissant ? Il est certain, qu'encore qu'Elisabeth & ses Ministres seignissent de trouver fort étrange que Marie eût formé des prétentions sur la Couronne d'Angleterre, ils n'ignoroient pourtant pas les fondemens de ses droits, & ils savoient parfaitement que bien des gens étoient convaincus, qu'ils étoient plus légitimes que ceux de la Reine même. Enfin, en la retenant en prison, il n'y avoit point à douter qu'Elisabeth n'excitât contre elle-même l'indignation de toute l'Europe, par cette rigueur excessive, dont tout le monde ne comprendroit pas les motifs. Ce fut pourtant le parti auquel Elisabeth se détermina par l'avis de son Conseil, & sans doute, par sa propre inclination. Il est certain, qu'outre les raisons d'Etat qui l'y engageoient, elle y étoit encore poussée par une jalousie personnelle qu'elle avoit conçue contre la Reine d'Ecosse, qui étoit plus belle & plus jeune qu'elle, quoiqu'elle lui fût très inférieure à d'autres égards. Cependant, afin de couvrir, en quelque manière, la rigueur dont on devoit user envers cette Reine, Elisabeth résolut de feindre qu'elle prenoit beaucoup de part à son infortune, & qu'elle ne desiroit rien avec tant de passion, que de se convaincre de son innocence, afin de pouvoir ensuite lui donner de puissans secours, sans craindre les reproches du Public. Mais en même tems, elle prit aussi la résolution de tirer en longueur les moyens dont il falloit se servir pour parvenir à cet éclaircissement, jusqu'à ce que le tems, & les occasions qui se pourroient présenter, donnassent lieu à d'autres mesures. Depuis ce tems-là, elle refusa constamment de prêter l'oreille à ceux qui parloient mal de la Reine d'Ecosse : mais d'un autre côté, elle n'étoit pas fâchée qu'on répandît dans le Public diverses accusations contre elle, afin qu'on ne trouvât pas étrange que cette affaire ne pût pas s'éclaircir en peu de tems. Ainsi Cambden a eu raison de dire, qu'Elisabeth paroissoit affligée de l'infortune de la Reine d'Ecosse, & qu'elle détestoit publiquement la conduite des Ecois. Mais il ne s'ensuit pas que ce fussent ses véritables sentimens. Son but n'étant que de tirer l'affaire en longueur, sous prétexte de travailler à la justification de sa prisonnière, il n'étoit pas à propos que, par ses discours, elle se déclarât partie contre elle. Au contraire, elle devoit faire paroître qu'elle panchoit de son côté. Marie elle-même fut longtemps la dupe de cette Politique. Elle s'imagina, qu'Elisabeth avoit véritablement dessein de la servir. Mais s'étant enfin aperçue de cet artifice, elle voulut prendre des mesures, qui fournirent à son ennemie un prétexte plus plausible de la retenir en prison. J'ose assurer, que c'est là la véritable clef de cette affaire, qu'on n'entendra jamais bien, si on s'arrête à ce qu'en ont dit les Historiens de l'un ou de l'autre Parti.

Affaires Pendant que ces choses se passoient en Angleterre, le Comte de
d'Ecosse. Murray convoqua les Etats d'Ecosse, pour y faire condamner ceux
Buchanan. qui

qui avoient pris les armes contre le Roi en faveur de la Reine. La Faction contraire, voyant qu'elle alloit être accablée par les Décrets des Etats, employa toutes sortes de moyens pour empêcher cette Assemblée. Elle demanda même du secours à la Cour de France, qui résolut d'envoyer une Armée en Ecosse sous la conduite de *Martignac*. Pendant ce tems-là, les partisans de la Reine s'assemblerent à Glasgow, pour délibérer sur les moyens d'empêcher la tenue des Etats: mais, comme ils ne purent convenir de rien, le Comte d'Argyle se retira dans sa maison. Le Comte de Huntley, plus fougueux que les autres, assembla quelques Troupes, & alla se poster à *Perth*, afin de tenir le Régent en allarme, jusqu'à l'arrivée du secours de France. Mais la Guerre Civile qui se ralluma en France, ayant obligé le Roi à retenir les Troupes qui avoient été destinées pour l'Ecosse, le Comte de Huntley se vit contraint de se retirer. Cette ressource ayant manqué aux partisans de la Reine, ils s'adresserent à Elisabeth, & lui représentèrent, que le Régent, par une Assemblée d'Etats hors de saison, alloit mettre les principaux Seigneurs d'Ecosse au désespoir, & offrirent de la prendre pour Arbitre des différens qu'ils avoient avec le Régent. Cette offre convenoit beaucoup à Elisabeth, parce que par là, elle pouvoit se rendre maîtresse de cette affaire, & la faire durer autant qu'elle le jugeroit à propos. Elle fit donc connoître au Comte de Murray, qu'il lui feroit plaisir de différer l'Assemblée des Etats, jusqu'à ce qu'elle fût mieux informée des raisons qui avoient porté les Ecossois à ôter à leur Reine le Gouvernement du Royaume. Mais il s'excusa de lui accorder sa demande, & fit tenir les Etats au jour assigné. Buchanan prétend, que le Comte de Lidington, qui feignoit d'être fort attaché au Régent, fit si bien par ses intrigues, que les Etats résolurent de ne punir que quelques-uns des plus coupables, & que cette indulgence contribua beaucoup à fortifier le Parti de la Reine. Les Etats s'étant séparés, le Régent leva une Armée pour poursuivre ceux qui avoient été condamnés. Il réduisit plusieurs Places à l'obéissance du Roi, & vrai-semblablement, il auroit achevé de réduire tout le Royaume, si la Cour d'Angleterre n'avoit pas interrompu l'exécution de ses desseins.

Elisabeth trouvoit un si grand avantage à se rendre l'arbitre des affaires d'Ecosse, qu'elle n'eut garde de laisser passer l'occasion qu'on lui offroit, sans en profiter. Pour parvenir plus aisément à son but, elle fit entendre assez ouvertement, qu'elle croyoit la Reine d'Ecosse innocente; qu'elle se sentoit elle-même intéressée dans cette querelle; à laquelle tous les Souverains devoient prendre part; & qu'il étoit de leur intérêt de châtier des Sujets rebelles, qui pouvoient donner des exemples pernicieux à tous les autres. Enfin, elle fut si bien déguiser ses sentimens, que les amis de la Reine d'Ecosse, trompés par ces apparences, persuaderent à cette malheureuse Reine, d'offrir qu'elle nommeroit des Commissaires pour défendre sa Cause devant Elisabeth, &

ELISABETH.
1568.

Elisabeth
tire un grand
avantage des
troubles
d'Ecosse.

Elle se rend
arbitre des
différens entre
les deux
Partis.
Buchanan.
Camden.

ELISABETH par là elle donna dans le piège qu'Elisabeth lui avoit tendu. Elle n'eut pas plutôt fait cette offre imprudente, qu'Elisabeth écrivit au Comte de Murray, que la démarche des Ecoffois, quand ils avoient déposé leur Reine, étoit si extraordinaire, qu'elle ne pouvoit l'approuver, à moins que, par de bonnes raisons, ils ne fissent voir qu'ils n'avoient pu faire autrement. Que si leur Reine étoit innocente, elle se fentoit obligée par toutes sortes de considérations à la protéger, & à la remettre sur le Trône : mais qu'elle vouloit bien, avant que de prendre aucune résolution, écouter ce qu'ils avoient à dire pour justifier leur conduite. Que, pour cet effet, elle souhaitoit que le Régent envoyât quelques personnes bien informées à York, où elle feroit aussi aller des Commissaires de sa part, pour entendre ce que les Ecoffois avoient à dire contre leur Reine. Qu'il étoit aussi nécessaire, qu'il se purgeât lui-même des crimes dont il étoit accusé. Enfin, elle lui faisoit entendre, qu'elle prendroit son refus pour une preuve authentique de l'innocence de Marie. Il falloit qu'Elisabeth parlât un peu haut, pour obliger le Régent d'Ecosse à faire une démarche si extraordinaire. D'ailleurs, il n'étoit pas moins nécessaire d'entretenir par là la Reine d'Ecosse dans la pensée qu'Elisabeth ne cherchoit qu'à la faire sortir de cette affaire à son honneur, de peur qu'elle ne révoquât le consentement qu'elle avoit déjà donné. Le véritable but d'Elisabeth étoit de se procurer un prétexte pour retenir la Reine d'Ecosse, en attendant que cette affaire fût éclaircie, sachant bien qu'elle ne manqueroit pas de moyens pour la faire durer autant qu'elle voudroit. D'ailleurs, quelque semblant qu'elle fit de n'être pas assez bien instruite, elle en savoit assez pour juger que les Ecoffois apporteroient d'assez bonnes preuves contre Marie, & que cela lui fourniroit un prétexte très naturel de demander de plus grands éclaircissemens. Tout cela étoit très conforme au plan qu'elle avoit déjà fait, & lui donnoit le moyen de fermer la bouche aux Ambassadeurs de France & d'Espagne, qui la pressoient continuellement en faveur de la Reine prisonnière. Elle leur faisoit entendre, que son intention étoit d'assister Marie de toutes ses forces, & de la rétablir dans sa première Dignité : mais que la bienséance demandoit que cette Reine fût auparavant justifiée aux yeux du Public, du crime dont elle étoit accusée, & qu'on alloit travailler avec toute la diligence possible à faire éclater son innocence.

Le Régent se détermine à y aller lui-même.
Continuons.

Le Comte de Murray se trouva fort embarrassé touchant la réponse qu'il devoit faire à la sommation d'Elisabeth. Il étoit dangereux pour un Régent d'Ecosse, de mettre en compromis une affaire déjà jugée par les États, & honteux de répondre devant une Puissance étrangère. Mais d'un autre côté, il ne pouvoit se soutenir que par les secours de l'Angleterre, combien moins si Elisabeth prenoit la résolution de rétablir Marie sur le Trône ? D'ailleurs, il craignoit qu'on ne regardât son refus comme une marque qu'il se désoit de la bonté de sa Cause.

Ainsi,

Ainsi, après avoir consulté les amis sur un point si délicat, il résolut d'aller lui-même à Yorck, avec neuf Députés qui furent nommez pour l'assister (1). De ce nombre étoient le Comte de Morton, le Comte de Lidington, un célèbre Jurisconsulte nommé *Magbil*, & *George Buchanan*, Auteur de l'Histoire d'Ecosse. Marie nomma de son côté, les Lords *Harris*, *Fleming*, *Lewislow*, *Robert Melvil*, Frere de l'Auteur des Mémoires, & l'Evêque de *Ros*. *Elisabeth* donna de sa part commission au Duc de Norfolk, au Comte de Suffex, & à Guillaume Sadler, pour aller entendre ce que les deux Parties avoient à dire, soit pour accuser, soit pour se défendre. Tous ces Seigneurs se rendirent à Yorck dans un même jour, qui fut le 4. d'Octobre.

ELISABETH.
1568.

Pour bien entendre ce qui se passa dans la Conférence d'Yorck, & dans une autre qui se tint ensuite à Hamptoncourt, il est nécessaire de savoir ce qui se trouve sur ce sujet dans les Mémoires de Melvil. Sans cette clef, on ne peut presque rien comprendre au récit que Buchanan en a fait, & encore moins à celui de Cambden, qui a plutôt tâché d'obscurcir que d'éclaircir cette affaire. Ce que Melvil rapporte, est un secret que Buchanan & Cambden ont également ignoré.

Il y a beaucoup d'apparence, que le Duc de Norfolk, qui avoit perdu sa Femme l'année précédente, avoit déjà formé le projet d'épouser la Reine d'Ecosse, avant que de se rendre à Yorck. Du moins on peut assurer, que ce Seigneur étoit le principal des partisans que Marie avoit en Angleterre. Par cette raison, il n'accepta la Commission d'aller présider à la Conférence d'Yorck, qu'à dessein d'en empêcher le succès qu'Elisabeth s'en étoit promis, & de rompre ses mesures. Quelque secret que fût le plan que la Reine avoit formé, il paroît que le Duc de Norfolk l'avoit parfaitement compris, les Courtisans ayant pour l'ordinaire, une sagacité merveilleuse pour découvrir ce que le Prince veut tenir le plus secret. On prétend même, qu'il avoit donné ordre au Comte de Westmorland son Lieutenant dans le Gouvernement des Provinces du Nord, de faire tuer le Comte de Murray, lorsqu'il arriveroit sur la frontière, & de faire enlever tous ses papiers, afin de faire perdre les preuves qu'il apportoit contre la Reine d'Ecosse: mais qu'ayant changé d'avis, il avoit révoqué l'ordre. Au commencement de la Conférence, il fit naître plusieurs incidens, pour retarder la conclusion de l'affaire pour laquelle on étoit assemblé. Mais enfin, comprenant que tous ses efforts n'aboutiroient qu'à gagner quelques jours de plus, il s'ouvrit au Comte de Lidington, qui, quoique suspect à tout le Parti du Roi, avoit accompagné le Régent en qualité de Député, & comme Secrétaire d'Etat. Le Duc dit à ce Seigneur, qu'il ne comprenoit pas quelle raison avoit pu

Récit d'une
affaire se-
crete qui se
passa à la
Conférence
d'Yorck.

Mémoires
de Melvil.

1) Melvil en nomme dix-sept, en y comprenant sans doute, tous ceux qui se compa-
gnerent le Régent. Il étoit lui-même de ce nombre.

ELISABETH. 1568. pu porter les Ecoſſois à venir accuſer leur Reine devant des Commiſſaires Anglois; que par là, ils faiſoient un tort inſigne à leur Nation, & qu'ils en ſeroient un jour responsables. Lidington lui répondit, qu'il étoit ravi de le voir dans ces ſentimens: que pour lui, il avoit fait tous ſes efforts pour empêcher le Régent de faire cette démarche: que *Grangy* y avoit auſſi travaillé, & tous deux inutilement: que s'il avoit accompagné le Régent, ce n'avoit été que dans l'eſperance de réuſſir mieux en Angleterre; & qu'il le prioit de parler lui-même au Régent, pour le diſſuader d'accuſer la Reine. Le Duc de Norfolk ayant connu par là, que la démarche du Comte de Murray n'étoit pas approuvée de tous ceux de ſon Parti, & qu'on lui avoit même déjà fait des remontrances ſur ce ſujet, eſpera qu'en lui parlant lui-même, il pourroit en obtenir quelque choſe. Il s'ouvrit donc à lui en ſecret, & après lui avoir représenté ce qu'il avoit déjà remontré à Lidington, il ajouta, qu'il ſe trompoit beaucoup, s'il croyoit qu'*Elisabeth* eût deſſein de prononcer ſur le différend que lui & tout ſon Parti avoient avec la Reine d'Ecoſſe; mais que ſon unique but étoit de ſe ſervir d'eux pour faire ſes propres affaires: que s'il vouloit ſ'en convaincre, il n'avoit qu'à demander, qu'elle s'engageât par un Ecrit ſigné de ſa propre main, à prononcer auſſi-tôt que les preuves auroient été produites, & à ſoutenir le Parti du Roi d'Ecoſſe, en cas que la Reine ſa Mere fût trouvée coupable. Il ajouta, que la Reine ne s'engageroit jamais à donner cette aſſurance par écrit, & qu'il pourroit connoître par là, qu'elle ne cherchoit qu'à les amuſer. Enfin, il ſut ſi bien tourner l'eſprit du Régent, qu'avant que de ſe ſéparer, ils convinrent que quand on le ſommeroit de produire ſes preuves, il demanderoit préalablement un engagement de la Reine tel que celui que le Duc lui avoit inſinué. Le Comte de Murray ne fit confiance de cette convention qu'au Comte de Lidington & à *Jaques Melvil*, qui l'approuverent beaucoup.

A la prochaine Séance, le Régent ayant été preſſé de produire ſes preuves contre la Reine d'Ecoſſe, répondit de la maniere dont il étoit convenu avec le Duc de Norfolk; ce qui ſurprit tout le monde, hormis ceux qui étoient du ſecret. Il fut donc réſolu d'écrire à la Reine pour l'informer de cette nouvelle difficulté qui étoit ſurvenue, & pour lui demander ſi elle vouloit donner au Régent d'Ecoſſe, l'engagement qu'il demandoit. Sa réponse fut, qu'elle trouvoit fort étrange qu'on ne ſe fît pas à ſa parole, & qu'on lui demandât un Ecrit ſigné de ſa propre main, & qu'elle prioit le Comte de Murray de lui envoyer deux Députés pour l'inſtruire de ſes raiſons. Le Régent choiſit pour cela le Comte de Lidington & *Magbill*, au grand étonnement des autres Députés, qui ne pouvoient concevoir qu'il eût voulu confier cette Commiſſion au Comte de Lidington, ſi ſuſpect à tout le Parti.

Peu de tems après, la Reine pria le Régent de ſe rendre lui-même

à Londres avec les autres Députés, à quoi il consentit. Quand ils furent arrivés, elle nomma d'autres Commissaires pour conférer avec eux, savoir, *Nicolas Bacon, Cecil*, le Comte de Leicester, l'Amiral, & Guillaume Sadler. Apparemment, elle soupçonnoit le Duc de Norfolk de quelque prévarication, & ce soupçon n'étoit pas mal fondé. Elle souhaitoit passionnément d'avoir en son pouvoir les preuves dont on prétendoit se servir pour appuyer l'accusation intentée contre la Reine d'Ecosse, par plusieurs raisons. Premièrement, pour fermer la bouche à ceux qui murmuroient de ce qu'elle ne faisoit aucun effort pour rétablir cette Reine. En effet, il étoit manifeste, que si Marie étoit coupable du crime dont on l'accusoit, elle étoit indigne de sa protection. Secondement, ayant ces preuves en main, non seulement elle se rendoit maîtresse de cette affaire, mais elle pouvoit encore faire regarder tous les délais comme autant de faveurs pour Marie, qui, selon les apparences, n'oseroit plus la presser de prononcer. La haine & la jalousie pouvoient aussi y entrer pour une troisième raison, Elisabeth se faisant un secret plaisir de la mortification de sa Rivale. Dans les premières Conférences qui se tinrent à Hamptoncourt, les Commissaires Anglois pressèrent extraordinairement le Comte de Murray de produire ses preuves contre la Reine d'Ecosse. Il répondit, que ce n'étoit qu'avec un extrême regret qu'il pouvoit se résoudre à accuser la Reine sa Sœur, & qu'il ne le porteroit jamais à cette extrémité, à moins que ce ne fût pour procurer un bien effectif & réel à toute l'Ecosse: que, pour cet effet, il demandoit, que la Reine d'Angleterre s'engageât par écrit, à soutenir le Parti du Roi, en cas que la Reine sa Mere fût trouvée coupable.

ELISA-
BETH.
1568.

L'affaire étant en cet état, & le Comte de Murray demeurant toujours obstiné, il arriva que le Comte de Morton fut informé de la convention qu'il avoit fait avec le Duc de Norfolk, par quelqu'un à qui Marie en avoit fait confidence. Ce fut alors que ce Seigneur connut le véritable motif de la conduite du Régent, qui lui avoit paru jusqu'alors incompréhensible, puisqu'il refusoit d'accuser la Reine, quoique ce ne fût que pour cela qu'il étoit venu en Angleterre. Il communiqua ce secret à quelques-uns de ses Collègues, & ils résolurent d'en informer le Secrétaire Cecil. On ne fait point ce qui se passa depuis entre Cecil & le Comte de Murray, mais on peut présumer par les suites, que celui-ci se laissa engager à agir d'une manière tout opposée à l'engagement qu'il avoit pris avec le Duc de Norfolk.

A la première Séance qui se tint après cette découverte, les Commissaires Anglois ayant demandé qu'on produisît les preuves contre la Reine d'Ecosse, & le Régent l'ayant refusé, tous les Ecossois, à l'exception de Lidington, furent d'avis de les produire. Alors *Wood*, Secrétaire du Régent, faisant le zèle pour son Maître, dit, que ce n'étoit point

ELISABETH. point par un esprit de chicane, comme on l'imputoit au Régent, que les preuves n'étoient pas produites, mais parce que la Reine d'Angleterre refusoit l'assurance qu'on lui demandoit : Que cette assurance étant donnée, il livreroit incontinent l'accusation & les preuves qu'il avoit toutes prêtes; & en même tems, il tira les papiers de sa poche, & les fit voir à tout le monde. Mais, pendant qu'il tenoit ces papiers élevés pour les faire voir, l'Evêque d'Orkney se jeta dessus, les lui arracha sans beaucoup de peine, & les livra aux Commissaires Anglois. Il est clair, que Murray s'étoit laissé gagner par les Ministres d'Elisabeth, & qu'on ne prit ce tour-là, que pour sauver en quelque maniere la parole qu'il avoit donnée au Duc de Norfolk. Avec cette clef, il sera facile d'entendre ce que Buchanan & Cambden ont rapporté touchant les Conférences d'Yorck, que je ne ferai que toucher légèrement, parce que ces deux Historiens ayant ignoré les secrètes intentions du Duc de Norfolk, & les motifs de la conduite du Régent, ce qu'ils en ont rapporté ne peut pas beaucoup servir à l'éclaircissement de l'Histoire.

Récit de la
Conférence
d'Yorck, se-
lon Cam-
den & Bu-
chanan.

Buchanan.

Cambden.

A la Conférence d'Yorck, les Envoyez de Marie furent ouïs les premiers. Ils protestèrent, que la démarche qu'ils faisoient ne pourroit porter aucun préjudice aux droits de l'Ecosse, puisque la Reine Elisabeth n'avoit aucun droit de se mêler des affaires de ce Royaume. Ensuite, ils déduisirent au long les injures qui avoient été faites à la Reine d'Ecosse par ses propres Sujets, & demanderent qu'Elisabeth lui aidât à se rétablir sur le Trône. Le Comte de Murray répondit, que Bothwel avoit fait assassiner le Roi: qu'il avoit enlevé la Reine de son consentement; qu'il l'avoit publiquement épousée: qu'ensuite, elle avoit cédé la Couronne au Prince son Fils: que cette cession avoit été confirmée par les Etats; & qu'il n'étoit pas en son pouvoir de rien changer à ce que les Etats avoient ordonné. Les Envoyez de Marie repliquèrent, que le Mariage de la Reine avec Bothwel n'étoit pas une cause suffisante pour la déposer, parce que Bothwel avoit été absous juridiquement: que d'ailleurs, il étoit manifeste que Bothwel n'avoit été qu'un prétexte dont les Rebelles s'étoient servis pour agir contre la Reine, puisqu'il n'avoit tenu qu'à eux de se saisir de lui; mais qu'ils l'avoient laissé échapper, parce que c'étoit la Reine seule qu'ils cherchoient. Ensuite, ils firent voir que la cession de la Couronne étoit un Acte forcé, puisqu'il n'avoit pas été au pouvoir de la Reine de la refuser.

Buchanan.

Les deux Parties ayant été ouïes sur ces points généraux, les Commissaires Anglois déclarèrent qu'ils ne pouvoient admettre la Protestation contre l'incompétence de la Reine, à cause du droit de Souveraineté qu'elle avoit sur le Royaume d'Ecosse. Par rapport à la réponse du Régent, ils dirent, que la Reine les ayant commis pour entendre ce que les Députés d'Ecosse avoient à dire contre leur Reine, ils ne pouvoient recevoir pour valable la décision des Etats, parce qu'il s'agissoit de savoir s'ils avoient eu raison de décider de la maniere qu'il

qu'ils l'avoient fait, ce qui ne se pouvoit connoître, qu'après avoir examiné les raisons sur lesquelles leur décision étoit appuyée. Ensuite, ils marquerent le 7. d'Octobre pour examiner ces preuves.

Dans cette même Séance, le Duc de Norfolk, qui ne cherchoit qu'à gagner du tems, somma le Régent d'Ecosse de rendre hommage à la Reine, pour le Royaume d'Ecosse. Mais le Comte de Lidington prit la parole, & soutint que le Royaume d'Ecosse ne devoit aucun hommage à l'Angleterre; que si les Rois d'Ecosse l'avoient autrefois rendu, ce n'avoit été que pour le Comté de Huntington, & pour quelques autres Terres qui étoient tombées depuis entre les mains des Anglois.

Ce fut entre cette Séance & celle qui avoit été fixée au 7. d'Octobre, que le Comte de Murray convint avec le Duc de Norfolk de ce qui a été rapporté ci-dessus. Le Comte de Lidington ouvrit celle-ci par un Discours qu'il adressa au Régent & aux Députés d'Ecosse, où il leur dit : *Qu'il étoit évident que, par le pouvoir que la Reine d'Angleterre avoit donné à ses Commissaires, elle ne s'étoit proposé que d'engager les Ecossois à déchirer la réputation de la Reine Mère de leur Roi. Qu'ils pensassent donc, & qu'ils pensassent bien mûrement à quoi ils s'exposeroient, & combien ils attireroient sur eux le ressentiment de la Reine, de ses parens, de ses amis, & l'indignation de toute l'Europe, en mettant son honneur en risque dans cette procédure publique, devant des Anglois, de tout tems ennemis de l'Ecosse : comment, quand le Roi seroit parvenu à sa Majorité, ils pourroient lui rendre compte d'une accusation si insolente, & si honteuse pour le Roi, pour sa Mère, & pour toute la Nation Ecossoise. Que par ces raisons, il lui sembloit qu'il falloit se désister d'une accusation si odieuse, ou que si on vouloit passer plus avant, il étoit du moins nécessaire que la Reine d'Angleterre s'engageât expressément à les défendre contre ceux qui voudroient à l'avenir, les inquiéter sur ce sujet. Il finit en disant, que c'étoit là un avis qu'il se croyoit obligé de leur donner, en qualité de Secrétaire d'Ecosse.*

Il est aisé de comprendre, que le but de ce Discours étoit de fournir au Régent un prétexte de se désister de l'accusation, selon qu'il en étoit convenu avec le Duc de Norfolk. Il étoit venu d'Ecosse à dessein d'accuser la Reine, étant muni de toutes les preuves dont il s'étoit proposé de se servir : mais par la suggestion du Duc de Norfolk, il avoit changé de pensée. Il falloit donc trouver un prétexte à ce changement, & c'étoit ce prétexte que Lidington lui fournissoit, en lui mettant devant les yeux des raisons assez plausibles. Camden & Buchanan se sont trouvé embarrassés à donner la raison du changement subit du Comte de Murray. Le premier veut insinuer, que l'engagement qu'il demandoit à Elisabeth, n'étoit qu'une chicane pour couvrir la défiance où il étoit de la justice de sa Cause. Il dit, que les Commissaires Anglois le pressoient beaucoup de donner des preuves de l'accusation, qui jusqu'alors ne paroissoit fondée que sur quelques

ELISA- Lettres de la Reine, d'autant plus suspectes, que Lidington leur
BETH. avoit fait entendre en secret, qu'il avoit lui-même souvent contrefait
 1568. son écriture. Mais je crois que Cambden auroit été fort embarrassé à
 prouver, qu'on fût entré à Yorck dans aucun détail de l'accusation.
 Buchanan, aussi peu instruit du secret que Cambden, quoiqu'il fût du
 nombre des Députés Ecoffois, prétend que c'étoit par un pur scrupule,
 que le Régent faisoit difficulté d'accuser la Reine sa Sœur devant
 des Etrangers.

Conference
 de Hampton-
 court.

La Conference d'Yorck s'étant rompue & ayant été transférée à
 Hamptoncourt devant de nouveaux Commissaires, ainsi qu'il a été
 déjà dit, le Régent, ou Wood son Secrétaire, se laissa arracher des
 mains l'accusation avec les Pièces justificatives. Cette démarche étant
 faite, on marqua un jour aux Ecoffois pour expliquer leurs preuves
 en détail. Le Régent s'y soumit, & demanda que les Envoyez de la
 Reine d'Ecosse fussent présens, afin qu'ils pussent faire leurs objections,
 & que les faits en fussent mieux éclaircis. Mais ce jour-là étant
 arrivé, les Envoyez de Marie produisirent une Revocation en forme
 de leur Pouvoir, & une reculation des Commissaires Anglois, à moins
 que les Ambassadeurs de France & d'Espagne ne leur fussent adjoints.
 Marie demandoit de plus, que le Comte de Murray fût mis en prison,
 disant, qu'elle pouvoit le convaincre d'être auteur de la mort du Roi.

Annales de
 Cambden.

Cette revocation, faite dans un tems critique où l'on étoit sur le
 point d'examiner les preuves produites contre Marie, donna lieu de
 soupçonner, qu'elle ne se croyoit pas en état de répondre pertinemment.
 Pendant qu'on lui avoit fait esperer que l'affaire n'en viendrait
 point jusqu'à la production & à l'examen des preuves, elle avoit laissé
 un Plein-pouvoir à ses Envoyez. Mais dès qu'elle se fut aperçue
 qu'Elisabeth, au-lieu de la servir, comme elle l'avoit esperé, cherchoit
 à mettre en évidence ce qui étoit capable de la diffamer, elle
 crut qu'il étoit absolument nécessaire d'éviter un pareil examen. C'est
 par cette raison, qu'elle revoqua le Pouvoir de ses Envoyez, qu'elle
 refusa les Commissaires Anglois, & qu'elle demanda une condition
 impossible, sachant bien que les Ambassadeurs de France & d'Espagne
 ne recevoient point une Commission d'Elisabeth, & que cette
 Reine ne souffriroit pas qu'ils se mêlassent de cette affaire. Enfin,
 elle attendit à offrir de prouver que le Comte de Murray étoit coupable
 de la mort du Roi, jusqu'à ce qu'elle eût revoqué les Pouvoirs
 de ceux qui auroient dû l'accuser en son nom. Tout cela donne lieu
 de juger, qu'elle craignoit l'issue de cet Examen, quoiqu'il semblât
 par les Lettres qu'elle avoit écrites à Elisabeth, qu'elle souhaitât avec
 beaucoup d'ardeur d'avoir occasion de faire paroître son innocence
 devant elle.

Politique
 d'Elisabeth.

Elisabeth ne se mit pas beaucoup en peine de ces Actes. Son dessein
 n'étoit pas de juger la Reine d'Ecosse, mais de tirer de son accusation,
 & des preuves qu'on produiroit contre elle, un prétexte de
 la

la retenir, jusqu'à ce que l'affaire fût bien éclaircie, étant bien résolu de ne trouver jamais assez d'éclaircissement ni pour ni contre, & de témoigner pourtant, qu'elle seroit bien aise de la trouver innocente. Je dis seulement témoigner, puisqu'assurément elle étoit ravie d'avoir en main des preuves propres à faire voir, en cas de besoin, qu'elle ne pouvoit pas bien la justifier. Elle joua ce jeu pendant un assez long tems.

ELISA-
BETH.
1568.

Enfin, quoique Marie eût recusé les Commissaires Anglois, ils ne laissent pas de proceder à l'examen des preuves. Le Comte de Murray produisit les Confessions de ceux qui avoient été suppliciez pour avoir eu part au meurtre du Roi. Ensuite, il lut le Décret des Etats, qui confirmoit le transport que la Reine avoit fait au Roi son Fils. Enfin, il fit apporter la fatale Cassette que Bothwel avoit voulu tirer du Château d'Edimbourg, & fit voir les Lettres, les Vers, les Contrats dont j'ai déjà parlé ailleurs. C'est ce que Buchanan, qui étoit présent, atteste (1). Mais Cambden, sans entrer dans aucun détail, se contente de dire, que le Comte de Murray s'efforça de prouver par des conjectures, par des dépositions de quelques témoins, par des Vers, & des Lettres d'amour, de la main de la Reine, comme il l'affirmoit, qu'elle avoit fait tuer le Roi son Epoux. Mais on ne fit aucune attention aux Vers, ni aux Lettres, parce qu'elles étoient sans date, sans signature, & sans suscription.

On procede
à l'examen
des preuves.
Buchanan.

Cambden

L'Histoire de Buchanan étoit publique, lorsque Cambden écrivit ses Annales. Ce premier Auteur atteste, qu'on trouva dans la Cassette, des Lettres contenant tout l'ordre de la Conspiration contre le Roi, & de l'enlèvement de la Reine, outre les Contrats dont j'ai déjà parlé. Cambden s'arrête à des Vers & à des Lettres d'amour, & insinue même qu'elles étoient supposées. S'il avoit écrit le premier, il auroit pu supposer qu'on ne lui contesteroit rien. Mais ayant écrit quarante ans après Buchanan, il falloit, comme il me le semble, ou nier positivement les faits rapportez par cet Historien, ou les expliquer. Ainsi, en ne les relevant point, il a fait voir qu'il n'avoit rien de bon à y opposer. Il ajoute encore, que Murray présenta aux Commissaires un Livre composé par Buchanan, intitulé *La Découverte*, où tout ce qui s'étoit passé à la mort du Roi étoit rapporté en détail, avec les preuves justificatives: mais que les Commissaires n'y ajoutèrent aucune foi, parce que l'Auteur faisoit trafic de sa plume. Quant aux dépositions de ceux qu'on avoit fait mourir, il dit dans un autre endroit, que tous, jusqu'au dernier soupir, déchargèrent la Reine. Ici, il avoue qu'on produisit contre elle les dépositions de ces mêmes gens, & n'y répond pas un seul mot. Il ajoute pourtant, qu'Elisabeth fut très contente, que ces accusations eussent laissé quelque flétrissure

(1) Ces Lettres & ces Vers se trouvent dans l'Histoire tragique de Marie Reine d'Ecosse, avec les Contrats & les dépositions des témoins.

ELISABETH. 1568. trissure sur l'honneur de la Reine d'Ecosse. Mais si les Commissaires n'ajoutèrent aucune foi aux preuves des accusateurs, comme il veut l'insinuer, il ne pouvoit rester aucune flétrissure sur Marie, qui, au contraire, auroit été pleinement justifiée (1).

Elisabeth
ne veut rien
prononcer.

Cet examen étant fini, Elisabeth s'abstint de prononcer ni pour ni contre, ainsi qu'elle l'avoit résolu. Cependant, comme les partisans de Marie tâchoient d'exciter des Troubles en Ecosse, & que la présence du Régent étoit nécessaire dans ce Royaume, Elisabeth en prit occasion de renvoyer la conclusion de cette affaire à un tems plus convenable. Ainsi, elle obtint tout ce qu'elle avoit souhaité, c'est-à-dire, un prétexte de retenir Marie, en attendant que l'affaire fût en état de recevoir un plus grand éclaircissement; & en même tems, des preuves qui devoient vrai-semblablement empêcher cette Reine & ses amis, de solliciter une décision. Buchanan assure, qu'elle fit dire aux Députés d'Ecosse, que jusques-là, elle ne voyoit rien de blâmable dans la conduite des Ecossois. Cambden dit au contraire, qu'elle détestoit leur insolence. Melvil ajoute, qu'elle fit dire à Marie, qu'elle étoit persuadée qu'on l'avoit accusée à tort, & qu'elle ne pouvoit assez détester l'insolence de ses accusateurs: qu'au reste, cette accusation ne seroit jamais publiée. La différence qu'il y a entre Cambden & Melvil, c'est que celui-ci ne rapporte cela que pour faire voir jusqu'où alloit la dissimulation d'Elisabeth, & que Cambden en prétend inferer qu'elle la croyoit innocente. Au reste, rien n'empêche que ce qui a été rapporté par ces trois Auteurs ne soit également vrai, parce que le plan qu'Elisabeth avoit formé étoit de laisser la chose indécise, & de faire espérer sa faveur aux deux Partis. Buchanan dit, qu'avant la fin des Conférences, Murray offrit de se justifier touchant le meurtre du Roi, devant les Envoyés de Marie: mais que ceux-ci jugerent à propos de laisser tomber cette accusation. Ils ne pouvoient gueres faire autrement, puisque, quand même ils auroient pu espérer de le convaincre, leur pouvoir étoit révoqué.

Murray découvre à la Reine son intelligence avec le Duc de Norfolk.

Mémoires de Melvil.

Il lui montre des Lettres interceptées.

Buchanan. Cambden. Complots découverts.

Quoique, selon que Melvil le rapporte, Elisabeth eût dit qu'elle ne vouloit plus voir le Comte de Murray, elle ne laissa pas d'avoir plusieurs Conférences secrètes avec lui. Ce fut dans ces Conférences qu'il l'informa de tout ce qui s'étoit passé entre lui & le Duc de Norfolk, & lui fit voir des Lettres de Marie, qui avoient été interceptées en Ecosse, où elle se plaignoit en termes fort durs, du traitement qu'elle recevoit depuis qu'elle étoit en Angleterre. De plus, elle faisoit entendre à ses partisans, que ce qui s'étoit passé à York & à Hamptoncourt ne devoit pas les décourager, & qu'elle attendoit un puissant secours de quelque endroit qu'elle ne vouloit pas faire connoître. Ces Lettres, jointes à ce qui se découvrit dans le même tems, que le Pape tra-

(1) On peut voir sur ce sujet, les Mémoires de l'Etat de France sous Charles IX; in 8. à Middelbourg 1579. Tom. I. Pag. 81-144.

ELISA- contre eux. L'Ambassadeur d'Espagne lui ayant fait entendre que l'argent, qui étoit sur ces Vaisseaux, appartenoit au Roi son Maître, en obtint une permission de le faire mettre à terre. Son dessein étoit de le faire transporter par terre, à quelque Port plus voisin des Pais-Bas. Mais dans ce même tems, le Cardinal de Châtillon, qui étoit alors en Angleterre, informa la Reine que l'argent appartenoit à des Particuliers, & que le Duc d'Albe devoit s'en emparer pour lui aider à continuer la Guerre. Cela même lui fut confirmé par d'autres gens. Ainsi, pour ôter ce moyen au Duc d'Albe, elle se saisit de l'argent sous le nom d'emprunt, & donna des cautions pour le paiement. Quelque tems après, le Duc d'Albe demanda l'argent, & la Reine répondit, qu'elle le rendroit exactement dès qu'on lui auroit fait voir, par de bonnes preuves, qu'il appartenoit au Roi d'Espagne. Sur ce refus, le Duc fit saisir les effets des Anglois, & mettre en prison les Marchands de la même Nation qui se trouvoient dans les Pais-Bas, & la Reine en fit autant à l'égard des Flamans. Peu de jours après, elle publia une Proclamation sur ce sujet, à laquelle l'Ambassadeur d'Espagne répondit par un Ecrit imprimé. Mais ne se contentant pas de cette réponse, il fit semer dans Londres des Libelles fort insolens, qui n'épargnoient pas la reputation de la Reine. Cela fut cause qu'on lui donna des Gardes, qui furent ôtez deux jours après. La Reine se plaignit au Roi d'Espagne, de l'insolence de son Ambassadeur: mais elle n'en put obtenir aucune satisfaction.

1569.
Complot
contre Cecil
& occasion
de ce com-
plot.

*Annales de
Cambden.*

Ce différend entre la Reine & Philippe II. fut bien-tôt suivi d'une brouillerie qu'il y eut à la Cour. Entre tous les Ministres & Conseillers d'Elisabeth, il n'y en avoit point qui fût si sincèrement attaché aux intérêts de sa Maîtresse, que *Cecil*, qui exerçoit la Charge de Secrétaire d'Etat. Tout les autres avoient des intérêts particuliers, auxquels ils tâchoient d'accommoder ceux de la Reine & du Public. Mais Cecil n'avoit en vue que ceux de la Reine seulement, & par là, il s'étoit mis dans un grand crédit auprès d'elle. Aussi étoit-ee à lui principalement qu'elle communiquoit ses plus secrètes pensées, par rapport au Gouvernement de l'Etat. Plusieurs des Conseillers Privez s'étoient engagés dans le Parti de la Reine d'Ecosse: c'est-à-dire, qu'ils souhaitoient qu'on lui assurât la Couronne d'Angleterre, si Elisabeth mouroit sans Enfans. Ils jugeoient, que c'étoit une chose conforme au Droit, à la Justice, aux Loix du Royaume, & ils prétendoient, que c'étoit l'unique moyen de prévenir les Troubles qui pourroient arriver après la mort de la Reine. Mais Elisabeth trouvoit, qu'en pensant aux avantages publics, ils ne faisoient pas assez d'attention à sa propre fureté. Marie ne prétendoit pas seulement être Héritière présomptive d'Elisabeth: on ne pouvoit pas ignorer que ses prétentions ne s'étendissent beaucoup plus loin, & que beaucoup de gens ne fussent persuadés que ses droits étoient préférables à ceux de la Reine. Si donc on la nommoit pour succéder à Elisabeth,

ce

cene pouvoit être qu'en vertu du droit que sa naissance lui donnoit, & non pas en conséquence du Testament de Henri VIII., qui ne faisoit aucune mention d'elle; au-lieu que bien des gens croyoient qu'Elisabeth ne tiroit son droit que du Testament. Ainsi, en suivant cette route, on auroit mis les droits des deux Reines dans une opposition très desavantageuse à Elisabeth. Par conséquent, il étoit à craindre pour elle, que cette nomination n'accrût le nombre des partisans de Marie, & qu'enfin on ne fit des efforts pour la placer sur le Trône avant le tems assigné. Tous ceux qui étoient mécontents du Gouvernement, trouvoient que le Royaume gagneroit beaucoup par ce changement. Les Catholiques le souhaitoient de tout leur cœur, & parmi les Protestans mêmes, il y en avoit plusieurs à qui il étoit indifférent que l'une ou l'autre des deux Reines fût sur le Trône, parce qu'ils ne se faisoient pas un grand scrupule de se conformer à tous les changemens qui pourroient le faire dans la Religion, comme il étoit arrivé plusieurs fois. Il étoit donc d'une grande conséquence pour Elisabeth, d'empêcher que Marie ne fût nommée pour lui succéder. Ainsi, elle ne pouvoit qu'avoir de grands égards pour ceux qu'elle voyoit sincèrement attachez à ses intérêts particuliers. Entre ceux-là, Cecil étoit le principal, & c'étoit aussi celui que les partisans de Marie regardoient comme son plus dangereux ennemi, d'autant plus qu'il avoit fait souvent paroître son penchant pour la Maison de Suffolk, avant la mort de la Duchesse de ce nom. Ce fut là le véritable motif d'un complot qui se fit au commencement de l'année 1569. pour ruiner ce Ministre. Le Duc de Norfolk, le Marquis de Winchester, les Comtes de Northumberland, de Westmorland, d'Arundel, de Pembroke, & plusieurs autres, entrèrent dans cette espèce de Conspiration. Ils accusèrent Cecil d'avoir été cause que la Reine avoit retenu l'argent d'Espagne, & de l'avoir par là engagée dans le risque très apparent d'avoir avec l'Espagne, une Guerre qui ne pouvoit qu'être très préjudiciable au Commerce. Ils se flattoient, que sur cette accusation, la Reine feroit mettre le Secrétaire en prison, après quoi ils ne doutoient pas qu'ils ne trouvassent assez de moyens pour achever de le perdre. Mais la Reine étant trop habile pour ne pas connoître quel étoit leur but, & le motif de leur complot, leur imposa silence d'une manière à leur ôter toute espérance de réussir, ni alors ni à l'avenir. On verra bien-tôt dans quelle vue on avoit projeté de priver la Reine de ce Ministre.

La brouillerie, qui étoit survenue entre la Reine & le Roi d'Espagne, ayant obligé les Marchands Anglois à envoyer leurs marchandises à Hambourg, le Duc d'Albe défendit aux habitans des Pais-Bas, tout commerce avec l'Angleterre. Ensuite, afin d'être informé des contraventions à cette défense, il tint certains Espions dans les Ports de mer. De ce nombre étoit un Anglois Catholique nommé Story, qui étoit très actif à découvrir le commerce secret que divers Particuliers,

ELISA-
BETH.
1569.

La Reine
soutient son
Ministre.

Story An-
glois est en-
levé des Pais-
Bas.
Camden.

ELISABETH. 1569. culiers faisoient encore avec les Anglois, malgré les défenses: mais cette activité lui couta cher. Quelque tems après, ayant été attiré dans un Vaisseau où on lui dit qu'il y avoit des marchandises de contrebande, & des Livres de Religion, on le mena en Angleterre, où il languit en prison durant quelques années, & où enfin il fut condamné à mort.

Especes de Guerre entre l'Angleterre & l'Espagne. Les Marchands Anglois ne furent pas mieux traités en Espagne, que dans les Pais-Bas. Philippe y fit saisir tous leurs effets, en représailles de l'argent qui avoit été arrêté en Angleterre. Mais il ne se contenta pas de cela. Pour mieux se venger d'Elisabeth, il tâcha de corrompre le Duc de Norfolk pour exciter une Rebellion en Angleterre, & le Comte d'Ormond, pour en faire autant en Irlande: mais ces deux Seigneurs en informerent la Reine. D'un autre côté, quoiqu'il n'y eût point de Guerre déclarée entre l'Angleterre & l'Espagne, les Anglois, sous prétexte du tort qui avoit été fait à leurs compatriotes, couroient sus à tous les Vaisseaux Marchands qui étoient de la domination de Philippe. Ils causerent tant de dommage à ses Sujets par ces courses continuelles, que la Reine, craignant de se voir engagée dans une Guerre formelle, se crut obligée de les arrêter par une Proclamation.

Elisabeth fait Alliance avec le Czar. Cambrée.

Pendant que le Commerce d'Angleterre souffroit en Espagne, & dans les Pais-Bas, il étoit sur le point de se perdre entièrement en Moscovie, par l'avidité des Marchands Anglois qui avoient irrité le Czar contre eux. Mais la Reine y envoya promptement *Raoudolph*, qui fut si bien ménager l'esprit de ce Prince, qu'il en obtint divers Privilèges pour les Négocians Anglois. Peu de tems après, le Czar envoya un Ambassadeur à la Reine, pour lui proposer une Alliance personnelle. Quoiqu'il n'y eût pas beaucoup d'honneur pour elle à s'allier avec un tel Prince diffamé par ses cruautés, elle jugea pour tant à propos pour l'utilité de ses Sujets, de faire un Traité avec lui, par lequel ils s'engageoient réciproquement à se donner un azyle, en cas que l'un ou l'autre fût chassé de ses Etats.

Projet de marier le Duc de Norfolk avec la Reine d'Ecosse, fait à l'insu d'Elisabeth.

Pendant qu'Elisabeth traitoit avec l'Ambassadeur du Czar, il se faisoit en Angleterre des complots qui auroient pu lui devenir funestes, s'ils n'eussent pas été prévenus. Quelques-uns des principaux partisans de la Reine d'Ecosse, les mêmes qui avoient voulu perdre Cecil, avoient formé le projet de la marier avec le Duc de Norfolk. Le Comte de Leicester même étoit du complot: mais selon les apparences, ce n'étoit que pour se rendre maître du secret, & pour découvrir tout à la Reine. Il n'y a presque point à douter, que ceux qui avoient entrepris cette affaire, n'y eussent été poussés par le Duc de Norfolk même, quoiqu'il laissât agir ses amis, sans se découvrir. Voici quel étoit le motif, ou le prétexte de ce complot. On disoit, qu'Elisabeth n'ayant pas dessein de se marier, il pouvoit arriver que la Reine d'Ecosse épouserait un Prince étranger & Catholique, & qu'en

ce cas, la Religion Protestante seroit exposée à un grand danger, puisqu'il n'étoit pas impossible que le jeune Roi son Fils mourût avant elle. Qu'il étoit donc nécessaire de penser de bonne heure à donner à Marie un Epoux Protestant, afin de la tenir en bride, en cas qu'elle voulût entreprendre quelque chose contre la Religion, quand elle seroit sur le Trône d'Angleterre. On ajoutoit, qu'il n'y avoit point de Seigneur Anglois plus digne de cet honneur que le Duc de Norfolk, qui avoit embrassé de bonne-foi la Religion Protestante. Mais, pour arrêter l'ambition du Duc, en cas qu'il voulût la porter trop loin, on vouloit qu'il donnât sa Fille en Mariage au Roi d'Ecosse, afin de l'interesser à la conservation de ce Prince. Tel étoit le plan qu'on avoit formé, qui ne paroissoit avoir rien de criminel, d'autant plus qu'on étoit convenu, qu'il ne seroit exécuté qu'avec l'approbation de la Reine. Mais il y a beaucoup d'apparence, que ceux qui dirigeoient cette affaire portoient leur vue plus loin. En effet, s'ils ne se propoisoient que le bien & l'avantage du Royaume, pourquoi vouloient-ils cacher leur projet à la Reine, jusqu'à ce qu'ils eussent si bien pris leurs mesures, qu'il lui fût impossible d'en empêcher l'exécution? Quoi qu'il en soit, sans m'arrêter à examiner si ce fut le Comte de Murray qui inspira le premier au Duc de Norfolk la pensée de ce Mariage, ainsi que Cambden l'assure contre toute apparence, la Reine d'Ecosse fut informée du dessein par l'Evêque de Ross, qui étoit fort actif dans tout ce qui la regardoit. En même tems, on lui promettoit de la rétablir sur le Trône d'Ecosse, & de la faire déclarer Héritière présomptive d'Elisabeth, sous les conditions suivantes :

Que par rapport à la Succession à la Couronne d'Angleterre, elle n'attenteroit rien au préjudice de la Reine Elisabeth ou de sa Postérité. Conditions de ce Mariage.

Qu'elle consentiroit à une Ligue offensive & défensive entre les deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse.

Qu'elle confirmeroit l'établissement de la Religion Protestante en Ecosse.

Qu'elle accorderoit une Amnistie à tous ceux qui avoient agi ou porté les armes contre elle.

Qu'elle revoqueroit la cession de ses droits sur le Royaume d'Angleterre, qu'elle avoit faite au Duc d'Anjou Frere du Roi de France.

Qu'elle épouseroit le Duc de Norfolk.

Marie ne se fit pas beaucoup solliciter pour accepter l'offre qu'on lui faisoit, avec les conditions annexées. Il n'y eut que la Ligue, sur laquelle elle fit quelque difficulté, parce qu'elle vouloit, avant que de s'y engager, consulter le Roi de France. Elle nia d'avoir fait aucune cession au Duc d'Anjou; & néanmoins, elle offroit de faire en sorte que ce Prince y renonceroit, si on le souhaitoit pour une plus grande sûreté.

Tom. VI.

Mm

II

ELISA-
BETH.
2569.

ELISABETH. Il est facile de s'appercevoir, que ceux qui proposoient ces conditions avoient pris beaucoup de soin pour se mettre à couvert de la poursuite des Loix, puisqu'elles paroissoient assez justes en elles-mêmes, & avantageuses aux deux Royaumes. Mais elles supposoient le rétablissement de Marie sur le Trône d'Ecosse, & sa nomination pour succéder à la Couronne d'Angleterre. C'étoit ce qui devoit s'exécuter avant toutes choses, après quoi, on laissoit à sa bonne-foi, l'exécution de ce qu'elle promettoit de sa part. C'étoit en cela que consistoit l'artifice.

On pousse ce projet.

Dès qu'on eut le consentement de Marie, on fonda divers Seigneurs & Gentilshommes, qui, n'appercevant point le venin du projet, l'approuverent, mais à condition que rien ne se feroit sans le consentement de la Reine. On le communiqua aussi aux Rois de France & d'Espagne, qui en furent très contents, quoiqu'il soit manifeste, qu'ils n'auroient pas eu sujet de l'être, s'ils avoient cru que les conditions seroient ponctuellement exécutées. La démarche de ceux qui avoient formé un tel projet, sans avoir consulté la Reine, fait bien voir, que leur dessein étoit de mettre l'affaire en un tel état, qu'il ne fût pas en son pouvoir d'en empêcher l'exécution, quand on la lui proposeroit. Le Duc de Norfolk se croyoit si assuré du succès, que le Comte de Northumberland lui ayant fait connoître que *Leonard Dacre* avoit dessein d'enlever la Reine d'Ecosse, il pria le Comte de l'empêcher, dans la crainte où il étoit qu'on ne la menât en Espagne.

Elisabeth en est informée.

Cette affaire ayant passé par tant de mains, & n'étant presque plus secrète, le Duc de Norfolk craignit avec raison que la Reine ne s'offensât de ce qu'elle n'en avoit pas été informée, & pour ne pas achever de l'irriter, il pria le Comte de Leicester de lui en parler. Leicester promit de le faire dès qu'il en trouveroit l'occasion, & cependant, il remettoit la chose de jour en jour, de sorte que tout le monde en étoit instruit, hormis la Reine, qui, selon les apparences, feignoit de n'en savoir rien. Cependant, elle voulut bien fournir au Duc une occasion de lui découvrir son secret, en lui disant un jour, qu'il étoit dangereux de se reposer sur un oreiller trop mou : mais il ne fit pas semblant d'entendre ce qu'elle vouloit lui dire, aimant mieux que le Comte de Leicester lui en parlât le premier, parce qu'il le croyoit de ses amis. Mais on prétend que ce Comte n'avoit agi dans cette affaire, que pour le faire tomber dans le précipice, parce qu'il le regardoit comme un concurrent dangereux dans la faveur de la Reine. Quoi qu'il en soit, la Cour étant à *Tichfield*, le Comte de Leicester feignit de se trouver fort mal, & la Reine étant allée le voir, il témoigna une crainte & un embarras, dont elle s'apperçut aisément, & dont même elle lui demanda la cause. Enfin, après lui avoir demandé pardon de lui avoir caché trop longtemps un secret dont il devoit l'avoir instruite, il lui découvrit tout ce qui s'étoit passé au sujet du
 Maria-

Mariage du Duc de Norfolk avec la Reine d'Ecosse. Ensuite, la Reine fit appeler le Duc dans une Galerie, & après lui avoir reproché son imprudence & sa témérité, d'avoir pensé à ce Mariage sans avoir daigné lui communiquer son dessein, elle lui ordonna de se déshabiller de ce projet. Le Duc avoua qu'on lui avoit fait cette proposition, & qu'il y avoit consenti : mais il témoigna en faire si peu de cas, qu'il dit à la Reine, que ses revenus n'étoient gueres moindres que ceux du Royaume d'Ecosse, épuisé par les Guerres Civiles, & que quand il se trouvoit dans son Jeu de paume de Norwich, il se croyoit égal à certains Rois. Enfin, il promit à la Reine de ne plus penser à ce Mariage. Cependant, comme dans la suite, il s'aperçut qu'elle ne le regardoit plus de même œil qu'auparavant, que le Comte de Leicester lui étoit contraire, & que les Courtisans l'évitoient, il se retira de la Cour sans prendre congé de la Reine, & se rendit à Londres. Ce même jour, l'Evêque de Ros ayant fait instance auprès de la Reine pour obtenir la liberté de la Reine d'Ecosse, elle lui répondit avec chagrin, que sa Maitresse n'avoit qu'à se tenir en repos, si elle ne vouloit voir voler les têtes de ceux en qui elle se confioit le plus.

Cette affaire étant entièrement divulguée, la Reine chercha de tous côtez, à s'éclaircir des particularitez que le Comte de Leicester pouvoit avoir ignorées. Comme elle savoit que le Duc avoit eu de fréquentes Conférences avec le Comte de Murray, elle envoya *George Carry* en Ecosse, pour prier Murray de lui donner tous les éclaircissemens qui dépendroient de lui. Pendant ce tems-là, le Duc ayant été secrètement averti par quelque Emissaire du Comte de Leicester, que la résolution étoit prise de le faire arrêter, se retira dans la Province de Norfolk. Ensuite, s'étant repenti de cette démarche précipitée qui pouvoit faire naître des soupçons contre lui, il reprit le chemin de la Cour, après avoir écrit à la Reine pour lui demander pardon, & à ses amis, pour les prier de parler à la Reine en sa faveur. Quelques jours après, la Reine reçut d'Ecosse des Lettres qui l'instruisirent de certaines choses qu'elle n'avoit pas sues, & qui lui firent signer un Ordre pour mettre le Duc de Norfolk à la Tour. Ensuite, l'Evêque de Ros, qui avoit le Caractère d'Ambassadeur de la Reine d'Ecosse, fut examiné, & *Ridolfi* Marchand Florentin fut mis en arrêt dans la maison de *Walsingham*. On arrêta le Lord *Lumley*. Le Comte de *Pembroke* eut ordre de ne pas sortir de chez lui ; & tous les autres qui avoient eu part au projet du Mariage du Duc de Norfolk, furent bannis de la Cour, excepté le Comte de Leicester. Les Comtes de *Northumberland* & de *Westmorland* firent leurs soumissions au Comte de *Suffex*, Lieutenant des Marches du Nord. Tous ces Seigneurs tâchèrent de s'excuser, sur ce qu'ils n'avoient approuvé le projet du Mariage du Duc de Norfolk, que sous la condition expresse qu'il ne se feroit qu'avec le consentement de la Reine.

ELISA-
BETH.

1566.
Elle défend
au Duc de
penser à ce
Mariage.

Il promet
de s'en désis-
ter.

Il quitte la
Cour.

Il y retour-
ne.

Il est envoyé
à la Tour.

Les compli-
ces sont dis-
graciés.

ELISA
BETH.
1569.

Conspira-
tion & revol-
te des Com-
tes de Nor-
thumberland
& de West-
morland.

Ils publient
un Manifeste.

Marie est
transférée à
Coventry.

Les Rebel-
les se disper-
sent & les
Comtes se
sauvent.

Elisabeth ne jugea pas à propos de publier tout ce qu'elle savoit de cette affaire, dans laquelle les plus grands Seigneurs du Royaume se trouvoient interessez. D'ailleurs, depuis quelque tems, elle avoit reçu quelque avis qu'il y avoit une Conspiration prête à éclater, & par conséquent, il pouvoit y avoir beaucoup de danger à user d'une trop grande rigueur dans une pareille conjoncture. Les Comtes de Northumberland & de Westmorland, tous deux très puissans dans le Nord, avoient eu ensemble diverses Conférences dont la Reine avoit été avertie, & qui furent cause qu'elle leur ordonna de se rendre à la Cour. Ils s'en excusèrent sous quelque prétexte : mais la Reine leur envoya des ordres encore plus précis, afin de les mettre dans la nécessité d'abandonner leur entreprise, ou de les engager dans une Rébellion ouverte, avant qu'ils eussent bien pris leurs mesures. Ce second ordre produisit l'effet qu'elle en avoit attendu. Les deux Comtes se sentant coupables, & n'osant se mettre entre les mains de la Reine, prirent les armes, & assemblèrent des Troupes.

Le but des Revoltez étoit de délivrer la Reine d'Ecosse, quoiqu'ils ne fissent aucune mention d'elle, dans le Manifeste qu'ils publièrent. Ils disoient seulement, que leur dessein étoit de rétablir l'ancienne Religion, de chasser les mauvais Conseillers d'auprès de la Reine, & de faire rendre justice au Duc de Norfolk & autres Seigneurs emprisonnez ou disgraciez. En même tems, ils écrivirent des Lettres circulaires aux Catholiques, pour les inviter à venir se joindre à eux. Mais la plupart envoyèrent les Lettres qu'ils avoient reçues, à la Reine, soit qu'ils ne fussent pas d'humeur à troubler la Paix du Royaume, ou que la prison du Duc de Norfolk les eût découragés. Cependant, les Rebelles s'étant rendus à Durham, y brûlèrent les Bibies en Anglois, & les Livres de la Liturgie en la même Langue, & y firent dire la Messe publiquement. Ensuite, ils marchèrent à *Chifford-more*, où ils firent la revue de leur Armée, qui se trouva forte de quatre mille hommes de pied, & de six-cens Chevaux. Leur principale intention étoit de délivrer la Reine d'Ecosse, dans la pensée de la mettre à leur tête : mais à la première nouvelle de cette Revolté, elle avoit été conduite à Coventry, Ville forte dans le milieu du Royaume, & dont les Rebelles n'auroient pu se rendre maîtres sans faire un Siège dans toutes les formes, à quoi ils n'étoient nullement préparés. D'ailleurs, en marchant de ce côté-là, ils se seroient engagés dans un Pais dont les habitans n'étoient pas pour eux.

Pendant ce tems-là, on levoit des Troupes pour la Reine, en divers endroits. Le Comte de Suffex avoit déjà sept-mille hommes, le Lord Clinton étoit à la tête de douze-mille, & le Comte de Cumberland avec le Lord Scroop se trouvoient proche de Carlisle, ayant un bon Corps de Troupes, outre la Garnison qu'ils avoient fait entrer dans cette Place. Ainsi, les Rebelles ne voyant point croître le nombre de leurs Troupes, jugèrent à propos de se retirer vers les fron-

frontieres du Nord, où ils se rendirent maitres d'un Château. Mais peu après, craignant d'être enveloppez, ils se dispercerent. Le Comte de Northumberland alla se cacher en Ecosse. Le Comte de Westmorland se sauva dans les Pais-Bas, où il passa le reste de sa vie, subsistant d'une petite pension que le Roi d'Espagne lui donnoit. Les Rebelles étant ainsi dissipéz, on en fit pendre quelques-uns pour l'exemple. Quarante autres qui s'étoient sauvez hors du Royaume, furent mis hors de la protection des Loix, & leur condamnation fut ensuite confirmée par le Parlement. De ce nombre furent le Comte de Westmorland, la Comtesse de Northumberland, & Ratclif Frere du Comte de Suffex. La Reine fit grace à tous les autres qui étoient demeurez dans le Pais. Quelque tems avant que cette Rebellion éclatât, le Duc d'Albe avoit envoyé à la Reine *Giappin Vitelli*, fameux Capitaine, pour lui demander l'argent qu'elle avoit arrêté, & dont j'ai parlé ci-devant. Mais sa Commission étoit si bornée, qu'il fallut écrire au Duc d'Albe pour avoir un Pouvoir plus ample. Le véritable but de cette Ambassade étoit, d'avoir en Angleterre un Chef expérimenté pour commander les Rebelles, & les Troupes que le Duc d'Albe devoit envoyer à leur secours. Lamothe Gouverneur de Dunkerke, déguisé en Matelot, avoit déjà visité & examiné divers Ports d'Angleterre, ainsi qu'il l'avoua depuis. Mais la Reine rompit toutes ces mesures, en obligeant les deux Chefs des Rebelles à prendre les armes plutôt qu'ils ne l'avoient résolu.

ELISA-
BETH.
1569.

Quelques-uns sont punis.

La Reine fait grace aux autres.

Cette Rebellion fut bien-tôt suivie d'une autre, dont *Leonard Dacre*, Gentilhomme du Nord, fut le Chef. Il avoit à la Cour quelques affaires, qu'il y sollicitoit actuellement lorsque la premiere Revolte éclata. A la premiere nouvelle qui s'en répandit, il alla offrir ses services à la Reine, qui les accepta, parce qu'elle savoit qu'il avoit beaucoup de crédit dans les Provinces septentrionales. Après avoir reçu une Commission de la Reine pour lever des Troupes, il écrivit aux Comtes de Northumberland & de Westmorland, que les Troupes qu'il assembleroit en vertu de sa Commission, seroient à leur service. Il leur fit même esperer des secours étrangers, ainsi que certains Ambassadeurs qui étoient à Londres le lui avoient assuré. Son principal dessein étoit d'enlever la Reine d'Ecosse : mais la précaution qu'on avoit prise de l'envoyer à Coventry, lui fit manquer son coup. Ainsi, se trouvant à la tête de trois mille hommes, après qu'il se fut saisi de quelques Châteaux, il résolut d'attendre de pied-ferme le Comte de Hunsdon, qui marchoit droit à lui avec la Garnison de Barwick. Le Combat se donna sur le bord d'une petite Riviere nommée *Gelte*. Dacre y combattit en brave homme : mais ayant été vaincu, il se sauva en Flandre, où il mourut. La Reine fit grace à tous ceux qui avoient suivi ce Rebelle.

Revolte de Dacre.

Il est battu & il se sauve en Flandre.

Dans le même tems, il y eut aussi des mouvemens en Irlande, auxquels il parut que le Roi d'Espagne avoit quelque part, puisqu'il avoit

Mouvemens en Irlande.

1569. **ELISA.** envoyé en ce Pais-là un Officier nommé *Jean de Mendoza*, pour les
BETH. fomenter. Mais ils furent assez aisément apaisés.

1569. Il est incertain si le Duc de Norfolk eut part aux soulèvemens
 Le Duc de Norfolk demeure en prison. qu'il y eut cette année en Angleterre. Plusieurs circonstances pou-
 voient former un préjugé contre lui. Premièrement, comme la plu-
 part des soulèvemens demandent nécessairement quelques préparatifs,
 on pouvoit juger que les Rebelles se préparoient dans le tems même
 que le Duc de Norfolk & ses amis dispofoient toutes choses pour
 obtenir de la Reine son consentement au Mariage projeté. C'étoit
 dans cette esperance qu'il avoit empêché que Dacre ne tentât d'enle-
 ver la Reine d'Ecosse, comme il en avoit formé le dessein. En se-
 cond lieu, tous les mouvemens des Rebelles n'avoient pour objet que
 la délivrance de Marie, & la plupart des amis de cette Reine perdi-
 rent courage, quand ils furent que le Duc de Norfolk étoit à la
 Tour. Enfin, les Rebelles mêmes disoient dans leur Manifeste, qu'ils
 avoient pris les armes pour le tirer de prison. Mais d'un autre côté,
 il est certain que ce Seigneur ne fut jamais recherché sur ce sujet, &
 que la Reine se contenta de le tenir en prison jusqu'au mois de Sep-
 tembre de l'année suivante. Il semble qu'on peut inferer de là, qu'il
 n'y avoit aucune preuve contre lui. Mais peut-être, la Reine ne
 trouva-t-elle pas à propos de faire connoître au Peuple, que les prin-
 cipaux Seigneurs du Royaume avoient part à cette Conspiration.

Affaires
 d'Ecosse.

J'ai laissé sur la fin de l'année précédente, le Comte de Murray en
 Angleterre, où il avoit joué divers personages bien oppofés. Dès
 qu'il fut arrivé en Ecosse, il fit assembler à Sterlyn tous les Seigneurs
 du Parti du Roi, pour leur communiquer ce qu'il avoit fait en An-
 gleterre, & sa conduite fut approuvée.

Le Duc de Châteleraud étoit arrivé de France à Londres, peu de
 tems avant le départ du Comte de Murray. Il demanda d'abord à
 Elisabeth, son secours & sa protection pour obtenir la Régence d'E-
 cosse, comme étant le plus proche parent du jeune Roi. Mais la
 Reine connoissoit trop bien ses interêts, pour donner dans un tel pie-
 ge, & pour favoriser ce Seigneur, dont la conduite avoit toujours été
 fort équivoque, & qui, selon les apparences, n'avoit pas pris à la Cour
 de France, des sentimens favorables au Parti du Roi. Le Duc n'ayant
 pu obtenir ce qu'il demandoit, laissa partir le Comte de Murray, &
 ne se rendit en Ecosse que quelque tems après lui. Il y porta une
 Patente de la Reine Marie, par laquelle il paroissoit que, selon une
 nouvelle sorte de Droit inconnu jusqu'alors, elle l'avoit adopté pour
 son Pere, & qu'en cette qualité, elle lui confioit la Régence du
 Royaume. Le Comte de Murray, apprenant que le Duc prenoit la
 qualité de Régent en vertu de cette Patente, assembla incontinent
 une Armée, pour l'obliger à se soumettre au Gouvernement, ne vou-
 lant point souffrir qu'on reconnût en Ecosse d'autre autorité que celle
 du Roi. Depuis la défaite & la fuite de la Reine, son Parti étoit de-
 venu

venu si foible, que le Duc de Châteleraud ne se trouvoit pas en état de résister. Toute sa ressource ne consistoit que dans la réussite du projet qui se formoit alors en faveur du Duc de Norfolk, après quoi, il ne doutoit pas qu'il ne gagnât l'avantage sur le Comte de Murray. Mais, comme il ne dépendoit pas de lui de hâter l'exécution de ce qui se projettoit en Angleterre, il se vit contraint de se réduire à faire des efforts pour gagner du tems, en proposant un accommodement. Il comprenoit bien que la voye des armes ne pouvoit pas lui être favorable, dans la conjoncture où il se trouvoit. Il fit donc agir ses amis auprès du Régent, & il fut convenu entre eux, qu'il se rendroit à Glasgow, qu'il reconnoitroit l'autorité du Roi & renonceroit à celle de la Reine, moyennant quoi on lui accordoit certains avantages qu'il avoit demandez. Malgré cet accord, il fit encore naître des difficultés pour parvenir à son but. Mais le Régent ne se payant point de tous ses détours, se mit en marche avec son Armée, à dessein de l'aller attaquer. Alors le Duc, n'ayant point d'autre ressource, se vit contraint d'aller trouver le Régent, étant accompagné du Lord *Harris*. Peu de jours après, le Régent ayant assemblé à Glasgow les Seigneurs du Parti du Roi, il fut résolu de publier une Proclamation, par laquelle on offroit à tous ceux qui jusqu'alors avoient refusé de reconnoître l'autorité du Roi, de les recevoir à venir faire leurs soumissions, & de les rétablir ensuite dans la jouissance de leurs biens. Mais les Comtes d'Argyle & de Huntley refuserent d'accepter ces conditions, étant très mécontents de ce que le Duc de Châteleraud s'étoit allé mettre entre les mains du Comte de Murray. Dans le même tems, la Reine Marie écrivoit Lettre sur Lettre à ses partisans, pour les exhorter à tenir ferme, & leur faisoit espérer une prompte & heureuse révolution dans ses affaires. Elle étoit alors dans l'attente du succès des projets qui s'étoient faits par rapport à son Mariage avec le Duc de Norfolk.

La Proclamation que le Régent avoit fait publier n'ayant pas eu le succès qu'il en avoit attendu, & personne ne se présentant pour accepter la faveur qui étoit offerte, il partit pour Edimbourg, amenant avec lui le Duc de Châteleraud, & le Lord *Harris*. Il avoit attendu jusqu'alors à les presser de faire leur soumission au Roi, parce qu'il avoit souhaité que ce fût une affaire générale. Mais enfin, voyant que les partisans de la Reine ne se hâtoient pas de profiter de la grace qu'on leur offroit, il voulut les exciter par l'exemple du Duc de Châteleraud qui étoit le Chef du Parti, & le somma d'exécuter l'accord dont on étoit convenu à Glasgow. Le Duc se voyant pressé, chercha des défaits, & dit qu'il n'avoit pas prétendu traiter pour lui seul, mais pour tout le Parti de la Reine; qu'il ne pouvoit rien faire sans le consentement des autres Seigneurs du même Parti, & sans que la Reine l'approuvât. Sur cela, le Régent lui ayant demandé ce qu'il avoit intention de faire, si la Reine n'approuvoit pas la Convention de

ELISA-
BETH.
1569.

ELISA- de Glasgow, il répondit, qu'il ne se croyoit engagé à rien. La conjoncture du complot du Duc de Norfolk, du succès duquel il attendoit incessamment la nouvelle, lui faisoit juger qu'il ne risquoit pas beaucoup en parlant ainsi. Cependant, le Régent se voyant ainsi amusé, l'envoya en prison au Château, avec le Lord Herries.

BETH.
1569.
Le Duc de
Châteleraud
est mis en
prison.

C'est là le récit que fait Buchanan de la cause & de l'occasion de l'emprisonnement du Duc de Châteleraud, récit que la conjoncture des affaires rend très vrai-semblable. Mais il a plu à Cambden, & à ceux qui l'ont copié, de dire seulement, que le Régent ayant convoqué à Edimbourg, une Assemblée de Seigneurs de l'un & de l'autre Parti, pour travailler à un accommodement, le Duc de Châteleraud & le Lord Herries furent les premiers à s'y rendre, & qu'il les fit mettre en prison. C'est ainsi que Cambden a tronqué & défiguré l'Histoire d'Ecosse, pour donner quelque couleur à ses invectives contre le Comte de Murray. Je vais rapporter un autre exemple, ou de sa prévention, ou de sa mauvaise-foi. Je l'ai réservé jusqu'à cette occasion, quoiqu'il soit hors de sa place, parce qu'il auroit été impossible de convaincre le Lecteur de ce que j'avance, s'il n'avoit pas été premierement instruit de tout ce qui a été déjà rapporté touchant les-affaires de la Reine d'Ecosse. J'espère qu'on me pardonnera cette espece de digression.

Examen
d'une Piece
inferée dans
les Annales
de Cambden.

Cambden, immédiatement après avoir rapporté en très peu de mots la mort du Roi Henri Darley, dans l'année 1567, & après avoir insinué que le Comte de Murray en étoit le véritable Auteur, dit, que le même Murray pressa beaucoup la Reine d'épouser le Comte de Bothwel, à quoi elle consentit enfin, après beaucoup de difficultés. Après cela, il ajoute tout d'une suite.

„ J'ajouterai ici volontiers ce que George Comte de Huntley, &
„ le Comte d'Argyle, qui étoient les principaux de tous les Seigneurs d'Ecosse, protestèrent *tôt après*, selon que je l'ai tiré de
„ l'Ecrit original signé de leurs propres mains, lequel ils envoyèrent
„ à la Reine Elisabeth.

D'autant que le Comte de Murray & autres, pour couvrir leur rebellion envers la Reine, de laquelle ils usurpent l'autorité, la calomnient ouvertement, l'accusant d'être coupable de l'assassinat de son Mari, Nous protestons & attestons publiquement ce qui suit. Au mois de Septembre de l'année 1566, la Reine étant à Craghmil, les Comtes de Murray & de Lidington reconurent en notre présence, que les Comtes de Morton, de Lindley, & de Raven, n'avoient assassiné David Rizzo à autre fin, que pour sauver le Comte de Murray qui devoit être banni ce même jour. Partant, que pour ne sembler être ingrats, ils desiroient que le Comte de Morton & les autres Bannis à cause de cet assassinat, fussent rappelés. Mais ils représenterent, que cela ne se pouvoit faire, si la Reine n'étoit, par un Divorce, séparée de son Mari, & promirent de le faire, si nous y donnions notre consentement. Après cela, le Comte de Murray promit à

moi

moi Comte de Huntley, que je rentrerois dans l'héritage de mes Ancêtres, ELISABETH. Et aurois l'éternelle faveur des Bannis, si je favorisois ce Divorce. Puis nous nous transportâmes vers le Comte de Bothwell, pour le faire pareillement consentir à cela. Et finalement vers la Reine, laquelle le Comte de Liddington, au nom de tous, pria instamment de remettre le ban aux Comtes de Morton, de Lindsey, & de Ruven. Il exagéra avec des paroles fort outrageantes les fautes du Roi, & les offenses qu'il avoit commises contre la Reine & le Royaume, & montra, que la Reine & le Public avoient grand intérêt que ce Divorce se fît au plutôt, le Roi & la Reine ne pouvant vivre ensemble en Écosse en sûreté. Elle répondit, quelle aimoit mieux se retirer en France pour un peu de tems, jusqu'à ce que son Mari reconnût les fautes de sa jeunesse, ne voulant point qu'on fît aucune chose au préjudice de son Fils, ni à son propre deshonneur. Le Comte de Liddington lui répondit: Nous qui sommes de votre Conseil, nous y pourvoirons. Mais, dit-elle, je vous défens de rien faire qui puisse flétrir mon honneur, ou offenser ma conscience. Que la chose demeure en son entier, jusqu'à ce que Dieu y remédie d'en haut. Je crains bien que ce que vous estimez être mon bien, ne tourne à mon mal. Peu de jours après, le Roi ayant été assassiné d'une manière exécrable, nous tenons pour très certain, par le témoignage intérieur de nos consciences, que les Comtes de Murray & de Liddington ont été auteurs, machinateurs, & conseillers de ce parricide, quels que puissent être ceux qui l'ont commis.

Cette Attestation, comme il est facile de le remarquer, s'accorde parfaitement avec le plan que Cambden s'est formé dans les Annales de la Reine Elisabeth, savoir, de disculper la Reine d'Écosse du crime d'avoir fait tuer le Roi son Epoux, & d'en accuser le Comte de Murray. Mais en même tems, elle est directement contraire au témoignage de Melvil, témoin oculaire, qui, dans ses Mémoires, n'a pas dit un seul mot qui puisse donner lieu de soupçonner qu'on crût le Comte de Murray coupable de ce meurtre. Il faut donc, si cette Attestation est vraie, que les Mémoires de Melvil ne soient qu'un tissu de fables, ce que personne de bon-sens ne croira jamais. Mais, pour faire voir que cet Ecrit est supposé, il est bon de l'examiner en détail, & d'y faire quelques remarques qui en feront voir la fausseté.

Cambden dit d'abord: J'ajouterai ici volontiers ce que George Comte de Huntley, & le Comte d'Argyle, qui étoient les principaux Seigneurs d'Écosse, protestèrent tôt après.

Ce tôt après, ne peut être de moins que deux ans entiers, comme je le ferai voir dans la suite.

Selon que je l'ai tiré d'un Ecrit original signé de leurs propres mains.

Cambden n'a pas ajouté à cet Ecrit les signatures de ces deux Seigneurs, peut-être, parce qu'il n'a pas su le rang que chacun devoit tenir. Il semble pourtant, que, dans une Attestation, la signature est une chose essentielle.

Tom. VI.

Nn

La

ELISA- *Lequel ils envoyerent à la Reine Elisabeth.*
 BETH. En supposant la vérité de cette Attestation, elle ne peut avoir été

envoyée à la Reine Elisabeth que vers la fin de l'année 1568. tout au plutôt, lorsque le Comte de Murray alla à York pour y accuser la Reine devant des Commissaires Anglois. Cette remarque fait connoître l'artifice de Cambden, qui ayant négligé exprès de mettre la date à cet Ecrit, le place dans ses Annales au commencement de l'année 1567. immédiatement après la mort du Roi, comme si dans ce même tems Murray eût été accusé d'avoir fait tuer ce Prince; auquel que ce ne fut qu'après la fuite de la Reine en Angleterre, qu'elle s'avisait de rejeter ce crime sur lui. Ce n'est donc pas par pure négligence, que Cambden a évité de mettre une date à cette Attestation.

D'autant que le Comte de Murray & autres, pour couvrir leur rébellion envers la Reine, de laquelle ils usurent l'autorité, la calomnieusement ouverte; l'accusant d'être coupable de l'assassinat de son Mari.

On ne peut pas dire, que le Comte de Murray eût usurpé l'autorité de la Reine, qu'après qu'il eut été déclaré Régent, ni que la Reine ait été accusée publiquement d'avoir fait tuer le Roi, qu'à la Conférence d'York, ou plutôt à celle de Hamptoncourt, c'est-à-dire au mois d'Octobre ou de Novembre de l'année 1568. Or en ce tems-là, les deux Façons étoient toutes formées. Murray étoit à la tête de l'une, Huntley à la tête de l'autre. Ainsi, en supposant la vérité de cet Ecrit, quel jugement peut-on faire de l'Attestation d'un ennemi juré contre son ennemi? Pour ce qui regarde le Comte d'Argyle, Buchanan assure qu'il s'étoit peu auparavant retiré dans sa maison; de sorte qu'il n'est pas apparent qu'il se soit joint au Comte de Huntley pour former cette Attestation, dans le tems qu'on peut supposer qu'elle a été écrite. Si la date y étoit, on pourroit en parler avec plus d'assurance.

Nous protestons & attestons publiquement ce qui suit. Au mois de Septembre, de l'année 1566.

Cette maniere de commencer, marque qu'il y avoit déjà du tems que ce qu'ils vont dire s'étoit passé.

La Reine étant à Craghmill, les Comtes de Murray & de Liddington reconnurent, en notre présence, que les Comtes de Morton, de Lindsay, & de Ruvon n'avoient assassiné David Rizzo à autre fin, que pour sauver le Comte de Murray qui devoit être banni ce même jour.

J'ai déjà fait voir par le témoignage de Melvil, que le Comte de Murray, bien loin de reconnoître que Rizzo avoit été tué pour l'amour de lui, ne voulut point se ranger dans le parti des meurtriers, & qu'il demeura constamment attaché à la Reine. D'ailleurs, le Comte d'Argyle, Auteur de cette Attestation, étoit alors fugitif aussi bien que Murray, & ne devoit pas être moins condamné que lui. Cependant, il parle ici de cette affaire comme s'il y étoit étranger,

quci-

quoiqu'il fût le plus confiderable de ceux qui devoient être bannis, & que Melvil affûre, que c'étoit pour l'amour de lui & des autres qui avoient pris les armes contre la Reine, Murray excepté, que Rizzo avoit été tué. ELISABETH.

Partant, que pour ne sembler être ingrats, ils desiroient que le Comte de Morton & les autres Bannis fussent rappelés.

Que fait ici le Comte de Liddington, qui ne fut jamais mêlé dans l'affaire de Rizzo, & en quoi pouvoit consister son ingratitude, si les Bannis n'eussent pas été rappelés?

Mais ils représenterent, que cela ne se pouvoit faire, si la Reine, par un Divorce, n'étoit séparée de son Mari.

Rizzo avoit été tué par les ordres du Roi, & en sa présence, & uniquement, selon l'Auteur de l'Attestation, pour sauver le Comte de Murray. Il s'agissoit de faire rappeler les meurtriers qui avoient été bannis pour ce meurtre fait par ordre du Roi, & ces Bannis ne peuvent être rappelés par la Reine qui est la seule offensée, à moins qu'elle ne fasse Divorce avec le Roi. Qu'on examine bien cette conséquence, & l'on ne se persuadera jamais que les Comtes de Huntley & d'Argyle fussent assez mal-habiles pour raisonner d'une manière si pitoyable. Au mois de Septembre de l'année 1566, c'est-à-dire environ le tems du Baptême du Prince, le Roi n'étoit regardé que comme un *Zéro*, & se trouvoit exposé à toutes sortes d'insultes de la part de la Reine.

Et promirent de le faire, si nous y donnions notre consentement.

En ce tems-là, le Comte de Murray n'avoit aucun crédit à la Cour. C'étoit Bothwel qui gouvernoit tout. Je ne sai pas sur quel pied étoit Liddington. Cependant, on représente ici Murray & Liddington comme devant être les principaux Agens dans l'exécution du projet du Divorce de la Reine, & n'ayant besoin pour cela que du simple consentement des Comtes de Huntley & d'Argyle. Il n'y a là aucune vrai-semblance.

Après cela, le Comte de Murray promit à moi Comte de Huntley, que je rentrerois dans l'Héritage de mes Ancêtres, & aurois l'éternelle faveur des Bannis, si je favorisois ce Divorce.

L'Auteur de l'Attestation a confondu les tems. Murray n'ayant alors aucun pouvoir, ne pouvoit pas faire une pareille promesse au Comte de Huntley. Bothwel seul étoit en état de la faire & de l'exécuter. D'ailleurs, il n'est pas vrai-semblable que la Reine, en rappelant à la Cour le Comte de Huntley qui avoit été condamné à mort, lui eût encore retenu l'Héritage de ses Ancêtres qui avoit été confisqué.

Puis nous nous transportames chez le Comte de Bothwel, pour le faire consentir à cela.

Ceci renverse toute l'Histoire d'Ecosse. On fait Murray & Liddington Auteurs du projet du Divorce de la Reine, & le Comte de

ELISA- Bothwel comme devant simplement y consentir, quoiqu'il soit certain qu'il étoit alors tout-puissant auprès de la Reine, qui l'épousa fort peu de tems après.

BETH.

Et finalement, vers la Reine, laquelle le Comte de Liddington pria instamment au nom de tous, de remettre la peine de l'exil aux Comtes de Morton, de Lindsey, & de Ruven. Il exagéra les fautes du Roi, avec des paroles fort outrageantes, & les offenses qu'il avoit commises contre la Reine & contre le Royaume. Il montra que la Reine & le Public avoient grand intérêt que ce Divorce se fit au plutôt, le Roi & la Reine ne pouvant plus vivre ensemble en sûreté.

Quelqu'un pourra-t-il bien comprendre, que, pour porter la Reine à faire grace à des gens qui avoient tué son Favori en la présence, & par les ordres du Roi son Eponx, il fallût exagérer les fautes du Roi, & faire voir à la Reine la nécessité qu'il y avoit de faire divorce avec lui ?

La Reine répondit, qu'elle aimoit mieux se retirer en France pour un peu de tems, jusqu'à ce que son Mari reconnût les fautes de sa jeunesse, ne voulant point qu'on fit rien au préjudice de son Fils, ni à son propre deshonneur.

L'Auteur de cette Attestation représente la Reine, au mois de Septembre 1766, comme étant dans l'oppression, & parlant de se retirer en France, jusqu'à ce qu'il plût au Roi de s'amender. Cela seul suffiroit pour faire voir que cette Piece est supposée: car il n'est pas vrai-semblable que les Comtes de Huntley & d'Argyle aient parlé de cette maniere.

Le Comte de Liddington lui répondit: Nous qui sommes de votre Conseil, y pourvoirons. Mais, dit-elle, je vous défens de faire rien qui puisse flétrir mon honneur, ou offenser ma conscience. Que la chose demeure en son entier, jusqu'à ce que Dieu y remédie d'en haut. Je crains bien que ce que vous croyez être pour mon bien, ne tourne à mon mal.

L'artifice de ce discours qu'on fait faire à la Reine, consiste en ceci: C'est que la Reine ayant défendu à tous ces Seigneurs, de rien faire par rapport à son Divorce, Murray & Liddington ne trouverent point d'autre moyen pour faire rappeler les Bannis, que de faire assassiner le Roi, comme si le Roi seul étoit un obstacle invincible au rappel des Bannis, qui avoient tué Rizzo par ses ordres & en la présence. J'avoue que ce raisonnement me paroît incompréhensible.

Peu de jours après, le Roi ayant été assassiné d'une maniere endurable.

Ce qui vient d'être rapporté se passoit au mois de Septembre 1766, selon cet Ecrit, & le Roi fut tué au mois de Février 1767, c'est-à-dire, environ cinq mois après. Comment peut-on supposer, que les Comtes de Huntley & d'Argyle pussent ainsi se méprendre, & appeller, peu de jours, un intervalle de cinq mois ?

Nous tenons pour certain, par le témoignage interieur de nos consciences, que

que les Comtes de Murray & de Liddington ont été les auteurs, les machinateurs, & les conseillers de ce parricide. ELISABETH.

La conséquence que l'Auteur de cet Ecrit a voulu tirer, que les Comtes de Murray & de Liddington ont été les auteurs du meurtre du Roi, de ce qu'ils avoient projeté le Divorce de la Reine, lui ayant paru sans doute sujete à de fortes objections, il semble l'abandonner en partie, en la fondant uniquement sur le témoignage interieur des consciences des Comtes de Huntley & d'Argyle.

Quels que soient ceux qui l'ont commis.

Il étoit de notoriété publique, que c'étoit Bothwel qui avoit fait tuer le Roi, & Cambden lui-même ne fait pas difficulté de l'avouer, en l'associant pourtant au Comte de Murray. Mais l'Auteur de l'Attestation n'a osé le nommer, parce que c'étoit blesser sensiblement l'honneur de la Reine, qui, peu de mois après, avoit épousé le meurtrier.

Je n'ajouterai plus qu'une remarque, qui me paroît décisive pour faire voir la supposition de cette Piece. Le Comte de Liddington n'a jamais été accusé que dans ce seul Ecrit, d'avoir fait tuer le Roi Henri. D'un autre côté, bien loin d'être regardé comme un ennemi de la Reine, il étoit au contraire très suspect au Parti du jeune Roi & du Comte de Murray, & ce n'étoit pas sans fondement. Ce que Melvil rapporte de lui, & l'occasion des Conférences d'York & de Hamptoncourt, fait voir manifestement, qu'il ne demeurait dans le Parti du Régent, que pour trouver des occasions de favoriser la Reine. Buchanan confirme le témoignage de Melvil, dans un Livre intitulé *le Caméleon*, dans lequel il prétend faire voir, que Liddington trahissoit le Parti du jeune Roi, & dans son Histoire, il lâche beaucoup de pareils traits contre lui. Or comment se persuadera-t-on, que les Comtes de Huntley & d'Argyle, Chefs du Parti de la Reine, aient ignoré que Liddington travailloit en secret pour eux? S'ils ne l'ont pas ignoré, il n'est nullement vrai-semblable que dans le tems même que ce Seigneur étoit à York ou à Hamptoncourt, & ayant de fréquentes Conférences avec le Duc de Norfolk, pour empêcher que le Comte de Murray n'accusât la Reine, ces deux Chefs de Parti aient publiquement accusé leur ami secret d'avoir fait tuer le Roi: d'autant plus, qu'il n'y avoit pas le moindre fondement à cette accusation. Mais il est très possible que l'Auteur de l'Attestation ait ignoré les intrigues secrètes de Liddington, & que voyant qu'il étoit du nombre de ceux qui accompagnerent le Régent à York, il ait cru qu'il n'y avoit point d'inconvénient de les joindre ensemble dans une même accusation.

Quoi qu'il en soit, quand même cette Attestation seroit aussi vraie qu'il y a de l'apparence qu'elle est supposée, elle ne pourroit pas servir de preuve pour appuyer ce que Cambden avance au sujet du Comte de Murray, parce qu'il seroit toujours vrai, qu'elle viendrait

ELISA- de deux de ses plus mortels ennemis. Je reviens à ce qui se passoit en
BETH. Ecosse dans l'année 1569.

Peu de tems après que le Duc de Châteleraud eut été arrêté, le
 On donne Régent assembla les principaux de la Noblesse à Perth, pour leur
 1569. communiquer certaines Lettres qu'il avoit reçues, sur lesquelles il
 Régent des- étoit nécessaire de consulter ensemble. La première étoit d'un ami
 teus du Duc d'Angleterre, qui lui donnoit avis de la Conspiration qui se faisoit en
 de Norfolk. faveur du Duc de Norfolk, pour lui faire épouser la Reine d'Ecos-
 se, & lui disoit en même tems, que cette Conspiration se trouvoit
 en un tel état, que toutes les forces de la Grande Bretagne n'étoient
 pas capables d'en empêcher le succès: que par cette raison, il lui con-
 seilloit de penser de bonne heure à ses affaires.

La seconde Lettre étoit de la Reine Marie, & adressée aux Etats
 Marie de- d'Ecosse. C'étoit pour demander qu'ils fissent examiner la validité
 mande que de son Mariage avec le Comte de Bothwel, ajoutant, que s'il s'y
 son Mariage avec Both- trouvoit quelque défaut essentiel, elle vouloit bien consentir qu'il fût
 wel soit cas- dissous. Comme Bothwel étoit encore plein de vie en Danemarck, il
 sé. falloit nécessairement que le Mariage qu'il avoit contracté avec la
 Buchanan. Reine fût cassé, avant qu'elle pût épouser le Duc de Norfolk. C'é-
 toit par cette raison, qu'elle souhaitoit d'engager les Etats d'Ecosse
 à en poursuivre la dissolution, seignant de n'y donner qu'un simple
 consentement, quoiqu'elle ne pût s'en passer.

La troisième Lettre étoit de la Reine Elisabeth aux mêmes Etats,
 Demandes d'Elisabeth pour leur demander une de ces trois choses en faveur de Marie. La
 aux Etats première, *qu'elle fût rétablie sur le Trône, comme elle y avoit été avant*
 d'Ecosse pour son abdication. La seconde, *qu'elle fût associée au Roi son Fils.* La
 Marie. troisième, *qu'elle pût demeurer en Ecosse, avec certains honneurs qui ne*
 Buchanan. *fussent point préjudiciables à l'autorité du Roi.* Cambden, qui en ceci
 Cambden. se trouve d'accord avec Buchanan, veut faire regarder ces demandes
 d'Elisabeth comme un effet de sa pitié pour la Reine d'Ecosse. Mais
 où étoit la pitié, que de proposer aux Etats trois choses si disproportion-
 nées entre elles, & de leur laisser la liberté du choix? Elle savoit
 bien qu'ils rejetteroient les deux premières, & que quand même la troi-
 sième seroit acceptée, il ne s'y trouveroit que trop de difficulté, avant
 qu'on en pût convenir. Ainsi, ce que Cambden regarde comme un
 effet de la pitié d'Elisabeth, n'étoit en effet, qu'une suite du plan
 qu'elle avoit formé de tirer l'affaire en longueur, sous le prétexte
 spécieux de favoriser sa prisonnière.

Les Seigneurs Ecossois assemblés à Perth, jugerent qu'il ne falloit
 On ne ré- pas répondre à la Lettre de Marie, sous prétexte qu'elle parloit aux
 pond rien à Marie. Etats comme si elle eût été encore leur Reine, ce qu'ils ne vouloient
 point reconnoître. Elle fit tout son possible pour applanir cette dif-
 ficulté: mais tous ses efforts ne servirent qu'à les affermir encore plus
 dans leur résolution. Ils n'avoient garde de vouloir travailler à faciliter
 le Mariage de la Reine avec le Duc de Norfolk, en faisant casser celui
 qu'elle

qu'elle avoit contracté avec Bothwel. Marie, qui ne favoit pas qu'ils fussent si bien instruits de ses secrets, se plaignit beaucoup de ce qu'ils faisoient difficulté de faire rompre un Mariage qui leur avoit servi de prétexte pour prendre les armes contre elle. Mais on ne fit pas beaucoup d'attention à ses plaintes.

Quant aux demandes d'Elisabeth, les Seigneurs résolurent de rejeter les deux premières, & d'accepter la troisième, si Marie vouloit bien s'en contenter ; & ils envoyèrent leur réponse à la Cour d'Angleterre, par un jeune Gentilhomme. Mais Elisabeth, qui ne cherchoit qu'à gagner du tems, leur écrivit, qu'elle souhaitoit qu'on lui envoyât un homme de plus de poids, pour conférer avec elle sur une affaire si importante. Cela fut cause que les Seigneurs lui députèrent Robert Petcarn.

Réponse des
Seigneurs Ec-
cotois à Eli-
sabeth.
Buchanan.

Pendant que cet Envoyé étoit en chemin, le Régent, voyant que la Faction de la Reine se renfermoit de jour en jour, par l'espérance que le projet du Duc de Norfolk donnoit à tout le Parti, jugea qu'il étoit nécessaire de s'assurer de la personne du Comte de Liddington. Ce Seigneur, en feignant de demeurer attaché au Parti du Roi, servoit la Reine de tout son pouvoir, & comme il avoit beaucoup d'esprit & de capacité, il portoit bien plus de préjudice au Régent en suivant son Parti extérieurement, que s'il se fût ouvertement déclaré pour la Reine. Ainsi, le Régent l'ayant attiré à Sterlyn sous quelque prétexte, le fit arrêter, & conduire prisonnier à Edimbourg. Mais Grangy étant survenu avec une partie de la Garnison du Château, l'enleva, & promit de le faire comparoître en Justice, quand il en seroit requis. Cette démarche éclatante rendit Grangy très suspect à tout le Parti du Roi (1).

Le Régent
fait arrêter le
Comte de
Liddington,

Cependant, le Duc de Norfolk ayant été mis à la Tour dans ces entrefaites, sans avoir rien fait de ce qu'il avoit projeté, tous les desseins de Marie, tant en Ecosse qu'en Angleterre, s'en allerent en fumée. Peu de tems après, les Comtes de Huntley & d'Argyle s'accorderent avec le Régent, & se soumirent à l'autorité du Roi. Par là, la Faction de la Reine se trouva comme éteinte, pendant quelque tems. Cela fait voir combien cette Reine & ses partisans avoient compté sur le Duc de Norfolk. Je vais finir cette année, en disant un mot de ce qui s'étoit passé en France & dans les Pais-Bas.

La faction
de Marie
s'affoibit
beaucoup en
Ecosse.
Buchanan.

La Guerre se continua en France pendant toute l'année 1569. Le 13. de Mars, se donna la Bataille de *Jornac*, dans laquelle le Prince de Condé fut tué. D'Andelot, Frere de l'Amiral, ne lui survécut pas longtems. Quelque tems après, le Duc de Deux-Ponts mena en France une Armée au secours des Huguenots : mais il y mourut au mois de

Affaires de
France.
Avez-rai.

(1) Melvil dit que Grangy enleva Liddington avec le consentement du Parti du Roi, à quoi il n'y a pas beaucoup d'apparence. Melvil étoit intimé ami & grand admirateur de Grangy.

ELISABETH. de Juin, laissant le commandement de ses Troupes au Comte de *Mansfeldt*, qui se joignit à l'Amiral. Avec ce renfort, l'Amiral alla faire le Siege de Poitiers, & fut contraint de le lever au mois de Septembre. Au mois d'Octobre, les Huguenots perdirent la Bataille de *Montcontour*. Cette défaite obligea l'Amiral à demander un prompt secours à Elisabeth, qui lui prêta quelque argent sur les Joyaux de la Reine de Navarre, qu'on lui envoya en engagement. Elle permit aussi qu'on levât une Compagnie de cent Gentilshommes pour aller servir dans l'Armée des Huguenots. La Campagne finit par la prise de *St. Jean d'Angely*, dont le Roi se rendit maître avant la fin du mois d'Octobre.

Affaires des Pays-Bas. Le Duc d'Albe continuoit toujours ses violences dans les Pays-Bas. Il y avoit établi l'Inquisition, & fait recevoir le Concile de Trente, aussi bien que les nouveaux Evêques, qu'on avoit refusé jusqu'alors de reconnoître. Le Conseil de Sang agissoit toujours avec fureur. Les Privileges des Villes, des Universitez, des Provinces, furent remis à la discretion du Roi. Enfin, le Duc d'Albe ordonna qu'on payât au Roi la centieme partie des revenus, ensuite la vingtieme partie des immeubles, & la dixieme des effets mobiliers, à chaque fois qu'ils seroient vendus. Quelques-uns des Magistrats des Villes, ayant eu la hardiesse d'appeller au Roi de ces Ordonnances, en furent sévèrement châtiés. Enfin, ces Provinces n'étant plus regardées par les Espagnols, que comme un Pais de conquête, tout le monde y étoit réduit au désespoir.

1570. Au commencement de la nouvelle année 1570, le Comte de Murray ayant été informé que le Comte de Northumberland étoit caché en Ecosse, trouva le moyen de se saisir de lui, & l'envoya en prison à *Lochleven*. Cambrden dit, qu'il offrit de livrer ce Seigneur à Elisabeth, pourvu qu'elle lui livrât la Reine d'Ecosse: mais il n'y a aucune apparence à cela. Marie étoit mieux gardée en Angleterre, qu'elle n'auroit pu l'être en Ecosse, & Murray n'ignoroit pas les raisons qu'avoit Elisabeth de ne la relâcher jamais.

Le Comte de Murray est assassiné. Peu de jours après, ce Seigneur fut assassiné d'un coup de pistolet, par un homme de la Maison d'Hamilton, qui prétendit qu'il n'avoit eu en vue que de venger une injure particuliere. Mais il parut bientôt, que c'étoit par la direction de la Faction de la Reine. Dès le lendemain, les *Scots* & les *Carrs*, grands partisans de la Reine, entrèrent à main armée en Angleterre, & mirent la frontiere à feu & à sang. Comme ils n'avoient aucun sujet particulier de faire cette invasion, il est aisé de juger qu'ils y furent poussez par les Chefs de la Faction de la Reine, qui voulurent tenter de donner par là une nouvelle face aux affaires. Voici quel étoit leur plan.

Motifs de la Faction de la Reine. La Faction de la Reine étoit ruinée, & sans apparence qu'elle pût jamais se relever, parce que le Comte de Murray pouvoit toujours s'assurer du secours de l'Angleterre en cas de besoin. Cela fut cause que

que les Chefs de cette Faction, qui ne s'étoient soumis au Roi qu'à regret, formerent de nouveaux projets. Ils regardoient l'étroite union qu'il y avoit entre l'Angleterre & l'Ecosse, comme une forte digue, capable d'arrêter toutes les entreprises qu'ils pourroient faire en faveur de Marie, & par cette raison, ils résolurent de la rompre, à quelque prix que ce fût. Pour y réussir, ils jugerent qu'il falloit avant toutes choses, ôter la vie au Comte de Murray, afin que le Royaume se trouvât pendant quelque tems dans une espece d'Anarchie, comme il arriva effectivement. Cela fait, ils espererent, qu'en faisant provoquer les Anglois sur leurs frontieres, ils les porteroient à se venger de tous les Ecoffois sans distinction, que cela feroit renouveler l'ancienne haine entre les deux Nations, & qu'ainsi, toute l'Ecosse se trouveroit réunie contre l'Angleterre: qu'alors on pourroit sûrement y faire venir des secours de France & d'Espagne, & reprendre le projet d'attaquer l'Angleterre par la frontiere d'Ecosse, pendant que les Catholiques agiroient de leur côté dans le dedans du Royaume. L'Ambassade du Lord *Seaton* au Duc d'Albe, & la Bulle du Pape dont je parlerai tout à l'heure, font voir assez clairement que c'étoit là leur dessein, quoiqu'il ait plu à Cambden de faire regarder l'invasion des frontieres d'Angleterre, comme un pur caprice des *Scots* & des *Carrs*.

Immédiatement après la mort du Comte de Murray, Grangy mit en liberté le Comte de Liddington, qui d'abord employa toute son industrie pour empêcher que le Parti du Roi ne procédât à l'élection d'un nouveau Régent. Il faisoit entendre, qu'on ne verroit jamais l'Ecosse tranquille, à moins qu'on n'eût un Régent qui fût approuvé par les deux Partis, & que par conséquent, il étoit nécessaire d'assembler les Grands de l'un & de l'autre, afin qu'ils en pussent convenir ensemble. Il y avoit dans ce qu'il disoit, une apparence de bien. Mais il savoit bien qu'il ne seroit pas facile d'assembler tous les Grands dans un même lieu, & que quand même ils seroient ensemble, ils ne s'accorderoient jamais sur le choix. Cependant, cela servoit à gagner du tems, dans l'esperance que la Reine Elisabeth, en voulant venger l'injure qu'elle avoit reçue, mettroit tous les Ecoffois au desespoir, & les réuniroit tous contre elle. Il réussit dans la première partie de son projet, & par ses intrigues, il fit en sorte que l'élection d'un Régent fut différée. Mais il ne fut pas si heureux dans la seconde. Elisabeth & son Conseil étoient trop habiles, pour donner dans le piège qu'on leur tendoit. Au contraire, plus ils virent qu'on faisoit d'efforts pour réunir tous les Ecoffois dans un même Parti, plus ils jugerent qu'il étoit nécessaire de travailler à les tenir divisés, rien n'étant plus avantageux à Elisabeth, que de fomentier le trouble & la division dans ce Royaume, jusqu'à ce qu'elle pût prendre d'autres mesures.

Selon ce projet, elle envoya Randolph en Ecosse, pour se plaindre.

Tom. VI.

Oo

Elle se de plant des in-

ELISA-
BETH.
1570.

Le Comte
de Liddington
est mis
en liberté. Il
travaille pour
la Reine.

Elisabeth
évite le piège
qu'on lui
tend.

ELISABETH. 1570. *fracteurs de la Paix & non de toute la Nation.* de l'invasion qui avoit été faite en Angleterre. Mais, au-lieu de s'en prendre à toute la Nation, comme les auteurs de l'invasion l'avoient espéré, elle fit dire en même tems par son Ambassadeur, qu'elle savoit bien, que ceux qui gouvernoient l'Ecosse n'avoient aucune part à l'insulte faite aux Anglois, & que, par cette raison, elle vouloit bien distinguer les innocens d'avec les coupables. Qu'elle demandoit pourtant une satisfaction convenable, & que si ceux qui avoient le Gouvernement en main n'étoient pas en état de la lui procurer, elle leur offroit le secours de ses Troupes. Que s'ils le refusoient, elle feroit marcher une Armée en Ecosse, non pour attaquer toute la Nation Ecossoise, mais seulement pour punir ceux qui, de gayeté de cœur, & sans avoir été provoquez, avoient insulté les Anglois. Comme c'étoit alors un tems d'Anarchie, n'y ayant point encore de Régent, on remit à répondre à l'Ambassadeur jusqu'au mois de Mai, que les Etats seroient assemblez. Randolph n'insista point à demander une réponse plus prompte. Il se contenta d'exhorter les Ecossois à la concorde, pendant qu'en secret, il travailloit à fomentier leurs divisions, & à les empêcher de se réunir. C'est ce que Melvil fait voir clairement dans ses Mémoires. Cependant, Elisabeth fit préparer une Armée qu'elle avoit dessein d'envoyer en Ecosse, tant pour venger ses Sujets, que pour y soutenir le Parti du Roi, & pour faire élire un Régent qui ne fût pas contraire aux intérêts de l'Angleterre.

Libelles publiés en Ecosse contre Elisabeth, qui évite le piège.

Buchanan.

Grangy met les prisonniers en liberté.

Buchanan.

Quoique les Chefs de la Faction de la Reine vissent bien qu'Elisabeth ne donnoit pas dans le piège qu'il lui avoient tendu, ils ne laissent pas de faire tous leurs efforts pour la provoquer, & pour l'animer contre toute la Nation, par des Libelles & des calomnies qu'ils prenoient soin de publier. Mais tous leurs artifices ne furent pas capables de lui faire changer de route. Cependant, son Armée, qui devoit être commandée par le Comte de Suffex, se préparoit avec toute la diligence possible.

Pendant ce tems-là, les partisans de Marie ayant repris courage depuis la mort du Comte de Murray, tenoient de fréquens Conseils sur la situation de leurs affaires. Leur but étoit de gagner du tems, en attendant un secours que *Verac* (1) Envoyé de France leur faisoit espérer. Ils en attendoient aussi un autre des Pais Bas, & comme ces secours ne pouvoient pas être prêts aussi-tôt qu'ils le souhaitoient, ils tâchoient d'amuser le Parti du Roi par des propositions d'accommodement. Mais ceux-ci refusèrent constamment de rien conclure, avant l'Assemblée des Etats.

Dans cet intervalle, le Lord Grangy mit en liberté le Duc de Châteleraud, le Lord Hennis & les autres prisonniers, & par là, le

Parti

(1) Mr. de Thon le nomme *Verac*, & en parle comme d'un Envoyé des Guises, & non pas du Roi de France. Les Anglois & Ecossois l'appellent *Virac*, & en parlent comme d'un Envoyé du Roi.

Parti de la Reine se trouva considérablement renforcé. Il falloit pourtant qu'il fût encore assez foible, puisqu'il ne se trouvoit en état d'agir que par des négociations. Quoi qu'il en soit, les Chefs de ce Parti résolurent de s'assembler à *Lisbgo* sous le nom d'Etats, puisque n'y ayant point de Régent, il leur sembloit qu'ils n'avoient pas moins de droit que l'autre Parti, de convoquer les Etats. Dans cette Assemblée, ils cherchèrent inutilement les moyens d'engager l'Angleterre à rompre avec toute la Nation Ecoissoise. Elisabeth étoit trop sur ses gardes de ce côté-là, pour qu'il fût facile de la surprendre. Enfin, voyant qu'ils ne pouvoient réussir, ils crurent qu'il devoient par précaution tâcher de se rendre maîtres d'Edimbourg. Mais, comme cela ne se pouvoit faire par la force, ils prièrent les Magistrats d'Edimbourg, de leur permettre d'aller tenir les Etats dans leur Ville. Cela leur fut accordé, après bien des difficultés : mais les habitants d'Edimbourg firent une garde si exacte, que le projet des partisans de la Reine échoua. Pendant ce tems-là, il y eut entre les deux Partis, diverses négociations qui n'aboutirent à rien.

Bien-tôt après, la nouvelle qu'on reçut que le Comte de Suffex étoit arrivé à Barwick, fit séparer l'Assemblée d'Edimbourg. Les Chefs avoient déjà envoyé des Députez à Elisabeth, pour tâcher de détourner l'orage dont ils étoient menacez, & pour gagner du tems, en attendant le secours de France. Ils lui offrirent même de la prendre pour arbitre, & ils furent tellement secondez par les Ambassadeurs de France, qu'elle voulut bien consentir à servir de Médiatrice pour accorder les deux Partis. Mais elle prétendit que l'affaire pour laquelle elle envoyoit une Armée en Ecosse, étoit une affaire à part, indépendante des différens qu'il y avoit entre les deux Partis, parce qu'il s'agissoit uniquement de châtier les infraçteurs de la Paix, qui n'étoient avouez ni de l'un ni de l'autre, sans pourtant qu'aucun des deux fût en état de lui faire avoir satisfaction. Ainsi, le Comte de Suffex ne reçut point de contre-ordre. Dès que ce Général fut arrivé à Barwick, le Duc de Châteleraud lui envoya Melvil, pour savoir de lui, s'il avoit dessein de se joindre à l'un des Partis, ou de travailler à leur reconciliation. Melvil dit dans ses Mémoires, que dans les Conférences qu'il eut avec le Comte de Suffex, il s'aperçut que ce Seigneur avoit ordre véritablement de favoriser le Parti du Roi; mais qu'il ne poufferoit pas à bout celui de la Reine. Il infère, que son but principal étoit d'entretenir les Troubles en Ecosse; & cela est très apparent.

L'Armée Angloise étant entrée en Ecosse au mois d'Avril, ravagea les Terres des *Scots* & des *Carrs*, & de tous ceux qui avoient eu part à l'invasion qui s'étoit faite en Angleterre. Cambden dit qu'en cette occasion, il y eut plus de trois-cens maisons de brûlées, & environ cinquante Châteaux. Melvil ajoute, que le Comte de Suffex fit attaquer & prendre les Châteaux de *Hum* & de *Fass*, appartenant

ELISABETH.
1570.

Le parti de Marie tient ses Etats,

& tâche en vain d'empêcher d'Edimbourg.

L'armée Angloise s'approche.

Elisabeth accepte d'être Médiatrice entre les deux partis; Sans préjudice de la punition des coupables de l'invasion.

Dessein d'Elisabeth,

Le Comte de Suffex entre en Ecosse.

Il ruit les infraçteurs de la Paix.

ELISABETH. au Baron de *Hum*, afin d'obliger ce Seigneur, qui avoit été jusqu'alors dans une espece de neutralité, à se déclarer pour le Parti de Marie, de peur que la balance ne panchât trop du côté du Roi. Cette conjecture est fondée sur le plan que la Faction de la Reine avoit formé de réunir toute l'Ecosse dans un seul Parti, & sur l'intérêt qu'avoit Elisabeth d'empêcher cette réunion.

Les Etats du Roi s'assemblent.
Buchanan.
1570.
Au commencement du mois de Mai, les Etats convoquez au nom du Roi, s'assemblerent à Edimbourg. Leur premier soin fut de députer *Robert Petcarn* à Elisabeth, pour se la rendre favorable, & pour lui faire entendre, qu'ils étoient disposez à élire un Régent qui ne lui fût pas suspect.

Siege de Glasgow.
Pendant que ce Député étoit en chemin, les partisans de Marie assiégerent le Château de Glasgow, qui se défendit mieux qu'ils ne l'avoient espéré. Le Comte de Susses en ayant été informé, détacha *Drury* Gouverneur de Barwick, avec mille hommes de pied, & deux cens Chevaux. A l'approche de cette troupe, les assiégeans se retirerent, & se disperserent dans les montagnes. Cependant, *Drury* s'étant joint à un Corps d'Ecossois Royalistes, ravagea les Terres des *Hamiltons*, & prit le Château du même nom, appartenant au Duc de Châteleraud.

Elisabeth demande une suspension d'armes.
Buchanan.
Dans ces entrefaites, *Petcarn* étant retourné d'Angleterre, rapporta aux Etats, qu'Elisabeth avoit trouvé fort étrange, que depuis la mort du Comte de Murray, on ne l'eût point informée de l'état des affaires d'Ecosse: que l'ignorance où elle étoit à cet égard, l'avoit tenue en suspens, touchant la conduite qu'elle devoit tenir: qu'enfin, fatiguée par de continuelles sollicitations, elle avoit consenti qu'il se tint entre les deux Partis une Conference, dont elle vouloit bien être la Médiatrice, à condition qu'ils s'abstiendroient tous deux des voyes de fait, & qu'ils laisseroient les choses dans l'état où elles se trouvoient: qu'elle prioit donc les Etats d'observer cette condition, & de différer l'élection d'un Régent, jusqu'à ce qu'on eût vu quel seroit le succès de la Conference. Cette demande embarrassâ beaucoup les Etats. Ils ne pouvoient plus longtems demeurer sans Chef; & néanmoins, ils n'osoient desobliger la Reine d'Angleterre, qui étoit seule en état de les soutenir. Cela fut causé qu'ils prirent le parti d'élire un *Entreroi*, qui pouvoit être révoqué sans conséquence, & le choix tomba sur le Comte de Lenox, qui étoit alors en Angleterre. Peu de tems après, ils reçurent une Lettre d'Elisabeth, qui leur faisoit savoir, qu'elle consentoit qu'ils élussent un Régent, & leur recommandoit le Comte de Lenox, qui fut élu sur le champ.

Les Etats élisent un Entreroi.
Le Comte de Lenox est élu Régent.
Le Régent prend Brechin & disperse les troupes du Comte de Huntley.
Cambden.
Pendant que le Comte de Huntley avoit reçu d'Espagne, de l'argent & des munitions, s'étoit remis en campagne, & avoit muni le Château de *Brechin*. Peu de tems après, le Comte de Lenox arriva en Ecosse, & dès que les Etats se furent séparés, il résolut d'aller recouvrer ce Château, qui étoit d'une assez grande importance. Il assem-
bla

bla pour cet effet ses forces à *Lithgo*, & fit demander de l'Artillerie & des munitions à Grangy Gouverneur du Château d'Edimbourg, qui les lui refusa, sous prétexte qu'il ne vouloit pas servir d'instrument à répandre le sang de ses compatriotes. Grangy étoit proprement du Parti de la Reine; mais il avoit d'autres vues que les autres du même Parti. Son projet étoit de se mettre à la tête d'un troisieme, auquel il prétendoit que les deux autres se réuniroient, pour faire rendre la Couronne à la Reine sous certaines conditions. C'est ce qui fut cause de sa ruine, comme on le verra dans la suite. Jaques Melvil, Auteur des Mémoires que j'ai souvent citez, étoit dans les mêmes sentimens, comme il le fait bien connoître en plusieurs endroits: mais apparemment, il attendoit que l'occasion fût plus favorable pour se déclarer.

Le refus de Grangy n'empêcha pas que le Régent ne se rendit maitre de Brechin, & qu'il ne contraignit le Comte de Huntley de se sauver dans les montagnes, où il n'étoit pas facile de le pour suivre. Peu de tems après, le Parti de la Reine obtint une Treve, à la sollicitation d'Elisabeth, qui ne cherchoit qu'à tirer l'affaire en longueur, comme de leur côté, les partisans de la Reine tâchoient de gagner du tems, pour attendre les effets des promesses du Duc d'Albe. Quelques tems auparavant, ils lui avoient envoyé le Lord *Seaton*, pour lui demander du secours, & il leur avoit promis dix-mille hommes. Mais les affaires qui lui survinrent dans les Pais-Bas, l'empêcherent de leur tenir sa parole.

Pendant que ces choses se passaient en Ecosse, on formoit en Angleterre des complots pour délivrer la Reine prisonnière. Monluc, Evêque de Valence, s'étoit rendu à Londres, & sollicitoit la liberté de cette Reine avec de grandes instances. L'Ambassadeur d'Espagne n'étoit pas moins actif pour le même sujet. Le zèle de la France & de l'Espagne pour Marie étoit d'autant plus suspect à la Reine, que dans le même tems, le Pape fit afficher de nuit, en plusieurs endroits de Londres, par un nommé *Felton*, une Bulle datée de l'année précédente, par laquelle il excommunioit Elisabeth, & déloit ses Sujets du serment qu'ils lui avoient prêté. D'un autre côté, on découvrit que certains Gentilshommes de la Province de Norfolk avoient résolu de prendre les armes, & d'exciter une révolte dans ces quartiers-là. Cette Conspiration ayant été découverte, les auteurs furent arrêtés. Mais la Reine fit grâce à tous, excepté à trois, du nombre desquels furent *Jean Trochmorton*, & *Felton* qui avoit affiché la Bulle. Peu de tems après, elle apprit encore, que deux Fils du Comte de Derby avoient comploté d'enlever la Reine d'Ecosse de sa prison. Comme *Jean Lesley*, Evêque de Ross, qui prenoit la qualité d'Ambassadeur de cette Reine, étoit le principal promoteur de tous ces complots, il fut jugé à propos de le remettre en arrêt. Il n'y avoit pas longtems qu'il en avoit été tiré,

ELISA-
BETH.
1570.

Complots
en Angleterre
pour dé-
livrer Marie.
Camden,

Bulle contre
Elisabeth
affichée à
Londres.
Conspira-
tion décou-
verte.

Exécutions.

L'Evêque
de Ross est
arrêté.

ELISABETH. y ayant été mis pour avoir eu beaucoup de part à la Conspiration du Comte de Northumberland. Malgré les justes soupçons que toutes ces machinations pouvoient causer à la Reine contre le Duc de Northumberland, qui étoit regardé comme le Chef du Parti de Marie, elle ne laissa pas de mettre ce Seigneur en liberté. Mais ce ne fut qu'après qu'il eut témoigné un grand repentir de sa faute, & protesté de bouche & par écrit, qu'il ne penseroit plus au Mariage de la Reine d'Ecosse.

Raisons
d'Elisabeth
pour tenir
Marie en pri-
son.

Il n'étoit pas bien difficile à Elisabeth de comprendre, que c'étoit uniquement la Reine d'Ecosse qui lui causoit tous ces embarras. S'il n'avoit été question que de la mettre en liberté pour se procurer du repos, elle l'auroit fait volontiers. Mais, quoique les partisans de cette Reine, & ceux qui sollicitoient en sa faveur, prétendissent qu'ils n'agissoient que par un pur motif de compassion, & qu'ils fissent beaucoup valoir l'injustice dont on usoit à son égard en la tenant en prison, Elisabeth n'ignoroit pas que leurs vues s'étendoient beaucoup plus loin. Le Pape, l'Espagne, la Maison de Lorraine, le Duc d'Albe, les Catholiques Anglois, Ecossois & Irlandois, ne se bernoient pas à tirer cette malheureuse Reine de captivité : leur but étoit de la mettre sur le Trône d'Angleterre. Par conséquent, il y avoit plus de danger pour Elisabeth, à la relâcher, qu'à la tenir enfermée. Mais elle ne jugeoit pas à propos de publier ce qu'elle pensoit, comme de leur côté, ses ennemis prenoient un extrême soin de tenir leurs desseins cachez. Elle continua donc à feindre qu'elle ne souhaitoit rien avec plus de passion, que de trouver les moyens de remettre Marie sur le Trône d'Ecosse, pourvu que cela se pût faire sans danger pour l'Angleterre. Ce fut dans cette vue, qu'elle lui envoya Cecil pour lui faire certaines propositions captieuses, qui ne tendoient qu'à éblouir le Public. Marie ayant ouï ces propositions, y fit une réponse générale, s'excusant d'en donner de particulières à chaque Article, sans le consentement des Chefs de son Parti en Ecosse, auxquels elle souhaita qu'on les communiquât, afin qu'ils y répondissent ce qu'ils trouveroient à propos. Voici la substance de ces propositions, & des réponses qu'on y fit en Ecosse.

Proposi-
tions envo-
yées à Marie
par Elisabeth.
Cambden.

Avec les ré-
ponses des
partisans de
Marie.

I. Que la Reine d'Ecosse ratifiera le Traité d'Edimbourg, & renoncera au droit qu'elle prétend sur la Couronne d'Angleterre, pendant la vie de la Reine Elisabeth, & de sa Postérité.

Réponse. *Consenti.*

II. Qu'elle ne fera, ni ne renouvellera aucune Alliance, avec quelque Puissance que ce soit, au préjudice de l'Angleterre.

Rép. *En renonçant à l'Alliance de la France, la Reine se privera de son Douaire, & la Nation Ecossoise perdra beaucoup. Il faut donc que la Reine d'Angleterre recompense ces pertes par quelque autre chose.*

III. Qu'elle ne recevra aucunes Troupes étrangères dans le Royaume d'Ecosse.

Rép.

Rép. *Consenti, avec cette restriction, A moins qu'elle ne soit pas en état, avec ses propres forces, de reprimer les rebellions de ses Sujets.* ELISABETH. 1570.

IV. Qu'elle n'entretiendra aucune intelligence avec les Anglois, ou avec les Irlandois, sans le consentement de la Reine d'Angleterre.

Rép. *Consenti, pourvu que la Reine d'Angleterre s'engage à la même chose à l'égard des Ecoffois.*

V. Qu'elle livrera les Anglois ou Irlandois rebelles.

Rép. *S'il y a en Ecoffe des Anglois ou des Irlandois rebelles, il faut les demander à ceux qui ont pris les armes contre leur Reine.*

VI. Qu'elle dédommagera les Anglois des frontieres, des pertes qu'ils ont souffertes par la dernière invasion.

Rép. *On nommera de part & d'autre, des Commissaires pour examiner les dommages soufferts des deux côtez.*

VII. Qu'elle fera poursuivre & punir selon les Loix, les meurtriers du Roi Henri, & ceux du Comte de Murray.

Rép. *Consenti.*

VIII. Qu'elle donnera le Roi son Fils en Otage.

Rép. *Son Fils n'est pas en son pouvoir.*

IX. Qu'elle ne se mariera avec aucun Anglois, sans l'aveu de la Reine d'Angleterre, ni avec aucun autre, qu'avec l'approbation des Etats d'Ecoffe.

Rép. *C'est une chose indigne d'une Reine, que de s'astreindre à ces conditions.*

X. Que les Ecoffois ne passeront point en Irlande, sans la permission de la Reine d'Angleterre.

Rép. *Consenti, pourvu qu'il ne soit pas permis aux Irlandois de passer en Ecoffe, sans la permission de la Reine d'Ecoffe.*

XI. Qu'elle donnera six Otages, tels que la Reine d'Angleterre les demande.

Rép. *Consenti, pourvu que le Duc de Châtelaund, les Comtes de Huntley, d'Argyle, d'Atbol, en soient exceptez.*

XII. Que si elle entreprend quelque chose contre la Reine Elisabeth, elle sera déchue du droit qu'elle prétend sur la Couronne d'Angleterre.

Rép. *Consenti, à condition qu'en pareil cas, la Reine d'Angleterre sera sujette à quelque peine équivalente.*

XIII. Que les Châteaux de Hum & de Fadß demeureront encore trois ans entre les mains des Anglois.

Rép. *Cela ne se peut accorder. Au contraire, la Reine d'Angleterre est requise de rendre ces Châteaux au Baron de Hum.*

XIV. Qu'on remettra entre les mains des Anglois, quelque Place de la frontiere de Gallway ou de Cantyr, afin d'empêcher les Ecoffois de molester l'Irlande.

Rép.

ELISA-
BETH.
1570.

Rép. *Livrer des Places aux Anglois, ce seroit entretenir une Guerre perpétuelle en Ecosse.*

XV. Que tous ces Articles seront approuvez & confirmez par les Etats.

Je ne trouve point de réponse à cet Article.

Observation
sur les pro-
positions &
sur les ré-
ponses.

Il seroit très aisé, en examinant ces Propositions en détail, de faire voir que quelques-unes ne servoient qu'à faire croire qu'Elisabeth vouloit agir avec moderation, & de bonne foi: que d'autres n'étoient que des pièges pour surprendre la Reine d'Ecosse: enfin, qu'il y en avoit dont l'exécution étoit impossible. L'intention d'Elisabeth n'étoit donc que d'amuser le tapis.

D'un autre côté, les Réponses à ces Propositions n'étoient pas plus propres à procurer un accommodement entre les deux Reines. Ceux qui avoient dressé ces Réponses, avoient prétendu, que Marie traitât avec Elisabeth en termes égaux, comme elle auroit pu faire si elle avoit été sur son Trône à Edimbourg: mais ce n'étoit pas la pensée des Anglois. Marie étoit prisonnière en Angleterre, & il s'agissoit de la relâcher & de la rétablir sur son Trône. Elle acceptoit ces conditions pour obtenir ces deux grands avantages: mais en même tems, on lui faisoit dire, qu'elle prétendoit qu'Elisabeth s'engageât à des conditions semblables ou équivalentes. C'étoit dire proprement, que sans cela, elle ne vouloit point accepter ce qu'on lui offroit. Rien ne pouvoit être plus agreable à Elisabeth, puisque c'étoit un moyen assuré pour faire durer la négociation. Si Marie avoit accepté ces Propositions sans aucune restriction, elle auroit peut-être embarrassé le Conseil d'Elisabeth. Du moins, il se seroit vu obligé de chercher des moyens pour faire naître des obstacles dans l'exécution, & par là elle auroit mis la Cour d'Angleterre manifestement dans le tort.

Il est certain qu'Elisabeth n'avoit aucune envie de relâcher sa prisonnière, sous quelque condition que ce pût être. C'étoit une Rivale très dangereuse, lors même qu'elle étoit en prison; combien plus, si elle se fût trouvée en liberté? Depuis qu'elle étoit retournée en Ecosse, après la mort de son premier Mari, elle n'avoit jamais cessé d'entretenir des intelligences en Angleterre pour tâcher de porter les Anglois à la revolte. C'est ce qui se voit très clairement dans les Mémoires de Melvil. Le malheur qu'elle eut de tomber entre les mains d'Elisabeth, ne lui fit point discontinuer ses pratiques. D'un autre côté, le projet de son Mariage avec le Duc de Norfolk, la Conjuración du Comte de Northumberland, les intelligences de ses partisans avec les Cours étrangères, ne tendoient qu'à la mettre sur le Trône d'Angleterre, pendant la vie même d'Elisabeth. Enfin, il étoit manifeste, que le Pape, l'Espagne, les Princes Lorrains, les Catholiques Anglois, tous les Irlandois, & une partie des Ecossois, travailloient à faire réussir ce dessein. Quelle imprudence n'y auroit-il pas

cu

eu à la mettre en liberté, afin qu'elle fût mieux en état de faire valoir ses prétentions? Il est vrai, que depuis la mort de François II. elle avoit quitté le Titre de Reine d'Angleterre, & qu'elle protestoit, qu'elle ne prétendoit à la Couronne de ce Royaume, qu'après Elisabeth & sa Postérité. Mais, pour qu'une simple protestation pût servir de sûreté, il faut premièrement bien établir la bonne-foi de la personne qui proteste. Ici c'étoit tout le contraire, toutes les démarches de Marie ayant fait connoître qu'elle ne se désistoit nullement de ses prétentions. Ainsi, sa simple protestation n'étoit qu'une parole, à laquelle il étoit trop dangereux de se fier. Certainement, cette Reine ne fut malheureuse, que pour avoir eu des amis trop passionnez, qui, par toutes leurs démarches, la pouffoient de plus en plus vers le précipice. Mais cela n'est pas étonnant. Ce n'étoit pas pour l'amour d'elle qu'ils agissoient, mais pour leurs propres intérêts & pour ceux de la Religion Romaine, à quoi elle servoit de prétexte. Jacques Melvil, qui n'étoit pas ennemi de Marie, remarque dans ses Mémoires, que les deux Partis lui nuisoient également, l'un agissant directement contre elle, l'autre en la servant avec trop d'ardeur. Il ajoute, que celui de la Reine se flatoit sans aucun fondement, de détruire le Parti contraire qui étoit soutenu par l'Angleterre. La raison qu'il en donne est très forte. C'est qu'il n'y avoit aucune apparence que le premier pût jamais tirer de grands secours de la Cour de France, qui ne craignoit rien tant que de voir les deux Couronnes d'Angleterre & d'Ecosse sur une tête. Il rapporte sur ce sujet une particularité, qui peut beaucoup servir à faire connoître la situation où se trouvoient les affaires de cette Reine. Robert Melvil, au retour de son Ambassade d'Angleterre, mit entre les mains de Marie, un Ecrit signé de vingt & cinq Comtes ou autres Seigneurs Anglois, par lequel ils s'engageoient à la mettre sur le Trône d'Angleterre. Marie envoya ce Papier au Cardinal de Lorraine son Oncle, & lui demanda en même tems, les secours nécessaires pour exécuter ce dessein. Mais le Cardinal lui-même dissuada la Reine Catherine de Medicis de penser à cette entreprise, en lui faisant voir le préjudice que la France recevroit de l'union des deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse. Pour empêcher même, que la chose ne s'exécutât par d'autres moyens, ils en informèrent la Reine Elisabeth, qui feignit toujours d'ignorer ce que la Cour de France lui avoit appris. Melvil assure, qu'il avoit su cela de la propre bouche de la Reine d'Ecosse, qui le lui avoit dit dans un tems qu'elle étoit mécontente du Cardinal. Il est donc manifeste, que les empressemens des amis de Marie lui étoient préjudiciables. Mais sur-tout, ceux qui entretenoient la Guerre en Ecosse, ne faisoient qu'assurer les affaires d'Elisabeth, qui par là se trouvoit à couvert du côté qu'elle avoit le plus à craindre : au-lieu que si les Ecois s'étoient réunis ensemble, ils en auroient été plus confiderez, & sans doute, Elisabeth auroit plus ménagé sa prisonnière. C'é-

ELISABETH.
1570.

Disposition
de la Cour
de France à
l'égard de
Marie.

ET. 15A-
METH.
1579. toît sur ce principe que Grangy & Melvil travailloient à procurer un accommodement entre les deux Partis, en quoi ils tâchoient de rendre à Marie un service très réel. Mais il n'étoit pas facile d'obliger des gens passionnez, à sacrifier leurs passions & leurs intérêts au bien du Public. Le Conseil d'Angleterre, profitant de ces dispositions, ne cessa jamais de fomentier les Troubles d'Ecosse, sous prétexte de vouloir les apaiser, jusqu'à ce qu'Elisabeth eût intérêt de les faire finir. C'est ce que Melvil fait voir manifestement dans ses Mémoires: mais il seroit trop long d'en rapporter les preuves. Ainsi Marie se trouvoit dans un état pitoyable, par les mauvais conseils qu'on lui donnoit, & qu'elle avoit l'imprudence de suivre avec trop d'ardeur. L'Evêque de Rois, son Agent à Londres, homme fort zélé pour sa Religion, mais dont les vues n'étoient pas assez étendues, lui faisoit un tort extrême par sa passion, & par les soins qu'il se donnoit pour fomentier le mécontentement des Anglois Catholiques. Comme Elisabeth avoit de bons Espions, elle n'ignoroit pas que cet Ambassadeur prétendoit entroit dans tous les complots qui se faisoient contre elle, d'où elle ne pouvoit qu'inferer, qu'il agissoit conformément aux inclinations & aux ordres de sa Maîtresse. Dès que ce Prélat eut en main les Articles qu'on avoit proposés à Marie, il en envoya des Copies au Pape, aux Rois de France & d'Espagne, au Duc d'Albe, & fit entendre à toutes ces Puissances, que Marie seroit enfin contrainte de les accepter, si on ne faisoit quelque vigoureux effort en sa faveur. Mais ses sollicitations ne produisirent aucun effet. Le Roi d'Espagne ne s'occupant alors que de son Mariage avec Anne d'Autriche sa Niece, Fille de l'Empereur Maximilien, renvoyoit au Duc d'Albe le soin de secourir la Reine d'Ecosse. Mais ce Duc étoit lui-même assez occupé dans les Pais-Bas. La Ville de Bruxelles ayant refusé de payer le centieme denier, les gibets étoient déjà préparés pour punir ceux qui avoient osé desobeir, lorsqu'il apprit que le Prince d'Orange levoit une Armée en Allemagne. Ainsi, bien loin de penser à secourir la Reine d'Ecosse, il ne travailla qu'à se préparer à la Guerre qu'il voyoit prête à s'allumer dans les Pais-Bas, & dans laquelle vraisemblablement, il devoit avoir sur les bras les habitans de ces Provinces, aussi bien que les Allcinans.

Projet de
la Cour de
France contre les Huguenots.

Pour ce qui regarde la Cour de France, outre qu'elle n'eut jamais une réelle intention de mettre la Couronne d'Angleterre sur la tête de la Reine d'Ecosse, mais seulement de causer des embarras à Elisabeth, elle commençoit à former des projets qui ne lui permettoient pas de prendre ouvertement le parti de Marie. Quoique le Roi eût remporté plusieurs victoires sur les Huguenots, il voyoit avec chagrin que c'étoit toujours à recommencer, & que ces gens-là aimant mieux mourir les armes à la main que sur des buchers ou sur des gibets, il seroit trop difficile de les détruire par la force ouverte. Il résolut donc, pour parvenir plus aisément à son but, de les endormir

par

par une Paix qu'il leur accorda au mois d'Août de cette année. Depuis ce tems-là, son unique soin fut de dissimuler ses sentimens, & de leur faire accroire, qu'ils n'avoient plus rien à craindre de sa part. Pour les mieux convaincre qu'on n'avoit plus la pensée de les exterminer, Catherine de Medicis proposa le Mariage du Roi son Fils avec Elisabeth, qui répondit en deux mots, qu'il étoit trop grand & trop petit. Ce projet n'ayant pas réussi, Catherine lui proposa le Duc d'Anjou son second Fils, comme un Parti plus convenable. Ce n'étoit donc pas une conjoncture favorable pour la Reine d'Ecosse, puisque la Cour de France ne pouvoit rien entreprendre ouvertement en sa faveur, sans rompre ses propres mesures.

Le Secrétaire Cecil fut créé Baron de *Burghley*, au commencement de l'année 1571. Personne n'avoit mieux mérité que lui de recevoir cette marque de distinction, qui étoit très considérable sous une Reine qui ne conféroit les Dignitez qu'avec beaucoup de circonspection.

J'ai déjà dit plusieurs fois, qu'Elisabeth avoit résolu de ne se déclarer publiquement pour aucune des deux Factions d'Ecosse, mais de faire durer la négociation autant qu'il seroit possible, afin d'avoir toujours un prétexte de retenir Marie en prison. On va voir une suite de cette résolution, dans la conduite qu'elle tint pendant l'année 1571. Quoique, dès le mois de Juin de l'année précédente, elle eût donné les mains à une Conférence entre les deux Partis, dont elle devoit être Médiatrice, six mois s'étoient écoulés sans qu'on en eût parlé davantage. Enfin, Elisabeth ayant résolu de faire négocier son Mariage avec le Duc d'Anjou, ne douta pas qu'en cette occasion, la Cour de France ne la sollicitât fortement en faveur de la Reine d'Ecosse. Ce fut donc pour se procurer un subterfuge, qu'elle fit enfin tenir cette Conférence aux mois de l'évrier & de Mars, afin de pouvoir répondre au Roi de France, que l'affaire de cette Reine étoit en termes d'accommodement; bien résolue pourtant, de faire en sorte que la Conférence ne produisît aucun fruit.

Le Comte de *Morton*, *Percarn*, & quelques autres, furent envoyés d'Ecosse à la Conférence qui devoit se tenir à Londres, pour y soutenir la Cause du Roi. Les Evêques de *Ros* & de *Gallway*, avec le Baron de *Lewington*, y assistèrent pour Marie, & la Reine nomma sept de ses Conseillers Privés pour entendre les raisons des uns & des autres. Ceux-ci requièrent d'abord le Comte de *Morton* & ses Collegues, d'expliquer nettement les raisons qui avoient porté les Ecossois à déposer leur Reine, & à donner la Couronne au Prince son Fils. Les Députés Ecossois répondirent par un long Mémoire, dans lequel ils posoient en fait, que la Reine avoit fait tuer le Roi son Epoux par le Comte de *Bothwel*, & qu'ensuite, elle avoit épousé le meurtrier. Que, pour justifier leur conduite à l'égard de la Reine, il y avoit deux Questions à examiner, l'une de fait, & l'autre de droit. Que pour

ELISABETH.

1570.
Propositions de Mariage à Elisabeth.

1571.
Cecil est fait Baron de Burghley.

Conférence à Londres entre les deux Partis d'Ecosse.
Buchanan.

ELISABETH. la premiere, ils s'en tenoient aux preuves que le Comte de Murray en avoit données à Hamptoncourt, devant des Commissaires Anglois, & que la Reine d'Angleterre avoit en son pouvoir. Que ce Comte avoit fait voir avec tant d'évidence, que Marie étoit coupable du crime dont elle étoit accusée, qu'ils croyoient inutile de répéter les mêmes choses, à quoi même ils ne se résoudroient qu'avec une peine extrême. Quant à la Question de droit, qui consistoit à savoir si les Ecoffois avoient le pouvoir de déposer leurs Rois qui se rendoient indignes du Trône, ils soutenoient que c'étoit un droit indubitable, dont la Nation Ecoffoise avoit conservé la possession depuis le commencement de la Monarchie. Ils appuyoient ce principe de divers préjuges tirez de l'Histoire d'Ecosse, & de celles de quelques autres Païs, comme d'Espagne & de Danemarck.

Elisabeth
tire l'affaire
en longueur.

Elisabeth, suivant toujours le plan qu'elle s'étoit fait de ne pas se déclarer, répondit en peu de mots au Mémoire des Ecoffois, qui lui fut communiqué, qu'elle n'étoit pas bien convaincue de la justice de leur conduite, & les pria de conférer avec ses Ministres, afin de chercher avec eux quelque expédient pour accommoder cette affaire. Mais ils répondirent, qu'il étoit inutile de chercher des expédiens, puisqu'ils n'avoient aucun pouvoir de consentir à la diminution de l'autorité du Roi. Sur cela, Elisabeth fit faire aux Agens de Marie une proposition, qu'elle faisoit bien qu'ils n'accepteroient pas. C'étoit, de lui livrer les principaux de leur Parti en otage, avec quelques Places en Ecoffe. En effet, ils la rejeterent hautement, & en firent d'autres, que les Commissaires Anglois rejeterent à leur tour. Enfin, ceux-ci demanderent aux Ecoffois, qu'ils donnassent le jeune Roi d'Ecosse en otage à la Reine, à quoi ils répondirent, qu'ils n'avoient pas pouvoir de s'engager à cela. Cambden dit là-dessus, que les Agens de Marie se moquerent de ce subterfuge, disant, *que les Députés ne manquoient pas de pouvoir, puisqu'un même crime rend égaux tous ceux qui en sont complices.*

La Confe-
rence est
rompue.

Enfin, Elisabeth ayant admis les Députés d'Ecosse à son audience, demeura d'accord avec eux, que cette affaire ne pouvoit être terminée que par les États du Royaume. Ensuite, elle les pria de faire en sorte, qu'il se tint une autre Conférence en Ecoffe, pendant la tenue des États qui devoient s'assembler au mois de Mai. Elle les retint pourtant encore quelque tems, voulant savoir, avant leur départ, si la Reine d'Ecosse voudroit consentir à cette Conférence. Mais, bien loin d'y donner son consentement, elle se plaignit beaucoup de ce que ses Envoyés avoient souffert que son droit fût mis en question, & revoqua leurs Pouvoirs. Elle ordonna pourtant à l'Evêque de Ross, de résider toujours à Londres, en qualité de son Ambassadeur. Cela donna de grands soupçons à Elisabeth, qui savoit bien que cet Evêque étoit le principal promoteur des complots qui se faisoient contre elle: mais elle n'osoit le refuser, de peur de donner lieu

de

de dire, qu'elle ne reconnoissoit point Marie pour Reine, & de donner par là quelque atteinte à sa prétendue impartialité. Enfin, les Députés d'Ecosse partirent le 8. d'Avril, après avoir séjourné six semaines à Londres sans aucun fruit. Aussi n'étoit-ce pas l'intention d'Elisabeth, que cette Conférence produisît un accommodement. Quand cela ne paroîtroit pas manifestement par toute sa conduite, on pourroit aisément s'en convaincre par une Lettre que Cecil écrivoit en ce même tems à *Walsingham*, Ambassadeur en France, dans laquelle il lui disoit franchement, que, par cette Conférence, on n'avoit eu pour but que de gagner du tems. Une autre Lettre écrite à *Walsingham* par le Comte de Leicester, sur la même matière, fait encore bien connoître la Politique d'Elisabeth. Ce Comte lui disoit, que la Reine demouroit d'accord, que Marie étoit indigne de porter le Sceptre: mais qu'elle avoit de la peine à se persuader, que ses Sujets fussent en droit de la déposer. Que par cette raison, elle demouroit en suspens, ne pouvant se résoudre, ni à rétablir cette Reine, ni à défendre la Cause des Ecossois, parce qu'elle ne la croyoit pas entièrement juste. Pendant cette prétendue incertitude, Marie demouroit toujours en prison.

La Treve entre les deux Partis d'Ecosse étant expirée pendant la Conférence de Londres, ou un peu après, le Comte de Lenox fit surprendre la Ville de *Dumbar*, qui étoit jusqu'alors demeurée entre les mains des partisans de la Reine. *Vérac*, Ambassadeur de France, y fut pris & envoyé à St. André, d'où on voulut bien permettre qu'il s'évadât. Mais il n'en fut pas de même de l'Archevêque de St. André, qui ayant été fait prisonnier dans la même occasion, & envoyé à *Sterlin*, fut condamné à être pendu. Il étoit accusé d'être complice de la mort du feu Roi, par un Prêtre qui lui fut confronté, auquel, pour toute défense, il demanda ce que méritoient les Prêtres qui reveloient les Confessions. On prétend, que Cardan ayant été en Ecosse pour le guérir d'une grande maladie, lui dit après lui avoir rendu la santé, qu'il avoit bien pu, par le secours de ses remèdes, le tirer de ce danger, mais qu'il n'étoit pas en son pouvoir d'empêcher qu'il ne finît sa vie sur une potence.

Les affaires d'Ecosse n'étoient pas les seules qui occupoient alors Elisabeth. Il y en avoit une autre qui ne la tenoit pas moins en inquiétude, à cause de ses difficultez, & des suites qu'elle pouvoit avoir. Ses Ministres, sachant que ses ennemis étoient dans un perpétuel mouvement, & qu'après avoir manqué un coup, ils formoient incontinent quelque autre entreprise, craignoient qu'enfin sa prudence ne se trouvât courte. On voit dans les Négociations de *Walsingham*, une Lettre d'un Secrétaire d'Etat qui lui disoit, que, pendant qu'on travailloit à l'affaire de la Reine d'Ecosse, ses amis pensoient à l'enlever, & qu'on en avoit à la Cour quelques avis confus. Le Comte de Leicester écrivoit au même Ambassadeur, que les partisans de cette Reine étoient plus fiers qu'ils ne l'avoient jamais été, & que, selon les

ELISABETH.
1571.
Politique
d'Elisabeth.

Affaires
d'Ecosse.
Surprise de
Dumbar.
L'Archevêque de St.
André est
pendu.

Les Ministres d'Elisabeth l'engagent à faire négocier son Mariage avec le Duc d'Anjou.

ELISA- apparences, cette fierté étoit fondée sur l'esperance qu'ils avoient con-
BETH. que du succès de quelque nouvelle entreprise. Les Ministres jugeoient
 1571. donc, qu'il n'y avoit qu'un Mariage qui pût mettre la Reine à cou-
 vert de tant de Conspirations qui se renouvelloient tous les jours. Une
 Alliance avec quelque puissant Prince, devoit naturellement produire
 un bon effet, à cause des secours qu'on pourroit en tirer en cas de
 besoin; outre qu'elle inspireroit de la crainte aux ennemis de la Reine.
 D'un autre côté, ils concevoient que s'il plaisoit à Dieu de bénir ce
 Mariage, la naissance d'un Prince ôteroit à la Reine d'Ecosse un
 grand nombre de ses partisans. Sur ce principe, ils ne cessèrent point
 de représenter à Elisabeth, les raisons qui devoient la déterminer au
 Mariage. Enfin, soit qu'elle se rendit à ces raisons, ou que ce fût
 pour le délivrer de leurs importunités, elle leur fit entendre, qu'elle
 ne se trouvoit embarrassée que par la difficulté de trouver un Parti qui
 lui convint. Ce choix, en effet, n'étoit pas facile à faire. Il falloit
 prendre pour Epoux, ou un Prince Protestant, ou un Catholique.
 Mais, comme deux motifs principaux l'engageoient à se marier, savoir,
 pour faire une Alliance considérable, & pour avoir un Successeur, en
 prenant un Protestant, le premier de ces motifs n'étoit pas rempli,
 parce qu'il n'y avoit point de Prince de cette Religion, dont l'Allian-
 ce pût être assez avantageuse à l'Angleterre. En se déterminant pour
 un Catholique, il n'y avoit point de choix à faire, puisqu'il n'y avoit
 que le seul Duc d'Anjou, Frere du Roi de France, qui pût lui con-
 venir. Mais ce projet avoit ses difficultez. La Reine faisoit entendre,
 qu'en se mariant, elle ne prétendoit pas se donner un Maître, non
 pas même un égal, puisqu'elle vouloit tenir seule les rênes du Gou-
 vernement, & ne communiquer à son Epoux, que les honneurs ex-
 terieurs de la Royauté. En second lieu, elle ne prétendoit pas, que
 les Catholiques d'Angleterre tirassent aucun avantage de son Mariage
 avec un Prince de leur Religion. Mais il n'y avoit aucune apparen-
 ce que le Duc d'Anjou voulût s'assujettir à ce que la Reine souhai-
 toit, ni dissimuler sa Religion, pour jouir du simple Titre de Roi,
 qui ne suffisoit pas pour remplir son ambition. Cependant, les Mi-
 nistres souhaitoient avec tant d'ardeur que la Reine se mariât, qu'en-
 fin, ils la firent consentir à entrer en négociation avec la France sur
 ce sujet. Mais il y a beaucoup d'apparence, qu'elle ne donna son
 consentement, que dans la pensée qu'il seroit en son pouvoir de rom-
 pre la négociation quand elle le jugeroit à propos, par les difficultez
 qu'elle y seroit naitre. Elle ne découvrit pourtant pas ses sentimens
 à ses Ministres. Burghley crut pendant quelque tems, qu'elle agissoit
 tout de bon. Le Comte de Leicester n'en avoit pas tout à fait la mê-
 me opinion, & ne savoit ce qu'il en devoit croire. Quoi qu'il en
 soit, on fit entendre à la Reine, que Catherine de Medicis ayant bien
 compris les raisons qui lui avoient fait rejeter la proposition de son
 Mariage avec Charles IX., avoit insinué, que le Duc d'Anjou lui con-
 vien-

viendrait mieux. On lui dit de plus, que ce jeune Prince n'étoit nullement bigot, & qu'il ne seroit pas impossible de le porter à se ranger dans la Communion de l'Eglise Anglicane. Il ne s'agissoit donc plus que de ménager les choies d'une telle maniere, qu'il parût que la Cour de France faisoit les premieres avances, après quoi, on pourroit commencer à traiter. Ce fut dans cette vue que, dès le mois d'Août de l'année 1770, le Chevalier Norris fut rappelé de son Ambassade de France, pour faire place à *François Walsingham*, qui fut sans doute, jugé plus propre à bien ménager cette affaire; outre que c'étoit une créature du Lord Burghley, qui souhaitoit passionnément le Mariage.

ELISABETH
1571.

Walsingham
est envoyé
en Ambassa-
de en Fran-
ce.

Walsingham demeura tout le reste de l'année, & une partie de la suivante, à Paris, sans qu'on lui fît aucune ouverture sur ce sujet; & néanmoins, on parloit beaucoup de ce Mariage. Il en informa la Cour d'Angleterre, & bien-tôt après, il reçut une Instruction du Lord Burghley, portant, que si quelque personne considérable lui parloit de ce Mariage, il pouvoit répondre, que, sur le bruit qui en couroit depuis quelque tems, il avoit pris soin de s'informer de la disposition où la Reine se trouvoit à cet égard, & qu'il avoit appris, qu'ayant principalement en vue le bien de son Peuple, elle avoit résolu de se marier, si elle trouvoit un Parti sortable. Quelque tems après, le Lord *Buckburish* ayant été envoyé à Paris, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, le Roi Charles, & la Reine Catherine sa Mere, s'ouvrirent à lui sur ce sujet; & dès-lors on commença à entrer en négociation. Mais comme ce projet ne fut point exécuté, je me contenterai, sans entrer dans le détail de la négociation, d'indiquer ici les véritables causes de la rupture.

On com-
mence à né-
gocier le
Mariage.

Il est comme certain, que ni Elisabeth, ni la Cour de France, n'avoient aucune envie de conclure ce Mariage, quoiqu'il semblât qu'on le faisoit négocier sérieusement des deux côtés. Elisabeth trouvoit deux avantages dans cette feinte négociation. Le premier étoit, que par là, elle amusoit ses propres Ministres, qui la pressoient fortement de le marier. Le second, que ses ennemis croyant qu'effectivement ce Mariage alloit se conclure, devoient naturellement demeurer dans l'inaction. En effet, il n'y avoit point d'apparence qu'on pensât à l'attaquer dans un tems où on la voyoit sur le point de s'unir étroitement avec la France. Il falloit donc, pour mieux amuser ceux qui auroient pu former des complots contre elle, témoigner quelque ardeur pour ce Mariage, de peur que si elle agissoit dans cette affaire avec quelque nonchalance, on ne pénétrât ses plus secrètes pensées.

Charles IX.
& Elisabeth
dissimulent
également.
Raisons
d'Elisabeth.

D'un autre côté, la Cour de France n'avoit proposé ce Mariage, que pour amuser Elisabeth, & avec elle, tous les Protestans de l'Europe, mais particulièrement les Huguenots. Selon toutes les apparences, Charles IX. avoit déjà conçu le barbare complot qu'on vit éclorre l'année

Raisons de
Charles IX.

ELISABETH. 1571. l'année suivante. Mais ce n'étoit que le commencement d'un plus vaste projet, qui étoit, de détruire généralement tous les Protestans, & de tomber sur Elisabeth elle-même lorsqu'elle y penseroit le moins. Le Pape & le Roi d'Espagne étoient entrez dans ce dessein, & ne feignoient d'être allarmez de ce qui se négocioit à Paris, que pour mieux faire tomber dans le piège ceux qu'on avoit dessein de surprendre. Il falloit donc que la Cour de France parût souhaiter ce Mariage avec passion, & qu'elle se relâchât, autant qu'il étoit possible, mais sans rien conclure, sur l'article de la Religion. Ainsi, les difficultés qu'Elisabeth fit naître dans cette négociation, servirent merveilleusement aux desseins de la Cour de France, en ce qu'elles lui donnerent lieu de faire des avances capables d'en imposer au Public, & de faire juger qu'elle n'avoit aucun mauvais dessein contre la Religion Protestante. Par ce moyen, elle étoit toute forte de soupçon & à la Cour d'Angleterre, & aux Huguenots. En effet, il n'étoit gueres possible de deviner, que, dans le tems même que le Roi & la Reine sa Mere témoignoiient tant d'ardeur pour faire réussir le Mariage proposé, ils pensassent à exterminer tous les Huguenots du Royaume. Ils prenoient même un grand soin d'éloigner ce soupçon, par l'extrême dissimulation dont ils usoient à leur égard, en feignant de prêter l'oreille aux Chefs des Huguenots, & d'avoir en eux une parfaite confiance. Cependant, malgré toutes les précautions dont la Cour de France usoit pour cacher les desseins, elle ne laissoit pas, pendant toute la négociation, de donner de grands soupçons à Elisabeth, par les fortes & fréquentes instances qu'elle faisoit pour obtenir la liberté de la Reine d'Ecosse. Elisabeth ne pouvoit rien comprendre à cette manière d'agir. Il lui sembloit, que le Roi de France lui ayant fait proposer le Mariage avec le Duc d'Anjou, & une étroite Alliance entre les deux Couronnes, auroit dû être entièrement dans ses intérêts; au-lieu qu'elle lui voyoit prendre à cœur ceux de Marie, qui étoient directement opposés. Elle découvrit même en ce tems-là, que la France entroit secrètement dans les projets de Marie, ce qu'elle ne pouvoit accorder avec le dessein du Mariage & de l'Alliance. Cela fut causé qu'elle fit entendre assez souvent au Roi & à la Reine sa Mere, qu'elle se trouvoit offensée de leur conduite. Mais on répondoit à cela par des protestations d'amitié, d'estime & de considération pour elle, & on s'excusoit sur ce que Marie étant Reine Douairière de France, on ne pouvoit moins faire que de solliciter en sa faveur. Charles ne faisoit pas même difficulté d'avouer en secret, que ce qu'il faisoit n'étoit que pour la forme, afin qu'il ne parût pas qu'il abandonnoit entièrement cette malheureuse Reine. On trouvera peut-être étrange, que ce Prince ne pousât pas sa dissimulation jusqu'à déclarer ouvertement, qu'il ne se soucioit plus des intérêts de Marie: mais cette Politique auroit tout gâté. Le but de la Ligue de Religion étoit d'exterminer tout d'un coup les Huguenots, afin que n'ayant

n'ayant plus à craindre aucune diversion en France, on pût porter les armes Catholiques en Angleterre. Si donc on avoit pu obtenir le rétablissement de Marie sur le Trône d'Ecosse, soit par un Traité, ou par des sollicitations, ou par d'autres moyens, on auroit trouvé de grandes facilités à envahir l'Angleterre de ce côté-là, pendant qu'on auroit excité des soulèvemens dans le dedans du Royaume. C'étoit là le plan qui avoit été formé dès le commencement du Règne d'Elisabeth. Pour attaquer l'Angleterre du côté de la Mer, il auroit fallu faire des dépenses prodigieuses, outre qu'une telle entreprise étoit sujette à de grands inconvéniens, ainsi que Philippe II. l'éprouva dans la suite. Il n'y avoit donc que l'Ecosse qui pût fournir un passage : mais il falloit pour cela que ce Royaume fût gouverné par des gens affectionnez à la Religion Catholique. C'étoit là le but de toutes les intrigues, ou publiques ou secrètes, pour le rétablissement de la Reine d'Ecosse. Je suis persuadé que ceux qui ont fait entendre, que la pitié pour cette Reine faisoit agir ses amis en sa faveur, n'ont pas eu une juste idée de ces mouvemens extraordinaires qu'on se donnoit sans cesse pour elle. Je ne veux pourtant pas nier qu'entre ceux qui la servoient, il ne s'en trouvât quelques-uns qui agissoient par ce motif : mais ce n'étoit par là la pensée de ceux qui dirigeoient les affaires. Dans l'intention de ceux-ci, le rétablissement de Marie n'étoit qu'un moyen pour exécuter de plus grands projets.

Il est donc certain, que la Cour de France ne pensa jamais sérieusement à conclure le Mariage proposé, & selon les apparences, la Reine elle-même n'y étoit pas plus disposée, quoique ses Ministres fissent tous les efforts possibles pour la déterminer. Comme elle avoit d'abord déclaré, par la bouche de Walsingham, qu'elle n'accorderoit point au Duc d'Anjou l'exercice de sa Religion, la Cour de France ne crut pas risquer beaucoup en faisant quelques avances par rapport à cet article, puisqu'elle étoit comme assurée d'y trouver un sujet de rupture, aussi bien qu'un prétexte continuel de faire durer la négociation autant qu'elle le jugeroit nécessaire. Le Duc d'Anjou se réduisit donc par degrés, à se contenter d'avoir une petite Chapelle en quelque endroit secret du Palais, pour y faire ses dévotions; & l'Ambassadeur de France à Londres eut ordre de protester, que le Duc ne pouvoit se contenter de moins, & de demander une réponse positive dans dix jours. Jusqu'alors, la Reine avoit refusé de consentir que le Duc eût aucun exercice de sa Religion : elle avoit même prétendu qu'il l'accompagneroit quand elle iroit à la Chapelle, & qu'il assisteroit au Service. Il s'agissoit donc de répondre à cette proposition du Duc, qui vrai-semblablement devoit être la dernière. Mais, pendant qu'elle déliberoit sur cette réponse, l'Ambassadeur de France fit voir à quelque personne distinguée de la Cour, des Lettres qu'il avoit reçues de Paris, par lesquelles il paroissoit que la Cour de France n'insistoit pas sur cet article, aussi fortement qu'on vouloit

ELISA;
BETH.
1571.

On ne peut
convenir sur
l'article de la
Religion.

ELISA- le faire accroire. D'un autre côté, le Lord Burghley fut informé
BETH. par un François de considération, que si la Reine le tenoit ferme, la
 1571. Cour de France cederoit enfin. De plus, Walsingham écrivoit de Paris, que le Duc de Montmorency avoit opiné dans le Conseil, qu'il seroit bon de ne faire aucune mention de la Religion, dans le Traité de Mariage; ce qui étoit la même chose que de laisser cet article à la disposition de la Reine. Toutes ces insinuations étoient autant de pièges que la Cour de France tendoit à la Reine, pour la porter à refuser un article qui paroïssoit si équitable, & afin qu'il parût que la rupture ne venoit point du côté du Duc. Elle s'y laissa surprendre, & dans sa réponse, elle ne se désista point de ses prétentions.

L'obstination d'Elisabeth faisant comprendre au Roi de France, qu'il pouvoit faire encore un pas plus avant, il fit proposer de laisser l'article de la Religion indéci. Mais Elisabeth ne voulut pas y consentir, disant, que ce seroit un moyen infaillible pour la brouiller avec son Epoux. Enfin, la Cour de France alla jusqu'à se contenter, que la Reine promit par un Ecrit signé de sa main, que le Duc d'Anjou ne seroit pas poursuivi selon les Loix d'Angleterre, s'il exerçoit sa Religion secrètement dans une Chapelle privée. Sur cela, Elisabeth, après beaucoup de difficultés, consentit enfin à ceci.

Que si le Duc d'Anjou vouloit bien s'engager à l'accompagner quand elle iroit à sa Chapelle, & à ne pas refuser les instructions de l'Eglise Anglicane; elle vouloit bien consentir, qui ni lui-même, ni aucun de ses Domestiques, ne fussent point contraints contre leur conscience à se conformer à la Religion Anglicane, jusqu'à ce qu'ils fussent autrement persuadés. De plus, que ni lui ni ses Domestiques, du nombre desquels on contiendrait, ne seroient inquiétés pour avoir observé des Cérémonies Ecclésiastiques différentes de celles qui étoient autorisées par les Loix, pourvu qu'elles ne fussent pas contraires à la Parole de Dieu, & que cela se fit dans un lieu secret, pour la satisfaction de leurs consciences, & de telle manière, que les Sujets n'en pussent prendre occasion de violer les Loix Ecclésiastiques du Royaume. Ce ne fut qu'avec peine, que l'Ambassadeur de France obtint que ces mots, contraires à la Parole de Dieu, fussent changés en ceux-ci, contraires à l'Eglise de Dieu.

Il est aisé de comprendre, que, dans le tems même qu'Elisabeth paroïssoit se relâcher un peu sur cet article, elle y ajoutoit des restrictions qui demandoient de l'explication, & qui lui laissoient une porte ouverte pour se dédire, en cas qu'on l'eût prise au mot. On peut donc inférer de là, qu'elle n'insistoit tant sur l'article de la Religion, que parce qu'elle le jugeoit propre à s'en servir pour rompre la négociation. Aussi voit-on dans les Mémoires de Walsingham, que le Comte de Leicester & le Lord Burghley s'étoient enfin convaincus qu'elle n'avoit aucune envie de se marier.

L'affair

L'affaire étant en ces termes, Charles IX. fit dire à la Reine, par La Mothe Fenelon son Ambassadeur, qu'il trouvoit sa réponse fort dure, & qu'il la prioit de lui envoyer quelque personne de confiance, pour achever de régler avec lui tout ce qui regardoit le Mariage. Elisabeth répondit, qu'elle ne pouvoit passer à aucun autre article, sans favori premierement, si l'intention du Roi & du Duc étoit d'accepter celui qu'elle avoit proposé par rapport à la Religion. Ainsi, l'affaire en demeura là. Charles seignit toujours d'attendre cette personne de confiance qu'il avoit demandée, & la Reine prétendit, qu'elle attendoit que la Cour de France acceptât l'article touchant la Religion, tel qu'elle l'avoit envoyé. Cette négociation dura depuis le mois de Mars, jusqu'au mois de Septembre, sans que sa rupture alterât la bonne intelligence entre les deux Cours. Au contraire, Charles fit remercier la Reine de ce qu'elle avoit agi avec beaucoup de franchise, & sans plus parler du Mariage, il souhaita de faire une Ligue défensive avec elle. Elisabeth l'accepta volontiers. Comme elle n'avoit aucun Allié, il étoit de son intérêt de s'unir avec la France, tant pour détacher cette Couronne des intérêts de la Reine d'Ecosse, que pour intimider le Pape, le Roi d'Espagne & les Catholiques Anglois, par cette Alliance. Mais elle ignoroit que le but de Charles n'étoit que de l'amuser, & d'endormir les Huguenots, dont la ruine étoit résolue, quoiqu'il affectât de les caresser, & de vouloir se servir d'eux pour exécuter les prétendus projets qu'il formoit contre l'Espagne. Quoi qu'il en soit, Elisabeth envoya en France, le Secrétaire *Thomas Smith*, pour y négocier cette Ligue, conjointement avec *Walsingham*.

Pendant qu'on traitoit à Paris le Mariage de la Reine avec le Duc d'Anjou, & que des deux côtes, on affectoit de publier qu'il seroit bien-tôt conclu, la Reine d'Ecosse se trouvoit dans une fâcheuse situation, parce qu'elle voyoit bien que la France alloit être perdue pour elle. Cela l'obligea sans doute à se tourner du côté de l'Espagne, pour tâcher d'en tirer les secours dont elle avoit besoin. Dans cette vue, elle envoya *Ridolfi* au Pape & au Roi d'Espagne, pour les instruire de l'état de ses affaires. En même tems, elle écrivit au Duc de Norfolk, & lui envoya en chiffre la Copie des Lettres qu'elle écrivoit à Rome & à Madrid, en lui recommandant *Ridolfi* comme un homme de confiance, auquel elle le prioit de donner des Lettres de créance. Le Duc ayant reçu ces Lettres, les fit déchiffrer par *Higford* son Secrétaire, qui en avoit la Clef, après quoi, il lui ordonna de les jeter au feu. Mais, soit que *Higford* eût été déjà gagné par la Cour, ou qu'il eût conçu le dessein de trahir son Maître, il cacha tous ces Papiers sous les nattes de sa Chambre.

Ridolfi, qui étoit un Agent secret du Pape, fit tout ce qu'il put pour persuader au Duc de Norfolk d'entreprendre la défense de la Reine d'Ecosse. Il lui représenta, qu'il y avoit en Angleterre un très grand

ELI^{SA}-
BETH.
1571.
La négocia-
tion se
rompt.

La Reine
d'Ecosse se
tourne du
côté de l'Es-
pagne.
*Annales de
Cambden.*
Elle em-
ploie *Ridol-*
fi Floren-
tin.

On renvoya
le Duc de
Norfolk
dans les in-
térêts de Ma-
grand

ELISA- grand nombre de mécontents qui seroient ravis de l'avoir pour Chef,
BETH. & que, par ce moyen, il pourroit se venger des injures qu'il avoit
 1574. reçues, & de la longue prison où il avoit été détenu. Il lui fit es-
 perer de puissans secours de la part du Pape & du Roi d'Espagne;
 ajoutant, qu'en cela, il ne feroit aucun tort à Elisabeth, puisqu'il
 ne s'agissoit que d'obtenir son consentement pour qu'il pût épou-
 ser la Reine d'Ecosse, & pour l'obliger à tolérer la Religion Ca-
 tholique en Angleterre. Dans le même tems, l'Evêque de Ross
 faisoit souvent dire au Duc, par *Parker* l'un de ses Confidens,
 que, par le moyen de ses amis qui étoient en très grand nombre, il lui
 seroit aisé de surprendre la Reine, de se rendre maître de sa person-
 ne, & de la retenir en arrêt, jusqu'à ce qu'il eût épousé la Reine
 d'Ecosse, & pourvu à la sûreté de la Religion Catholique. Mais le
 Duc rejetta le projet de l'Evêque de Ross, & refusa même de donner
 à *Ridolfi* les Lettres de créance qu'il lui demandoit pour les Cours
 de Rome & de Madrid, & pour le Duc d'Albe. Mais, quoiqu'on
 ne sache pas bien le détail de toutes les démarches du Duc de Nor-
 folck dans cette affaire, il est pourtant certain qu'il ne s'y engagea
 que trop avant, dans l'esperance d'épouser la Reine d'Ecosse. Avec
 tout cela, on ne sauroit bien comprendre par quels moyens il prétend-
 oit venir à bout de son entreprise, ni ce qu'il avoit dessein de fai-
 re, après avoir épousé la Reine d'Ecosse. Il est pourtant aisé de ju-
 ger, que le Pape & le Roi d'Espagne, qui faisoient agir *Ridolfi* &
 l'Evêque de Ross, ne se seroient pas avisés d'employer le Duc de Nor-
 folck, s'ils n'eussent pas eu des assurances de sa part, qu'il se confor-
 merait à leurs intentions.

Les intri-
 gues de Ri-
 dolfi sont
 en partie dé-
 couvertes.

Ridolfi, ayant conféré avec le Pape & avec le Duc d'Albe, infor-
 ma un Domestique de la Reine d'Ecosse, nommé *Baillif*, de ce qu'il
 avoit négocié, & comme cet homme devoit passer en Angleterre, il
 le chargea de diverses Lettres, pour la Reine d'Ecosse, pour l'Ambas-
 sadeur d'Espagne, pour l'Evêque de Ross, & pour le Duc de
 Norfolk. *Baillif* ne fut pas plutôt arrivé en Angleterre, qu'il fut
 arrêté. On lui enleva son paquet, qu'on envoya d'abord au Baron de
Cobham, Gouverneur des Cinq Ports. Mais l'Evêque de Ross ayant
 été informé de cet accident, fut si bien tourner le Baron de *Cobham*
 qui étoit partisan secret du Duc de Norfolk, que les Lettres furent
 changées, & qu'on en mit à leur place d'autres qui ne contenoient rien
 d'important ni de criminel, & qui furent envoyées à la Cour. Cela
 n'empêcha pas que *Baillif* ne fût appliqué à la question, où il avoua,
 que les véritables Lettres étoient entre les mains de l'Evêque de
 Ross. Mais ce Prélat avoit déjà pris soin de se débarrasser de tous les Pa-
 pier qui pouvoient lui nuire, & de les envoyer au-delà de la mer avec
 son Secrétaire. Ainsi on ne trouva rien chez lui de ce qu'on cher-
 chait, & néanmoins, il fut arrêté, & donné en garde à l'Evêque
 d'Ély.

Peu

Peu de tems après, la Cour fit une nouvelle-découverte, qui fut funeste au Duc de Norfolk. L'Ambassadeur de France voulant faire toucher quelque argent en Ecosse aux partisans de la Reine, s'adressa au Duc de Norfolk, qui le fit mettre entre les mains de *Higford* & de *Parker*, pour le remettre à un nommé *Brown*, qui devoit le faire tenir à *Leuther* & à *Bannister*, & ceux-ci avoient ordre de l'envoyer au Lord *Herris. Brown*, qui n'étoit pas du secret, ayant reçu cette somme bien empaquetée, & ayant connu par le poids, que c'étoit de l'or, au-lieu qu'on avoit voulu lui faire accroire que c'étoit de l'argent, alla la porter à un Secrétaire d'Etat. Le Paquet ayant été ouvert, on y trouva une Lettre en Chiffre que La Mothe Fenelon écrivoit à Verac Ambassadeur de France en Ecosse. Sur cela, Higford, Secrétaire du Duc de Norfolk, ayant été arrêté, confessa d'abord, que cette somme lui avoit été remise par l'Ambassadeur de France. Il découvrit aussi le lieu où étoient cachez les Papiers venant de la Reine d'Ecosse, que le Duc son Maître lui avoit fait déchiffrer & transcrire. C'en fut assez pour faire arrêter le Duc de Norfolk, qui fut conduit à la Tour, le 17. de Septembre. On trouva sur lui un long Mémoire en Chiffre daté du 7. de Février de cette même année, dans lequel la Reine d'Ecosse lui disoit, qu'on lui conseilloit de se retirer plutôt en Espagne qu'en France, à cause du Mariage du Duc d'Anjou avec Elisabeth, dont on parloit beaucoup. Elle ajoutoit, que quand elle seroit en Espagne, elle feindroit de vouloir épouser D. Jean d'Austriche: mais que le Duc ne devoit pas s'en allarmier, parce qu'elle se reservoit pour lui. Enfin, après avoir parlé d'Elisabeth en termes fort offensans, elle prioit le Duc de faire partir Ridolfi pour Rome, & de lui donner des Instructions.

Le Duc de Norfolk ayant été interrogé, avoua, que depuis un an, il avoit reçu quatre Lettres en Chiffre de la Reine d'Ecosse, & qu'il y avoit répondu: mais il dit que ce n'étoit que pour la remercier de sa bienveillance, & pour l'exhorter à ne dépendre que de la Reine. Il dit de plus, que l'Evêque de Ross l'ayant pressé d'écrire au Duc d'Albe par Ridolfi, il l'avoit refusé, & n'avoit pas voulu lui donner aucune Instruction sur l'affaire qui le faisoit aller à Rome. Il avoua encore, qu'il avoit aidé à faire tenir à Verac une Lettre de l'Ambassadeur de France résidant à Londres. Quant aux Papiers qu'il avoit reçus de la Reine d'Ecosse par Ridolfi, il dit qu'ils avoient été brûlez, comme il le croyoit effectivement. Ensuite on fouilla sa maison, & on y trouva le Chiffre dont la Reine d'Ecosse & lui se servoient, & les Papiers qui avoient été cachez par le Secrétaire. Quelques-uns des complices qui avoient été arrêtez, avouèrent tout ce qu'ils savoient, sans qu'il fût nécessaire de les appliquer à la question.

Pendant qu'on ramassoit des preuves contre le Duc de Norfolk, pour lui faire son procès, le Conseil délibéra sur ce qu'il y avoit à faire.

F L I S A -
B E T I I .

1571.

La Cour
découvre les
desins du
Duc de Nor-
folk.Il est mis à
la Tour.Le Duc
avoue une
partie de ce
dont on l'accuse.Consulta-
tion tou-
chant l'Evê-
que de Ross.
re

ELISA^{re} touchant l'Evêque de Ross. Il prenoit la qualité d'Ambassadeur de la Reine d'Ecosse, & vraisemblablement, il avoit été reconnu pour tel, Elisabeth n'ayant pas jugé à propos de refuser à Marie la qualité de Reine, ni d'avouer ouvertement qu'elle étoit prisonnière. Ainsi, le cas qui se présentoit étant fort extraordinaire, les Juges du Royaume furent consultez sur trois Questions. La premiere, si un Ambassadeur convaincu d'avoir conspiré contre le Prince auquel il est envoyé, doit être maintenu dans ses prérogatives. Les Juges répondirent, que, selon le Droit des Gens, il en étoit déchu. La seconde fut, si un Prince déposé peut donner à son Procureur, ou Agent, le Titre d'Ambassadeur. La réponse portoit, que le droit d'envoyer des Ambassadeurs n'appartenoit qu'à des Souverains, & qu'un Prince *légitimement* déposé ne pouvoit pas conférer ce Caractere. Il faut remarquer, qu'Elisabeth n'avoit pas reconnu que Marie eût été légitimement déposée. La troisieme Question fut, si un Prince venu dans les Etats d'un autre Prince, & qui y est détenu en prison, peut y avoir un Agent, & si cet Agent peut prendre le Titre d'Ambassadeur, quoiqu'on lui ait notifié qu'il ne sera plus reconnu pour tel. Les Juges répondirent, qu'un Prince avoit le droit de chasser un Ambassadeur de ses Etats, s'il ne se contenoit pas dans les bornes de son Emploi: mais que néanmoins, les privileges des Ambassadeurs ne devoient pas être violez.

Il est mené
devant le
Conseil.
Ses défenses.

Il est envoyé
à la Tour, &
y est exami-
né.

Ces Questions étant ainsi décidées, l'Evêque de Ross fut amené devant le Conseil & accusé d'avoir entrepris de troubler la tranquillité du Royaume. Il refusa d'abord de répondre, en faisant valoir les privileges des Ambassadeurs. Mais dans la suite, voyant qu'on ne faisoit pas beaucoup d'attention à cette défense, & qu'on commençoit à lui produire des témoins, il dit, que, par une coutume inviolable qui avoit force de Loi, les Anglois & les Ecossois ne pouvoient pas servir de témoins les uns contre les autres. Sur cela, on examina si cette coutume devoit avoir lieu ailleurs que sur les frontieres, principalement, dans un cas où il s'agissoit de la sûreté de la Reine & du Royaume. Enfin, l'Evêque fut envoyé à la Tour, & quelque tems après, on l'interrogea sur vingt & trois articles, à chacun desquels il répondit en détail: mais Camden n'a pas jugé à propos de rapporter l'Interrogatoire ni les Défenses. Il dit seulement en général, que l'Evêque excusa la Reine sa Maitresse, sur ce qu'étant en prison & à la fleur de son âge, on ne devoit pas trouver étrange qu'elle fit des efforts pour se sauver: que le projet de son Mariage avoit été fait par les avis de plusieurs Seigneurs Anglois, dont quelques-uns étoient Membres du Conseil Privé: que véritablement, le Duc de Norfolk avoit promis de ne penser plus à ce Mariage; mais que cette promesse n'étoit pas capable de rompre un engagement antérieur à ce

serment (1). Enfin, il tâcha de justifier sa propre conduite, sur ce qu'étant Ambassadeur, il étoit obligé de servir la Reine la Maitresse, de tout son pouvoir. Il ajouta, qu'il n'avoit proposé au Duc de Norfolk de se saisir de la personne de la Reine, que pour l'éprouver, & il refusa de nommer les Grands qui avoient promis leur secours pour exécuter ce dessein. Il dit seulement, que par ordre de la Reine la Maitresse, il avoit consulté le Comte d'Arundel, Lumley, Trachmorton, & Montaigu, sur la demande que faisoit la Reine d'Angleterre, qu'on lui livrât le Roi d'Ecosse. C'est là tout ce que Cambden rapporte, de la défense de l'Evêque de Ross. Mais il y a quelque apparence, que la crainte de la mort dont il étoit menacé, lui fit découvrir certaines choses que Cambden n'a pas jugé à propos de publier, comme on en verra quelque indice dans la suite.

La prison du Duc de Norfolk faisant grand bruit en France & ailleurs, Elisabeth en fit communiquer les raisons à Charles IX. par *Kiligrew*, qu'elle envoyoit à Paris pour soulager *Walsingham* qui étoit malade. Ce nouvel Ambassadeur dit de sa part à la Reine Mere, qu'il y avoit environ deux ans, que la Reine d'Ecosse, sans lui en avoir donné aucune connoissance, avoit voulu épouser le Duc de Norfolk, & que par cette raison, le Duc avoit été mis à la Tour, sans être pourtant privé de la jouissance de ses biens: Qu'ensuite, le Duc avoit promis avec serment, de ne penser plus à ce Mariage, & que la Reine d'Ecosse, tant par ses Lettres que par le ministère de ses Agens, s'étoit engagée à la même chose: Que néanmoins, ils avoient toujours continué leurs pratiques, comme il étoit aisé de le prouver par leurs propres Lettres: Que, sous couleur de n'avoir pour but que de délivrer la Reine d'Ecosse, ils avoient projeté de la mettre sur le Trône d'Angleterre, en excitant un soulèvement dans le Royaume, & en y faisant venir des Troupes étrangères: que leurs Lettres, & les témoignages de leurs complices, prouvoient cela clairement: Que la Reine d'Ecosse avoit expressément ordonné à ses Agens, de cacher ses desseins à la Cour de France, parce qu'elle s'étoit entièrement dévouée à l'Espagne, ayant même pris la résolution de faire transporter son Fils en ce Pais-là, & d'épouser D. Jean d'Au-
triche.

Dans la situation où la Cour de France se trouvoit, elle ne fit pas beaucoup d'attention aux plaintes d'Elisabeth contre la Reine d'Ecosse. Mais le Parlement d'Angleterre prit extrêmement à cœur les intérêts de la Reine, & pour prévenir les dangers auxquels ces com-
plots l'exposoient, il fit un Statut très remarquable. Dans ce Statut, il

La Reine
fait informer
la Cour de
France, de
l'affaire du
Duc de Nor-
folk.

Statut pour
maintenir les
droits de la
Reine.

(1) Si *Bothwel* a vécu dix ans en Danemarck, comme *Cambden* le dit en un autre endroit, on ne comprend pas comment la Reine Marie avoit pu s'engager par serment à épouser le Duc de Norfolk en 1570, puisque *Bothwel* étoit encore en vie.

ELISA-
BETH.
1571.

il condamnoit à de grandes peines ceux qui attenteroient quelque chose, soit contre la personne de la Reine, ou pour lui enlever quelque partie de sa Souveraineté: ceux qui lui feroient la Guerre, ou qui exciteroient les autres à prendre les armes contre elle: ceux qui oseroient avancer que la Couronne appartenoit à un autre plus légitimement qu'à elle: ceux qui diroient qu'elle étoit Infidèle, Hérétique, ou Schismatique: ceux qui usurperoient ses Droits ou son Titre, pendant sa vie: ceux qui affirmeroient, que le Parlement n'a pas le droit de régler & de restreindre la Succession à la Couronne. Enfin, le Parlement déclara coupables de Haute Trahison, ceux qui recevoient des Bulles ou des Mandats du Pape, & ordonna la confiscation des biens & la prison perpétuelle, contre ceux qui porteroient dans le Royaume des *Grains bénits*, des *Agnus Dei*, ou autres telles choses consacrées à Rome. Il fut aussi ordonné, que tous les fugitifs seroient rappelés, pour venir faire leurs soumissions au Gouvernement, & que tous les transports frauduleux de leurs biens seroient annulés. On proposa aussi de faire un Acte pour déclarer, que si à l'avenir, la Reine d'Ecosse trempoit dans quelque Conspiration, on agiroit contre elle, comme contre la Femme d'un Pair du Royaume. Mais la Reine empêcha qu'on ne fit cet Acte, se contentant d'avoir fait connoître à la Prisonnière à quoi elle s'exposeroit, si elle continuoît ses pratiques.

Suite des
affaires d'E-
cosse.

Avant que de voir la suite des découvertes qu'on venoit de faire, il est nécessaire de parcourir ce qui s'étoit passé en Ecosse, depuis le retour du Comte de Morton. Au commencement du mois de Mai, le Parti de la Reine se rendit maître d'Edimbourg, par le secours du Lord Grangy qui le favorisoit, quoiqu'il prétendît garder le Château pour le Roi. Ce coup étant fait, les Chefs de ce Parti y convoquèrent leurs Etats composés de gens de leur Faction, & dans le même tems, le Comte de Lenox convoqua les Etats du Parti du Roi, dans un des Fauxbourgs de la même Ville. Ces deux Assemblées ne firent autre chose que de se condamner réciproquement, & comme si elles se fussent donné le mot, elles résolurent chacune à part, de se rassembler au mois d'Août, savoir, les Etats du Roi à Sterlyn, & ceux de la Reine à Edimbourg. Ces résolutions s'étant exécutées dans le tems marqué, ceux qui étoient à Edimbourg formèrent le projet d'aller enlever les Grands du Parti contraire, qui se tenoient à Sterlyn sans aucune précaution. Melvil assure, que ce fut Grangy son ami qui en conçut le dessein, qui en fit le plan, & qui donna les directions nécessaires pour faire réussir l'entreprise. Il vouloit lui-même se mettre à la tête: mais ses amis ne voulurent pas permettre qu'il s'exposât au danger. C'est ce même Grangy, que Melvil veut faire regarder comme un homme neutre, & n'ayant uniquement en vue que le bien de la Patrie. Ce projet fut exécuté avec tant de conduite & de bonheur, que le Régent & le Comte de Morton furent d'abord

faits

Buchanan.
Melvil.

faits prisonniers. Selon les apparences, peu de Grands du Parti du Roi auroient échappé, si les soldats victorieux ne se fussent pas amusez au pillage. Mais, pendant qu'ils se dispersoient dans la Ville, le Comte de Marr fortit du Château avec sa Garnison, & les contraignit de se retirer. Dans ce desordre, le Comte de Morton eut le bonheur de se sauver; mais le Régent fut emmené, & tué de sang froid en chemin par un homme apôlé, malgré l'Officier qui l'avoit en garde. Peu de jours après, le Comte de Marr fut élu Régent, à la grande mortification du Comte de Morton qui avoit aspiré à cette Dignité, & qui avoit été appuyé par l'Ambassadeur d'Angleterre.

ELISABETH.
1571.

Le Comte de Lenox est tué, & le Comte de Marr est élu Régent.

Pour bien comprendre la situation des affaires d'Ecosse, il est nécessaire de considérer, qu'encore qu'il ne parût que deux Partis dans ce Royaume, savoir celui du Roi & celui de la Reine, il y en avoit pourtant cinq, parce qu'il y avoit autant de sentimens dans l'un & dans l'autre, ce qui faisoit que les Membres d'un même Parti n'alloient pas tous au même but. Les uns étoient absolument attachés à la Reine, & avoient pour but principal de rétablir la Religion Catholique. Les autres tenoient violemment le parti du Roi & de la Religion Protestante. Le nouveau Régent, ainsi que son Prédécesseur, souhaitoit de réunir les deux Factions, & travailloit à faire en sorte que tout le monde se soumit au Roi; à quoi il eseroit de réussir, en accordant aux partisans de la Reine, toutes les faveurs qu'ils pouvoient raisonnablement attendre. Grangy & ses amis avoient formé le même plan de réunir les deux Factions, mais de telle sorte, que le Royaume fût gouverné au nom de la Reine. Enfin, le Comte de Morton, qui étoit pensionnaire de la Cour d'Angleterre, étoit à la tête d'un cinquième Parti, qui, bien que rangé extérieurement dans celui du Roi, ne cherchoit qu'à traverser ceux qui travailloient à réunir les deux Factions. C'étoit là proprement le Parti d'Elisabeth, ou du moins, celui qu'elle favorisoit le plus, quoiqu'elle affectât la neutralité. Elle se servoit pour le fortifier, du ministre de Randolph son Ambassadeur, homme d'un grand génie, & très propre à l'Emploi qu'il exerçoit. Rien ne pouvoit être plus préjudiciable à l'Angleterre, que la réunion des deux Partis à laquelle on travailloit, de quelque manière qu'elle se fit. Il étoit à craindre, qu'après cette réunion, ceux qui favorisoient la Reine Marie ne se rendissent trop puissans dans les Etats, & n'y fissent prendre des résolutions contraires aux intérêts d'Elisabeth & de l'Angleterre. Ainsi, la division entre les Ecossois étoit encore un bien pour Elisabeth, jusqu'à ce que les affaires eussent pris une autre face. Mais, comme le Comte de Marr, nouveau Régent, n'étoit pas un homme à se laisser diriger comme elle le souhaitoit, elle prenoit ses mesures par avance, pour faire au Comte de Morton un Parti capable d'être opposé au Régent, si la nécessité le demandoit. Tel étoit l'état des affaires d'Ecosse dans l'année 1571. Il faut voir présentement ce qui se passoit en France.

Observation sur les factions d'Ecosse.

Tom. VI.

R r

Pen-

ELISA
BETH.
1571.
Affaires de
France.
Mazarin.
Distin-
ction de Char-
les IX.

Pendant toute cette année, la Cour de France usa de la dissimulation la plus outrée, pour attirer les Huguenots dans ses pièges. Il n'y avoit de faveurs à la Cour, que pour eux. Le Roi feignoit de craindre le Duc d'Anjou son Frere, & d'être mécontent des Gueses, qui, selon qu'il l'avoit, le tenoient dans une honteuse captivité. Outre cela, il employa deux moyens très efficaces pour tromper l'Amiral. Le premier fut, de feindre qu'il avoit véritablement intention de faire la Guerre à l'Espagne, & qu'il vouloit lui en contier la conduite. Le second fut, de conclure le Mariage de la Princesse Marguerite sa Sœur, avec le Roi de Navarre. Après cela, l'Amiral & les Huguenots ne douterent plus que le Roi n'eût de très bons sentimens pour eux, d'autant plus qu'ils le voyoient travailler avec ardeur à conclure le Mariage du Duc d'Anjou avec la Reine d'Angleterre, & ceder par rapport à la Religion, autant qu'il étoit possible.

Affaires des
Pais-Bas.
Gruins.

Dans ce même tems, le Prince d'Orange tâchoit de mettre les Peuples des Pais-Bas en mouvement, ayant résolu de tenter quelque chose, pendant que les armes du Roi d'Espagne étoient occupées ailleurs contre les Infidels. Les Rois de Suede & de Danemarck lui ayant reusé du secours, il en fit demander à Elisabeth, qui n'osa lui en donner, quoiqu'elle n'ignorât pas les intelligences que le Duc d'Albe entretenoit en Ecosse & en Angleterre, avec les partisans de Marie. Elle fit même défendre ses Ports aux Vaisseaux de Hollande & de Zélande, qui agissoient contre l'Espagne. Dans cette extrémité, le Prince d'Orange envoya le Comte Louis son Frere au Roi Charles IX., qui le combla de caresses, & lui fit même une fausse confidence du prétendu dessein qu'il avoit de faire la Guerre à Philippe. Mais tout cela n'étoit que pour le tromper. Pendant ce tems-là, le Comte de la Marck, ayant assemblé vingt & quatre Vaisseaux, faisoit aux Espagnols tout le dommage qu'il pouvoit. C'étoit à cela qu'avoient abouti les efforts du Prince d'Orange, pendant cette année.

1572.
Le Duc de
Norfolk est
condamné à
mort.

Le 6. de Janvier 1572, le Duc de Norfolk comparut en Jugement devant les Pairs du Royaume. Son accusation portoit 1. qu'il avoit tenté de priver la Reine de la Couronne & de la vie, & de s'emparer lui-même du Trône par les secours des Etrangers. 2. Qu'à l'insu de la Reine, il avoit traité de son Mariage avec la Reine d'Ecosse, quoiqu'il n'ignorât pas qu'elle avoit usurpé le Titre de Reine d'Angleterre, & qu'elle en avoit pris les Armes. 3. Qu'il lui avoit prêté une somme d'argent considerable. 4. Qu'il avoit fourni de l'argent pour l'entretien des Comtes de Northumberland & de Westmorland, qui étoient bannis du Royaume, & déclarez ennemis de la Patrie. 5. Qu'il avoit écrit au Pape, au Roi d'Espagne, au Duc d'Albe, & leur avoit demandé du secours pour délivrer la Reine d'Ecosse, & pour rétablir la Religion Romaine en Angleterre. 6. Enfin, qu'il avoit

avoit donné du secours au Lord Herris, & à d'autres Ecoffois ennemis de l'Angleterre.

On peut dire qu'en général, le Duc se défendit très mal sur la plupart de ces articles. Mais il ne lui étoit pas facile de desavouer ce que ses propres Lettres, & les confessions de ses Domestiques & de ses Complices, prouvoient contre lui. D'ailleurs, une Lettre que l'Evêque de Rois avoit écrite de sa prison à la Reine d'Ecosse, & qui avoit été interceptée, faisoit voir bien clairement, que le Duc avoit conçu des desseins pernicieux contre le Gouvernement. Cambden n'a pas jugé à propos de rapporter ce que la Lettre de l'Evêque prisonnier contenoit. Il y a pourtant apparence qu'elle portoit coup, puisque le Duc voulut voir si elle étoit écrite de la propre main de ce Prélat. Lorsqu'il s'en fut convaincu par ses propres yeux, il se réduisit à la défense que l'Evêque avoit déjà employée, savoir, que le témoignage d'un Ecoffois contre un Anglois n'étoit pas valable. En cela ils prétendoient tous deux, sans fondement, tirer avantage d'une coutume qui s'étoit introduire sur les frontières des deux Royaumes, où, s'agissant presque toujours des dépredations qui se faisoient des deux côtés, le témoignage de l'une des Nations contre l'autre n'étoit pas reçu, parce qu'elles étoient Parties. Mais cette coutume n'étoit pas assez générale, pour pouvoir servir au Duc dans le cas dont il s'agissoit. Le fort de sa défense fut, qu'on ne pouvoit pas regarder comme un crime de Haute Trahison, le dessein qu'il avoit eu d'épouser la Reine d'Ecosse, ni tirer de ce projet cette conséquence, qu'il eût eu intention de s'emparer du Trône. Les Avocats de la Reine répondirent, que toutes les circonstances de cette affaire, & toutes les démarches du Duc, faisoient voir manifestement, que son intention ne se bornoit pas à épouser simplement une Reine dépouillée de sa Dignité, & confinée dans une prison: mais que, par les mesures qu'il avoit voulu prendre avec les Puissances étrangères, il paroissoit bien, qu'en épousant cette Reine, il avoit prétendu faire valoir les droits qu'elle s'attribuoit sur la Couronne d'Angleterre. Enfin, après un assez long examen, il fut condamné par les Pairs, comme coupable de Haute Trahison: mais la Sentence ne fut exécutée qu'au mois de Juin.

Dans cet intervalle, la Reine fit *Guillaume d'Evereux* Comte d'Essex. Il étoit descendu par Femmes de la noble Famille de *Bourcher*, qui avoit longtems possédé ce même Titre. Dans le même tems, le Baron de *Clinton* Grand Amiral fut créé Comte de *Lincoln*, & quatre autres reçurent le Titre de Barons, afin qu'ils pussent avoir place dans la Chambre Haute.

Le Parlement, ayant appris qu'il y avoit des complots formez pour délivrer le Duc de Norfolk, fit un Statut qui ordonnoit la peine de mort contre ceux qui attenteroient de délivrer un prisonnier condamné pour crime de Haute Trahison. Le même Acte ordonnoit la

ELISA-
BETH.
1572.

Créations
de Pairs.

Statut à
l'occasion du
Duc de Nor-
folk.

ELISABETH. prison perpétuelle & la confiscation des biens, si celui qu'on entreprendroit de délivrer étoit seulement accusé de Haute Trahison, quo qu'il ne fût pas condamné.

1572.
Le Duc est
exécuté.

Enfin, la Reine, après avoir longtems balancé, signa un Ordre pour faire exécuter le Duc de Norfolk, le 5. de Juin. Il avoua une partie de ses fautes, il s'excusa sur les autres dont il avoit été accusé, & en général, il reconnut qu'il avoit été justement condamné. Mais il déclara, qu'il n'avoit jamais eu la pensée de rétablir la Religion Romaine en Angleterre, & qu'il mouroit Protestant. Il étoit Fils du Comte de *Surrey*, qui avoit été décapité dans les derniers jours du Regne de Henri VIII. pour avoir pris les Armes d'Angleterre, sans la permission du Roi. Tous ceux de cette Maison avoient été fort attachés à la Religion Catholique, excepté celui-ci, qui avoit embrassé la Protestante au commencement du Regne d'Elisabeth. Puisqu'il déclara qu'il mouroit dans cette Religion, je ne vois pas qu'on pût, avec raison, douter de sa bonne foi. Mais qui peut savoir jusqu'où son ambition l'auroit poussé, s'il eût vu plus de jour à réussir dans ses projets? Du moins, on ne peut disconvenir, que ceux qui le faisoient agir ne crussent avoir lieu de compter sur lui. Au reste, si quelqu'un doutoit que le but de cette Conspiration fût de rétablir la Religion Romaine en Angleterre, il pourroit s'en convaincre par le témoignage de *Hierôme Catena*, dans la Vie du Pape Pie V. Bien loin de justifier le Pape sur ce sujet, l'Auteur lui fait une grande gloire d'en avoir été le promoteur, & d'avoir envoyé *Ridolfi* en Angleterre, pour exciter les Anglois à se revolter contre Elisabeth.

Elisabeth
fait interro-
ger la Reine
d'Ecosse.
Cambden.

Deux jours après la mort du Duc de Norfolk, Elisabeth envoya deux de ses Confessiers Privez à la Reine d'Ecosse, non pas pour l'accuser criminellement, comme *Cambden* l'assure, mais pour l'informer de ce qui s'étoit trouvé à sa charge dans le procès du Duc & de ses complices, & pour lui dire que la Reine seroit bien aise qu'elle pût se justifier. C'étoit principalement, pour lui faire connoître qu'on étoit instruit de ses intrigues, & que c'étoit par cette raison qu'elle avoit été plus étroitement resserrée, & réduite à un plus petit nombre de Domestiques. On étoit aussi bien aise de lui faire comprendre, qu'on avoit de bons espions, & qu'on savoit bien que ce n'étoit pas simplement pour lui procurer sa liberté, que tant de Puissances s'employoient pour elle, mais plutôt pour la mettre sur le Trône d'Angleterre. Pour cet effet, les deux Confessiers lui représentèrent, que premièrement, elle avoit pris le Titre de Reine d'Angleterre, & qu'ensuite, elle avoit toujours refusé de ratifier le Traité d'Edimbourg, par lequel elle s'étoit engagée à le quitter. En second lieu, qu'elle avoit voulu se marier avec le Duc de Norfolk à l'insu de la Reine, & qu'il y avoit lieu de croire que c'étoit en vue de la détrôner, puisqu'elle avoit voulu se servir de forces étrangères pour tirer le Duc de prison. 3. Qu'elle avoit eu beaucoup de part à la Revolte du Nord. 4. Qu'elle avoit
assisté.

assisté les Rebelles en Ecosse & dans les Pais-Bas. 5. Qu'elle avoit envoyé Ridolfi au Pape & au Roi d'Espagne, pour les solliciter à envahir l'Angleterre. 6. Qu'elle avoit reçu des Lettres du Pape, par lesquelles il l'assuroit de sa protection. 7. Qu'elle avoit procuré la Bulle qui déclaroit les Sujets de la Reine déliés de leur serment de fidélité. 8. Enfin, quelle avoit souffert que ses Agens dans les Pais étrangers, lui donnaient publiquement le Titre de Reine d'Angleterre. Tous ces faits n'étoient que trop vrais: mais comme il n'étoit pas facile de la convaincre qu'elle eût agi dans l'intention qu'on lui attribuoit, ce fut sur cela qu'elle se retrancha dans sa réponse, qui portoit en substance :

ELISABETH.
1572.

Que si elle avoit pris le Titre de Reine d'Angleterre, ce n'avoit été que par l'ordre du Roi de France son Epoux, & qu'elle l'avoit quitté après la mort de ce Prince: qu'elle avoit même déclaré, & qu'elle déclareroit encore, qu'elle ne prétendoit pas se l'attribuer pendant la vie d'Elisabeth & de sa Postérité. Qu'en voulant épouser le Duc de Norfolk, elle n'avoit eu aucun dessein de nuire à Elisabeth, & qu'au contraire, elle avoit cru que ce Mariage seroit avantageux à l'Angleterre. Que si elle n'avoit pas renoncé à ce Mariage, c'étoit parce qu'elle avoit donné sa parole au Duc (1). Qu'elle s'étoit cru obligée, par le devoir d'un amour conjugal, d'avertir ce Seigneur du péril où il se trouvoit, & de l'exhorter à se sauver. Qu'elle n'avoit eu part à aucune rébellion, & qu'au contraire, elle avoit toujours été prête à découvrir tout ce qui étoit venu à sa connoissance, s'il avoit plu à Elisabeth, de la voir & de l'entendre. Qu'elle n'avoit pas assisté les Anglois rebelles, mais simplement recommandé la Comtesse de Northumberland au Duc d'A.be. Qu'ayant appris que Ridolfi étoit bien auprès du Pape, elle l'avoit employé pour des affaires qui ne regardoient pas l'Angleterre. Qu'elle n'avoit employé personne pour se sauver, mais qu'elle auroit volontiers accepté les services qu'on auroit voulu lui rendre pour cela, & que c'étoit dans cette vue qu'elle avoit donné son Chiffre à *Rolston* & à *Hall*. Que les Lettres qu'elle avoit reçues du Pape, ne contenoient que des matieres de pieté & de consolation. Qu'elle n'avoit point procuré la Bulle, mais qu'en ayant vu une Copie, elle l'avoit jetée au feu après l'avoir lue. Que si quelques-uns la traitoient de Reine d'Angleterre dans les Pais étrangers, elle ne pouvoit pas l'empêcher. Qu'elle n'avoit jamais demandé de secours au Pape ou au Roi d'Espagne pour envahir l'Angleterre, mais qu'elle avoit imploré leur assistance pour se rétablir dans son Royaume. Enfin, que si on vouloit la mettre en Justice, elle demandoit, que ce fût devant le Parlement, comme Princesse du Sang Royal d'Angleterre..

Réponse de
Marie.

Ces:

(1) Puisque Bothwel étoit en vie, comment pouvoit-elle donner sa parole au Duc de Norfolk ?

ELISABETH. Ces réponses font voir que Marie convenoit assez des faits, & qu'elle ne nioit que l'intention qu'on vouloit lui attribuer. Mais d'un autre côté, quoique cette intention ne pût pas être bien prouvée, son simple desaveu n'étoit pas capable de convaincre qu'elle ne l'eût jamais eue, ni d'effacer les soupçons qu'on avoit contre elle. Quoi qu'il en soit, comme on n'avoit pas dessein de la mettre en Justice, l'affaire en resta là : mais Elisabeth demeura toujours persuadée, que les grands mouvemens que Marie & ses amis se donnoient, avoient pour but de la renverser de dessus le Trône.

Négociation de la Ligue défensive avec la France. La négociation de la Ligue défensive entre la France & l'Angleterre se continuoît toujours à Paris, avec une extrême dissimulation de la part de Charles IX. Ce Prince insistoit sur des difficultez qui n'auroient pas dû l'arrêter, puisque son unique intention étoit de se servir de cette Ligue pour surprendre les Huguenots; mais cela lui étoit utile pour mieux cacher ses desseins.

Lettres & Négociations de Walsingham.

Difficultez de cette négociation. Première.

Il leignoit de craindre beaucoup la puissance de l'Espagne, & que c'étoit l'unique cause qui l'obligeoit à se liguier avec l'Angleterre. Les difficultez de cette Ligue consistoient en deux choses. La première, qu'Elisabeth vouloit que les deux Parties s'engageassent réciproquement à se donner du secours, en cas que l'une d'elles fût attaquée, quand même ce seroit pour cause de Religion. Mais Charles disoit, qu'il ne pouvoit admettre cette clause, de peur d'offenser ses Sujets, & toutes les Puissances Catholiques. Il vouloit bien pourtant consentir que cet Article fût exprimé d'une manière plus générale, qui auroit pourtant le même sens, savoir, que les deux Parties se défendroient mutuellement, si l'une d'elles étoit attaquée pour quelque cause que ce pût être. Les Ambassadeurs d'Angleterre objeetoient, qu'il n'y avoit que la seule cause de Religion qui fit craindre à l'Angleterre d'être attaquée, au-lieu que la France avoit une infinité de différens avec d'autres Etats, & qu'ainsi la condition ne seroit pas égale. Pour lever cette difficulté, Charles offroit d'écrire à Elisabeth, une Lettre de sa propre main, dans laquelle il déclareroit, qu'il entendoit que la cause de Religion étoit comprise dans cette clause générale. Mais les Anglois n'étant pas contents de cette sûreté, vouloient que du moins on en fit un Article séparé, qui fût scellé des Grands Sceaux de France & d'Angleterre. A cette occasion, Charles se recroïtoit beaucoup par l'injure qu'on lui faisoit, de le croire capable de manquer à sa parole, disant, qu'il préféreroit son honneur à sa propre vie. Walsingham, l'un des Plénipotentiaires d'Angleterre, étoit si prévenu en faveur de ce Prince, qu'il le croyoit un parfait honnête-homme. Il écrivit même au Lord Burghley, qu'il ne doutoit point que la sûreté ne fût suffisante. Enfin, après beaucoup de contestations sur cette matière, Elisabeth voulut bien se contenter de la Lettre que Charles offroit.

Seconde difficulté.

La seconde difficulté consistoit, en ce que le Roi de France vouloit absolument comprendre la Reine d'Ecosse dans le Traité, à quoi Eli-

Elisabeth ne vouloit pas consentir. Elle trouvoit fort étrange, que le Roi de France prît si fort à cœur les intérêts de la Reine d'Ecosse, dans une telle conjoncture. Marie faisoit tous les efforts possibles pour la détrôner; le but de la Ligue entre la France & l'Angleterre étoit, de se défendre mutuellement contre les attaques de leurs ennemis; & dans ce même tems, la France travailloit avec ardeur à faire relâcher la Reine d'Ecosse, c'est-à-dire à la mettre en état d'exécuter ses desfeins. Cette conduite étoit incompréhensible à Elisabeth, & lui causoit beaucoup de soupçons. Cependant, comme elle croyoit cette Ligue nécessaire pour la sûreté, elle laissa passer bien des choses qui lui donnoient lieu de se défier de la bonne-foi du Roi de France. On ne trouva point de moyens pour surmonter la difficulté qu'il y avoit sur ce sujet, qu'en inserant dans le Traité, une clause ambiguë qui portoit, *que les deux Parties maintiendroient les Loix présentes d'Ecosse*. Elisabeth entendoit par là, le Gouvernement présent & actuel de ce Royaume, sous l'autorité du Roi; & Charles entendoit le Gouvernement qui avoit précédé sous l'autorité de la Reine, ne regardant pas comme légitime celui qui subsistoit actuellement. Mais en même tems, il faisoit entendre, qu'il ne souhaitoit pas qu'on employât ces termes qui pouvoient recevoir un double sens, que pour se mettre à couvert du blâme d'avoir abandonné la Reine d'Ecosse. En cela Elisabeth croyoit gagner beaucoup, puisqu'il n'étoit fait aucune mention de Marie dans le Traité. Ces deux difficultez étant applanies, la Ligue fut signée à Blois dans le mois d'Avril. Elle portoit en substance:

Que Charles & Elisabeth se défendroient mutuellement, contre tous ceux qui les attaqueroient, sous quelque prétexte que ce fût.

Que la Ligue subsisteroit jusqu'à un an après la mort de l'un ou de l'autre.

Que la Partie requise seroit tenue d'envoyer à la requerante, un secours de six-mille hommes de pied, ou de cinq-cens Lances faisant quinze-cens Cavaliers, à son choix, avec huit Vaisseaux de Guerre montez de douze-cens Soldats, le tout aux dépens de la Partie requérante.

Qu'il ne seroit rien innové en Ecosse, & que les deux Couronnes contractantes s'efforceroient de maintenir ce Royaume en Paix, selon les Loix présentes, sans y souffrir l'abord d'aucunes Troupes étrangères.

Quelque tems après, Elisabeth envoya le Comte de Lincoln en France, pour y voir jurer le Traité, & le Maréchal de Montmorency se rendit à Londres pour le même sujet. Elisabeth jura la Ligue le 17. de Juin, & honora le Maréchal de l'Ordre de la Jarretière. Pendant que ce Seigneur fut à la Cour d'Angleterre, il ne cessa point de solliciter fortement pour obtenir la liberté de la Reine d'Ecosse,

ELI: A-
B E J H.
1571.

Traité de
Ligue défensive entre la
France &
l'Angleterre.

Ambassade
récompense.
Camden.
Négociations
de Walsingham.

ELISABETH. 1572. à laquelle cet empressement faisoit plus de mal que de bien. D'un autre côté, la Reine avoit ordonné au Comte de Lincoln, de faire voir au Roi de France une Lettre interceptée de la Reine d'Ecosse, adressée au Duc d'Albe, par laquelle il paroissoit, qu'elle se mettoit entièrement sous la protection du Roi d'Espagne. Le Maréchal de Montmorency voulut aussi remettre sur le tapis le Mariage de la Reine avec le Duc d'Anjou: mais il n'insista pas beaucoup sur ce sujet. Vrai-semblablement, il n'avoit pas ordre de presser beaucoup cette affaire, vu ce qui arriva en France, immédiatement après son retour. Je veux parler du Massacre de la St. Barthelemi, où l'on égorga l'Amiral de Châtillon, & tous les Huguenots qu'on avoit attirés à la Cour sous prétexte des noces du Roi de Navarre avec la Princesse Marguerite, Sœur du Roi Charles. Il n'est nullement nécessaire de parler ici en détail de cette horrible action, qui est connue de tout le monde. Il suffira de remarquer en un mot, qu'elle fit connoître aux moins clairvoyans, que la Cour de France de ce tems-là étoit la plus perfide qu'il y eût jamais eu dans le monde.

Massacre de
la St. Bar-
thelemi.
*Atzarai,
Walsingham.*

Suites de
ce massacre.

Ce Massacre jeta tous les Protestans de l'Europe dans une extrême consternation, sur-tout, quand on fut qu'il avoit été hautement approuvé à Rome. Les Princes Protestans d'Allemagne commencerent à prendre des précautions pour se défendre, dans la pensée que c'étoit le commencement d'une partie faite pour détruire leur Religion dans toute la Chrétienté, & les Suisses réouvrirent dans une Diète, de ne donner plus de Troupes à la France. Mais la Cour d'Angleterre y fit une particulière attention, ne doutant point que ce ne fût une suite de la Ligue de Bayonne, & que l'orage ne dût bien-tôt tomber sur l'Angleterre. Walsingham, qui avoit paru si plein d'estime pour Charles IX., écrivoit Lettre sur Lettre, pour avertir qu'on ne devoit plus se fier à lui, quoiqu'il redoublât ses protestations d'amitié envers la Reine, & les assurances qu'il observeroit religieusement le dernier Traité.

Charles IX.
ménage
beau coup El-
isabeth.
*Lettres de
Walsingham.*

Ce n'étoit pas sans raison, que ce Prince vouloit encore ménager Elisabeth. Quoiqu'il eût fait massacrer un nombre infini de ses Sujets Huguenots, il voyoit ceux qui restoient encore, sur le point de prendre les armes, pour se mettre à couvert de sa barbarie. La Ville de la Rochelle, qui étoit comme leur boulevard, avoit refusé d'ouvrir ses portes aux Troupes du Roi. Quelques-uns avoient déjà pris les armes en Languedoc, & en d'autres Provinces; & selon les apparences, Charles alloit entrer dans une nouvelle Guerre, où il auroit à faire à des gens désespérés. Dans la crainte où il étoit qu'Elisabeth n'assistât les Huguenots de toutes ses forces, il n'y avoit point de dissimulation dont il n'usât pour tâcher de l'en détourner. Lorsqu'elle lui faisoit représenter par son Ambassadeur, qu'après l'action qu'il venoit de faire, elle ne pouvoit plus prendre aucune confiance en lui, il tâchoit de s'excuser le mieux qu'il pouvoit. Tantôt il disoit, que

que ce Massacre s'étoit fait à son insu : tantôt, qu'il y avoit été obligé, pour prévenir une Conspiration que l'Amiral avoit formée contre lui, contre la Reine sa Mere, & contre ses Freres. Cependant, dans le tems même qu'il témoignoit le plus d'envie de vivre en bonne intelligence avec Elisabeth, il prenoit des mesures secretes pour lui susciter des embarras, tant en Angleterre qu'en Ecosse. Depuis le Massacre de la St. Barthelemi, le Pape avoit envoyé un Légat en France; le Duc de Savoye, grand partisan d'Espagne, étoit arrivé à Paris; & la crainte que Charles avoit feint d'avoir des desseins de Philippe II., s'étoit entièrement évanouie. Il y avoit même une étroite union entre les deux Rois. D'un autre côté, Walsingham donnoit de fréquens avis, que le Duc de Guise avoit de secretes Conférences avec les Ecossois, & que la Reine Mere faisoit venir souvent chez elle, à des heures indues, l'Evêque de Glasgow, Ambassadeur de Marie. Tout cela faisoit assez comprendre à Elisabeth & à son Conseil, qu'on ne devoit pas compter sur l'amitié de la France, quoiqu'on l'eût recherchée avec ardeur.

Les affaires se trouvant dans cette situation, il n'étoit pas facile pour la Reine de se déterminer au parti qu'elle devoit prendre. Elle soupçonnoit bien qu'il y avoit quelque complot formé contre elle; mais elle n'en étoit pas assurée. D'un côté, elle craignoit que la France & l'Espagne ne se fussent liguées contre elle; mais elle ne pouvoit comprendre comment elles pourroient s'accorder ensemble, leurs intérêts étant directement opposés. Avec tout cela, elle considéroit, que Charles IX. se laissoit gouverner par les Princes de Lorraine qui avoient d'autres vues que lui, & qui regardoient moins le bien & l'avantage de la France, que leurs intérêts particuliers. D'ailleurs, un zèle de Religion outré, pouvoit le faire passer par-dessus son véritable intérêt. Dans cet état d'incertitude, elle crut qu'elle ne devoit prendre aucune autre résolution que de se tenir sur ses gardes, en faisant des préparatifs, comme si elle devoit être bien-tôt attaquée, & de répondre à la dissimulation du Roi de France, par une semblable dissimulation, en lui faisant pourtant connoître, qu'il ne seroit pas facile de l'endormir. Ainsi, chacun feignant de son côté, il n'y eut jamais de si fortes ni de si fréquentes protestations d'amitié entre Charles & Elisabeth, que dans les premiers mois qui suivirent le Massacre de la St. Barthelemi. Chacun disoit de son côté, que sa plus forte passion étoit d'observer inviolablement la Ligue, quoique Charles n'eût aucun besoin des secours d'Elisabeth, & qu'Elisabeth ne pût plus compter sur l'amitié d'un tel Allié. Il n'étoit gueres possible qu'ils s'aimassent réciproquement. Charles regardoit Elisabeth comme la Protectrice de la Religion qu'il cherchoit à détruire, & Elisabeth ne pouvoit le regarder que comme un Prince sans honneur & sans foi, & comme un ennemi juré de la Religion qu'elle professoit. Malgré tout cela, Charles ne laissa pas de proposer de renouveler la Ligue avec

Défiance
d'Elisabeth.

Charles IX.
& Elisabeth
dissimulent
égalemeut.

Charles pro-
pose de re-
nouveler la
Ligue,
un

Tom. VII.

Sf

ELISABETH. 1572. & le Mariage du Duc d'Alençon avec Elisabeth. Il la prie d'être Marraïne de sa Fille. Réponse de la Reine.

un nouveau serment, & le Mariage d'Elisabeth avec le Duc d'Alençon son plus jeune Frere. Enfin, pour donner à Elisabeth une marque sensible de sa prétendue amitié, il la pria d'être Marraïne d'une Princesse dont la Reine sa Femme accoucha dans le mois d'Octobre. Elisabeth répondit à la premiere proposition, que le Traité de Blois n'ayant pas été violé de sa part, elle ne voyoit aucune nécessité de le renouveler, ou de le confirmer par un nouveau serment. Sur le Mariage du Duc d'Alençon, elle s'exprima d'une telle maniere, qu'elle laissa indécis, si elle se détermineroit à l'accepter, ou à le refuser. Quant à la priere que le Roi lui faisoit d'être Marraïne de la Princesse sa Fille, elle répondit, qu'encore que ses propres Sujets, & divers Princes étrangers la détournaient de s'allier spirituellement avec un Prince qui étoit ennemi juré de la Religion Protestante, elle vouloit bien pourtant lui donner une preuve du desir qu'elle avoit d'entretenir leur Alliance mutuelle, autant qu'il dépendroit d'elle. Ainsi, ce n'étoit que dissimulation des deux côtez. Mais je ne sai si Elisabeth peut bien être excusée, de n'avoir pas refusé ce dernier article, pour témoigner au moins l'horreur qu'elle avoit de l'action que Charles venoit de commettre. Quoi qu'il en soit, tout le reste de l'année se passa en protestations réciproques d'une sincere amitié, mais en même tems, dans une défiance mutuelle. Charles craignoit qu'Elisabeth ne secourût les Huguenots, & que par là, toutes les mesures qu'il avoit prises ne se trouvaient rompus. Elisabeth vouloit, avant que de prendre aucune résolution, voir un peu plus clair dans les desseins de ses ennemis, & pour cet effet, il étoit nécessaire qu'elle entretint, du moins exterieurement, quelque correspondance avec le Roi Charles. Cependant, les Huguenots ne faisoient quel jugement porter d'elle. Ils se voyoient sur le point d'être accablés, vu les grandes forces avec lesquelles le Roi se préparoit à les attaquer, & dans ce même tems, ils voyoient Elisabeth, qui faisoit leur seule ressource, devenir la Marraïne de l'enfant de leur Persécuteur & de leur Bourreau. Mais ce n'étoit pas les interêts des Huguenots qu'elle avoit principalement en vue : son zèle pour la Religion Protestante fut toujours subordonné à son intérêt particulier.

Dissimulation d'Elisabeth.

Jugement des Huguenots sur son sujet.

Le Comte de Northumberland est décapité.

Affaires d'Ecosse.

Le Comte de Northumberland, qui, après avoir été arrêté en Ecosse, avoit été livré à la Reine, fut décapité dans cette conjoncture, où Elisabeth croyoit ne pouvoir prendre trop de précautions pour pourvoir à sa sûreté.

Il faut présentement dire un mot des affaires d'Ecosse, auxquelles la Reine faisoit toujours beaucoup d'attention. La découverte de la Conspiration du Duc de Northolck avoit beaucoup affoibli le Parti de Marie. Quelques-uns l'avoient abandonné : d'autres étoient sur le point d'en faire autant. S'ils s'y tenoient encore attachez, ce n'étoit que pour obtenir des conditions avantageuses en le quittant. Grangy,

Gou-

Gouverneur du Château d'Edimbourg, le Comte de Liddington, le Baron de Hum, Robert Melvil, & quelques autres qui étoient dans le Château, affectoient encore une espece de neutralité, & un grand zèle pour le bien de la Patrie. Mais ils faisoient confister ce bien dans une certaine union des deux Partis, qui ne portât aucun préjudice à la Reine prisonniere. C'est à-dire, qu'ils vouloient que l'autorité du Roi fût abrogée, & que si on ne pouvoit convenir que l'Etat fût gouverné au nom de la Reine, comme en effet il étoit trop difficile de parvenir à ce point, du moins, on mit le Gouvernement entre les mains d'un certain nombre de Régens choisis par les deux Partis, sans faire aucune mention ni de la Reine ni du Roi. Par là, ils auroient conservé en leur entier les droits de la Reine, & rompu les mesures du Parti contraire. Selon les apparences, Jaques Melvil, Auteur des Mémoires, étoit dans les mêmes sentimens, quoiqu'il voulût être regardé comme neutre, & qu'en cette qualité il fût employé des deux côtés, pour servir de Mediateur. Ceux de ce Parti n'osoient pourtant découvrir entierement leur pensée: mais ils se flatoient qu'étant maîtres du Château d'Edimbourg, pour peu qu'ils reçussent de secours d'ailleurs, ils se verroient en état de soutenir leurs prétentions. Il employèrent tout l'Hiver de l'année 1572. en diverses négociations en France & dans les Pais-Bas, pour obtenir ce secours dont ils avoient besoin. On leur en faisoit esperer des deux côtés: mais ce n'étoient que des promesses, qui n'étoient suivies d'aucun effet. La Cour de France n'osoit se découvrir, de peur de porter du préjudice au grand dessein qu'elle exécuta peu de mois après. Ce fut par cette raison qu'elle consentit enfin, qu'il ne fût point parlé de la Reine d'Ecosse dans le Traité de Blois. Elle se contenta de convenir avec les Ambassadeurs d'Angleterre, que les deux Couronnes enverroient des Plénipotentiaires en Ecosse, pour accommoder les différens entre les Ecossois, ou pour les obliger à quitter les armes. En effet, Charles IX. nomma *Du Crocq*, qui avoit été souvent envoyé en Ecosse, pour aller travailler à cet accommodement, & le fit passer par l'Angleterre, avec ordre de demander fortement à Elisabeth qu'elle envoyât la Reine d'Ecosse en France. De plus, il le chargea de certaines Instructions qu'il devoit communiquer de bouche à la Reine prisonniere. Elisabeth trouva cette démarche bien extraordinaire, dans un tems où le Traité de Ligue étoit sur le point d'être conclu. Ainsi, soupçonnant quelque mystere dans cette conduite, elle refusa nettement à Du Crocq la permission de voir Marie, & même de continuer son voyage d'Ecosse, jusqu'à ce que la Ligue fût signée.

Peu de jours après, elle fit une découverte qui augmenta beaucoup ses soupçons. Le Lord *Seaton* Ecossois, qui se disoit Ambassadeur de Marie auprès du Duc d'Albe, avoit fait un voyage à Paris, & y avoit eu diverses Conférences avec le Roi & avec la Reine Mere. Ensuite, étant retourné à Bruxelles, il en étoit parti peu après, pour

Sf 2

l'Ecosse.

ELISABETH.
1572.

La Cour de France se rend suspecte à Elisabeth par rapport à l'Ecosse.
Lettres de Wallingham.

Les soupçons d'Elisabeth augmentent.

ELISA- l'Ecosse. Mais la tempête l'ayant obligé d'aborder au Port de *Har-*
BETH. *wich*, il s'étoit déguisé en Matelot, & avant qu'on eût découvert
 1572. qu'il étoit, il avoit traversé l'Angleterre, & s'étoit rendu à Edim-
 bourg, où il avoit souvent conféré avec Grangy & avec les autres
 Seigneurs qui étoient dans le Château. Mais comme il n'avoit pu
 enporter ses Papiers, ils furent trouvez dans le Vaisseau, & on dé-
 couvrit par là, qu'il avoit ordre d'encourager ceux du Château d'E-
 dimbourg à tenir bon, & de leur faire espérer un prompt secours.
 On fut aussi qu'il avoit été chargé, quelque tems auparavant, par les
 Ecoissois du Parti de la Reine, de dire au Duc d'Albe, qu'avec un
 médiocre secours, il seroit facile d'enlever le jeune Roi, & de l'en-
 voyer en Espagne. Enfin, Elisabeth apprit, que Grangy & ses
 Compagnons, qui avoient commencé à négocier leur accommodement
 avec le Comte de Marr, n'en vouloient plus entendre parler,
 depuis qu'ils avoient vu le Lord Seaton. Tout cela, joint aux instances
 que Du Crocq avoit faites pour obtenir la liberté de la Reine d'Ecosse,
 & la permission de lui parler, fit juger à Elisabeth & à son Conseil,
 que cet Envoyé n'alloit pas en Ecosse pour y appaier les Troubles,
 mais plutôt pour les fomenter. Cela étoit d'autant plus croyable,
 qu'il avoit dit lui-même, que son pouvoir ne s'étendoit qu'à exhor-
 ter les Ecoissois à la Paix. Il y auroit donc eu de l'imprudence à le
 laisser conférer avec Marie, ou continuer son voyage d'Ecosse.

Elle prend
 de nouvelles
 mesures par
 rapport à l'E-
 cosse.

J'ai dit ci-dessus, que la Cour d'Angleterre ne cherchoit pas moins
 que celle de France, à perpétuer les Troubles d'Ecosse, & cela étoit
 vrai pendant la Régence du Comte de Lenox, parce que le Parti de
 la Reine étoit alors fort puissant, & qu'il étoit à craindre que les deux
 Factions ne se réunissent au préjudice de l'Angleterre. Mais depuis la
 mort du Duc de Norfolk, ce n'étoit plus la même chose. Le Parti
 de la Reine s'étant considérablement affoibli, le Conseil d'Angleterre
 crut qu'il étoit tems de faire finir les Troubles d'Ecosse, en contes-
 tant à-peu près, ceux du Château d'Edimbourg, pour les obliger à se
 soumettre au Roi, & à lui livrer cette Place. C'étoit dans cette vue
 que le Comte de Marr, du consentement d'Elisabeth, avoit entamé
 avec ceux du Château, une négociation qui avoit été rompue par
 l'arrivée du Lord Seaton.

Négociation
 du Régent
 d'Ecosse a-
 vec le parti
 de la Reine.
*Mémoires de
 Melvil.*

La Ligue entre la France & l'Angleterre s'étant conclue peu de
 tems après, le Comte de Marr jugea que l'occasion étoit favorable
 pour reprendre la négociation avec ceux du Château, & pour cet
 effet, il leur fit offrir par Jaques Melvil, des conditions très avanta-
 geuses. Melvil insinua, que le Régent n'étoit porté à cet accommo-
 dement, que pour délivrer l'Ecosse du joug des Anglois. Il ajouta
 encore, que Grangy se faisoit un scrupule de demander des conditions
 pour rendre la Paix au Royaume, se remit à la discrétion du Régent,
 qui jura la Paix en secret, devant deux ou trois personnes seulement.
 Mais les Mémoires de Walsingham font voir que Melvil n'étoit pas
 bien

bien informé, puisque cet accommodement se fit avec l'approbation d'Elisabeth, & qu'il y eut même des Articles signez, dont *Smith Secrétaire d'Etat* envoya la Copie à Walsingham à Paris.

Ce projet fut renversé par la mort du Comte de Marr. Il étoit allé à Edimbourg à dessein d'y prendre des mesures pour faire approuver ce Traité, qui étoit encore secret, & c'étoit le Comte de Morton qu'il falloit principalement engager à le signer. Dans cette vue, il alla lui rendre visite à sa maison de *Dalkeith*, où il fut honorablement reçu & traité magnifiquement. Mais avant que la fête fût finie, il se sentit attaqué d'un mal très violent, qui ne lui permit qu'à peine de se rendre à Edimbourg, où il mourut. Plusieurs soupçonnerent qu'il avoit été empoisonné. Quoi qu'il en soit, le 24. de Novembre, le Comte de Morton fut élu Régent, par l'appui des partisans qu'Elisabeth avoit en Ecosse.

Rien ne pouvoit être plus avantageux à Elisabeth, que de voir la Régence d'Ecosse entre les mains d'un homme qui dépendoit d'elle, & qu'elle pouvoit faire agir à peu près comme elle le souhaitoit. Mais d'un autre côté, la Cour de France, où les Guises étoient alors toujours puissans, comprenant que par l'élevation du Comte de Morton, elle alloit entièrement perdre l'Ecosse, résolut de mettre tout en usage pour ruiner ce nouveau Régent, & pour soutenir ceux qui tenoient encore le Château d'Edimbourg. En effet, ce n'étoit que par là qu'elle pouvoit encore se conserver quelque influence sur ce Royaume. Le Duc de Guise, qui dirigeoit tout, voyoit bien que si on laissoit le Comte de Morton en repos, il ne manqueroit pas, avec le secours des Anglois, d'opprimer entièrement le Parti de la Reine, & de fermer pour jamais l'entrée de l'Ecosse aux François. Il fut donc résolu d'y envoyer *Verac*, avec de l'argent pour subvenir aux nécessitez de ceux du Château, sous prétexte de travailler à y apaiser les Troubles. Mais *Verac* n'ayant pu être assez-tôt prêt, cet argent fut mis entre les mains du Frere de Grangy, qui avoit été envoyé en France pour y solliciter du secours. En même tems, on travailloit avec ardeur à gagner les Comtes d'Argyle & d'Athol, & on fit dire au Duc de Châtelaud, que si Grangy pouvoit tenir bon jusqu'à la Pentecôte, il seroit puissamment secouru par le Pape, par l'Espagne, & par la France. C'étoit ce que Walsingham, qui avoit de bons Espions à Paris, avoit souvent écrit à la Cour d'Angleterre. Il n'étoit donc plus de l'intérêt d'Elisabeth d'entretenir la division entre les Ecossois. Au contraire, il falloit que la Faction de la Reine fût détruite, avant que les mesures qu'on prenoit en France & dans les Pais-Bas, pussent avoir leur effet. On verra bien-tôt qu'elle ne négligea pas ses intérêts.

Pendant toute cette année, la Reine d'Ecosse & ses partisans comptèrent beaucoup sur les secours du Duc d'Albe, & néanmoins, ils n'avoient rien à esperer de ce côté-là. Depuis le commencement de

ELISABETH.

1572.
Mort du Régent.
Octobre.
Lettre de Walsingham.

Le Comte de Morton est élu Régent.

Il est dévoué à l'Angleterre.
La Cour de France tâche de le ruiner.

Elle envoie *Verac* en Ecosse.
Lettre des Walsingham.

Affaires des Pais-Bas.

ELISABETH. L'année, jusqu'au tems du Massacre de Paris, ce Duc avoit eu tant d'affaires sur les bras, qu'il ne lui avoit pas été possible de penser sérieusement à celles de la Reine d'Ecosse, quoiqu'il ne manquât pas de bonne volonté pour faire du mal à Elisabeth. Le Comte de la Marck, que la Reine avoit chassé de ses Pors pour ne pas rompre avec l'Espagne, s'étoit emparé de la Brille en Hollande, & par ce coup imprévu, il avoit donné un nouveau courage à ceux qui souhaitoient de se voir délivrez de la Domination Espagnole. Peu de tems après, toute la Province de Hollande avoit secoué le joug, & Fleissingue, avec quelques autres Villes de Zelande, avoit suivi cet exemple. Le Duc de Medina-Celi, qui fut ensuite envoyé d'Espagne avec une Flotte, fut battu par les Conféderez, qui lui enleverent la plupart de ses Vaisseaux. Enfin, pendant que le Duc d'Albe étoit occupé à réduire les Villes revoltées de Hollande, la nouvelle qu'il reçut que la Ville de Mons avoit été surprise par le Comte Louis de Nassau, le contraignit de quitter la Hollande pour aller tâcher de recouvrer cette Place. Cependant, le Prince d'Orange entra dans les Pais-Bas à la tête d'une Armée qu'il avoit levée en Allemagne. D'un autre côté, Charles IX. envoya au Comte de Nassau un Corps de cinq-mille hommes de pied, & de cinq-cens Chevaux, commandé par Genlis, qui fut battu par le Duc d'Albe, à qui le Roi lui-même avoit donné avis de la marche de ce secours, destiné uniquement à endormir les Huguenois. La Tragédie qui se joua en France peu de tems après, ayant défilé les yeux au Prince d'Orange, il se vit contraint de congédier son Armée, comprenant bien que le Roi de France, qui avoit promis de contribuer à son entretien, ne lui tiendrait pas sa parole. Pendant ce tems-là, le Duc d'Albe étoit occupé au Siege de Mons, qui ne se rendit que le 19. de Septembre. Après ce Siege, ses Troupes, sous le commandement de *Frideric de Toledo* son Fils, furent employées à prendre Zutphen, Naerden, & quelques autres Places. On peut voir par là, que, pendant le cours de cette année, le Duc d'Albe ne fut pas en état d'envoyer une Armée en Ecosse, quoique les partisans de Marie s'en flatassent toujours. L'esperance que Marie mettoit dans le secours d'Espagne lui fut très préjudiciable, parce que ses intrigues ayant été découvertes, Elisabeth en fut plus attentive à faire finir les Troubles d'Ecosse. D'ailleurs, le Roi de France se refroidit un peu, quand il vit que cette Reine se jettoit entre les bras du Roi d'Espagne.

1573. Quoique Charles IX. & Elisabeth n'eussent que de la défiance l'un de l'autre, ils ne laissoient pas d'entretenir une étroite correspondance, capable de tromper ceux qui ne connoissoient pas les intérêts des deux Cours. Ce n'étoit des deux côtés, que protestations d'amitié, & assurances de vouloir observer inviolablement le Traité de Blois. Au commencement de l'année 1573, Elisabeth envoya le Comte de Worcester à Paris, pour y tenir sur les Fonds la Princesse Fille de Char-

1573.
Dulimula-
tion de Char-
le- & d'Elisa-
beth.
Walsingham.

Charles IX. qui fut nommée Elisabeth. Elle avoit donné pour instruction à son Ambassadeur, de ne se laisser point persuader d'assister à la Messe, dans la cérémonie du Baptême, & qu'en cas qu'on insistât là-dessus, il priât la Reine de Navarre de sa part, de présenter l'Enfant en son nom.

ELISABETH.
1573.

Peu de tems auparavant, la Reine Catherine lui avoit envoyé le Comte de Rais son Confident, pour lui proposer encore une fois le Mariage du Duc d'Alençon son troisième Fils. Mais ce n'étoit pas le seul motif de cet envoi. Le Comte de Rais avoit ordre d'épier ce qui se passoit en Angleterre, où le Comte de Montgomery & quelques autres Réfugiez François équipaient une Flotte pour secourir la Rochelle, qui, après avoir été longtems bloquée, étoit enfin assiégée dans les formes. C'étoit le Duc d'Anjou qui commandoit au Siege, ayant avec lui le Duc d'Alençon son Frere & toute la Noblesse Catholique de France. Elisabeth répondit sur la proposition du Mariage, qu'elle vouloit bien entrer en traité sur ce sujet, pourvu que l'article de la Religion fût premierement réglé, sans quoi il étoit inutile d'en parler davantage.

On propose encore à Elisabeth le Mariage du Duc d'Alençon.

Réponse de la Reine.

Dans ce même tems, Montgomery ayant mis à la voile pour aller secourir la Rochelle, l'Ambassadeur de France se plaignit de ce qu'on l'avoit laissé partir, & de ce que les Marchands Anglois avoient fourni des vivres aux assiégés. On lui répondit, que ceux qui étoient sortis des Ports d'Angleterre étoient des gens sans aveu, & portant de faux Pavillons, & que si on pouvoit les attraper, on les feroit sévèrement châtier. Quant aux Marchands, que c'étoient des gens qui cherchoient le gain là où ils esperoient de le trouver, & que ne pouvant envoyer leurs denrées en aucun autre Port de France, depuis qu'on avoit lâché la bride au Peuple pour égorger ceux qu'il lui plaisoit, il n'étoit pas fort étrange qu'ils les eussent envoyées à la Rochelle, où ils pouvoient les vendre avec sûreté. Vrai-semblablement, la Cour d'Angleterre avoit connivé à l'armement de Montgomery, qui pourtant n'eut aucun effet, & à l'envoi des vivres aux Rochellois. Ce fut là tout le secours qu'elle donna aux Huguenots, dans la triste situation où ils se trouvoient. Elle avoit pris la résolution d'éviter une rupture avec la France, soit qu'elle esperât de la mettre dans ses intérêts par cette conduite, ou pour faire croire au Public, qu'il y avoit entre elle & le Roi Charles plus d'union qu'il n'y en avoit effectivement. C'étoit sans doute pour rendre ses ennemis, tant étrangers que domestiques, moins ardens à former des complots contre elle.

Plaintes de la France touchant les secours donnés à la Rochelle.
Ibid.
éludées par la Reine.

Nous allons voir enfin terminer les Troubles d'Ecosse. Le Comte de Morton, nouveau Régent, ayant de bons avis de ce qui se passoit à la Cour de France, & sachant qu'il y avoit été résolu d'assister puissamment la Faction de la Reine, après la prise de la Rochelle, crut qu'il devoit profiter de cet intervalle pour prévenir ses desseins. Il fit donc proposer à Grangy par Jaques Melvil, de renouer la négociation

Fin de la Guerre d'Ecosse.

Mémoires de Melvil.

ELISA- ciation commencée avant la mort du Comte de Marr. Grangy &
 BETH. ses Compagnons en firent d'abord difficulté, parce qu'ils attendoient
 1573. de France le secours qui leur avoit été promis par le Lord Seaton.
Négociat. de Cependant, pour ne pas donner lieu de dire qu'ils s'opposoient direc-
Walsingham. tement à la Paix, & pour tâcher de gagner du tems jusqu'à la Pen-
Mévil. tecôte, Grangy répondit, qu'il vouloit bien accepter les mêmes con-
 ditions qui lui avoient été offertes par le Comte de Marr, pourvu que
 tout le Parti de la Reine fût compris dans le Traité. Le Régent, qui
 étoit mieux informé que Grangy ne pensoit, jugea aisément que cer-
 te réponse ne rendoit qu'à taire trainer l'accommodement, par les dif-
 ficultez qu'il y auroit à contenter tant de monde. Il refusa donc
 de traiter avec tout le Parti, & offrit à Grangy & à ses Compagnons, de
 leur donner toute la satisfaction qu'ils pouvoient raisonnablement at-
 tendre; mais son offre fut rejetée. Cela fut cause qu'il se tourna du
 côté du Duc de Châtelaud, & des Comtes de Hunsley & d'Ar-
Mévil. gyle, qui ne furent pas si scrupuleux que ceux du Château d'Edim-
 bourg. Ils traitèrent pour eux mêmes & pour tous ceux qui dépen-
 doient d'eux, c'est-à-dire pour presque tout le reste du Parti de la
 Reine, sans se mettre en peine des intérêts de Grangy & de ses asso-
 ciés. Ils comprenoient bien qu'ils ne pouvoient gueres plus compter
 sur le secours de France, qui étoit trop éloigné, & même trop in-
 certain, vu la Guerre Civile qui affligeoit ce Royaume. Le Traité
 qu'ils firent avec le Régent, assisté de *Drury* & de *Kilgrew* Ambas-
 seurs d'Angleterre, portoit en substance:

Qu'ils se soumettroient au Roi, & se conformeroient à la Religion
 établie dans le Royaume. Que si quelqu'un violoit cet Article, il
 seroit déclaré Traître.

Que les Sentences données contre les *Hamiltons* & les *Gordons* se-
 roient annullées, à l'exception néanmoins de celles qui regardoient
 les meurtres des Comtes de Murray & de Lenox, à l'égard desquel-
 les la Reine d'Angleterre ordonneroit ce qu'elle jugeroit à propos.

Que la Reine d'Angleterre s'engageroit par un Aîte public, à fai-
 re en sorte que les *Hamiltons* & les *Gordons* ne seroient point pour-
 suivis pour les meurtres des Comtes de Murray & de Lenox, sans son
 consentement exprès.

Les Etats du Royaume s'étant assemblez peu de tems après, con-
 firmèrent cet accord par leur Autorité.

Dès que Grangy avoit eu avis de l'accommodement qui se négoc-
Mémoires
de Mévil. cioit entre le Régent & les Chefs du Parti de la Reine, il avoit tâché
 d'y mettre des obstacles, en offrant de rendre le Château d'Edim-
 bourg dans six mois. Mais comme le Régent étoit instruit mieux
 que Grangy ne pensoit, il lui fut facile de comprendre, que cette
 offre ne tendoit qu'à gagner du tems jusqu'à ce que le secours de
 France fût arrivé. Enfin, quand Grangy fut que les Chefs du Parti
 de la Reine étoient sur le point de signer leur Traité, il offrit de
 rendre

rendre le Château sur le champ, pourvu qu'il lui fût permis de le remettre entre les mains du Comte de *Roths*. Mais le Régent ne jugea pas à propos de mettre dans cette Forteresse un Gouverneur du choix de Grangy. D'ailleurs, toutes les démarches de ceux du Château, & les détours dont ils ufoient pour éviter de se dessaisir de cette Place, faisoient assez connoître, qu'ils ne cherchoient pas l'accommodement de bonne-foi. Ainsi, sans les ménager davantage, il les fit déclarer Traîtres, & se prépara tout de bon à les assiéger. Melvil dit sur ce sujet, qu'il ne fait pas de quelle rage le Régent étoit possédé, de vouloir avoir par un Siege, une Place qu'on offroit de lui rendre volontairement & sur le champ. Il est en effet peu vrai-semblable, que le Comte de Morton eût voulu s'exposer aux difficultés d'un tel Siege, s'il avoit pu avoir la Place sans cela. Mais ce que Melvil attribue à la fureur du Régent, se peut, avec beaucoup plus d'apparence, attribuer aux chicanes de ceux du Château, qui tâchoient de gagner du tems en attendant le secours qui leur avoit été promis. On voit dans les Négociations de Walsingham, diverses Lettres de la Reine, du Lord Burghley, du Secrétaire Smith, dans lesquelles ils accusent Grangy & les Compagnons d'une folle présomption, & d'une invincible opiniâtreté, en ce qu'ils entreprenoient seuls d'entretenir les Troubles en Ecosse. Melvil, intime ami de Grangy, donne un tout autre tour à cette affaire, & en jette tout le blâme sur le Régent.

ELISABETH.
1573.

Quoi qu'il en soit, le Comte de Morton n'ayant pas beaucoup de Troupes, & manquant d'Artillerie & de Munitions, parce que l'Arse-nal public étoit dans le Château d'Edimbourg, eut recours à la Reine Elisabeth. J'ai déjà fait voir de quelle conséquence il étoit pour l'Angleterre, que les Troubles d'Ecosse fussent terminés avant que la France fût en état de s'en mêler. Par cette raison, Elisabeth ne balança point à faire avec le Régent, un Traité qui portoit entre autres choses.

Cambden;

Qu'elle envoyeroit au Régent un secours de Troupes, d'Artillerie, & de Munitions, pour faire le Siege du Château d'Edimbourg, conjointement avec les Ecossois.

Traité d'Elisabeth avec le Régent.

Qu'on n'accorderoit point de Capitulation aux assiégés, que du consentement mutuel du Régent & du Général Anglois.

Que quand le Château seroit pris, il seroit mis entre les mains du Roi d'Ecosse.

Que les prisonniers qu'on y feroit, seroient gardez pour en faire justice, après en avoir préalablement averti la Reine d'Angleterre.

En conséquence de ce Traité, Elisabeth fit marcher Drury en Ecosse, avec quinze-cens hommes & un train d'Artillerie, en quoi elle violoit manifestement le Traité de Blois, qui portoit, qu'on ne souffriroit point l'abord d'aucunes Troupes étrangères en Ecosse. Mais, comme elle avoit découvert par les papiers du Lord Seaton, que la France

Tom. VI.

Tt

avoit

ELISABETH. avoit dessein de violer ce même article, elle crut sans doute qu'il y auroit de la simplicité à se laisser prévenir. Quoi qu'il en soit, le Château fut assiégé, & les assiégés se défendirent un mois durant en désespérant. Mais enfin, l'eau leur ayant manqué, ils se virent contraints de se rendre à discretion, si l'on en croit les Anglois, & les Ecoissois du Parti du Roi. Melvil assure au contraire, qu'ils capitulerent, & qu'on ne leur tint pas la Capitulation. Ce qu'il y a de certain, c'est que le Lord Grangy, Jiques Kirkald (1) son Frere, & quelques autres, furent condamnés à être pendus, & que la Sentence fut exécutée. Le Comte de Liddington mourut en prison, ayant lui-même, selon quelques-uns, avancé sa mort par le poison. Le Baron de Hum, & Robert Melvil, furent relâchés. C'est ainsi que finit la Guerre Civile d'Ecosse, & que les ennemis d'Elisabeth perdirent toute esperance de l'attaquer de ce côté-là. Par tout ce que j'ai rapporté jusqu'ici sur ce sujet, on a pu aisément comprendre, combien ce qui se passoit en Ecosse étoit de conséquence pour Elisabeth. Aussi fit-elle toujours une attention toute particulière aux affaires de ce Royaume, où elle fut ménager ses intérêts avec une Politique très raffinée, qui fut suivie d'un heureux succès.

Verac est arrêté à Scarborough & envoyé à Londres.
Waltingham.

Dans le tems que les Chefs du Parti de la Reine d'Ecosse étoient sur le point de signer leur Traité, il arriva que *Verac*, qui étoit envoyé en Ecosse pour encourager le Parti à tenir bon, fut obligé par la tempête à relâcher dans le Port de Scarborough. Le Président des Marches du Nord en ayant été informé, donna ordre qu'on le conduisit à Londres, sans vouloir écouter les raisons qu'il alleguoit pour l'éviter, prises de son Caractere. On fut depuis, qu'aussi-tôt qu'il s'étoit vu arrêté, il avoit brûlé tous ses Papiers. L'Ambassadeur de France fit grand bruit, de ce qu'on avoit empêché *Verac* d'aller en Ecosse. Mais on lui répondit, que la Reine n'avoit eu aucun avis de l'envoi de cet Ambassadeur, & que si elle l'avoit su, elle auroit donné ordre qu'on lui rendit les honneurs dûs à son Caractere. Qu'au reste, il avoit été conduit à Londres sur l'ordre général qu'avoit le Président du Nord, d'en user de même envers tous les Etrangers qui aborderoient en ce Pais-là, à moins qu'ils ne fussent bien connus pour Marchands.

Elisabeth parle vertement à l'Ambassadeur de France.

L'Ambassadeur ne fut pas trop content de cette réponse : mais il eut encore moins de sujet de l'être de celle qu'il reçut peu de tems après à la demande qu'il faisoit avec beaucoup d'instance, qu'il lui fût permis de parler à la Reine d'Ecosse en particulier. Cette demande avoit été souvent réitérée, sans succès. Enfin, la Reine, fatiguée de ses importunités, lui dit nettement, qu'elle n'ignoroit pas les intrigues du Roi de France & de la Reine sa Mere en faveur de la Reine d'Ecosse, ni leurs dispositions à l'égard de l'Angleterre : que néan-

moins,

(1) Mr. De Thou le nomme *Kirkald*.

moins, elle avoit toujours inviolablement observé le dernier Traité, (1) & qu'elle l'observeroit encore, aimant mieux que la rupture vint de la part de la France, que de la sienne: que s'il falloit enfin en venir là, elle ne doutoit pas qu'elle ne se trouvât en état de se défendre, étant bien assurée de l'affection de ses Sujets: qu'elle avoit même de la peine à en retenir quelques-uns qui offroient de secourir la Rochelle à leurs dépens, & d'entretenir pour six mois en Gascogne, une Armée de vingt-mille hommes de pied, & de deux-mille Chevaux.

Enfin, sur ce que l'Ambassadeur demandoit qu'il fût permis à Verac de continuer son voyage, & de se rendre en Ecosse, la Reine y consentit, après quelques délais affectés. Mais, pendant qu'elle faisoit naître des obstacles sur ce sujet, elle fit venir une Lettre du Comte de Morton, qui lui disoit, que la venue de Verac en Ecosse lui seroit très désagréable, aussi bien qu'au Duc de Châtelaud & au Comte de Huntley, avec lesquels il étoit parfaitement uni: que par cette raison, il croyoit que l'Envoyé feroit bien de s'épargner la peine de ce voyage. Pendant qu'on disputoit à Londres sur cette matière, le Château d'Edimbourg se rendit, & par là le voyage de Verac devint entièrement inutile. La Reine Catherine de Medicis, tout habile qu'elle étoit, ne put s'empêcher de faire un faux pas, en découvrant à Walsingham, que le dessein de la Cour de France étoit de fomenter les Troubles d'Ecosse. Sur ce que l'Ambassadeur se plaignoit fortement des intrigues de la France par rapport à l'Ecosse, elle protesta, que le Roi son Fils & elle ignoroient ce dont il parloit, & que leur intention n'avoit jamais été que de persuader aux Ecossois de s'accorder ensemble, & de reconnoître la Reine Marie pour leur Souveraine. C'est cela précisément, repliqua l'Ambassadeur, dont la Reine ma Maîtresse se plaint, puisque c'est violer directement le Traité de Blois. La Reine, s'apercevant qu'elle en avoit trop dit, changea de discours, & se plaignit de ce qu'on arrêtoit Verac en Angleterre; à quoi Walsingham répondit de la même manière qu'on avoit répondu à La Mothe à Londres.

L'Ecosse se trouvant paisible, sous l'autorité du jeune Roi, & d'un Régent dévoué à l'Angleterre, Elisabeth se vit délivrée d'une grande inquiétude. Le rappel du Duc d'Albe du Gouvernement des Pays-Bas, fut encore pour elle une augmentation de bonheur. Le Commandeur de Requens, qui succéda au Duc d'Albe, trouvant qu'il avoit assez d'affaires sur les bras, refusa de se mêler de celles d'Angleterre & d'Ecosse, & ainsi Elisabeth n'eut plus rien à craindre de ce côté-là. Ses ennemis n'ayant plus d'accès en Ecosse, & l'Angleterre ne pouvant être attaquée que par Mer, elle se trouva, pendant quelques années, dans une assez grande tranquillité. D'ailleurs, la France n'étoit

ELISABETH.
1573.

Catherine de Medicis se découvre trop sans y penser.
Walsingham.

Elisabeth se trouve fort tranquille.
Cambden.

(1) Apparemment elle avoit quelque dessein pour excuser l'envoi de ses Troupes en Ecosse.

ELISA- n'étoit pas en état de faire contre elle aucune entreprise considérable
BETH. tant par le défaut de forces maritimes, qu'à cause de la Guerre Civile
 1573. qui désoloit le Royaume.

L'Evêque
de Ross est
chassé.

Ibid.

Cependant, Elisabeth voulant aussi pourvoir à sa sûreté du côté de ses propres Sujets, chassa d'Angleterre l'Evêque de Ross, auteur & promoteur de tous les complots qui s'étoient faits contre elle. Il se trouva heureux d'en être quitte à si bon marché, & s'étant retiré en France, il n'y discontinua point ses pratiques, quoiqu'avec peu de succès. Il y écrivit une Histoire d'Ecosse, depuis les premiers tems, jusqu'à l'année 1561. Ce qu'il a dit du Comte de Murray sur la fin de son Histoire, parlant des premiers Troubles d'Ecosse, & que Cambden a pris soin de copier, fait assez connoître ce qu'on auroit pu attendre de lui, s'il l'eût continuée jusqu'à la fin de la Guerre.

La France
presse la Rei-
ne sur le Ma-
riage.

Quoiqu'Elisabeth eût répondu à la proposition qui lui avoit été faite touchant son Mariage avec le Duc d'Alençon, qu'il falloit que l'article qui regardoit la Religion fût premierement réglé, Catherine de Medicis ne laissoit pas de la faire presser sur ce sujet. Elle faisoit entendre, que la Cour de France se relâcheroit sur ce point, sans dire pourtant, jusqu'où elle avoit dessein de se relâcher. De plus, elle lui faisoit écrire par le Duc d'Alençon, qui étoit alors au Siege de la Rochelle, des Lettres qui témoignioient son empressement pour faire réussir ce Mariage. Enfin, on la pressa tant de permettre à ce Prince de l'aller voir, qu'elle y consentit, pourvu qu'il ne s'offensât pas, s'il se voyoit obligé de s'en retourner sans avoir rien fait. Mais le Siege de la Rochelle, qui fut plus long qu'on ne l'avoit cru, empêcha le Duc de profiter de cette permission.

Siege de la
Rochelle le-
vé.

Le Duc
d'Anjou est
élu Roi de
Pologne.

La Paix est
accordée aux
Huguenots.

Affaires de
France.

Ce Siege, qui duroit depuis si longtems, fut enfin levé le 25. de Juin, après que la Ville eut souffert trente-mille coups de canon, neuf grands Assauts, outre plus de vingt moindres, & les effets de soixante Mines. Le Duc d'Anjou y perdit plus de douze-mille hommes de son Armée. La nouvelle qu'il reçut, qu'il avoit été élu Roi de Pologne, & que les Ambassadeurs de ce Royaume étoient en chemin pour venir lui offrir la Couronne, lui fournirent un prétexte pour abandonner son entreprise, dont, peut-être, il ne seroit pas sorti à son honneur; & la levée du Siege procura la Paix aux Huguenots, qui avoient bien de la peine à se soutenir. Charles IX. craignoit le Duc son Frere, & la Reine Mere l'aimoit avec passion. Cela causa entre le Roi & la Reine sa Mere une desunion qui, vrai-semblablement, fut funeste au Roi. Il lui tardoit de voir son Frere en chemin pour aller en Pologne, & la Reine trouvoit toujours quelque nouveau prétexte pour l'empêcher de partir. Enfin, Charles conçut un tel soupçon de tous ces délais, qu'il ne put s'empêcher de menacer la Reine sa Mere, qui se vit enfin contrainte de laisser partir ce cher Fils, & le Roi voulut l'accompagner une partie du chemin. Mais il ne put aller aussi loin qu'il

Cambden.

qu'il l'avoit résolu, à cause d'une maladie dont il fut attaqué, & dont il ne releva jamais. Elisabeth ayant appris que le Roi de Pologne étoit parti, & que Charles étoit malade, ne jugea pas à propos de recevoir la visite du Duc d'Alençon, avant que de voir un peu plus clair dans les affaires de la Famille Royale de France. Elle lui écrivit donc, pour le prier de différer son voyage, & lui en donna pour raison, que les Anglois ne verroient pas de bon oeil, un Prince venant du Siege de la Rochelle, & portant à son côté, une épée teinte du sang de leurs Freres.

ELISA-
BETH.
1573.
Elisabeth
refuse la visi-
te du Duc
d'Alençon.

Dans cette année, *Guillaume d'Evereux*, Comte d'Essex, eut la permission d'aller en Irlande, pour y conquérir un certain Pais à ses dépens. Mais son entreprise n'eut pas un heureux succès, parce qu'il fut traversé en secret, par le Comte de Leicester son ennemi.

Le Comte
d'Essex va
en Irlande.

La Lettre qu'Elisabeth avoit écrite au Duc d'Alençon n'ayant pas été capable de le rebuter, il fit de nouvelles instances pour obtenir la permission d'aller en Angleterre, à quoi la Reine ayant enfin consenti, elle lui envoya un Saufconduit. Mais dans ces entrefaites, la Reine sa Mere l'ayant soupçonné d'avoir dessein de supplanter le Roi de Pologne son Frere, en cas que le Roi vint à mourir, fit en sorte que le Roi lui donna des Gardes, aussi bien qu'au Roi de Navarre qui étoit accusé de lui avoir inspiré ce dessein. Quoi qu'il en soit, la Reine Mere, voyant le Roi proche de sa fin, crut devoir prendre cette précaution pour assurer la Couronne au Roi de Pologne, qui étoit absent. Effectivement, Charles IX. mourut le 30. du mois de Mai, à l'âge de vingt & cinq ans. Le genre de sa mort fut si extraordinaire, qu'il donna lieu, non seulement aux Protestans, mais aux Catholiques mêmes, de la regarder comme un effet de la vengeance divine, pour l'horrible Massacre qui avoit été fait par ses ordres. Le sang sortoit à gros bouillons par tous les conduits de son corps, & rejaillissoit même à travers ses pores. La Reine Mere fut si bien prendre ses mesures, que, s'étant fait donner la Régence du Royaume par le Roi mourant, elle tint tout en bride jusqu'à l'arrivée du Roi de Pologne, qui succéda au Roi son Frere, sous le nom de Henri III. Il arriva en France le 5. de Septembre: mais il ne se rendit à Paris, que vers le milieu du mois de Février de l'année suivante.

1574.
Le Duc
d'Alençon
est arrêté.
Macarai.

Mort de
Charles IX.

Henri III.
lui succéda.

Il ne se passa rien de considerable en Angleterre, pendant l'année 1574. La seule chose que *Cambden* a remarquée dans ses Annales, c'est le Mariage de Charles Comte de Lenox, Oncle du Roi d'Ecosse, avec *Elisabeth Cavendish* Fille de la Comtesse de Shrewsbury. Comme ce Mariage s'étoit fait à l'insu de la Reine, elle fit mettre en prison, les Mères des deux Epoux.

Mariage du
Comte de
Lenox.
Cambden.

Dans les Pais-Bas, les Conféderez se saisirent de *Middelbourg* en Zélande. Mais d'un autre côté, Louis Comte de Nassau, qui menoit une Armée au Prince d'Orange son Frere, perdit une Bataille sur la Bruyere de *Moker* proche de Nimègue, & y fut lui-même tué.

Affaires des
Pais-bas.
*Annales de
Grosius.*

ELISA- avec Henri son Frere, & Christophle Comte Palatin. Dans éte-
BETH. te même année, les Troupes Espagnoles s'étant mutinées, surprisent
 1574. & pillerent Anvers, où elles firent un butin prodigieux. Le Gouver-
 leur accorda l'impunité.

1575.
 Affaires de
 France.
Mazarin.

Dès que Henri III. fut arrivé en France, il fut résolu dans son Conseil, de faire la Guerre aux Huguenots, quoiqu'ils n'en eussent donné aucun sujet, & bien-tôt après, on recommença les hostilités contre eux. Cependant, comme Henri craignoit que la Reine d'Angleterre n'assistât ceux qu'il avoit dessein d'exterminer, son premier soin fut de renouveler avec elle, la Ligue de Blois, après s'être informé d'elle-même, si la clause qui portoit une défense mutuelle, comprenoit aussi la cause de Religion. Elisabeth lui répondit, que c'en étoit le véritable sens, comme elle pouvoit le prouver par la Lettre du Roi défunt qu'elle avoit en son pouvoir. Elle ajouta, que s'il étoit attaqué pour cause de Religion, & qu'il lui demandât du secours en vertu du Traité, elle seroit toujours prête à le lui donner. Véritablement, elle ne risquoit pas beaucoup en faisant cette offre, étant bien persuadé que ce Prince ne se serviroit pas de Troupes Angloises pour faire la Guerre aux Huguenots. D'ailleurs, par les termes de la Ligue, elle n'étoit pas obligée de lui envoyer des Troupes, puisque bien loin d'être attaqué, c'étoit lui qui attaquoit. Cependant, la réponse d'Elisabeth à Henri auroit pu donner aux Huguenots de sinistres impressions contre elle, si en secret, elle n'eût pas fourni de l'argent au Prince de Condé, pour en payer l'Armée que le Prince Cazimir, Comte Palatin, levait pour eux en Suisse & en Allemagne.

Trouble sur
 la frontière
 d'Ecosse.
*Annales de
 Cambden.*

L'Angleterre fut assez paisible pendant l'année 1575. Il arriva seulement un accident sur les frontières d'Ecosse, où *Forster & Carmichael*, l'un Anglois & l'autre Ecossois, qui avoient quelque commandement en ces quartiers-là, étant entrez en Conférence, chacun à la tête d'une Troupe de sa Nation, se querellerent, & en vinrent aux mains. Les Anglois furent battus; *Heron* y perdit la vie de leur côté, & *Forster* ayant été fait prisonnier, fut mené au Comte de Morton, qui le traita fort civilement: mais il le garda quelque tems, de peur que s'il le relâchoit sur le champ, il n'excitât des Troubles sur la frontière. Enfin, l'ayant mis en liberté, il tira parole de lui, qu'il retourneroit dans sa prison au premier avertissement. Elisabeth trouva la conduite du Régent d'Ecosse fort étrange, & prit d'abord cette affaire avec beaucoup de hauteur: mais Morton trouva le moyen de l'appaiser, en lui faisant toutes les soumissions qu'elle voulut exiger de lui. Cette année fut la dernière du Duc de Châtelaud.

1576.
 Mort du
 Comte d'Es-
 sex en Irlande.

L'année 1576. ne fournit pas plus de matière pour l'Histoire d'Angleterre, que la précédente. On y trouve seulement, que le Comte d'Essex mourut en Irlande, & que le Comte de Leicester épousa sa Veuve en secret, & à l'insu de la Reine, quoiqu'il fût soupçonné d'avoir

d'avoir fait empoisonner le Mari. Il étoit toujours en faveur auprès de la Reine, qui étoit si tort prévenue pour lui, que personne n'osoit lui dire ce qu'on en pensoit. Ce fut une des plus grandes foiblesses d'Elisabeth, que d'avoir donné son estime à un homme qui la méritoit si peu.

ELISA-
BETH
1574.

Comme il est nécessaire pour la suite de l'Histoire, de savoir ce qui se passoit dans les Pais voisins de l'Angleterre, je ne puis me dispenser d'en dire un mot, moins pour instruire les Lecteurs de choses qui sont assez connues, que pour leur en rafraichir la mémoire.

Affaires des
Pais-Bas.
*Annales de
Grotius.*

Louis de Zuniga, Commandeur de Requens & Gouverneur des Pais-Bas, mourut cette année. Après sa mort, le Conseil d'Etat admistrat seul les affaires de ces Provinces, en attendant un nouveau Gouverneur. Ce Conseil étoit composé de gens du Pais, & d'Espagnols naturels. Peu de tems après, il arriva que les Troupes Espagnoles se mutinerent, & résolurent de piller la Ville de Bruxelles. Les Magistrats, allarmez du danger où la Ville se trouvoit, s'adresserent au Conseil d'Etat, qui déclara Rebelles les Soldats mutinez, quoique divers Membres du Conseil favorisassent les séditieux. En effet, peu de tems après, la petite Ville d'Alost fut pillée, sans que le Conseil d'Etat voulût faire aucune diligence pour châtier les auteurs de cet attentat, ou pour prévenir un semblable malheur qui menaçoit les autres Villes. Cela fut causé que quelques Seigneurs Brabançons assemblèrent à Bruxelles une Troupe de Bourgeois, & ayant investi le lieu où le Conseil d'Etat tenoit ses séances, ils en chasserent les Membres qui étoient soupçonnez de favoriser les mutins, & mirent en leurs places, des gens plus affectionnez au bien du Pais. Ce nouveau Conseil d'Etat ainsi composé se joignit aux Conféderez, qui avoient déjà pris les armes pour maintenir leurs Privileges, & ils firent ensemble une Ligue pour se délivrer des Troupes Espagnoles. Alors Hierôme de Roda, Espagnol, l'un de ceux qui avoient été chassés du Conseil, se mit à la tête des soulevez, & fit venir les Troupes Espagnoles qui étoient en Hollande, auxquelles les Allemandes se joignirent. Ce Corps, devenu par là très considerable, pilla Maastricht & Anvers, sans qu'il fût possible de l'empêcher.

Le Prince d'Orange qui étoit en Hollande, voyant les affaires des Pais-Bas réduites à ce point, offrit au Conseil d'Etat, ses Troupes, sa Personne, & les secours des Provinces de Hollande & de Zélande, qui commençoient à faire comme un Etat à part, sous son Gouvernement. Ce fut sur cette offre, que le Conseil d'Etat résolut d'entrer en Traité avec la Hollande & la Zélande. Les Conférences se tinrent à Gand, où, d'un consentement unanime, excepté celui de la Province de Luxembourg, se forma l'Union des Provinces des Pais-Bas, qui fut appelée l'Union ou la Pacification de Gand, pour la défense de leurs Loix & leurs Privileges. Cela n'empêcha pas qu'on ne voulût toujours reconnoître l'autorité du Roi d'Espagne, à condi-

Pacification
de Gand.

tion

ELISABETH. 1576. tion qu'il gouvernât selon les anciennes Loix. Cette Union étant ainsi formée, on démolit par-tout les Citadelles que le Duc d'Albe avoit fait construire pour brider les habitans du Pais. Quelque tems après, l'Association fut jurée par le Clergé & par la Noblesse, approuvée solennellement par le Conseil d'Etat, & publiée dans Bruxelles. Par là, Philippe II. perdit presque toute son autorité dans les Pais-Bas, n'ayant plus que le simple Titre de Souverain, à moins qu'il ne voulût se réduire aux droits dont ses Prédécesseurs avoient joui, ce qui étoit fort éloigné de son intention.

Affaires de
France.
Mazarai.

La France n'étoit pas plus tranquille, que les Pais-Bas. Le Duc d'Alençon avoit assemblé une Armée contre le Roi, en faveur des Huguenots. D'un autre côté, le Prince de Condé, avec les Troupes que le Prince Casimir avoit levées en Allemagne, entra en France, & se joignit au Duc d'Alençon. Ainsi, les Huguenots que la Cour avoit résolu d'exterminer, se trouvoient en état de vendre chèrement leurs vies, ayant à leur tête, le Frere du Roi, le Roi de Navarre, le Prince de Condé, & une Armée de trente-mille hommes. Mais la Reine Mere eut l'adresse de rompre toutes leurs mesures. Elle leur fit faire des propositions de Paix, & pendant la négociation, elle trouva le moyen de semer la jalousie entre eux, & de leur débaucher le Duc d'Alençon & le Prince Palatin. Enfin, elle les fit consentir à une Paix, qui, tout avantageuse qu'elle leur paroissoit, fut pourtant pour eux un coup mortel, puisqu'elle désunit leurs forces. Ce Traité de Paix fut conclu le 9. du mois de Mai, & enregistré six jours après au Parlement de Paris. Les Huguenots n'en avoient jamais obtenu aucun qui leur fût si avantageux, depuis le commencement des Troubles. Au mois d'Octobre, le Duc d'Alençon se rendit à la Cour, où la Reine sa Mere acheva de le détacher du Parti des Huguenots. Ce fut alors qu'il prit le Titre de Duc d'Anjou, que le Roi son Frere avoit porté avant qu'il fût sur le Trône.

La Paix ne fut pas plutôt signée, que, suivant la bonne-foi dont la Cour de France faisoit profession depuis quelque tems, elle prit de nouvelles mesures pour ruiner les Huguenots. Les Traitez & les Sermens n'étoient alors comptez pour rien, & n'étoient regardez que comme des pieges permis pour surprendre les Hérétiques. Le Cardinal d'Este, Légat du Pape, & D. Jean d'Autriche qui alloit prendre possession du Gouvernement des Pais-Bas, se rendirent à la Cour de France, & eurent diverses Conférences sur ce sujet avec le Roi, la Reine Mere, & le Duc de Guise. Celui-ci étoit regardé comme le Chef du Parti Catholique, & c'étoit par cette raison que le Légat prenoit avec lui des mesures, dont le Roi n'étoit pas trop bien instruit. Le moyen qui leur sembla le plus propre pour parvenir à leur but, fut d'unir ensemble plusieurs Associations qui s'étoient faites en diverses Provinces par les Catholiques zélés, & d'en former une Association générale contre les ennemis de l'ancienne Religiou. C'est ce qui fut

Commence-
ment de la
Ligue.

fut nommé la Sainte Union, ou simplement la Ligue. Humières fut le premier qui la fit signer en Picardie, d'où elle se répandit ensuite dans tout le Royaume. Le Pape en fut le principal promoteur, le Roi d'Espagne fit gloire d'en être appelé le protecteur, & le Duc de Guise, qui avoit en vue de s'en faire déclarer le Chef, l'appuya de tout son pouvoir. La Reine Mere y donna volontiers les mains, non par un zèle de Religion, mais parce que les Huguenots l'avoient menacée de lui faire rendre compte de son administration pendant sa Régence. Enfin, le Roi lui-même, séduit par de mauvais Conseils & par sa propre mollesse, s'abandonna au torrent, & laissa croître ce mal qui devoit un jour le ruiner.

Lorsqu'on avoit négocié la dernière Paix, les Huguenots avoient demandé avec instance la convocation des Etats Généraux, se persuadant, qu'outre qu'il y auroit un bon nombre de Députés de leur Religion, ils auroient encore pour eux ceux du Parti du Duc d'Alençon, & plusieurs autres qui n'étoient pas contents du Gouvernement. Mais lorsqu'on fit les élections des Députés, le Duc d'Alençon avoit déjà changé de Parti. D'ailleurs, la Cour, par ses intrigues & par son argent, trouva le moyen de faire élire un grand nombre de Députés contraires aux Huguenots. Ainsi, les Etats s'étant assemblés à Blois, au-lieu de faire des propositions favorables à la Religion Reformée, furent sur le point de demander au Roi la confirmation de la Ligue, & de le prier de lui donner le Duc de Guise pour Chef. Mais le Roi, qui avoit déjà conçu une extrême jalousie contre le Duc de Guise, résolut de rompre ce coup. Pour cet effet, il se déclara lui-même Chef de la Ligue, & après l'avoir signée de sa propre main, il la fit signer aux Grands de la Cour, & l'envoya dans les Provinces, afin que chacun en fit autant. Peu de tems après, les Etats lui ayant fait une députation, pour le prier de ne souffrir point dans le Royaume, d'autre Religion que la Catholique, il répondit, que c'étoit là son intention, & que si jamais il étoit contraint, par la nécessité, de promettre le contraire, même avec serment, il ne tiendrait sa parole que jusqu'à ce qu'il eût des forces suffisantes pour pouvoir se retracter. Ainsi les Huguenots se voyoient forcer à se défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang, sans pouvoir espérer de voir finir leurs maux par aucun Traité, puisque le Roi même déclaroit, qu'il n'en feroit jamais aucun avec eux, que pour les tromper.

D. Jean d'Autriche se rendit dans les Pais-Bas au commencement de l'année 1577, l'esprit rempli de vastes projets. C'étoit un Prince d'un grand génie, & d'une ambition proportionnée à sa naissance. La qualité de Sujet étoit pour lui un fardeau dont il auroit bien voulu se décharger. Toutes ses vues tendoient à devenir Souverain. Son premier projet avoit été de se faire Roi de Tunis: mais cela ne lui ayant pas réussi, il avoit conçu le dessein d'épouser la Reine d'Ecosse, & de parvenir par ce Mariage, à la Souveraineté de

ELISA-
BETH.
1576.

1577.
Affaires des
Pais-Bas.
Gruins.

ELISA- toute la Grande Bretagne. Cambien assure qu'il savoit cela de la
 BETH. bouche d'*Antonio Perez*, qui lui avoit dit de plus, que ce projet avoit
 1577. été communiqué au Pape Gregoire XIII. qui l'avoit approuvé, mais
 qu'on l'avoit caché au Roi Philippe. C'étoit apparemment, le sujet
 des Conférences que D. Jean avoit eues à Paris, avec le Duc de Gui-
 se. Ainsi, ce Prince, en arrivant dans les Pais-Bas, avoit deux grands
 desseins en tête: le premier, de subjuguier entierement ces Provin-
 ces: le second, de se rendre maître de l'Ecosse & de l'Angleterre. Eli-
 sabeth n'ignoroit pas le premier; mais le second étoit encore un se-
 cret pour elle.

La Pacification de Gand avoit été communiquée à la Cour d'Es-
 pagne, & Philippe, cedant au tems, avoit jugé à propos de la con-
 firmer par un Edit. Ainsi, lorsque D. Jean d'Autriche fut arrivé
 dans les Pais-Bas, il se vit contraint de la signer, avant que d'être
 reconnu pour Gouverneur. Cela fut suivi d'une Assemblée qui se
 tint à *Marche en Famine*, où il fut résolu de publier un Edit qui fut
 qualifié de *Perpétuel*, pour faire sortir les Troupes Espagnoles des Pais-
 Bas, en conséquence de la Pacification de Gand. Philippe approuva
 encore cet Edit, & les Espagnols furent envoyez en Italie, toutes les
 Places demeurant entre les mains des Etats. Jusques-là, D. Jean s'étoit
 vu contraint de dissimuler: mais quelque tems après, il leva le mas-
 que, en se saisissant par surprise, du Château de Namur. En même
 tems, il fit solliciter les Troupes Allemandes qui étoient demeurées
 dans le Pais, en attendant qu'on leur payât leurs arrerages, de lui
 livrer les Places où elles étoient en Garnison. Mais il fut prévenu
 par les Etats, qui trouverent le moyen de gagner ces Troupes avant lui.
 Les Etats attribuerent cette rupture à l'ambition de D. Jean, & ils
 en porterent leurs plaintes au Roi, à qui D. Jean écrivit aussi de son
 côté, que les cabales du Prince d'Orange l'avoient contraint de pour-
 voir à sa propre sûreté. Quoi qu'il en soit, les Etats de Brabant ap-
 pellerent le Prince d'Orange à leur secours, & lui donnerent la Surin-
 tendance de leur Pais, en lui conferant le Titre de *Ruart*. Cette dé-
 marche excita la jalousie du Duc d'Arschot & de quelques autres
 Seigneurs Brabançons, qui, pour ruiner le crédit du Prince d'Orange,
 proposerent aux Provinces Confédérées, d'élire un Gouverneur Gé-
 néral, sous prétexte qu'elles auroient un même Chef. Le Prince
 d'Orange sentit bien le coup qu'on lui portoit: mais, pour ne pas don-
 ner lieu à une funeste division des forces des Confédérés, il ne s'op-
 posa point à cette élection. Le choix tomba sur l'Archiduc Matthias,
 Frere de l'Empereur Rodolphe II., & le Prince d'Orange fut déclaré
 son Lieutenant. On inséra pourtant dans la Patente de l'Archiduc,
 certaines conditions qui, en lui laissant le titre & les honneurs du Gou-
 verneur, conservoient toute l'autorité aux Etats. Cela fait, Mat-
 thias s'étant évadé de la Cour de l'Empereur son Frere, ainsi qu'on
 le prétendit, se rendit dans les Pais-Bas, où il fut installé dans sa Char-

Matthias est
 élu Gouver-
 neur des
 Pais Bas.

ge. Ensuite, les Etats déclarèrent la Guerre à D. Jean, qui n'avoit pas attendu cela pour s'y préparer, en faisant venir d'Italie, des Troupes qui étoient déjà en chemin.

Ce fut alors seulement qu'Elisabeth s'aperçut qu'elle devoit faire attention à ce qui se passoit dans ces Provinces, parce que, dans le même tems, le Prince d'Orange l'informa du dessein qu'avoit D. Jean d'épouser la Reine d'Ecosse, & les Etats lui envoyèrent des Ambassadeurs pour lui demander quelque secours. Ainsi, voyant que les desseins du Gouverneur des Pais-Bas s'étendoient plus loin qu'elle n'avoit cru, elle ne balança point à prêter aux Etats une somme de cent-mille livres sterling qu'ils lui demandoient. Cambden parle en cet endroit, d'un Traité par lequel la Reine s'engageoit à donner aux Etats un secours de mille Cavaliers bien montez, à condition que le Commandant de cette Troupe seroit admis dans les délibérations du Conseil d'Etat, & qu'on n'y résoudroit rien sans son consentement. Mais Grotius ne parle point de ce Traité, dans ses Annales des Pais-Bas. Il dit seulement, que dès ce tems-là, Elisabeth s'interessa tellement dans les affaires des Provinces Confédérées, qu'elle ne souffroit point que les Etats prissent aucune résolution importante sans lui en donner avis. Elle avoit en effet un grand intérêt à faire en sorte que la Guerre, qui ne faisoit que commencer dans les Pais-Bas, s'y continuât de telle maniere, que D. Jean d'Autriche ne fût pas en état d'exécuter les projets qu'il avoit faits par rapport à l'Angleterre. Ces projets n'étoient pas une chimere inventée par le Prince d'Orange, pour engager Elisabeth à la défense des Pais-Bas. *Famianus Strada* en parle positivement dans son Histoire. Il dit même, que *Gregoire XIII.* avoit envoyé un Nonce à D. Jean, avec une somme de cinquante-mille écus, pour l'employer à l'Expédition projetée contre l'Angleterre; mais qu'il se vit obligé de s'en servir pour faire la Guerre aux Etats. Cependant, dans le tems même qu'Elisabeth prêtoit de l'argent aux ennemis de Philippe II. pour lui faire la Guerre, elle lui écrivit, qu'elle ne pensoit nullement à rompre l'ancienne Alliance entre l'Angleterre & la Maison de Bourgogne: qu'au contraire, elle ne fournissoit de l'argent aux Conféderez, qu'en vue de lui conserver ces Provinces, & pour empêcher que le desespoir ne les engageât à se jeter entre les bras de la France. Selon les apparences, Philippe ne se payoit pas d'une semblable raison: mais il feignit d'en être content, pour ne pas engager Elisabeth à en faire davantage.

Dans ce même tems, les affaires de France se trouvoient dans une triste situation. Ce qui s'étoit passé aux Etats de Blois, ne pouvoit qu'exciter une Guerre Civile dans ce Royaume. Les Huguenots, voyant que la résolution étoit prise de les exterminer, firent une Contre-ligue, dont le Roi de Navarre fut déclaré Général, & le Prince de Condé nommé pour son Lieutenant. Le précédent Edit de Pacification ayant été révoqué, selon qu'il avoit été résolu dans les

ELISABETH.

1577.

Les Etats déclarent la Guerre à D. Jean.

Ambassade des Etats à Elisabeth.

Desseins de D. Jean d'Autriche.

Grotius.

Elisabeth prête de l'argent aux Etats.

Elle a intérêt de secourir les Pais-Bas.

Strada, Guerres de Flandres.

Sa Lettre à Philippe II.

Grotius.

Cambden.

Suite des affaires de France.

Mazarin.

ELISABETH. 1577. Etats, les hostilités recommencerent de part & d'autre, mais avec beaucoup de delavantage pour les Huguenots, qui se trouvoient extrêmement foibles. Cependant, comme cette Guerre donnoit trop de crédit au Duc de Guise, dont la puissance causoit au Roi une extrême jalousie, Henri jugea qu'il étoit de son intérêt d'accorder la Paix aux Huguenots. Depuis ce tems-là, ce Prince se plongea dans les voluptez, & fit des dépenses si excessives, qu'il en perdit l'estime & l'affection de ses Sujets. Le Prince Lorrain fut bien profiter des avantages que la conduite du Roi lui procuroit, ainsi qu'on le verra dans la suite.

1578.
Desseins du
Pape & de
Philippe II.
contre l'Ir-
lande.

*Annales de
Cambden.*

Pendant qu'Elisabeth assistoit les Conféderez des Pais-Bas, sous prétexte de les empêcher de se donner à la France, Philippe lui rendoit ce bienfait, en tâchant de faire revolter l'Irlande. C'étoit un projet formé depuis quelque tems, en faveur du Pape Gregoire XIII., qui vouloit procurer à *Jacques Buoncompagno* son Fils, la Couronne de ce Royaume. *Stuckley*, Anglois fugitif, en étoit le premier Auteur, & Philippe II. s'étoit chargé de fournir ce qui seroit nécessaire pour le faire réussir. Dans l'année 1570, *Stuckley* s'étoit retiré auprès de Pie V. & lui avoit persuadé qu'il seroit très facile de brûler la Flotte d'Angleterre, & de conquerir ensuite l'Irlande, & pour cet effet, il demandoit qu'on lui donnât le commandement d'une Flotte, & de trois mille Soldats Italiens. Ce projet, qui n'avoit pu alors s'exécuter, fut repris sous le Pontificat de Gregoire XIII. qui fut leurré de l'esperance de faire tomber la Couronne d'Irlande sur la tête de son Fils bâtard. Comme *Stuckley* n'ignoroit pas, qu'outre la Flotte Royale, Elisabeth pouvoit, dans le besoin, armer un bon nombre d'autres Vaisseaux, il avoit proposé de faire freter par des Flamans, des François, des Italiens, autant de Vaisseaux Anglois qu'il seroit possible, & de les envoyer en quelque voyage de long cours. Ensuite, il devoit aller attaquer la Flotte Royale qui se trouvoit alors assez foible, & tâcher de la brûler, dans les Ports où elle étoit dispersée. Cela fait, il se proposoit d'aller faire descente en Irlande, où il ne doutoit pas que les Irlandois naturels ne se joignissent à lui, & après en avoir chassé les Anglois, il devoit y faire proclamer Roi, le Fils du Pape. Il n'y a pas beaucoup d'apparence que Philippe II. comptât sur le succès de cette entreprise: mais il eseroit sans doute, de faire à Elisabeth une diversion qui l'empêcheroit de secourir les Rebelles des Pais-Bas, ou du moins, lui seroit comprendre, qu'elle devoit garder plus de ménagemens avec lui. Quoi qu'il en soit, le Pape, après avoir conféré à *Stuckley* des Titres honorables pris du Royaume d'Irlande, comme s'il en eût été déjà le maître, lui donna quelques Vaisseaux, & huit-cens Soldats Italiens payez par le Roi d'Espagne. *Stuckley* partit de Civitavecchia, & arriva heureusement à Lisbonne, à dessein de continuer son voyage & son entreprise. Mais le Roi D. Sebastien, qui étoit alors sur le point de passer en Afrique pour faire

la

la Guerre aux Maures, lui persuada de l'accompagner dans son Expédition, & obtint pour cela le consentement de Philippe. Peu de tems après, ils périrent tous deux à la Bataille d'*Alcazar*, & Philippe, abandonnant le projet de conquérir l'Irlande, ne pensa qu'à s'assurer la Couronne de Portugal, après la mort du vieux Cardinal Henri qui succéda au Roi D. Sebastien.

ELISA-
BETH.
1578.

La Guerre étant commencée dans les Pais-Bas, il se forma en Angleterre certaines Troupes ou Compagnies de Volontaires, pour aller servir les Etats, avec le consentement, ou du moins la connivence de la Reine. D'un autre côté, une partie des Troupes Espagnoles qui avoient été congédiées à l'arrivée de D. Jean d'Autriche, étoient déjà retournées dans les Pais-Bas, & de plus, *Alexandre Farnese*, Fils d'Octavio, avoit amené à D. Jean un Corps considerable d'Italiens. Avec ces forces, D. Jean obtint à Gemblours, sur l'Armée des Etats, une victoire signalée, qui fut suivie de la prise de plusieurs Places. Quelque tems après, Philippe II. offrit la Paix aux Etats : mais comme c'étoit sous des conditions bien différentes de la Pacification de Gand, & qu'il ne parloit pas de rappeler D. Jean d'Autriche, ses offres furent rejetées.

Suite des
affaires des
Pais-Bas.
Cambden;
Annales de
Grosius.

Les affaires des Etats se trouvoient pourtant dans une fâcheuse situation. La jalousie entre les Grands, & la diversité des Religions, causoient des Troubles très dangereux dans cette Republique naissante. Le Duc d'Anjou & le Prince Casimir offroient également du secours aux Etats, qui ne favoient de quel côté se tourner. Mais dans ce même tems, il leur arriva un bonheur à quoi ils ne s'étoient pas attendus. Ce fut, que la Ville d'*Amsterdam*, qui jusqu'alors avoit tenu le parti du Roi, résolut de se joindre à la Confédération, & par là ce Parti fut considerablement renforcé. D'un autre côté, ce qui se passa bien-tôt après, dans la même Ville, accrut beaucoup les soupçons & les défiances des Catholiques. Ceux qui en avoient été bannis pour cause de Religion, y ayant été rappelés, trouverent le moyen d'en chasser les Magistrats, & de faire mettre le Gouvernement de la Ville entre les mains des Reformez. La même chose se fit à *Haarlem*, à *Utrecht*, & en quelques autres Villes, & cela donna lieu aux Catholiques de soupçonner, que, sous prétexte de maintenir la Liberté, on n'eût dessein de bannir du Pais l'ancienne Religion, contre la Pacification de Gand. Cela fut cause que, pour prévenir l'exécution de ce projet, les Catholiques proposèrent de donner le Gouvernement de l'Etat au Duc d'Anjou, Prince attaché à sa Religion, & sur lequel ils esperoient que le Prince d'Orange n'auroit pas le même pouvoir que sur Matthias. Le Prince d'Orange ne jugeant pas à propos de s'opposer à cette proposition, de peur de fortifier les soupçons des Catholiques, le Duc d'Anjou fut déclaré par les Etats, *Protecteur de la Liberté Belgique*.

Divisions
dans les Pais-
Bas.

Le Duc
d'Anjou est
élu Protec-
teur de la Li-
berté Belgi-
que.

Cependant, les Reformez craignant que l'arrivée du Duc d'Anjou

ELISA- ne produisit quelque changement desavantageux à leur Religion, pré-
BETH. senterent une Requête aux Etats, par laquelle ils demandoient d'être ad-
 1578. mis à exercer les Emplois publics, aussi bien que les Catholiques. Cette
 Les divi- demande leur fut accordée, à condition que les Catholiques jouiroient
 sions conti- du même privilege en Hollande & en Zélande: mais ces deux Pro-
 nuent. vinces, sans s'opposer directement à cette résolution, trouverent pour-
 tant le moyen d'é luder la condition qu'on y avoit ajoutée. De là
 naquirent de grandes divisions parmi les Conféderez. Les Catholiques
 ne vouloient rien ceder dans les Provinces où ils étoient maîtres, puis-
 que la Hollande & la Zélande n'exécutoient pas ce qui avoit été or-
 donné, & les Reformez vouloient se saisir par force, de ce qui leur
 avoit été accordé par les Etats.

Les Gantois Pendant que ces differens diminuoient sensiblement l'union entre
augmentent les Provinces Confédérées, il arriva que les habitans de Gand chas-
la division. sèrent de leur Ville tous les Prêtres Romains, & que, sans vouloir obéir
 à l'Archiduc & au Prince d'Orange, qui leur ordonnoient de les
 rappeler, ils prirent diverses précautions pour se défendre en cas qu'on
 voulût les contraindre d'obéir. D'un autre côté, les Peuples d'Ar-
 tois & du Haynaut refusoient de souffrir des Reformez dans leur Pais,
 & prétendoient même qu'on devoit employer la force pour ranger
 les Gantois à leur devoir. Mais le Prince d'Orange s'opposoit forte-
 ment à toutes les voyes de fait, à cause du danger manifeste qu'il y
 avoit à tourner les armes des Conféderez contre eux-mêmes, dans le
 tems que D. Jean d'Autriche se préparoit à faire un effort conside-
 rable pour les ruiner. En effet, peu de tems après, il entreprit de
 forcer l'Armée des Etats dans son propre Camp, qui étoit bien re-
 tranché: mais il fut vaillamment repoussé. Cette entreprise ne lui
 ayant pas réussi comme il l'avoit espéré, il fit de nouvelles proposi-
 tions de Paix, en vue d'endormir les Etats, en attendant l'arrivée
 d'un Corps de Troupes considerable qu'on lui amenoit. Par cette mé-
 me raison, les Etats voulurent bien entrer en négociation pour gagner
 du tems, parce qu'ils attendoient le Prince Calimir qui leur amenoit
 une Armée, & le Duc d'Anjou qui étoit déjà sur les frontieres du
 Haynaut, avec huit-mille hommes. D. Jean ayant reçu le premier
 le secours qu'il attendoit, rompit la négociation, & recommença les
 hostilités, étant à la tête de trente-mille hommes de pied, & de sei-
 ze-mille de Cavalerie. Le Prince Calimir étant aussi arrivé peu de
 tems après, l'Armée des Etats se trouva forte de soixante-mille hom-
 mes, pendant que le Duc d'Anjou s'emparoit en Haynaut, de la pe-
 tite Ville de *Binck*. L'Armée de Calimir étoit principalement payée
 par la Reine, qui avoit intérêt d'empêcher que D. Jean ne se rendit
 trop puissant dans les Pais-Bas, quoique, feignant d'ignorer ses des-
 seins, elle trouvât d'autres prétextes pour justifier les secours qu'elle
 donnoit aux Etats.

Les divisions entre Gand & les Provinces d'Artois & de Haynaut, ren-

rendirent le grand armement des Etats inutile. Quelques-unes de leurs Troupes, se plaignant qu'on ne leur payoit pas exactement leur solde, quitterent tout à coup l'Armée, & s'emparèrent de *Menin*. Peu de tems après, le Colonel *Montigny* suivit leur exemple, avec tout son Régiment, & se mit à la tête de tous les déserteurs. Ensuite, il alla joindre les Troupes d'Artois, & faire des Courtes dans la Province de Flandre. Alors les Gantois, voyant leurs voisins devenus si puissans, & en état de leur faire la Loi, appelèrent le Prince Casimir à leur secours, & s'engagerent à payer les Troupes. Ce Prince ayant accepté leurs offres, & s'étant rendu à Gand, le Duc d'Anjou refusa de se joindre à l'Armée des Etats, à moins que le Prince Palatin n'y retournerait avec ses Allemans; & comme il ne put l'obtenir, il s'en retourna en France, laissant à ses Troupes la liberté de se joindre à celles de Montigny. Ainsi ces deux Princes, qui n'étoient allés dans les Pais-Bas que pour secourir les Provinces Confédérées, ne servirent qu'à ruiner leurs affaires, en entretenant les divisions entre les habitans. Quelque tems après, Casimir fit un voyage en Angleterre, apparemment pour justifier sa conduite auprès d'Elisabeth, qui lui avoit fourni de l'argent pour lever & pour entretenir son Armée.

D. Jean d'Autriche n'eut pas le tems de profiter des Troubles qui s'étoient élevés dans les Pais-Bas, étant mort le 1. d'Octobre. On avoit déjà fait contre lui une Conspiration, pour laquelle deux Anglois, savoir *Ratcliff* & *Gray*, avoient été exécutés. Mais il ne put éviter le poison que le Roi son Frere lui fit donner, s'il en faut croire certains Auteurs. Après sa mort, le Prince de Parme se chargea du commandement de l'Armée, en attendant les ordres de la Cour d'Espagne. Son principal soin fut de fomenter la division entre les Flamans & les habitans du Haynaut & de l'Artois, à quoi il réussit selon ses souhaits.

Pendant que le Duc d'Anjou étoit dans les Pais-Bas, il envoya en Angleterre un Gentilhomme nommé *Bacqueville*, pour renouer la négociation de son Mariage avec la Reine. Le Roi de France y envoya aussi *Rambouillet* pour le même dessein, souhaitant beaucoup de se délivrer de ce Frere qui lui causoit de l'inquietude, parce que c'étoit un esprit léger, qui se laissoit aisément conduire par des gens qui n'avoient pas toujours en vue son propre intérêt. La Reine reçut ces Envoyés avec tant de bienveillance, que tout le monde crut qu'elle avoit véritablement dessein de se marier. Il est assez difficile de savoir, si, étant alors âgée de quarante-cinq ans, elle pensoit sérieusement à épouser le Duc d'Anjou qui n'en avoit que vingt; ou si, se faisant une espece d'honneur d'être recherchée en Mariage, elle n'avoit en vue que d'amuser ce Prince. Pour moi, je suis persuadé que ce n'étoit qu'un effet de sa Politique, afin que le bruit se répandant dans le monde qu'elle alloit épouser le Duc d'Anjou, ses ennemis en fussent moins ardens à poutluyre les desseins qu'ils avoient formés contre

ELISABETH,
1578.

Mort de D.
Jean d'Autriche.
Ibid.
Camden.

Le Duc
d'Anjou pre-
se son Mari-
age avec Eli-
sabeth.
Camden.

La Reine
reçoit bien
son Envoyé.

ELISA- contre elle. J'entens les desseins particuliers qui pouvoient regarder sa vie, puisqu'il n'y avoit alors aucune apparence qu'elle dût être attaquée ouvertement, ni par conséquent, aucune raison pressante qui pût la déterminer à ce Mariage. Elle n'avoit rien à craindre du côté de l'Ecosse. La France n'étoit pas alors en état de faire aucun effort considérable contre l'Angleterre. Le Roi d'Espagne n'étoit attentif qu'à prendre des mesures pour se procurer la Couronne de Portugal. Enfin, les affaires des Pais-Bas se trouvoient dans une situation qui ne permettoit pas à D. Jean d'Autriche d'exécuter ses vastes projets. Ainsi, selon les apparences, ce n'étoit que la Politique qui faisoit agir la Reine en cette occasion. Mais, avant que de rapporter le succès de cette négociation, il faut nécessairement donner une connoissance générale de ce qui se passa en Ecosse pendant l'année 1778.

Affaires
d'Ecosse.
Mémoires de
Melvil.

Le Comte de Morton gouvernoit toujours ce Royaume, en qualité de Régent, mais de telle manière, qu'il se faisoit tous les jours de nouveaux ennemis. S'il en faut croire Melvil, il étoit avaré & orgueilleux. Il cherchoit des prétextes contre les gens riches, pour les dépouiller de leurs biens, & ne pouvoit souffrir auprès de lui que ceux qui étoient toujours prêts à l'encenser. Elisabeth, qui avoit intérêt de maintenir la tranquillité en Ecosse sous le gouvernement d'un homme sur qui elle pût compter, craignit qu'enfin la mauvaise conduite du Régent ne la privât de cet avantage. Cela fut cause qu'elle envoya Randolph en Ecosse, sous prétexte de féliciter le Roi, qui étoit alors âgé de onze à douze ans, sur les progrès qu'il faisoit dans les Etudes. Mais la principale affaire de l'Ambassadeur étoit, d'inspirer au Comte de Morton un peu plus de modération, & de le porter à vivre en bonne intelligence avec les Comtes d'Argyle & d'Athol, & avec quelques autres Seigneurs, qui étant mécontents, pourroient enfin exciter des Troubles dans le Royaume. Le Régent reçut cet avis en bonne part: mais n'ayant pas su en profiter, il fut lui-même l'unique cause de sa ruine.

Le Roi avoit pour Gouverneur, *Areskin*, Fils ou Frere du feu Comte de Marr, & quatre Précepteurs, du nombre desquels étoit *George Buchanan*. Le Comte de Morton ayant imprudemment mécontenté ces gens-là, ils trouverent le moyen de le mettre mal dans l'esprit du jeune Roi. Cela ne leur fut pas fort difficile, vu l'âge du Prince, l'accès continuel qu'ils avoient auprès de lui, & les fréquentes occasions que le Régent leur donnoit de faire remarquer sa mauvaise conduite. Quand ils eurent à peu près disposé l'esprit du Roi comme ils le souhaitoient, ils firent venir à la Cour, les Comtes d'Argyle & d'Athol, qui avoient déjà pris secrètement des mesures pour exécuter le coup qu'ils préparoient. Ces deux Seigneurs n'eurent pas beaucoup de peine à persuader au Roi, de se défaire de ce Régent incommode, & de prendre lui-même les rênes du Gouvernement, en lui

lui promettant de l'assister dans l'exécution de ce dessein. Cela se fit si promptement, que le Comte de Morton, qui n'en avoit rien soupçonné, ne se trouva pas en état de l'empêcher. Les États du Royaume, qui s'assemblerent dans ce même tems, confirmèrent par leur autorité, ce que le Roi avoit fait, & lui nommèrent un Conseil composé de douze Seigneurs, du nombre desquels étoit le Comte de Morton. Mais, au-lieu de prendre sa place dans ce Conseil, il feignit d'être entièrement dégoûté de la Cour, & se tint dans sa maison, où il ne paroissoit occupé que du soin de cultiver ses jardins.

Le jeune Roi ayant pris le Gouvernement entre ses mains, envoya d'abord une Ambassade à Elisabeth pour l'en informer. En même tems, il lui fit demander les biens du feu Comte de Lenox son Ayeul, & que l'Alliance entre l'Angleterre & l'Ecosse fût renouvelée. Le caractère d'Elisabeth & de son Conseil n'étoit pas de se conduire par des motifs de générosité, mais plutôt, d'user d'artifice pour tirer de chaque affaire qui se présentoit, le plus d'avantage qu'il étoit possible. Rien n'étoit plus équitable, que ce que le Roi d'Ecosse demandoit. La Comtesse de Lenox son Ayeule, qui venoit de mourir en Angleterre, avoit joui jusqu'à la fin de sa vie, du bien que Henri VIII. son Oncle lui avoit assigné en la mariant au Comte de Lenox. Le même Roi avoit aussi donné au Comte son Epoux certaines Terres, pour soutenir l'honneur qu'il avoit d'être Mari d'une Princesse du Sang Royal. Qui pouvoit donc être leur plus légitime Héritier, que le Roi d'Ecosse leur Petit-Fils? Cependant, le Conseil d'Angleterre prétendit, que cette Succession pouvoit lui être disputée par *Arbelle Stuart*, Fille de Charles Stuart Frere Cadet du feu Comte de Lenox, sous prétexte qu'elle étoit née dans le Royaume; quoiqu'en Angleterre, les Princes du Sang ne puissent pas être regardés comme étrangers, en quelque lieu qu'ils soient nez. Ce n'étoit pas que la Reine eût dessein de priver absolument le Roi d'Ecosse de cette Succession, mais elle vouloit par là le tenir dans la soumission, en lui faisant entendre, qu'on pourroit se servir de la même raison pour le priver du droit de succéder à la Couronne d'Angleterre, & qu'il auroit besoin d'elle pour surmonter les difficultez qui pourroient se présenter sur ce sujet. Par cette raison, elle fit mettre les biens demandez en sequestre, entre les mains du Lord Burghley. Quant au renouvellement de l'Alliance entre les deux Couronnes, elle nomma des Commissaires pour traiter sur ce sujet, avec les Ambassadeurs d'Ecosse. Ces Commissaires requirèrent d'abord les Ambassadeurs de faire des propositions, qui répondissent à la reconnaissance que le Roi leur Maître devoit avoir pour la Reine, qui l'avoit placé & maintenu sur le Trône aux dépens de son argent, & du sang de ses Sujets. Les Ambassadeurs répondirent, qu'ils n'avoient pouvoir que de renouveler l'Alliance entre les deux Couronnes, en y ajoutant seulement un article pour la défense de la Religion Protestante, qui avoit été reçue en Ecosse depuis le dernier

Tom. VI.

Xx

Traité.

ELISABETH.

1578.

Le Roi prend en main le Gouvernement.

Demandes du Roi d'Ecosse à Elisabeth.

Camden]

Eludée.

ELISA- Traité. Les Anglois, voulant faire regarder cette Alliance comme
BETH. très avantageuse au Roi d'Ecosse, proposèrent à leur tour, qu'en re-
 1578. compense des bienfaits que ce Prince avoit reçus & recevoit tous
 les jours de leur Reine, & des avantages que cette Ligue devoit pro-
 duire à l'Ecosse, il s'engageât à ne contracter aucune Alliance avec
 d'autres Princes ou Etats, & à ne se point marier, sans le consentement
 de la Reine d'Angleterre. Mais les Ambassadeurs rejetterent absolu-
 ment cette proposition.

Le Comte de Morton reprend son autorité.
 Cambden.
 Cependant, le Comte de Morton, qui avoit des intelligences dans
 Sterlyn où le Roi faisoit sa résidence, s'étant présenté la nuit à la por-
 te de cette Ville, avec une Troupe de gens armés, elle lui fut ouver-
 te, & il entra sans aucune opposition. Ensuite, il marcha droit au
 Palais du Roi, dont il se rendit maître, & après en avoir chassé ses
 ennemis, il reprit le poste qu'on lui avoit fait quitter malgré lui. Le
 Comte d'Athol, qui avoit été fait Grand Chancelier, mourut peu
 de tems après, & plusieurs crurent, qu'on avoit avancé sa mort
 par le poison. Il faut présentement retourner aux affaires d'Angle-
 terre.

1579.
 La Reine
 caresse beau-
 coup le Prince
 Calimire.
 Annales de
 Cambden.
 Le Prince Casimir ne quitta la Cour d'Elisabeth, que vers le milieu
 du mois de Février. Il y avoit été honoré & caressé d'une manière
 extraordinaire, la Reine ayant témoigné qu'on lui feroit plaisir de
 rendre le séjour de ce Prince en Angleterre, aussi agréable qu'il se-
 roit possible. Avant qu'il partit, elle lui donna l'Ordre de St. George,
 & lui attacha elle-même la Jayretiere à la jambe. Ce n'étoit pas sans
 raison, qu'elle le caressoit. Il avoit toujours un Corps considérable de
 Troupes, prêt à secourir les Protestans; & ce n'étoit pas un petit
 avantage pour elle, que de pouvoir compter sur lui, en lui fournis-
 sant de l'argent. Dans la situation où ses affaires se trouvoient, rien
 n'étoit plus digne de son attention, que d'empêcher la ruine des Pro-
 testans de France & des Pais-Bas, puisque sa sûreté dépendoit de leur
 conservation. Le Prince Palatin étoit un instrument dont elle se ser-
 voit pour entretenir dans ces Pais-là, des Troubles qui la faisoient
 dormir en repos. Lorsqu'il fut arrivé dans les Pais-Bas, il trouva
 que sa Cavalerie avoit accepté un passeport du Duc de Parme, pour
 pouvoir se retirer en Allemagne avec sûreté, parce que n'étant pas
 payée, elle ne vouloit, ni servir plus longtems, ni demeurer dans
 ce Pais.

Simié, En-
 voyé de
 France, avan-
 ce les affaires
 du Duc
 d'Anjou.
 ibid.
 Dans ce même tems, la Reine étoit occupée à une affaire qui de-
 mandoit toute son attention: c'étoit la négociation de son Mariage
 avec le Duc d'Anjou. Outre Rambouillet & Bacqueville, qui étoient
 depuis quelque tems en Angleterre pour ce sujet, le Roi de France
 y avoit encore envoyé *Simié*, homme habile & très propre pour une
 telle négociation. Elisabeth avoit beaucoup d'esprit & de bon-sens,
 & connoissoit parfaitement ses propres intérêts: mais elle n'étoit pas
 exempte de toutes les passions de son sexe. *Simié* ayant bien-tôt
 connu

connu son caractère, ne s'amusa pas à solliciter les affaires du Duc d'Anjou par des raisons d'Etat & de Politique: elle en favoit plus que lui sur cette matiere. Mais il fut si bien prendre le chemin le plus propre pour gagner son cœur, qu'il se fit écouter mieux que le Duc d'Anjou n'auroit fait lui-même. Tout le monde étoit surpris de la voir si fort changée, & des progrès que le Duc d'Anjou avoit faits par le moyen de Simié. On croyoit même que cet Agent s'étoit servi de quelque mauvais moyen, tant il avoit eu l'art de se rendre agréable, si toutefois, il n'étoit pas lui-même trompé par la Reine. Sur toutes choses, il prenoit un extrême soin de détruire le Comte de Leicester, n'ayant pas les mêmes raisons que les Courtisans Anglois, de ménager ce Favori. Ce fut lui qui découvrit à la Reine le Mariage clandestin de Leicester avec la Veuve du Comte d'Essex, & cette découverte la mit dans une si grande colere, qu'elle fut sur le point de l'envoyer à la Tour. Leicester étoit au desespoir, de se voir ainsi braver par cet Etranger. On dit même, qu'il avoit corrompu un Soldat aux Gardes, qui s'étoit engagé à le tuer. Il est du moins certain, que la Reine craignant que les Envoyez de France ne recusent quelque affront, les prit sous sa protection spéciale, & fit publier des défenses de leur causer aucun déplaisir. Il arriva peu de tems après, que la Reine étant dans un bateau sur la Tamise, avec les trois Envoyez de France, il fut tiré du bord, un coup de pistolet qui blessa un des Rameurs. L'homme qui avoit tiré fut pris sur le champ, & on le menaça de l'appliquer à la question: mais il se défendit avec tant d'ingénuité, que la Reine fut persuadée de son innocence. Elle prit occasion du pardon qu'elle accordoit à cet homme, de faire valoir l'affection qu'elle avoit pour ses Sujets, en disant, qu'elle ne pouvoit croire d'eux, ce qu'un Pere ne pouvoit croire de ses Enfans.

Peu de tems après, le Duc d'Anjou arriva en Angleterre *incognito*, n'étant accompagné que de deux de ses Domestiques. Il se rendit à la Cour, sans être connu de personne, & après avoir eu quelques entretiens secrets avec la Reine, il s'en retourna en France. Deux mois après, la Reine donna ordre à quelques-uns de ses Conseillers les plus affidés, d'examiner ensemble les avantages & les desavantages qui pourroient provenir de son Mariage avec le Duc d'Anjou, & de lui en faire leur rapport.

Pendant qu'Elisabeth étoit attentive à se concilier l'amitié du Roi de France, le Duc de Guise ourdissoit une trame capable de lui causer un jour beaucoup d'embarras. Comme l'Angleterre ne pouvoit être commodément attaquée que du côté d'Ecosse, ce Duc, qui n'avoit pas perdu de vue le projet que le feu Duc son Pere & le Cardinal son Oncle avoient formé, pensoit aux moyens d'en applanir les difficultez, en brouillant Elisabeth avec le Roi d'Ecosse. Il se servit pour cela d'*Esme Stuart* Baron d'Aubigny, qui se rendit en Ecosse,

ELISABETH.
1578.

Leicester est grand ennemi de Simié.

Coup de pistolet tiré dans le bateau de la Reine.

Le Duc d'Anjou rend visite à Elisabeth *incognito*.
Camden.

Esme Stuart tâche de brouiller Jacques avec Elisabeth.
Melvil.
Camden.

ELISA- sous prétexte de rendre ses respects au Roi, comme son proche pa-
BETH. rent. Il étoit Fils de Jean Stuart, Frere Cadet de Matthieu Comte de
 1579. Lenox, Ayeul paternel du jeune Roi. Ce Seigneur, qui étoit habitué
 en France, où la Maison possédoit la Terre d'Aubigny, s'étant rendu
 auprès du Roi, sut si bien s'infinuer dans ses bonnes grâces, qu'en peu
 de tems, il devint son Favori. Il y avoit aussi dans le même tems,
 un autre jeune homme d'une Branche de la même Maison de Stuart,
 distinguée par le nom d'*Ogbiltry*, qui étoit fort aimé du Roi. Ces
 deux Favoris s'unirent étroitement ensemble pour ruiner le Comte de
 Morton, tant pour leur propre intérêt, qu'à cause que, pour exécu-
 ter les desseins du Duc de Guise, il falloit se défaire de ce Seigneur
 qui étoit trop attaché aux intérêts de l'Angleterre. Pour exécuter
 leur projet, ils persuaderent au Roi d'aller visiter quelques-unes des
 Provinces de son Royaume, sachant bien que le Régent avoit des
 affaires qui l'empêcheroient de l'accompagner. Le Comte de Mor-
 ton, qui n'avoit aucun soupçon contre ces jeunes gens qui sembloient
 ne s'occuper qu'à des bagatelles, ne s'opposa point au dessein du Roi.
 Pendant ce voyage, les deux Favoris inspirèrent au Roi une haine ex-
 cessive contre le Régent, & une envie démesurée de se délivrer
 de lui. On verra bien-tôt les effets que cette haine produisit :
 mais il faut auparavant dire un mot de ce qui s'étoit passé dans les
 Pais-Bas.

Affaires des L'Armée des Etats étant beaucoup affoiblie par la retraite des
Pais Bas. Troupes Allemandes, le Prince de Parme assiegea Mastricht, pendant
Annales de que des Plénipotentiaires des deux Partis négocioient la Paix à Co-
Grotius. logne. Mais cette négociation ne servit qu'à defunir de plus en plus
 les Conféderez. Depuis ce tems-là, plusieurs Seigneurs les aban-
 donnerent. Montigny se rendit à l'Armée du Prince de Parme, avec
 l'Armée qu'il commandoit. L'Artois & le Haynaut firent leur Trai-
 té particulier, & quelques autres Provinces se remirent aussi sous la
 domination du Roi d'Espagne. Le Prince d'Orange, voyant cette dé-
 fection, fit de nouveaux efforts pour unir encore plus étroitement les
 Provinces qui persisteroient dans la résolution de secouer le joug de
 Philippe. Il y réussit enfin, & fit signer la fameuse *Union d'Utrecht*,
 entre la Hollande, la Zélande, la Frise, & Utrecht, dont on peut
 voir les articles dans les Histories de ce Pais-là. Gand & Ypre se
 joignirent ensuite à l'Union, & le Prince d'Orange fut fait Gouver-
 neur de Flandre. Cependant, le Prince de Parme se rendit maître de
 Mastricht, après quoi il congédia la plus grande partie des Troupes Es-
 pagnoles & Italiennes, comme il s'y étoit engagé. Cette bonne-foi
 lui fit acquiescer *Malines, Lisse, & Valenciennes*.

Union d'U- La Ville de Londres s'accroissant excessivement, au préjudice des
trecht. autres Villes du Royaume, la Reine crut qu'il étoit nécessaire de re-
 1580. médier à cet inconvénient. Elle publia donc au commencement de
Défense l'année 1580. une Proclamation qui défendoit de bâtir aucune nou-
d'augmenter velle
la Ville de
Londres.
Camden.

velle maison, à une moindre distance que de trois milles, à peine de prison, & de confiscation des matériaux. Il seroit à souhaiter pour l'Angleterre, que cette défense eût été ponctuellement exécutée jusqu'à présent, puisque cette Ville s'est tellement aggrandie, qu'elle est devenue une tête monstrueuse d'un corps d'une médiocre grandeur, avec lequel elle n'a point de proportion.

ELISABETH.
1580.

Mais il y avoit un mal encore plus pressant, auquel il n'étoit pas moins nécessaire de remédier. C'étoit d'empêcher les Seminaires Anglois établis dans les Pais étrangers, d'envoyer des Prêtres en Angleterre pour y prêcher la revolte & la sédition, sous prétexte d'administrer les Sacremens aux Catholiques. Les Prêtres, qui avoient été chassés d'Angleterre au commencement de ce Regne, avoient établi un College à Douay, par les soins de *Guillaume Allen* natif d'Oxford, qui fut ensuite Cardinal. Pendant que le Duc d'Albe fut Gouverneur des Pais-Bas, ce fut dans ce College que se formerent tous les complots dont j'ai déjà parlé, en faveur de la Reine d'Ecosse. Mais le Commandeur de Requesens ayant chassé des Pais-Bas tous les Anglois fugitifs, les Membres du College de Douay se retirèrent, partie à Rheims, partie à Rome, où ils établirent des Seminaires, sous la protection du Pape & du Cardinal de Lorraine qui étoit Archevêque de Rheims. C'étoient ces deux Maisons, qui fournissoient des Prêtres aux Catholiques d'Angleterre. Pendant que la Cour crut que ces gens-là ne faisoient qu'administrer les Sacremens en cachette à ceux de leur Religion, elle feignit de n'y prendre pas garde. Mais on découvrit enfin, qu'ils prenoient soin de répandre des maximes pernicieuses qui pouvoient produire de fâcheux effets. Ils soutenoient, que le Pape avoit le droit de déposer les Rois, & qu'Elisabeth ayant été excommuniée & déposée par la Bulle de Pie V., ses Sujets n'étoient plus tenus de lui obéir. Quatre de ces dangereux Emissaires furent condamnés à mort & exécutés, pour avoir eu la hardiesse de soutenir publiquement, que la Reine avoit été légitimement privée de la Couronne.

Seminaires
d'Anglois à
Rome & à
Rheims.

Quatre
Prêtres exé-
cutés.

Cela n'empêcha pas que de ces deux Seminaires, on ne continuât toujours à envoyer en Angleterre, des bouteux, auxquels se joignirent *Robert Persons*, & *Edmond Campian*, Jésuites, qui furent les premiers de cet Ordre employez à prêcher les dangereuses maximes dont j'ai parlé ci-dessus. Ils avoient obtenu du Pape une Bulle datée du 14. d'Avril 1580. par laquelle il déclaroit que la Bulle de Pie V. lioit Elisabeth & les Hérétiques pour toujours: mais que les Catholiques étoient dispensés d'y obéir, jusqu'à ce qu'il se présentât une occasion favorable pour l'exécuter. Ces deux Jésuites avoient feint d'être Protestans, & avoient eu même des Emplois dans l'Université d'Oxford. Ensuite, s'étant retirés hors du Royaume, ils y retournoient de tems en tems, déguisez, tantôt en Ministres, tantôt en Soldats, ou de quelque autre manière, & parcouroient les mai-

Premiers
Jésuites en
Angleterre.

ELISA- fons des Catholiques, sous prétexte de les instruire & de les consoler, mais en effet, pour leur inspirer la sédition & la revolte. Ils eurent même la hardiesse de provoquer les Ministres Protestans à la dispute, par des Ecrits imprimez. Tout cela étant venu à la connoissance de la Reine, elle fit publier une Proclamation, qui enjoignoit à tous ceux qui avoient des Enfans au-delà de la mer, de donner leurs noms dans dix jours, & de les rappeler dans un mois, avec défense de leur fournir de l'argent après ce tems-là. La même Proclamation défendoit à tous les Sujets, de loger ou d'entretenir des Jésuites, ou des Prêtres sortis des Seminaires de Rome ou de Rheims, sur peine d'être punis comme séditieux & rebelles.

BETH.
1580.
Proclamation qui ordonne de rappeler les enfans, des Pais étrangers.

Autre menaçante.

Descente des Espagnols en Irlande,

Peu de tems après, on fit courir divers Livres imprimez qui faisoient connoître, que le Pape & le Roi d'Espagne avoient formé le dessein de subjuguier l'Angleterre, & d'y rétablir la Religion Catholique, & qui exhortoient les Catholiques Anglois à favoriser l'exécution de ce dessein. Sur cela, la Reine fit publier une autre Proclamation dans laquelle elle disoit, qu'elle n'ignoroit pas les pratiques de ses ennemis, mais qu'avec la grace de Dieu, & l'assistance de ses fideles Sujets, elle se trouvoit en état de résister aux attaques tant du dedans que du dehors. De plus, que comme les complots qui se tramoièrent n'étoient pas seulement contre sa personne, mais encore contre tout le Royaume, elle ne prétendoit pas être cruelle aux bons, en supportant les méchans; & que, par cette raison, ceux qui à l'avenir ne se contendoient pas dans les bornes de leur devoir, ne devoient attendre d'elle aucune grace.

Les menaces qu'on avoit faites de la part du Pape & du Roi d'Espagne, n'étoient pas tout-à-fait vaines, puisqu'il parut dans cette même année, qu'il y avoit un complot formé contre l'Irlande. Arthur Gray, Viceroy de cette Isle, eut avis que sept-cens Espagnols ou Italiens, envoyez par le Pape & par Philippe II., y étoient descendus sans opposition, étant conduits par un Italien nommé *San Jofeppe*, & y avoient d'abord construit un Fort qu'ils avoient nommé *le Fort del Oro*. Le Comte d'Ormond, qui n'étoit pas loin de ces quartiers-là, y étant accouru avec des Troupes, y fit quelques prisonniers, qui déclarèrent qu'ils avoient apporté des armes pour cinq ou six-mille hommes, qui devoient se joindre à eux à dessein de chasser les Anglois de l'Isle. Le Comte n'ayant pas assez de Troupes pour assiéger le Fort, se contenta de l'investir, en attendant le Viceroy qui s'étoit mis en marche pour le venir joindre. Peu de tems après, le Fort fut assiégé dans les formes, & contraint de se rendre le cinquième jour, à discrétion. Cet heureux succès fut souillé par la cruauté des Anglois, qui, sous prétexte qu'ils auroient trop de peine à garder tant de prisonniers, passèrent les Espagnols au fil de l'épée, & firent pendre tous les Irlandois.

Cet-

Cette même année fut fameuse par le retour de *François Drack*, de son Voyage autour du Monde. Il avoit navigé en Amérique, dans les deux Mers du Nord & du Sud, & y avoit amassé une prodigieuse quantité d'or & d'argent qu'il avoit enlevé aux Espagnols. A son retour, qui fut au mois de Novembre, la Reine le fit Chevalier, & voulut dîner sur le Vaisseau qui avoit fait ce grand Voyage. Ensuite, elle donna ordre qu'il fût conservé à Deptford, & qu'on y mit certaines Inscriptions, pour laisser à la Postérité, la mémoire de cette navigation.

ELISA-
BETH.
1580.
Retour de
Drack de
son voyage
autour du
Monde.

Bernardin de Mendoza, Ambassadeur d'Espagne, fit de grandes plaintes contre Drack. Il demanda qu'il fût puni pour ses déprédations, & pour avoir eu la hardiesse de naviger dans des Mers qui étoient de la domination du Roi d'Espagne, & que tout l'argent qu'il avoit pillé sur les Espagnols leur fût rendu. On lui répondit, que les Mers des Indes étoient communes à toutes les Nations de l'Europe, & que les Anglois ne reconnoissoient en aucune manière la propriété que le Roi d'Espagne s'en attribuoit, ni le don prétendu d'un Pape, qui n'avoit eu aucun droit de disposer des Pais & des Mers qui ne lui appartenoient pas: Que Drack seroit toujours prêt à répondre en Justice, quand on voudroit l'attaquer: Que, pour empêcher qu'il ne détournât l'or & l'argent qu'il avoit apporté, la Reine l'avoit fait mettre en séquestre, en vue de satisfaire le Roi d'Espagne, s'il pouvoit prouver qu'ils appartenissent à lui ou à ses Sujets, quoique les traits à quoi elle étoit obligée pour défendre l'Irlande contre les attaques des Espagnols, montaissent à beaucoup plus. La Reine ne laissa pourtant pas de rendre dans la suite, une partie de ces trésors.

Plaintes de
l'Ambassa-
deur d'Espa-
gne contre
Drack.
Réponse de
la Reine.

Henri Fitz Allen, Comte d'Arundel, mourut cette année. Il fut le dernier de cette illustre Maison, qui avoit fleuri en Angleterre durant plus de trois-cens ans. Une de ses Filles avoit épousé *Thomas Howard* Duc de Norfolk, & ce fut par ce Mariage que le Titre de Comte d'Arundel passa dans la Maison de Howard.

Mort du
Comte d'A-
rundel.

La Guerre de Religion s'étoit renouvelée en France, au mois de Janvier, & fut terminée au mois de Novembre, par un sixieme Traité de Paix.

Affaires de
France.
Mazarin.

Cette même année, *Philippe II.* s'empara du Trône de Portugal, vacant par la mort du Roi *Henri D. Antoine*, Prieur de Crato, Fils naturel de *D. Louis Frere* du dernier Roi, voulut disputer cette Couronne au Roi d'Espagne, mais les forces de ces deux Compétiteurs étant trop inégales, *D. Antoine* ne fit que de vains efforts.

Philippe II.
s'empara du
Portugal.

Les Affaires d'Ecosse commençoient à causer quelque inquiétude à *Elisabeth*, parce qu'elle savoit que les deux Favoris du Roi *Jaques* travailloient de tout leur pouvoir à le détacher des intérêts de l'Angleterre. Le premier point de leur projet étoit, d'achever de ruiner le Comte de Morton, qu'ils avoient déjà détruit dans l'esprit du Roi.

Affaires
d'Ecosse.

Le.

ELISABETH. Le second, d'engager le Roi à épouser une Femme Française. Le troisieme, de le porter, après son Mariage, à déclarer le Duc de Guise son Lieutenant Général. Les avis que la Reine recevoit sur ce sujet n'avoient pas besoin de preuve, puisqu'elle savoit depuis long-tems, le dessein qu'on avoit de l'attaquer du côté de l'Ecosse, & que ce qui se tramoit à la Cour du Roi Jaques, étoit tout-à-fait propre à faire réussir ce projet. Elle voyoit d'ailleurs, que les deux Favoris, dont l'un étoit entierement dévoué à la Maison de Lorraine, gaignoient de plus en plus l'affection & la confiance du Roi, qui se faisoit un plaisir de les combler de bienfaits. Aubigny avoit été fait Comte, & puis Duc de *Lenox*, & Jaques Stuart avoit été honoré du Titre de Comte d'*Aran*. Sur les avis qu'elle avoit reçus, elle crut qu'il falloit commencer par ouvrir les yeux au jeune Roi, par rapport aux complots de ses Favoris, ou le mettre dans la nécessité de faire connoître qu'il les approuvoit, ce qui ne pouvoit que produire un grand mécontentement parmi le Peuple d'Ecosse. Pour cet effet, elle envoya *Bowes* en Ecosse, avec ordre d'accuser le Duc de *Lenox* en présence du Roi & de son Conseil, d'avoir, avec la Cour de France, & particulièrement avec le Duc de Guise, des intelligences qui tendoient à la ruine de l'Ecosse & de l'Angleterre. Le Conseil d'Ecosse, dirigé par le Duc de *Lenox*, ne jugea pas à propos de recevoir cette accusation: mais le Roi envoya en Angleterre, le Baron de *Hum*, pour justifier son Favori auprès de la Reine, qui refusa de lui donner audience. Rien ne pouvoit être plus agreable aux Favoris, que la mesintelligence qui commençoit à se former entre leur Maître & la Reine d'Angleterre. Pour ne lui donner pas le tems de se refroidir, un jour que le Comte de *Morton* assistoit au Conseil, le Comte d'*Aran* l'accusa d'avoir été complice de la mort du feu Roi. Sur cette accusation, il fut d'abord arrêté, mis en prison dans le Château d'*Edimbourg*, & ensuite transféré à *Dumbarton*.

Elisabeth, ayant appris la disgrâce du Comte de *Morton*, & comprenant que son attachement pour l'Angleterre en étoit l'unique cause, fit partir incontinent *Randolph* pour aller solliciter en sa faveur. Mais l'intention des Favoris étant plutôt d'aigrir les esprits que de les adoucir, son intercession fut inutile. *Randolph*, voyant le Roi tellement obsédé qu'il n'étoit pas possible d'en rien obtenir, demanda audience aux Etats qui étoient alors assembles. Il leur représenta, combien une bonne union avec l'Angleterre leur étoit nécessaire, ce que la Reine sa Maîtresse avoit fait pour l'Ecosse, depuis la naissance du Roi, quelle affection elle avoit toujours témoignée à ce Prince, & avec quel soin & quelle dépense elle avoit toujours protégé ses Sujets fideles. Que, malgré tout cela, le Duc de *Lenox* faisoit tous ses efforts pour semer la discorde entre les deux Royaumes, & avoit déjà si fort avancé son ouvrage, que le Roi ne regardoit plus la Reine d'Angle-

ELISABETH.

1580.
Adressé à l'Histoire de la Reform.
Camden.

Aubigny
est fait Duc
de *Lenox*, &
Stuart Comte
d'*Aran*.

Elisabeth
envoie *Bowes*
en Ecosse
pour accuser
le Duc de
Lenox.
Il est mal
reçu.

Le Comte
de *Morton*
est mis en
prison.

Mémoires de Melvil.

1581.
Randolph
est envoyé
en Ecosse.

Annales de Camden.

Il ne peut
rien obtenir,
ni du Roi ni
des Etats.

gletterre sa bonne parente, que comme une ennemie. Les Etats écou-
 terent sa harangue, & lui firent une réponse générale, qui lui fit com-
 prendre qu'ils étoient dirigés par la Cour. Ainsi, voyant qu'il ne
 pouvoit rien obtenir ni du Roi ni des Etats, il se mit à cabaler parmi
 les Grands, pour les porter à prendre les armes, pendant qu'Elisabeth
 faisoit marcher des Troupes vers la frontière. Tout cela n'ayant pu se
 faire sans que le Roi & les Favoris en fussent informés, le Gouverne-
 ment de Sterlyn fut ôté au Comte de Marr, soupçonné d'être trop
 bon ami des Anglois, & le Roi fit publier un ordre à tous ses Sujets
 propres à porter les armes, de se tenir prêts à marcher au premier
 commandement. Mais comme Elisabeth n'avoit en vue que d'intimi-
 der le Roi d'Ecosse, & non pas de lui faire la Guerre pour l'amour
 du Comte de Morton, elle fit retirer ses Troupes. Vrai-semblable-
 ment, les mouvemens qu'Elisabeth se donna pour sauver la vie au pri-
 sonnier, hâterent au contraire sa mort, puisque bien-tôt après, il fut
 condamné à mort & décapité. Il avoua, que le Comte de Bothwel
 lui avoit fait confidence du dessein qu'il avoit de se défaire du Roi;
 mais il nia d'avoir eu aucune part au meurtre. Il dit aussi, qu'il avoit
 eu dessein de mener le Roi en Angleterre, afin qu'étant élevé pa-
 mi les Anglois, il trouvât moins de difficulté à obtenir la Couronne
 de ce Royaume après la mort de la Reine. Randolph, voyant qu'Elis-
 abeth n'avoit pas intention de soutenir les Grands d'Ecosse, qu'il
 avoit gagnés, le retira sans prendre congé.

Le Comte de Morton n'étant plus en vie, les deux Favoris se ren-
 dirent de plus en plus maîtres de l'esprit du Roi, & du gouvernement du
 Royaume, sans se mettre en peine des murmures du Peuple, qui ne
 pouvoit le voir, sans chagrin, à la merci de deux jeunes têtes, sans
 capacité & sans expérience. Le Duc de Lenox avoit quelques bon-
 nes qualitez; mais il n'avoit aucune connoissance des affaires d'Ecos-
 se, & d'ailleurs, il étoit Catholique, & passoit pour un homme dé-
 voué au Duc de Guise. Cela donnoit lieu de craindre, qu'il n'eût for-
 mé des projets pernicieux à la Religion & à la Liberté de l'Ecosse. Le
 Comte d'Aran étoit un Athée, & un des plus méchans hommes du
 monde, s'il faut ajouter une entière foi au témoignage de Melvil. Il
 feignoit d'être ami du Duc de Lenox; mais il travailloit à le ruiner,
 en lui donnant des conseils capables de lui faire perdre l'estime & l'af-
 fection des Grands & du Peuple. D'un autre côté, il faisoit enten-
 dre sous main aux Ministres, que la Religion Reformée couroit grand
 risque, si l'on ne prenoit soin de s'opposer de bonne heure aux dessein
 pernicieux du Duc de Lenox. Par ces voyes sourdes, il fit si bien,
 qu'il rendit le Duc odieux à tout le Royaume.

Pendant que ces choses se passoient en Ecosse, la Cour de France
 pressoit fortement le Mariage du Duc d'Anjou avec Elisabeth. En-
 fin, la Reine étant convenue avec *Simé* des principaux Articles
 Henri III. envoya en Angleterre une honorable Ambassade, compo-
 sée

ELISA-
 BETH.

1581.
 Il lâche
 d'exciter une
 révolte en
 Ecosse.

Jacques
 prend des
 précautions.

Le Comte
 de Morton
 est décapité.
Cambden.

Les deux
 Favoris se
 rendent
 odieux.

Leur ca-
 ractère.
*Mémoires de
 Melvil.*

On con-
 vient des
 conditions
 du Mariage
 de la Reine

ELISA- sée du Prince Dauphin, du Maréchal de Cossé, du Président Bris-
BETH. son, & de quelques autres personnes de distinction. Ces Ambassadeurs
 1581. furent reçus avec beaucoup de pompe & de magnificence, & la Reine
 avec le Duc nomma, pour traiter avec eux, le Lord Burghley Grand Trésorier,
 d'Anjou. le Comte de Lincoln Amiral, les Comtes de Suffex, de Betford, de
Cambden. Leicester, Christophle Hatton, & François Walsingham, qui avoit
 été fait Secrétaire d'Etat à la place de Thomas Smith, qui étoit mort
 depuis peu. Comme tout étoit à peu-près réglé, on dressa d'un com-
 mun accord, les Articles suivans, qui devoient être redigés en forme
 de Traité, après qu'ils auroient été approuvés par le Roi de France &
 le Duc son Frere.

Articles.

Que le Mariage seroit consommé fix semaines après les ratifica-
 tions du Traité.

Que le Duc d'Anjou, & ses Domestiques qui ne seroient pas An-
 glois, auroient le libre exercice de leur Religion, dans leurs maisons,
 en certain lieu qui leur seroit marqué.

Que le Duc d'Anjou ne feroit aucun changement dans la Religion
 reçue & établie en Angleterre.

Qu'après la consommation du Mariage, il porteroit le Titre de Roi
 d'Angleterre, & que néanmoins, l'Administration du Gouvernement
 demeureroit entre les mains de la Reine seule.

Sur la demande faite par le Duc, de pouvoir être couronné & de
 porter le Titre de Roi d'Angleterre, en cas qu'il viat à être Tuteur
 des Enfans qu'il pourra avoir de la Reine, il a été convenu, que la
 Reine proposera l'affaire au Parlement, & qu'elle appuyera la de-
 mande.

Que tous les Actes se feroient au nom du Roi & de la Reine, com-
 me du tems de Philippe & Marie.

Que la Reine seroit assigner au Duc, par le Parlement, une pension
 honorable, pour en disposer à sa volonté.

Qu'elle lui seroit assigner une pension annuelle, pour en jouir en cas
 qu'il la survécût.

Que le Duc assigneroit à la Reine, un Douaire de quarante-mille
 écus par an sur le Duché de Berri, & qu'il l'en mettroit incontinent
 en possession.

Qu'à l'égard des Enfans qui naitroient de ce Mariage, on se règle-
 roit par les Conventions suivantes, qui seroient confirmées par le Par-
 lement d'Angleterre & par les Etats Généraux de France, savoir :

Que tous les Enfans, tant mâles que femelles, auroient droit de suc-
 ceder à l'hérédité maternelle, chacun en son rang, selon les coutumes
 d'Angleterre.

Que si la Couronne de France venoit à échoir au Duc d'Anjou
 ou à ses Enfans, & qu'il y eût deux mâles, l'ainé succéderoit à la
 Couronne de France, & le cadet à celle d'Angleterre.

Que s'il n'y avoit qu'un mâle; il succéderoit aux deux Couron-
 nes,

nes, & qu'il seroit tenu de résider en Angleterre, huit mois en deux ans.

ELISA-
BETH.
1581.

Que si le Duc ne parvenoit point à la Couronne de France, ses Enfants hériteroient de son Appuiage.

Que s'il survivoit à la Reine, il auroit la Tutelle de ses Enfants, savoir, des mâles jusqu'à dix-huit ans, & des filles jusqu'à quinze.

Que s'il mourait avant que le tems de la Tutelle fût passé, ce seroit au Parlement à en disposer.

Après ces Articles qui regardoient les Enfants, & qui devoient servir de règle pour la Succession à la Couronne, il étoit encore convenu :

Que le Duc ne pourvoiroit aucun Étranger, des Charges & Offices du Royaume d'Angleterre.

Qu'il n'emmeneroit point la Reine hors du Royaume, sans qu'elle & les Grands y consentissent expressément.

Que si elle mourait sans Enfants, il ne pourroit prétendre aucun droit sur l'Angleterre.

Qu'il ne transporteroit point les Joyaux de la Couronne hors du Royaume.

Qu'il seroit garder les Places par des Anglois, & qu'il n'en ôteroit point les munitions de Guerre ou de bouche.

Qu'il se feroit un Traité de Ligue entre la France & l'Angleterre, avec les ratifications convenables.

Par un Article séparé & signé à part, il fut convenu, que la Reine ne seroit point tenue de consommer le Mariage, avant qu'elle & le Duc d'Anjou se fussent réciproquement éclaircis & satisfaits sur certaines choses, & qu'ils en eussent donné avis au Roi de France dans six semaines. On ignore sur quel sujet il étoit nécessaire de prendre cette précaution.

Dès l'année précédente, les États des Pays-Bas avoient commencé à négocier avec le Duc d'Anjou, sur l'offre qu'il lui faisoient de lui donner la Souveraineté des Provinces Confédérées, & cette négociation avoit été si fort avancée, qu'on étoit déjà convenu des conditions. Dès que le Prince d'Orange fut comme assuré du succès de cette affaire, il fit ensorte que les États déclarèrent le Roi d'Espagne déchu de la Souveraineté de ces Provinces, & l'on attendoit à toute heure le Duc d'Anjou, pour prendre possession de sa nouvelle Dignité, & pour s'opposer au Prince de Parme qui assiegeoit Cambrai. Le Duc arriva effectivement au mois d'Août avec une Armée de vingt & cinq mille hommes, & contraignit le Prince de Parme de lever le siège, & de se retirer à Valenciennes. Il fit son entrée à Cambrai le 18. d'Août, & en fut déclaré Prince, après avoir prêté le serment.

Dans cet intervalle, Elisabeth fit connoître qu'elle avoit changé de pensée par rapport à son Mariage, ou qu'elle n'avoit jamais sérieusement résolu de le consommer. Il ne s'agissoit que de trouver un prétexte pour le rompre, ou du moins pour en différer la consommation.

Elisabeth
fait naître
des difficultés
sur son
Mariage.

ELISA-
BETH.
1581.

tion, jusqu'à ce que le tems amenât quelque occasion plus favorable. Dans cette vue, elle envoya en France, *Jacques Sommer* Secrétaire du Conseil, pour demander que, conformément au dernier Article des Conventions matrimoniales, on travaillât incessamment à conclure une Ligue offensive & défensive, entre la France & l'Angleterre. *Henri III.* répondit, que dans les Conventions, il n'étoit fait aucune mention d'une Ligue *offensive*, & qu'il étoit prêt à en signer une *défensive*. *Sommer* repliqua, que la Ligue dont il étoit parlé dans les Conventions, ne pouvoit être censée qu'*offensive*, puisqu'il y avoit déjà une Ligue défensive conclue en 1572., qui n'ayant pas été violée, n'avoit pas besoin qu'on la renouvelât. Sur cela, *Elisabeth* envoya le Secrétaire *Walsingham* à Paris, pour faire valoir cette difficulté, & pour en ajouter encore d'autres. Cet Envoyé dit donc au Roi, que quand la Reine sa Maîtresse avoit pris la résolution de se marier, elle n'avoit eu en vue que la satisfaction de son Peuple, qui souhaitoit de lui voir des Héritiers: que, pour cet effet, elle avoit préféré le Duc d'Anjou à tout autre Prince, à cause de ses qualitez personnelles, & de la noblesse de son extraction: que néanmoins, elle ne pouvoit se résoudre à consommer le Mariage, avant que d'avoir un peu mieux connu les sentimens de ses Sujets, de peur qu'on ne l'accusât de s'en être avisée trop tard: qu'elle apprenoit avec douleur, que plusieurs gens de bien dans son Royaume, ne regardoient pas ce Mariage de bon œil, & que, par cette raison, elle croyoit qu'il étoit nécessaire d'en différer la consommation, quoiqu'elle eût toujours la même estime pour le Duc d'Anjou. Que d'ailleurs, depuis la conclusion des Articles, il étoit arrivé des choses qui demandoient qu'elle fit plus d'attention à l'engagement où elle étoit entrée. Que ce Prince ayant accepté la Souveraineté des Pais-Bas, étoit tombé dans la disgrâce du Roi son Frere, & que cette nouvelle Dignité ne pouvoit qu'engager l'Angleterre dans une Guerre contre l'Espagne, puisqu'il n'étoit pas possible que ce Prince fût en Guerre, sans que la Reine son Epouse y fût aussi. Qu'elle croyoit donc cette conjoncture peu propre pour consommer le Mariage, & qu'il étoit à propos de le différer jusqu'à ce que le Duc se fût débarrassé de la Guerre qu'il avoit sur les bras, & que la Ligue *offensive & défensive* entre la France & l'Angleterre fût conclue, ainsi qu'on en étoit convenu. *Henri*, connoissant bien que ce n'étoit qu'une défaite, répondit en deux mots, qu'il étoit prêt à renouveler la Ligue *défensive*, & qu'il ne refuseroit pas de traiter touchant une Ligue *offensive*, dès que le Mariage seroit consommé.

Le Duc
d'Anjou arri-
ve en Angle-
terre.

Ceci se passoit pendant que le Duc d'Anjou étoit dans les Pais-Bas. Après qu'il eut fait lever le Siege de Cambrai, & pris Câteau en Cambrésis, les Etats le presserent de joindre ses Troupes à leur Armée, afin de profiter d'une occasion si favorable. Mais l'approche de l'Hiver lui fournit un prétexte de renvoyer ses Troupes en France, afin de pou-

pouvoir aller en Angleterre pour y solliciter lui-même ses affaires. Il y arriva au mois de Novembre, & y fut reçu de la Reine avec tant d'honneur & de caresses, qu'il se crut comme assuré d'un heureux succès. Un jour même qu'on célébroit l'anniversaire du Couronnement, la Reine étant en conversation avec lui, tira sa bague de son doigt, & la mit elle-même au doigt du Duc; & cela fit croire à tout le monde qui étoit présent, qu'elle venoit de lui donner sa parole.

Cependant, on murmuroit hautement à la Cour & à la Ville, contre ce Mariage. *Walsingham, Hatton*, & quelques autres des Confidens de la Reine, en faisoient plus de bruit que les autres. Ses Dames les plus favorites ne cessioient point de lui représenter tous les dangers qui pouvoient lui en arriver, aussi bien qu'à tout le Royaume, & s'efforçoient, par leurs exhortations mêlées de larmes, de la détourner de cette résolution. Je ne sai si je me trompe dans le soupçon que j'ai, que ce n'étoit qu'une Comédie qu'on jouoit par les ordres secrets de la Reine, pour lui fournir un prétexte de se dédire. On voit rarement les Ministres, les Courtisans, les Favoris, s'opposer si ouvertement & si publiquement aux volontés du Souverain, s'ils ne sont pas assurés d'en être approuvés. Quoi qu'il en soit, la Reine ayant passé une nuit entière sans se coucher, parmi les soupçons & les larmes des Dames qui la servoient, alla dès le matin, trouver le Duc dans sa chambre, & lui parla en secret. Dès qu'elle se fut retirée, on vit ce Prince jeter à terre la bague qu'elle lui avoit donnée, & la ramasser incontinent, en faisant des plaintes amères sur l'inconstance des Femmes, & sur la légèreté des Anglois.

La conduite d'Elisabeth dans tout ce qui regarde ce Mariage, eut quelque chose de si extraordinaire, qu'on ne sait à quoi s'en tenir quand on veut tâcher de deviner sa pensée. S'il ne s'agissoit ici que d'une simple négociation tirée en longueur, & rompue sur le point de la conclusion, il n'y auroit pas lieu de s'en étonner. Rien n'étoit plus conforme au caractère de cette Reine, & j'ose dire, à ses intérêts. Mais la signature des Conventions matrimoniales forme une difficulté qui n'est pas aisée à lever. Il n'y a gueres d'apparence que cette sage Politique eût voulu jouer jusqu'à ce point; un Prince Frere du Roi de France, & qui pouvoit lui-même devenir Roi, puisque Henri n'avoit point d'Enfans. Cela est d'autant plus difficile à croire, qu'on ne voit point qu'il y eût alors aucune nécessité pour elle de pousser la dissimulation jusques-là. Pour moi, je ne vois point de moyen plus naturel pour expliquer cette conduite extraordinaire, qu'en disant, qu'au commencement de cette négociation, elle n'avoit en vue que d'amuser le Duc d'Anjou; qu'ensuite, elle se laissa gagner, & qu'elle signa les Conventions de bonne-foi, dans la résolution de les accomplir: mais qu'après les avoir signées, elle se repenit de s'être engagée si avant, & qu'elle aima mieux faire un affront au Prince, que de tenir ce qu'elle avoit promis. Ce fut alors qu'elle poussa la dis-

ELISA-
BETH.

1581.
Il y a bien
teçu.

La Reine
lui donne sa
bague.

Elle se dé-
dit tout à
coup.

Remarque
sur la con-
duite de la
Reine.

ELISA- simulation aussi loin qu'elle pouvoit aller, en témoignant une estime
BETH. extraordinaire pour ce Prince, & en travaillant en même tems à le
 1581. dégoûter de ce Mariage. Voici deux faits qu'il est bien difficile de concilier, si on ne suppose ce que je viens de dire. Le premier est, que, pendant le séjour du Duc à sa Cour, elle fit couper le poing à un homme qui avoit fait une Satire contre leur Mariage. Ensuite, elle fit publier une espece de Manifeste, pour rendre compte au Public, que le Duc d'Anjou n'avoit aucun mauvais dessein contre la Religion Protestante, & qu'il n'avoit rien demandé pour les Catholiques. Le second fait est bien opposé au premier. C'est qu'elle prit le tems que le Duc étoit auprès d'elle, pour faire supplicier *Edmond Campian* Jésuite, & trois autres Prêtres, convaincus d'avoir voulu exciter des Troubles dans le Royaume, & d'avoir opiniâtrément soutenu que la Reine étoit légitimement déposée. Il est aisé de comprendre, que si elle avoit eu pour le Duc d'Anjou l'estime & l'affection qu'elle lui témoignoit extérieurement, elle auroit du moins différé le supplice de ces gens-là jusqu'après son départ. Mais sans doute, elle avoit dessein de lui faire entendre, qu'il ne trouveroit pas dans son Mariage les agrémens qu'il croyoit avoir lieu d'espérer. Quoi qu'il en soit, de quelque maniere qu'on explique toutes ses démarches, il me semble qu'on ne peut pas bien l'excuser, ou d'avoir signé les Conventions, ou d'avoir ensuite manqué de parole.

Les Catho-
 liques s'ex-
 ploient à la
 sévérité de la
 Reine.

Cambrén.

Quel que pût être le dessein de la Reine dans cette négociation, il est certain qu'elle fit un extrême tort aux Catholiques d'Angleterre, qui ayant conçu de grandes esperances de ce Mariage, se hâterent trop de les découvrir. Des qu'on fut dans le monde que les Articles étoient signez, l'Angleterre se trouva tout à coup, comme inondée de Prêtres Romains, de Jésuites, & d'autres Catholiques, qui esperoient d'y être à couvert sous la protection du Duc d'Anjou. Entre ces gens-là, il y en avoit d'assez imprudens pour débiter ouvertement les maximes les plus outrées touchant la puissance du Pape, crime alors irrémissible, parce qu'il tendoit à dépouiller la Reine de sa Dignité, & à faire revolter ses Sujets contre elle. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner, que le zèle excessif & l'imprudence de quelques-uns des Catholiques, ait attiré sur tout le Corps, des rigueurs auxquelles la Reine ne se seroit pas aisément portée, s'ils se fussent contentez de vivre en repos, & d'exercer leur Religion en secret, sans s'attaquer au Gouvernement. Ce qui leur fit encore plus de tort, ce fut que quelques-uns d'entre eux avouerent, qu'ils étoient venus en Angleterre avec pouvoit de délier séparément chaque Particulier, du serment dont la Bulle de Pie V. avoit délié toute la Nation en Corps.

D. Antoine
 de Portugal
 se retire en
 France, &
 puis en An-
 gleterre.

Cambrén.

Dans cette année, D. Antoine, Prieur de Crato, qui prétendoit au Royaume de Portugal, & qui s'étoit fait couronner à Lisbonne, en ayant été chassé par les armes du Roi d'Espagne, se vit obligé de se retirer

retirer en France. Ensuite, il alla trouver Elifabeth, qui pourvut à sa subsistance, & lui fit espérer de plus grands secours.

Le Parlement s'étant assemblé au commencement de l'année 1582. pendant que le Duc d'Anjou étoit encore en Angleterre, fit des Loix très sévères contre les Catholiques. Premièrement, il déclara coupables de Haute Trahison, tous ceux qui tâcheroient de corrompre les Sujets pour les détourner de la fidélité qu'ils devoient à la Reine. La même Loi déclaroit coupables du même crime, ceux qui feroient des efforts pour leur faire abandonner la Religion établie dans le Royaume; ceux qui se feroient reconcilier à l'Eglise Romaine, & ceux qui les reconcilieroient; & condamnoit à un an de prison & à une amende de deux-cens marcs, ceux qui assistoient à une telle reconciliation. Par un autre Acte il fut ordonné, que ceux qui s'absenteroient de l'Eglise de leur Paroisse, les jours destinez au service divin, seroient condamnés à une amende de deux-cens marcs, pour chaque mois d'absence. Il faut remarquer, que jusqu'alors, on s'étoit contenté d'exiger dans le même cas, un shelling pour chaque Dimanche, au profit des pauvres. Cela fait voir qu'avant ce tems-là, les Loix contre les Catholiques n'étoient pas trop rigoureuses, il est même certain qu'on ne les exécutoit pas à la rigueur. Mais le zèle indifférent de ceux qui ne voulurent pas se contenter de cet avantage, fut cause que tous les Catholiques en furent privez.

Le Duc d'Anjou, & ceux qui l'avoient accompagné en Angleterre, pouvoient assez comprendre par là, dans quelle contrainte ils vivoient, si le Mariage s'accomplissoit. Selon les apparences, les démarches de la Reine & du Parlement envers les Catholiques, ne contribuèrent pas peu à consoler ce Prince, & peut-être à le dégouter d'un Pais si opposé à la France. Il est même très vrai-semblable, que c'étoit dans cette vue que tout cela se faisoit en sa présence. Il partit au mois de Février, après avoir reçu de la Reine beaucoup de marques d'estime & d'affection, dont la plus réelle fut une bonne somme d'argent qu'elle lui fournit pour lui aider à soutenir la Guerre dans les Pais-Bas. La Reine l'ayant conduit jusqu'à Cantorbery, lui donna plusieurs Seigneurs Anglois pour l'accompagner jusqu'à Anvers, où, bien-tôt après, il reçut la Couronne Ducale de Brabant. Par tous ces témoignages d'estime & d'amitié, & par tous les honneurs que la Reine lui fit rendre, elle vouloit, en quelque maniere, reparer les mortifications qu'elle lui avoit fait essuyer pendant son séjour en Angleterre. Il y a beaucoup d'apparence, que ce séjour ne lui fut pas avantageux, & qu'il ne servit qu'à faire connoître la médiocrité de son génie, & de ses autres qualitez.

Elifabeth étoit trop habile, pour ne pas comprendre, que sa conduite dans la négociation de son Mariage, n'étoit rien moins qu'obligante pour le Roi de France. Ainsi, elle voyoit bien que, quand même il n'y auroit eu que cette seule raison, elle ne pouvoit pas

ELISABETH.
1582.
Loix contre les Catholiques.

Le Duc d'Anjou quitte Elifabeth.

Il est couronné Duc de Brabant.

Etat incertain d'Elifabeth.

beau-

ELISABETH. beaucoup compter sur son amitié. D'un autre côté, elle n'ignoroit pas combien le Roi d'Espagne étoit irrité, de ce que des Corps entiers de Troupes Angloises servoient dans l'Armée des Etats des Pais-Bas, sous le commandement de Norris. Quoiqu'on qualifiât ces gens-là de Volontaires, c'est-à-dire de gens sans aveu, & qui servoient à leurs dépens, il étoit aisé de juger qu'ils n'étoient pas là en si grand nombre, sans le consentement tacite ou exprès de leur Reine. D'ailleurs, il n'étoit gueres possible à Elisabeth, de cacher les secours d'argent qu'elle avoit donnez au Prince Palatin & au Duc d'Anjou, pour entretenir leurs Armées. Philippe II. étoit le plus puissant Prince de l'Europe, & la conquête du Portugal venoit de le rendre encore plus formidable, particulièrement aux Anglois. Il étoit appuyé du Pape, & il n'avoit que trop d'influence dans le Conseil du Roi de France. Mais Elisabeth n'avoit aucun ami sur qui elle pût compter. Le Duc de Guise travailloit actuellement à lui enlever le Roi d'Ecosse; les Irlandois ne demandoient qu'une occasion favorable pour se revolter; & les Anglois Catholiques étoient sans cesse excités à la rebellion, par les Emisaires du Pape. On peut ajouter encore un grand nombre de Protestans partisans de la Reine d'Ecosse, qui n'attendoient que l'occasion de faire paroître l'affection qu'ils avoient pour elle. Les Ministres d'Elisabeth ne pouvoient penser, sans frayeur, à toutes ces choses. Ils craignoient toujours, que quelque orage furieux ne vint fondre sur l'Angleterre. C'étoit cette crainte qui avoit produit, premierement, la Ligue défensive avec la France, & ensuite, le projet du Mariage de la Reine avec le Duc d'Anjou, les Ministres jugeant qu'il étoit comme impossible qu'elle pût se soutenir, sans quelque puissante Alliance.

Elle se repose sur l'affection de son Peuple, Cependant, soit qu'Elisabeth se crût en état de prévenir le danger, ou de pouvoir le repousser, elle ne prenoit que peu de précautions, se reposant entierement sur l'affection de ses Sujets. C'étoit là sa meilleure, ou, pour mieux dire, sa seule ressource. Aussi étoit-ce la toucher à un endroit bien sensible, que de tâcher de les débaucher, pour leur faire perdre l'estime & l'affection qu'ils avoient pour elle. C'est à cela qu'il faut attribuer les expressions pleines de tendresse dont elle se servoit en parlant de son Peuple, toutes les fois que l'occasion s'en présentoit. Il faut pourtant convenir, que ce n'étoit pas seulement par des paroles, & par des démonstrations extérieures, qu'elle se concilioit l'amour de son Peuple, mais principalement, par des effets très réels. Qu'on parcoure toute l'Histoire d'Angleterre, on n'y trouvera point de Regne sous lequel la Justice ait été administrée avec tant d'impartialité, où les Sujets aient joui plus tranquillement de leurs Privileges, où ils aient été plus exempts de Guerres étrangères & domestiques, où ils aient été moins chargés d'impôts & de charges extraordinaires, en un mot, où le Royaume ait été plus florissant. La Reine ne faisoit aucune dépense inutile, & ses Finances

& se la concille par de bonsmoyens.

Finances étant régulièrement administrées, le Peuple n'avoit aucun sujet de se plaindre, puisque tout ce qu'il donnoit étoit employé pour son propre bien.

Mais ce n'étoit pas seulement dans le Royaume même, que la Reine travailloit à rendre ses Sujets heureux : ses soins s'étendoient aussi au dehors. Dans cette année, elle envoya un Ambassadeur à Frédéric II. Roi de Danemarck, sous prétexte de lui porter l'Ordre de la Jarretière. Mais le principal motif de cette Ambassade étoit, d'engager ce Prince à se déshériter de certains droits que les Vaisseaux Anglois lui payoient en passant le *Sund*, en quoi néanmoins, il ne lui fut pas possible de réussir. Frédéric reçut le Collier de l'Ordre avec reconnaissance, mais sans vouloir pourtant s'engager à prêter le serment ordinaire, parce qu'il s'en étoit aussi dispensé en recevant l'Ordre de St. Michel du Roi de France.

Quoique Henri III. n'eût pas lieu d'être content d'Elisabeth, il ne laissa pas de la faire avertir que le Duc de Guise tramoit quelque chose en faveur de la Reine d'Ecosse, & qu'il devoit faire embarquer en Normandie, quelques Troupes qui étoient destinées ou pour l'Ecosse, ou pour l'Angleterre, quoiqu'il feignit de vouloir les envoyer en Flandre. Cela fut causé qu'elle rappella *Mildmay* qui avoit été envoyé pour traiter avec la Reine d'Ecosse, ou du moins, pour en faire le semblant.

Comme il n'y avoit aucune apparence, que le Duc de Guise voulût attaquer directement l'Angleterre, & qu'au contraire, tout conduisoit à faire juger que son dessein étoit d'exécuter quelque chose en Ecosse, ce fut aux affaires de ce dernier Royaume qu'elle donna toute son attention. Elles se trouvoient alors dans une violente convulsion. Quelques personnes d'une grande distinction, entre lesquelles se trouvoient les Comtes de *Marr*, de *Lindsay*, de *Gawry*, indignez de voir le Royaume gouverné par un jeune Prince de quinze ans, & par deux Ministres étourdis qui n'avoient aucune expérience, ni rien moins en vue que le bien du Royaume, conspirèrent ensemble de se saisir de la personne du Roi, & de lui ôter ses deux-Favoris. Pour cet effet, ayant épié le tems qu'ils étoient tous deux absens de la Cour, & que le Roi s'occupoit à la chasse aux environs d'Athol, ils le firent inviter par le Comte de *Gawry*, à passer quelques jours dans sa Maison de *Huntington*, & quand il y fut, ils s'assurèrent de sa personne. C'est ce qu'on appella la Conspiration de *Ruthwen*, parce que *Ruthwen* étoit le nom de Famille du Comte de *Gawry*. Par la même raison, les Seigneurs qui étoient de cette Conspiration, furent appeliez les *Seigneurs de Ruthwen*. Le Comte d'*Aran*, l'un des deux Favoris du Roi, assembla quelque monde, & voulut tenter d'aller délivrer son Maître, mais il fut repoussé, & contraint d'aller chercher une retraite dans la Maison de *Ruthwen*, où le Comte de *Gawry* le reçut, & lui sauva la vie : mais il le retint prisonnier. Le Duc de

ELISABETH.

1581.
Elle envoie l'Ordre de la Jarretière au Roi de Danemarck.
Cambden,

Henri III. avertit Elisabeth des desseins du Duc de Guise.

Elle fait attention aux affaires d'Ecosse.

Conspiration de Ruthwen en Ecosse.
Cambden,
Atol,

Les deux Favoris sont chassés.

ELISA. Lenox ayant appris ce qui s'étoit passé, se retira promptement à Dumbarton dont il étoit Gouverneur, & le Roi fut mené à Sterlyn, libre en apparence, mais prisonnier en effet.

RETH.
1582.
Jaques
avoue la
Conspira-
tion.

Cette nouvelle étant parvenue à Elisabeth, qui, selon toutes les apparences, n'avoit pas ignoré le dessein des Conjurez, elle fit partir sur le champ, *Henri Carew*, pour aller offrir ses services au Roi d'Ecosse. Mais ce Prince, intimidé par ceux qui le tenoient en leur pouvoir, répondit, que tout s'étoit fait de son aveu, & qu'il étoit très content des Seigneurs qui étoient auprès de lui. Melvil assure pourtant, que le Roi trouva le moyen de dire à Carew en secret, le contraire de ce qu'il lui avoit dit en public. Le Roi de France envoya aussi *La Mothe Fenelon* en Ecosse, pour tâcher de soutenir le parti des Favoris, sachant bien que ceux qui avoient arrêté le Roi, étoient tous partisans de l'Angleterre. La Mothe avoit aussi ordre d'informer le Roi, que la Reine sa Mere, qui jusqu'alors avoit refusé de le reconnoître pour Roi, consentoit à l'associer à la Royauté.

Atalvil.

La Reine
Marie con-
sent à s'as-
socier son Fils.

Cambden.
Lettre de
Marie à Eli-
sabeth.

Annales de
Cambden.

Reforma-
tion du Ca-
lendrier.

Peu de tems après, la Reine Marie écrivit à Elisabeth, pour tâcher de l'intéresser à la délivrance du Roi son Fils. Mais le tour qu'elle prenoit pour obtenir cette grace, n'étoit gueres propre à produire cet effet, puisque sa Lettre n'étoit qu'un tissu de reproches sur la barbarie dont on usoit envers elle.

Dans cette année, le Pape Gregoire XIII. publia sa Bulle pour la reformation du Calendrier, & ordonna qu'on retrancheroit tout d'un coup dix jours de cette même année. Comme l'Angleterre & les autres Etats Protestans ne voulurent point se soumettre à cette Ordonnance, parce qu'elle émanoit de l'autorité du Pape, il commença dès-lors à y avoir une différence de dix jours dans les dates, les uns comptant le premier du mois, lorsque les autres comptoient le dixième. Cette différence subsiste encore en quelques endroits, & particulièrement en Angleterre, où l'on se sert toujours de l'ancienne maniere, en y ajoutant pourtant la nouvelle (1).

1583.
Elisabeth
seint de vou-
loir relâcher
la Reine d'E-
cosse.

Cambden prétend, que la Lettre de Marie toucha sensiblement Elisabeth, & que la pitié qu'elle eut de cette Reine affligée, fit quelle consulta son Conseil, pour savoir sous quelles conditions elle pouvoit être relâchée. On verra tout à l'heure, que cette démarche ne marquoit rien moins que l'envie de la mettre en liberté. Il y a bien plus d'apparence qu'elle ne cherchoit qu'à l'amuser, & qu'en lui faisant espérer sa délivrance, elle n'avoit pour but que d'arrêter les complots continuels qui se faisoient en sa faveur, & de se délivrer elle-même des sollicitations dont elle étoit sans cesse importunée. Quoi qu'il en soit, quelque tems après avoir reçu sa Lettre, elle lui envoya *Beal* l'un des Secretaires du Conseil, avec certains Articles fondez sur l'offre que Marie faisoit d'associer son Fils à la Royauté. Par conséquent, il

sup.

(1) ;: d'Août.

supposoient un accord préalable entre eux : mais jamais la conjoncture n'avoit été moins favorable pour négocier cet accord, puisque le Roi Jaques étoit captif entre les mains des partisans d'Elisabeth. Voici ces Articles, avec quelques observations, qui serviroient à faire comprendre quel étoit le but d'Elisabeth, en feignant de vouloir relâcher sa prisonnière.

ELISABETH.
1583.

I. Que la Reine d'Ecosse & le Roi son Fils promettoient de ne rien entreprendre au préjudice de l'Angleterre.

Conditions
proposées.

Il est aisé de comprendre, que la généralité de cet Article demandoit une grande explication.

II. Qu'elle désapprouveroit comme injuste, tout ce qui avoit été fait par François II. son premier Epoux, & qu'elle ratifieroit le Traité d'Edimbourg.

La première partie de cet Article étoit bien générale, & pouvoit donner lieu à beaucoup de chicanes. Quant à la seconde, il faut remarquer, que Marie ne pouvoit ratifier le Traité d'Edimbourg, qu'avec la restriction qu'elle avoit offerte. Ainsi, en lui proposant de ratifier ce Traité purement & simplement, on lui tendoit un piège, ou on la mettoit dans la nécessité de rejeter cet Article.

III. Qu'elle découvreroit toutes les Conspirations contre la Reine Elisabeth, qui étoient venues à sa connoissance, & qu'elle les condamneroit.

C'étoit l'accuser d'avoir eu part à ces Conspirations, & vouloir le lui faire avouer, ce qui étoit trop dur pour Marie. C'étoit tout ce qu'elle auroit pu faire, si elle avoit été bien convaincue de la bonne-foi d'Elisabeth, à quoi il n'y a pas beaucoup d'apparence.

IV. Qu'elle ne machineroit rien contre le Gouvernement d'Angleterre, spirituel ou temporel.

Marie étoit Catholique, & les Loix d'Angleterre excluoient les Catholiques de toutes les Charges. Ainsi, si elle eût passé cet Article sans explication, on auroit pu en inferer, qu'elle s'excluoit elle-même de la Succession d'Elisabeth.

V. Qu'elle ne s'attribueroit aucun droit sur la Couronne d'Angleterre, pendant que la Reine Elisabeth seroit en vie, & qu'après la mort d'Elisabeth, elle soumettroit ses prétentions à la décision du Parlement.

C'étoit là encore un piège qu'on tendoit à Marie, en voulant lui faire reconnaître que son droit étoit douteux, quoiqu'elle soutint, & eût toujours soutenu, qu'il étoit incontestable.

VI. Qu'elle confirmeroit ces Articles par serment, afin de prévenir l'objection qu'on pourroit tirer de ce qu'elle n'étoit pas en liberté.

VII. Que le Roi son Fils les ratifieroit par serment & par écrit.

Afin que le Roi d'Ecosse pût ratifier ces Articles, il falloit premièrement qu'il convint d'une manière authentique, qu'il n'étoit que Roi associé

ELISA- par la Reine sa Mere, ce qui n'étoit pas alors en son pouvoir, puisqu'il
BETH. étoit entre les mains des Seigneurs de Ruthwen, qui ne reconnoissoient en
 1583. aucune maniere l'autorité de Marie.

VIII. Que pour assurer l'exécution de cet Article, la Reine d'Ecosse livreroit des Otages à la Reine d'Angleterre.

Cet Article étoit encore sujet à beaucoup de difficultés, sur le nombre & sur la qualité des Otages.

Il eût donc manifesté, qu'Elisabeth ne fit proposer ces Articles à Marie, que pour l'amuser, & le Public avec elle, dans un tems où il n'étoit pas possible d'entrer même en négociation sur ce sujet; outre qu'il n'y en avoit presque pas un seul qui ne fût captieux, & qui ne fût sujet à des discussions que la Cour d'Angleterre auroit pu faire traîner autant qu'elle auroit voulu. Cambden dit, que les Ecois du parti de l'Angleterre s'opposèrent de tout leur pouvoir à cet accommodement, soutenant que c'étoit un effet des intrigues de la Cour de France. Il est vrai, que si les conditions proposées eussent été avantageuses à Marie, il eût assez vrai-semblable qu'Elisabeth auroit fait agir les Ecois pour s'opposer à la conclusion du Traité. Mais cela n'étoit pas nécessaire, puisqu'elle avoit pris assez de précautions pour empêcher Marie de les accepter.

Il faut présentement continuer à rapporter ce qui se passa en Ecosse, dans cette même année. Si l'on se borne à ce que Cambden en a dit, on n'en auroit qu'une idée très imparfaite. C'est un des endroits où cet Historien a jugé à propos d'abréger beaucoup son récit, de peur de faire quelque tort à la réputation du Roi Jaques, en faveur duquel il a écrit les Annales d'Elisabeth. Mais par bonheur, nous avons les Mémoires de Melvil, qui nous donnent beaucoup plus de lumières sur ce sujet.

Affaires
 d'Ecosse.
 Mémoires de
 Melvil.

Le Duc de Lenox voyant le Roi entre les mains des Seigneurs de Ruthwen; & le peu d'apparence qu'il y avoit de pouvoir former un Parti assez fort pour le délivrer, se retira en France, où il mourut bientôt après.

Cependant, les Seigneurs de Ruthwen, qui n'avoient eu pour but que d'ôter au Roi ses deux Favoris, voyant que l'un étoit en prison & l'autre en France, trouverent à propos de faire assembler les Etats, où le Roi se trouva présent. Il y déclara, que tout ce qu'ils avoient fait avoit été fait de son aveu, & qu'il étoit content d'eux. Il écrivit la même chose au Synode général des Eglises d'Ecosse; & sur cela, les Etats & le Synode approuverent, par des Actes authentiques, tout ce qui s'étoit passé. Cela fait, on cessa d'observer le Roi, qui demeura dans une entière liberté.

Peu de tems après, le Roi convoqua dans la Ville de St. André, une Assemblée de la Noblesse, devant laquelle il déclara, qu'encore qu'on l'eût arrêté contre son gré, il reconnoissoit pourtant qu'on l'avoit fait pour une bonne fin: qu'il ne prétendoit poursuivre ni rechercher

cher personne sur ce sujet, & qu'il feroit bien-tôt publier une Amnistie. Pour faire voir qu'il ne lui restoit rien sur le cœur, il alla rendre visite au Comte de Gawry, qui le jettant à ses pieds, lui demanda pardon, & l'obtint très aisément. ELISABETH. 1583.

Tout étant ainsi tranquille, le Roi nomma douze Conseillers pour lui aider à gouverner son Etat. Mais peu de tems après, son affection pour le Comte d'Aran s'étant réveillée, il souhaita de le voir, & comme tous ses Conseillers s'y oppoisoient unanimement, il protesta qu'il le renverroient dans vingt & quatre heures: mais il tint mal sa parole, puisqu'il le garda pour toujours. En peu de tems, ce Favori se rendit tellement maître de son esprit, qu'il ne souffrit plus qu'aucun autre que lui se mêlât des affaires publiques, & le Conseil des douze n'étant plus consulté, se dissipa de lui-même. Dès que le Comte d'Aran le vit parfaitement rétabli, il fit entendre au Roi, qu'il avoit fait une fausse démarche en ne châtiant pas l'insolence des Seigneurs de Ruthwen, & le porta enfin à changer de résolution à leur égard. Ainsi, au lieu de l'Amnistie qu'il avoit promise, il fit publier une Proclamation qui enjoignoit aux Complices de la Conjuración de Ruthwen, de venir demander pardon de leur crime. Chacun comprit aisément la différence qu'il y avoit entre cette Proclamation & l'Amnistie promise. Le Roi étant libre, avoit déclaré, que ceux qui l'avoient arrêté n'avoient eu aucune mauvaie intention contre lui, & sur ce fondement, il leur avoit promis leur pardon. Mais par la Proclamation, il les regardoit comme coupables, & les obligeoit à se remettre à sa clémence, dans un tems où il se laissoit gouverner par un de ces mêmes Favoris contre lesquels ils avoient conspiré. C'en fut assez pour obliger ces Seigneurs à se retirer, les uns dans leurs maisons, les autres en Angleterre, pour y attendre une autre occasion de ruiner leur ennemi (1).

Elisabeth ayant été informée de la conduite du Roi d'Ecosse, & du danger qu'il y avoit que le Comte d'Aran ne ruinât entièrement le Parti Anglois, écrivit au Roi pour lui en représenter les conséquences, & mêla dans sa Lettre, quelques reproches de ce qu'il avoit manqué à sa parole. Elle lui disoit de plus, qu'elle avoit dessein de lui envoyer le Secrétaire Walsingham, pour lui parler de sa part. Jacques fit une réponse assez fière, & se justifia de n'avoir pas exécuté sa promesse, sur ce qu'on la lui avoit arrachée pendant qu'il étoit captif. Cette excuse pouvoit avoir lieu, par rapport à ce qu'il avoit dit aux Etats: mais elle étoit insuffisante, puisqu'il avoit dit la même chose à la Noblesse, étant en pleine liberté. Quoi qu'il en soit, il promit à la Reine de ne rien précipiter avant l'arrivée de Walsingham. Pendant cet intervalle, le Favori fit essuyer tant de mortifications au Comte

Lettre d'Elisabeth au Roi d'Ecosse.
Camden.

Elle lui envoie Walsingham.

(1) Camden tourne toute cette affaire à l'avantage du Roi, en passant sous silence toutes les particularités rapportées par Melvil.

ELISA- Comte de Gawry, qu'il l'obligea enfin à quitter la Cour. **Walsingham** étant arrivé, communiqua au Roi, dans deux audiences secrètes, les conseils que la Reine lui donnoit sur la conduite de ses affaires. Mais comme ces conseils tendoient à la ruine du Comte d'Aran, l'Ambassadeur ne rapporta que peu de satisfaction.

BETH. 1583. Dès le commencement de l'année, le Duc d'Anjou se trouvant trop gêné par les conditions que les Etats lui avoient imposées, avoit tenté de se rendre maître, en un même jour, d'Anvers, & de sept ou huit autres Villes des Pais-Bas. Mais ayant manqué son coup, il se vit contraint de se retirer à Dunkerque, & de là en France. Cependant, les affaires des Etats se trouvoient dans une triste situation. Le Prince de Parme fit de grands progrès pendant cette année, & il y avoit beaucoup d'apparence qu'il reussiroit enfin à réduire les Provinces Confédérées à rentrer sous l'obéissance du Roi d'Espagne.

Enreprise du Duc d'Anjou sur les Pais-Bas, manquée. Annales de Grotius. Henri III. se conduisoit en France d'une manière si extraordinaire, qu'il s'attiroit de plus en plus le mépris de ses Sujets. Il affectoit en public une dévotion outrée, pendant qu'en particulier, il se plongeoit dans les voluptez les plus criminelles. Philippe II. profitant de l'indolence dans laquelle Henri vivoit, par rapport à ses affaires les plus importantes, tâchoit par toutes sortes de voyes de lui causer des embarras qui l'empêchassent de prendre en main la défense des Pais-Bas, qui témoignioient beaucoup de penchant à se donner à la France. Il tenta d'abord de porter le Roi de Navarre à prendre les armes, & promit son secours & sa protection aux Huguenots. Ce moyen ne lui ayant pas réussi, il s'adressa au Duc de Guise, qui accepta les secours que Philippe lui offroit, pour se venger des mortifications qu'il recevoit tous les jours de la part des Mignons du Roi.

Affaires de France. Mémoires. Soit que les avis que la Reine Elisabeth avoit fait donner au Roi d'Ecosse, eussent fait un bon effet sur l'esprit de ce Prince, ou que les remontrances de Melvil, comme il l'insinue lui-même dans ses Mémoires, eussent fait quelque impression sur lui, il parut résolu à faire cesser les poursuites contre les Seigneurs de Ruthwen. Dans cette vue il convoqua la Noblesse à Edimbourg, pour terminer cette affaire par l'avis des Grands, de la manière qu'il l'avoit d'abord projeté, en faisant publier une Amnistie. Mais le Comte d'Aran, homme hardi & entreprenant, renversa ce projet malgré le Roi même. Quand les Grands furent arrivés à Edimbourg, il alla parler à chacun en particulier, & leur fit entendre, que l'intention du Roi n'étoit que de faire approuver sa conduite à l'égard des Seigneurs de Ruthwen, après quoi il vouloit leur faire grace, quand ils auroient reconnu qu'ils ne tenoient cette faveur que de sa clémence. Les Grands, voyant qu'il ne s'agissoit que de sauver l'honneur du Roi, & croyant que les fugitifs n'en recevraient aucun préjudice, promirent au Faveur de faire ce que le Roi souhaitoit. Ainsi, quand le Roi les pria de lui donner leur conseil sur cette affaire, ils répondirent, que leur

1584.
Affaires
d'Ecosse.
Mémoires
de Melvil.

leur sentiment étoit, qu'il agissoit avec beaucoup de bonté, en ouvrant aux fugitifs une voye pour obtenir leur pardon. Cela fait, le Comte d'Aran lui fit entendre, que si, après cette déclaration, il faisoit publier une Amnistie, sans que les fugitifs se déclarassent coupables, il offenserait la Noblesse en ne suivant pas son avis, & feroit un extrême tort à sa propre Dignité. Ainsi, les fugitifs n'obtinrent rien d'avantageux, quoique le Roi n'eût convoqué cette Assemblée que pour les favoriser.

ELISA-
BETH.
1584.

La déclaration de la Noblesse mit les Seigneurs de Ruthwen au désespoir. On vouloit les forcer à demander pardon d'une chose que le Roi avoit approuvée, comme faite pour son service. Ils ne pouvoient pas même s'assurer d'obtenir leur grace, puisque le Roi s'étant dédit une fois, ils ne pouvoient plus prendre confiance en lui. Le Comte d'Aran ayant obtenu ce qu'il souhaitoit, en devint plus fier & plus insolent, & persécuta tous ses ennemis d'une telle manière, qu'il les porta enfin à faire une nouvelle Conspiration contre lui. Quoique le Comte de Gawry lui eût sauvé la vie, & qu'il eût obtenu du Roi son pardon particulier, il ne le laissa point en repos, jusqu'à ce qu'il l'eût mis dans la nécessité de demander la permission de sortir du Royaume. Il s'étoit déjà rendu à *Dundee*, à dessein de se retirer en Angleterre, lorsqu'il apprit que les Comtes de *Marr*, d'*Angus*, & de *Gleams*, qui s'étoient retirés en Irlande, étoient sur le point d'entreprendre quelque chose contre le Favori. Cette nouvelle le fit demeurer en Écosse, & enfin, il entra lui-même dans la Conspiration, sans bouger pourtant de *Dundee*. Les Conjurez avoient si bien pris leurs mesures, qu'étant arrivés inopinément en Écosse, ils se saisirent d'abord de *Sterlyn*.

Cependant, la Cour ayant reçu auparavant quelques avis confus de cette Conspiration, & ayant su que le Comte de Gawry en étoit, avoit donné ordre de l'arrêter, & cet ordre fut exécuté dans le tems même que les Conjurez se rendoient maîtres de *Sterlyn*. Cette prise les découragea. Comme le Comte de Gawry étoit proche parent du Roi, ils s'imaginèrent qu'il s'étoit fait prendre exprès, & dans la pensée qu'ils étoient trahis, ils abandonnerent leur entreprise & se retirèrent hors du Royaume. Il en coûta la vie au Comte prisonnier, qui ayant été mené à *Edimbourg*, y eut la tête tranchée. Ainsi le Comte d'Aran se maintint toujours dans son poste, malgré les efforts de ses ennemis. Il étoit extrêmement odieux à tout le Royaume, parce qu'il étoit méchant, Athée, & d'une avidité insatiable. Il y avoit encore une autre chose qui donnoit beaucoup à penser aux Écossais. C'étoit, que depuis quelque tems, le Roi entretenoit avec la Reine sa Mere, des intelligences secrètes qui faisoient craindre qu'il ne se laissât engager dans des desseins pernicieux à l'Etat & à la Religion. Il avoit accepté secrètement l'association qu'elle lui avoit offerte, & l'on voyoit qu'il n'y avoit que des gens connus pour partisans de la Reine, qui eussent accès auprès de lui. Il

cou-

ELISABETH. couroit même un bruit sourd, qu'il avoit dessein de se déclarer Catholique, & qu'il commençoit à prêter l'oreille aux propositions de la Cour de France, ou plutôt du Duc de Guise.

1584.
Elisabeth
envoie Davison en
Ecosse pour
gagner le
Comte d'Aran.

Tout cela n'étoit que trop capable de causer de l'inquietude à Elisabeth. Elle craignoit qu'on n'engageât le Roi d'Ecosse à prendre une Femme Française, & qu'un tel Mariage ne produisît de mauvais effets pour l'Angleterre. Pour tâcher donc de prévenir les maux qui pouvoient lui arriver de ce côté-là, elle envoya *Davison* en Ecosse, sous prétexte d'excuser l'azyle qu'elle avoit donné aux fugitifs d'Ecosse, quoique le Roi les lui eût fait demander, en vertu du Traité d'Alliance conclu entre les deux Royaumes. Mais le principal motif de l'envoi de *Davison* étoit, de tâcher de mettre le Comte d'Aran dans les intérêts de la Reine. Cette voye étoit meilleure & plus prompte, que de soutenir les Mécontents d'Ecosse, auxquels il falloit toujours fournir de l'argent, sans pouvoir s'assurer du succès de leurs entreprises. D'ailleurs, la Reine couroit risque d'aliéner entièrement le Roi Jacques. Ce Prince avoit de l'esprit : mais comme il étoit jeune, sans expérience, & trop dépendant de ses Favoris, il étoit à craindre qu'il ne se laissât entraîner dans des Projets préjudiciables aux deux Royaumes, pour faire les affaires d'autrui. *Davison* réussit parfaitement dans la négociation dont il étoit chargé par rapport au Comte d'Aran, & par des moyens qui ne sont pas difficiles à deviner, il fut l'engager à se laisser diriger par la Reine. Avant qu'il s'en retournât en Angleterre, il fut convenu entre les deux Cours, que le Comte de Husdon pour l'Angleterre, & le Comte d'Aran pour l'Ecosse, s'assembleroient sur la frontière pour y faire un Règlement propre à entretenir la bonne intelligence entre les deux Royaumes. Ce fut sous ce prétexte que ces deux Seigneurs conférerent ensemble, & qu'avant que de se séparer, ils firent un Traité secret, par lequel le Comte d'Aran s'engageoit à empêcher que le Roi d'Ecosse ne se mariât dans l'espace de trois ans. Elisabeth prétendoit, qu'elle avoit dessein de donner pour Femme à ce Prince, une Princesse du Sang Royal d'Angleterre, qui n'étoit pas en âge d'être mariée. Ce fut du moins le prétexte dont on colora ce Traité.

Elisabeth
découvre les
secrets de
Marie par le
moyen de
Gray Ambassadeur
d'Ecosse.
Ainsi.

Dans ces entrefaites, le Lord *Gray*, jeune Seigneur Ecossois, s'introduisit si avant dans les bonnes grâces du Roi Jacques, que le Comte d'Aran en ayant conçu de la jalousie, trouva le moyen de l'éloigner en le faisant envoyer en Ambassade à Elisabeth. *Gray* ne fut pas plutôt en Angleterre, que la Reine le gagna par ses caresses & par ses libéralitez. Depuis ce tems-là, cet Ambassadeur feignit d'être passionné dans les intérêts de la Reine Marie, & par ce moyen, il lui arracha des secrets dont Elisabeth fut bien profiter. Le Comte d'Aran ayant eu quelque avis de cette intrigue, en informa le Roi, afin de perdre son concurrent ; mais comme apparemment, il ne put donner aucune preuve de ce qu'il avançoit, *Gray* étant de retour en

Ecosse.

Ecosse fut fort bien reçu du Roi, & n'épargna rien à son tour pour ruiner le Favori.

Pendant que ces choses se passoient en Ecosse, on formoit en Angleterre des complots en faveur de la Reine prisonnière. Mais des Lettres interceptées, écrites à cette Reine par François Trochmorton, ayant commencé à découvrir la Conspiration, Trochmorton fut arrêté. Incontinent, le Lord *Paget* & *Charles Arundel* se retirèrent en France, & y publièrent, que les Catholiques étoient si cruellement persécutés en Angleterre, qu'il ne leur étoit pas possible d'y demeurer sans courir risque de la vie : que la Cour avoit par-tout des Espions, non seulement pour observer les Catholiques, mais encore pour leur tendre des pièges : qu'on jettoit dans leurs maisons de fausses Lettres de la Reine d'Ecosse, afin de les obliger, ou à les porter aux Secrétaires d'Etat, ou à se rendre coupables en les cachant. Il n'y a point de doute, que la Reine n'eût des Espions pour observer la conduite des Catholiques : elle n'avoit que trop de sujet de se défier de leur fidélité. Il n'est même que trop possible que, parmi ces Espions, il n'y eût des gens qui, pour faire valoir leurs services, tendoient des pièges aux Catholiques. Ceux qui se chargent de ces sortes d'emplois, de quelque Religion qu'ils soient, ne sont pas pour l'ordinaire du nombre des plus honnêtes gens. Mais la conduite des Catholiques avoit rendu ces précautions nécessaires, étant d'une très grande importance pour la Reine, de savoir ce qui se passoit parmi eux. On répandoit dans le Royaume divers Livres, tant imprimés que manuscrits, dans lesquels la Reine étoit extraordinairement diffamée. On l'accusoit d'avoir fait mourir plusieurs Catholiques sans cause, après leur avoir fait donner la torture, pour leur faire confesser des crimes dont ils étoient innocens. On exhortoit les femmes qui la servoient, à lui faire le même traitement que Judith avoit fait à Holopherne, & à se rendre dignes, par cette action, des éloges de l'Eglise, dans tous les siècles à venir. Ces Livres, & ce qu'on avoit découvert encore depuis que Trochmorton avoit été mis en prison, firent juger qu'il y avoit quelque Conspiration prête à éclorre.

Cependant la Reine, voulant faire connoître que ce n'étoit pas pour leur Religion que quelques Catholiques avoient été suppliciez, envoya chercher les Juges du Royaume, & les reprit aigrement de ce qu'ils avoient poussé la rigueur trop loin, dans les tourmens qu'ils avoient fait souffrir à ces gens-là. C'étoit, selon les apparences, pour leur fournir l'occasion de le justifier de cette accusation, par une Apologie qui fut rendue publique. Ils soutenoient dans cet Ecrit, qu'ils n'avoient jamais fait souffrir personne pour la Religion, mais à cause des machinations contre la Reine & contre l'Etat : Que véritablement, *Campion*, Jésuite, avoit été appliqué à la question, mais avec si peu de violence, qu'il avoit marché un moment après, & signé lui-même la Confession : Que *Brian*, l'un de ses complices, ayant opiniâtré

Tom. VI.

A a a

ment

ELISA:

BETH.

1584.

Découvert

te d'une

Conspira-

tion.

Annales de

Camden,

La Reine

blâme la

severité des

Juges.

Camden.

Ils se justi-

fient.

ELISA- ment refusé de dire ou d'écrire le nom de celui qui avoit écrit les
BETH. Papiers qui avoient été trouvez sur lui, on avoit été contraint de dé-
 1584- fendre qu'on lui donnât à manger, jusqu'à ce qu'il le demandât par
 écrit. Cependant la Reine, voulant ôter à ses ennemis tout sujet de
 la décrier dans les Pais étrangers, défendit de donner la torture à qui
 que ce fût, & se contenta de faire transporter hors du Royaume,
 soixante & dix Prêtres qui étoient en prison, & dont quelques-uns
 étoient condamnez à mort. De ce nombre furent quelques Jésuites,
 qui dans la fuite ne lui témoignèrent pas beaucoup de reconnaissance
 de la grace qu'elle leur faisoit. Peut-être en effet, n'étoit-ce pas tant
 par un motif de clémence qu'elle agit en cette occasion, que pour sé-
 parer deux choses qu'on affectoit toujours de confondre, savoir, la
 Religion & les crimes contre l'Etat, sous prétexte que la plupart des
 Conspirateurs étoient Catholiques.

On décou- Avant que Trochmorton fût arrêté, il avoit envoyé un petit cof-
 vre que re plein de Papiers, à Mendoza Ambassadeur d'Espagne, & la Cour
 l'Ambassa- en avoit été avertie. Il nia tout, à son premier Interrogatoire : mais
 deur d'Espa- au second, il confessa qu'étant allé aux Eaux de Spa, il y avoit eu di-
 gne est de la versées Conférences avec *Jeney & Englefield*, deux Anglois fugitifs, sur
 Conjurat. les moyens d'envahir l'Angleterre. Que depuis son retour, *Morgan*,
 autre fugitif retiré en France, lui avoit fait savoir, que les Princes
 Catholiques avoient formé le projet d'enlever la Reine d'Ecosse, &
 d'employer à cela le Duc de Guise: qu'il ne s'agissoit plus que de sa-
 voir, sur quel secours on pouvoit compter de la part des Catholiques
 Anglois: que pour mieux prendre leurs mesures, *Charles Paget*, sous
 le faux nom de *Moss*, avoit été envoyé dans la Province de Suffex, où
 le Duc de Guise avoit fait dessein de faire descente: Que lui Troch-
 morton avoit communiqué ce projet à l'Ambassadeur d'Espagne, qui
 lui avoit témoigné qu'il en étoit déjà informé, & lui avoit indiqué les
 Ports qui seroient les plus propres pour y faire descente: que de plus,
 il avoit instruit cet Ambassadeur des noms des Grands auxquels il
 pourroit s'ouvrir, parce qu'étant personne publique, on ne prendroit
 pas garde à lui de si près: enfin, qu'il avoit conféré avec lui sur les
 moyens d'enrôler secrètement des Soldats en Angleterre, afin de les
 avoir prêts quand les Troupes étrangères seroient arrivées.

Sur cette déposition, l'Ambassadeur d'Espagne fut prié de se
 rendre au Conseil, où on lui déclara tout ce que Trochmorton avoit
 déposé contre lui. Comme il ne se crut pas sans doute assez innocent
 pour se justifier de ces accusations, il prit le parti d'user de recrimi-
 nation contre la Reine, & de lui faire des reproches touchant l'argent
 d'Espagne dont elle s'étoit emparée, & les secours qu'elle avoit don-
 nez au Duc d'Anjou. Ensuite, il parla contre les Ministres, disant,
 que par leurs mauvais conseils, ils travailloient sans cesse à semer la
 discorde entre la Reine & le Roi d'Espagne. Peu de jours après, la
 Reine lui fit ordonner de sortir du Royaume, à quoi il obéit promp-
 te-

Il est de-
mandé au
Conseil.

Il se défend
mal,

La Reine
le fait sortir
du Royau-
me,

tement, se trouvant trop heureux d'en être quitte à si bon marché. Il ne laissa pourtant pas, quand il fut en France, de faire de grandes plaintes, comme si en Angleterre on avoit violé le Droit des Gens à son égard. Cependant, la Reine envoya *Waad* en Espagne, pour informer le Roi de ce qui s'étoit passé, & pour lui dire qu'elle recevroit volontiers un autre Ambassadeur de sa part. Mais Philippe ne voulut pas donner audience à cet Envoyé, qui refusa aussi à son tour de communiquer au Premier Ministre l'ordre dont il étoit chargé.

ELIZAB.
1584.
Elle en fait informer Philippe qui refuse de donner audience à l'Envoyé.

Quand on fit le procès à Trochmorton, il nia tout ce qu'il avoit confessé dans son Interrogatoire, disant, qu'il l'avoit inventé pour éviter d'être mis à la question. Mais après qu'il eut été condamné à mort, sur le témoignage de ses propres Lettres qu'il avoit écrites à la Reine d'Ecosse, & des Papiers qu'on avoit trouvez dans ses coffres, il avoua tout, & en donna même une déclaration encore mieux circonstanciée que celle qu'il avoit donnée d'abord. Avec tout cela, lorsqu'il fut sur la potence, il défavoua encore tout ce qu'il avoit avancé.

Trochmor-
ton est exé-
cuté,

Elisabeth, ne pouvant pas douter que ses ennemis ne fussent dans de continuel mouvemens pour lui faire perdre la Couronne & pour la mettre sur la tête de la Reine d'Ecosse, vivoit toujours en inquiétude, & dans la crainte que quelqu'un de ces complots ne vint enfin à réussir. Ainsi, pour tâcher de s'éclaircir un peu mieux des desseins de ses ennemis, elle feignit de vouloir reprendre la négociation qui avoit été commencée avec la Reine d'Ecosse. Ce fut dans cette vue, qu'elle lui envoya *Waad* à son retour d'Espagne, pour lui faire savoir qu'elle étoit prête à renouer le Traité qui avoit été interrompu, & qu'elle lui enverroit bien-tôt *Mildmay* pour ce sujet. Mais en même tems, elle lui fit entendre, que ce ne seroit qu'à ces deux conditions, savoir, qu'elle obtiendrait du Roi son Fils, qu'il accordât aux Seigneurs de Ruthwen l'Amnistie qui leur avoit été promise, & qu'elle arrêteroit les complots de l'Evêque de Glasgow son Ambassadeur en France.

Elisabeth
renoue la
négociation
avec la
Reine d'E-
cosse,

& lui en-
voye *Waad*;

Ce fut dans ce même tems, qu'arriva la surprise de Sterlyn, la prison du Comte de Gawry, & la fuite des Conjurcz en Angleterre. Cela fut cause qu'Elisabeth envoya *Beal* à la Reine d'Ecosse, pour la prier d'interceder envers le Roi son Fils, pour les fugitifs, & de vouloir bien l'informer des desseins du Duc de Guise, ainsi qu'elle l'avoit promis à *Waad*. Marie répondit, qu'elle n'avoit rien promis que sous la condition qu'elle seroit mise en liberté : qu'elle intercederoit volontiers pour les fugitifs d'Ecosse, pourvu qu'il en revint quelque avantage à elle-même & au Roi son Fils, & que les coupables reconnussent leur faute. Elle ne défavoua pas qu'elle n'eût prié le Duc de Guise de faire ses efforts pour la délivrer : mais elle dit qu'elle ne savoit rien de ses desseins, & que quand même elle en se-

Réponse de
Marie,

ELISABETH. roit instruite, elle ne les découvreroit pas, à moins qu'elle ne fût assurée de recouvrer sa liberté. Elle pria Elisabeth de la traiter avec plus d'humanité, & demanda qu'on conclût un Traité avec elle, avant que de traiter avec les Ecoffois. Enfin, elle ajouta, que comme le Roi de France avoit reconnu & reçu son Ambassadeur conjointement avec celui de son Fils, comme Princes associés, il plut à Elisabeth de faire publier cette association en Ecoffe.

La négociation est rompue.

Elisabeth n'avoit garde de la servir dans ce qu'elle souhaitoit : son but n'avoit été que de tirer d'elle une sollicitation en faveur des fugitifs d'Ecoffe, & une information touchant les desseins du Duc de Guise, sous l'esperance incertaine d'un accommodement dont elle la flatoit. Mais voyant qu'elle n'en pouvoit rien tirer, elle laissa là cette négociation, comme inutile. Cependant, la réponse de Marie lui ayant fait savoir que le Roi d'Ecoffe avoit accepté l'association, elle craignit qu'on ne tramât quelque dangereux complot en Ecoffe. Ce fut principalement ce qui lui fit prendre la résolution de gagner le Comte d'Aran à quelque prix que ce fût, à quoi elle réussit, comme je l'ai déjà dit ci-devant.

Autres complots découverts.
Cambden.

Peu de tems après, Elisabeth découvrit encore, que ses ennemis ne discontinuoient point leurs pratiques. Un certain Jésuite Anglois, nommé *Creichston*, allant par Mer en Ecoffe, & le Vaisseau sur lequel il étoit étant attaqué par des Corsaires, déchira des papiers qu'il avoit sur lui, & les jeta dans la Mer. Mais, par un accident fort extraordinaire, il arriva que le vent empêcha tous les morceaux de tomber dans la Mer, & les reporta dans le Vaisseau, où quelqu'un prit soin de les ramasser tous. Ces morceaux ayant été mis entre les mains de Waad, il se donna la peine de les coller sur un autre papier, avec beaucoup de travail & de patience, & par là on découvrit un complot formé par le Pape, le Roi d'Espagne & le Duc de Guise, pour envahir l'Angleterre. Cela fut cause que, par les soins du Comte de Leicester, il se forma en Angleterre, une Association générale composée de gens de toutes conditions, qui s'engagerent par serment, à poursuivre jusqu'à la mort, ceux qui attenteroient quelque chose contre la Reine.

Association générale en faveur de la Reine.

Marie fait faire des propositions à Elisabeth.
Cambden.

La Reine d'Ecoffe n'eut pas beaucoup de peine à comprendre que les complots de ses amis étoient découverts, puisque l'Association marquoit assez qu'on croyoit Elisabeth en danger. Dans la crainte où elle étoit de ne pouvoir éviter les effets de cette Association, si l'on venoit à découvrir qu'elle eût part à ces complots, elle fit de nouveaux efforts pour se tirer de captivité. Ce fut dans cette vue, qu'elle envoya *Nau* son Secrétaire à Elisabeth, pour lui porter ces propositions :

Offre du Maré.

Que si on la mettoit en liberté, elle offroit de contracter avec la Reine d'Angleterre une amitié très étroite : de renoncer au Titre de Reine d'Angleterre, & de ne prétendre jamais à la Couronne de ce Royaume.

Royaume, pendant qu'Elisabeth seroit en vie : de signer l'Association : de faire une Ligue défensive avec l'Angleterre, sans préjudice de l'Alliance entre la France & l'Ecosse, à condition qu'il ne se feroit rien en Angleterre à son desavantage, avant qu'elle-même & le Roi son Fils fussent ouïs dans le Parlement : de demeurer en Angleterre, jusqu'à ce qu'elle eût donné des otages : de ne rien changer dans la Religion établie en Ecosse, à condition qu'elle auroit le libre exercice de la Religion : d'oublier toutes les injures qu'elle avoit reçues des Ecossois, pourvu que tout ce qui avoit été fait pour la rendre infame, fût aboli : de recommander au Roi son Fils, des Conseillers disposez à entretenir une bonne intelligence avec l'Angleterre : de procurer le pardon aux fugitifs, pourvu qu'ils se reconnoissent coupables : de ne traiter d'aucun Mariage pour le Roi son Fils, à l'insu d'Elisabeth. Elle demandoit de son côté, que le Traité se fit avec elle & avec le Roi son Fils, conjointement, & promettoit de le faire ratifier par le Duc de Guise. De plus, qu'on se hâtât de conclure, de peur que quelque accident n'apportât quelque obstacle au Traité. Enfin, elle prioit Elisabeth de lui donner quelque marque de son estime, en lui accordant un peu plus de liberté.

Si Marie avoit fait ces propositions dans un autre tems, peut-être Elisabeth y auroit-elle fait quelque attention. Mais dans cette conjoncture, elles ne firent qu'augmenter ses soupçons, puisqu'il étoit manifeste que c'étoit un effet de la peur que l'Association & la découverte des complots avoient inspirée à la prisonnière. Cambden prétend, contre toute apparence, qu'Elisabeth étant contente de ces conditions, fut sur le point de mettre Marie en liberté, mais qu'elle en fut empêchée par les clameurs des Ecossois. C'est de là qu'il prend occasion de produire une longue invective contre les Presbyteriens & contre leurs Ministres, & de les accuser d'insolence, de mépris pour la personne du Roi, & de rebellion contre les Loix. C'est encore à ce propos qu'il parle de la condamnation des Ecrits de Buchanan, qui ne fait rien à cette affaire. Enfin, il veut faire regarder la Religion Presbyterienne, comme l'unique cause des obstacles qui se rencontroient à la délivrance de Marie, malgré les bons sentimens qu'Elisabeth avoit pour elle. Cela n'est pas fort étrange : c'étoit un style à la mode en Angleterre, sous le Regne de Jaques I., à qui on faisoit sa cour en déclamant contre les Puritains. J'avoue pourtant qu'il n'est pas entierement contre la vrai-semblance, qu'en cette occasion, Elisabeth ait même fait agir les Ecossois pour former les oppositions dont Cambden parle ici. Mais il n'y a pas la moindre apparence, que dans un tems où elle voyoit ses ennemis bandez contre elle, pour placer Marie, toute prisonnière qu'elle étoit, sur le Trône d'Angleterre, elle ait eu véritablement intention de lui accorder sa liberté, pour la mettre mieux en état d'exécuter ses dessein. C'est une adresse de Cambden, que de prendre la feinte d'Elisabeth

ELISA-
BETH.
1584.

Remarque
sur ce sujet.

ELISABETH. 1584. Elisabeth pour une véritable intention, afin d'insinuer par là, qu'elle croyoit Marie innocente des complots qui se faisoient continuellement. Mais il se coupe lui-même, en disant peu après, que Marie se voyant déchue de toute esperance d'accommodement, se livra enfin à des Conseils pernicieux, & qu'elle écrivit au Pape & au Roi d'Espagne, pour les prier de biter l'exécution du projet, *quoi qu'il lui en dût arriver.* Il est donc manifeste qu'il y avoit déjà un projet formé, qu'elle en étoit instruite, & qu'elle s'étoit déjà livrée à ces Conseils pernicieux, avant le tems dont Cambden parle. Mais Elisabeth, mieux informée que Marie ne pensoit, sachant qu'on avoit déjà pris des mesures pour l'enlever, la tira d'entre les mains du Comte de Shrewsbury, pour la donner en garde à *Drueon Drury*, homme vigilant s'il en fut jamais. Cambden dit, que le Comte de Leicester, voulant tout d'un coup délivrer Elisabeth de l'inquietude que la Reine d'Ecosse lui causoit, corrompit des gens pour faire assassiner la prisonnière, mais que comme on n'osa leur donner un ordre pour avoir la permission de l'approcher, la vigilance de Drury empêcha qu'ils ne pussent avoir accès auprès d'elle. Si cela marque la scélératesse du Comte de Leicester, & peut-être, dans l'intention de Cambden, celle d'Elisabeth elle-même, on y voit aussi en même tems, combien on jugeoit la Reine d'Ecosse dangereuse, puisqu'on croyoit ne pouvoir, que par sa mort, assurer la vie d'Elisabeth. Il n'y a donc aucune apparence, qu'Elisabeth pensât alors à la mettre en liberté. Le même Auteur dit, que pour faire perdre à Elisabeth l'affection qu'elle avoit pour la Reine d'Ecosse, on lui fit entendre que la résolution étoit prise de lui ôter la Couronne, pour la mettre sur la tête de Marie : qu'il s'étoit tenu un Conseil, où le Cardinal *Allen* pour les Ecclésiastiques Anglois, *Englesfield* pour les Laïques, & l'Evêque de Rofs pour la Reine d'Ecosse, tous trois autorisés par le Pape & par le Roi d'Espagne, étoient convenus, qu'il falloit se défaire d'Elisabeth, déposer le Roi Jaques, donner à Marie pour Epoux un Seigneur Anglois Catholique, faire élire ce Seigneur Roi d'Angleterre, & faire assurer la Couronne à ses Enfants. Il ajoute, que *Walsingham* chercha soigneusement quel pouvoit être ce Seigneur Anglois, & que le soupçon tomba sur *Thomas Howard*, Frere du feu Duc de Norfolk.

Affaires des Pais-Bas. *Groins, Annales des Pais-Bas.* Pendant cette année, les affaires des Provinces Confédérées des Pais-Bas allèrent toujours de mal en pis, le Prince de Parme leur enlevant de tems en tems quelques Places. Enfin, comme pour achever de les réduire à l'extrémité, Dieu permit que le Prince d'Orange fût assassiné par un Bourguignon nommé *Balthazar Gerard*, Philippe son Fils aîné étant alors entre les mains du Roi d'Espagne, & élevé dans la Religion Catholique, les Etats donnerent le Gouvernement de la Hollande & de la Zélande, à *Maurice* son second Fils, âgé de dix-huit ans. Cependant, le Prince de Parme profitant de

de la consternation des Etats, mit le Siege devant Anvers. Dans la fâcheuse situation où les Etats se trouvoient réduits, voyant bien qu'il ne leur étoit plus possible de se soutenir par leurs propres forces, ils délibérèrent s'ils se donneroient à la France ou à l'Angleterre, & enfin, ils se déterminèrent pour la France. Mais Henri III. avoit alors sur les bras, des affaires qui ne lui permirent pas d'accepter leurs offres. Ainsi, se voyant rebutez de ce côté-là, ils se virent contraints de s'adresser à la Reine d'Angleterre. Nous verrons dans l'année suivante, le succès de cette négociation.

ELISA-
BETH.
1584.

Les Troubles qui avoient si longtems agité la France, & qui sembloient un peu apaisés, se renouvelèrent par la mort du Duc d'Anjou, qui arriva dans le mois de Juin. Comme le Roi n'avoit point d'Enfans, & qu'on le croyoit même incapable d'en avoir, le Duc de Guise se mit en tête de s'emparer du Trône, comme descendant de Charlemagne. C'est du moins ce dont plusieurs l'ont accusé, non sans beaucoup d'apparence. Mais comme Henri de Bourbon, Roi de Navarre, étoit devenu le premier Prince du Sang, depuis la mort du Duc d'Anjou, il falloit trouver un prétexte pour l'éloigner du Trône, sans quoi il n'auroit pas été possible au Duc de Guise d'exécuter son projet. Ce prétexte ne fut pas difficile à trouver, puisque le Roi de Navarre faisoit profession de la Religion Reformée. Ainsi le Duc de Guise, couvrant son ambition du voile de la Religion, prétendit qu'il n'avoit pour but que de maintenir la Religion Catholique, qui auroit couru trop de risque si un Huguenot fût monté sur le Trône. Le Roi, qui connoissoit bien son dessein, fit tous les efforts possibles pour porter le Roi de Navarre à changer de Religion; & le Duc, voyant qu'on travailloit à rompre ses mesures, renouvela la Ligue, premierement à Paris, & ensuite dans les Provinces. Par ce moyen, il se mit en état d'avoir une Armée toute prête au premier besoin. Les Peuples étoient assez aveugles & assez stupides, pour s'imaginer qu'il n'avoit pour objet, que la conservation de la Religion Catholique. Cependant, ce Prince ayant eu avis que le Roi vouloit le faire arrêter, le retira dans son Gouvernement de Champagne, où le dernier jour du mois de Décembre, il signa une Ligue particuliere avec le Roi d'Espagne, qui, sous prétexte de Religion, ne cherchoit qu'à fomentier les Troubles en France. Mais comme le Duc ne vouloit pas qu'il parût qu'il aspirait à la Couronne, le Traité portoit, que le Cardinal de Bourbon seroit élevé sur le Trône, après la mort de Henri III., & que, pour parvenir à ce but, le Roi d'Espagne fourniroit cinquante-mille écus par mois. Ainsi, par le moyen du Duc de Guise, Philippe II. alluma en France un feu qui dévora longtems ce Royaume, & qui empêcha les François de penser à l'acquisition des Pays-Bas.

Affaires de
France.

Dès le commencement de l'année 1585, Elisabeth découvrit une Conspiration, dont Guillaume Parr étoit l'Auteur. C'étoit un Gentilhomme

1585.
Conspira-
tion de Parr.
Annales de
Cambry.

ELISA- homme du Pais de Galles, Membre de la Chambre Basse du Parle-
BETH. ment, & qui avoit déjà signalé son zèle pour la Religion Catholique,
 1585. en s'opposant seul à un Bill contre les Jésuites, qui étoit en délibération dans cette Chambre. Il avoit parlé en cette occasion avec tant de passion & de violence, que la Chambre l'avoit fait mettre en prison, d'où il étoit sorti peu de jours après, & avoit repris sa place. Il étoit à peine en liberté, que *Henri Newill*, qui prétendoit être Héritier du Comte de Westmorland mort depuis peu dans les Pais-Bas, l'accusa d'avoir conspiré contre la Reine; sur quoi il fut envoyé à la Tour. Il avoua, qu'il avoit eu dessein de tuer la Reine, & qu'il y avoit été induit par *Morgan*, Anglois Catholique réfugié en France: qu'il avoit entretenu des intelligences avec des Jésuites, des Nonces du Pape, & des Cardinaux: que pour mieux tromper la Reine, & pour se procurer un libre accès auprès d'elle, il étoit retourné de France en Angleterre, & lui avoit découvert la Conspiration: qu'en suite, s'étant repenti de ce mauvais dessein, il quittoit son poignard, toutes les fois qu'il alloit lui parler, de peur d'être tenté de faire son coup: mais qu'enfin, le Livre d'*Allen*, où ce Cardinal soutenoit qu'il étoit non seulement permis, mais honorable, d'ôter la vie aux Princes excommuniés, lui étant tombé entre les mains, il l'avoit lu, & s'étoit senti violemment poussé à poursuivre son premier dessein: que *Newill* son accusateur étant venu dîner chez lui, lui avoit proposé d'entreprendre quelque chose pour délivrer la Reine d'Ecosse; à quoi il avoit répondu, qu'il avoit en tête un plus grand dessein: que peu de jours après, *Newill* étant venu le voir, ils avoient résolu de tuer la Reine, quand elle iroit se promener à cheval, & qu'ils avoient fait serment l'un & l'autre sur les Evangiles, de garder le secret: mais que, dans ces entrefaites, *Newill* ayant reçu la nouvelle de la mort du Comte de Westmorland, l'avoit accusé, dans l'esperance de se procurer par là, la jouissance de la Succession de ce Comte, à laquelle il prétendoit. Sur cette confession, il fut condamné à mort, & exécuté.

Le Parle-
 ment confir-
 me l'Associa-
 tion.

Statut contre la Reine
 d'Ecosse.

Cette Conspiration fut cause que le Parlement prit des précautions extraordinaires pour pourvoir à la sûreté de la Reine & du Royaume. Premièrement, l'Association générale y fut reçue, approuvée, & confirmée par un Acte qui passa d'un consentement unanime. Le même Statut ordonnoit, que vingt & quatre Commissaires choisis & nommez par la Reine, seroient autorisés pour faire des enquêtes touchant ceux qui entreprendroient d'exciter quelque Rebellion dans le Royaume, qui attenteroient à la vie de la Reine, ou qui s'attribueroient quelque droit sur la Couronne d'Angleterre. Que la personne par laquelle ou pour laquelle il se feroit quelque attentat, seroit par cela même incapable de succéder à la Couronne: qu'elle seroit pour jamais privée de son droit, & poursuivie jusqu'à la mort, si les vingt & quatre Commissaires la déclaroient atteinte & convaincue de ce crime.

Il n'étoit pas possible de méconnoître là-dedans la Reine d'Ecosse, en faveur de laquelle se faisoient tous ces complots. Aussi est-il très apparent, que dès-lors on commençoit à se déterminer à la faire mourir, les deux Reines ne pouvant plus subsister ensemble. C'étoit du moins le sentiment du Conseil d'Angleterre. Marie ne douta point que cette Loi ne fût faite contre elle. Peut-être en auroit-elle prévenu les funestes effets, si elle eût pu prendre la résolution de renoncer à toutes les intelligences qu'elle avoit dans le Royaume & dans les Pais étrangers. Mais elle n'eut pas assez de prudence pour prendre ce sage-parti, ou peut-être, pour éviter les pieges qu'on lui tendoit; ni assez de discernement pour appercevoir qu'elle ne servoit que de prétexte à ses prétendus amis, pour exécuter d'autres projets.

Le Parlement ne se contenta pas de ce Statut rigoureux, pour assurer la vie de la Reine. Il en fit encore un autre, qui ordonnoit à tous les Prêtres Catholiques, de sortir du Royaume dans quatre jours, & déclaroit coupables de Haute Trahison, ceux qui y seroient trouvez après ce tems-là, & que ce seroit un crime de Felonie, que de les recevoir ou de les receler. Le même déclaroit encore, que ceux qui étant entretenus dans des Seminaires étrangers, ne retourneroient pas en Angleterre dans six mois, & ne seroient pas leur soumission devant un Evêque, ou deux Juges de Paix, seroient regardez comme convaincus du crime de Haute Trahison. Que même, une telle soumission seroit estimée nulle, si la personne qui l'auroit faite, s'approchoit de la Cour plus près que de dix milles, pendant l'espace de dix ans. Que ceux qui, directement ou indirectement, envoyeroient de l'argent aux Etudians ou autres de ces Seminaires, seroient punis de bannissement perpétuel, & de confiscation de tous leurs biens. Que les Pairs du Royaume qui violeroient ce Statut, seroient sujets pour ce crime au Jugement de leurs Pairs. Que tous ceux qui auroient connoissance de quelque Prêtre Papiste ou Jésuite, caché dans le Royaume, & qui ne le découvroient pas dans quatre jours, seroient mis en prison, & punis d'une amende à la discrétion de la Reine. Que les gens soupçonnez d'être Prêtres ou Jésuites, & qui refuseroient de se soumettre à l'examen, seroient emprisonnez jusqu'à ce qu'ils eussent obéi. Que ceux qui envoyeroient leurs Enfans à des Colleges ou à des Seminaires Papistes, seroient condamnés à une amende de cent livres sterling. Que ceux qui y ayant été envoyez, ne retourneroient pas dans l'année, seroient incapables de recueillir aucune Succession. Que les Gardiens des Ports, qui permettroient de passer la Mer, à d'autres qu'à des Négocians, sans un congé exprès de la Reine, signé de six Membres du Conseil, seroient dépouillez de leurs Charges. Que les Maitres de Navires, qui recevroient des Passagers sans un semblable congé, seroient punis par la confiscation de leurs biens, condamnés à un an de prison, & déclarés incapables d'exercer à l'avenir la Navigation.

Tom. VI.

Bbb

C'est

ELISA-
BETH.
1585.

Autre contre les Papistes.

ELISABETH. 1585. C'est là le Statut le plus rigoureux qui fut fait contre les Catholiques, sous le Regne d'Elisabeth. Mais ils n'avoient à se plaindre que d'eux-mêmes, ou plutôt du zèle inconsidéré de quelques-uns d'entre eux, qui ne cessoient point de tramer des complots contre la Reine, pour tâcher de placer la Reine d'Ecosse sur le Trône d'Angleterre. Ce Statut même ne fut pas capable de les arrêter, jusqu'à ce qu'enfin, ils portèrent leur zèle jusqu'à ce point, qu'il fallut que l'une des deux Reines pérît, pour sauver la vie à l'autre.

Le Comte d'Arundel est arrêté en voulant sortir du Royaume.

Philippe, Comte d'Arundel, Fils aîné du Duc de Norfolk, avoit reçu depuis trois ans, une marque sensible de la bonté de la Reine, en ce qu'elle lui avoit rendu les biens de son Pere, & l'avoit rétabli dans son honneur. Mais dans la suite, il avoit embrassé la Religion Catholique, & après avoir été cité deux fois devant le Conseil, pour répondre à certaines accusations qu'on avoit intentées contre lui, il avoit reçu ordre de se tenir dans sa maison, sans en sortir. Six mois après, il fut mis en pleine liberté, & il alla reprendre sa place dans la Chambre Haute du Parlement : mais dès le premier jour, il se retira, pour n'être pas obligé d'assister au Sermon. Comme il étoit extrêmement attaché à sa Religion, il résolut de sortir du Royaume, pour pouvoir l'exercer sans contrainte, & avant que de partir, il écrivit à la Reine une Lettre qui ne devoit lui être rendue qu'après son départ. Cette Lettre contenoit des plaintes, de ce que son innocence étoit opprimée. Il disoit que, pour éviter les disgrâces qui étoient tombées sur les têtes de son Ayeul & de son Pere, & pour pouvoir servir Dieu avec liberté, selon les mouvemens de sa conscience, il avoit pris la résolution de quitter le Royaume, sans se départir néanmoins de la fidélité qu'il devoit à sa Souveraine. Mais ayant été trahi par quelqu'un de ses Domestiques, il fut arrêté comme il étoit sur le point de s'embarquer, & conduit à la Tour.

Le Comte de Northumberland se tue lui-même.

Henri Perci, Comte de Northumberland, Frere de celui qui avoit été décapité, se trouvoit dans la même prison, ayant été accusé d'avoir eu part à la Conspiration de Trochmorton, & d'avoir entretenu un commerce de Lettres avec le Lord Paget & avec le Duc de Guise. Dans le mois de Juin de cette année, il fut trouvé mort dans sa chambre, étant percé de trois balles de pistolet au-dessous de la manuelle gauche. Comme il étoit seul dans sa Chambre, qu'il avoit fermée sur lui au verrou, il fut aisé de juger qu'il s'étoit tué lui-même.

Elisabeth est menacée de plusieurs ennemis.

Le calme dont Elisabeth avoit joui durant quelques années, commençoit à se changer en orages qui la menaçoient de tous côtés. Ce changement ne pouvoit être attribué qu'à trois causes principales. La première étoit, la puissance du Duc de Guise, qui n'étoit gueres moins grande que celle du Roi de France même. On peut compter pour la seconde, l'état florissant de Philippe II. qui, après avoir acquis le Portugal, se voyoit sur le point de réduire à son obéissance les Pro-

vin-

vinces revoltées des Pais-Bas. La troisieme étoit l'esperance dont les ennemis d'Elisabeth se flatoient, de pouvoir débaucher le Roi d'Ecosse, & de se servir de lui pour attaquer l'Angleterre. Je ne parle point de la Cour de Rome, ni des Anglois Catholiques, qui se trouvoient toujours dans les mêmes dispositions, en sorte qu'il n'y avoit rien de nouveau à cet égard. La Reine d'Ecosse étoit toujours la pierre d'achoppement. C'étoit elle qui servoit de fondement à toutes les machinations. On vouloit la délivrer de sa captivité, pour mettre sur la tête les deux Couronnes d'Angleterre & d'Ecosse, & pour rétablir, par son moyen, la Religion Catholique dans les deux Royaumes. Tel étoit le plan des ennemis d'Elisabeth. Elle ne pouvoit pas l'ignorer, puisqu'ils l'avoient suivi depuis le commencement de son Regne; comme de son côté, elle avoit donné toute son attention à rompre leurs mesures. Mais elle avoit eu jusqu'alors, des avantages qui commençoient à lui manquer. C'étoit premierement, la jalousie entre les Couronnes de France & d'Espagne, qui n'avoit permis ni à l'une ni à l'autre de l'attaquer ouvertement. Secondement, les Huguenots de France avoient été assez puissans pour se défendre, & pour mettre la Cour hors d'état de rien entreprendre contre l'Angleterre. En troisieme lieu, pendant que les affaires des Conféderez dans les Pais-Bas avoient été florissantes, elles avoient tellement occupé les forces de l'Espagne, qu'il n'avoit pas été possible à Philippe II. de penser sérieusement aux affaires étrangères. Mais, dans le tems dont je parle, la situation des affaires étoit entierement changée. Celles de France prenoient un train qui ne laissoit plus lieu à Elisabeth d'appuyer sa sûreté sur la jalousie entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, ce fondement étant devenu trop foible. Le Duc de Guise, son ennemi mortel, étoit plus puissant en France que le Roi même, & de plus, il étoit soutenu par le Roi d'Espagne. Il y avoit beaucoup d'apparence que les Huguenots seroient entierement opprimés, & que les Pais-Bas seroient bien-tôt remis sous le joug du Roi d'Espagne; après quoi, il n'y avoit plus à douter que l'Angleterre ne fût attaquée. Il falloit donc qu'Elisabeth pensât de bonne heure à prévenir le danger qui lui pendoit sur la tête, ou qu'elle se résolût à soutenir seule les efforts de ses ennemis. La prudence vouloit qu'elle travaillât premierement à éviter l'attaque qu'on lui préparoit, sans négliger pource les moyens de la soutenir, si elle s'y trouvoit forcée. Voici donc le plan qu'elle forma, comme il sera facile de s'en convaincre par la suite. Premierement, elle résolut de faire des Alliances, s'il étoit possible, avec les deux Couronnes du Nord, & avec les Protestans d'Allemagne, quand ce n'en seroit que pour donner de la jalousie à ses ennemis. Secondement, d'assister puissamment les Conféderez des Pais-Bas, afin d'entretenir une diversion au Roi d'Espagne en ce Pais-là. En troisieme lieu, de donner du secours aux Huguenots de France, pour empêcher qu'ils ne fussent trop aisément opprimés, sachant bien

ELISA-
BETH.
1585.

Ses projets
pour se sou-
tenir.

ELISABETH. 1585. que le Duc de Guise ne seroit pas en état de rien entreprendre contre elle, pendant que la Guerre Civile le tiendrait occupé en France. Enfin, elle jugea qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen pour rompre les mesures de ses ennemis, que de tâcher, s'il étoit possible, d'avoir le Roi d'Ecosse en son pouvoir, ou à ce défaut, d'exciter en Ecosse, des Troubles qui ôtaient à ce jeune Prince la liberté de former des projets préjudiciables à l'Angleterre. Il y a même beaucoup d'apparence, qu'en ce même tems, la mort de la Reine d'Ecosse fut résolue, puisque la vie de cette Reine étoit le fondement de tous les complots qui se faisoient contre Elisabeth, tant au dedans qu'au dehors. Du moins, si cette résolution n'étoit pas prise absolument, il est très-vrai-semblable, qu'Elisabeth & son Conseil se déterminèrent à n'épargner plus Marie, dès que la nécessité des affaires demanderoit qu'on la sacrifiait à la sûreté publique. J'avoue que ce n'est qu'une conjecture, mais elle est appuyée sur la situation où les affaires d'Elisabeth se trouvoient en ce tems-là.

Elle envoie
un Ambassa-
deur en Al-
lemagne,

Pour exécuter le premier point de ce projet, *Thomas Bodley* fut envoyé en Allemagne & en Danemarck, pour tâcher d'engager les Princes Protestans à faire une Ligue défensive avec l'Angleterre. Il avoit ordre, entre autres choses, de découvrir au Roi de Danemarck, que le Duc de Lorraine ayant recherché Elisabeth en Mariage, lui avoit fait valoir les droits qu'il avoit sur la Couronne de Danemarck, comme Fils d'une Fille de *Christierne II.* J'ignore quel fut le succès des négociations de Bodley : mais comme Elisabeth étoit extrêmement ménagère de son argent, il y a quelque apparence qu'elle n'employa pas les moyens les plus propres pour mettre les Princes Allemands dans ses intérêts. Je parlerai bien-tôt du second & du troisième article du projet qu'Elisabeth avoit formé, qui regardoient la France & les Pais-Bas. Quant au quatrième par rapport à l'Ecosse, on en trouve l'explication dans les Mémoires de Melvil, si toutefois on peut ajouter une entière foi à cet Auteur, qui paroît fort prévenu contre Elisabeth.

Elle tâche
de rompre le
projet de
Mariage du
Roi d'Ecosse.
*Mémoires
de Melvil.*

Le Roi d'Ecosse, ayant résolu de se marier, avoit jetté les yeux sur la Fille aînée du Roi de Danemarck, qui, en ayant eu quelque avis, résolut d'envoyer une Ambassade en Ecosse, sous prétexte d'y proposer une Alliance entre les deux Royaumes, & pour donner lieu en même tems au Roi Jaques de proposer son Mariage. Melvil prétend, qu'Elisabeth ayant été avertie de ce projet, prit la résolution de faire ses efforts pour le faire échouer. Ce n'étoit pas que ce Mariage ne convint au Roi d'Ecosse ; mais il convenoit à Elisabeth que ce Prince ne se mariât pas, à moins qu'il ne voulût prendre de sa main une Femme Angloise : ou plutôt, elle souhaitoit de l'avoir entre ses mains, avant qu'il fût marié. Elle lui écrivit donc, que, pour entretenir toujours une bonne intelligence avec lui, elle avoit dessein de lui envoyer un Ambassadeur qui résideroit à sa Cour, non pour lui parler d'af-

Elle lui
envoie E.
douard Wot-
son
Melvil.

d'affaires, mais pour le divertir & pour lui tenir compagnie : que pour cet effet, elle avoit jetté les yeux sur *Edouard Wotton*, qui étoit un homme d'esprit, & qui avoit beaucoup voyagé, jugeant qu'il seroit très propre à l'entretenir agréablement, & qu'elle eseroit qu'il auroit beaucoup de plaisir dans la conversation. Melvil, qui fut chargé d'aller recevoir cet Ambassadeur, se ressouvint qu'il l'avoit vu autrefois à Paris, chez le Docteur *Wotton* son Oncle, Ambassadeur d'Angleterre, & que, tout jeune qu'il étoit alors, il avoit tendu au Connétable de Montmorency, un piège où cet habile Ministre s'étoit laissé prendre (1). Il en avertit le Roi, qui n'y fit aucune attention. Au contraire, il mit cet Ambassadeur de tous les plaisirs, & en fit comme une espece de Favori.

ELISABETH.
1585.

L'Ambassade de Danemarck étant arrivée en Ecosse, *Wotton* & quelques-uns des Ministres du Roi firent en sorte que les Ambassadeurs reçurent tant de mortifications, qu'ils furent sur le point de s'en retourner très mal satisfaits. Mais Melvil les ayant instruits de l'état des affaires; leur persuada de prendre patience; & en effet, le Roi s'étant desabusé de certaines impressions qu'on lui avoit données contre le Roi de Danemarck, les renvoya plus contents. Peu de tems après, il envoya *Patrice Young* son Aumônier, au même Prince, pour le remercier de son Ambassade, & pour l'informer qu'il lui enverroient bien-tôt des Ambassadeurs. Le véritable motif du voyage de *Young* étoit, de voir les deux Princesses Filles du Roi de Danemarck, & d'informer le Roi son Maître de leurs qualitez.

Affaires
d'Ecosse.

Pendant ce tems-là, la faveur du Comte d'Aran diminuoit sensiblement, par l'adresse du Lord Gray son Concurrent, qui savoit mieux ménager l'esprit du Roi. D'ailleurs, *Wotton* contribuoit, autant qu'il pouvoit, à la ruine du Favori, parce qu'outre qu'Elisabeth n'en avoit plus besoin depuis qu'elle avoit gagné le Lord Gray, c'étoit un homme sur lequel elle ne pouvoit pas beaucoup compter. Un accident qui arriva sur la frontière, fit encore un tort extrême au Comte d'Aran. Le Lord *Ferminhurst*, qui avoit épousé sa Niece, s'étant abouché avec le Lord *Russel* Anglois, sur des affaires qui regardoient les deux Royaumes, un Anglois surpris en larcin excita, entre les deux Escortes, une querelle dans laquelle le Lord *Russel* fut tué. L'Ambassadeur d'Angleterre fit grand bruit de cette affaire, prétendant que le Comte d'Aran avoit fait exciter cette querelle par son Neveu, pour engager les deux Royaumes à une rupture. Sur ses plaintes, le Comte d'Aran fut mis aux arrêts dans sa propre maison, & *Ferminhurst* envoyé en prison, où il mourut bien-tôt après.

Le Lord
Russel tué
sur la fron-
tière d'Ecos-
se.

Cambden
Melvil.

Elisabeth, ayant été informée de ce fait, en demanda une réparation authentique. Jacques ne la refusoit pas; mais il prétendoit qu'il ne pouvoit rien décider sur ce sujet, avant que d'avoir des preuves. Ce-

La Reine
en demande
réparation.

la

(1) Voyez vers la fin du Règne de Marie, où il a été parlé de ce piège.

- ELISABETH.** 1585. la n'étoit pas facile, à cause de la coutume dont j'ai déjà parlé en un autre endroit, qui ne permettoit pas de recevoir le témoignage des Anglois contre les Ecoffois, ou des Ecoffois contre les Anglois, touchant ce qui se passoit sur la frontière. Cette difficulté étant cause que l'affaire tiroit en longueur, & le Comte d'Aran ayant été tiré des arrêts, Elisabeth en prit occasion de permettre aux fugitifs d'Ecosse de se retirer en Angleterre, de retourner dans leur Patrie. Wotton, étant instruit des intentions de la Reine, travailla de son côté à corrompre diverses personnes de la Cour d'Ecosse, & à les mettre dans les intérêts d'Elisabeth. Si l'on en doit croire Melvil, les gens en qui le Roi prenoit le plus de confiance, étoient de ce nombre. Ainsi, Wotton se voyant si bien appuyé, forma le projet de surprendre le Roi dans le Parc de Sterlyn, & de le mener en Angleterre. Ce coup lui ayant manqué, il résolut de forcer la Garde du Château, & déjà il avoit préparé tout ce qui étoit nécessaire pour exécuter ce dessein, mais le Roi en ayant eu quelque avis, rompit ses mesures, en partant brusquement de Sterlyn. Alors Wotton se voyant découvert, se retira secrètement sans prendre congé. C'étoit là l'homme qu'Elisabeth avoit envoyé au Roi Jaques pour le divertir.
- Wotton** veut enlever le Roi d'Ecosse. **Melvil.** Il manque son coup & se sauve.
- Les Fugitifs** retournent en Ecosse. Mais tout le danger n'étoit pas passé. Jaques étoit environné de gens qui étoient d'intelligence avec les Fugitifs, & qui l'empêchoient de prendre aucune précaution pour sa sûreté. Ces Seigneurs fugitifs étoient déjà rentrez en Ecosse, où ils avoient assemblé un Corps de trois-mille hommes, & marchaient droit à Sterlyn où le Roi étoit retourné, sans qu'on eût pris à la Cour aucune précaution pour les arrêter dans leur marche. Cette négligence, causée par les Traîtres que le Roi avoit auprès de lui, donna aux Mécontents la facilité d'arriver aux portes de Sterlyn, où le Roi se trouva tellement surpris, qu'il se vit obligé de se mettre entre leurs mains: mais le Comte d'Aran eut le tems de se sauver. Les Mécontents, ayant le Roi en leur pouvoir, le traitèrent avec tant de respect & de soumission, qu'ils lui persuadèrent enfin, qu'ils n'étoient pas ses ennemis, comme on avoit voulu le lui faire accroire. Il avoua, qu'il avoit été séduit par les conseils pernicieux du Comte d'Aran, & consentit que les Bannis fussent rétablis dans la possession de leurs biens. Par cette révolution, Elisabeth eut la satisfaction de voir le Roi d'Ecosse dirigé par des Conseillers dont elle n'avoit rien à craindre, au-lieu qu'auparavant, elle étoit dans une inquiétude perpétuelle, par rapport aux affaires de ce Royaume. Peu de tems après, le Colonel Stuart étant allé à Copenhague, y commença une négociation pour le Mariage du Roi avec une des Princesses de Danemarck.
- Négociation** pour le Mariage du Roi. **La Souveraineté** des Pays-Bas est offerte à Elisabeth qui la refuse. Pendant ce tems-là, les affaires des Provinces Confédérées des Pays-Bas se trouvoient dans une situation si dangereuse, que les Etats ne pouvoient plus esperer de pouvoir résister au Roi d'Espagne, s'ils n'é-

n'étoient puissamment secourus. Henri III. n'ayant pas voulu accepter la Souveraineté que les Etats lui avoient offerte, ils s'adresserent à Elisabeth, qui la refusa aussi, de peur de s'engager dans une affaire trop embarrassante. Elle comprenoit que la Guerre qu'il faudroit soutenir contre l'Espagne, pour conserver cette acquisition, l'engageroit dans des dépenses extraordinaires, qu'elle n'auroit pas la liberté de modérer comme elle voudroit. Elle aimoit mieux, pour suivre le plan qu'elle avoit formé, donner aux Etats un secours considérable, afin de continuer une diversion au Roi d'Espagne, d'autant mieux que ce secours pourroit être augmenté ou diminué, selon la situation de ses affaires. Elle fit donc avec eux un Traité, par lequel elle s'engageoit à leur fournir cinq-mille hommes de pied, & mille de Cavalerie, sous le commandement d'un Général Anglois. Il fut convenu, qu'elle payeroit ces Troupes pendant la Guerre, à condition que cette avance lui seroit remboursée après la fin de la Guerre, savoir, dans la premiere année de la Paix, ce qui auroit été avancé pour la premiere année de la Guerre, & le reste, dans quatre ans. Que pour la sûreté de son payement, on lui remettroit *Flessingue & Ramequens*, en Zélande, & *la Brille*, en Hollande. Que les Gouverneurs qu'elle mettroit dans ces Places, n'auroient aucune juridiction sur les habitans. Que l'argent étant remboursé, ces Places seroient rendues, non au Roi d'Espagne, mais aux Etats. Que le Général Anglois, & deux autres qu'elle nommeroit, auroient l'éance dans le Conseil d'Etat, & qu'il ne se feroit ni Paix ni Trêve sans un consentement mutuel. Que si la Reine mettoit une Flotte en mer, les Etats seroient obligés d'y joindre un pareil nombre de Vaisseaux, sous le commandement de l'Amiral Anglois. Enfin, que les Ports de l'un & de l'autre Pais seroient ouverts aux deux Nations.

Ce Traité étant conclu, la Reine nomma pour Général de ses Troupes auxiliaires, le Comte de Leicester, pour qui elle avoit toujours beaucoup d'affection : mais il ne se rendit aux Pais-Bas, que vers la fin de l'année. Quelque tems après, elle publia un Manifeste, où elle alleguoit pour raison du secours qu'elle donnoit aux Provinces Confédérées, que l'Alliance entre les Rois d'Angleterre & les Souverains des Pais-Bas n'étoit pas tant entre leurs personnes, qu'entre leurs Etats réciproques. Elle inferoit de là, que, sans violer cette Alliance, elle pouvoit secourir les Peuples des Pais-Bas, opprimés par les Espagnols.

Cependant, comme elle jugeoit bien que cette raison ne satisferoit pas le Roi d'Espagne, & qu'il regarderoit sans doute ce secours extraordinaire donné à ses Sujets revoltés, comme une déclaration de Guerre, elle résolut de le prévenir. Pour cet effet, elle mit en mer une Flotte de vingt & un Vaisseaux de Guerre montés de deux-mille-trois-cens Soldats, outre les Matelots, pour aller porter la Guerre dans l'Amerique, où les Espagnols ne s'attendoient à rien moins.

Cet

ELISA-
BETH.
1585.

Traité de
la Reine
avec les
Etats.

Le Comte
de Leicester
Général des
Troupes An-
gloises.
Manifeste
de la Reine.

Elle envoie
une Flotte
contre les
Espagnols en
Amerique.

ELISA- Cette Flotte étoit commandée par le Comte de Carlisle, qui avoit sous
BETH. lui, le fameux Chevalier *Drake*. Les Anglois s'emparèrent d'abord
 1585. de *St. Jaques*, l'une des Isles du Cap Vert. Ensuite, ils allerent à l'Isle
 Expédition de cette de *St. Domingo* ou *Hispaniola*, & se rendirent maîtres de la Ville Ca-
 Flotte, pitale. Après y avoir passé tout le mois de Janvier de l'année 1586.
 ils allerent attaquer *Caribogene*, & s'en rendirent maîtres. Enfin, ils
 brûlerent les Villes de *Saint Antoine*, & de *Ste. Helene*, dans la Flori-
 de. Une violente tempête ayant séparé la Flotte, dans le tems
 qu'elle alloit entreprendre de nouvelles Expéditions, elle ne put plus
 se rejoindre qu'en Angleterre, où elle apporta un butin qui fut esti-
 mé plus de soixante-mille livres sterling: mais sept-cens Anglois pé-
 riront dans cette Expédition.

Détroit de
Davis trou-
 vé dans le
 Nord.
Cambden.

Dans ce même tems, *Jean Davis*, Anglois, cherchoit une route
 du côté du Nord, pour aller par un plus court chemin aux Indes
 Orientales. Les glaces l'ayant empêché de passer, il roda longtems
 dans la Mer du Nord, & trouva par hazard, sous le Cercle Polaire,
 un Détroit qui porte encore son nom, mais qui n'étoit pas ce qu'il
 cherchoit.

Affaires de
 France.
Mexera,

Avant que de quitter l'année 1585., il est nécessaire de rapporter
 ce qui s'étoit passé en France. Depuis que le Duc de Guise eut fait
 son Traité avec le Roi d'Espagne, il employa toutes sortes de moyens
 pour corrompre les François, & pour les attirer à son parti. Son but
 étoit de se saisir de la Couronne, soit avant, soit après la mort de
 Henri III. Il ne pouvoit pas esperer que le Roi, qui le haïssoit mor-
 tellement, favorisât son dessein; & d'un autre côté, il n'avoit pas le
 moindre prétexte pour prétendre à la Couronne, que sa prétendue
descendance de la Maison de Charlemagne. En ce cas même, le Duc
 de Lorraine, Chef de sa Maison, auroit dû lui être préféré. Il falloit
 donc, pour faire valoir un droit si extraordinaire, que la passion du
 Peuple, & le zèle de Religion, suppléassent à tout; sans quoi, il n'y
 avoit pas la moindre apparence, que, de sang froid, les François vou-
 lussent placer sur le Trône, après la mort du Roi, un Prince étranger,
 au préjudice du Roi de Navarre qui étoit descendu de S. Louis. Pour
 réussir dans son projet, le Duc de Guise commença, par le moyen
 de ses Emissaires, à décrier le Roi comme fauteur d'Hérétiques, &
 à réveiller le zèle des Catholiques contre les Huguenots, & en parti-
 culier, contre le Roi de Navarre & contre le Prince de Condé, qui
 faisoient profession de la Religion Reformée, après l'avoir publique-
 ment abjurée. Cependant, comme le Duc de Guise ne jugeoit pas
 à propos de découvrir ses desseins, il publia un Manifeste, sous le nom
 du Cardinal de Bourbon, dans lequel il prétendoit faire voir que la
 Couronne appartiendroit à ce Cardinal après la mort du Roi. Ce n'é-
 toit pas qu'il eût envie de le mettre sur le Trône: mais c'étoit assez
 d'abord, que d'en éloigner le Roi de Navarre. Cela fait, sous pré-
 text-

texte d'empêcher que le Trône ne fût occupé par un Hérétique, il se faisoit de diverses Places, prétendant néanmoins, que c'étoit pour le service du Roi & pour le bien du Royaume.

ELISABETH.
1585.
Mazarai.

La vie que le Roi menoit depuis quelque tems, lui avoit fait perdre l'estime de la plupart de ses Sujets. Les Intrigues du Duc de Guise, qui le faisoit passer pour un fauteur d'Hérétiques, parce qu'il appuyoit le droit de la Maison de Bourbon, contribuoient encore à le ruiner dans l'esprit du Peuple. Enfin, la Cour de Rome, le Clergé, les Moines, étoient pour le Duc de Guise, & le servoient de tout leur pouvoir. Ainsi le Roi, se trouvant hors d'état de résister, se vit contraint d'abandonner le Roi de Navarre, de publier un Edit contre les Huguenots, & de s'unir avec le Duc pour les exterminer. Il eut même le chagrin de ne pouvoir se dispenser de lui donner le commandement de son Armée.

Le Roi de Navarre & les Huguenots se voyant ainsi attaqués, rassemblèrent toutes leurs forces pour se défendre. Mais ces forces étoient si peu considérables, par rapport à celles de leurs ennemis, qu'il n'y avoit aucune apparence qu'ils pussent longtems résister. Le Prince de Condé, ayant voulu secourir le Château d'Angers qui étoit assiégé, se trouva tout-à-coup enveloppé de Troupes ennemies, & contraint de se dérober de son Armée pour se sauver, & de passer en Angleterre. Elisabeth le reçut avec beaucoup de bonté, & comme elle savoit que les ennemis des Huguenots étoient aussi les siens propres, elle promit au Prince de lui donner du secours. Ce n'étoit pas sans raison qu'elle s'intéressoit aux affaires des Huguenots, puisque la Ligue ne prétendoit pas se borner à leur destruction, mais qu'elle avoit pour but de ruiner la Religion Protestante dans toute l'Europe, & particulièrement en Angleterre. On en avoit vu, dans cette même année, une preuve bien sensible. Gregoire XIII. étant mort au mois d'Avril, Sixte V. qui lui succéda, lança d'abord les foudres de l'Eglise contre le Roi de Navarre, & contre le Prince de Condé, les qualifiant non seulement d'Hérétiques & de Relaps, mais encore, de génération bâtarde. Il étoit aisé de juger par là, combien ce Pape favorisoit les desseins du Duc de Guise, & la Reine d'Angleterre pouvoit inferer de là combien elle avoit sujet de craindre, si ce Duc se voyoit un jour sur le Trône de France, étant soutenu du Pape & du Roi d'Espagne. Ce fut par cette raison, qu'elle fournît cinquante mille écus au Prince de Condé, pour lui aider à soutenir la Guerre, & lui prêta dix Vaisseaux, avec quoi il dégagés la Ville de la Rochelle qui étoit bloquée.

Elisabeth
donne du
secours aux
Huguenots.
Cambien.

Le Comte de Leicester s'étant rendu en Hollande, au commencement de l'année 1586, y fut reçu comme un Ange tutelaire. Les Etats, sous prétexte de témoigner leur reconnaissance à Elisabeth, déclarèrent ce Seigneur, Gouverneur & Capitaine Général de Hollande & de Zélande, & des Provinces-Unies, & lui donnerent un

1586.
Elisabeth se
plaint du
pouvoir dont
né par les E-
tats au Com-
te de Leice-
cester.

Tom. VI.

Ccc

pou-

ELISA- pouvoir presque absolu. Il y a beaucoup d'apparence, qu'en cela, leur
BETH. but étoit d'engager la Reine plus avant qu'elle ne se l'étoit proposé.
 1585. Elle avoit retulé la Souveraineté qu'on lui avoit offerte, & l'on vou-
Grotius, An- loit la lui donner en quelque maniere malgré qu'elle en eût, en revé-
nales des tant son Général d'un pouvoir qui le rendoit presque Souverain. Mais
Pais Bas. Elisabeth ne fut pas la dupe de cet artifice. Elle se plaignit aigre-
 ment aux Etats de cette espece de supercherie, & fit en même tems
 une forte reprimande au Comte de Leicester, de ce qu'il avoit accep-
 té cet honneur, sans l'avoir premièrement consultée. Elle lui disoit,
 qu'en cela, il avoit directement agi contre son intention, puisqu'elle
 avoit déclaré par son Manifeste, qu'elle vouloit bien assister ses voi-
 sins opprimer, mais qu'elle ne prétendoit pas s'attribuer aucun pou-
 voir sur eux. Les Etats s'excusèrent en répondant, que la nécessité
 de leurs affaires les avoit obligés à déferer ce pouvoir au Comte de
 Leicester, afin qu'il fût mieux en état de remédier à leurs divisions,
 qui les mettoient dans un danger continuél de périr. Qu'ils ne pou-
 voient revoquer l'autorité qu'ils avoient donnée à son Général, sans
 de grands inconvénients, & qu'au reste, ils ne s'étoient pas dépouil-
 lés du Pouvoir Souverain. Le Comte de Leicester appaisa la Reine
 par ses soumissions. Enfin, elle consentit que la Patente subsistât :
 mais elle fit entendre aux Etats, qu'ils se flatoient vainement de l'en-
 gager à accepter la Souveraineté de leur Pais, & que son intention
 étoit de s'en tenir aux bornes qu'elle s'étoit elle-même prescrites :
 c'est-à-dire, de ne s'engager qu'à les secourir autant que ses affaires le
 lui permettroient.

Projets am-
 bitieux du
 Comte de
 Leicester.

Il retourne
 en Angle-
 terre.

Elisabeth
 propose une
 Ligue au
 Roi d'Ecos-
 se.
*Annales de
 Cambden.*

Le Comte de Leicester, homme plein d'orgueil & d'ambition, ne
 se vit pas plutôt revêtu du pouvoir excessif qu'on lui avoit déferé,
 qu'il commença sourdement à former des projets pernicieux à la Li-
 berté du Pais qu'il étoit allé défendre. C'est du moins ce dont tous
 les Historiens Hollandois l'accusent. Ils prétendent, que son dessein
 étoit de se rendre Souverain, ou Dictateur perpétuel, des Provinces
 dont on lui avoit confié le Gouvernement. Il y travailla par divers
 moyens, qui produisirent, en ce Pais-là, un mécontentement universel
 contre lui. Enfin, après une Campagne où il ne fit pas de grands ex-
 ploits, il s'en retourna en Angleterre, pour y prendre des mesures
 propres à lui faciliter l'exécution de ses projets, & apparemment, pour
 engager la Reine à le favoriser.

Pendant que la France & les Pais-Bas étoient en trouble, Elisabeth
 pourvoyoit sagement à sa propre sûreté, & à celle de son Royaume.
 Ce n'étoit pas seulement en assistant les Huguenots & les Provin-
 ces des Pais-Bas, mais encore, en prévenant les dangers qui pouvoient
 venir du côté d'Ecosse, en cas que le Roi d'Espagne & le Duc de
 Guise se vissent jamais en état de l'attaquer. La conjoncture lui étoit
 tout-à-fait favorable. Le Roi d'Ecosse n'avoit plus autour de lui,
 que des gens affectionnez à la Religion Reformée & aux intérêts de
 l'An-

l'Angleterre. Il ne falloit donc pas laisser échaper cette occasion d'unir étroitement les deux Royaumes, cette union étant d'une extrême conséquence pour Elisabeth. Ce fut aussi dans cette vue, qu'elle envoya Randolph au Roi Jaques, pour lui représenter, que les ennemis de la Religion Protestante se liguant ouvertement ensemble pour la détruire, il étoit de l'intérêt des Etats Protestans de s'unir aussi pour leur commune défense. Que l'Angleterre & l'Ecosse étoient comme le rempart de la vraie Religion, & que l'union des forces de ces deux Royaumes étoit le seul moyen capable de la soutenir. Que pour cet effet, elle croyoit qu'il étoit de leur commun intérêt, de faire une Ligue pour la défense de leur Religion, contre tous ceux qui s'efforceroient de la ruiner, du moins en Angleterre & en Ecosse. Pour mieux engager le Roi à faire ce que la Reine souhaitoit, Randolph lui fit entendre, que comme ses revenus étoient extrêmement diminuez, à cause des Troubles qui avoient si longtems affligé son Royaume, la Reine vouloit bien lui accorder une Pension pour lui aider à soutenir sa Dignité. Jaques donna volontiers son consentement à ce qu'on lui propoisoit, mais à condition, qu'il ne se feroit rien en Angleterre, au préjudice du droit qu'il avoit de succéder à la Couronne de ce Royaume, & que cet Article, avec celui de la Pension, seroit inséré dans le Traité. Randolph lui répondit, qu'il ne croyoit pas que cela fût possible. Que pour ce qui regardoit l'Article de la Pension, s'il étoit mis dans le Traité, il sembleroit que la Reine se rendroit tributaire de l'Ecosse, à quoi elle ne consentiroit jamais. Que pour l'Article de la Succession, la Reine ne pouvoit s'y engager par un Traité public, sans la concurrence du Parlement, & que la discussion de cette affaire pourroit retarder trop longtems le Traité, & peut-être, faire naître de grandes difficultés, à cause de la Religion de la Reine Marie sa Mere: mais qu'il ne doutoit pas qu'elle ne voulût bien le satisfaire sur ces deux points, par le moyen de deux Articles secrets. Jaques s'étant contenté de cet expédient, Desmeval, Ambassadeur de France, fit tous les efforts possibles pour le détourner de cette Ligue. Il lui représenta, que, dans le Traité qui se projettoit, Elisabeth n'avoit pour but, que de se mettre à couvert des attaques de ceux qui s'étoient liguez pour délivrer la Reine Marie. Que c'étoit une chose étrange, qu'il pensât à s'unir avec une Reine qui tenoit sa Mere en prison, contre ceux qui travailloient à la tirer de captivité. Il ajouta, que le Roi son Maître ne pourroit regarder cette Ligue, que comme une violation expresse de l'ancienne Alliance entre la France & l'Ecosse. Jaques lui répondit, que les malheurs & les disgraces de la Reine sa Mere ne venoient que de ses propres amis, qui, sous prétexte de la servir, n'avoient pour but que d'exécuter leurs propres projets. Que pour ce qui regardoit l'Alliance entre la France & l'Ecosse, il ne comprenoit pas pourquoy il la violeroit, puisque la France ne prétendoit pas l'avoir violée, en

ELISABETH.
1586.

Oppositions
de l'Ambas-
sadeur de
France.

Réponse du
Roi.

ELISABETH faisant une Ligue défensive avec l'Angleterre, sans lui en avoir rien communiqué.

1586.

Jaques s'étant déterminé à ce que la Reine souhaitoit, les Plénipotentiaires des deux Royaumes s'assemblerent à Barwick, & y signerent un Traité d'Alliance & d'étroite amitié entre les deux Couronnes.

Traité de
Ligue entre
Elisabeth &
Jaques.
Cambden

Le motif du Traité étoit, que les Puissances, qui se disoient Catholiques, s'étant liguées ensemble pour détruire la Religion Protestante, non seulement dans leurs propres États, mais encore chez les Etrangers; il étoit aussi nécessaire, que les Protestantes s'unissent pour la défendre. Que pour cette cause, la Reine d'Angleterre & le Roi d'Ecosse convenoient des Articles suivans :

I. Que par ce Traité, ils s'engageoient à défendre la Religion Evangelique, contre tous ceux qui voudroient l'attaquer dans l'un ou dans l'autre Royaume.

II. Que cette Alliance seroit offensive & défensive, contre ceux qui voudroient empêcher l'exercice de la susdite Religion, dans quelqu'un des deux Royaumes, nonobstant tous autres Traitez & Alliances.

III. Que si l'un des deux étoit attaqué, l'autre ne donneroit aucun secours direct ou indirect à l'assaillant, quelque Alliance ou Traité qu'il eût fait avec lui auparavant.

IV. Que si l'Angleterre étoit attaquée en quelque endroit éloigné de l'Ecosse, le Roi d'Ecosse fourniroit à la Reine d'Angleterre deux-mille hommes de Cavalerie, & cinq-mille hommes de pied, aux frais de la Reine, depuis le jour que ce secours entreroit en Angleterre, & qu'en semblable cas, la Reine enverroient au Roi d'Ecosse six-mille hommes de pied, & trois-mille Cavaliers.

V. Que si l'Angleterre étoit attaquée en quelque endroit qui ne fût pas éloigné de l'Ecosse de plus de soixante milles, le Roi d'Ecosse assembleroit toutes ses forces, & les joindroit à celles de la Reine, pour poursuivre les ennemis, pendant trente jours, ou, si la nécessité le requeroit, pendant autant de tems que les Vassaux d'Ecosse sont tenus de fournir des Troupes au Roi pour la défense du Royaume.

VI. Que si l'Angleterre étoit envahie, le Roi d'Ecosse empêcheroit que les habitans du Comté d'Argyle ne passassent en armes dans le Royaume d'Irlande.

VII. Que le Roi & la Reine se livreroient réciproquement tous les Rebelles qui auroient attenté quelque chose contre l'un ou l'autre des deux Royaumes, ou du moins, qu'ils les chasseroient de leurs États.

VIII. Que dans six mois, ils enverroient des Commissaires sur les frontières, pour régler & terminer tous les différens entre les deux Nations.

IX. Qu'au-

IX. Qu'aucun des deux ne feroit aucun Traité, au préjudice des Articles contenus dans celui-ci, fans le consentement de l'autre. ELISABETH.

X. Que ce Traité seroit ratifié des deux côtes, par des Lettres Patentes. BETH. 1586,

XI. Que ce Traité ne dérogeoit en rien aux précédens faits entre les deux Royaumes, ou à ceux que les deux Couronnes pouvoient avoir faits auparavant avec d'autres Princes ou Etats, excepté dans ce qui concernoit la Religion. A l'égard de cet Article qui regardoit la Religion, il étoit convenu, que cette Alliance & Ligue offensive & défensive demeureroit ferme & inviolable.

XII. Que le Traité seroit confirmé par les Etats d'Ecosse, dès que le Roi auroit atteint l'âge de vingt & cinq ans, & que pareillement, la Reine le seroit confirmer par les Parlemens d'Angleterre & d'Irlande.

Peu de tems après la conclusion de cette Ligue, on découvrit en Angleterre une Conjuraison qui couta la vie à la Reine d'Ecosse. Comme c'est ici un des événemens les plus importants de ce Regne, il est nécessaire d'entrer dans un assez grand détail. Mais il est fâcheux qu'on ne puisse le tirer que des Annales d'Elisabeth écrites par Cambden, Auteur très suspect pour tout ce qui regarde la Reine d'Ecosse. Dans tous les Regnes précédens, il n'y a point d'événement remarquable dont on ne trouve quelque trace dans le Recueil des Actes Publics, & sur lequel ce Recueil ne puisse fournir quelque éclaircissement. Mais pour ce qui regarde celui-ci, on a fait main-basse sur tous les Actes qui ont du rapport à la Reine Marie, sans y en laisser un seul. D'un autre côté, Jaques I. Fils de cette Reine, ayant succédé à Elisabeth, il ne s'est point trouvé d'Anglois qui ait osé écrire, sous son Regne, la vérité de ce qui s'étoit passé sous le précédent, pendant que la mémoire en étoit encore récente. Cambden a été le seul qui a entrepris de publier les Annales du Regne d'Elisabeth, moins pour faire connoître les événemens de ce Regne, que pour les déguiser dans tout ce qui regarde la Reine Marie, & pour donner un tour d'innocence à tout ce qui avoit flétri la réputation de cette Reine pendant qu'elle étoit en vie. C'est ce qui paroît manifestement dans le récit qu'il a fait du meurtre du Roi Henri Stuart; & par-là il a donné lieu de présumer, qu'il n'a pas été plus fidele dans ce qu'il a dit du Jugement & de la mort de Marie. Il assure pourtant, qu'il a suivi les Mémoires d'*Etienne Parker* Greffier de la Reine, de *Thomas Wheeler* Notaire Public & Audiencier de la Cour de *Canterbury*, & de quelques autres personnes dignes de foi, qu'il ne nomme pas. Je ne sais si les Mémoires dont il parle ont jamais été publics, ou si on peut encore les trouver. Quoi qu'il en soit, c'est des Annales de Cambden que le récit suivant est tiré, faute d'un autre Historien moins partial.

Observations
sur les Anna-
les de Camb-
den,

ELISA-
BETH.
1586.
Conjuration
contre la
Reine.

Gilbert Gifford, Docteur en Théologie du Seminaire de Rheims, *Robert Gifford & Hodgeson*, Prêtres Anglois, avoient mis dans l'esprit à un de leurs Compatriotes, nommé *Savage*, que ce seroit une œuvre méritoire que de tuer *Elisabeth*, & lui en avoient fait faire le vœu, pendant les fêtes de Pâque de cette année 1586. Dans ce même tems, *Ballard*, Prêtre Anglois du même Seminaire, qui étoit allé en Angleterre malgré les détenues, s'en retourna en France, où il eut diverses Conférences avec *Mendozze* & avec le Lord *Paget*, sur les moyens d'envahir l'Angleterre. Comme le principal motif de la Conspiration étoit de rétablir la Religion Catholique en Angleterre, il ne s'agissoit pas seulement d'ôter la vie à *Elisabeth*, mais il falloit encore avoir des forces toutes prêtes pour délivrer *Marie*, & pour la placer sur le Trône d'Angleterre. Ces deux projets ne pouvoient pas être séparés. *Ballard* étoit accompagné d'un nommé *Mawde*, qu'il croyoit de ses amis, & qui étoit pourtant un Espion du Secrétaire *Wallingham*.

Environ la Pentecôte, *Ballard* fut renvoyé en Angleterre par les Conjurez, pour tâcher de gagner des gens propres à faciliter l'exécution du projet. Ils lui firent connoître, qu'il trouveroit à Londres un Gentilhomme, nommé *Babington*, auquel il pourroit se confier. Ce *Babington*, qui étoit un Catholique zélé, ayant été depuis peu en France, y avoit été gagné par l'Evêque de Glasgow Ambassadeur de *Marie*, & par *Morgan* fugitif Anglois. Il étoit tellement prévenu en faveur de la Reine d'Ecosse, qu'on le crut en état de tout entreprendre. Par cette raison, il avoit été recommandé à cette Reine, sans qu'il en sût rien. Ainsi, dès qu'il fut de retour en Angleterre, elle lui écrivit, & depuis ce tems-là, il avoit été employé à lui faire tenir les Lettres qui lui venoient de France, jusqu'à ce qu'elle fut mise sous la garde d'*Amias Pawlet* & de *Drueon Drury*. Alors *Babington*, redoutant la vigilance de ces nouveaux gardiens, ne voulut plus se charger ni des Lettres qui lui étoient adressées, ni de ses Réponses.

Ballard étant retourné en Angleterre, y vit *Babington*, & lui communiqua le dessein qui se tramoit d'envahir l'Angleterre, de délivrer la Reine d'Ecosse, & de la placer sur le Trône. *Babington* répondit, qu'il doutoit beaucoup que ce projet pût réussir pendant qu'*Elisabeth* seroit en vie. Sur cette réponse, *Ballard* lui communiqua encore le vœu que *Savage* avoit fait; à quoi *Babington* repliqua, que c'étoit beaucoup risquer, que de commettre l'exécution de ce dessein à un seul homme; qu'il en falloit au moins six: & il s'offrit pour être de ce nombre. Ensuite, ils conférèrent ensemble sur les moyens d'introduire une Armée étrangère dans le Royaume, sans quoi ils jugeoient que la mort même d'*Elisabeth* leur seroit inutile.

Peu de jours après, *Babington* reçut, par les mains d'un Inconnu, une

Lettre de
Marie à Ba-
bington.

une Lettre de la Reine d'Ecosse qui lui reprochoit son silence, & le prioit de lui envoyer le paquet qui avoit été remis à *Morgan* par le Secrétaire de l'Ambassadeur de France. Babington lui fit réponse, & après avoir excusé son silence par la crainte que lui causoit l'extrême vigilance de *Pawlet* & de *Drury*, il lui communiquoit le complot qu'il avoit fait avec *Ballard*. Dans une seconde Lettre que *Marie* lui écrivit le 27. de juillet, elle louoit beaucoup le zèle qu'il témoignoit pour la Religion Catholique, & l'exhortoit à ne rien entreprendre, jusqu'à ce que le secours étranger fût prêt. Outre cela, elle lui donnoit divers avis pour l'exécution du projet, comme, de faire venir secrètement en Angleterre les Comtes de Northumberland & de Westmorland, & le Lord Paget. Elle lui indiquoit un moyen pour l'enlever, & le chargeoit de promettre, de sa part, de bonnes récompenses aux six hommes.

ELISA-
BETH.
1586,

Cependant, Babington avoit gagné quelques autres personnes, du nombre desquelles étoit *Polley* Espion de *Walsingham*, qui, par son moyen, étoit informé de jour en jour, de ce qui se passoit parmi les Conjurez. Il apprit par là, que les six qui s'étoient engagés à tuer la Reine, étoient, *Savage*, *Babington*, *Charnock*, *Abington*, *Maxwell*, & *Barnewell*, & qu'ils s'étoient fait peindre tous six dans un même Tableau, avec certaines Devises qui marquoient obscurément leur dessein. Il trouva même le moyen de faire voir ce Tableau à la Reine, qui n'y reconnut que *Maxwell*. Elle conserva pourtant si bien l'idée de leurs visages, que, peu de tems après, étant à la promenade dans son jardin, & ayant aperçu *Barnewell*, elle le regarda fixement, après quoi elle dit à son Capitaine des Gardes, *ne suis-je pas bien gardée, n'ayant pas un seul homme armé auprès de moi ?*

Cinq autres
s'engagent à
tuer la Reine;

Babington avoit tant d'impatience de voir les secours étrangers prêts à partir pour l'Angleterre, qu'il fournit de l'argent à *Ballard* qui s'étoit chargé d'aller en France pour les hâter. Mais comme il n'étoit pas facile d'obtenir des passeports, Babington trouva le moyen de s'introduire auprès du Secrétaire *Walsingham*, qui le connoissant déjà pour ce qu'il étoit, le reçut fort civilement, & témoigna qu'il faisoit beaucoup de cas de lui. Encouragé par cette réception favorable, il demanda un passeport pour lui-même & un autre pour *Ballard*, sous un nom supposé, & assura que, par le moyen des connoissances qu'il avoit à Paris, il pourroit découvrir beaucoup de secrets touchant la Reine d'Ecosse. *Walsingham* loua beaucoup son zèle, & se chargea de lui procurer une bonne récompense, s'il rendoit quelque service considérable à la Reine. Il lui fit aussi espérer les passeports qu'il avoit demandez.

Polley n'étoit pas le seul de qui *Walsingham* apprenoit les secrets de la Conspiration. *Gifford*, qui avoit été employé à corrompre *Savage*, ayant été envoyé en Angleterre pour affermir ce scélérat dans sa résolution, servoit en même tems à faire tenir des Lettres à la Reine

Gifford dé-
couvrit tout
à *Walsing-*
ham;

d'E-

ELISABETH. d'Ecosse, & à renvoyer ses Réponses. Pour s'assurer de sa fidélité, on le chargea d'abord de feuilles de papier blanc pliées & cachetées en forme de Lettres, & comme on connut par la Réponse, qu'elles avoient été rendues, on se servit de lui sans scrupule. Quelque tems après, Gifford, soit par un remords de conscience, ou dans l'espérance d'être bien récompensé, alla trouver Walsingham, & lui découvrit tout ce qu'il savoit. Le Secrétaire lui fit un fort bon accueil, & lui promit de s'employer pour lui auprès de la Reine, & de lui faire obtenir une bonne récompense. Ensuite, après l'avoir instruit de ce qu'il avoit à faire, il l'envoya au lieu où la Reine d'Ecosse étoit gardée, & lui donna une Lettre pour *Amias Pawlet*, dans laquelle il le prioit de permettre que le porteur tentât de corrompre un de ses Domestiques pour faire tenir des Lettres à la Reine d'Ecosse, & pour en retirer les réponses. Mais Pawlet ne voulut point souffrir qu'aucun de ses Domestiques servit à cette intrigue. Il indiqua seulement un certain Brasseur qu'il croyoit propre à cela, & qui effectivement se laissa corrompre. Par ce moyen, Gifford fit tenir à la Reine prisonnière, des Lettres dont Walsingham avoit déjà tiré des copies, & en reçut les réponses dont on fit le même usage. Enfin, quand la Cour fut assez instruite, Ballard fut arrêté, sous prétexte qu'étant Prêtre, il étoit entré dans le Royaume sans passeport. A cette nouvelle, Babington fut extrêmement consterné. Il revint pourtant de sa frayeur, sur ce qu'il ne paroissoit pas que Ballard eût été arrêté pour la Conspiration, & qu'à la Cour il ne se disoit pas un mot qui pût faire comprendre qu'elle y fût connue. Il résolut donc de faire ses efforts pour sauver Ballard, & dans ce dessein, il alla représenter à Walsingham, que c'étoit un homme dont il devoit se servir en France pour découvrir les intrigues de la Reine d'Ecosse, & le pria de le faire mettre en liberté. Walsingham rejeta la capture de Ballard sur la vigilance des Espions qu'on employoit pour découvrir les Prêtres Romains, & les Jésuites. Il promit de faire ses efforts pour obtenir son élargissement, & fit espérer que les passeports seroient bientôt prêts. Cependant, il fit en sorte que Babington fut soigneusement observé. Enfin, Babington & tous les autres Conjurés furent arrêtés en un même tems, & ayant été examinés, chacun en particulier, ils s'accusèrent les uns les autres, & découvrirent tout le complot.

Qui se sert de lui pour faire tenir des Lettres à Marie, & pour en avoir les Réponses.

On arrête les Conjurés.

J'ai déjà dit, qu'il y a beaucoup d'apparence que la résolution étoit prise dans le Conseil d'Elisabeth, de faire mourir la Reine d'Ecosse, au premier prétexte qu'elle en fourniroit. Sa vie mettoit continuellement celle d'Elisabeth en danger, & l'on n'avoit que trop de sujet de s'en convaincre par les découvertes qu'on venoit de faire. Ainsi, on ne laissa pas échapper cette occasion. On prit d'abord un grand soin d'empêcher qu'elle ne fût informée de la prise des Conjurés, & on lui envoya pour l'en instruire, un Officier nommé *Gorge*, qui prit

son

son tems pour la lui annoncer, lorsqu'elle montoit à cheval pour aller à la chasse. Elle voulut d'abord rentrer dans son appartement : mais on ne le lui permit pas, jusqu'à ce qu'on en eût enlevé tous les papiers, qui furent envoyez à la Cour. On arrêta dans le même tems, *Nau & Curle* ses Secretaires, l'un François, & l'autre Ecossois, & sans qu'elle pût leur parler, on les fit conduire à Londres. Mais, afin d'avoir des preuves encore plus convaincantes contre elle, on se servit d'un moyen, qui réussit comme on l'espéroit. *Gifford* ayant découvert qu'il avoit remis divers papiers importans de la Reine d'Ecosse à l'Ambassadeur de France, on lui fit une affaire supposée qui n'avoit aucun rapport à la Conjuraton, & pour laquelle il fut banni du Royaume. Avant que de partir, il alla trouver l'Ambassadeur, & l'ayant informé de la Sentence donnée contre lui, il lui laissa un papier coupé d'une certaine maniere, & lui recommanda de ne donner les papiers de la Reine d'Ecosse, qu'à celui qui lui porteroit un papier semblable qui s'ajustât en tout sens avec celui-là. Il laissa le second papier à *Walsingham*, qui, par ce moyen, fit retirer tout ce que l'Ambassadeur avoit en son pouvoir.

La Cour étant ainsi suffisamment informée de toutes les particularitez de la Conspiration, fit faire le procès à quatorze des Conjurez, qui furent tous condamnés à mort, & avouèrent tout. On prit soin, avant leur exécution, de faire des Actes authentiques de toutes leurs Confessions. *Nau & Curle*, Secretaires de Marie, ayant été examinez, avouèrent qu'ils avoient écrit les Lettres en Chiffre qui avoient été trouvées dans le cabinet de la Reine leur Maitresse, ou qui avoient été interceptées par le moyen de *Gifford*. *Cambden* insinue en cet endroit, que *Nau* avoit été corrompu par *Walsingham*, qui lui avoit promis une récompense, dont il se dédit dans la suite. Quoi qu'il en soit, *Wotton* fut envoyé à la Cour de France avec des Copies authentiques attestées par divers Seigneurs, des Lettres de la Reine d'Ecosse, afin qu'il les communiquât au Roi. Selon les apparences, ces Lettres faisoient voir la part que Marie avoit eue dans la Conjuraton, & les intelligences qu'elle entretenoit avec le Roi d'Espagne & avec le Duc de Guise.

Enfin, la résolution étant prise de faire juger & condamner cette Reine, comme premiere cause des dangers auxquels *Elisabeth* étoit continuellement exposée, on délibéra sur quel Statut on lui feroit son procès. Mais il n'y en avoit qu'un seul qui pût servir à cela. C'étoit celui qui avoit été fait l'année précédente, & qui la regardoit en particulier. C'étoit un cas si extraordinaire, que de faire le procès à une Reine étrangère qui n'étoit pas venue en armes dans le Royaume, mais pour y chercher un azyle en qualité de suppliante, qu'on auroit vainement cherché dans tous les anciens Statuts, quelque chose qui pût servir de fondement à une telle procédure. C'est ce qui donne lieu de présumer, que, dès l'année précédente, lorsque ce Statut

Tom. VI.

Ddd

fut

ELIABETH.
1586.

On enlève à Marie tous ses papiers. Ses deux Secretaires sont arrêtez. On s'efforce pour retirer des papiers de Marie, des mains de l'Ambassadeur de France.

Exécution des Conjurez.

La Cour se détermine à faire juger Marie.

ELISABETH. fut fait, la mort de la Reine d'Ecosse étoit déjà résolue, & que ce Statut devoit servir de fondement à sa condamnation. Quelques-uns pourtant ont prétendu, que le but de cet Acte n'avoit été que de la tenir en bride, & de lui faire sentir à quoi elle s'exposeroit si elle continuoit ses pratiques; & que ce fut la faute, si elle ne profita pas de cet avertissement. Ce fut donc en vertu de cet Acte, qu'Elisabeth, par une Commission scellée du Grand Sceau, nomma quarante-deux Commissaires, auxquels elle joignit cinq Juges du Royaume, pour faire le procès à la Reine d'Ecosse. Quelques jours auparavant, certains Seigneurs, tant de son Conseil que d'autres, s'étoient jettés à ses genoux, pour la supplier d'avoir pitié d'elle-même, de tout le Royaume, & de toute la Postérité de ses bons Sujets, en faisant punir la Reine d'Ecosse. Il faut remarquer, que, dans toute cette affaire, Elisabeth prétendit toujours qu'elle n'agissoit qu'à regret, & par la seule nécessité où elle se trouvoit de sauver son Peuple, qu'elle voyoit dans un extrême danger. Ainsi, la démarche de ces Seigneurs n'étoit pas inutile à ses desseins. Voici ce que portoit la Commission de la Reine.

Commission de la Reine. Elisabeth par la grace de Dieu &c. A très reverend Pere en Christ, Thomas Archevêque de Cantorberi, Métropolitain de toute l'Angleterre, & l'un des Conseillers de notre Conseil Privé; A notre Amé & Fiel Thomas Bromley Grand Chancelier d'Angleterre; A &c. salut.

Comme, par un Acte de Parlement tenu dans la 26. année de notre Règne, il a été ordonné que &c.

L'Article de l'Acte dont il a été parlé dans l'année précédente, étoit inséré ici.

Et comme depuis le premier jour de Juin de la 27. année de notre Règne, diverses choses ont été conçues & machinées par Marie, Fille & Héritière de Jaques V. ci-devant Roi d'Ecosse, & Douairière de France, prétendant avoir un titre & une qualité compétente pour obtenir la Couronne de ce Royaume d'Angleterre, & par diverses autres personnes, au fu de ladite Marie, lesquelles choses tendent à offenser notre Royale Personne, ainsi qu'on nous l'a fait entendre: Nous, voulant que ledit Acte soit en tout bien & dûment exécuté selon sa forme & teneur, & que toutes les offenses y mentionnées, avec toutes leurs circonstances & dépendances, soient examinées, & qu'ensuite Sentence soit donnée selon la teneur dudit Acte, Nous vous donnons à vous tous, ou au plus grand nombre d'entre vous, pouvoir, faculté & autorité, selon la teneur dudit Acte, d'examiner toutes les choses tendantes à offenser notre Personne Royale, qui ont été machinées ou conçues, tant par ladite Marie, que par d'autres personnes, avec sa participation & sa connoissance, aussi bien que toutes leurs circonstances & dépendances. De plus, selon la teneur dudit Acte, Nous vous donnons pouvoir de prononcer la Sentence, selon qu'il vous apparoitra sur de bonnes preuves. Et partant, Nous vous mandons que vous procé-

diez.

liez diligemment, en la forme ci-dessus, à certains jours & lieux, dont vous tous, ou la plus grande partie de vous, conviendrez.

Il faut remarquer que, parmi les Commissaires nommez dans la Commission, se trouvoient le Lord Burghley Grand Trésorier, & le Secrétaire Walsingham, tous deux Ministres confidens d'Elisabeth, connus pour ennemis de la Reine d'Ecosse, & selon toutes les apparences, auteurs & sollicitateurs de la résolution de lui faire son procès. Comme il étoit difficile de se persuader, qu'Elisabeth eût pris cette résolution sans la communiquer à ses Ministres & à son Conseil, & sans que son Conseil l'eût approuvée, il semble qu'elle auroit dû éviter de donner pour Juges à Marie, ses Ministres & ses Conseillers. Mais d'un autre côté, comme elle vouloit s'assurer du succès de ce Jugement, elle voulut sans doute, que des gens d'un aussi grand poids que des Ministres & des Conseillers Privez, fussent en état d'emporter la balance, en cas qu'il se rencontrât des oppositions dans les autres Juges.

Trente-six des Commissaires s'étant rendus le 9. d'Octobre à *Fotheringay*, en Northumberland, où la Reine d'Ecosse étoit gardée, lui firent notifier la Commission de la Reine. Quand elle l'eut parcourue, elle répondit, qu'elle étoit fâchée que la Reine sa Sœur eût été mal informée. Qu'elle avoit bien toujours cru que l'Association & l'Acte de Parlement de l'année précédente la regardoient uniquement, & qu'on la rendroit coupable de tout ce qui se trameroit dans les Pais étrangers. Qu'elle ne pouvoit assez s'étonner que la Reine d'Angleterre la regardât comme sa Sujette, & lui commandât de comparoître en Jugement. Qu'elle étoit Reine Souveraine, & qu'elle ne feroit rien qui pût porter du préjudice à la Dignité Royale, à elle-même, ou au Roi son Fils. Que d'ailleurs, elle ignoroit les Loix d'Angleterre, & ne pouvoit comprendre quels étoient ses Pairs. Qu'elle n'avoit aucun Conseil, & qu'on lui avoit enlevé tous ses papiers. Qu'elle n'avoit excité personne contre Elisabeth, ni commis aucun crime. Qu'on ne pouvoit la juger que sur ce qu'elle avoit dit ou écrit; & qu'elle étoit bien assurée, qu'on ne trouveroit en elle rien de criminel, sinon, qu'elle avoit recommandé sa Cause aux Princes étrangers, ce qu'elle ne prétendoit pas nier.

Le lendemain, les Commissaires lui envoyèrent une Copie de sa réponse, & après qu'elle eut été lue en sa présence, elle dit, qu'on l'avoit très bien conçue, mais qu'elle avoit oublié une chose fort importante. C'étoit, qu'il étoit dit dans la Commission, qu'elle étoit sujette aux Loix d'Angleterre, parce qu'elle avoit vécu longtems sous leur protection: mais que tout le monde savoit, qu'elle étoit venue en Angleterre pour implorer l'assistance de la Reine sa Sœur, & qu'elle y avoit été détenue en prison: que par conséquent, elle n'avoit pas joui de la protection des Loix, desquelles même, il ne lui avoit pas été possible de s'informer.

ELISABETH.

1486.
Remarque
sur la qualité
des Juges.

On notifie
la Commission
à Marie:
Sa Réponse.

Elle refuse
de répondre.

ELISABETH. Pour le dire en deux mots, elle disputa deux jours durant, sur l'incompétence des Juges, ne voulant point reconnoître qu'en aucun cas, Elisabeth eût d'autre juridiction sur elle, que celle que la force lui donnoit. Elle persista même, après qu'on l'eût menacée de la juger par défaut, comme une personne absente. Mais enfin, *Hatton*, l'un des Commissaires, lui fit un discours qui l'ébranla. Il lui dit, que véritablement elle étoit accusée, mais qu'elle n'étoit pas condamnée : que si elle étoit innocente, elle faisoit un tort extrême à sa réputation, en se laissant condamner par défaut : que la Reine seroit très aise qu'on ne pût rien prouver contre elle, ainsi qu'il l'avoit ouï de sa propre bouche, lorsqu'il avoit pris congé d'elle.

Hatton lui
persuada de
se défendre.

Si Marie avoit eu un Conseil auprès d'elle, on lui auroit sans doute fait comprendre, que le discours de *Hatton* ne tendoit qu'à l'enlacer, & à l'engager à répondre, afin qu'on pût la condamner par une Sentence contradictoire. Si elle avoit persisté dans son refus, Elisabeth auroit été peut-être assez embarrassée. Quoiqu'elle eût résolu de la faire mourir, elle souhaitoit pourtant que le Public fût convaincu que c'étoit avec justice, afin d'éviter une partie du blâme de cette rigueur. Mais une Sentence donnée par défaut n'auroit pas produit cet effet, puisqu'on ne pouvoit disconvenir que le refus de répondre ne fût fondé sur de très bonnes raisons. Marie résista pourtant jusqu'au 14. d'Octobre, qu'ayant fait appeler quelques-uns des Commissaires, elle leur dit, que les raisons de *Hatton* l'avoient convaincue de la nécessité ou elle se trouvoit de faire voir son innocence. Elle ajouta, qu'elle consentoit donc à répondre devant eux, pourvu qu'on admit sa Protestation ; à quoi les Commissaires s'accordèrent, sans approuver néanmoins les raisons sur lesquelles elle étoit fondée.

Suite du
procès de
Marie.

Immédiatement après, les Juges s'assemblerent dans la salle du Châteaueu, au nombre de trente-six, & la Reine se rendit au même lieu. Après qu'ils eurent pris leurs places, le Chancelier dit à Marie, qu'elle étoit accusée d'avoir machiné la ruine de la Reine, du Royaume d'Angleterre, & de la Religion Protestante, & qu'ils étoient commis pour examiner la vérité de cette accusation, & ses défenses. Le Chancelier ayant cessé de parler, la Reine se leva, & dit, qu'elle étoit venue en Angleterre pour y recevoir les secours qui lui avoient été promis : qu'elle étoit Reine, & non Sujette d'Elisabeth ; & que si elle comparoissoit devant eux, ce n'étoit que pour mettre son honneur & sa réputation à couvert. Le Chancelier ne voulut pas reconnoître que le secours dont elle parloit lui eût été promis. Quant à la Protestation, il dit qu'elle étoit vaine, puisque la Loi sur laquelle l'accusation étoit fondée, n'admettoit point de distinction dans les personnes des infractions ; & conclut, que la Protestation devoit être rejetée. La Cour ordonna pourtant, qu'elle seroit insérée dans le Registre, avec la réponse du Chancelier.

Cela.

Cela fait, le Procureur Général lut tout haut l'Acte du Parlement, ELISA-
BETH.
1586.
& après avoir fait le récit de la Conspiration de Babington, il conclut, que Marie avoit violé cet Acte, parce qu'elle avoit eu connoissance de la Conspiration, & qu'elle avoit même indiqué des moyens pour l'exécuter. Elle répondit, qu'elle n'avoit jamais connu Babington, qu'elle ne lui avoit jamais écrit, & qu'elle n'avoit jamais reçu de ses Lettres. Qu'elle n'avoit jamais machiné la mort de la Reine, & qu'on ne pouvoit rien prouver contre elle sur ce sujet, qu'en produisant des Lettres écrites de sa propre main, ce qui étoit impossible. Qu'elle n'avoit jamais connu Ballard, ni entendu parler de lui; & qu'en un mot, étant prisonnière, elle ne pouvoit pas empêcher les complots d'autrui.

Sur cela, on lut les Copies des Lettres que Babington lui avoit écrites, contenant un détail circonstancié de toute la Conspiration. Il semble que, puisqu'on avoit saisi ses papiers, on auroit pu lui produire les originaux des Lettres de Babington. Mais comme, apparemment, elle les avoit brûléz, on ne put se servir que des Copies que Walsingham avoit tirées lorsqu'il avoit eu les originaux entre ses mains. A cela Marie répondit, qu'il n'étoit nullement impossible que Babington eût écrit ces Lettres, & qu'aussi il ne s'agissoit pas de savoir s'il les avoit écrites ou non, mais si elle les avoit reçues. Pour prouver ce fait, on lut la confession que Babington avoit faite avant son exécution, dans laquelle il disoit, qu'il avoit écrit plusieurs Lettres à la Reine d'Ecosse, & qu'il en avoit reçu plusieurs de sa part. Ensuite on lut les Copies de certaines Lettres en Chiffre, écrites par Marie à Babington, & que celui-ci avoit reçues, dans lesquelles il étoit parlé des Comtes d'Arundel & de Northumberland. Alors la Reine s'écria en pleurant, *Ab malheureuse que je suis, combien de maux n'ai-je pas causez à cette Maison de Howard!* Elle ajouta, que Babington avoit pu écrire ce qu'il avoit voulu : que pour ce qui regardoit les propres Lettres en Chiffre, qu'on lui produisoit, elle n'en avoit aucune connoissance; & qu'il avoit été très aisé à ses ennemis d'avoir le Chiffre dont elle se servoit, & d'en écrire de fausses Lettres en son nom : qu'en un mot, ces Lettres n'étoient pas de sa main : que d'ailleurs, il n'étoit pas vrai-semblable, que, pour exécuter le dessein qu'on lui imputoit, elle eût voulu employer le Comte d'Arundel qui étoit en prison à la Tour, ni le Comte de Northumberland, jeune homme qui lui étoit entièrement inconnu.

On lut ensuite les Confessions de *Savage* & de *Ballard*, qui portoient, que Babington leur avoit communiqué des Lettres qu'il avoit reçues de la Reine d'Ecosse. A cela elle répondit en jurant, que jamais Babington n'avoit reçu de Lettres de sa part.

Avant que d'aller plus loin, je ferai ici deux ou trois petites remarques. Premièrement, il est surprenant qu'on eût fait exécuter *Babington*, *Savage*, & *Ballard*, avant que de juger la Reine d'Ecosse;

ELISA-
BETH.
1586.

puisqu'on vouloit se servir de leur témoignage contre elle. En second lieu, jusques-là, toute la preuve ne consistoit que dans le seul témoignage de Babington, qui avoit avoué qu'il avoit reçu des Lettres de la Reine d'Ecosse: mais comme il étoit mort, on ne pouvoit pas prouver que ce fussent ces mêmes Lettres dont on faisoit la lecture, qui n'étoient même que des Copies de Lettres en Chiffre, mises en langage commun. Ma troisième remarque est, qu'encore que Marie affirmât par serment qu'elle n'avoit jamais reçu de Lettres de Babington, & qu'elle ne lui avoit jamais écrit, il falloit bien que Cambden fût convaincu du contraire, puisque dans le Narré qu'il fait de cette Conjuraton, il parle du commerce de Lettres entre Marie & Babington, comme d'une chose certaine. Cela se confirme encore par un petit Livre intitulé *Histoire du Martyre de la Reine d'Ecosse*, imprimé à Paris en 1589. où l'Auteur, tout grand partisan qu'il étoit de cette Reine, n'a pas désavoué qu'elle n'eût entretenu un commerce de Lettres avec Babington.

On produisit ensuite plusieurs Lettres en Chiffre de la Reine d'Ecosse, dans lesquelles elle approuvoit la Conspiration. C'étoient apparemment, celles que Walsingham avoit interceptées par le moyen de Gifford, ou celles qu'il avoit adroitement tirées des mains de l'Ambassadeur de France. La Reine répondit, qu'elle n'avoit pas écrit ces Lettres, & qu'apparemment, on s'étoit servi de son Chiffre qui étoit en France, pour les contrefaire, & en accusa Walsingham, qui pourtant s'en justifia d'une manière dont elle parut contente. Mais pour prouver qu'elle les avoit écrites, on lui produisit les Confessions de Nau & de Curle ses Secretaires, qui avoient reconnu qu'ils les avoient écrites par son ordre.

C'est là tout ce qui se passa dans la première Séance qui se tint le matin du 14. d'Octobre. L'après-midi, on lut les Copies des Lettres que Marie avoit reçues, dans lesquelles on l'informoit d'une Conférence tenue à Paris entre Ballard, Paget, & Mendoza, sur les moyens d'envahir l'Angleterre, & on prouva par le témoignage de Curle son Secrétaire, qu'elle les avoit reçues. Elle répondit, que cela ne prouvoit pas qu'elle eût eu dessein de faire tuer la Reine. Sur cela il est bon de remarquer, qu'elle étoit accusée de trois choses, savoir, d'avoir machiné la mort de la Reine, d'avoir voulu faire envahir l'Angleterre, & d'avoir projeté la ruine de la Religion Protestante. C'étoit la première qu'elle regardoit comme la principale, & sur laquelle elle vouloit bien se défendre, comprenant bien qu'on ne pourroit, sans une injustice extrême, la condamner pour les deux autres. Pour répondre donc à la preuve tirée du témoignage de ses Secretaires, elle dit, qu'elle croyoit Curle, Ecossois, un honnête homme: mais qu'elle ne faisoit pas le même cas de Nau, François, & que celui-ci pouvoit avoir été corrompu: que d'ailleurs, il abusoit tellement de la facilité de Curle, qu'il lui faisoit écrire tout ce qu'il vou-

vouloit. Enfin, que ses Secretaires pouvoient avoir écrit dans ses Lettres, des choses qu'elle ne leur dictoit pas. Que par conséquent, elle ne pouvoit être convaincue que par sa propre écriture, & non pas par celle de ses Secretaires, qui la déchargeroient assurément s'ils étoient présens.

ELISABETH.
1586,

On ne peut disconvenir qu'il n'y eût beaucoup d'irrégularité dans cette procédure, premierement, en ce qu'on avoit fait mourir trois hommes sur le témoignage desquels on prétendoit convaincre la Reine: En second lieu, en ce qu'on ne lui confronta jamais ses Secretaires qui étoient en vie, quoiqu'on se servit de leur témoignage. Cela étoit d'autant plus étrange, que par un Acte de Parlement, passé dans la 13. année de ce même Regne, il étoit expressément ordonné de confronter les témoins aux accusés.

Ce fut sans doute par cette raison que le Lord Burghley, Grand Trésorier, s'apercevant de l'embaras que causoit la réponse de la Reine, fondée sur les Loix d'Angleterre, jugea qu'il étoit à propos de faire une diversion. Il lui objecta donc, qu'elle avoit eu intention de faire enlever le Roi son Fils, pour le faire conduire en Espagne, & qu'elle avoit résolu de transporter à Philippe II. le droit qu'elle s'attribuoit sur le Royaume d'Angleterre. Il est aisé de comprendre, que la première de ces accusations étoit entierement hors de propos, puisqu'il ne s'agissoit pas des affaires d'Ecosse. Aussi n'y répondit-elle rien. Quant à la seconde, elle se contenta de répondre, que, par sa naissance, elle étoit Héritière présomptive de la Reine Elisabeth, & qu'il étoit permis de céder son droit à qui on vouloit: mais qu'enfin, tout cela ne faisoit rien pour prouver qu'elle avoit consenti au projet de tuer la Reine.

Quelqu'un lui ayant encore objecté, qu'elle avoit envoyé son Alphabet de Chiffres à certains Catholiques, ainsi que Curle l'avoit témoigné, elle ne le nia point, & se contenta de dire en deux mots, qu'il ne lui étoit pas défendu de faire ses affaires avec des gens de sa Religion. Mais ces objections ne servoient qu'à faire diversion, puisqu'aucun de ces Articles n'étoit compris dans l'accusation. Enfin, on revint encore aux témoignages des Secretaires, à quoi elle répondit comme elle avoit déjà fait, & soutint toujours qu'elle n'avoit jamais connu ni Babington ni Ballard. *Mais*, dit alors le Grand Trésorier, *vous connoissez bien Morgan qui a envoyé ici Parry pour tuer la Reine, & vous lui avez assigné une pension.* A cela elle répondit, qu'elle ignoroit ce que Morgan avoit fait, mais qu'elle savoit seulement, qu'il avoit perdu son bien pour l'amour d'elle; & qu'il ne lui étoit pas moins libre de lui donner une pension, qu'il étoit permis à Elisabeth d'en donner une en Ecosse au Lord Gray, & au Roi même.

On vint ensuite aux deux autres Articles de l'accusation qui regardoient l'invasion du Royaume & la destruction de la Religion Protestante, & pour prouver que Marie avoit eu part à ces complots, on

lui:

ELISA- lut les Lettres qu'elle avoit écrites à *Mendoza*, à *Englefield* & à *Page*. Elle répondit, que tout cela ne prouvoit point qu'elle eût eu aucune part à la Conspiration contre la vie de la Reine : qu'elle n'avoit rien à répondre sur le reste, & qu'elle avoit souvent déclaré à la Reine même, qu'elle téneroit toutes choses pour se mettre en liberté. C'est ainsi que se passa la seconde Séance.

BETH.
1586.

Le lendemain, la Cour s'étant rassemblée, Marie réitéra sa Protestation touchant l'incompétence de ses Juges, & demanda qu'on lui donnât Copie de son enregistrement. Elle se plaignit que toutes les offres qu'elle avoit faites pour parvenir à un accommodement, avoient été rejetées, & qu'on avoit eu bien peu d'égards pour elle, en faisant lire publiquement toutes ses Lettres, où il y avoit beaucoup de choses qui n'avoient aucun rapport à l'accusation. Alors, le Grand Trésorier prit la parole, & dit, qu'il alloit lui répondre sous deux qualitez, savoir, comme Juge & Commissaire, & comme Conseiller Privé. Que comme Juge, il lui répondoit, que sa Protestation avoit été enregistrée, & qu'on lui en donneroit Copie. Que quant à leur compétence, elle étoit fondée sur le pouvoir qui leur avoit été conféré par des Lettres Patentes de la Reine, signées de sa main, & scellées du Grand Sceau. Que par rapport à la lecture de ses Lettres dont elle se plaignoit, on n'avoit pu se dispenser de les faire lire toutes entières, parce qu'elles contenoient des choses tellement liées les unes avec les autres par leurs circonstances, qu'on ne pouvoit les séparer. A ces mots, elle l'interrompit, en disant, que quand même les circonstances seroient prouvées, cela ne serviroit de rien si le fait principal ne l'étoit pas : que son intégrité ne dépendoit pas de celle de ses Secretaires, puisqu'il étoit très possible qu'ils eussent été corrompus : que ces Lettres n'ayant point de suscription, pouvoient avoir été adressées à d'autres, & qu'on avoit pu y mettre beaucoup de choses à son insu ; mais que si elle avoit ses Papiers, elle pourroit mieux se défendre. Le Grand Trésorier lui répondit, qu'on ne lui objectoit que des choses qui s'étoient passées depuis le 19. de Juin dernier, sur quoi sa mémoire pouvoit lui fournir ce qu'elle jugeoit nécessaire pour sa défense. Que ses Papiers ne lui serviroient de rien, puisque Babington & ses Secretaires, sans être appliquez à la question, avoient reconnu que ces Lettres venoient d'elle. Qu'au reste, ce seroit aux Juges à examiner s'ils devoient ajouter plus de foi à sa simple dénégation, qu'à leur témoignage. Il ajouta, en qualité de Conseiller Privé, qu'il étoit vrai, qu'elle avoit fait divers efforts pour se procurer la liberté, & que s'ils avoient été infructueux, c'étoit à elle, & aux Ecoissois, qu'elle devoit l'attribuer. Que les Ecoissois avoient refusé de donner leur Roi en otage, & que la dernière fois qu'on étoit entré en négociation pour lui procurer sa liberté, Morgan son Vassal avoit envoyé Parry en Angleterre, pour tuer la Reine. Marie aperçut aisément le venin de ce discours, où, sous prétexte de justifier le Conseil, le Grand Trésorier

VOU-

vouloit insinuer aux autres Juges, qu'elle avoit eu part à la Conspiration de Parry. Aussi s'écria-t-elle en entendant ces paroles, qu'il étoit son ennemi; à quoi il répondit, qu'il ne l'étoit pas, mais qu'il l'étoit de tous les ennemis de sa Souveraine.

ELISA-
BETH.
1586.

Après cela, on relut certaines Lettres qu'elle avoit écrites à *Paget*, où elle lui disoit, qu'il ne restoit plus au Roi d'Espagne aucun moyen pour réduire les Rebelles des Pais-Bas, que de mettre un Prince Catholique sur le Trône d'Angleterre. On lut aussi une Copie d'une Lettre qu'elle avoit reçue du Cardinal *Allen*, où il la qualifioit *sa Sérénissime Dame*, & lui disoit, que son affaire avoit été recommandée au Duc de Parme. Elle répondit, en ramenant toujours la question au premier Article de l'accusation, que Babington & ses Secretaires l'avoient accusée pour se sauver eux-mêmes: qu'elle n'avoit jamais entendu parler des six Assassins, & que tout le reste ne servoit de rien pour prouver le crime capital dont on l'accusoit. Qu'elle reconnoissoit le Cardinal Allen pour un vénérable Prélat, & le Pape, pour le véritable Chef de l'Eglise; & qu'elle ne pouvoit pas empêcher les Etrangiers de lui donner les Titres qu'ils jugeoient à propos. Que par rapport à ses Secretaires, elle vouloit encore ajouter à ce qu'elle avoit dit sur ce sujet, que leur témoignage n'étoit pas digne de foi, parce que lui ayant prêté serment qu'ils ne découvriraient point ses secrets, ils ne pouvoient être regarder que comme des parjures, lorsqu'ils déposeroient contre elle. Que Nau avoit souvent écrit autrement qu'elle n'avoit dicté, & Curle, ce qu'il avoit plu à Nau de lui inspirer. Qu'ils pouvoient avoir confessé diverses choses fausses, en vue de sauver leur vie, & dans la pensée que sa Dignité la mettroit à couvert de la peine. Qu'elle n'avoit jamais entendu parler de *Ballard*, mais bien d'un *Hallard*, qui lui avoit offert ses services, mais qu'elle les avoit refusés, parce qu'elle savoit que c'étoit un Espion de Walsingham. Il faut avouer, qu'on donnoit à Marie un grand avantage en ne lui confrontant pas les témoins, quodique ce soit une formalité nécessaire dans les Jugemens criminels.

Enfin, on relut quelques endroits particuliers des Lettres que Marie avoit écrites à Mendozze, où il étoit fait mention du dessein qu'elle avoit de transporter au Roi d'Espagne, les droits qu'elle avoit sur la Couronne d'Angleterre. A cela elle répondit, que comme elle se trouvoit prisonnière & d'une santé fort foible, on lui avoit écrit, que ses amis jugeoient à propos que la Succession à la Couronne d'Angleterre fût établie dans la personne du Roi d'Espagne, ou de quelque Anglois Catholique: qu'on lui avoit même envoyé un Livre qui établissoit les droits de Philippe II.; mais qu'elle n'avoit pas voulu le lire: que néanmoins, ayant perdu toute esperance de recouvrer sa liberté par toute autre voye, elle n'avoit pas cru devoir refuser un secours étranger. Quand elle eut cessé de parler, le Grand Trésorier lui demanda si elle avoit encore quelque chose à dire pour sa défense,

Tom. VI.

Ecc

fe,

ELISABETH. se, à quoi elle répondit, qu'elle demandoit d'être ouïe en présence de la Reine & de son Conseil, en plein Parlement. Alors la Cour s'ajourna au 27. d'Octobre, à Westminster, dans la Chambre Etoilée.

1586.
La Cour s'ajourne à Westminster.
Remarque sur le récit de Cambden.

C'est ainsi que Cambden rapporte l'examen qui fut fait à *Fotheringhay*, de l'accusation & des défenses de la Reine d'Ecosse. Comme on n'a pas de meilleurs Mémoires, on est comme obligé de supposer que tout ce qu'il a dit est conforme à la vérité. Il n'y a pourtant que trop lieu de soupçonner, qu'il a tronqué ou altéré, en divers endroits, ce qu'il prétend avoir tiré des Mémoires du Greffier. Par exemple, on peut aisément remarquer dans ce Narré, que tout ce qu'il fait objecter à la Reine d'Ecosse est vague & général, sans entrer dans aucun détail. De tant de Lettres qui furent lues pour servir à sa conviction, il n'en rapporte aucun Extrait, de sorte qu'il semble, qu'elle étoit plutôt accusée d'avoir eu un commerce de Lettres avec *Babington*, & avec d'autres ennemis d'Elisabeth, que d'être entrée dans le complot formé pour tuer la Reine, quoique celui-ci fût le point capital. Enfin, la partialité de cet Historien pour cette Reine en tant d'autres occasions, donne lieu de présumer qu'il ne s'est pas oublié dans cet Article principal, & qu'il a employé toute son adresse à rendre douteux le fait dont elle étoit accusée. Mais comme ce n'est qu'une conjecture, je ne prétens point insister là-dessus (1). Je me contenterai, pour éclaircir cette matière, de faire quelques considérations sur ce fameux Jugement.

Réflexions sur ce Jugement.

Il n'y a presque point à douter, que la mort de Marie ne fût résolue, lorsqu'Elisabeth & son Conseil se déterminèrent à la faire juger par des Commissaires. Mais il ne faut pas s'imaginer, que leur intention fût de la punir pour avoir attenté à la vie d'Elisabeth. S'il n'y avoit eu que cela, on ne se seroit jamais porté à cette extrémité. On se seroit sans doute contenté de la mettre hors d'état de tramer à l'avenir de semblables complots, ce qui auroit été facile, en la resserrant plus étroitement. Mais il n'étoit pas aussi aisé d'empêcher, que le Pape, le Roi d'Espagne, la Maison de Guise, les Catholiques d'Angleterre, les Irlandois, les Mécontents d'Ecosse, ne la regardassent comme une Princesse à laquelle les deux Couronnes d'Angleterre & d'Ecosse appartenoient légitimement, & qu'ils ne fissent des efforts continuels pour la rétablir sur le Trône d'Ecosse, & pour la placer sur celui d'Angleterre, pendant la vie même d'Elisabeth. Quand même elle auroit été resserrée d'une manière à ne pouvoir plus se mêler elle-même dans ces intrigues, cela n'auroit pas empêché ses amis d'agir pour elle. Il n'y avoit donc que sa mort qui pût rompre leurs mesures, & mettre une fin aux complots qui se faisoient tous les jours en sa faveur.

(1) Cette conjecture est pourtant fondée sur la différence qui se trouve entre le récit de Cambden, & ce qu'en rapporte M. de Thou, L. 86. Tom. III, p. 256, & 262.

veur. Ainsi, on pouvoit dire avec vérité, que comme la mort d'Elisabeth étoit la vie de Marie, il n'y avoit aussi que la mort de Marie qui pût sauver Elisabeth, & avec elle, la Liberté & la Religion Protestante en Angleterre. Mais comme il n'y avoit point d'apparence que Marie, qui étoit la plus jeune, sortit la première du monde, par une mort naturelle, il fallut avoir recours à la violence, afin de délivrer la Reine & le Royaume, du danger où ils se trouvoient. La part que Marie avoit prise à la Conjuraison de Babington, & qui vrai-semblablement fut plus grande que Cambriden ne le fait entendre, ne fut donc pas la cause de sa condamnation, mais le prétexte dont on se servit pour se débarrasser de cette Reine, sur la vie de laquelle les ennemis d'Elisabeth fendoient toutes leurs espérances. Ce furent donc les propres amis de Marie qui causèrent sa disgrâce, en voulant la servir avec trop d'ardeur, ou plutôt, en la faisant servir de prétexte & d'instrument pour exécuter les vastes projets qu'ils formoient contre la Religion Protestante. Le Pape se flatoit de rétablir par son moyen la Religion Catholique en Angleterre, & les Catholiques Anglois la regardoient comme la seule qui pût les délivrer du joug insupportable d'une domination Protestante. Philippe II. ne voyoit point d'autre ressource, pour dompter les Peuples des Pays-Bas. Enfin, la Maison de Guise, dont les projets ambitieux sont assez connus, croyoit trouver par là un moyen infaillible pour accabler les Huguenots de France, qui soutenoient le droit du légitime Héritier de la Couronne de ce Royaume. Marie elle-même ne se prêta que trop à tous ces complots. Elle eut l'imprudence, étant prisonnière, de confondre sans cesse deux intérêts qui pouvoient bien être distingués & séparés, je veux dire, sa liberté, & ses droits sur la Couronne d'Angleterre. Par là, elle donna lieu à Elisabeth de les confondre aussi, & de la perdre elle-même, afin de conserver sa Couronne & sa propre vie.

Ce sont là les véritables motifs de la condamnation de Marie. Si on ne les regarde que du côté de la Politique, on peut dire qu'ils étoient bons & nécessaires: mais il n'arrive que trop souvent, que la Politique se trouve opposée à la Justice & à l'Équité. C'est sur cette condamnation que les ennemis d'Elisabeth ont triomphé, & en effet, c'est un sujet susceptible de beaucoup de Rhetorique. Mais si l'on considère qui furent ceux qui crièrent le plus haut contre Elisabeth, on verra que c'étoient ceux-là mêmes qui vouloient la faire assassiner, pour mettre Marie sur le Trône d'Angleterre. S'ils avoient réussi dans leur dessein, leur action auroit-elle été plus juste & plus conforme aux préceptes de la Religion Chrétienne? Il n'en faut point douter, si l'on en jugeoit par les principes des ennemis d'Elisabeth & de sa Religion. Mais s'il étoit permis par les Loix de la Religion, de la Justice, & de l'Équité, d'ôter la vie à Elisabeth pour mettre Marie sur le Trône, & pour rétablir la Religion Catholique en Angleterre, étoit-il moins permis aux Anglois de faire mourir Marie,

ELISA- pour sauver leur Reine & leur Religion, de la ruine dont elles étoient
BETH. continuellement menacées ? Disons plutôt, que ces maximes, sont
 1586. également mauvaises, & contraires à celles de la Religion Chrétienn-

Après avoir vu les véritables motifs de la condamnation de la Reine d'Ecosse, il n'y a pas beaucoup de sujet de s'étonner des irrégularitez qui se remarquent dans son Jugement. Il ne s'agissoit pas tant de la punir de la part qu'elle avoit eue à la Conspiration, que de convaincre le Public qu'elle y avoit trempé, afin qu'on trouvât sa condamnation moins étrange, ou plutôt, qu'on se persuadât qu'elle étoit absolument nécessaire pour le salut de l'Angleterre. La Reine & son Conseil croyoient avoir des preuves suffisantes, que Marie avoit été informée de la Conjuración, qu'elle y avoit consenti, & qu'elle avoit contribué ce qui dépendoit d'elle pour la faire réussir. Cela suffisoit pour leur dessein. Ils savoient bien que le Peuple excuseroit aisément quelques irrégularitez, dans une affaire où il s'agissoit de son salut.

Puis donc que la condamnation de Marie ne peut être regardée que comme un effet de la Politique d'Elisabeth, c'est en vain qu'on met en avant les questions suivantes sur son Jugement. 1. Quelle juridiction Elisabeth avoit sur elle ? 2. Si Marie pouvoit être regardée comme étant sujette aux Loix d'Angleterre, sous prétexte qu'elle avoit vécu dix-huit ans dans ce Royaume, étant en prison ? 3. Si l'on pouvoit dire, que, pendant ce tems-là, elle avoit joui de la protection des Loix, & en inferer qu'elle y devoit être assujettie ? 4. Si même, cela supposé, elle a joui dans son Jugement du bénéfice des Loix d'Angleterre ? 5. Si elle a été jugée par ses Pairs, selon le privilège constant & invariable des Anglois ? 6. Quels pouvoient être ses Pairs ? 7. Si la Commission d'Elisabeth étoit conforme aux Loix ? 8. Si on a observé les formalitez requises dans un Jugement de cette nature ? 9. Si l'on peut dire qu'elle ait été juridiquement convaincue par les témoignages de gens morts, & qu'il n'avoit tenu qu'à Elisabeth de laisser en vie pour lui être confrontez ? 10. Si on pouvoit regarder comme valables, les témoignages de ses Secretaires encore pleins de vie, sans lui avoir été confrontez, contre des Actes exprès de Parlement ? 11. Si le consentement d'une Reine prisonnière à l'invasion d'un Royaume où elle est injustement détenue, est un crime digne de mort ? 12. Si les Lettres en Chiffre écrites par ses Secretaires, étoient une conviction suffisante, que tout ce qu'elles contenoient avoit été écrit par son ordre ? 13. Enfin, en supposant même qu'elle eût donné un plein & entier consentement à la Conjuración, si la maniere dont elle avoit été retenue en Angleterre, si sa longue détention, si la perte de son Royaume procurée en partie par les intrigues d'Elisabeth, ne méritoient pas que ce crime fût regardé comme étant d'une autre nature que celui d'un Sujet qui conspire contre son

Souj

Souverain? Je ne crois pas qu'il soit possible de justifier Elisabeth sur chacun de ces articles. Il faut donc s'en tenir à la nécessité où elle se trouvoit de perdre Marie pour se sauver elle-même, & la défendre par la Loi de la Nature, qui est la seule qu'on puisse alléguer en la faveur.

La Cour s'étant rassemblée à Westminster dans la Chambre Etoilée, le 25. d'Octobre, fit venir devant elle *Nau & Curle*, qui confirmèrent par serment leurs précédentes dépositions, après quoi la Sentence fut prononcée. Elle portoit en général, que Marie avoit violé le Statut fait l'année précédente. C'est là tout ce qui en fut divulgué. On ne fit pas si les Juges condamnerent expressément à mort la Reine d'Ecosse, ou si après avoir jugé du fait, ils voulurent laisser aux Loix & à la Reine, le Jugement de la peine que le crime méritoit. Voici tout ce qui en fut publié dans la suite, par ordre de la Reine. *Que depuis le 1. de Juin de l'année 27. du Regne d'Elisabeth, plusieurs choses avoient été machinées contre le Royaume, par Antoine Babington & autres, de la science & connoissance de ladite Marie. Que pareillement, après le dit jour, ladite Marie, prétendans avoir droit sur la Couronne de ce Royaume, avoit elle-même conçu & machiné plusieurs choses qui tendoient à la ruine de la Reine, contre la forme du Statut mentionné dans ladite Commission.*

Il est aisé de s'appercevoir par cet Extrait même, que la Sentence devoit être plus longue & entrer dans un plus grand détail, comme on le peut juger par les termes de *ladite Marie*, qui font voir qu'il étoit parlé d'elle auparavant. Mais la Reine ne jugea pas à propos d'en publier davantage. L'Auteur du Livre, intitulé *Histoire du Martyre de Marie Stuart*, dit, qu'on prit un si grand soin de cacher cette Sentence, qu'il ne lui fut jamais possible d'en recouvrer une Copie, quelques diligences qu'il fit pour cela. Sans doute, ajoute-t-il, elle contenoit des mystères qui ne devoient pas être divulgués.

Le même jour que la Sentence fut prononcée, les Juges déclarerent, qu'elle ne pourroit porter aucun préjudice au Roi d'Ecosse: c'est-à-dire, que les droits de ce Prince sur la Couronne d'Angleterre demeureroient toujours en leur entier. Mais étoit-ce à eux à donner une telle décision, qui regardoit la Succession à la Couronne, à quoi même ils n'étoient pas autorisés par leur Commission? Il est aisé de voir qu'ils agissoient par la direction de la Reine, qui vouloit appaiser le Roi d'Ecosse par ce moyen. Sans cela, les Juges n'auroient jamais entrepris de faire une telle déclaration, qui étoit au-dessus de leur pouvoir.

Le Parlement s'étant assemblé quatre jours après, savoir le 29. d'Octobre, approuva & confirma la Sentence rendue contre la Reine d'Ecosse. Mais si ce fut sur l'étiquette, ou après l'avoir diligemment examinée, c'est ce qu'il est difficile de savoir, quoique dans la suite, Elisabeth prétendit, que ce n'avoit été qu'après un long & sérieux

ELISABETH.
1586

Sentence
contre Marie.

Déclaration
des Juges en
faveur du
Roi d'Ecosse.

Le Parle-
ment confir-
me la Sen-
tence.

ELISABETH.
1586.
Il en demanda
l'exécution.

examen. Quoi qu'il en soit, le Parlement ayant confirmé la Sentence, présenta une Adresse à la Reine pour la prier de la faire exécuter. Cette Adresse contenoit des raisons toutes tirées, non de l'atrocité du crime, mais du danger où Elisabeth & le Royaume seroient exposés, si la Reine d'Ecosse demouroit en vie. La Reine fit à cette Adresse, une Réponse dont le but étoit de faire comprendre au Parlement, qu'elle étoit extrêmement agitée & incertaine sur ce sujet. Elle vouloit insinuer, qu'elle panchoit du côté de la clémence, mais que la grande affection qu'elle avoit pour son Peuple la jettoit dans un extrême embarras. Il étoit facile de conclure de ce discours, qu'elle vouloit être pressée, afin qu'il ne parût pas qu'elle agissoit par un motif de vengeance. Voici cette réponse, qui fait connoître parfaitement le caractère d'Elisabeth.

Réponse de
la Reine.

Les biens que j'ai reçus de Dieu sont si grands, que je ne puis ni les reconnoître avec assez d'humilité, ni les repasser dans mon esprit qu'avec une telle admiration, que ma langue ne peut me fournir de termes assez forts pour exprimer ma reconnaissance. Personne n'est plus redevable que moi à ce grand Dieu, qui m'a délivrée de tant de dangers. Mais sur toutes choses, je dois lui rendre grâces, de ce qu'après avoir gouverné ce Royaume pendant vingt-huit ans, je trouve dans mes Sujets une même, ou plutôt une plus grande affection pour moi, que quand je suis parvenue à la Couronne. Si par malheur, je m'apercevois que cette affection fût diminuée, je pourrois bien peut-être sentir que je respire, mais je ne pourrois pas dire que je vis. Au reste, il est vrai qu'on a comploté de m'ôter la vie: mais ce qui me cause le plus de douleur, c'est que l'auteur de ce complot est une personne de mon sexe, de mon rang, de ma dignité: une personne à laquelle j'étois si éloignée de vouloir du mal, qu'après avoir su qu'elle avoit machiné diverses choses contre moi, je lui ai écrit de ma propre main, que si elle vouloit me les confesser, en secret, je les ensevelirois dans un éternel oubli. Ce n'étoit pas pour l'enlacer que je lui faisois cette proposition, puisque je savois parfaitement tout ce qu'elle auroit pu m'advouer. Mais, quoiqu'elle eût déjà poussé si loin ses attentats, j'espérois que les marques de son repentir arrêteroient les complots qu'on pourroit faire pour elle & contre moi. Malgré tout cela, s'il ne se fût agi que de ma vie, & que le salut de mon Peuple n'y eût point été intéressé, je le dis sans ostentation, je lui aurois volontiers pardonné. Si ce Royaume pouvoit devenir plus florissant par ma mort, ou acquérir un meilleur Souverain, je serois contente de quitter ce monde, puisque si je desire de vivre, ce n'est que pour le bien & l'avantage de mon Peuple. Ma vie a été telle, que je n'ai aucune raison, ni de craindre, ni de souhaiter la mort. J'ai passé par divers états: j'ai obéi, j'ai commandé: j'ai eu de bons & de mauvais voisins: il s'est trouvé des gens qui ont trahi la confiance que j'avois en eux: j'ai quelquefois vu il placé mes bienfaits, & j'ai été souvent mal récompensée. Quand

je considère ces choses, je reconnois quelle est la condition du tems présent : je prévois que celle de l'avenir ne sera pas plus heureuse, & je juge que ceux qui sortent les premiers du monde, ne sont pas les plus malheureux. Ainsi, sur toutes ces choses, j'ai déjà pris ma résolution, afin qu'en quelque tems que la mort vienne, elle ne me surprenne pas.

Quant à la dernière Conspiration, je ne suis pas assez ennemie de moi-même & des anciennes Loix du Royaume, pour me persuader que le crime qui vient d'éclater ne soit pas sujet à ces Loix, quand même le Statut de l'année précédente n'auroit pas été fait. Ce Statut, quoi qu'en puissent dire les partisans de la Reine d'Ecosse, n'a pas été fait pour lui tendre un piège, mais pour lui servir d'avertissement, afin qu'elle ne s'approchât pas du danger. Mais puisqu'elle a voulu s'y précipiter, il a été jugé à propos de procéder contre elle en vertu de cette même Loi. Mais vous, gens de Justice, si subtils, si précis, si exacts à observer les formalitez extérieures des Loix, au lieu d'en suivre la véritable honorable de procéder contre une Reine ? Pour moi, j'ai cru qu'il falloit éviter ces absurditez, & qu'il étoit plus convenable de remettre ce Jugement aux Grands, & aux Juges du Royaume. Je ne suis néanmoins, si cette précaution aura été suffisante. Tout le monde a les yeux sur nous autres Souverains, comme si nous étions sur un Théâtre, & remarque jusqu'aux moindres taches qui paroissent sur nos personnes, de sorte que nous devons bien prendre garde de ne rien faire qui ne soit digne de notre Dignité. Mais vous, par ce nouveau Statut, vous m'avez poussée dans un tel détroit, que je me vois réduite à me déterminer sur la punition d'une Princesse ma proche parente, dont les criminelles pratiques m'ont causé une si sensible affliction, que c'est la véritable raison qui m'a empêchée d'assister en personne à ce Parlement, & non pas la crainte d'une trahison, comme quelques-uns l'ont soupçonné. Je ne veux pourtant pas laisser passer cette occasion de vous décharger mon cœur en peu de mots. C'est que j'ai vu de mes propres yeux, & lu un serment, par lequel quelques-uns se sentent engagés à m'être la vie dans un mois. J'aperçois par là le danger qui vous menaçait dans ma personne, & certes, je ne négligerai pas de le repousser. Je n'ai pas oublié l'Affociation que vous avez faite pour ma sûreté, & dont je n'avois jamais ouï parler avant que de l'avoir vue signée de la plupart de vous. Cela m'engage à serrer d'autant plus les liens de mon affection pour vous, moi qui ne trouve de consolation que dans votre amour, & dans le bien de l'Etat. Cependant, comme l'affaire dont il s'agit est autant extraordinaire & importante, que rare en son espece, je ne crois pas que vous attendiez

ELISA-
BETH.
1586.

(1) On appelle Jury les 12. hommes nommez pour juger la question de fait dans les Jugemens Criminels, & pour déclarer si la personne est coupable ou non.

ELISA- diez de moi, que je me détermine sur le champ, car j'ai accoutumé dans
BETH. les choses mêmes de moindre importance, de délibérer longtems, avant
 1586. que de rien résoudre. Je prie Dieu qu'il lui plaise d'éclairer mon cœur,
 afin que je prenne le parti le plus avantageux à l'Eglise, à l'Etat, & à la
 sûreté de vos personnes. Cependant, de peur qu'un trop long délai ne
 fût capable de nous jeter dans quelque danger, je vous ferai connoître
 ma résolution, dans un tems convenable. Attendez de moi toute l'affec-
 tion que de bons Sujets peuvent attendre d'une bonne Reine.

Observation
 sur ce dis-
 cours.

Il n'est pas bien difficile d'appercevoir dans ce discours, malgré son
 obscurité affectée, le double but qu'Elisabeth s'y proposoit. L'un
 étoit, de faire accroire au Public, qu'elle ne pouvoit, sans beaucoup
 de peine, se déterminer à faire mourir la Reine d'Ecosse: l'autre, de
 faire comprendre au Parlement, qu'il falloit se défaire de cette Rei-
 ne, ou se résoudre à perdre la meilleure de toutes les Reines, qui étoit
 prête à donner sa vie pour procurer un plus grand bien à ses Sujets.
 Elle insinuoit principalement sur la tendresse qu'elle avoit pour son
 Peuple, afin qu'on craignît d'être privé d'une si bonne Reine, &
 qu'on demandât avec ardeur la mort de son ennemie. Mais, de peur
 que l'affection que le Parlement avoit pour elle ne fût pas assez puis-
 sante, elle prenoit soin d'insinuer à diverses reprises, que leur propre
 sûreté se trouvoit dans sa conservation. Elle disoit, que s'il ne s'agis-
 soit que de son seul intérêt, elle ne balanceroit point à pardonner,
 puisque la vie ne lui étoit pas précieuse; mais que c'étoit uniquement
 le danger de l'Etat, qui l'inquiétoit. N'étoit-ce pas dire bien clai-
 rement, que la mort de la Reine d'Ecosse étoit nécessaire pour le salut
 du Royaume? Elle vouloit qu'on crût qu'elle étoit combattue en fa-
 veur de Marie: mais elle n'alléguoit aucune raison pour elle. Au
 contraire, elle se servoit des motifs du sexe, de la parenté, pour ag-
 graver sa faute, & expliquoit fort clairement les raisons qui pouvoient
 la déterminer à consentir à sa mort. Elle faisoit valoir le soin qu'elle
 avoit pris de ne pas souffrir qu'on ravalât sa Dignité, en la jugeant
 comme une personne du commun. C'étoit là toute la faveur qu'elle
 lui avoit accordée. Mais quelle faveur, que de lui donner des Juges
 parmi lesquels se trouvoient ses plus grands ennemis, des gens qui
 avoient déjà opiné contre elle dans le Conseil, & qui avoient été d'a-
 vis de lui faire son procès? *Hutton*, l'un des Juges, la fit tomber dans
 un piège, en lui persuadant de se défendre; & le Grand Trésorier fit
 en quelque manière l'office d'accusateur. D'un autre côté, on voit
 dans diverses Lettres que *Walsingham* écrivoit de France dans le
 tems qu'il y étoit Ambassadeur, que son opinion étoit, qu'il n'y au-
 roit jamais de sûreté pour Elisabeth, pendant que la Reine d'Ecosse
 seroit en vie. N'étoit-ce pas la favoriser beaucoup, que de lui don-
 ner de tels Juges? Enfin, à quel dessein Elisabeth disoit-elle au Par-
 lement, qu'elle savoit certainement, que quelques-uns s'étoient en-
 gagés par serment à la tuer dans un mois? N'étoit-ce pas pour exci-

ver

ter les deux Chambres à prévenir ce malheur, par la prompte exécution de la Sentence donnée contre Marie? Tout cela fait voir, que son but étoit d'engager le Parlement à la presser sur ce sujet, afin de se disculper en quelque manière, envers le Public, en rejetant l'exécution de la Sentence sur les instances des deux Chambres. Mais la suite le fera connoître encore mieux.

Douze jours après, la Reine envoya le Grand Chancelier à la Chambre Haute, & *Pickering* aux Communes, pour les prier de chercher quelque expédient, par lequel, en sauvant la vie à la Reine d'Ecosse, on pût pourvoir à la sûreté de l'Etat. Les deux Chambres ayant délibéré là-dessus, lui répondirent, qu'il n'étoit pas possible de pourvoir à sa sûreté, pendant que la Reine d'Ecosse seroit en vie. Qu'on ne pouvoit imaginer pour cela que quatre moyens, qui étoient tous quatre insuffisans. Le premier étoit, que la Reine d'Ecosse se repentit sincèrement : mais qu'un tel repentir n'étoit pas à espérer, puisque même elle ne vouloit pas avouer son crime. Le second, qu'elle fût gardée plus étroitement, & liée par un Serment, & par un Ecrit signé de sa main. Le troisieme, qu'elle donnât des otages. Mais que ces deux moyens ne suffisoient pas, puisque la Reine regnante étant morte, toutes ces précautions s'en iroient en fumée. Le quatrieme, de l'envoyer hors du Royaume. Mais que celui-ci étoit le plus dangereux : car puisqu'étoit prisonniere, elle soulevoit tant de monde en sa faveur, que ne seroit-elle pas si elle étoit en liberté? Enfin, dans la même Réponse, les deux Chambres représentoient à la Reine, que si c'étoit une injustice de refuser l'exécution des Loix au moindre des Sujets, combien plus, de la refuser à tout le Peuple qui la demandoit si justement d'une commune voix? Ceux qui connoissent un peu quelle influence les partisans de la Cour ont ordinairement sur les deux Chambres, n'auront pas beaucoup de peine à juger, que le Parlement ne se seroit jamais exprimé de cette manière, s'il n'eût pas cru faire plaisir à la Reine. Mais, pour mieux faire connoître le caractère d'Elisabeth, il est nécessaire d'insérer ici sa Réponse, qui sera voir manifestement, non pas son embarras & son incertitude, comme elle le prétendoit, mais son extrême dissimulation sur cet article.

O qu'il est fâcheux de marcher dans un chemin où l'on n'a que peine & travail pendant qu'on y est, & au bout duquel on ne doit trouver que chagrin & inquiétude ! Je n'ai jamais été plus en doute que je le suis aujourd'hui, si je dois parler ou me taire. Si je parle sans me plaindre, je dissimulerai mes sentimens ; & si je me tais, toutes les peines que vous avez prises pour moi seront inutiles. Si je me plains, on le trouvera peut-être étrange, & néanmoins, j'avoue que dans la proposition que je vous ai faite, j'ai eu en vue votre sûreté, & la mienne propre. On auroit pu trouver d'autres moyens que ceux que vous proposez. Cela est cause que je ne puis m'empêcher de me plaindre, non pas de vous, mais à vous, puisque j'apprens par vos

Tom. VI.

Fff

deman-

*ELISABETH.
1586.*

Elisabeth prie les deux Chambres de chercher quelque autre expédient. Elles n'en trouvent point & insistent sur leur demande.

Discours de la Reine au Parlement.

ELISA-
BETH.
1586.

demandes, que ma sûreté dépend de la ruine d'autrui. Si quelqu'un pense que j'aye tiré l'affaire en longueur, pour m'attirer une fausse louange de clémence, il me fait tort assurément, & celui qui fonde les cœurs & les penfées, le connoît bien. Mais on me fera encore un plus grand tort, si l'on s'imagine que les Juges Commissaires n'ont pas osé prononcer une autre Sentence, de peur de me déplaire, ou de peur d'être accusés d'avoir négligé ma sûreté. Car, ou mes Ministres m'ont abusée, ou ils leur ont témoigné de ma part, que mon intention étoit que chacun agit librement selon sa conscience. & qu'on me communiquât en particulier, ce qu'on avoit dessein de publier. La grande affection que j'avois pour la Reine d'Ecosse, me faisoit souhaiter qu'il pût se trouver quelque autre moyen pour prévenir ce malheur. Mais puisqu'il paroît manifestement, que je ne puis être en sûreté que par sa mort, je suis pénétrée de douleur, quand je considère, que moi qui ai fait grâce à tant de Sujets rebelles, & laisse passer tant de trahisons sans m'en venger, je semble être réduite à user de cruauté envers une si grande Princesse.

Depuis que j'ai pris l'administration des affaires de ce Royaume, j'ai vu divers Libelles imprimez où l'on m'accuse de tyrannie. Je félicite ces Ecrivains, de leur découverte. J'ai bien toujours cru qu'ils vouloient publier quelque chose d'étrange, comme en effet, j'ai été fort surprise de me voir accusée de tyrannie. Plût à Dieu, qu'il fût aussi étrange de voir leur impiété ! Mais que ne diront-ils pas, quand ils sauront que j'ai permis qu'un infame Bourreau trempe ses mains dans le sang de ma plus proche Parente ? Cependant, je suis si ennemie de toute cruauté, que, pour sauver ma propre vie, je ne voudrois pas lui faire la moindre violence. En effet, je n'ai pas eu tant de soin de conserver ma vie, que je n'aye en même tems pensé à conserver la sienne ; & c'est avec une extrême douleur, que je me vois hors d'état de le faire encore. Je ne suis pas si aveugle, que je n'aperçoive les dangers dont je suis environnée ; ni si mal avisée, que je veuille aiguïser le couteau qui doit me couper la gorge ; ni si négligente, que je n'aye aucun soin de ma vie. Je considère bien en moi-même, qu'il se trouve dans le monde des gens qui hazardent leur propre vie pour sauver celle d'un Prince : mais j'avoue franchement, que je ne suis pas de ce nombre. J'ai souvent repassé ces choses dans mon esprit. Mais comme diverses personnes ont employé leurs plumes à déchirer ma réputation, permettez-moi de me justifier moi-même, comme je le puis aisément, afin que vous connoissiez quelle est cette Femme à laquelle vous témoignez tant d'affection, & que vous craignez tant de perdre. Certainement, je me ressouviens avec une parfaite reconnaissance, du grand soin que vous avez pris de moi : mais il ne me seroit pas possible de vous marquer cette reconnaissance comme je le ferois, quand même Dieu prolongeroit ma vie autant que pas une des vôtres.

Dès que je fus assise sur le Trône, me ressouvenant des grâces infi-

mies

nies que j'avois reçues de la bonté de Dieu, mon premier soin fut de rétablir la pureté du Culte divin & la Religion dans laquelle j'étois née, où j'avois été élevée, & dans laquelle j'espère aussi de mourir. Quoique j'aye rencontré beaucoup de difficultez au dedans, & beaucoup d'envie & de jalousie au dehors, de la part de divers Princes, qui me vouloient du mal à cause de ce changement, je n'en ai pas été découragée, sachant bien que Dieu, que j'ai eu seul en vue, pourroit défendre, & moi & ma Cause. C'est de là qu'ont pris naissance tant d'attentats qu'on a faits contre moi, & tant de Conspirations, que je ne puis assez m'étonner de ce que je suis encore en vie. Mais Dieu, qui a été mon support, m'a secourue au-delà de mes esperances. Depuis ce tems-là, pour acquérir l'art de regner, j'ai considéré en moi-même, quelles étoient les qualitez les plus convenables aux Rois, & j'ai trouvé que ces quatre Vertus leur étoient principalement nécessaires, la Justice, la Temperance, la Sagesse, & la Valeur. Pour les deux dernières, mon sexe ne me permet pas de me les attribuer. Mais à l'égard des deux premières, comme plus à la portée des Femmes, j'ose dire sans vanité, que je n'en ai pas été dépourvue. J'ai agi avec une égale équité, envers les Petits & envers les Grands. Je n'ai point avancé de gens indignes. Je n'ai pas été trop crédule, & je n'ai point jugé avec précipitation, avant que d'être instruite des droits des Parties. Je ne veux pourtant pas assurer, que plusieurs choses ne m'aient été mal rapportées par des gens prévenus ou partiaux: car le Prince le meilleur & le plus scrupuleux ne laisse pas d'être souvent abusé, parce qu'il ne peut pas tout entendre. Mon jugement a toujours penché du côté de la vérité, autans qu'il m'a été possible, & selon l'avis de celui qui exhortoit son ami à ne répondre jamais qu'après avoir répété l'Alphabet, je me suis gardée de rien faire avec précipitation.

Pour ce qui regarde vos conseils, je reconnois qu'ils sont exquis, prudents, & pleins de prévoyance pour ma conservation: qu'ils partent de cœurs si sinceres, & si affectionnez à mon service, que c'est à moi à faire mes efforts pour n'être point ingrate envers des gens qui méritent toute mon affection. Mais quant à votre demande, je vous conjure de vous contenter d'une réponse sans réponse. J'approuve votre avis, & j'en conçois toutes les raisons: mais excusez, je vous prie, la perplexité où je me trouve. Que mon affection vous soit agreable, aussi bien que cette réponse, si tant est que vous la regardiez comme telle. Si je dis que je ne veux pas vous accorder ce que vous me demandez, je dirai peut-être plus que je ne pense. Si je dis que je vous l'accorderai, je me précipiterai peut-être moi-même dans ma ruine. Mais je me persuade que vous ne le soubaitiez pas, tant j'ai de confiance en votre sagesse, si vous considerez bien les conjonctures du tems, & les manieres des hommes.

Ce Discours, qui étoit de même nature & dans le même esprit que le précédent, n'étoit pas pour répondre à la demande des deux Chambres, comme la Reine elle-même le reconnoissoit; mais uniquement

ELISA-
BETH.
1586.

Remarques
sur ce Dis-
cours.

ELISABETH. 1586. pour faire comprendre aux Anglois, quelle imprudence il y auroit à risquer la vie d'une si bonne Reine, pour sauver celle de Marie. Elle vouloit paroître dans une grande perplexité, & ne laissoit pourtant pas de faire entendre qu'elle étoit toute résolue. En effet, puisqu'elle préferoit le bien de ses Sujets à toute autre chose, & que la mort de Marie leur étoit absolument nécessaire, quel pouvoit être le sujet de ses doutes? En comparant les raisons qui la faisoient pancher du côté de la clémence, avec celles qui regardoient sa propre sûreté, il ne falloit pas être fort habile pour juger de quel côté elle se tourneroit, quoiqu'elle voulût paroître irrésolue. Ainsi, dans ce Discours, comme dans le précédent, son unique but étoit, de faire accroire au Public, qu'elle ne cedit qu'à regret aux instances du Parlement, quoiqu'elle se gardât bien d'opposer aucune forte raison à ces instances. Mais ses actions firent encore mieux connoître que ses discours, ce qui se passoit dans son ame.

Le Parlement est prorogé.

Immédiatement après qu'elle eut rendu cette réponse sans réponse, le Parlement fut prorogé, de peur sans doute qu'il ne prit ces prétendues perplexités au pied de la lettre, & qu'il ne cherchât des expédients pour sauver la Reine d'Ecosse. Après la démarche qu'il avoit faite, Elisabeth n'avoit plus besoin de lui; & en faisant exécuter la Sentence, elle pouvoit dire qu'elle ne s'étoit rendue qu'aux pressantes sollicitations des deux Chambres. Peut-être trouvera-t-on étrange que je décide ainsi d'une chose aussi difficile à connoître, que les sentimens intérieurs d'Elisabeth. Mais il me semble qu'on peut tirer, tant de ses actions que de ses paroles, des preuves très évidentes, qu'en toute cette affaire, elle agit avec une extrême dissimulation.

On informe Marie de la Sentence.

Peu de jours après la prorogation du Parlement, le Lord *Buckhurst* & *Beal* furent envoyés à la Reine d'Ecosse. Ils avoient ordre de l'informer, que les Juges l'avoient condamnée à mort, que le Parlement avoit approuvé la Sentence & en avoit demandé l'exécution, & qu'il avoit jugé que si elle demeurait en vie, la Religion établie en Angleterre ne pouvoit pas subsister. Elle reçut cette nouvelle avec beaucoup de fermeté, & sembla même triompher de ce que la Religion étoit la cause de sa mort. Elle dit ensuite, avec quelque émotion, qu'il n'étoit pas étrange que les Anglois, qui avoient souvent ôté la vie à leurs Souverains, traitassent de la même manière une Princesse du Sang Royal.

L'Ambassadeur de France sollicite en sa faveur.

L'*Amboispine*, Ambassadeur de France, qui étoit entièrement dévoué à la Maison de Guise, arrêta pour quelques jours la publication de la Sentence, par ses sollicitations. Mais enfin, elle fut publiée dans Londres par ordre exprès de la Reine, qui n'oublia pas de faire connoître au Peuple, qu'elle n'y avoit consenti qu'aux pressantes instances du Parlement. L'Ordre de la Reine sur ce sujet, contenoit une espee de Préface, où elle disoit, qu'ayant été informée des machinations de la Reine d'Ecosse, les Seigneurs de son Conseil, & plusieurs autres

La Sentence est publiée dans Londres.

autres, l'avoient instamment suppliée de la mettre en Justice, & de la faire juger de la maniere la plus honorable. Que sur ces instances, elle avoit fait expédier une Commission à quarante-deux Seigneurs, dont trente-six s'étoient rendus à *Fotheringay*, & qu'après un examen très exact, ils avoient donné leur Sentence de cette maniere: *Que Marie avoit violé le Statut fait l'année précédente.* Que le Parlement ayant examiné la Sentence & les preuves sur lesquelles elle étoit fondée, en avoit demandé l'exécution, malgré les fréquentes instances qu'elle avoit faites pour faire en sorte qu'on cherchât d'autres moyens. Qu'ainsi, touchée de son propre intérêt & de celui du Royaume, elle avoit ordonné que la Sentence fût notifiée à ses bons Sujets.

ELISABETH.
1586.

Marie ayant reçu la nouvelle de cette publication, comprit aisément qu'il n'y avoit point de grace à espérer. Elle écrivit une longue Lettre à Elisabeth, pour lui demander certaines grâces touchant son Exécution, son Enterrement, & ses Domestiques. Mais il est incertain si cette Lettre fut rendue. Le Roi d'Ecosse écrivit aussi à Elisabeth, & lui envoya le Lord Gray & Robert Melvil, pour implorer sa clemence en faveur de la Reine sa Mere, mais ce fut sans aucun succès. On prétend même que le Lord Gray, qui depuis plusieurs années étoit attaché aux intérêts d'Elisabeth, après l'avoir publiquement sollicitée de faire grace à Marie, lui conseilla en particulier de se défaire d'elle, disant, que quand elle seroit morte, elle ne mordroit plus.

Lettre de Marie à Elisabeth.

Le Roi d'Ecosse intercede pour sa Mere.

Henri III. envoya aussi le Président de Bellievre en Angleterre, pour solliciter Elisabeth en faveur de la Reine condamnée. L'Ambassadeur s'acquitta de cette Commission, en homme qui sembloit desirer avec beaucoup d'ardeur de réussir. Il présenta un long Mémoire qui fut rendu public, contenant les raisons les plus fortes qu'il put imaginer, pour porter Elisabeth à épargner cette Reine infortunée, & la Reine répondit à ce Mémoire, par des Apotilles à la marge de chaque article. La substance des réponses étoit, que les choses étoient venues à un tel point, qu'il falloit que l'une ou l'autre des deux Reines pérît, & qu'Elisabeth se flattoit, que le Roi de France n'avoit pas moins à cœur ses intérêts que ceux de Marie. Mais s'il en faut croire du *Maurier*, dans la Préface qu'il a mise à la tête des Mémoires de son Pere, l'Ambassadeur jouoit là une Comédie dont le Public & les amis de Marie étoient les dupes. Il assure qu'il avoit ouï dire à son Pere, que Bellievre avoit des ordres secrets de solliciter la mort de la Reine d'Ecosse, quoiqu'il feignît d'être chargé du contraire (1). Cela ne s'est pas hors d'apparence, vu la situation où les affaires de France se trouvoient alors, & la juste crainte que le Roi avoit conçue des desseins ambitieux du Duc de Guise.

Le Roi de France envoie un Ambassadeur en Angleterre.

Ordres secrets de l'Ambassadeur.

Pen-

(1) Cela même ne fut pas si secret, qu'après la mort du Duc de Guise, Henri III. ne fût accusé par les Ligueurs, d'avoir fait mourir la Reine d'Ecosse.

ELIZABETH.
1587.

Conspira-
tion de l'Amba-
ssadeur de
France con-
tre la Reine.

Annales de
Cambden en
Anglois.

Le Peuple
demande
haute ment la
mort de
Marie.

Pendant que tout le monde étoit dans l'attente des suites de cette Sentence extraordinaire, la Cour découvrit que l'Aubespine, Ambassadeur de France, avoit corrompu deux Assassins pour tuer la Reine. Un de ces scélérats s'étant repenti, & ayant informé les Ministres de ce complot, l'Ambassadeur fut prié de se rendre à la maison du Grand Trésorier, où le Conseil s'étoit assemblé, & on lui confronta les deux témoins. S'il en faut croire Cambden, il se défendit fort mal, s'étant contenté d'alléguer le Privilege des Ambassadeurs, qui les dispensoit de rendre compte de leurs actions à d'autres qu'à leur Maître. Le Grand Trésorier, sans approuver ni contester ce Privilege, lui fit une grave reprimande, & l'avertit de prendre garde à l'avenir de provoquer une Reine déjà trop offensée, & qui étoit en droit & en pouvoir de se venger. Il faut remarquer, que le Traducteur François des Annales de Cambden, a trouvé à propos de passer sous silence tout ce qui regarde cette Conjuraction.

La conjoncture ne permettoit pas qu'on poussât plus loin la recherche des circonstances de ce complot, qui, selon les apparences, n'étoit qu'un effet du zèle outré de l'Ambassadeur pour la Maison de Lorraine. Que fait-on même si ce n'étoit pas un piège qu'on lui tendit pour le faire servir, contre son intention, à hâter l'exécution de la Reine d'Ecosse? Dès que cette affaire fut devenue publique, on entendit crier par-tout, qu'il n'y avoit plus de sûreté pour la Reine pendant que Marie seroit au monde. C'étoit précisément ce que la Cour souhaitoit, afin que le Peuple étant convaincu de la nécessité qu'il y avoit d'exécuter la Sentence, fit moins d'attention à ce qu'il y avoit d'extraordinaire & d'irrégulier. Cambden prétend, qu'Elisabeth étoit encore en suspens, & dans une grande agitation d'esprit, ne pouvant se résoudre à faire mourir une Reine sa proche parente, sur laquelle elle n'avoit aucune juridiction. Il ajoute, qu'on trouva pour-tant le moyen de la déterminer, en faisant courir le bruit, que l'Angleterre alloit être envahie par une Armée étrangère: qu'il y avoit déjà une Flotte Espagnole arrivée dans un Port du Pais de Galles: que le Duc de Guise étoit dans le Pais d'Essex, avec une Armée: que la Reine d'Ecosse s'étoit sauvée de sa prison, & levoit des Troupes dans le Nord: qu'il y avoit divers complots pour tuer Elisabeth, tout prêts à éclater: qu'Elisabeth étoit morte, & qu'on alloit brûler Londres. Ce fut par ces artifices, selon cet Historien, qu'on obtint enfin d'Elisabeth, qu'elle signât un Ordre pour l'exécution de Marie. Pour moi, qui suis persuadé que la mort de cette Reine étoit résolue avant même qu'on la fit comparoitre en Jugement, je crois plutôt, que tous ces bruits étoient répandus par des Emissaires de la Cour, pour épouvanter le Peuple, & pour lui faire comprendre, combien la mort de Marie étoit nécessaire. Il n'y a pas la moindre apparence que la Reine & ses Ministres se laissent abuser par de tels bruits, dont il leur étoit si facile de connoître la fausseté. Mais le but de Camb-

Cambden est d'insinuer qu'Elisabeth étoit convaincue de l'innocence de Marie, & que c'étoit ce qui causoit son agitation. ELISA-
BETH.

Nous voici enfin arrivés au dernier Acte de la Tragédie. On peut bien l'appeler ainsi par rapport à la Reine d'Ecosse, quoiqu'à l'égard d'Elisabeth, ce fût une véritable Comédie, ou du moins, une dissimulation continuée avec tant d'artifice, qu'on a de la peine à comprendre qu'elle ait pu être poussée si loin. J'ai déjà dit, qu'avant qu'Elisabeth fût expédiée la Commission pour juger Marie, plusieurs Seigneurs se jetterent à ses pieds pour la prier d'avoir pitié d'eux & de leur postérité, & de pourvoir, par la mort de Marie, à la sûreté de la Religion & du Royaume. Ensuite, après la Sentence donnée, elle attendit que le Parlement la sollicitât par deux diverses fois, avec un reproche offensant, qu'elle refusoit la Justice à son Peuple. Pour continuer le même jeu, il falloit encore faire quelques façons après la publication de la Sentence, avant que de signer l'Ordre pour l'exécution. Tout cela fut fait: mais ce ne fut pas encore tout. Elisabeth entreprit de faire acroire au Public, que l'exécution s'étoit faite malgré elle, & à son insu, & voici la manière dont elle s'y prit pour en venir à bout.

Davison fut l'instrument dont elle se servit, sans qu'il en fût rien, pour jouer cette espèce de Comédie. Peu de tems avant le Jugement de la Reine d'Ecosse, il avoit été fait Secrétaire d'Etat, & il y a beaucoup d'apparence qu'il ne fut mis dans ce poste que pour le faire tomber dans le piège, & pour le rendre responsable de la mort de Marie. Tous ces bruits dont je viens de parler s'étant répandus dans le Public, & la Reine feignant d'en être effrayée, elle mit entre les mains de Davison un Ecrit signé de sa main & scellé de son Cachet, par lequel elle lui ordonnoit de faire dresser un Ordre pour l'exécution de la Reine d'Ecosse, & d'y appliquer le Grand Sceau. Mais en même tems, elle lui commanda de garder cet Ordre, sans le communiquer à personne. Il falloit pourtant que le Grand Chancelier en fût instruit, à moins qu'elle n'eût tiré le Grand Sceau d'entre ses mains, pour le confier à Davison, ce qui ne seroit pas sans exemple. Quoi qu'il en soit, dès le lendemain, elle fit dire à Davison par Kilgrew, de hâter l'expédition de cet Ordre. Sur cela, Davison alla trouver la Reine, & lui dit, que l'Ordre étoit déjà expédié & scellé; de quoi elle se mit dans une grande colère, & lui dit, qu'il s'étoit trop hâté. Cet Ordre, qui étoit daté du 1. de Février, étoit adressé aux Comtes de *Shrewsbury*, de *Darby*, de *Kent*, de *Northumberland*, pour faire exécuter la Reine d'Ecosse en leur présence. Cependant, quoique la Reine eût paru fâchée contre le Secrétaire, de ce qu'il s'étoit trop hâté, elle laissa l'Ordre entre ses mains, sans lui dire ce qu'il en devoit faire. Cela le mit dans un extrême embarras, puisque dans les démarches opposées que la Reine avoit faites à l'égard de cet Ordre, elle ne lui avoit pas fait connoître quelle

Elle fit
tomber le
Secrétaire
Davison
dans un
piège.

ELISA- quelle étoit son intention. Dans l'incertitude où il se trouvoit à cet
BETH. égard, il prit le parti de communiquer ce qui se passoit à un des Con-
 1587. seillers Privez, qui fut d'avis d'en informer les autres Membres du
 Conseil, afin de ne rien faire à la volée; & Davisson donna dans ce
 piège. Sur cela, le Conseil s'étant assemblé, il y fut résolu tout d'u-
 ne voix, de faire exécuter l'Ordre, quoiqu'il n'y eût rien de plus ai-
 sé que d'avertir la Reine de l'embarras où l'on se trouvoit. Pour cet
 effet, on le mit entre les mains de *Beal*, qui prit soin d'en informer
 les quatre Seigneurs qui y étoient commis, & partit pour Fothering-
 gay avec deux Exécuteurs. Certainement, il est bien difficile de se
 persuader qu'une vingtaine de Conseillers Privez, parmi lesquels se
 trouvoient les Ministres de la Reine & les intimes Confidens, eussent
 entrepris de faire exécuter cet Ordre à son insu, s'ils n'eussent pas
 été persuadés qu'en cela ils se conformoient à sa volonté: d'autant
 plus que Davisson ne leur avoit communiqué ce secret, qu'à cause de
 l'incertitude où il étoit touchant l'intention de la Reine.

Après le départ de *Beal*, la Reine dit à Davisson, qu'elle avoit
 changé de pensée. Ce devoit être là comme un coup de foudre contre
 le Conseil, qui avoit envoyé faire l'exécution de sa propre autorité;
 & néanmoins, on ne prit aucune mesure pour rappeler *Beal*, quoi-
 qu'il y eût sept jours d'intervalle entre son départ & l'exécution de
 Marie. Mais ce qu'il y a encore de plus étrange, c'est que pendant
 ces sept jours, quoique la Reine eût témoigné qu'elle avoit changé
 de pensée, aucun de ses Conseillers ou de ses Ministres ne s'avila de
 l'informer de ce qui se passoit. Cela marque assez clairement, qu'on
 favoit fort bien qu'elle ne vouloit pas en être informée.

La Reine
 d'Ecosse est
 décapitée.

Quoi qu'il en soit, les quatre Seigneurs, nommez Commissaires
 pour voir faire l'exécution, s'étant rendus à Fotheringay, avertirent
 d'abord la Reine Marie de se préparer à la mort, & dès le lendemain
 28. de Février, ils lui firent couper la tête. Je n'entrerai point ici
 dans le détail de toutes les circonstances de cette Tragédie. Il suffit
 de dire en un mot, qu'elle mourut avec beaucoup de constance, &
 dans un attachement inviolable à sa Religion. Le Comte de Kent lui
 ayant dit que sa vie seroit la mort de la Religion Protestante en An-
 gleterre, elle triompha de cet aveu, & dit, qu'on l'avoit condamnée
 comme coupable d'avoir voulu faire assassiner la Reine d'Angleterre;
 & que néanmoins, le Comte de Kent venoit de lui dire, qu'on la
 faisoit mourir pour la Religion, de quoi elle se glorifioit. S'il en faut
 croire *Cambden*, elle protesta qu'elle n'avoit rien su des pratiques de
Babington, & qu'on avoit suborné ses Secretaires pour lui faire per-
 dre la vie.

Elisabeth en
 témoigne
 une grande
 affliction.

La nouvelle de cette exécution ayant été portée à Elisabeth, elle
 en témoigna un extrême déplaisir. Les soupirs, les larmes, les re-
 grets, les lamentations, furent les marques qu'elle donna de son afflic-
 tion, qui paroissoit démesurée. Elle chassa les Conseillers Privez de sa
 pré-

présence, & ordonna qu'ils fussent examinez dans la Chambre Etoilée, ELISA-
 & que Davisson fût poursuivi criminellement pour sa desobeissance. BETH.
 Peu de jours après, elle écrivit au Roi d'Ecosse la Lettre suivante, qui 1587.
 lui fut portée par Carew.

MON TRES-CHER FRERE,

Plût à Dieu que vous pussiez connoître, sans le sentir, de quelle extrême Lettre d'Elisabeth au Roi d'Ecosse.
 douleur mon cœur se trouve accablé, pour le lamentable événement arrivé
 contre ma volonté ! Mais parce que mon cœur abhorre un si triste récit,
 vous l'apprendrez de mon Cousin Carew (1). Je vous conjure d'être per-
 suadé, que comme plusieurs gens de bien sont témoins de mon innocence, si
 je l'avois commandé, je ne le nierois pas. Je n'ai pas une ame assez lâche
 pour craindre de faire une chose juste, ou pour la desavouer après l'avoir
 faite. Mais, comme il est honteux aux Princes de desavouer par leurs pa-
 roles, les sentimens de leur cœur, je ne m'efforcerais jamais de déguiser mes
 actions, mais je les laisserai paroître dans leurs plus vives couleurs. Sa-
 chez comme une chose certaine, que comme ceci n'est pas arrivé par ma
 faute, si j'avois eu intention de l'exécuter, je ne l'imputerois pas à d'au-
 tres. Mais je ne puis pas prendre sur moi, ce qui ne m'est jamais entré
 dans l'esprit. Le porteur de cette Lettre vous expliquera mes sentimens
 sur ce sujet. Je souhaite seulement que vous soyez persuadé, que personne
 n'a une plus sincère affection pour vous, & n'a plus vos intérêts à cœur,
 que moi. Si quelqu'un veut vous persuader le contraire, soyez certain qu'il
 a moins d'affection pour vous, que pour d'autres. Dieu vous conserve long-
 tems en bonne santé !

Pendant que Carew étoit en chemin, Davisson fut cité à la Cham-
 bre Etoilée, pour répondre à l'accusation de mépris & de desobeissan-
 ce, intentée contre lui. Cette accusation portoit, qu'il avoit méprisé
 les Ordres de sa Reine, violé son Serment de fidélité, & négligé les
 devoirs de sa Charge. Que la Reine ne voulant point, par des raisons
 à elle seule connues, que la Reine d'Ecosse, quoique condamnée à
 mort, fût exécutée, avoit pourtant, pour éviter certains dangers,
 ordonné qu'on expédiât l'Ordre pour l'exécution, & le lui avoit con-
 fié, en lui commandant de le tenir secret ; mais que lui, oubliant son
 devoir, l'avoit communiqué au Conseil, & l'avoit fait exécuter à
 l'insu de la Reine.

Davisson répondit, qu'il lui étoit extrêmement fâcheux de se voir
 accusé de mépris envers la Reine, qui l'avoit comblé de bienfaits.
 Qu'il aimoit mieux se déclarer lui-même coupable des crimes dont
 on l'accusoit, que de contester contre Sa Majesté, puisqu'il ne pour-
 roit se justifier, sans manquer au respect & à la fidélité qu'il lui
 devoit. Il protesta néanmoins, qu'il n'avoit failli que par ignorance,
 & qu'il étoit persuadé qu'il n'avoit rien fait contre l'intention de la
 Reine. Quant au reproche qu'elle lui avoit fait, de s'être trop hâté
 dans

(1) Il étoit son parent, du côté d'Anne de Bollen sa mere.

ELISA- dans l'expédition de l'Ordre, il dit, qu'elle lui avoit fait entendre obs-
BETH. curément, mais qu'elle n'en avoit pas expressément commandé, de
 1587. n'en rien dire à personne; & qu'il n'avoit pas cru violer le secret, en
 ne le communiquant qu'au Conseil. Par rapport à ce dont on l'accu-
 soit encore, de n'avoir pas convoqué l'Ordre, après qu'elle lui eut dit
 qu'elle avoit changé de pensée, il protesta, que l'avis unanime de tous
 les Conseillers Privez avoit été, qu'il falloit faire exécuter l'Ordre sur
 le champ, de peur que la Reine & l'Etat ne souffrissent quelque pré-
 judice d'un trop long délai.

Sentence
 contre lui.

Après qu'il eut cessé de parler, les Avocats de la Reine le pres-
 rent sur sa propre confession, & sur ce que le Grand Trésorier avoit
 témoigné, qu'ayant douté que la Reine eût véritablement consenti
 à l'exécution de l'Ordre, Davison lui avoit affirmé que c'étoit son
 intention. Alors Davison fondant en larmes, pria les Avocats de ne
 le pas presser davantage, & de considérer, que ce n'étoit pas à lui à
 disputer contre la Reine. Il ajouta, qu'il s'en rapportoit à la con-
 science de Sa Majesté, & qu'il se soumettoit à la censure de ses Juges.
 Ensuite, il se fit plusieurs Discours, dont les uns tendoient à aggraver
 la faute de l'accusé, & d'autres à faire voir qu'il n'avoit agi que par
 imprudence. Enfin, il fut condamné à une amende de dix-mille li-
 vres sterling, & à tenir prison tout autant de tems que la Reine le
 trouveroit à propos. Le Baron de Lumley, dans le Discours qu'il fit
 en cette occasion, ne se contenta pas de blâmer Davison, mais ac-
 cusant principalement tout le Conseil, il dit, que c'étoit une chose
 inouïe & sans exemple, que des Conseillers Privez, au milieu du Pa-
 lais de la Reine, & ayant un libre accès auprès d'elle, eussent entre-
 pris une telle chose sans lui en parler; & que si son propre Fils. étoit
 coupable d'une telle faute, il seroit le premier à le condamner. Mais
 l'intention de la Reine n'étoit pas de punir les Conseillers, qui vrai-
 semblablement n'avoient agi que par ses ordres secrets. Aussi, pour
 éviter des reproches pareils à ceux que le Baron de Lumley leur avoit
 faits, le Garde du Sceau Privé dit à l'Assemblée, que la Reine, mue
 d'une juste colere, avoit d'abord ordonné que la conduite des Conseil-
 lers fût examinée à la rigueur; mais que, reconnoissant qu'ils n'avoient
 failli que par un excès de zèle pour elle & pour le Royaume, elle leur
 accordoit leur pardon. Ainsi, Davison fut le seul sacrifié, quoique
 le Conseil fût encore plus coupable que lui, supposé qu'il eût agi con-
 tre l'intention de la Reine. Davison demeura longtems en prison,
 sans pouvoir obtenir d'autre faveur que quelques pré lens d'argent, que
 la Reine lui envoyoit de tems en tems pour sa subsistance.

Cambden, qui n'a pas eu en vue d'excuser Elisabeth dans tout ce qui
 regarde la Reine d'Ecosse, a inferé dans ses Annales, une Apologie
 que Davison, étant en prison, adressa lui-même au Secrétaire Wal-
 singham, sur laquelle il a laissé à son Lecteur la liberté de porter son
 ju-

jugement, évitant d'y faire lui-même aucune réflexion. Cette Apologie étoit conçue en ces termes.

„ Avant le départ des Ambassadeurs de France & d'Ecosse, la
 „ Reine m'ordonna de lui présenter l'Ordre que j'avois dressé pour
 „ l'exécution de la Reine Marie. Je le lui mis en main, & elle le
 „ signa très volontiers, m'ordonnant en même tems d'y appliquer
 „ le Grand Sceau. Elle me dit ensuite, vous montrerez ceci à Wal-
 „ lingham qui est déjà malade, & qui mourra sans doute, quand il
 „ le verra. Elle ajouta, qu'elle avoit différé cette affaire, pour ne
 „ pas donner lieu de croire qu'elle agissoit avec violence; mais qu'elle
 „ en connoissoit parfaitement la nécessité. Après cela, elle témoigna
 „ être fort en colere contre *Amias Pawlet*, & contre le Chevalier
 „ *Drury*, de ce qu'ils ne lui avoient pas épargné cet embarras, & vou-
 „ lut qu'on s'informât de la cause de leur délai.

„ Le jour d'après que le Grand Sceau fut mis à l'Ordre, elle me
 „ fit défendre par Kiligrew, de l'y mettre; & comme j'allai l'in-
 „ former que la chose étoit déjà faite, elle me gronda de ce que j'a-
 „ vois été si diligent, disant, qu'on auroit pu trouver d'autres moyens.
 „ Je lui répondis, que les moyens les plus justes étoient toujours les
 „ plus assurés. Mais craignant qu'elle ne rejetât tout le blâme sur
 „ moi, comme elle avoit fait autrefois à l'égard de Mylord Burgh-
 „ ley lors de la mort du Duc de Norfolk, je découvris l'affaire au
 „ Chevalier Hatton, en lui protestant qu'à l'avenir, je me garderois
 „ bien de m'emêler dans des affaires si délicates. Hatton en informa d'a-
 „ bord le Grand Trésorier, & celui-ci, les autres Conseillers Privez,
 „ qui furent tous d'avis de faire hâter l'exécution, se chargeant tous,
 „ comme il étoit bien juste, de la faute, s'il y en avoit. Selon cette
 „ résolution, Beal fut dépêché sur le champ, avec l'Ordre. Le troi-
 „ sieme jour d'après, la Reine disant qu'elle étoit toute troublée à
 „ cause d'un songe qu'elle avoit eu, je lui demandai, si elle avoit
 „ changé de pensée. Elle me répondit, qu'on auroit pu trouver
 „ d'autres moyens. Ensuite, elle s'informa si j'avois eu réponse d'A-
 „ mias Pawlet. Je lui fis voir la Lettre de Pawlet, dans laquelle il
 „ disoit qu'il ne pouvoit se charger de l'exécution, parce que c'étoit
 „ une chose injuste. Alors elle se mit en colere, & dit, que Pawlet
 „ & ses compagnons étoient des gens sans foi & parjures, puisqu'ils
 „ avoient promis de grandes choses, & qu'ils refusoient de les exé-
 „ cuter; mais qu'elle trouveroit d'autres gens qui s'en chargeroient pour
 „ l'amour d'elle. Sur cela, je lui représentai combien il seroit hon-
 „ teux, & même dangereux, pour Pawlet & Drury, de se charger
 „ d'une telle action: que si elle l'approuvoit après qu'elle seroit faite,
 „ sa reputation en souffriroit extrêmement; & que si elle la désa-
 „ vouoit, elle ruineroit pour jamais deux hommes de mérite, avec
 „ toute leur Posterité. Pour conclusion, le même jour que la Reine

Ggg 2

ELISA-
 BETH.
 1587.
 Apologie
 de Davillon
 écrite par
 lui-même.

d'E-

ELISABETH. d'Ecosse mourut, la Reine me gronda en badinant, de ce que la chose n'étoit pas encore faite.

BETH. Si cette Apologie est véritable, on ne peut pas demander une preuve plus convainquante de la dissimulation d'Elisabeth. Il ne s'agissoit pas de la mort de Marie, elle étoit toute résolue; mais de la maniere de la mort. Il paroît par l'Ecrit qu'on vient de voir, qu'Elisabeth auroit souhaité que les deux Gardes de la Reine d'Ecosse lui eussent ôté la vie, afin de pouvoir s'en disculper elle-même; ce qu'elle n'auroit pas manqué de faire, en les faisant mourir tous deux. Il ne reste qu'un scrupule sur ce sujet: c'est qu'on ne fait ceci que par Cambden, dont le témoignage ne peut pas passer pour bien certain.

Le Roi d'Ecosse témoigne d'abord beaucoup de ressentiment.

Le Roi d'Ecosse ayant reçu la nouvelle de la mort tragique de la Reine sa Mere, en marqua d'abord un très vif ressentiment. Ses premières pensées le porterent d'abord à la vengeance. Les Etats d'Ecosse, qui étoient alors assembles, lui promirent leur secours; & il n'y avoit pas faute de gens autour de lui, qui l'incitoient à s'unir avec le Pape, la France & l'Espagne, pour venger un si grand outrage. D'autres lui conseilloyent de ne pas rompre avec l'Angleterre, de peur d'exposer aux événements douteux de la Guerre, les droits certains qu'il avoit sur la Couronne de ce Royaume; d'autant plus, que les Anglois ne demanderoient peut-être qu'un prétexte pour empêcher un Prince Ecossois de monter sur le Trône d'Angleterre, & qu'il falloit bien se garder de le leur fournir. L'opinion de quelques autres étoit, qu'il devoit observer une exacte neutralité à l'égard des deux Religions, afin de se tenir toujours en état de profiter des événements que le tems pourroit amener. Carew étant arrivé peu de tems après, le Roi refusa de lui donner audience, & ce ne fut pas sans de grandes difficultez, qu'on le fit consentir à recevoir la Lettre que cet Envoyé lui portoit. On voit pourtant dans les Mémoires de Melvil, que certains Seigneurs de la Cour d'Ecosse avoient écrit en Angleterre, que quand on feroit mourir la Reine Marie, le Roi son Fils n'en auroit pas beaucoup de ressentiment; & en effet, Melvil assure, qu'il en fut bien-tôt consolé. Lorsqu'Elisabeth eut appris que la douleur de ce Prince commençoit à se rallentir, elle fit agir quelques-uns de ceux en qui il avoit le plus de confiance, qui lui représenterent, qu'en l'état où l'Ecosse se trouvoit, il n'y avoit pas lieu d'espérer, qu'une Guerre contre l'Angleterre pût être suivie d'un heureux succès: que s'il prétendoit s'appuyer sur un secours étranger, il pouvoit apprendre par la malheureuse expérience que la Reine sa Mere en avoit faite, combien ce secours étoit incertain. Que le Roi de France, bien loin de le favoriser, avoit intérêt d'empêcher que les deux Royaumes de la Grande Bretagne ne fussent unis sous une même domination. Qu'il s'opposeroit même, autant qu'il dépendroit de lui, au succès de ses armes, de peur qu'après avoir réussi, il n'adistât le Duc de Guise

Représentations faites à ce Prince.

Guise qui aspirait à la Couronne. Que le Roi d'Espagne, en seignant de le vouloir assister, ne travailleroit que pour lui-même, à cause des prétentions, quoique mal fondées, qu'il avoit sur la Couronne d'Angleterre, comme descendant de la Maison de Lancastre. Que même, la Reine sa Mere avoit fait un Testament, la veille de sa mort, par lequel elle l'excluoit de sa Succession, en cas qu'il persévérât dans la Religion Protestante, & nommoit Philippe II. pour son Héritier, & que ce Testament avoit été envoyé en Espagne. Qu'il ne falloit donc pas esperer de secours de Philippe, mais plutôt, le regarder comme un ennemi. Enfin, que s'il faisoit la Guerre à Elisabeth, & que le Parlement fit un Acte contre lui, il couroit risque de se voir pour jamais exclus d'une riche Succession, qui ne pouvoit pas lui manquer pourvu qu'il se tint en repos. On ajouta encore à toutes ces raisons, qu'Elisabeth avoit de l'affection pour lui, & qu'outre cela, elle se feroit un honneur & un devoir de reparer l'injure faite à la Mere, en laissant sa Couronne au Fils, pourvu qu'il ne lui donnât point d'occasion d'en user d'une autre manière. Ces représentations firent leur effet. Jaques comprit, qu'il avoit un grand intérêt de ménager Elisabeth, & cela, joint à la Sentence donnée contre Davison qui lui fut envoyée, étouffa tellement son ressentiment, qu'il n'en donna plus aucune marque.

ELISABETH.
1587.

Il se console.

Cependant, Elisabeth ayant appris que le Roi d'Espagne faisoit de grands préparatifs pour attaquer l'Angleterre, envoya *Drack* avec une bonne Flotte, sur les côtes d'Espagne, avec ordre de brûler tous les Vaisseaux Espagnols qu'il rencontreroit. La premiere Expédition de cet Amiral fut au Port de Gibraltar, où il brûla plus de cent Vaisseaux chargez de vivres & de munitions, & un grand Gallion nommé *Raguse*, qui étoit rempli de riches marchandises. Ensuite, ayant tourné vers le Cap St. Vincent, il fit beaucoup de dommage aux habitans des Côtes; après quoi il se rendit à l'embouchure du Tage, où il provoqua vainement le Marquis de Ste. Croix, en pillant ou brûlant tous les Vaisseaux qu'il trouva le long des Côtes. Dès qu'il n'eut plus rien à faire de ce côté-là, il tourna le cap vers les Isles Açores, & rencontra sur sa route, une riche Caraque, nommée le *St. Philippe*, qui revenoit des Indes Orientales, dont il s'empara. Les vivres & les munitions que les Espagnols avoient perdues à Gibraltar, la prise du Gallion & de la Caraque, & les autres dommages qu'ils avoient soufferts, mirent Philippe dans la nécessité de différer jusqu'à l'année suivante, l'Expédition qu'il avoit projetée contre l'Angleterre. Dans le tems que *Drack* agissoit en Europe contre l'Espagne, *Covendish* en faisoit autant en Amerique, étant entré dans la Mer du Sud par le Détroit de *Magellan*. Il pilla sans opposition, les Côtes du Chili & du Perou, & causa beaucoup de dommage aux Espagnols en ces quartiers-là.

La Reine
envoie une
Flotte contre
l'Espagne.
*Annales de
Cambden.*

J'ai laissé, sur la fin de l'année précédente, le Comte de Leicester
GGG 3

Les Etats
des Provin-
ces Unies se
retour-

ELIZABETH. retournant en Angleterre, après avoir commencé à mettre en train le projet qu'il avoit formé de le rendre Souverain des Provinces-Unies, en y fomentant le trouble & la division. Avant son départ, les Etats avoient commencé à s'appercevoir de ses desseins, & les ordres qu'il avoit laissés en partant, & que les Officiers qui dépendoient de lui exécutoient ponctuellement, acheverent de les confirmer dans leurs soupçons. Cela fut cause qu'ils envoyèrent des Ambassadeurs à Elisabeth, pour le plaindre de lui: mais son crédit, & l'affaire de la Reine d'Ecosse, qui tenoit alors la Cour occupée, empêchèrent qu'on n'expédiât les Ambassadeurs aussi promptement qu'ils le souhaitoient. Il arriva même dans cet intervalle, que *Stanley & Torck*, qui tenoient du Comte de Leicester les Gouvernemens de Deventer & d'un Fort tout proche de Zutphen, livrerent ces deux Places au Duc de Parme. Ainsi, les Etats n'ayant plus aucune confiance en ce Général, donnerent le commandement de leur Armée au Comte Maurice de Nassau, second Fils du feu Prince d'Orange. Ils firent encore d'autres démarches qui marquoient assez clairement, qu'ayant découvert les desseins du Comte de Leicester, ils ne vouloient pas souffrir qu'il les exécutât. Dans ces entrefaites, le Duc de Parme ayant assiégé l'*Ecluse*, le Comte retourna d'Angleterre pour lui faire lever le Siegé: mais il n'eut pas le bonheur de réussir. Enfin, voyant qu'on se déshoit par-tout de lui, il prit la résolution d'exécuter par la force, le projet qu'il avoit formé. Pour cet effet, il voulut se rendre maître de plusieurs Places à la fois, dans le cœur du Pais, afin de tenir tout le reste en bride. Mais l'entreprise qu'il avoit formée pour surprendre *Leiden* ayant été découverte à tems, toute correspondance entre lui & les Etats fut entièrement rompue. Ainsi, la Reine se vit obligée de le rappeler, & d'envoyer en sa place le Baron de *Wiltoughby*, mais sans aucune autre autorité, que de commander les Troupes Angloises. Alors les Etats donnerent au Comte Maurice, la Charge de Capitaine Général.

Le Comte
entreprind
de se rendre
maître de
plusieurs Vil-
les.

Il est rappel-
lé.

Philippe II.
se prépare à
attaquer
l'Angleterre.

Fondement
de ses droits
sur l'Angle-
terre.

Cependant, le Roi d'Espagne, toujours attentif au projet d'attaquer l'Angleterre, continuoît à faire des préparatifs extraordinaires. C'étoit un dessein formé depuis qu'on avoit persuadé à la Reine d'Ecosse, de lui transporter les droits qu'elle avoit sur ce Royaume, comme étant l'unique moyen d'y rétablir la Religion Catholique. Selon la maxime reçue dans l'Eglise Romaine, qu'un Hérétique est indigne & incapable de posséder une Couronne, Philippe II. se croyoit en droit de prétendre à celle d'Angleterre, comme étant le plus prochain Prince Catholique descendu de la Maison de Lancastre. Mais, afin qu'on pût mieux connoître le fondement de ses prétentions, il est bon de jeter les yeux sur sa Généalogie, qui fait voir qu'il descendoit des deux Filles de Jean de Gand Duc de Lancastre, troisième Fils d'Edouard III. C'étoit donc sur cette descendance, sur le Transport & sur le Testament de la Reine d'Ecosse, qu'il avoit formé le projet de conquérir l'Angleterre. Elisabeth ne l'ignorant pas, prenoit

de son côté, toutes les précautions possibles pour se mettre en état de défense, & chacun d'eux couvroit ses préparatifs de divers prétextes. Pour amuser Elisabeth, Philippe lui fit proposer d'être Médiatrice pour faire la Paix entre lui & les Provinces revoltées des Pays-Bas. Elisabeth connut parfaitement le but de Philippe, & pour l'amuser à son tour, elle accepta la médiation, dans l'esperance que cette négociation lui donneroit encore plus de tems pour se préparer. Elle fit donc proposer aux Etats, de faire la Paix avec l'Espagne, en leur faisant entendre, qu'ils ne pouvoient refuser d'entrer en négociation, sans se charger du blâme de continuer la Guerre par pure opiniâtreté. Au reste, elle leur promettoit d'avoir leurs intérêts à cœur comme les siens propres. Mais les Etats refuserent absolument d'entrer en traité, ayant reconnu par plusieurs expériences, que ces négociations leur étoient toujours fatales. Cela n'empêcha pas qu'elle n'envoyât des Plénipotentiaires en Flandre, dans la supposition que les Etats seroient contraints de s'en tenir à ce qu'elle auroit réglé pour eux avec l'Espagne, ainsi qu'elle le faisoit entendre. Trois mois s'écoulerent, avant qu'on pût convenir du lieu où se tiendroient les Conférences. Elisabeth demandoit pour conditions préliminaires, une Amnistie pour les Conféderez : que tous les anciens Privilèges fussent conservez aux Villes des Pays-Bas : que l'ancienne Alliance entre l'Angleterre & l'Espagne fût renouvelée : qu'on lui assignât sur quelque bon fonds, le payement de ce qui lui étoit dû par les Etats ; & que les Troupes de part & d'autre fussent congédiées. Pour ce qui regardoit la Religion, les Espagnols demandoient que le Roi en fût absolument le maître, comme il n'empêchoit pas qu'Elisabeth ne la réglât dans son Royaume, de la maniere qu'elle le trouvoit à propos. Elisabeth n'insistoit pas beaucoup sur cet article, soit qu'elle crût que chaque Souverain avoit droit d'imposer une Religion à ses Peuples, ou que, pour amuser le Roi d'Espagne, elle feignit de se relâcher, pour ne pas porter obstacle à une négociation dont la durée ne pouvoit que lui être avantageuse. Quoi qu'il en soit, elle en étoit venue à ce point, que de se contenter que l'exercice de la Religion Reformée fût souffert pendant deux ans seulement, dans les Provinces Unies. A l'égard des Places dont elle étoit en possession, elle ne refusoit pas de les rendre, pourvu qu'on la remboursât. C'étoit sur ces demandes réciproques, que les Espagnols prenoient soin d'éloigner la conclusion des Articles préliminaires, s'imaginant que l'esperance d'une prompte Paix empêcheroit Elisabeth de se préparer à se défendre de leurs attaques. Ils ne vouloient entrer dans aucun accommodement par rapport à la Religion ; & quant aux dépenses qu'Elisabeth avoit faites pour soutenir les Conféderez, ils prétendoient qu'elles devoient être compensées avec celles qu'elle avoit causées à leur Roi. Enfin, les préparatifs qui se faisoient contre l'Angleterre, dans tous les Ports de la Monarchie d'Espagne, devinrent si publics, que

ELISABETH.
1587.
Elle refuse d'accepter la médiation d'Elisabeth.

Négociation pour la Paix des Provinces Unies avec l'Espagne.
Gruins.

cette

ELISABETH. cette feinte négociation se rompit sans aucun succès, après avoir duré jusqu'au mois de Mars de l'année suivante.

1587. Le Pape s'unit avec Philippe. J'ai déjà parlé des prétentions que Philippe II. avoit sur l'Angleterre & sur l'Irlande. Ferdinand le Catholique, son Bisayeul, n'en avoit pas eu de si apparentes sur les Royaumes de Naples & de Navarre, dont il s'étoit emparé, & qui faisoient encore une partie de la Monarchie d'Espagne. Mais, outre ces prétentions, Philippe faisoit encore valoir une autre chose toute propre à faire illusion au Public. C'étoit un grand zèle pour le rétablissement de la Religion Catholique, dans les trois Royaumes de la Grande Bretagne. Par là, il avoit engagé le Pape Sixte V. à entrer dans ce projet, dont l'exécution devoit être autant glorieuse qu'avantageuse à l'un & à l'autre, & dont néanmoins Philippe devoit faire toute la dépense. Quant à Sixte, il n'avoit à contribuer de son côté, que ce que les Papes ont accoutumé de fournir en semblables occasions, savoir, des Vœux, des Prieres, & des Excommunications. Ce fut donc pour favoriser l'entreprise du Roi d'Espagne, que ce Pontife fulmina contre Elisabeth, une Bulle par laquelle il déloit ses Sujets du serment de fidélité, & donnoit ses Royaumes au premier occupant. C'étoit le Roi d'Espagne, qui étoit déjà prêt à profiter de la faveur du Pape.

Bulle de Sixte V. contre Elisabeth.

Flotte d'Espagne nommée l'*Invincible*.

Préparatifs d'Elisabeth.

Il avoit préparé en Portugal, à Naples, & en Sicile, une Flotte à laquelle on donnoit par avance le nom d'*Invincible*. Elle étoit composée de cent-cinquante gros Vaisseaux, sur lesquels on avoit embarqué dix-neuf-mille hommes, & 2630. pieces de canon. Elle devoit être commandée par le Marquis de *Ste. Croix*: mais cet Amiral étant mort pendant qu'on la préparoit, le Duc de *Medina-Celi* fut nommé en sa place. D'un autre côté, le Duc de Parme avoit fait avancer sur les côtes des Pais-Bas, une Armée de trente-mille hommes, & préparé une grande quantité de Vaisseaux pour la transporter, à dessein de se joindre à la Flotte Espagnole, & de faire descente en Angleterre. Le projet étoit, de poster la Flotte à l'embouchure de la Tamise, pour favoriser les Troupes qui devoient marcher droit à Londres. Elisabeth; qui ne manquoit pas de bons Espions, ayant été informée de bonne heure de ces grands préparatifs, avoit pourvu à la défense de son Royaume, avec beaucoup de soin & de diligence. Elle avoit équipé une Flotte considérable, qui pourtant n'approchoit point de celle d'Espagne, ni pour le nombre ni pour la grandeur des Vaisseaux, & en avoit donné le commandement à *Charles Howard* Baron d'Effingham, qui étoit très entendu dans la Marine. Il avoit pour Vice-Amiraux, *Drack*, *Hawkins*, & *Forbisher*, tous trois des meilleurs Officiers de Mer qu'il y eût alors dans le monde. D'un autre côté, *Henri Seymour*, Fils du feu Duc de Somerset, se tenoit proche des côtes de Flandre, avec quarante Vaisseaux Anglois ou Hollandois, pour empêcher que le Prince de Parme n'allât joindre la Flotte Espagnole. De plus, Elisabeth avoit en Angleterre, une Armée

mée

mée de quarante-mille hommes, dont trois-mille, sous la conduite du Comte de Leicester, étoient postez proche de l'embouchure de la Tamise. Le reste étoit auprès de la Reine, tout prêt à marcher où il seroit jugé nécessaire. Outre cela, il y avoit dans chaque Province, un Corps de Milices bien armées, sous des Chefs qui avoient ordre de se joindre à d'autres, selon que le besoin le demanderoit. Il est certain, qu'il n'y en a point dans le monde, plus propres à un coup de main, que celles d'Angleterre. Ainsi, quand même les Espagnols auroient fait descente, ils auroient trouvé à qui parler. Les Ports avoient été fortifiés tant que le tems l'avoit pu permettre, & il y avoit par-tout des Signaux établis pour faire connoître les lieux où les Troupes devoient marcher. Enfin, il avoit été résolu, que si les Espagnols faisoient descente, on seroit le dégât devant eux, en sorte qu'ils ne pussent avoir pour subsister, que ce qu'ils feroient venir de leur Flotte. C'étoit ce que François I. avoit pratiqué en Provence contre Charles-Quint, avec un succès qui répondit à ses espérances. Ces mesures étant prises, on attendit les ennemis avec une allegresse extraordinaire, quoiqu'il semblât qu'en une pareille conjoncture, tout le monde dût être dans une extrême consternation.

Gependant, Elisabeth n'étoit pas sans inquiétude. Le moment qu'elle avoit toujours craint, étoit enfin arrivé. Il s'agissoit de défendre sa Couronne, sans le secours d'aucun Allié. C'étoit ce qu'elle avoit toujours tâché de prévenir, depuis le commencement de son Regne, par tous les artifices que la Politique avoit pu lui suggerer, en fomentant les Troubles d'Ecosse, en s'alliant avec la France, en feignant de vouloir épouser le Duc d'Anjou, en donnant des secours aux Huguenots de France, & aux Mécontents des Pais-Bas, & enfin, en se désaisant de la Reine d'Ecosse. Tout cela lui avoit réussi jusqu'alors, & quoiqu'environnée d'ennemis, elle avoit trouvé les moyens de les occuper chez eux, & de les empêcher d'attaquer directement l'Angleterre. Mais le tems étoit enfin venu, qu'il falloit exposer ses droits au risque des armes. Quoiqu'en général elle fût aimée de ses Sujets, elle n'ignoroit pas qu'il y avoit beaucoup de mécontents dans son Royaume, & particulièrement parmi les Catholiques. Elle avoit même lieu de craindre, qu'ils ne fussent d'intelligence avec le Roi d'Espagne, pour favoriser son invasion. D'un autre côté, elle n'étoit pas sans inquiétude par rapport à l'Irlande, à cause de la Religion des Irlandois, & des intelligences que le Pape & Philippe II. entretenoient dans cette Isle. Mais son embarras étoit encore plus grand par rapport à l'Ecosse. Elle venoit de faire mourir la Mere du Roi Jacques par la main d'un Bourreau, & si ce Prince se laissoit transporter au désir de se venger, il n'en pouvoit jamais trouver une occasion plus favorable, puisqu'il pouvoit faire une diversion du côté du Nord, pour favoriser la descente des Espagnols à l'autre extrémité du Royaume. Enfin, si elle ne pouvoit pas empêcher les Es-

Embaras
de la Reine.

Tom. VI.

Hhh

pagnols

ELISA- pagnols d'entrer en Angleterre, il falloit nécessairement se résoudre à risquer une Bataille, le Pais n'étant pas propre à pouvoir y mener la Guerre en longueur. Tout cela n'étoit que trop suffisant pour lui inspirer une crainte bien fondée, qu'elle cachoit pourtant avec un extrême soin. Si jamais elle fit paroître de l'habileté, ce fut dans cette importante occasion. Bien loin de témoigner de l'abattement, elle prenoit soin d'encourager ses Sujets par sa contenance, par sa fermeté, par ses manières affables, qui leur faisoient juger qu'elle n'étoit inquiète que pour eux, & que pour ce qui la regardoit, elle ne craignoit point le danger. Cependant, elle pourvoyoit à tout avec une sagesse admirable, & une liberté d'esprit qui est si rare, même parmi les plus grands hommes, & qui lui attiroient l'admiration & les louanges de tout le monde. Quelques uns lui conseilloient de se défaire des principaux Catholiques, ou de les envoyer au-delà de la Mer. Mais elle jugea que ce seroit témoigner trop de crainte; outre qu'il y auroit eu trop d'injustice, à punir des gens sur de simples soupçons. Elle se contenta d'en faire arrêter quelques-uns, & de les faire garder dans un lieu sûr, en les informant néanmoins, que ce n'étoit qu'une simple précaution, qui, bien loin de leur être nuisible, les mettroit à couvert de la violence de leurs ennemis.

Par rapport à l'Irlande, elle envoya ses ordres à Fitz-Williams qui étoit alors Gouverneur de cette Isle, & lui marqua distinctement toutes les précautions qu'il devoit prendre, pour empêcher les Irlandois de se soulever. Mais sur toutes choses, elle prit soin de caresser le Roi d'Ecosse, & de lui faire espérer une reconnaissance parfaite, si en cette occasion il se tenoit inviolablement attaché à la Religion Protestante, & aux intérêts de la Grande Bretagne. Elle lui fit représenter, que, par rapport à l'Angleterre, il devoit regarder le Roi d'Espagne comme un dangereux Compétiteur, & que la perte de l'un des Royaumes de la Grande Bretagne ne pouvoit manquer d'entraîner la perte de l'autre. Mais son inquiétude, par rapport à l'Ecosse, ne fut pas de longue durée, puisqu'elle eut bien-tôt le plaisir d'apprendre, que Jaques, connoissant parfaitement ses véritables intérêts, n'avoit aucune liaison avec le Roi d'Espagne, & qu'il se tenoit même sur ses gardes, de peur d'en être attaqué.

Le Duc de Medina-Celi partit de l'embouchure du Tage avec la Flotte Invincible, le 3. de Juin, & prit sa route vers le Nord. Peu de jours après, une tempête qui survint écarta les Vaisseaux les uns des autres, en sorte qu'ils ne purent se rejoindre ensemble qu'à la Corogne. Cet accident fut cause que le bruit se répandit d'abord dans toute l'Europe, que la Flotte Espagnole étoit entièrement ruinée. Walsingham même, Secrétaire d'Etat, croyoit en avoir des avis si assurés, qu'il écrivit à l'Amiral Howard, qu'il n'y avoit plus rien à craindre pour cette année, & qu'il pouvoit renvoyer dans les Ports, les quatre plus grands Vaisseaux de la Flotte. Mais l'Amiral lui répondit,

Elle caresse
le Roi d'E-
cosse.
Camden.

Expédition
de la Flotte
d'Espagne,
& défense
des Anglois.
*Annales de
Camden.*

dit, qu'il ne pouvoit se résoudre à renvoyer ces quatre Vaisseaux, quand même il devoit les garder à ses dépens, jusqu'à ce qu'il eût des nouvelles plus certaines. Pour mieux s'assurer de la vérité, il profita d'un vent de Nord qui se leva, & mit à la voile avec toute sa Flotte, à dessein d'aller sur les côtes d'Espagne achever de ruiner la Flotte ennemie, qu'on lui représentoit comme incapable de résister. Mais en approchant de l'Espagne, il apprit que le dommage qu'elle avoit souffert n'étoit pas si considérable qu'on avoit voulu le faire croire. En même tems, le vent s'étant tourné au Sud, il alla se remettre dans son poste, à l'entrée de la Manche, de peur que par le même vent, la Flotte ennemie ne s'avançât vers l'Angleterre.

Ce ne fut pourtant que le 12. de Juillet qu'elle partit de la Corogne, & deux jours après, le Duc de Medina-Celi détacha un Yacht pour en aller donner avis au Duc de Parme, afin qu'il se tint prêt à le joindre. Le 19. la Flotte Espagnole entra dans la Manche, & le 20. elle parut à la vue des Anglois, qui la laisserent passer, afin de la suivre par le même vent. Camden a inséré dans ses Annales, un Journal de ce qui se passa dans la Manche jusqu'à ce que les Espagnols se retirèrent vers le Nord. Je ne crois pas qu'il soit fort nécessaire de copier ce Journal, qui d'ailleurs est assez obscur, & ne donne qu'une idée imparfaite de la valeur de la conduite des Anglois. Il suffira de dire en deux mots, que, pendant que la Flotte Espagnole fut dans le Canal, l'Angloise fut toujours à ses trousses, & lui enleva même quelques Vaisseaux. De ce nombre furent un Gallion commandé par *Valdez*, qui fut envoyé à Dartmouth, & un Navire de Biscaye qui portoit l'argent de la Flotte: mais les Espagnols en avoient retiré l'argent, parce que le feu s'y étoit mis.

Le 24. de Juillet, le vent étant au Nord, le Duc de Medina-Celi tourna le Cap vers la Flotte Angloise. Il y eut ce jour-là, un combat assez vif, dans lequel les Espagnols, quoique fort supérieurs en nombre de Vaisseaux, n'eurent pourtant aucun avantage. La pesanteur de leurs Vaisseaux, & la legereté des Anglois, donnoient à ceux-ci la facilité de s'approcher ou de s'éloigner, selon qu'ils le trouvoient à propos, & de contre-balancer par là l'avantage que leurs ennemis avoient sur eux. L'épreuve que les Espagnols firent en cette occasion, de la valeur des Anglois, & de leur habileté dans les combats de Mer, commença sans doute à leur donner une tout autre opinion de leur entreprise qu'ils ne l'avoient eue jusqu'alors.

Cependant, le Duc de Medina-Celi envoyoit tous les jours quelqu'un au Duc de Parme, pour le presser de se mettre en Mer avec son Armée. Mais cela n'étoit pas possible, à cause des Vaisseaux Anglois & Hollandois qui s'étoient avantageusement postez pour empêcher la jonction. Il falloit que la Flotte Espagnole fût arrivée proche des Côtes de Flandre, pour les obliger à se retirer. Mais le 27. au soir, elle n'étoit encore qu'à la hauteur de Calais, où elle mouilla,

ELISA- étant toujours suivie des Anglois, qui se postèrent à une portée de canon. Ce fut là que la Flotte Angloise fut renforcée d'un bon nombre de Vaisseaux, tant de la Reine, que de divers Particuliers qui en avoient armé plusieurs à leurs dépens. Alors elle se trouva forte de cent-quarante Navires de Guerre, ou armés en Guerre, mais petits en comparaison des Espagnols, & toutefois, ayant sur eux l'avantage de se mouvoir plus aisément, & de pouvoir se retirer dans les Ports d'Angleterre, en cas de nécessité. Le Duc de Parme, qui devoit sortir de Dunkerque & de Newport, fut encore vivement sollicité par le Duc de Medina-Celi de se mettre en Mer, pour aller faire une descente en Angleterre, comme il avoit été résolu. Mais, outre que les Vaisseaux qui l'attendoient n'avoient pas encore jugé à propos de se retirer, nonobstant le voisinage de l'Armée Espagnole, beaucoup de ses Matelots avoient déserté, & sa Flotte étoit mal avitaillée. En un mot, il ne put, ou ne voulut pas s'embarquer.

Pendant que la Flotte Espagnole étoit proche de Calais, l'Amiral Anglois détacha huit Brûlots pour y aller mettre le feu. Cette vue causa une telle épouvante parmi les Espagnols, que coupant à l'instant les cables des anches, ils prirent la fuite pour éviter le danger. dont ils étoient menacés. Dans cette confusion, la Galasse Amirale, montée par *Hugues de Moncade*, ayant eu son gouvernail rompu, demeura flottante jusqu'au lendemain, qu'elle fut prise par les Anglois, après un rude combat, dans lequel *Moncade* fut tué. Quoique l'Amiral Espagnol eût donné ses ordres à chaque Vaisseau, pour que chacun reprit son poste après que le danger seroit passé, & qu'il en donnât même le signal, il y en eut peu qui se missent en devoir d'obéir. Ainsi la Flotte demeura dispersée, quelques-uns des Vaisseaux ayant vogué vers le Nord, & d'autres ayant été portés vers les sables des Côtes de Zélande, où ils étoient dans un grand danger. Non seulement ils avoient à se garder des bancs, mais encore des Anglois qui les chassoient à coups de canon, tellement qu'il y eut ce jour-là plusieurs Vaisseaux Espagnols desarmés, & le Gallion, nommé *Sainte-Marthe*, tomba entre les mains des Zélandois. Enfin, un vent de Nord-ouest ayant poussé la Flotte sur les Côtes de Zélande, où elle étoit en grand danger de périr, les Anglois cessèrent de la poursuivre, pour ne pas s'exposer avec elle. Par bonheur pour les Espagnols, un vent de Sud-ouest se leva tout à propos, & les tira de cet embarras. Mais alors, connoissant l'impossibilité qu'il y avoit d'exécuter leur entreprise, ils prirent la résolution de se retirer par la Mer du Nord, en faisant le tour de l'Ecosse & de l'Irlande, d'autant plus que quelques-uns de leurs Vaisseaux avoient déjà pris cette même route. L'Amiral Anglois ayant vu qu'ils tournoient le Cap vers le Nord, laissa une partie de sa Flotte pour garder les Côtes de Flandre, & les poursuivit, quoique d'un peu loin, jusqu'à ce qu'ils eurent passé la hauteur d'Edimbourg. La route qu'ils prenoient donna quelque soupçon qu'ils

qu'ils s'étoient affûrés d'une retraite dans les Ports d'Ecosse. Cela fut cause que l'Ambassadeur d'Angleterre, qui étoit auprès du Roi Jaques, lui fit de grandes offres, & s'engagea même à des choses qu'il n'avoit pas pouvoir de promettre, & dont il fut ensuite désavoué.

ELISABETH.
1588.

Cependant, la Flotte Espagnole continuant sa route, reçut encore quelque dommage par les vents contraires, qui en firent échouer plusieurs Vaisseaux sur les Côtes d'Ecosse & d'Irlande. Sept-cens Soldats ou Matelots, qui s'étoient sauvés du naufrage sur les Terres du Roi d'Ecosse, furent envoyez au Duc de Parme, avec le consentement d'Elisabeth. Mais ceux qui échouèrent en Irlande & qui se sauvèrent à terre, furent tous assommés, ou périrent par les mains des Bourreaux, le Viceroy, qui en donna l'ordre, craignant qu'ils ne se joignent aux Rebelles. Ce fut du moins le prétexte dont il se servit pour excuser cette barbare.

Philippe II. reçut la nouvelle du mauvais succès de sa Flotte, avec une fermeté héroïque. Il avoit employé trois années à la préparer avec des dépenses incroyables, & quand il apprit le désastre qui lui étoit arrivé si contraire à ses espérances, il rendit grâces à Dieu de ce que la perte n'étoit pas plus grande.

Le Roi d'Espagne reçoit la nouvelle de ce mauvais succès avec fermeté. La Reine en fait rendre grâces à Dieu.

La retraite de cette Flotte si formidable causa en Angleterre une joie universelle. Elisabeth fit rendre grâces à Dieu de cette délivrance, dans toutes les Eglises du Royaume, & alla elle-même à l'Eglise de St. Paul, en grande solennité, pour s'acquitter de ce devoir. Ensuite, elle assigna un certain revenu annuel à l'Amiral, pour le récompenser du service qu'il avoit rendu à la Patrie, & donna des pensions aux blessés. Pour les autres, leurs récompenses consisterent plus en louanges qu'en effets.

Sidney, qui avoit été envoyé en Ecosse avant l'arrivée de la Flotte Espagnole, dans un tems où la Reine craignoit que le Roi Jaques ne pensât à se venger, en revint quand le danger fut passé. Il rapporta, que ce Prince avoit témoigné qu'il étoit sincèrement attaché aux intérêts de l'Angleterre & de la Religion Protestante, & qu'il lui avoit dit, que toute la courtoisie qu'il attendoit du Roi d'Espagne, étoit d'être mangé le dernier.

Le Roi Jaques demeure attaché aux intérêts de l'Angleterre.

Le 14. de Décembre fut le dernier jour du Comte de Leicester, homme peu digne de sa fortune, s'il en faut croire la plupart des Historiens. Sa mort fit répandre des larmes à la Reine, qui ne laissa pourtant pas de faire vendre ses biens à l'encan, pour se payer des sommes qu'elle lui avoit prêtées.

Mort du Comte de Leicester.

Après que la Flotte Espagnole eut quitté les côtes des Pais-Bas, le Duc de Parme, voyant l'entreprise échouée, assiegea Bergopzoom, où il y avoit un Gouverneur Anglois, & une Garnison presque toute de la même Nation. Ce Siege acquit beaucoup de gloire au Gouverneur, qui, par sa vigoureuse défense, obligea enfin le Duc à lever le Siege.

Affaires des Pais-Bas.

Cette même année, si remarquable pour l'Angleterre, ne le fut pas moins

Affaires de France. Mexico.

Hhh 3.

ELISABETH. 1588. moins pour la France. Le Duc de Guise, devenu plus puissant que le Roi, se rendit à Paris, au mois de Mai, & par la faveur du Peuple qui l'idolâtroit, il mit le Roi dans la nécessité d'en sortir, après avoir vu ce Peuple furieux tendre les chaînes dans les rues, & se préparer à l'attaquer lui-même dans le Louvre. C'est ce qu'on appella *Les Baricades de Paris*. Cette action insolente fut suivie d'un accord que le Roi se vit obligé de faire avec les Chefs de la Ligue, par lequel il leur mit diverses Places entre les mains. Mais dans le mois de Décembre suivant, ce Prince, comprenant qu'il étoit perdu s'il ne se défaisoit du Duc de Guise & du Cardinal son Frere, les fit assassiner tous deux à Blois, où les Etats Généraux étoient assembles. Par là, il se délivra d'un danger présent : mais ce ne fut que pour retomber dans un autre, puisque cette action fit que la Ligue & la Ville de Paris se déclarerent ouvertement contre lui.

Affaires
d'Ecosse.
Mémoires
de Melvil.

Pour ce qui regarde l'Ecosse, tout y avoit été fort tranquille durant toute l'année 1588. Pendant que le Roi n'avoit auprès de lui que des Ministres & des Conseillers attachez aux intérêts de l'Angleterre, il passoit pour l'ordinaire une vie doute & paisible. Ainsi, la seule chose qui l'inquieta dans cette année, ce fut son Mariage, dont il ne pouvoit venir à bout, quoiqu'il souhaitât lui-même avec passion d'y réussir. Melvil insinue, que le Comte de *Maitland*, Grand Chancelier, qui dirigeoit alors les affaires de ce Prince, étoit gagné par Elisabeth : qu'elle donnoit des pensions à la plupart des Membres du Conseil d'Ecosse, & que son but étoit d'empêcher que le Roi ne se mariât. Il avoit envoyé des Ambassadeurs à Copenhague, pour traiter de son Mariage avec la Princesse Fille aînée de Frideric II. ; mais par l'artifice de ses Ministres, le Pouvoir des Ambassadeurs étoit si borné, qu'il leur étoit impossible de conclure. D'un autre côté, pendant que ce Mariage se négocioit, un nommé *Du Bard* (1), Poète François, Domestique du Roi de Navarre, étant allé à Edimbourg, sous prétexte d'y saluer le Roi qui avoit témoigné quelque estime pour ses Ouvrages, y proposa comme de lui-même, le Mariage du Roi avec *Catherine*, Sœur du Roi son Maître. Il dit tant de bien de cette Princesse, que le Roi, par l'avis de son Conseil, envoya le Lord *Tungland*, Frere de Melvil, en France, pour la voir, sous prétexte de négocier quelque affaire avec le Roi son Frere. Le Roi de Danemarck en ayant été informé, & voyant d'ailleurs le peu de pouvoir qu'avoient les Ambassadeurs d'Ecosse, crut qu'on le jouoit, & donna la Fille au Duc de Brunswick. Melvil attribue, non sans beaucoup d'apparence, toute cette intrigue à Elisabeth, & prétend que ce fut elle qui aver-

(1) Comme ce nom est ainsi écrit dans les Mémoires de Melvil, on n'a pas cru devoir le changer. Mais il y a lieu de soupçonner qu'il a dû dire *Du Barlas*, fameux Poète, qui fut effectivement envoyé en Ecosse par le Roi de Navarre, quoiqu'on ne puisse pas assurer que ce fût dans cette même année. (*De Thou*, Tom. 5, p. 100.)

tit le Roi de Danemarck de l'envoi du Lord Tugland à la Cour du Roi de Navarre. ELISA-

Peu de tems après, au commencement de l'année 1589. on découvrit en Ecosse, une Conspiration contre le Roi, tramée par le Comte de Huntley, & par le Comte de Bothwel Fils d'un Bâtard de Jacques V. Leur projet étoit de se rendre maîtres de la personne du Roi, & de l'obliger à rétablir la Religion Catholique en Ecosse. On prétend qu'ils étoient excités par des Emissaires d'Espagne. Le Roi prévint l'exécution de ce complot, par sa diligence. Il poursuivit le Comte de Huntley qui avoit pris les armes, jusqu'à ce qu'enfin, il le contraignit de se rendre à discretion. Pour le Comte de Bothwel, il se retira dans sa maison, où il médita de nouveaux projets, dont je parlerai dans la suite. Je reviens aux affaires d'Angleterre.

Philippe Howard, Comte d'Arundel, Fils aîné du feu Duc de Norfolk, qui étoit prisonnier à la Tour depuis trois ans, fut enfin produit en Jugement devant les Pairs, étant accusé d'avoir conspiré contre la Reine & contre l'Etat. Cambden fait comprendre, qu'il ne fut tout au plus convaincu que d'être mal affecté au Gouvernement, & trop attaché à la Religion Catholique. Il fut pourtant condamné à mort : mais la Reine lui accorda son pardon.

Elisabeth se trouvoit alors dans une tranquillité où elle ne s'étoit jamais vue depuis le commencement de son Regne. La Reine d'Ecosse n'étoit plus au monde, & le Roi son Fils, dans l'esperance de recueillir un jour la Succession d'Elisabeth, étouffoit son ressentiment, ou plutôt, il étoit entierement consolé de la mort tragique de sa Mere. Le Roi d'Espagne n'étoit plus guerres en état de faire un nouvel effort contre l'Angleterre, depuis le malheureux succès de sa Flotte *Invincible*. Les affaires des Provinces-Unies des Pais-Bas commençoient à se rétablir, par la valeur & par la sage conduite du Comte Maurice; & celles de France se trouvoient dans une telle situation, qu'il n'y avoit rien à craindre pour l'Angleterre de ce côté-là. Le Duc de Guise, le grand ennemi d'Elisabeth, étoit mort : son Fils étoit en prison; & le Duc de Mayenne n'étoit attentif qu'à venger la mort de ses Freres. Quant à Sixte V., quoiqu'il fût bien capable de former de grands projets, il ne pouvoit les exécuter sans le secours de quelque Puissance Catholique, & le Roi d'Espagne, qui étoit le seul sur qui il pût compter, pensoit alors uniquement à profiter des Troubles de France. Pour les Catholiques d'Angleterre, il n'y avoit aucune apparence qu'ils pensassent à remuer, dans un tems où ils ne pouvoient esperer aucun secours étranger.

Dans cet état de prosperite, Elisabeth, ne craignant plus rien ni du dehors ni du dedans, voulut faire voir au Roi d'Espagne, que les Anglois savoient aussi bien attaquer que se défendre. Mais comme elle étoit extrêmement econome, & qu'une entreprise contre l'Espagne ne pouvoit que coûter beaucoup, elle fit en sorte que *Drack & Nor-*

BETH.
1589.
Cambden.

Jugement
du Comte
d'Arundel.

La Reine
lui fait grace.

Etat tran-
quille d'E-
lisabeth.

Elle en-
voye une
Flotte con-
tre l'Espa-
gne.

ris

ELISA-ris se chargèrent d'en faire les frais, dans l'esperance de s'en dédom-
BETH. mager par le butin qu'ils feroient. Ainsi, elle ne fit autre chose que
 1589. leur fournir quelques Vaisseaux, & leur accorder la permission de lever des Soldats & des Matelots pour cette Expédition. Drack avoit déjà tâté les Espagnols en Amerique & dans la Manche, & s'étoit convaincu qu'ils étoient plus redoutables de loin que de près. Ainsi, s'étant associé avec Norris & quelques autres Particuliers, ils équipèrent une Flotte, sur laquelle ils embarquerent onze-mille Soldats ou Matelots. Les Hollandois y ayant aussi joint quelques Vaisseaux, elle se trouva forte de quatre-vingts Navires de toute espece. Drack la commandoit, & Norris étoit le Général des Troupes de débarquement. Ils partirent avec eux *D. Antoine*, qui se disoit Roi de Portugal, & qui esperoit, par le secours des Anglois, de se mettre en possession de ce Royaume, où il prétendoit avoir de grandes intelligences.

Expédition
de la Flotte.
*Annales de
Cambesien.*

Ils partirent de Plimouth, le 5. d'Avril, & peu de tems après, ils arriverent à la Corogne, & ayant fait débarquer leurs Troupes, ils attaquèrent la Ville basse, & l'emporterent d'assaut. Ensuite, ils assiègerent la haute. Mais Norris ayant eu avis que le Comte d'Andrada s'avançoit avec un Corps de Troupes pour secourir la Place, leva brusquement le Siege pour aller à sa rencontre, & le Comte Espagnol ayant jugé à propos de se retirer, il le poursuivit, l'atteignit, & lui tua trois-mille hommes. Cela fait, il brûla divers Villages, & sans reprendre le Siege qu'il avoit commencé, il fit rembarquer ses Troupes. Le principal dessein des Anglois étoit, de faire leurs plus grands efforts contre le Portugal.

Pendant qu'ils vogoient vers les côtes de ce Royaume, ils rencontrèrent le Comte d'Essex, qui se joignit à la Flotte avec quelques Vaisseaux qu'il avoit équipés à ses dépens, & à l'insu de la Reine. Quelques jours après, ils arriverent à *Peniche*, petite Ville de Portugal, & s'en étant rendu maîtres, ils la remirent à *D. Antoine*. De là, Norris prit son chemin par terre pour se rendre devant Lisbonne, Drack ayant promis d'entrer dans le Tage, avec sa Flotte, & de se rendre au même lieu. L'Armée marcha soixante lieues, sans trouver rien qui l'arrêtât, & s'étant campée devant Lisbonne, elle emporta d'abord le Fauxbourg de *Ste. Catherine*. Mais comme Drack n'avoit pas exécuté ce qu'il avoit promis, & que l'Armée manquoit de canon & de munitions de Guerre, il fut résolu dans un Conseil, de se retirer. Cette résolution fut prise, sur ce qu'on ne voyoit aucune apparence que les Portugais fussent disposés à se revolter contre Philippe, comme *D. Antoine* s'en étoit flaté, & que d'ailleurs, on n'apprenoit rien d'un secours qu'il avoit fait esperer de la part du Roi de Maroc. L'Armée ayant pris sa route vers l'embouchure du Tage, y rencontra Drack qui avoit pris la Ville de *Cascais*, & qui s'excusa sur l'impossibilité où il s'étoit trouvé d'exécuter sa promesse.

Quel-

Quelques jours après, le Château de Cascas s'étant rendu, on le fit sauter avec de la poudre; & pour se dédommager des frais faits pour cette Expédition, les Anglois s'emparèrent de soixante Vaisseaux chargez de bled, appartenans aux Villes Hanseatiques. Ensuite, ils allèrent s'emparer de la Ville de *Vigos*, qui avoit été abandonnée, & après l'avoir réduite en cendres, ils reprirent la route d'Angleterre. Cette Expédition causa quelque dommage au Roi d'Espagne; mais elle n'apporta aucun profit à Elisabeth, & le butin qui fut fait ne fut pas suffisant pour payer l'équipement de la Flotte. Outre cela, les maladies emportèrent plus de six-mille hommes. Le seul avantage qui en revint aux Anglois fut, qu'ils se convinrent de plus en plus, de la foiblesse des Espagnols dans leur propre Pais.

Les Villes Hanseatiques firent grand bruit, à l'occasion des Vaisseaux qu'on leur avoit enlevés dans le Tage, & envoyèrent à la Reine des Ambassadeurs pour s'en plaindre. On leur répondit premierement, que par la Patente qu'Edouard I. leur avoit accordée, il étoit porté expressément, qu'elles ne transporteroient point leurs marchandises dans les Pais manifestement & notoirement ennemis de l'Angleterre. Secondement, qu'il falloit user du droit de neutralité d'une telle maniere, qu'en faisant plaisir à l'une des Parties, on n'offensât point l'autre; & que c'étoit une chose notoire, que les munitions, tant de bouche que de Guerre, portées à l'une des Puissances ennemies, étoient des marchandises de contrebande, sujettes à confiscation. En troisième lieu, qu'elles ne pouvoient pas se plaindre avec justice de la prise de leurs Vaisseaux, puisque la Reine les avoit fait avertir de ne pas porter de munitions en Espagne ou en Portugal, si elles ne vouloient les exposer à être prises par les Anglois.

Cette affaire étoit peu considérable: mais ce qui se passoit en France dans cette même année, méritoit une tout autre attention. Le coup que Henri III. avoit fait, en ôtant le Duc de Guise du monde, ne fit que le jeter dans un plus grand embarras. Ce fut en vain qu'avant que de congédier les Etats Généraux, il jura encore la Ligue en leur présence: les Ligueurs, ne pouvant plus se fier à ses promesses & à ses sermens, acheverent de lui débaucher presque tout son Royaume. Par là, il se vit dans la nécessité d'appeler le Roi de Navarre & les Huguenots à son secours, & de s'unir avec eux contre la Ligue. C'est une chose bien remarquable, que ce Prince, qui avoit juré d'exterminer les Huguenots, & déclaré solennellement qu'il ne leur tiendrois pas parole, si jamais la nécessité l'obligeoit à leur faire quelque promesse, ne trouva presque point d'autres Sujets qu'eux, auxquels il pût se confier. Les forces que le Roi de Navarre lui amena, & dix-mille Suisses, deux-mille Landsquenets, avec quelque Cavalerie, qui lui vinrent tout à propos, le mirent en état de faire le Siege ou le Blocus de Paris, avec une Armée de trente-huit-mille hommes. Mais dans le tems qu'il se voyoit sur le point de forcer les Parisiens

ELISABETH.
1589.
Les Anglois saisissent 60. Vaisseaux des Villes Hanseatiques.

Elles s'en plaignent à la Reine.
Réponse de la Cour.

Affaires de France.
Mazarin.

ELISA- à rentrer dans leur devoir, un Moine Dominicain, nommé *Jaques Clement*, lui donna un coup de couteau dans le ventre, dont il mourut deux jours après. Avant que d'expirer, il nomma pour son Successeur le Roi de Navarre, Chef de la Maison de Bourbon, qui prit le nom de Henri IV.

BETH. 1589.

Henri III.

est assassiné.

Henri IV.

lui succède.

La Ligue ne voulut point reconnoître le nouveau Roi. Il se vit même abandonné de plusieurs Grands qui avoient tenu le parti du Roi défunt, & pour pouvoir retcnir auprès de lui une partie de la Noblesse Catholique, il se vit obligé de leur promettre qu'il se feroit instruire dans un certain tems, c'est-à-dire, qu'il se feroit Catholique: car c'étoit là la signification qu'on donnoit à ce mot-là. Cependant, il n'avoit ni Troupes ni argent, les Suisses & les Allemands qui avoient servi Henri III. menaçant de le quitter, à moins qu'il ne leur payât ce qui leur étoit dû, à quoi il n'étoit pas en état de satisfaire. Dans cette extrémité, il eut recours à Elisabeth, qui lui promit généreusement, des Troupes & de l'argent. En attendant ce secours, il tint ferme contre le Duc de Mayenne qui l'avoit acculé en Normandie, & qui l'attaqua même à *Arques*, quoique sans succès. Henri se trouvoit si mal à son aise, qu'il auroit suivi le conseil que quelques-uns lui donnoient, de se sauver en Angleterre, si les remontrances du Maréchal de Biron ne l'eussent pas arrêté. Enfin, le secours d'Angleterre arriva, consistant en quatre-mille hommes commandez par le Lord Willoughby, & en vingt & deux-mille livres sterling en or. Avec ce renfort, il se vit en état de s'approcher de Paris, & d'emporter un des Fauxbourgs de cette Ville. Mais le Duc de Mayenne s'y étant jetté avec son Armée, il se vit obligé de se retirer. Cependant, le Duc de Mayenne avoit fait proclamer Roi le vieux Cardinal de Bourbon, & avoit pris lui-même le Titre de Lieutenant Général du Royaume. Henri ayant quitté les environs de Paris, retourna en Normandie, où il réduisit quelques Places sous son obéissance, après quoi il renvoya les Troupes Angloises.

Mariage du
Roi d'Ecos-
se.

Mémoires de
Mabius.

Quoique le Roi de Danemarck eût donné sa Fille ainée au Duc de Brunswick, le Roi d'Ecosse persista dans le dessein de s'allier avec lui, & lui fit demander sa seconde Fille. Frideric la lui accorda, mais à condition qu'il la lui feroit demander par une Ambassade solennelle, avant le premier jour du mois de Mai. Mais il mourut dans cet intervalle, laissant son Successeur en âge de minorité. Cela n'empêcha pas que Jaques ne pensât sérieusement à son Mariage avec la Princesse Anne, Sœur du nouveau Roi. Mais quand il proposa au Conseil d'envoyer une Ambassade à Copenhague, on lui fit entendre, qu'il couroit risque de rompre avec la Reine d'Angleterre, s'il se marioit sans la consulter. Les auteurs de ce conseil savoient bien qu'Elisabeth feroit naître des obstacles à ce Mariage. En effet, dans la réponse qu'elle fit au Roi, elle tâcha de lui faire sentir divers inconvéniens s'il épousoit la Princesse de Danemarck, & pour faire diversion, elle

elle lui proposa Catherine Sœur du Roi de Navarre, qui n'étoit pas encore parvenu à la Couronne de France, & lui promit de le servir de tout son pouvoir dans cette recherche. La réponse d'Elisabeth ayant été communiquée au Conseil, il n'y eut pas un des Conseillers Privez qui ne se déclarât contre le Mariage de Danemarck. Jaques eut tant de dépit de se voir ainsi contrarié, que, par le moyen d'un de ses Serviteurs affidéz, il fit enforte que le Peuple d'Edimbourg se souleva, & menaça le Chancelier & les Conseillers Privez de les mettre en piéces, si le Mariage du Roi avec la Princesse de Danemarck ne se concluoit pas. Cette menace ayant fait peur au Conseil, on nomma sur le champ, des Ambassadeurs pour négocier ce Mariage. Mais en même tems, on prit soin d'insérer dans leurs Instructions, certaine clause qui les arrêta au premier pas de leur négociation, & les mit dans la nécessité d'envoyer en Ecosse le Lord *Donegal*, pour demander un Pouvoir plus ample, ou la permission de s'en retourner. Cet Envoyé étant arrivé à la Cour dans un tems que le Chancelier en étoit absent, le Roi lui-même expédia le Pouvoir que ses Ambassadeurs demandoient, moyennant quoi le Mariage fut bien-tôt conclu. Peu de tems après, la nouvelle Reine fut mise entre les mains des Ambassadeurs, pour la mener en Ecosse: mais une tempête qui se leva pendant qu'elle étoit en Mer, la poussa sur les côtes de Norwege, où elle fut obligée de descendre à terre. Le vent demeura si longtems contraire, que Jaques, qui avoit beaucoup d'impatience de voir sa nouvelle Epouse, ne put attendre qu'il changeât. Ainsi, s'étant embarqué sur un petit Vaisseau, il alla trouver la Reine, & passa tout l'Hiver en Norwege ou en Danemarck, d'où il ne retourna en Ecosse qu'au mois de Mai de l'année suivante, amenant la Reine avec lui.

La tranquillité dont Elisabeth jouissoit n'étoit plus en risque de troubler, que du côté d'Espagne. La France n'étoit pas en état de lui causer de l'inquietude; & le Roi d'Ecosse ne pensoit qu'à vivre paisiblement, en attendant la riche Succession qui le regardoit. Philippe II. étoit donc le seul ennemi qu'Elisabeth eût à craindre. Mais, pour se mettre à couvert de toute surprise, elle prenoit des précautions qui ne pouvoient être plus justes, quoiqu'elles lui causassent beaucoup de dépense. Elle avoit toujours une bonne Flotte bien entretenue, & prête à se mettre en Mer au premier commandement. Les Places fortes & les Ports de Mer étoient aussi en très bon état; & tout cela lui coutoit autant que si elle eût fait actuellement la Guerre à l'Espagne. Mais elle suppléoit à tout par sa bonne économie, ne faisant aucune dépense qui ne fût absolument nécessaire. Cela déplaçoit beaucoup aux Courtisans affamez, qui auroient bien souhaité qu'elle eût été un peu plus liberale. Mais, quoiqu'elle fût bien qu'on la taxoit d'avarice, elle ne jugea pas à propos de changer de conduite. Par là, elle évitoit d'être importune au Parlement, &

ELISABETH.
1589.

1590.
Elisabeth se
tient en
état de se
défendre
contre l'Es-
pagne.
*Annales de
Cambden.*

Sa grande
économie.

ELISABETH. quand elle avoit besoin de quelque secours extraordinaire, elle étoit assurée de trouver un prompt acquiescement dans la Chambre des Communes, sans que cela produisît aucun murmure parmi le Peuple. Cet avantage valoit bien le plaisir de se faire donner le titre de libérale par ses Courtisans. D'ailleurs, elle étoit persuadée, que ce qu'on appelloit en elle avarice, étoit une bonne & véritable économie. En effet, avec les revenus ordinaires de la Couronne, elle trouvoit le moyen de fournir à la dépense de sa Maison, d'entretenir une Flotte, de payer les dettes publiques, & d'assister ses voisins dans leurs nécessitez, ce qu'aucun de ses Prédécesseurs n'avoit jamais fait. Au contraire, la plupart d'entre eux, par des libéralitez mal entendues, avoient ruiné leurs Sujets, pour avoir le plaisir d'enrichir un petit nombre de leurs Courtisans. D'ailleurs, Elisabeth avoit une raison particulière d'épargner la bourse de ses Sujets, afin de se concilier leur affection, qui faisoit le plus ferme appui de son Trône. Aussi, un des principaux objets de son attention, étoit de mettre un bon ordre dans ses Finances, en vue de se trouver toujours en état de soutenir les attaques de ses ennemis, tant étrangers que domestiques. Le détail où elle entra dans l'année 1590. par rapport à la Ferme de la Douane, malgré les efforts qu'on fit pour l'en détourner, fut cause que cette Ferme, qui n'étoit que de douze-mille livres sterling, fut portée jusqu'à quarante-deux-mille, & ensuite, jusqu'à cinquante-mille. Mais la grande économie n'empêchoit pas qu'elle ne sût se résoudre à se défaire de son argent, quand il étoit nécessaire. Quoique, dans les deux années précédentes, elle eût prêté environ deux-cens-mille écus au Roi de France, elle lui en prêta encore soixante-mille, parce qu'elle voyoit bien de quelle conséquence la ruine de ce Prince pouvoit être pour l'Angleterre. De plus, les Garnisons de *la Brille*, & de *Flessingue*, outre trois-mille hommes qu'elle entretenoit dans les Pais-Bas, lui coutoient plus de quatre-cens-mille florins tous les ans, parce qu'elle étoit obligée d'en faire l'avance, jusqu'à ce que les Etats fussent en état de la rembourser. Enfin, elle payoit encore des pensions considérables à plusieurs personnes de la Cour d'Ecosse, qui avoient soin de l'avertir de tout ce qui s'y passoit, & d'entretenir le Roi dans les bonnes dispositions où il étoit depuis quelque tems à l'égard de l'Angleterre.

Affaires de France.

Pendant qu'Elisabeth jouissoit de quelque repos, la France étoit toujours agitée, par la Guerre qui s'y continuoît entre le Roi & la Ligue. Dans le mois de Mars, le Roi gagna la Bataille d'*Tory*, contre le Duc de Mayenne, après quoi, il alla bloquer Paris, & en emporta même les Fauxbourgs. Cette grande Ville se trouvoit déjà réduite à l'extrémité, lorsque le Duc de Parme arriva des Pais-Bas, & contraignit le Roi de lever le blocus. Cela fait, il s'en retourna, sans qu'il fût possible au Roi de l'engager à une Bataille.

D'un

D'un autre côté, en l'absence du Duc de Parme, le Comte Maurice, qui s'étoit déjà rendu maître de Breda par surprise, fit encore quelques progrès, qui contribuèrent à mettre les affaires des Provinces-Unies dans une meilleure situation qu'elles n'étoient auparavant.

Dans cette même année, le Duc de Mercœur, de la Maison de Lorraine, se rendit maître de la Province de Bretagne, avec le secours des Espagnols, qui s'emparèrent dans cette même Province, de *Hennebont* & de *Blavet*. Cette affaire inquiéta beaucoup Elisabeth, qui n'aimoit pas d'avoir les Espagnols dans son voisinage, d'autant plus, que Philippe II. pouvoit former des prétentions sur la Bretagne, pour l'Infante Isabelle sa Fille, dont la Mere étoit Fille de Henri II.

François Walsingham, Secrétaire d'Etat, qui avoit longtems servi la Reine avec beaucoup de zèle & de capacité, mourut dans la même année, si dénué de biens, qu'il fallut l'enterrer sans pompe, afin d'éviter la dépense. Randolph, de qui j'ai souvent parlé, & qui avoit été employé en diverses Ambassades, particulièrement en Ecosse, suivit Walsingham de bien près.

La Guerre Civile de France étoit alors l'affaire importante de l'Europe. On ne pouvoit plus douter que Philippe II. ne pensât, ou à faire en sorte que ce Royaume fût démembré, ou à en faire tomber la Couronne sur la tête d'Isabelle sa Fille, Petite-Fille de Henri II., malgré les oppositions de la Loi Salique. Sixte V. favorisoit ce projet de tout son pouvoir, sous prétexte d'empêcher qu'un Hérétique ne fût reconnu pour Roi de France. Si ce dessein ne fut pas exécuté, on ne doit l'attribuer qu'à la jalousie du Duc de Mayenne, qui ne prétendoit pas avoir travaillé pour autrui. Cependant, Henri IV. se trouvoit dans un très grand embarras. Les seules forces des Huguenots ne lui suffisoient pas pour lui faire surmonter tous les obstacles qu'il rencontroit, puisqu'il ne s'agissoit pas de moins que de conquérir toute la France, & la Noblesse Catholique, qu'il avoit dans son Armée, ne le servoit qu'à regret. Elle avoit même mis pour condition à ses services, qu'il se feroit instruire, mais de telle manière, que cette instruction produisit son changement de Religion. Dans cette pressante nécessité, il ne pouvoit se passer de secours étrangers, & ces secours ne pouvoient se tirer que d'Allemagne ou d'Angleterre. Elisabeth & les Princes Protestans avoient un intérêt manifeste de soutenir ce Prince, pour ne pas voir la puissance du Roi d'Espagne encore augmentée par l'acquisition de la France. Mais avec tout cela, il n'étoit pas facile de leur persuader qu'ils dussent employer toutes leurs forces pour soutenir une Guerre, dont Henri devoit retirer tout le profit. Ils vouloient bien lui fournir des Troupes, mais non pas les entretenir. C'étoit à lui à trouver les moyens de subvenir à cette dépense. Elisabeth comprenoit assez, de quelle conséquence il étoit pour elle de conserver la France: mais elle prétendoit que les secours qu'elle donneroit au Roi, fussent employez à chasser les Espagnols des

ELISABETH.

1590.
Celles des
Pais-Bas.
Grotius.
Le Duc de
Mercœur
s'empara de
la Bretagne.

Mort de
Walsingham.

& de Ran-
dolph.

1591.
Henri IV.
se trouve tout
embarrassé.
Mureau.

ELISABETH. Provinces maritimes de Bretagne, de Normandie, & de Picardie; parce que c'étoit là son intérêt le plus prochain. L'intérêt du Roi étoit, au contraire, de chasser ses ennemis du centre du Royaume, avant que de penser à les attaquer sur les frontières, d'autant plus que par là il mettoit Elisabeth dans une nécessité continuelle de le secourir. Il falloit pourtant, pour avoir quelque secours d'Angleterre, s'engager à faire ce qu'Elisabeth souhaitoit.

Elisabeth s'engage à le secourir.
Camden.

Trois-mille Anglois sont envoyez en France.

Elisabeth envoie encore 4000. hommes à Henri, sous le Comte d'Essex.

Le Comte s'en retourne en Angleterre.

La Reine se plaint du procédé de Henri.

Traité, par lequel Elisabeth s'engageoit à envoyer trois-mille hommes en Bretagne & en Picardie, pour empêcher les Espagnols de s'anchrer dans ces deux Provinces, à condition qu'elle seroit remboursée dans un an, de tous les frais qu'elle feroit, tant pour la levée que pour l'entretien de ces Troupes. Henri consentit à tout, pour ne pas accrocher cette négociation, quoiqu'il fût bien convaincu, qu'il ne feroit pas en son pouvoir d'accomplir sa promesse dans le tems prescrit. Bientôt après, les trois-mille Anglois passerent, une partie en Bretagne, sous la conduite de *Norris*, l'autre en Picardie, sous le commandement de *Roger Williams*.

Dans ce même tems, Henri avoit négocié en Allemagne, une levée de onze-mille hommes, par le moyen de l'Electeur de Brandebourg, & de Casimir Prince Palatin. Mais ce secours ne lui suffisoit pas, il en fit demander un second à Elisabeth, & pour l'obtenir plus aisément, il lui fit entendre, qu'avec ce renfort, il se verroit en état d'entreprendre le Siege de Rouen. Le grand desir qu'avoit Elisabeth de voir les Villes maritimes de France hors du pouvoir de la Ligue, la fit donner dans ce piège. Elle fit donc avec Henri un second Traité, par lequel elle s'engageoit à lui fournir encore quatre-mille hommes, & à les payer pour deux mois, croyant que ce tems-là suffisoit pour faire le Siege de Rouen. Quand ce secours fut prêt, elle en donna la conduite au Comte d'Essex, jeune Seigneur qu'elle estimoit singulierement, & pour qui même on croyoit qu'elle sentoit quelque chose de plus qu'une simple estime, quoiqu'elle fût alors âgée de cinquante-huit ans. Le Comte d'Essex, avide de gloire, partit d'Angleterre plein d'esperance de se distinguer au Siege de Rouen: mais en arrivant en France, il trouva qu'on n'avoit pas même pensé à faire ce Siege, que le Roi étoit occupé à celui de Noyon, & qu'il avoit dessein d'envoyer les Troupes Angloises en Champagne. Cela fut cause qu'il s'en retourna en Angleterre, après avoir donné au Roi sa parole d'honneur, qu'il reviendrait le joindre dès qu'il s'agiroit d'assiéger Rouen. Il laissa pourtant ses Troupes en France, sous le commandement de *Williams*.

Elisabeth fut piquée jusqu'au vif, d'avoir été ainsi prise pour dupe. Elle écrivit à Henri, que puisqu'il avoit manqué à sa parole, il pourroit à l'avenir faire ses affaires sans elle; & que son intention étoit de rappeler toutes ses Troupes, à moins qu'il n'exécutât au-plûtôt ce qu'il avoit promis. La Lettre d'Elisabeth mit Henri dans un

un fort grand embarras. Il avoit des avis certains que le Duc de Parme se préparoit à retourner en France; & dans une telle conjoncture, le rappel des Troupes Angloises n'auroit pu venir plus mal à propos. Il se vit donc contraint, pour contenter Elisabeth, de faire investir Rouen, par le Maréchal de Biron. Mais il tira de là une nouvelle raison pour demander à Elisabeth un nouveau secours de cinq-mille hommes, sous prétexte que les Troupes qu'elle avoit déjà envoyées étoient extrêmement diminuées par les maladies & par les défections. Dans ce même tems, le Comte d'Essex, ayant su que Rouen étoit investi, partit pour se rendre au Siege, contre les ordres exprès de la Reine, supposant que, puisqu'il avoit donné sa parole au Roi, rien n'étoit capable de le dégager. Cela mit Elisabeth en si mauvaise humeur contre le Roi & contre le Comte, qu'elle répondit fort rudement à l'Ambassadeur de France qui la pressoit au sujet des cinq mille hommes que le Roi son Maître demandoit, & ne lui laissa aucune espérance de les obtenir. En même tems, elle fit partir *Leyton*, Oncle du Comte d'Essex, pour lui porter un ordre exprès de revenir sur le champ, s'il ne vouloit s'exposer à une entière disgrâce. Cependant, Henri ayant appris que le Duc de Parme étoit parti de Bruxelles sur la fin du mois de Novembre, se rendit à son Armée qui étoit devant Rouen, pour presser le Siege de cette Ville, dans l'espérance de s'en rendre maître avant l'arrivée du Duc de Parme. Peu de tems après, il envoya *Du Plessis Mornay* à Elisabeth, pour tâcher d'en obtenir le secours qu'il demandoit.

Du Plessis, accompagné de l'Ambassadeur ordinaire, ayant été admis à l'audience de la Reine, & lui ayant fait sa proposition, elle lui répondit nettement, qu'elle ne vouloit pas être la dupe du Roi de France: qu'à l'avenir, elle ne se mêleroit plus de ses affaires, & qu'il ne devoit s'attendre à aucune assistance de sa part, qu'à celle de ses prières: qu'il lui avoit demandé un prompt secours, pour faire le Siege de Rouen: qu'elle s'étoit hâtée de le lui envoyer, mais qu'au lieu d'exécuter le Traité qu'ils avoient fait ensemble, il s'étoit amusé au Siege de Noyon, & avoit laissé d'espérer les Troupes Angloises, pendant qu'il avoit fait la Guerre en Champagne: qu'on avoit laissé au Duc de Parme, quatre mois pour se préparer, & qu'après cela, on lui venoit demander un prompt secours, dont on auroit pu se passer si on avoit fait les choses à tems. A cela elle ajouta de grandes menaces contre le Comte d'Essex, disant, qu'il vouloit faire croire qu'il gouvernoit l'Angleterre; mais qu'il n'y avoit rien de plus faux, & qu'elle le rendroit le plus petit compagnon qui fût dans son Royaume. Qu'au reste, bien loin d'envoyer de nouvelles Troupes en France, elle étoit résolue de rappeler celles qui y étoient déjà. Ensuite, sous prétexte d'une indisposition, elle pria les Ambassadeurs de se contenter de cette courte audience, laissant à peine à du Plessis, le tems de répondre deux mots aux plaintes qu'elle avoit faites. Mais il avoit pour-

ELISABETH.

1591.
Il fait investir Rouen, pour la faire.

Le Comte d'Essex se rend au Siege, contre les ordres exprès de la Reine.

Henri se rend au Siege, & demande à la Reine un nouveau secours.

Il lui envoie du Plessis.
Mémoires de Du Plessis Mornay.
qui ne peut rien obtenir.

ELISABETH.

1597.
Le Comte
d'Essex re-
tourne en
Angleterre.

Le Duc de
Parme fait
lever le Siege
de Rouen.
Mazarin.

pourvu à cela par avance, en préparant un Mémoire qu'il voulut lui présenter, & qu'elle lui dit de mettre entre les mains du Grand Trésorier. Pour conclusion, Du Pleffis s'en retourna sans avoir rien obtenu, & le Comte d'Essex se vit obligé de retourner en Angleterre, où il trouva le moyen d'appaîser la Reine. Cependant, le Duc de Parme étant entré en France, & ayant été joint par le Duc de Mayenne & par le jeune Duc de Guise qui s'étoit sauvé de sa prison, fit lever le Siege de Rouen. Henri comprit aisément par la conduite d'Elisabeth, qu'elle ne vouloit pas se laisser amuser par ses artifices, & de peur de se priver d'un secours qui lui étoit si nécessaire, il travailla si efficacement à se raccommoder avec elle, qu'enfin elle lui envoya encore deux-mille hommes: mais ce ne fut qu'après la levée du Siege.

Expédition
instruëe
de Thomas
Howard.
Camden.

Pendant que ces choses se passaient, Thomas Howard, second Fils du feu Duc de Norfolk, étoit allé avec six Vaisseaux de Guerre, aux Îles Açores, pour y attendre une Flotte Espagnole qui devoit revenir des Indes. Après l'avoir attendue six mois entiers à l'Île de Flores, il se trouva lui-même presque surpris par *Alphonse de Bagan*, qui escortoit cette Flotte avec cinquante-trois Vaisseaux. Il eut le bonheur d'éviter ce danger, en se retirant d'assez bonne heure: mais un de ses Vaisseaux, qui ne fut pas assez prompt, fut pris par les Espagnols, après un rude combat. Les Anglois se dédommagerent de cette perte, par diverses prises, & particulièrement d'un Vaisseau richement chargé qui alloit aux Indes Occidentales. On dit qu'ils trouverent sur ce Vaisseau vingt & deux mille Exemplaires d'Indulgences, pour les Espagnols de l'Amerique.

Défense de
porter des
munitions
aux Espa-
gnols, & de
recevoir des
Prêtres des
Séminaires
Anglois.

1592.
Nouveau
Traité avec
Henri IV.
*Annales de
Camden.*

Dans cette même année, la Reine fit publier deux Proclamations, dont la première défendoit de porter des munitions de Guerre ou de bouche dans les Pais de la domination du Roi d'Espagne. Par la seconde, qui fut publiée au mois d'Octobre, il fut expressément défendu de donner retraite à ceux qui viendroient des Séminaires Anglois de Rome ou de Rheims, ou d'un troisième que le Roi d'Espagne avoit fondé dans ses États.

La Guerre, qui se continuoît en France, venoit toujours Elisabeth dans l'inquietude, à cause que les Espagnols s'étoient ancrés dans la Bretagne, d'où ils pouvoient aisément faire quelque entreprise sur l'Angleterre. Henri, connoissant parfaitement l'extrême envie qu'elle avoit de les dénichier de ce poste, lui demanda encore du secours pour porter la Guerre dans cette Province. Quoique l'expérience eût déjà fait connoître à Elisabeth, qu'elle ne pouvoit pas beaucoup compter sur sa parole, parce qu'il ne se trouvoit pas toujours en état de faire la Guerre où il vouloit, elle ne laissa pas de faire avec lui un nouveau Traité, qui portoit: Qu'elle lui fourniroit quatre-mille hommes, avec quelques piéces de canon, & une certaine quantité de munitions: Qu'il joindroit aux Troupes Angloises, quatre-mille hommes

d'Infanterie & mille Chevaux, & que cette Armée seroit employée à recouvrer la Bretagne: Que dans un an, il la rembourseroit de ses frais: ELISA-
BETH.
 Qu'il ne seroit point la Paix avec les Ligueurs, jusqu'à ce qu'ils s'engageassent à l'assister pour chasser les Espagnols du Royaume: 1592.
 Que l'Angleterre seroit expressément comprise dans la Paix qu'il feroit avec l'Espagne. Elisabeth exécuta de bonne-foi son engagement, en envoyant quatre-mille hommes en Bretagne, sous le commandement de Norris. Mais Henri, au-lieu de joindre ses Troupes aux Anglois, & de faire la Guerre en Bretagne, les fit servir en Normandie, soit qu'il se trouvât plus pressé de ce côté-là, ou qu'il n'eût fait ce Traité que pour amuser la Reine. Quoi qu'il en soit, Elisabeth conçut un chagrin extrême de se voir encore abusée. Elle écrivit souvent au Roi pour se plaindre de son procédé, mais ce fut inutilement. Dans la colere où elle étoit, elle fut sur le point de rappeler toutes ses Troupes: mais l'avis qu'elle eut, que le Duc de Parme se préparoit à faire une troisième Expédition en France, lui fit sacrifier son ressentiment aux intérêts de ce Royaume, qui étoient en quelque manière ses siens propres. Effectivement, le Duc de Parme étoit sur le point de rentrer en France: mais la mort qui le surprit dans ce même tems, délivra Henri, aussi bien qu'Elisabeth, de l'inquietude qu'il leur causoit.

Henri abuse
Elisabeth, qui
en conçut
un grand
chagrin.

L'Ecosse étoit alors troublée par le Comte de Bothwel, qui fit dans cette année une nouvelle tentative pour se rendre maître de la personne du Roi: mais comme son dessein fut découvert avant qu'il pût l'exécuter, il se vit contraint de se sauver en Angleterre. Elisabeth en ayant été informée, écrivit au Roi, qu'elle seroit punir sévèrement ceux qui avoient donné retraite au Comte fugitif. Cependant, quand Jacques la fit requérir de le lui livrer, en vertu de leur Traité, elle éluda sa demande, n'étant pas fâchée de tenir toujours ce Prince dans une espece d'inquietude, qui l'obligeât à la ménager.

Affaires
d'Ecosse.
Cambrian.
scottil.

Les richesses que les Flottes d'Espagne rapportoient des Indes Orientales & Occidentales, étoient un objet continuél de cupidité pour les Anglois, qui faisoient presque tous les ans, quelque tentative pour les enlever. Le Chevalier *Walter Raleigh* étant parti cette année dans ce dessein, avec quinze Vaisseaux, rencontra proche des Isles Açores, une Caraque à cinq ponts, longue de cent-soixante-cinq pieds, & chargée de riches marchandises, de laquelle il se rendit maître sans beaucoup de peine. Cette prise le dédommagea d'une bonne partie des frais qu'il avoit faits pour équiper sa Flotte. Mais les vents contraires l'empêcherent d'exécuter une entreprise plus importante, qu'il avoit projetée contre l'Amerique.

Expédition
du Chevalier
Raleigh.
Cambrian.

Pendant l'Été de l'année 1592. on vit arriver à Londres une espece de prodige. C'est que la Tamise demeura presque à sec sous le Pont de Londres, où il ne resta qu'un petit canal fort étroit, qu'on pouvoit aisément passer à cheval.

La Tamise
est tarie à
Londres.

ELISABETH. 1593. Le Parlement, qui s'assembla dans le mois de Fevrier de l'année 1593. fit un Statut qui mit dans un grand embarras, non seulement les Catholiques, mais même ceux d'entre les Protestans qui s'éloignoient en certains articles des sentimens de l'Eglise Anglicane, & qu'on appelloit *Puritains*. Par ce Statut, ceux qui négligeoient d'assister au Service divin établi par les Loix, étoient sujets à certaines peines; & ainsi, non seulement il ne fut plus permis d'être Catholique Romain impunément, mais même d'être Protestant, si on ne se conformoit pas à l'Eglise Anglicane. On vit donc par là renaitre en quelque maniere le tems de Henri VIII. où il n'étoit pas permis de s'écarter tant soit peu de la Religion du Souverain; avec cette différence, que, sous Elisabeth, il n'y alloit pas de la vie, comme sous le Regne de son Pere. Il y avoit pourtant dans ce dernier Statut quelque chose de plus dur, que dans ceux qui furent faits du tems de Henri VIII. Ce Prince, tout absolu qu'il étoit, se contentoit de punir ceux qui, par quelque action extérieure, s'opposoient à la Religion établie: mais par ce nouveau Statut, on obligeoit les Sujets à faire profession ouverte de la Religion Anglicane. Elisabeth, irritée contre les Catholiques qui avoient souvent tenté de lui arracher la Couronne, & la vie même, auroit bien souhaité d'en pouvoir purger le Royaume. D'un autre côté, elle ne pouvoit souffrir les *Puritains*, les regardant comme des gens opiniâtres, qui, pour des causes très légers, formoient un Schisme dans l'Eglise Protestante. Pendant qu'elle eut à craindre la Reine d'Ecosse, la France & l'Espagne, en un mot, pendant que ses affaires demeurèrent dans une espece d'incertitude, elle laissa les *Puritains* en repos, de peur de les unir d'intérêt avec les Catholiques. Mais elle ne se vit pas plutôt bien affermie, qu'elle prêta l'oreille aux suggestions du Clergé, qui lui représentoit les *Puritains* comme des séditieux qui se revoltoient contre les Loix, & qui, par leur desobeissance, ébranloient les fondemens du Gouvernement. Ce n'est pas la seule fois, & l'Angleterre n'est pas le seul Etat, où l'on a confondu la desobeissance en matiere de Religion, avec la revolte contre le Souverain. Il ne se trouve presque point d'Etat Chretien où la Secte dominante veuille souffrir le moindre partage, ni qu'on s'éloigne tant soit peu de ses sentimens, quand même ce seroit en secret. Oserai-je le dire? c'est principalement le Clergé qui soutient cet étrange principe d'intolerance, si peu conforme à la Charité Chretienne. La rigueur qu'on commença dès-lors à exercer en Angleterre, contre les *Nonconformistes*, a produit de terribles effets sous les Regnes suivans, & a excité des Troubles & des Factions qui ont duré jusqu'à présent, & dont peut-être on ne verra de longtems la fin.

Subside extraordinaire accordé à la Reine. Ce même Parlement, considerant les grandes dépenses que la Reine avoit faites, tant pour défendre le Royaume contre l'invasion des Espagnols, que pour secourir le Roi de France & les Provinces Unies des

des Pais-Bas, lui accorda un secours d'argent très considérable. Mais il inféra dans l'Acte, qu'une somme si extraordinaire, accordée à une très bonne Reine qui faisoit un si bon usage des deniers publics, ne seroit point tirée à conséquence. La Reine s'étant rendue au Parlement pour donner son consentement à cet Acte, y fit un beau Discours, où elle n'oublia pas de faire valoir son amour pour ses Sujets, & son attachement à la Religion Protestante. Elle parla en termes magnifiques de la valeur des Anglois, & fit voir combien ils étoient redoutables à toutes les Nations de l'Europe. Personne ne possédoit mieux qu'elle, l'art de se concilier l'affection de ses Sujets, en témoignant qu'elle avoit pour eux une estime & une tendresse extraordinaire.

ELISABETH.
1591.
Remerciement de la Reine au Parlement.

Parmi tous les sujets que la Reine avoit de se féliciter de son bonheur, elle ne laissoit pas de sentir quelque inquiétude par rapport à ce qui se passoit en Ecosse. Le Roi Jaques commençoit à se laisser gouverner par des gens suspects, & la Reine recevoit des avis de ce Pais-là, que les Espagnols, aidez des Catholiques, y tramaient quelque dangereux complot, & que les Comtes de *Huntley*, d'*Angus*, & d'*Errol*, les favorisoient. Elle apprenoit de plus, que le Roi n'agissoit pas avec la vigueur nécessaire pour prévenir leurs desseins, & que par là, il donnoit lieu de soupçonner, qu'il n'eût lui-même quelque panchant à des nouveutez. Elle ne se fioit pas entièrement à ce Prince. Outre qu'il se laissoit toujours conduire par ceux qu'il chargeoit de l'administration de ses affaires, elle craignoit, qu'on ne lui eût inspiré le desir de venger la mort de la Reine sa Mere, & que les protestations qu'il faisoit d'être toujours attaché à ses intérêts, n'eussent pour but de l'endormir. Cela fut cause qu'elle lui envoya le Lord *Borrowgh*, pour lui donner quelques conseils de sa part, & pour le prier de l'informer de ce qu'il savoit des complots des Espagnols & des Catholiques. Elle souhaitoit de plus, qu'il se montrât un peu plus sévère contre ceux qui tâchoient d'exciter des Troubles en Ecosse, & qu'il ne mit dans son Conseil, que des gens qui ne pussent être soupçonnez d'avoir de mauvais desseins. Jaques répondit, qu'il seroit ce que la Reine souhaitoit, autant que ses propres intérêts & les Loix de son Royaume le pourroient permettre. Mais en même tems, il fit entendre à l'Ambassadeur, que ses revenus étant extrêmement diminuez, il s'attendoit que la Reine lui fourniroit les moyens de châtier ceux qui oseroient troubler le repos public. Il demanda encore qu'elle lui livrât le Comte de *Bothwel*, qui avoit deux fois attenté à sa vie, & il envoya même *Robert Melvil* à Elisabeth pour le demander expressément. Mais elle refusa de le livrer, & se contenta de le faire sortir d'Angleterre, selon qu'elle y étoit obligée par le Traité de Ligue qu'elle avoit fait avec le Roi.

Soupçons contre le Roi d'Ecosse.

La Reine lui envoie un Ambassadeur.

Réponse du Roi.

Elisabeth refuse de lui livrer Bothwel.

Bothwel, ne pouvant plus demeurer en Angleterre, retourna en Ecosse, & se retira dans sa propre maison. Peu de tems après, son

Affaires d'Ecosse.
Mémoires de Melvil.

ELISA- Parti s'accrut tellement, par des accidens dont il n'est pas nécessaire
BETH. de faire ici le détail, qu'il eut la hardiesse d'aller se présenter au Roi,
 1593. sous prétexte de lui demander pardon. Jaques fut surpris de le voir : mais il le fut encore plus, quand il s'aperçut que toute la Cour, excepté quelques-uns des Ministres, étoit dans le parti de Bothwel. Il se vit donc comme contraint de lui accorder son pardon, à condition qu'il sortiroit du Royaume, & qu'il n'y rentreroit point s'il n'y étoit rappelé. Bothwel accepta la condition, & alla se cacher dans les frontieres d'Angleterre. Mais en se retirant, il laissa un si puissant Parti auprès du Roi, qu'enfin ce Prince se vit obligé de congédier le Chancelier, le Grand Trésorier, & quelques autres auxquels il se confioit le plus. Bothwel se préparoit à profiter de ce changement : mais le Roi rompit ses mesures, en déclarant aux Etats, qu'il avoit été forcé à lui pardonner, & en demandant leur secours pour se délivrer du joug qu'on lui avoit imposé. Les Etats s'étant déclarés pour le Roi, il rappella ses Ministres, & les amis de Bothwel furent tous chassés de la Cour.

Le Peuple
 d'Ecosse
 soupçonne
 le Roi de
 pancher vers
 les Catholi-
 ques.

Dans cette même Assemblée des Etats, on fit un Décret pour maintenir l'établissement de la Religion Protestante en Ecosse. Mais comme le Roi & ses Conseillers étoient soupçonnés de favoriser les complots des Catholiques, ce Décret ne fut pas trouvé assez fort par le Peuple, qui croyoit qu'en une telle conjoncture, les Etats auroient dû prendre des résolutions plus vigoureuses. Quoi qu'il en soit, l'obstination du Roi à garder dans le Ministère & auprès de sa personne, des gens qui paroissent n'avoir aucun zèle pour la Religion Protestante, donnoit lieu de soupçonner, qu'il se tramait quelque dangereux complot pour la ruiner.

Henri IV.
 continue à
 abuser Elisa-
 beth.

Ce qui se passoit en France ne causoit pas moins d'inquietude à Elisabeth, que l'inconstance du Roi d'Ecosse. Le Général Norris étoit toujours en Bretagne, avec les Troupes Angloises. On lui avoit promis de lui donner une Place dans cette Province, pour lui servir de retraite, & que le Duc d'Aumont & St. Luc iroient le joindre : mais on le laissa là longtems, sans penser à lui. Enfin, St. Luc étant arrivé, ils firent ensemble quelques petites conquêtes, trop peu considérables pour récompenser Elisabeth de l'entretien de ses Troupes, qui lui coutoient trois-mille livres sterling par semaine. Ainsi, au lieu de se servir des Anglois pour chasser les Espagnols de la Bretagne, Henri ne les employa qu'à tenir ses ennemis en bride, & à les empêcher de faire de plus grands progrès, pendant qu'il faisoit ses affaires ailleurs. Elisabeth, se voyant ainsi abusée, voulut faire revenir ses Troupes : mais le Maréchal d'Aumont lui persuada de les laisser encore, & d'y envoyer même de nouveaux renforts, sur l'esperance qu'il lui donna, que le Roi feroit bien-tôt un puissant effort pour réduire cette Province.

Il change
 de Religion.

Le chagrin qu'Elisabeth concevoit du procédé de Henri à son égard,

égard, n'étoit que peu de chose au prix de celui qu'elle reçut, en apprenant que ce Prince alloit changer de Religion. A la première nouvelle qu'elle en eut, elle lui envoya *Thomas Wilkes*, pour tâcher de le détourner de ce dessein, s'il étoit possible: mais en arrivant, l'Envoyé trouva que la chose étoit déjà faite. Cependant, Henri jugea qu'il devoit instruire Wilkes des raisons de son changement, afin qu'il en informât la Reine sa Maitresse. Tout ce qu'il dit en cette occasion aboutit à ceci (1): qu'il avoit changé de Religion malgré lui, & le plus tard qu'il lui avoit été possible: mais qu'étant enfin convaincu qu'il ne seroit jamais affermi sur son Trône, pendant qu'il demeureroit Protestant, il s'étoit déterminé à embrasser la Religion Catholique. C'étoit dire en d'autres termes, qu'ayant mis en balance, sa Conscience avec sa Couronne, il s'étoit déterminé pour la dernière. Après une déclaration si expresse du peu de sincérité de sa Conversion, il n'y a pas lieu de s'étonner qu'Elizabeth perdit beaucoup de l'estime qu'elle avoit eue pour lui, & que le Pape & les Ligueurs ne voulussent pas le regarder comme un véritable Catholique, ou plutôt, il est étrange qu'ils se soient enfin contentez de son extérieur. *Morland*, Ambassadeur de France à Londres, ayant dit à-peu-près, à Elizabeth, ce que le Roi avoit dit à Wilkes, elle écrivit au Roi en ces termes.

ELISABETH.
1593.

Il tâche de
justifier son
changement.
*Annales de
Cambden.*

Mon Dieu, quelle cuisante douleur, quelle tristesse n'ai-je pas ressentie au récit de ce que Morland m'a annoncé! Où est la foi des hommes? Quel siècle est celui-ci? Est-il possible, qu'un avantage mondain vous ait obligé à vous départir de la crainte de Dieu? Pouvons-nous attendre une bonne issue d'une telle action? Ne pensez-vous pas que celui qui vous a conservé jusqu'ici par sa puissance, vous abandonnera maintenant? Il y a multitude de dangers à faire du mal, afin qu'il en arrive du bien. J'espère pourtant, qu'un meilleur esprit vous inspirera une meilleure pensée. Je ne laisserai pas de vous recommander à la protection de Dieu, & de le prier de faire en sorte, que les mains d'Esau ne corrompent pas les bénédictions de Jacob. Pour ce qui regarde l'amitié que vous m'offrez, comme à votre bonne Sœur, je sais que je l'ai méritée, & certes à un grand prix, & je ne m'en repensirois pas, si vous n'aviez pas changé de Père. Mais d'ici en avant, je ne puis plus être votre Sœur de Père, car j'aimerai toujours plus chèrement celui qui m'est propre, que celui qui vous a adopté. Dieu le connoît, & je le prie de vous ramener dans un meilleur chemin.

Lettre d'E-
lizabeth à
Henri IV.
*Annales de
Cambden.*

*Votre bonne Sœur à la
vieille mode: je n'ai que
faire de la nouvelle.*

ELISABETH.

L'Affaire

(1) Le discours du Roi à Wilkes se trouve tout entier dans les *Annales de Cambden*.

E. LISA-

BETH.

1593.

Henri don-
ne sujet à la
Reine de se
plaindre de
lui.

L'Affaire dont je viens de parler, n'étoit pas la seule dont Wilkes étoit chargé de parler au Roi. Il avoit ordre encore de se plaindre, de la part de la Reine, que le dernier Traité n'avoit pas été exécuté, & que le retardement de l'arrivée du Maréchal d'Aumont avoit exposé la Reine à de grandes dépenses. Henri en rejetta toute la faute sur le Maréchal, & promit positivement de marcher lui-même en Bretagne, aussi-tôt que la Treve conclue pour cette Province seroit expirée. Il ajouta, qu'en attendant, il délibérerait avec son Conseil rouchant le lieu de retraite qu'il donneroit aux Troupes Angloises. Mais ce ne furent que des paroles sans effet. L'intention du Roi n'étoit pas d'employer ses forces contre la Bretagne, avant que d'avoir achevé de réduire le reste de la France; mais seulement, d'employer les Troupes Angloises à faire une diversion au Duc de Mercœur, de peur qu'après s'être rendu maître absolu de la Bretagne, il n'envoyât du secours au Duc de Mayenne. Il avoit encore moins intention de donner une Place aux Anglois dans cette Province, de peur d'avoir trop de peine à les en déloger. Tout cela causoit un extrême chagrin à la Reine, & certainement, si elle n'avoit secouru Henri que par un motif d'amitié & de générosité, comme elle vouloit le lui faire accroire, elle n'auroit pas souffert ces contraventions aux Traitez. Mais elle avoit un intérêt manifeste à s'opposer aux desseins du Roi d'Espagne, qui vouloit se rendre maître de la France, sous prétexte d'y maintenir la Religion Catholique. Henri, de son côté, connoissoit parfaitement la Politique d'Elisabeth, & c'étoit pour cela qu'il ne la ménageoit qu'en paroles, sachant bien qu'elle étoit intéressée à le secourir. Enfin, le Roi d'Espagne se préparant à faire un puissant effort pour soutenir la Ligue, qui tomboit en ruine depuis que le Roi étoit Catholique, Elisabeth ne balança point à faire une Ligue offensive & défensive avec Henri, quelque sujet qu'elle eût de se plaindre de lui. Cette Ligue fut conclue & signée à Melun, au mois d'Octobre, & portoit, entre autres Articles, que la Paix ne se feroit point sans un consentement mutuel.

Ligue of-
fensive & dé-
fensive en-
tre Henri &
Elisabeth.

Exécution
de Hesquet,
Cambden.

Environ ce même tems, on découvrit en Angleterre qu'un certain homme, nommé *Hesquet*, y avoit été envoyé par des Anglois fugitifs, pour tâcher de persuader à *Ferdinand* Comte de Darby, de prendre le Titre de Roi, comme Petit-Fils de Marie Fille de Henri VII. En faisant cette proposition au Comte, *Hesquet* avoit ajouté, qu'il pouvoit s'assurer du secours de Philippe II., & que s'il refusoit de faire ce qui lui étoit proposé, ou qu'il ne tint pas la chose secrète, il pouvoit compter qu'il ne vivroit pas longtems. Le Comte de Darby, craignant qu'on ne lui tendit un piège, dénonça *Hesquet*, qui fut arrêté & condamné à être pendu. Mais il mourut lui-même, quatre mois après, d'un poison extraordinaire qui le fit vomir jusqu'à la mort. Son Ecuyer fut soupçonné d'avoir fait le coup, parce qu'il s'évada dès le premier jour de la maladie de son Maître. Les Fugitifs Anglois

Le mort du
Comte de
Darby.

s'i-

s'imaginoient qu'il y avoit en Angleterre un si grand nombre de mécontents, qu'il suffiroit que quelque grand Seigneur se déclarât contre la Reine, pour faire revolter tout le Peuple. Ce n'est pas la seule fois, qu'en de pareilles conjonctures, les Fugitifs se sont flatés de ces vaines espérances.

La mort du Duc de Parme n'avoit pas entièrement arrêté l'Expédition que les Espagnols avoient projeté de faire en France. Leur Armée étoit entrée en Picardie, où elle avoit pris Noyon, après quoi elle étoit retournée dans les Pais-Bas. Depuis la mort du Duc de Parme, le Comte de *Fuentes*, avec *D. Diego d'Ibarra*, étoient à la tête du Conseil, en attendant un nouveau Gouverneur. Pendant que ceux-ci administrent les affaires des Pais-Bas, ils ne cessent point de faire leurs efforts pour exciter des Troubles en Ecosse, en faisant espérer aux Catholiques un puissant secours de la part du Roi d'Espagne. Leur projet étoit, d'envoyer une Armée Espagnole dans ce Royaume, & de faire tuer ou empoisonner *Elisabeth*, afin que, dans la consternation où les Anglois se trouveroient après la mort de la Reine, les Troupes Espagnoles pussent entrer plus aisément en Angleterre. Pour exécuter le dessein d'ôter la vie à *Elisabeth*, ils avoient jeté les yeux sur *Roderic Lopez*, Juif, & sur deux Portugais. Le premier, qui étoit Médecin de la Reine, avoit promis de l'empoisonner, moyennant une somme de cinquante-mille écus. Ce complot ayant été découvert, les trois complices confessèrent que le Comte de *Fuentes* & *D. Diego d'Ibarra* les avoient corrompus, pour les porter à faire ce mauvais coup. *Lopez* dit pourtant, qu'il n'avoit eu dessein que de tirer de l'argent du Roi d'Espagne, & que même, en ayant reçu un présent de quelques Joyaux, il les avoit donnés à la Reine. Mais comme il n'avoit donné aucun avis de la Conspiration, son excuse ne fut point reçue. Lorsqu'il fut sur la potence, il s'avisait de dire, qu'il aimait la Reine autant qu'il aimait Jésus-Christ. Cela fit bien comprendre, qu'il n'avoit pas été condamné sans cause.

Le jour d'après l'exécution de ces trois scélérats, on en fit aussi mourir un autre, nommé *Patrice Cullin*, Maître d'armes Irlandois, qui avoit été envoyé des Pais-Bas pour tuer la Reine. On arrêta aussi *Edmond Torck* & *Richard Williams*, qui avoient été subornez par *Ibarra*, pour commettre le même crime; & on en découvrit aussi d'autres, qui avoient entrepris de mettre le feu à la Flotte. *Elisabeth* écrivit sur ce sujet à l'Archiduc *Ernest*, qui avoit été nommé Gouverneur des Pais-Bas, & lui demanda qu'il en punit les auteurs. Elle lui disoit encore, que, pour purger le Roi d'Espagne de tout soupçon, le moyen le plus propre étoit, qu'il lui livrât les Anglois-fugitifs qui étoient dans ses Etats, ou du moins, ceux qui avoient eu part à ces complots. Mais, prévoyant que l'Archiduc pourroit aussi lui demander *Antonio Perez* qui avoit voulu exciter des Troubles en Arragon, & qui se trouvoit alors en Angleterre, elle lui disoit, que c'étoit le Roi de France

ELISABETH.
1593.

Le Comte de *Fuentes* & *Diego d'Ibarra* gouvernent les Pais-bas.
Grutius.

1594.
Ils forment des complots contre l'Angleterre.
Cambden.
Ils subornent des gens pour empoisonner la Reine.

Lopez & ses complices sont exécutés.

Autres gens gagnés pour tuer la Reine.
Cambden.

Elle s'en plaint inutilement à l'Archiduc.

qui

ELISABETH. 1594. qui l'avoit envoyé à son Ambassadeur à Londres, sans qu'elle en fût rien auparavant, & qu'elle ne l'avoit jamais assisté: mais tout cela fut inutile. D'un autre côté, le Comte d'Essex reçut *Perez* dans sa maison, afin d'apprendre de lui les secrets de la Monarchie d'Espagne.

Henri IV. se rend maître de Paris. Ce n'étoit pas seulement en Angleterre, que les Espagnols avoient le chagrin de voir échouer leurs projets. Leurs affaires se trouvoient aussi en France dans une très mauvaise situation, depuis que Henri avoit embrassé la Religion Catholique. Les Villes & les Seigneurs, qui avoient été du Parti de la Ligue, se rangeoient en foule sous l'obéissance du Roi, & tout le Peuple tendoit manifestement à secouer le joug Espagnol. Le 22. de Mars, la Ville de Paris fut livrée au Roi par le Comte de Brissac, & le Duc de *Feria*, qui étoit dedans, se vit obligé de prendre un passeport du Roi, pour se retirer à l'Armée du Duc de Guise, avec ses Troupes Espagnoles. Ce fut alors seulement que Henri pensa tout de bon à chasser les Espagnols de la Bretagne, où ils étoient maîtres de plusieurs Places. Le Maréchal d'Aumont ayant été chargé de la conduite de cette Guerre, se servit utilement des Troupes Angloises, qui s'y distinguèrent beaucoup par leur valeur, jusques-là, que la Reine se vit obligée d'écrire à Norris, de n'être pas si prodigue du sang de ses Sujets. Martin Forbisher, fameux Voyageur, y fut tué à un Siege. Quelque tems après, la Reine rappella Norris pour l'envoyer servir en Irlande.

Guerre de Bretagne.
Cambden.

Inquietude d'Elisabeth par rapport à l'Ecosse.

Elle envoie un Ambassadeur au Roi.

Réponse du Roi.

Autre plus forte.

Les affaires d'Ecosse causoient toujours de l'inquietude à Elisabeth. On lui faisoit entendre de ce Pais-là, que la Cabale Espagnole étoit puissante à la Cour, qu'on y tramoit quelque chose contre la Religion Protestante, & que le Roi sembloit pancher du côté des Catholiques. Tout cela causant à la Reine de grands soupçons, elle prit la résolution d'envoyer le Lord *Zouch* en Ecosse, tant pour s'éclaircir de la vérité, que pour y fortifier le Parti Anglois, & pour instruire le Roi Jaques de ses véritables intérêts. Cet Ambassadeur représenta au Roi, de la part de la Reine, que le dernier Décret des Etats n'étoit pas capable de reprimer l'audace des Catholiques Romains, qui affectoient de faire publiquement l'exercice de leur Religion, & qui entretenoient, presque ouvertement, des intelligences avec le Roi d'Espagne. Jaques répondit, qu'il agiroit contre les Catholiques, selon que les Loix du Royaume le permettoient: que s'ils refusoient de se soumettre aux Loix, il les poursuivroit par les armes, pourvu que la Reine, qui avoit le même intérêt que lui, contribuât aux frais de la Guerre. L'Ambassadeur, n'étant pas content de cette réponse, le pressa beaucoup pour l'obliger à procurer des Loix contre les Catholiques, plus sévères que celles qui étoient alors en vigueur. A cela Jaques répondit avec émotion, que la Reine n'avoit rien à lui commander, & que ce n'étoit pas à elle à lui prescrire la manière dont il devoit

voit gouverner son Royaume. Ensuite, il demanda qu'elle lui livrât Bothwel, qui s'étoit retiré en Angleterre.

Mais Elisabeth étoit bien éloignée de lui donner cette satisfaction. Au contraire, ce fut elle, vraisemblablement, qui fournit à Bothwel les moyens de rentrer en Ecosse, & de se mettre à la tête de quatre-cens hommes, avec lesquels il s'empara par surprise de la Ville de Leith. Ensuite, il publia un Manifeste qui portoit, que des gens dangereux pour l'Etat & pour la Religion, ayant trouvé le moyen de se faire admettre dans le Conseil du Roi, donnoient lieu, par leur conduite, de croire qu'ils avoient formé des complots contre la Religion Evangelique. Que depuis quelque tems, on voyoit les Prêtres Romains courir de village en village, & y dire la Messe publiquement. Qu'ils faisoient leurs efforts pour animer le Peuple contre les Anglois, afin d'engager les deux Nations dans une Guerre qui ne pouvoit qu'être pernicieuse à l'Ecosse. Que pour arrêter des complots si dangereux, il avoit pris les armes, avec la concurrence de divers Seigneurs & Gentilhommes, pour chasser du Royaume ces pernicieux Conseillers, ou pour leur faire rendre compte de leurs actions. Que la chose pressoit d'autant plus, que les Espagnols étoient sur le point d'envahir le Royaume. Que par ces raisons, il exhortoit les Ecossois à s'unir avec lui, pour prévenir de plus grands maux, & pour obtenir du Roi qu'il favorisât un si juste dessein. Il écrivit la même chose au Synode Général des Eglises, assemblé à Dumbar, & aux Ambassadeurs d'Angleterre. Quand on considère le rapport qu'il y a entre le Manifeste de Bothwel, & ce que le Lord Zouch avoit représenté au Roi, on ne peut gueres s'empêcher de soupçonner qu'Elisabeth avoit part à cette entreprise.

Cependant, le Roi ayant assemblé des Troupes, se mit en état de s'opposer aux desseins de Bothwel, qui ne laissa pourtant pas de marcher à sa rencontre. Mais le Rebelle ayant eu d'abord quelque désavantage dans un combat, & ne se voyant pas soutenu, prit l'épouvante, & se retira vers les frontieres. Elisabeth, en ayant été informée, fit publier des défenses de le recevoir en Angleterre. Cette démarche fut très agreable au Roi d'Ecosse, qui avoit craint qu'elle ne se mit en tête de le soutenir. Quoique l'entreprise de Bothwel n'eût pas réussi, elle ne laissa pas de produire un très bon effet. Jacques, ayant compris par là combien Elisabeth pourroit lui causer d'embarras s'il venoit à rompre avec elle, prit enfin le parti de changer de conduite, de peur que ses vains projets n'aboutissent enfin à lui faire perdre la Couronne d'Angleterre. Il assembla donc les Etats, & fit entendre que les Seigneurs Catholiques, qui avoient paru trop affectionnez au Roi d'Espagne, furent bannis du Royaume. Ils firent d'abord quelques efforts pour se maintenir: mais enfin, ils se virent contraincts d'obeir. Alors les Etats firent de nouvelles Loix contre les Catholiques, & formerent même une Association semblable à celle qui s'étoit

ELISA-
BETH.
1594.
Affaires
d'Ecosse.
Cambden.
Melvil.

Jacques
prend le parti
de changer
de conduite,

ELISABETH. faite en Angleterre, quelques années auparavant. Un nommé *Graham Feinty*, zélé partisan d'Espagne, qui voulut encore tâcher d'exciter des Troubles, fut puni du dernier supplice.

1595.
Projets pour
procurer la
Couronne
d'Angleterre
à l'Infante
d'Espagne.
Camden.

Le changement du Roi d'Ecosse, & la vigueur avec laquelle il agit en cette occasion, firent perdre aux Catholiques l'esperance qu'ils avoient conçue de le mettre dans leurs intérêts. Cela fut cause qu'ils formerent de nouveaux projets, pour faire tomber la Couronne d'Angleterre sur la tête de quelqu'un de leur Religion, ou du moins, qui ne fût pas trop zélé pour la Religion Protestante. Ceux d'Angleterre jettoient les yeux sur le Comte d'Essex, parce qu'ils avoient remarqué qu'il n'approuvoit pas les Loix qui avoient été faites contre eux. Mais les Anglois, qui s'étoient retirés dans les Pais-Bas, étoient pour l'Infante *Isabelle* Fille de Philippe II. Ils publièrent même une Généalogie, pour faire voir, que le Roi d'Ecosse étant hérétique, la Couronne étoit dévolue au Roi d'Espagne; d'où ils inferoient, qu'il pouvoit en disposer en faveur de l'Infante sa Fille. Ce n'étoit pas là un simple projet, fondé sur la passion des Catholiques Anglois: il est certain, qu'encore que Philippe II. eût d'assez grandes affaires sur les bras, puisque le Roi de France lui avoit déclaré la Guerre, il se proposoit de faire des efforts extraordinaires, pour procurer à sa Fille la Couronne que les Anglois fugitifs lui offroient. La renommée de ses préparatifs s'étendoit déjà dans toute l'Europe, & avoit commencé à produire de fâcheux effets en Irlande, où le Comte de *Tyrone* s'étoit revolté, dans l'esperance des secours que le Roi d'Espagne lui avoit fait esperer. Cela fut cause qu'Elisabeth se prépara aussi de son côté à défendre ses Etats, & qu'elle envoya un bon renfort de Troupes à Norris qui étoit déjà en Irlande.

Préparatifs
de Philippe
II.

Rebellion
du Comte de
Tyrone en
Irlande.

Henri IV.
demande en-
core du se-
cours à Eliza-
beth.

J'ai déjà dit que Henri IV. avoit déclaré la Guerre à l'Espagne, en quoi il auroit fait une très grande faute, s'il avoit pu l'éviter, vu le miserable état où la France le trouvoit. Mais Philippe II. soutenant toujours la Ligue de tout son pouvoir, il avoit assez déclaré la Guerre à Henri, quoiqu'il prétendit qu'il ne faisoit pas la Guerre à la France, mais pour la France. Quoi qu'il en soit, Henri se trouvoit indispensablement obligé de soutenir une Guerre contre l'Espagne, & en ce cas-là, il crut qu'il valloit encore mieux attaquer Philippe directement, que de se mettre sur la défensive. Mais comme la France se trouvoit comme épuisée d'hommes & d'argent, il ne lui étoit pas facile de se mettre en état de soutenir seul cette Guerre, & d'en sortir à son honneur. Il eut donc recours à Elisabeth. C'étoit là sa seule ressource dans ses pressans besoins, & peut-être ne s'étoit-il engagé à rompre ouvertement avec l'Espagne, que dans l'esperance de tirer de puissans secours d'Angleterre. Dans cette vue, il écrivit à la Reine, que le rappel de Norris & de ses Troupes avoit rompu toutes ses mesures, & qu'il s'étoit attendu au contraire, qu'elle lui donneroit de plus grands secours, depuis qu'il avoit déclaré la Guerre à l'Espa-

l'Espagne. Elifabeth lui répondit, qu'elle louoit la résolution qu'il avoit prise d'attaquer les Etats du Roi d'Espagne: que c'étoit un très bon moyen pour éviter d'en être lui-même attaqué, & qu'elle s'en étoit bien trouvée. Quant aux Troupes qu'elle avoit rappellées de Bretagne, qu'il ne pouvoit pas s'en plaindre avec justice, puisque non seulement elles y avoient demeuré plus longtems que leur Traité ne portoit, mais même, malgré l'infraction manifeste du même Traité, & la violation de sa parole. Qu'il avoit positivement promis de donner la Ville de *Morlaix* aux Anglois pour lieu de retraite, dès qu'on s'en seroit rendu maître: mais que cette Place ayant été prise au prix du sang des Anglois, le Maréchal d'Aumont avoit frauduleusement fait insérer dans la Capitulation, qu'on n'y recevroit personne qui ne fût Catholique, afin de frustrer les Anglois de leur attente. Qu'il ne devoit donc pas s'étonner, si elle ne vouloit pas plus longtems être sa dupe, puisqu'elle ne pouvoit plus compter, ni sur sa parole, ni sur les Traitez. Que d'ailleurs, elle avoit besoin de ses Troupes en Irlande, où elle avoit à craindre une revolte générale des Irlandois. Il est certain, que Henri n'avoit pas agi avec Elifabeth d'une manière qui pût l'encourager à lui donner de grands secours. Aussi n'y avoit-il que la crainte où elle étoit que l'Espagne ne profitât trop de la foiblesse de la France, qui la tint encore un peu attachée aux intérêts de Henri, pour qui elle n'avoit pas la même estime qu'elle avoit eue autrefois. On peut dire aussi, que depuis qu'il étoit parvenu à la Couronne de France, il n'avoit fait aucune démarche qui tendit à se conserver l'amitié d'Elifabeth.

Dans la situation où la Reine se trouvoit, ne pouvant pas beaucoup compter sur l'amitié du Roi de France, & regardant comme inutile toute la dépense qu'elle pourroit faire en sa faveur, elle résolut de garder ses Troupes & son argent, pour défendre ses propres Etats, en cas qu'il prit envie à Philippe II. de les attaquer. Elle n'avoit proprement rien à craindre pour l'Angleterre, que du côté de l'Ecosse: mais la nouvelle qu'elle reçut, que le Roi Jaques s'étoit remis dans le bon chemin, la tira hors d'inquietude. Ce Prince, comprenant que le Roi d'Espagne n'en vouloit pas moins à l'Ecosse qu'à l'Angleterre, connut enfin, que le meilleur moyen pour rompre ses mesures, étoit de vivre en bonne union avec Elifabeth. Aussi, pour faire voir qu'il avoit dessein d'entretenir cette union, il publia une Proclamation qui défendoit, sous de rigoureuses peines, aux Ecoissois des frontieres, de faire aucun tort aux Anglois, & la Reine en fit publier une semblable. Depuis ce tems-là, il vécut avec Elifabeth dans une bonne intelligence, que rien ne fut capable d'altérer, comprenant bien que c'étoit le meilleur moyen pour parvenir un jour à la Couronne d'Angleterre.

Edmond Torck & Richard Williams, qui avoient été arrêtés l'année précédente, ayant été accusés & convaincus d'avoir voulu tuer la Reine, furent exécutés au mois de Février. Ils avouerent, qu'ils

ELISABETH.
1595.
Elle se plaint de lui, & lui refuse la demande.

Parfaite union entre Elifabeth & le Roi d'Ecosse.
Cambden.

York & Williams sont exécutés.

ELISABETH. ra leur avoit promis quarante-mille florins, s'ils exécutoient ce qu'ils avoient entrepris.

1595. Lorsque **HENRI IV.** avoit déclaré la Guerre à l'Espagne, il avoit formé le projet d'entrer dans les Pais-Bas, & d'y faire de grandes conquêtes : mais il eut bien-tôt lieu de s'apercevoir que ses mesures n'avoient pas été assez justes. Dès le mois d'Avril de l'année 1595, *Ferdinand de Velasco*, Connétable de Castille, étoit arrivé dans la Franche-Comté avec une Armée de dix-huit-mille hommes, & menaçoit le Duché de Bourgogne. Cela mit **Henri** dans la nécessité d'aller lui-même en ce Pais-là, & d'y mener la plus grande partie de ses Troupes. Pendant qu'il étoit ainsi occupé en Bourgogne, le Comte de Fuentes, qui commandoit dans les Pais-Bas après la mort de l'Archiduc Ernest, entra dans la Picardie, & se rendit maître du *Catelet*. Ensuite, il assiégea *Dourlens*, battit les François qui venoient au secours de la Place, & la prit d'assaut.

Il demande **Elisabeth.** **secours à Elisabeth.** **Henri** ayant reçu ces fâcheuses nouvelles, envoya promptement *Chevalier* en Angleterre, pour demander un secours de Troupes, afin de défendre la Picardie, selon le Traité de Ligue qu'il avoit fait avec la Reine. Dans les Instructions qu'il avoit données à son Envoyé, il lui ordonnoit de faire en sorte que ce secours fût prêt dans quinze jours après la date : mais *Chevalier* en avoit employé douze à faire son voyage. La Reine répondit, qu'elle ne manqueroit pas à faire passer un Corps de Troupes en Picardie, aussi tôt qu'elles pourroient être prêtes, pour garder Calais, Dieppe, & Boulogne. En effet, l'unique motif du Traité qu'elle avoit fait avec **Henri**, avoit été d'empêcher que les Espagnols ne se rendissent maîtres de ces Places maritimes : mais elle n'avoit pas prétendu s'engager à défendre les Places de cette Province, éloignées de la Mer, auxquelles elle prenoit peu d'intérêt. Ce n'étoit pas là ce que le Roi demandoit, n'ayant aucune envie de mettre les Anglois dans ces Places. Il prétendoit, que, sans aucune distinction, la Reine lui envoyât un Corps de Troupes pour lui aider à chasser les Espagnols de toute la Picardie. Dans le même tems, des Députés de la Province de Bretagne arriverent à Londres pour demander du secours à la Reine, sans spécifier ni le nombre de Troupes dont les Bretons avoient besoin, ni à quoi on vouloit les employer, & sans leur offrir un lieu de retraite : mais la Reine rejetta bien loin leur demande.

Progress des **Espagnols en** **France.** **Henri** **envoye Lomenie** **en Angleterre.** **Après** la prise de Dourlens, les Espagnols assiègerent Cambrai, & se rendirent maîtres de cette Place importante. **Henri**, se voyant ainsi pressé, envoya *Lomenie* Secrétaire d'Estat à Elisabeth, pour lui demander un prompt & puissant secours. Il avoit fait son compte en se liant avec elle, de l'engager à faire la Guerre à l'Espagne dans le Royaume de France, en sorte qu'il sembloit qu'elle étoit tenue de lui envoyer des Troupes & de l'argent, toutes les fois qu'il en auroit besoin, quoique leur Traité ne portât rien de semblable. Mais Elisabeth

Elisabeth n'avoit pas cette intention, n'étant pas d'humeur de faire passer ses Troupes en France, dans un tems où ses propres États étoient menacés ; ni de faire la Guerre à l'Espagne, d'une manière que toute la perte fût pour elle, & tout le profit pour Henri. Ainsi, elle fit entendre à l'Ambassadeur, qu'elle ne pouvoit accorder ce que le Roi lui demandoit. Lomenie, chagrin du mauvais succès de sa négociation, lui parla avec beaucoup de hauteur, & l'accusa en face d'être la cause de la perte de Cambray, pour n'avoir pas envoyé en Picardie le secours qui lui avoit été demandé. Il ajouta, qu'il paroïssoit bien qu'elle se réjouïssoit des malheurs de la France ; mais qu'elle pourroit bien s'en repentir, & se mettre, par une semblable conduite, en état d'être forcée à faire la Paix avec l'Espagne, à quelque prix que ce fût. Elisabeth se sentit fort choquée de ces menaces, & de la hauteur avec laquelle Lomenie lui parloit. Cependant, comme les affaires du Roi de France étoient alors en très mauvais état, elle ne jugea pas à propos de lui ôter toute espérance d'obtenir du secours dans un autre tems. Elle répondit pourtant à Lomenie, d'une manière convenable à sa Dignité, mais moins rude qu'elle n'auroit fait dans une autre conjoncture. Ensuite, quand il voulut lui faire demander une seconde audience, elle lui fit dire qu'elle informeroit le Roi de France, par le moyen de l'Ambassadeur qu'elle avoit auprès de lui, des raisons qu'elle avoit de garder ses Troupes & son argent.

Le refus d'Elisabeth choqua beaucoup le Conseil de Henri, où les Ligueurs n'avoient déjà que trop de pouvoir. Plusieurs lui conseil-
loient de faire la Paix avec l'Espagne, sans y comprendre l'Angleterre, puisqu'aussi bien il ne pouvoit espérer aucun secours d'Elisabeth. Il sembloit à les entendre, qu'elle se fût engagée à envoyer des Troupes au Roi, toutes les fois qu'il en demanderoit, & qu'elle violât ses promesses. C'étoit bien là, sans doute, ce qu'on avoit eu en vue en faisant la Ligue : on avoit compté de la mener comme on voudroit, & on ne pouvoit pas y réussir. C'étoit ce qui mettoit le Conseil du Roi en mauvaise humeur contre elle. D'ailleurs, ce Conseil, composé pour la plus grande partie des plus mortels ennemis de la Religion Protestante, & dont quelques-uns avoient été des plus zélés Ligueurs, ne regardoit pas Elisabeth comme une amie qu'il fallût ménager pour l'avenir, mais comme une amie à tems, dont il falloit tirer tout ce qu'on pourroit. Ce n'étoit donc pas sans raison, qu'Elisabeth se désoi-
loit du Roi de France, depuis que, pour obtenir son absolution du Pape, il s'étoit soumis à des bassesses indignes d'un Roi, & à des conditions qui tendoient à la ruine des Protestans, faisant voir par là, qu'il ne les regardoit plus comme ses amis. Il n'étoit donc pas à propos pour elle d'assister puissamment un tel ami, qui ne l'étoit plus que de nom : c'est pourquoi elle prit le parti de lui laisser démêler ses affaires comme il le jugeroit à propos, sans s'en embarrasser beaucoup. D'ailleurs, elle ne pouvoit espérer de ce côté-là, qu'une simple di-

ELISABETH.
1595.

L'Ambassadeur menace la Reine.

Proideur d'Elisabeth pour Henri.

ELISABETH. version aux forces d'Espagne, diversion qui, selon les apparences, ne devoit durer qu'autant que l'intérêt de la France le demanderoit. La conduite que Henri avoit tenue à son égard, ne lui donnoit lieu d'attendre rien au-delà, puisqu'il avoit laissé les Espagnols tranquilles dans la Bretagne, quoique ce fût de ce côté-là qu'elle eût le plus à craindre. En effet, dans le mois de Juillet de cette année, les Espagnols, qui s'étoient ancrés dans la Bretagne, firent une descente en Cornouaille, où ils brûlèrent quelques Villages. Quoique cette Expédition fût peu considérable, elle ne laissoit pas d'obliger Elisabeth à se tenir sur ses gardes, & à faire voir la nécessité qu'il y avoit pour elle de déloger l'ennemi commun, de cette Province. Mais ce n'étoit pas l'intérêt de l'Angleterre, qui faisoit agir les François.

Les Espagnols font une descente en Angleterre.

Henri IV. se plaint des Etats, *Annales de Cambden.* qui lui envoient de l'argent & des troupes.

Elisabeth leur demande son paiement.

Ce n'étoit pas de la Reine seulement que le Roi de France se plaignoit, après la perte de Cambray. Il accusoit aussi les Etats des Provinces Unies d'avoir manqué à l'Alliance qu'ils avoient faite avec lui, en laissant prendre une Ville de cette importance, & il les menaça de faire la Paix sans eux. Les Etats, voyant combien la Guerre entre la France & l'Espagne leur étoit avantageuse, apparurent le Roi, en lui envoyant une bonne somme d'argent, deux Régimens, & une grande quantité de Grain.

La démarche des Etats fut causée qu'Elisabeth leur fit dire, que, puisqu'ils avoient assez d'argent pour en prêter au Roi de France, ils en avoient sans doute assez pour payer leurs dettes, & qu'elle vouloit être remboursée de ce qu'elle avoit avancé pour eux. Elle ajoutoit, que s'ils ne lui donnoient pas une prompte satisfaction, en lui payant une partie de la dette, & lui assurant le reste dans un certain tems, elle prendroit des mesures convenables pour obtenir son paiement. Les Etats, se voyant ainsi pressés, employèrent les prieres & les soumissions pour l'appaiser. Ils lui représentèrent, que l'état où ils se trouvoient ne leur permettoit pas de la satisfaire. Mais comme leurs excuses ne produisoient pas un grand effet, ils firent valoir le Traité qu'ils avoient fait avec elle, par lequel ils n'étoient obligés à la payer qu'après la fin de la Guerre. Elle répondit à cela, que, dans le tems qu'elle les avoit assistés, ils étoient réduits à un pitoyable état; & qu'elle avoit témoigné sa bonté & sa générosité, en ne demandant d'être remboursée qu'après la Paix, parce qu'il n'y avoit aucune apparence qu'ils pussent être en état de payer avant ce tems-là. Mais que, puisqu'ils se trouvoient assez riches pour prêter de l'argent au Roi de France, il étoit manifeste qu'il étoit en leur pouvoir de la rembourser. Qu'ainsi, cet Article du Traité, sur lequel ils s'appuyoient, devoit naturellement s'expliquer de cette manière, qu'ils ne seroient pas en état de le faire avant la fin de la Guerre. Il y eut sur ce sujet de grandes contestations, & même quelque aigreur: mais enfin, l'affaire fut accommodée pour

Accommodement pour un tems.

tems, à ces conditions: Que les Etats s'engagerent à payer à l'avenir

nir

nir les Troupes Angloises qui étoient à leur service, & de joindre un certain nombre de Vaisseaux à la Flotte de la Reine, s'il arrivoit qu'elle fût attaquée par les Espagnols.

ELISA-
BETH.
1595.

Elisabeth eut encore un choc à soutenir de la part des Villes Hanseatiques, qui se plainquirent à la Diète de l'Empire, de ce que les Anglois leur avoient enlevé leurs Grains en Portugal, & de ce qu'elles étoient privées en Angleterre des Privilèges qui leur avoient été accordés par Edouard I. Cette affaire ayant été poussée plus vivement quelques années après, j'aurai occasion d'en parler en un autre endroit.

Plaintes des
Villes Han-
seatiques.

Le Chevalier Rawleigh fit cette année, à ses propres frais, une seconde Expédition en Amérique, dont il ne tira pas de grands profits. La Reine fit aussi équiper vingt & six Vaisseaux pour aller porter la Guerre en ce Pais-là, sous la conduite de *Drack* & de *Hawkins*. Mais comme les Espagnols y avoient pris de grandes précautions, les deux Amiraux Anglois n'y firent rien de considérable. Ils moururent même tous deux dans cette Expédition.

Seconde
expédition
de Rawleigh
en Amérique.
Camden.

J'ai dit ci-dessus, que Norris avoit été envoyé en Irlande pour y commander les Troupes contre les Rebelles, à la tête desquels étoit le Comte de Tyrone. La jalousie, qui se mit entre ce Général & le Lord Russel Viceroi d'Irlande, fut cause que les Anglois ne firent pas de grands progrès en ce Pais-là. Le Comte de Tyrone obtint même une Trêve, sur l'esperance qu'il donnoit qu'il quitteroit les armes, & qu'il se soumettroit à la Reine. Mais il n'en faisoit que le semblant, afin de pouvoir attendre tranquillement le secours qui devoit lui venir d'Espagne. Cette Guerre se continua pendant quelques années : mais je n'ai pas dessein d'entrer dans le détail des affaires d'Irlande, qui demanderoient une Histoire à part. D'ailleurs, la manière dont les Historiens en parlent est si confuse, & les noms Irlandois, tant des personnes que des lieux, sont si barbares & si difficiles à retenir, qu'on a bien de la peine à se faire une idée nette de cette Guerre.

Quelque résolution qu'Elisabeth eût prise de ne se mêler plus des affaires de France, elle se vit pourtant contrainte de prendre d'autres mesures, à cause des grands succès que les armes Espagnoles eurent dans ce Royaume. Le Cardinal Albert d'Autriche, qui avoit succédé à Ernest son Frere dans le Gouvernement des Pais-Bas, y arriva au commencement de l'année 1596. Il fit d'abord de grands préparatifs, comme s'il avoit eu dessein de secourir *La Fère*, que le Roi de France tenoit bloquée depuis quelque tems, & qu'il assiegea enfin dans les formes. Mais tout à coup, après avoir jetté quelque secours dans la Place assiegée, l'Archiduc alla se présenter devant Calais, & l'assiegea. C'étoit une Place qui avoit été autrefois d'une grande réputation, mais qui n'étoit plus ce qu'elle avoit été, soit par le changement arrivé dans la manière d'assiéger les Places, soit qu'on l'eût négligée depuis

1596.
Progrès des
Espagnols
contre la
France.
Astruc.

L'Archiduc
assiege Ca-
lais.

ELISA- depuis qu'elle étoit retournée à la France. Henri, allarmé de ce Sie-
BETH. ge, envoya promptement *Sancy* en Angleterre, pour y demander du
 1596. secours. Le Maréchal de Bouillon le suivit de près, & pressa telle-
 ment la Reine, qu'elle ordonna de préparer huit-mille hommes, que
 le Comte d'Essex devoit commander. Mais elle demanda, que si
 les Anglois faisoient lever le Siege de cette Place, elle fût mise entre
 leurs mains, puisqu'aussi bien elle étoit perdue pour la France. Le
Camden. Maréchal & *Sancy* éluderent cette demande, en disant, qu'ils n'avoient
 reçu aucune Instruction sur ce sujet, comprenant bien, qu'au pis aller,
 le Roi aimeroit encore mieux voir cette Place entre les mains des Es-
 pagnols, que de la voir retourner au pouvoir des Anglois. Ainsi, sous
 pretexte que le secours de Calais pressoit tellement qu'on n'avoit pas
 le tems de discuter cette proposition, ils firent si bien, que la Reine
 donna ses ordres pour le départ de ses Troupes. Mais dans ce même
 tems, on reçut la nouvelle que la Place étoit prise, & qu'elle n'avoit
 tenu que douze jours. Ensuite, l'Archiduc se rendit encore maître
 d'*Ardras* avec la même facilité. C'étoit la sixième Place que les Espa-
 gnols avoient enlevée à la France, depuis un an. Le secours destiné
 pour Calais n'ayant pu être prêt assez tôt, les Troupes nouvellement
 levées furent congédiées: mais la Reine prêta quelque argent à Hen-
 ri, sous la caution de ses deux Ambassadeurs.

Prise de Ca-
lais.

Elisabeth
équipe une
Flotte con-
tre l'Espagne.

Cependant, la Reine ayant eu avis que le Roi d'Espagne faisoit des
 préparatifs pour attaquer l'Angleterre ou l'Irlande, résolut de le pré-
 venir. Pour cet effet, elle fit équiper une Flotte de cent-cinquante
 Vaisseaux, parmi lesquels il y en avoit vingt & deux Hollandois, & y
 fit embarquer sept-mille hommes. Elle en donna le commandement à
 Charles Howard comme Amiral, & le Comte d'Essex fut déclaré
 Général des Troupes de débarquement.

Expédition
des Anglois
à Cadix.
*Annales de
Camden.*

La Flotte partit de Plimouth au commencement du mois de Juin,
 & s'éloigna beaucoup des Côtes de France & d'Espagne, de peur de
 donner l'allarme aux Espagnols, le dessein des Commandans étant de
 surprendre Cadix. Ce fut avec beaucoup de joye qu'ils apprirent d'un
 Maître de Vaisseau Irlandois qui revenoit de ce Port, que tout y étoit
 dans une grande sécurité, qu'il n'y avoit dans la Ville qu'une mé-
 diocre Garnison, & que le Port étoit plein de Navires, tant de
 Guerre que Marchands, de Gallions, de Galeres, & d'autres Vais-
 seaux chargés pour les Indes. Cette nouvelle leur ayant fait con-
 cevoir de grandes esperances, ils arrivèrent le 20. de Juin à l'Occi-
 dent de l'Isle de Cadix, & à leur approche, les Navires Espa-
 gnols se retirèrent vers le *Puntal*. Des le lendemain, les Anglois
 les attaquèrent avec beaucoup de résolution, & trouverent tant de
 résistance, que le combat dura depuis la pointe du jour jusqu'à
 midi. Enfin, les Espagnols desespérant de pouvoir se défendre plus
 longtems, prirent la résolution de faire échouer leurs Vaisseaux, &
 de se sauver à terre. Leur Vaisseau Amiral, nommé le *St. Philippe*,
 fut

fut consumé par les flammes, avec deux autres Navires qui se trou-
voient auprès de lui, les Espagnols y ayant eux-mêmes mis le feu, E L I S A -
B E T H .
1596.
afin qu'il ne tombât pas entre les mains des Anglois. Le *St. Matthieu*
& le *St. André* furent pris, & la plupart des autres échouèrent sur
la côte.

Pendant qu'on combattoit sur Mer, le Comte d'Essex descendit au
Puntal avec huit-cens hommes, & marcha droit à Cadix. A trois
ou quatre-cens pas de la Ville, il rencontra un Corps de cinq-cens
Espagnols, qui dès qu'ils l'eurent aperçu, se retirent à la Ville. Ils
furent poursuivis de si près, qu'il s'en fallut bien peu que les An-
glois n'entraissent pêle-mêle avec eux. L'épouvante fut si grande dans
la Ville, qu'avant qu'on y pût prendre aucune mesure pour se défen-
dre, les Anglois eurent le tems d'enfoncer la porte, & de se jeter
dedans. Quoiqu'ils trouvassent quelque résistance dans la rue, ils
n'employèrent qu'environ une demi-heure à se rendre maîtres du
Marché. Alors la Garnison & les habitans se retirèrent dans le
Château ou dans la Maison de Ville, & le même jour ou le lende-
main, ils se yirent contraints de se rendre. La Capitulation portoit,
qu'ils auroient la vie sauve, moyennant une somme de soixante &
dix-mille ducats, pour laquelle ils donnerent quatre des principaux
Bourgeois en otage. La Ville étant ainsi au pouvoir des Anglois, le
Comte d'Essex en mit dehors tous les habitans, après quoi il fit por-
ter sur les Vaisseaux, une grande quantité d'argent, de munitions, &
d'autres choses précieuses, outre ce que les Soldats avoient pillé.

D'un autre côté, l'Amiral Howard détacha le Chevalier *Roxleigh*,
pour aller brûler les Vaisseaux Marchands qui s'étoient retirés dans
le Canal. On offrit à l'Amiral deux millions de ducats pour les ra-
cheter: mais il rejetta cette proposition, disant, qu'il étoit venu pour
brûler ces Navires, & non pas pour les rançonner. Cependant, le
Duc de Medina trouva le moyen de faire décharger quelques-uns de
ces Vaisseaux, & fit mettre le feu aux autres, pour empêcher que
les Anglois ne profitassent de leurs richesses. Outre la perte des
Marchands, le Roi d'Espagne perdit deux Gallions qui furent pris
par les Anglois, avec plus de cent piéces de canon de fonte verte,
treize Vaisseaux de Guerre, onze Navires chargez pour les Indes, &
treize autres, sans compter les munitions qu'il avoit préparées pour
l'Expédition qu'il méditoit contre l'Angleterre. Les Anglois calcu-
lèrent que le dommage qu'il souffrit en cette occasion, montoit à plus
de vingt millions de ducats.

Le Comte d'Essex proposa dans un Conseil de Guerre, de garder
Cadix, & s'offrir même à y demeurer, pourvu qu'on lui laissât les
munitions nécessaires. Mais son avis ne fut pas suivi, chacun ayant
de l'impatience de retourner en Angleterre avec son butin. Ainsi la
Flotte remit à la voile, après qu'on eut mis le feu à la Ville, & à
quelques Villages des environs. Pendant qu'elle faisoit route vers l'An-

ELIZABETH. 1596. L'Angleterre, un vent de Nord s'étant levé, le Comte d'Essex proposa d'en profiter pour aller aux Îles Açores, attendre la Flotte qui venoit des Indes : mais on n'en voulut pas entendre parler, chacun craignant de perdre ce qu'il avoit gagné.

Mortification donnée au Comte d'Essex. La Reine reçut ces braves gens avec beaucoup de marques d'estime, & leur témoigna sa reconnaissance du service qu'ils venoient de lui rendre. Mais en arrivant à la Cour, le Comte d'Essex y trouva un sujet de mortification, en ce qu'ayant, avant son départ, recommandé *Thomas Bodley* pour être fait Secrétaire d'Etat, la Reine, sans avoir égard à sa recommandation, avoit donné cette Charge à *Robert Cecil* Fils du Grand Trésorier, qui n'étoit pas de ses amis. Peu de jours après, il eut encore le chagrin de voir que la Reine nomma *François de Wère* pour Gouverneur de la *Brille*, quoiqu'il eût parlé fortement pour un autre. Cela lui fit comprendre, que son crédit commençoit à décheoir, & le chagrin qu'il en conçut l'engagea enfin dans des projets extravagans, qui lui coûterent la vie.

Elisabeth demande son paiement aux Etats. *Annales de Grotius.* Le Roi d'Espagne ayant été mis pour quelque tems hors d'état de rien entreprendre contre l'Angleterre, Elisabeth renouvela ses poursuites envers les Etats des Provinces Unies, pour être payée de ce qui lui étoit dû. Les Etats employèrent, pour s'en dispenser, les mêmes raisons qu'ils avoient auparavant alléguées, & qui ne furent pas mieux reçues. La Reine disoit, qu'il n'étoit pas juste que son paiement dépendit d'une Paix que les Etats pouvoient différer autant qu'ils voudroient. Que d'ailleurs, le Traité qu'elle avoit avec eux portoit en termes exprès, que la Guerre ne dureroit qu'autant qu'elle le jugeroit à propos. Mais les Etats prétendoient, que cet Article n'avoit été mis dans le Traité, que pour faire honneur à la Reine. Cette contestation dura jusqu'à ce que le bruit s'étant répandu que le Roi d'Espagne faisoit de nouveaux préparatifs pour attaquer l'Angleterre, la Reine cessa peu-à-peu de presser les Etats. La vérité est, que ce n'étoit pas tant par impuissance qu'ils différoient de lui payer ce qu'ils lui devoient, qu'afin de la tenir toujours attachée à leurs intérêts, par cette espece de lien. D'un autre côté, ce n'étoit pas le besoin d'argent qui obligeoit la Reine à faire de si fortes instances, mais parce qu'elle ne vouloit pas que son paiement dépendit du succès des affaires de ses débiteurs. Ils se trouvoient alors en état de payer : mais elle ne savoit pas ce qui pourroit arriver dans la suite.

Nouveau Traité entre la France & l'Angleterre. *Gambden. Alexarai.* Lorsque le Maréchal de Bouillon étoit allé en Angleterre y demander du secours, il s'étoit fait quelque proposition d'une Alliance plus étroite entre les deux Couronnes de France & d'Angleterre. Mais le Roi de France avoit négligé cette affaire, parce qu'il voyoit qu'Elisabeth étant beaucoup sur les gardes, ne vouloit s'engager à lui donner des Troupes, & à lui fournir de l'argent, qu'à bonnes enseignes. Cependant, les desseins & les préparatifs du Roi d'Espagne étant devenus publics, Henri crut qu'Elisabeth ne tiendrait plus si ferme, &

&c

& qu'il en pourroit tirer un meilleur parti. Dans cette pensée, il renvoya le Maréchal de Bouillon & Sancy en Angleterre, pour y négocier avec la Reine, une Ligue offensive & défensive. Le Traité fut bien-tôt conclu, parce que la Reine craignoit que le Roi ne se vit contraint, par la mauvaise situation de ses affaires, à faire la Paix avec l'Espagne. Les principaux Articles de cette Ligue furent : Qu'Elisabeth fourniroit quatre-mille hommes, pour la défense de la Normandie & de la Picardie. Que le Roi de France en fourniroit autant pour la défense de l'Angleterre, en cas qu'elle fût attaquée, à condition qu'on ne pourroit employer ses Troupes en des lieux éloignez de la Mer de plus de vingt & cinq lieues. Qu'aucune des deux Couronnes ne pourroit faire la Paix, sans le consentement de l'autre. Par un Article secret, il fut convenu, que pour cette année, Elisabeth ne fourniroit que deux-mille hommes seulement. Il est très vraisemblable qu'Elisabeth ne conclut cette Ligue avec la France, qu'en vue de tenir Henri engagé dans la Guerre contre l'Espagne, par le moyen du secours qu'elle devoit lui donner. Mais il n'y a point d'apparence qu'elle s'attendit à un pareil secours en cas de besoin, puisque Henri ne pouvoit lui-même se passer du secours de l'Angleterre. D'un autre côté, Henri connoissant bien que l'intérêt étoit le seul motif qui avoit fait consentir Elisabeth à cette Ligue, ne se fit pas un scrupule d'agir par un semblable motif, c'est-à-dire, de se servir du secours de cette Reine, jusqu'à ce qu'il pût se tirer avec honneur de la Guerre qu'il avoit assez mal à propos déclarée à l'Espagne. Il y a peu de Ligues qui ne soient appuyées sur un pareil fondement. Aussi voit-on communément, qu'elles ne subsistent pas longtems, dès que l'intérêt de l'une des Parties vient à changer. Les Etats des Provinces Unies entrèrent dans cette Ligue, en y ajoutant quelques Articles qui les regardoient en particulier. Mais la jalousie qu'Elisabeth avoit conçue de leur attachement pour la France, retarda pour quelque tems la conclusion de leur Traité. Elle prétendoit, qu'ils ne devoient pas y entrer comme Souverains, mais en qualité de Villes associées qui s'étoient mises sous sa protection. Mais le Roi de France fit en sorte qu'elle se désista de cette prétention.

Philippe II. étoit au désespoir d'avoir été prévenu par Elisabeth, & de n'avoir pu défendre ses propres Etats, lui qui de tout tems avoit été si avide de ceux d'autrui. Ainsi, ne pouvant se résoudre ni à se désister de ses projets, ni à laisser Elisabeth jouir du plaisir que l'heureux succès de ses armes lui causoit, il prit la résolution de faire un nouvel effort, non seulement pour se venger d'Elisabeth, mais encore pour conquérir l'Angleterre. Quoique les Anglois lui eussent causé beaucoup de dommage, comme ce n'étoit qu'en un seul des endroits où il avoit fait ses préparatifs, il se crut encore en état de soutenir la gageure. Il rassembla donc tous les Vaisseaux qui lui restoient; il en fretta beaucoup d'étrangers; & par ce moyen, il eut

ELISA-
BETH.
1596.

Articles du
Traité.

Les Etats
entrent dans
la Ligue.

Le Roi
d'Espagne
fit un grand
effort pour
conquérir
l'Angleterre.
Carabden.

ELISABETH. une Flotte formidable, dans le tems même qu'Elisabeth le croyoit entièrement hors d'état d'agir contre elle. Cette Flotte partit de Lisbonne, pour aller prendre les Troupes de terre à *Fariola*, après quoi elle prit la route d'Angleterre. Mais une violente tempête, dont elle fut accueillie avant que d'avoir beaucoup avancé, en fit périr plusieurs Vaisseaux, & la dispersa tellement, qu'elle devint inutile pour cette année. Ainsi Elisabeth eut le plaisir d'apprendre qu'elle étoit hors d'état de lui nuire, avant que d'avoir su qu'elle avoit mis à la voile. Cela fut causé que, pour ne se trouver pas une autre fois exposée à un semblable danger, elle prit soin de faire bien fortifier les endroits où les Espagnols auroient pu aisément faire descente, si le Ciel n'avoit pas dissipé leurs projets.

La Reine se précautionne pour l'avenir.

Dès le commencement de l'année 1597, pendant un Hiver très rigoureux, le Prince Maurice gagna une Bataille contre les Espagnols, à *Turnhout*. Mais d'un autre côté, le 10. du mois de Mars, *Hernand Tellez Portocarrero*, Gouverneur de Dourlens, trouva le moyen de s'emparer d'Amiens par surprise. Cet accident troubla les négociations secrètes de la Paix qui se traitoit entre Henri & Philippe, par la médiation du Pape. Elle étoit déjà bien avancée, sans qu'Elisabeth en sût rien, malgré le Traité que Henri venoit de faire avec elle, dont le principal Article étoit, qu'on ne pourroit faire la Paix que d'un consentement mutuel.

Philippe II. comptant sur une Paix particulière avec la France, avoit résolu de faire un effort contre l'Irlande où il avoit des intelligences, & préparoit même une Flotte pour exécuter ce dessein. Les avis que la Reine en eut, lui firent prendre la résolution de le prévenir, ainsi qu'elle l'avoit déjà fait plusieurs fois avec succès. Pour cet effet, elle fit équiper une Flotte de six-vingts Vaisseaux, sur lesquels elle fit embarquer six-mille hommes, & en donna le commandement au Comte d'Essex. Le projet du Comte étoit d'aller à la Corogne, détruire l'armement qui s'y faisoit, & ensuite, d'aller attendre aux Isles Açores, la Flotte Espagnole qui devoit venir des Indes. Mais les vents contraires, les tempêtes, la dissension qu'il y eut entre le Comte d'Essex & le Chevalier *Rawleigh*, rompirent ces mesures, & la Flotte s'en retourna en Angleterre, sans avoir rien fait de considérable. C'est ce qui m'empêche d'entrer dans un détail inutile de cette Expédition, de laquelle Elisabeth ne retira que peu d'avantage. Je dirai seulement, que dans le tems même que les Anglois faisoient route vers l'Angleterre, une Flotte Espagnole, partie de *Fariola*, prenoit le même chemin, en vue d'aller faire une descente dans le País de Cornouaille. Mais une tempête qui se leva du côté du Nord, dispersa tellement les deux Flottes, qu'elles ne purent pas même se voir l'une l'autre.

Le Comte d'Essex étant arrivé à la Cour sur la fin d'Octobre, y trouva un nouveau sujet de chagrin. La Reine avoit créé, l'Amiral

Tho-

1597. Bataille de Turnhout dans le País-Bas.
Grosius.
Les Espagnols surprennent Amiens.
Maurai.

Philippe II. forme de grands projets contre l'Irlande.
Camden.
La Reine donne le commandement d'une Flotte au Comte d'Essex,
qui ne fait rien de considérable.

Il se chagrine contre la Cour.

Thomas Howard, Comte de Nottingham, & avoit fait mettre dans sa Patente, que c'étoit pour les services qu'il avoit rendus à la Patrie, en 1587. contre la Flotte d'Espagne, & ensuite, en prenant la Ville de Cadix, conjointement avec le Comte d'Essex. Cette Patente offensa le Comte d'Essex, qui crut que la Reine lui faisoit un affront en donnant à l'Amiral quelque part dans la prise de Cadix. De plus, par cette création, le nouveau Comte de Nottingham devoit avoir la préséance sur lui, par l'Ordonnance de Henri VIII. qui donnoit le pas au Grand Chambellan, au Grand Connétable, au Grand Maréchal, au Grand Amiral, au Grand Sénéchal, sur tous les autres Pairs de même rang qu'eux. Mais la Reine, pour adoucir son chagrin, lui donna la Charge de Grand Maréchal, qui lui conservoit la préséance sur l'Amiral.

ELISABETH.
1597.

J'ai déjà dit que les Villes Hanseatiques avoient fait de grandes plaintes à la Diète de l'Empire, touchant les Grains qui leur avoient été enlevés en Portugal, & touchant les Privilèges qu'elles avoient perdus en Angleterre. Elisabeth en ayant été informée, envoya un Ambassadeur à la Diète, pour répondre à ces accusations. Ce Ministre y représenta, que l'abus que les Villes Hanseatiques avoient fait de leurs Privilèges, les avoit fait annuler sous le Règne d'Edouard VI. par un Acte de Parlement: qu'ensuite, Marie avoit suspendu pour un tems l'exécution de cet Acte: mais qu'ensin, pendant son Règne même, ces Privilèges avoient été entièrement abolis; de quoi il allegua diverses causes, qui ont été rapportées dans le Règne d'Edouard VI. Que pour ce qui regardoit les Navires pris en Portugal, ils étoient chargés de munitions de bouche pour les Espagnols, & que, selon le Droit de la Guerre, les Anglois avoient pu les prendre, s'emparer de ces munitions qu'on portoit à leurs ennemis & confisquer les Vaisseaux mêmes, lesquels ils avoient pourtant rendus aux Propriétaires. Cette affaire sembloit assoupie, & il ne s'en parloit plus depuis deux ans, lorsque tout-à-coup, à la sollicitation des Villes Hanseatiques, l'Empereur défendit tout commerce dans l'Empire, à la Compagnie des Marchands Anglois qu'on appelloit *des Aventuriers*. Cela fut cause que la Reine défendit de son côté, le commerce des Villes Hanseatiques en Angleterre.

Affaire des
Villes Hanseatiques.
Cambden.

Cependant, le Roi de France se trouvoit assez embarrassé depuis que les Espagnols étoient maîtres d'Amiens, d'où ils pouvoient faire des courses jusqu'à Paris. Il résolut donc de reprendre cette Place à quelque prix que ce fût, & il en forma le Siege vers la fin du mois de Mai. En même tems, il fit sommer Elisabeth de lui envoyer quatre-mille hommes, suivant leur Traité. La Reine répondit, qu'elle étoit prête à lui envoyer ces Troupes, mais qu'il devoit pourvoir à leur subsistance, parce que les dépenses qu'elle avoit faites pour équiper une Flotte, & pour entretenir une Armée en Irlande, la mettoient hors d'état de leur fournir la paye pendant qu'elles seroient au

Henri IV.
demande du
secours à Eli-
sabeth.

Réponse de
la Reine.

ELTSA- service du Roi. Des Troupes sans argent n'accommodoient pas Henri, qui se trouvoit alors fort dépourvu de finances. Ainsi, pour engager Elisabeth à faire ce qu'il souhaitoit, il lui fit dire, qu'il n'avoit tenu qu'à lui de faire la Paix, & qu'on lui avoit offert de lui rendre toutes les Places, excepté Calais & Ardres, pourvu qu'il voulût se séparer de l'Angleterre. Il voulut lui faire accroire, que c'étoit à sa seule considération qu'il avoit refusé de faire une Paix particulière, quoique, dans la vérité, la surprise d'Amiens eût été la véritable cause qui en avoit fait interrompre la négociation, laquelle il n'auroit pas commencée sans en rien communiquer à Elisabeth, s'il avoit eu de la considération pour elle. Quoi qu'il en soit, la Reine ignorant encore ce secret, lui fit dire par son Ambassadeur, qu'elle ne pouvoit se persuader, qu'un Prince tel que lui voulût violer un Traité solennel, fait depuis si peu de tems, & confirmé par des sermens réciproques. Qu'au reste, elle le prioit de jeter les yeux sur le Traité, où il trouveroit cet Article en propres termes: *La Reine d'Angleterre enverra en France cette année, quatre-mille hommes de pied, qui serviront le Roi de France pendant six mois. Ils le serviront aussi durant le même tems dans les années suivantes, si l'état des affaires de la Reine d'Angleterre le peut permettre sans qu'elle en soit incommodée, de quoi on se rapportera à la conscience & à la parole de ladite Reine.* Qu'il étoit donc manifeste qu'elle ne violoit pas le Traité, d'autant plus qu'elle offroit de lui envoyer des Troupes, pourvu qu'il s'engageât à les entretenir. Tout cela aboutit enfin, au but que vrai-semblablement Henri s'étoit proposé. C'est qu'au-lieu de Troupes, Elisabeth lui fournit une somme d'argent. Quand il s'agit de donner une sûreté pour cette somme, Henri offrit de lui céder Calais, moyennant qu'elle s'engageât à reprendre cette Place avec ses seules forces, dans un certain tems. C'étoit vouloir l'engager à faire une diversion bien plus avantageuse à la France, que les quatre-mille hommes qu'il avoit demandez. Il étoit même incertain si la Place auroit été prise dans le tems qu'il auroit proposé, qui vrai-semblablement auroit été assez court. Mais ce n'étoit qu'un piège, auquel Elisabeth n'avoit garde de se laisser prendre, d'autant plus qu'elle savoit bien que le Roi de France voyoit plus volontiers Calais au pouvoir des Espagnols, qu'entre les mains des Anglois. Mais la prise d'Amiens, qui se rendit au mois de Septembre, mit fin à cette dispute.

Henri IV. La reddition d'Amiens fit renouveler les négociations entre la France & l'Espagne, qui avoient été interrompues. Henri se conduisit en cette occasion, d'une manière qui répondoit assez mal aux services qu'il avoit reçus d'Elisabeth, dans ses plus pressans besoins. Il attendit à l'informer que la Paix lui étoit absolument nécessaire, jusqu'à ce qu'il en eût réglé en secret les principales conditions. Il crut, apparemment, que comme Elisabeth n'avoit eu que son propre intérêt en vue dans la Ligue qu'elle avoit faite avec lui, il pouvoit aussi de

BETH.
1597.
Henri men-
sage de faire
la Paix sans
elle

Mézerai

La Reine
justifie sa
conduite par
le Traité
même.

Elle prête
de l'argent
au Roi, qui
lui fait une
offre captieu-
se.

Henri IV.
négocie avec
l'Espagne,
sans en aver-
tir Elisabeth.
*Annales de
Camden.*

de son côté, ne penser qu'à son propre avantage. Avec un tel principe, il n'y a point d'Alliance qu'on ne croye pouvoir violer sans aucun scrupule. Il n'avoit pourtant pu agir si secretement, qu'Elisabeth n'eût été informée de ses démarches & de ses desseins. Ce fut par cette raison qu'elle assembla le Parlement, pour lui demander du secours dans une telle conjoncture, en lui faisant entendre, qu'elle étoit sur le point d'être abandonnée de son Allié, quoiqu'il feignit encore de ne vouloir point traiter sans elle. Le Parlement, comprenant qu'il étoit très apparent que l'Angleterre seroit bien-tôt attaquée, accorda une somme très considérable, à condition que ce secours extraordinaire ne seroit point tiré à conséquence.

Elisabeth avoit bien su que Henri traitoit avec l'Espagne: mais elle ignoroit que la Paix fût déjà comme conclue, d'autant plus qu'il l'avoit priée de lui envoyer des Ambassadeurs, afin qu'il pût concerter avec eux, les points sur lesquels on devoit traiter. Elle lui envoya donc *Wikes*, *Cecil*, & *Herbert*, dont le premier mourut en arrivant à Paris. Les deux autres allerent trouver le Roi qui étoit à Angers, & lui demanderent sur quel pied étoit la négociation avec l'Espagne. Henri ne répondit que par un discours général, pour leur faire connoître qu'il avoit besoin de la Paix, & que le bien de son Peuple, qu'il préféreroit à toute autre chose, le demandoit absolument. Cecil lui répondit, que la Reine sa Maitresse ne la souhaitoit pas moins: mais qu'il s'agissoit de savoir sur quel pied le Roi d'Espagne la proposoit, & si les Etats des Provinces Unies y devoient être compris. Le Roi lui dit alors, que le Roi d'Espagne offroit de lui rendre toutes ses Places, & même Calais, & qu'il ne pouvoit refuser cette offre, sans exposer son Royaume à une entière ruine. Il ajouta, que bien-tôt il seroit en sorte que Philippe accorderoit des conditions honorables à la Reine d'Angleterre & aux Provinces Unies.

Il n'en fallut pas davantage pour faire comprendre aux Ambassadeurs, que la Paix entre la France & l'Espagne étoit déjà faite, sans que Henri se fût mis en peine des intérêts de ses Alliez. Elisabeth en ayant été informée, donna ordre à ses Ambassadeurs d'en faire des plaintes au Roi, & les Ambassadeurs des Etats reçurent aussi le même ordre de leurs Maitres. Mais Henri trouva le moyen d'éviter d'entendre lui-même des reproches qui ne pouvoient qu'être très mortifians pour lui, en nommant des Commissaires pour traiter avec les Ambassadeurs, au-lieu de leur accorder l'audience qu'ils demandoient. Ces Commissaires & les Ambassadeurs s'étant assemblez, *Oldenbarnevelt*, l'un des Ambassadeurs des Etats, parla très fortement contre la mauvaise-foi dont on usoit à leur égard. Il somma le Roi, quoiqu'absent, de dire en conscience, si c'étoit une chose digne d'un Prince, que de se séparer de ses Alliez, sans en avoir aucune juste cause. Ensuite, pour faire honte aux Commissaires François, il lut tout haut le Traité de Ligue, & finit par ces paroles : *Que cer-*

ELISA-
BETH.
1597.

Le Parle-
ment accor-
de une gran-
de somme à
la Reine.

1598.
Henri fait
la Paix sans
ses Alliez.

Camden,
Griffin.

Il s'en plai-
gnoit inuti-
lement.

tains

ELISABETH. 1598. *Les Rois préferoient leurs intérêts particuliers à leurs Alliances, mais que c'étoit souvent à leur propre dommage ; parce que si les affaires des Souverains ne s'appuyoient pas sur la bonne-foi, c'étoit en vain qu'on prétendoit les appuyer sur la puissance. Le Chancelier, qui étoit un des Commissaires, répondit à l'Ambassadeur, que ce qu'il proposoit étoit digne d'une grande attention, & qu'il en feroit son rapport au Roi ; protestant néanmoins, que la France ne pouvoit absolument se passer de la Paix.*

Cecil parla ensuite, & dit, que n'ayant ordre que de traiter d'une Paix générale, puisque les Etats des Provinces Unies ne devoient pas être compris dans le Traité que le Roi faisoit avec l'Espagne, il ne pouvoit pas passer plus avant. Ensuite, après avoir justifié la conduite de la Reine sa Maitresse, & parlé avec beaucoup de liberté de celle du Roi de France, il demanda un délai pour pouvoir informer la Reine de ce qui se passoit. Mais sa demande ayant été éludée, il pria les Commissaires de faire souvenir le Roi, du serment qu'il avoit fait en présence de Dieu & des hommes. Enfin, il dit que la Reine vouloit être payée des sommes qu'elle avoit prêtées au Roi dans ses pressantes nécessitez. Mais tout ce que ces Ambassadeurs alleguoient étoit entièrement inutile, puisque la Paix entre la France & l'Espagne étoit déjà conclue, & qu'il n'y manquoit plus que la formalité de la faire signer solennellement par des Plénipotentiaires qui devoient s'assembler à l'ervins.

La Reine
est fort en
colere.

Elisabeth fut extrêmement indignée de la conduite du Roi de France à son égard, d'autant plus qu'elle ne voyoit point d'autre cause qui eût pu l'obliger à négocier la Paix sans l'en avertir, que celle de faire plaisir au Pape & au Roi d'Espagne. Il est certain que Henri auroit pu sortir de cette affaire avec quelque apparence de bonne-foi, s'il eût feint de ne vouloir traiter que conjointement avec ses Alliez, & qu'ensuite, sur les difficultez qui se seroient présentées, il eût fait valoir la nécessité où il se trouvoit de faire la Paix. Mais la faisant à leur insu, il faisoit voir bien clairement, qu'il préferoit les intérêts du Roi d'Espagne à ceux de ses anciens amis. C'étoit là en effet son caractère. Il avoit tant d'impatience de se voir paisible possesseur de la Couronne de France, que, pour parvenir à ce but, il ne craignit jamais de sacrifier ses anciens amis qui étoient hors d'état de lui nuire, à ses plus mortels ennemis qui auroient pu encore lui causer des embarras. Il n'y avoit personne autour de lui, qui osât lui reprocher une pareille conduite : mais il trouva dans Elisabeth une personne d'un rang égal, qui ne se crut pas obligée à tant de ménagemens. Elle lui écrivit une Lettre, où, après assez d'autres duretez, elle lui disoit, *que si dans les affaires temporelles, il y avoit un péché contre le St. Esprit, c'étoit sans doute l'ingratitude. Que s'il avoit obtenu des conditions avantageuses du Roi d'Espagne, il devoit reconnoître qu'il en étoit redevable aux secours qu'il avoit reçus de l'Angleterre ; & que la religion*

Elle lui écrit
une Lettre
fort cho-
quante.

religion des Traitez & la foi des Alliances n'étoient des pièges pour surprendre, que parmi les Méchans. Henri se sentit vivement piqué de ce reproche; mais comme il n'avoit rien de bon à y répondre, il prit le parti de dissimuler. Il s'excusa sur la nécessité urgente qui l'obligeoit à faire la Paix, & tâcha de persuader à Elisabeth, qu'au-lieu que jusqu'alors il lui avoit été à charge, il s'efforceroit de lui donner à l'avenir des marques de sa reconnaissance, en lui procurant une Paix sûre & honorable, & en n'abandonnant jamais ses intérêts. Mais ce n'étoient que des paroles, dont la Reine ne fit pas beaucoup de cas.

Pendant que ces choses se passoient, on achevoit de traiter à Ver vins, de quelques Articles peu importans, qui avoient été laissez indé cis. Mezerai avoue que la Paix auroit été conclue & signée en moins de trois semaines, si Henri n'avoit pas voulu faire quelques façons, pour persuader au Public qu'il ne vouloit pas abandonner ses Alliez. Mais tout cela n'aboutissoit qu'à tâcher d'obtenir, que les Ambassadeurs d'Angleterre & des Etats fussent admis aux Conférences, sans qu'il déclarât pourtant ce qu'il vouloit faire en leur faveur. Mais Philippe, qui savoit bien qu'il ne seroit pressé que jusqu'à un certain point, demeura toujours inflexible, sans vouloir jamais donner pouvoir à ses Plénipotentiaires de traiter ni avec l'Angleterre, ni avec les Etats. Enfin, après que Henri eut fait toutes les façons nécessaires pour se disculper envers le Public, il donna ordre à ses Plénipotentiaires de signer le Traité, promettant, pour toute ressource, à ses Alliez, qu'il ne le ratifieroit que quarante jours après; comme si ce tems eût été suffisant pour faire leur Paix avec l'Espagne, qui refusoit même de traiter avec eux. Cependant, il les exhortoit, je ne sai si c'étoit sérieusement ou par moquerie, à ne pas laisser échapper l'occasion qu'il leur procuroit. Cette Paix fut signée à Ver vins le 2. de Mai, & ratifiée par Henri le 12. de Juin.

Ce fut alors à la Reine & aux Etats, à prendre des mesures pour soutenir la Guerre contre toutes les forces du Roi d'Espagne, & ce fut dans cette vue qu'Elisabeth envoya François de Wère aux Etats, pour leur demander quelle étoit leur résolution. Cependant, on agitoit dans son Conseil, s'il étoit à propos de faire la Paix, ou de continuer la Guerre. Le Conseil se trouvant divisé sur cette question, on y allegua diverses raisons pour & contre. Mais la Reine, qui entendoit parfaitement ses intérêts, ne balança point à se déterminer pour la Guerre. Elle comprenoit, qu'en faisant une Paix particulière, comme il lui auroit été fort facile, elle engageroit infailliblement les Etats à se remettre sous le joug du Roi d'Espagne. En ce cas-là, elle prévoyoit qu'elle se trouveroit seule, & sans aucun Allié, exposée aux attaques de Philippe II. qui ne manqueroit pas de prétextes pour rompre avec elle, & pour reprendre ses premiers projets contre l'Angleterre. Il étoit même à craindre, que le Roi de France, incité par le Pape, & par un Conseil Catholique où les anciens Ligueurs

Tom. VI.

Nnn

n'a-

ELISA-
BETH.
1598.

Il signe la
Paix de Ver-
vins sans ses
Alliez.

Raisons
d'Elisabeth
pour conti-
nuer la Guer-
re.

Annales de
Gratius.

ELISABETH. 1598. n'avoient que trop de pouvoir, ne se laiffât engager dans le complot de la détrôner. Elle appréhendoit encore, qu'on ne débauchât le Roi d'Ecosse, & que ce Prince, pour parvenir plutôt à la Couronne d'Angleterre, ne se laiffât éblouir par les promesses qu'on lui feroit, & n'abandonnât les intérêts de la Religion Protestante. En un mot, en abandonnant les Etats, elle s'exposoit au risque de voir tomber l'orage sur sa propre tête, après avoir travaillé toute sa vie à le détourner sur ses voisins. Au contraire, en les soutenant, elle occupoit les forces du Roi d'Espagne de ce côté-là, & empêchoit ce Prince de faire des efforts considérables contre l'Angleterre. De plus, si par une vigoureuse Guerre, elle pouvoit obliger Philippe à faire une Paix qui ne portât point d'atteinte à la Liberté des Etats, elle se conservoit par là des amis qui pouvoient lui être d'un grand secours dans le besoin.

Nouveau
Traité entre
Elizabeth &
les Etats.

Ce furent là les raisons qui déterminèrent la Reine à continuer la Guerre. Mais elle se garda bien de faire connoître sa résolution aux Etats. Au contraire, elle témoigna un grand penchant pour la Paix, sous prétexte qu'il n'étoit pas en son pouvoir de continuer une Guerre si onéreuse. Elle leur fit entendre, qu'il ne s'agissoit nullement de ses intérêts, & que les vains efforts que Philippe avoit faits jusqu'alors contre l'Angleterre, faisoient bien connoître qu'elle n'avoit rien à craindre de ce côté-là. Les Etats ne pouvant pas dissimuler comme elle, parce qu'il s'agissoit de tout pour eux, elle en prit occasion de les faire convenir, que si la Guerre se continuoit, ce n'étoit uniquement que pour les maintenir dans leur Liberté, & qu'il étoit donc nécessaire de traiter de nouveau sur ce fondement. Enfin, elle sut agir si adroitement, qu'elle fit avec eux de nouvelles Conventions, dont tout l'avantage se trouva de son côté. Les Etats aimèrent mieux subir les conditions qu'elle voulut leur imposer, que de se voir réduits à faire une Paix qui, dans cette conjoncture, ne pouvoit que leur faire perdre leur Liberté, leur Religion, & le fruit de tous les travaux à quoi ils s'étoient exposés depuis trente années. Les conditions de ce nouveau Traité furent donc :

Articles du
Traité.

Que les Etats donneroient à la Reine, des assurances pour la somme de huit millions de florins, à quoi toutes ses prétentions étoient fixées.

Que la moitié de cette somme seroit payée par le moyen de trois-cens-mille florins que les Etats lui feroient toucher tous les ans, pendant que la Guerre dureroit : mais que s'il restoit encore quelque chose de cette moitié à payer après la fin de la Guerre, les payemens annuels ne seroient que de vingt-mille florins.

Que pour ce qui regardoit l'autre moitié, & la restitution des Places qui étoient entre les mains de la Reine, on s'en accommoderoit à l'amiable, après que la Paix seroit faite.

Que pour la garde de Flessingue, de la Brille, & autres Forts, la Reine fourniroit onze-cens-cinquante hommes, qui seroient payez
par

par les Etats, à raison de cinq mille & cent florins tous les trois mois, outre les ustensiles & autres choses semblables qui sont ordinairement fournis aux gens de Guerre, dans les Garnisons. ELISA-
BETH.
1598.

Qu'à l'avenir, la Reine seroit déchargée de l'engagement où elle étoit entrée, de fournir des Troupes auxiliaires aux Etats, & que les Anglois qui servoient actuellement, ou qui serviroient à l'avenir dans les Pais-Bas, seroient entretenus par lesdits Etats, leur prêteroient serment, & obéiroient à leurs Généraux.

Que par ce moyen, la puissance du Député d'Angleterre, stipulée dans le Traité précédent, seroit abolie; la Reine se reservant néanmoins la faculté de mettre un homme dans le Conseil d'Etat.

Que quand la Reine seroit actuellement la Guerre à l'Ennemi commun, soit que cette Guerre fût offensive ou défensive, les Etats seroient obligez de joindre à sa Flotte quarante ou cinquante Vaisseaux de Guerre, & de lui envoyer cinq-mille hommes de pied, & cinquens Cavaliers.

Il est aisé de voir par ce Traité, combien la Reine fut profiter de la conjoncture où les Etats se trouvoient, & de la crainte qu'ils avoient de se voir réduits à faire une mauvaise Paix avec l'Espagne, quoique, par les raisons que j'ai rapportées ci-dessus, elle eût elle-même un grand intérêt de continuer la Guerre. De plus, dans le tems même que ce Traité se négocioit, le Comte de Tyrone se rendoit très redoutable en Irlande. Enfin, le Roi d'Ecosse demandoit presque ouvertement d'être déclaré Successeur présomptif de la Reine. Il faisoit semer par-tout, des Livres imprimez ou écrits à la main, par lesquels il prétendoit prouver, qu'il n'étoit pas au pouvoir de qui que ce fût de le priver de son droit. On fit même voir à Elisabeth une Lettre signée de sa propre main, qu'il écrivoit au Pape. Cambden dit, qu'on lui avoit fait signer cette Lettre par surprise: mais cet Auteur est trop suspect dans tout ce qui regarde le Roi Jaques, pour qu'on puisse s'en fier entièrement à sa parole. Peu de tems apres, on arrêta dans Londres, un homme nommé Edmond Squire, qui avoit entrepris de faire mourir la Reine, en empoisonnant l'arçon de la selle dont elle se servoit ordinairement quand elle alloit à cheval. Tout cela fait voir qu'elle n'avoit pas moins sujet de craindre pour elle-même que pour les Etats, & qu'elle avoit un grand intérêt de les soutenir, & de leur procurer une Paix qui assurât leur Liberté.

La mort de Philippe II., qui arriva au mois de Septembre de cette même année, calma un peu les inquietudes d'Elisabeth. Ce Prince étoit âgé de soixante & douze ans, & en avoit régné quarante-deux, dans des agitations continuelles pour aggrandir sa Monarchie. Il porta ses vues sur la France, sur l'Angleterre, sur le Portugal; & de tous ces vastes projets, le dernier fut le seul qui lui réussit. Mais il perdit sept Provinces des Pais-Bas, qui valoient bien le Royaume Mort de
Philippe II.

Le Comte de Tyrone fait des progrès en Irlande.

Le Roi d'Ecosse veut se faire déclarer Successeur présomptif d'Elisabeth.

Annales de Cambden. Il écrit au Pape.

Conspiration contre la Reine.

ELISA- qu'il avoit acquis. Il mourut d'une mort épouvantable, étant mangé des poux, qui sortoient en abondance de certains ulcères dont il étoit affligé depuis quelque tems : mais il souffrit ses maux avec une constance admirable. Quelque tems avant sa mort, il avoit assigné la Souveraineté des Pais-Bas pour Dot, à l'Infante Isabelle sa Fille, en la mariant avec l'Archiduc Albert. Mais les conditions qu'il avoit annexées à ce don, faisoient bien voir que son intention n'étoit pas de démembrer ces Provinces de la Monarchie d'Espagne. Outre l'hommage qu'il s'en étoit réservé, & le droit de tenir des Garnisons dans les Citadelles d'Anvers & de Cambrai, il avoit stipulé le retour de ces Provinces à la Couronne d'Espagne, au défaut d'Héritiers descendans de la Princesse sa Fille; & on prétend qu'il l'avoit mise hors d'état d'en avoir jamais. Philippe III. son Fils fut son Successeur.

La Reine
donne un
soufflet au
C. d'Essex.
1598.

Dans cette même année, il arriva une fâcheuse affaire à la Cour d'Angleterre. La Reine consultant le Comte d'Essex & l'Amiral, sur le choix d'un Sujet pour lui confier la Vice-royauté d'Irlande, marqua du panchant pour *Guillaume Knolles*. Mais le Comte d'Essex, quoique Neveu de Knolles, s'y opposa fortement, voulant faire donner cette Dignité à *Carew*, afin de l'éloigner de la Cour où il lui faisoit ombrage. Il soutint son sentiment avec beaucoup de hauteur & d'obstination, & voyant que la Reine étoit inflexible, il lui tourna le dos, avec un geste si méprisant, que la Reine, indignée de son insolence, lui donna un soufflet. D'abord, il porta la main sur la garde de son épée, & l'Amiral l'ayant empêché de la tirer du fourreau, il dit en jurant, qu'il ne pouvoit ni ne vouloit souffrir un pareil affront, & qu'il ne l'endureroit pas même de Henri VIII. s'il étoit encore en vie; & se retira incontinent de la Cour. Le Garde du Sceau Privé l'ayant suivi chez lui pour lui représenter l'inutilité de ses menaces, il en fit encore de plus grandes, & parla de la Reine en termes très offensans. Mais enfin, s'étant laissé ramener par les conseils de ses amis, la Reine voulut bien lui rendre ses bonnes grâces. Peu de gens se persuaderent qu'il y eût de la sincérité de part ni d'autre, dans cette reconciliation, & les amis du Comte d'Essex craignirent beaucoup pour lui.

Mort du
Lord Burgh-
ley.

Guillaume Cecil, Baron de Burghley, Grand Trésorier, & depuis plusieurs années, Principal Ministre & Confident de la Reine dans toutes ses affaires politiques, mourut cette année dans une extrême vieillesse. Le Lord *Buchursh* lui succéda dans la Charge de Grand Trésorier.

1599.
Affaires
d'Irlande.
*Hist. of Ir-
land.*
Cambden.

Les affaires d'Irlande se trouvoient dans une si fâcheuse situation, qu'il falloit y pourvoir promptement, ou s'exposer au risque de perdre ce Royaume. Depuis les avantages que le Comte de Tyrone avoit remportés sur les Anglois, toute la Province de *Munster* s'étoit revoltée. Dans tout le reste de l'Isle, les originaires du Pais étoient sur le point d'en faire autant, se flatant qu'avec les secours du Pape & du

du Roi d'Espagne, le Comte de Tyrone les délivreroit entièrement du joug des Anglois. La Reine, ayant été informée de la situation des affaires de ce Royaume, crut qu'il ne falloit point perdre de tems pour réduire les Irlandois à leur devoir, & fit délibérer en sa présence, dans son Conseil, sur la maniere d'exécuter la résolution qu'elle avoit prise. Le Comte d'Essex parla longtems sur ce sujet, & desapprouva beaucoup la conduite de ceux qui jusqu'alors avoient gouverné l'Irlande, disant, qu'ils s'étoient attachez à des bagatelles, au lieu d'agir directement contre le Comte de Tyrone, sans lui donner aucun relâche: que, par les Treves qu'on lui avoit de tems en tems accordées, on lui avoit donné le tems de rétablir ses affaires: qu'en même tems, on avoit engagé la Reine à une dépense inutile, puisque ses Troupes n'étoient pas moins payées pendant la Treve, que pendant la Guerre. Cet avis plut beaucoup à la Reine, qui n'aimoit pas à dépenser son argent sans nécessité. Quand il fut question de nommer un Viceroy, la plupart des voix alloient à donner ce Gouvernement au Lord *Montjoy*. Mais le Comte d'Essex s'y opposa, parce que ce Seigneur n'avoit jamais commandé en Chef, & qu'il étoit trop attaché à l'étude, au lieu qu'il étoit nécessaire d'envoyer en ce Pais-là, un homme actif & guerrier. Il ajouta, que pour terminer bientôt la Guerre d'Irlande, il falloit en confier la conduite à un Général qui eût de la réputation, & qui fût agreable au Peuple. En un mot, il se montra lui-même comme du doigt, de telle sorte qu'il fut choisi pour cet Emploi. Ses amis crurent lui faire plaisir, & ses envieux espererent que ce Commandement, & son absence de la Cour, leur fourniroient des moyens pour le ruiner.

On ne fait pas bien ce que ce Seigneur rouloit dans sa tête: mais depuis quelque tems, il se rendoit fort populaire, & par ses manieres affables, il avoit mis tellement le Peuple dans ses intérêts, qu'il en étoit comme adoré. Il ne lui manquoit plus que de s'attirer l'affection des gens de Guerre, & selon les apparences, c'étoit là le but qu'il s'étoit proposé, en souhaitant d'aller commander en Irlande. Mais comme il avoit des ennemis qui ne cherchoient qu'une occasion pour le perdre, c'étoit sur cela même qu'ils fondonient l'esperance de réussir. D'un autre côté, ses amis, pour vouloir le servir avec trop d'ardeur, lui rendoient de mauvais offices, en affectant de publier, qu'il étoit descendu de la Maison Royale d'Ecosse, & de celle d'Angleterre, par sa Bisayeule, qui comptoit parmi ses Ancêtres, Edmond de Langley Duc d'Yorck, & Thomas de Woodstock Comte de Gloucester, tous deux Fils d'Edouard III. On prétendoit insinuer par là, qu'après la mort de la Reine, il seroit plus convenable de le placer sur le Trône, qu'un Roi étranger. On lui avoit même dédié un certain Livre, dans lequel l'Auteur combattoit les droits de tous ceux qui pouvoient prétendre à la Couronne, excepté ceux de l'Infante d'Espagne. Ses ennemis, comprenant qu'il brasloit quelque complot

ELISA-
BETH.
1599.

Le Comte
d'Essex bia-
me les pré-
cedens Gou-
verneurs
d'Irlande.

Il en est fait
Viceroy.

Remarque
sur sa con-
duite.

Ses amis &
ses ennemis
lui rendent
de mauvais
offices.

ELISA- dangereux, n'avoient garde de l'en détourner. Au contraire, ils le
BETH. combloient par-tout de louanges, & en toutes occasions, ils exal-
 1599. toient sa valeur, sa prudence, & son attachement à la Religion Pro-
 testante, afin de l'engager d'autant mieux à faire des démarches qui

Caractère
de ce Sei-
gneur.

Il reçoit une
Patente fort
ample.

fissent plus clairement connoître ses desseins. Il avoit un esprit fort
 vif, & plusieurs autres belles qualitez qui le rendoient très recom-
 mandable : mais il étoit extraordinairement entêté de son propre mé-
 rite, & il regardoit tous les autres Seigneurs Anglois comme beau-
 coup au-dessous de lui. La Patente que la Reine lui fit expédier pour
 la Vice-royauté d'Irlande, lui donnoit un pouvoir beaucoup plus éten-
 du qu'à aucun de ses Prédécesseurs. Il pouvoit faire la Guerre ou la
 Paix, selon qu'il le jugeroit à propos, & accorder même des pardons
 au Comte de Tyrone & à tous les autres Rebelles, pouvoir qui n'a-
 voit jamais été confié à aucun autre Viceroi. Mais on fit glisser dans
 cette même Patente, que laissant en arrière toute autre affaire, il s'at-
 tacheroit uniquement à poursuivre & à ruiner le Comte de Tyrone,
 Chef des Rebelles. Il ne pouvoit pas se plaindre de cette clause,
 puisque ce n'étoit que ce qu'il avoit proposé lui-même dans le
 Conseil.

Il agit en
Irlande d'u-
ne manière
opposée à ses
propres avis.
Camden.

Sur la fin du mois de Mars, le Comte d'Essex partit pour l'Irlan-
 de, menant avec lui une Armée de vingt-mille hommes de pied, &
 de treize-cens de Cavalerie. Jamais les Anglois n'avoient eu des for-
 ces si considérables dans cette Isle. La Reine avoit fait ce grand ef-
 fort, suivant l'avis du Comte d'Essex, afin de mettre une prompte
 fin à la Rebellion, & de terminer la Guerre dans une seule Campagne.
 Dès qu'il fut arrivé, il affecta, soit de lui-même, ou par les con-
 seils de ses faux amis, de faire précisément le contraire de ce qui lui
 étoit ordonné dans sa Patente. Il donna d'abord le commandement
 de la Cavalerie au Comte de Southampton son intime ami, contre
 les ordres exprès de la Reine, qui étoit irritée contre ce Seigneur, par-
 ce qu'il s'étoit marié sans sa permission. Ensuite, au-lieu de marcher
 contre le Comte de Tyrone, il tourna ses armes contre quelques Re-
 belles du Pais de Munster, qu'il chassa véritablement dans les bois &
 dans les montagnes; mais ce ne fut qu'après avoir perdu lui-même
 beaucoup de monde. Cette Expédition peu importante le retint dans
 ces quartiers-là, jusqu'à la fin du mois de Juillet. Cependant, la Rei-
 ne ayant été informée de cette démarche, lui écrivit en termes un
 peu durs, & lui reprocha qu'il n'avoit pas suivi ses Instructions, fon-
 dées sur ses propres avis, lui commandant en même tems, de mar-
 cher dans l'Ulster contre Tyrone même. Il s'excusa sur ce que le
 Conseil d'Irlande, qui connoissoit mieux que lui les affaires de ce
 Royaume, avoit été d'avis qu'il falloit premièrement nettoyer la Pro-
 vince de Munster, & promit positivement de marcher au-plutôt contre
 le Chef des Rebelles. Mais peu de tems après, il écrivit à la
 Cour, qu'il se voyoit obligé de retourner vers Dublin, pour châtier
 quel-

quelques Irlandois qui infestoient les environs de cette Capitale ; & en effet, il en vint à bout. Mais après cette seconde Expédition, son Armée se trouva tellement ruinée, qu'il écrivit en Angleterre pour demander un renfort, sans quoi il disoit qu'il étoit peu en état de faire de grands exploits dans l'Ulster. Il se mit pourtant en marche pour aller dans cette Province : mais son Avant-garde, composée de quinze-cens hommes, & commandée par Clifford, étant tombée dans une embuscade, y fut mise dans une entière déroute.

Quoiqu'il y eût lieu de s'étonner, qu'avec une si belle Armée il n'eût rien fait de considérable, & qu'au contraire, il se vit réduit à demander un renfort, la Reine ne laissa pas de lui envoyer incontinent quelques nouvelles Troupes. Mais peu de tems après, il fit savoir à la Cour, que tout ce qu'il pouvoit faire pour cette Campagne, étoit de se poster sur les frontieres de l'Ulster, avec treize-cens-hommes de pied, & trois-cens Chevaux. Quand il fut arrivé en ce Pais-là, le Comte de Tyrone lui fit proposer une Conférence, dont il ne voulut pas entendre parler. Cependant, peu de jours après, les deux Armées étant fort proche l'une de l'autre, le Comte de Tyrone lui envoya un Officier nommé *Hagan*, pour lui faire savoir, qu'il étoit prêt à se soumettre à la Reine, & qu'il le prioit de lui accorder une Conférence, sur les bords d'une petite Riviere où ils pourroient se parler, chacun demeurant de son côté. Le Comte d'Essex y consentit, & ils conférèrent ensemble environ une heure, sans aucun témoin. Deux heures après, Tyrone lui fit demander une seconde Conférence, en présence de quelques-uns des Hauts Officiers des deux Armées. Le Comte d'Essex lui accorda sa demande, & dans cette seconde Conférence, ils convinrent tous deux, que le lendemain on commenceroit à traiter de la Paix, par des Députés des deux Partis. Cette négociation se termina par un Traité de Treve, qui se conclut assez promptement. La Treve devoit durer jusqu'au mois de Mai de l'année suivante, sous cette condition, que chacun des deux Partis pourroit la rompre, pourvu qu'il en donnât avis à l'autre, quinze jours auparavant.

Cependant, la Reine ayant reçu la dernière Lettre du Comte d'Essex, en fut extrêmement offensée. Elle ne put même s'empêcher de dire, qu'elle le soupçonnoit d'avoir de mauvais dessein. On lui conseilla de le rappeler sur le champ : mais elle craignit de le pousser trop, pendant qu'il étoit en état de faire du mal ; & néanmoins, elle lui écrivit d'une manière fort aigre, & lui reprocha le mépris qu'il avoit eu pour ses ordres. Cette Lettre fit un tel effet sur l'esprit du Comte, qu'il prit sur le champ la résolution de passer en Angleterre, avec l'éclat de ses Troupes, pour aller se venger des ennemis qu'il avoit à la Cour, se persuadant, que le Peuple se joindroit d'abord à lui. Mais le Comte de Southampton l'empêcha d'exécuter une résolution

ELISA-
BETH.
1598.

Il traite avec le Comte de Tyrone.

& lui accorde une Treve.

La Reine soupçonne le Comte d'Essex.

Elle lui écrit avec aigreur. Il forme un projet dont il est déroute.

ELISA-BETH. 1599.
La Reine leve des Troupes.
solution si dangereuse. La Reine ayant été informée de ce projet, fit courir le bruit, qu'on préparoit en Espagne une Flotte pour attaquer l'Angleterre, & sous ce prétexte, elle fit faire une levée de six-mille hommes. Peu de tems après, elle augmenta encore son Armée, & en donna le commandement à l'Amiral, qui n'étoit pas ami du Comte d'Essex. Mais cette terreur s'étant dissipée par les avis qu'elle eut d'Irlande, elle congédia la meilleure partie de ses Troupes.

Le Comte va en Angleterre sans congé.
La nouvelle de ce qui se passoit en Angleterre, ayant fait comprendre au Comte d'Essex que la Reine avoit conçu des soupçons contre lui, il prit tout à-coup la résolution d'aller se justifier, sans en demander la permission à la Reine. Il se fit accompagner du Comte de Southampton, & de plusieurs Officiers, qui, en arrivant en Angleterre, se dispersèrent en divers lieux. Pour lui, il ne prit que six hommes seulement, & marcha avec une extrême diligence, à dessein de se trouver au lever de la Reine, avant qu'elle fût avertie de son arrivée: mais il trouva que, malgré sa précaution, il avoit été prévenu. La Reine étoit alors à *Nansuch*, Maison située à dix milles de Londres. Elle le reçut sans aucune émotion, & assez bénévolement: mais après lui avoir fait quelques reproches sur l'irrégularité de sa conduite, elle lui ordonna de se tenir dans sa Chambre, jusqu'à nouvel ordre. Ensuite, elle le fit interroger sur les raisons qui l'avoient porté à faire avec le Comte de Tyrone, une Treve qui pouvoit le rompre tous les quinze jours, vu que, par sa Patente, il avoit le pouvoir de faire

Il se justifie mal.
la Paix. Il répondit, que le Comte de Tyrone demandoit des choses si déraisonnables, qu'il n'avoit pu les lui accorder; mais qu'il avoit cru qu'une Treve pourroit contribuer à le faire venir à des propositions plus équitables. Cette réponse ne satisfit pas la Reine, qui étoit irritée d'ailleurs, de ce qu'il avoit quitté son Gouvernement sans lui en avoir demandé la permission; outre que les gens qu'il avoit menez avec lui en Angleterre, étoient tout à fait propres à faire concevoir de grands soupçons contre lui. Cela fut cause qu'elle le mit en arrêt chez le Garde du Sceau Privé, de peur qu'étant en liberté, il ne se portât à de nouveaux excès.

Il est mis aux arrêts.
Il fait son apologie & se défend mal.
On trouve dans les Annales de Cambden, une Apologie écrite par le Comte d'Essex, par laquelle il paroit qu'il se défendoit assez mal sur ce qu'on l'accusoit d'avoir négligé d'attaquer le Comte de Tyrone, & d'avoir employé son Armée à des Expéditions peu importantes. Il se contentoit de dire, qu'il avoit mis les affaires d'Irlande dans une telle situation, que pendant neuf mois qu'il avoit commandé dans cette Île, les Anglois n'y avoient reçu aucun dommage. Mais on ne lui avoit pas donné une Armée de plus de vingt-mille hommes, pour se tenir sur la défensive. Quant à son retour en Angleterre, sans congé, il n'en disoit pas un mot. Pour ce qui regardoit les gens dont il s'étoit fait accompagner, il disoit seulement, qu'il n'en avoit

avoit amené que six à la Cour, mais il ne parloit point des autres qui étoient venus d'Irlande avec lui. Il passoit aussi sous silence, le Commandement qu'il avoit donné au Comte de Southampton, contre la défense expresse de la Reine. Tout le reste ne consistoit qu'en exclamations sur l'injustice qu'on lui faisoit de le soupçonner, faisant beaucoup valoir les services de son Pere, d'un de ses Freres qui avoit été tué au service de la Reine, & les siens propres. Dans le même tems, ses parens & ses amis faisoient beaucoup de bruit de la rigueur dont on usoit envers lui, voulant la faire regarder comme excessive. Quelques-uns même complotaient de le tirer des arrêts à main armée: mais il ne voulut pas y consentir.

Pendant, le Comte de Tyrone ayant appris que le Comte d'Essex étoit arrêté, rompit la Treve, & fit beaucoup de mal aux Anglois habituez en Irlande. Il se flatoit de recevoir bien-tôt un grand secours d'Espagne, & du Pape, qui lui avoit envoyé en présent, une prétendue plume de Phénix. Dans cette pensée, il ne formoit pas de moindres projets, que de chasser entièrement les Anglois de toute l'Irlande.

Pendant ce tems-là, les amis du Comte d'Essex faisoient des cabales parmi le Peuple, pour l'émouvoir en sa faveur, le faisant regarder comme le Seigneur le plus accompli qu'on eût vu en Angleterre, de puis le commencement de la Monarchie. En même tems, ils se déchaînoient contre les Ministres, & faisoient de malignes réflexions sur la conduite de la Reine, comme si elle négligeoit entièrement les affaires d'Irlande. Tout cela faisoit un tort extrême au Comte, & augmentoit de plus en plus les soupçons de la Reine contre lui. Comme elle l'avoit offensé, elle se persuadoit aisément qu'il pensoit à la vengeance. Cela fut cause, qu'au commencement du mois d'Octobre, elle fit assembler le Conseil dans la Chambre Etoilée, où l'affaire du Comte d'Essex fut examinée, & sa conduite blâmée unanimement par tous les Conseillers Privés. On ne fit pourtant aucune autre procédure contre lui, la Reine n'ayant pour but que de faire connoître au Peuple, que ce n'étoit pas par un pur caprice, qu'elle le tenoit aux arrêts. Il demeura donc dans la maison du Gardien du Secau Privé, où il se jeta dans la dévotion, ne s'occupant qu'à prier Dieu, & à écrire à ses amis, des Lettres pleines d'ondée & de piété, qui donnoient lieu de croire qu'il avoit renoncé à toutes les vanitez du monde.

Sur la fin de l'année, l'Archiduc André, qui commandoit dans les Pais-Bas en l'absence d'Albert son Frere, qui étoit allé en Espagne pour y épouser l'Infante, fit proposer la Paix à Elisabeth. Elle répondit, qu'elle y consentiroit volontiers, pourvu que les Etats des Provinces Unies y fussent compris. Cette condition arrêta tout court la négociation proposée. La Reine soupçonna, qu'on ne lui avoit fait cette proposition que pour l'endormir, en attendant qu'une Flotte

Tom. VI.

Ooo

qu'on

ELISA-
BETH.
1599.Le Comte
de Tyrone
rompt la
Treve, & fait
des progrès.Les amis du
Comte d'Es-
sex cabalent
pour le Peu-
ple.Sa conduite
est examinée
par le Con-
seil & blâ-
mée.Il se jette
dans la dévo-
tion.L'Archiduc
tache d'amu-
ser Elisabeth.

ELISA- qu'on équipoit en Espagne, fût prête pour envahir l'Angleterre. Mais
BETH. cette prétendue Flotte, qui lui causoit quelque inquiétude, se réduisit
 1559. enfin à quelques Galeres que François Spinola, Genoïs, qui servoit le
 Roi d'Espagne, fit passer dans l'Océan, & qu'il mena au Port de
 l'Écluse.

1600.
 Le Comte de Tyrone profita du désordre que le Comte d'Essex
 avoit mis dans les affaires d'Irlande. Il réduisit toute la Province
 d'Ulster à son obéissance, & il se flatoit d'être bien-tôt maître de
 tout le Royaume. Pour l'encourager à continuer ses progrès, le
 Pape Clement VIII. lui envoya une Bulle par laquelle il lui accor-
 doit, & à tous ceux de son Parti, les mêmes Indulgences qu'à ceux
 qui combattoient contre les Turcs pour recouvrer la Terre Sainte.

Le Lord Montjoy est
 fait Lieute-
 nant d'Irlande
 Mais le Lord *Montjoy*, qui fut nommé à la Vice-royauté d'Irlande, à
 la place du Comte d'Essex, trouva le moyen d'arrêter les progrès des
 Rebelles, & les contraignit de rabattre beaucoup de leur fierté.

Dans ce même tems, l'Archiduc Albert, qu'on appelloit aussi le
Cardinal Infant, étant de retour d'Espagne, fit faire à Elisabeth de
 nouvelles propositions de Paix. Henri IV. les appuya de tout son
 pouvoir, & fit en sorte que la Reine envoya des Plénipotentiaires à
 Boulogne, où la Paix se devoit traiter. Mais après que les Ambassa-
 deurs des deux Couronnes en Guerre eurent demeuré quatre mois
 dans cette Ville, ils se séparèrent sans s'être même assembles, à cau-
 se de la dispute qu'il y avoit pour la préséance entre l'Angleterre &
 l'Espagne. Après de grandes contestations sur ce sujet, Elisabeth
 avoit enfin consenti à une entière égalité : mais le Roi d'Espagne ne
 voulut jamais démordre de ses prétentions. Si les Plénipotentiaires
 étoient entrez en Conférence, ils auroient d'abord rencontré un au-
 tre obstacle, qui n'auroit jamais pu être surmonté. C'est que les
 Espagnols vouloient faire une Paix ou une Treve particuliere avec
 l'Angleterre, à quoi Elisabeth n'auroit pas sans doute consenti. De
 plus, le Roi d'Espagne prétendoit que la Reine lui rendit les Places
 qu'elle tenoit des États en engagement. Les Ambassadeurs d'Espagne
 ayant pressenti les Anglois sur ces deux articles, & ayant connu qu'ils
 n'en pourroient pas obtenir ce qu'ils souhaïtoient, se servirent
 du prétexte de la dispute sur la préséance, pour rompre la négocia-
 tion.

Différend
 sur la pré-
 séance entre
 l'Espagne &
 l'Angleterre.

Bataille des
 Dunes ga-
 gnée par le
 Prince Mau-
 rice.
 Le second jour de Juillet, le Prince Maurice gagna la fameuse Ba-
 taille des *Dunes* ou de *Newport*, contre l'Archiduc. Les Anglois, qui
 y étoient au nombre de quinze-cens, sous la conduite du Colonel de
Heré, s'y distinguèrent beaucoup : mais il en demeura huit-cens sur
 la place.

Cambden.
 Brefs de
 Clement
 VIII. aux
 Catholiques
 Anglois.
 Elisabeth étant alors âgée de soixante & sept ans, c'étoit avec un
 chagrin extrême que les Catholiques voyoient que la Couronne d'An-
 gleterre alloit tomber sur la tête d'un Prince Protestant. Clement
 VIII. voulant l'empêcher, autant qu'il dépendoit de lui, envoya en-
 An-

Angleterre deux Brefs, dont l'un étoit adressé au Clergé Romain, & l'autre au Peuple. Par ces Brefs, il leur étoit défendu de reconnoître, après la mort d'Elisabeth, aucun Roi qui ne promit par serment, non seulement de tolérer leur Religion, mais même de la soutenir de tout son pouvoir. Ces Brefs furent envoyez en cachette, & ne furent communiqués qu'à un petit nombre de gens, chacun craignant de s'exposer aux peines ordonnées par les Loix.

ELISA-
BETH.
1600.

Mais dans ce même tems, quelques-uns avoient imaginé un moyen plus prompt & plus efficace, pour empêcher que le Roi d'Ecosse ne parvint à la Couronne d'Angleterre. Les *Ruthwens*, Fils du Comte de *Gawry* qui avoit été décapité en 1584, conspiterent contre le Roi, & l'ayant attiré dans leur maison, sous quelque prétexte, ils avoient dessein de se défaire de lui : mais il échapa par une espece de miracle. Les deux *Ruthwens* furent tuez, & leurs complices condamnés à mort. Ensuite, par un Décret des États, tous ceux qui portoient le nom de *Ruthwen* furent contrainis de le quitter, afin que le nom de cette Famille fût aboli.

Conspira-
tion contre
le Roi d'E-
cosse.

Le Comte d'Essex étoit toujours aux arrêts dans la maison du Garde du Sceau Privé, où il ne s'occupoit qu'à la dévotion. Il écrivoit de tems en tems à la Reine des Lettres si soumises, qu'il paroïssoit avoir perdu cette extrême fierté qui lui avoit été si préjudiciable. Enfin, la Reine, contente de l'avoir humilié, lui permit de se retirer dans sa maison, sous la garde libre du Chevalier *Barclay*, qui lui fut donné pour l'observer. Selon les apparences, il auroit été bien-tôt remis en grace, la Reine faisant assez clairement connoître sa pensée sur ce sujet : mais ses Amis & ses Domestiques le perdirent. Ils avoient fait de si fortes cabales parmi le Peuple, qu'on n'entendoit parler d'autre chose que de l'innocence du Comte d'Essex. Au lieu que la Reine prétendoit qu'il étoit traité avec beaucoup de douceur & de modération, on publioit, qu'il étoit injustement persécuté, & qu'on cherchoit à se défaire de lui sous de faux prétextes. Elisabeth, qui étoit extrêmement délicate sur cet article, & qui regardoit comme un grand malheur que le Peuple fût prévenu contre elle, voulut faire voir que le Comte avoit plus de sujet de se louer de sa modération, que de se plaindre de sa rigueur. Pour cet effet, elle le fit comparoître devant le Conseil, auquel elle avoit ajoint quatre Comtes, deux Barons, & quatre des Juges du Royaume. Mais elle fit connoître à ces Commissaires, que son intention n'étoit pas qu'on le condamnât à aucune peine flétrissante, comme coupable de trahison ou de perfidie ; mais seulement, qu'on le convainquit d'avoir manqué à son devoir, par un excès de vanité, & d'avoir méprisé ses ordres & ses Instructions. Le dessein de la Reine étoit de faire voir au Peuple déjà prévenu, que le Comte d'Essex avoit mérité un plus rude châtiment qu'une prison de quelques mois.

Suite de
l'affaire du
Comte d'Es-
sex.

Il est jugé.

Lorsqu'il comparut devant ses Juges, on lui objecta premierement,

O o o 2

Articles
d'accusation.

ELISA- le mépris qu'il avoit eu pour les ordres la Reine, en donnant le com-
BETH. mandement de la Cavalerie au Comte de Southampton; 2. qu'il avoit
 1600. fait des Chevaliers, contre les termes exprés de sa Patente; 3. qu'il
 n'avoit pas poursuivi le Comte de Tyrone, quoique ce fût le prin-
 cipal but de la Commission; 4. qu'il avoit conféré en secret avec ce
 Rebelle; 5. qu'il lui avoit accordé une Treve très préjudiciable aux
 affaires de la Reine; 6. qu'il avoit abandonné son Gouvernement,
 sans avoir daigné en demander la permission à la Reine. On tira aussi
 quelques inductions contre lui, des termes peu respectueux dont il s'é-
 toit servi dans son Apologie, & de certains principes dangereux, con-
 tenus dans un Livre qui traitoit de la déposition de Richard II. & qu'il
 lui avoit été dédié.

Il se déclare
 coupable.

Après qu'il eut ouï les chefs de son accusation, il se mit à genoux,
 & rendit grâces à Dieu de tous les biens qu'il avoit reçus de sa bonté;
 après quoi, il reconnut que la Reine lui faisoit une grande faveur,
 de ne le faire pas juger dans la Chambre Etoilée. Il déclara, qu'il ne
 vouloit point excuser ses fautes, en tout ou en partie, ni contester
 contre la Reine; qu'il se reconnoissoit coupable: mais qu'il protestoit
 sur son honneur, que son cœur avoit toujours été fort éloigné de
 toute rébellion. Cependant, en continuant à parler, il commençoit
 à se justifier sur les articles qui formoient son accusation. Mais le
 Garde du Sceau Privé l'interrompit pour lui dire, qu'il avoit pris
 une bonne route, de laquelle il sembloit vouloir s'écarter: qu'en exte-
 nuant ses fautes, il extenuoit aussi la clémence de la Reine; & qu'en-
 fin, une desobéissance manifeste étoit un mauvais moyen pour prou-
 ver qu'il avoit eu intention d'obéir. C'étoit là un bon office que le
 Garde du Sceau Privé lui rendoit, en l'empêchant de s'étendre sur
 sa justification. L'intention de la Reine n'étoit pas de le faire juger
 à la rigueur, mais seulement, de faire voir qu'il avoit été traité plus
 doucement qu'il ne le méritoit. Sa confession le conduisoit au même
 but, au-lieu que sa justification auroit engagé les Juges à un examen
 plus rigoureux. Ainsi, soit qu'il comprit de lui-même ce qui étoit
 de son intérêt, ou qu'on l'eût auparavant averti de ce qu'il avoit à
 faire, il se tut. Après cela, les Commissaires ayant délibéré ensen-
 ble, furent d'avis, qu'il devoit être démis de son Emploi de Conseil-
 ler Privé, suspendu de la Dignité de Grand Maréchal, & de la Char-
 ge de Grand Maître de l'Artillerie, & condamné à tenir prison au-
 tant de tems qu'il plairoit à la Reine. On ne toucha point à sa
 Charge de Général de la Cavalerie, parce que la Reine l'avoit défen-
 du, ne voulant point donner lieu de croire qu'elle n'avoit plus de
 confiance en lui. Elle ne voulut pas même que cette Sentence fût
 enregistrée. Le Comte reçut ce châtimement avec beaucoup d'humili-
 té, & la Reine en fut si contente, qu'elle lui ôta Barclay, pour
 le laisser dans une entière liberté. Mais elle lui fit dire, qu'il devoit
 être

Il est con-
 damné à cer-
 taines peines.

être lui-même son propre gardien, & lui défendit de s'approcher de la Cour.

ELISA-

BETH.
1660.
Caractère
du Comte
d'Essex.

Depuis plusieurs années, la Reine avoit eu pour le Comte d'Essex, une estime & une affection singulière. Elle lui en avoit donné des marques en diverses occasions, & particulièrement par les Charges, les Emplois, & les Commandemens dont elle l'avoit honoré. Cette distinction lui avoit tellement enflé le cœur, qu'il attribuoit uniquement à son mérite ces faveurs extraordinaires, qui étoient un pur effet de l'inclination de la Reine. Cela fut cause qu'il n'eut pas toujours pour elle tous les égards qu'elle avoit lieu d'attendre de lui, s'imaginant qu'elle ne pouvoit se passer de son secours. En un mot, il étoit un très mauvais Courtisan. Il n'est pas étonnant, qu'une conduite si peu prudente altérât l'affection de la Reine; & néanmoins, il paroissoit encore, par tous les ménagemens qu'elle avoit pour lui, que son affection n'étoit pas tout à fait éteinte. Son dessein n'étoit que d'humilier cet esprit altier qui sembloit vouloir se mesurer avec elle, à quoi elle croyoit avoir déjà réussi. Il sembloit qu'il avoit enfin reconnu, que l'humilité étoit le seul moyen capable de le rétablir dans le même degré de faveur où il s'étoit vu auparavant, & qu'il avoit résolu de suivre cette route, comme la plus sûre. Immédiatement après que sa Sentence lui eut été prononcée, étant sur le point de se retirer à la campagne, il fit dire à la Reine, qu'il étoit très fâché de lui avoir déplu, & qu'il ne jouiroit d'aucun repos jusqu'à ce qu'il pût avoir le bonheur de veoir ses yeux, qui lui avoient été autrefois si favorables. Qu'en attendant cet heureux moment, comme un autre Nabuchodonozor, son habitation seroit parmi les bêtes des champs, qu'il mangeroit le foin, & qu'il seroit arrosé de la rosée du Ciel, jusqu'à ce qu'elle eût pitié de lui. Cette soumission plut beaucoup à la Reine; & néanmoins, elle répondit, qu'elle ne vouloit pas se laisser amuser par des paroles, & que comme il avoit longtems abusé de sa patience, elle vouloit aussi éprouver quelque tems son humilité. C'étoit lui faire entendre assez clairement, qu'avec un peu de patience, il viendrait à bout de l'appaiser entièrement, & c'étoit en quelque manière, le diriger dans la conduite qu'il devoit tenir. Mais il fut assez imprudent pour ne pas profiter de cet avantage, & pour suivre les conseils intéressés de ses Domestiques, qui lui conseillèrent de faire demander à la Reine la continuation de la Ferme des Vins doux, qui jusqu'alors lui avoit apporté un grand profit. La Reine, voulant éprouver son humilité, lui refusa sa demande, sachant bien qu'elle ne manqueroit pas de moyens pour reparer cette perte, quand elle le jugeroit à propos. Mais, au-lieu de recevoir ce refus avec l'humilité & la résignation dont il faisoit profession depuis sa disgrâce, il donna des marques de dépit & de mécontentement, qui firent juger à la Reine, qu'il n'étoit pas encore assez souple. Sur cela, *Cuff*, son Secrétaire & son Confident, lui mit dans l'esprit, que la Reine n'avoit

Il s'humilie
beaucoup.

Il suit de
mauvais
conseils.

ELISABETH. pas seulement intention de l'humilier, mais de le réduire même à une extrême pauvreté, qui le rendroit méprisable à tout le monde. Quelques autres boute-feux seconderent le Secrétaire, & lui inspirèrent enfin le dessein de se remettre en crédit par la force, en se dé faisant des ennemis qu'il avoit auprès de la Reine. Depuis que cette résolution fut prise; sa maison fut ouverte à tous ceux qui n'étoient pas contents de la Cour. Le Comte de Southampton, qui s'étoit retiré dans les Pais-Bas, revint en Angleterre, & le Comte d'Essex, quittant la campagne, alla demeurer dans sa maison de Londres. Dès qu'il y fut arrivé, *Merie*, son Maître d'Hôtel, tint table ouverte pour tous ceux qui croyoient avoir lieu de se plaindre de la Reine ou de ses Ministres, & il y eut chez lui un grand abord de toute sorte de gens suspects. Enfin, toute sa conduite faisoit juger qu'il couvoit quelque grand dessein. Ses ennemis, profitant de toutes ces fausses démarches, trouverent par là le moyen d'inspirer des soupçons à la Reine, & firent en sorte qu'on mit auprès de lui des Espions, qui rapportoient à la Cour tout ce qui se passoit dans sa maison.

1601. On prétend que ceux qui avoient projeté sa ruine, sachant combien il étoit fier & hautain, lui firent écrire par ses amis de la Cour, qu'il ne devoit pas témoigner tant d'impatience dans sa disgrâce, & que son plus court chemin étoit de se remettre à la discretion de la Reine. Ces avis tirèrent de lui des réponses conformes aux intentions de ses ennemis, & qui, étant montrées à la Reine, acheverent de le ruiner dans son esprit. Elles étoient pleines d'expressions qui marquoient son dépit & son impatience, & qui donnoient même quelque indice de ses desseins. Il disoit, que l'orage lui étoit survenu, lorsqu'il attendoit la moisson: que la Reine l'avoit réduit à une vie privée, qui ne lui convenoit point: qu'il ne se sentoit pas capable de cette vile obéissance qu'on vouloit exiger de lui: qu'il avoit été injustement emprisonné: que les Souverains n'ont pas une puissance sans bornes, & qu'ils ne pouvoient pas moins se tromper dans leurs jugemens, que les autres hommes: qu'il avoit reçu la fleche au travers du corps: que ses ennemis triomphoient de lui, mais qu'ils ne le verroient jamais suivre leur char de triomphe. A ces expressions, qui ne marquoient rien moins qu'un repentir de ses fautes, on prit soin d'ajouter des rapports capables d'irriter la Reine, d'une maniere à ne pouvoir plus être appaisée. On lui rapporta, qu'il avoit dit, que sa vieillesse la rendoit toute difforme, & que son esprit n'étoit pas moins tortu que son corps. Cambden semble faire entendre, qu'il passe exprès sous silence, des choses encore plus offensantes contre la Reine.

Il forme le projet de se rendre maître de la Reine. Selon les apparences, le Comte d'Essex croyoit n'avoir plus rien à ménager, son projet étant déjà formé, quoiqu'il eût bien mal pris ses mesures. Ceux qui en ont parlé le plus favorablement, ont dit, que ce projet étoit de se rendre maître de la personne de la Reine, & de

de chasser ses ennemis de la Cour, comme il l'avoit vu pratiquer quelquefois en Ecosse, à l'égard du Roi Jaques. Mais il sembloit qu'il avoit de plus grands desseins, puisqu'il vouloit s'appuyer du secours du Roi d'Ecosse, peut-être, pour le mettre sur le Trône d'Angleterre, avant la mort de la Reine. On sut qu'il avoit écrit à ce Prince, qu'il y avoit un complot formé pour le priver de la Succession de la Reine, & pour faire tomber la Couronne d'Angleterre sur la tête de l'Infante d'Espagne. Que pour cet effet, ceux qui avoient formé ce projet, étant tout-puissans à la Cour, avoient pris soin de faire donner les Charges les plus considérables, & les Gouvernemens les plus importants, à des partisans de l'Infante. Que le Secrétaire Cecil, Fils du feu Grand Trésorier, étoit à la tête de ce Parti : qu'il y avoit fait entrer le Lord *Buckhurst* Grand Trésorier, & le Comte de Nottingham Grand Amiral : que, pour mieux exécuter son projet, il avoit fait donner à des gens qui lui étoient dévoués, les Gouvernemens des Places maritimes les plus propres à favoriser les descentes. Que l'esprit de la Reine baïsoit d'une telle manière, qu'elle n'étoit plus capable de rien faire d'elle-même, & que ses Ministres obéissent d'elle tout ce qu'ils vouloient, avec beaucoup de facilité. Qu'il y avoit donc pour lui une nécessité absolue d'agir ouvertement, pour dissiper ce complot : que pour cet effet, il devoit au plutôt, envoyer des Ambassadeurs en Angleterre, pour demander, que la Succession de la Reine lui fût assurée : que ses ennemis, Créatures & Pensionnaires du Roi d'Espagne, fussent chassés de la Cour & du Conseil. En même tems, il lui fournissoit les preuves dont ses Ambassadeurs pourroient se servir pour faire voir la vérité du complot. Enfin, il lui faisoit entendre, que ses Ambassadeurs seroient suffisamment appuyés. Cambden, qui a écrit sous le Règne de Jaques I., n'a pas jugé à propos de nous instruire de quelle manière ce Prince reçut les propositions du Comte d'Essex : mais on peut juger qu'il ne les désapprouva pas, de ce que bien-tôt après, il envoya des Ambassadeurs en Angleterre, mais qui arrivèrent trop tard. Cet Historien ajoute, que le Comte d'Essex attira dans son parti quelques Ministres Presbyteriens, & même quelques Catholiques, en déplorant la dure condition à laquelle ils étoient réduits sous le Gouvernement tyrannique de la Reine, & en leur faisant espérer du soulagement à leurs maux. Ensuite, il amassa des gens de Guerre, qui se logerent dans Londres & aux environs, pour être tout prêts au besoin. Cela fait, il établit un Conseil, composé du Comte de Southampton, de *Charles Danvers*, de *Ferdinand Gorge* Gouverneur du Château de Plimouth, de *Jean Davis* qui étoit un grand Mathématicien, & de *Jean Littleton*, homme de beaucoup d'esprit & de jugement, & qui n'étoit pas moins propre pour l'action que pour le conseil.

Tous ceux-ci s'étant assemblez dans la maison de *Drury*, le Comte d'Essex leur donna une Liste de certaines personnes de la Noblesse qu'il

ELISA-
BETH.
1607.

Il écrit au
Roi d'Ecosse,
qu'on a
dessein de le
priver de la
Couronne
d'Angleterre.
Cambden.

Il fait amas
de gens sus-
pectes.

Il projette
de se saisir de
la Reine,
qu'il

ELISA- qu'il croyoit à sa dévotion, contenant cent-vingt Comtes, Barons,
BETH. Chevaliers ou Gentilshommes, & les pria de consulter, s'il seroit à
1601. propos de se saisir du Palais de la Reine, ou de la Tour, ou de tous
les deux à la fois. Le résultat de leur délibération fut, qu'il falloit
se saisir du Palais & de la personne de la Reine, & que quand elle se-
roit en leur pouvoir, le Comte iroit se jeter à ses pieds, pour lui de-
mander qu'elle chassât certaines gens de sa présence, & qu'elle les pri-
vât de leurs Emplois : mais qu'avant que de rien exécuter, il falloit
attendre que les Ambassadeurs d'Ecosse fussent arrivez.

Il est man- Cependant, le grand abord de personnes suspectes à la maison du
dé au Con- Comte d'Essex, quelques paroles lâchées imprudemment par quel-
seil. ques-uns des Conjurez, & les rapports des Espions, ayant achevé de
confirmer les soupçons de la Cour, le Conseil s'assembla dans la mai-
son du Grand Trésorier, & envoya un des Secretaires au Comte
d'Essex, pour le prier de s'y rendre. Mais dans le même tems,
quelqu'un fit tomber entre ses mains un billet, par lequel on l'avertis-
soit de prendre garde à lui. Cela fut cause qu'il répondit au Secre-
taire du Conseil, que se trouvant indisposé, il ne pouvoit sortir de sa
maison. Immédiatement après, il tint Conseil pour savoir s'il falloit
poursuivre le premier dessein, de se saisir du Palais, ou si l'on tente-
roit de faire soulever les habitans de Londres, ou enfin, s'il seroit
plus à propos de prendre la fuite, puisqu'il n'y avoit plus à douter
que le complot ne fût découvert. Le premier de ces projets fut ju-
gé impraticable, parce qu'on avoit doublé la Garde du Palais, ce
qui faisoit juger que la Cour étoit sur ses gardes. Quant au second,
on raisonna longtems sur l'incertitude de l'exécution, parce qu'on
ne connoissoit pas assez bien la disposition de la Bourgeoisie de Lon-
dres. Pendant ce tems-là, un des Conjurez entra, disant, qu'il ve-
noit de la Cité (1), & que les habitans étoient prêts à soutenir le
Comte contre tous ses ennemis. Il ajouta, que *Thomas Smith*, l'un
des Sherifs de la Ville, qui avoit le commandement de mille hom-
mes de la Milice, avoit promis de se joindre au Parti, dès qu'il pa-
roitroit dans la Ville. Vrai-semblablement, celui qui faisoit ce rap-
port, qui ne se trouva pas véritable, avoit été induit à cela par quel-
qu'un des principaux Conjurez, qui s'étant aperçu que le Comte
d'Essex commençoit à mollir, vouloit l'engager si avant qu'il ne lui
fût plus possible de reculer. Il n'en fallut pas davantage pour faire
prendre au Comte la résolution d'exciter un soulèvement dans Lon-
dres, étant persuadé que le Peuple étoit porté à tout entreprendre
pour lui. Il fut donc convenu, que dès le lendemain, le Comte, ac-
compagné de cinq-cens hommes, se rendroit dans la Cité, & qu'il y
feroit assembler le Conseil de Ville, pour lui demander son assistance.

Que

(1) Ce qu'on appelle la Cité, c'est la Ville de Londres même, entant que dis-
tincte de la Ville de Westminster.

Que si on trouvoit les Bourgeois bien disposez, on se serviroit d'eux pour se frayer le chemin jusqu'à la Reine, ou qu'en tout cas, on se retireroit dans quelque autre endroit du Royaume. ELISA-BETH. 1601.

Suivant cette résolution, les Comtes de Rutland & de Southampton se rendirent le lendemain matin à la maison du Comte d'Essex, avec trois-cens hommes; & incontinent, les portes en furent fermées, en sorte qu'on n'en laissoit sortir personne. Mais *Ferdinand Gorge*, l'un des plus zélés du Parti, fut plus privilégié que les autres, & sortit sous quelque prétexte. Ce fut lui, vrai-semblablement, qui découvrit à la Cour le dessein des Conjurez : car peu de tems après, la Reine fit dire au Maire de Londres, qu'il ordonnât à la Milice de la Ville, de se tenir prête à marcher au premier commandement. Dans le même tems, elle envoya le Garde du Grand Sceau, le Comte de Worcester, & Guillaume Knolles, à la maison du Comte d'Essex, où on ne les laissa entrer que par le guichet, & sans aucun de leurs Domestiques, excepté celui qui portoit le Grand Sceau. Quand ils furent dans la cour, ils y virent les Comtes d'Essex, de Rutland, & de Southampton, environnez d'une foule de gens armez; & s'étant avancez vers eux, le Garde du Sceau dit au Comte d'Essex, que la Reine les envoyoit pour s'informer de la cause d'une si nombreuse assemblée. Alors le Comte élevant sa voix, lui répondit, qu'il feroit certainement qu'on avoit comploté de le poignarder dans son lit, & qu'on avoit contrefait son écriture, pour avoir un prétexte de le perdre. Qu'à cause de cela, il avoit assemblé ses amis pour défendre sa vie, puisque ses ennemis ne pouvoient être satisfaits, s'ils ne s'abreuvoient de son sang. Pendant que le Garde du Sceau lui répondoit, que la Reine lui rendoit justice, pourvu qu'elle fût en quoi il avoit été offensé, il fut interrompu par une voix qui crioit du milieu de la troupe, *Mylord, ils vous trahissent; ils ne cherchent qu'à vous ruiner: allons, allons, le tems se passe.* Sur cela, le Comte fit signe aux Envoyez de la Reine, de le suivre, & pendant qu'ils traversoient la cour, ils entendirent un bruit confus de gens qui disoient, *qu'on les tue, qu'on foule aux pieds ce Grand Sceau.* Quand ils furent dans une Chambre où le Comte les avoit conduits, il leur dit, qu'il étoit obligé d'aller à la Cité, pour consulter avec le Maire : qu'il reviendrait bientôt, & qu'ils prissent un peu de patience jusqu'à son retour. En achevant ces paroles, il les quitta, fit fermer la porte sur eux, & y laissa une Garde.

Immédiatement après, il se mit en marche avec sa Troupe, & dès qu'il fut dans la Cité, il se mit à crier, *pour la Reine, pour la Reine, on en veut à ma vie!* Ensuite il prit le chemin de la maison de Thomas Smith, Sherif de la Ville, qui étoit fort éloignée. Pendant cette longue marche, il n'y eut pas un seul Bourgeois qui voulût se joindre à sa Troupe, quoique plusieurs accourussent par curiosité. Il avoit beau leur crier, *Mes amis, allez prendre les armes, sans cela,*

Tom. VI.

Ppp

vous

La Reine
envoie trois
Seigneurs au
Comte d'Es-
sex, qui les
retient pri-
sonniers.

Il marche
dans la Cité
pour y exci-
ter une sedi-
tion.

Mais il ne
peut réussir.

ELISA- vous ne pouvez me servir : personne ne fit le moindre mouvement en la
BETH. faveur. Enfin, il se rendit à la maison du Sherif, qui l'ayant vu venir
 1664. de loin, s'étoit évadé, & étoit allé trouver le Maire. La fuite du Sherif fit comprendre au Comte, qu'il avoit été abusé quand on lui avoit assuré qu'il pouvoit compter sur son secours. Pendant qu'il étoit encore dans cette maison, incertain de ce qu'il devoit faire, on vint l'avertir qu'un Roi d'Armes le proclamoit Traître dans un des quartiers de la Ville, & que le Comte de Cumberland en faisoit autant dans un autre. A cette nouvelle, il sortit de la maison du Sherif, & en cruint qu'on vouloit livrer l'Angleterre à l'Infante d'Espagne, il conjuroit les habitans de prendre les armes, pour prévenir ce malheur. Mais voyant que personne ne se mettoit en devoir de le secourir, & apprenant dans ce moment, que l'Amiral alloit marcher à la tête d'une grosse Troupe, il prit la résolution de s'en retourner chez lui. Mais en arrivant à la porte de *Ludgate*, il y trouva *Lewisson* qui s'y étoit posté avec une Troupe de Soldats, pour lui disputer ce passage. D'abord, il lui envoya *Gorge* pour le prier de le laisser passer : mais *Lewisson* l'ayant refusé, il le vit obligé de se détourner dans une autre rue, pour gagner l'Eglise de St. Paul. Ce fut alors, que *Gorge* lui représenta, qu'il seroit à propos de mettre en liberté les trois Envoyez de la Reine, qui étoient enfermés dans son Hôtel, & il le fit donner cette commission, dont il s'acquitta sur le champ, & accompagna lui-même les trois Seigneurs à *Whitchall*. Selon les apparences, ce *Gorge* l'avoit trahi dès le commencement.

Il est proclamé Traître.

Il veut retourner à sa maison, & y trouve beaucoup de difficulté.

Cependant, le Comte d'Essex persistant toujours dans la résolution de retourner chez lui, trouva la rue fermée par une Chaîne, & gardée par des Soldats. Comme il ne voyoit point d'autre moyen pour passer, qu'en attaquant cette Garde, il donna ordre à *Blunt* de commencer l'attaque, & il le suivit lui-même l'épée à la main, avec beaucoup de résolution. Mais non seulement il fut repoussé, mais même blessé à la cuisse d'un coup de mousquet, & *Blunt* demeura prisonnier. Cette résistance le contraignit de se jeter dans une petite rue à gauche, pour se rendre sur le bord de la Tamise, où ayant trouvé quelques petites barques, il se mit dedans avec le peu de monde qui lui restoit, la plupart de ses gens s'étant déjà dispersés. Ce fut par là qu'il trouva le moyen de se rendre à son Hôtel, qui étoit situé sur le bord de la Tamise. Dès qu'il y fut arrivé, son premier soin fut de brûler quelques papiers ; après quoi, il barricada la maison, le mieux qu'il lui fut possible, esperant toujours, que la populace de Londres prendroit les armes pour le venir délivrer. Peu de tems après, l'Amiral vint bloquer la maison, tant du côté de la rue, que du côté du jardin qui aboutissoit à la Rivière. Ensuite, il fit sommer ceux qui étoient dans la maison, de se rendre, à quoi ils répondirent, qu'ils vouloient mourir l'épée à la main. C'étoit le sentiment du Baron de *Sandys*, qui pressoit beaucoup le Comte d'Essex de s'ouvrir un passage

Il arrive chez lui & y est incontinent investi.

passage de cette maniere, en lui représentant, qu'au pis aller, cette mort seroit préférable à celle qui les attendoit sur un échafaut. Effectivement, les assiegez sembloient s'être fixés à cette résolution. Mais tout-à-coup, le Comte d'Essex changea d'avis, & offrit de se rendre, moyennant ces trois conditions: Qu'on les traitât civilement; que la Cause de chacun d'eux fût jugée selon les Loix: qu'on lui donnât le Ministre *Ashton* pour le consoler dans sa prison. L'Amiral répondit, qu'il accorderoit la première, qu'on ne devoit point douter que la Reine n'exécût d'elle-même la seconde, & qu'il feroit ses efforts pour obtenir la troisième. Ashton étoit un Ministre Presbytérien. Cela fait, on fit entrer les Comtes d'Essex, de *Rutland*, de *Southampton*, les Lords *Sandys*, *Cromwell*, *Montaigu*, avec *Danversy* & *Bromley*, dans des bateaux, & on les conduisit à la Tour. Tout le reste fut mené dans d'autres prisons. Dès le lendemain, la Reine fit publier dans Londres, qu'elle remercioit les habitans, de leur fidélité, & qu'elle leur recommandoit d'avoir l'œil à tout ce qui se passeroit dans la Ville, parce que la Conjuraison étoit plus considérable qu'on ne l'avoit cru.

ELISABETH.
1601.
Ils se rend.

Il est com-
ment à la
Tour.

Le 12. de Fevrier, *Thomas Ley*, créature du Comte d'Essex, & ami intime du Comte de Tyrone, fut pendu, pour avoir dit à un certain Officier, que ce seroit une action glorieuse, si six hommes bien résolus alloient contraindre la Reine de délivrer le Comte d'Essex, & les autres prisonniers. Trois jours après, la Reine fit publier une Proclamation, par laquelle il étoit ordonné à tous les Vagabonds & gens sans aveu, de sortir de Londres, à peine de la vie. La Cour avoit eu des avis, qu'un grand nombre de ces sortes de gens étoient cachés dans la Ville, à dessein de faire un effort pour délivrer le Comte d'Essex, s'ils en trouvoient l'occasion.

Exécution
de Thomas
Ley.

Enfin, quelques-uns des prisonniers ayant découvert tout ce qui avoit été résolu dans les Conseils les plus secrets des Conjurez, les Comtes d'Essex & de *Southampton* furent jugés le 19. de Fevrier. On les accusa des crimes dont je viens de parler, & leur unique défense fut, qu'ils n'avoient rien fait que pour mettre leurs vies en danger: mais ils ne purent pas prouver qu'elles eussent été en danger. Le Comte d'Essex témoigna qu'il ne se soucioit pas beaucoup de la vie: mais le Comte de *Southampton* pria les Pairs d'interceder pour lui envers la Reine. Ils furent tous deux condamnés à mourir de la mort des Traîtres.

Les Comtes
d'Essex & de
Southampton
sont condam-
nés à
mort.

Le Comte d'Essex ayant reçu sa Sentence, fit de sérieuses réflexions sur sa conduite, & parut fort repentant. Ashton son Ministre ne contribua pas peu, par ses exhortations & par ses remontrances, à le mettre dans cette disposition. Mais, parce que ce Ministre Presbytérien lui conseilla de déclarer tout ce qu'il savoit, & que par là vraisemblablement on fût la part que le Roi d'Ecosse avoit eue dans la Conjuraison, *Cambden* en parle d'une maniere à faire juger qu'il n'ap-

Le Comte
d'Essex té-
moigne une
seule re-
pentance.

ELTS A-prouvoit pas cette conduite: *Par les persuasions de son Ministre, dit*
 BETH. cet Ecrivain, *le Comte d'Essex s'imagina qu'il seroit damné éternellement,*
 1601. *s'il cachoit quelque chose de la Conspiration, & s'il ne découvroit pas tous*
 Il découvre
 tous les com-
 plices. *On sent bien qu'un Auteur qui parle de cette maniere,*
 a quelque intérêt caché dans la déposition du criminel. Quoi qu'il
 en soit, le Comte d'Essex ayant souhaité de parler à quelques-uns des
 Conseillers Privez, le Garde du Grand Secau, le Grand Trésorier,
 l'Amiral, & le Secrétaire Cecil, se rendirent auprès de lui. D'abord,
 il demanda pardon au premier, de ce qu'il l'avoit arrêté dans sa mai-
 son, & au dernier, de ce qu'il l'avoit accusé de vouloir mettre l'In-
 fante d'Espagne sur le Trône d'Angleterre, & se reconcilia sincère-
 ment avec eux. Ensuite, il leur déclara, que pendant qu'il seroit au
 monde, la vie de la Reine ne seroit pas en sûreté; & il leur témoigna,
 qu'il souhaitoit d'être exécuté dans la Tour, hors de la vue du Peuple.
 Il reconnut que quelques-uns de ses Amis & de ses Domestiques
 étoient de méchans hommes, & des pestes publiques; & souhaita de
 voir Blunt & Cuff, lesquels on fit venir incontinent. Dès qu'il les
 vit, il les exhorta à demander pardon à Dieu & à la Reine, & dit à
 Cuff, que c'étoit lui qui l'avoit le premier porté à prendre des résolu-
 tions violentes. Il déclara, que *Henri Newill*, Ambassadeur en Fran-
 ce, avoit eu connoissance de la Conspiration. Cela fut cause qu'on
 rappella cet Ambassadeur pendant qu'il étoit en chemin pour retourner
 à Paris, & qu'on le mit en garde chez l'Amiral. Le Comte d'Essex
 dit encore, que le Lord *Montjoy*, Victroi d'Irlande, & plusieurs au-
 tres, en Ecosse, en France, dans les Pais Bas, en étoient aussi informez.
 Mais le Lord *Montjoy* se comportoit si bien en Irlande, depuis qu'il y
 commandoit, que la Reine ne fit aucun semblant de savoir ce que le
 Comte d'Essex avoit déposé contre lui. Enfin, ce criminel repentant
 déchargea entièrement sa conscience, & ne cacha rien de ce qu'il savoit.
Il ne se contenta pas, dit Cambden, de déclarer ces choses de bouche; mais,
par la terreur que lui inspiroit son Ministre, par les vives atteintes qu'il
portoit à sa conscience, & par les peines terribles dont il le menaçoit, il
fut porté à en faire un Ecrit de sa propre main, lequel étant présenté par
ses ennemis au Roi d'Ecosse, lui fit perdre toute la bonne opinion qu'il avoit
eue de lui & de ses amis. Si le Roi Jaques n'avoit eu aucun intérêt dans
 cette affaire, on ne comprend pas pourquoi les déclarations du Comte
 d'Essex auroient pu lui faire perdre son estime. Mais, selon le projet
 du Comte, les Ambassadeurs d'Ecosse étoient déjà en chemin, & le
 Roi Jaques parla toujours dans la suite de ce Seigneur, comme d'un
 homme qui avoit été son Martyr.

Uell déca-
 pité. Le 25. de Fevrier fut choisi pour l'exécution du Comte d'Essex.
 Ce jour-là, la Reine parut un peu irrésolue. Elle envoya même or-
 dre au Lieutenant de la Tour, de surseoir l'exécution: mais peu de
 momens après, elle ordonna qu'on passât outre. Cette irrésolution,
 feinte ou véritable, a fourni une matiere abondante à des Romans,
 &c

& à des Picces de Théâtre, dans lesquelles on représente Elifabeth comme combattue par l'amour & par la colere, sans favoir à laquelle de ces deux passions elle devoit obcir. Elle étoit pourtant alors dans sa soixante & huitieme année, & par conséquent, dans un âge où les mouvemens de l'amour ne devoient pas être fort violens. Mais, sans nous arrêter à ces bagatelles, il suffit de dire, que le Comte d'Essex mourut en bon Chretien, & en donnant des marques d'une repentance qui parut sincere à tous ceux qui en furent les témoins. Sa tête ne fut séparée de son corps qu'au troisieme coup : mais le premier lui avoit déjà fait perdre toute connoissance. Le Maréchal de Biron ayant appris la maniere dont il étoit mort, en fit des railleries, disant, qu'une pareille mort étoit plus digne d'un Ministre, que d'un Guerrier.

ELISABETH.
1601.

C'est ainsi que finirent les projets du Comte d'Essex, avec sa vie, projets dont on n'a jamais bien pénétré le fond. Quoiqu'il semble qu'ils ne tendissent qu'à détrôner Elifabeth, pour mettre le Roi d'Escoffe sur le Trône d'Angleterre, il y a pourtant quelque apparence, qu'il ne vouloit se servir des droits de ce Prince que comme d'un prétexte pour ruiner Elifabeth, & que la confiance qu'il avoit dans l'affection du Peuple, lui faisoit concevoir de plus grands desseins. Il est certain que la Reine avoit donné lieu de juger qu'elle sentoit pour ce Seigneur, quelque chose de plus qu'une simple estime. Lorsqu'il n'avoit encore que vingt & un an, elle lui quitta tout ce qu'elle avoit prêté au Comte son Père pour son Expédition d'Irlande, & c'est le seul pour qui elle ait jamais fait un si grand effort de libéralité. Le Comte de Leicester étant mort peu de tems après, elle fit vendre ses biens à l'encan, pour se payer des sommes qu'elle lui avoit prêtées. Avant que le Comte d'Essex lui eût rendu aucun service considerable, elle le fit Chevalier de la Jarretiere, & lui donna une place dans son Conseil Privé. Elle continua dans la suite à le distinguer de tous les autres Courtisans, non seulement par les Charges, les Emplois, & les Commandemens dont elle l'honora, mais principalement par des témoignages particuliers de sa faveur, dont tout le monde s'appercevoit aisément, & qui le faisoient regarder sur le pied de Favori. Ces faveurs produisirent leur effet ordinaire : c'est-à-dire, qu'elles le rendirent vain & orgueilleux. Il ne pouvoit souffrir que personne s'avancât à la Cour, que par son moyen, & il étoit ennemi juré de tous ceux en qui la Reine avoit quelque confiance. Il passa même jusqu'à cet excès d'orgueil, que de vouloir hautement maîtriser la Reine même, & la contraindre de suivre ses avis en toutes choses. C'est ce qui lui attira ce malheureux soufflet, qui le porta sans doute à former le dessein d'en tirer une vengeance éclatante. En effet, ce fut depuis ce tems-là, qu'il commença à rouler dans sa tête des projets qui furent cause de sa perte, & qui auroient pu causer celle de la Reine même, tant les Souverains doivent prendre garde à ne faire point

ELISA- de parçils affronts à des gens d'honneur. Sa Famille étoit originaire
BETH. de la Ville d'*Evreux* en Normandie, dont elle portoit le nom. Elle
 1601. étoit noble & ancienne, comme on le peut inférer de les Alliances avec
 les meilleures Maisons d'Angleterre, dont quelques-unes tiroient leur
 origine de la Famille Royale. *Gautier* son Pere fut pourtant le pre-
 mier de sa Maison honoré de la Dignité de Comte.

Quelques-
uns des com-
plices sont
exécutez.

Le Comte d'Essex étant mort, on fit le procès à quelques-uns de
 ses principaux complices. Dans l'examen de *Blunt*, qui avoit été
 Maréchal de l'Armée en Irlande, on lut la confession que le Comte
 d'Essex avoit faite par écrit. *Blunt* l'ayant vue écrite & signée
 de la propre main du Comte, en demeura si étourdi, qu'il ne put
 dire que ces paroles, en levant les yeux au Ciel: *Seigneur, tu sais de
 quels desseins je l'ai détourné.* Ensuite, on lut la confession de *Ley*
 qui avoit été pendu, dans laquelle il disoit que *Blunt* lui avoit permis
 d'envoyer un homme au Comte de Tyrone, & que ce Comte Ir-
 landois avoit dit, que si le Comte d'Essex vouloit se fier à lui, il le
 rendroit le plus grand Seigneur d'Angleterre. *Ley* avoit aussi déposé,
 que les deux Comtes & *Blunt* étoient dans le même complot, &
 formoient les mêmes projets. *Blunt* se défendit mal, aussi bien que
Danversy, *Davis*, *Cuff* Secrétaire du Comte d'Essex, & *Meric* ion
 Maître d'Hôtel, & ils furent tous condamnés à mort. *Blunt* étant
 sur l'échafaut, dit, que depuis trois ans, il avoit reconnu que le Com-
 te d'Essex étoit mécontent & plein d'ambition. Qu'étant tous deux
 en Irlande, le Comte lui avoit fait confidence du dessein qu'il avoit de
 prendre avec lui l'élite de l'Armée, d'aller se saisir du Port de Milford
 dans le Pais de Galles, de lever des Troupes dans ces quartiers-là, &
 de marcher ensuite droit à Londres. Qu'il l'avoit dissuadé d'entre-
 prendre une chose si dangereuse, & si difficile à exécuter: mais qu'il
 lui avoit conseillé de prendre avec lui une Troupe de gens choisis, &
 de le rendre maître de la personne de la Reine, afin de faire ensuite,
 sous son nom, ce qu'il jugeroit à propos. Mais, ajouta-t-il, quoiqu'il
 soit vrai, que dans nos délibérations, nous n'ayons jamais résolu de trem-
 per nos mains dans le sang de la Reine, je ne sai si nous aurions été en état
 de garder sans de modération, & si les conjonctures ne nous auroient pas
 obligés à la tuer. Il déclara qu'il mouroit Catholique Romain, de tel-
 le maniere pourtant, qu'il ne mettoit sa confiance qu'au mérite de la
 mort de Jésus-Christ.

La Reine
fit grâce à
plusieurs
autres.

La Reine & le Conseil crurent qu'il étoit de la prudence de bor-
 ner les exécutions à ce peu de personnes, à cause du nombre & de la
 qualité des complices. Le Comte de Southampton fut gardé en pri-
 son, & tous les autres furent seulement condamnés à des amendes, que
 la Reine exigea de quelques-uns, & dont elle fit grâce à la plus gran-
 de partie. *Henri Newill* ne fut condamné qu'à tenir prison autant de
 tems que la Reine le jugeroit à propos, quoiqu'il fût prouvé contre
 lui,

lui, qu'il avoit eu connoissance de la Conspiration, sans en avoir rien déclaré. ELISA-
BETH.
1601.
Ambassade
d'Ecosse.

Les Comtes de Marr & de Kinlofs, Ambassadeurs d'Ecosse, étoient arrivez trop tard, dans le tems que le Comte d'Essex étoit déjà en prison. On sait bien à quel dessein le Comte d'Essex les avoit demandez: mais on ignore quelles Instructions ils avoient du Roi d'Ecosse, par rapport à la Conspiration. Il semble pourtant, que de la proposition du Comte d'Essex, & de l'arrivée de ces Ambassadeurs dans le tems que la Conspiration fut découverte, on peut inférer, que le Roi Jaques n'y étoit pas contraire. Quoi qu'il en soit, ces Ambassadeurs se bornèrent à tel-citer la Reine sur la découverte d'un complot si dangereux: à demander la punition d'un certain *Valentin Thomas*, qui en 1598. avoit accusé le Roi d'Ecosse d'avoir de mauvais dessein contre la Reine, & qui étoit encore en prison: à se plaindre qu'on avoit par finesse attiré hors d'Ecosse, deux fugitifs Anglois qui s'y étoient refugiez: enfin, à demander à la Reine, qu'elle donnât au Roi leur Maître, quelques Terres en Angleterre. *Elisabeth*, sans rien témoigner de ce qu'elle favoit, répondit, qu'elle recevoit en très la Reine.
Demandes
des Ambas-
sadeurs.

bonne part la félicitation du Roi d'Ecosse, & qu'elle souhaitoit que pareille chose n'arrivât pas dans son Pais. Qu'elle n'avoit pas voulu qu'on fit mourir *Valentin*, afin de faire voir qu'elle n'ajoutoit aucune foi à sa déposition. Que les deux fugitifs Anglois avoient été finement rattrapez par le Gouverneur des frontieres, qui avoit fait la faute de les laisser échaper, & qu'elle s'étonnoit que le Roi d'Ecosse les redemandât, puisqu'un Prince qui protege des Sujets rebelles d'un autre Prince, instruit les siens propres à se revolter contre lui. Que pour ce qui regardoit les Terres que le Roi d'Ecosse demandoit, elle s'en tenoit à la réponse qu'elle avoit déjà faite sur le même sujet. Que néanmoins, elle augmenteroit sa pension de deux-mille livres, pourvu qu'il entretint sincerement leur amitié mutuelle, sans se laisser conduire par des gens qui cherchoient leur avantage particulier dans les ca'amitez publiques.

Le Siege d'Ostende, qui fut commencé cette année au mois de Juillet, fournit une ample matiere aux affaires des Pais-Bas. *François de Vere*, qui en fut le premier Gouverneur pendant le Siege, & les Troupes Angloises qui servoient sous lui, s'y distinguèrent d'une maniere qui fit beaucoup d'honneur à leur Nation. Siege d'Ois-
tende.
Gruins.

Henri IV. se rendit à Calais au mois d'Août, comme pour voir de plus près ce qui se passoit à ce Siege, & cela causa quelque inquietude à l'Archiduc. Mais le voyage du Roi regardoit moins le Siege d'Ostende, que le dessein de conférer plus aisément avec *Elisabeth*, sur le projet qu'il commençoit à former contre la Maison d'Autriche. *Mezerai* prétend, qu'*Elisabeth* avoit la premiere conçu ce dessein, & qu'elle desiroit ardemment de conférer elle-même avec *Henri*, sur un Vaisseau, entre Douvre & Calais. Mais j'ai de la peine à croire, qu'à
Compli-
mens réci-
proques en-
tre *Henri IV.*
& *Elisabeth*.
Mezerai.
Camden.

ELISA- qu'à l'âge où elle étoit, & n'ayant point d'Enfans, elle ait occupé
BETH. son esprit d'un dessein de cette nature, dont l'exécution demandoit
 1601. beaucoup de tems & de dépense. Je crois encore moins, qu'elle ait voulu s'exposer aux incommoditez de la Mer, pour avoir une Conférence avec Henri IV. pour qui, depuis quelque tems, elle n'avoit ni beaucoup d'amitié ni beaucoup de confiance. Il y a bien plus d'apparence, que ce Prince, pensant dès-lors au projet qu'il voulut exécuter dans la suite, souhaitoit d'y engager Elisabeth. Les Historiens Anglois se contentent de dire, que la Reine ayant appris l'arrivée du Roi de France à Calais, lui envoya *Thomas Edouards* pour le complimenter, & que pour lui rendre la pareille, Henri lui envoya les Maréchaux de *Biron* & de *Lavardin*, avec le Duc d'*Aumont*, qui furent reçus avec toute sorte d'honneur & de civilité. Mezerai a dit encore, que la Reine fit voir à ces Seigneurs François, la tête du Comte d'Essex qu'elle gardoit dans sa Chapelle, avec celles de plusieurs autres Rebelles. Mais *Cambden* avoit déjà réfuté ce Conte dans ses Annales, en assurant, que la tête du Comte d'Essex fut enterrée avec son corps. Il a dit seulement, que la Reine parlant au Maréchal de *Biron*, du Comte d'Essex, lui avoit dit, qu'elle conseilloit au Roi de France, de ne pas épargner les têtes de ceux qui entreprendroient de troubler son repos.

Le Parlement s'étant assemblé au mois d'Octobre, on porta des plaintes dans la Chambre des Communes, touchant divers Monopoles autorisez par des Lettres Patentes de la Reine, qui donnoient à quelques Particuliers, le privilege de vendre certaines marchandises, privativement à tous autres. La Reine ayant été informée que la Chambre regardoit ces sortes de Monopoles comme autant de breches aux Privileges des Sujets, cassa la plus grande partie des Lettres qu'elle avoit accordées, & donna Commission aux Juges du Royaume, d'examiner la validité des autres. Cette démarche, faite avant même qu'on lui eût présenté d'Adresse sur ce sujet, fut si agreable aux Communes, qu'elles lui députerent quatre-vingts de leurs Membres pour l'en remercier. Elle ne laissa pas passer cette occasion de témoigner à la Chambre la grande affection qu'elle avoit pour ses Sujets. Après avoir reçu le compliment des Députés, elle leur répondit en ces termes.

Elles l'en remercient par des Députés.

MES CHERS AMIS,

Je vous dois de grandes louanges, & un remerciement singulier, pour la bonne affection que vous m'avez témoignée, en me faisant connoître l'erreur que j'avois commise, non pas volontairement, mais par ignorance. Cette erreur seroit tournée à ma honte, quoique je ne l'eusse pas mérité, puisqu'il n'y a rien dont je fasse plus de cas, que de l'amour & de l'estime de mes Sujets, si vous n'aviez pris soin de me faire connoître les harpies

Discours de la Reine aux Députés des Communes.

pies qui m'ont arraché ces faveurs. J'aimerois mieux perdre l'usage de mes mains, que de les employer à signer des Privilèges préjudiciables à mon Peuple. Je ne suis pas assez ébloui par l'éclat de la Majesté Royale, pour croire que je puisse franchir les bornes de la Justice. Les Souverains qui ignorent l'art de regner, peuvent bien être abusés par le glorieux Titre de Roi, de même que les malades, par la feuille d'or qui couvre les pillules qu'on leur donne: mais je ne suis pas de ce nombre. Je sais que les Etats doivent être gouvernez, non au profit de ceux qui en ont la conduite, mais à l'avantage du Peuple qui leur est commis, & qu'il y a un Juge suprême, auquel il faut que les Souverains rendent compte. Je m'estime très heureuse d'avoir gouverné jusqu'ici sur de tels principes, & d'avoir des Sujets pour lesquels je quitterois volontiers mon Trône, & ma vie même, si cela pouvoit leur être utile. Je vous prie donc de ne m'imputer point des fautes que d'autres ont faites, en me suggérant des faussetez, & que le témoignage d'une droite conscience me serve d'excuse envers vous. Vous savez bien que les Ministres des Princes sont souvent plus attentifs à leur propre bien, qu'à celui de l'Etat, qu'ils leur cachent la vérité, & que les Souverains ayant tant d'affaires sur les bras, ne peuvent pas voir tout par eux-mêmes.

Elisabeth avoit le bonheur de se faire croire, quand elle parloit ainsi, parce qu'effectivement, sous son Regne, les Anglois ont été le plus heureux Peuple du monde. Ils ne voyoient point faire des complots contre leur Liberté, ni encourager ceux qui propoisoient de rogner quelques-uns de leurs Privilèges. La Justice étoit rendue avec impartialité, & ils ne voyoient point dissiper mal à propos les revenus de la Couronne, & les Subsidés que le Parlement accordoit pour les besoins publics. Ils avoient donc lieu de croire, que la Reine les aimoit véritablement, puisqu'elle les faisoit jouir d'une telle félicité. Quelques-uns des Successeurs de cette illustre Reine ont bien parlé de la même maniere à leurs Parlemens, & cela même est en quelque sorte tourné en coutume: mais ils n'ont pas tous obtenu la même créance, parce que ce ne sont pas les paroles qui persuadent, mais les effets. Cette affaire ne se passa pas en purs complimens réciproques. La Chambre des Communes, voulant témoigner à la Reine sa reconnaissance, lui accorda le plus grand Subside qu'elle lui eût jamais accordé depuis le commencement de son Regne. Heureux les Rois d'Angleterre, qui, par une conduite pleine de franchise & de bonne-foi, savent entretenir une telle correspondance entre eux & leur Parlement!

La Guerre d'Irlande se continua toute cette année avec des succès plus heureux pour les Anglois, que dans les deux années précédentes. Les Rebelles reçurent pourtant un secours d'Espagne, conduit par *Don Jean d'Aguilar*, qui arriva au Port de King'sale, & se rendit maître de la Ville. Il publia d'abord un Manifeste, où il disoit, qu'Elisabeth ayant été légitimement déposée par le Pape, ses Sujets n'étoient plus liés par leur serment de fidélité, & qu'il étoit venu pour

ELISA-
DETH.
1601.

Confiance
du Parle-
ment aux
paroles de la
Reine.

Continua-
tion de la
Guerre d'Ir-
lande.
Camden .
Secours
d'Espagne au
Comte de
Tyrope.

Tom. VI.

Qq q

déli-

ELISA-BETH. 1602.
Tyrone
perd une Ba-
taille.
Les Espa-
gnols se reti-
rent.

délivrer l'Irlande des pièges du Diable. Mais, bien loin de faire dans cette Isle les progrès auxquels il s'étoit attendu, il se vit incontinent assiégé dans Kingfale, par le Viceroi. Peu de tems après, le Comte de Tyrone s'étant approché des Anglois, pour faire lever le Siège, fut battu à platte-couture, après quoi le Général Espagnol se vit obligé de capituler. On lui accorda de pouvoir se retirer avec les Troupes, en Espagne, après qu'il auroit rendu certains Châteaux dont il s'étoit emparé. Cette Capitulation fut signée le 2. de Janvier de l'année 1602. Pendant le reste de l'Hiver, le Viceroi eut contre les Rebelles divers autres bons succès, qui mirent les affaires du Comte de Tyrone dans une très mauvaise situation.

1602.
Flotte con-
tre l'Espa-
gne.

Cependant, la Reine voulant ôter aux Espagnols l'envie de faire de nouvelles entreprises sur l'Irlande, fit équiper une Flotte de huit grands Vaisseaux, & de quelques autres moindres, & en donna le commandement à *Richard Lewiffon*, & à *Guillaume Monfon*. Ces deux Commandans s'étant séparés, *Lewiffon* rencontra trente-huit Vaisseaux Espagnols qui venoient des Indes Orientales, & les atta-

Prise d'une
riche Cara-
que Espa-
gnole.

qua, mais sans succès. *Monfon* l'ayant joint quelque tems après, ils allerent ensemble attaquer une grande Caraque du port de quinze-cens tonneaux, qui venoit du même País, & qui s'étoit retirée sous le Château de *Zizambra*, en Portugal, où elle étoit soutenue de onze Galeres commandées par *Spinola*. Malgré la difficulté de cette entreprise, ils ne laisserent pas d'attaquer la Caraque, & après avoir écarté les Galeres, ils se rendirent maîtres de ce riche Vaisseau, qui fut estimé plus d'un million d'écus, & l'emmenèrent en Angleterre, n'ayant perdu que douze hommes dans le combat.

Galeres pri-
ses par les
Anglois.

Au mois de Septembre suivant, *Spinola*, avec six Galeres qu'il avoit sauvées, voulant aller en Flandre, rencontra dans la Manche quelques Vaisseaux Anglois & Hollandois, qui lui livrerent un rude combat. Deux de ses Galeres furent submergées, une fut prise, & il se retira dans le Port de l'Ecluse avec les trois autres.

Differend
entre les Jé-
suites & les
Prêtres sécu-
liers.

Proclama-
tion contre
les Jésuites.

Dans cette même année, il y eut en Angleterre un grand différend, entre les Jésuites & la plupart des Prêtres séculiers. Ceux-ci accusoient les Jésuites d'être l'unique cause des Loix sévères qui avoient été faites contre les Catholiques, parce qu'ils avoient trempé dans toutes les Conspirations, & qu'ils avoient même suborné des assassins pour tuer la Reine. Pendant que cette querelle étoit dans sa plus grande chaleur, la Reine eut avis que les Jésuites, & ceux d'entre les Prêtres séculiers qui suivoient leurs principes & leur parti, tramoient quelque chose contre le Gouvernement. Cela fut causé que, par une Proclamation, elle les bannit du Royaume, avec défenses d'y remettre jamais le pied, sur peine de la vie. Les autres Prêtres séculiers, qui n'étoient pas du parti des Jésuites, étoient aussi soumis à la même peine, à moins qu'ils ne se liassent par un serment de fidélité.

Cc

Ce fut aussi dans le cours de cette année, que le Roi Henri IV. fit trancher la tête au Maréchal de Biron, pour avoir conspiré avec plusieurs autres, de démembrer la Monarchie Françoisé. Ce Seigneur avoit été comme son bras droit, pendant que les affaires avoient été en mauvais état. Mais depuis qu'il avoit fait la Paix avec l'Espagne, il avoit jugé que le meilleur moyen pour se procurer du repos, étoit de gagner, par des bienfaits, les Seigneurs François qui lui avoient été le plus contraires. Cela ne se pouvoit faire sans négliger les anciens amis; & ce fut là l'unique cause de cette Conspiration, dont le Maréchal de Biron étoit le Chef. Ses complices, comme le Comte d'Auvergne & quelques autres, obtinrent aisément leur grace. Mais le Maréchal de Bouillon, qui étoit aussi du nombre, jugea qu'il étoit plus sûr pour lui de se retirer en Allemagne, d'où il écrivit à Elisabeth, pour la prier d'interceder pour lui. Le Roi de France lui écrivit aussi, pour lui faire part de cette Conspiration, & pour lui demander conseil sur ce qu'il avoit à faire par rapport au Maréchal de Bouillon. La Reine lui répondit, qu'elle ne pouvoit lui donner aucun conseil, avant que de savoir parfaitement, si le Maréchal étoit coupable. Elle l'avertissoit aussi, de prendre garde que ce ne fût une ruse Espagnole, pour lui faire concevoir des soupçons contre ses meilleurs Sujets. Mais Henri, ne regardant pas le Maréchal sur ce pied-là, dit à l'Ambassadeur d'Angleterre, que la Reine fa Maitresse en avoit meilleure opinion qu'il ne méritoit, puisqu'il étoit certain, qu'il étoit entré bien avant dans la Conjuration du Comte d'Essex, & qu'il ne l'avoit pas même défavoué.

Les affaires du Comte de Tyrone, en Irlande, alloient toujours fort mal pour lui. Le Viceroy l'ayant poursuivi sans lui donner aucun relâche, jusques dans les endroits où il se croyoit le plus en sûreté, le contraignit enfin d'avoir recours à la clémence de la Reine: mais il ne voulut point recevoir, sa soumission, sans un ordre exprès de la Cour. Cet ordre étant enfin arrivé, le Comte de Tyrone vint se rendre au Viceroy, qui résolut de l'emmener avec lui en Angleterre, pour le présenter à la Reine.

Sur la fin du mois de Janvier de l'année 1603, Elisabeth commença à sentir les premières atteintes de la maladie qui la conduisit enfin au tombeau. On regarda d'abord comme un mauvais présage, la nécessité où elle se trouva de faire scier l'Anneau qu'elle portoit à son doigt, parce qu'elle avoit accoutumé de dire, que c'étoit avec cet Anneau qu'elle avoit épousé son Peuple. Comme elle étoit déjà dans un âge fort avancé, on jugea aisément qu'elle ne releveroit pas de cette maladie. Ainsi, quelque tems avant sa mort, elle eut le chagrin de se voir abandonnée de la plupart de ses Courtisans, qui s'empresèrent à l'envi à rechercher la faveur du Roi d'Ecosse son Successeur présumptif. Cela lui causa une tristesse dont il ne lui étoit pas possible de cacher la cause, d'autant plus qu'on parloit déjà ouvertement de faire venir le Roi Jaques en Angie-

ELISABETH.

1603.
Conspiration contre Henri IV.
Le Maréchal de Bouillon prie la Reine d'interceder pour lui.

Les Affaires de Tyrone vont en décadence.
Il se soumet à la Reine.

1603.
La Reine tombe malade.

Ses Courtisans l'abandonnent.

Elle en ressent un grand chagrin.

ELISABETH. terre, avant qu'elle eût expiré. Au commencement du mois de Mars, elle fut attaquée d'un engourdissement dans ses membres, qui la rendoit immobile, & faisoit qu'elle ne pouvoit même parler qu'avec beaucoup de difficulté. Cet état étoit accompagné d'un chagrin extraordinaire, en sorte qu'elle ne pouvoit souffrir personne auprès d'elle, que l'Archevêque de Cantorbery, qui la consolait, & qui prioit Dieu pour elle & avec elle. Enfin, lorsqu'on s'appercut qu'elle étoit proche de sa dernière heure, le Conseil lui députa l'Amiral, le Garde du Sceau Privé, & un des Secretaires d'État, pour la prier de nommer son Successeur. Elle répondit avec quelque peine, qu'elle avoit toujours dit, que son Trône avoit été un Trône de Rois, & qu'elle ne vouloit point qu'une personne vile lui succédât. Le Secrétaire lui ayant représenté que ces paroles étoient fort obscures, & que le Conseil souhaitoit qu'elle déclarât plus ouvertement sa volonté : *Je veux, dit-elle, qu'un Roi me succède, & qui fera-ce que le Roi d'Ecosse, mon plus proche parent ?* Après cela, l'Archevêque l'ayant exhortée à ne penser plus qu'à Dieu : *C'est ce que je fais, dit-elle, & mon cœur ne s'éloigne point de lui.* Quand elle ne put plus parler, elle leva ses yeux & ses mains au Ciel, & après avoir donné quelques autres marques de sa confiance en la miséricorde de Dieu, elle expira, le 24. de Mars vieux style, dans la soixante & dixième année de sa vie, & dans la quatrième de son Règne.

Caractère d'Elisabeth.

Pour faire en peu de mots l'éloge de cette illustre Reine, il semble qu'il devroit suffire de faire remarquer, que sa mémoire est encore en bénédiction parmi les Anglois, dans un tems où l'on ne peut pas soupçonner que la flatterie ait aucune part à la vénération qu'ils ont pour elle. Mais Elisabeth a banni d'Angleterre la Religion Catholique, & y a rétabli la Réformation. Cela seul a été cause qu'il s'est formé sur son sujet deux Partis, qui s'accusent réciproquement, ou de flatterie, ou d'animosité. Les Protestans, considérant que cette Reine a été l'unique rempart de leur Religion, qui, sans elle, auroit été vraisemblablement ruinée, en Angleterre, en Ecosse, en Irlande, & peut-être en France & dans les Pays Bas, ne peuvent s'empêcher de lui donner de grands éloges, & se sentent portez à excuser ses défauts. Par cette même raison, les Catholiques Romains la regardent d'un autre oeil, & même quelques-uns d'entre eux n'ont pas fait difficulté de la représenter avec les plus noires couleurs, & d'accompagner son nom d'épithètes très odieuses. C'est ce qui fait qu'il est impossible de lui donner un Caractère qui soit du goût de tout le monde. Je me contenterai donc de faire ici quelques réflexions, qui pourront aider à ceux qui ne cherchent que la vérité, à porter, sur cette fameuse Reine, un Jugement désintéressé, indépendamment de la passion & des préjugés des Partis.

Son habileté.

Elisabeth avoit beaucoup d'esprit, & un jugement naturellement droit & solide. C'est ce qu'elle fit bien voir par toute sa conduite, depuis

depuis le commencement de son Règne, jusqu'à la fin. Rien ne marque mieux sa capacité, que l'adresse avec laquelle elle fut se débarrasser de tous les embarras que ses ennemis lui faisoient, sur-tout, quand on considère quels étoient ces ennemis. C'étoit ce qu'il y avoit de plus puissant, de plus fin, de plus délié, de moins scrupuleux, en Europe. Il suffit de les nommer, pour en convaincre tout le monde. La Cour de Rome sous divers Papes, Philippe II. Roi d'Espagne, le Duc d'Albe, Henri II. & Charles IX. Rois de France, Catherine de Medicis, le Duc de Guise, le Cardinal de Lorraine, Marie Reine d'Ecosse, tout le Clergé Romain, & en particulier, les Jésuites. Si elle avoit eu des forces proportionnées à celles de ses ennemis unis ensemble, il n'y auroit rien là de fort extraordinaire : la force supplée souvent au défaut de capacité. Mais comment résista-t-elle à des ennemis si puissans & si redoutables ? Ce fut par deux ou trois Maximes, qu'elle posa pour fondement de sa conduite, & dont elle ne s'écarta jamais : de se faire aimer de son Peuple : de bien ménager ses finances : d'entretenir la division parmi ses voisins. Si on y prend garde de près, elle n'avoit point d'autre moyen de se garantir. On ne peut donc disconvenir, que ce ne soit là une marque bien évidente de son habileté. Mais ce n'est pas sur cela que je dois principalement insister, puisque personne ne lui a jamais disputé cette qualité : au contraire, c'est de là que ses ennemis ont pris occasion de la décrier, en faisant regarder comme des Vices déguisez, ce que ses partisans veulent faire admirer comme des Vertus. Ils ont prétendu, que toute son habileté consistoit dans une dissimulation outrée, & dans une profonde hypocrisie. En un mot, ils ont dit que c'étoit une véritable Comédienne. Pour moi, je ne prétends pas nier qu'elle n'ait fait un grand usage de la dissimulation, tant envers les Cours de France & d'Espagne, qu'à l'égard de la Reine d'Ecosse & des Ecossois. Ce seroit vouloir nier une chose trop manifeste. Il n'y eut que la Cour de Rome, avec laquelle elle ne dissimula jamais. Je suis encore persuadé, qu'ayant tant d'intérêt à se concilier l'amour & l'estime de ses Sujets, elle affecta de parler souvent, & avec exagération, de la tendresse qu'elle avoit pour eux, & qu'elle voulut persuader qu'elle faisoit, par un excès d'affection pour son Peuple, des choses auxquelles son propre intérêt avoit la meilleure part. Mais la question est de savoir si, dans les circonstances où elle se trouvoit, sa dissimulation étoit blâmable. Quel tort faisoit-elle à ses Sujets, en tâchant de leur persuader qu'elle les aimoit tendrement, puisqu'elle faisoit actuellement & réellement tout ce qui étoit nécessaire pour les en convaincre ? Par rapport aux Etrangers, il faut soigneusement remarquer, que sa dissimulation & ses artifices ne tendoient pas à s'emparer de leur bien, mais à conserver le sien propre. Ses ennemis ont souvent tenté de lui arracher la Couronne, & la vie même. Elle a su

ELISABETH.
1603.

Sa dissimulation.

Remarque sur ce sujet.

ELISABETH. sauver l'une & l'autre, par sa Politique & par sa dissimulation. Où est le mal de cette conduite? Peut-on, sans une extrême prévention, confondre la dissimulation & les artifices qui n'ont pour but que de se conserver soi-même, avec la dissimulation & les artifices qui ne tendent qu'à surprendre les innocens & à s'emparer du bien d'autrui, & peut-on les regarder sur le même pied? Pour moi, je suis si éloigné de croire que cette sorte de dissimulation porte aucun préjudice à la réputation d'Elisabeth, que je suis au contraire persuadé, qu'elle doit faire une partie de son éloge.

Sur son
avarice.

L'avarice est encore un défaut, que ses propres partisans lui ont reproché. Je ne veux pas disconvenir, qu'il n'y ait eu quelque excès dans son économie, & qu'en certaines occasions, elle n'ait poussé trop loin les conséquences de la Maxime qu'elle avoit établie, de ne rien dépenser qu'à propos. Mais en général, je soutiens, que les circonstances où elle se trouvoit, demandoient, sinon qu'elle fût avare, du moins, qu'elle ne se défit de son argent qu'avec la plus grande circonspection, tant pour conserver l'affection de son Peuple, que pour se tenir toujours en état de résister à ses ennemis. Au fond, à qui faisoit-elle du tort par son extrême économie? A une douzaine de Courtisans affamez, qui auroient bien souhaité qu'elle eût prodigué ses trésors, comme le Roi son Pere l'avoit fait au commencement de son Regne. Quant au reste de ses Sujets, bien loin qu'ils eussent sujet de se plaindre de cette prétendue avarice, ils avoient lieu au contraire de s'en louer, puisqu'elle ne consistoit pas à leur ravir leur bien par des moyens illégitimes, ainsi que l'avoit fait Henri VII. son Ayeul, mais à bien ménager ses revenus, & par conséquent les leurs propres.

Calomnies
répandues
par rapport à
sa chasteté.

On l'accuse encore de n'avoir pas été aussi chaste, qu'elle affectoit de le paroître. Quelques-uns même prétendent, qu'il y a encore en Angleterre quelque posterité d'une Fille qu'elle avoit eue du Comte de Leicester. Mais comme jusqu'ici personne n'a entrepris de donner aucune preuve de cette accusation, on peut hardiment la mettre au rang des calomnies dont on a tâché de flétrir sa réputation, tant pendant sa vie, qu'après sa mort.

Réflexions
sur la mort
de la Reine
d'Ecosse.

Il n'est pas aussi facile de la justifier sur la mort de la Reine d'Ecosse. C'est ici qu'il faut reconnoître franchement, qu'elle sacrifia l'équité, la justice, & peut-être sa propre conscience, à la fureur. Si Marie étoit coupable d'avoir fait mourir le Roi son Epoux, comme il y a lieu de le croire, ce n'étoit pas à Elisabeth à l'en punir. Aussi ne fut-ce pas pour ce crime qu'elle lui ôta la vie; mais elle se servit de ce prétexte pour la retenir en prison, sous le prétexte capiteux de faire connoître son innocence. C'étoit en cette occasion que la dissimulation étoit blâmable. Cette première injustice l'engagea dans la suite, à employer une infinité de ruses & d'artifices pour se procurer

procurer un prétexte de rendre la prison de cette Reine perpétuelle. De là naquit enfin la nécessité de la faire mourir sur un échafaut. Enfin, cet excès de violence produisit encore les artifices & les dissimulations dont elle usa pour s'en justifier, & pour en rejeter la faute sur un innocent. C'est là, sans doute, le mauvais endroit d'Elisabeth, qui prouve manifestement jusqu'à quel excès elle portoit la crainte de perdre cette Couronne, qu'elle sentoît toujours chancelante sur sa tête. C'est cette crainte & cette inquiétude continuelle où elle étoit sur ce sujet, qui caractérise son Regne, parce qu'elle fut la cause & le principe de presque toutes ses actions. Tout ce qu'on peut dire de plus fort pour Elisabeth, c'est que la Reine d'Ecosse, & ses amis, avoient porté les choses à un tel point, qu'il falloit que l'une des deux Reines pérît, & qu'il étoit naturel que la plus foible succombât. Mais cela n'excuse point l'injustice qu'Elisabeth avoit déjà faite à Marie en la retenant en prison, injustice qui n'avoit d'autre fondement que la crainte d'Elisabeth par rapport à sa Couronne.

ELISABETH.
1603.

Je viens présentement à la Religion d'Elisabeth. Je ne crois pas que jamais personne ait prétendu qu'elle n'étoit pas véritablement Protestante. Mais comme elle avoit intérêt de l'être, quelques-uns en ont pris occasion de douter, si le zèle qu'elle faisoit paroître pour sa Religion, étoit un effet de sa persuasion, ou de sa Politique. Ce qui peut avoir donné occasion à ce doute, c'est qu'il paroît assez clairement par son Histoire, qu'en secourant les Protestans de France & des Pais-Bas, aussi bien que ceux d'Ecosse, elle n'avoit que des vues temporelles, & de se garantir contre les invasions dont elle étoit menacée. Mais on ne peut pas inférer de là, qu'elle n'étoit pas bonne Protestante, ou qu'elle n'avoit point de Religion, puisqu'il n'est nullement impossible que sa Religion s'accordât avec ses intérêts temporels. Tout ce qu'on peut dire à cet égard, c'est qu'il lui arriva quelquefois de faire marcher ses intérêts temporels devant ceux de la Religion.

Sur la Religion d'Elisabeth.

Elle a été accusée avec beaucoup d'emportement, d'avoir persécuté les Catholiques, & d'en avoir fait mourir plusieurs. Il est vrai qu'il y en a eu quelques uns qui ont souffert la mort sous son Regne. Mais on peut soutenir hardiment, qu'aucun n'a été puni de mort, que pour avoir conspiré contre la Reine ou contre l'Etat, ou pour avoir tenté de détruire la Religion Protestante en Angleterre, & d'y rétablir la Catholique par des moyens violens. Les Catholiques qui ont voulu vivre en repos, ont été tolerez, quoique pourtant un peu gênés par rapport à l'exercice de leur Religion, mais jamais à l'égard de leurs consciences. Si cela doit être appelé persécution, quel nom donnera-t-on à ce que les Protestans ont souffert sous le Regne de Marie ?

Sur la persécution contre les Catholiques.

Les Presbyteriens croyent aussi avoir raison de se plaindre de l'Acte de Parlement qui fut fait sous ce Regne, qui les empêchoit de jouir

& contre les Presbyteriens.
de

ELISA- de la liberté de conscience, quoiqu'ils fussent Protestans. Je n'entre-
BETH. prendrai point de décider s'ils avoient raison de se plaindre de cette
 1603. rigueur. Je me contenterai de dire seulement, qu'il me semble qu'il
 y avoit en eux un peu trop d'obstination, & trop peu de charité dans
 leurs adversaires.

Juste Elog Pour rassembler en deux mots ce qui peut servir à former le Carac-
d'Elisabeth. tère d'Elisabeth, j'ajouterai, qu'elle a été une bonne & illustre Rei-
 ne, ayant beaucoup de vertus & de bonnes qualitez, & peu de dé-
 fauts. Mais ce qui doit, sur toutes choses, la faire estimer, c'est
 qu'elle a fait jouir les Anglois d'une félicité inconnue à leurs Ancé-
 tres sous la plupart des Rois ses Prédécesseurs. C'est là sans doute la
 pierre de touche, qui doit servir à faire porter un juste Jugement de
 ceux que Dieu a préposés au gouvernement des Etats.

FIN DU TOME VI.



